

*image
not
available*

9all. rev.

Lacroix, Paul.

473 ^{af} in 8^o



HISTOIRE
DE LA
RESTAURATION
DU RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE
ET
DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

LAGNY. — TYPOGRAPHIE DE VIALAT ET C^e



CHATEAUBRIAND.

HISTOIRE

DE

RESTAURATION

OU

ÉTUDE DE LA RÉVOLUTION

DE LA RÉVOLUTION DE 1848

PAR M. L. CACHIN

PAR M. L. CACHIN



DEPUIS LE DÉPÔT DE LA BIBLIOTHÈQUE

QUAI MALAQUAIS, 21

1850

722.3



HISTOIRE
DE LA
RESTAURATION

DE
RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE
ET DE LA
RÉVOLUTION DE FÉVRIER 1848

Jusqu'à l'élection du président de la République

PAR
PAUL LACROIX

(BIBLIOPHILE JACOB)

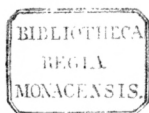
VIWED DE LA COMMISSION DES MONUMENTS HISTORIQUES, ET DE LOIRED DES MONUMENTS ABRIÉS
IN L'HISTOIRE DE FRANCE.



PARIS
DUFOUR ET MULAT, ÉDITEURS
QUAI MALAQUAIS, 21

1850

225



HISTOIRE DE FRANCE.



RESTAURATION.

LOUIS XVIII.

(31 mars 1814.) Paris a capitulé ; mais l'œuvre de la trahison ne fait que de commencer. Le prince de Talleyrand et son complice, l'abbé de Pradt, sont en conciliabule à l'hôtel de la rue Saint-Florentin : c'est là que l'empereur Alexandre doit venir loger ; c'est de là que partiront les derniers coups qui vont saper le trône de Napoléon.

Les corps d'armée des maréchaux ducs de Trévise et de Raguse ont évacué la capitale pendant la nuit, en se retirant à Villejuif, pour couvrir la route de Fontainebleau où l'Empereur prépare encore des plans de campagne ; au point du jour, tous les postes intérieurs ont été remis à la garde nationale : il n'y a plus dans la ville d'autres soldats que des blessés et des déserteurs ; la municipalité semble avoir abdiqué ; les maires et les commissaires de police ne sont pas même à leur poste ; la population, triste et inquiète, reste enfermée dans les maisons ; les rues sont désertes et silencieuses. A midi, les premières colonnes des ennemis entrèrent dans Paris, par la barrière Saint-Martin : plus de quarante mille hommes de toute arme défilèrent sur les boulevards et s'étendirent jusqu'à l'avenue des Champs-Élysées. A la tête de cet immense cortège où chaque nation était représentée par quelques régiments et quelques escadrons d'élite, marchaient l'empereur de Russie, le roi de Prusse, le grand-duc Constantin, le prince de Schwartzemberg et les principaux chefs des armées étrangères. On entendait çà et là des vivats et des acclamations en l'honneur des *alliés*, et surtout de l'empereur de Russie, qui saluait les dames avec une grâce toute française ; mais la foule, en général, était muette et anxieuse : des larmes brillaient dans bien des yeux. On ne paraissait pas comprendre les cris de *Vivent les Bourbons !* et de *Vive le roi !* que certains individus jetaient au passage des chefs de la coalition européenne. C'est que depuis vingt-trois ans le souvenir des princes émigrés de la famille de Louis XVI avait presque

disparu en France, du moins à Paris, où l'on ignorait qu'ils existassent. La génération nouvelle était fille de la République et de l'Empire.

Mais les partisans de l'ancienne monarchie osaient alors se compter et se montrer. On agitaït des mouchoirs blancs aux eroisées; on y arborait même des drapeaux blancs, que le peuple regardait comme des emblèmes de paix; des cocardes blanches apparaissaient à quelques chapeaux; des nœuds de ruban blanc, à quelques boutonnières. Plusieurs jeunes gens, appartenant à la vieille noblesse, rentrés en France à la suite des armées coalisées, osèrent parcourir à cheval les boulevards et les quais, en criant : *Vive Louis XVIII!* et en distribuant des cocardes blanches; ils furent rejoints, sur la place Vendôme, par une bande de misérables en haillons, conduits par deux agents du comte d'Artois et payés pour proférer les mêmes eris et pour répandre aussi des proclamations royalistes, des cocardes et des drapeaux blancs. La place Vendôme devint le quartier général des premiers soldats de la Restauration, recrutés par le baron de Maubreuil, pendant cinq jours : les scènes les plus scandaleuses se succédèrent autour de cette Colonne élevée à la gloire des armes françaises. La jeunesse dorée de l'émigration n'avait pas eu honte d'encourager et de seconder les efforts d'un ramas d'ivrognes stipendiés, essayant vainement de renverser la statue de Napoléon, qui les aurait écrasés dans sa chute : on vit les fils des plus illustres familles de la France monarchique s'atteler comme des forçats à une corde que l'un d'eux avait attachée au cou de cette statue, qui résista pourtant à tous les assauts. Enfin, pour la faire disparaître, on allait miner le monument de bronze qui lui servait de piédestal, lorsque le fondeur Delaunay, comme pour expier le crime de l'avoir élevée sur la Colonne, reçut l'ordre de l'en faire descendre, *sous peine d'exécution militaire*. Cet ordre fut signé par le comte de Rochechouart, colonel aide-de-camp de l'empereur de Russie et commandant de la place.

Cependant Alexandre s'était rendu à l'hôtel du prince de Talleyrand. Dans sa pensée, la coalition des rois avait atteint le but qu'elle se proposait : Napoléon était dompté et l'Europe satisfaite; il ne s'agissait plus que d'asseoir la paix générale sur des bases durables. Mais Talleyrand et de Pradt avaient une autre pensée et un autre projet : ils n'eurent pas de peine à les faire prévaloir dans une conférence, à laquelle assistaient, avec l'empereur de Russie et le roi de Prusse, les puissants auxiliaires qu'ils avaient gagnés d'avance autour de ces deux souverains. L'abbé de Pradt et l'abbé Louis furent les orateurs de cette conférence qui déclara de l'Empire. Alexandre, entraîné et subjugué par les raisonnements astucieux de Talleyrand et de ses acolytes, déclara solennellement qu'il ne traiterait plus avec Napoléon ni avec aucun membre de sa famille. L'empereur d'Autriche n'était pas là pour défendre les intérêts de son gendre, de sa fille et de son petit-fils. La déclaration d'Alexandre fut aussitôt formulée en manifeste par l'abbé de Pradt qui y glissa quelques mots qu'on pouvait déjà interpréter en faveur des Bourbons; ainsi, faisait-il dire à Alexandre, dans ce manifeste d'où devait sortir la Restauration, que les

souverains alliés respecteraient *l'intégrité de l'ancienne France telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes*, et qu'ils lui offriraient des conditions de paix plus favorables, à cause de son retour *vers un gouvernement sage*. Le sénat était en conséquence invité à nommer un gouvernement provisoire et à préparer la constitution qui pût convenir au peuple français.

Cette proclamation, affichée sur tous les murs de Paris, fut, pour ainsi dire, le signal de la défection dans le parti de l'Empereur. L'ingratitude des individus se cacha derrière la raison d'État des corps constitués. Chacun ne songea qu'à conserver sa position personnelle, son rang et sa fortune, en faisant bon marché du gouvernement auquel il les devait; chacun oublia, en un instant, non-seulement ses serments, mais encore cette pudeur qui est la meilleure gardienne de la foi jurée. Le conseil municipal donna l'exemple de ce lâche égoïsme, en insultant au malheur de Napoléon, qu'il avait tant de fois et non moins lâchement adulé : le 1^{er} avril, dans une proclamation où l'on reconnaissait à chaque ligne la plume d'un royaliste et qui fut le coup d'essai de l'avocat Bellart, les membres de la municipalité ourent l'insolence d'avouer qu'ils abjuraient *toute obéissance envers l'usurpateur pour retourner à leurs maîtres légitimes*. Le nom des Bourbons n'était pas prononcé; mais on le découvrait déjà sous ces affectations de langage officiel : il circulait déjà dans les rues et les carrefours; il retentissait dans les journaux que les royalistes avaient envahis en même temps que la capitale; il était répété dans les affiches et les publications anonymes dont Paris avait été inondé. Cependant les souverains alliés n'autorisaient pas encore ouvertement cette propagande monarchique, et ils avaient l'air de vouloir consulter le sentiment du pays, avant d'appuyer les Bourbons. Tout était convenu entre eux, dès ce moment-là, et Talleyrand se voyait maître de la situation : le duc de Vicence, envoyé par Napoléon avec des pleins pouvoirs pour conclure la paix, ne réussit pas même à entamer des négociations au nom de l'impératrice et de son fils, quo protégeait en vain une ombre de gouvernement provisoire établi à Blois le 1^{er} avril. C'est Talleyrand, que Caulaincourt rencontre sans cesse comme un mur d'airain entre Napoléon et Alexandre.

Talleyrand préside le sénat qui se réunit extraordinairement, au nombre de soixante-quatre membres, pour la formation d'un gouvernement provisoire; Talleyrand est mis à la tête de ce gouvernement qui se compose du comte de Beurnonville, du comte de Jaucourt, du duc d'Alborg et de l'abbé de Montesquiou, auxquels sont adjoints Dupont (de Nemours) en qualité de secrétaire général, et Roux-Laborie, comme secrétaire adjoint. Le gouvernement provisoire nomme le général Dessolles commandant en chef de la garde nationale de Paris et adresse de la part du sénat aux armées françaises une proclamation infâme, pour les délier du serment de fidélité envers Napoléon. Le sénat, qui prétendait outrager l'Empereur au nom de la *France entière*, fut hautement désavoué par l'opinion publique : il poursuivait sa mission d'ingratitude, et dans sa séance du 3 avril, déclara Napoléon Bonaparte dé-

cim du trône, en abolissant le droit d'hérédité dans sa famille. Le sénat acheva de se déshonorer par cet acte de lâcheté, après s'être discrédité de longue date par sa conduite basse et servile. Des commissaires provisoires furent chargés de remplacer les ministres de l'Empereur, qui étaient toujours à Blois : Henrion de Pansey eut le ministère de la justice; le comte de Laforêt, les affaires étrangères; le général Dupont, la guerre; le baron Malouet, la marine; le baron Louis, les finances, et Anglès, la police. C'étaient l'ancien régime, la haine de l'Empereur et la restauration des Bourbons, qu'on avait voulu personnifier par ces nominations ministérielles. Tous les corps constitués ne crurent pas devoir rester attachés plus longtemps au gouvernement impérial. Dans la journée du 3 avril, on vit adhérer successivement à la déclaration du sénat le corps législatif représenté par soixante-dix-sept de ses membres, la cour de cassation, la cour d'appel, le conseil d'État et le reste de la magistrature. Talleyrand avait donné à lui seul cette impulsion générale aux classes élevées de la société, qui se précipitaient à l'envi dans la conspiration des ingrats, des lâches et des ambitieux, contre l'*Ogre de Corse*. C'est ainsi que le folliculaire Martainville venait de qualifier Napoléon, en s'inspirant sans doute de l'adresse du gouvernement provisoire au peuple français, *factum injurieux et ridicule* qui annonçait le rétablissement de la *véritable monarchie* et du *trône paternel*, sans nommer les Bourbons et Louis XVIII. Voici en quels termes Talleyrand osait parler de son empereur : « Sur les ruines de l'anarchie, il n'a fondé que le despotisme. Il devait, au moins par reconnaissance, devenir Français avec vous : il ne l'a jamais été. Il n'a cessé d'entreprendre, sans but et sans motif, des guerres injustes, en aventurier qui veut être fameux. Il a, dans peu d'années, dévoré vos richesses et votre population... Napoléon vous gouvernait comme un roi de Barbares. » Talleyrand, en défiant Napoléon qui était encore à Fontainebleau entouré de son armée, savait bien que cette armée ne pouvait plus déjà compter sur ses généraux.

Trois jours d'attente et d'incertitude avaient perdu la cause de l'Empereur : il ignorait et on lui laissait ignorer ce qui se passait à Paris; il ne soupçonnait pas les intrigues qui achevaient de saper les restes de son pouvoir. Quarante-cinq mille hommes d'élite étaient alors concentrés autour de lui : il en aurait rassemblé sans peine plus de cent vingt mille sous les ordres de ses maréchaux : il songeait donc à faire opérer un mouvement sur la capitale par les corps réunis de Macdonald, de Mortier et de Marmont. Ce dernier, avec quinze mille hommes, avait pris position devant Essonne et couvrait la route de Fontainebleau; mais, depuis la capitulation de Paris, il continuait à négocier secrètement pour son propre compte; il écrivit le 3 avril au prince de Schwartzemberg, qu'il était prêt à quitter avec ses troupes l'armée de l'empereur Napoléon aux conditions suivantes : 1° Ses troupes pourraient se retirer en Normandie, avec armes, bagages et munitions, « et avec les mêmes égards et honneurs militaires que les troupes alliées se doivent réciproquement; 2° si, par suite de ce mouvement, les événements de la guerre faisaient tomber

entre les mains des puissances alliées la personne de Napoléon Bonaparte, sa vie et sa liberté lui seront garanties dans un espace de terrain et dans un pays circonscrit au choix des puissances alliées et du gouvernement français. » Le dénoûment de la coalition européenne était prévu de la sorte par le duc de Raguse qui entretenait sans doute des intelligences avec le prince de Bénévent et les royalistes : il n'attendait qu'un mot d'ordre venu de Paris, pour quitter son corps d'armée, après avoir reçu du prince de Schwarzenberg la garantie écrite qu'il lui avait demandée. Quand il vit arriver à Essonne Caulaincourt, Macdonald et Ney, qui se rendaient à Paris pour y porter l'abdication de l'Empereur en faveur de son fils, il craignit d'être paralysé dans ses négociations particulières : il avoua aux trois plénipotentiaires qu'il avait entamé des pourparlers avec les chefs des armées coalisées; mais il leur déclara que, le salut de l'État *étant le seul objet de ses démarches*, il ne se séparerait jamais de ses frères d'armes. Les plénipotentiaires, étonnés et indignés d'apprendre que le duc de Raguse avait projeté et entamé une convention qui se traitait au village de Chevilly, faillirent le faire arrêter au milieu de ses troupes : ils n'osèrent pourtant pas agir sans ordre de l'Empereur et ils se décidèrent à remplir d'abord leur mission à Paris, sans espérer qu'elle pût réussir. Il était trop tard. La défection des corps constitués de l'État devait entraîner celle des généraux, et Napoléon allait se trouver seul. Dès que les plénipotentiaires furent partis, Marmont s'empressa de partir aussi, pour les devancer à Paris : il remit, sans aucune instruction, au général Souham le commandement de son corps et courut à Chevilly conclure avec le prince de Schwarzenberg la convention qu'il tenait en suspens depuis deux jours.

Ce n'avait pas été sans colère et sans amertume, que Napoléon s'était résigné à signer cet acte d'abdication, qu'il rédigea lui-même en ces termes : « Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France et même la vie, pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'impératrice, et du maintien des lois de l'Empire. » Il n'avait cédé qu'aux représentations de ses maréchaux qui lui firent valoir cet unique moyen d'empêcher la guerre civile et de maintenir l'hérédité du roi de Rome sous la régence de l'impératrice. Les plénipotentiaires étaient arrivés à Paris, dans le moment même où la commission nommée dans le sénat pour préparer la nouvelle constitution venait de terminer son travail, et pourtant leur présence causa une inquiétude profonde dans le parti royaliste qui entrevoyait la possibilité d'un arrangement entre Napoléon et l'empereur de Russie. Talleyrand eut soin d'arrêter le plus longtemps possible à la porte d'Alexandre les envoyés de l'Empereur en les circonvenant de promesses et de séductions individuelles. La conférence eut lieu, à une heure du matin, le 5 avril : le gouvernement provisoire et le général Dessolles y assistaient comme représentant la royauté; Caulaincourt, Ney et Macdonald y repré-

sentaient l'Empire. Alexandre écouta en silence les uns et les autres ; il parut indécis et prétexta le désir de consulter le roi de Prusse, pour remettre à midi la solution de cette conférence. Il connaissait la convention de Chevilly, mais il ne pouvait prévoir comment elle s'exécuterait : peu d'instants avant l'entrée des plénipotentiaires, il apprit que le corps d'armée de Marmont avait quitté Essonne à la pointe du jour, comme pour livrer bataille, et ne s'était aperçu de son erreur qu'en se voyant entouré par la cavalerie bavaroise, qui l'escorta jusqu'à Versailles. Le général Souham, mandé par l'Empereur à Fontainebleau, n'avait eu garde d'aller se faire fusiller ; les autres généraux, menacés par leurs soldats qui les accusaient de trahison, s'étaient enfuis au milieu des balles qu'on leur adressait de toutes parts : le corps d'armée, en pleine insurrection, voulait marcher sur Fontainebleau, mais le duc de Raguse, parti précipitamment pour réprimer cette révolte, eut l'habileté d'imposer un reste de discipline aux troupes, en leur parlant au nom de l'Empereur : elles se laissèrent conduire à Mantes, mornes et désespérées.

Quand les plénipotentiaires furent introduits auprès d'Alexandre, il leur déclara que les souverains alliés ne pouvaient admettre que l'abdication absolue de Napoléon, le vœu national repoussant la régence comme il avait repoussé l'Empereur, que l'armée elle-même venait d'abandonner. Il ajouta que, la paix faite sur ces bases, une *existence indépendante et convenable sous tous les rapports* serait assurée à Napoléon. Les plénipotentiaires se retirèrent, consternés, et portèrent à Fontainebleau cet ultimatum. L'Empereur, indigné, rassemble aussitôt ses maréchaux Lefebvre, Oudinot, Berthier, Ney, MacDonald, le grand-maréchal Bertrand, le duc de Bassano et Caulaincourt : il leur expose un plan de campagne, dans lequel il compte reprendre l'offensive, après avoir fait une trouée à travers quatre armées qui le resserrent chaque jour davantage ; Paris redevient le centre de ses opérations ; il marchera sur Paris, il rentrera dans la capitale qui l'appelle et qui est prête à se soulever à son approche. Tous les assistants se taisent, se regardent et ne répondent pas à ce dernier élan du grand capitaine. Napoléon a compris que son règne est fini, et avant de les congédier, il leur adresse d'amers reproches. Il résiste toutefois aux dures conditions qu'on veut lui imposer ; il attend, il espère encore, et c'est seulement le 11 qu'il aigne enfin son abdication définitive, dans laquelle il déclare « qu'il renonce pour lui et ses héritiers aux trônes de France et d'Italie et qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France. » Dès le 6 avril, la constitution, élaborée par Lambrechts, Destutt de Tracy, Barbé-Marbois, Eymery et le duc de Plaisance, avait été adoptée par le sénat. Cette constitution était un compromis entre l'ancien et le nouveau régime, entre les hommes de l'Empire et ceux de la royauté. Elle promettait la liberté individuelle, la liberté de la presse, la liberté des cultes, la responsabilité des ministres, le maintien de la vente des biens nationaux et l'amnistie générale, pour faire passer les dispositions qui intéressaient plus particulièrement le sénat : l'hérédité et l'ina-

movibilité des sénateurs, le partage des revenus de la dotation du sénat entre les sénateurs actuels qui seraient tous maintenus, la reconnaissance des titres héréditaires de la noblesse de création impériale. Telles furent les conditions d'un marché que Talleyrand avait garanti sur sa parole et qui fut renié par la Restauration. Le sénat, en tête de cette constitution conservatrice de ses privilèges, proclamait le gouvernement français monarchique et héréditaire de mâle en mâle par ordre de primogéniture et déclarait que le peuple français appelait *librement* au trône de France Louis-Stanislas-Xavier de France, frère du dernier roi, et après lui les autres membres de la maison de Bourbon. En conséquence, Louis-Stanislas-Xavier devait être reconnu roi des Français, après avoir accepté et juré la constitution, à laquelle le corps législatif s'empressa d'adhérer le lendemain, tandis qu'une députation du corps municipal allait complimenter le duc de Raguse sur sa *belle et patriotique* conduite. Talleyrand avait, en quelque sorte, empoisonné l'esprit public; la trahison ne semblait à personne trop lourde à porter. Le gouvernement provisoire fut assailli d'adresses et de félicitations, comme s'il avait sauvé la France : universités, tribunaux, avocats, notaires, fonctionnaires de tout ordre, s'empressaient d'aller saluer le soleil levant de la royauté des Bourbons.

Louis XVIII était toujours en Angleterre, mais le comte d'Artois, dont les agents secrets avaient noué la trame de cette grande intrigue politique, avait pris la poste pour se rendre de Bordeaux à Paris. La propagande royaliste ne perdait pas de temps pour travailler l'opinion et changer les indifférents en partisans de la Restauration. Les calomnies et les injures contre Napoléon et contre son glorieux gouvernement se multipliaient sous toutes les formes : le vicomte de Chateaubriand avait donné l'exemple de cette tactique; sa brochure, intitulée *De Bonaparte et des Bourbons*, eut un immense retentissement par toute la France, et on peut lui attribuer en partie les progrès du royalisme dans les classes moyennes de la société. Quant au peuple, il fut endoctriné et sollicité par des apôtres d'un ordre moins élevé : les affiches, les pamphlets, les chansons et les caricatures propagèrent dans Paris, non les sentiments, mais les idées monarchiques. L'existence des Bourbons devenait un fait accompli pour ceux-là même qui les croyaient tous morts avec Louis XVI et le duc d'Enghien. La révolution de 92 et l'Empire protestaient encore par les couleurs nationales : le gouvernement provisoire, en vertu d'un arrêté du 9 avril, rétablit le drapeau blanc et la cocarde blanche. La monarchie pouvait rentrer aux Tuileries. Le 12 avril, le comte d'Artois, qui avait pris de son autorité privée le titre de lieutenant général du royaume, arrivait à la barrière de Bondy, environné des plus fidèles représentants de l'émigration : les membres du gouvernement provisoire et les ministres provisoires s'étaient portés à sa rencontre, avec cette foule de courtisans et de curieux, qui ne fait jamais défaut à un avènement quel qu'il soit. Le prince de Talleyrand porta la parole et pria Monsieur de recevoir, avec « toute la bonté céleste qui caractérise son auguste maison, » l'hommage du religieux attache-

ment et du dévouement respectueux des membres du gouvernement provisoire. Le comte d'Artois balbutia quelques mots insignifiants, et le lendemain le *Moniteur* enregistrait cette phrase spirituelle qu'on avait mise dans la bouche du prince : « Je revois enfin la France ; rien n'y est changé, si ce n'est qu'il s'y trouve un Français de plus. » Il ne fut pas si bien inspiré, après la harangue du préfet de la Seine, qu'il laissa sans réponse : sa voix fut couverte à propos par les vivats. Le frère de Louis XVI et de Louis XVIII avait un certain air de distinction et de bienveillance qui lui gagnèrent plus de sympathies que n'avaient pu faire les exagérations enthousiastes de ses serviteurs ; il était à cheval, et il répondait aux acclamations par des saluts et des sourires infatigables. Il alla entendre, à Notre-Dame, un *Te Deum* et un *Domine salvem*, exécutés à grand orchestre ; puis, il reprit possession des Tuileries, au nom de son frère, qui les avait quittées depuis vingt-quatre ans. L'empereur Napoléon était toujours à Fontainebleau.

Il y était presque seul, avec sa vieille garde : ses maréchaux, ses grands officiers l'avaient déjà délaissé. Dans les premiers moments de cet immense abandon et de cette insupportable solitude, il avait résolu de mourir : il pensait ne devoir pas survivre à sa grandeur. Dans la nuit du 12 au 13 avril, on assure qu'il s'empoisonna ; mais, soit que sa nature énergique fût plus forte que le poison, soit que ce poison, composé par Cabanis avant la campagne de Russie, eût perdu de sa puissance, l'Empereur ne succomba point. A la suite d'une longue crise, accompagnée d'horribles convulsions : « C'en est fait, dit-il à Caulaincourt, la mort ne veut pas de moi ! » Le traité définitif, qui réglait le sort de l'Empereur, avait été signé à Fontainebleau, le jour même de l'abdication, par ses plénipotentiaires et ceux de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. Dans ce traité, Napoléon renonçait à toute souveraineté sur la France et l'Italie, en conservant toutefois son titre et son rang ; il acceptait pour résidence l'île d'Elbe, avec un revenu annuel de deux millions de francs, en se réservant, de plus, deux millions cinq cent mille livres de rentes sur le grand-livre, pour lui et sa famille, et un capital de deux millions destinés à être distribués en gratifications. Les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla étaient concédés à l'impératrice pour elle, son fils et ses descendants. Voilà tout ce que Napoléon avait pu sauver de tant de royaumes : trois petits duchés d'Italie et une petite île de la Méditerranée ! Les royalistes ne se montrèrent pas encore satisfaits du traité de Fontainebleau, qui ne fut ratifié par l'Empereur que deux jours après la signature des plénipotentiaires. Ils trouvaient, avec raison, que l'île d'Elbe était trop voisine des côtes de France ; mais, en dépit de toutes ces intrigues occultes, Alexandre refusa de manquer à une parole donnée, et Napoléon eut enfin la liberté de partir ; mais on ne lui accorda pas la permission de voir l'impératrice ni d'embrasser son fils. Le 20 avril, vers une heure de l'après-midi, la vieille garde était rangée immobile et silencieuse, dans la cour d'honneur du palais de Fontainebleau. Napoléon, en habit de général, portant ce chapeau historique et cette redin-

gote grise qu'on avait vus apparaître tant de fois comme un signal de victoire sur les champs de bataille, Napoléon parut sur le grand perron ; il s'y arrêta un instant pour contempler une dernière fois les braves régiments dont l'attitude martiale protestait contre son départ. Il descendit lentement dans la cour et passa devant les lignes de ses compagnons d'armes, qui pleuraient ; il sentit ses yeux se mouiller aussi, et prononça d'une voix émue cette touchante allocution que l'histoire a retenue : « Je vous fais mes adieux !.. Depuis vingt ans que nous sommes ensemble, je suis content de vous. Je vous ai toujours trouvés sur le chemin de la gloire. Toutes les puissances de l'Europe se sont armées contre moi. Quelques-uns de mes généraux ont trahi leur devoir, et la France elle-même a voulu d'autres destinées. Avec vous et les braves qui me sont restés fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre civile, mais la France eût été malheureuse. J'aurais pu mourir, mais je dois vivre encore pour écrire les grandes choses que nous avons faites. Je ne puis vous embrasser tous, mais j'embrasse votre général. Venez, général Petit, que je vous presse sur mon cœur ! Qu'on m'apporte l'aigle, que je l'embrasse aussi ! Ah ! chère aigle, puisse le baiser que je te donne retentir dans la postérité ! Adieu, mes enfants, mes vœux vous accompagneront toujours ! » Rien ne peut rendre le caractère sublime et solennel de cette séparation. Napoléon s'élança dans la voiture qui l'attendait et qui partit aussitôt, sous la protection d'une faible escorte. Quatre commissaires avaient été nommés pour représenter la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre, auprès de l'illustre captif : ces commissaires, qui l'accompagnaient, le défendirent à peine contre les outrages et les poignards des royalistes du Midi : la populace d'Avignon demanda sa tête à grands cris ; celle d'Orgon ayant arrêté sa voiture, des misérables lui arrachèrent sa décoration et lui crachèrent au visage. L'Empereur dut continuer sa route à cheval et déguisé jusqu'à Fréjus où il s'embarqua sur l'*Intrépide*, le même vaisseau qui l'avait ramené d'Égypte comme un libérateur. Enfin le 4 mai, il fit son entrée à Porto-Ferrajo et prit possession de l'île d'Elbe. Il était libre du moins et en sûreté ; il avait pour armée quatre cents soldats de sa garde, que lui laissait le traité de Fontainebleau ; il n'était pas loin des côtes de France. Il paraissait donc calme et résigné ; il pardonnait déjà aux lâches et aux traîtres ; il n'accusait de sa chute que trois personnes : Talleyrand, Marmont et Bernadotte.

La bataille de Toulouse, livrée au duc de Wellington, le 10 avril, par le maréchal Soult, avait prouvé, que, malgré la défection du duc de Raguse, l'Empereur pouvait encore compter sur son armée ; mais la conduite de la plupart des maréchaux et des généraux de Napoléon prouva aussi que l'exemple de Marmont n'était pas un fait isolé. Tous avaient mis bas les armes : quelques-uns avaient arboré la cocarde blanche ; Augereau, dans une proclamation à ses troupes, reprocha même à son ancien ami d'avoir *immolé des milliers de victimes*, et de n'avoir pas su *mourir en soldat*. Jamais l'ingratitude n'était plus effrontément son immoralité. Le comte d'Artois

voyait grossir tous les jours le cortège de ces nouveaux dévouements à la Restauration. Il adjoignit aux membres du gouvernement provisoire les marchaux Monecy et Oudinot, comme pour témoigner de la bonne intelligence qui s'était établie entre les déserteurs de la cause impériale et les fidèles de la monarchie. Ces derniers se montraient avides de places et d'argent ; les autres ne demandaient qu'à conserver ce qu'ils avaient acquis. Quand le baron de la Bouillerie, trésorier général de la couronne, rapporta de Blois à Paris 60 millions de valeurs, tant en espèces qu'en vaisselle et en pierreries, qui avaient suivi l'impératrice et le roi de Rome, ces millions furent déposés dans les caves des Tuileries, et aussitôt commença une distribution d'indemnités entre les royalistes les plus nécessiteux : trois millions en or furent absorbés en moins de vingt-quatre heures, et il fallut l'intervention de l'abbé Louis, auprès du comte d'Artois, pour que le reste des espèces fût réintégré dans le trésor. Les noms des princes de Condé et du duc d'Orléans, qui étaient absents, figurent dans les listes de cette distribution, qui ressemblait à un pillage, et le vicomte de Chateaubriand lui-même y est inscrit pour une somme de vingt mille francs. Ce n'était pas trop payer sa brochure de *Bonaparte et des Bourbons*. Cette soif de l'or, que la restauration des Bourbons semble allumer chez ses premiers défenseurs, se manifeste encore davantage dans la mystérieuse mission de Maubreuil, qui, revêtu d'un caractère officiel et muni des ordres émanés de toutes les autorités civiles et militaires, vole les diamants de la princesse de Westphalie dans la forêt de Fontainebleau : il s'était chargé d'assassiner l'Empereur, au moment de son départ pour l'île d'Elbe. Ce meurtre, Maubreuil n'a cessé de le déclarer à la face de l'Europe, ce meurtre avait été combiné par Talleyrand et approuvé par ses complices. Pendant cet infernal complot, Marie-Louise était, ainsi que son fils, au Petit-Trianon, où elle eut une entrevue avec son père l'empereur d'Autriche qui la pressait de retourner à Vienne.

Cependant Louis XVIII, au nom duquel tout s'était fait, sans qu'il eût autorisé ni approuvé les actes de son frère, juge enfin qu'il est temps d'en profiter : il quitte sa retraite d'Hartwell et se rend à Londres où il est reçu en roi ; le peuple dételle les chevaux de sa voiture et la traîne en criant hurrah ! Ce fut la première ovation de la royauté bourbonnienne. L'Angleterre donne une flotte à Louis XVIII pour le ramener dans son royaume. Mais, avant que le roi de France ait débarqué à Calais, au milieu d'un enthousiasme que les émigrés apportent avec eux, le comte d'Artois, principal artisan de cette restauration inattendue, fait payer à la France les frais de la paix qu'il signe, le 23 avril, avec les puissances alliées. D'après ces conventions que Louis XVIII a du moins la prévoyance de laisser peser de tout leur poids sur la popularité de son frère, que l'engouement royaliste a surnommé le *vrai chevalier français*, le territoire de la France est restreint aux limites qu'il avait le 4^{er} janvier 1792, et les armées coalisées se retirent de ce territoire, où quelques points seulement doivent rester occupés jusqu'au 1^{er} juin : toutes les places fortifiées, qui se trouvent hors de ces limites du territoire français, sont aban-

données aux souverains alliés, avec tout le matériel militaire qu'elles contiennent. Le lieutenant général du royaume livre ainsi, en expiation de vingt ans de guerres et d'efforts héroïques, cinquante-une places fortes, d'immenses dépôts d'armes et d'équipements, douze mille bouches à feu, trente-un vaisseaux de haut rang et douze frégates. C'était plus de 260 millions que la France rendait à l'Europe; mais elle n'eut pas l'air de s'apercevoir de ces pertes énormes, parce que le traité n'ajoutait pas un sou à l'impôt personnel. Le lendemain de la signature du traité de Paris, Louis XVIII était au milieu de ses sujets.

Il revenait avec la duchesse d'Angoulême, le prince de Condé, le duc de Bourbon son fils, les ducs d'Havré, de Duras, de Grammont, de Lorges, le comte de Blacas-d'Aulps, son favori, et le père Elisée, son chirurgien. Tel était l'état-major de l'exilé d'Hartwell. Il arriva, le 28, au château de Compiègne et s'y installa afin de s'assurer que le terrain politique était assez solide pour faire un pas en avant. Le lendemain, le corps législatif lui envoyait une députation. Le sénat n'imita pas cet empressement : il gardait rancune au rot d'avoir hautement refusé l'acte constitutionnel du 6 avril. Mais un grand nombre de sénateurs vinrent, les uns après les autres, et les maréchaux de Napoléon ne furent pas les derniers à venir. Berthier, prince de Neufchâtel, avait harangué Louis XVIII, au nom des maréchaux; celui-ci, oubliant la goutte qui le rendait impotent, leur répondit d'un ton belliqueux : « Messieurs, j'espère que la France n'aura plus besoin de votre épée; mais si jamais on nous forçait à la tirer du fourreau, tout goutteux que je suis, je marcherais avec vous. » Il n'en fallait pas davantage pour faire oublier aux maréchaux que leur empereur, escorté comme un prisonnier par les commissaires des puissances alliées, s'acheminait tristement vers son exil de l'île d'Elbe. Le maréchal Ney, plus que les autres, ajoutait une forme impétueuse et bruyante à son royalisme de fraîche date : c'était toujours lui qui donnait le signal des cris de *vive le roi*. Au reste, le vertige fut général chez tous les grands dignitaires de l'Empire, et Louis XVIII, en les voyant accourir et se prosterner d'eux-mêmes, pouvait croire, comme le lui répétait son confident intime M. de Blacas, que rien n'était plus facile que de rétablir l'ancienne royauté absolue, sans aucune réforme et surtout sans conditions. Mais Louis XVIII avait au fond plus de sagesse ou de prévoyance que tous ses conseillers : sa politique d'ailleurs consistait dans l'art de temporiser. Il ne se pressait donc pas de déclarer comment il entendait gouverner le royaume que son frère le comte d'Artois, et son plénipotentiaire le prince de Bénévent, venaient de lui reconquérir à force d'intrigues souterraines et d'audace éclatante. Ce fut l'empereur de Russie qui alla le sommer, pour ainsi dire, de se prononcer. Alexandre était, en ce moment, le véritable roi de Paris. Il semblait avoir pris à tâche de se faire aimer des Parisiens : ses sympathies pour la France et pour tout ce qui était français se manifestaient dans toutes les occasions qu'on lui offrait de montrer que le souverain des Cosaques et des Baskirs avait plus d'intelli-

gence, plus de générosité, plus de courtoisie, plus de politesse, que les descendants de Louis XIV. Les femmes, comme toujours, avaient donné l'impulsion, et la mode s'était faite. L'impératrice Joséphine elle-même avait voulu voir et admirer celui qu'on appelait le *Salomon du Nord* : Alexandre fut reçu à la Malmaison, où le souvenir vivant de Napoléon aurait dû lui défendre de pénétrer. L'accueil enthousiaste que l'empereur de Russie trouvait dans la capitale du monde civilisé, fit une telle impression sur son esprit, qu'il s'imposa le rôle de protecteur de la France. Il avait été facilement entouré et subjugué par un parti, constitutionnel ou libéral, qui commençait à se fortifier dans le sénat et qui se propageait au dehors en déchirant le voile de gloire sous lequel s'était caché le despotisme impérial. L'autocrate russe accepta la singulière mission de faire consacrer, sous ses auspices, les libertés politiques de la France. On assure qu'il força la main à Louis XVIII, en le menaçant de lui fermer les portes de sa capitale, s'il refusait de donner satisfaction à l'attente de ce parti constitutionnel.

Louis XVIII, qui s'était avancé jusqu'à Saint-Ouen, résista quelques jours et voulut gagner du temps : il s'appuyait en vain sur les exigences aveugles du parti de l'émigration. Talleyrand, qui feignait de n'être pas d'accord avec le roi qu'il conseillait et encourageait sous main, consentit à tenter un effort en faveur de la constitution du 6 avril : à la tête du sénat qu'il entraînait à Saint-Ouen pour y faire acte de soumission, il félicita Louis XVIII de son retour qui rendait à la France le gouvernement *naturel* de ses rois légitimes et il fit entendre pour la première fois le mot de *Charte constitutionnelle*, en ajoutant cette phrase significative : « Vous savez mieux que nous, Sire, que de telles institutions, si bien éprouvées chez un peuple voisin, donnent des appuis et non des barrières aux monarques, amis des lois et pères des peuples. » Louis XVIII évita de s'expliquer là-dessus, de peur de paraître faire au sénat une concession indigne de la royauté. Le sénat se retira convaincu de l'inutilité de sa démarche, pendant que son président, le prince de Bénévent, rédigeait, de concert avec Louis XVIII et ses familiers, la fameuse déclaration de Saint-Ouen, qui fut accueillie comme un pacte d'alliance par la majorité des Français. Moins Louis XVIII avait promis, plus on était reconnaissant de ce qu'il accordait de son propre mouvement. Dans cette déclaration, datée du 2 mai, il annonçait que « rappelé par l'amour de son peuple au trône de ses pères, éclairé par les malheurs de la nation qu'il était destiné à gouverner », il avait résolu d'octroyer une constitution libérale, qu'il s'engageait à préparer avec une commission choisie dans le sein du sénat et du corps législatif. Cette constitution devait avoir pour bases les garanties suivantes : « Le gouvernement représentatif divisé en deux corps ; l'impôt librement consenti ; la liberté publique et individuelle ; la liberté de la presse ; la liberté des cultes ; les propriétés inviolables et sacrées ; la vente des biens nationaux irrévocable ; les ministres responsables ; les juges inamovibles, et le pouvoir judiciaire indépendant ; la dette publique garantie ; la Légion d'honneur maintenue ; tout Fran-

çais admissible à tous emplois ; nul individu ne pourra être inquiété pour ses opinions et ses votes. » Une pareille déclaration était déjà plus large et plus explicite que l'acte constitutionnel du 6 avril ; seulement, Louis XVIII, en évitant de parler des circonstances de son retour au trône, réservait le principe de ses droits héréditaires : il était censé n'avoir pas cessé de régner, quoique absent et exilé, depuis la mort de Louis XVI. L'effet produit par ce programme de la monarchie constitutionnelle fut généralement très-favorable à l'inauguration de Louis XVIII ; l'empereur de Russie donna son approbation au manifeste de Saint-Ouen et fit dire au roi : « Maintenant, vous pouvez entrer. »

Le lendemain, 2 mai, le roi et la famille royale firent leur entrée à Paris : Louis XVIII, en habit bleu-barbeau, avec le grand cordon de l'ordre de Saint-Louis en sautoir sur son gilet blanc, les cheveux poudrés et un chapeau rond sur la tête, était assis dans une calèche découverte, où sa corpulence et ses infirmités l'obligeaient à se tenir immobile : il restait froid et sévère, sans répondre, même par des gestes de bienveillance, aux acclamations que la foule jetait sur son passage. On voyait à sa gauche la duchesse d'Angoulême, comme lui, raide et silencieuse : elle éprouvait évidemment une sorte de stupeur, en se voyant au milieu de Paris où son père et sa mère avaient rougi de leur sang l'échafaud national, où elle avait subi elle-même une si dure captivité : elle affectait de se garantir du soleil avec son ombrelle, pour pouvoir cacher son visage et ses larmes. Sur le devant de la voiture, le prince de Condé imitait le maintien austère, le regard glacial et l'air indifférent du roi. Louis XVIII et sa famille semblaient vouloir témoigner, par cette contenance maussade et presque menaçante, qu'on aurait bien de la peine à leur faire oublier le passé. Ils furent reçus à la barrière Saint-Denis avec le même cérémonial et par les mêmes hommes que si c'eût été l'Empereur. Fontanes, grand maître de l'Université, se servit, dans sa harangue, des mêmes expressions qu'il avait employées en haranguant Napoléon ; les principaux fonctionnaires n'y mirent pas plus de pudeur : Louis XVIII écouta ces lieux communs de flatterie officielle et ne daigna pas y répondre. Dès qu'il se vit aux Tuileries, il ne déguisa plus son idée fixe de maintenir, tout en prenant l'initiative des réformes indispensables, les vieux droits de la royauté par la grâce de Dieu ; ce fut, avec cette idée dominante, qu'il rédigea une proclamation, dans laquelle il prétendait avoir *retrouvé* ces droits dans l'amour de son peuple ; il promettait, en conséquence, d'aviser promptement à la situation de ses provinces et de *ses braves armées* : « Français, vous entendez votre roi ! » disait cette proclamation, dans laquelle le *nous* monarchique avait remplacé le *moi* impérial. Le premier acte de Louis XVIII prouva qu'il voulait s'abandonner presque entièrement à l'influence du prince de Talleyrand qui venait de former le nouveau cabinet : d'Ambray fut nommé chancelier et ministre de la justice ; Talleyrand s'était réservé le portefeuille des affaires étrangères ; l'abbé de Montesquiou eut le ministère de l'intérieur ; le général Dupont conserva le ministère de la guerre ; l'abbé Louis, les finances, et le baron Malouet, la marine. Trois directeurs généraux furent

nommés en même temps : Ferrand, aux postes ; Béranger, aux contributions indirectes, et Beugnot, à la police. Le parti des royalistes purs, dont le comte de Blacas était le chef avoué, n'avait pu se faire représenter dans le ministère que par un seul ministre, l'abbé de Montesquieu, honnête, mais aveugle et obstiné auxiliaire de toute réaction absolutista et religieuse. On créa pour M. de Blacas un ministère de la maison du roi, qui ne devait être qu'une intendance administrative, mais qui prit, en plusieurs circonstances graves, une certaine prépondérance politique. Le comte d'Artois, qui avait résigné dans les mains du roi le titre et la charge de lieutenant général du royaume, fut nommé colonel général de toutes les gardes nationales de France. C'était lui offrir les moyens d'accroître la popularité qu'il s'était faite par sa belle tenue à cheval, par son air avenant, par les sourires qu'il prodiguait sans cesse, et surtout par les mots heureux qu'on lui prêtait partout. Le duc d'Angoulême, son fils, plus brave que lui, mais moins bienveillant et aussi dévot, ne payait pas de mine : il s'annihilait, d'ailleurs, devant l'énergique personnalité de la duchesse d'Angoulême, inflexible gardienne des traditions de la famille des Bourbons. Le duc de Berry, second fils du comte d'Artois, avait quelques qualités de cœur et d'esprit, qui lui donnaient une supériorité réelle sur son frère et qui faisaient de lui l'espoir des royalistes ; il semblait destiné à faire souche royale, car le duc d'Angoulême n'avait pas et ne devait pas avoir d'héritier direct. Le prince de Condé et son fils le duc de Bourbon, ainsi que le duc d'Orléans, se soumettaient, à regret, aux principes de la légitimité et conservaient, sous une apparence de respectueux attachement, les antipathies et les défiances que l'émigration avait accumulées contre l'ex-comte de Provence. Ces mêmes défiances persistaient chez le plus grand nombre des émigrés, et l'on n'augurait pas mieux des intentions secrètes du roi que de son caractère et de sa moralité : on craignait qu'il ne se jetât dans les bras des révolutionnaires et des athées. La famille royale ne fut donc jamais unie que d'une manière factice et par politique ; le parti royaliste, à son exemple, se divisa en plusieurs camps hostiles l'un à l'autre, mais agissant d'intelligence pour soutenir le dogme de la légitimité dynastique.

Roi, princes et nobles revenaient de l'exil, tout écrasés de dettes et presque dénués de ressources : il fallut que le trésor royal vînt au secours de ces misères qu'on était comme des états de service. Chaque jour voyait grossir le flot des solliciteurs dans les salons des Tuileries et dans les antichambres des ministères. L'ancien régime se montrait, de tous côtés, sous la figure étrange de quelque soldat de l'armée de Condé. Tout ce qui survivait encore des royalistes de Coblenz s'était donné rendez-vous à Paris pour y faire l'assaut des places et la curée des deniers de l'État. Le peuple, qui n'avait pas cessé d'être léger et capricieux, s'amusa des émigrés, comme il s'était divertit des Cosmiques : la caricature, essentiellement française, stigmatisa cette race famélique et servile qui, après avoir abandonné la patrie en danger, y reparaissait comme une nuée de sauterelles pour la dévorer, sous la sauvegarde

des armes étrangères. Mais les Bourbons ne se piquèrent pas toujours de reconnaissance, encouragés sans doute par l'exemple des ingrats qui avaient si vite tourné le dos à l'Empereur : non-seulement ils ne payèrent pas toutes leurs dettes, mais ils ne reconnurent que celles qu'ils ne pouvaient pas contester. Les promesses, qui coûtent peu, étaient la monnaie courante dont la Restauration fut le moins avare. Il est vrai que les fonctionnaires du gouvernement précédent s'étaient déclarés si opiniâtrement royalistes, que c'eût été une mesure dangereuse que de les frapper en masse pour leur substituer des royalistes plus éprouvés. Cependant l'abbé de Montesquiou ne se fit pas faute de changer tous les préfets de l'Empire et de les remplacer par des intendants qui n'avaient pas été mêlés aux affaires publiques depuis un quart de siècle ; à son exemple, le général Dupont, qui avait à cœur de se venger de sa disgrâce sous l'Empereur et de protester ainsi contre la honte de la capitulation de Baylen, frappa de destitution une foule d'officiers distingués et se plut à désorganiser l'armée, en bouleversant l'œuvre de Napoléon. Ce n'étaient là que des accidents et des exceptions ; car il y avait parti pris de ne pas modifier l'administration impériale, ni dans les hommes ni dans les choses. La coterie de l'ancien régime, toute chamarrée de cocardes blanches et de décorations de l'ordre du Lys, comptait bien pourtant que d'un jour à l'autre la France serait remise, par ordonnance du roi, sur le pied de 1789 et que l'on effacerait jusqu'aux derniers vestiges de la Révolution.

Louis XVIII, se sentant roi, avait hâte de jouir du libre exercice du pouvoir royal : il était aussi impatient que les bons citoyens de faire disparaître tous ces uniformes étrangers qu'on rencontrait à chaque pas dans les rues de Paris ; il rougissait de voir, des fenêtres de son palais, les feux de bivouac des Prussiens et des Russes dans les Champs-Élysées ; il comprenait que le roi de France ne devait s'entourer que de soldats français. Dès sa rentrée aux Tuileries, le 3 mai, il avait publié une ordonnance portant défense d'obtempérer aux réquisitions faites par les commandants ou chefs des armées alliées. Il s'empessa aussitôt de remettre en suspens la convention de Paris, qu'il refusa de ratifier dans toutes ses clauses, mais qu'il ne réussit pas à transformer en traité honorable. Vainement essayait-il de protéger les intérêts du pays que son frère avait trop sacrifiés ; vainement fit-il valoir auprès des souverains coalisés la nécessité de ne pas discréditer son règne par un acte contraire au sentiment national : il ne put obtenir que des concessions sans importance, et il se décida enfin, de guerre lasse, à signer le traité définitif, le 30 mai, pour se délivrer de la tutelle onéreuse de ses alliés. La plupart des conditions imposées à la France par la coalition européenne durent être acceptées : le démembrement des provinces annexées au territoire français de 1792, la perte de nos plus belles colonies au profit de l'Angleterre, la reconnaissance de toutes les dettes de l'administration française dans les pays conquis qu'elle cessait d'occuper, l'abandon de la flotte entière du Texel à la Hollande. Quant aux vaisseaux et au matériel naval, qui se trouvaient dans les

ports restitués par la France, un tiers seulement appartiendrait aux puissances que le traité allait remettre en possession de ces places maritimes. La politique de l'Europe était comme ébauchée dans un article qui promettait un accroissement de territoire à la Hollande, placée sous la souveraineté de la maison d'Orange; aux états d'Allemagne, l'indépendance et l'union fédérative; à la Suisse, le gouvernement républicain; à l'Italie centrale, hors des limites du territoire qui reviendrait à l'Autriche, la formation de plusieurs états souverains. Mais cette politique devait prendre son développement naturel et asseoir ses bases dans un congrès que les plénipotentiaires de toutes les puissances coalisées ouvriraient à Vienne dans le délai de deux mois. Ce traité, qu'on peut regarder comme le premier acte de la Sainte-Alliance des rois, était conclu *au nom de la très-sainte et invisible Trinité*, qui présida plus tard à des arrangements encore plus injustes; car, du moins, un des articles du traité de Paris, relatif à l'abolition de la traite des noirs, reposait l'esprit sur un simulacre d'humanité. Une pareille œuvre ne s'était pas faite gratuitement: par un article secret, une gratification d'un million de francs fut allouée à chacun des quatre agents de la coalition: lord Castlereagh et les comtes Metternich, Nesselrode et Hardenberg; ces quatre millions étaient laissés à la charge de la France qu'on dépouillait! Les puissances alliées, en revanche, payèrent sans doute de leurs deniers les gratifications que Talleyrand et les autres négociateurs français avaient si bien méritées.

La Charte constitutionnelle, que Louis XVIII s'était fait un point d'honneur de rédiger lui-même pour la soumettre à une commission d'examen choisie dans le sénat et le corps législatif, la Charte se trouva faite en même temps que le traité de Paris, comme pour lui servir de compensation politique. Le corps législatif tout entier et une partie du sénat furent convoqués pour recevoir le dépôt de cette charte octroyée. On avait commencé l'épuration du sénat, en ne convoquant ni les républicains, ni les régicides, ni les impérialistes *incorrigibles*. La séance eut lieu le 4 juin, au palais du corps législatif, avec une solennité renouvelée en partie du cérémonial de l'ancienne monarchie. Louis XVIII, assis et couvert, prononça, d'une voix qu'il savait rendre émue et sympathique, un discours assez vague dans lequel il eut le bon goût de ne point accuser le passé en faisant l'éloge du présent; il s'abstint aussi avec prudence, de toucher aux questions de principe de la royauté héréditaire. Il n'osa pas même qualifier d'*honorable*, comme l'avaient fait ses hérauts d'armes en le publiant dans les rues de Paris, le traité de paix que la coalition européenne venait de lui arracher; il justifia pourtant l'abandon des conquêtes de territoire, en disant: « La gloire des armées françaises n'a reçu aucune atteinte; les monuments de leur valeur subsistent, et les chefs-d'œuvre des arts nous appartiennent désormais par des droits plus stables et plus sacrés que ceux de la victoire. » Il évita, d'ailleurs, d'examiner la situation critique du pays après de si douloureuses épreuves, et il en tira seulement quelques lueurs d'espérance pour l'avenir, en disant que « un long calme au

dehors et une félicité durable au dedans seraient les heureux fruits de la paix. » Le chancelier Dambray prit ensuite la parole et eut le triste courage d'être plus explicite que le roi sur les intentions du gouvernement ; il ne se borna pas à vanter *le bienfait si désiré d'une paix honorable*, il annonça la Charte comme une simple *ordonnance de réformation*, et il déclara, sans se troubler des murmures désapprobateurs soulevés par ces expressions étranges, que Louis XVIII, *en pleine possession* de ses droits héréditaires, ne voulait exercer l'autorité qu'il tient de Dieu et de ses pères qu'en posant lui-même les bornes de son pouvoir. Après cette audacieuse préface, il donna lecture de la Charte, qui parut à tous les hommes sincères et judicieux une œuvre pleine de réticences, de contradictions et de pièges. Les considérations préliminaires, placées en tête des soixante-seize articles qui composent cet acte constitutionnel, tranchaient heureusement avec le ton de la harangue du chancelier, mais on y découvrait pourtant, sous le prestige libéral de la rédaction, attribuée à Louis XVIII lui-même, l'obstination invétérée du droit divin et des tendances rétrogrades vers l'ancien régime. Le frère de Louis XVI rappelait la date de son avènement légitime, dans cette phrase mémorable qui protestait contre les hommes et les choses de la Révolution : « En cherchant à renouer la chaîne des temps que de funestes écarts avaient interrompue, nous avons effacé de notre souvenir, comme nous voudrions qu'on pût les effacer de l'histoire, tous les maux qui ont affligé la patrie durant notre *absence*. » Quant au fameux article 14, qui, suivant l'énergique appréciation de Chateaubriand, devait un jour confisquer la Charte tout entière, on ne remarqua pas d'abord ce que pouvait renfermer de menaces pour la liberté cette phrase qui n'avait pas été glissée dans l'article sans perfide préméditation et qui cependant passa inaperçue : « Le roi fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et la sûreté de l'État. » C'était prévoir que, dans une circonstance donnée, le roi, *chef suprême de l'État*, pouvait par ordonnance suspendre ou supprimer la Charte en prétextant la nécessité d'aviser à la *sûreté de l'État*. Il faut bien l'avouer aujourd'hui, cette Charte octroyée, dont la durée et l'exécution se trouvaient toujours subordonnées au bon plaisir du roi, pouvait être avantageuse ou funeste au pays, en raison du plus ou moins d'honnêteté politique du gouvernement qui se servirait d'elle. Ainsi, la liberté des cultes était reconnue, mais la religion catholique, apostolique et romaine étant déclarée religion de l'État, on avait, au besoin, le droit de persécuter les consciences ; la liberté de la presse était accordée, mais, pour publier et imprimer leurs opinions, les Français avaient à se conformer aux lois destinées à prévenir et réprimer les abus de cette liberté ; la puissance législative devait s'exercer collectivement par le roi, la chambre des pairs et la chambre des députés, mais le roi se réservait de proposer la loi, de la sanctionner et de la promulguer ; la chambre des pairs ou le sénat et la chambre des députés étaient constituées, mais sur des bases arbitraires et pécuniaires sur l'argent et sur la faveur, les pairs do-

vant être nommés à vie ou héréditairement par le roi, les députés payant une contribution directe de mille francs, devant être élus par des électeurs à trois cents francs; nul citoyen ne pourrait être distrait de ses juges naturels ni renvoyé à des commissions ou tribunaux extraordinaires, mais grâce à l'article 14, on ne renonçait pas à la juridiction des cours prévôtales. En un mot, tout était matière à double interprétation dans cette Charte, combinée également pour l'offense et pour la défense : les articles mêmes qui n'avaient pas l'air de marcher précédés ou suivis d'un correctif ou d'une équivoque, ces articles-là n'étaient point assez forts pour paralyser ou arrêter une boutade de la volonté suprême du roi.

L'ordonnance qui reconstituait le sénat en chambre des pairs, parut après cette séance où la dissolution du sénat avait été prononcée. Cette nouvelle chambre se composait de cent cinquante-quatre membres nommés à vie, parmi lesquels quatre-vingt-onze sénateurs avaient été admis ainsi que douze maréchaux de l'Empire. On leur devait bien cette récompense. Les autres pairs représentaient le royalisme sans tache : il y avait parmi eux un archevêque et deux évêques, anciens pairs ecclésiastiques du parlement de Paris; vingt-six ducs, anciens pairs au même parlement, et onze ducs de vieille noblesse. Le prince de Talleyrand, qui faisait mouvoir tous les fils de cette trame monarchique, se contenta de faire partie des pairs de première création et il laissa la vice-présidence (la présidence appartenant au chancelier) peser sur la tête blanche du comte Barthélemy, ancien membre du Directoire exécutif. Le marquis de Sémonville, par faveur spéciale du comte de Blacas, fut institué grand-référendaire de la chambre des pairs. Le jour même de la séance royale, la chambre des pairs se réunit au palais du Luxembourg qui lui était assigné comme siège de ses séances, et la chambre des députés, sous la présidence provisoire de Félix Faure, commença la discussion d'une adresse au roi, tandis que la chambre des pairs votait la sienne avec une reconnaissante unanimité. La discussion, au contraire, à la chambre des députés, permit à quelques voix indépendantes de combattre la Charte octroyée, dans son principe, dans ses dispositions, en la rapprochant de la Déclaration de Saint-Ouen. Durbach, député de la Moselle, se préparait à porter à la tribune une énergique protestation, mais ses collègues le dissuadèrent de lire son discours qui fut imprimé et qui peut être considéré comme l'initiative du parti libéral dans le pouvoir parlementaire. Durbach avait osé dire qu'il avait vu avec une profonde douleur la royauté inaugurer son règne par un manque de parole et un déni de justice nationale; mais l'adresse au roi, votée et présentée le 6 mai, mettait Louis XVIII au rang des sages dont les institutions ont préparé le bonheur des états et proclamait que le vertueux descendant de saint Louis et d'Henri IV avait formé, « en écoutant tous les vœux » cette Charte constitutionnelle qui allait, « avec le concours de toutes les volontés, raffermir à la fois les bases du trône et de la liberté publique. » Les deux chambres étaient donc dociles et silencieux instruments dans la main du roi. La chambre des pairs

adopta la Charte telle qu'on la lui apportait ; la chambre des députés, grâce à la persistance de Boissy-d'Anglas dans la discussion préparatoire, obtint la reconnaissance plus explicite du principe de la liberté des cultes, et crut avoir sauvé la liberté de la presse en la subordonnant aux lois qui devaient *réprimer* et non *prévenir* ses abus. L'abbé de Montesquiou, ministre de l'intérieur, ne renonça en apparence au système préventif, qu'en se promettant bien de le faire triompher sous une autre forme. La Charte, où l'on avait rayé le mot *prévenir* et ajouté deux ou trois mots sur la liberté des cultes, fut votée sans examen et sans débat contradictoire. Que pouvait-on attendre d'une assemblée qui écouta presque avec assentiment les mensonges et les calomnies que l'abbé de Montesquiou, dans la séance du 12 juillet, osa présenter comme un exposé de la situation du royaume ? Le 13 juin, la chambre reçut le complément de son organisation définitive par l'ordonnance du roi qui nommait son président, Lainé, et ses deux questeurs, Malne de Biran et Calvet-Madaillan. Les secrétaires furent choisis par la chambre, dans les nuances les plus pures de l'opinion royaliste.

Cependant le parti libéral était en germe dans l'assemblée. L'abbé de Montesquiou développe en projet de loi le mot *prévenir*, qu'il n'avait pas réussi à introduire dans la Charte contre la liberté de la presse et, le 5 juillet, il donne communication de ce projet de loi, conçu et rédigé, dit-on, par le célèbre philosophe doctrinaire Royer-Collard. Les tribunes publiques murmurent, l'assemblée est émue, et Raynouard, rapporteur du projet de loi, n'hésite pas à le rejeter, en protestant loyalement contre la confusion qu'on essayait d'établir entre les deux mots *prévenir* et *réprimer*. C'était l'opposition qui s'éveillait, encore faible et timide. La discussion du projet de loi fut ajournée au 5 août. Pour la préparer l'abbé de Montesquiou expose dans un long rapport ce qu'il nomme la situation de la France : c'est une violente diatribe contre la période révolutionnaire, c'est une insolente glorification de tout ce qui a disparu dans l'ordre politique et social depuis 1789. Il ressuscite, il exalte ce passé, mort de décrépitude, plutôt que renversé par la force des choses ; il fait le procès aux événements ; il s'acharne impitoyablement sur les erreurs et les vices du régime impérial ; il peint la France épuisée, affamée, ruinée par la guerre ; mais il ne dit rien des progrès de la civilisation, des sciences, des arts et de l'industrie ; il ne dit rien des admirables institutions législatives, administratives, militaires et civiles dues au génie de Napoléon. La conclusion tacite de ce rapport faux et perfide était un cri de défiance et de haine contre la presse. Ce fut seulement le 6 août que la discussion sur le projet de loi fut soutenue avec une sorte de véhémence fanatique par les députés ministériels ; mais ce projet de loi trouva des adversaires non moins énergiques sur les bancs de l'opposition qui se formait lentement. Onze députés, entre autres Fleury de l'Isère, Goulard, Thuault du Morbihan, et de Prunelé, comparèrent les écrivains aux incendiaires et aux assassins ; ils assimilèrent les délits ou les abus de la presse aux plus grands crimes : ceux-ci voulaient supprimer,

ceux-là suspendre cette liberté si dangereuse et si compromettante pour la société. Douze députés, entre autres Durbach, Dumolard, Raynouard, firent entendre un langage noble et sensé en faveur d'une liberté qui était la sauvegarde de toutes les autres. L'abbé de Montesquiou, inflexible dans ses idées, invoqua, comme toujours, les souvenirs et l'exemple de l'ancienne monarchie, quand Dumolard eut laissé l'assemblée sous l'influence de ces belles paroles : « Nous avons un avenir, Français ; cet avenir on veut l'éteindre et couvrir à jamais d'un voile de plomb la statue de la Liberté : le souffrirez-vous ? » Néanmoins, malgré ces courageux efforts, après six jours de lutte oratoire, la loi de prévention et de répression fut votée ; mais quatre-vingts boules noires, tombant dans l'urne avec cent trente-sept boules blanches, prouvèrent que le parti libéral avait gagné du terrain. En interrogeant la conscience publique, celle-ci s'était révélée avec éclat dans quelques écrits sérieux et honnêtes qui dominèrent les débats de l'assemblée. La chambre des pairs, en présence du projet de loi, ne voulut pas se faire oublier et rompit le silence : si les ducs de l'ancienne noblesse s'unirent à quelques sénateurs que l'habitude du servilisme impérial avait rendus hostiles ou indifférents à la liberté de la presse, cette liberté fondamentale d'une vraie constitution fut hautement défendue par les jurisconsultes et les publicistes de l'ancien sénat, de Maleville, Boissy-d'Anglas, Lanjuinais, Destutt de Tracy, etc. On remarqua même parmi les orateurs de l'opposition le maréchal Macdonald, qui s'était rallié non à la royauté mais au gouvernement constitutionnel. La loi passa pourtant à une grande majorité ; elle était exécutoire le 21 octobre, et trois jours après le vote des chambres, les censeurs étaient déjà nommés. Il y avait vingt censeurs royaux, touchant chacun douze cents francs d'honoraires, et vingt censeurs honoraires qui avaient sans doute des pensions ou des indemnités secrètes. On a peine à croire que des hommes, honorables par leur caractère comme par leur position littéraire ou politique, aient pu accepter le titre et les fonctions de censeur. C'est que l'opinion publique ne s'était pas encore prononcée sur la nature de ces fonctions, qui avaient une autre portée et un autre sens dans un gouvernement constitutionnel que sous la monarchie absolue. Des savants illustres, tels que Clavier, Quatremère de Quincy et Sylvestre de Sacy, des littérateurs éminents, tels que Lamoignon, Auger, Campenon, des légistes vénéralés, tels que Delvincourt, doyen de la Faculté de droit, Delacroix-Frainville, bâtonnier des avocats, Legraverend, directeur des affaires criminelles à la Chancellerie, en un mot, les membres les plus estimés de l'Institut, de l'Université, du barreau et du clergé acceptèrent comme un honneur cette mission de confiance qui, sous l'ancien régime, avait été la récompense de longs services rendus aux sciences et aux lettres. Mais les idées avaient changé avec les mœurs, et peu d'années après cette triste restauration de la censure, une invincible répugnance s'attacha pour toujours au nom et à la chose, de telle sorte que les censeurs se trouvèrent compris parmi les complaisants iniques du pouvoir et bientôt parmi les exécuteurs de ses basses œuvres.

Cette loi de censure était plutôt une loi de police contre la presse et les écrits périodiques. Ces écrits devant être autorisés par le roi et soumis à l'examen préalable des censeurs, les imprimeurs devant être brevetés et assermentés, toute impression devant être déclarée au bureau de la librairie, le gouvernement concentrait ainsi entre ses mains et celles de ses affidés le puissant instrument de la publicité politique : il restait seul maître et arbitre de la destinée des journaux. Quant aux brochures, quant aux livres qui auraient exercé une action analogue, l'autorité pouvait arrêter l'impression ou suspendre la publication de tout écrit qui serait jugé de nature à troubler la tranquillité publique ou qui affecterait le caractère d'un libelle diffamatoire. Une pénalité menaçante répondait de la rigoureuse exécution de la loi auprès des imprimeurs et des libraires : ceux-ci s'exposaient à une amende de deux mille francs en vendant ou distribuant un ouvrage sans nom d'imprimeur ; ceux-là encouraient une amende de trois mille francs en omettant d'indiquer leur nom et leur demeure sur les livres sortis de leurs presses ; l'amende allait à six mille francs et au delà, lorsque l'imprimé portait l'indication d'un faux nom et d'une fausse adresse. La loi n'exceptait de la censure que les écrits de plus de vingt feuilles, c'est-à-dire les volumes, et, en outre, quatre catégories d'ouvrages ou d'opuscules, quel que fût le nombre des feuilles dont ils seraient composés : 1° les écrits en langues mortes et en langues étrangères ; 2° les mandements, les lettres pastorales, catéchismes et livres de prières ; 3° les mémoires judiciaires signés d'un avocat ou d'un avoué ; 4° les mémoires des sociétés savantes ou littéraires établies ou reconnues par le roi. On empêchait de la sorte la multiplication des pamphlets, qu'on avait signalés avec raison comme une des causes les plus actives de la fièvre révolutionnaire. Sous le régime d'une pareille loi la liberté de la presse n'existait plus en fait, et l'opposition, qui avait essayé de se faire une voix retentissante en s'adressant aux échos de la publicité, fut tout à coup frappée de mutisme, mais non pas d'impuissance. Le parti libéral, auquel avait donné naissance la promesse d'une Charte constitutionnelle, s'était formé et développé dans les chambres et en même temps dans les classes éclairées de la bourgeoisie ; à l'ombre de ce parti se ralliaient et se fortifiaient les partisans de l'Empereur et les mécontents qui avaient perdu leur rang, leur titre ou leur fortune au retour des Bourbons, ou qui craignaient de les perdre en voyant les hommes de l'ancienne monarchie s'efforcer de la reconstituer à leur profit.

Les tendances de ces hommes aveugles et obstinés n'étaient déjà plus secrètes : ils parlaient tout haut, avant d'agir ; ils voulaient relaire une base solide au trône en le plaçant sur l'autel ; ils forgeaient de nouveau toutes les vieilles armes rouillées de la royauté absolue ; ils comptaient sur la religion ou plutôt sur le clergé, pour muscler et endormir le sentiment national, la conscience publique ; ils ne regardaient pas même comme une entrave la Charte octroyée, et le premier coup qu'ils prétendaient lui porter, ce devait être la restitution des biens d'émigrés. De là, une inquiétude sourde dans les cam-

pagnes, une irritation croissante dans les villes. On ne sentait plus l'humiliante oppression des armées étrangères qui reentraient lentement dans leurs pays ; mais la France, délivrée de l'occupation militaire des alliés, se voyait retombée sous le joug des prêtres et des royalistes, qui la traînaient en province conquise. Vainement Louis XVIII se piquait-il de faire l'esprit fort et d'être fidèle à ses anciens principes puisés dans la philosophie du XVIII^e siècle ; sa famille et sa maison le couvraient, pour ainsi dire, d'un immense reflet de eugotisme : ce n'étaient que messes, processions, sermons, œuvres pies. Les princes, surtout le comte d'Artois et son fils le duc d'Angoulême, se montraient partout entourés d'évêques, de curés et d'abbés ; ils allaient à l'église plus souvent qu'au théâtre ; ils communiaient en public, agenouillés et prosternés. Le peuple riait et s'indignait de ces mômeries que les courtisans imitaient avec éclat ; Louis XVIII en riait aussi, mais il se gardait bien de les contrarier, parce que c'était un système de restauration appliqué à tous les États catholiques où la religion devenait alors un moyen efficace de gouvernement moral. L'Italie, le Piémont, l'Espagne, se rattachaient en même temps, avec plus de fanatisme que jamais à l'absolutisme religieux, et, pour mieux diriger ce mouvement de réaction religieuse, à la requête de l'empereur schismatique de Russie et du roi très-chrétien des Deux-Siècles (Ferdinand et non Murat), Pie VII, par une bulle datée du 7 août, rétablit l'ordre des jésuites, en déclarant qu'il accordait le rétablissement de la compagnie de Jésus aux pressantes supplications des évêques et aux vœux unanimes du monde catholique.

Dès lors le parti libéral se recruta dans le parti voltairien ou philosophique. Chaque nouvelle mesure d'administration ou de police était entachée de cet esprit de sacerdotisme et de confessionnal, si peu conforme au véritable esprit de la religion et toujours si antipathique à la nation française. On avait vu repaître dans les rues de Paris et des villes du royaume les pompes et le cortège de la Fête-Dieu ; la procession du vœu de Louis XIII, en l'honneur de la sainte Vierge, venait d'offrir à tous les yeux la famille royale, excepté le roi, suivant à pied et tête nue le saint-sacrement promené dans la capitale ; on préparait déjà une cérémonie expiatoire sur la place de la Révolution où le sang de Louis XVI avait coulé. La stricte observance du repos du dimanche et des jours fériés fut imposée à tous les citoyens sous peine d'amende ; ces jours-là, les ouvriers ne devaient pas travailler, les boutiques restaient closes ; les restaurateurs et les marchands de vins ne donnaient ni à boire ni à manger, aux heures des offices ; les cafés et les estaminets ne s'ouvraient même pas avant midi : défense de jouer aux dominos ou au billard. Ce n'est pas tout : il fallait en quelque sorte un billet de confession, un certificat délivré par un prêtre, pour être bien vu et pour se faire un appui dans la hiérarchie des fonctionnaires publics ; nullo recommandation n'était efficace et puissante, qui ne se fondait pas sur la notoriété d'une dévotion exemplaire. On parlait hautement de rappeler les ordres monastiques et de leur rendre les couvents ; il y avait en ce moment autant de soutanes au soleil,

que d'uniformes du temps de l'Empire. Enfin, comme pour répandre partout l'élément clérical de la Restauration, on mit des aumôniers dans les régiments et l'on enjoignit aux soldats de Napoléon d'aller à confesse ! Les Bourbons, qui n'avaient jamais été populaires, devinrent par là ridicules et odieux. Les regards et les espérances se tournèrent désormais vers l'île d'Elbe où les échos de la France apportaient de toutes parts le cri magique de *vive l'Empereur !* comprimé mais non étouffé dans la conscience publique. Napoléon avait compris que la royauté de Louis XVIII ne reposait que sur un sable mouvant et il attendait son jour qui ne pouvait tarder, pour recommencer l'Empire.

Les Bourbons, endormis par leurs flatteurs, se croyaient maîtres de l'avenir comme du présent : ils poursuivaient aveuglément l'œuvre de restauration monarchique et religieuse que le prince de Talleyrand avait essayé en vain de ramener à des proportions de légalité et de droit constitutionnel. Le baron Louis, une des créatures de Talleyrand, obtint la permission d'appliquer ses systèmes de finances, plus ingénieux dans la théorie que féconds dans la pratique : il développa, en présentant le budget de 1814 et celui de 1815, ses idées mesquines et improductives d'amortissement. La dette publique, qui présentait, au 1^{er} avril 1814, un ensemble apparent d'un milliard trois cent huit millions, ne s'élevait en réalité qu'à sept cent cinquante-neuf millions exigibles, et pour la diminuer annuellement, sans parvenir jamais à l'éteindre, il imagina de grossir les impôts. Il ignorait ou plutôt il ne comprenait pas que la dette publique, qui repose sur la confiance et le crédit, est comme une garantie de la prospérité générale et que son poids, si grand qu'il puisse être, ne se fait sentir que dans les crises politiques. Le baron Louis invoquait l'exemple de l'Angleterre qui a laissé la première augmenter sa dette, en renonçant à la ruineuse chimère de l'amortissement. Les doctrines du ministre des finances n'en furent pas moins très-applaudies, et pas une voix n'en proclama la pauvreté prétentieuse. Le budget de 1814, qui fut arrêté à la somme de huit cent vingt-sept millions quatre cent quinze mille francs, annonçait un déficit de trois cent sept millions quatre cent quinze mille francs ; mais, dans le budget de 1815, l'équilibre commençait à se rétablir entre les recettes et les dépenses, celles-ci étant réduites considérablement sur le chapitre du ministère de la guerre, celles-là s'accroissant sensiblement par suite de la paix. Le budget de 1815 resta donc fixé à cinq cent quarante-sept millions sept cent mille francs ; l'excédant des recettes, s'élevant à soixante-dix millions trois cent mille francs, devait être employé au paiement de l'arriéré ; le surplus de cet arriéré serait réuni à la dette publique ; mais on faisait face à l'augmentation du capital, par l'amortissement, en aliénant trois cent mille hectares des forêts de l'État et en créant des inscriptions de rentes en cinq pour cent consolidé, payables à trois années et portant intérêt à huit pour cent. On fut d'autant plus satisfait des combinaisons financières du baron Louis, qu'on avait craint une banqueroute, en présence

d'un déficit qu'on jugeait impossible de combler, et les créanciers de l'État s'estimèrent très-heureux de toucher leurs revenus, sans trop s'inquiéter des fluctuations et de la baisse qui affectaient la rente et qui l'empêchaient de reprendre son niveau. Le jeu de Bourse n'était pas encore devenu la plaie dévorante du pays, et les agioteurs formaient une caste à part peu nombreuse et presque secrète. Le taux de la rente, pendant la plus grande prospérité de l'Empire, n'avait pas dépassé quatre-vingts francs.

Sur le budget que le baron Louis se vantait d'avoir soumis à de sévères économies, la liste civile et la famille royale allaient absorber trente-trois millions. Dès que ce budget eut été voté, les yeux fermés, par les deux chambres, on leur apporta la loi sur la liste civile, qui fut aussi votée par acclamation. Vingt-cinq millions étaient attribués au roi, et huit à sa famille; la dotation de la couronne se composait du Louvre et des Tuileries avec leurs dépendances; des palais, bâtiments, terres, prés, corps de fermes, bois et forêts formant les domaines de Versailles, Marly, Saint-Cloud, Meudon, Saint-Germain-en-Laye, Rambouillet, Compiègne, Fontainebleau, Pau, Bordeaux, Strasbourg, etc.; des diamants, perles, pierreries, tableaux, statues, pierres gravées, bibliothèques, et autres monuments des arts, existant soit dans le palais du roi, soit dans le Garde-Meuble, soit dans les musées de la couronne. Les manufactures de Sèvres, des Gobelins, de la Savonnerie et de Beauvais se trouvaient comprises dans le domaine de la liste civile. Tous ces biens, déclarés inaliénables et imprescriptibles, étaient exempts de contributions publiques. Mais cette énorme dotation ne suffisait pas à la dynastie nouvelle : les Bourbons n'étaient pas devenus plus économes en cessant de vivre d'emprunts, et ils avaient déjà ouvert un autre *livre rouge* pour y inscrire les noms de leurs pensionnaires et de leurs créatures. La présentation de la loi sur la liste civile ne satisfait point encore les Bourbons : un de leurs fidèles, le député Foruier de Saint-Lary, profita de l'occasion, pour demander aux ministres que le roi fût *humblement supplié* de communiquer à la Chambre l'état des dettes qu'il pouvait avoir contractées pendant son séjour à l'étranger. La Chambre approuva cette monstrueuse proposition, et les ministres eurent l'air d'avoir fait violence à Louis XVIII pour qu'il consentît à déclarer ses dettes et à en confier le paiement à la France. Ce furent trente millions que les chambres votèrent à l'unanimité, trente millions qui devaient indemniser vingt ans d'espionnages, de négociations occultes et de guerre civile. Cette somme de trente millions ne remboursa pas la moitié des dettes que le roi et les princes avaient laissées dans toute l'Europe, et durant le cours de la Restauration, leurs créanciers frappèrent en vain à la porte des Tuileries. Les frais de l'émigration n'étaient point assez payés : le 13 décembre, le lendemain même du jour où la loi sur la liste civile avait été présentée à la chambre des députés, le ministère présenta un projet de loi sur les biens des émigrés. Ce projet de loi n'attaquait pas ouvertement les droits acquis avant la publication de la Charte; il portait en substance que les biens immeubles, non vendus et

faisant partie des domaines de l'État, seraient restitués à leurs anciens propriétaires ou ayants cause. Ce n'était pas encore une restitution complète, mais le mot passant avec la loi, il n'y avait plus qu'à lui donner toute son application rigoureuse. Si un pareil projet de loi jeta l'inquiétude dans le pays et ressuscita l'hydre des biens nationaux, l'exposé des motifs que le ministre d'État, Ferrand, apporta effrontément à la tribune, fut comme une sinistre révélation des complots de la monarchie. Ferrand était lui-même un émigré qui avait plus d'une fois, pendant son exil à Londres, exhalé une haine fanatique contre la France révolutionnaire. Il ne fit que tempérer l'expression de cette haine, en parlant au nom du roi et de ses ministres ; il osa évoquer les tristes souvenirs de l'émigration et soutenir que les émigrés avaient agi en *bons et fidèles Français*, lorsqu'ils quittaient leur patrie, sans avoir jamais l'intention de s'en séparer ; il prétendit que ces émigrés, comme les *regnicoles* royalistes, avaient fait leur devoir, en suivant *une ligne droite*, tandis que les autres parcouraient, pour arriver au même but, les phases orageuses de la révolution ; il excusa néanmoins le roi de n'être entré qu'avec une extrême prudence dans cette *voie d'équité rigide et absolue où la possibilité de faire le bien* se laissait enfin entrevoir, après tant de maux ; il faillit avouer qu'une loi, subordonnée aux circonstances plutôt qu'aux *principes*, ne pouvait satisfaire la justice bienfaisante du monarque *qui voudrait s'abandonner à une juste prodigalité*. Ce discours étrange, dont Louis XVIII avait inspiré l'idée et approuvé l'expression, justifia les défiances que la marche du gouvernement avait déjà éveillées : ce fut le tocsin d'alarme qui avertit les bons citoyens que la patrie était en danger.

Le discours de Ferrand trouva des échos complaisants et laudatifs dans la plupart des journaux monarchiques, qui allèrent plus loin que lui en traitant la question des biens nationaux. On voulait préparer les esprits à une restitution générale de ces biens qui avaient déjà passé la plupart en plusieurs mains et qui furent frappés alors d'une dépréciation considérable. Le *Journal des Débats*, organe officiel des Tuileries, formula cet axiome que toute la presse royaliste s'empressa de commenter avec fureur contre les *détenteurs* de biens nationaux : « Nulle puissance humaine ne saurait légitimer ce qui est illégitime. » Trois journalistes, Mutin, Dard et Falconnet, se distinguèrent par l'audace de leur polémique sur ce sujet délicat qui touchait aux intérêts d'un si grand nombre de propriétaires, qu'on accusait de spoliation et de *recel*. Ces odieuses provocations furent dénoncées aux tribunaux par l'indignation des honnêtes gens ; mais les prévenus étaient sous l'égide de la royauté qu'ils servaient : on les acquitta sans leur adresser même un blâme. Cependant une profonde agitation se répandait dans les campagnes : l'antipathie, qui existait au fond des cœurs à l'égard des Bourbons, éclatait en regrets et en espérances au sujet de l'Empereur : six mois avaient suffi pour amener une réaction impérialiste. Les paysans, qui avaient maudit Napoléon, pendant ses longues guerres, mais qui ne lui eussent jamais refusé l'impôt du sang, maudirent

d'avantage Louis XVIII et sa cour d'émigrés, de prêtres et de dévots, quand ils se virent menacés dans leur propriété; ils eussent donné leur dernier enfant et leur dernier écu au *petit caporal* qui romportait de si belles victoires, qui distribuait des croix d'honneur sur le champ de bataille et qui avait fait des valets de charrue maréchaux de France, mais ils étaient bien déterminés à ne pas céder leur champ au seigneur ni leurs droits de propriétaire à ce *gros gouteux* (comme ils appelaient le roi) qui était revenu avec les Cosaques. Dès ce moment, pour protester contre tout ce qui s'était fait en France depuis le mois d'avril, les souvenirs de l'Empire et du drapeau tricolore se redressèrent de toutes parts, sans qu'il fût besoin d'émissaires pour les raviver; on vit reparaître l'image de Napoléon et de son aigle sur des estampes et des placards qu'on colportait dans les foires et les marchés et qui couvraient les murs de toutes les chaumières et de tous les ateliers; l'opposition contre la dynastie bourbonnienne se manifestait surtout en tenant tête aux prétentions tyranniques du clergé. On ne savait pas encore comment cet état de choses, si antipathique au sentiment national, pourrait changer; mais on était sûr qu'il ne durerait pas longtemps, et le vœu unanime de la population prophétisait le retour de l'Empereur.

Le parti libéral, quoique bien distinct du parti napoléoniste, le fortifiait pourtant et lui donnait l'exemple de la résistance. Le 17 octobre, le député Bedoch, rapporteur de la loi sur les biens des émigrés, fut l'interprète de l'opinion constitutionnelle : il rendit hommage aux intentions du roi et à sa sagesse, pour s'autoriser davantage à frapper d'une solennelle réprobation le discours de Ferrand; il n'accusa pas hautement la désertion des émigrés au jour du danger; il ne flétrit pas ouvertement la conduite de ceux qui avaient porté les armes contre la patrie, mais il déclara que les citoyens, qui avaient versé leur sang au service de leur pays et qui s'étaient dévoués pour lui à tous les sacrifices, ne pouvaient être comparés, sans injustice et sans scandale, aux héros de l'émigration, il fit un appel à l'oubli du passé et à la réconciliation générale des Français, en reprochant à Ferrand d'avoir compromis le roi dans cet imprudent exposé où il substituait l'aigreur de ses sentiments particuliers aux sentiments de Louis XVIII. Ferrand n'accepta pas le reproche qu'on lui adressait avec tant de mesure; il crut la royauté assez forte pour la faire responsable de ses actes et de ses tendances; il maintint les termes de son discours compromettant et dit n'avoir parlé de la *ligne droite* suivie par les émigrés, qu'en se faisant l'écho de Louis XVIII : il ajouta que l'intention formelle de Sa Majesté était de rendre à la noblesse et au clergé les biens dont ils avaient été dépouillés ! Cette fatale discussion, que la polémique des journaux continuait à soutenir, acheva d'inquiéter et d'irriter les propriétaires de biens nationaux, c'est-à-dire la majorité des petits cultivateurs. Vainement quelques orateurs essayèrent de déconcerter cette audacieuse politique des ultra-royalistes; Dumolard, un des chefs de l'opposition libérale, prononça comme un avertissement ces paroles mémorables : « Après tant de révolutions, prétendre rétablir

ce qui fut et détruire ce qui est, serait tenter l'impossible et n'obtenir que des convulsions nouvelles. » Mais le ministère, assuré d'avance de l'adoption de la loi, ne voulut pas céder sur les motifs dont il l'appuyait; il défendait d'ailleurs l'inviolabilité royale que Ferrand avait mise à découvert. L'opposition obtint seulement que le mot *restituer*, qui choquait certaines susceptibilités, serait partout remplacé par le mot *rendre*, qui semble exprimer une concession amiable plutôt qu'une remise forcée, un sentiment de bienfaisance plutôt qu'un acte de justice. Cent soixante-huit votants sur cent quatre-vingt-douze décidèrent l'adoption de la loi, qui ne rencontra pas plus de difficulté à la chambre des pairs. Il y avait pourtant dans cette chambre une opposition moitié libérale et moitié impérialiste, qui n'attendait qu'une occasion d'éclater, pour ouvrir les yeux au roi et à ses ministres. Dans la discussion du budget, le ministère ayant osé proposer de supprimer l'éducation gratuite accordée aux filles des membres de la Légion d'honneur, et cela sous le misérable prétexte d'une économie de quarante mille francs! Macdonald se leva indigné et annonça que ses compagnons d'armes et lui étaient prêts à fournir cette somme de quarante mille francs qu'on voulait économiser aux dépens d'une fondation de reconnaissance nationale. Madame Delchau, directrice de la maison royale de Saint-Denis, s'empressa de répondre au généreux appel du duc de Tarente, en offrant de consacrer toute sa fortune à l'institution que l'Empereur lui avait confiée. Le ministère retira honteusement sa proposition.

Parmi beaucoup de lois qui furent votées sans avoir été étudiées et qui mirent en évidence le talent oratoire de plusieurs députés, entre autres Bœuilly, Badoch, Flaugergues, Raynouard, Lainé, etc., on remarqua, comme un symptôme de l'influence du parti-prêtre, la loi sur l'observation des dimanches et des fêtes. C'était donner un démenti à l'article de la Charte qui reconnaissait la liberté des cultes. Le parti-prêtre, sur lequel Louis XVIII comptait pour consolider le trône, chercha des auxiliaires dans le parti napoléoniste, afin de paralyser ses efforts en le divisant. Le maréchal Soult, qui commandait la treizième division militaire, c'est-à-dire une partie de la Bretagne, se laissa entraîner le premier aux séductions de l'église et de la cour; il avait d'ailleurs sa victoire de Toulouse à expier vis-à-vis de la Restauration, à laquelle il n'avait fait qu'une soumission tardive, quoique absolue. On fit agir auprès de lui l'action secrète du confessionnal, et en même temps on le flatta de l'espoir d'un portefeuille de ministre. Il était ambitieux et dévot : il n'hésita pas à donner le déplorable spectacle d'une grande palinodie, en se faisant l'agent officiel de la Vendée royaliste et en prenant sous ses auspices le projet du monument de Quiberon. L'érection de ce monument devait être une insulte à la République française, et le maréchal Soult naguère républicain, se chargea de rendre cette insulte plus éclatante : il proposa, il encouragea lui-même une souscription destinée à élever un monument à la mémoire des émigrés morts à Quiberon; lui-même il rédigea l'étrange programme de cette fondation *religieuse et per-*

pétuelle en l'honneur des défenseurs du trône et de l'autel; il adressa une proclamation aux Bretons et aux Vendéens, pour les inviter à soutenir avec lui l'éclat de la *bannière des lis* et à être fidèles à cette devise : *le roi et l'honneur*. Douze jours après l'insertion de cette pièce au *Moniteur*, le 3 décembre, le maréchal Soult en reçut le prix : il fut nommé ministre de la guerre, à la place du général Dupont qui n'avait point encore assez désorganisé l'armée pour la rendre royaliste. On nomma aussi un nouveau ministre de la marine, et le comte Beugnot succéda au baron Malouet qui venait de mourir : le maréchal Soult, pour donner des témoignages d'amour et de dévouement à l'auguste famille des Bourbons (ce sont les termes de sa fameuse proclamation), poursuivit l'œuvre royaliste et dévote de son prédécesseur : il brisa la carrière des officiers qui conservaient la religion de leur premier serment et de leur premier drapeau ; il persécuta le *bonapartisme* dans l'armée où les sociétés secrètes commencèrent à se former, ici pour rappeler l'Empereur, là pour résister à la royauté et pour rétablir la République. Ces sociétés secrètes, instituées à l'instar de celles des *carbonari* d'Italie, furent d'abord silencieuses et inactives : elles ne firent sentir leur présence que par la propagande de leurs idées, encore vagues et contradictoires. Le ministre de la guerre comprenait bien que les soldats et les officiers de l'Empereur entretenaient une conspiration latente contre le trône et l'autel de la monarchie. Ce fut pour attaquer en face cette conspiration du souvenir et de l'admiration, qu'il fit traduire devant un conseil de guerre le général Exelmans, accusé d'espionnage, d'offense envers Louis XVIII et de correspondance avec l'ennemi, pour avoir écrit une lettre au roi de Naples Joachim Murat dont il avait été l'aide-de-camp et dont il restait l'ami. Exelmans fut acquitté; mais le maréchal Soult s'autorisa de cette honteuse affaire, pour défendre, par ordonnance, à tout officier général ou particulier, jouissant d'un traitement militaire, de séjourner à Paris, sans permission spéciale du ministre. D'un autre côté, Soult, qui se piquait d'être bon catholique, voulut que son exemple eût des imitateurs sous la *bannière des lis*; non-seulement il assista aux bénédictions de drapeaux, aux messes et aux sermons des Tuileries, aux processions et aux cérémonies religieuses, mais encore il mit la confession à l'ordre du jour de l'armée et ne délivra des brevets d'officier que sur la recommandation des aumôniers. Ce fut un ridicule de plus infligé à la Restauration.

Cependant le congrès de Vienne, qui devait échanger la carte d'Europe et asseoir sur des bases solides la paix des rois, s'était ouvert le 3 novembre : la France n'avait rien à espérer d'utile ou d'avantageux pour elle dans ce congrès composé de ses ennemis ; mais ceux-ci avaient voulu la rendre spectatrice et par conséquent approbatrice du partage des états européens qu'elle venait de perdre en perdant son empereur. Quant à elle, on lui avait laissé ce qu'on ne pouvait lui enlever de territoire et de prépondérance dans le traité du 30 mai. Elle fut donc représentée à Vienne par l'auteur des spoliations et de l'abaissement qu'elle avait subis alors à Paris : le prince de Talleyrand alla au

congrès pour jouir du triomphe de sa politique ; il était accompagné de Labesnardière, cet habile diplomate qui avait mis la main aux plus heureuses négociations de Napoléon : Louis XVIII, comme s'il ne se fiait pas à la récente fidélité de son Machiavel boiteux, l'avait fait surveiller par trois royalistes éprouvés, Dalberg, La Tour-du-Pin et Alexis de Noailles. Les quatre grandes puissances alliées, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie, avaient admis la France comme témoin et caution du partage de territoires et de sujets qu'elles allaient faire entre elles, en partie à ses dépens et avec les bénéfices de ses conquêtes. Les plénipotentiaires des états secondaires de l'Europe, la Suède, le Danemark, la Hollande, le Wurtemberg, la Bavière, la Saxe, la Suisse, l'Espagne, le Portugal, la Sardaigne, la Sicile, Naples, Rome, etc., étaient là pour ramasser les miettes qui tomberaient de la table des quatre puissances. Le congrès s'ouvrit le 3 novembre, et aussitôt commença entre les parties intéressées une lutte d'adresse, de ruse, d'intrigue et de mensonge. On vit apparaître alors le véritable but de la coalition européenne contre l'Empereur : la Russie voulait avoir la Pologne ; l'Autriche, la haute Italie ; la Prusse, la Saxe ; l'Angleterre, les Pays-Bas et la Hollande. Quant à la France qui n'avait rien à attendre dans cette distribution d'âmes (on avait décidé, après de longues discussions, qu'on diviserait par âmes et non par lieues carrées les pays à partager), elle ne resta pourtant pas inactive dans les conférences du congrès. Labesnardière, que semblait inspirer la politique de l'Empire, parvint à faire agir dans ce sens le prince de Bénévent et à détacher de la Russie et de la Prusse l'Angleterre et l'Autriche qui, le 3 janvier 1815, signèrent avec la France un traité particulier pour s'opposer à l'agrandissement de ces deux puissances. Ainsi se trouva paralysée l'œuvre du congrès de Vienne. Mais, à la suite de ce traité que lord Castlereagh et le prince de Metternich avaient consenti dans la crainte de voir la Russie et la Prusse prendre trop de prépondérance dans les affaires de l'Europe centrale, Talleyrand essaya en vain de faire triompher le principe de la légitimité monarchique de droit divin : il demandait à l'Autriche et à l'Angleterre de rétablir sur le trône de Naples Ferdinand roi des Deux-Siciles et de réunir leurs armes à celles de la France pour expulser Murat comme un usurpateur ; l'Autriche et l'Angleterre avaient garanti à Murat sa souveraineté et sa couronne, lorsque Murat eut la faiblesse d'abandonner la cause de Napoléon et de se déclarer contre lui ; l'Autriche et l'Angleterre refusèrent nettement d'épouser les intérêts des Bourbons des Deux-Siciles, et en même temps, elles se montrèrent déterminées à empêcher les hostilités de recommencer entre la France et Murat. Celui-ci, qu'on peut supposer avoir été dès lors d'intelligence avec le prisonnier de l'île d'Elbe, avait manifesté l'intention de venir attaquer Louis XVIII dans son propre royaume, en se mettant à la tête de trente mille hommes, et Louis XVIII, de son côté, n'était pas éloigné d'envoyer une armée française à Naples pour y opérer la restauration de Ferdinand. L'Autriche, pour arrêter ce conflit qui pouvait rallumer la guerre générale, n'eut qu'à faire dire à

Naples et à Paris qu'elle ne souffrirait pas qu'un soldat français ou napolitain passât les Alpes.

Cependant Talleyrand espérait vaincre les scrupules de l'Autriche, en continuant à se faire le défenseur de la légitimité des rois. C'était là le dogme fondamental que les écrivains à gages de la Restauration travaillaient à donner pour appui au gouvernement constitutionnel de la France. Il existait une intime solidarité entre l'autorité religieuse et la pouvoir politique. Celui-ci avait cru se fortifier en résumant son principe et son système dans ces deux mots : *Dieu et le roi*. Louis XVIII avait cédé enfin à l'influence dominante du comte d'Artois et du parti dévot ; il n'était ni aveugle ni converti, mais il soumettait son scepticisme philosophique à l'épreuve des événements ; or il ne pensait pas que cette épreuve pût être, dans aucun cas, fatale à la monarchie. Le vicomte de Chateaubriand, qu'on regardait comme l'oracle de la royauté, venait de proclamer en ces termes son opinion que personne à la cour n'avait garde de contredire : « Le roi est fort, très-fort ; aucune puissance humaine ne pourrait aujourd'hui ébranler son trône. » On agissait donc comme si cette royauté de huit mois n'avait rien à craindre sous l'égide de la religion ou plutôt du cagotisme. Le parti-prêtre, dont le comte d'Artois était le chef et qui avait son siège au pavillon Marsan dans l'aumônerie de la duchesse d'Angoulême, continuait, malgré les promesses solennelles de la Charte, à poursuivre la révolution de 89 dans ses actes et dans ses auteurs. A chaque instant, on entendait sortir des chaires, des sacristies et des officines de la presse royaliste un concert d'injures et de menaces contre les détenteurs de biens nationaux et contre les *régicides*. On appelait ainsi les conventionnels qui avaient voté la mort de Louis XVI, et ce surnom les désignait d'avance à la proscription. Ce fut dans ce but qu'on imagina la cérémonie du 21 janvier. Louis XVI et Marie-Antoinette, après leur exécution, avaient été inhumés dans un coin de l'ancien cimetière de la Madeleine ; on ne devait guère présumer qu'eux seuls corps, recouverts de chaux vive, eussent laissé des vestiges reconnaissables. On fit pour-tant des fouilles à l'endroit supposé où cette double inhumation avait eu lieu, et l'on découvrit quelques ossements, qui furent transportés dans les caveaux vides de Saint-Denis, avec toute la pompe des obsèques royales, le jour même anniversaire de la mort de Louis XVI. Peu de jours auparavant, comme pour protester contre l'esprit de cette cérémonie funèbre, à laquelle le peuple de Paris ne s'associa point, ce peuple ému et indigné avait fait cortège au cercueil d'une actrice célèbre du Théâtre-Français, mademoiselle Raucourt, que le curé de Saint-Roch refusait de recevoir dans son église : on enfonça les portes de Saint-Roch, le cercueil fut transporté par cent bras au milieu du chœur, et un prêtre se trouva là, par bonheur, pour dire les prières des morts et pour calmer ainsi l'irritation de la foule qui commençait à se soulever contre l'intervention de la force armée. On prétendit que Louis XVIII avait envoyé ce prêtre, et le pavillon Marsan, les Suisses. Il y avait dans la population, à Paris comme dans la province, un mécontentement général, une anxiété crois-

sante. Le voyage officiel, que le comte d'Artois avait fait dans les départements du Midi durant les derniers mois de 1814, fut, grâce aux actives manœuvres de ses partisans, une sorte d'ovation continue qui excita, dit-on, la jalousie et même la défiance de son frère : l'antagonisme faillit se ranimer entre eux comme à l'époque des états-généraux de 89; mais tout ce fracas d'enthousiasme, d'amour et de dévouement des royalistes, couvrait à peine les murmures de la nation qui avait honte de retomber sous le joug de l'aristocratie et du clergé.

Ces murmures, Napoléon les avait entendus dans son exil de l'île d'Elbe, et ses regards, comme sa pensée, ne cessaient de se tourner vers la France. Dans cette petite île où la coalition de l'Europe l'oubliait, tandis que le gouvernement des Bourbons retenait les arrérages de la modique pension que lui avait assignée le traité de Fontainebleau, il laissait ce gouvernement se détruire et s'annihiler lui-même par ses actes impolitiques et ses tendances antinationales. Il suivait avec joie dans les journaux ultra-royalistes les progrès de cette réaction impatiente qui s'attaquait sans cesse à un passé glorieux et regretté. Voilà comment il conspirait, seul à Porto-Ferraio, dans un salon délabré où apparaissaient de loin en loin quelques visiteurs français et étrangers que l'admiration amenait auprès de lui. L'Empereur a expliqué cette conspiration de son génie, en disant à son retour de l'île d'Elbe : « Je suis venu, sans intelligences, sans concert, sans préparation aucune, tenant en main les journaux de Paris et les discours de M. Ferrand. » Il savait seulement les vœux et les espérances de la majeure partie de la population, de celle qui avait été mêlée à ses victoires et à la prospérité de son règne; il savait aussi qu'un grand nombre de ses officiers et de ses compagnons d'armes ne demandaient qu'à verser leur sang pour lui. Quatre généraux, Lefebvre-Desnouettes, d'Erlon et les deux frères Lallemand s'étaient réunis, vers la fin de janvier, pour aviser aux moyens de replacer l'Empereur sur le trône; Maret, duc de Bassano, avait été avorti de ces pourparlers de complot militaire, et quelques autres *bonapartistes*, comme on les appelait avec dédain, commençaient à préparer des plans d'insurrection. Il y avait aussi, dans l'armée, sous prétexte de franc-maçonnerie, des associations secrètes chez lesquelles le nom de Napoléon servait de mot de ralliement. Mais tout cela était encore vague, confus et morcelé; la police, qui sentait monter et s'étendre sourdement une sorte d'émotion napoléonienne, en cherchait inutilement la source et les propagateurs; ce n'étaient pas quelques brochures, quelques chansons, quelques épigrammes, quelques caricatures, qui pouvaient détrôner la monarchie de 1814 : aussi, le pavillon Marsan, assiégé d'émigrés et de prêtres, ne travaillait-il qu'à réorganiser de toutes pièces l'ancien régime; le ministère, que les avertissements officieux de Fouché avaient trouvé sourd et aveugle, se croyait tellement maître de la situation, que dans une circulaire adressée aux préfets, vers la fin de janvier, l'abbé de Montesquiou ne leur recommandait que de veiller aux *convenances*, à l'*observation des bienséances*

et à la *pratique des devoirs religieux*. Ce ministère de sacristie avait pourtant des velléités belliqueuses, au sujet du royaume de Naples, que les Bourbons voulaient rendre à Ferdinand, afin de se délivrer des inquiétudes que leur causait Murat et de faire triompher partout le principe de la légitimité : trois corps d'armée réunis en Provence, en Franche-Comté et aux environs de Lyon, n'attendaient que la permission de l'Autriche pour passer les Alpes et marcher à la rencontre du roi de Naples. Les journaux ultras et les scribes stipendiés de toutes les polices continuaient impunément à insulter l'Empire dans la personne de l'Empereur. Tout à coup, le 5 mars, on apprit par le télégraphe que Napoléon était en France.

Napoléon avait exécuté le plan le plus audacieux et le plus imprévu. Après avoir endormi les soupçons et la vigilance du commissaire anglais, le colonel Campbell, à force de jouer la résignation, il profita de l'absence de ce commissaire pour quitter l'île d'Elbe, le 25 février, à huit heures du matin ; ses préparatifs étaient faits depuis longtemps. Il s'embarqua sur l'*Inconstant*, brick de vingt-six canons, avec Bertrand, Cambronne, Drouot et quatre cents grenadiers de sa vieille garde : deux cents chasseurs corses, deux cents hommes d'infanterie et environ cent cheveu-légers polonais, étaient distribués sur six petits bâtiments qui naviguaient de conserve avec le brick. Cette *poignée de braves*, comme les appelle la première proclamation de Napoléon, ignorait encore l'objet de l'expédition à laquelle chacun se réjouissait de prendre part sous les yeux de son empereur. Quand on fut en pleine mer, Napoléon, debout au pied du grand mât, dit d'une voix forte et solennelle : « Grenadiers, nous allons en France, nous allons à Paris ! » Des cris de joie lui répondirent de toutes parts. La traversée fut pénible et dangereuse ; on signala plusieurs navires français et étrangers, qui s'éloignèrent sans arrêter la marche de cette flottille suspecte : un vaisseau de guerre français lâcha le brick l'*Inconstant*, pour connaître sa destination, et le capitaine de ce vaisseau, apprenant que ce brick venait de l'île d'Elbe, demanda aussitôt : « Comment se porte l'Empereur ? — Extraordinairement bien ! répondit l'Empereur lui-même. » Il avait caché ses soldats dans l'entrepont, et il était déterminé à en venir à l'abordage, si le vaisseau de guerre eût fait mine de lui fermer sa route ; mais cette rencontre en mer n'eut pas de suite fâcheuse. Napoléon, entouré de ses grenadiers qui partageaient déjà sa confiance, leur dictait une éloquente proclamation adressée au peuple et à l'armée, pour expliquer les motifs et le but de son retour en France. Dans cette proclamation que cinq cents copies faites sous la dictée de l'Empereur allaient répandre avec la nouvelle de son arrivée, Napoléon disait : « Français, dans mon exil, j'ai entendu vos plaintes et vos vœux : vous réclamez ce gouvernement de votre choix, qui seul est légitime... J'arrive parmi vous reprendre mes droits qui sont les vôtres... Soldats ! venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef : la victoire marchera au pas de charge ; l'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame !... Honneur à ces braves soldats, la gloire de la patrie !

et honte éternelle aux Français criminels, dans quelque rang que la fortune les ait fait naître, qui combattirent vingt-cinq ans avec l'étranger, pour débarrasser le sein de la patrie ! » L'Empereur débarqua au golfe Juan, près de Cannes, le 4^{er} mars, à cinq heures de l'après-midi ; son premier bivouac fut établi dans un bois d'oliviers : « Voilà, dit-il, un heureux présage ! » Le lendemain et les jours suivants, il marcha en avant, à la tête de sa petite armée qui faisait des étapes de quinze à vingt lieues, en passant par Grasse, Digne, Sisteron et Gap : les populations se précipitaient sur son passage, et saluaient sa bienvenue avec enthousiasme ; mais une division de six mille hommes venait, de Grenoble, à marches forcées, et devait bientôt l'envelopper. Loin de fuir ou de reculer, il s'empessa d'atteindre le premier corps de cette division, et, mettant pied à terre, suivi de sa garde qui se présentait l'arme au bras, il alla droit à un bataillon du cinquième de ligne : « Eh quoi ! mes amis, s'écria-t-il, ne me reconnaissez-vous pas ? Je suis votre Empereur ; s'il est parmi vous un soldat qui veuille tuer son général, voici ma poitrine ! » Le bataillon, ému, électrisé par cette allocution, cria tout d'une voix : Vive l'Empereur ! Les jeunes soldats de la ligne et les vieux grenadiers de la garde s'embrassèrent en pleurant ; on foula aux pieds la cocarde blanche et le drapeau blanc ; on marcha sur Grenoble. L'Empereur avait désormais une armée qui s'augmentait à vue d'œil : le colonel de La Bédoyère s'était détaché de la garnison de Grenoble, et il était accouru avec son régiment, pour se mettre aux ordres de Napoléon. Celui-ci, en arrivant sous les murs de Grenoble, sans coup férir, trouve d'ardents auxiliaires dans les habitants de cette ville, qui lui ouvrent leurs portes et lui livrent ainsi un immense matériel de guerre. Dès son entrée à Grenoble, où il est reçu avec des transports de joie, Napoléon, dans ses discours, dans ses proclamations et dans ses décrets, annonce qu'il veut changer de système en remontant sur le trône, et qu'en reconnaissant les droits du peuple, il rendra la France libre, heureuse et indépendante : « Je veux, dit-il, être moins son souverain, que le premier et le meilleur de ses citoyens. » Ces déclarations, qu'il ne cesse de répéter, lui gagnent autant de partisans que le souvenir de son règne glorieux : il ne songe plus à continuer l'Empire, mais à donner une organisation plus forte et plus nationale au gouvernement constitutionnel.

Cependant on ne s'effraie pas encore, aux Tuileries, de l'entreprise insensée de *Buonaparte* et de sa *bande*, selon l'expression dédaigneuse que les royalistes lui jettent comme un défi. On avait ri de pitié, en apprenant l'incroyable nouvelle du débarquement de l'Empereur, et l'on n'eût pris aucune mesure de défense, si Louis XVIII n'avait pressenti les graves conséquences d'un pareil événement. L'agitation qui se manifesta dans Paris, à la suite de cette nouvelle, en prouvait d'ailleurs l'importance : aussitôt, les partis politiques s'étaient vivement prononcés ; les royalistes haussaient les épaules et voyaient, dans cette folle tentative, l'occasion d'en finir avec l'*usurpateur* ; les libéraux ou constitutionnels s'inquiétaient du péril qui menaçait

la charte et la liberté, ai le despotisme impérial parvenait à se relever sous l'influence de la gloire militaire; les bonapartistes, tous ceux qui avaient un intérêt d'ambition, de cupidité, d'attachement ou de gratitude dans la question du retour de l'Empereur, se préoccupaient beaucoup des probabilités de ce retour, que personne ne pouvait croire prochain, même en le croyant possible. En effet, *par ordre*, les journaux étaient remplis de faux rapports qui montraient toujours Napoléon dans une position critique, désespérée ou ridicule. Une ordonnance du roi, publiée le 6 mars, avait convoqué immédiatement les chambres législatives; une autre ordonnance, du même jour, avait déclaré traître et rebelle Napoléon Bonaparte, en enjoignant aux gouverneurs, commandants, etc., militaires, et même aux simples citoyens, de lui courir sus et de l'arrêter. Le comte d'Artois partit, ce jour-là, pour Lyon où le duc d'Orléans et le maréchal Maedonald devaient le rejoindre et prendre avec lui le commandement de l'armée royale. Quant au duc de Berry, il resta dans la capitale, pour se produire dans les théâtres et y stimuler le dévouement royaliste en provoquant par sa présence quelques timides cris de *vive le roi*. L'Empereur avait eu raison de compter sur ses soldats plutôt que sur ses généraux : ceux-ci, qui étaient partout en fonctions, osèrent tirer l'épée contre leur Empereur; quelques-uns firent parade d'ingratitude, en l'injuriant dans leurs proclamations; le maréchal Soult eut la faiblesse de signer une triste pièce de ce genre, que n'absolvait pas sa qualité de ministre de la guerre; tous les cœurs honnêtes et généreux s'indignèrent de voir le vainqueur de Toulouse, celui qui avait mis bas les armes le dernier à la chute de l'Empire, s'oublier lui-même jusqu'à déclarer, dans une proclamation à l'armée, que son ancien maître n'était plus qu'un *aventurier*, après avoir été un *usurpateur*, dont le nom seul remplissait d'effroi les familles et qui avait *trompé* et sacrifié tant de fois ses soldats *en égarant leur bravoure* ! A l'exemple du maréchal Soult, le maréchal Victor (duc de Bellune), n'eut aucun scrupule de signer sa proclamation, dans laquelle, en annonçant le *nouvel attentat*, le *nouveau crime* de Bonaparte, il invitait les bons Français à poursuivre « l'homme qui a tyrannisé, désolé, trahi la France pendant douze ans ! » Le maréchal Ney, le *Brave des braves*, avait partagé aussi le vertige moral de ses compagnons d'armes : il accepta un commandement sous la *bannière des lis* que Soult venait de déployer, et il promit à Louis XVIII de lui ramener Bonaparte « garrotté dans une cage de fer. » La fameuse proclamation, qu'on avait arrachée au maréchal Soult pour le compromettre, ne parut pas toutefois une garantie suffisante de sa fidélité au roi, et le portefeuille de ministre lui fut retiré, le 11 mars, pour tomber dans les mains malhabiles et faibles du duc de Feltré. Toute la manœuvre du ministère consiste à tenir secrètes les nouvelles qui annoncent la marche rapide et triomphante de l'Empereur : les chambres sont assemblées, et dans chaque séance circulent des bruits sinistres que démentent vainement les journaux remplis de rapports mensongers. Les pairs et les députés ne se sentaient pas trop rassurés, en attendant la fantas-

magorie solennelle de la séance royale, où les princes du sang devaient jurer fidélité au roi et à la Charte : on comprenait que ce serment serait impuissant pour arrêter la défection des troupes, que la vue du drapeau tricolore et la voix de Napoléon entraînaient et fascinaient comme par l'effet d'un charme magique. On vota néanmoins, sous l'inspiration de M. Lainé, une adresse au roi, et, par une sorte de pudeur ou de précaution politique, on évita d'injurier nominativement l'Empereur, en le désignant sous le nom de *l'ennemi public*.

Napoléon n'était resté à Grenoble que le temps nécessaire pour faire lever en masse les départements voisins où il réorganisait la garde nationale : il data de Grenoble son premier décret impérial, et après une revue où il retrouvait l'enthousiasme des plus grands jours de son règne, il se mit à la tête de la garnison de cette ville, qui marchait sur Lyon. Le comte d'Artois, le duc d'Orléans et le maréchal Macdonald s'étaient chargés de défendre Lyon et d'arrêter la marche triomphale de Bonaparte; mais leurs troupes, que des distributions de vin et d'argent n'avaient pas gagnées à la cause des Bourbons, commençaient à s'émouvoir au cri de *vice l'Empereur*. Les princes craignirent d'être livrés en otage et n'attendirent pas l'arrivée de Napoléon, à la rencontre duquel s'était portée la jeunesse lyonnaise, pour lui faire cortège jusque dans la ville. Macdonald aurait essayé de lui en fermer les portes, si la division qu'il commandait eût voulu écouter ses ordres : il se vit bientôt presque abandonné de ses soldats qui refusèrent de se battre contre leur *père*. L'Empereur, suivi de ses hussards et entouré d'une foule en délire, se présenta devant le pont de la Guillotière et entra dans la ville au milieu des acclamations unanimes, le 10 mars, à cinq heures du soir. Il resta trois jours à Lyon, pour y promulguer plusieurs décrets qui devaient le devancer à Paris et servir de base, pour ainsi dire, au trône qu'il allait renouer. Par ces décrets, il prononçait la dissolution des chambres, et convoquait les collèges électoraux à une assemblée extraordinaire du Champ-de-Mai, qui aurait lieu à Paris le 4^{er} mai prochain pour *corriger et modifier* les constitutions de la France, suivant l'intérêt et la volonté de la nation, et pour assister au sacre de l'impératrice et du roi de Rome; il chassait tous les émigrés qui étaient rentrés en France sans son autorisation depuis le 4^{er} janvier 1814 et mettait tous leurs biens sous le séquestre; il abolissait la noblesse et supprimait les titres féodaux; il restituait à la Légion d'honneur, aux hospices, aux communes, etc., les propriétés nationales qu'on avait reprises à ces établissements pour les rendre aux émigrés; il cassait tous les généraux et officiers de terre et de mer qui avaient été introduits dans l'armée depuis le 4^{er} avril 1814, comme émigrés ou comme anciens royalistes; il rétablissait dans leurs fonctions tous les membres du corps judiciaire, que la Restauration en avait privés; il licenciait les Suisses et la maison du roi; il sequestrait les biens de la famille des Bourbons; il annulait les ordres militaires de Saint-Louis, du Saint-Esprit et de Saint-Michel. Ces décrets, émanés du plein pouvoir impérial,

avaient pour objet de rayer d'un trait de plume les onze mois de la Restauration. Les motifs du décret relatif à l'assemblée du Champ-de-Mai renfermaient tous les griefs que l'opinion publique avait si souvent reprochés au gouvernement royal et dont l'Empereur faisait peser la responsabilité sur la chambre des pairs et sur le corps législatif, également indignes, à ses yeux, de la confiance de la nation : il les accusait surtout d'avoir donné aux Bourbons le titre de *roi légitime*, « ce qui était déclarer rebelles le Peuple français et ses armées, et proclamer seuls bons Français les émigrés qui ont déchiré, pendant vingt-cinq ans, le sein de la patrie et violé tous les droits du peuple, en consacrant le principe que la nation était faite pour le trône et non le trône pour la nation. » Ces paroles dans la bouche de Napoléon promettaient un nouvel homme et ne contribuèrent pas peu à rassurer le parti libéral qui s'inquiétait du retour de l'Empire avec sa dictature et son arbitraire. Tant que l'Empereur fut à Lyon, il ne cessa de parler dans le même sens : « Je ne veux point, comme Louis XVIII, vous octroyer une Charte révocable, disait-il à la municipalité de Lyon ; je veux vous donner une constitution inviolable, je veux qu'elle soit l'ouvrage du peuple et de moi. »

Le secret de ces grands événements fut bien gardé aux Tuileries où l'on préparait les rôles pour la séance royale du 16 mars : les pairs et les députés remplissaient l'enceinte de la Chambre, inquiets, silencieux ; les tribunes étaient garnies de spectateurs choisis parmi les plus fidèles royalistes. Le roi, accompagné des principaux officiers de sa maison et des grands dignitaires du royaume, se rendit au Corps Législatif avec une pompe et une solennité qui ne produisirent sur la foule qu'une impression de curiosité ironique et muette. Quand Louis XVIII parut dans la salle, il fut accueilli par des acclamations prolongées : il avait autour de lui tous les princes et même le comte d'Artois qui était revenu de Lyon, sous l'escorte d'un seul gendarme. On ne fut pas médiocrement surpris de le voir à Paris, et l'on en augura qu'il avait remporté quelque victoire éclatante contre Bonaparte. Le duc et la duchesse d'Angoulême, qui parcouraient alors les villes du Midi, faisaient seuls défaut à cette cérémonie, destinée à balancer les succès de l'*usurpateur*. Louis XVIII, assis sous un dais et couvert, après avoir promené sur l'Assemblée un regard calme et imposant, lut d'une voix ferme un discours où il exprimait ses sentiments et ses vœux : il annonça formellement que les puissances étrangères lui viendraient en aide contre l'*ennemi public*, qui venait remettre la patrie sous un joug de fer et détruire la Charte constitutionnelle : « Rallions-nous donc autour d'elle ! s'écria-t-il ; qu'elle soit notre étendard sacré ! » L'Assemblée, électrisée par ce discours et surtout par la noble contenance du royal orateur, se leva tout entière, en criant : *vive le roi*. Ensuite, le comte d'Artois, tant en son nom qu'en celui de sa famille, prononça ce serment, la main levée : « Nous jurons sur l'honneur de vivre et de mourir fidèles à notre roi et à la Charte constitutionnelle qui assure le bonheur des Français. » Tous les princes étendirent le bras et répétèrent à la fois : « Nous le jurons ! » Tous les assistants

s'associèrent à ce serment, tandis que le roi ouvrait les bras à son frère qui s'y précipitait en pleurant ; tous s'embrassaient, tous versaient des larmes de joie et d'admiration. Cette scène avait été *concertée à l'avance*, mais elle manqua son but ; elle n'eut pas d'écho hors de la salle du Corps Législatif. Le lendemain, sur la proposition du député Delhorme, la chambre confia le dépôt de la Charte et des libertés publiques à la fidélité et au courage des gardes nationales et de tous les citoyens. Le parti libéral, dont Benjamin Constant était le chef le plus puissant sinon le plus estimé, se rallia tout à coup au parti royaliste qu'il avait jusque-là si obstinément combattu. Benjamin Constant protesta contre le retour de Napoléon et du régime impérial, en faisant cet incroyable éloge de la Restauration : « Une année de votre règne n'a pas fait répandre autant de larmes qu'un seul jour du règne de Bonaparte. » Cette opposition prématurée de la part des libéraux détermina sans doute un changement immédiat dans les intentions de l'Empereur. Une coalition constitutionnelle se formait, en effet, dans la chambre des députés où l'on parlait moins de défendre la royauté que la liberté : Jean-Audré Barrot proposa même de déclarer que « nul gouvernement ne pouvait plus se soutenir en France qu'en suivant très-exactement la ligne des principes constitutionnels, tous méconnus et violés par Bonaparte au mépris des serments les plus sacrés. »

Chaque jour apportait aux Tuileries la nouvelle d'une défection militaire : ici, les chefs entraînaient leurs soldats ; là, les soldats entraînaient leurs chefs ; pas une ville qui ne s'empressât d'appeler, de recevoir l'Empereur, lequel s'avancait à grands pas vers la capitale. Quoique Bourrienne, l'ancien secrétaire de Napoléon, eût remplacé le baron d'André au ministère de la police, d'infâmes sicaires partirent de Paris avec l'ordre d'assassiner celui qu'on ne pouvait arrêter qu'à coups de poignard. Mais l'étoile de Napoléon lui sauva la vie et il ne daigna pas même punir les assassins. Il avait trop de hâte d'arriver à Paris. Le 13, il avait couché à Mâcon ; le 14, il était à Châlons ; le 15, à Autun ; le 16, à Avallon. C'est là qu'il apprit la soumission du maréchal Ney, par une proclamation à ses troupes, qui commence ainsi : « La cause des Bourbons est à jamais perdue. » Deux jours après, à Auxerre, Ney vint rejoindre son Empereur. Ce jour-là même, Louis XVIII adressait une dernière et inutile proclamation à l'armée qui avait passé tout entière sous les aigles : il suppliait les officiers et soldats, déserteurs de ses drapeaux, d'abjurer leur erreur et de se jeter dans les bras de leur père ; mais cette proclamation, où flamboie encore la menace de trois cent mille étrangers prêts à fondre sur la patrie, ne ramena pas un défenseur auprès de Louis XVIII. Les anciens émigrés, les royalistes purs et les plus compromis s'empressaient de quitter Paris : c'était déjà un sauve-qui-peut général ; Louis XVIII fit mine de vouloir demeurer aux Tuileries et d'y attendre sur son trône son redoutable compétiteur ; mais il n'en avait jamais eu l'envie et il ne fit même aucun effort de sérieuse résistance. Il hésita seulement sur le chemin qu'il prendrait : les ministres qui l'avaient perdu, Dambray et Ferrand, pensaient à recommencer

l'émigration ; mais Louis XVIII comprit qu'il ne rentrerait pas deux fois par cette porte-là, et le 19 mars, à minuit, il monta en voiture, escorté d'un seul officier de ses gardes. Il se rendait secrètement à Lille où il croyait pouvoir transporter avec lui son gouvernement : il avait eu la précaution de se munir de quelques millions et de garder en dépôt les diamants de la couronne. Son départ ne fut pas si bien caché, que tout Paris, à son réveil, n'apprit par là, d'une manière certaine, l'imminente arrivée de l'Empereur. La journée du 20 mars se passa dans l'attente et dans l'anxiété : les routes du nord et de l'ouest étaient encombrées de voitures. Quiconque avait trempé dans l'œuvre de la Restauration, fuyait ou se cachait. Quant au peuple, il était impatient de revoir l'Empereur, dont le nom volait de bouche : la foule se tint en observation aux alentours des Tuileries qui étaient désertes depuis le départ du roi. Tout était tranquille, d'ailleurs, quoique sans autorité constituée, sans chambres et sans ministres, sans police et sans garnison. Le soir, à neuf heures, Napoléon, qui était à Fontainebleau depuis quatre heures du matin, reprit possession des Tuileries.

Aussitôt, l'Empire continue comme s'il n'avait pas été interrompu pendant près d'une année ; l'Empereur redevient ce qu'il était naguère, maître absolu de tout et de tous. L'enthousiasme de l'amour et de l'admiration circule dans toutes les classes de la population parisienne, pendant que le palais se remplit de tous ces uniformes qui avaient brillé sur tous les champs de bataille de l'Europe. Napoléon reconnaît ses anciens compagnons d'armes, et ne leur demande pas compte de ce qu'ils ont pu faire depuis le 31 mars 1814 ; il semble avoir oublié les trahisons, les lâchetés, les faiblesses, les erreurs, qui l'ont perdu une première fois : il ne se souvient que de quelques hommes qu'il regarde désormais comme ses ennemis implacables, entre autres Talleyrand et Marmont. Mais celui-ci est en fuite, et l'autre n'a pas quitté le congrès de Vienne. Chacun a repris espoir et courage, en revoyant l'Empereur si calme et si confiant. Après cette réception du soir, dans laquelle ont reparu la plupart des généraux, des magistrats et des courtisans, qui, peu de jours auparavant, faisaient foule aux Tuileries, l'Empereur, que les fatigues et les émotions de son merveilleux voyage de Cannes à Paris n'ont pas brisé, se retire avec ses conseillers et passe la nuit entière à réorganiser son gouvernement. Le lendemain, la France eut un ministère, dans lequel le système impérial se trouvait personnifié par des noms que l'Empereur avait longtemps associés au sien : le maréchal Davoust était ministre de la guerre, Cambacérès ministre de la justice, Gaudin (le duc de Gaëte) ministre des finances, le comte Mollien ministre du trésor, Decrès, ministre de la marine, Fouché ministre de la police ; l'Empire ressuscitait tout entier et se recomposait de toutes pièces. Mais, pour offrir une garantie pacifique à l'Europe, le portefeuille des affaires étrangères fut confié au duc de Vicence, qui s'était fait estimer de tous les souverains étrangers dans les négociations du traité de Fontainebleau ; et, pour rassurer le parti libéral ou constitutionnel, Carnot, le républicain Carnot,

fut appelé au département de l'intérieur. Cette nomination ne produisit pas l'effet qu'on en espérait, Carnot ayant été créé comte en même temps que ministre. L'incapacité de Decrès, la fourberie de Fouché, la dureté de Davoust, auraient pu paralyser ou entraver le nouveau cabinet, si l'Empereur n'eût pas été là pour lui communiquer une volonté et lui prêter une action. Le duc de Bassano, nommé ministre secrétaire d'État sans portefeuille, ajouta un nom respecté à ceux de Caulaincourt et de Carnot. Le choix des ministres avait été, dit-on, débattu et décidé en présence de Napoléon, qui voulut rester neutre, par les membres de l'ancien conseil d'État, Regnault de Saint-Jean d'Angély, Thibaudeau, Réal, Lavalette, Berlier, Merlin, Daru, etc. On assure que le portefeuille de l'intérieur fut offert d'abord à M. Molé, qui le refusa. Napoléon rétablit ensuite dans de hautes fonctions publiques les hommes sur le dévouement desquels il croyait devoir compter : le duc de Rovigo, à la tête de la gendarmerie; le comte de Bondy, à la préfecture de la Seine; le comte Réal, à la préfecture de police; le comte de Montalivet, à l'intendance de la liste civile; le grand-maréchal du palais, Bertrand, et le major-général de la garde, Drouot, reprirent leur service auprès de l'Empereur, ainsi que les anciens aides-de-camp, auxquels il adjoignit les généraux Lefort et La Bédoyère, en éliminant le général Lauriston, qui s'était trop mêlé aux choses de la Restauration. L'Empereur, après avoir reconstitué sa maison, recomposa celle de l'impératrice, comme si Marie-Louise et le roi de Rome, qui étaient à la cour d'Autriche, devaient d'un moment à l'autre rentrer aux Tuileries. Il se proposait de rattacher l'Autriche à sa politique par un lien de famille que la coalition européenne n'avait pas rompu : il voulait tout faire pour la paix, et néanmoins il se préparait déjà à la guerre; car la déclaration des plénipotentiaires du congrès de Vienne, qui, votée et signée le 43 mars sous l'inspiration de Talleyrand, avait mis Napoléon au ban des nations, comme *ennemi et perturbateur du repos du monde*, cette déclaration équivalait à la reprise des hostilités, et de toutes parts, en Europe, se faisait entendre un cri de guerre qui rappelait sous les drapeaux de la coalition les armées étrangères, à peine sorties de France, et impatientes d'y rentrer par le même chemin.

Le bataillon de l'île d'Elbe, qui avait escorté l'Empereur jusqu'à Paris, bivouaquait sur la place du Carrousel : ce fut là que Napoléon se montra pour la première fois au peuple empressé de le revoir et de le saluer de longs oris d'allégresse. Ces braves grenadiers, qu'un trajet continu de deux cent cinquante lieues en vingt jours de marche avait moins fatigués que la joie de se retrouver en face des Tuileries et de l'Arc-de-Triomphe, ces soldats de la vieille garde versaient des larmes d'attendrissement sur leurs moustaches grises, en regardant leurs aigles; les pieds meurtris et enveloppés de linge, les habits usés, déchirés, blanchis de poussière, ils formaient un ensemble admirable, quand Napoléon passa devant leur front de bataille et entra dans leurs rangs pour les remercier d'avoir si bien fait leur devoir. A côté de ces aventureux

compagnons de la fortune de l'Empereur, était venue se placer la division que le duc de Berry commandait encore quelques heures auparavant, et qui avait repris le drapeau tricolore pour défilér sous les yeux de Napoléon. Une foule immense se pressait dans l'étroit espace que les troupes lui avaient laissé, et le cri de : *Vive la vieille garde !* alternait avec celui de : *Vive l'Empereur !* Napoléon adressa une éloquente allocution à ses soldats, où il leur disait : « La gloire de ce que nous venons de faire est tout au peuple et à vous. Le trône impérial peut seul garantir les droits du peuple, et surtout le premier de nos intérêts, celui de notre gloire. Le peuple français et moi, nous comptons sur vous. » Il s'interrompit, pour recevoir les anciennes aigles que lui présentaient le général Cambronne et les officiers de la vieille garde : « Quo ces aigles vous servent de ralliement ! s'écria-t-il. En les donnant à la garde, je les donne à toute l'armée. La trahison et des circonstances malheureuses les avaient couvertes d'un voile funèbre; mais, grâce au peuple français et à vous, elles reparaissent resplendissantes de toute leur gloire. Jurez qu'elles se trouveront toujours partout où l'intérêt de la patrie les appellera ! » Officiers et soldats, élevant la main, répétèrent avec transport : « Nous le jurons ! » et tous les assistants, hommes et femmes, répondirent à ce cri unanime en le répétant aussi. Puis, les troupes défilèrent en chantant la *Marseillaise*, qui n'avait pas retenti depuis les guerres de la République. L'Empereur ne songeait pourtant pas à ranimer en France l'élan républicain. Dans la réception officielle des corps constitués, le 26 mars, plusieurs orateurs essayèrent de sonder les intentions de Napoléon, et de l'interroger indirectement sur la forme gouvernementale qu'il se proposait de donner à son nouveau règne : il évita de s'expliquer à ce sujet et il se renferma dans des généralités plus ou moins vagues, plus ou moins obscures. Cambacérès, qui parlait au nom des ministres, était sans doute d'accord avec l'Empereur pour donner une espèce de satisfaction à la France libérale : « Ce qui est seul légitime, dit-il, la cause du peuple, a triomphé.... Les Bourbons n'ont rien su oublier : leurs actions et leur conduite démentaient leurs paroles. Votre Majesté tiendra la sienne : elle ne se souviendra que des services rendus à la patrie. Point de guerre au dehors, si ce n'est pour repousser une injuste agression; point de réactions au dedans, point d'actes arbitraires; sûreté des personnes, sûreté des propriétés, libre circulation de la pensée, tels sont les principes que vous avez consacrés. » C'était là tout un programme de gouvernement, et l'on peut croire que Napoléon l'avait dicté lui-même; car on le retrouve aussi, plus développé, dans la délibération solennelle que le conseil d'État remit le même jour à l'Empereur, et qui se résumait ainsi : « L'Empereur est appelé à garantir de nouveau par des institutions (et il en a pris l'engagement dans ses proclamations à la nation et à l'armée) tous les principes libéraux : la liberté individuelle et l'égalité des droits, la liberté de la presse et l'abolition de la censure, la liberté des cultes, le vote des contributions et des lois par les représentants de la nation légalement élus, les propriétés nationales de toute origine, l'indépendance

et l'immovibilité des tribunaux, la responsabilité des ministres et de tous les agents du pouvoir. » Par cet acte fondamental, émané du conseil d'État, l'Empereur était relevé de son abdication de Fontainebleau, que la nation n'avait ni acceptée ni sanctionnée, et tous les pouvoirs restaient déposés en ses mains, jusqu'à ce qu'il eût retrempe son autorité souveraine dans le suffrage de l'assemblée représentative du Champ-de-Mai.

L'Empereur devança les vœux que cette assemblée devait lui exprimer au nom de la France, et il s'appliqua, dans les premiers jours de sa réinstallation impériale, à tenir la plupart des promesses que la Restauration avait oubliées aussitôt que faites. Dès le 24 mars, il avait aboli la censure; le 29 mars, il défendit la traite des nègres; huit jours après, il supprima l'impôt sur les boissons, ainsi que les droits-réunis, qu'il se reprochait d'avoir créés lui-même, sans avoir égard aux plaintes et à l'opposition des victimes de cet impôt injuste et vexatoire; le 17 avril enfin, il établit l'enseignement mutuel. C'était abjurer les principes oppressifs de l'Empire; c'était adopter ouvertement les idées libérales du parti constitutionnel. Aussi, ces préludes d'un nouveau règne semblèrent-ils de bon augure aux esprits les plus déflants, et la presse, qui ne se sentait pas encore libre, malgré l'abolition de la censure, fut-elle unanime pour applaudir aux faits comme aux intentions. Il est vrai que la plupart des journaux ultra-royalistes avaient disparu; le *Journal des Débats* était redevenu le *Journal de l'Empire*, et les folliculaires, la plume entre les dents, attendaient le jour où ils pourraient sans danger, mais non sans profit, entrer en campagne contre le pouvoir impérial. L'Empereur, qui avait su par expérience que ses meilleurs appuis étaient dans le peuple, ne négligeait rien pour regagner, pour augmenter sa popularité : il visitait les ateliers, les collèges, les établissements publics; il distribuait des croix d'honneur, des pensions, des encouragements; il parcourait la capitale, à pied, à cheval, en voiture; il se montrait partout, et partout sa présence était le signal d'une ovation. Les Bourbons avaient si peu de racines dans le sentiment national, que, le lendemain de leur départ, ils étaient presque aussi oubliés qu'à l'époque de leur retour. Il y eut une sorte d'émulation patriotique pour faire disparaître dans Paris les L de Louis XVIII, les fleurs de lys et tous les emblèmes de la Restauration; au mépris succéda bien vite l'indifférence. Tous les départements avaient imité Paris, et les princes, qui s'étaient partagé le midi, l'ouest et le nord, pour y propager la guerre civile, ne tardèrent pas à s'apercevoir que cette odieuse guerre manquait d'aliments. Louis XVIII était arrivé à Lille avec le duc d'Orléans, et deux maréchaux de l'Empire, Mortier et Macdonald : il voulut d'abord s'arrêter dans cette ville, y établir le siège de son gouvernement, et y attendre les secours de ses alliés, ainsi que les volontaires royaux que lui amenaient le duc de Berry et le comte d'Artois. Il fit donc mettre en état de défense les places fortes de la frontière et ordonna quelques autres mesures militaires; mais tout à coup, craignant de se trouver prisonnier dans Lille, dont la garnison ne lui était pas dé-

vouée, il partit brusquement sans escorte le 23 mars, et laissant derrière lui, pour adieux à Napoléon, deux ordonnances royales, dont l'une licenciat l'armée, et dont l'autre provoquait le refus de l'impôt, derniers brandons de guerre civile que les *vétérans de la peur*, selon l'énergique expression de Benjamin Constant, allumaient sur le sol de la patrie. Le comte d'Artois et le duc de Berry, suivis de leurs volontaires royaux, qui s'étaient recrutés dans la jeunesse libérale non moins que parmi les vieux soutiens de l'ancien régime, apprirent que le roi avait abandonné Lille, et n'essayèrent pas de s'y maintenir; ils passèrent la frontière, et la Belgique devint dès-lors le rendez-vous d'une seconde émigration. Le duc de Bourbon s'était fait fort de soulever la Vendée; mais il ne réussit qu'à rassembler quelques bandes de paysans, qui se dispersèrent dès qu'il se fut embarqué, le 1^{er} avril, à Paimbœuf, sur un navire anglais. Il ne restait plus en France que le duc et la duchesse d'Angoulême qui tentassent un suprême effort en faveur de la cause des Bourbons. Le duc d'Angoulême, à qui Louis XVIII avait conféré le titre de lieutenant général des départements méridionaux, en lui confiant le commandement de l'armée du Midi, s'était rendu à Toulouse, et, de concert avec les barons de Vitrolles et de Damas, il organisa un vaste plan de résistance contre le *brigand* et sa *bande*, qui étaient déjà maîtres de Paris et de la moitié de la France. Suivant la tactique ordinaire des Bourbons, on n'épargna rien pour cacher le plus longtemps possible la véritable situation des affaires. On publia même à Toulouse un faux *Moniteur*, dans lequel on enregistrait les prétendues défaites des *Buonapartistes* et des *révolutionnaires*. Grâce à ce misérable stratagème, on put exciter les populations, réunir les gardes nationales et augmenter l'armée du Midi, qui se composait de douze mille hommes avec douze pièces de canon. Le duc d'Angoulême avait sous ses ordres le deuxième corps de cette armée; le général Ernouf et le général Compans commandaient les deux autres corps. Les événements de Lyon et de Paris n'étaient pas encore connus dans les provinces méridionales, où le drapeau blanc flottait sur tous les clochers. On faisait des levées d'hommes au nom des Bourbons, on armait les gardes nationales, et les généraux ne manquaient pas pour diriger les opérations de cette guerre royaliste. Un maréchal de l'Empire, Masséna, avait fait dire au duc d'Angoulême qu'il répondait de la huitième division militaire. C'étaient donc la Provence, l'Auvergne, le Languedoc et la Guyenne, qui prenaient les armes contre Napoléon, en attendant les renforts que la Suisse, la Sardaigne et l'Espagne avaient promis au lieutenant général des départements du Midi. L'Empereur ne laissa pas à cette armée le temps de devenir redoutable : il envoya contre elle un de ses maréchaux, Grouchy, avec ordre de faire lever en masse les gardes nationales du Dauphiné, du Lyonnais et de la Bourgogne. A Bordeaux, la duchesse d'Angoulême, qui avait trouvé le même accueil enthousiaste que lors de son passage en 1814, se flattait de pouvoir conserver cette ville à la Restauration; elle réussit, en effet, à fanatiser la garde nationale, et, par sa présence, par son énergie, par le souvenir de ses malheurs, elle

rallia autour d'elle autant de partisans que Bordeaux renfermait de royalistes ; mais la garnison était en partie composée d'anciens soldats de l'Empire , et le nom de l'Empereur exerçait déjà sur eux son prestige irrésistible. On apprit que le général Clausel marchait sur Bordeaux avec quelques volontaires impériaux, dont le petit nombre grossissait en chemin. Aussitôt la garnison arbora le drapeau tricolore, au cri de *Vive l'Empereur !* Le soir même (1^{er} avril), la duchesse d'Angoulême, qui avait tenté inutilement de retenir les troupes dans le devoir, sortit précipitamment de Bordeaux, accompagnée du maire de la ville et de quelques royalistes, et alla s'embarquer à Pouillac, pour passer en Espagne et ensuite à Londres. Le duc d'Angoulême avait cru commencer une campagne victorieuse : il remporta d'abord quelques avantages insignifiants ; le général Ernouf occupa Gap ; le vicomte d'Escars s'empara de Montélimart, et, le 3 avril, le duc d'Angoulême entra en conquérant à Valence. Mais la nouvelle du rétablissement de l'Empereur sur le trône n'eut pas plutôt transpiré dans l'armée royale, que tous les vieux soldats qui s'y trouvaient reprirent la cocarde tricolore et se débandèrent ; tous les corps furent désorganisés à la fois, et l'artillerie refusa ouvertement de servir la cause du roi. Cette déroute subite vint fort à propos pour empêcher la ville de Toulon et les autres ports de la Méditerranée d'être livrés aux Anglais par le duc d'Angoulême qui les appelait. Celui-ci avait battu en retraite, à l'approche du maréchal Grouchy, auquel s'était joint le général Gilly. Il se vit bientôt enfermé, avec quatre mille hommes démoralisés, entre la Drôme, le Rhône, la Durance et les montagnes du Dauphiné, deux jours après la publication des bulletins triomphants de l'armée royale. Il demanda donc à capituler, et le baron de Damas signa, le 8 avril, cette capitulation avec le général Gilly, qui consentit à laisser le prince s'embarquer à Cette, dès qu'il aurait licencié ses troupes. Le maréchal Grouchy soumit toutefois cette convention à l'Empereur, qui ne daigna pas retenir en otage le duc d'Angoulême, et qui recommanda de veiller à sa sûreté jusqu'à son départ, en exigeant seulement de lui qu'il s'obligeât à restituer les diamants de la couronne. Le 16 avril, le duc d'Angoulême, dont la conduite et la capitulation peu honorables avaient indigné ses partisans, monta sur un vaisseau suédois pour se rendre à Cadix avec ses familiers : de Guiche, d'Escars, de Damas, de Levis et de Polignac. Ainsi, le 17 mars, il n'y avait plus un Bourbon sur le territoire français.

Napoléon était seul maître de la France au ce moment : pas une province, pas une ville qui méconnût son autorité ; pas une voix qui s'élevât contre elle ; mais il ne se sentait pas moins dans une position délicate et difficile, à l'intérieur comme à l'extérieur. Le congrès de Vienne et sa déclaration menaçante du 13 mars suspendaient, pour ainsi dire, l'épée de Damoclès sur la tête impériale, tandis que, dans le centre même de l'Empire, deux partis hostiles, également inflexibles, le parti royaliste et le parti libéral, se préparaient à mettre en échec l'autorité de l'Empereur. Cette autorité, affaiblie par l'exercice des droits politiques et par l'habitude du gouvernement constitu-

tionnel, ne devait plus s'appuyer sur la volonté absolue du souverain : elle avait besoin de se fortifier par le consentement des masses. L'Empereur, pour la première fois, s'aperçut qu'il ne pouvait gouverner seul, sans compter avec les hommes ; il fut gêné d'abord, en cédant à ces nécessités du temps, et souvent son caractère se raidissait avant de plier. La lutte commença dans le conseil des ministres, où Carnot osa lui tenir tête et revendiquer la responsabilité de ses propres actes, en repoussant ceux qu'on voulait lui imposer. Au reste, l'Empereur fut d'accord avec son ministère, pour rassurer l'opinion et pour passer l'éponge sur tous les souvenirs de la Restauration : il donna l'exemple de l'oubli, en faisant semblant d'ignorer tout ce qu'il aurait eu à blâmer ou à punir chez les traîtres et les ingrats ; il n'excepta, de cette amnistie générale, que treize personnes, qui, en qualité de membres du gouvernement provisoire ou comme agents des Bourbons en 1814, avaient concouru à la chute de l'Empire, avant son abdication : il ordonna leur mise en jugement et le séquestre de leurs biens ; mais aucun de ces treize contumaces ne fut livré aux tribunaux, grâce à l'entremise de Fouché qui voulait se ménager des amis dans tous les camps. On peut croire que Napoléon ne signa cette liste de proscription, que pour y comprendre le maréchal de Raguse et le prince de Bénévent qui lui rendait guerre pour guerre et soufflait le feu de la coalition étrangère. La nomination des préfets et des différents chefs de l'administration témoigna d'ailleurs que l'Empereur se soumettait à un système général de modération et de conciliation : les noms de quelques fonctionnaires royalistes et libéraux s'étonnèrent de figurer à côté des noms les plus significatifs du régime impérial. On en conclut que l'Empereur voulait fondre tous les partis dans un grand parti national, pour se faire légitime et nécessaire aux yeux de l'Europe. Le ministre de la police parut agir d'après les mêmes vues : il adressa le 31 mars une circulaire aux préfets, dans laquelle il invoquait les principes de la morale et de la justice, pour inaugurer la nouvelle *police d'observation* qu'il destinait à remplacer la *police d'attaque* ; il promit d'exercer, avec autant d'impartialité que de prudence, cette bonne police « qui, calme dans sa marche, mesurée dans ses recherches, active dans ses poursuites, partout présente et toujours protectrice, veille pour le bonheur du peuple, pour les travaux de l'industrie et le repos de tous. » Fouché avait à cœur d'apaiser les appréhensions que son retour au ministère de la police devait inspirer à tous ceux qui se souvenaient de l'usage qu'il en avait fait sous l'Empire. Il contribua beaucoup, par cette circulaire, à tranquilliser les royalistes, et il arrêta le mouvement de l'émigration ; mais il laissa le champ libre aux sourdes manœuvres des ennemis de l'Empereur. On a pensé, peut-être avec raison, que les rapports et les avis de ses agents à l'étranger l'avaient instruit des projets de la politique européenne et de ses moyens d'exécution : il avait donc pu prévoir que Napoléon ne parviendrait pas à triompher de cette nouvelle coalition qui se dessinait déjà plus formidable que la première ; il savait tout ce qui se passait au congrès de Vienne, où Talleyrand, dévoué

désormais à la cause des Bourbons liée à la sienne, faisait mouvoir à lui seul tous les ressorts de la diplomatie. Fouché était même, dit-on, en correspondance avec le prince de Bénévent, ce qui ne l'empêcha pas de soutenir, dans le conseil des ministres, que la fameuse Déclaration du congrès de Vienne contre Napoléon, n'était qu'une grossière imposture imaginée par Talleyrand pour compromettre le congrès et pour donner espoir aux partisans du *comte de Lille*, qui ne s'intitulait déjà plus Louis XVIII. Il employa son adresse et son éloquence à prouver le caractère apocryphe de cette pièce menaçante, qu'on avait fait circuler en France depuis peu de jours, quoiqu'elle fût datée du 13 mars. L'Empereur avait préparé lui-même la comédie que jouait Fouché. La pièce en question fut renvoyée à l'examen d'une commission du conseil d'État, et tout le monde fit acte de déférence à l'égard de l'Empereur, en affectant de croire à la fausseté de cette Déclaration qui portait avec elle le témoignage de son origine. Une commission, choisie dans le conseil d'État par l'Empereur lui-même et composée du duc de Bassano et des comtes Defermon, Andréossi, Regnault de Saint-Jean-d'Angely et Boulay de la Meurthe, fut chargée spécialement d'étudier la question et de rédiger un rapport. Ce rapport, ce fut Napoléon qui le dicta au duc de Bassano, et il en fut donné lecture, au nom de la commission du conseil d'État, dans un conseil des ministres tenu le 2 avril. Le rapport établissait que la Déclaration était l'œuvre personnelle des plénipotentiaires français assistant au congrès de Vienne, et que les autres plénipotentiaires n'avaient pu, dans aucun cas, prendre la responsabilité de cet acte contraire aux principes les plus sacrés du droit des gens et aux usages les plus ordinaires de la diplomatie. Après avoir attaqué dans sa base cette pièce qui commençait par une provocation à l'assassinat d'un souverain, on discutait avec infiniment d'adresse et de force les griefs particuliers de Napoléon à l'égard des Bourbons, et l'on prouvait qu'il n'était pas l'agresseur dans ce que la Déclaration appelait son *invasion* : il était venu délivrer la France d'un joug insupportable; il avait obéi à l'appel suppliant de ses anciens sujets; quant à ses projets ultérieurs, il voulait ce que voulait le peuple : « L'indépendance de la France, la paix intérieure, la paix avec tous les peuples, l'exécution du traité de Paris du 30 mai 1814. » En un mot, il n'y avait, il n'y aurait rien de changé en France et en Europe, excepté le chef de la nation française. « Il n'y a rien de changé, disait Napoléon par l'organe de son conseil d'État, si, quand la nation française ne demande qu'à rester en paix avec l'Europe entière, une injuste coalition ne la force pas de défendre, comme elle l'a fait en 1792, sa volonté, ses droits, son indépendance et le souverain de son choix. » C'était à la fois une menace en cas de guerre et un engagement en cas de paix. Pour arriver à ce dernier résultat, l'Empereur écrivit de sa main aux souverains étrangers une lettre dans laquelle il promettait la paix à l'Europe, pourvu que l'Europe abandonnât la cause des Bourbons : « Après avoir présenté au monde le spectacle de grands combats, il sera plus doux de ne connaître désormais d'autre lutte que la lutte

sainte de la félicité des peuples. La France se plait à proclamer avec franchise ce noble but de tous ses vœux. » Certes, une pareille déclaration, signée par l'Empereur, était bien propre à balancer celle du congrès de Vienne, mais les agents secrets, que Talleyrand faisait concourir à ses desseins, interceptèrent les lettres de l'Empereur : aucune ne parvint à sa destination.

Il était peut-être trop tard, d'ailleurs, pour arrêter ou pour détourner une nouvelle coalition des puissances alliées : leurs plénipotentiaires à Vienne avaient, dès le 25 mars, sous la perfide influence du prince de Bénévent, stipulé un traité d'alliance offensive contre *Bonaparte* ; ce traité fut ratifié peu de jours après, mais on le tint secret jusqu'à ce que les quatre puissances signataires du traité, l'Autriche, l'Angleterre, la Russie et la Prusse, se fussent assurées de l'adhésion des autres puissances de l'Europe. On avait intérêt à retarder le plus longtemps possible les préparatifs de la résistance, pendant qu'on hâtait sourdement ceux de l'attaque. Dans ce traité occulte, que le prince de Bénévent avait imaginé de concert avec lord Wellington, les quatre puissances contractantes s'engageaient à maintenir intégralement toutes les conditions du traité de paix du 30 mai 1814, à réunir tous leurs efforts contre Bonaparte et « contre tous ceux qui déjà se seraient ralliés à sa faction, » à mettre et à tenir constamment en campagne une armée de six cent mille hommes en complet, et à ne pas poser les armes, avant que l'objet de la guerre eût été atteint. Les autres puissances de l'Europe, et spécialement sa *majesté très-chrétienne*, devaient être invitées à donner leur adhésion au traité. En même temps, l'Europe entière s'ébranlait pour recommencer la guerre : partout on armait, des bords de la Néva aux bords du Rhin, et cependant la guerre n'était pas encore déclarée. Napoléon, las d'attendre une réponse pacifique qu'on semblait décidé à lui refuser, fit publier dans le *Moniteur* du 14 avril un rapport de son ministre des affaires étrangères, dans lequel on lui rendait compte de l'état de l'Europe qui ne paraissait pas disposée à respecter l'indépendance de la France ; mais l'Empereur sentait bien que, pour lier sa cause à celle de la France, il avait besoin de soumettre le pouvoir impérial à cette constitution qu'il avait promise à son arrivée de l'île d'Elbe et qu'il hésitait à s'imposer comme un frein et comme un obstacle. Le jour même où le *Moniteur* annonçait la guerre à peu près inévitable, Benjamin Constant, chef du parti constitutionnel, était mandé aux Tuileries, par ordre de l'Empereur ; Benjamin Constant était invité à préparer les bases d'une constitution. Le travail de Benjamin Constant fut soumis ensuite à l'examen et à la discussion d'un comité composé des présidents du conseil d'État ; l'opinion de l'Empereur, exprimée avec cette vigueur et cette inflexibilité qui l'avaient toujours caractérisée, ne manqua pas de prévaloir sur les avis opposés, dans ces conférences où le principe libéral luttait timidement contre la volonté du souverain absolu ; Napoléon eut l'air de céder pourtant quelquefois aux objections victorieneses de Benjamin Constant, mais il s'obstina, malgré les insinuations et les réclamations de l'assemblée, à sup-

primer l'article 66 de la Charte, qui abolissait la peine de la confiscation. Vainement et à plusieurs reprises, le comité, et Benjamin Constant à sa tête, essayèrent-ils de faire rayer la confiscation dans le Code national de la France; Napoléon, irrité, ne voulut écouter aucune remontrance à ce sujet : « La première loi, dit-il, c'est la nécessité; la première justice, c'est le salut public. On veut que des hommes que j'ai comblés de biens, s'en servent pour conspirer contre moi dans l'étranger? cela ne peut pas être, cela ne sera pas. » Il termina cette vive allocution en disant : « Il faut qu'on retrouve, il faut qu'on revoie le vieux bras de l'Empereur ! » Quand on lui demanda de livrer la nouvelle constitution à la discussion publique et à la sanction des chambres, il fronça le sourcil et ne répondit pas. Le lendemain, 22 avril, la constitution parut dans le *Moniteur*, sous le titre d'*acte additionnel et supplémentaire aux constitutions de l'Empire*, avec un préambule où l'Empereur rappelait ses anciens droits à la dictature, tout en promulguant une constitution qu'il présentait à l'acceptation libre et solennelle du peuple. Cette constitution reproduisait les principaux articles de la Charte de Louis XVIII, sous une forme plus nette et plus étendue : la liberté religieuse, la liberté individuelle et la liberté de la presse étaient également protégées; deux chambres législatives devaient seconder le gouvernement de l'Empereur : une chambre de pairs héréditaires, en nombre illimité, à la nomination du chef de l'État; une chambre de représentants, *élus par le peuple*, tous les cinq ans, suivant deux degrés d'élection, au nombre de six cent vingt-neuf, qui recevraient une indemnité pour frais de voyage et de séjour à Paris pendant la session. Par un dernier article de cette constitution, le peuple français se dessaisissait du droit de rétablir, dans aucun cas, les princes Bourbons, l'ancienne noblesse féodale, les prérogatives féodales et seigneuriales, les dîmes, et un culte quelconque privilégié et dominant. Le parti constitutionnel, travaillé par les manœuvres du parti royaliste, ne fut pas satisfait de l'Acte additionnel, qu'il aurait mieux accueilli, si l'on n'eût point exagéré les promesses de l'Empereur; les royalistes, de leur côté, ne tarissaient pas de regrets à l'égard de la Charte de Louis XVIII, qu'ils admiraient beaucoup moins lorsqu'elle était en vigueur; royalistes et constitutionnels accusaient l'Empereur de n'avoir pas consulté le peuple et de prétendre prolonger sa dictature à l'abri de cette ombre de constitution. Napoléon crut imposer silence à ces bruits malveillants, en convoquant les collèges électoraux par un décret du 30 avril, comme Benjamin Constant le lui avait conseillé. Le parti constitutionnel ne renouça pas encore à ses préventions et à ses défiances.

Cependant la guerre générale était imminente : elle avait déjà commencé en Italie, où le roi de Naples, Joachim Murat, toujours intrépide, mais toujours imprudent, s'était trop pressé d'attaquer l'Autriche. Il savait que le congrès de Vienne, au mépris des traités existants, avait décidé en principe que le trône de Naples serait restitué au roi Ferdinand; il avait été averti d'avance des audacieux projets de l'Empereur prêt à quitter l'île d'Elbe, et il s'était

aussitôt engagé à contribuer à leur réussite ; mais il n'attendit pas que le moment d'agir fût venu ; dès qu'il apprit la marche triomphale de Napoléon dans les départements du midi de la France, il se mit à la tête de son armée et partit de Naples, le 16 mars, avec l'intention de soulever l'Italie en proclamant son indépendance. Ce fut un cri magique, même dans la bouche d'un roi absolu : la Toscane, la Lombardie, le Piémont, répondirent avec enthousiasme à son appel, et une foule de volontaires patriotes accoururent sous ses drapeaux. Il avait traversé, de vive force, les états du pape ; il s'était emparé de Rome ; il avait établi son quartier général à Rimini, et quand il vit doubler en quelques jours son armée, l'armée de l'Indépendance italienne, forte de quarante mille hommes et de huit mille chevaux, il la divisa en cinq colonnes qui marchèrent simultanément sur Bologne, Modène, Reggio, Ferrare et Florence. Les corps autrichiens que rencontra le roi de Naples furent culbutés et forcés de battre en retraite : le 4 avril, il entra à Modène, après un combat sanglant, et à trois jours de là, Bologne, Reggio et Florence étaient occupées par ses généraux. Au bruit de ces succès rapides, Venise, Padoue, Vérone, s'agitaient, et toute l'Italie allait s'armer pour reconquérir son indépendance. Cette formidable diversion aurait puissamment servi la cause de Napoléon, et le cabinet de Vienne, qui craignait d'avoir deux ennemis à combattre au lieu d'un seul, invita Murat à rentrer dans la coalition des souverains alliés : il aurait, à ce prix, conservé sa couronne. Mais Murat se souvint que ses traités avec la première coalition européenne n'avaient pas été respectés par le congrès de Vienne, et il se repentait trop d'avoir trahi en 1814 l'Empereur, son ami et son bienfaiteur, pour vouloir sauver sa royauté au prix d'une seconde trahison ; il repoussa donc les offres de l'Autriche, en s'écriant avec une émotion chevaleresque : « Il est trop tard ; l'Italie veut être libre et le sera ! » Mais les quarante mille Autrichiens, que les généraux Mohr et Bianchi pouvaient opposer au roi de Naples, ne tardèrent pas à reprendre l'avantage : Murat voulait passer le Pô et poursuivre son invasion libérale à travers le Piémont ; le général anglais, Williams Bentinck, le somma de respecter le territoire du roi de Sardaigne, allié de l'Angleterre ; Murat obéit, dans l'espoir de s'assurer la neutralité sinon la protection du gouvernement anglais. Ces retards, cette hésitation, l'empêchèrent d'effectuer le passage du Pô, et il eut bientôt à songer à la retraite, en apprenant que le général Bentinck avait reçu de son gouvernement l'ordre de joindre ses forces à celles des généraux autrichiens ; il évacua successivement Modène et Bologne, suivi de près par l'ennemi qui l'atteignit, le 2 mai, et lui présenta le combat entre Tolentino et Macerata. Le roi de Naples fut obligé de l'accepter, malgré l'infériorité du nombre, malgré le manque absolu de canons, malgré toutes les circonstances les plus défavorables : son courage personnel fit des prodiges ; mais ses troupes, tout en l'imitant, ne purent résister à l'artillerie qui les foudroyait : elles furent enfoncées sur tous les points et se débandèrent, après deux jours de lutte héroïque. Murat ne rallia que quelques

milliers d'hommes, avec lesquels il essaya encore de protéger sa retraite : de nouveaux échecs à Porte-Corvo, à Mignano, à San-Germano, firent disparaître ce simulacre d'armée, et il n'avait plus autour de lui que son état-major, quand il rentra tristement dans sa capitale qui fut ainsi toute préparée à rouvrir ses portes à Ferdinand, son ancien roi.

Napoléon n'avait plus rien à espérer du côté de l'Italie ; il le comprit dès le premier revers de Murat, et cependant il se flattait de faire naître, à défaut d'une diversion armée, un revirement diplomatique qui réduirait la coalition à l'impuissance. Ce fut dans cet espoir qu'il continua de négocier à la cour d'Autriche, par l'intermédiaire de certains agents qui le trahissaient presque ouvertement, et sous les auspices de l'impératrice Marie-Louise qui n'avait aucune influence, parce qu'elle ne cherchait pas à en avoir. Napoléon crut un moment à la paix, lorsque l'Autriche eut fait déclarer par toutes les puissances représentées au congrès de Vienne, qu'elles ne se regardaient pas, en ratifiant le traité du 25 mars, comme « autorisées à imposer un gouvernement quelconque à la France. » Les Bourbons se trouvaient donc ainsi étrangers à l'objet de la coalition. Mais ce n'était qu'un moyen de rendre cette coalition plus formidable à Napoléon et plus inflexible dans le but qu'elle avait hautement et qui ne s'attaquait en apparence qu'à l'*usurpation de Bonaparte*. Une guerre européenne pour rétablir Louis XVIII sur son trône aurait paru mesquine et tyrannique; cette guerre contre Napoléon seul, dans l'intérêt de la paix du monde et en représailles des longues guerres de l'Empire, cette guerre prenait aux yeux des peuples un caractère de grandeur et de justice qui en assurait le succès; cette guerre devint nationale en Allemagne, dès qu'on eut intéressé l'esprit public à la soutenir et même à la pousser dans ses dernières conséquences. Il y eut pendant deux mois un incroyable débordement d'injures contre la France et son Empereur : tous les organes de la presse allemande furent d'accord pour prôner cette croisade qui devait *rayé la France du rang des nations* et détruire les Français *comme peuple*, en partageant leur territoire; on ressuscita les souvenirs de haine et de vengeance que l'occupation française avait laissés dans le cœur des Teutons, comme ils s'appelaient eux-mêmes en s'excitant à s'armer contre la *tyrannie d'un chef de brigands*. C'était le langage que la première émigration française avait appris à l'Allemagne, sans réussir alors à lui faire haïr la République; ce furent encore des Français, des émissaires de Talleyrand et du *comte de Lille*, qui provoquèrent en Allemagne le déclenchement de l'opinion contre leur patrie. La coalition des rois fut merveilleusement servie par l'élan des peuples qui se montrèrent partout empressés de supporter les sacrifices de la guerre. Ces sacrifices étaient d'ailleurs fort allégés par les subsides de l'Angleterre qui avait mis cinq millions de livres sterling (cent vingt-cinq millions de France), au service de la coalition. L'Angleterre, du moins, ne couvrait pas ses desseins d'un prétexte patriotique et juste : elle subordonnait sa conduite politique aux intérêts de sa prépondérance maritime et commer-

ciale; elle voulait, à tout prix, supprimer l'Empereur et non la France, car la France, sans l'Empereur, ne lui semblait plus redoutable. Les débats animés qui eurent lieu dans la chambre des lords et dans celle des communes prouvèrent à Napoléon que le ministère anglais, dirigé par lord Castlereagh, tenait dans sa main tous les fils secrets de la coalition. Ce ministère, avant toute déclaration de guerre, avait autorisé ses vaisseaux à courir sus au drapeau tricolore : plusieurs bâtiments français furent attaqués et pris, dans le courant du mois d'avril, tandis que les ministres anglais à la tribune faisaient des vœux pour le maintien de la paix. Il n'était plus possible de feindre davantage : les puissances secondaires de l'Europe avaient adhéré les unes après les autres au traité de coalition du 25 mars ; la Belgique, l'alliée naturelle de la France, la Suisse même, n'avaient pas osé rester neutres, en présence de cette ligue de rois et de peuples, qui menaçait tout ce qu'elle ne sauvegardait pas : deux souverains seulement, Murat et Napoléon, étaient exceptés dans ce pacte des souverains qui s'intitulaient légitimes ; Napoléon, suivant les termes de la Déclaration du 13 mars, se trouvait *livré à la vindicte publique* : on ne l'assassina pas, mais on l'entoura de trahisons qui travaillaient à sa perte, en faisant mine de le servir. La dup d'Otrante ne fut pas la moins active dans ce mystère de trahison, qui n'avait point échappé à l'œil perçant de l'Empereur : « Avant de m'occuper de Fouché, dit-il un jour avec amertume, j'ai besoin d'une victoire ! » Et néanmoins, il ne lui retira pas le pouvoir de nuire, et Fouché, à la tête de la police de l'Empire, continua de trahir l'Empereur.

Les royalistes avaient repris courage, en s'apercevant qu'on ne gênait pas leurs manœuvres en France et que l'Europe allait venir à leur secours. Les deux ordonnances, par lesquelles Louis XVIII avait voulu signaler sa fuite hors du royaume, étaient restées sans nul effet; le paiement des impôts ne souffrit ni retard, ni difficulté; l'armée de terre et de mer n'obtempéra point à un ordre de licenciement, qui ne fit sortir de ses rangs qu'un petit nombre d'officiers, créés par la Restauration et n'ayant la plupart que des titres nobiliaires pour états de services. Ces deux ordonnances, en date du 23 mars, contre-signées, l'une par Blacas d'Aulps, ministre de la maison du roi, l'autre par le comte de Jaucourt, ministre sans portefeuille, furent publiées dans le premier numéro du *Moniteur royaliste* que le gouvernement de Louis XVIII fit paraître à Gand, sous le titre de *Journal universel*, à partir du 14 avril. Ce gouvernement s'était établi dans la ville de Gand, avec la permission tacite du roi des Pays-Bas; il se composait de trois anciens ministres du roi, le duc de Feltre et les comtes de Jaucourt et de Blacas d'Aulps, et de deux nouveaux ministres, le vicomte de Chateaubriand et le comte de Lally-Tollendal : deux maréchaux de l'Empire, Marmont et Victor, le premier inféodé aux Bourbons par la trahison de 1814, demeuraient attachés à la fortune du *roi de Gand*. Autour de ce roi, les princes de sa famille formaient une sorte de cour qui avait rapporté dans l'exil le cérémonial et l'étiquette du palais des Tuileries : on ne s'y occupait que d'affaires de dévotion, d'intrigues et surtout de petites noirceurs

contre *Bonaparte*; on y colportait, on y fabriquait sans cesse une énorme quantité de fausses nouvelles qui toutes avalont pour objet de relever la royauté aux dépens de l'*usurpateur*. Le *Journal universel* de Gand était le répertoire de ces nouvelles et, en même temps, d'une ardente polémique dans l'intérêt du dogme de la légitimité de droit divin : Chateaubriand prêtait sa phraseologie romantique à cette vieille doctrine, que de jeunes publicistes, tels que M. Guizot, soutenaient à ses côtés, avec les ressources ingénieuses du paradoxe, en y mêlant les séduisantes théories de la métaphysique constitutionnelle. Ce journal officiel de la royauté ne pénétra guère en France, mais il allait à l'étranger sonner le tocsin de la coalition, pendant qu'il appelait aux armes les paysans de la Vendée et de la Bretagne. C'étaient encore Louis XVIII et son frère le comte d'Artois qui se trouvaient en présence dans les colonnes de ce journal : ici, le parti de la Charte et de la monarchie constitutionnelles ; là, le parti du pouvoir absolu et de l'ancien régime. Ces deux partis n'étaient pas alors en lutte, car ils agissaient parallèlement, avec leurs forces respectives, pour ébranler le trône impérial. Le comte d'Artois, fidèle à son ancienne tactique d'émigré, soufflait le feu de la guerre civile en France ; Louis XVIII cherchait seulement à se faire regretter, en comparant ses actes à ceux de l'Empereur et en se posant comme le premier citoyen de son royaume. Ainsi, peu de jours après que son ministre, Chateaubriand, eut inséré dans le *Moniteur de Gand* un rapport au roi, rempli d'invectives et de déclamations forcées contre l'*usurpateur*, le *tyran*, le *despote*, qui « n'embrasse la liberté que pour l'étouffer, » Louis XVIII déclarait, dans le même journal, qu'il avait obtenu des souverains ses alliés « les assurances les plus solennelles de respecter l'indépendance de la France et l'intégrité de son territoire et de ne se point immiscer dans son gouvernement intérieur. » Il n'avait, disait-il, accepté qu'à ces conditions les secours de l'Europe coalisée, qui venait délivrer la nation française opprimée et anéantir le *perturbateur de la paix*. Malgré sa répugnance pour les souvenirs militaires de la première émigration, Louis XVIII fut obligé de donner son consentement à l'organisation souterraine d'une nouvelle Vendée.

Les temps et les hommes étaient bien changés cependant : la Bretagne et la Vendée, où des symptômes d'insurrection n'avaient pas encore éclaté depuis le départ précipité du duc de Bourbon, donnèrent presque à la fois le signal de la fédération, pour la défense des libertés publiques et de l'indépendance nationale. Les patriotes de Rennes, invoquant le pacte fédératif signé par leurs pères en 1790, firent appel aux habitants des villes bretonnes, dès le 15 avril, et l'enthousiasme de cette nouvelle fédération se répandit si rapidement de l'ouest à l'est, que tous les départements, avant la fin du mois de mai, avaient suivi l'impulsion du sentiment populaire et patriotique. La France fédérée était invincible. Mais Napoléon, dont la prévoyance allait au fond des choses, comprit que cette fédération, émanée d'une idée libérale ou républicaine, n'avait pas pour principal objet de défendre l'Empire et l'Empereur ;

il entrevit le retour de la République, dans l'exécution du pacte fédératif, et, dès lors, sans paraître lui être hostile ou contraire, il n'épargua rien pour l'empêcher de devenir une réalité. Il reçut avec froideur les députations et les adresses des fédérés; il leur promit et ne leur accorda pas des armes. Ainsi, les actes des fédérations départementales étaient enregistrés au *Moniteur*, pour imposer aux puissances étrangères et pour répondre à la faction royaliste; dans quelques départements, et surtout à Paris, les fédérés étaient enrégimentés, et même exercés au maniement des armes; mais, nulle part, on ne leur distribuait des fusils, quoique les magasins en eussent plus de quatre cent mille disponibles après l'armement de la garde nationale. Une sorte de rivalité, il est vrai, s'était élevée entre la garde nationale et les fédérés, qui formaient les bataillons supplémentaires de cette garde, dans laquelle, suivant le décret du 10 avril, ne furent admis que les citoyens payant cinquante francs d'impôt direct. Cette rivalité dégénéra bientôt en défiance réciproque, et l'Empereur, qui la voyait peut-être avec une secrète satisfaction, n'essaya pas de l'affaiblir ni de la détruire. La garde nationale lui semblait suffisante pour occuper les villes et les places fortes, pendant que l'armée tout entière marcherait aux frontières; quant aux fédérés, il se souvenait trop des désordres de la révolution de 89, pour vouloir déchaîner le peuple en lui apprenant sa force; il craignait d'ailleurs que le feu sacré de la République ne se réveillât dans les cœurs de ces soldats du peuple qui juraient de ne combattre que pour la *cause de la liberté*. A cette fédération populaire que l'Empereur ne voulait pas mettre à l'œuvre, la garde nationale parisienne oppose elle-même une autre fédération patriotique, qui semble avoir eu pour objet d'amoindrir la première et de l'étouffer: le ministre de l'Intérieur Carnot et le préfet de police Réal s'inscrivirent en tête des listes fédératives, qui, en circulant dans la classe riche ou aisée, se couvraient de signatures inutiles ou suspectes. Le principe républicain reprenait droit de cité, à la faveur de ces associations qui délibéraient et qui discutaient; le règne des clubs aurait pu renaître, si les événements leur en eussent donné le temps. Napoléon avait moins de confiance dans le dévouement indiscipliné des masses, quo dans l'action régulière de son armée réorganisée. Cette armée, à la fin du mois de mai, se composait de cinq cent quatre-vingt-deux mille hommes de toutes armes, y compris les bataillons de la garde nationale mobile, et, deux mois auparavant, l'Empereur avait trouvé à peine cent mille hommes dans les cadres de l'armée royale. Le matériel et les approvisionnements de guerre étaient à peu près nuls, par suite de l'invasion de 1814 et des spoliations énormes qu'elle avait fait subir à la France; mais Napoléon n'eut besoin que de deux mois d'Empire pour réparer ces pertes, qui étaient le résultat d'une année de paix et qui eussent demandé à tout autre qu'à lui des années d'efforts et de sacrifices. Pendant qu'il rappelait sous les drapeaux les vétérans de la République et de l'Empire, aussi bien que les sous-officiers et soldats congédiés et envoyés en semestre par la Restauration, il créait une cavalerie

et une artillerie capables de répartir soixante mille chevaux et sept cents pièces de campagne entre huit corps d'armée. Les manufactures d'armes à feu, qui avaient été supprimées ou réduites au plus misérable abandon, furent remises en activité, et purent fournir cinquante mille fusils par mois; l'industrie particulière se chargea d'en fabriquer autant. On fonda jusqu'à vingt-cinq pièces de canon par jour; on emmagasina d'immenses quantités de boulets et de poudre; de vastes ateliers d'habillement et d'équipement fonctionnaient jour et nuit. Toutes les forces du pays étaient en travail pour produire des armes et des soldats. Quatre-vingt-dix places fortes furent armées et approvisionnées; Paris et Lyon furent mis en état de défense par une ligne de fortifications en terre que l'Empereur traça de sa propre main, et que les fédérés exécutèrent comme par enchantement. Enfin, au 1^{er} juin, la France avait huit armées sur pied : celles du Nord, du Rhin, de la Moselle et des Alpes, qui couvraient les frontières; celles du Jura et des Pyrénées, qui tenaient en respect l'Espagne et la Suisse; celle de la Loire, qui était aux prises avec l'insurrection vendéenne; et celle de Paris, destinée à servir de point d'appui et de réserve aux sept autres, et surtout à garder la capitale contre l'ennemi et contre elle-même.

Ces formidables préparatifs de résistance n'avaient pas arrêté la coalition dans ses plans d'attaque; les armées étrangères étaient en marche de toutes parts, pour envelopper la France dans un formidable réseau qui se resserrait tous les jours. Chaque puissance alliée s'empressait d'envoyer son contingent de troupes; la trésorerie d'Angleterre se disposait, suivant l'expression de Napoléon, à *salarier les combattants*; la tête de la première colonne des Russes avait atteint Nuremberg, le 19 mai; les empereurs d'Autriche et de Russie, ainsi que le roi de Prusse, venaient de quitter Vienne pour se rendre à leur quartier général; cependant la guerre n'était pas encore déclarée. Elle le fut d'une façon indirecte dans un rapport à l'Empereur, que l'Empereur avait dicté lui-même à Caulaincourt, et qui parut, le 7 juin, dans le *Moniteur*, pour avertir la France qu'elle n'avait plus d'autre espérance que dans ses armes : « Les souverains, disait ce rapport, sont maintenant à la tête de leurs armées, et Votre Majesté est encore à Paris !... Sire, toute hésitation peut désormais compromettre les intérêts de la patrie. » Au moment où le ministre des affaires étrangères sollicitait l'Empereur d'aviser à une défense énergique, cette défense avait été préparée avec toutes les ressources du génie de Napoléon. Le premier ennemi qu'il eut à combattre et à vaincre, ce fut la France qui le lui opposa; le premier sang versé dans cette guerre nationale, ce fut du sang français. Les émissaires des Bourbons avaient allumé la guerre civile en Vendée : le 15 mai, au son du tocsin et au cri de *Vive le roi !* les Vendéens s'étaient insurgés; ils formaient des bandes de quelques milliers de paysans, que les chefs des anciennes armées royales, d'Autichamp, Suzannet et Sapineau, essayèrent d'organiser avec les armes, les munitions et l'argent qui leur venaient d'Angleterre. Le jeune marquis de La Rochejaquelein,

fidèle aux traditions de sa famille, avait pris le commandement général de cette prétendue armée royale, en vertu des pouvoirs que Louis XVIII avait eu la faiblesse de lui conférer. Ses proclamations n'eussent pas manqué de lui recruter des auxiliaires dans toutes les paroisses de l'Anjou, de la Vendée et du Poitou, si le général Travot, de concert avec le général Lamarque, qui commandait les vingt-cinq mille hommes de l'armée de la Loire, n'avait pris des mesures aussi promptes qu'énergiques pour écraser l'insurrection. Ces deux généraux firent d'abord une tentative de conciliation qui ne ramena aucun rebelle dans le devoir ; ils ne perdirent pas de temps pour agir avec vigueur, pour empêcher les bandes de s'augmenter, et pour s'opposer aux débarquements d'armes que les vaisseaux anglais apportaient aux insurgés. Chaque fois que ceux-ci furent rencontrés par les généraux de l'Empereur, ils lâchèrent pied et se dispersèrent ; mais la voix de leurs chefs ne tardait pas à les rallier, et ils reformaient de nouvelles bandes. L'insurrection eût été plus générale, si elle avait coïncidé avec le commencement des hostilités entre les armées de la coalition et celles de l'Empereur ; elle fut presque comprimée, avant que ces armées se trouvassent en présence, et le marquis de La Rochejaquelein, qui était l'âme de cette Vendée, ne voulut pas survivre à la déroute des siens dans les marais salants de Saint-Jean-de-Mont : il se fit tuer en se jetant au milieu de la mêlée. Les gardes nationales des villes s'étaient mobilisées pour empêcher les fuyards de se rassembler sur un autre point des côtes où l'escadre anglaise débarquait encore des armes et des munitions. Mais les chefs royalistes, Suzannet, d'Autichamp, Saint-Hubert et Sapineau, délivrés de la suprématie imprudente du jeune marquis de La Rochejaquelein, changèrent de plan de campagne et réorganisèrent plusieurs bandes considérables dans la partie la plus inaccessible du Bocage. Le général Lamarque ne leur laissa pas le temps de s'y fortifier : il se mit à leur poursuite à travers les landes et les broussailles ; il les battit toutes les fois qu'il put les atteindre, et il finit par leur faire éprouver une sanglante défaite dans le bourg de la Roche-Servière, où vingt mille Vendéens furent vaincus par douze mille Français. Ce fut cette victoire déplorable qui termina la guerre civile, le 20 juin, deux jours après le triomphe de la coalition étrangère à Waterloo ! La Vendée était pacifiée, au moment où l'ennemi envahissait la France.

Les immenses apprêts de cette guerre générale n'avaient pas suspendu l'action constitutionnelle du gouvernement impérial ; les conseils municipaux avaient été modifiés ou transformés, les collèges électoraux convoqués, les représentants élus, pendant que l'Acte additionnel était offert à la signature de tous les citoyens, dans toutes les communes et dans tous les corps d'armée. Sans doute, ce vote universel n'eut pas lieu avec les garanties qu'on eût exigées dans des circonstances moins pressantes ; on n'imposa aucun contrôle à la vérification des signatures, mais aussi l'on ne fit rien pour en obtenir le plus grand nombre possible. Beaucoup de citoyens, même les plus influents par leur naissance, leur éducation, leur position sociale et leur fortune,

s'abstinrent de signer, les uns par indifférence, les autres par timidité, ceux-ci par mauvais vouloir, ceux-là par conviction politique. Les élections furent en butte aux mêmes vicissitudes d'opinion et de hasard; une foule d'électeurs évitèrent, négligèrent ou refusèrent de participer aux opérations des collèges d'arrondissement et de département. Ces électeurs, nommés à vie par les assemblées cantonales, en vertu du sénatus-consulte du 16 thermidor an X (4 août 1802), avaient pourtant servi à créer les différentes assemblées législatives qui s'étaient succédé pendant plus de douze ans, et l'Empereur croyait pouvoir compter sur leur concours dévoué; mais il n'avait pas songé aux métamorphoses inévitables qui avaient suivi la marche des événements et des idées. Deux partis nouveaux s'étaient fait place au soleil dans le monde politique, le parti royaliste pur et le parti constitutionnel. Ce second parti, moins nombreux que l'autre, avait plus de force et plus d'initiative, sans être encore bien défini et bien classé; il comprenait, avec les anciens républicains, tous les royalistes selon la Charte, tous les partisans des institutions libérales de l'Angleterre et de l'Amérique, tous les amis du progrès intellectuel, tous les patriotes systématiques, en un mot, tous ceux que Napoléon avait souvent qualifiés d'*idéologues*. Napoléon, jusqu'alors, n'avait trouvé en face de lui que des individus de cette espèce; il s'en était rendu maître ou il les avait brisés; mais il voyait tout à coup un parti entier d'idéologues se lever contre lui et prêt à lui disputer le pouvoir. Tel était le germe libéral ou constitutionnel que la Restauration, à son insu ou malgré elle, avait jeté dans les esprits. Quant au parti royaliste, qu'on appela *faction de l'étranger*, sans vouloir le désigner à des lois d'exception, il était moins dangereux pour l'Empereur et pour son gouvernement; car il ne luttait pas, il ne se plaignait pas: il conspirait par son silence, son immobilité et son abstention. Entre ces deux partis, le parti bonapartiste (on lui donna ce nom, et il l'accepta comme un honneur) était inférieur en nombre, en influence, et, il faut l'avouer, en intelligence; il n'avait pas d'autre mobile qu'un dévouement absolu à la cause impériale, il n'avait pas d'autre but que de défendre l'Empereur, qu'il identifiait avec la liberté et avec la patrie: c'était là sa doctrine, sa religion, son culte. La chambre des représentants fut donc élue sous les auspices de ces trois partis, qui ne se firent pas une guerre réciproque et qui se contentèrent d'agir dans le cercle de leurs relations locales. Les royalistes n'envoyèrent qu'un petit nombre des leurs à la chambre; les bonapartistes choisirent dans leurs rangs une foule de généraux, de magistrats, de fonctionnaires, qui avaient fait leurs preuves sous l'Empire; mais la majorité fut acquise tout d'abord aux constitutionnels, qui, comptant parmi eux les orateurs, les publicistes et les ambitieux, avaient à leur disposition tous les moyens de séduire, d'entraîner et de subjuguer les esprits timides, flottants et faibles. On comprend avec quelle répugnance Napoléon vit approcher l'ouverture des chambres et l'assemblée du Champ-de-Mai; mais il était trop tard pour supprimer et même pour ajourner cette grande cérémonie, si impatiemment attendue,

qui devait sceller comme un pacte d'alliance entre l'Empereur et la nation.

Le 4^{er} juin, au point du jour, le canon des Invalides annonça que la cérémonie aurait lieu. Un amphithéâtre semi-circulaire, pouvant contenir vingt mille personnes dans des tribunes séparées, avait été élevé au Champ-de-Mars, avec un luxe imposant de décoration, vis-à-vis de la façade de l'École militaire, masqué par un péristyle construit et décoré dans le même style que l'amphithéâtre, où les noms des départements de la France étaient inscrits dans des écussons accompagnés de trophées et d'emblèmes impériaux. Entre l'amphithéâtre et le péristyle, que réunissaient de vastes tribunes, une large plate-forme, à laquelle on arrivait par des gradins richement tapissés qui descendaient du premier étage de l'École militaire, s'étendait sous un magnifique dais étincelant d'étoiles et d'abeilles d'or, et découvrait à tous les regards le trône de l'Empereur. Dès le matin, les tribunes furent remplies : les députations d'électeurs envoyées par tous les collèges de la France, les représentants nouvellement élus, occupaient tout l'amphithéâtre ; les grands corps judiciaires et administratifs de l'Empire étaient placés devant le péristyle et non loin du trône. Vingt-sept mille hommes de la garde nationale de Paris et trois mille de la garde impériale se déployaient en lignes, au centre du Champ-de-Mars ; les talus, couverts d'une foule compacte, servaient de tribunes publiques à ce grand spectacle. A midi un quart, l'Empereur sortit des Tuileries, suivi jusqu'au Champ-de-Mars par les acclamations enthousiastes du peuple. A une heure, le cortège impérial traversait le Champ-de-Mars, et Napoléon parut sur la plate-forme du trône ; tout le monde se leva et se découvrit aux cris unanimes de *Vive l'Empereur !* Il était inquiet ou préoccupé ; il salua par deux ou trois légères inclinations de tête et s'assit ; ses trois frères s'assirent à ses côtés, Lucien à sa gauche, et à sa droite Joseph et Jérôme ; l'archichancelier, Cambacérès, au-dessous d'eux. Napoléon, de même que ses frères et l'archichancelier, avait un costume de cérémonie plus théâtral que majestueux, plus riche qu'élégant : son manteau de pourpre, sa tunique eramoisie, sa toque de velours, ses bas de soie et sa culotte de satin blanc produisirent moins de prestige que l'habit vert d'uniforme et le chapeau militaire avec lesquels il se présentait dans les revues de sa garde ; il est vrai qu'autour de lui tous les dignitaires de l'État avaient revêtu leurs costumes officiels, qui participaient plus ou moins à ce mauvais goût d'apparat. Toute cette pompe de cour n'éblouit personne et sembla ridicule ou puérile à beaucoup de spectateurs. Un roulement de tambours fit cesser les salves d'artillerie ; on apporta un prie-Dieu devant l'Empereur, et la messe fut célébrée au milieu de l'amphithéâtre par plusieurs prélats en habits pontificaux. Après la messe, que Napoléon avait fait entrer lui-même dans le programme de la cérémonie, pour se concilier les dévots, la députation centrale des électeurs, au nombre de cinq cents, s'approcha du trône, et Dubois, avocat d'Angers, un des représentants du département de Maine-et-Loire, prononça un discours un peu long, mais animé de sentiments patriotiques, qui provoquèrent à plusieurs

reprises l'approbation de l'Empereur et les applaudissements de l'auditoire. L'Empereur ne répondit pas à ce discours, dans lequel son éloge manquait peut-être de réserve, sinon de justice et d'à-propos; mais tous les assistants étaient ou paraissaient bonapartistes ce jour-là. L'archichancelier présenta ensuite à Napoléon le dépouillement des votes qui constataient l'acceptation de l'Acte additionnel par un million cinq cent trente-deux mille trois cent cinquante-sept suffrages affirmatifs, contre quatre mille huit cent deux négatifs; ceux de onze départements et de quatorze régiments n'étaient pas encore recueillis ou transmis au gouvernement. Le chef des hérauts d'armes déclara, au nom de l'Empereur, que l'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire avait été accepté par le Peuple français. L'Empereur signa cet Acte, au bruit de l'artillerie qui dominait à peine les cris joyeux de la multitude; puis, assis et couvert, il prononça d'une voix haute et perçante un de ces admirables discours qu'il savait faire et dire avec cette éloquence fière et inculte du soldat : « Empereur, consul, soldat, je tiens tout du peuple. Dans la prospérité, dans l'adversité, sur le champ de bataille, au conseil, sur le trône, dans l'exil, la France a été l'unique et constant objet de mes pensées et de mes actions. » Il rappela qu'il s'était sacrifié pour donner la paix à la France, qu'il avait été ramené au pouvoir par le vœu de la nation, qu'il ne voulait plus régner que sous l'empire d'une constitution conforme à l'intérêt du peuple, et qu'il avait fait de vains efforts pour obtenir des puissances étrangères cette paix qu'on l'accusait de refuser au monde : « Il a fallu se préparer à la guerre ! » s'écria-t-il avec énergie. A ces mots, toute l'assemblée se leva électrisée, en criant : *Vive l'Empereur ! et Vive la nation !* Napoléon continua son allocution chaleureuse qui réveillait dans les cœurs les plus froids l'amour de la patrie. L'enthousiasme se communiqua aux trois cent mille spectateurs qui remplissaient le Champ-de-Mars, et le cri unanime de *Vive l'Empereur !* parti des tribunes de l'assemblée, fut répété de toutes parts avec frénésie. Ensuite, Napoléon jura sur l'Évangile « d'observer et de faire observer les constitutions de l'Empire. » L'archichancelier prêta le même serment au nom du Peuple français, et l'assemblée entière s'écria : « Nous le jurons ! » On chanta le *Te Deum*, et l'on apporta à l'Empereur les aigles qu'il va distribuer aux troupes. Il se dépouilla vivement du manteau impérial, s'élança au-devant des aigles, et, saisissant celles que lui présentent les ministres Carnot, Davoust et Decrès, le premier au nom de la garde nationale de la Seine, les deux autres au nom de l'armée de terre et de mer, il prononce d'une voix forte la formule du serment : « Je vous confie l'aigle impériale aux couleurs nationales; vous jurez de la défendre au prix de votre sang, contre les ennemis de la patrie et de ce trône? — Nous le jurons ! » répondent les députations militaires. L'Empereur quitte alors son trône, et, marchant à grands pas dans les rangs des porte-aigles, il gagne une estrade quadrangulaire, préparée au milieu du Champ-de-Mars, et y occupe un autre trône, entouré de ses maréchaux et de toute sa cour. C'est du haut de cette estrade, étincelante de drapeaux, d'armes

et d'uniformes, qu'il répète le serment de fidélité, auquel les troupes de ligne et la garde nationale répondent : « Nous le jurons ! » en levant la main vers l'Empereur, qui est devenu soucieux et morne. Cinquante mille hommes armés défilèrent devant lui, en le saluant d'unanimes acclamations et en chantant la *Marseillaise*. Napoléon aurait été content de l'effet produit par cette belle cérémonie, si l'on n'y eût pas remarqué l'absence de deux personnes qu'il avait espéré y voir, l'impératrice Marie-Louise et le roi de Rome.

L'Empereur, en voyant combien il était aimé du peuple et du soldat, regretta sans doute de n'avoir pas établi la dictature jusqu'à la paix, au lieu de donner cet Acte additionnel qui allait servir d'arme et de prétexte à ses ennemis, pour attaquer et pour ébranler son gouvernement. Il avait senti, pendant la cérémonie du Champ-de-Mai, que sa volonté était désormais sous la tutelle de la chambre des représentants, et il fut sur le point de dissoudre cette chambre qui ne lui promettait que des embarras : Carnot le supplia de ne pas s'écarter de la ligne constitutionnelle, et, peu de jours après, l'opposition systématique commença de lever la tête dans l'Assemblée législative. Napoléon désirait que son frère Lucien fût nommé président, mais on ne discuta pas même cette candidature que rendaient suspecte les souvenirs du 18 brumaire, et Lanjuinais obtint deux cent soixante-dix-sept suffrages sur quatre cent soixante-douze votants. La nomination de Lanjuinais, comme président de la chambre, et celles de Flaugergues, de Dupont de l'Eure, du général La Fayette et du général Grenier, comme vice-présidents, prouvaient assez que le parti libéral (c'est ainsi qu'il s'intitulait lui-même) avait la majorité. L'Empereur ne cacha pas son dépit et faillit refuser son approbation au choix du président qu'il connaissait pour l'avoir vu dans toute sa carrière politique faire de la résistance à plaisir contre tous les pouvoirs. La Chambre lui fit comprendre qu'elle se préparait à la lutte, en montrant beaucoup de répugnance et d'hésitation à prêter serment à la constitution et au chef de l'État. Cette Chambre, qui se piquait, avant tout, d'être constitutionnelle, se laissait mener en aveugle par quelques avocats bavards et brouillons, qui recevaient le mot d'ordre du général La Fayette et de sa coterie composée de niais à grands sentiments et à petits moyens : derrière le rideau se cachaient les traltres et les intrigants qui faisaient agir cette coterie au profit des Bourbons et de la coalition; Talleyrand, à Vienne, et Fouché à Paris, avaient la haute direction du complot. L'Empereur s'était flatté inutilement de tenir en bride la chambre des représentants par la chambre des pairs : les listes de candidats à la pairie, que les ministres lui avaient présentées, réunissaient les noms les plus étonnés de se trouver ensemble : d'anciens nobles, des nobles nouveaux, des sénateurs et des généraux de l'Empire, de grands propriétaires et des négociants notables; il fallait se hâter, et l'on ne prit que le temps de s'assurer de l'acceptation des pairs désignés par l'Empereur. Quelques-uns, qu'on avait négligé de sonder d'avance, entre autres le maréchal Macdonald, refusèrent la pairie. La chambre des pairs, ainsi constituée par

ordonnance, devait être essentiellement dévouée à la personne de l'Empereur et à son gouvernement, mais, malgré la présence d'un grand nombre d'hommes éminents par leur caractère et leurs services, tels que Carnot, Thibaudeau, le maréchal Masséna, les généraux Drouot, Travot, Lecourbe, etc., on ne pouvait espérer de la part de cette assemblée un concours bien énergique ni bien actif. Dans la séance d'ouverture des chambres, qui eut lieu le 7 juin avec la solennité que Napoléon jugeait inséparable des cérémonies publiques, il fit en quelque sorte l'abandon volontaire de l'Empire, en déclarant qu'il venait *commencer la monarchie constitutionnelle* : son discours, qu'il lut d'une voix affaiblie et d'un air sombre, était une patriotique protestation contre les rois coalisés; quand il prononça ces derniers mots : « La sainte cause de la patrie triomphera ! » son accent était inspiré et son geste menaçant. L'Assemblée sembla répondre à sa pensée, en criant avec enthousiasme : *vive l'Empereur ! vive la nation !* mais ces cris-là ne portaient que des lèvres, et la chambre des représentants, tout absorbée par des questions mesquines et de graves frivolités, ne se pressa pas de seconder les intentions de l'Empereur : l'adresse, qu'elle lui présenta le 11 juin, manquait à la fois de précision, d'élan et de franchise; dans cette adresse verbeuse et vague, elle ne paraissait préoccupée que de ses travaux pour coordonner les constitutions de l'Empire. Napoléon, avec sa netteté ordinaire d'idée et d'expression, répondit noblement : « Aidez-moi à sauver la patrie !... N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire qui, pressé de tous côtés par les Barbares, se rendit la risée de la postérité en s'occupant de discussions abstraites, au moment où le bédier brisait les portes de la ville. » Il désespérait déjà de l'avenir de cette Chambre, dans laquelle La Fayette et ses amis ne laissaient échapper aucune occasion de lui *chercher querelle* : « Les députés me harcèlent à coups d'épingle, dit-il avec amertume : qu'ils y prennent garde ! j'y mettrai du mien tant que je pourrai; mais s'ils croient faire de moi un soliveau ou un second Louis XVI, ils se trompent : je ne suis pas homme à me laisser faire la loi par des avocats ni à me laisser couper la tête par des factieux ! » Cette Chambre hostile, ou plutôt indécise, venait de rejeter la proposition de lui décerner le titre de *sauveur de la patrie*. Il partit pour l'armée, le 12 juin, à trois heures du matin, après avoir formé un conseil de gouvernement, composé de quatorze membres, ses deux frères Joseph et Jérôme, l'archichancelier, les sept ministres et quatre ministres d'État, les comtes Defermon, Boulay de la Meurthe, Regnault de Saint-Jean-d'Angely et Merlin de Douai, sur lesquels il savait pouvoir compter : il savait aussi qu'au nombre de ces quatorze membres du conseil il y avait au moins un traître. Dès que l'Empereur eut quitté Paris, le ministre de la police redoubla d'astuce et d'habileté pour réunir dans sa main tous les fils secrets qui faisaient mouvoir la chambre des représentants, et son premier soin fut d'empêcher la prise en considération et l'exécution de toute mesure de salut public : vainement, Garnier (de Saintes), Barrère et d'autres patriotes demandent d'ajourner toute discussion qui n'aurait pas pour but la défense

de la patrie contre les armées étrangères; vainement Leguevel (du Morbihan) propose un projet de loi contre les instigateurs de la guerre civile dans les départements de l'Ouest; vainement le ministre des finances réclame l'examen du budget; la Chambre, dominée par les avocats et les soi-disant libéraux, gaspille ses séances en débats oiseux et ridicules. Elle écoute néanmoins deux admirables rapports du ministre des affaires étrangères et du ministre de l'intérieur, sur la situation de l'Empire et sur la conduite de la coalition : le duc de Vicence prouve jusqu'à l'évidence que le congrès de Vienne n'a fait qu'obéir aux suggestions du cabinet anglais, et que les quatre grandes puissances alliées « conspirent toutes, par des motifs différents, l'affaiblissement et le démembrement de la France » ; Carnot dévoile l'état désastreux dans lequel l'Empereur avait trouvé la France au 20 mars; il énumère les vastes et profondes améliorations que trois mois du règne impérial ont introduites dans toutes les branches du gouvernement; il révèle, en passant, les actes coupables de la Restauration qui avait distribué un million cinq cent mille francs de pensions aux Vendéens et aux émigrés et qui projetait de détourner frauduleusement pour ses dépenses secrètes trois cent millions du budget de la guerre; il fait appel au patriotisme de la chambre, devant laquelle il n'ose pas évoquer le glorieux fantôme de la Convention. La Chambre se tait, reste neutre et invite le ministère à prendre l'initiative des mesures qu'il jugera nécessaires : on veut attendre des nouvelles de l'armée.

Napoléon avait balancé longtemps entre deux plans de campagne qui s'étaient offerts en même temps à son esprit. Le premier consistait à concentrer toutes les forces dont il pourrait disposer, sous les murs de Paris et de Lyon, et à y attendre l'ennemi, pour l'enfermer dans un réseau de places fortes et le vaincre en bataille rangée; le second plan, plus prompt et moins désespéré, n'exigeait pas que toutes les armées de la coalition fussent réunies et combinassent leurs opérations : il s'agissait de prendre l'offensive à l'improviste, de battre l'une après l'autre les armées anglo-hollandaise et saxoprussienne qui envahissaient la Belgique, et d'aller ensuite signer la paix sur le Rhin. Ce fut à ce dernier plan qu'il s'arrêta, et il vint prendre le commandement de son armée, avec l'espoir d'entrer en vainqueur à Bruxelles quelques jours après. Cette armée, forte de plus de cent vingt-trois mille hommes et de trois cent cinquante bouches à feu, était campée entre Avesnes et Philippeville, à une lieue de la frontière, et protégée par une ligne de monticules qui cachaient ses feux de bivouac à l'ennemi. Celui-ci avait dispersé ses cantonnements sur un espace de plus de trente lieues, comme s'il eût compté sur l'inaction des Français. L'armée de Wellington, composée d'Anglais, d'Hanovriens, de Belges et de Hollandais, formant la droite des armées coalisées, rayonnait autour de Bruxelles et occupait toutes les villes voisines depuis Gand jusqu'à Mons, et depuis Mons jusqu'à Nivelles : elle présentait un effectif de cent quatre mille hommes et de deux cent cinquante canons; vis-à-vis de cette armée répartie en deux corps sous les ordres du prince d'Orange et de

lord Hill, celle des Prussiens et des Saxons, commandée par le vieux maréchal Blücher, formait la gauche et s'étendait en avant de Namur, depuis Ham jusqu'à Fleurus, en sorte que les avant-postes prussiens n'étaient éloignés de ceux des Anglais que par un espace de deux ou trois lieues; cette seconde armée, moins redoutable que la première, était pourtant plus nombreuse: elle comptait cent vingt mille hommes et deux cent-quatre-vingt-huit canons. Napoléon avait projeté de surprendre les deux armées et de se placer avec la sienne dans l'intervalle que Wellington et Blücher avaient laissé libre entre eux; mais son projet fut communiqué au général anglais par des trahîtres vendus aux Bourbons et apostés autour de lui avec des instructions secrètes de Fouché. Dès qu'il eut publié son ordre du jour, qui annonçait l'entrée en campagne et qui se terminait ainsi: « Pour tout Français qui a du cœur, le moment est arrivé de vaincre ou de périr », trois Français, le général Bourmont et les colonels Clouet et Villoutrays, donnèrent l'exemple de la désertion à l'ennemi et allèrent lui livrer les plans de l'Empereur. Le maréchal Soult avait été nommé major général de l'armée, et pourtant il paraît n'avoir eu aucune initiative ni aucune action dans cette courte campagne dont il devait signer les bulletins. Quant au maréchal Mortier, il fut atteint de la goutte, le jour même où il reçut l'ordre de se mettre à la tête de la jeune garde. Deux maréchaux, Ney et Grouchy, également indécis dans leur conduite et inquiets de l'avenir, avaient accepté des commandements sous les ordres de Napoléon. Le 15 juin, à la pointe du jour, l'armée française s'ébranla en trois colonnes aux cris de *vive l'Empereur* et mit le pied sur le territoire belge, en chantant la *Marseillaise*. Elle chassa devant elle les corps prussiens qu'elle rencontrait autour de Charleroi et passa de l'autre côté de la Sambre, où elle trouva plus de résistance: l'ennemi, à la suite d'un engagement assez vif, perdit trois mille hommes et cinq pièces de canon. Ce succès sembla de bon augure à Napoléon et surtout à son armée, qui s'était jetée, dès le soir même de son entrée en Belgique, entre les armées de Wellington et de Blücher. Ainsi s'accomplissait le dessein de l'Empereur. Il ordonna, la nuit même, au maréchal Ney, chargé du commandement de l'aile gauche, de se porter, dès le point du jour, au delà de la ferme des Quatre-Bras et de se rendre maître de cette position située à l'embranchement des routes de Nivelles à Namur, et de Charleroi à Bruxelles. La division de Ney, forte de trente-quatre mille hommes soutenus par quatre-vingts bouches à feu, sous les ordres des généraux d'Erlon, Reille, Vandamme et Gérard, aurait, en occupant le carrefour des Quatre-Bras, empêché la jonction des Anglais et des Prussiens; mais le maréchal Ney, trompé par de faux rapports, perdit huit heures en hésitations et en mouvements inutiles, pour rencontrer l'avant-garde anglaise qui ne venait pas: à onze heures du matin, il n'avait pas encore pris la position que l'Empereur regardait comme la clé de ses opérations militaires. L'Empereur, contrarié par ces retards inexplicables, lui envoya de nouveau l'ordre de se porter immédiatement, coûte que

costé, au delà des Quatre-Bras, et deux heures après avoir donné cet ordre qu'il crut exécuté sur-le-champ, il déploya les forces qu'il commandait en personne et attaqua les Prussiens qui s'appuyaient sur les villages de Ligny, de Saint-Amand et de Sombref ; « Il se peut que dans trois heures le sort de la guerre soit décidé, dit-il au général Gérard ; si Ney exécute bien mes ordres, il n'échappera pas un canon de l'armée prussienne ; elle est prise en flagrant délit. » Les trois villages, que défendait Blücher, furent pris et repris plusieurs fois à la baïonnette ; on se battait de part et d'autre avec un horrible acharnement qui témoignait de la haine réciproque des Prussiens et des Français ; c'était souvent une lutte corps à corps ; on se disputait le terrain pied à pied ; on ne faisait pas de prisonnier, on tuait jusqu'aux blessés, et la garde impériale criait avec rage : « Point de quartier ! » Tout à coup, au milieu de la bataille, le bruit se répand que les Anglais approchent ; on se montre de loin leurs colonnes qui s'avancent sur Fleurus : les Français plient et reculent, Napoléon, consterné, ne peut croire que le maréchal Ney ait laissé passer l'ennemi. En effet, c'est le corps du général d'Erlon, qu'un feux ordre, émané on ne sait de quelle main, a fait venir en toute hâte au secours de l'Empereur, dans le moment même où le maréchal Ney, comptant sur cette réserve, l'appelait d'un autre côté, pour soutenir l'attaque des Quatre-Bras. Cette attaque avait été terrible, car Ney avait donné au prince d'Orange le temps d'arriver avant lui aux Quatre-Bras et de s'y établir le premier avec l'avant-garde anglaise que des renforts continuels élevèrent bientôt à cinquante mille hommes. Le combat ne fut pas moins acharné sur ce point qu'autour des villages de Ligny et de Saint-Amand ; l'ennemi, dans l'affaire des Quatre-Bras, était aussi bien supérieur en nombre, mais il manquait presque totalement de cavalerie et d'artillerie. Le corps du général d'Erlon, qui aurait décidé le défilé des Anglais, resta inactif et ne put rendre aucun service au maréchal Ney, que la nuit força de suspendre ses efforts héroïques : Ney avait à cœur de réparer sa négligence à exécuter l'ordre de l'Empereur, mais il ne put même s'emparer de la position des Quatre-Bras, que lord Wellington conserva jusqu'au lendemain matin : l'armée anglaise avait perdu neuf mille hommes et un de ses généraux en chef, le prince régnant de Brunswick ; mais l'armée prussienne éprouva des pertes bien plus considérables et laisse sur le champ de bataille vingt-deux mille morts, quatre mille prisonniers, quarante pièces de canon et huit drapeaux. Blücher, lui-même, fut renversé de cheval, pendant la déroute de sa cavalerie d'élite, et ne dut son salut qu'au manteau d'un de ses soldats, dans lequel il s'enveloppa pour s'enfuir à la faveur de l'obscurité.

Le résultat de la victoire de Ligny ou de Fleurus devait être l'occupation de Bruxelles : les Prussiens étaient en pleine retraite sur Namur, et leur déroute avait été si complète, qu'on ne pouvait supposer qu'ils fussent en état de reprendre l'offensive. L'Empereur ordonna au maréchal Grouchy de « suivre Blücher l'épée dans les reins afin de l'empêcher de se rallier » et d'aller oc-

euper Wavres, pour couper toute communication entre Blücher et Wellington. Le maréchal Grouchy, pour exécuter cet ordre, avait trente-quatre mille hommes et cent huit pièces de canon; il commença, en effet, à poursuivre les Prussiens dans la direction de Gembloux, mais il ne tarda pas à être ralenti, puis arrêté par de fausses nouvelles et par de faux rapports qui lui firent perdre la piste de l'ennemi. Cependant l'Empereur ne doutait pas de l'issue de la campagne. Lord Wellington avait appris, dans la nuit du 17, le désastre de l'armée prussienne, et il s'était résigné à rétrograder, sans abandonner toutefois ses projets de jonction avec Blücher; tout en se retirant, il recevait sans cesse de nouveaux renforts et se tenait prêt à faire volte-face: il était d'ailleurs abondamment pourvu de munitions et de vivres, tandis que l'armée française n'avait vécu que de maraude depuis son entrée en Belgique et avait manqué de cartouches pendant la bataille de Ligny. La trahison qui veillait si assidûment à désorganiser tous les projets de l'Empereur, n'eut pas de peine à gagner les fournisseurs et l'administration des vivres. Le ciel semblait, en même temps, d'accord avec les traîtres: la pluie tombait à torrents; une bruma épaisse obscurcissait l'atmosphère; le sol marécageux devenait à peu près impraticable aux chevaux et à l'artillerie; on enfonçait à mi-jambe dans une boue épaisse et noire. Napoléon voulut cependant continuer à poursuivre l'armée anglaise, qui avait eu le temps d'agglomérer toutes ses forces et qui n'attendait qu'une occasion favorable de livrer bataille. Wellington agissait de concert avec Blücher: il s'arrêta en avant de la forêt de Soignes, à quatre lieues et demie de Bruxelles, et développa ses troupes sur un plateau qui domine les villages de Mont-Saint-Jean, de La Haye et de Waterloo; Napoléon, qui suivait de près le général anglais, comme s'il craignait de voir cette proie lui échapper, était impatient de commencer l'attaque, et il l'eût commencée, malgré l'approche de la nuit, si ses troupes épuisées de fatigue n'avaient eu besoin de quelques heures de repos. Il s'établit en face de l'ennemi, et presque à portée de canon, en avant du village de Planchenois, sur la route de Bruxelles. Son quartier général était placé à la ferme de Caillon et de là il pouvait voir la lisière de la forêt de Soignes tout illuminée par les feux de bivouac, où les Anglais faisaient grande chère pour se préparer à se bien battre le lendemain. Les Français, au contraire, ne mangèrent pas tous ce jour-là, mais tous ils dormirent, soldats et officiers, couchés par terre dans la boue, sous une pluie abondante qui ne cessa qu'au lever du soleil. L'Empereur seul ne dormit pas: il traça le plan de la bataille du lendemain et donna les ordres nécessaires. « Maréchal, avait-il dit à Ney en lui reprochant ses fautes de la veille, on n'est pas heureux tous les jours; mais un homme comme vous n'est pas malheureux deux jours de suite. » Et il lui tendit la main; mais le souvenir des reproches amers de l'Empereur ne s'effaça pas dans le cœur du maréchal, qui s'accusait sans doute lui-même d'avoir gravement compromis le succès de la campagne. Le maréchal Grouchy, de son côté, se laissait égarer par le même esprit d'irrésolution et de vertige:

un complot secret semblait organisé pour que les ordres transmis par Napoléon à ses généraux ne leur parvinssent pas ou ne fussent pas exécutés. A dix heures du soir, l'Empereur, qui croyait Grouchy campé à Wavres où il l'avait envoyé le matin, expédia un officier, pour lui enjoindre de faire marcher, avant le jour, sept mille hommes de toutes armes, sur le village de Saint-Lambert, afin de soutenir les opérations de la droite de l'armée; cet ordre, à l'exécution duquel Napoléon attachait tant d'importance, il le réitéra, six heures après l'envoi du premier; et les officiers chargés de porter ces ordres n'arrivèrent pas ou arrivèrent trop tard au quartier général de Grouchy, qui d'ailleurs n'était pas à Wavres, mais à Gembloux, et qui n'avait fait que deux lieues de marche dans la journée du 17, comme s'il eût été intéressé à ne pas troubler la retraite de Blücher. Napoléon pouvait-il alors soupçonner que le maréchal *avait perdu de vue l'armée prussienne* et qu'il s'était arrêté à Gembloux, après une étape de deux lieues, pour que ses soldats fissent leur soupe et se reposassent jusqu'au lendemain? Quoi qu'il en fût, dès que le jour parut, l'armée était sur pied et attendait en silence le signal de la bataille, que l'ennemi avait acceptée puisqu'il s'y préparait aussi. A huit heures, l'Empereur déjeuna gaiement avec ses généraux : « L'armée anglaise, dit-il, est supérieure à la nôtre de près d'un quart; nous n'en avons pas moins quatre-vingt-dix chances pour nous et pas dix contre. Wellington, ajouta-t-il, a jeté les dés; et ils sont pour nous! » Il monte à cheval, reconnaît encore les positions de l'ennemi, parcourt les rangs de ses troupes, dicte l'ordre de bataille et préside au déploiement de l'armée, qui se divise sous ses yeux en onze canons marchant sur trois lignes, et dont l'artillerie couvre les flancs. L'armée, affaiblie par les pertes qu'elle a faites dans les journées précédentes et surtout par l'éloignement du corps de Grouchy, compte encore soixante-dix à soixante-douze mille hommes, pleins d'ardeur et de confiance, qui défilent devant l'Empereur en battant des mains et en chantant des airs patriotiques. A midi et demi, l'Empereur donna le signal, et son frère Jérôme, qui commandait un corps de l'aile gauche, commença l'attaque. L'ennemi s'était fortifié dans le château d'Hougoumont et dans plusieurs fermes qui défendaient la plaine de Mont-Saint-Jean : il fallait donc d'abord le débusquer de ces positions. Le prince Jérôme s'empara du château; le maréchal Ney, de la ferme de La Haye-Sainte, ainsi que du plateau du Mont-Saint-Jean, sur lequel se concentra tout l'effort du combat. Les Anglais et les Écossais revinrent plusieurs fois à la charge avec une intrépidité égale à celles des assaillants; ils perdirent beaucoup de monde et plusieurs de leurs généraux; ils laissèrent au pouvoir des Français trente canons et quelques milliers de prisonniers; mais ils ne renoncèrent pas à reprendre ce plateau où tant de sang avait été versé, et à s'y maintenir, malgré le feu terrible des batteries, malgré l'impétueux élan de l'infanterie, malgré les charges réitérées de la cavalerie. Cependant, depuis le premier coup de canon tiré, l'Empereur n'avait cessé de braquer sa lunette dans la direction de Saint-Lambert, avec l'espoir de voir paraître, à chaque ins-

HYPERBOLIA



tant, la division de Grouchy. On lui a signalé l'approche d'un corps de troupes considérable : ce n'est pas Grouchy, c'est un des généraux de Blücher, c'est Bulow

braves qui vendent chèrement leur vie et qui meurent en criant *vive l'Empereur* ! Il a mis l'épée à la main : Bertrand, à sa droite ; Drouot, à sa gauche ;



tant, la division de Grouchy. On lui a signalé l'approche d'un corps de troupes considérable : ce n'est pas Grouchy ; c'est un des généraux de Blücher, c'est Bulow qui vient, avec un corps de trente mille hommes, se réunir à l'armée anglaise ! Napoléon ne se décourage pas, car il compte encore sur l'arrivée de Grouchy qui écrasera ces trente mille Prussiens en les attaquant par derrière : il ordonne aux généraux Lobau, Morand et Duhesme de se porter à la rencontre de Bulow et d'empêcher sa jonction avec Wellington. Mais Wellington, averti de la présence de Bulow, combine ses mouvements avec ceux de ses alliés : il rassemble toutes ses forces et les porte à la fois vers le plateau de Mont-Saint-Jean, que le maréchal Ney avait occupé aux applaudissements de ses soldats : « C'est trop tôt d'une heure ! » avait dit l'Empereur qui demandait sans cesse des nouvelles de Grouchy. Ney allait être forcé, en effet, d'abandonner le plateau, lorsque douze mille hommes des grenadiers et des dragons de la garde, envoyés par l'Empereur, tombèrent sur les masses de la cavalerie anglaise qui avait repris l'offensive, culbutèrent, hachèrent plusieurs régiments, et enlevèrent six drapeaux avec soixante pièces de canon. Pour la seconde fois, on put croire la bataille gagnée : l'Empereur, en personne, décidera la victoire en se mettant à la tête de sa réserve. Tout à coup une vive fusillade se fait entendre, du côté de Saint-Lambert : « Voilà Grouchy ! s'écrie Napoléon, la victoire est à nous ! » On répète dans tous les rangs « que le maréchal Grouchy entre en ligne et que la garde impériale va donner. » La joie, l'enthousiasme sont au comble, et l'on crie de toutes parts : *En avant ! en avant !* Mais ce n'était pas Grouchy, c'était Blücher qui amenait un corps de trente mille Prussiens au secours de l'armée anglaise. Ces trente mille Prussiens fondirent sur l'aile droite que Bulow n'avait pas encore entamée, et en même temps, Wellington, avec toute sa cavalerie, attaquait de flanc la colonne de Ney. Ce fut alors que le cri de *Sauve qui peut*, jeté par quelques traîtres et répété par quelques lâches, répondit à ce cri lamentable : *Nous sommes trahis !* Il était sept heures et demie, et le crépuscule ne permettait plus de juger de l'ensemble de l'attaque et de la défense. Le désordre se mit dans les régiments qui avaient plié sous le choc des escadrons anglais ; les rangs se rompirent, et la mêlée effroyable, que la voix des chefs ne put faire cesser, fut bientôt suivie d'une déroute complète qui se propagea rapidement sur toute la ligne de bataille. Vainement, l'Empereur, ses aides de camp et ses généraux se précipitèrent au milieu des fuyards pour les rallier : ses ordres, ses paroles, ses prières mêmes n'étaient pas écoutés. Les hauteurs, que l'armée française venait d'évacuer, se couvrirent d'artillerie qui acheva de désorganiser et détruire cette armée, tout à l'heure victorieuse et maintenant fugitive. L'Empereur essaie encore d'arrêter les Prussiens et les Anglais qui se sont joints et qui l'enveloppent : avec huit bataillons de sa garde, il résiste, il repousse même un ennemi, vingt fois, cent fois plus nombreux que cette poignée de braves qui vendent chèrement leur vie et qui meurent en criant *vive l'Empereur !* Il a mis l'épée à la main : Bertrand, à sa droite ; Drouot, à sa gauche ;

à ses côtés, Ney, Soult, Corbineau, Flahaut, La Bédoyère et vingt autres généraux sont prêts à mourir avec lui, au centre du carré que vient de former un bataillon de réserve commandé par Cambronne. Les balles, les boulets, la mitraille pleuvent autour de Napoléon ! « Retirez-vous : lui dit un grenadier en le prenant par le bras pour le faire sortir du carré ; vous voyez bien que la mort ne veut pas de vous ! » L'Empereur cède enfin aux supplications de ses généraux qui l'entraînent, et les grenadiers de Cambronne protègent sa retraite, en refusant de se rendre et en se faisant tuer jusqu'au dernier, pour défendre leurs aigles et pour justifier cette réponse sublime attribuée à leur colonel : « La garde meurt et ne se rend pas ! » L'ennemi avait laissé trente-quatre mille morts sur le champ de bataille, dont il était maître, mais la perte des Français ne fut pas moindre, et les Prussiens se vengèrent de leur défaite de Ligny, en massacrant jusqu'aux blessés : c'est ainsi que périt le vieux général Duhesme, assassiné le lendemain par un hussard de Brunswick.

Plusieurs généraux français, Duhesme, Lobau, Petit, et la plupart des officiers supérieurs avaient tenté inutilement de s'opposer au torrent de la déroute ; mais la panique augmentait, au lieu de diminuer ; les misérables qu'on accuse d'avoir jeté le cri fatal de *Sauve qui peut !* continuaient à démoraliser cette foule éperdue qui n'était déjà plus à la portée du canon et qui fuyait toujours : il y eut de jeunes soldats qui semblaient frappés de vertige et qui ne s'arrêtèrent pas même à la frontière. La route de Charleroy était encombrée d'une multitude à demi désarmée, qui se heurtait pêle-mêle dans l'obscurité ; tous les corps, toutes les armes, tous les grades, marchaient confondus : l'artillerie seule gardait ses canons, et elle en sauva cinquante, qu'elle conduisit derrière Avesnes où vingt-cinq mille hommes d'élite furent ralliés et réorganisés par le prince Jérôme. L'Empereur, arrivé au bivouac des Quatre-Bras vers minuit, envoya au maréchal Grouchy l'ordre d'opérer sa retraite sur Namur et passa une heure à expédier des courriers dans toutes les directions ; il partit ensuite pour Philippeville d'où il écrivit à son frère Joseph pour lui annoncer ce grand désastre. Après avoir dormi sur un lit de camp, il monta en voiture et se rendit à Laon, afin d'assister lui-même au ralliement général de l'armée qu'il devait faire sous les murs de cette ville ; mais la crainte de laisser la capitale livrée au mauvais vouloir de la chambre des représentants, lui fit changer d'avis, et comme il pensa que sa présence à Paris était indispensable, pour combattre les effets fâcheux de la nouvelle d'une défaite, il quitta Laon le soir même et arriva dans la nuit au palais de l'Élysée. Paris, en s'éveillant, apprit avec stupeur le retour de l'Empereur. La veille, des bruits sinistres avaient circulé dans la ville, et une proclamation de Louis XVIII, affichée sur tous les murs, déclarait trahîtres et criminels de lèse-majesté ceux qui porteraient les armes en faveur de l'*usurpateur*. La trahison de Fouché portait ses fruits : les royalistes s'agitaient, tenaient des conciliabules, appelaient tout haut l'intervention étrangère, répandaient mille fausses nouvelles ; les libéraux de la Chambre, encouragés par l'éloignement de l'Empereur, tramaient

une espèce de conspiration permanente contre l'Empire : La Fayette était le drapeau de ce parti anti-national qui se disait constitutionnel et qui servait, sans le savoir, la cause des Bourbons. Deux jours auparavant, cent et un coups de canons, tirés aux Invalides, avaient annoncé la victoire de Ligny. Ce jour-là même, le télégraphe avait transmis la nouvelle de la victoire de la Rocheservière, qui mettait fin à l'insurrection de la Vendée; mais on n'y prit pas garde : on venait d'apprendre que les armées de la coalition, à la suite d'une grande bataille, marchaient sur Paris. Ce furent les partisans de la royauté et ses agents secrets qui sonnèrent le tocsin d'alarme. Fouché, dès le matin, avait communiqué à La Fayette et à ses amis le bulletin de la défaite de Mont-Saint-Jean, et sur le champ on décida que le moment était venu de proclamer la déchéance de l'Empereur. Celui-ci se méfiait de la Chambre et surtout de La Fayette; il s'attendait à quelque trame constitutionnelle qui lui lierait les mains : il convoqua donc le conseil des ministres et lui avoua que, pour sauver la patrie, il avait besoin de la *dictature temporaire*; tous les ministres, excepté Fouché, s'accordèrent sur l'utilité, sur la nécessité de cette dictature, dans des circonstances aussi graves. Napoléon ne cacha pas la défiance et l'antipathie que lui inspirait la Chambre, remplie de *jacobins*, d'*utopistes* et d'*avocats* : « Heureusement, dit-il, l'armée et le peuple sont pour moi ! » Dans ce moment on lui remit un message de la Chambre. Sur la motion de La Fayette, qui avait invité ses collègues à se rallier autour du vieux drapeau tricolore de 89, la Chambre se déclarait en permanence; elle qualifiait crime de haute trahison toute tentative pour la dissoudre et ordonnait que quiconque se rendrait coupable de ce crime serait jugé sur-le-champ comme traître à la patrie; elle proclamait que l'indépendance de la nation était menacée, et elle confiait cette indépendance à la défense de la garde nationale et de l'armée; elle mandait dans son sein les ministres. En lisant ce message, Napoléon comprit les intentions du parti libéral ou plutôt celles de la *faction de l'étranger*, qui faisait mouvoir ce parti aussi aveugle qu'incapable : « J'aurais dû congédier ces gens-là avant mon départ; c'est fini : ils vont perdre la France ! » Il défend à ses ministres d'obtempérer aux injonctions de la Chambre. Mais les meneurs de l'Assemblée poursuivent leur rôle à la tribune : le retard des ministres est interprété de diverses manières et l'on croit y voir les préludes d'un coup d'État contre la représentation nationale. Un second message est adressé à l'Élysée. L'Empereur, étonné de cette persistance et encore indécis dans ses desseins, autorise ses ministres à se rendre dans le sein de l'Assemblée pour y donner les explications qu'on leur demandera; mais il leur adjoint son frère Lucien avec le titre de commissaire général. La Chambre se forme en comité secret, et là, les ennemis de Napoléon, les complices de Fouché et de Talleyrand, les royalistes déguisés, et, plus vivement que tous, les libéraux aveugles ou fascinés, se déchaînent à l'envi contre l'Empereur. C'est un député royaliste, Henri Lacoste (du Gard), qui prend l'initiative de ces odieuses attaques et qui ose déclarer que, Napoléon *seul* étant mis en cause par l'Europe con-

lisée, il ne voit qu'un homme entre la paix et la chambre des représentants : « Qu'il parte, et la patrie est sauvée ! » Le parti libéral devient l'instrument docile de cette conspiration contre la personne de l'Empereur, et ceux qui ont la prétention d'être vraiment patriotes et constitutionnels, La Fayette, Manuel, Dupont de l'Eure, fortifient la ligue des conspirateurs et des traltres, en se ralliant à l'opinion des députés de la Gironde qui réclament l'abdication ou la déchéance de Napoléon. Une fois ce pas fait, l'Assemblée ne recule plus ; vainement Lucien, avec une admirable éloquence, essaie de démontrer que la cause de l'Empereur est liée à celle de la patrie et que cette sainte cause est loin d'être perdue ; la majorité s'est prononcée : elle veut secouer le joug de l'Empereur, et elle nomme une commission de cinq membres, composée de son président et de ses vice-présidents, pour aviser, de concert avec les ministres et une commission de la chambre des pairs, aux mesures de salut public. Ces commissaires et ceux de la chambre des pairs, Boissy-d'Anglas, Drouot, Thibaudeau, Dejean et Andréossy, se réunissent aux ministres, le soir même, sous la présidence de Cambacérès, dans la grande salle du Conseil, aux Tuileries : on discuta jusqu'à trois heures du matin, et l'abdication de l'Empereur fut proposée, indirectement il est vrai, par La Fayette et Lanjuinais. On décida pourtant que le salut de la patrie exigeait que les deux Chambres nommassent des commissaires chargés de négocier avec les puissances coalisées, pendant qu'on appuierait ces négociations par l'entier développement des forces nationales. Après une pareille conférence, après la séance secrète de la Chambre, Lucien ne put que conseiller la dissolution immédiate de cette Chambre hostile. L'Empereur s'indigna, menaça, mais il ne prit aucun parti. Cependant la nuit avait été employée en démarches et en intrigues auprès des représentants, qui accoururent à la séance du 22, avec la résolution arrêtée d'avance d'obtenir de gré ou de force l'abdication de l'Empereur. Cette séance fut conduite par les meneurs, de telle sorte que l'Assemblée n'accorda qu'une heure de répit à Napoléon pour abdiquer. L'Assemblée paraissait toutefois unanime dans la pensée de repousser du trône la famille des Bourbons. La chambre des pairs, dans sa séance du 22, sembla céder aux mêmes influences et marcher d'accord vers le même but : on entendit le maréchal Ney exagérer les désastres de l'armée française, douter du courage de nos soldats, mettre en suspicion l'Empereur et soutenir cette déplorable opinion : « Il n'y plus d'autre moyen de salut public, que de faire des propositions à l'ennemi. » C'était du vertige et non de la trahison. Carnot ne put opposer à ces décourageantes paroles que le rapport du ministre de la guerre, dans lequel les ressources de la défense étaient présentées sous un point de vue plus favorable. L'Empereur hésitait encore : les traltres et les lâches étaient d'intelligence pour lui arracher son abdication ; ses conseillers les plus dévoués restaient silencieux et passifs ; autour de l'Élysée, le peuple s'amassait en demandant des armes et en criant vive l'Empereur. « Si je le veux, si je le permets seulement, s'écria Napoléon, sur un mot de ma bouche, sur un signe de ma

main, la Chambre rebelle n'existera plus dans une heure ! mais la vie d'un homme ne vaut pas ce prix, ajouta-t-il avec calme ; je ne suis pas revenu de l'île d'Elbe pour que Paris soit inondé de sang. » Et il dicta tranquillement son abdication, dans laquelle il s'offre *en sacrifice à la haine des ennemis de la France* : « Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils, sous le titre de Napoléon II, empereur des Français. »

La chambre des représentants agita déjà la question de déchéance, quand les ministres apportèrent l'acte d'abdication. Fouché eut l'insolence de supplier l'Assemblée d'avoir des *égards* pour le *malheur*. La Chambre écoute en silence la Déclaration de l'Empereur au peuple français et envoie son bureau en députation à l'Élysée, pour remercier Napoléon de s'être sacrifié au salut de la patrie. « Je recommande à la Chambre de renforcer promptement les armées, répondit-il à cette députation composée de ses adversaires les plus acharnés : qui veut la paix doit se préparer à la guerre. Ne mettez pas cette grande nation à la merci des étrangers ; craignez d'être déçus de vos espérances ; c'est là qu'est le danger. Dans quelque position que je me trouve, je serai toujours bien, si la France est heureuse. Je recommande mon fils à la France ; j'espère qu'elle n'oubliera pas que je n'ai abdiqué que pour lui. » La majorité des représentants n'était pas opposée à la reconnaissance de Napoléon II, et les cris : *pas de Bourbons !* éclatèrent avec énergie dans cette séance où les impérialistes essayèrent de faire nommer le conseil de régence du nouvel Empereur. Les amis de Fouché et ses dupes firent étouffer cette proposition : on nomma seulement au scrutin trois membres de la Commission exécutive, auxquels devaient s'adjoindre deux autres membres nommés par la chambre des pairs. Carnot, Fouché et le général Grenier furent choisis par les représentants ; le duc de Vicence et le baron Quinette, par les pairs. Dans la haute-chambre, les droits de Napoléon II ne furent pas mieux reconnus, et quelques voix osèrent même protester contre l'héritier de l'Empereur : « Il y a peut-être ici, s'écria La Bédoyère en se tournant du côté du maréchal Ney, des généraux qui méditent de nouvelles trahisons ; mais malheur aux traitres ! Déclarez que tout Français qui abandonnera son drapeau sera couvert d'infamie, sa maison rasée, sa famille proscrite ; alors plus de traitres, plus de ces manœuvres qui ont occasionné les dernières catastrophes et dont peut-être quelques auteurs siègent ici ! » La Chambre se leva presque tout entière pour rappeler à l'ordre l'impétueux orateur qui parlait selon sa conscience et selon la vérité. « Depuis dix ans, reprit solennellement La Bédoyère, il ne s'est fait entendre, dans cette enceinte, que des voix basses ! » Le débat faillit dégénérer en lutte armée ; mais tous ces pairs, comblés des bienfaits de l'Empereur, refusèrent d'acclamer Napoléon II et ajournèrent leur décision sur la régence. Une nouvelle faction venait de se glisser dans les deux assemblées législatives : le duc d'Orléans, averti des difficultés presque invincibles que rencontrait le retour de Louis XVIII, dans les Chambres comme dans la nation, crut le moment favorable pour se porter, en quelque sorte, candidat à la couronne de France ; il

avait d'anciens amis qui dataient du temps de Dumouriez ; il s'était fait une sorte de popularité parmi les libéraux, en se donnant pour un des leurs durant la première année de la Restauration ; il confia donc ses intérêts d'ambition à quelques agents qui travaillèrent à lui gagner des voix dans les deux Chambres. Mais aucun de ces agents ne se crut assez assuré de la réussite de cette intrigue pour s'en faire ouvertement le patron. Quant à la faction républicaine, elle ne se dessina pas davantage dans les délibérations qui eurent lieu au sujet du nouveau gouvernement à établir. Dupin de la Nièvre et quelques avocats proposèrent de déclarer le trône vacant ; La Fayette et ses amis voulaient que la Commission exécutive gouvernât et que l'armée combattit *au nom de la Nation* ; mais ils ne prononcèrent pas même le nom de *république* et ils se bornèrent à invoquer timidement l'exemple de la Convention. On ne sait quelle inspiration ou quelle influence déterminâ Manuel, dont la parole entraînait toujours une partie de l'Assemblée, à se séparer tout à coup de la coterie de Fouché, et à établir, dans un discours plein d'étranges contradictions, que Napoléon II devait être reconnu. Cet avis prévâ dans un ordre du jour motivé, qui fut voté par acclamation et que la chambre des pairs adopta aussi sans discussion. Napoléon II était donc reconnu empereur, mais la Commission exécutive, dont Fouché se fit élire président par ses collègues, n'agit pas davantage au nom de Napoléon II. Les ministres, qui faisaient partie de cette commission, furent remplacés : Carnot, par son frère le général Carnot Foulins, Caulaincourt, par Bignon, Fouché, par Pelet de la Lozère, et Cambacérès, par Boulay de la Meurthe ; les autres ministres conservèrent leurs portefeuilles. Le premier soin de Fouché était de se débarrasser du général Lafayette, qu'il avait gagné, en feignant de seconder ses vues d'ambition républicaine, et qu'il venait de mystifier, en faisant élire Masséna commandant en chef de la garde nationale de Paris ; le général La Fayette, toujours dupe de sa vanité, donna tête baissée dans un nouveau piège, quand il accepta la mission de plénipotentiaire auprès des puissances alliées ; on lui adjoignit un royaliste, ami de Talleyrand, le comte de la Forest, un républicain, ennemi de Napoléon, Voyer d'Argenson, et deux partisans intéressés des Bourbons, le comte de Pontécoulant et le général Sébastien. Cette ambassade extraordinaire, dont La Fayette était le chef, subit tous les retards que la perfidie de Fouché put lui créer et ne parvint qu'avec beaucoup de peine à Haguenau où les souverains alliés se trouvaient alors : les plénipotentiaires français ne réussirent pas à se faire admettre en présence des empereurs du Russie et d'Autriche et du roi de Prusse ; ils obtinrent seulement d'entamer des conférences avec de simples commissaires qui n'avaient pas pouvoir de négocier et dont les décisions d'ailleurs étaient subordonnées à celles de lord Stewart, agent de l'Angleterre. Ces conférences se bornèrent donc à des conversations diplomatiques et politiques, à la suite desquelles trois des commissaires, ceux de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, demandèrent que, avant toute négociation, comme garantie de la paix européenne, Napoléon fût remis à la garde des trois puis-

sances. C'était opposer une fin de non recevoir aux propositions pacifiques des plénipotentiaires français qui ne revinrent à Paris que pour assister au triomphe du complot de Fouché et de Talleyrand.

Cependant la chambre des représentants, trainée à la remorque par les habiles, les traîtres et les avocats, continuait à perdre en bavardages inutiles un temps irréparable : elle n'avait voté qu'avec des lenteurs infinies deux lois d'urgence, celle des réquisitions, pour le service de la défense et l'approvisionnement de l'armée, celle de sûreté générale, pour la poursuite et le jugement des agents de la guerre civile et étrangère. La chambre des pairs se montra encore plus épineuse, encore plus incertaine dans le vote de ces deux lois, qu'elle prétendait arrêter dans les ambages de son règlement : « Wellington fait-il marcher ses troupes dans l'ordre du règlement ? » s'écria Thibaut-deau, honteux de ces chicanes soulevées par les amis du duc d'Orléans. Et la loi fut votée sans plus de retards. Mais la Commission exécutive ordonna, sans demander l'avis des chambres, que toutes les lois seraient rendues et promulguées au nom de la Nation. Le nom de Napoléon II n'était plus qu'un cri de ralliement pour l'armée et pour le peuple. L'armée s'était recomposée d'elle-même sous les murs de Laon ; trente mille hommes des divisions de Reille et de Drouet d'Erlon avaient échappé à la déroute de Waterloo, avec cinquante pièces d'artillerie et presque tout le matériel ; vingt mille hommes, tirés des dépôts militaires, étaient venus se joindre à ces débris ; le maréchal Grouchy, à la tête de son corps divisionnaire de trente-quatre mille hommes, avait opéré heureusement sa retraite sur Laon, avec cent canons, malgré les tentatives combinées des Prussiens et des Anglais, pour lui fermer le passage et pour l'écraser sous le nombre. D'autres troupes venaient tous les jours grossir cette armée encore formidable et animée des sentiments les plus patriotiques. Il est vrai que, dès le 25 et le 26 juin, les Anglais avaient occupé Cambrai et Péronne. Louis XVIII, rentré en France à la suite de leurs bataillons, s'était arrêté à Cateau-Cambresis, d'où il datait cette menaçante proclamation aux Français : « Aujourd'hui que les puissants efforts de nos alliés ont dissipé les satellites du Tyran, nous nous hâtons de rentrer dans nos états pour y rétablir la constitution que nous avions donnée à la France, réparer, par tous les moyens qui sont en notre pouvoir, les maux de la révolte et de la guerre, qui en ont été la suite nécessaire, récompenser les bons, *mettre à exécution les lois existantes contre les coupables.* » L'armée prussienne avait marché plus rapidement encore que les Anglais : le 28 juin, elle atteignit Villers-Cotterets, Crépy, La Ferté-Milon et Senlis ; elle s'avancait d'heure en heure, sans rencontrer d'obstacle, et Blücher, qui envoyait déjà de fortes reconnaissances jusqu'aux portes de Versailles, semblait certain de n'être pas arrêté dans ses mouvements qu'on aurait pu croire dirigés sur la Malmaison plutôt que sur Paris. Fouché entretenait alors une correspondance secrète avec Blücher et Wellington : il leur dictait, pour ainsi dire, leurs plans stratégiques. Or, Napoléon avait quitté le palais de l'Elysée pour se retirer à la Malmaison

en attendant le sauf-conduit qu'il avait fait demander aux généraux ennemis. Il n'était pas plus en sûreté à la Malmaison, où, sous prétexte de veiller à sa garde personnelle, Fouché lui avait envoyé le général Becker qui devait rester attaché à sa personne jusqu'à son embarquement. L'Empereur voulait se rendre aux Etats-Unis, et la chambre des représentants avait mis à sa disposition deux frégates. Mais ce n'eût pas été remplir les intentions formelles des puissances alliées, et Fouché, ne pouvant leur livrer l'Empereur, leur fournissait tous les moyens de s'emparer de lui. A l'approche de l'ennemi, Napoléon sentit revivre son ardeur guerrière ; il s'adressa au gouvernement pour lui offrir ses services en qualité de général, se regardant encore, disait-il, comme le premier soldat de la patrie. Une partie de la Commission exécutive était disposée à ne pas repousser cette offre généreuse, mais Fouché, qui l'avait accueillie par ces mots de dédain : *Est-ce qu'il se moque de nous ?* soutint qu'elle était en contradiction avec les engagements pris par les plénipotentiaires vis-à-vis des puissances étrangères. « J'en étais sûr ! » s'écria l'Empereur, en apprenant qu'on refusait de lui rendre le commandement de l'armée. Ces gens-là n'ont point d'énergie ! Puisqu'il en est ainsi, partons ! » La Commission exécutive était embarrassée du voisinage de Napoléon ; les Chambres disaient tout haut que sa présence à la Malmaison gênait les négociations ; on craignait que l'armée française, qui se repliait sur Paris, n'enlevât son ancien général, pour le remettre à sa tête et pour combattre avec lui ; Fouché et ses complices, inquiets des conséquences d'un coup de main de cette espèce, étaient décidés à employer même la violence pour éloigner l'Empereur. « Votre Bonaparte ne veut donc pas partir ! osa dire le maréchal Davoust à un aide-de-camp de l'Empereur, chargé de prendre les dernières instructions relatives à ce départ. Dites-lui de ma part qu'il faut qu'il s'en aille, et que, s'il ne part pas à l'instant, je le ferai arrêter, je l'arrêterai moi-même ! » L'esprit de trahison et d'ingratitude, qui avait présidé aux événements de 1814, commençait à s'emparer des mêmes hommes que la séduction ou l'aveuglement avait détachés naguère du service de l'Empereur. Celui-ci, ne comptant plus sur un retour de sa fortune militaire, partit le 29, accompagné de quelques généraux qui l'avaient suivi à l'île d'Elbe. Le général Becker avait mission de l'escorter jusqu'à l'île d'Aix où il s'embarquerait pour l'Amérique ; mais Wellington avait refusé de lui accorder un sauf-conduit, et Fouché s'était mis en mesure pour que l'auguste exilé ne pût échapper à l'Angleterre.

La chambre des représentants et celle des pairs espéraient que l'éloignement de l'Empereur leverait tout obstacle aux négociations entamées avec les puissances alliées ; les commissaires, nommés pour continuer ces négociations auprès de Wellington, ne réussirent pas même à obtenir un armistice de quelques jours. Les armées russes et autrichiennes avaient envahi les départements de l'est, et sans perdre de temps à battre en brèche les places fortes, elles se portaient en toute hâte sur la capitale ; l'armée anglaise occupait successivement tous les points que l'armée française avait abandonnés, et cello des Prussiens,

se déployant à l'ouest de Paris, jetait audacieusement des troupes sur la rive gauche de la Seine, qui n'était pas défendue parce qu'on l'avait regardée comme inattaquable ; les ponts ne furent pas même coupés, et l'ennemi put, sans résistance, s'établir de l'autre côté de Paris, où il n'y avait ni retranchements pour l'arrêter ni armée pour le recevoir. L'occasion était belle cependant, si l'on eût voulu faire agir l'armée française qui ne demandait qu'à combattre au cri de *Vive Napoléon II* ; mais Davoust avait le commandement en chef de cette armée et, dès le 27 juin, il s'était prononcé dans le sein de la Commission exécutive, sur la nécessité d'ouvrir les portes de Paris à Louis XVIII. C'était là le résultat inévitable des intrigues de Fouché qui écrivait à lord Wellington de précipiter l'occupation de la capitale. Louis XVIII ne s'était pas encore risqué à repa- rallier roi : il suivait incognito la marche des armées étrangères, et il alla se confiner, à deux lieues de Paris, dans le château d'Arnouville, près de Gonesse, tandis que le comte d'Artois, le duc de Berry et le duc d'Angoulême étaient à Louvres, au quartier général de Wellington, où le prince de Talleyrand ne tarda pas à les rejoindre pour mener à bien les intérêts des Bourbons. Quant au duc d'Orléans, qui ne renonçait pas à son rôle de prétendant au trône constitutionnel, il avait invité lord Wellington à fixer son quartier général au château de Neuilly. La chambre des représentants se faisait illusion sur les projets de la coalition étrangère ; elle songeait sérieusement à défendre Paris mis en état de siège et à ne pas accepter la royauté de Louis XVIII ; elle votait des proclamations au peuple et à l'armée, pour les inviter à se serrer autour du drapeau tricolore « consacré par la gloire et par le vœu national ; » elle protestait, par la voix de Manuel, de Dupont de l'Eure, de Durbach et de ses membres les plus énergiques, contre le retour des Bourbons ; elle jurait de maintenir les droits et le gouvernement de Napoléon. L'armée, que les représentants avaient encouragée, exaltée par leur présence et leurs paroles, attendait de minute en minute l'ordre de marcher à l'ennemi ; la population de Paris, quoique travaillée sourdement par les meneurs royalistes, comptait sur le triomphe de nos armes ; la garde nationale et les fédérés étaient pleins d'enthousiasme. Ce fut alors que les commissaires du gouvernement et les chefs militaires signèrent, Fouché le premier de tous, une Adresse aux représentants du peuple, destinée à cacher les négociations secrètes que Fouché et Davoust avaient hâte de terminer pour leur propre compte : « Nous jurons entre vos mains et à la face du monde, disaient-ils dans cette Adresse, de défendre jusqu'au dernier soupir la cause de notre indépendance et l'honneur national. On voudrait nous imposer les Bourbons, et ces princes sont rejetés ; par l'immense majorité des Français. Si l'on pouvait seusscrire à leur entrée, rappelez-vous, représentants, qu'on aurait signé le testament de l'armée qui, pendant vingt années, a été le palladium de l'honneur français. » Cette Adresse n'était qu'un leurre : on n'accorda pas la bataille à l'empressement de l'armée, qui fut condamnée à rester immobile autour de Paris, lorsqu'elle eût si facilement repris l'offensive. Le général Exelmans, avec six régiments de

cavalerie et un seul régiment d'infanterie, put seul se soustraire aux contre-ordres de Davoust et faire repentir Blücher de s'être avancé trop imprudemment sur la rive gauche où son armée entière pouvait être détruite. Les Prussiens, après cette défaite partielle, n'en continuèrent pas moins l'investissement de Paris, depuis Saint-Cloud jusqu'à Chatillon. Le corps de Vandamme avait traversé la capitale, pour aller, de l'autre côté, protéger les routes d'Orléans et de Fontainebleau que l'ennemi avait déjà fermées. Un conseil extraordinaire fut tenu aux Tuileries; les maréchaux présents à Paris, quelques généraux choisis par Fouché et Davoust, les bureaux des deux Chambres, avaient été convoqués : on délibéra longuement pour savoir s'il était possible de défendre Paris, et l'on ne décida rien. Le lendemain soir, un grand conseil de guerre fut tenu à la Villette pour le même objet et sans plus de résultats. La journée du 2 juillet se perdit en escarmouches et en combats multipliés sur les hauteurs de Meudon et dans les plaines d'Issy; les Prussiens se rapprochaient toujours de l'enceinte de Paris; en même temps, Wellington occupait les villages d'Asnières, de Courbevoie et de Suresne. Le gros de l'armée française, campé à la Villette, s'étendait de son inaction; les habitants de Paris, qui avaient vu défilier le long des boulevards une longue colonne de prisonniers prussiens, s'aguerrissait au bruit du canon et se résignait à soutenir un siège : aucun cri de *vivent les Bourbons* ne se faisait entendre, et l'on devait avoir foi dans l'enthousiasme des défenseurs du drapeau tricolore. Quant à la chambre des représentants, elle avait l'air d'être étrangère à ce qui se passait autour d'elle : on y discutait les articles de la constitution. A dix heures du soir, Davoust proposa un armistice et la reddition de la capitale. Blücher voulait que l'armée et la ville se rendissent à discrétion. Il fallut que Fouché et Talleyrand s'interposassent auprès de Wellington, pour obtenir des conditions plus honorables. Les hostilités recommencèrent à trois heures du matin, autour d'Issy, pendant qu'on parlementait à Saint-Cloud; Fouché avait écrit à Wellington : « Rassurez tout le monde et tout le monde sera pour vous. » Wellington suivit ce conseil et ménagea les susceptibilités de l'honneur national dans la *convention* qui fut signée le lendemain : l'armée française devait évacuer Paris en trois jours, et se retirer, en huit jours, derrière la Loire, avec tout son matériel de guerre; la ville devait rester administrée par ses autorités, protégée par sa garde nationale et respectée par les puissances coalisées. Dans cette capitulation, décorée du nom de *convention*, il n'y avait aucun article qui réglât la forme de l'occupation de Paris par les troupes anglaises et prussiennes. Ce fut une consternation générale, quand on apprit dans le peuple et dans l'armée, que Paris était livré, vendu, aux étrangers : il y eut une pensée unanime de résistance désespérée plutôt que d'accepter cette nouvelle honte. On apprit, en même temps, que Louis XVIII tenait sa cour au château d'Arnouville. La Bourse donna le signal de la joie des royalistes : la rente, qui était à cinquante-trois francs, remonta tout à coup à soixante-huit.

Le lendemain, aux termes de la capitulation, l'armée française commença un

mouvement général de retraite, et les positions fortifiées, qui dominaient Paris, furent occupées par les troupes de Blücher et de Wellington, que l'on vit s'étendre successivement jusqu'aux barrières de la rive droite et de la rive gauche. La chambre des représentants, effrayée de son ouvrage, faillit mettre en accusation Fouché et quelques-uns de ces complices : la trahison de ce fourbe éclatait à tous les yeux. Dans le sein de la Commission de gouvernement, Carnot lui reprocha amèrement d'avoir sacrifié à la fois l'Empereur et la France ; le général Grenier menaça de lui brûler la cervelle ; Caulaincourt lui témoigna ce plus écrasant mépris. Mais Fouché ne se rendit pas moins en personne auprès de Wellington, qui avait les pleins pouvoirs du congrès de Vienne. La Chambre conservait une attitude hostile aux Bourbons, sans toutefois nommer dans ses actes le souverain qu'elle avait reconnu ; elle ne se flattait plus même de pouvoir couvrir de son inviolabilité le trône de Napoléon II ; elle adoptait des proclamations vagues et incolores, où elle recommandait au peuple français la confiance qu'elle était loin d'avoir elle-même. Les libéraux, qui avaient si aveuglément servi les intrigues de Fouché, se tournèrent alors vers le duc d'Orléans et répondirent aux avances de ses agents secrets : on l'eût accepté comme roi, de préférence à Louis XVIII et aux princes de la branche aînée des Bourbons, si les puissances étrangères avaient consenti à favoriser cette transaction entre les partis. Le duc d'Orléans avait partout des émissaires qui disaient aux bonapartistes, que le prince maintiendrait les institutions de Napoléon ; aux royalistes, qu'il n'accepterait le couronne que pour la restituer à Louis XVIII ; aux républicains, qu'il serait fidèle à ses premiers serments ; aux constitutionnels, qu'il établirait franchement le règne de la constitution et du gouvernement représentatif. Pendant ce temps-là, Louis XVIII formait son ministère sous l'inspiration de Talleyrand et de lord Wellington, qui nommèrent Pozzo di Borgo, un des aides-de-camp de l'Empereur de Russie, ministre de l'intérieur ; Le maréchal Gouvion de Saint-Cyr eut le portefeuille de la guerre ; l'abbé Louis, celui des finances, le comte Jaucourt, celui de la marine, le baron Pesquier, celui de la justice. Fouché resta ministre de la police, et le prince de Bénévent se réserva les affaires étrangères. Le duc de Richelieu devint ministre titulaire de la maison du roi, à la place du comte de Blacas, qui se contenta d'être le conseiller intime de son maître Louis XVIII, désigna lui-même les chefs des grandes administrations publiques : de Cazes, son nouveau favori, fut créé préfet de police ; le comte de Chabrol-Volvie, préfet de la Seine ; le comte Beugnot, directeur général des postes ; le comte Molé, directeur général des ponts-et-chaussées ; le maréchal MacDonald, grand-chancelier de la Légion d'honneur. Au moment où Louis XVIII présidait le conseil des ministres et recommençait l'exercice de sa royauté, on ignorait à Paris qu'il fût si près des Tuileries. La Commission de gouvernement délibérait encore, et Carnot proposait à ses collègues de se transporter, avec les Chambres, au milieu de l'armée, derrière la Loire. L'assemblée des représentants était réunie et refusait de se dissoudre devant

les baionnettes étrangères : elle vota presque à l'unanimité, au cri de *vive la nation*, une Déclaration des droits des Français et des principes fondamentaux de la constitution, avec une Adresse au peuple où elle protestait solennellement contre tout gouvernement imposé par la force et contraire aux libertés constitutionnelles. Ce fut là ce qu'elle appela son testament politique. Le 7 juillet, au point du jour, cinquante mille Prussiens firent leur entrée triomphale dans Paris : aussitôt, des bandes royalistes promènèrent dans les rues le drapeau blanc, en criant : *vive le roi ! à bas Napoléon !* La Commission de gouvernement siège aux Tuileries : un officier d'état prussien pénètre dans la salle des séances et remet au président de cette Commission une note de Blücher qui exige une contribution de cent millions de francs en argent et du pareille somme en effets d'habillement et d'armement. La Commission s'indigne, mais l'officier prussien l'invite à se retirer, parce qu'il a ordre d'occuper le palais « au nom du roi de France. » La Chambre est avertie de ces violences ; Manuel monte à la tribune et adjure ses collègues de résister, s'il le faut, jusqu'à la mort ; les représentants applaudissent à cette éloquente protestation ; mais bientôt ils se dispersent l'un après l'autre, et le président Lanjuinais lève la séance, lorsque l'Assemblée s'est déclarée en permanence. Le soir même, le palais législatif est envahi par la police qui en ferme les portes. Le lendemain, quand les représentants voulurent entrer dans la salle de leurs séances, ils furent repoussés par les Prussiens et les gardes nationaux qui occupaient les abords du palais : un procès-verbal constata cette nouvelle violence. Ce jour-là, Louis XVIII entra aux Tuileries. Paris ressemblait à un camp ; des canons étaient braqués sur les places et dans les carrefours ; des régiments anglais et prussiens défilaient de tous côtés : on n'entendait que leurs tambours et leur musique militaire ; car la garde nationale ne s'était pas réunie, plutôt qu'à obéir à un ordre du général Dessoles, qui succédait à Masséna dans le commandement de cette garde civique, et qui lui avait enjoint de reprendre la cocarde blanche. Quelques gardes nationaux néanmoins, porteurs d'énormes cocardes blanches, allèrent au-devant de la voiture du roi qui fut harangué par le nouveau préfet de la Seine, à la barrière Saint-Denis, et qui n'eut sous les yeux que des uniformes étrangers en traversant sa capitale où la population semblait éviter de se trouver sur son passage. C'est dans le jardin des Tuileries, que se sont donné rendez-vous les fidèles de la royauté : de grandes dames en toilette brillante et des femmes du peuple en guenilles associent leur enthousiasme, pour applaudir, pour chanter le retour des Bourbons ; les chants entraînent les danses, et tout spectateur, soldat prussien, saxon, anglais, hollandais ou belge, prend part à cette fête royaliste qui se prolonge jusqu'au jour en joyeuses et indécentes farandoles.

Le jour même de l'entrée du roi à Paris, Napoléon, arrivé à Rochefort le 3 juillet, mit le pied sur la frégate française, la *Saale*, qui devait le conduire aux États-Unis, avec sa suite embarquée à bord de la *Méduse* ; mais la croi-

sière anglaise interceptait absolument le passage et il attendit quatre jours dans l'île d'Aix l'occasion favorable de franchir la ligne de bloeus que l'amiral anglais resserrait de plus en plus. A la chance d'être fait prisonnier de guerre ou de se voir livré par des traîtres au gouvernement de Louis XVIII, il préféra le danger de se mettre sous la protection de l'Angleterre; il écrivit au prince régent cette admirable lettre : « Eu butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de votre Altesse royale, comme du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis. » Il s'embarqua, le 15 juillet, à bord du vaisseau anglais le *Bellérophon*, commandé par le capitaine Maitland, qui s'était engagé à le conduire en Angleterre. Le *Bellérophon* jeta l'ancre, le 26, dans la rade de Plymouth; mais l'Empereur était déjà gardé à vue sur le navire et il n'eut pas l'autorisation de débarquer. Le ministère anglais lui fit notifier qu'il allait être transporté dans l'île de Sainte-Hélène qu'on lui assignait comme lieu de détention perpétuelle. « C'est pis que la cage de Tamerlan ! s'écria l'Empereur, autant aurait valu signer tout de suite mon arrêt de mort. » Il versa des larmes en regardant les portraits de sa femme et de son fils qu'il n'espérait plus revoir; puis, il dicta au grand-maréchal Bertrand une énergique protestation contre la déloyauté du gouvernement anglais : « J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi, qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint librement dans son infortune chercher un asile sous ses lois. Quelle plus éclatante preuve pouvait-il lui donner de son estime et de sa confiance ? Mais comment, répondit-on, en Angleterre, à une telle magnanimité ? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola. » Transféré à bord du *Northumberland*, qui mit à la voile immédiatement, il se trouva une dernière fois en vue de la France, au cap de la Hogue : « Adieu ! adieu, terre des braves ! s'écria-t-il : quelques traîtres de moins, et tu serais encore la grande nation et la maîtresse du monde ! » Il n'arriva que le 18 octobre à sa destination, sur ce rocher de Sainte-Hélène où il était condamné à mourir. Par une convention signée à Paris, le 2 août, les quatre grandes puissances alliées avaient décidé que Napoléon Bonaparte était leur prisonnier et que sa garde resterait spécialement confiée au gouvernement britannique.

Quand les alliés de Louis XVIII sanctionnèrent ce honteux attentat contre le droit des gens, l'armée française n'existait plus. Elle s'était repliée lentement, sous les ordres du maréchal Davoust, après la capitulation de Paris, et quoiquo forte de cent mille hommes d'infanterie, de vingt-cinq mille de cavalerie et de six cents pièces de canon, elle était restée inactive, pendant qu'un million de soldats étrangers se précipitaient au cœur de la France. Il manquait une âme à ce grand corps militaire, qui aurait pu servir de point d'appui aux négociations de Louis XVIII avec les puissances coalisées. Une armée de deux cent cin-

quante mille Russes venait de prendre position sur la rive droite de la Loire, vis-à-vis des campements de l'armée française. Davoust avait promis à l'armée qu'elle obtiendrait des conditions honorables en se soumettant à l'autorité royale. Dans une proclamation qui ne stipule aucune garantie en faveur des troupes, et qui leur annonce la formation d'une nouvelle armée, avec le licenciement de celle qu'il commande, il fait appel à leur obéissance, en leur ordonnant d'arborer la cocarde blanche et le drapeau blanc. Cette proclamation est foulée aux pieds ; les soldats crient à la trahison et jurent de conserver, de défendre les couleurs nationales. Davoust n'avait plus aucun crédit moral sur l'esprit de l'armée, qui l'accuse, tout d'une voix, de l'avoir vendue aux Bourbons ; il fut remplacé par le maréchal Macdonald, qui n'avait pas du moins trempé dans les trahisons de Fouché et qui était demeuré, pendant les Cent-Jours, entièrement étranger à la politique. L'indiscipline commençait à s'introduire dans cette armée qu'on allait dissoudre, et dont les principaux chefs étaient déjà proscrits ; la désertion désorganisa bientôt les meilleurs régiments ; les officiers quittaient leur drapeau, en brisant leur épée. L'ordonnance du 24 juillet, contre-signée par le duo d'Otrante, avertit l'armée qu'elle ne tarderait pas à être frappée et déclinée à son tour ; par cette ordonnance de proscription, dix-huit généraux de l'Empereur étaient traduits devant les conseils de guerre, pour avoir *trahie roi avant le 23 mars* ; Ney, La Bédoyère, les deux frères Lallemand, Drouet d'Erlon, Lefebvre-Desnouettes, Ameilh, Brayer, Gilly, Mouton-Duvernet, Grouchy, Clausel, Laborde, Debelle, Bertrand, Drouot, Cambronne et Rovigo. D'autres généraux, tels que Soult, Alix, Exelmans, Carnot, Vandamme, Lamarque, et plusieurs officiers supérieurs étaient expulsés de Paris et envoyés dans l'intérieur de la France sous la surveillance de la police, jusqu'à ce que les Chambres eussent statué sur leur sort. Un cri d'indignation s'éleva dans l'armée, dès que cette odieuse ordonnance y fut connue ; et lorsque Macdonald vint en personne à Bourges pour faire arborer le drapeau blanc sous ses yeux, la vieille garde faillit le passer par les armes. Il n'osa point punir ce mouvement de révolte et il obtint, par l'entremise officieuse de quelques colonels, que tous les corps prendraient l'un après l'autre la cocarde blanche. Le licenciement s'opéra lentement, mais sans désordre, ni résistance : ces frères d'armes, qui avaient partagé les mêmes triomphes et les mêmes revers, s'embrassèrent avant de retourner dans leurs foyers et d'échanger le fusil du soldat contre la bêche du laboureur ; ceux que le service militaire avait rompus davantage à l'obéissance passive, demandèrent à le continuer sous un autre drapeau et rentrèrent dans la nouvelle armée. Les officiers furent soumis à une espèce d'enquête politique : on examina quelle avait été leur conduite pendant les Cent-Jours, et, suivant la chaleur ou la tiédeur de leurs opinions bonapartistes, on les divisa en quatorze classes, qui représentaient leurs titres d'exclusion ou d'admission dans l'armée royale. Beaucoup d'entre eux furent renvoyés, après vingt ans de grade, sans pension et sans indemnité. Les décorations de la Légion d'hon-

neur distribuées depuis le 20 mars 1815 avaient été d'ailleurs mises à néant, ainsi que les droits qui s'y rattachaient. Ce licenciement, cette désorganisation cruelle et stupide de la plus brave armée de l'Europe se prolongea jusqu'à la fin de l'année, et, pour ajouter l'insulte à l'injustice, les officiers et les soldats de cette armée, qu'on sacrifiait au ressentiment de la coalition étrangère, furent désignés à la haine et au mépris de la France royaliste par l'injurieux surnom de *brigands de la Loire*. Les garnisons des places fortes et les corps francs de gardes nationales et de fédérés, surtout ceux des frontières de l'est, défendirent le drapeau tricolore et l'indépendance nationale, plus d'un mois après le rétablissement de Louis XVIII sur le trône. Les multitudes armées, qui de toutes parts inondaient la malheureuse France, livrée pieds et poings liés à ses ennemis, eurent encore à combattre, lorsque la paix était signée à Paris ; elles accordèrent souvent des armistices et des capitulations très-honorables à de simples chefs de bandes, qu'elles n'auraient pu vaincre qu'en les anéantissant. Le général Barbanègre, enfermé dans Huningue avec cent canoniciers, trente soldats de ligne et cinq gendarmes, soutint un siège en règle contre vingt-quatre mille Autrichiens et ne rendit la place que le 26 août, après douze jours de bombardement ; il sortit d'Huningue, avec les honneurs de la guerre, à la tête des cinquante hommes qui lui restaient.

Pendant que les paysans de l'Alsace, de la Lorraine, de la Bourgogne et de la Champagne, animés et soutenus par leur seul patriotisme, faisaient une terrible guerre de partisans aux détachements isolés des armées autrichienne et russe, Paris voyait tous les jours de nouveaux corps de troupes étrangères arriver dans ses murs et s'y installer en conquérants : les quais, les places, les jardins publics, étaient transformés en bivouacs ; les Champs-Élysées et le bois de Boulogne offraient l'image d'un camp, et la capitale, à la merci de deux cent mille hommes de toutes les nations de l'Europe, pouvait craindre d'une heure à l'autre le pillage et la destruction. Le général prussien, Muffling, avait été nommé gouverneur de Paris, et son autorité dominait celle des chefs de l'administration publique. Les souverains alliés, les empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse, ainsi que tous les princes de la coalition, ne tardèrent pas à venir dans Paris jouir de leur triomphe et de l'abaissement de la France. Louis XVIII, ramené aux Tuileries une seconde fois par les ennemis de la patrie, n'avait pas d'autre armée que celle de la coalition, et n'était entouré que d'uniformes étrangers et de cœurs anti-français. Les premiers jours de sa restauration royale furent signalés par les sauvages représailles des Prussiens, qui s'attaquaient aux monuments de la capitale, qui voulaient faire sauter les ponts d'Iéna et d'Austerlitz, qui menaçaient la Colonne de la Grande-Armée, qui dégradèrent l'arc de triomphe du Carrousel, et qui dépouillaient nos musées et nos bibliothèques. Ces spoliations, auxquelles le directeur des Musées, Denon, essaya vainement de s'opposer, et que le statuaire favori de l'Empereur, Canova, dirigeait au nom du pape et des princes souverains de l'Italie, blessèrent profondément la fierté nationale : des tableaux,

des statues, des objets d'art, des manuscrits et des livres, fruits glorieux de nos conquêtes, acquis à la France en vertu de traités solennels, lui furent enlevés, au mépris des promesses de la capitulation de Paris. Le président du conseil des ministres, Talleyrand, eut l'air de réclamer auprès de lord Castlereagh la possession de ces objets, qui furent en partie détériorés et même égarés dans ce brusque enlèvement, surveillé par quelques majors prussiens : il obtint seulement que les monuments de pierre, appartenant à la ville de Paris, seraient conservés à peu près intacts. On ne détruisit que leurs noms, qui rappelaient nos victoires et les grands événements de la République et de l'Empire : une ordonnance royale baptisa le pont Louis XVI, le pont des Invalides, le pont du Jardin-du-Roi, la Colonne Vendôme, et rendit aux rues et aux places de la ville les noms qu'elles portaient en 1790. Le gouvernement du roi, après avoir donné satisfaction aux *alliés* et publié la première liste de proscription, frappant cinquante-sept personnes, les plus notables dans l'armée, dans les Chambres et dans l'administration, reconstitua la chambre des pairs telle qu'elle existait avant le 20 mars, en éliminant vingt-neuf pairs qui avaient siégé pendant les Cent-Jours, et en créant quatre-vingt-treize nouveaux pairs choisis dans l'ancienne noblesse. La Chambre fut portée ainsi au nombre de deux cent dix membres, et la dignité de pair déclarée héréditaire. La chambre des représentants avait été dissoute; les collèges électoraux furent convoqués pour le 14 août, à l'effet d'élire une nouvelle chambre de députés, composée de trois cents quatre-vingt-dix-neuf membres, au lieu de deux cent cinquante-neuf : diverses modifications dans la loi électorale donnaient au gouvernement une influence plus directe sur les élections. Pour fortifier le pouvoir royal, Louis XVIII, selon son idée favorite, créa un conseil privé, au-dessous duquel fonctionnait le conseil des ministres. Ce conseil privé, qui devait réunir aux princes du sang et aux ministres d'État toutes les personnes que le roi jugerait à propos d'y appeler, se composa d'abord de celles que la royauté avait trouvées fidèles pendant les Cent-Jours; un traitement de vingt mille francs, attaché au titre de membre du conseil privé, ajoutait à l'éclat de la récompense. Louis XVIII n'oublia pas les hommes qui avaient fait le plus de mal à Napoléon, tels que le maréchal Oudinot, le général Dupont, le général Clarke, le comte de Bourrienne, et d'autres dont les services patents ou cachés méritaient cette prime offerte à l'ingratitude et à la trahison. Le ministère ne paraissait pas encore définitivement établi : Pozzo di Borgo n'avait pas accepté le portefeuille de l'intérieur, et le garde des sceaux remplissait l'intérim; le duc de Richelieu n'était que de nom ministre de la maison du roi. L'esprit et la marche du gouvernement semblaient encore indécis. Le parti des royalistes purs, à la tête duquel le comte d'Artois continuait son rôle d'opposition politique et religieuse contre le système de monarchie constitutionnelle, prenait des forces et une prépondérance qu'il n'avait jamais eues : il ne dominait pas seulement à la cour et dans la noblesse; il s'était répandu dans les départements, surtout dans ceux du Midi,

où il avait recruté ses séides les plus fanatiques parmi les basses classes de la population. C'était le résultat de l'organisation secrète des *comités royalistes*, que d'habiles agents avaient formés au nom de la légitimité et avec le concours du clergé, dans les provinces méridionales, de manière à pouvoir y commencer et y soutenir la guerre civile. La catastrophe des Cent-Jours ne laissa pas à cette guerre civile le temps d'éclater ; mais les éléments de révolte, qu'on avait trouvés dans le Languedoc et la Provence, se révélèrent par des actes odieux de violence et de barbarie contre les bonapartistes et les protestants. La réaction ne se traduisait à Paris qu'en menaces dans les adresses présentées au roi et dans les journaux ultra-royalistes ; il n'y eut d'excès que dans les paroles et les écrits, mais ces excès déplorables accrurent l'exaltation du parti réactionnaire dans les départements, et encouragèrent aussi le pouvoir à chercher sa force dans des mesures de rigueur et de despotisme. Louis XVIII était entouré de courtisans qui l'adjuraient de frapper sans pitié les révolutionnaires, les impies et les bonapartistes, pour en finir une fois pour toutes avec la révolution. C'est dans cette pensée que la magistrature tout entière fut soumise à une épuration générale, tandis que l'administration politique du royaume était livrée à des fils de familles nobles, à des émigrés et à des Vendéens, qui n'avaient pas même conscience des changements radicaux que vingt-cinq ans de révolution avaient apportés dans les idées, dans les mœurs, dans les besoins, dans les tendances de la nation.

La nouvelle de la seconde restauration des Bourbons avait mis le feu aux passions de la populace, à Marseille, à Nîmes, à Avignon et dans vingt autres villes du midi, où l'autorité municipale fut souvent complice des crimes atroces qu'elle avait mission de prévenir. Les chefs subalternes, que les comités royalistes des Cent-Jours avaient enrôlés, arborèrent, en signe de ralliement, la cocarde blanche ayant au centre une petite cocarde verte, qui leur fit donner le nom de *verdets*, nom illustré bientôt par une foule d'atrocités. Des bandes de misérables, portant cette cocarde, se rassemblèrent aux cris de *Vive le roi !* et organisèrent une sorte de terreur qui suspendit pendant plusieurs mois l'action de l'autorité civile, juridique et militaire. Le marquis de Rivière, en qualité de commissaire royal extraordinaire, et son principal agent, François Froment, eurent la haute main dans ces terribles exécutions que la haine et la vengeance royalistes confièrent à des scélérats échappés des bagnes et dignes de l'échafaud. Leur mot d'ordre était : « Mort aux fédérés, aux bonapartistes et aux protestants ! » Ils tuaient leurs victimes avec d'horribles raffinements de cruauté ; ils pillaient et brûlaient les maisons ; ils égorgaient les femmes et les enfants. A Marseille, où ils massacrèrent des citoyens honorables qui avaient rempli des emplois publics ou servi dans les armées, ils ne furent pas maîtres de la ville assez longtemps pour que leur chef se fit connaître ; mais, dans le département de Vaucluse, la bande de *monsieur Pointu* acquit à ce chef de verdets une épouvantable célébrité, que partagea son aide-de-camp Nadaud, assassin contumax. Dans le département du Gard, où le

comte de Bernis et le marquis de Calvière étaient commissaires royaux extraordinaires, le héros des meurtres et des incendies fut le fameux Jacques Dupont, dit Trestaillois, parce qu'il ne tuait personne sans lui donner trois coups de sabre ou trois *taillois*; son lieutenant, le bouclier Truphémé, lui disputa la palme de la scélératesse dans les massacres de Nîmes. Un de ses émules en atrocités royalistes, le terrible Graffand, qui se faisait appeler *Quatre-Taillois*, se plut à concentrer ses exploits dans la ville d'Uzès. Marseillo avait donné le signal de cette nouvelle Terreur blanche : le maréchal Brune, qui commandait la huitième division militaire pendant les Cent-Jours, et qui avait établi son quartier général à Marseille, fut une des premières victimes désignées au poignard par les comités secrets. On l'accusait d'avoir été républicain régicide et d'être *buonapartiste*; on l'accusait surtout d'avoir comprimé avec fermeté les projets et les tentatives des royalistes de la Provence. Le retour des Bourbons le trouva, sur la frontière du Var, à la tête d'une petite armée de vétérans, de volontaires et de fédérés, vis-à-vis de l'armée piémontaise et autrichienne. Il déposa son commandement, quand il apprit la capitulation de la capitale et le départ de l'Empereur; il se résignait à rentrer dans la vie privée, mais un ordre du ministre de la guerre l'appela tout à coup à Paris. Il avait à traverser plusieurs départements infestés de bandes de verdets. Il fut averti qu'on guettait son passage et qu'on avait juré sa mort; il refusa de s'embarquer à Toulon, et partit en chaise de poste. Le général autrichien Nugent, qui avait traité avec Brune de la soumission de l'armée du Var, lui donna, pour sa sûreté, une escorte de hussards hongrois, qui le protégèrent à deux reprises contre des furieux apostés pour l'assassiner. Le maréchal essaya inutilement de continuer sa route sans passer par Avignon : c'était là que l'attendaient les exécuteurs d'un ordre émané des comités royalistes. Le 2 août, à midi, le bruit se répand dans la ville que le maréchal Brune est descendu à l'hôtel du Palais-Royal, pendant que l'autorité militaire examine son passe-port, signé par le marquis de Rivière. Des cris de mort se font entendre autour de l'hôtel, que cernent et menacent des groupes menaçants. Le maréchal remonte en voiture, mais on détèle les chevaux, et on le force de se réfugier dans l'hôtel, dont les portes se referment derrière lui. La foule augmente, et les vociférations redoublent; c'est en vain que la gendarmerie essaye de dissiper cet attroupement, au milieu duquel on discute le genre de mort qu'on fera subir au maréchal; c'est en vain que le sous-préfet, de Saint-Chamant, et le maire, Puy, interposent leur autorité méconnue, pour apaiser les esprits et empêcher un lâche assassinat. Après quatre heures de désordre et d'exaspération populaire, le siège de l'hôtel est résolu, et aussitôt commencé : on applique des échelles aux murs, on pénètre par les fenêtres du premier étage, on escalade la toiture; le maréchal, barricadé dans sa chambre, n'a pas même d'armes pour vendre chèrement sa vie. On perce le plafond de cette chambre; plusieurs assassins s'introduisent par cette ouverture, tandis que d'autres en-

foncent la porte. « Est-ce fini? crie-t-on en bas. — Tout à l'heure! nous y sommes! » répondent les meurtriers du haut du balcon. Un coup de pistolet, tiré à bout portant sur le maréchal, ne l'atteint pas; un coup de carabine le renverse mort. Les meurtriers n'étaient pas satisfaits: on s'empare du cadavre, on le traîne à travers les rues, on le mutile à coups de pierres, on l'outrage de mille manières, et enfin on le jette dans le Rhône, aux cris de *Vive le roi!* La garde nationale d'Avignon assistait, l'arme au bras, à ces scènes atroces, qui, dans tout le département de Vaucluse, inaugurèrent une réaction sanglante contre les bonapartistes et les fédérés. *Le Moniteur* annonça que le maréchal, pour ne pas tomber vivant entre les mains du peuple d'Avignon, s'était tué d'un coup de pistolet. On s'épargna ainsi le soin de poursuivre les assassins, qui cependant furent jugés et condamnés trois ans plus tard dans la personne d'un des plus abjects instruments du crime. Ce meurtre éclatant et impuni imprima une nouvelle activité à la *chasse des fédérés*, qu'on fusillait et qu'on jetait dans le Rhône.

À Paris, du moins, l'assassinat prenait une forme juridique. Le général de La Bédoyère, qui avait le premier par sa défection entraîné celle de l'armée, en allant à la rencontre de l'Empereur arrivant de l'île d'Elbe, était aussi le premier que détruisait la réaction. Il ne la servit que trop dans ses desseins, en n'imitant pas ses compagnons de proscription qui se tenaient cachés dans les provinces ou qui étaient déjà sortis de France: il vint à Paris et fut aussitôt reconnu, épié, arrêté. On assura que Fouché, avant de signer l'ordonnance du roi par laquelle cinquante-sept personnes étaient exceptées de l'amnistie, fit prévenir ces personnes de se mettre à l'abri de la proscription et leur transmit, avec des passe-ports en règle, l'argent nécessaire (quatre cent cinquante-neuf mille francs, dit-on), pour gagner la frontière: le général de La Bédoyère aurait refusé d'accepter une aide quelconque venant de pareille source. Le 4 août, il fut traduit devant un conseil de guerre, présidé par l'adjudant-commandant Berthier de Sauvigny, et composé de six chefs de bataillon, de deux capitaines, et d'un lieutenant de gendarmes, que le maréchal Gouvion Saint-Cyr avait choisis parmi les royalistes les mieux éprouvés. Le prince royal de Prusse, les princes d'Orange et de Wurtemberg, avec leurs états-majors et tout le corps diplomatique, étaient présents aux débats. La défense fut souvent entravée et restreinte par le président qui ne permit pas à l'accusé d'expliquer les motifs et les sentiments qui l'avaient déterminé à se séparer de la cause perdue des Bourbons: « Justifiez-vous de votre crime, lui dit Berthier de Sauvigny, mais ne cherchez pas à en affaiblir la gravité; il ne peut y avoir de crime innocent. » La Bédoyère fut condamné à mort. Madame de La Bédoyère alla se jeter aux genoux du roi: « Relevez-vous, madame! » lui dit froidement Louis XVIII, qui repoussa de même les démarches et les prières des parents du condamné. Le 19 août, à six heures du soir, après avoir embrassé sa femme et son enfant, il fut conduit à la plaine de Grenelle, accompagné de son vieil ami l'abbé Dulondel, qui pleurait

et qu'il consolait : debout, en face des vétérans qui devaient le fusiller, il leur dit tranquillement, la main sur sa poitrine : « Mes amis, ne me manquez pas ! » et commanda le feu. Les journaux ultra-royalistes applaudirent à cette odieuse exécution qu'ils appelèrent un acte de rigueur salutaire.

La condamnation de La Bédoyère et l'assassinat du maréchal Brune autorisèrent en quelque sorte les horreurs de la réaction royaliste dans le midi. Dès les premiers jours de juillet, le comte de Bernis et le marquis de Calvière avaient, en qualité de commissaires extraordinaires de Louis XVIII, dans les départements du Gard et de la Lozère, lâché la bride aux passions vindicatives et sauvages des catholiques de ces départements. Les protestants, qui ne formaient que le tiers de la population, s'étaient attachés par reconnaissance au gouvernement impérial qui les avait protégés contre l'injustice et la jalousie de leurs adversaires, plus nombreux, mais moins éclairés : les protestants avaient donc, pendant les Cent-Jours, associé leurs efforts pour défendre et soutenir le trône de l'Empereur. Ce fut pour les catholiques un prétexte de sanglantes représailles, lorsque la nouvelle Restauration communiqua une affreuse énergie aux comités royalistes du Languedoc et de la Provence. Les deux commissaires extraordinaires, à la tête d'un ramas de bandits et de volontaires royaux qu'ils avaient rassemblés près de Beaucaire, et qu'ils appelaient l'armée royale, firent leur entrée à Nîmes que leur livra la faiblesse du général Maulmont : ces misérables, offrant une étrange bigarrure de vêtements et d'armes, sans discipline, sans organisation régulière, sans courage, furent les maîtres de la ville et des environs pendant plus de trois mois. Ils commencèrent leur ouvrage par massacrer en partie la garnison qu'ils avaient désarmée à l'aide de la plus infâme trahison : ils purent ensuite commettre impunément tous les excès, sous les yeux et à l'instigation du comité royaliste du Gard. Une liste de proscription avait été dressée de longue main. Les verdets ne faisaient grâce ni aux bonapartistes, ni aux protestants ; ils ne se contentaient pas de tuer des vieillards, des femmes et des enfants ; ils les torturaient à plaisir, ils prolongeaient les souffrances de ces malheureux, comme pour s'en faire un atroce amusement : ici, ils taillaient à coups de sabre un blessé ou un malade ; là, ils coupaient en morceaux une famille entière, après l'avoir égorgée ; l'un prenait plaisir à étrangler les femmes ; l'autre à faire sauter la cervelle aux hommes. Un jour, ils rencontrent sur la route un valet de ferme, conduisant une charrette de paille ; c'était un protestant ; on le saisit, on le lie sur sa charrette, on met le feu à la paille, et l'on danse autour de ce bûcher roulant, et l'on chante *vive Henri IV !* Quiconque avait pris part, comme fonctionnaire public ou comme militaire, aux événements de la République ou de l'Empire, se trouvait menacé, attaqué, dans sa vie ou dans sa fortune. Les maisons des *jacobins* et des protestants étaient envahies, pillées, démolies ou brûlées ; leurs champs et leurs jardins, dévastés, ravagés. Trestaillons présidait lui-même à la plupart des crimes qu'il ordonnait. Ce fut lui qui inventa, dit-on, le *battoir royal*, pour fustiger les femmes

qu'il ne tuait pas : ce battoir en bois, garni de clous acérés, dessinant une large fleur de lis, imprimait profondément dans la chair l'emblème sanglant de la monarchie. Plusieurs infortunées succombèrent aux suites de cette cruelle fustigation. Onze mille protestants cherchèrent un asile dans les Cévennes, et il en restait à peine trois mille à Nîmes, quand le préfet d'Arbaud-Jouques vint prêter la main aux élections royalistes dans le département du Gard. En même temps, la ville d'Uzès n'avait pas voulu rester en arrière de Nîmes : un des officiers de sa garde nationale, Graffand, procédait à l'égorgement des bonapartistes et des protestants, sous les auspices du sous-préfet, de Vallabris, qui, du balcon de l'hôtel de la sous-préfecture, assistait aux atrocités des *royaux*. Le meurtre d'un catholique, attribué à un protestant, avait été le signal d'une espèce de Saint-Barthélemy, dans laquelle la garde nationale sacrifia tous les protestants qu'elle put découvrir : vingt-deux de leurs maisons furent mises au pillage, ce jour-là. Graffand, dans la nuit du 3 août, força les portes de la prison où le sous-préfet avait fait enfermer quelques protestants notables, qui, réfugiés d'abord dans les Cévennes, s'étaient trop hâtés de rentrer dans leurs foyers : ces prisonniers furent assommés et fusillés devant la sous-préfecture, sans que de Vallabris parût. Cette ligue contre les bonapartistes et les protestants, qu'on affectait de confondre, s'étendit aux villes voisines, Montauban, Carcassonne et Alby, où l'assassinat politique et religieux fit aussi bien des victimes, sans que la magistrature, sans que l'autorité civile, osassent sévir et invoquer la loi. Les préfets de ces départements, et celui du Gard en particulier, ne virent pas de meilleur remède à ces calamités que d'appeler les Autrichiens et de faire opérer le désarmement des protestants, comme pour ôter à ceux-ci les moyens de résister aux massacreurs : l'occupation des Cévennes, par les Autrichiens unis aux volontaires royaux, rencontra néanmoins de la résistance, et l'on se battit dans quelques villages où les catholiques célébrèrent leur odieuse victoire en chantant le *Te Deum* dans les temples des protestants. Sans l'intervention autrichienne, la terrible guerre des Cévennes aurait pu se renouveler. Telle fut partout l'action sourde et ténébreuse des comités royalistes qui dirigeaient ces sanglantes représailles contre la Révolution et l'Empire. Ils ne daignèrent pas même s'appuyer sur une émeute ou invoquer un beau prétexte de religion, lorsqu'ils firent assassiner le général Ramel qui commandait pour le roi dans le département de la Haute-Garonne, mais qui avait osé être juste et impartial au milieu des partis déchaînés : ce général, que son origine républicaine recommandait d'ailleurs aux vengeances des verdets, fit relâcher plusieurs citoyens honorables que le soupçon de bonapartisme avait changés en criminels d'État; aussitôt il fut condamné lui-même. Le 15 août, une troupe d'assassins envahit son domicile, en proférant contre lui des cris de mort mêlés comme toujours au cri de *vive le roi*. Le général mit l'épée à la main pour se défendre : on lui tira un coup de pistolet dans le bas-ventre. Les meurtriers, en le voyant tomber, crurent l'avoir tué et se répandirent

dans la ville où le bruit courut bientôt que le général, retranché dans son hôtel avec des fédérés et des soldats de l'armée de la Loire, avait fait tirer sur le peuple. Ramel n'était pas mort, et les médecins pansaient sa blessure, lorsque les assassins se présentèrent de nouveau dans sa chambre et l'achevèrent. Deux ans après ce meurtre commis deux fois sur la même victime, les assassins ou du moins quelques-uns d'entre eux furent arrêtés et mis en jugement devant la cour prévôtale de Pau : on en condamna deux à la réclusion, on acquitta les autres.

Ce fut sous l'impression de ces assassinats politiques, ce fut sous la pression brutale des autorités ultra-royalistes, ce fut sous la menace des baïonnettes étrangères qui rayonnaient par toute la France, que les collèges électoraux, décimés ou intimidés ou persécutés, nommèrent la chambre des députés. Le parti bonapartiste n'eut peut-être pas un seul représentant dans cette assemblée composée d'anciens nobles, d'émigrés et de vieux royalistes. A peine si trente ou quarante membres de la nouvelle chambre pouvaient être considérés comme plus ou moins attachés au parti constitutionnel qui avait fait pourtant bien des progrès, depuis les Cent-jours, dans le pays ; car la constitution était une sorte de terrain neutre sur lequel se rencontraient toutes les fractions, toutes les nuances de l'opposition, née des regrets du passé ou des inquiétudes de l'avenir. Le patriotisme le plus tiède avait de quoi s'enflammer, en présence de l'intolérable situation que les alliés des Bourbons avaient faite à la France. Fouché, Fouché lui-même, dans un rapport qu'il adressa au roi sur l'état intérieur du royaume, se vit forcé d'avouer une partie de la vérité : « Les ravages de la France sont à leur comble, disait le ministre de la police ; on ruine, on dévaste, on détruit tout, comme s'il n'y avait pour nous ni paix ni composition à espérer. Les habitants prennent la fuite devant les soldats indisciplinés ; les forêts se remplissent de malheureux qui vont y chercher un dernier asile. Les moissons vont périr dans les champs. Bientôt le désespoir n'entendra plus la voix d'aucune autorité, et cette guerre, entreprise pour assurer le triomphe de la modération et de la justice, égalera la barbarie de ces déplorables invasions dont l'histoire ne rappelle le souvenir qu'avec horreur. » Ce rapport, où Fouché ne décrivait pas encore tous les maux de la patrie, était une protestation publique contre les complots des souverains coalisés qui, au mépris des engagements les plus solennels, voulaient opprimer, démembrer, ruiner et avilir la France. Louis XVIII était d'accord avec Talleyrand, pour faire, en quelque sorte, un appel au peuple français et dénoncer au tribunal de l'opinion les projets hostiles des prétendus pacificateurs de l'Europe. Louis XVIII, d'ailleurs, sentait bien qu'il ne pouvait accepter, sans paraître avoir la main forcée, le traité désastreux que ses alliés lui offraient pour prix de leurs services intéressés. Il avait déjà blessé le sentiment national, en ordonnant, à titre de réquisition de guerre, un impôt de cent millions, dont la perception rencontrait bien des obstacles ; il comprit que s'il ne repoussait pas avec indignation et mépris les injustes exigences de ses

protecteurs couronnés, il devait faire semblant d'y résister avec éciat. Les trois souverains, avec lesquels il s'était uni d'avantage par lui-même et par ses intermédiaires secrets, les empereurs de Russie et d'Autriche et la roi de Prusse, se prêtèrent à cette rouerie, dont l'invention appartenait certainement au roi de France. Ils avaient donc arrêté successivement deux ultimatums qui imposaient à la monarchie des Bourbons les conditions les plus onéreuses et les plus humiliantes : démembrement du territoire, cession de places fortes, contribution de guerre; occupation militaire, c'étaient toujours les mêmes bases du nouveau traité de paix, que Talleyrand travaillait à ramener à l'exécution des promesses du traité du 25 mars. Talleyrand ne s'aperçut pas qu'on avait à cœur de se débarrasser de lui et de sa suprématie jalouse et tyrannique : il n'avait plus, comme au congrès de Vienne, la haute main dans la diplomatie; il agissait à peine sur lord Castlereagh, en agissant sur lord Wellington qui demeurait encore sous le prestige et la domination de ce grand remueur de petites intrigues politiques; mais les autres plénipotentiaires, Capo d'Istria, qui avait remplacé Nesselrode, pour la Russie, Hardenberg, pour la Prusse, et Mellernich, pour l'Autriche, ne semblaient nullement disposés à faire fléchir leurs résolutions devant les habiles instances du prince de Bénévent. Celui-ci se croyait fort de la confiance absolue de Louis XVIII; mais Fouché, qui voyait plus clair et plus loin, à l'horizon politique, Fouché, qui savait par sa police toucher du doigt le fond des choses, jugea que sa place n'était plus tenable pour lui au ministère et que le cabinet tout entier devait tomber sous les coups déguisés de la faction ultra-royaliste. Cette faction, dont le comte d'Artois et la duchesse d'Angoulême étaient toujours les chefs actifs et palents, pouvait compter à la fois sur la chambre des députés et sur le conseil privé du roi : il n'essaya même pas de lutter contre les progrès de cette faction qui lui jetait tous les jours au visage les noms de *jacobin* et de *régicide*; le 16 août, dès que l'ultimatum des plénipotentiaires fut signifié au cabinet, il porta sa démission au roi qui la reçut avec empressement : il demanda et il obtint, en échange du ministère de la police, l'ambassade de France à la cour de Saxe. Il se ménageait ainsi une retraite honorable hors du royaume où il laissait tant d'implacables ressentiments derrière lui. Sa fidèle police l'avertit qu'il devait être assassiné sur la route d'Allemagne : il sortit de Paris, déguisé, sous un faux nom, et arriva sans accident à Amiens où était le premier poste de l'armée anglaise : il trouva là une escorte qui l'accompagna jusqu'à Bruxelles. Les voitures de sa maison, qu'il avait fait partir par la route de Strasbourg, furent visitées plusieurs fois par des émissaires envoyés pour le tuer. Il connaissait les secrets de tant de monde, que son ambassade à Dresde ne rassurait pas ceux qu'il pouvait perdre ou déshonorer. Talleyrand ne persista pas moins à se maintenir au ministère, d'autant plus qu'il se regardait comme indispensable dans des circonstances aussi difficiles : il avait enfin ouvert les yeux sur les menées du parti *purement royaliste*, qui contreminait son administration et sa diplomatie; il ne craignit

pas d'attaquer en face ce parti qu'il représenta au roi comme nuisible aux intérêts de la France et dangereux pour la couronne; mais la note qu'il remit à Louis XVIII, pour l'inviter à éloigner *les ennemis de toute monarchie tempérée*, n'eut aucun effet : le roi lui fit entendre et finit par lui déclarer, en plein conseil des ministres, que les puissances alliées consentiraient à signer la paix en accordant de meilleures conditions à la France, si la direction des affaires changeait de main et d'influence. Talleyrand, piqué au vif dans son amour-propre de diplomate, offrit sa démission; le roi le prit au mot et le remercia de se sacrifier ainsi à la raison d'État. Le duc Dalberg et l'abbé Louis imitèrent Talleyrand qui eut la précaution de se réserver cent mille francs de pension en dédommagement de son portefeuille des affaires étrangères. Ce portefeuille passa dans les mains du duc de Richelieu qui avait, d'intelligence avec l'empereur de Russie, préparé la chute du ministère de *fusion*; il en forma un *purement royaliste*; il mit le duc de Feltre à la guerre, le vicomte du Bouchage à la marine, le comte de Vaublanc à l'intérieur, Barbé-Marbois à la justice, et Decazes à la police : tous ces ministres avaient fait leurs preuves pendant les Cent-jours. « Nous avons été joués, dit le prince de Bénévent à ses collègues disgraciés : c'est une intrigue de longue main. »

Ce n'était pas la seule intrigue dont le séjour des souverains alliés à Paris avait été le nœud. Dans le moment même où Talleyrand cédait sa place au duc de Richelieu, un génie occulte organisait une mystérieuse trame entre les empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse. On n'a pas encore découvert quel fut le premier instigateur du traité secret que ces trois souverains signèrent entre eux, le 26 septembre, sans le faire contre-signer par leurs ministres respectifs, traité de *sainte-alliance* qui ne fut connu que plusieurs mois après sa conclusion, lorsque les puissances secondaires y eurent adhéré. L'Angleterre seule refusa toujours de s'y soumettre. Il paraîtrait que l'idée de ce traité étrange, qui rappelle les pactes de l'association wehmique au moyen âge, appartient à une femme, célèbre par son esprit et par ses prétentions à l'illuminisme le plus germanique, madame de Krudner. Il reste encore à savoir quel est l'oracle, dont madame de Krudner répétait les leçons. Le prince de Metternich, ministre plénipotentiaire de l'empereur d'Autriche, est gravement soupçonné d'avoir imaginé cette ligue offensive et défensive des souverains contre les peuples; madame de Krudner se chargea de couvrir d'un voile mystique et impénétrable l'œuvre de la politique la plus égoïste, et l'on peut attribuer à la plume de cette femme singulière la rédaction du traité conclu au nom de la très-sainte et indivisible Trinité. Rien de plus vague, de plus obscur, que les termes mêmes de ce traité, dans lequel les trois signataires, « ayant acquis la conviction intime qu'il est nécessaire d'associer la marche à adopter par les puissances dans leurs rapports mutuels sur les vérités sublimes que nous enseigne l'éternelle religion du Dieu sauveur », déclarent solennellement « que le présent acte n'a pour objet que de manifester à la face de l'univers leur détermination inébranlable, de ne prendre

pour règle de leur conduite, soit dans l'administration de leurs états respectifs, soit dans leurs rapports politiques avec tout autre gouvernement, que les préceptes de cette religion sainte, préceptes de justice, de charité et de paix ». D'après ces principes, les monarques contractants s'engageaient à se regarder comme frères et à demeurer unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble; à se considérer comme compatriotes, et à se prêter, en toute occasion et en tout lieu, assistance, aide et secours; à se regarder envers leurs sujets et armées comme pères de famille, et à les diriger dans le même esprit de fraternité pour protéger la religion, la paix et la justice; enfin, les trois princes alliés, ne s'envisageant eux-mêmes que comme délégués par la Providence pour gouverner les trois branches d'une même famille, savoir : l'Autriche, la Prusse et la Russie, confessaient ainsi, « quo la nation chrétienne, dont eux et leurs peuples font partie, n'a réellement d'autre souverain que Celui à qui seul appartient en propriété la puissance, parce qu'en lui seul se trouvent tous les trésors de l'amour, de la science et de la sagesse infinie. » Il était difficile de deviner, sous ce jargon jésuitique, le but formidable que se proposait la Sainte-Alliance et les terribles moyens qu'elle devait employer pour l'atteindre : c'était une nouvelle croisade entreprise contre les idées révolutionnaires et l'affranchissement des peuples, en faveur de la légitimité et du despotisme des souverains. Déjà, une grande victime avait été sacrifiée à cette *fraternité véritable et indissoluble* des rois légitimes : Napoléon, confié à la garde de l'Angleterre, voguait vers sa prison de Sainte-Hélène; déjà, les trois alliés, en imposant à la France les conditions les plus dures, commençaient à prouver que le *seul principe en vigueur*, soit entre eux, soit entre leurs sujets, *était de se rendre réciproquement service*. Ce fut pour satisfaire à ce *seul principe*, que les puissances alliées avaient rétabli le roi Ferdinand sur le trône de Naples, et ce roi, un des premiers adhérents au traité de la Sainte-Alliance, se débarrassa d'un compétiteur inquiétant, en l'attirant dans un piège où il périt. Après sa folle et désastreuse expédition tentée au nom de l'indépendance de l'Italie, Murat n'était plus en sûreté à Naples; il en sortit avec quelques-uns de ses officiers, le lendemain de son retour, s'embarqua en cachette et se réfugia dans l'île d'Ischia, pendant que la flotte anglaise se présentait devant Naples et que les Autrichiens y faisaient reconnaître le roi Ferdinand. Murat passa en France, pour assister à la chute de l'Empereur, qui ne voulut pas le revoir. Ce roi détrôné resta donc jusqu'au milieu du mois de juillet, caché dans une maison de campagne voisine de Marseille. Les souverains étrangers lui promettaient une retraite honorable en Allemagne, mais, en même temps, on lui refusait l'autorisation de sortir de France, et Ferdinand l'entourait d'espions. Murat eut beaucoup de peine à se rendre en Corse, où le dépit d'y être oublié lui fit tenter sur le royaume de Naples le même coup de main qui avait réussi à Napoléon au sortir de l'île d'Elbe. Mais il était dupe d'une infâme trahison; à peine débarqué en Calabre, avec une trentaine d'amis dévoués, il se vit assailli par une bande de paysans

conduits par un capitaine de gendarmerie : il n'eut pas même le temps de se défendre ni la liberté de mourir les armes à la main. Traduit devant une commission militaire, par ordre du général Nunziant, il fut condamné à mort, le 13 octobre, et fusillé le même jour. Cette exécution était conforme à l'esprit de la Sainte-Alliance.

Tandis que les souverains alliés prolongeaient leur séjour à Paris, pour achever ce pacte machiavélique de l'absolutisme, la chambre des députés vint fortifier par ses actes l'audacieux parti de la réaction, qui avait son centre au pavillon Marsan. Louis XVIII, dans le discours du trône, laissa transpirer, à travers sa phraséologie constitutionnelle, les tendances, les espérances de ce parti : « Auprès de l'avantage d'améliorer, disait-il, est le danger d'innover. » Le roi, après avoir glissé sur l'*inconcevable défection* qui avait signalé l'*entreprise criminelle* de l'*usurpateur*, annonça la convention qu'il venait de conclure avec ses alliés, non sans éprouver une *profonde peine*. On apprit bientôt quelle était cette convention, que le duc de Richelieu, secondé par Pozzo di Borgo auprès de l'empereur de Russie, avait rendue un peu moins funeste à la France, qu'elle menaçait de l'être sous les auspices de Talleyrand. La signature du traité ne fut définitive que le 20 novembre. L'indemnité pécuniaire aux quatre puissances alliées avait été réduite à sept cents millions, payables en cinq années ; mais, en outre, la France aurait à entretenir pendant cinq ans une armée étrangère de cent cinquante mille hommes, occupant des places fortes et des positions militaires dans les départements du Pas-de-Calais, du Nord, des Ardennes, de la Meuse, de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, où le gouvernement français ne pourrait avoir plus de vingt-deux mille hommes sous les armes, pour le service de ses garnisons. Les fortifications de Huningue devaient être démolies, sans qu'il fût permis à la France de les relever jamais. Les frontières du nord et de l'est étaient resserrées de vingt lieues carrées seulement ; mais, dans les cantons que perdait la France, se trouvait comprise toute une ligne de forteresses, telles que Philippeville et Landau, qui étaient nécessaires à sa défense. La Prusse, la Bavière, les Pays-Bas, la Suisse, la Sardaigne, eurent à se partager la ceinture armée de notre territoire. Quant à la haute suzeraineté sur la principauté de Monaco, elle fut transférée au roi de Sardaigne, dans l'unique but d'humilier la France. Le gouvernement du roi promettait de faire liquider toutes les sommes que le précédent gouvernement pouvait devoir à l'étranger, et de faire indemniser tous les sujets anglais qui avaient souffert des effets de la confiscation et du séquestre en France, depuis l'année 1793. Tel fut le traité que les Bourbons acceptèrent de la magnanimité de leurs alliés, qui, moyennant l'abaissement et l'appauvrissement de la France, confirmèrent entre eux leur alliance du 25 mars 1815, à l'effet d'assurer en France l'ordre de choses fondé sur le maintien de l'autorité royale et de la Charte constitutionnelle. Cependant, ce n'était pas tout à fait cet ordre de choses que demandaient les ultra-royalistes : la Charte octroyée leur semblait une con-

cession révolutionnaire. Les Chambres s'ouvrirent sous l'empire des idées les plus rétrogrades et des sentiments les moins français. La nomination du bureau de la chambre des députés mit en relief cet esprit de réaction dont était animée la majorité : Lainé, le président de la Chambre de 1814, reprit la présidence, pour renouer la chaîne des deux assemblées, interrompue par les Cent-Jours; les vice-présidents et les secrétaires furent choisis parmi les coryphées de l'ultra-royalisme. Presque toute la Chambre, au reste, était d'accord d'opinion; il n'y avait qu'une quarantaine de royalistes constitutionnels qui se groupaient autour de Royer-Collard et du comte de Serre, chefs d'une opposition modérée, et, pour ainsi dire, philosophique. L'opposition libérale devait se composer de deux membres, Voyer d'Argenson et Flaugergues; mais l'élection de ce dernier fut annulée, sous prétexte qu'il ne payait pas complètement le cens d'éligibilité. Quant à la majorité, ils avaient tous fait leurs preuves depuis trente-cinq ans, comme émigrés, comme chouans, comme ennemis de la République et de l'Empire : les noms seuls de Bonald, de Jumilhac, de Castel-Bajac, de Syriès de Mérinhae, de Bétizy, de Poyferré de Cère, de Marcellus, de Puymaurin, et de tant d'autres représentants de la noblesse provinciale, promettaient tout ce que les porteurs de ces noms étaient capables de tenir; ils avaient, d'ailleurs, la plupart, l'excuse de leurs convictions passionnées. Cette foule intelligente, aveuglée par ses préjugés de naissance et d'éducation, était un merveilleux instrument de vote dans la main des ambitieux et des habiles, qui, tels que le baron Pasquier, de Villèle, de Corbière, etc., voulaient faire leurs affaires avant celles du pays. Le comte d'Artois et sa coterie s'étaient faits dans la chambre des députés une influence sympathique; cette influence avait encore plus de portée dans la chambre des pairs, dont les séances n'étaient pas publiques, et qui se prêtait ainsi naturellement à la domination absolue du pouvoir. Parmi les pairs, ceux qui appartenaient à l'Empire par leurs antécédents politiques se trouvaient façonnés d'avance à l'obéissance passive; les anciens nobles, les ex-émigrés, qui formaient les deux tiers de cette assemblée aristocratique héréditaire, ne le cédaient pas en ardeur monarchique aux plus jeunes royalistes de la chambre des députés; à peine si quelques pairs, comme Lanjuinais, entichés de la politique de 89, osaient se rattacher ouvertement à la Charte de 1814 et y voir les racines de la royauté constitutionnelle. Les deux Chambres, en votant l'adresse au roi, furent d'accord pour le pousser dans des voies de rigueur, que le ministère avait déjà préparées. Les pairs osaient *solliciter humblement de son équité la rétribution nécessaire des récompenses et des peines, pour concilier avec les bienfaits de sa clémence les droits de sa justice*. Les députés, pour cimenter la concorde universelle, ne trouvaient rien de mieux que de solliciter aussi la Justice du roi contre ceux qui avaient mis le trône en péril : « Nous vous supplions, disaient-ils, au nom de ce peuple même, victime des malheurs dont le poids l'accable, de faire enfin que la justice marche où la clémence s'est arrêtée. » Louis XVIII s'empressa de

montrer sa fermeté « à maintenir les droits qui doivent assurer (*sic*) la sûreté publique. »

Le ministre de la police Decazes présenta d'abord le projet de loi sur la suspension de la liberté individuelle : « Le roi a promis, dit-il, de vouloir tout ce que veut l'intérêt du peuple. » Cette loi, qui violait la Charte, était donc assimilée à une mesure de salut public et de *sûreté générale*. La commission nommée pour l'examen du projet, n'y vit qu'une *mesure modérée* qui sauverait la liberté de tous, en portant atteinte à la liberté de quelques-uns. Bellart, Pasquier, Hyde de Neuville, défendirent cette loi d'arbitraire contre les amendements et le remaniement complet que Royer-Collard et de Serro voulaient lui faire subir, pour la mettre plus en harmonie avec la législation existante : c'était une arme salutaire et protectrice qu'on avait hâte de confier au *père de famille*, au *plus sage des rois*. Voyer d'Argenson, niant la nécessité de cette loi exceptionnelle, demanda qu'une enquête fût faite sur la situation du royaume, et notamment sur les massacres des protestants dans le midi : « A l'ordre ! » lui cria-t-on de toutes parts, et l'on ne lui permit pas de parler davantage de ces massacres, que la majorité couvrait d'un voile religieux et royaliste. La liberté individuelle fut donc suspendue jusqu'à la prochaine session, et deux cent quatre-vingt-quatorze votants contre cinquante-six décidèrent que tout individu arrêté, comme prévenu de crimes ou délits contre la personne ou l'autorité du roi, contre les personnes de la famille royale ou contre la sûreté de l'État, pourrait être détenu sans jugement, tant que la loi serait en vigueur. Dans la chambre des pairs, cette loi rencontra l'énergique opposition de Lanjuinais, qui la déclarait à la fois inutile et injuste, en l'accusant de rappeler la loi des suspects. Quoique le duc de Brissac, Fontanes et le duc de Raguse essayassent de détruire l'effet produit par ces arguments, en présentant à leur tour cette odieuse loi comme une mesure d'humanité et d'indulgence, l'opinion consciencieuse de Lanjuinais fut soutenue par vingt-neuf votants, qui protestèrent contre l'adoption du projet, tel que l'avait voté la chambre des députés. Ce premier succès, obtenu par les *vrais* royalistes, leur en garantissait un second. Le projet de loi sur les éris séditieux, apporté par Marbë-Marbois, comme le corollaire indispensable de la suspension de la liberté individuelle, ne sortit des mains de la commission chargée de l'examiner, qu'avec une monstrueuse aggravation de pénalité. Dans la discussion, qui commença le 17 octobre à la chambre des députés, les peines à infliger aux *bonapartistes* exercèrent l'imaginative des orateurs de l'extrême droite : Humbert de Sesmaisons demanda la peine de mort, au lieu de la déportation, contre les auteurs de éris, de propos ou d'actes séditieux ; Piet et Josse de Beauvoir ne demandèrent que les travaux forcés à perpétuité, mais la peine de mort eut un plus grand nombre de partisans. De Montcalm, Castel-Bajac, Sallaberry, de Trinquelague, et vingt autres rivaux en royalisme plutôt qu'en éloquence, appuyèrent la réclamation de Humbert de Sesmaisons ; il fallut que des juriconsultes, Marbë-Marbois lui-même, vinssent à la tribune

constater les terribles souffrances attachées à la déportation, pour que la majorité renouât à la peine de mort, qui lui souriait davantage. Cette loi menaçante, votée par deux cent quatre-vingt-treize voix contre soixante-neuf, définissait les cris, les discours et les actes *séditieux*, qui devaient être punis de la déportation et de l'emprisonnement avec amende. Elle fut soumise à la sanction de la chambre des pairs, où l'on discuta encore la question de pénalité avec une sorte de fureur sanguinaire : « A quels crimes la mort serait-elle réservée, s'écria de Frondeville, si l'on craint d'en frapper des misérables qui ont provoqué la chute du trône, le renversement de l'État, la mort de la société ? » Le comte Cornet, de Rougé, de Sèze, s'indignèrent contre la *douceur* de la loi et l'*indulgence* du gouvernement : « Les publicistes les moins sévères, dit de Sèze, le défenseur de Louis XVI, ont pensé que la mort était la seule peine convenable aux attentats qui ont pour objet la destruction du corps politique. » La déclamation de cet avocat, qui appelait *infâme* le drapeau tricolore, et *monstres* les partisans de l'Empereur, inspira sans doute à quelques pairs le triste courage de réclamer la peine de mort contre quiconque arborerait le drapeau tricolore, sonnerait le tocsin ou invoquerait le nom de l'usurpateur. Chateaubriand prit texte de ce projet de loi pour s'apitoyer en phrases sentimentales, sur le sort des émigrés qui deviendraient coupables, en se plaignant trop haut d'avoir été dépouillés de leurs biens révolutionnairement : « Irait-on leur imposer un silence que rompraient, au défaut des hommes, les pierres même qui servent de bornes aux héritages dont on veut rassurer les possesseurs ? » De Pastoret et Molé, au nom du ministère, soutinrent que la peine de la déportation était suffisante pour les besoins du moment. Lally-Tollendal, qui se souvenait de l'inique condamnation de son père, protesta seul contre les entraînements de cette sévérité : « Il n'y a de juste, en matière de peines, dit-il, que ce qui est nécessaire; il n'est permis de retrancher de la société, comme d'un corps malade, que ce qu'il y a d'absolument incurable, et il faut conserver avec soin, traiter avec ménagement, tout ce qui offre encore quelque espoir de guérison. » La loi n'en fut pas moins adoptée, à la majorité de cent vingt et une voix sur cent cinquante-six votants.

Le ministère, le gouvernement ne se trouvaient pas encore assez armés par ces deux lois formidables : le duc de Feltre présenta la loi sur le rétablissement des cours prévôtales, loi destinée selon lui, à faire renaître le calme dans le royaume et à intimider les méchants. La commission, nommée dans la chambre des députés pour l'examen du projet, en aggrava encore les dispositions, sans accepter toutefois le principe de rétroactivité introduit dans ce projet, et voulut remettre en vigueur le supplice du gibet. Le comte de Serre faisait pourtant partie de cette commission, dans laquelle de Trinquelague et Clauzel de Coussergues firent prévaloir leur avis. La discussion publique s'ouvrit le 4 décembre. Cette affreuse loi, que Royer-Collard et Cuvier s'étaient chargés de défendre au nom du gouvernement, créait dans chaque

département une cour de justice composée d'un président, d'un prévôt, ayant eu moins le grade de colonel, et de quatre juges choisis dans le tribunal de première instance. Le plus jeune de ces juges remplissait les fonctions d'assesseur; le prévôt avait mission de rechercher et de poursuivre tous les crimes, notamment ceux que la législation nouvelle classait dans la catégorie des attentats et délits politiques. L'interrogatoire des prévenus, l'instruction de leur cause et le jugement devaient avoir lieu presque sans désemparer; l'arrêt, rendu en dernier ressort et sans recours en cassation, était exécutoire dans les vingt-quatre heures. Duplessis-Grenédan inaugura la discussion, en insistant pour relever le gibet à la place de la guillotine; mais le débat s'attacha moins au genre de supplice qu'à la question de rétroactivité. Corbière, Pardessus et de Montcalm se prononcèrent en faveur de cette question; Pasquier, de Serre et Cuvier la combattirent : « Nous avons à peu près atteint, dit ce dernier, ce juste milieu qui, en politique comme en morale, est le chemin le plus sûr pour arriver au bien. » Il n'y eut, dans toute la chambre des députés, que dix boules noires pour voter le rejet de la loi accueillie par deux cent quatre-vingt-dix suffrages! Dans la chambre des pairs, où la loi votée par les députés ne fut mise en discussion que le 45 décembre, l'opposition compta une voix de plus pour repousser cette loi, qui, dit Lanjuinais, « porte une atteinte à l'institution du jury, imprime à la législation française une marche rétrograde, attaque les franchises les plus précieuses du citoyen, et offense la majesté du trône par une rigueur qui n'est ni dans les intentions ni dans l'intérêt du monarque. » Mais, au moment où la chambre des pairs accordait sa sanction au rétablissement des cours prévôtales, elle leur avait déjà donné l'exemple de l'injustice et de la cruauté : le maréchal Ney n'existait plus.

Arrêté dans le département du Cantal où il était caché, le maréchal fut amené à Paris, interrogé par Decazes alors préfet de police, et traduit devant un conseil de guerre. Le maréchal Moncey, doyen des maréchaux, fut désigné par le ministre de la guerre pour présider ce conseil; mais il refusa d'en faire partie et il osa, dans la lettre noble et courageuse qu'il exprimait ce refus, adresser des représentations et presque des menaces au roi : « Réfléchissez, sire; il est bien dangereux, surtout bien impolitique, de pousser des braves au désespoir. Ah! peut-être si le malheureux Ney avait fait à Waterloo ce qu'il fit tant de fois ailleurs, peut-être ne serait-il pas traîné devant une commission militaire! Peut-être ceux qui demandent aujourd'hui sa mort, imploreraient sa protection! » En réponse à une pareille lettre, le maréchal fut destitué, par ordonnance du roi, et condamné à trois mois d'emprisonnement. Le 10 novembre, un nouveau conseil de guerre, présidé par le maréchal Jourdan et composé de trois maréchaux de l'Empire Masséna, Augereau et Mortier, de trois lieutenants-généraux du roi, Villatte, Claparède et Gazan, vit comparaître le maréchal, assisté des avocats Berryer et Dupin. Après l'interrogatoire du maréchal, le conseil se déclara incompétent à la majorité de

cinq voix contre deux. Louis XVIII et surtout Monsieur avaient fait de la condamnation du maréchal une question d'État. La décision du conseil de guerre exaspéra les ultra-royalistes. Le lendemain même, le duc de Richelieu portait l'accusation devant la chambre des pairs : « Ce n'est pas seulement au nom du roi que nous remplissons cet office, dit le ministre, c'est au nom de la France depuis longtemps indignée et maintenant stupéfaite; c'est même au nom de l'Europe, que nous venons vous conjurer et vous requérir à la fois de juger le maréchal Ney. » Cette déclaration ne laissait pas d'espoir à la défense. Ney comparut devant ses juges, le 21 novembre, avec les deux habiles avocats qui l'avaient déjà conseillé. L'instruction criminelle avait été dirigée par le baron Séguier, premier président à la cour royale de Paris, le procureur-général près la même cour, Bellart, connu par son royalisme fougueux et par son éloquence ampoulée, remplissait les fonctions du ministère public. L'acte d'accusation, dans lequel les injures et les calomnies n'étaient point épargnées à *Bonaparte, débarquant à la tête d'une bande de brigands de plusieurs nations*, représentait le maréchal Ney comme auteur d'une trahison préméditée et organisée. L'accusé réclama les délais nécessaires pour faire citer des témoins à décharge et préparer ses moyens de défense. La Chambre s'ajourna, comme à regret, au 4 décembre. Ney avait fait déclarer, par ses avocats, qu'il n'y eut, dans son *action*, « ni intention perfide, ni véritable trahison. » Deux témoins à charge, deux traîtres, le général Bourmont et le colonel Clouet, osèrent accuser le maréchal d'avoir trahi Louis XVIII, en donnant lui-même à ses troupes le signal de la défection, lorsque la division qu'il commandait à Lons-le-Saulnier était animée du meilleur esprit royaliste. Ney démentit avec énergie cette double déposition, et prenant à témoin la mémoire du général Lecourbe, il l'interpella contre tous ces témoignages, *devant un tribunal plus élevé, devant Dieu*, dit-il, *qui nous entend tous !* Le maréchal avait cité plusieurs témoins, notamment le prince d'Eckmull, le comte de Bondy et le général Guilleminot, à l'effet d'établir que la capitulation de Paris avait stipulé formellement la sûreté des personnes qui avaient pris part aux événements politiques des Cent-Jours. « Sans cette convention protectrice, s'écria le maréchal, croit-on que je n'aurais pas préféré périr le sabre à la main ! » Le procureur-général et le garde des sceaux s'opposèrent à ce que les articles de la capitulation de Paris fussent discutés; le premier, qui conclut dans son réquisitoire à l'application de la peine capitale, interrompit le plaidoyer de Berryer, qui voulait prouver que cette capitulation signée par les chefs des armées anglaise et prussienne engageait aussi leur allié Louis XVIII. Bellart, jouant l'indignation, avertit l'avocat qu'il fallait que le maréchal cherchât sa défense dans les lois françaises et non dans les traités des puissances étrangères. Le second avocat, Dupin, crut avoir trouvé un argument victorieux en plaidant que le maréchal, né à Sarrelouis, n'était plus Français par suite du traité du 20 novembre qui détachait Sarrelouis du territoire de la France. « Oui, je suis Français,

s'écria le maréchal repoussant ce moyen de défense, et je mourrai libre. Je remercie mes défenseurs du dévouement qu'ils m'ont témoigné et qu'ils me témoignent encore ; mais qu'ils cessent ma défense plutôt que de la présenter incomplète. Je fais comme Moreau, j'en appelle à l'Europe et à la postérité. » L'assemblée resta en délibération depuis cinq heures du soir jusqu'à onze. Cinq pairs refusèrent de voter en se fondant sur ce que la défense n'avait pas été libre ; Talleyrand, Jaucourt et Gouvion Saint-Cyr se récusèrent comme ayant participé à l'acte d'accusation ; Augereau se récusa aussi comme ayant siégé dans le conseil de guerre devant lequel le maréchal Ney avait été traduit ; les pairs ecclésiastiques s'abstinrent de prendre part au vote : il y avait cent cinquante-neuf votants, il y eut cent cinquante-huit voix pour répondre affirmativement sur le chef de haute trahison : dix-sept voix seulement, contre cent trente-huit, se prononcèrent pour la déportation. Le maréchal fut condamné à la peine de mort. Aussitôt, le conseil des ministres se réunit avec l'espoir d'obtenir du roi la grâce de l'illustre condamné ; mais Louis XVIII fut inflexible : il ne voulut rien entendre et se coucha, en ordonnant que l'arrêt fût exécuté avant son réveil. Le maréchal était gardé à vue dans sa prison du Petit-Luxembourg, par des gardes nationaux royalistes, *de bonne volonté*, qui n'avaient pas honte de faire l'office de geôlier, pour être plus sûrs de ne pas voir cette grande victime leur échapper ; car les amis et la famille de Ney travaillaient à son évasion. Personne n'avait cru que l'exécution pût être si prompte et si imprévue. A quatre heures du matin, on vint réveiller le maréchal qui dormait d'un profond sommeil : on lui lut son arrêt qu'il entendit froidement et on le laissa seul avec sa femme et ses enfants. Après des adieux déchirants qui brisèrent son cœur sans affaiblir sa force d'âme, il eut à peine le temps de faire ses dernières dispositions. Le curé de Saint-Sulpice, qui s'était déjà présenté, revint vers huit heures et descendit avec lui : ils montèrent tous deux dans la voiture du grand-référendaire, de Sémonville. « Montez le premier, monsieur le curé, avait dit le maréchal, Je serai plus tôt que vous là-haut. » La voiture traversa le jardin du Luxembourg et s'arrêta sur l'esplanade située hors de la grille qui fait face à l'Observatoire : « Quoi ! c'est ici ! » s'écria Ney. Il pensait qu'on le mènerait dans la plaine de Grenelle où s'était portée, avec la même pensée, une foule énorme de curieux et peut-être de défenseurs. Le maréchal comprit pourquoi on avait changé ainsi le lieu de l'exécution : on craignait que le peuple ne le délivrât. Il descendit vivement de la voiture et alla se placer, au pied d'un mur de clôture, vis-à-vis d'un peloton de vétérans, qui l'attendait. « Je déclare en face de Dieu, dit-il, d'une voix ferme, que je n'ai jamais été traître à ma patrie. Puisse ma mort la rendre plus heureuse ! Vive la France ! » Les vétérans pleuraient. « Soldats, faites votre devoir, leur cria-t-il : droit au cœur ! » Il tomba frappé de douze balles. Le corps, enlevé et déposé à l'hôpital de la Charité, fut inhumé le lendemain, sans cérémonie, au cimetière du Père-Lachaise. Les traces des balles et les taches de sang ne restèrent pas longtemps sur le mur, contre lequel Ney

avait été fusillé; la police les fit disparaître, sans pouvoir effacer sur le front des juges la tache indélébile de cet assassinat juridique.

Le ressentiment des Bourbons n'était pas satisfait. Une autre victime des Cent-Jours devait être livrée à un supplice plus infamant et moins mystérieux. Le comte de Lavalette, ancien aide de-camp de l'Empereur, avait comparu en cour d'assises le 20 novembre. Il était accusé de complot contre le chef de l'État, et d'usurpation de fonctions publiques sous le gouvernement royal; car, le 20 mars, après le départ de Louis XVIII, il avait repris, d'autorité, la direction des postes qu'il occupait sous l'Empire, et il avait, le jour même, envoyé dans les départements une dépêche annonçant le retour de l'Empereur à Paris. Cette dépêche avait, en effet, décidé par toute la France l'explosion de l'enthousiasme bonapartiste. Lavalette fut condamné à mort, par un jury, dont la composition répondait d'avance de l'issue du procès. Le pourvoi, formé devant la Cour de cassation, qui le rejeta le 19 décembre, avait laissé le temps à madame de Lavalette, à ses parents et à ses amis, de faire des démarches actives pour obtenir la grâce du condamné. Mais le roi et sa famille se montrèrent inexorables. Madame de Lavalette, vêtue de deuil comme une veuve, alla se jeter tout en larmes aux pieds de la duchesse d'Angoulême; celle-ci se détourna d'un air glacial et passa outre. « Il faut un exemple! » répétaient les échos du parti ultra-royaliste. L'exécution était fixée au 25. La veille, madame de Lavalette, accompagnée de sa fille, âgée de douze ans, et d'une gouvernante, se présenta vers quatre heures du soir, en chaise à porteurs comme à l'ordinaire, pour visiter son mari à la Conciergerie, et fut admise auprès de lui. On la vit, peu d'instant après, sortir de la prison avec la gouvernante et l'enfant qui avaient l'air de la soutenir et de partager sa douleur : elle cachait sa figure dans son mouchoir et sanglotait. Quand le portier entra dans la prison de Lavalette, il n'y trouva plus que sa femme qui avait favorisé l'évasion du condamné en changeant de vêtement avec lui. On courut à la poursuite du fugitif qui, enveloppé de fourrures et coiffé d'un chapeau de femme à larges bords, était parvenu à déguiser sa grande taille et ses formes masculines, en passant à travers les gendarmes et les guichetiers. Une fois arrivé sur le quai, il y avait trouvé un cabriolet qui le mena bientôt en lieu sûr. On s'épuisa en recherches infructueuses pour découvrir sa retraite; on envoya son signalement sur toutes les routes; on fit jouer le télégraphe dans toutes les directions : la police se mit partout en campagne. On avait répandu le bruit qu'il était déjà hors de France; mais la police ne gardait pas avec moins de vigilance les barrières de Paris, et elle le guettait au passage. Ce furent trois officiers anglais qui se chargèrent de le conduire à la frontière des Pays-Bas : le général Wilson, le capitaine Hutchinson et sir Bruce ne connaissaient pas Lavalette; mais le dévouement de sa femme et l'originalité de son évasion les avaient portés à lui rendre un service qui n'était pas sans danger pour eux. Lavalette, en uniforme de quartier-maître anglais, assis à côté de Wilson dans une voiture ouverte, sortit de Paris sans être reconnu, et gagna

la frontière belge. Il se retira ensuite en Bavière, et fut gracié cinq ans plus tard. Ses trois sauveurs, de retour à Paris, eurent à se défendre en justice d'avoir aidé sa fuite : on les accusa de complot contre l'État, on se fonda sur quelques lettres interceptées par le cabinet noir de la poste; on avait rattaché cette accusation à celle du guichetier de la prison de Lavalette; mais les monstrueuses déclamations du procureur général Bellart ne réussirent pas à faire d'un acte de généreuse humanité un crime capital, et, si le guichetier ne put échapper à un arrêt sévère, ils furent seulement condamnés à trois mois d'emprisonnement et aux frais du procès. L'opinion publique les avait absous et récompensés d'avance. Quant à madame de Lavalette, elle ne fut pas jugée : elle était restée folle, et elle ne recouvra jamais la raison. C'était pour les ultra-royalistes une cruelle déception, que la fuite de Lavalette au moment où l'on dressait son échafaud. Ils ne dissimulèrent pas leur dépit et leur rage dans leurs journaux comme dans leurs discours à la chambre des députés; on entendit Humbert de Sesmaisons et de Bouville se plaindre avec amertume de ce que le coupable n'avait pas reçu le *prix de ses attentats*, accuser hautement le ministère et de négligence et de faiblesse, et réclamer pour l'aveur plus de sollicitude et de respect à l'égard de la *vengeance publique*.

Le ministère n'avait pourtant pas attendu l'évasion de Lavalette, pour apporter à la chambre des députés un projet de loi d'amnistie qui n'était qu'un nouveau mode de proscription; le lendemain même de la mort du maréchal Ney, le duc de Richelieu présenta ce projet qui accordait amnistie pleine et entière à tous ceux qui directement ou indirectement avaient pris part à la rébellion et à l'usurpation de *Buonaparte*, à l'exception des individus désignés dans l'ordonnance du 24 juillet : ceux compris dans l'article premier de cette ordonnance, restaient sous le coup d'une accusation capitale; ceux compris dans l'article second, devaient sortir du royaume dans le délai de deux mois; tous les membres et alliés de la famille de l'*usurpateur* et leurs descendants, jusqu'au degré d'oncle et de neveu, étaient bannis à perpétuité. La chambre accueillit avec transport ces mesures de rigueur, en criant *vive le roi*; mais elle ne tarda pas à les trouver trop douces et trop étroites. Une commission fut nommée pour examiner quatre autres propositions d'amnistie que le comte de La Bourdonnaie, le marquis de Bouville, Duplessis-Grenédan et de Germiny avaient opposées au projet du gouvernement; cette commission se composait des membres les plus ardents de la droite; elle recevait d'ailleurs les inspirations du pavillon Marsan, où le royalisme pur avait toujours son comité directeur : elle changea donc de fond en comble le projet d'amnistie présenté par le cabinet, et elle lui substitua une rédaction entièrement nouvelle, empruntée surtout au projet draconien de La Bourdonnaie. Corbières fut le rapporteur de cette étrange loi d'amnistie, qui réservait trois catégories de coupables, outre ceux nommés par les articles premier et second de l'ordonnance du 24 juillet, et qui promettait ainsi mille ou quinze cents juge-

ments aux cours prévôtales. L'exception frappait à la fois ceux qui avaient été complices du retour de l'île d'Elbe, et tous les préfets, maréchaux et généraux qui avaient reconnu l'Empereur avant le 23 mars; le famille de Bonaparte, en ligne ascendante et descendante, était exclue du royaume, avec défense d'y reparaitre sous peine de mort. Les conventionnels régicides qui auraient signé l'Acte additionnel, ou accepté des fonctions publiques pendant les Cent-Jours, étaient également bannis à perpétuité. Enfin le principe odieux de la confiscation se voyait rétabli dans le Code sous le titre d'*indemnités*. Le rapporteur, tout en glorifiant l'*indépuisable clémence* du roi, déclara insuffisantes les listes d'exception dans lesquelles le gouvernement voulait se renfermer, et demanda un plus grand nombre de victimes avec le ton le plus calme et l'air le plus conciliant. La discussion commença le 2 janvier; plus de cent orateurs s'étaient inscrits pour prendre part au débat; le projet de loi des ministres fut attaqué avec passion, comme n'atteignant point assez de coupables : « La faiblesse, dit Boudert, provoque avec plus d'éclat la chute des empires que le despotisme. » L'implacable La Bourdonnais, qui avait le premier inventé les *catégories* à mettre hors la loi, défendit son système de proscription, en invoquant la religion, la royauté et la justice : « La divine Providence, toujours profonde dans ses desseins, s'écria-t-il avec un horrible sang-froid, livre enfin dans vos mains les artisans de nos premiers crimes et de nos derniers malheurs. » La majorité se prononçait pour les lois de sang, et réclamait les exécutions. Siméon eut beau dire : « Ce n'est pas de sang que la France a soif, c'est de paix, de bonheur, de tranquillité ! » Plusieurs ministres, surtout de Vaublanc et Decazes, supplièrent la Chambre de ne pas dépasser les intentions du roi et de laisser à la loi son caractère d'amnistie générale, en restreignant le nombre des exceptions : ils furent accueillis par des murmures et des marques de défiance. Lours emis, leurs complaisants, qui avaient le mot d'ordre, s'élevèrent énergiquement contre le projet de la commission, et repoussèrent en principe les *catégories* comme les *indemnités* : « Exiger des indemnités serait le plus sûr moyen d'allumer le guerroy civil », dit Pasquier, qui supplia ses collègues, *au nom du salut de la France*, de rejeter l'*ouvrage* de la commission. Les royalistes constitutionnels, évertis par leurs chefs Royer-Collard et de Serre, comprirent enfin que le projet de la commission, auquel la Chambre donnait la préférence, violait ouvertement la Charte. Ce projet néanmoins l'eût emporté, si le duc de Richelieu n'avait imaginé une sorte de transaction, de concert avec quelques membres influents de la droite. Il fut décidé que l'on se rallierait au projet du gouvernement, pourvu que le ministère consentit à y ajouter un article relatif au bannissement des régicides. On pourrait croire que cette lutte éclatante entre le ministère et la majorité, sur la question de l'amnistie, avait été préparée pour mieux faire ressortir la *magnanimité* de Louis XVIII : « Depuis Tibère jusqu'à Bonaparte, dit le duc de Richelieu, les confiscations ont été présentées sous le titre d'indemnités. Laissons à l'auguste famille des Bourbons la gloire de les avoir abolies et d'avoir aboli

cet héritage de peines. » De Vaublanc conjura la Chambre, *au nom du respect sacré dû à la Charte*, de ne point se laisser entraîner à rétablir la confiscation. Néanmoins, confiscation et catégories ne furent repoussées qu'à une très-faible majorité. Quant à la proscription eu masse de la famille de l'Empereur, elle fut votée par acclamation. Le marquis de Bithisy résuma, pour ainsi dire, les sentiments qui avaient présidé à cette triste discussion, en commentant cet axiome du parti ultra-royaliste : « Peut-on être plus sévère que le roi ! » Il termina son étrange argumentation par ce cri de ralliement des *soldats de l'autel et du trône* : « Vive le roi quand même ! » La chambre des pairs, devant laquelle le duc de Richelieu défendit Louis XVIII d'avoir *provoqué* le bannissement des régicides, adopta sans modifications cette affreuse loi d'amnistie. Ceux qu'elle exceptait et qu'elle n'atteignait pas n'avaient pas attendu qu'elle fût votée, pour échapper à ses fatales conséquences ; ils s'étaient exilés volontairement, ils avaient cherché une retraite à l'étranger ; mais, en sauvant leur tête, ils ne sauvèrent pas tous leur fortune ; la plupart d'ailleurs étaient pauvres, les régicides surtout, et l'on en vit plusieurs errer de ville en ville, comme des mendiants, sans trouver où reposer leur tête ; les plus illustres d'entre eux ne rencontrèrent pas sans doute la même rigueur, de la part des souverains de la Sainte-Alliance : on leur assigna des lieux de résidence, et, loin de les persécuter, on les entoura de quelques égards ; Carnot put se fixer successivement à Varsovie et à Magdebourg ; Fouché, à Prague, à Lintz et à Trieste ; le peintre David emporta ses pinceaux à Bruxelles ; le poète Arnault, sa plume ; d'autres se retirèrent en Silésie, en Moravie, en Pologne, en Suisse ; mais le plus grand nombre ne se crut pas en sûreté sous la main de la coalition européenne, et, pour fuir les représailles des rois, ils allèrent demander l'hospitalité aux États-Unis de l'Amérique, où se réfugièrent Vandamme, Grouchy, Exelmans, les deux frères Lallemant, Lefebvre-Desnouettes, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, et une foule d'autres, hommes d'État ou hommes de guerre, qui avaient été proscrits ou qui couraient risque de l'être. Ils furent du moins accueillis avec une consolante sympathie dans cette jeune république qui comptait des Français parmi ses fondateurs.

La loi d'amnistie et celle des cours prévôtales étaient les instruments de vengeance et de terreur, que le gouvernement employait pour se consolider, et pendant tout le cours de l'année 1816, ces deux lois sanguinaires ne cessèrent de menacer ou de frapper les bonapartistes. On comprenait aussi sous cette désignation générale quelques rares républicains qui regrettaient la République, sans travailler à la rétablir, et que leurs antécédents avaient mis en suspicion. On poursuivait, on inquiétait, on attaquait l'opposition, sous quelque forme, sous quelque nom qu'elle osât se produire ; on cherchait, on créait des occasions de *faire des exemples*. Toutes les prisons étaient pleines de suspects politiques ; tous les tribunaux à l'envi prononçaient des condamnations foudées sur la loi des cris séditieux. Le cri de *vive l'Empereur*, proferé même en état d'ivresse, semblait un crime irrémissible, que plusieurs

soldats expièrent par la peine de mort. La déportation, c'est-à-dire la prison perpétuelle, punissait plus ordinairement les auteurs de cris bonapartistes, surtout dans les départements où la loi des cours prévôtales avait une action immédiate et terrible. Les bagnes se remplissaient de malheureux qui n'avaient pas commis d'autre délit, que d'outrager quelque image ridicule des Bourbons, ou de manifester tout haut le désir de voir reparaitre Napoléon. Jamais, à aucune époque, la police ne prit des proportions plus effrayantes dans le gouvernement : le ministre, qui la dirigeait avec plus d'habileté que de moralité, multiplia d'une manière inusitée le nombre de ses agents et les répandit dans tous les rangs de la société. On fit alors un déplorable abus d'un des plus malhonnêtes expédients de cette police occulte conçue et organisée par Fouché : on se servit d'agents provocateurs, pour forcer les ennemis de la monarchie à se compromettre, à se trahir, à se livrer eux-mêmes ; de là, tant de prétendus complots, tant de sociétés secrètes, tant de monstrueux procès criminels, tant de condamnations iniques ! Il n'y avait en France qu'une seule société secrète, dont tous les membres s'étaient affiliés tacitement : c'étaient ceux qui s'indignaient du joug de l'étranger, ceux qui se souvenaient des gloires de l'Empire, ceux qui rêvaient l'indépendance de la patrie : c'étaient, en général, d'anciens militaires, des *braves* de cette armée de la Loire qu'on avait licenciés comme une horde de *brigands*. Le rôle de la police fut donc de rallier entre elles toutes ces individualités mécontentes et hostiles, pour les amener à former des corps saisissables et justiciables des tribunaux. Le premier et le plus imposant résultat de cette affiliation bonapartiste fut la conspiration dite *des patriotes de 1816*. L'agent provocateur, nommé Scheltien, disparut après avoir achevé son œuvre de perfidie : plus de trois cents personnes furent arrêtées ; vingt-huit accusés seulement furent traduits aux assises de la Seine, comme auteurs ou adhérents d'un attentat contre la vie du roi et de sa famille, attentat ayant pour but de changer l'ordre du succèsibilité au trône. Ces conspirateurs appartenaient presque tous aux classes ouvrières : ils avaient, en effet, sous l'inspiration de Scheltien, fabriqué et distribué des cartes d'associés, avec cette inscription : *Union, Honneur, Patrie* ; mais, tout en proclamant le principe de l'indépendance nationale et en appelant au trône Napoléon II, ils n'étaient point allés encore jusqu'à un commencement d'exécution de leurs projets, lorsque la police, qui les avait fait agir, les fit juger : trois d'entre eux, Pleignier, corroyeur, Carbonneau, maître d'écritures, et Tolleron, ciseleur, eurent les honneurs d'une condamnation à mort, que devait rehausser le supplice des parrieides ; conduits à la place de Grève, en chemise, nu-pieds, la tête voilée d'un crêpe, ils subirent leur peine avec héroïsme : « Coupe cette main qui a défendu la patrie ! » dit Tolleron, en tendant son poignet au bourreau. Cinq ou six autres conspirations du même genre, celle du *Lion dormant*, des *Vautours de Bonaparte*, etc., celle de l'*Épingle noire*, qui, après deux années d'instruction, n'eut qu'un dénouement insignifiant devant les assises, prouvèrent avec quel

empressement, avec quelle facilité les ennemis de la Restauration entraient dans une trame dirigée contre le gouvernement. La police trouvait partout des complices merveilleusement préparés à servir la cause de Napoléon II. Cette impatience si générale de changer l'ordre de choses établi par la coalition européenne, témoignait du peu de sympathie que la cause des Bourbons avait alors dans la nation qui gardait contre eux toute sa vieille répugnance. Mais, à côté du mouvement provocateur de la police, on remarquait un autre mouvement de propagande libérale, qui émanait du carbonarisme italien. L'Italie, vers 1808, avait formé, pour protéger sa nationalité opprimée, un vaste réseau d'associations secrètes qui n'avaient jamais révélé leur existence formidable que par des actes isolés et qui se proposaient pour but la fondation de la liberté italienne. La franc-maçonnerie donna de prodigieux développements au carbonarisme que l'Allemagne accueillit comme une religion mystérieuse. Tous les souverains avaient été d'accord pour s'opposer aux progrès de cette espèce de conspiration universelle en faveur de la liberté des peuples. La Sainte-Alliance des rois fut en quelque sorte, la dernière digue opposée à ce torrent, qui fit invasion en France après la chute de l'Empereur et qui essaya d'abord de renverser le trône de Louis XVIII. Il est assez étrange que le nom de Napoléon ou celui de son fils fût toujours le mot d'ordre de ces soldats d'une cause inconnue, qui n'était autre que celle de la liberté. Les chefs seuls de tous ces petits corps d'armée bonapartiste avaient le secret de la conspiration véritable. On conçoit que les ambitions particulières aient voulu tourner à leur profit cette situation inquiète des esprits et faire combattre pour leur propre compte les enfants perdus du carbonarisme français. Le duc d'Orléans, qui avait aspiré plus d'une fois à la royauté depuis la mort de Louis XVII, et qui pendant les Cent-Jours s'était encore mis en avant comme candidat au trône de France, continua certainement ses menées souterraines, tant qu'il ne crut pas qu'elles seraient inutiles : il avait eu la prudence de se retirer en Angleterre, non sans protester toutefois contre les tendances du parti ultraroyaliste, et il attendait de loin qu'une nouvelle révolution remît le trône en vacance, par suite des fautes persévérantes d'une réaction incorrigible. Son parti n'était pas nombreux, mais se composait d'hommes habiles ou plutôt adroits qui se paraient du manteau constitutionnel et qui avaient sans cesse à la bouche le mot de liberté. Le duc d'Orléans, plus habile et plus adroit que tous ses partisans, leur avait prescrit de profiter des occasions, sans rien tenter pour les faire naître : il regardait comme inévitable et prochaine la déchéance de Louis XVIII et de la branche régnante ; il avait foi dans le sentiment national, mais il ne faisait rien pour en provoquer l'expression violente. On a donc pensé que son agent, Paul Didier, qui voulut, à main armée, installer la révolution à Grenoble, avait cédé, sans le savoir, à des suggestions de police et s'était trouvé entraîné hors des instructions du duc d'Orléans. Didier, professeur de droit romain à l'École de droit de Grenoble, chef d'une famille honorable, estimé de ses compatriotes et sûr de l'influence qu'il exer-

fait dans les montagnes du Dauphiné, voulut, à l'âge de soixante ans, recommencer les complots qu'il avait déjà essayés dans sa jeunesse pour faire roi de France, Louis-Philippe d'Orléans : il se mit en relations avec la société secrète de l'Indépendance nationale, qui avait son siège et ses chefs à Paris ; il devint un des sept commissaires extraordinaires nommés par cette société ; il parcourut trente-six départements, voisins de celui de l'Isère, et y jeta les racines d'une vaste conspiration au nom de Napoléon II. La police ne tarda point à être avertie de ces publiques excillations à la révolte : une proclamation, signée de Didier, avait été répandue à profusion dès le mois de janvier, et les conspirateurs ne devaient prendre les armes que la nuit du 4 mai : des feux s'allumèrent tout à coup sur les montagnes qui environnent Grenoble, et donnèrent le signal. Mais la police avait tout prévu ; le général Donnadieu, qui commandait le département et qui s'était fait le redoutable exécuter des fureurs royalistes, alla surprendre les insurgés à leur quartier général d'Eybens, leur tua quelques hommes, dispersa des troupes de paysans qui marchaient déjà sur Grenoble et entra en triomphateur dans cette ville, pour la mettre en état de siège, ainsi que tout le département de l'Isère. Le préfet de ce département, le comte de Montlivaut, s'associa aux sanglantes mesures de répression que le général osa autoriser : tout habitant, dans la maison duquel serait trouvé un individu ayant fait partie des bandes séditieuses, devait être livré à une commission militaire, et condamné à mort ; *sa maison sera rasée*, disait cet incroyable ordre du jour, qui menaçait des mêmes peines tout détenteur d'armes de guerre. Les jugements et les exécutions se succédèrent pendant plusieurs jours : quatorze condamnés furent fusillés au cri de *vive le roi*, sur les remparts de Grenoble ; sept autres, qu'on avait recommandés à la clémence du roi, eurent le même sort. Une récompense de vingt mille francs était offerte à qui livrerait Didier : on le saisit bientôt dans l'asile qu'il croyait avoir trouvé sur le territoire sarde. Son procès n'eut lieu qu'après la levée de l'état de siège, devant la cour prévôtale ; il avoua tout ce que renfermait sa proclamation ; il déclara qu'il avait voulu proclamer l'indépendance nationale et chasser les Anglais ; il reconnut qu'il se servait pour cela du nom de Napoléon II ; mais il ne fit aucun aveu, il ne laissa échapper aucune indiscretion qui pût compromettre le duc d'Orléans. On évita aussi de l'interroger sur ses liaisons avec le premier prince du sang. Il invoqua seulement pour sa justification les termes ambigus d'une proclamation où il disait : « Que le plus noble élan, la plus juste, la plus sacrée des causes, » celle des peuples, ne soit pas souillée par le sang ; sauvons la France ; » mais sans déchirements : indulgence pour le passé, accueil au retour sincère. » Le 10 juin, il monta sur l'échafaud avec calme et reçut la mort, sans avoir nommé ses complices. Le général Donnadieu ne profita pas longtemps de son sanglant triomphe ; il en disputa d'abord l'honneur et la récompense au préfet de l'Isère qui l'avait si bien secondé : leur querelle eut assez d'éclat, pour que le ministère dût déplacer le préfet et destituer ensuite le

général. Celui-ci ne pouvait être maintenu dans son commandement, sans entendre à ses oreilles retentir le surnom d'*assassin* que le peuple lui avait donné. Il eut la douleur de s'apercevoir trop tard qu'il avait été, à son insu, le terrible instrument de la police ministérielle : il monta, indigné, à la tribune de la chambre des députés, dans la séance du 21 juin 1821, cinq ans après que la tête de Didier fût tombée, et il dénonça hautement, à la face du pays, les *crimes* de la police dirigée par le ministère : « Il importe, dit-il, « alors, en faisant amende honorable de son aveuglement, sinon de sa complicité dans la *Terreur* de Grenoble, il importe, quo les citoyens sachent « si les autorités, que leur envoi le prince, doivent tendre des pièges à des « gens égarés, pour leur faire porter ensuite leur tête sur l'échafaud, ou si elles doivent défendre la fortune, la liberté, la vie des citoyens. »

L'organisation encore vague et confuse des sociétés secrètes ne justifiait pas la conspiration permanente de cette infâme police ; les tribunaux exceptionnels qui couvraient la France n'avaient pas besoin d'ailleurs qu'on leur créât de nouvelles victimes. La loi d'amnistie ouvrait un large champ aux procès politiques et aux vengeances rétroactives. Les conseils de guerre de 1815 avaient montré aux cours prévôtales comment elles devaient agir contre les jacobins et les bonapartistes. Le procès des deux frères de la Réole, les généraux César et Constantin Faucher, condamnés et fusillés à Bordeaux, le 27 septembre 1815, pour n'avoir pas déposé les armes aussitôt après la rentrée de Louis XVIII à Paris, ce procès, tout plein de haines locales qui dataient du temps de la République, ne fut que le prélude d'autres procès du même genre destinés à punir l'armée impériale dans la personne de ses plus glorieux chefs. Le brave général Travot, qui avait pacifié la Vendée par la conciliation plus encore que par la force, fut traduit devant un conseil de guerre, présidé par le général Canuel qui combattait naguère contre lui dans les rangs des Vendéens : on le condamna à mort, comme coupable d'avoir comprimé, par la force des armes, l'élan des fidèles sujets du roi dans la Vendée. Le commissaire du roi, dans son réquisitoire, avait osé dire : « La modération ne fut pas une des armes les moins *redoutables* entre ses mains ! » On n'exécuta pas toutefois cet arrêt inique, qui fut commué en vingt ans de prison. Travot ne subit que deux ans de captivité et alla mourir fou dans une maison de santé. Le général Marchand avait été acquitté à Besançon, mais le général Chartrand fut condamné et exécuté à Lille. Le vieux général Bonnaire, accusé d'avoir méconnu le caractère d'un agent de Louis XVIII, tandis qu'il commandait la place de Condé investie par les Anglais, fut condamné à la dégradation et subit sa peine sur la place Vendôme : « Ne pleurez pas, dit-il aux témoins de ce spectacle navrant, ce n'est pas moi qui suis le plus à plaindre. » Il mourut bientôt de chagrin à Sainte-Pélagie. Le général Mouton-Duvernét, qui avait si noblement défendu les droits de Napoléon II devant la chambre des Cent-Jours, était au nombre des victimes de choix que la loi d'amnistie désignait aux conseils de guerre. Il se livra lui-même et fut jugé à Lyon où il avait

exercé son dernier commandement : « Eloignez cette femme ! » cria Louis XVIII, quand il vit à ses pieds la femme du général, implorant la grâce de son mari. La sentence fut exécutée le 26 juillet. D'autres officiers généraux furent mis en jugement, mais il y eut du moins des commutations de peines. Ainsi, Gruyer, Debelle et Boyer-Peyreleau, condamnés à être fusillés, passèrent seulement quelques années en état de détention, mais ils perdirent leurs grades et leurs pensions de retraite. Le but de la Restauration était rempli : on avait voulu humilier les compagnons d'armes de l'Empereur et protester contre leurs victoires. L'armée d'occupation étrangère assistait avec une sorte d'orgueil à ces représailles qui semblaient souvent des satisfactions accordées aux ennemis de la France. Les cours prévôtales ne restaient pas en arrière de ces rigueurs, de ces injustices : elles fonctionnaient, sur tous les points du royaume, avec autant d'énergie que de précipitation. Les antécédents politiques de tous les citoyens étaient remis en cause et singulièrement travestis, selon les besoins de l'accusation. Quiconque avait servi loyalement la République et l'Empire se voyait en butte à des dénonciations odieuses qui conduisaient trop souvent devant le tribunal exceptionnel les hommes les plus honorables d'une ville ou d'un département. Le soupçon de bonapartisme suffisait pour faire la base d'un procès criminel.

L'attitude de la chambre des députés n'encourageait que trop le vertige réactionnaire des ultra-royalistes. Cette Chambre, que Louis XVIII avait qualifiée d'*introuvable* sans expliquer ce qu'il entendait par une épithète aussi amphibologique, s'était attribué l'étrange privilège d'être plus royaliste que le roi. Celui-ci avait tiré parti de cette disposition de la majorité, en se donnant l'air d'être toujours, malgré lui et à contre-cœur, entraîné dans les voies de la vérité et hors des principes de la Charte ; il n'était pas fâché de se montrer plus généreux, plus libéral et plus constitutionnel que la Chambre, et il la laissait assumer sur elle-même la responsabilité de certaines idées, de certains systèmes, de certains actes qu'il jugeait dangereux pour la royauté telle que la Charte l'avait faite. Il se réservait par là un beau rôle d'opposition personnelle, contre le parti des royalistes exclusifs. Le ministère ne participa donc pas à la plupart des vœux et des doctrines rétrogrades, que le pavillon Marsan inspirait à la majorité. C'étaient sans cesse des regrets pour l'ancien régime ; c'étaient surtout des lamentations sur les biens nationaux. Aucune proposition directe ne fut faite cependant pour restituer ces biens aux émigrés, mais, afin d'arriver tôt ou tard à ce résultat tant désiré, on essaya de faire rendre d'abord au clergé une partie de ses biens qui étaient devenus communaux. Le ministre des finances, Corvetto, pour faire face au déficit du budget, avait proposé de vendre les forêts appartenant naguère au clergé : il y eut un cri d'horreur et de réprobation contre cette ressource qui eût ajouté cent millions aux recettes. Corbières, au nom de la commission du budget, proposa de rendre ces forêts à leur ancienne destination ; le marquis de Rougé, de Villèle, de Bonald et Roux-Laborie insistèrent dévotement, pour que l'Église fût remise en possession des

bois dont la Révolution l'avait dépourvu. Il fallut que Louis XVIII lui-même déclarât qu'il ne souffrirait pas cette atteinte à la Charte. Corvetto dut chercher d'autres moyens de parer aux nécessités impérieuses de la situation financière. Le paiement de l'arriéré, que les fanatiques du royalisme proposèrent de mettre hors de compte, malgré la déclaration solennelle du roi qui avait reconnu les dettes de l'Empire et des Cent-Jours, fut ajourné à cinq ans; les bois du clergé, non vendus, furent remis à la disposition des communes. Le ministère créa cinq millions de rente inscrits sur le grand-livre; les impôts reçurent des augmentations onéreuses pour les classes pauvres et commerçantes; le prix des patentes fut doublé; le timbre, les hypothèques et l'enregistrement élevèrent les droits du fisc. La dépense ordinaire du budget ne fut portée qu'à cinq cent quarante-huit millions, mais la dépense extraordinaire, qui comprenait toutes les charges résultant des traités de 1814 et de 1815, n'exigeait pas moins de deux cent soixante-neuf millions. Le parti, qui n'avait pu obtenir la restitution des biens du clergé, donna encore au clergé d'autres preuves de dévouement le plus édifiant. Il croyait sans doute se conformer aux intentions du roi qui avait promis, dans le discours du trône, de *faire refleurir la religion*. Castelbajac demanda que les évêques et les curés fussent autorisés à recevoir des donations de meubles et immeubles. Chifflet, Marcellus, de Saint-Géry et Cardonnel applaudirent à cette manière de restituer au culte la splendeur qu'il regrettait. Royer-Collard obtint, comme garantie de la morale politique, que l'acceptation des legs au-dessus de mille francs serait soumise à la sanction royale. Le moment était bon pour grossir le traitement des ecclésiastiques. En revanche, on diminua de treize millions les traitements des fonctionnaires civils. Louis XVIII et sa famille avaient opposé leurs propres sacrifices à ceux qu'on exigeait de ces pauvres fonctionnaires, mais les dix millions que le roi retranchait de sa liste civile au profit des départements que l'invasion étrangère avait le plus maltraités, furent largement compensés par la confiscation clandestine du domaine extraordinaire de l'Empereur, estimé à plus de trois cents millions.

La Chambre se croyait tout permis, et le ministère courbait la tête devant elle. Le général Canuel osa proposer de pensionner les soldats des armées de l'ouest et du midi : la Chambre entière répondit à cette incroyable proposition par son cri habituel de *vive le roi*. Salaberry déclama une épuration générale de toute l'administration, dans laquelle on ne conserverait pas un seul fonctionnaire des Cent-Jours; Hyde de Neuville vit adopter sa proposition de suspendre l'inamovibilité des juges pendant un an; d'autres sollicitaient la réforme complète de l'instruction publique et proseraient d'avance l'Université; de Bonald prêcha comme un théologien l'abolition du divorce. La Chambre, emportée par son impatience d'initiative gouvernementale, empiétait de plus en plus sur l'autorité du roi; elle donnait d'ailleurs un spectacle affligeant à la France, comme si elle eût pris à tâche de justifier les défiances et les haines. Louis XVIII pensa que la Charte courait quelque danger. La discussion de la

nouvelle loi électorale, que le ministère avait présentée avec une sorte de solennité, prouva que les meneurs politiques de la Chambre se promettaient de forcer la main au roi et à ses ministres. Le projet de loi du ministère, qui voulait incorporer les fonctionnaires dans les comités électoraux, fut condamné aussitôt qu'entendu. L'ambitieux de Villèle, nommé rapporteur de ce projet, lui substitua un autre projet, de son invention, projet qui avait pour objet de mettre les élections dans les mains des grands propriétaires fonciers, en formant des assemblées primaires où serait admis tout contribuable payant vingt-cinq francs d'imposition ; en outre, malgré les termes formels de la Charte, la Chambre, au lieu de se renouveler tous les ans par cinquième, subirait un renouvellement intégral au bout de cinq ans. Assurer cinq ans d'existence à cette Chambre *introuvable*, c'était lui donner le temps nécessaire pour accomplir son œuvre. Une violation flagrante d'un article de la Charte ne devait être que le prélude de la suppression de la Charte entière. « Souvenez-vous, dit Hyde de Neuville, que vous êtes ces députés dont le roi a daigné dire : « Dans les circonstances où nous nous trouvons, une pareille Chambre semblait introuvable. » Le projet de Villèle fut adopté avec une espèce d'enthousiasme, mais il fut rejeté par la chambre des pairs, à la majorité de quatre-vingt-neuf voix contre cinquante-sept. Le budget n'était pas encore voté, et la chambre des députés, que Villèle faisait agir au gré de ses vœux d'ambition, paraissait peu disposée à se séparer, avant de savoir quelle loi électorale régèlerait son avenir. Une transaction, dont Vaublanc prit l'initiative, eut lieu en apparence entre le ministère et Villèle ; un nouveau projet, élaboré et accepté d'avance par l'un et l'autre, fut apporté par le gouvernement qui croyait en ajourner la discussion à la session suivante ; mais Villèle mit tant de célérité dans la rédaction du rapport, que le projet fut discuté et amena un nouveau conflit entre le rapporteur et le ministère qui ne voulait pas se soumettre au renouvellement quinquennal de la Chambre. Le président Lainé, d'intelligence avec les ministres et le roi, avait tout fait pour empêcher que cette discussion vint interrompre celle du budget ; il s'était exposé même à être accusé de mensonge par le député Forbin des Issarts ; à la suite de ce démenti, il quitta le fauteuil et envoya sa démission au roi ; mais Louis XVIII lui ordonna, par l'organe du duc de Richelieu, de garder la présidence jusqu'à la fin de la session qui fut close le 25 avril.

Les ministres n'étaient pas contents de leur collègue Vaublanc, qui avait manqué d'adresse dans les débats de la loi électorale et qui s'était compromis en acceptant la responsabilité de plusieurs actes sévèrement jugés par l'opinion. Il avait contre-signé l'ordonnance du roi qui attribuait au roi la nomination de tous les officiers de la garde nationale (27 décembre 1815) ; il était certainement l'auteur de l'ordonnance royale, qui avait transformé en quatre académies les quatre classes de l'Institut de France, pour avoir plus de facilité d'éliminer plusieurs membres régicides ou bonapartistes (21 mars 1816) ; il eut le courage de provoquer le licenciement des élèves de l'École polytechnique (13 avril) ; enfin, ses prétentions littéraires, ses mauvaises tragé-

dies, sa candidature à l'Académie française décimée, l'avaient rendu ridicule. Il fut remplacé, le 7 mai, par le président de la chambre des députés, que son crédit dans cette Chambre appelait depuis longtemps au ministère. Le garde des sceaux Barbé-Marbois, qui craignait de se trouver responsable des excès de la justice prévôtale, saisit cette occasion pour remettre les sceaux à l'inévitable chancelier Dambray. Le nouveau ministre de l'intérieur acceptait le portefeuille dans un moment critique qui eût exigé les puissantes conceptions d'un génie organisateur : la France était menacée à la fois de la banqueroute et de la disette. Les grandes opérations commerciales avaient été anéanties ou paralysées depuis l'invasion ; le petit commerce, avivé d'abord par l'affluence des étrangers, ne se sentait déjà plus de ce mouvement éphémère ; l'argent ne circulait point ; le crédit ne sortait pas du cercle étroit de la Banque ; la misère allait croissant et s'irritant ; des bandes de mendiants parcouraient les campagnes ; la charité publique se déchargeait de tous ses devoirs sur la charité privée, que la peur seule obligeait à délier les cordons de sa bourse ; le prix du pain augmentait tous les jours ; car la récolte des céréales s'annonçait sous les plus tristes auspices : des pluies continuelles avaient renversé les moissons qui pourrissaient sur pied, sans pouvoir mûrir. Les processions et les neuvaines, que la piété des Bourbons multipliait par tout le royaume, étaient les seuls remèdes qu'on opposât aux désastres de l'agriculture ; la famine eût été générale, si les pommes de terre et les légumes farineux n'avaient offert une heureuse compensation de la pénurie de grains. Ce n'étaient là que des embarras économiques. Les difficultés de la politique n'exigeaient pas une solution aussi pressante ; mais l'attitude de la Chambre ultra-royaliste, à la clôture de la session, laissait pressentir la domination qu'elle voudrait exercer dans la session prochaine ; le ministère ne se sentait plus libre d'agir ; la volonté royale était entravée, sinon annihilée ; la Charte, cet épouvantail du pavillon Marsan, ne devait pas résister longtemps aux atteintes qu'on lui porterait ; le parti constitutionnel, que Louis XVIII et son ministre favori Decazes, regardaient comme indispensable dans la Chambre, se trouvait réduit à l'impuissance et presque au silence sous la pression de la majorité ; il fallait donc que la royauté et le ministère se missent à la remorque de cette majorité aveugle et imprudente, ou bien que cette majorité fût brisée par un coup d'État. Telle fut la résolution que Decazes, obéissant aux inspirations du roi, fit adopter secrètement par Lainé et le duc de Richelieu, dès que les ovations décernées aux députés ultra-royalistes dans leurs départements, surtout dans ceux du midi, eurent semblé braver à la fois les actes et les projets ministériels et protester contre la politique de l'*infâme modération*. Louis XVIII, dans un de ces accès de dépit qui lui étaient familiers, s'était emporté jusqu'à dire tout haut : « Hé bien ! je dissoudrai la Chambre ! » Mais les ministres, que le roi honorait plus particulièrement de sa confiance gardèrent le secret de la dissolution et n'avertirent pas même leurs collègues avant l'instant décisif. Ils avaient l'air de ne penser qu'à des réformes d'administration : le roi abolissait le divorce (8 mai) ;

mariait son neveu, le duc de Berry, avec Marie-Caroline des Deux-Siciles (17 mai); nommait maréchaux de France le duc de Coigny, le comte de Beurnonville, le comte de Vioménil et le duc de Feltre (3 juillet); réorganisait l'École polytechnique (4 septembre); on ne s'attendait nulle part à un coup d'État, lorsque parut l'ordonnance du 5 septembre qui déclarait qu'*aucun* des articles de la Charte ne serait révisé et qui prononçait la dissolution de la chambre des députés.

Cette ordonnance avait été proposée, la veille, au conseil des ministres, par Decazes et Lainé: « Il est nécessaire de dissoudre la Chambre, avait dit Decazes, confident des pensées intimes de Louis XVIII, car elle entrave le gouvernement du roi, affaiblit son autorité, affaiblit son pouvoir. » Les autres ministres ne firent entendre que de timides remontrances et finirent par se rallier à l'avis de leurs deux collègues, que soutenait le regard du roi. Louis XVIII rédigea lui-même l'importante déclaration contenue dans le préambule de l'ordonnance: « Depuis notre retour dans nos états, chaque jour nous a démontré cette vérité, proclamée par nous dans une occasion solennelle, qu'à côté de l'avantage d'améliorer est le danger d'innover; nous nous sommes convaincu que les besoins et les vœux de nos sujets se réunissaient pour conserver intacte cette Charte constitutionnelle, base du droit public en France et garant du repos général. » Cette ordonnance, ce coup d'État, comme on l'appelait, parmi les royalistes, souleva d'autant plus de colères et de plaintes, qu'il était moins prévu et semblait moins possible: le pavillon Marsan s'indigna et faillit se révolter contre une mesure qui lui enlevait encore le pouvoir; on criait à la trahison, et l'on dévouait Decazes à toutes les haines. Il y eut des démarches tentées auprès du roi pour ébranler sa confiance dans son ministre chéri et pour lui faire abandonner la cause des *révolutionnaires*; mais Louis XVIII tint bon et répondit sèchement à son frère et à toute sa famille, que la Charte serait plus forte que tous ses ennemis. L'opinion constitutionnelle sut gré au roi et à son ministère d'avoir rompu ainsi en visière aux complots des ultras; le parti libéral, qui flottait encore entre le bonapartisme et le républicanisme, accepta l'ordonnance du 5 septembre comme un point d'appui, comme un engagement de la royauté; il se sentit tout à coup fortifié et rassuré à la fois. Dès ce jour, il apprit à se rattacher exclusivement à la Charte; il se crut lié par un pacte sérieux et durable. Ce parti, né de la Charte de 1814, se souvint de son origine et jura d'y être fidèle tant que le roi serait fidèle à ses sentiments. Louis XVIII fut alors, peut-être à son insu, l'instigateur du libéralisme; le ministre Decazes en fut presque le héros. Cependant, si les journaux de l'opposition remerciaient Decazes d'avoir sauvé la France, les journaux royalistes le dénonçaient et l'accusaient de l'avoir perdue. Le vicomte de Chateaubriand publia contre lui et contre l'ordonnance du roi une violente diatribe intitulée: la *Monarchie selon la Charte*; dans cette brillante fantaisie de royaliste extravagant, il dévoilait une *conspiration des intérêts moraux révolutionnaires*, qui mettait

en danger la dynastie légitime. La brochure fut saisie, sans que les poursuites allassent plus loin, et l'auteur rayé de la liste des ministres d'État, pour avoir « élevé des doutes sur la volonté personnelle du roi. » Le principal résultat de l'ordonnance avait été de diviser en deux camps, pour l'heure des élections, les partis différents qui se partageaient la France : dans l'un de ces deux camps, se réfugièrent tous les citoyens appartenant à l'opinion modérée ; dans l'autre, se retranchèrent ceux que possédait le démon de la réaction : ici, les incorrigibles apôtres du passé ; là, les calmes disciples du présent : les premiers, pour la guerre ; les seconds, pour la paix. Ceux-ci l'emportèrent, et la sagesse des populations repoussa une partie de cette majorité aristocratique, qui se promettait de replacer le trône sur l'autel et d'inaugurer le pouvoir absolu par la restitution des biens nationaux. Ce fut surtout la crainte de cette restitution, qui décida les électeurs à ne pas renvoyer à la Chambre les royalistes les plus ardents, et à les remplacer par des candidats constitutionnels. Le ministère avait, il est vrai, activement secondé les efforts du parti libéral. La majorité de la Chambre se trouva ainsi entièrement modifiée, quoique le nombre des nouveaux députés ne s'élevât pas à plus de soixante. L'ancienne minorité, grâce au concours de ces nouveaux auxiliaires, forma un corps plus compact et mieux uni. Néanmoins, les principaux chefs de la faction royaliste avaient été réélus dans les départements méridionaux, et le député de Toulouse, Villèle, vint se remettre à la tête des adversaires du ministère. Louis XVIII, dans son discours du trône qu'il se plut à écrire lui-même, revint sur son ordonnance du 5 septembre, en invitant les députés à être attachés à la Charte : « Je ne souffrirai jamais, dit-il, qu'il soit porté atteinte à cette loi fondamentale. » Il renouvela l'assurance de son inébranlable fermeté « pour réprimer les attentats de la malveillance et pour contenir les écarts d'un zèle trop ardent. » On remarqua, lors de la séance royale du 4 novembre, qu'une partie de la Chambre ne savait plus crier *vive le roi*.

Le président devait être choisi parmi cinq candidats constitutionnels ou plutôt ministériels : de Serre, Pasquier, Bellart, Ravez et Beugnot. Le parti, qui s'intitulait royaliste, ne réussit pas à donner plus de soixante-soixante voix à son candidat, de Corbières. C'était le commencement de la lutte. Le roi confia donc la présidence à Pasquier, qui avait le plus d'influence sur tous les bancs de la Chambre. L'attaque contre le ministère et spécialement contre le ministre de la police éclata dès les premiers jours de la session, au sujet d'une certaine pétition dans laquelle une demoiselle Robert, fille d'un royaliste éprouvé, auteur du journal le *Fidèle ami du roi*, protestait contre l'arrestation arbitraire de son père et demandait que Decazes, coupable de cet acte attentatoire à la liberté individuelle, fût condamné à la dégradation civique. De Corbières, de Courvoisier et de La Bourdonnais firent grand bruit de l'attentat du ministre de la police ; celui-ci ne daigna pas relever le gant qu'on lui jetait et s'abstint même de fournir des renseignements sur cette affaire, qui servit de texte à d'étranges déclamations. La guerre recommença

plus régulière et moins frivole, à l'occasion du nouveau projet de loi électoral, que le ministère apportait, projet tout différent de ceux qu'il avait présentés et soutenus dans la session précédente; « comme si, disait de La Bourdonnaye, une invasion de barbares, renversant le gouvernement établi, bouleversant à la fois notre système politique et celui des propriétés, avait fait de nous un peuple nouveau. » Le ministère abandonnait en principe l'élection à deux degrés et la remplaçait par l'élection directe, confiée à des électeurs âgés de trente ans et payant trois cents francs de contributions, convoqués au chef-lieu de chaque département. La discussion, qui s'ouvrit le 26 décembre, mit en évidence les appréhensions de la *grande propriété* que le projet dépossédait du privilège exclusif des élections : ces électeurs à trois cents francs, nommant directement leurs mandataires, seraient plus nombreux que les grands contribuables et accapareraient les élections à leur profit. « Eh quoi ! dit Cotton, député du Rhône, la Révolution ne nous aurait donc désabusés en rien, et l'on penserait encore aujourd'hui qu'il faut appeler la *multitude* dans le gouvernement ? » Les uns s'effrayaient de l'agglomération de douze ou quinze mille électeurs dans une ville; les autres dénonçaient comme un *scandale* une assemblée que n'élirait pas seule la grande propriété, l'*unique base de la civilisation*. L'élection à deux degrés fut réclamée avec insistance par les royalistes exclusifs : « L'élection directe, dit de Villèle, qui dirigeait l'opposition, détruit toute idée d'égalité entre ceux pour tant qui paient des contributions d'une égale nature; vous livrez la victoire à ceux qui offrent le moins de garantie. » On frappait moins sur le ministère, que sur son projet de loi. Le comte de La Bourdonnaye le qualifia cependant de *directoire de gouvernement*. Un seul député, Camille Jordan, osa faire entendre que le mode d'élection n'était pas encore assez large : « J'ai peur que vous n'appeliez la nation et que le petit nombre vous réponde. » Enfin, cent trente-deux voix contre cent votèrent la loi légèrement amendée. Cette atteinte, portée aux privilèges de la grande propriété, fut encore plus sensible à la chambre des pairs qu'à la chambre des députés; le ministère comprit que sa loi électorale pourrait bien être rejetée, et, pour la faire adopter, il mit en avant la volonté expresse du roi. Celui-ci ne manqua pas d'appuyer directement les efforts de ses ministres : le projet fut vivement combattu par de La Ferronnais, de Brissac, Jules de Polignac et Mathieu de Montmorency; il trouva pour défenseurs les ducs de Broglie, de Choiseul et de La Rochefoucauld, Barbé-Ma bois, Lanjuinais et Boissy-d'Anglas. Il y eut des récriminations fort algres contre les ministres et leurs actes. Le duc d'Uzès parla de l'ordonnance du 5 septembre, « qui répandit généralement, dit-il, la douleur et la consternation. » Le duc de Fitz-James, après avoir fort maltraité le projet, prit corps à corps le ministre de l'intérieur, qui avait formulé cet axiome politique : « Ayez de la vertu et vous aurez de l'influence. » Le duc de Fitz-James soutint avec une véritable éloquence que la récompense de la vertu n'était pas dans ce monde. La loi eut beaucoup de peine à sortir victorieuse

du scrutin : ce fut de la part des votants un acte de soumission plutôt que de conviction. Le roi et le ministère, en présentant cette loi électorale, qui fut promulguée le 5 février 1817, avaient fait un pas en avant sur le terrain des libertés publiques ; ils firent presque aussitôt un pas en arrière, en demandant aux Chambres deux lois contre la liberté individuelle et contre la liberté de la presse. Louis XVIII aimait ce système de va-et-vient, qu'il nommait celui de l'équilibre constitutionnel. On s'étonna avec raison que le gouvernement, qui avait protesté si fort de son amour et de son respect pour la Charte, se donnât si vite un pareil démenti. Ce n'étaient, il est vrai, que des mesures transitoires que le ministre de la police réclamait pour une année seulement, quoique « l'influence du gouvernement du roi ait fortifié toutes les parties de l'ordre social. » On vit alors les plus fougueux adversaires de la Charte changer de tactique tout à coup, à l'exemple du ministère, et battre en brèche ses projets au nom même de la Charte qu'ils ne respectaient pas trop. Villèle et Corbières défendirent la liberté individuelle, pour avoir le prétexte d'attaquer le ministre ; les constitutionnels, ou du moins ceux qui se donnaient ce titre, de Serre et Royer-Collard eux-mêmes, approuvèrent le projet du ministère, comme une nécessité du moment. Voyer-d'Argenson seul eut le courage de déclarer hautement que le ministre de la police demandait encore un an de tyrannie. Ce fut surtout contre Decazes, que l'opposition royaliste-ultra se déchaîna avec le plus de fureur. Ce ministre, fort de l'appui qu'il avait dans l'affection particulière du roi, tenait tête à tous : « N'attendez pas, dit-il fièrement au milieu du tumulte, que nous répondions aux personnalités qu'on a cru pouvoir se permettre à cette tribune ; que nous descendions à donner des justifications ; ministre du roi, honoré de sa confiance, nous avons, sans doute, à regretter que celle de quelques membres de la droite ne la suive pas ; mais qu'ils nous permettent cependant de penser que celle de notre *maître*, celle de la nation et la vôtre, messieurs, peuvent nous consoler de n'avoir pas la leur. » Il avait dit auparavant, pour la glorification de sa police, que la loi du 29 octobre 1815 n'avait pas, dans l'intervalle de temps écoulé depuis, *dérangé la position de plus de mille sept cents personnes*. Cette modération, à son avis, prouvait le sage et prudent emploi que l'on voulait faire de la nouvelle loi, qui devait cesser de plein droit le 4^{er} janvier 1818. Le ministre, en se justifiant et même en faisant son éloge, parla du roi autant que de lui-même, dans ce langage enthousiaste qui entraînait la majorité : « Le roi, dit-il, compte sur l'amour de son peuple ; le peuple, sur l'amour de son roi. » Cent trente-six voix contre quatre-vingt-douze décrétèrent la suspension de la liberté individuelle pendant un an. Le maréchal Marmont, duc de Raguse, chargé de faire le rapport sur le projet de loi à la chambre des pairs, conclut en faveur de ce projet, et crut se réhabiliter dans l'opinion publique en flétrissant les lois d'exception : « Enfin, messieurs, dit-il, espérons qu'en votant aujourd'hui pour cette loi, nous célébrons les funérailles du pouvoir arbitraire. » Plusieurs orateurs, entre autres Lanjuinais et

Boissy-d'Anglas, ne flétrirent pas avec moins d'énergie le pouvoir arbitraire et ses lois d'exception. Le comte de Castellane repoussa la loi par ces considérations pleines de justesse et de raison : « La liberté individuelle est tout ce qu'il y a de plus précaire dans un pays où elle n'est pas le résultat d'une assurance mutuelle entre les citoyens. Moins le peuple attache d'importance à la liberté individuelle, plus les pouvoirs de la société doivent s'efforcer de défendre cette précieuse liberté. » La loi fut adoptée pourtant le 8 février, à la majorité de cent seize voix contre quarante-trois. La discussion de la loi sur la presse avait commencé, à la chambre des députés, et fournissait à l'opposition les éléments d'une nouvelle campagne contre Decazes. Cette loi, qui devait cesser aussi de plein droit le 1^{er} janvier 1818, se composait d'un article unique : « Les journaux et écrits périodiques ne pourront paraître qu'avec l'autorisation du roi. » La censure ne semblait pas une arme suffisante dans les mains de l'autorité : il fallait encore empêcher les journaux de paraître. Le rapporteur du projet de loi, Ravez, dressa un acte d'accusation contre la presse et surtout contre les journaux. On ne fut pas peu étonné d'entendre les royalistes les plus outrés s'indigner des entraves qu'on voulait imposer à la liberté de la presse. On fit le procès à la censure et au ministre de la police, qui s'en réservait le monopole ; de Villèle, de Corbières, de La Bourdonnaye, de Castelbajac, se sentirent épris de tendresse pour ces infortunés journaux qu'on voulait empêcher de naître ou supprimer à volonté ; en revanche, Royer-Collard, qui soutenait le ministère, proclama la liberté des journaux comme la plus funeste de toutes les libertés. Decazes vint à bout de bien des résistances, en protestant de la pureté de ses intentions, et la loi fut adoptée. Cette loi, devant la chambre des pairs, rencontra des oppositions plus vives et plus tenaces encore. Le vicomte de Chateaubriand, le duc de Broglie et le duc de Fitz-James se montrèrent à l'envi amoureux passionnés de la liberté illimitée de la presse ; le dernier s'écria d'un air prophétique : « Au moment où la liberté de mon pays est menacée de périr, je crois de mon devoir de la défendre, quelque peu de chance de succès qu'il nous reste, et je m'écrierai : Tandis que nous sommes libres encore, quelques efforts de plus pour l'honneur de la France, pour le salut de la Charte et le maintien des libertés publiques ! » Malgré ce sinistre pronostic, la loi fut votée par cent et une voix contre quarante-six, et le ministère Decazes se trouva consolidé.

L'opposition royaliste ne suspendit pas toutefois les hostilités contre les ministres, lorsque la discussion du budget eut lieu à la chambre des députés : le budget présenté s'élevait à un milliard quatre-vingt-huit millions, que ne pourraient couvrir les recettes, estimées à sept cent soixante-quatorze millions. Le ministre des finances, Corvetto, qui avait posé en principe que *la nécessité de s'endetter* fournirait à la France *le moyen de s'enrichir*, proposait d'aliéner cent cinquante mille hectares de bois et de demander, en outre, au crédit, ce que les impôts étaient incapables de rendre. La vente de ces bois produirait cent millions en six années et la négociation de trente millions de

rente comblerait le déficit. Mais comment négocier un emprunt aussi considérable, dans des circonstances aussi difficiles, lorsque le cours de la rente française n'avait pu encore dépasser le taux de cinquante-quatre francs ? Les bases de cet emprunt étaient arrêtées d'avance avec la maison Baring, de Londres, et la maison Hope, d'Amsterdam. Ces deux maisons, de concert avec plusieurs souverains de l'Europe, avaient accepté l'emprunt à cinquante-cinq francs, et dès que cette négociation fut connue, on vit la rente monter à soixante francs, et les souscripteurs de l'emprunt, parmi lesquels on comptait des rois, des princes et de grands personnages, réalisèrent aussitôt des bénéfices monstrueux. La discussion du budget fit apparaître un nouvel orateur, qui, dès son début, ne se posa pas comme le chef futur du jeune parti libéral, que cinq ou six députés seulement représentaient à la Chambre. Le banquier Lafitte, dans le sentiment de confiance que lui inspirait le gouvernement du roi, approuva les combinaisons financières du ministère et annonça, pour un avenir peu éloigné, la réalisation parfaite du système constitutionnel. La question de l'emprunt fut moins débattue que celle de l'aliénation des forêts de l'État. Ces forêts étaient les mêmes qu'on avait revendiquées, l'année précédente, au nom du clergé, dépouillé révolutionnairement. La même querelle s'engagea de nouveau, malgré la précaution que le ministère avait eue de réserver sur la vente de ces bois une dotation de quatre millions au profit du clergé. Il y eut aussi les orateurs *sensibles*, qui s'apitoyèrent sur la destruction de nos arbres. « Lorsque la banqueroute nous menace, répondit Camille Jordan aux *Élégies bocagères* de Piet, la première direction convenable de l'imagination même la plus poétique, de la sensibilité même la plus chevaleresque, c'est d'essayer de payer nos dettes. » Les dépenses du budget furent encore plus discutées que les recettes ; de Villèle révéla les incroyables abus de celles-ci et s'autorisa, pour réclamer des réformes, de l'opinion même du roi, qui avait dit : « Le premier de tous les moyens de subvenir à toutes les dépenses, est l'économie. » L'infatigable de La Bourdonnaye trafiqua au grand jour les deux hydres qui dévoraient les ressources de la France : la bureaucratie et la prodigalité des traitements. La Chambre, alarmée de ces dilapidations des deniers publics, ne diminua le budget que de vingt-sept millions, mais vota la publicité de la liste des pensions. Cette liste, qui ne formait pas moins de douze volumes in-quarto, offrit le monument le plus honteux de la rapacité des émigrés que la Restauration avait ramenés avec elle, comme autant de sangsues des deniers de l'État. On connut le mal, mais on n'y remédia pas. Le ministère, pour hâter le vote du budget, avait obtenu des puissances alliées une diminution de trente mille hommes dans l'armée d'occupation, ce qui permettait de réduire de plus d'un quart les deux cent dix mille rations fournies chaque jour à cette armée. Ce fut comme un symptôme de délivrance, que les patriotes accueillirent avec transport. On fit honneur de cette concession de bon augure aux pressantes sollicitations de Louis XVIII auprès de ses alliés et à l'intervention personnelle de l'empereur Alexandre, que le duc de Richelieu

aurait fait agir dans le même sens. La France était toujours sous le joug, mais elle sentait un allègement, elle espérait sa délivrance.

Le ministère était assez fort pour arriver à la session suivante; mais Decazes, qui voyait deux de ses collègues, du Bouchage et de Feltre, incliner vers le parti royaliste pur et se mettre d'intelligence avec le pavillon Marsan, demanda au roi leur remplacement. Le duc de Feltre, appuyé secrètement par le comte d'Artois, refusa tout net sa démission; du Bouchage donna la sienne, et en attendant que la place fût libre au ministère de la guerre, le maréchal Gouvion Saint-Cyr prit le portefeuille de la marine. Le ministre qu'il remplaçait ne s'était signalé que par son incapacité, qui éclatait encore davantage au milieu de la décadence de notre marine, composée pourtant, à cette époque, de soixante-huit vaisseaux de ligne, de trente-huit frégates et de deux cent soixante et onze bâtiments de moindre grandeur. Son passage aux affaires n'avait été marqué que par la fondation d'un collège de marine établi à Angoulême, c'est-à-dire à trente lieues de la mer, et par l'épouvantable naufrage de la *Méduse*, naufrage dont fut seule cause l'inexpérience du capitaine, ancien lieutenant de vaisseau, nommé au commandement d'une frégate en vertu de ses services à Quiberon. Decazes pensait que le ministre de la guerre suivrait l'exemple de son collègue de la marine et se retirerait de bonne grâce; mais le duc de Feltre tenait bon et cherchait des appuis dans la faction opposée au ministère. Decazes, au bout d'un mois et demi de patience, fit signer au roi la révocation du duc de Feltre; alors le maréchal Gouvion Saint-Cyr passa de la marine à la guerre, où sa présence était nécessaire aux desseins ultérieurs de Louis XVIII, et Molé, qui avait plus d'une fois joué le rôle d'orateur du ministère dans la dernière session, dut se contenter du portefeuille de la marine. Ce remaniement ministériel avait aussi pour objet de donner plus d'unité à l'action du ministère dans les élections partielles qui allaient avoir lieu. Le cinquième de la Chambre devait être renouvelé, et le tirage au sort avait désigné les départements dont les députés seraient réélus. Les lois d'exception, votées sans doute dans cette prévision électorale, donnèrent à la police les moyens d'empêcher la propagande libérale par la voie de la presse; mais aucun des fâcheux pronostics, qu'on avait attachés à l'élection directe des députés, ne se réalisa : les élections se firent sans tumulte, sans scandale, sans émeute, à Paris comme dans les départements. Cependant les prévisions des ultra-royalistes ne furent pas trompées à l'égard du choix des nouveaux députés, qui commençaient à se recruter dans le parti constitutionnel. Paris, les départements du nord et ceux de l'est envoyèrent des libéraux à la Chambre. Grâce à ces nouvelles recrues, la phalange libérale compta vingt-cinq membres, à la tête desquels on distinguait les banquiers Lafitte et Casimir Périer, le négociant Caumartin, le magistrat Dupont de l'Eure, l'ancien ministre Bignon, le marquis de Chauvelin, et le républicain *babouviste* Voyer-d'Argenson. Le ministère était parvenu à écarter de la députation Manuel, Benjamin Constant et le général La Fayette, que leur conduite

pendant les Cent-Jours rendait suspects au gouvernement royal. A la suite de ces élections partielles, la Chambre se trouva divisée en diverses fractions qui, sous différents noms, se groupaient pour et contre le ministère. Les ultra-royalistes à l'extrême droite, les libéraux à l'extrême gauche, étaient séparés du centre ministériel par les royalistes d'une part, et de l'autre par les constitutionnels avec lesquels se confondaient les doctrinaires. On avait donné ce nom à certains députés qui s'étaient fait entre eux une sorte de religion politique et qui, parlant sans cesse de leurs *doctrines*, se vantaient d'en observer les principes avec une sévérité inflexible. Ces doctrines n'avaient été formulées nulle part, mais les adeptes en savaient la source et le but : Royer-Collard, philosophe de l'école écossaise, était le chef de cette petite église philosophique; Camille Jordan et de Serre partageaient avec lui la direction des doctrinaires, qui devinrent un parti puissant. Ils étaient encore si peu nombreux en 1817, que Beugnot répondit à quelqu'un qui l'interrogeait sur les forces de ce parti mystérieux : « Notre parti tiendrait tout entier sur un canapé. » Le mot circula, et le canapé doctrinaire fut dès lors l'expression consacrée dans la langue des journaux royalistes ou libéraux.

Les journaux d'opposition étaient à peu près muets : la censure leur fermait la bouche, et souvent les tribunaux cherchaient noise à des articles malins ou sévères qui avaient passé entre les ciseaux des censeurs. Les feuilles ultra-royalistes, la *Gazette*, la *Quotidienne*, le *Drapeau Blanc*, n'étaient pas plus ménagées, lorsqu'elles faisaient la guerre au ministère et lançaient quelque trait acéré à l'adresse de Decazes, mais elles pouvaient impunément jeter de la boue sur tout ce qui avait été la patrie pendant vingt-cinq ans. Les journaux libéraux, tels que les *Annales* et le *Censeur*, en étaient donc réduits à de timides représentations à l'égard des actes blâmables de l'autorité : la polémique ne sortait jamais des formes les plus circonspéctes, que pour entrer dans les vagues espaces de l'allusion. C'était surtout la tendance bonapartiste ou anti-religieuse qu'on évitait avec le plus de précaution et que la censure poursuivait avec le plus grand soin. On se souvenait de la terrible condamnation des rédacteurs et de l'imprimeur du *Nain Tricolore*, journal bonapartiste, publié en 1816, sous le manteau, par un fils du fameux Babeuf, à l'instigation de la police : cinq accusés, dans cette affaire, avaient été condamnés à la déportation. La librairie osait plus que la presse périodique, malgré la responsabilité que la loi faisait peser sur l'imprimeur et le libraire : on composait, on imprimait, on colportait une foule de pamphlets, de chansons, de factums, qui évoquaient le souvenir populaire de Napoléon et de la Grande-Armée. Cependant les cours prévôtales n'avaient pas suspendu leurs procédures : celle de Paris fonctionnait sans cesse contre d'anciens soldats qui s'étaient permis de crier *vive l'Empereur* dans la rue ou au cabaret; les peines que cette Cour appliquait, en présence de tous les échos de la publicité, n'avaient pas du moins un caractère de représailles et de fureurs royalistes : il n'y eut peut-être qu'un arrêt de mort dans le départe-

ment de la Seine et les arrêts de la déportation ne se renouvelaient pas tous les jours. Mais, dans les départements où la police avait plus d'audace parce qu'elle avait moins de contrôle, le zèle des cours prévôtales ne se ralentissait pas : cette police, dont les dépenses secrètes s'élevaient à plus de six millions par année, travaillait à remplir les prisons et à fournir l'échafaud; l'inférieure tactique, mise en œuvre depuis dix-huit mois pour *faire rafle* des bonapartistes, continuait sur tous les points de la France, où des comités ultraroyalistes s'étaient formés, d'après un plan d'organisation générale, pour surveiller les opinions et les démarches des *révolutionnaires*. Il est vrai que ceux-ci commençaient à se reconnaître et à se rallier; ils ne s'agitaient pas encore; ils ne conspiraient pas, du moins dans la plupart des localités; mais ils associaient leurs regrets et leurs espérances. La franc-maçonnerie servait surtout de lien et d'épreuve entre les mécontents, et çà et là, des sociétés secrètes essayaient de prendre racine, sans se prescrire une mission politique. La haine des Bourbons, c'était le mot d'ordre général; Napoléon I^{er} ou Napoléon II, le mot de ralliement. Dans la haine des Bourbons se trouvaient comprises celle des étrangers *nos alliés*, celle des nobles et celle des prêtres. Comme dans les premiers temps de la révolution de 89, ces symptômes étaient trop graves, pour que le ministère, initié par sa police aux sourdes agitations de la province, n'enjoignît pas aux commandants militaires, aux préfets, aux maires et aux procureurs du roi, de maintenir les conspirateurs au moyen des lois d'exception. De là, mille procès nés d'une dénonciation anonyme et poursuivant des délits, des attentats imaginaires. La moindre rébellion au gouvernement était qualifiée de complot, et deux ou trois bonapartistes, convaincus d'avoir échangé quelques paroles réputées séditieuses, couraient risque de se voir transformés en auteurs de conspiration. C'est ainsi qu'à Carcassonne, un chirurgien distingué, nommé Baux, emprisonné comme un homme dangereux, se vit tout à coup accusé d'avoir conspiré avec ses compagnons de captivité, pour s'évader *en excitant les citoyens à s'armer contre l'autorité royale*; il fut condamné et guillotiné, ainsi que deux malheureux prisonniers politiques. Les agents provocateurs empruntaient tous les masques et faisaient armes de tous prétextes : ils répandaient partout de fausses nouvelles, pour émouvoir la population et en faire sortir quelque apparence de révolte ou de complot. C'était ordinairement le retour prochain de l'Empereur, qui défrayait les contes ridicules de ces agents de trouble. Ils n'avaient pas de peine à rencontrer des dupes qui devenaient bientôt des victimes. Le département du Rhône, plus que tous les autres, était alors exploité par les traqueurs de la police; le général vendéen Canuel commandait à Lyon; le maire, comte de Fargues, et le lieutenant de police Charrier Senneville, étaient des royalistes de même force; quant au préfet, Chabrol de Crouzol, c'était un honnête administrateur, mais faible et crédule. Depuis l'ordonnance du 5 septembre, le général répétait sans cesse : « La conspiration est dans les esprits, dans l'air, partout. » Et néanmoins cette conspira-

tion ne se montrait nulle part. Enfin, après plusieurs mois d'attente, de provocations et de mensonges, le tocsin sonna le 5 juin, jour de la Fête-Dieu, dans les communes voisines de Lyon, et deux bandes d'insurgés, sans drapeau et sans armes, se trouvèrent rassemblées, ignorant même le motif de leur réunion. Il y eut quelques éris tumultueux et quelques réquisitions de vivres, mais tout se dispersa et se tut devant la garde nationale. Le bruit courut à Lyon que Napoléon, arraché de sa prison de Sainte-Hélène, revenait encore une fois ressaisir la couronne impériale, et qu'une formidable insurrection bonapartiste allait s'emparer de la ville que le général Canuel avait mise en état de défense. Une proclamation de ce général annonça aux habitants de Lyon que des *brigands* avaient tenté de se mesurer contre les gardes nationales et les soldats du roi : « S'ils osent se présenter encore, frappez, et qu'ils disparaissent de cette terre qu'ils ont souillée depuis longtemps par leurs forfaits ! » Il organisa des colonnes mobiles de soldats de ligne et de gendarmerie, qui parcoururent le *foyer de l'insurrection*, fouillant les maisons, enlevant les armes, arrêtant les personnes suspectes. La cour prévôtale évoqua devant elle toutes les causes relatives à cette prétendue insurrection et condamna impitoyablement, pour l'exemple, une vingtaine d'ouvriers et de paysans qui avaient fait partie des rassemblements, sonné les cloches, injurié les curés et pris du pain ou du vin. On promenait la guillotine autour de Lyon, et chaque tête qui tombait était celle d'une victime plutôt que d'un coupable. Les chefs, les provocateurs avaient disparu. On persécuta de préférence les anciens soldats, les officiers de l'Empire ; on fusillait sans pitié tout individu qu'on rencontrait dans les champs et qui prenait la fuite. Ces incroyables excès de l'autorité militaire finirent par faire éclater l'indignation publique ; le préfet Chabrol fut le premier à les combattre après les avoir encouragés et à les signaler au gouvernement. Des pouvoirs extraordinaires, confiés par le roi au maréchal de Raguse, lui permirent de faire une enquête sur l'origine des troubles de Lyon et sur la conduite arbitraire, injuste et cruelle du général : Marmont constata la présence de la police dans ces complots insaisissables, dans ces mouvements incompréhensibles ; il destitua le général Canuel à cause de son royalisme terroriste, le préfet Chabrol à cause de sa faiblesse, le lieutenant de police Charrier Senneville et le maire de Fargues, à cause de leur zèle dangereux. Les arrestations, les emprisonnements, les procès, diminuèrent et cessèrent bientôt tout à fait. La population lyonnaise respira et bénit l'équitable et pacifique intervention du duc de Raguse ; celui-ci devint dès lors un traître aux yeux des royalistes, comme il l'était déjà depuis 1814 aux yeux des patriotes.

Les sanglantes exécutions des cours prévôtales du Rhône, les expéditions du général Canuel, avaient retenti douloureusement par toute la France ; mais le ministère de la police, par une ingénieuse diversion, surexcitait et accaparait habilement l'attention publique, soit en faisant naître des occasions et des prétextes de l'amuser, soit en exploitant les événements qui sem-

blaient pouvoir la fixer. Un procès criminel, qui se jugeait à Rodez, eut le privilège d'absorber pendant plusieurs mois toute autre préoccupation d'un ordre plus élevé et d'un intérêt plus général : Fualdès, ancien magistrat sous la République et sous l'Empire, avait été assassiné avec d'horribles circonstances, le soir du 49 mars 1817, dans une maison suspecte; une femme, Clarisse Manson, que le hasard avait amenée sur le théâtre du crime, força par ses demi-révélation la justice à rechercher et à poursuivre les coupables qui appartenaient tous à une sorte de comité royaliste. Cependant les principaux coupables furent condamnés par le jury à la peine de mort. Un arrêt de la cour de cassation cassa le jugement et renvoya les accusés devant les assises de Montauban. Le procès recommença plus mystérieux, plus étrange, plus intéressant que la première fois. La dame Manson devint l'héroïne à la mode, ainsi que divers personnages de ce drame lugubre, dans lequel la victime avait péri sous les coups de ses ennemis politiques. Plusieurs des meurtriers montèrent sur l'échafaud, et Clarisse Manson vint à Paris utiliser sa singulière célébrité. D'autres procès criminels, que la censure laissait se développer à l'aise dans les journaux et les brochures, tinrent aussi en haleine la curiosité des indifférents et défrayèrent les récréations de la mode. Celui de Mathurin Bruneau, sabotier, qui prétendait se faire passer pour le dauphin Louis XVII, fut moins fécond en épisodes et en péripéties, mais la physionomie burlesque de ce faux dauphin donna quelques distractions aux lecteurs de gazettes. Le procès des sous-officiers Chayaux et Desbans, qui avaient projeté de tirer sur les princes pendant une revue, prouva que le bonapartisme était un culte conservé dans l'armée : au moment d'être fusillé, Chayaux arracha sa croix d'honneur et l'avalala. Mais le bonapartisme, malgré les efforts du gouvernement pour l'anéantir, n'en était que plus vivace dans le peuple. C'était une de ces religions qui s'exaltent et se réchauffent par la persécution. La police avait beau commander à ses scribes une foule de publications immondes contre Napoléon et l'Empire, elle ne réussissait pas à leur donner des acheteurs et des lecteurs. Au contraire, la vogue s'attachait à toutes les brochures, dans lesquelles une plume libre et patriotique rendait hommage au grand capitaine, à la Grande-Armée, aux grandes choses du règne impérial. Les libraires des galeries de bois du Palais-Royal offraient chaque jour à l'empressement du public quelque nouvel écrit hostile à la Restauration, favorable au captif de Sainte-Hélène. La police était toujours en éveil pour empêcher la circulation et l'émission des emblèmes séditieux, mais elle ne pouvait saisir toutes les tabatières à l'effigie de Napoléon ou décorées seulement de son aigle et de son petit chapeau. Dans cette prédisposition bonapartiste des esprits, on comprend avec quel enthousiasme fut reçue la nouvelle de la fondation d'une colonie des braves de l'Empire dans l'Amérique. Cette nouvelle était véritable : la police, pour en détruire l'effet, se hâta de l'envelopper d'une auréole de mensonges et de l'obscurcir d'une armée d'intrigants. On ouvrit de toutes parts des souscriptions au profit

du *Champ d'asile*, comme on l'appelait, et les officiers retraités s'inscrivirent pour aller grossir la population militaire de cette colonie française inaugurée au Texas à l'ombre du drapeau tricolore. Le gouvernement ne s'opposa pas à l'élan généreux de l'opinion en faveur des exilés qui avaient évoqué l'image de la patrie, à deux mille lieues de la France; il savait bien que cet élan, qu'il aidait au lieu de le comprimer, aboutirait à une amère déception : les souscriptions se recueillaient toujours, les enrôlements continuaient à Paris, les journaux saluaient déjà la France des bannis, lorsqu'on apprit que les Espagnols avaient fait irruption sur la colonie naissante du Texas et en avaient dispersé les fondateurs, tandis que la première expédition d'émigrants bonapartistes, conduits par le général Lallemant, avait rencontré, dans l'île de Galvestown, des ennemis plus implacables encore que les Espagnols des Florides : les intempéries du climat, la misère et la faim. Le ministère et Decazes, qui en était l'âme, eurent l'adresse de placer, en regard de l'immense mystification du *Champ d'asile*, quelques actes de clémence royale, comme pour montrer que les généraux et les soldats de l'Empereur n'étaient pas voués à un exil éternel. Le roi signa des lettres de grâce accordées aux généraux Decaen, Clausel, Lamarque, Gilly, etc., qui furent autorisés à rentrer en France. On imagina de faire honneur de ces premiers essais d'indulgence au duc et à la duchesse d'Angoulême qu'on ne parvint pas à réconcilier ainsi avec les sympathies populaires.

Le rappel des généraux exilés avait été conseillé par le ministre de la guerre qui fit comprendre au roi la nécessité de reconstituer l'armée et de la rendre digne de la France. Celle qu'on avait formée à l'aide d'engagements volontaires, après le licenciement de l'armée de la Loire, eût été insuffisante même pour une puissance secondaire; elle se composait de quatre-vingt-six légions d'infanterie, portant chacune le nom d'un département; de quatre régiments suisses, de la légion étrangère de Hohenlohe, de quarante-sept régiments de cavalerie et de douze d'artillerie. Mais ce n'étaient que des cadres à moitié vides, quel enrôlement libre ne pouvait remplir : les plus forts régiments de cavalerie comptaient à peine trois cents chevaux; ceux d'artillerie avaient été réduits à douze cents hommes au lieu de trois mille quatre cents. L'ensemble de l'armée de ligne ne s'élevait pas, en totalité, à cinquante mille hommes, la plupart mauvais soldats, indisciplinés, sans dévouement au drapeau, sans croyance à la patrie, aventuriers de tous les pays, attachés seulement à leur solde et ne donnant en échange qu'un service mercenaire. De pareilles troupes n'étaient pas faites pour rendre la France respectable à ses ennemis. Louis XVIII l'avait bien compris. Quant à la garde royale, qui présentait pourtant un effectif de vingt-six mille hommes, dont six mille de cavalerie, elle coûtait plus cher que l'armée de ligne et ne valait pas davantage comme corps militaire. C'était un mélange de Vendéens, de verdets et de volontaires royalistes, qui n'avaient jamais vu le feu et qui, bien que plus dévoués au drapeau blanc, plus honnêtes et plus patriotes que les *culs blanc* de la ligne

(le peuple les nommait ainsi à cause de la couleur de l'uniforme), n'auraient su que se faire battre, en cas de guerre ; cette garde, mieux payée, mieux équipée, mieux nourrie que le reste de l'armée, était commandée par des officiers presque tous incapables, qui devaient leurs épaulettes et leurs états de service à l'étranger, sinon à la Vendée ou au Midi de 1815. Un soldat de la garde recevait par an cent dix-neuf francs de plus qu'un soldat de la ligne ; un officier de la ligne ne touchait pas moitié du traitement d'un officier de la garde : les mêmes grades ne correspondaient pas dans ces deux parties distinctes de l'armée, entre lesquelles existait une mesquine jalousie plutôt qu'une noble émulation, puisque l'admission dans la garde royale n'était pas le privilège des plus vieux et des plus braves soldats. Quatre maréchaux de l'Empire, les ducs de Bellune, de Raguse, de Reggio et de Tarente, avaient néanmoins le commandement supérieur de cette garde, en qualité de majors-généraux. Un certain nombre d'officiers de l'Empereur, qui s'étaient ralliés à la cause des Bourbons par nécessité et non par sympathie, se voyaient à la tête de ces régiments de parade, qu'on aurait pu confondre, à leurs uniformes, avec des régiments anglais ou prussiens. La maison militaire du roi et des princes comprenait des officiers et des soldats, encore plus richement habillés et plus magnifiquement rétribués, mais aussi encore plus royalistes, plus vendéens, plus inhabiles au métier des armes. Il y avait des aumôniers de régiments ; chacun se confessait, communiait, sous peine de subir les arrêts : l'armée tout entière manœuvrait plus souvent à l'église qu'au Champ-de-Mars. Les héros de l'Empire et de la République n'avaient pas été trouvés bons pour un semblable emploi, et bien peu d'entre eux figuraient dans les rangs de la garde royale : ils étaient plus nombreux dans la ligne. Mais tous ceux qu'on avait pu soupçonner d'un attachement trop fidèle au drapeau tricolore, restaient inactifs. De là, une immense quantité de vétérans et d'officiers réformés, qui s'étaient répartis eux-mêmes dans l'industrie, le commerce et l'agriculture ; de là, tant d'autres qui, sans emploi et sans ressources, espéraient, attendaient toujours un changement de politique ou de dynastie, grâce auquel il leur serait permis de vivre et de servir la France. L'éloignement systématique des légionnaires de la vieille garde n'avait pas rendu plus rares les décorations dans l'armée. La Restauration ne s'était pas résignée sans regrets à conserver l'ordre de la Légion d'honneur, mais n'osant pas l'abolir, elle l'avait prostitué, en le prodiguant à toutes ses créatures, en faisant de cette croix d'honneur la récompense de tous les services, même les moins honorables. Il est vrai que sur cette croix les fleurs de lys avaient remplacé l'aigle, et l'effigie de Henri IV celle de Napoléon. La distribution de ces croix fut si scandaleuse, si désordonnée, que les factionnaires, aux grilles des Tuileries, aux portes des casernes et des ministères, cessaient de rendre les honneurs militaires au simple ruban qui représentait la décoration à la boutonnière d'un habit bourgeois. Cette mesure aurait été prise, dit-on, pour humilier les anciens légionnaires que la

Restauration avait fait rentrer dans la vie civile. Enfin Louis XVIII, ou du moins le parti ultra qui quelquefois lui forçait la main, essaya de ressusciter les ordres de Saint-Louis, de Saint-Lazare et de Saint-Michel, afin d'éclipser et même d'étouffer celui de la Légion d'honneur que son étrange métamorphose n'empêchait pas de briller comme un reflet du soleil de l'Empire. Ce n'était point assez; le frère de Louis XVI, pour protester contre les souvenirs révolutionnaires que réveillait le nom des Suisses, avait voulu que l'armée royale étalât encore, au milieu des uniformes français, ces habits rouges que le peuple de Paris se souvenait d'avoir proscrits depuis le 10 août 1792. En échange du traité qui fut signé le 13 mars 1816 avec la Diète, l'entrée du territoire de la Confédération helvétique avait été interdite aux membres de la famille Bonaparte, qui s'exilèrent alors en Amérique : douze mille Suisses avaient passé au service de la France. Ces étrangers touchaient une paie plus forte que celle des soldats français, et les deux régiments, qui faisaient partie de la garde royale, coûtaient seuls deux millions de frais de recrutement. Les privilèges les plus exorbitants avaient été accordés aux corps et aux officiers suisses, en vertu des capitulations contractées pour vingt-cinq ans.

Les meilleures troupes de l'armée française étaient pourtant ces régiments suisses si chèrement soldés et entretenus, lorsque le maréchal Gouvion Saint-Cyr, de concert avec Decazes, fit approuver par Louis XVIII un projet de loi pour la réorganisation générale de l'armée : c'était la loi du recrutement qui devait remplacer celle de la conscription que la Charte avait abolie. La discussion de cette loi fut un des premiers actes de la session que le roi ouvrit en personne le 5 novembre. Le discours du trône, comme les précédents, était rempli de paroles consolantes : « L'époque n'est pas éloignée, disait le roi, où il nous est permis d'espérer que, grâce à la sagesse et à la force de mon gouvernement, à l'amour, à la confiance de mon peuple et à l'amitié des souverains, les charges résultant des dépenses de l'armée d'occupation pourront entièrement cesser, et que notre patrie reprendra parmi les nations le nom et l'éclat dus à la valeur des Français et à leur noble attitude dans l'adversité. » Le roi se croyait assez fort maintenant pour déclarer qu'il ne croyait plus nécessaire la conservation des cours prévôtales qui avaient prêté au gouvernement l'appui de la terreur judiciaire. La nomination des candidats à la présidence annonça que le parti libéral, qui appuyait le ministère, avait gagné du terrain : le roi choisit le premier nom sur la liste où la majorité avait inscrit de Serre, Roy, Royer-Collard, Beugnot et Camille Jordan. Avant de présenter la loi de recrutement, le ministère apporta un projet de loi organique, destiné à donner un sens et une valeur à la convention conclue le 17 juillet entre le pape et l'ambassadeur de France pour le rétablissement du concordat de François I^{er} et de Léon X, à la place du concordat de 1801. Cette convention, qui abandonnait toutes les concessions faites par l'Eglise de Rome aux volontés de l'Empereur et qui blessait profondément les vieilles libertés gallicanes, avait été un triomphe pour le parti prêtre ultra-

montain : le comte de Blacas, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, s'était laissé si bien persuader par le cardinal Gonzalvi, qu'il n'avait rien refusé aux prétentions envahissantes de la cour de Rome, à l'exception du Comtat-d'Avignon que le pape réclamait à titre de restitution à l'Eglise. Le concordat de François I^{er} et de Léon X, remis en vigueur en 1817, ne pouvait avoir une existence réelle et durable. La loi, que le ministre de l'intérieur se chargea de défendre devant la chambre des députés, fut ensevelie dans les cartons d'une commission, après l'exposé théologique plutôt que politique du pieux Lalné. La Chambre ne parut pas trop approuver la création de quarante-deux nouveaux sièges épiscopaux, dans un moment où le pays ne savait comment suffire aux besoins de la situation. Mais l'esprit public se prononça avec tant de chaleur et d'unanimité contre la convention diplomatique et surtout contre le projet de loi qui devait la sanctionner, que le ministère s'arrêta dans cette voie de réaction religieuse et se contenta de l'exécution occulte du nouveau concordat. Quant aux évêques, que le roi avait déjà nommés, leur élection ne changea pas le nombre des sièges épiscopaux, et ils durent se borner à recevoir une indemnité sur la cassette du roi, avec un titre d'évêché fantastique *in partibus infidelium*, pendant que Portalis était envoyé à Rome pour entamer des négociations que l'intolérance de la cour de Rome rendait fort épineuses. Si l'esprit public avait repoussé hautement la loi sur le concordat, il accueillait avec enthousiasme la loi sur le recrutement, à laquelle se rattachait la pensée d'affranchir la France de l'occupation étrangère. Le pavillon Marsan s'était ému de voir une armée nationale prête à sortir de ce projet de loi : il mit en mouvement ses ultras les plus dévoués pour le combattre et il espéra un moment que le ministère ne résisterait pas à l'échec que la droite se flattait de lui faire subir dans cette immense question d'une armée de deux cent quarante mille hommes à créer sous le drapeau blanc. La commission qui examina le projet, en admit presque toutes les dispositions, et le général d'Ambrugeac, rapporteur de cette commission, ne manifesta aucune hostilité contre le projet ni contre le ministère, quoiqu'il appartint à la droite. Le premier article de la loi contenait en germe, sous une forme obscure, tout le système de la conscription : « L'armée se recrute par des engagements volontaires et, en cas d'insuffisance, par des appels. » On savait bien que les engagements volontaires, déjà fort insuffisants quand ils étaient sollicités par l'appât d'une prime, seraient à peu près nuls lorsque la prime n'existerait plus. Deux articles, relatifs aux appels, n'en réglaient pas la forme, mais fixaient à six ans la durée du service des soldats appelés, et à quarante mille le nombre des hommes qui pourraient être appelés annuellement. Les remplacements étaient admis suivant des conditions déterminées. Les autres articles de la loi concernaient l'avancement des officiers et sous-officiers et avaient pour but de raviver l'émulation militaire dans l'armée. « Je veux, avait dit Louis XVIII dans le discours du trône, que le soldat n'ait d'autres bornes à son honorable carrière que celle de ses talents et de ses services. » La loi faillit être compro-

mise par un ressentiment qui éclata parmi ses propres défenseurs Royer-Collard et ses doctrinaires demandaient que la quotité de l'armée fût votée chaque année de même que la quotité du budget : « L'impôt du sang, disait le chef du *canapé* doctrinaire, n'est pas moins sensible au peuple que l'impôt en argent; pourquoi donc cet impôt ne devrait-il pas être consenti par les mandataires du peuple? » Mais la véhémence opposition de la droite conseilla aux partisans du recrutement de se rapprocher et de s'entendre sur une question de détail. Josse de Beauvoir anathématisa tout ce qui ressemblait à la conscription; Salaberry protesta, au nom de la royauté et de la Charte qu'il avait naguère attaquée, contre cette loi *inconstitutionnelle* : « Il ne manque plus au génie du mal qu'une armée; il nous la demande. C'est à l'établissement du gouvernement illégitime, qu'il veut arriver sur les débris de la Charte et de la légitimité renversées. » De Villèle, plus adroit et plus perfide, critiqua la loi au point de vue du gouvernement représentatif, où l'on ne peut bien jouer, dit-il, *que les cartes sur table*; selon lui, ce gouvernement, en reformant l'armée par des appels, mettrait des armes dans les mains de ses ennemis. Il y eut des sorties si violentes à l'égard des soldats de l'Empire, que l'indignation monta au cœur et le rouge au visage du maréchal Gouvion Saint-Cyr : « Il s'agit de savoir, s'écria-t-il, si nous rappellerons encore à la défense de la patrie des soldats qui ont fait sa gloire, ou si nous les déclarerons à jamais dangereux pour son repos. Ce dernier arrêt serait rigoureux, car ces soldats étaient admirables aux jours du combat; une ardeur insatiable les animait; une patience héroïque les soutenait; jamais ils n'ont cessé de croire qu'ils sacrifiaient leur vie à l'honneur de la France; et quand ils ont quitté leur drapeau, ils avaient encore à lui offrir d'immenses trésors de force et de bravoure. Faut-il que la France renonce à les leur demander? Faut-il que dans ses adversités elle cesse de s'enorgueillir de ces hommes que l'Europe n'a pas cessé d'admirer? » Ces nobles paroles, qui devaient absoudre le royalisme de Gouvion Saint-Cyr et populariser son nom, furent saluées d'énergiques applaudissements que l'écho du patriotisme fit retentir par toute la France. Cent quarante-sept votants contre quatre-vingt-douze décidèrent que la France aurait enfin une armée. La loi, portée à la chambre des pairs, y donna lieu à une discussion des plus animées : les généraux, même Dessoles et La Roche-Aymon, soutinrent le projet du gouvernement; les royalistes *quand même*, comme on les avait surnommés, le combattirent avec une sorte de rage : Chateaubriand, tout en glorifiant le soldat français et le courage de notre armée qui a enveloppé, dit-il, les plaies de la patrie dans les replis de ses drapeaux triomphants, Chateaubriand dirigea les attaques de l'opposition. La Chambre semblait indécise, la loi était exposée à un rejet désastreux, lorsque le duc de Richelieu prit la parole pour disculper cette loi que l'on accusait d'être « attentatoire à la prérogative royale », de mettre en péril la paix de l'Europe et de violer la Charte. « Nous touchons au terme de cette discussion qui peut replacer la France au rang qui lui appartient, dit-il

avec une réserve qui laissait percer le secret du cabinet : tout permet d'espérer que les fureurs de la guerre feront place à un esprit universel de paix. » On comprit sur tous les bancs que cette loi n'était pas indifférente, en présence des négociations entamées pour mettre un terme à l'occupation de la France par les étrangers. Il n'y eut pourtant au scrutin que quatre-vingt-seize boules blanches contre soixante-quatorze boules noires. Louis XVIII avait paru se préoccuper vivement de l'issue de cette grande bataille législative : « Ma loi est toute française, disait-il d'un air convaincu, et l'on devrait bien reconnaître qu'elle n'a pu émaner que du cœur d'un roi de France. »

Le roi de France, en effet, avait besoin d'une armée pour parler haut à ses alliés et pour être écouté, mais il avait surtout besoin d'argent : la contribution de guerre, fixée à sept cents millions, n'était que la moindre partie de la dette que la monarchie des Bourbons avait acceptée. Depuis trois ans que des commissaires, sous les yeux du maréchal de Wellington, travaillaient à régler la liquidation définitive des indemnités que les pays conquis par l'Empereur réclamaient de la France vaincue et subjuguée ; cette liquidation devenait tous les jours un gouffre plus profond et plus impossible à combler. Les commissaires enfin s'arrêtèrent à un total qui dépassait un milliard, quoique deux cents millions eussent été déjà payés pour amortir les dettes étrangères. Lord Wellington semblait avoir pris à tâche d'aggraver démesurément les charges imposées à la France qui n'était pas en état de les supporter. Le président du conseil des ministres s'adressa directement à l'empereur de Russie, pour obtenir son intervention personnelle auprès du général anglais, et le czar, qui n'avait rien à refuser au duc de Richelieu, écrivit de sa main à lord Wellington, en l'invitant à se charger de la direction principale du règlement de l'indemnité pour la ramener à des proportions qui ne fussent pas au-dessus des forces de la France. Wellington tint à honneur de répondre au désir exprimé par Alexandre et se fit dès lors l'avocat officieux de la liquidation contre les exigences coalisées des gouvernements et des particuliers. Le duc de Richelieu ne put encore cependant préciser le montant des sommes que la France aurait à payer, lorsqu'il vint proposer aux Chambres l'inscription au grand-livre d'un crédit de douze millions quatre cent mille francs et l'ouverture d'un autre crédit de deux millions quatre cent mille francs de rente, pour compléter le paiement des engagements qu'on avait été forcé de contracter : « La France, dit-il, doit retrouver le prix de sa courageuse résignation ; tenant à la main ces mêmes traités dont elle a rempli les conditions les plus rigoureuses, elle ne demandera pas en vain à l'Europe d'exécuter à son tour celles qui lui sont favorables. Le traité du 20 novembre 1815 porte que l'occupation militaire de la France peut finir au bout de trois ans : ce temps approche, et tous les cœurs français tressaillent de joie, par l'espérance de ne plus voir flotter sur le sol de la patrie que la bannière française. » Tous les députés, même les plus fougueux ultras, se sentirent Français en ce moment, et les deux propositions du ministre, qui avaient pour objet de dé-

livrer la France, furent adoptées avec une bien rare unanimité. Et cependant, les royalistes, au fond du cœur, regrettaient que les alliés s'éloignassent, avant que la Révolution eût été tout à fait écrasée; ils craignaient de la voir se déchaîner de nouveau et ils auraient voulu reconstituer l'ancienne France sous la protection des baïonnettes étrangères; mais ils n'osèrent pas dévoiler leurs vœux et leurs sentiments à la tribune; ils n'eurent pas même le courage de leur opinion anti-nationale dans leurs actes de députés. La discussion du budget, évalué à près de onze cents millions, fut une arène ouverte néanmoins à tous les genres d'attaques contre la politique du ministère : il n'avait déjà plus l'appui sérieux du parti doctrinaire qui le minait perfidement, ni la condescendance de l'extrême gauche qui ne lui pardonnait pas ses violences de police. On vit donc deux oppositions se dessiner à la fois, l'une royaliste et l'autre libérale, en face du ministère que la majorité n'était pas loin d'abandonner : de Villèle et Corbières étaient les deux chefs des royalistes; Lafitte et Casimir Périer, ceux des libéraux qui se fortifiaient dans l'opinion plus vite encore que dans la Chambre. Le budget fut voté, mais Lafitte et de Villèle avaient mis le doigt sur les plaies de la situation financière, sans toutefois indiquer le remède qu'il fallait y apporter; mais de La Bourdonnaye fulmina contre les prodigalités de l'administration et de la police; mais de Bonald estima que la nation n'avait pas payé trop cher la leçon que les puissances alliées lui avaient infligée; mais Lainé de Villéveque essaya encore de contester l'arrière de l'Empire, sous prétexte que cet arrière était composé de créances « *peu respectables*. » Enfin, Bignon entra dans les débats pour avoir une occasion de faire entendre quelques nobles et courageuses paroles, pour demander le rappel des généraux proscrits, pour flétrir les honteuses distributions qu'on avait faites des grades militaires « *devenus le partage*, dit-il, d'hommes qui pour la plupart n'ont rien fait pour leur pays sans le roi, ni pour le roi sans leur pays. » Les cris à l'ordre le forcèrent d'interrompre son discours qu'il termina en votant le *prompt départ des troupes étrangères*. Il y avait toujours de l'écho en France pour les sentiments patriotiques, et le nom de Bignon resta, dans la mémoire des libéraux, inséparable de cette énergique protestation : « Il est temps que la France soit rendue à tous les Français; que tous les étrangers en sortent, que tous les Français y rentrent! » Louis XVIII et ses ministres prouvèrent bientôt qu'ils n'avaient eu ni l'oreille ni le cœur fermés au conseil de l'orateur du parti national. Ce discours alla, comme une lucie d'espoir, consoler l'Empereur dans sa prison de Sainte-Hélène.

Toutes les opinions, républicaine, bonapartiste et constitutionnelle, commençaient à se rapprocher et à fraterniser sur le terrain neutre du libéralisme; les doctrinaires ou les philosophes cherchaient aussi à s'y fortifier, mais la philosophie avait bien peu d'action sur les masses, qui s'émuvaient si facilement au souffle de la passion politique. Aussi, la loi qui prohibait la traite des noirs (15 avril), saluée avec transport par les philanthropes, tels que le duc de

Laroche-foucault-Liancourt et le comte de Lasteyrie, ne trouva-t-elle que de l'indifférence dans la nation, où les doctrines sociales et humanitaires parlaient une langue encore inintelligible au plus grand nombre; on se souciait peu de voir le ministère animé d'une si grande sympathie en faveur des nègres, au moment même où il se montrait si hostile, si impitoyable, à l'égard des écrivains. C'était une sorte de parti pris, que de persécuter la pensée et d'opprimer la presse. La session avait été inaugurée par un projet de loi qui prétendait réglementer la liberté de la presse, et qui changeait cette liberté en servitude. Par cette loi, que le ministère présentait comme une nécessité de circonstance, l'auteur, l'imprimeur et l'éditeur d'un écrit incriminé, en devenaient responsables à différents degrés; aucune poursuite néanmoins, sauf le cas de provocation à la révolte, ne pouvait avoir lieu avant le dépôt légal de l'écrit imprimé; l'action civile pouvait être exercée par quiconque aurait à se plaindre de la presse; enfin, aucun écrit périodique ne pouvant paraître sans autorisation du roi, la censure des journaux se trouvait prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 1821. On étudiait ainsi pendant plus de deux ans l'exécution d'une des principales clauses de la Charte; mais la liberté de la presse avait pour elle l'appui moral du pays. Elle eut d'ardents défenseurs dans les deux Chambres: foy, Villèle, la, Chateaubriand, affectèrent d'être plus libéraux que le ministère qu'ils nommaient révolutionnaire, et bouleversèrent toute l'économie de son projet de loi, qui fut adopté, mais qui avait subi trop d'amendements pour que le pouvoir daignât s'en servir. Le gouvernement, quoique privé de l'arme qu'il demandait contre la presse, sembla s'efforcer de prouver qu'il n'avait pas besoin de cette arme nouvelle pour frapper les journalistes et les écrivains. Les procès de presse se multiplièrent, surtout après la session, et atteignirent à la fois les organes des deux partis opposés. On avait l'air de ne pas ménager l'un plus que l'autre; mais, la condamnation obtenue, on accordait aux condamnés royalistes tous les privilèges d'indulgence qu'on refusait aux libéraux. La polémique était surtout engagée entre deux feuilles périodiques, la *Minerve* et le *Conservateur*, qui réunissaient chacune les publicistes les plus éminents des deux partis. Le ministère, placé entre ces antagonistes éloquents et indomptables, recevait des deux côtés à la fois la plupart des coups que se portaient avec la même fureur les libéraux et les royalistes. La *Minerve*, qui avait remplacé le nouveau *Mercur*, supprimé par ordonnance, comptait parmi ses rédacteurs Benjamin Constant, Étienne Jouy, Jay et La-cretelle aîné; le *Conservateur*, dont Chateaubriand était l'âme, lui adjoignait souvent comme collaborateurs l'abbé de Lamennais, Fiévée et Villèle lui-même. La *Minerve* et le *Conservateur* ne se disputaient pas une influence à exercer sur les mêmes hommes, et ils avaient, chacun dans sa sphère, beaucoup de crédit, que les poursuites et les condamnations judiciaires ne faisaient qu'accroître. Les grands journaux quotidiens étaient plus circonspects, plus timorés; ils se conformaient aussi plus docilement aux exigences des censeurs, et ils se voyaient presque à l'abri des tyrannies du parquet, quoique

le procès de *tendance* eût été inventé dès cette époque. La presse militante était d'ailleurs loin d'avoir le développement qu'elle n'a cessé de prendre depuis : les trois principaux journaux, correspondant aux trois principales couleurs de l'opinion politique, le *Journal des Débats*, le *Censeur* et la *Quotidienne*, ne représentaient pas plus de vingt mille abonnés et de quatre-vingt mille lecteurs ; les autres journaux n'étaient lus par personne et se mouraient bientôt d'inanition. Les feuilles ultra-royalistes, tels que le *Drapeau Blanc* et la *Foudre*, ne vivaient qu'à l'aide des subventions occultes de leurs rares partisans. Le ministère subventionnait également quelques pauvres feuilles mortes-nées, qui n'allaient que dans les mains des fonctionnaires publics. Telle était alors cette presse parisienne dont la puissance, bornée encore, s'étendait et grandissait par la persécution de la censure et des tribunaux.

La faction royaliste n'avait jamais été plus audacieuse ni plus turbulente. L'approche du congrès d'Aix-la-Chapelle lui annonçait la fin de ses espérances : la France, libre enfin de l'occupation étrangère, ne retomberait jamais sous les chaînes de l'ancien régime, et briserait peut-être celles de la royauté légitime. Les uns pressentaient avec anxiété le retour des révolutions et de tous les malheurs qu'elles entraînent à leur suite ; les autres s'indignaient de ce que Louis XVIII ne profitât point du séjour de cent vingt mille soldats étrangers dans son royaume, pour y rétablir la monarchie absolue. Louis XVIII restait sourd à toutes les plaintes, à toutes les remontrances ; il voulait se rendre populaire, en délivrant le pays de cette humiliante occupation, que les Bourbons lui avaient apportée avec eux. Son frère, sa famille, ses vieux compagnons d'émigration, l'obsédèrent sans réussir à ébranler sa volonté. Le temps pressait ; le congrès devait se rassembler au mois de septembre, la contre-révolution ne retrouverait pas l'occasion favorable de s'imposer à la France. Le pavillon Marsan autorisa donc et encouragea bientôt la formation d'une espèce de ligue secrète pour battre en brèche les projets du ministère et tenir en échec les intentions du roi. Ce ne fut pas sans doute, comme on l'a prétendu, un complot réel du comte d'Artois et de la duchesse d'Angoulême, dans le but avoué de détrôner Louis XVIII au profit de son frère ; mais les princes (un d'entre eux, le prince de Condé, venait en mourant de faire défaut à cette coalition de famille) donnèrent l'exemple de la résistance aux désirs de Louis XVIII, et se déclarèrent ouvertement contraires à la retraite de l'armée d'occupation. Il n'en fallut pas davantage pour que les exaltés et les boute-feux du parti se crussent invités tacitement à employer tous les moyens extrêmes, afin d'empêcher le roi de se perdre lui-même avec les royalistes. Il y eut des conciliabules, des intrigues mystérieuses, des pourparlers, des propositions, mais aucun plan arrêté, aucun commencement d'exécution. La police augmenta cette émotion, cette agitation royalistes, en s'y mêlant, en la travaillant, pour ainsi dire, par les mains impures de ses agents provocateurs. Decazes, qui se voyait particulièrement en cause,

et qui pour déjouer la haine de ses ennemis, avait besoin de toute la confiance du roi n'eut pas de peine à les prendre en flagrant délit de conspiration contre le roi lui-même. Les royalistes, en semant l'alarme dans les provinces, avaient ravivé ou recréé leurs comités des Cent-Jours; ces comités, croyant que la royauté était encore en péril, se disposèrent à la défendre avec les mêmes armes : Vendéens et chouans, verdets et volontaires royalistes, n'attendaient qu'un signal pour reprendre le sabre et le fusil. Quelques assassinats isolés semblaient déjà les sinistres précurseurs de nouveaux massacres; Trestaillons avait reparu à Nîmes; *monsieur* Pointu, dans le département de Vaucluse; la Bretagne et la Vendée étaient prêtes. Des généraux du roi, Donnadieu et Canuel, osaient promettre leur concours à cette protestation armée du royalisme. La police avait si adroitement jeté ses filets, que tous les ultras d'action y étaient entrés sans le savoir. La conspiration existait par toute la France, mais elle n'avait de centre ni de foyer nulle part; elle ne reposait pas sur une base solide, elle manquait absolument de but et de direction : c'était un immense corps sans tête et sans bras. Tout à coup, on apprit qu'une grande conspiration avait été découverte, et que les principaux chefs étaient arrêtés. « Cette affaire, disait une dépêche officielle adressée aux préfets, est aussi odieuse dans son but qu'insensée dans ses moyens d'exécution. » L'instruction ne fit pas connaître exactement quel était le but d'un complot que le *Moniteur* proclamait « aussi ridicule que criminel »; elle constata cependant l'existence de plusieurs presses clandestines qui avaient imprimé déjà diverses brochures, et même un *Moniteur royaliste*, dans lequel Louis XVIII et ses ministres étaient qualifiés de *jacobins*. La main de la police était patente dans ces provocations imprimées; elle l'était davantage dans les statuts de l'affiliation royaliste, qui furent remis aussi au juge d'instruction : « Les amis de la légitimité, lisait-on en tête de ces statuts d'organisation secrète, doivent former une affiliation dont le but exclusif et invariable soit de présenter un colosse devant lequel se briseront les efforts des méchants. Les affiliés doivent être prêts à tous les sacrifices; ils doivent concourir au *pacte royal* par leur fortune et leur existence même, enfin par tous les efforts de l'homme généreux qui défend la plus sainte des causes : la vertu contre le crime. L'organisation est l'œuvre d'un commissaire extraordinaire, dont les pouvoirs émanent directement de Son Altesse Royale le comte d'Artois. » Les affiliés prêtaient serment sur l'Évangile, en présence d'un prêtre; ils étaient répartis en compagnies et en bataillons; ils avaient des armes, des munitions, des commandants, des caisses de secours, et néanmoins on ne saisit pas un fusil ni un paquet de cartouches. Les prévenus, le général Canuel, le maréchal de camp Chappedelaine, les officiers Songy et Joannis, furent interrogés et gardés au secret; mais, après deux mois de procédure mystérieuse, on les mit en liberté, et ce qu'on avait nommé la *conspiration du bord de l'eau*, parce que les conspirateurs se rencontraient sur la terrasse qui longe la Seine, dans le jardin des Tuileries, ce monstrueux complot, qui avait failli compromettre tous les roya-

listes, s'évanouit en fumée ; il en resta toutefois une lettre vraie ou fausse de Louis XVIII à Decazes, dans laquelle on faisait dire au roi qu'il en savait déjà beaucoup trop sur cette affaire, et qu'il ne voulait pas qu'on poussât plus loin les recherches. Le comte d'Artois au nom duquel tout s'était fait, quoiqu'il n'eût nommé aucun commissaire extraordinaire muni de ses pleins pouvoirs, avait peut-être été dupe lui-même, aussi bien que Canuel et ses complices ; mais il ne fut pas moins signalé à l'opinion, comme l'instigateur de cette conspiration royaliste contre son frère, et les griefs reprochés à ses agents furent exposés dans un rapport au roi, qui précédait l'ordonnance du 30 août destinée à replacer les gardes nationales sous la dépendance immédiate du ministre de l'intérieur. Le comte d'Artois conserva seulement son titre de colonel-général, avec les prérogatives honorifiques attachées à ce titre ; mais en perdant ses inspecteurs généraux et son état-major central, il perdit toute autorité, toute influence, sur les gardes nationales du royaume. Louis XVIII sacrifia, dans cette circonstance, son frère à son favori, et Decazes, quo le roi venait de créer pair de France, en le comblant de témoignages d'estime et d'affection, se montra moins jaloux de soutenir son ministère que de défendre la royauté de son auguste ami.

La situation était réellement grave pour la royauté constitutionnelle. Les royalistes purs avaient employé les plus odieuses manœuvres pour refaire en quelque sorte une nouvelle coalition des rois de l'Europe « contre le gouvernement de Louis XVIII et de M. Decazes. » Le coup de pistolet tiré sur la voiture de lord Wellington, qui rentrait chez lui dans la nuit du 12 février, ne fut peut-être pas, comme le répéta la presse libérale, comme le crurent alors la plupart des bonapartistes, une tactique imaginée pour effrayer le général anglais et lui conseiller de quitter Paris : les nombreuses arrestations opérées à la suite de cet attentat factice, n'amènèrent aucune preuve d'un crime qui ne présentait même pas de corps de délit ; les domestiques de lord Wellington prétendaient bien avoir vu un homme qui s'enfuyait dans la rue du Mont-Blanc, après que la balle eût sifflé à leurs oreilles ; mais personne même n'avait entendu le bruit du pistolet, d'où l'on conclut que l'assassin s'était servi d'un pistolet ou d'un fusil à vent : on ne retrouva pas davantage la balle. Cependant deux bonapartistes, un contumax politique, nommé Marinet, arrêté en Belgique, et un ancien militaire, nommé Cantillon, arrêté à Paris, furent traduits en cour d'assises comme auteurs présumés de cette tentative d'assassinat : le jury les acquitta à l'unanimité. L'effet du coup de pistolet était produit : Wellington, irrité d'un attentat qui lui semblait avoir outragé dans sa personne le droit des gens, l'attribua d'abord à un complot des bonapartistes et des jacobins ; il écrivit dans ce sens à son gouvernement et aux souverains alliés, pour leur faire comprendre que le moment n'était pas venu de renoncer à l'occupation militaire qui tenait du moins en respect les conspirateurs. Le ministère et surtout Decazes furent vivement accusés, dans ces correspondances diplomatiques, d'avoir remis en péril la

couronne de France et la paix de l'Europe. C'étaient les ultras qui soufflaient le feu de ces intrigues. Ils espéraient que le congrès d'Aix-la-Chapelle, maintiendrait non-seulement l'occupation étrangère, mais encore dièterait des lois despotiques à la France. Des intermédiaires officieux allèrent secrètement solliciter les puissances alliées de s'unir, de s'armer encore contre la Révolution qui ne demandait que le départ de l'armée d'occupation pour relever la tête et menacer les rois. On proposa, au nom du parti royaliste, de déposer Louis XVIII, en punition de son alliance avec les libéraux, et de le remplacer par le comte d'Artois qui offrait toutes les garanties nécessaires à la confédération des rois absolus. La peur ou la vengeance inspira même à quelques fanatiques du pouvoir arbitraire, l'idée parricide de démembrer la France. Ce fut pour empêcher la Sainte-Alliance de s'égarer dans ce dédale de projets et de plans, que le comité supérieur du parti royaliste rédigea une Note secrète qui fut transmise aux souverains et dont la publication dans un journal allemand ne peut être attribuée qu'à la loyauté de l'empereur de Russie. Cette note, en établissant que « la révolution occupe tout en France depuis le cabinet du roi jusqu'aux dernières classes de la nation, qu'elle agite partout « avec violence », concluait à détruire le gouvernement représentatif et de la nécessité de changer de système en changeant le ministère. Elle repoussait d'ailleurs avec énergie deux combinaisons qui avaient été proposées : « partager la France et placer une nouvelle dynastie sur le trône. » On assure que la rédaction de la Note secrète avait été débattue et arrêtée dans une réunion où se trouvaient de Vitrolles, de Blacas, de Polignac, de Chabrol-Crouzol, de Montmorency, de Peyronnet, de Fitz-James et de Chateaubriand. Ce dernier déclina seul la responsabilité de cette note qui n'était pourtant qu'un pâle reflet de ses écrits politiques. En même temps, on répandait à profusion dans les départements du midi : le *Cri des Français*, petit placard imprimé clandestinement, dans lequel les souverains étaient suppliés de faire une Saint-Barthélemy des régicides et des rebelles, « au même jour, à la même heure et dans toute l'Europe ». Le provocateur de cette exécution générale et définitive se fondait sur cet axiome, répété sans cesse par les ultras : « Tuez la Révolution, ou la Révolution vous tuera. »

Ce fut sous ces auspices inquiétants, que s'ouvrit, le 30 septembre, le congrès d'Aix-la-Chapelle. Le prince de Metternich et le baron de Vincent y représentaient l'Autriche; le prince de Liéven, Nesselrode et Capo d'Istria, la Russie; Wellington, Castlereagh et Canning, l'Angleterre; le prince de Hardenberg, le comte de Bernstorff et le baron Alexandre de Humboldt, la Prusse; mais les souverains eux-mêmes devaient surveiller les conférences et les négociations. Le roi de Prusse, arrivé le premier dans sa ville d'Aix-la-Chapelle, y reçut les empereurs d'Autriche et de Russie, qui vinrent le rejoindre le 28 septembre. Le duc de Richelieu, accompagné des comtes de Rayneval et de Monnier, ne les avait précédés que d'un jour. « Faites toute « espèce de sacrifices pour obtenir l'évacuation du territoire, lui avait dit le

« roi. Obtenez les meilleures conditions possibles, mais, à tout prix, point d'étrangers. » Le duc de Richelieu s'attacha fidèlement à suivre les intentions du roi et il n'eut pas de peine à s'assurer des dispositions favorables de l'empereur de Russie qui se fit encore l'avocat enthousiaste de la France. On pensait que le congrès poserait la question du remplacement de Louis XVIII par le comte d'Artois et même par le duc d'Orléans, qui comptait plus d'un partisan parmi les plénipotentiaires, et qui, tout éloigné qu'il parût être de la politique, n'abandonnait pas sa candidature à la royauté constitutionnelle. Mais, en dehors de quelques conversations particulières, on ne traita pas ces matières délicates que les orléanistes d'une part, et les ultras de l'autre, auraient bien voulu mettre sur le tapis. L'objet principal du congrès, l'évacuation du territoire français par les troupes étrangères, fut abordé tout d'abord, et si résolument, si franchement, que dès le troisième jour des conférences, la cause de la France était gagnée. Le soir du 1^{er} octobre, un courrier extraordinaire partit d'Aix-la-Chapelle pour annoncer à Louis XVIII que l'armée d'occupation se retirerait le 31 novembre prochain, *ou plus tôt si faire se peut*, et que les places fortes où elle tenait garnison, seraient remises aux commissaires de Sa Majesté très-chrétienne. L'empereur Alexandre avait remporté seul cette généreuse victoire sur le mauvais vouloir de l'Autriche et de la Prusse. L'Angleterre se rangea du côté de la Russie et fit pencher la balance. Le duc de Richelieu accepta, les yeux fermés, les comptes de la liquidation et s'engagea un peu légèrement à payer, dans un délai très-rapproché, tout ce qui restait dû par la France, c'est-à-dire deux cent soixante cinq millions. L'Autriche et la Prusse avaient grand besoin d'argent et elles vendirent plutôt qu'elles n'accordèrent l'évacuation du territoire. L'Angleterre était moins pressée de toucher sa part dans cette contribution de guerre : elle se sentait plus riche que ses alliées, malgré l'énorme accroissement de son arriéré, et elle avait d'ailleurs obtenu une assez belle indemnité en forçant le gouvernement de Louis XVIII à renoncer à toutes les dettes qu'il aurait pu réclamer pour compenser celles dont il opérait le paiement aux termes de la liquidation générale. Le congrès ne se sépara point toutefois après avoir décidé et réglé la libération du territoire français ; il examina l'état politique et moral de la France et prit des mesures d'ordre pour combattre et anéantir le principe révolutionnaire dans toute l'Europe : le sol de la France allait être délivré de l'armée d'occupation ; mais on devait en même temps entourer de forteresses les frontières du nord et de l'est ; on devait distribuer dans ces forteresses une armée d'observation que les grandes puissances se chargeaient d'entretenir à frais communs, comme pour emprisonner la Révolution dans l'enceinte de la France. Louis XVIII, néanmoins, se portait fort de la tranquillité de son royaume, et déclarait, par l'organe du duc de Richelieu, qu'il avait « fermé l'abîme des révolutions avec le sceau de la Charte ». Cette confiance dans les forces du gouvernement constitutionnel, ne l'empêcha pas d'entrer dans le traité de la Sainte-Alliance au même titre que les quatre grandes puissances qui l'avaient signé

entre elles en 1815. Le roi de France devenait, par cette nouvelle convention, un des cinq membres de l'association offensive et défensive des rois légitimes. Une déclaration, écrite de la main de l'empereur Alexandre, proclamait ainsi le système politique qui était appelé à régir l'Europe : « L'union intime établie entre les monarques associés à ce système par leurs principes, non moins que par l'intérêt de leurs peuples, offre à l'Europe le gage le plus sacré de la tranquillité future. L'objet de cette union est aussi simple que grand et salutaire : elle ne tend à aucune nouvelle combinaison politique, à aucun changement qui ne soit sanctionné par les traités existants : calme et constante dans son action, elle n'a pour but que le maintien de la paix et la garantie des transactions qui l'ont fondée et consolidée. » La situation générale de l'Europe semblait rassurante, malgré l'esprit libéral de la France, malgré les émutes de l'Angleterre, malgré la fièvre des constitutions que plusieurs princes de l'Allemagne avaient données à leurs sujets. Napoléon Bonaparte, qui se mourait lentement dans l'île de Sainte-Hélène, ne jetait plus ni menaces, ni terreurs dans l'avenir des rois coalisés. L'empereur d'Autriche fut sans pitié pour cet illustre captif, qui avait été son gendre; Metternich refusa durement de s'associer à la noble pensée de l'empereur Alexandre demandant la translation de Napoléon dans un climat moins meurtrier. Wellington répondit que le climat de Sainte-Hélène était fort sain et que le gouverneur de l'île, sir Hudson-Loe ne s'en plaignait pas; il nia que la santé du prisonnier fût gravement atteinte et il s'opposa, au nom de son gouvernement, à toute espèce d'amélioration dans le sort de ce précieux otage. C'était la reine Hortense qui intercédait seule pour l'Empereur : Marie-Louise refusait d'intervenir, de supplier, de réclamer, en faveur de son mari, comme si elle eût craint la première de le voir se rapprocher d'elle et de l'Europe. La famille Bonaparte imitait cette indifférence et cet oubli, lorsque la voix du peuple en France commençait à donner mille échos lamentables aux souffrances physiques et morales du *nouveau Prométhée*.

La nouvelle de la cessation prochaine de cette occupation militaire, qui affligeait et irritait tous les cœurs français, fut accueillie avec des larmes et des cris de joie : la France ne serait plus sous le joug de l'étranger; la France avait déjà une armée. L'heureux résultat du congrès d'Aix-la-Chapelle n'excita pas les mêmes transports à Paris que dans les provinces qui avaient gémi si longtemps de la présence des alliés. Paris qui depuis plus de deux ans était délivré d'une garnison de troupes étrangères, Paris qui n'avait que le bénéfice de la résidence de leurs états-majors, Paris se trouvait alors absorbé par la politique militante et travaillé en tous sens par la fièvre électorale. Il s'agissait de renouveler le cinquième de la chambre des députés, et les collèges électoraux étaient convoqués pour le 20 octobre. Comme ces élections pouvaient modifier la marche du gouvernement en déplaçant la majorité, tous les partis se remuaient à la fois dans l'intérêt de leurs candidats. Le ministère sentait bien que, par la force des choses, les libéraux avaient plus de chances

que les royalistes de voir le nombre de leurs représentants s'accroître sur les bancs du côté gauche de la Chambre. Il échangea donc de tactique : il laissa les royalistes recruter des voix et compter leurs partisans ; il les avait trop tourmentés précédemment, pour vouloir leur donner encore l'avantage de crier à la persécution ; il eut l'air de faire un pas vers eux, on na les gênant pas dans leurs affaires d'élection ; mais il consacra tous ses efforts et tous ses soins à gagner des électeurs, il usa de toutes les séductions, il se montra prodigue de promesses et d'amorces, il caressa, il flatta, il n'épargna rien pour convaincre ou pour corrompre. Ce fut seulement depuis ces élections, que le pouvoir essaya de diriger et de dominer le mouvement électoral. Les libéraux, qui se multipliaient de plus en plus dans la bourgeoisie et dans le commerce par l'effet naturel de cet esprit d'opposition inhérent au caractère français, commençaient à s'entendre, à s'organiser, à discipliner leur action, en vue de la part qu'ils voulaient prendre au gouvernement. Ce fut alors qu'on eut l'idée d'une société de propagande politique qui pût s'établir et se développer par toute la France, au grand jour, sans affiliation secrète, sans caractère séditieux, sans apparences hostiles. Cette société, fondée sous le nom du vieux proverbe : *Aide-toi le ciel t'aidera*, affectait de n'avoir pas d'autre objet que de préparer les élections dans le sens libéral et de prêter appui à tous les candidats qu'on pouvait recommander comme *indépendants* aux suffrages des électeurs patriotes ou libéraux. Cette qualification d'*indépendants*, quo Benjamin Constant avait essayé de faire prévaloir dans une brochure intitulée : *Élections de 1818*, ne fut en usage que pendant assez peu de temps pour distinguer les hommes intègres que le ministérialisme n'avait point atteints ni compromis. La lutte de ces élections était donc engagée entre les ministériels et les indépendants, comme si les royalistes purs eussent eux-mêmes quitté la partie. Tout se passa en intrigues anodines et doucereuses ; le ministère de la police avait renoncé à la violence et à la provocation ; les assemblées, les banquets, les circulaires, ne rencontrèrent pas la moindre vexation ; les agents de la sûreté publique, les mouchards et les gendarmes étaient devenus de pacifiques courtiers d'élections : la bataille se livrait sur le terrain de la presse, et l'ordre ni la tranquillité du pays ne furent troublés nulle part. Cependant le cabinet regardait comme une condition de sa propre existence la nécessité de repousser certaines candidatures trop significatives, telles que celles de La Fayette, de Manuel et de Benjamin Constant, qui étaient, hors de la chambre des députés, les chefs les plus populaires de l'opposition libérale, et qui paraissaient devoir rentrer dans la Chambre de 1818 avec la prépondérance et le pouvoir qu'ils avaient eu dans la Chambre des Cent-Jours. Tous trois se présentaient à la députation, sous les auspices de la société *Aide-toi le ciel t'aidera*, dans plusieurs départements à la fois. Paris, qui était sous la main immédiate du ministère et dont les votes libres se trouvaient toujours étouffés par ceux des fonctionnaires, donna la préférence au manufacturier Ternaux sur Benjamin Constant ; mais, peu de mois après, l'élection de Benjamin

Constant eut lieu dans le département de la Sarthe qui avait déjà adopté pour son représentant le général La Fayette ; quant à Manuel, il fut élu en même temps par la Vendée et par la Bretagne. Ternaux, que le ministère avait fait nommer à Paris en opérant une scission dans le parti libéral, n'était pas d'ailleurs une créature ni un partisan du ministère : ce riche industriel, que le commerce venait d'envoyer à la Chambre, n'y arrivait pas pour renforcer la majorité ministérielle. Les élections dans les départements eurent à peu près le même résultat qu'à Paris : le choix des collèges se porta sur des constitutionnels qui offraient quelque garantie au maintien et à l'exécution de la Charte ; les royalistes furent écartés partout. Ce n'était un échec pour le ministère qu'en raison des efforts qu'il avait faits pour éloigner certains candidats qui furent admis, et pour en admettre d'autres qui furent éloignés ; car les libéraux n'avaient de défiance et d'aversion que contre les royalistes : ils se seraient peut-être mis d'intelligence avec les ministériels, si le ministère, qui avait fait beaucoup naguère pour satisfaire le sentiment national, eût voulu continuer à déclarer la guerre aux ultras.

Mais, au contraire, les ultras et le ministère n'étaient pas si loin de se réconcilier et de pactiser ensemble : le cardinal de Beaussot, à la chambre des pairs, et de Vitellé, à la chambre des députés, semblent avoir été les artisans de cette intrigue qui émana des mêmes hommes et des mêmes idées que la fameuse *Note secrète* envoyée aux souverains de la Sainte-Alliance. Les démarches et les pourparlers se succédèrent pendant plusieurs mois, sans que rien transpirât à la cour ni dans le public. Le roi était dans une ignorance complète de ce qui se préparait, et il se flattait que la majorité, qui avait jusqu'alors soutenu les actes ministériels, ne leur ferait pas défaut à la session prochaine : il était d'ailleurs déterminé plus qu'il jamais à faire marcher son gouvernement dans la ligne de la Charte, et il avait, pour persévérer dans ce système, l'assentiment formel de ses alliés, qui reconnaissaient, dans une note officielle publiée sans doute en réponse à la *Note secrète*, « que l'ordre des choses, heureusement établi en France par la restauration de la monarchie légitime et constitutionnelle, et le succès qui a couronné les soins paternels de Sa Majesté très-chrétienne, justifient pleinement l'espoir d'un affermissement progressif de cet ordre de choses si essentiel pour le repos et la prospérité de la France, et si étroitement lié à tous les intérêts de l'Europe. » Néanmoins on était parvenu à persuader au duo de Richelieu que le ministère, en se séparant de ses auxiliaires naturels les royalistes, se jetait dans les bras de la Révolution en cherchant à s'appuyer sur le parti libéral ; que la loi des élections, avec le suffrage direct des électeurs et le renouvellement annuel de la Chambre par cinquième, produirait inévitablement la destruction du parti royaliste et le triomphe des révolutionnaires, et qu'une Chambre où les libéraux usurperaient la majorité ne tarderait pas à se former en Convention. Le duc de Richelieu était indécis sur les moyens de salut qu'on lui proposait de prendre, et il n'en traitait qu'à demi dans la coalition qu'on appelait une simple

fusion entre les royalistes modérés et les royalistes ardents : le résultat des élections partielles lui fut une révélation des dangers que la loi électorale faisait courir à la monarchie légitime, et il se ligu aussitôt avec les pairs et les députés qui étaient d'accord pour demander la révision de cette loi dangereuse. Il n'eut pas de peine à faire partager son opinion au ministre de l'intérieur et à quelques autres de ses collègues ; mais il rencontra une résistance si énergique auprès de Decazes, qu'il n'essaya pas de la vaincre et qu'il ne demanda pas au favori son entremise pour faire réussir auprès du roi les desseins de la coalition. Tout ce complot royaliste resta en suspens jusqu'aux approches de l'ouverture de la Chambre, que Louis XVIII avait remise au 10 décembre, pour laisser sans doute à tout le monde le temps de s'entendre. La bonne intelligence des ministres entre eux ne paraissait pas troublée ; seulement Decazes déclara, en plein conseil, que le royaume était désormais assez tranquille et assez mûr au gouvernement constitutionnel, pour que les lois d'exception cessassent d'être en vigueur : il avouait donc que le ministère de la police devenait inutile et devait disparaître. C'était faire pressentir sa retraite. Jamais cependant la police n'avait eu recours à des expédients si raffinés, en présence du conflit ministériel qui s'élevait autour du fauteuil de Louis XVIII : cette police, naguère provocatrice, aggressive, arbitraire, se bornait à détourner l'opinion publique et à l'endormir au moyen des plus bizarres combinaisons. Il y eut à Paris, pendant plus de deux mois, une fabrique de nouvelles mensongères et de contes merveilleux qui amusaient la ville et l'empêchaient de se livrer à la politique. On inventa l'histoire de la fille à tête de mort, on imagina des bruits souterrains en divers quartiers de Paris, on fit jeter des pièces d'or et d'argent dans les rues et les passages ; on répandit la fable des *piqueurs*, que changea bientôt en réalité la coupable manie d'imitation de quelques êtres dépravés qui blessèrent des femmes à coups d'épingle ou de canif. La fin de l'année fut tellement remplie d'incidents et de petits faits particuliers, que la crise ministérielle passa presque inaperçue. La police n'eut pas besoin d'ailleurs de créer tous les sujets de distraction que les derniers mois de l'année offrirent à la curiosité des Parisiens, qui n'étaient pas, comme les habitants des départements, témoins du spectacle solennel de la libération du territoire français. Tandis que les soldats étrangers, aux termes de la convention d'Aix-la-Chapelle, évacuaient nos places fortes et sortaient de France lentement et comme à regret, escortés par les cris de joie et les chants patriotiques des populations, Paris revoyait encore une fois l'empereur de Russie et se mettait en fête pour lui. Paris reçut aussi, mais avec moins d'empressement et de sympathie, le roi de Prusse, le prince Charles, son fils, et le grand-duc Constantin, qui venaient prendre congé de leur belle conquête. Alexandre eut avec Louis XVIII un entretien secret sur les projets de la Sainte-Alliance, sur les affaires de la France et sur l'état général de l'Europe : on assure qu'il approuva le système politique du roi, et qu'il invita ce prince à y persévérer. Les bals et les réjouissances, que mo-

tivait la présence des souverains et des princes étrangers à Paris, faisaient un contraste avec les embarras de la situation financière : la hausse factice, que les maisons Hope et Baring avaient établie dans le cours des fonds publics pour négocier leur emprunt, ne s'était pas soutenue; la rente était tombée à soixante-cinq, et plusieurs grands capitalistes avaient été ruinés par cette baisse imprévue qui provenait de l'émission imprudente d'une énorme quantité de valeurs françaises sur toutes les banques de l'Europe. Il y eut alors une terrible dépréciation de ces valeurs, et l'on put éraindre encore une fois que la France se vît dans l'impossibilité de tenir des engagements au-dessus de ses forces. La panique descendit dans toutes les branches du commerce, et une foule de faillites individuelles semblaient déjà précipiter la banqueroute générale. Dans cette crise, l'empereur Alexandre, à la prière du duc de Richelieu, alla lui-même au-devant des besoins de la France, et intervint près de ses alliés pour modifier les conditions de paiement qu'ils avaient imposées au pays pour sa libération complète. Déjà le mouvement de retraite de l'armée d'occupation s'était arrêté, et les souverains paraissaient appréhender de n'être jamais payés s'ils retiraient leurs troupes; mais l'empereur de Russie aplanit toutes les difficultés et prévint toutes les contestations, en faisant prolonger à dix-huit mois les termes des paiements qui devaient être effectués en neuf mois, suivant la convention du 9 octobre. Les maisons de banque qui avaient souscrit l'emprunt, se trouvèrent aussitôt allégées; le cours des fonds publics se releva, et l'on ne douta plus que la France ne fût capable de faire honneur à ses engagements. Le crédit de l'Europe entière, un moment ébranlé, se raffermir en même temps, et les puissances alliées n'opposèrent plus aucune entrave à l'évacuation du territoire français. Au 1^{er} janvier 1819, les villes de guerre et les frontières furent tout à fait libres de l'occupation étrangère : il n'y avait pas dans tout le royaume un seul uniforme russe, autrichien, anglais ou prussien. La France sentit avec orgueil qu'elle redevenait France.

La session allait s'ouvrir sous ces heureux auspices, mais la crise ministérielle, encore sourde et indécise, ne pouvait tarder à éclater. Le ministre des finances, Corvetto, avait compris la difficulté de garder plus longtemps la neutralité entre ses collègues, qui se divisaient de jour en jour davantage. La mauvaise réussite de ses combinaisons financières lui avait d'ailleurs valu une position délicate devant le pays et devant les Chambres; son habileté, sinon sa probité, se trouvait gravement compromis dans les tripotages de l'emprunt anglo-hollandais. Il saisit le prétexte de la mésintelligence des ministres, au sujet de la loi des élections, pour remettre sa démission au roi, en la motivant sur l'état de sa santé. Louis XVIII accepta le motif avec la démission et autorisa Corvetto à s'installer au château de la Muette, dans le bois de Boulogne, afin de s'y rétablir. Corvetto, en prenant sa retraite comme malade, échappa aux justes et sévères reproches que son administration lui eût suscités : on eut pitié de lui, on l'oublia, au lieu de l'accuser. Il put mourir tranquille en 1821, à Gènes, sa ville natale, sans avoir à rendre compte des

actes malheureux plutôt que coupables de son ministère. Le successeur qui lui donna Decazes, avec l'approbation du duc de Richelieu, fut un député du centre gauche, l'avocat Roy, qui s'était fait remarquer par une aptitude particulière à traiter les questions de finances. Il avait d'ailleurs élevé avec tant de bonheur l'édifice de sa fortune personnelle, qu'on le supposait plus capable que personne de diriger heureusement la fortune de l'État. Dès son entrée aux affaires, il répara quelques-unes des fautes de son prédécesseur et empêcha la chute des maisons Hope et Baring qui chancelaient sous le fardeau de l'emprunt. Le ministère, malgré le remplacement de Corvetto, était moins solide que jamais, et le duc de Richelieu s'occupait sérieusement de le recomposer, lorsque le roi fit l'ouverture des Chambres, le 7 décembre. Le discours du trône ne manqua pas de proclamer les bienfaits de la Charte qui, « en délivrant la France du despotisme, a mis un terme aux révolutions. » C'était dire aux royalistes que leurs attaques contre la Charte ne prévaudraient jamais. Louis XVIII ne flattait pas néanmoins les libéraux, puisqu'il invitait la chambre des députés « à repousser les principes pernicioeux, qui, sous le masque de la liberté, attaquent l'ordre social et conduisent par l'anarchie au pouvoir absolu. » Ce discours n'annonçait aucune hésitation dans la marche du gouvernement. Le lendemain même de l'ouverture de la session, Louis XVIII apprit qu'une partie de son ministère avait fait coalition avec les chefs du côté droit dans les deux Chambres et que Decazes devait être sacrifié à cette réconciliation dont le prix n'était pas bien arrêté entre les intéressés. Il s'indigna d'une intrigue qui tendait à violenter l'autorité royale; il dissimula toutefois et se montra disposé à prendre pour programme ces paroles de lord Wellington, qu'il avait accueillies comme un sage avis : « Il faut que les royalistes reviennent au roi, mais sans conditions. » Dans le conseil des ministres, il répéta plus d'une fois ces paroles et ne parut pas peu blessé de ce que les royalistes demandassent le changement radical de la loi des élections. Ce fut alors que Decazes annonça qu'il se retirerait, puisque son ministère de la police, désormais inutile, ne pouvait survivre à l'année qui finissait. Les ministres sentaient bien que la retraite du favori du roi entraînerait inévitablement la dislocation du cabinet. On essaya donc de faire une place au favori dans un autre ministère; mais celui de l'intérieur, que Decazes convoitait, ne pouvait être abandonné par Lainé, sans que celui-ci consentit à prendre un nouveau portefeuille, ce qu'il refusa absolument. Lainé se croyait indispensable à l'intérieur; il avait attaché son nom à quelques créations, à quelques réformes utiles : la réorganisation de l'École polytechnique, la fondation des caisses d'épargne, l'institution des écoles d'arts et métiers, la résurrection des statues de rois, que la république de 92 avait renversées, tels étaient les titres que son ministère de deux années pouvait revendiquer vis-à-vis de l'opinion publique; il se recommandait d'ailleurs par son caractère d'honnête homme, qui n'avait pas encore reçu d'atteinte dans l'atmosphère empoisonnée de l'ambition. Les ministres se trouvaient dès lors partagés en deux camps

opposés : dans l'un, le duc de Richelieu, Lainé et Molé ; dans l'autre, Decazes, Gouvion Saint-Cyr ; quant à Pasquier, il flottait indécis de l'un à l'autre, et Roy voulait rester neutre, quoi qu'il arrivât. Chacun des deux chefs rivaux avait son drapeau politique ; Decazes, celui de la Charte, que la roi l'aidait à soutenir ; le duc de Richelieu, celui de la réaction électorale, qu'une puissante ligue de pairs et de députés s'apprétaient à lever. Villèle avait dressé les batteries et forgé les armes de cette ligue, qui établit son quartier-général à la chambre des pairs, autour du cardinal de Beausset. La qualité de leur patron leur avait fait donner le nom de *cardinalistes*, tandis qu'à la chambre des députés le nom d'*indépendants* paraissait devoir s'étendre aux partisans de Decazes, qui défendait l'élection directe et le renouvellement de la Chambre par cinquième. Louis XVIII tenta vainement de recimenter l'union de ses ministres et surtout d'écarter cette fâcheuse pierre d'achoppement, la loi des élections ; mais son astuce et son éloquence échouèrent. Le duc de Richelieu, Lainé et Molé ayant envoyé au roi leur démission, Decazes et Gouvion Saint-Cyr donnèrent la leur en protestant de leur dévouement à la couronne, et en déclarant qu'ils ne se pardonneraient pas de priver le roi des services du duc de Richelieu. Louis XVIII eut l'air d'accepter cette seconde démission et supplia le duc de Richelieu de garder la présidence du conseil : « Vous voulez donc, lui dit-il avec malice, me réduire à la pénible nécessité d'avoir recours à M. de Talleyrand ? » Le duc de Richelieu, après s'être concerté avec les cardinalistes et surtout avec de Villèle, qu'il destinait au ministère de la marine, écrivit au roi la lettre la plus étrange et la plus jésuitique : il se jetait aux pieds de Sa Majesté pour la supplier de lui *accorder sa liberté* ; il proclamait sa mission finie, du moment où les grandes affaires avec les étrangers étaient terminées ; il s'accusait d'inaptitude et d'incapacité dans les choses de gouvernement constitutionnel ; cependant, pour obéir aux ordres et aux désirs du roi, il consentait à rester ministre, à condition que Decazes, qu'il *aimait et estimait* autant que le peut faire Sa Majesté, accepterait l'ambassade de Naples ou de Saint-Petersbourg et partirait dans le délai d'une semaine, car, disait-il, tant que Decazes « ne sera pas fixé hors de France par des fonctions éminentes, tous les hommes opposés au ministère le considéreront comme le but de leurs espérances, et il deviendra, bien malgré lui sans doute, un obstacle à la marche du gouvernement. » Decazes eut l'air de se soumettre à l'exil qu'on exigeait et promit de partir, non pour une ambassade, mais pour sa terre de Libourne. Louis XVIII, profondément blessé de l'espèce de contrainte qu'on lui imposait, feignit de laisser le champ libre au duc de Richelieu ; celui-ci se remua dans l'ornière ministérielle, où il était embourbé ; il raccola quelques auxiliaires : Siméon, pour la justice ; Lauriston, pour la guerre ; Mollien, pour les finances, et Cuvier, pour l'instruction publique ; mais l'entrée de Villèle au ministère était un dissolvant qui ruinait toutes les combinaisons. Lainé renonça le premier à refaire un cabinet viable ; le duc de Richelieu, à son tour, quitta la partie. Decazes demeura seul maître de la situation :

il n'avait pas perdu son temps, et dès que le roi le mit à l'œuvre, le ministère fut formé. Decazes garda l'intérieur et laissa au général Dessoles la présidence du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères; le comte de Serre, à qui le roi venait de préférer Ravez en qualité de président de la chambre des députés, fut nommé garde des sceaux; le comte Portal eut la marine, et le baron Louis, les finances. Gouvion Saint-Cyr conservait le portefeuille de la guerre.

Ce nouveau ministère, royaliste-constitutionnel, inauguré le 28 décembre, ne fit que fortifier dans les Chambres l'esprit d'opposition des ultras. Il fut accueilli, au contraire, avec faveur, par les libéraux de toutes les nuances. La retraite du duc de Richelieu fut considérée comme une bataille perdue par les royalistes purs : ils essayèrent du moins de l'entourer des palmes de la victoire, en proposant de décerner une récompense nationale à l'ancien président du conseil. Le duc de Richelieu se refusa d'abord à l'accepter : « Je ne puis me résoudre, écrivit-il au président de la Chambre, à voir ajouter, à cause de moi, quelque chose aux charges qui pèsent sur la nation. » Nonobstant ses refus réitérés, une dotation viagère de cinquante mille francs fut votée par les Chambres en faveur du duc de Richelieu qui n'eut rien de plus pressé que de l'appliquer aux hospices de Bordeaux. « L'estime de mon pays, la bonté du roi, le témoignage de ma conscience, avait-il dit, me suffirent. » Le ministère eut beau s'associer à l'hommage rendu par les Chambres aux services que le duc de Richelieu pouvait s'attribuer avec raison dans les négociations relatives à la libération de la France, la coalition des royalistes ne pardonnait pas à Decazes. Le complot avait été tramé de longue date dans des réunions secrètes, tenues chez le cardinal de Beausset, et Talleyrand, invisible, en faisait mouvoir les fils à son gré, par l'intermédiaire de Pastoret, d'Olivier de Vèrne et de Fontanes. Le génie d'intrigue du prince de Bénévent, fatigué de l'inaction dans laquelle on l'oubliait, s'était mis au service du comte d'Artois. On fabriqua donc à huis-clos la pièce d'artifice qui devait faire sauter le ministère de Decazes, et l'on choisit, pour la lancer, la main du plus faible, celle du vieux marquis Barthélemy. Dans la séance du 20 février, il monta donc à la tribune et formula cette proposition : « Je demande que la chambre des pairs prenne une résolution, en vertu de laquelle le roi serait humblement supplié de présenter un projet de loi tendant à faire éprouver à l'organisation des collèges électoraux les modifications dont la nécessité peut paraître indispensable. » Les conspirateurs, car c'était une véritable conspiration contre le ministère et contre la Charte, appuyèrent la proposition qui fut vivement combattue par les ministres. Malgré les efforts de Decazes et de son ex-collègue Barbé-Marbois, des ducs de Choiseul et de La Rochefoucauld, de Boissy-d'Anglas et de Lanjuinais, une majorité de quatre-vingts voix contre cinquante-trois prouva que les anciens ministériels s'étaient rattachés aux royalistes. Louis XVIII fut indigné de voir cette agression systématique contre son ministre favori, et il fit déclarer solennellement par le garde des sceaux, à la

chambre des députés, que le gouvernement maintiendrait la loi des élections, « conséquence nécessaire de la Charte et le plus ferme soutien des droits et des libertés publiques. » La proposition Barthélemy n'en fut pas moins développée par son auteur et discutée à la chambre des pairs. L'existence du ministère était en jeu : les royalistes redoublaient de fureur, pour l'accabler sous les ruines de la loi électorale. Les ministres, forts de l'appui du roi, protestèrent contre cette trame : « Rien au monde, dit Decazes, ne pourrait déterminer le cabinet à modifier une loi dont les résultats ont été jusqu'ici rassurants. » Le président du conseil, Dessoles, dénonça la proposition Barthélemy comme *la plus funeste* qui fût sortie de la chambre des pairs : « Est-ce en luttant contre le monarque, dit-il avec énergie, qu'on affermira la monarchie ? » Lanjuinais accusa cette proposition d'être « le premier acte de la Révolution contre la Charte. » Le général Dessoles avait parlé de *l'agitation* qui faisait des progrès inquiétants dans les provinces ; Lanjuinais prétendit que, dans l'ouest, les ennemis déclarés ou secrets de la Charte avaient des conciliabules et s'organisaient en armée secrète « avec cocarde particulière. » Les partisans de la proposition ne la soutinrent que par leur vote : cinquante-cinq voix contre quatre-vingt-dix-huit s'opposèrent inutilement à son adoption. Il y eut par toute la France une vive anxiété, que faisait naître l'avènement prochain du royalisme absolu ; on rédigea, on signa des pétitions à la chambre des députés et des adresses au roi pour obtenir le maintien de la loi électorale.

Decazes ne se retira pas devant le vote de la chambre des pairs : le 6 mars, une ordonnance du roi, nommant soixante nouveaux pairs, paraissait dans le *Moniteur*. Les éléments de cette promotion, qu'on appela plaisamment *fournée*, étaient choisis dans toutes les nuances de l'opinion modérée et dans tous les rangs de l'aristocratie, Decazes avait eu certainement l'intention de se concilier les partis et de satisfaire aux sentiments de tout le monde, en faisant entrer à la fois dans la pairie six maréchaux de France, deux amiraux, des officiers généraux de l'Empereur, des chefs de grandes familles nobles, des anciens émigrés, des fonctionnaires de la République, de l'Empire et de la Restauration, des savants, des magistrats et même des docteurs. Cette promotion de pairs brisait la majorité contraire au ministère, mais Decazes n'aurait eu d'autres ressources que la dissolution de la chambre des députés, si la même majorité ultra-royaliste s'était formée contre lui dans cette Chambre, où Villèle trouvait chez l'ex-ministre de l'intérieur Lainé un allié complaisant et intéressé. Le ministère ne faisait pas seulement appel à ses amis, peu nombreux sur les bancs de la Chambre ; il s'adressait aussi, dans cette circonstance, aux orateurs du côté gauche, qui devaient le défendre sous peine de désertir la cause constitutionnelle. La coalition, en même temps, essayait de se grossir, en attirant à soi les royalistes timorés, auxquels on persuadait que le roi était l'esclave de ses ministres et quo dans le fond du cœur il approuvait cette croisade entreprise contre une loi révolutionnaire. Les deux partis

avaient réuni des forces à peu près égales, lorsque la lutte s'engagea, le 20 mars, sur la proposition Barthélemy. Beugnot, chargé du rapport, au nom de la commission, demanda le rejet de cette proposition et conclut ainsi : « La loi des élections est chère à la nation et l'on n'y touchera plus sans danger. » Mais les royalistes commencèrent par battre en brèche la loi des élections, par en démontrer les vices et les périls, par en réclamer à grands cris la réforme : cette discussion leur donna prétexte d'accuser les actes du ministère, d'incriminer ses tendances et de le mettre au ban de la royauté. La passion emporta si loin les adversaires de Decazes, qu'il l'on entendit l'honnête Lainé lui-même démentir ses propres antécédents et parler contre une loi qu'il avait défendue naguère avec la même chaleur. De Villèle, impatient de trouver en faute le ministère et de le convaincre de duplicité, alla jusqu'à lui reprocher d'avoir laissé impuni les assassinats et les crimes des royalistes du midi en 1815 et 1816. C'était un piège tendu au ministère qu'il invitait à s'expliquer sur les causes de ces crimes politiques. Mais le ministère, par l'organe du garde des sceaux, se contenta de repousser toute solidarité avec les auteurs et les instigateurs des déplorables excès que les tribunaux n'avaient pas osé poursuivre ni punir, et le comte de Serre posa cette simple question qui résumait clairement la nature du débat entamé devant les Chambres : « La France sera-t-elle livrée ou non à la domination des partis ? » Ces paroles sages et justes suffirent pour détacher de la coalition royaliste quelques hommes consciencieux qui rougirent de se faire des agents d'intrigue, au profit de certaines ambitions manifestes et cachées. Cette seule considération fit plus, dans l'esprit des membres du centre, que la triste apostasie ou la conversion de Lainé, la dialectique serrée et vigoureuse de Bignon, les doctrines de Royer-Collard et les frénésies de La Bourdonnaye. La majorité, dont les royalistes étaient assurés en se comptant, leur manqua au dernier moment, et cent cinquante-quatre voix contre cent cinquante rejetèrent la résolution adoptée par la chambre des pairs. Ce n'était point assez de quatre voix de majorité pour soutenir le ministère à la chambre des députés, où il avait eu l'appui compromettant de l'extrême gauche : il s'empessa donc de faire une concession au parti royaliste, en présentant trois projets de loi qui formaient une espèce de code de la presse et qui augmentaient ses entraves sous prétexte de régler ses droits. Il espérait par là regagner la confiance des royalistes sincères ; mais en même temps il perdit celle des libéraux. Ce nouveau code de la presse avait été rédigé par Guizot, directeur de l'administration communale, nommé par Decazes ; Guizot, un des hommes les plus considérables de l'école doctrinaire, s'était attaché depuis 1814 à l'œuvre politique de la Restauration ; il avait coopéré en quelque sorte, à la création du gouvernement constitutionnel et il se faisait l'organe éloquent et passionné des doctrines *à priori* de Royer-Collard. Les lois sur la presse, auxquelles ce dernier avait apporté le concours de ses idées préconçues, concernaient la qualification et la pénalité des crimes et délits commis par la voie de la presse, la pour-

suite et le jugement de ces crimes et délits, et enfin la publication des journaux et écrits périodiques. La discussion de ces trois lois, différentes de moyens, mais identiques dans leur objet, fut comme endormie dans les sophismes de la légalité et les nuages de la doctrine. La gauche ne défendit que mollement la liberté de la presse, que le ministère n'attaquait pas à découvert; elle ne se montra point assez inquiète de l'abus qu'on pouvait faire de l'application de ces lois qui renfermaient tout un arsenal de peines corporelles et pécuniaires contre la moindre erreur de plume. Toute l'ardeur de la polémique de tribune sembla se porter sur un point où le projet de loi, en spécifiant les outrages de la presse à la morale publique, avait omis, sans doute à dessein, de prévoir les outrages à la religion : les royalistes exclusifs conclurent de cet oubli, que la loi était *athée*, et ils en tirèrent de nouvelles armes contre le ministère, qu'ils accusaient d'encourager l'esprit irrégulier du siècle. Cuvier, commissaire du roi, chargé de défendre le projet conçu par le protestant Guizot, était également protestant : il répondit avec sévérité aux exagérations catholiques des royalistes; il rappela les dissensions religieuses qui avaient agité les trois derniers siècles et qui n'étaient dans l'origine que des controverses; il essaya de prouver que la liberté des cultes, consacrée par la Charte, était inadmissible avec la poursuite légale des outrages à la religion : « Aux yeux d'un homme attaché à un culte, attaquer comme faux les dogmes qu'il professe, c'est les outrager. » La majorité s'obstina néanmoins à comprendre la morale *religieuse* dans la morale publique. Cet article n'était pas encore assez significatif pour les royalistes de la chambre des pairs, et il ne s'en fallut que de sept voix qu'un amendement du duc de Fitz-James, établissant l'*outrage à la religion chrétienne*, fût introduit dans la loi. Les crimes et délits qu'on pouvait commettre par la voie de la presse, avaient été ingénieusement prévus, de telle sorte que les juges n'eurent plus que l'embarras du choix pour l'application de la peine qui leur offrait des latitudes presque arbitraires. Cependant certaines dispositions de la triple loi de la presse demandaient grâce pour les autres qu'elles couvraient d'une recommandation libérale : la connaissance des délits de la presse devait être attribuée au jury; la diffamation et l'injure publique contre tout agent de l'autorité pouvaient être soumises à un débat contradictoire et à la preuve du fait imputé à cet agent. Ce fut à l'occasion de cette distinction délicate entre l'homme public et l'homme privé, que Royer-Collard créa cette expression figurée, devenue depuis proverbiale : *il faut murer la vie privée*. Si les constitutionnels ne se montrèrent pas très-hostiles au code ministériel de la presse, les royalistes ne furent pas moins favorables à une législation qui avait pour but de limiter et de réprimer une des libertés qu'ils redoutaient le plus. La majorité se renforça donc en faveur du ministère, et dans le vote de la troisième loi relative au cautionnement des journaux, il n'eut contre lui, que quarante-cinq boules noires à la chambre des députés et seulement quatorze à la chambre des pairs.

Le ministère, dont l'existence n'était plus en jeu, se rapprochait insensiblement des royalistes, à mesure que l'esprit public entraînait les libéraux dans un système général d'opposition. Le comité directeur de Paris, institué pour imprimer aux élections un mouvement national, ne laissait pas reposer son influence dans l'intervalle des sessions : il travaillait souterrainement à échauffer, à émouvoir, à soulever l'opinion contre le gouvernement des Bourbons; il se rattachait, par des liens secrets et invisibles, à toute une organisation occulte qui minait le sol de la monarchie et qui préparait pour des temps encore éloignés une explosion bonapartiste et républicaine. C'était partout une propagande active, dont les sympathies populaires faisaient le succès. Tandis que la faction du trône et de l'autel remettait en honneur toute la friperie de l'Église catholique, applaudissait aux envahissements du clergé, aux refus de sépulture chrétienne, aux actes d'intolérance religieuse; tandis que les ordres monastiques renaissaient de leurs cendres et remontaient d'un seul coup au faîte de leur ancienne prospérité; tandis que les missionnaires pullulaient par toute la France, vendant des indulgences, plantant des croix et chantant des cantiques, l'opinion libérale n'était pas en reste d'activité, de dévouement et même de fanatisme : elle apprenait par cœur les chansons patriotiques d'Émile Debraux et de notre admirable Béranger; elle évoquait sous toutes les formes le glorieux souvenir de l'Empire et de nos armées victorieuses; elle répandait à profusion ses journaux, ses brochures, ses estampes; elle réimprimait Voltaire et Rousseau; elle dénonçait au mépris plutôt qu'à la haine des citoyens la ligue religieuse et politique des ultras et des prêtres. Le nom de l'Empereur redevenait un cri de ralliement : bien des regards, pleins de larmes, se tournaient sans cesse vers Sainte-Hélène, et toutes les nouvelles vraies ou fausses, qui traversaient les mers pour rappeler à la France son grand capitaine, retentissaient jusqu'au fond des plus pauvres chaumières. On savait à quelles indignités était en butte l'illustre prisonnier de l'Angleterre; on avait eu l'écho de ses plaintes et de ses protestations contre son geôlier, contre le gouvernement anglais : on ne désespérait pas de sa délivrance, en se souvenant de son retour de l'île d'Elbe. Ce fut pour satisfaire à ce sentiment tout français, que le comité directeur libéral imagina de faire signer des pétitions pour le rappel des bannis de 1815. Ces pétitions isolées ou collectives arrivaient de tous les points du royaume sur le bureau de la chambre des députés et entretenaient une agitation passionnée dans le public. Louis XVIII s'irrita de la pression qu'on voulait exercer sur sa volonté, et le garde des sceaux formula en ces termes les intentions du roi à l'égard des exilés : « Pour les régicides, *jamais* de grâce; pour les autres proscrits, confiance entière dans la justice et la clémence du roi. » Au mot *jamais*, qui fut heureusement démenti, peu de jours après, par la grâce accordée à quatre conventionnels, Bignon répondit en menaçant le pouvoir de divulguer un secret qui forcerait la couronne à l'indulgence. Bignon garda pourtant son secret, et l'on sut plus tard qu'il s'agissait d'une amnistie générale et plénière

signée par le roi avant la capitulation de Paris en 1815. On eût dit qu'une trêve avait été consentie entre les royalistes et le ministère, pendant la discussion du budget qui fut arrêté à la somme totale de huit cent quatre-vingt neuf millions; le côté gauche acceptait facilement cet armistice, et hormis quelques escarmouches sur des questions de détail, la chambre des députés se montra indulgente et même docile envers les ministres. La guerre faillit pourtant éclater au sujet d'un déficit signalé dans les comptes du ministre démissionnaire, Corvetto; déficit que Beugnot n'estimait pas à moins de cinquante millions; le rapporteur du budget, au contraire, annonçait un excédant de recettes de plus de deux millions. Les chiffres, que l'on mit en avant de part et d'autre, ne servirent qu'à envelopper d'un voile impénétrable les dilapidations de Corvetto. Déjà, chez les hommes politiques de tous les partis, on remarquait une singulière avidité qui convoitait la fortune plutôt encore que les honneurs. Le désintéressement n'était plus même une vertu chez un ministre. Chacun songeait à s'enrichir et sacrifiait tout à cet ardent besoin. La cour avait donné l'exemple d'un scandaleux amour de l'argent : les princes, les grands dignitaires, les femmes de la noblesse elles-mêmes, prenaient part à l'agiotage de la Bourse. L'industrie, en se perfectionnant, le commerce, en se développant, ne favorisaient que trop ces tendances d'égoïsme et d'avarice. La société française, naguère si généreuse et si prodigue, commençait à thésauriser. Le comte de La Bourdonnaie, honteux de cette misérable métamorphose des mœurs et des sentiments de la vieille France, jeta un cri d'alarme qui ressemblait à une prophétie : « Vous voudriez, dit-il aux ministres, transporter le gouvernement dans la Bourse de la capitale, pour lui donner la direction de l'opinion publique et constituer la monarchie en république aristocratique, dont les capitalistes et les banquiers seraient les magnifiques seigneurs; vous voudriez que la puissance des écus devint la force virtuelle de l'État! » Ce discours, qui passa presque inaperçu au milieu des éclats de rire de la gauche, où trônaient les banquiers Lafitte et Casimir Périer, renfermait pourtant les destinées prochaines de la France.

La clôture de la session (17 juillet), permit à Decazes d'attacher son nom à quelques actes importants d'administration publique : il forma le conseil général des prisons; il agrandit le cercle de la haute instruction, en créant des chaires d'économie politique et d'histoire du droit; il propagea l'enseignement mutuel; il rétablit les expositions quinquennales des produits de l'industrie, qui n'avaient pas eu lieu depuis 1806, et il organisa la première dans les bâtiments du Louvre, où l'on put constater que la France, en cinq années de paix, s'était mise à la tête des nations industrielles; il institua le conseil général des manufactures et celui du commerce; il récompensa les découvertes utiles et les procédés nouveaux; il seconda par ses circulaires et ses instructions aux préfets progrès de l'agriculture; il répandit la vaccine; en un mot, il imprima une impulsion bienfaisante aux affaires administratives de son ministère. Son plus beau titre à la reconnaissance des classes pauvres

fut la fondation de l'enseignement public et gratuit du Conservatoire des arts et métiers (25 novembre). Mais on ne doit pas oublier que Guizot était alors la tête et le bras du ministère de l'intérieur. Decazes s'occupait plus personnellement de sa police. Ce fut par elle qu'il connut la véritable situation des esprits et le travail souterrain des sociétés secrètes, au milieu de la tranquillité apparente du pays. Les émeutes des collèges de Paris et des départements, les troubles dont le cours du professeur de droit Bavoux fut l'occasion ou le prétexte, les emportements des populations contre les missionnaires, c'étaient autant de symptômes d'une fermentation morale qui couvait comme une lave dans les entrailles des principaux états de l'Europe. Le carbonarisme italien, qui avait pénétré en France depuis trois ans, était déjà mûr en Italie, en Espagne et en Allemagne. On sentait à la fois trembler tous les trônes, et les plénipotentiaires de la Sainte-Alliance, convoqués à Carlsbad par l'Autriche et la Prusse, avisèrent aux mesures de précaution à prendre pour arrêter les progrès de l'esprit révolutionnaire. La France n'était pas en ce moment aussi agitée, aussi frémissante que plusieurs états voisins ; mais l'autogénisme des partis s'y montrait au grand jour et semblait annoncer une lutte terrible qui s'engagerait au premier signal. Ce signal devait partir, suivant les rapports de police, de ce comité directeur, qui n'existait peut-être nulle part, mais que certains noms représentaient en France. Les dangers, qui menaçaient les trônes et les gouvernements, furent examinés, étudiés, signalés dans les conférences de Carlsbad, auxquelles le roi de Prusse avait voulu assister en personne. Decazes y avait envoyé un agent français, sous sa responsabilité personnelle ; cet agent était chargé cependant des instructions particulières du roi. Il eut d'abord à justifier le ministère contre les dénégations des royalistes français et les défis des souverains étrangers. L'intrigue, qui avait échoué à Aix-la-Chapelle, grâce à l'influence du duc de Richelieu sur l'empereur de Russie, se renouvelait et paraissait devoir réussir à Carlsbad avec le concours secret de l'empereur de Russie et du duc de Richelieu : les auteurs de la *Note secrète* de 1818 ne se tenaient pas pour battus. Le résultat des délibérations de Carlsbad fut donc contraire au système de Decazes, malgré les explications qu'il donna de sa conduite et de ses desseins. On lui enjoignit, au nom de la Sainte-Alliance, de changer de voie politique, de se rapprocher des royalistes et de se séparer davantage des libéraux. La réunion de Carlsbad s'était prononcée unanimement contre l'extension des libertés constitutionnelles. Le renouvellement annuel, par cinquième, de la chambre des députés attesta la marche ascendante du parti libéral : quelques efforts que fit le ministère pour s'assurer la majorité des votes et diriger au moins le choix des candidats, il se vit tout à fait réduit à l'impuissance par la formidable association libérale qui travaillait les élections. Les royalistes furent repoussés presque partout ; les *indépendants*, qui n'étaient autres que des bonapartistes ou même des républicains, eurent l'avantage. Ces élections donnèrent treute-cinq députés au côté gauche, quinze au centre et seulement

quatre au côté droit. Parmi les nouveaux députés de la gauche, on remarquait plusieurs noms qui caractérisaient les tendances de l'opposition : les généraux Sébastiani, Foy et Demarçay, Français de Pantes, Lambrecht et l'abbé Grégoire. On prétend que le ministère, résolu déjà au système rétrograde que lui imposaient les ministres de la Sainte-Alliance, avait favorisé lui-même la nomination d'un régicide, pour s'en faire une arme et une raison d'État. Dès ce moment, on discuta, dans le conseil, en présence du roi, sur la nécessité de modifier la loi des élections. Trois ministres, qui avaient pris la défense de cette même loi, dans la session précédente, Dessoles, Gouvion Saint-Cyr et Louis, ne se sentirent pas le courage de venir l'attaquer devant les Chambres et ils supplièrent le roi de ne pas remettre en question le code électoral qui protégeait l'assentiment universel des citoyens. Peu de jours après, lorsque ce dissentiment passager entre les ministres était presque oublié par ceux qui ne l'avaient pas provoqué, le baron Pasquier, de concert avec Decazes, présenta au roi un mémoire très-explicite, dans lequel il conseillait un changement radical de système ministériel. Louis XVIII eut l'air de se laisser convaincre et de faire une concession aux circonstances, en remaniant son ministère. Decazes devint président du conseil, sans renoncer au département de l'intérieur qui mettait la police dans ses attributions ; Pasquier remplaça le général Dessoles aux affaires étrangères ; le marquis de Latour-Maubourg, Gouvion Saint-Cyr, à la guerre, et Roy, l'abbé Louis, aux finances. Les autres ministres conservèrent leurs portefeuilles, en consentant à reculer, avec Decazes, sur le terrain constitutionnel.

Les projets rétrogrades du ministère avaient éveillé les inquiétudes du parti libéral, lorsque le roi ouvrit la session, le 29 novembre, par un discours où il faisait pressentir la réforme de la loi électorale, en manifestant l'intention « de fortifier la chambre des députés et de la soustraire à l'action annuelle des partis. » Louis XVIII annonçait qu'il demanderait aux Chambres « les moyens de sauver de la licence les libertés publiques, d'affermir la monarchie et de donner à tous les intérêts garantis par la Charte une profonde sécurité. » Il terminait ainsi ce discours du trône, plus ferme et moins vague que les autres : « La Providence m'a imposé le devoir de fermer l'abîme des révolutions ; de léguer à mes successeurs, à ma patrie, des institutions libres, fortes et durables. » La conscience publique s' alarma de ce langage et des bruits qui en furent les commentaires : on parlait de coup d'État, de dissolution de la chambre des députés, d'ordonnances provisoires, de lois d'exception. La session s'ouvrit au milieu de ces anxiétés. C'était uniquement à la loi électorale, que le ministère en voulait, et dès qu'on fut averti du complot qui menaçait l'existence de cette loi si populaire et si chère surtout à la classe moyenne, il se fit de toutes parts une violente réaction contre Decazes que les libéraux avaient regardé un moment comme leur allié et leur protecteur. La réaction dans un sens contraire n'eut pas lieu avec la même violence parmi les royalistes qui approuvaient sans doute les dispositions nouvelles du mi-

nistre, mais qui avaient trop d'antipathie, trop de défiance, à l'égard du favori du roi, pour se rallier à lui, avant d'avoir des gages de réconciliation éclatante. Decazes ne se pressa pas néanmoins de présenter cette loi des élections, que les uns attendaient comme une mesure de salut public; les autres, comme un grand attentat aux libertés nationales. Les libéraux, dont le nombre et l'influence augmentaient dans une proportion redoutable pour les royalistes, se liguèrent par toute la France, en prenant pour mot d'ordre : maintien de la loi électorale. La presse multiplia son irrésistible propagande autour de cette loi qu'on n'osait pas encore frapper, mais dont la destruction était décidée. On peut dire que le libéralisme fit plus de progrès dans l'espace de deux mois, qu'il n'en avait fait en deux années. De tous côtés, on colporta, on signa des pétitions aux Chambres, pour les adjurer de respecter la loi électorale. Quelques-unes de ces pétitions, qui avaient un caractère séditieux et qui dépassaient toutes les bornes de la protestation légale, furent attribuées à la police que Decazes faisait servir souvent à ses vues. Ces pétitions ne manquèrent pas d'être dénoncées comme des usurpations sur la prérogative royale. Il était presque impossible de prévoir l'accueil que recevrait à la chambre des députés la présentation d'une nouvelle loi électorale; cette loi, d'ailleurs, pouvait être conçue d'après divers systèmes : les royalistes, les doctrinaires, les ministériels ou *centrismes*, avaient tous fourni leur, plus ou moins hostile à la Charte, plus ou moins entouré d'entraves et de pièges aristocratiques. Le ministère ne se prononçait pas et se tenait sur la défensive du silence : on savait toutefois que ses délégués, Guizot, de Barante et Villemain, préparaient un projet de loi. Dès l'ouverture de la session, Decazes put voir que la gauche, dans la chambre des députés, n'avait pas encore de parti pris et ne le menaçait pas d'une opposition compacte et indissoluble : la gauche se trouva divisée et incertaine, lorsque le ministère, d'accord avec les royalistes de toutes les nuances, demanda que l'élection du régicide abbé Grégoire fût annulée. Lainé se fonda, pour réclamer l'annulation sur l'*indignité* de l'élu. « Point de régicide dans la Chambre ! » s'écria le comte de Marcellus. Benjamin Constant et Manuel plaidèrent timidement la cause de l'abbé Grégoire, en essayant de prouver qu'il n'avait pas voté la mort de Louis XVI. Mais quand on alla aux voix pour admettre ou annuler l'élection du régicide, aucun membre de la gauche ne se leva en faveur de l'admission; les fils des conventionnels même n'osèrent pas se faire solidaires des actes et des opinions de l'ex-évêque de Blois, qui avait le premier proposé l'abolition de la royauté, en disant : « Les rois sont dans l'ordre moral ce que les monstres sont dans l'ordre physique. » Louis XVIII avait indiqué le retour de son ministère vers le royalisme pur, en choisissant pour président de la Chambre Ravez, qui était porté par la droite et les centres : les candidats de la gauche n'arrivèrent pas même à la vice-présidence. On vota les six douzièmes provisoires du budget, malgré les lamentations de La Bourdonnaie qui ne voulait pas « accorder six mois de la fortune de la France à un mi-

nistère sans consistance politique. » Le ministère pouvait donc attendre le moment favorable pour apporter sa loi électorale qui était prête; mais ce moment-là ne venait pas. L'esprit public avait été profondément remué et surexcité par les nouvelles extérieures: le meurtre de Kotzebue, tué à Mannheim par Sand, jeune étudiant, et d'autres assassinats du même genre, avaient révélé le fanatisme des sociétés secrètes de l'Allemagne; les villes manufacturières de l'Angleterre étaient en proie à des émeutes et à des incendies qui semblaient les précurseurs de plus graves événements; la franc-maçonnerie espagnole, après avoir sapé pendant six ans la tyrannie de Ferdinand VII, avait fait explosion le 4^{er} janvier 1820: le colonel Quiroga et le commandant Riego s'étaient mis à la tête d'une insurrection militaire, qui, renfermée d'abord dans l'île de Léon, ne devait pas tarder à envahir la Péninsule, aux cris de *vive la constitution*. Les libéraux de la France salueaient comme des frères les libérateurs de l'Espagne, tandis que, dans les colonies espagnoles de l'Amérique méridionale, l'héroïque Bolivar créait des républiques. Le gouvernement royal n'osait donc pas, dans ces conjonctures difficiles, porter un défi aux idées et aux sympathies libérales.

Tout à coup, au milieu des joies d'un carnaval que la politique n'avait pas assombri, Paris s'éveilla, le 14 février, au bruit d'un assassinat. La veille, le duc de Berry assistait, avec sa femme, à une représentation de l'Opéra: vers la fin du ballet, à onze heures du soir, il conduisit lui-même la duchesse à son carrosse; mais dès qu'elle y fut montée, un homme se précipita entre les gentilshommes qui entouraient le prince et frappa celui-ci d'un coup de poignard dans la poitrine. Pendant qu'on transportait le blessé dans un foyer du théâtre, où arrivaient les sons de la musique et les bravos du parterre, l'assassin fut arrêté: il était à peine ému de son crime. Le roi et la famille royale se trouvèrent bientôt réunis auprès du prince mourant, qui reçut les sacrements de l'Eglise avec une touchante piété et qui ne cessa de demander la grâce de son meurtrier: « J'ai sans doute offensé cet homme, disait-il; grâce! grâce pour l'homme! » Tous les assistants de cette scène fondaient en larmes. Les chirurgiens avaient déclaré que la blessure était mortelle: l'agonie dura six heures. Le jour commençait à paraître, lorsque Louis XVIII ferma les yeux du prince, en disant: « Dors en paix, mon enfant! » Cet assassinat répandit l'effroi et la consternation dans la capitale. Il n'y eut qu'une voix, dans tous les partis, pour plaindre la victime et maudire l'assassin. Plusieurs journaux royalistes, en publiant la triste nouvelle, osèrent pourtant accuser les libéraux et le ministère d'avoir conspiré la mort du duc de Berry: le *Drapeau Blanc* se distingua par ses atroces calomnies. L'assassin, qui avouait fièrement son horrible action et qui se vantait de n'avoir pas de complices, était un ouvrier sellier, nommé Louvel, qu'une haine implacable contre les Bourbons avait seule inspiré et conduit. Le lendemain du crime, la séance de la chambre des députés s'ouvrit morne et désolée: on s'entretenait, sur tous les bancs, des circonstances de la mort du prince; Clausel de Coussergues,

après la lecture du procès-verbal, s'élance à la tribune : « Je propose à la Chambre, s'écrie-il avec fureur, de porter un acte d'accusation contre M. Decazes, ministre de l'intérieur, comme complice de l'assassinat de monseigneur le duc de Berry ! » L'Assemblée, partagée entre la surprise et l'indignation, rappela l'accusateur à l'ordre; mais dans la séance suivante, Clausel de Coussergues persista dans son incroyable accusation et consentit toutefois à la modifier en la déposant sur le bureau : Decazes n'était plus accusé que de trahison. Cornet d'Incourt, La Bourdonnaie et d'autres ultra-royalistes appuyèrent la motion calomniatrice de leur collègue. Le comte de Saint-Aulaire, beau-père de Decazes, fit inscrire au procès-verbal sa réponse à Clausel de Coussergues : « Vous êtes un calomniateur ! » Le coup n'était pas moins porté : Decazes, accusé de complicité avec Louvel, ne devenait pas suspect à Louis XVIII, mais la famille royale était autorisée à exiger la disgrâce d'un ministre qu'avait pu atteindre une pareille accusation. Decazes essaya de résister à l'orage; il dédaigna de répondre à ses calomniateurs; il ne voulut pas même qu'on poursuivît les journaux qui avaient dit de lui : « Le pied lui a glissé dans le sang ! » Il se contenta de présenter aux Chambres trois projets de loi, qui suspendaient la liberté individuelle et la liberté de la presse, et qui réglaient les élections des députés, en les replaçant sous l'influence des fonctionnaires du gouvernement et des grands propriétaires. Il espérait que ces lois d'urgence lui regagneraient la confiance des royalistes : on ne lui accorda pas même le temps de les faire adopter. Le comte d'Artois, au nom de son fils, la duchesse de Berry, au nom de son mari, sollicitèrent la révocation du ministre qui avait été coupable au moins de négligence, en ne se servant pas mieux de son adroite police. Decazes remit sa démission dans les mains du roi, qui lui donna un témoignage public de confiance, en le chargeant de désigner son successeur : Decazes désigna le duc de Richelieu, qu'il regardait comme l'auteur principal de sa chute. Le duc de Richelieu accepta le titre de président du conseil, sans portefeuille, et conserva tous les ministres, en appelant à l'intérieur le comte de Siméon. D'importantes mutations signalèrent dans ce ministère la retraite de Decazes, qu'on eut l'air de poursuivre encore dans la personne de ses amis et de ses employés : l'administration communale et départementale, qui avait à sa tête l'éminent publiciste Guizot, fut transformée en direction générale des communes et de la police, pour le baron Mounier qui refusait un ministère; le baron Capellé devint secrétaire général, à l'intérieur; Portalis, sous-secrétaire d'État à la justice. Le duc de Richelieu n'imita pas la générosité de son ancien antagoniste : il exigeait que Decazes quittât la France sur-le-champ. Louis XVIII, cédant à regret aux vengeances des ultras, ne se sépara de son favori qu'en le comblant de faveurs : non content de l'avoir fait comte et pair de France, il le crut duc, lui donna huit cent mille francs pour payer ses dettes et le nomma ambassadeur à Londres.

L'héritage ministériel du duc Decazes était lourd à porter : l'opposition

libérale se dessina tout à coup dans les Chambres avec une fermeté qu'elle n'avait jamais eue ; les lois exceptionnelles, que le ministre, en se retirant, avait présentées, furent accueillies par une clameur unanime de réprobation. La liberté individuelle et surtout la liberté de la presse étaient devenues chères au peuple, et il suffisait de les menacer, pour que la France tout entière se dévouât à les défendre. La presse poussa un cri d'alarme qui retentit au fond de tous les cœurs : un vif et palpitant intérêt s'attachait à la discussion de ces lois liberticides. Dans les deux Chambres, des voix courageuses protestèrent, mais en vain, contre le retour de l'arbitraire. Le duc de la Rochefoucault-Liancourt, rapporteur de la loi sur la censure des journaux à la chambre des pairs, conclut à son rejet absolu, en disant que la liberté de la presse étant inhérente au gouvernement représentatif, ce gouvernement était impossible sans elle. Daru, Lanjuinais et Chateaubriand repoussèrent énergiquement la censure des journaux, mais ils ne triomphèrent pas des exagérations ridicules qui imputaient à la presse tous les maux de l'humanité. La censure trouva aussi d'éloquents et consciencieux adversaires à la chambre des députés : Manuel, La Fayette, Benjamin Constant, Stanislas Girardin, Daunou, Royer-Collard, Bignon, Camille Jordan, Chauvelin, Foy, parlèrent inutilement pour la liberté de la presse : elle était condamnée d'avance. « A quel tendez-vous avec vos répressions intempestives ? s'écria Manuel : à éteindre le volcan ? mais vous ne savez pas que la lave bouillonne à vos pieds et que si vous ne lui donnez pas une issue, il déhalera en vous emportant ! » La loi fut votée ici à la majorité de vingt-six voix ; là, à la majorité de cinquante-deux. L'opposition était bien plus faible chez les pairs que chez les députés. Les débats relatifs à la suspension de la liberté individuelle, amenèrent à peu près les mêmes résultats de vote : ils furent encore plus animés ; ils mirent en présence les mêmes antagonistes. Le général Foy prononça ces nobles paroles, dont sa diction, sa pose et son geste relevaient encore l'expression : « Craignons, en faisant une loi odieuse, sans être utile, de remplacer la douleur publique par d'autres douleurs qui feraient oublier la première ; et que la postérité ne puisse pas nous reprocher, qu'aux funérailles d'un Bourbon la liberté des citoyens fut immolée pour servir d'hécatombe. » Benjamin Constant représenta cette loi comme la ruine de la justice, de la morale, du crédit et de la prospérité de la France : « Voulez-vous rentrer dans les lois d'exception ? dit-il d'un ton prophétique. La Convention, le Directoire, Bonaparte, ont gouverné par des lois exceptionnelles. Où est la Convention ? où est le Directoire ? où est Bonaparte ? » Dès que le ministère eut obtenu ses deux lois, il s'empressa d'en faire usage, et il commença par supprimer les journaux qui l'importunaient. Le système de la censure était alors protégé par l'assentiment d'un grand nombre d'hommes honorables : ce qui permit au ministre de l'intérieur de mêler quelques noms de littérateurs illustres à ceux des censeurs titulaires, chargés seulement de couvrir de leur responsabilité les opérations occultes de leurs *exécuteurs des basses œuvres*, comme

on les appelait. Cette guerre quotidienne, faite aux écrits périodiques, força la presse politique à transformer sa publicité : la mode revint aux brochures qui n'avaient rien à démêler avec les eiseux des censeurs. L'opinion libérale ne fut que plus ardente à se créer des échos et plus ingénieuse à se frayer des voies nouvelles. L'extrême gauche de la chambre des députés donna l'exemple de la résistance, en proposant une souscription nationale en faveur des citoyens victimes d'arrestations arbitraires ; les signataires de cette proposition furent poursuivis comme coupables d'association séditieuse et acquittés par le jury. Les procès analogues se multipliaient et ne servaient qu'à fortifier le parti libéral, en le montrant persécuté. Les universités et les écoles sentirent le contre-coup de ces luttes entre l'autorité et l'opinion. Trois professeurs du collège de France, Guizot, Cousin, Tissot, furent censurés, suspendus ; le dernier même fut révoqué, pour avoir, selon le ministère, introduit l'esprit révolutionnaire dans l'enseignement de la poésie latine, de la philosophie et de l'histoire. La jeunesse studieuse fit de ces brutales destitutions le prétexte d'une solennelle ovation pour ces trois professeurs. Tout d'ailleurs était prétexte à protestation libérale ; le sentiment des masses éclatait sous la compression de la loi et de la police ; l'amour de la liberté passionnait les classes moyennes qui avaient les yeux tournés vers l'Amérique du Sud où le libérateur Bolivar détruisait la tyrannie espagnole défendue par Morillo ; vers l'Angleterre où les ouvriers de Manchester et de Birmingham se soulevaient contre l'aristocratie et le privilège ; vers l'Italie où fermentait une insurrection nationale ; vers l'Allemagne où les universités avaient déployé le drapeau de la nouvelle *Teutonie* ; vers l'Espagne surtout où Ferdinand VII, serré de près par Riego et Quiroga au midi, par Mina au nord, et de tous côtés par son peuple, avait prêté serment à la constitution et proclamé lui-même le gouvernement libéral.

Ce fut sous l'empire de ces graves préoccupations politiques, que commencèrent presque en même temps le procès de Louvel à la chambre des pairs, la discussion de la nouvelle loi électorale à la chambre des députés. Si l'agitation extérieure et apparente était formidable, l'agitation intérieure et cachée ne l'était pas moins. Il n'y avait pas une caserne, pas une école, pas un atelier, pas une bourgade, où les sociétés secrètes n'eussent pénétré. Cette émotion profonde du pays et principalement de la capitale faillit produire la guerre civile, quand le ministère voulut modifier la loi électorale du 5 février 1817. Il n'avait pas même été satisfait du projet présenté par Deezes avant sa retraite, et il avait substitué à ce projet, le 29 avril, un nouveau système d'élections à deux degrés, qu'il tenait du chef suprême des royalistes de la Chambre, de Villèle. Ce système constituait deux ordres de collèges électoraux, l'un de département, l'autre d'arrondissement, le premier composé des électeurs les plus imposés, payant au moins mille francs de contributions, le second de tous les autres électeurs payant trois cents francs, dont moitié au moins en contribution foncière. Le gouvernement écartait ainsi de l'éligibilité

tous les candidats qui ne représenteraient pas la grande propriété, et les électeurs se trouvaient la plupart choisis en dehors de l'industrie, du commerce et de la bourgeoisie urbaine. Les dispositions du projet étaient combinées de manière à composer une Chambre essentiellement aristocratique. Cette loi avait été signalée aux libéraux comme une calamité publique; l'opinion était armée pour la défendre, quand les partis se rencontrèrent à la tribune, dans les dernières séances de mai. Le rapporteur de la loi, Lainé, oublia seul qu'il avait chaleureusement soutenu, trois ans auparavant, l'élection directe qu'il repoussait maintenant avec la même chaleur. Le combat oratoire s'engagea, entre la droite et la gauche, plus âpre, plus terrible qu'on ne l'avait vu encore. De Villèle, pour appuyer la loi qu'il avait faite, déclara franchement que cette loi, conservatrice du véritable ordre social, devait empêcher les fortunes mobilières et industrielles de dominer les fortunes immobilières et territoriales. Mais l'opposition avait compté ses forces; en invoquant la Charte, elle s'était fait des appuis sur les bancs du centre et elle pouvait disputer la majorité aux royalistes. Le général Foy, Royer-Collard, Benjamin Constant, firent tour à tour appel aux promesses royales, aux garanties constitutionnelles : « On dira donc, s'écria tristement le chef des doctrinaires, qu'il n'y a plus de Charte, ou, ce qui est bien pire, que la Charte a été donnée en dérision et des peuples qui l'ont reçue et du roi qui l'a accordée. » Benjamin Constant ne craignit pas de faire un éloge emphatique de la légitimité, *l'idée la plus profonde à la fois et la plus féconde qui soit entrée dans les sociétés modernes*, pour avoir le droit de dire : « La loi proposée fait descendre le gouvernement légitime au rang des gouvernements de la Révolution, en s'appuyant sur le mensonge. » Il jeta dans son discours cet aphorisme qui ne fut pas remarqué et qui semble avoir été le germe des doctrines de Saint-Simon, de Fourier et du socialisme : « L'amour est le véritable lien des sociétés. » Jusque-là, tout l'avantage de la discussion générale était resté aux orateurs de la gauche. La Fayette prit la parole dans la discussion des articles et formula, au nom de l'extrême gauche, un acte d'accusation solennelle contre les violateurs de la constitution : « La contre-révolution, dit-il avec courage, est dans le gouvernement; on veut la fixer dans les Chambres; nous avons dû, mes amis et moi, le déclarer à la nation. » Il laissa entendre que ses amis et lui se regardaient comme déliés de leur serment au roi, du moment qu'on manquait aux engagements de la Charte fondés sur la réciprocité, et que l'attaque dirigée contre la loi des élections faisait un dernier appel au patriotisme français. C'était renou-
veler, à mots couverts, son inflexible théorie du droit à l'insurrection. Le ministre de la justice, que ses évolutions politiques avaient fait surnommer *l'apostat de la justice*, parut à la tribune; pâle, affaibli par la maladie qui le minait lentement, il se ranima pour maudire la révolution de 89 et en demander compte au général La Fayette qui l'avait déchainée : « Il a dû éprouver, dit-il d'une voix expirante, plus d'une fois il a dû sentir, la mort dans l'âme et la rougeur sur le front, qu'après avoir ébranlé les masses populaires, non-

seulement on ne peut pas toujours les arrêter quand elles courent au crime, mais que l'on est souvent forcé de les suivre et presque de les conduire ! » Voyer d'Argenson l'interrompit : « Point de personnalités indécentes ! » Le général Foy reprit : « Respectez le plus beau caractère de Franco. » La Fayette, en souriant, modérait la fougue de ses vengeurs. Camille Jordan, qui gémissait d'avoir pour adversaire son ancien ami le comte de Serre, essaya de tout concilier en présentant un amendement qui divisait chaque département en autant d'arrondissements électoraux qu'il aurait de députés à élire et qui confiait à chaque collège électoral le choix de son député. Le ministère repoussa cet amendement auquel il en opposa un autre tout à fait contraire : lequel aura la priorité ? On le met aux voix ; l'appel nominal est terminé : il y a nombre égal de voix (cent vingt-sept) pour et contre. Tout à coup on apporte dans la salle un député qu'une violente attaque de goutte retenait au lit depuis plusieurs jours : c'est le marquis Chauvelin qui a voulu venir, malgré ses souffrances, voter pour l'amendement de Camille Jordan. L'enthousiasme éclate dans les tribunes publiques et de proche en proche se communique à la foule qui stationne autour du palais législatif et qui attend avec anxiété le résultat de la délibération. Quand Chauvelin sort de la séance, porté dans les bras des huissiers qui vont le remettre dans sa voiture, son nom est salué par d'unanimes acclamations ; les jeunes gens des écoles de droit et de médecine, que l'appel de La Fayette a rassemblés aux portes de la Chambre, font cortège au digne marquis de Chauvelin et l'accompagnent jusqu'à sa demeure en criant : *Vive Chauvelin !* Cette manifestation tumultueuse dans les rues de Paris célébrait l'échec du ministère. Les ultra-royalistes s'en offensèrent comme d'un défi adressé à tous les partisans de la nouvelle loi. Le lendemain, 2 juin, les rassemblements se formèrent de nouveau, plus nombreux et plus bruyants que la veille, aux abords de la chambre des députés, comme pour suivre toutes les péripéties de la délibération qui continuait plus vive et plus acharnée. La jeunesse des écoles composait la plupart des groupes inoffensifs, quand des gardes du corps en habits bourgeois et des royalistes, appartenant aux antichambres des Tuileries, dispersèrent les groupes à coups de canno, maltraitèrent, blessèrent même ceux qui résistaient et compriment, sans le vouloir, dans leur brutale exécution, plusieurs députés qui sortaient de la Chambre. L'indignation se répandit comme un éclair dans tout Paris et le peuple sortit de ses faubourgs à ce cri de ralliement : *Vive la Charte !* Les attroupements recommencèrent et grossirent ; les gardes du corps, consignés dans leurs casernes, ne reparurent pas ; mais à leur place, des agents de police déguisés continuaient à frapper, au cri de *Vive le roi !* les citoyens qui proféraient le cri de *Vive la Charte !* Camille Jordan et d'autres députés, qui avaient été victimes de ces odieuses violences, s'en plaignirent à la tribune et irritèrent davantage le parti libéral. On discutait toujours la loi, et chaque article donnait lieu à de nouveaux amendements qui étaient tous rejetés comme celui de Camille Jordan. Le ministère avait gagné ou acheté cinq voix qui lui assuraient la majorité, mais

qui ne déconcertaient pas la résistance forcée de la gauche. Dans ce moment-là, peut-être, le sort de la monarchie ne tenait qu'à un fil; tous les membres des sociétés secrètes avaient ordre de ne descendre dans la rue qu'armés de pistolets, de poignards ou de cannes à épée : on n'attendait qu'un signal, parti du comité directeur, pour répondre à la force par la force. La police n'avait pas l'air de se douter de la gravité de cette situation : une ordonnance concernant les attroupements avait été affichée. Mais les aientours de la chambre des députés, le pont Louis XVI, la place Louis XV, les quais, la place du Carrousel, étaient le théâtre de provocations ou de menaces qui se traduisaient surtout par les cris alternatifs de *Vive le roi* et *Vive la Charte !* La gendarmerie et la garde royale exerçaient avec beaucoup d'ardeur intempestive la délicate mission de rétablir l'ordre. Un jeune étudiant en droit, nommé Lallemand, qui s'enfuyait, sur la place du Carrousel, que la troupe parcourait au pas de charge, fut tué d'un coup de fusil par un sergent de la garde royale qu'il avait provoqué par des gestes et des cris injurieux. La mort de ce jeune homme, que la pitié publique changea en assassinat, exaspéra encore les esprits, et son convoi, suivi par ses camarades des écoles et par un immense cortège de peuple, devint une protestation éclatante contre les excès de la police et les violences du pouvoir. La nouvelle loi des élections, balotée entre les votes de ses défenseurs et ceux de ses antagonistes, entretenait dans la chambre des députés l'agitation, qui refluaît au dehors. Cependant, depuis la mort de Lallemand, les troubles de la rue avaient pris un autre cours : on a pensé, avec quelque raison, qu'ils n'étaient plus alors que l'œuvre ténébreuse de la police. Les abords de la Chambre furent tout à coup abandonnés par la foule des curieux et des perturbateurs qui établirent le théâtre de leurs attroupements tumultueux entre les portes Saint-Denis et Saint-Martin : tous les soirs, tant que dura la discussion de la loi, les boulevards étaient encombrés de groupes menaçants que la gendarmerie et la garde royale ne dissipaient qu'avec beaucoup de peine, pour les voir se reformer immédiatement sur un autre point. Au cri ordinaire du *Vive la Charte !* se joignaient d'autres cris moins pacifiques, tels que ceux-ci : *A bas les Royalistes ! à bas les Chambres ! à bas les émigrés ! à bas les missionnaires !* On peut croire que ces cris-là émanaient du sentiment populaire, mais des agents de désordre avaient soin de les répéter, afin de fournir un motif aux violences de l'autorité. La troupe, assaillie à coups de pierres, ne faisait cependant pas usage de ses armes : il y eut pourtant quelques personnes blessées par les charges de cavalerie qui balayaient à chaque instant la chaussée et les contre-allées des boulevards. Chaque soir les mêmes scènes se renouvaient avec une exactitude qui témoignait d'un plan arrêté d'avance : les soldats et les rassemblements prenaient position ; les boutiques se fermaient ; on proférait des cris séditieux ; on cassait des réverbères ; on jetait des pierres ; puis, les cuirassiers et les dragons chargeaient et sabraient jusqu'à minuit ; tout le monde alors se retirait chez soi, pour recommencer le lendemain à pareille heure. Ce fut sous

l'empire de cette agitation de la rue, que la Chambre adopta la loi des élections, à peu près telle que le ministère l'avait conçue, en créant le double vote au profit des électeurs de grand collège qui seraient admis à voter une seconde fois dans les collèges d'arrondissement; ces derniers collèges devaient nommer deux cent cinquante-huit députés; les collèges de département, cent soixante-douze, que les royalistes comptaient bien choisir exclusivement parmi les représentants de l'ancienne noblesse et de la grande propriété foncière. Les électeurs départementaux ne manqueraient pas, en outre, d'exercer par leur nombre et par leur fortune une influence souveraine et décisive sur le reste des élections qu'on espérait sauver ainsi de la propagande libérale.

Le procès de Louvel fut comme étouffé au milieu de ces préoccupations politiques. Il s'était ouvert, le 5 juin, devant la chambre des pairs, et le procureur général Bellart essaya, dans son réquisitoire, de prouver que l'assassin avait des complices, et que son attentat semblait être l'ouvrage du parti révolutionnaire. Louvel était un de ces hommes énergiques qui n'ont besoin que d'une conviction et d'un sentiment, pour commettre un crime; il avait puisé en lui-même l'affreuse résolution de tuer le duc de Berry. Depuis 1814, comme il le déclara tranquillement, il cherchait l'occasion de *tuer un Bourbon*. Il s'était exalté en lisant le *Contrat social* et les autres écrits de Jean-Jacques Rousseau; il avait nourri dans la solitude son fanatisme républicain, ou plutôt patriotique, car le meurtre qu'il exécuta sur la personne du duc de Berry ne fut, aux yeux de ce monomane, que l'accomplissement d'un devoir sacré envers la patrie. Il est possible néanmoins que Louvel ait été encouragé, affermi dans son horrible dessein par des ambitieux ou des conspirateurs qui avaient intérêt à la mort du prince; mais on ne put constater que Louvel, qui menait une vie laborieuse et cachée, eût eu des rapports avec les sociétés secrètes, et se fût jamais mêlé à aucun complot républicain, ou bonapartiste, ou libéral, ou orléaniste. Aussi, le commissaire de la chambre des pairs, Bastard de l'Étang, demanda-t-il que l'accusation se concentrât sur la tête de Louvel. Celui-ci se montra, pendant le procès, ce qu'il avait été dans l'instruction, calme, froid et presque digne; il ne fit aucun effort pour se soustraire au sort qui l'attendait; il n'avoua rien, il ne démentit rien, il raconta même, avec une atroce naïveté, toutes les gradations morales que son esprit avait suivies pour arriver à l'accomplissement du meurtre; il ne manifesta ni regret ni repentir: « Je voulais commencer par le duc de Berry, dit-il, parce que c'était le plus sûr moyen d'éteindre la race; après le duc de Berry, j'aurais tué le duc d'Angoulême, puis Monsieur, puis le roi. » On voulut l'effrayer, en lui présentant l'image du châtiment éternel, réservé aux scélérats endurcis; il sourit avec dédain, et murmura: « Ce n'est qu'un mot. » On insista pour connaître ses instigateurs: « Je voulais agir sûrement, répondit-il, je devais donc agir seul. Un homme est toujours maître de la vie d'un autre, quand il veut sacrifier la sienne. Je n'avais besoin de personne. » Et, se tournant vers le duc de Raguse qui lui reprochait cruellement son parricide: « C'est vous, s'écria-t-il

avec sévérité, vous qui êtes mon premier complice, parce que si vous n'aviez pas trahi la France, je n'aurais pas commis un crime. Vous avez vendu la patrie; moi, j'ai voulu la sauver. » Après le plaidoyer de son défenseur, qui le recommandait à la pitié des juges, en le supposant atteint d'aliénation mentale, il lut un discours écrit, dans lequel il faisait sa profession de foi politique avec autant de sang-froid que s'il eût été étranger à l'arrêt qu'on allait rendre : « Il ne faut voir en moi, disait-il dans ce singulier *factum*, qu'un Français dévoué à se sacrifier pour détruire, suivant mon système, une partie des hommes qui ont pris les armes contre la patrie. » Il concluait en ces termes : « Suivant moi, les Bourbons sont coupables, et la nation serait déshonorée si elle se laissait gouverner par eux. » Il fut condamné à la peine des paricides. Son impassibilité ne l'abandonna pas. On lui promit sa grâce s'il consentait à nommer ses complices : il baissa les épaules et s'impatiente des retards qu'on apportait à son exécution. Le 7 juin, à six heures du soir, il montait les degrés de l'échafaud. Sans paraître ému, il regarda la foule qui remplissait la place de Grève, et se livra sans surveiller aux exécuteurs : « Dépêchez-vous, leur dit-il, on m'attend là-haut. » Mais il tressaillit tout à coup : « N'ai-je pas entendu le canon ? » s'écria-t-il avec émotion. Puis, reprenant son calme, il reçut la mort sans changer de visage. Longtemps après, on a su que, le soir même de l'assassinat, Louvel s'était rencontré dans un café de la rue du Mont-Thabor, où il allait quelquefois, avec deux inconnus, l'un vieux et l'autre jeune; ils avaient causé ensemble à voix basse, et l'on entendit le vieillard dire à Louvel : « Non, non; allez vous coucher, vous êtes fou ! » Ils sortirent tous trois, et Louvel, en quittant ses amis qui cherchaient à le retenir, les embrassa, suivant l'expression d'un témoin, « comme s'il partait pour un long voyage ». Quels étaient ces deux inconnus ?

L'assassinat du duc de Berry, les troubles qui avaient accompagné la discussion sur la loi électorale, l'attitude agressive des députés de l'extrême gauche, l'agitation générale des esprits, étaient autant de symptômes graves des événements politiques qui se préparaient ou s'accomplissaient par toute l'Europe. La révolution d'Espagne avait suivi son cours : Ferdinand VII, après avoir juré la Constitution de 1812, en faisait exécuter lui-même les lois et semblait s'y soumettre de bonne grâce. Il supprima le saint-office, chassa les jésuites, abolit une partie des privilèges de la noblesse, rappela les exilés (*afrancescados*), accorda l'amnistie, institua la garde civique, et confisqua les biens des couvents. Augustino Arguells était son ministre de l'intérieur; le comte de Torreno, Calatrava, Martinez de la Rosa, appuyaient le ministère dans l'assemblée des Cortès : mais déjà le parti libéral se voyait dépassé par le parti révolutionnaire, par les *exaltados*, à la tête desquels venait de se placer Riego, après le licenciement de l'armée libératrice. On accusait déjà les Cortès de faiblesse; le roi, de trahison. L'exemple de l'Espagne devait servir de modèle à tous les états où le carbonarisme avait jeté de profondes racines; la Révolution se mit en marche pour faire le tour de l'Europe. Le 2 juillet, un régiment de ca-

valerie formant la garnison de Nola, dans le royaume de Naples, se révolta aux cris de : *Vive le roi et la constitution !* et fraternisa successivement avec les garnisons des villes voisines ; celle de Naples, commandée par le général Guillaume Pèpè, sortit de la capitale et alla se joindre aux insurgés. Le vieux roi Ferdinand IV eut l'air d'accepter avec empressement la forme constitutionnelle qu'on imposait à son pouvoir : il nomma son fils, le duc de Calabre, lieutenant-général du royaume, et jura, comme lui, d'obéir à la Constitution, qui n'était autre que la Constitution espagnole. Il partagea si perfidement l'enthousiasme des Napolitains, qu'on ne le soupçonna pas d'abord d'être hostile à la révolution. La Sicile voulut aussi faire la sienne, en proclamant son indépendance ; mais les moines, qui s'étaient emparés de Palerme et qui y avaient conféré une sorte de dictature au franciscain Vaglica, excitèrent la populace contre les nobles, et les empêchèrent, par le massacre et le pillage, de diriger ce mouvement national. Palerme, qui avait fait de nouvelles Vêpres siciliennes contre les Napolitains, ne tarda pas à retomber dans leurs mains, après un terrible bombardement. Le Portugal fut plus heureux que la Sicile dans sa révolution : dans la nuit du 24 août, la garnison de Porto, entraînée par son colonel, Castro de Sepulveda, marcha sur Lisbonne et se réunit aux troupes que la régence envoyait pour la combattre. La régence prit la fuite, et la Constitution espagnole fut adoptée par la junte du gouvernement, avant que le roi Jean VI revint du Brésil pour reconnaître et continuer cette révolution pacifique. Les carbonari, dont le nombre s'élevait à plus de sept cent mille en Europe, se trouvaient encouragés, par le succès, à poursuivre leur tâche insurrectionnelle. On s'étonnait que la France n'eût pas encore frappé un grand coup dans l'intérêt de la liberté du monde. Les sociétés secrètes étaient, en effet, fortement organisées et affiliées entre elles à Paris et dans les départements ; elles avaient surtout envahi l'armée et les écoles. Chaque associé, après avoir prêté serment sur un poignard, devait se tenir toujours prêt pour agir et s'armer au premier signal. Un comité directeur central, dont les chefs suprêmes n'étaient pas connus même des sous-comités directeurs, faisait mouvoir tous les comités qui correspondaient ensemble, et dépendaient les uns des autres sans se connaître. Ces comités, qu'on appelait *ventes*, de l'italien *venta*, se composaient chacun de vingt membres, parmi lesquels un seul, à l'insu de tous, faisait partie de la *vente* supérieure. Il y avait ainsi, dans Paris seulement, dans chaque quartier, dans chaque rue, plusieurs milliers de *ventes* qui s'enchaînaient mutuellement, mais dont le lien mystérieux échappait à toutes les recherches de la police. Il était presque impossible que la découverte d'une *vente* pût conduire à d'autres résultats qu'à retrouver la trace de la *vente* supérieure ou inférieure. Voilà pourquoi la police, qui n'ignorait pas l'existence de cette conspiration permanente, ne voyait aucun moyen de l'atteindre, quoique l'espionnage et la délation eussent fait une guerre acharnée aux sociétés secrètes. Le 19 août, néanmoins, la police empêcha un vaste complot d'éclater : les barrières de Paris furent fermées, les troupes consi-

gnées dans les casernes, les Tuileries entourées d'un grand appareil militaire. Les conjurés, qui n'étaient la plupart que des officiers et sous-officiers de la ligne et de la garde royale, avaient le dessein de se saisir du fort de Vincennes, de soulever le faubourg Saint-Antoine et de venir faire un second 10 août aux Tuileries. Le chef avoué de ce complot était le capitaine Nantil, qui eut le bonheur de s'enfuir et de passer en Espagne; il prétendait disposer d'une caisse de quatre millions et d'une force de dix mille fédérés de 1815. Les tentes avaient eu, il est vrai, l'ordre de prendre les armes; mais un contre-ordre leur annonça bientôt que l'affaire avait échoué. Quant à la caisse des conspirateurs, elle ne fut pas arrêtée avec eux, et elle put encore soudoyer de nouveaux complots. Celui qui avait été prévenu, au moment où il allait s'exécuter, était sous la main de la police depuis plusieurs mois; deux sous-officiers, Petit et Vidal, avaient tout révélé; et, d'ailleurs, la légèreté et l'imprudence de leurs jeunes complices livraient au premier venu le secret de la conspiration, que trois comités, l'un napoléoniste, l'autre républicain, le dernier *grenoblois*, c'est-à-dire sans doute orléaniste, formés dans la société frano-maçonnique des *Amis de la liberté*, paraissent avoir conçue et dirigée. Le but de cette conspiration était si peu défini d'avance, que les partisans de Napoléon II, de la République et du duc d'Orléans, avaient décidé qu'ils marcheraient ensemble, au cri de *Vive la liberté!* et qu'ils aviseraient à choisir un gouvernement après la prise des Tuileries et l'arrestation de la famille royale. Cet étrange complot, déferé à la chambre des pairs, ne fut jugé qu'au mois de juillet de l'année suivante, lorsque le ridicule en avait déjà fait justice. Soixante-dix-neuf accusés étaient traduits à la barre de la Chambre, et peu s'en fallut que le procureur général Bellart ne fût descendre sur les bancs de ces accusés obscurs quelques illustrations de l'armée et de la chambre des députés : La Fayette, Voyer d'Argenson, de Corcelles, les généraux Pajol, Berton, etc. Mais, au lieu d'agrandir le domaine de l'accusation, la chambre des pairs eut la sagesse de le restreindre. Ce procès de haute-trahison, dans lequel on vit figurer plusieurs officiers en retraite, les colonels Sauzet, Dumoulin et Caron, avec des officiers en activité, le commandant Bérard, les capitaines de La Mothe, Dequevauvilliers, Varlet, les lieutenants de Laverderie, de Trogoff, de Lacomba, prouva que cette conspiration, peu sérieuse en apparence, avait des ramifications immenses dans tous les corps de l'armée. L'absence du principal accusé, le capitaine Nantil, permit à la défense d'attribuer à l'action de la police tous les faits à la charge des accusés, et de représenter Nantil comme un agent provocateur. Ce qui ressortit des débats, qui ne durèrent pas moins de deux mois, c'est que la police aurait pu étouffer ce complot dans son germe. Peyronnet et Vatiménil soutinrent l'accusation au nom du ministère public. Berville, Odilon Barrot, Hennequin et d'autres avocats fameux, furent d'accord pour défendre les accusés en attaquant la police. On assure que Nantil, Bérard, et ceux qui avaient été compris dans cette attaque, ne réclamèrent pas, ne protestèrent pas, par dévouement à la cause

de leurs coaccusés. La cour des pairs prononça trois condamnations à mort contre trois contumaces : le capitaine Nantil, l'ex-lieutenant Ladvocat et l'avocat Rey; les autres condamnations se bornèrent à quelques années d'emprisonnement et à quelques milliers de francs d'amende. Le plus grand nombre des accusés furent acquittés. Il resta démontré que, si l'on avait voulu arborer le drapeau tricolore et proclamer Napoléon II, en détrônant Louis XVIII, ce n'avait été qu'une tactique habile pour renouveler l'ancienne conspiration de Didier : le comité *grenoblois* dominait le comité bonapartiste et le comité républicain, sans que ces deux comités se fussent aperçus qu'ils travaillaient à son profit.

L'histoire n'a pas dévoilé la part que ces trois comités eurent dans les événements de cette année-là : on ne saurait leur imputer une complicité morale dans le crime de Louvel; mais on peut croire que l'un d'eux n'était pas absolument indifférent, sinon étranger, à l'odieuse tentative de Gravier et de Bouton qui, la nuit du 29 avril, mirent le feu à un pétard, sous les fenêtres du pavillon de Marsan, dans l'espoir de détruire la grossesse de la duchesse de Berry et de priver d'un rejeton légitime la branche aînée des Bourbons. Cette abominable invention, dont les auteurs furent condamnés à mort par le jury et virent leur peine commuée en vingt ans de galères, n'eut aucune fâcheuse influence sur la naissance d'un fils posthume du duc de Berry. Cet enfant vint au monde dans la nuit du 29 septembre. La malveillance et l'esprit de parti avaient d'avance répandu des soupçons au sujet d'une grossesse, qui semblait trop utile à la famille royale, pour être bien réelle. La duchesse voulut donc constater au moins la réalité de son accouchement. Le maréchal Suchet fut appelé le premier, lorsque l'enfant était encore attaché à la mère, et les gardes nationaux, qui étaient de service aux Tuileries, furent invités à venir eux-mêmes vérifier le fait, avant l'entière délivrance de la duchesse. Les soins minutieux, qu'on prit en cette circonstance pour mettre hors de doute l'accouchement de cette princesse, ne servirent peut-être qu'à augmenter le nombre des incrédules. Ce fut avec la même maladresse, qu'on qualifia d'*enfant du miracle* l'héritier futur du duc de Berry, le rejeton dynastique de la légitimité. Louis XVIII lui donna le titre de *duc de Bordeaux*; le corps diplomatique, celui d'*enfant de l'Europe*. Tous les membres de la famille royale n'accueillirent pas avec le même enthousiasme la naissance de cet enfant qui les éloignait du trône, et l'on attribua au duc d'Orléans une protestation, publiée sous son nom dans les journaux de Londres, contre les droits d'un prince qu'on représentait comme supposé. Les royalistes étaient dans la joie, et l'avenir de la monarchie de Saint-Louis et d'Henri IV, selon l'expression employée alors à tout propos, se trouvait renfermé, à leurs yeux, dans le berceau du nouveau-né. Le roi, plus clairvoyant que sa famille et ses fidèles serviteurs, n'avait garde de croire que les difficultés de la situation fussent tranchées par cette naissance miraculeuse. La proclamation, qu'il faisait, à cette occasion, contresigner par le président du conseil des mi-

nistres, témoigne assez qu'il ne s'abusait pas sur l'état de la France et celui de l'Europe : « Les circonstances sont graves, disait-il; regardez chez vous, autour de vous? tout vous dira vos dangers, vos besoins et vos devoirs..... Écartez des nobles fonctions de député les fauteurs des troubles, les artisans des discordes, les propagateurs d'injustes défiances contro mon gouvernement, ma famille et moi! Dites-leur que ce n'est pas quand tout fleurit, tout prospère, tout grandit dans votre patrie, que vous entendez mettre au hasard de leurs rêves insensés ou livrer à leurs desseins pervers, vos arts, votre industrie, les moissons de vos champs, la vie de vos enfants, la paix de vos familles. » Cette proclamation, écrite de la main du roi et reproduite en fac-similé à cent cinquante mille exemplaires, qu'on distribua aux électeurs des grands collèges, assura le succès du double vote. Sur cent quarante-trois nouveaux députés qui furent nommés pour compléter la Chambre, portée au nombre de quatre cent vingt membres, à peine si cinq ou six nominations émanaient du parti libéral. Quant au renouvellement annuel du cinquième de l'ancienne Chambre, il se ressentit également des effets du double vote et fortifia encore dans l'Assemblée la droite et le centre droit. L'ultra-royalisme gagnait du terrain, et le duc de Richelieu crut nécessaire de lui donner une sorte de satisfaction, en appelant ses chefs au pouvoir, lorsque s'ouvrit la session, le 19 décembre : Villèle, Corbière, et Lainé, leur allié, furent créés ministres secrétaires d'État sans portefeuille, et Corbière obtint ensuite celui de l'instruction publique. Le ministère était désormais inféodé au parti des royalistes purs. Louis XVIII, dans le discours d'ouverture de la session, ne continua pas moins à placer son gouvernement sous les auspices de la Charte, pour « inspirer une confiance générale dans la stabilité du trône et dans l'inflexibilité des lois qui protègent les intérêts de tous. » Cependant les hommes politiques, qui avaient fait la plus vive opposition à l'ordonnance du 5 septembre 1817, tels que le général Donadieu, le prêtre Chabrol de Crouzol, l'avocat du roi Peyronnet, n'étaient pas arrivés à la Chambre, dans l'intention de défendre la Charte, et de mettre, comme l'aannonçait le discours du trône « les différentes parties de l'administration en harmonie avec cette loi fondamentale. » La session de 1821 ne fut qu'une lutte insignifiante entre les ultras et les modérés, tandis que le parti libéral, qui sentait son infériorité dans la Chambre, se remuait en tout sens pour accroître son influence dans le pays.

La conspiration était permanente, mais elle ne se produisait que par des actes isolés qui accusaient la faiblesse autant que la tenacité des conspirateurs. Ils avaient d'ailleurs tant de buts et tant de mobiles différents, qu'on ne pouvait guère les prendre sur le fait et caractériser leurs complots. La police, initiée à la plupart de ces complots, provoquait, toutes les fois qu'elle trouvait l'occasion de le faire, sans rien changer à ses routines corruptrices et déloyales. Le nom de Napoléon II était toujours le plus puissant pour émuover les sympathies et les espérances du peuple : ce nom-là servait donc

d'étiquette à toute espèce de projet hostile ou gouvernement. On ne manqua pas de voir la main d'un bonapartiste dans celle d'un inconnu qui avait placé un petit baril de poudre dans un escalier attenant au cabinet du roi. L'explosion eut lieu à cinq heures du soir, le 27 janvier, et ne causa que des dégâts matériels. Louis XVIII était, dans ce moment-là, absent de son cabinet. On ne pouvait douter que cette machine infernale n'eût été préparée contre sa vie. Le parti libéral voulut néanmoins rejeter sur la police une tentative qui devait faire sauter la moitié du polois, si elle avait été mieux préparée. Ce fut sans doute pour détruire l'effet moral de cette tentative criminelle et empêcher le sentiment public de la frapper d'une éclatante réprobation, que les auteurs de l'explosion des Tuileries ou leurs complices, la renouvelèrent le 30 janvier, d'une manière tout à fait inoffensive, sur la place du Palais-Royal et dans la rue du Doyenné, et le 31, dans un corridor du ministère des finances. Il n'en fallut pas davantage pour ridiculiser la conspiration du pétard. Les Chambres envoyèrent toutefois des députations au roi, pour lui exprimer leur indignation contre l'attentat du 27 janvier. « Cet attentat est plus insolent que dangereux, répondit le roi ; mon devoir est de pénétrer au fond de l'abîme : tout sera découvert ! » On ne découvrit rien, et l'on put répéter impunément que la faction ultra-royaliste avait imaginé cette machine infernale pour effrayer le roi et le détacher des illusions du système constitutionnel, en lui faisant croire que sa vie n'était plus à l'abri des complots bonapartistes ou révolutionnaires. Louis XVIII eut la sagesse de ne pas se livrer à ces imprudents amis de la royauté absolue. Il résistait non-seulement à la majorité rétrograde des Chambres et aux sujétions menaçantes d'une partie de ses ministres, mais encore aux pressantes sollicitations des souverains ses alliés qui étaient d'accord pour étouffer en Europe le développement des libertés constitutionnelles. Louis XVIII, en réponse aux conseils et aux prières des rois étrangers, se portait fort de gouverner par la Charte et de régner avec elle. Le duc de Richelieu était, comme toujours, son intermédiaire éloquent auprès de l'empereur de Russie, qui ne se montrait pas trop éloigné d'abord de donner une constitution à son peuple. Mais Alexandre se repentit bientôt de ces tendances libérales, quand la révolution, qui venait de s'emparer de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie, osa s'étendre jusqu'à Saint-Petersbourg. Les sociétés secrètes existaient dans l'armée russe depuis 1816, et un régiment de la garde impériale, en se révoltant contre son colonel, sembla s'être insurgé contre l'empereur. Celui-ci, qui jusqu'alors s'était fait un point d'honneur de paraître presque libéral au milieu de la Sainte-Alliance, reconnut qu'il avait trop longtemps sacrifié les intérêts des rois à ceux des peuples et donna son assentiment à tout ce qui serait fait par l'Autriche. Metternich devint donc le véritable arbitre de cette Sainte-Alliance qu'il avait inventée, mais dont il n'avait pas encore appliqué la politique secrète par le moyen des armes. Dans le congrès de Carlsbad, où Metternich prédisait l'éruption prochaine du volcan révolutionnaire, l'empereur de Russie

avait consenti à peine aux mesures de surveillance et de précaution qui pouvaient retenir l'Allemagne dans les lieux de la confédération germanique; au congrès de Troppau, où Metternich annonça que la révolution de Naples ne tarderait pas à envahir toute l'Italie, Alexandre proposa le premier de faire marcher les armées de la Sainte-Alliance contre Naples. Quant à l'Espagne et au Portugal, leur position géographique n'exigeait pas une si prompte répression, qui appartenait au roi de France plutôt qu'à ses alliés. Louis XVIII, en sa qualité de roi constitutionnel, jugeait convenable d'offrir sa médiation, que le gouvernement de Naples ne se pressait pas d'accepter. L'Angleterre, qui refusait toujours de s'enchaîner avec les signataires de la Sainte-Alliance, s'obstinait à garder son indifférence et sa neutralité, en présence de cette sourde conspiration des rois contre les peuples. L'Autriche s'était chargée seule de remettre le royaume des Deux-Siciles sous le gouvernement absolu de son ancien roi Ferdinand. Le 8 février, soixante mille Autrichiens, sous les ordres du baron de Frimont, passaient le Pô et marchaient sur Naples par trois routes différentes. Telle avait été la conclusion des conférences des trois souverains à Troppau. De nouvelles conférences s'ouvrirent à Laybach, au commencement de l'année : les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse y assistaient en personne; la France y était représentée par ses ministres plénipotentiaires, de même que les états secondaires de l'Europe. Louis XVIII, qui leurrait de sa médiation le gouvernement constitutionnel de Naples, n'aurait pas voulu prendre part ouvertement à un congrès dans lequel on décida que le pouvoir absolu convenait seul à l'Italie. Cette Déclaration de la Sainte-Alliance fut publiée, sans date et sans signature, dans la gazette officielle de Vienne. Les souverains avaient mandé au congrès l'ex-roi de Naples, qui, une fois en sûreté à Laybach, abjura son serment à la constitution et approuva, dans une proclamation à ses sujets fidèles, l'intervention armée de ses augustes alliés. Son fils, le duc de Calabre, poursuivait avec peu de sincérité, pendant ce temps-là, son rôle de prince régent du royaume : il répondait à la proclamation de son père par une proclamation où il en appelait à l'opinion de l'Europe et de toutes les nations civilisées, en jurant de combattre avec son frère à la tête de l'armée napolitaine. Mais cette armée, commandée par Guillaume Pepé, n'était pas capable de repousser l'invasion ou même de l'arrêter : la trahison avait préparé les étapes des Autrichiens. A la nouvelle de l'entrée du général Frimont sur le territoire de Naples, l'opinion se prononça en France avec énergie contre cette violation du droit des gens; le parti libéral ne se contenta pas de jeter un cri d'indignation : plein de confiance dans le courage et la résolution des Napolitains, il augura favorablement de l'issue d'une guerre injuste, et il espérait que la liberté d'un peuple à défendre provoquerait une sainte alliance des peuples. On apprit tout à coup que les Autrichiens avaient pénétré dans les Abruzzes : « Ils n'en sortiront pas ! » s'écriait le général Foy, à la tribune de la chambre des députés. Mais l'armée nationale, que Pepé avait concentrée dans les

Abruzzes, se dispersa au premier coup de canon, abandonnant son général, son artillerie et ses bagages : des traltres avaient organisé cette déroute, qui commença au cri de *saute qui peut*. Après cette victoire facile, l'armée autrichienne ne rencontra plus de résistance jusqu'à Naples où elle fut reçue avec des transports de joie, le 23 mars, par les lazzaronis et le petit peuple que le clergé avait fanatisés. Les patriotes, qui avaient participé à la révolution constitutionnelle, n'eurent pas tous le bonheur d'échapper, en s'exilant, aux horreurs de la réaction royaliste : un gouvernement provisoire s'établit au nom de Ferdinand IV ; la constitution fut abolie et les exécutions commencèrent. Le vieux roi, de Florence où il s'était retiré pour attendre le résultat de l'intervention autrichienne, dirigea lui-même les proscriptions et ne rentra dans ses états que pour y relever la royauté absolue, avant que le sang des victimes eût le temps de sécher sur les échafauds. Les carbonari italiens avaient fait un effort inutile pour sauver leurs frères de Naples : pendant que les Autrichiens, vainqueurs à Civita-Ducale, s'avançaient à marches forcées vers la capitale dégarnie de troupes et déjà livrée aux agents de Ferdinand, une révolution essayait d'éclater en Piémont où l'on voyait se reproduire les événements de la révolution napolitaine. La jeune noblesse, initiée au carbonarisme, demanda, exige une constitution : le marquis de Saint-Marsan, Santa Rosa, et le prince de la Cisterna sont les chefs de cette conspiration libérale qui compte parmi ses adhérents le prince de Carignan, Charles Albert, fils du roi ; la garnison d'Alexandrie se révolte le 10 mars et arbore le drapeau tricolore des carbonari ; le mouvement se propage de ville en ville et envahit Turin. Le roi ne résiste pas : il abdique en faveur de son frère, plutôt que de jurer la constitution des cortès, et nomme régent du royaume le prince de Carignan qui la jure ; mais à peine Victor Emmanuel s'est-il retiré paisiblement à Nice, que le nouveau roi Charles-Félix, prince de Genevois, proteste contre tout changement dans la forme du gouvernement royal, contre la constitution et la junte nationale : il somme les rebelles de reconnaître son autorité héréditaire et convoque à Novare l'armée piémontaise, sous le commandement du comte de Latour. Les Autrichiens appuient cette déclaration de Charles-Félix et marchent sur Turin : le gouvernement constitutionnel se prépare pourtant à repousser l'invasion étrangère, et le prince de Carignan va se mettre à la tête des troupes ; mais, au lieu de les conduire à l'ennemi, il donne le premier l'exemple de la défection, en sortant de Turin, pendant la nuit, pour se rendre à Novare, suivant les ordres du roi son oncle. Les Piémontais ne renoncent pas à combattre : Santa Rosa, le héros de cette révolution pacifique, les anime du saint amour de la patrie ; il espère que, d'un moment à l'autre, les sociétés secrètes de la France lui viendront en aide. L'opinion, en France, s'était prononcée avec enthousiasme pour les libérateurs du Piémont, et l'on pouvait croire que l'adoption du principe constitutionnel dans les états du roi de Sardaigne ne trouverait que des sympathies dans le gouvernement de Louis XVIII. Le général autrichien, comte de Latour,

entre en Piémont avec huit mille hommes : il est bientôt forcé de se replier sur Novare où il trouve des renforts ; l'action s'engage de nouveau, le 2 avril, à une lieue de cette ville ; l'armée constitutionnelle fait des prodiges de valeur, soutient tout le jour une lutte désespérée et ne cède qu'à l'immense supériorité du nombre : elle se disperse le soir dans les montagnes ; ses chefs ne quittèrent le champ de bataille qu'au moment où ils se virent sans soldats. Les auteurs de la révolution sarde se réfugièrent en Suisse, et le roi Charles-Félix prit possession de sa capitale, tandis que, sur sa demande, son royaume lui était garanti par une armée d'occupation de dix-huit mille Autrichiens. Ainsi furent étouffées presque en même temps les deux révolutions de Turin et de Naples ; ainsi fut rétablie dans ces deux capitales la royauté absolue sous la protection de l'Autriche.

La France n'avait pas répondu à l'appel des constitutionnels italiens, qui lui demandaient de faire une diversion en leur faveur : quand les sociétés secrètes eurent organisé l'insurrection, tout était rentré dans l'ordre de la Sainte-Alliance, en Italie. Il y avait seulement quelques troubles à Grenoble, où l'esprit de la conspiration de Didier se cachait toujours sous un masque bonapartiste. Le 10 mars, le jour même où les carbonari piémontais avaient jeté le premier cri de *vive la constitution !* un rassemblement tumultueux se forma dans la ville de Grenoble et voulut arborer le drapeau tricolore : on avait fait courir le bruit d'une révolution arrivée à Paris, dans laquelle le duc d'Orléans aurait été nommé chef d'un gouvernement provisoire après l'abdication du roi et le rétablissement de la constitution de 1791. Mais le préfet, d'Haussez, et le général commandant le département, Pamphile de Laeroix, convaincus de la fausseté de ces nouvelles, déployèrent une vigueur qui arrêta les progrès de l'insurrection et déconcerta les conspirateurs. Ce fut la seule tentative de ce genre, quo se permirent, cette année-là, les carbonari de France. Le complot de Grenoble avait eu pour auteurs la plupart des jeunes gens qui suivaient les cours de l'École de droit : cette école fut supprimée par ordonnance, mais Grenoble ne cessa pas d'être un foyer de sociétés secrètes. Les libéraux, qui ne rêvaient que révolution et constitution chez les peuples voisins de la France, avaient alors les yeux tournés vers la Grèce où le prince Alexandre Ypsilanti venait d'appeler aux armes ses compatriotes. Cette insurrection, comme toutes les autres, était l'ouvrage des sociétés secrètes, surtout de celle des *hétéristes*, qui préparait depuis plusieurs années l'affranchissement des Hellènes. Le 6 mars, les Turcs avaient été massacrés dans toute la Moldavie et la Valachie, et à ce signal, les provinces de la Grèce se soulevèrent l'une après l'autre contre la tyrannie turque, pour reconquérir leur indépendance. L'empereur de Russie, qu'on accuse d'avoir autorisé l'entreprise d'Ypsilanti, la devance et l'entrave, malgré les intérêts de la religion grecque qui la lui recommandent ; mais le *bataillon sacré* d'Ypsilanti et de ses braves compagnons n'obéit pas aux ordres d'Alexandre, qui était devenu tout à coup le plus implacable ennemi des révolutions et des ré-

volutionnaires : il tomo dans son sang, vaincu par la trahison russe plutôt que par l'armée musulmane. C'est dans l'Albanie, dans l'Épire, dans l'Attique, dans la Morée, que les Grecs sont pleins de foi et d'ardeur, pour combattre les Turcs, pendant que les congrès des souverains de l'Europe les condamnent à rester sous le joug de la Turquie. Le gouvernement turc vint lui-même à leur secours, en ordonnant ou en excitant d'horribles représailles contre ceux qui se trouvaient encore à Constantinople : le jour de Pâques, le patriarche grec Grégoire, âgé de quatre-vingt-quatre ans, est pendu en habits pontificaux, à la porte de son palais ; quatre-vingt-trois prélats de son église subissent également le martyre ; la populace fanatique, qui accomplit ces atroces cruautés comme une œuvre agréable au Prophète, fait main-basse sur tous les Grecs qu'elle peut découvrir. Aussitôt, dès que les massacres de Constantinople sont connus, par toute la Grèce, à la stupeur succède l'indignation, et la guerre sainte commence. Le clergé prêche une nouvelle croisade contre les Turcs ; on voit des évêques lever l'étendard de la révolte ; cet étendard porte le signe de la croix ; il brille déjà sur les remparts d'Athènes. L'insurrection n'avait pas encore de chefs suprêmes ni de direction générale ; mais la haine de l'esclavage et l'amour de la liberté ont produit partout le même élan. Tous les Grecs sont soldats ; les femmes mêmes et les enfants prennent part à cette lutte héroïque ; chaque bourgade est prête à soutenir un siège et à servir de tombeau à ses défenseurs. Les Kleptes et les Palikares descendent de leurs montagnes pour protéger la constitution que Mavrocordatos présente à l'acceptation des capitaines réunis à Épidaure. Cette constitution, calquée sur celle des États-Unis, ne convient guère à la Grèce qui renaît et qui n'a pas été préparée à l'usage des institutions libérales, mais elle sert du moins à constater, à établir l'existence d'une nationalité que les efforts unanimes de ses enfants disputeront pendant huit ans à ses ennemis politiques et à ses anciens oppresseurs. Au bruit de cette révolution que les rois menacent, les peuples sont émus de pitié et d'admiration ; la France surtout, presque sans distinction de parti, se sent pénétrée de sympathie pour une cause si juste et si intéressante ; non-seulement elle suit avec anxiété la marche des événements dans cette guerre remplie de merveilleux faits d'armes et de sublimes dévouements, non-seulement elle répète avec orgueil les noms des braves qui combattent pour l'indépendance de leur patrie, Colocotroni à Patras, Marcos Botzaris et Odyssée à Missolonghi, Démétrius Ypsilanti et Nicetas à Corinthe, Miaoulis et Canaris dans l'Archipel, mais elle leur envoie des officiers expérimentés, des auxiliaires intrépides, des armes et de l'argent. La Sainte-Alliance se tait et s'arrête devant ces démonstrations du sentiment patriotique et chrétien ; elle garde la neutralité et plus tard elle ne refusera pas de tendre la main à la Grèce pour la faire remonter au rang des nations.

Cependant la chambre des députés n'avait pas poussé le gouvernement à prendre un rôle actif dans les projets de la Sainte-Alliance : elle était tou-

absorbée par des divisions intestines, par des débats personnels qui ne dépassaient pas le terrain du ministère : il y avait deux factions qui voulaient se dominer l'une l'autre et qui cherchaient par toutes sortes d'intrigues à s'arracher mutuellement le pouvoir ; les royalistes constitutionnels n'avaient pas sur les ultra-royalistes l'avantage du nombre, de l'audace et de l'adresse, mais du moins ils se croyaient soutenus par le roi et ils avaient pour eux la majorité du cabinet et le président du conseil des ministres. Villèle et Corbière, à leur entrée dans le conseil, ne s'étaient pas séparés de l'extrême droite qui les avaient portés de vive force au ministère ; ils affectaient seulement, à la Chambre, de ne pas gêner les actes ministériels qu'ils n'appuyaient jamais tout haut et qu'ils attaquaient au contraire sourdement par l'entremise de leurs amis. La scission était profonde au sein du ministère, quoiqu'elle ne donnât lieu à aucune rupture ouverte entre les ministres qui se ménageaient en apparence pour se faire en cachette une guerre implacable. Le duc de Richelieu pouvait compter sur ses collègues Pasquier, de Serre, Siméon et Roy, qui se conformaient aux désirs de Louis XVIII ; Villèle et Corbière, dévoués au comte d'Artois et à son parti, se voyaient bientôt assez forts pour faire fléchir l'autorité royale devant les exigences excessives des royalistes absolus. Louis XVIII, d'ailleurs, affaibli par l'âge et les infirmités, se relâchait de sa fermeté ordinaire et montrait moins de persévérance dans ses idées constitutionnelles. Il commença par faire des concessions au parti prêtre, pour avoir, disait-il, la paix dans sa famille. Ce parti prêtre, qui existait déjà sous l'Empire et qui, depuis le retour des Bourbons, n'avait pas cessé un seul jour de s'élever aux affaires et de se fortifier dans toutes les classes de la société, acquit en 1821 une puissance extraordinaire : il s'était introduit dans le ministère, à la suite de Villèle et de Corbière. La première satisfaction qu'on lui donna fut la reconnaissance du Concordat de 1817, que la Chambre avait refusé de sanctionner à cette époque. L'ultramontanisme avait fait irruption dans l'Église gallicane, et la cour de Rome disposait seule des évêchés, dont elle avait élevé le nombre à quatre-vingt-six, en proportion du nombre des départements de la France. Le choix des évêques fut laissé à peu près à la discrétion du pape ou plutôt de la *camarilla* occulte, qui dirigeait en son nom le pouvoir temporel de l'Église. Le roi de France, malgré le texte formel du Concordat, ne faisait qu'approuver et ratifier les nominations épiscopales de son royaume ; ainsi, Louis XVIII dut accepter, en dépit de ses répugnances, le nouvel archevêque de Paris que lui présentaient les meneurs de la *Congrégation* (c'est ainsi qu'on nommait la faction ultramontaine) pour succéder au cardinal Talleyrand-Périgord : le jeune coadjuteur de ce cardinal, Hyacinthe-Louis de Quélen, dans la conduite de son archevêché, prouva depuis au parti prêtre qu'il n'oubliait pas à quelles influences il devait son élection. Le parti prêtre en France avait son principal point d'appui au pavillon Marsan : le comte d'Artois, la duchesse d'Angoulême, étaient ses patrons avoués et ses dociles instruments ; la cour,

qui voyait approcher le terme de la vie du roi, se façonnait d'avance au règne de l'héritier du trône, en épousant ses idées, ses affections et ses haines, en les exagérant et en les exprimant. Voilà comment les ultra-royalistes avaient accaparé presque toute l'initiative des Chambres : on y entendait tous les jours, à la tribune, des opinions frappées au coin de l'ignorance et de l'aveuglement politiques; on aurait pu croire que les *introuvables* de 1816 étaient encore là. C'étaient les Sallaberry, les Delalot, les Castelbajac, les La Bourdonnaie, députés estimables d'ailleurs par leurs convictions et leur probité, mais obstinés et peu clairvoyants, qui se posaient sans cesse en accusateurs publics de la Révolution et qui faisaient à tout propos le procès du ministère, au nom du roi. Le ministre des affaires étrangères, poussé à bout par ces attaques incessantes, leur répondit une fois : « J'ai de l'éloignement pour ces hommes qui par d'injustes récriminations fournissent des armes aux révolutionnaires; j'ai de l'éloignement pour un petit nombre d'hommes qui veulent usurper à eux seuls le titre de *royaliste* et accaparer les sentiments de la masse de la nation; j'ai de l'éloignement pour ces hommes qui voudraient faire de la royauté l'instrument de leur ambition ! » Depuis cette vive sortie, Pasquier fut qualifié de *ministre des répugnances* ou de *l'éloignement*. Le ministère, attaqué tantôt à coups de massue et tantôt à coups d'épingle, ne pouvait espérer une longue existence. La gauche et le centre gauche ne le défendaient que dans certaines occasions, lorsqu'il paraissait vouloir se rapprocher d'eux par quelque mesure libérale; mais les chefs de l'opposition, tout occupés de conciliabules et de menées révolutionnaires, daignaient à peine se mesurer avec les orateurs ultras qui leur semblaient atteints de vertige. Lorsque le ministère, avec l'intention secrète de se faire un antécédent utile pour proposer l'indemnité des émigrés, apporta une loi qui reconnaissait les droits des donataires de l'Empire et les indemnisait par des pensions, un des plus fougueux députés de l'extrême droite, Duplessis Grenédan, s'écria : « Eh quoi ! c'est donc un salaire pour les conspirateurs, qu'on nous demande ? » Dans une autre circonstance, les ultra-royalistes se montraient plus libéraux que le ministère et lui refusaient la prorogation de la loi de censure, en déclarant, par l'organe de Vaublanc, que les lois répressives étaient suffisantes. Cette lutte de deux partis rivaux, qui cherchaient, l'un à parvenir au pouvoir, l'autre à s'y maintenir, amena un redoublement de corruption dans les deux camps : ici, des promesses pour un avenir prochain; là, une scandaleuse distribution de faveurs et de places : chaque parti travaillait à se faire des créatures dans les Chambres et à gagner les votes de la majorité en les achetant. Le règne de la corruption politique n'était encore qu'à son aurore, et cependant le général Donadieu prononçait déjà ce fatal oracle : « C'est fini d'un pays, c'est fini des hommes, lorsqu'ils sont arrivés à n'avoir d'autre valeur que celle de l'argent ! »

Pendant que la session traînait en longueur, à travers mille intrigues qui s'agitaient autour du ministère et qui retardaient l'adoption du budget, porté

à huit cent quatre-vingt-deux millions trois cent vingt-sept mille trois cent soixante-quatorze francs; la France se couvrit de deuil, à cet écho lugubre qui arrivait de Sainte-Hélène: « Napoléon est mort! » Le doute ne fut pas possible un instant, lorsque le 5 juillet la fatale nouvelle parvint au conseil des ministres: il y eut le soir même grande réception aux Tuileries, et le corps diplomatique alla complimenter le roi, comme s'il eût remporté une éclatante victoire. La consternation se répandit, avec le bruit de cette mort si foudroyante, si imprévue, dans toutes les classes du peuple et jusqu'au fond des campagnes: les vieux soldats pleurèrent leur général; les patriotes de l'Empire, leur Empereur. On accusait hautement les rois de la Sainte-Alliance, de l'avoir sacrifié à leurs vengeances et à leur terreur. Quelques bonapartistes entêtés refusèrent de croire que le prisonnier des Anglais eût pu mourir sans revoir la France et ils continuèrent à l'attendre. Cependant les précédentes années avaient prouvé aux incrédules que la mort n'épargnait pas la gloire: les compagnons d'armes de Napoléon, ses plus illustres maréchaux, Masséna, Serrurier, Kellermann, Lefebvre, étaient tombés l'un après l'autre, consumés de regrets et peut-être de remords, comme pour faire cortège à son ombre impériale. Le 5 mai, à six heures du soir, Napoléon avait rendu le dernier soupir, à l'âge de cinquante-un ans, huit mois et vingt jours, dans sa prison de Sainte-Hélène où son agonie morale et physique s'était prolongée pendant soixante-sept mois et demi. Il avait passé le temps de sa captivité en proie aux souffrances d'une maladie chronique que le climat meurtrier de l'île ne fit qu'aggraver et rendre incurable; mais ce n'était point cette maladie du foie ou de l'estomac qui le tourmentait le plus; c'était sa propre pensée, c'était son éloignement de la scène du monde, c'était le souvenir des grandes choses qu'il avait faites, c'était l'impatience de celles qu'il aurait voulu faire encore. Il avait sans cesse les yeux tournés vers la France et vers l'Europe: il présentait l'avenir et il s'indignait de n'y pouvoir prendre part: « Après moi, disait-il, la Révolution ou plutôt les idées qui l'ont faite, reprendront leur cours, et si des mains habiles et hardies ne creusent pas alors un lit profond au torrent, il se le creusera lui-même, en se couvrant des plus déplorables débris. » Il espérait parfois que les rois qui l'avaient mis sous la garde de l'Angleterre l'appelleraient à leur aide: « La royauté regrettera partout mon bras tutélaire, disait-il tristement; le jour des révolutions va se lever de nouveau sur l'Europe! » Il s'attendrissait jusqu'aux larmes quand il songeait à la France et à son fils. Dans sa modeste habitation de Longwood, au milieu de ces rochers caïnés par le soleil, en présence de cette nature aride et désolée, l'auguste captif aurait pu vivre tranquille cependant, entouré des soins et des consolations de son secrétaire Las-Cases, de ses généraux Gourgaud, Bertrand, Montholon, et de quelques fidèles serviteurs qui l'avaient suivi en exil; mais son repos même fut troublé par la présence odieuse et par les persécutions systématiques du commandant de l'île, sir Hudson Lowe, qui semblait avoir reçu, dans les instructions de son gouvernement, l'ordre secret de faire une

guerre implacable à l'orgueil de l'ex-empereur, qu'il ne nommait pas autrement que le *général Bonaparte*. Un terrible et minutieux antagonisme s'éleva entre le geôlier et son prisonnier, qui l'injurait sans cesse, sans réussir à le faire sortir des bornes d'une politesse froide et presque ironique. Napoléon avait intérêt d'ailleurs à outrer son rôle de victime de l'Angleterre, et il recherchait avec une sorte de malice tout ce qui pouvait être un prétexte de plaintes et de protestation en face de la France et au nom de la justice et de l'humanité. Ce système eût réussi sans doute, s'il eût vécu assez longtemps, pour exalter le sentiment des peuples et intéresser la conscience des rois. La publication du *Mémorial de Sainte-Hélène*, écrit sous sa dictée par Las-Cases, remplit toute l'Europe d'admiration et de pitié, mais il mourut avant que le cri des nations se fût élevé, de tous les points du globe, contre ses bourreaux. Il expira, pendant une tempête affreuse qui dévastait l'île et bouleversait les éléments. Ses dernières paroles avaient été : « Mon Dieu!... la nation française!... mon fils!... » Le dessein qu'il formait d'écrire l'histoire de ses guerres, à l'exemple de Jules César, ne fut réalisé qu'en partie; mais les belles pages qu'il dicta aux généraux Gourgand et Mentholon et à son valet de chambre Marchaud, sont impérissables comme sa gloire. Les compagnons de sa captivité rapportèrent ses écrits militaires en France, mais non ses restes ensevelis dans le manteau de Marengo : Hudson Lowe avait refusé de rendre à la France le corps du prisonnier de l'Europe : il était encore le geôlier impitoyable d'une sépulture. L'horreur du monde entier s'attacha dès lors à son nom et vengea sa noble victime. Selon lui, Napoléon avait succombé à une affection cancéreuse de l'estomac, maladie héréditaire dans sa famille; selon le docteur Antomarchi, qui fit l'autopsie du cadavre, à une maladie du foie produite par le climat et le chagrin; selon la rumeur publique, à un poison lent.

On eût dit que la mort de Napoléon venait de raffermir le trône des Bourbons, au moment où Louis XVIII, perdu de goutte et de scrofule, s'apprêtait philosophiquement à sortir de la vie, en répétant des vers d'Horace. Louis XVIII n'avait plus de force ni de volonté, pour résister aux représentations, aux prières de son frère qui allait, d'un jour à l'autre, régner pour son propre compte. Il se laissa dire et persuader que les ultra-royalistes étaient seuls en état de défendre la Charte contre les conspirateurs qui avaient miné et contreminé la royauté constitutionnelle; il invita le duc de Richelieu à subir la nécessité des circonstances, en faisant de nouvelles avances, de nouvelles concessions, aux chefs de l'opposition royaliste. Villèle, qui voyait bien qu'on avait besoin de son concours, exigeait le portefeuille de l'intérieur pour lui, demandait la création d'un ministère des cultes et de l'instruction publique pour son ami de Corbière et désignait pour les grandes ambassades certains noms qui eussent annoncé un changement de système dans la politique extérieure. Le duc de Richelieu ne put s'entendre avec cette ambition impérieuse et envahissante qui croissait à mesure qu'on cherchait à la contenir. Villèle et Corbière

envoyèrent leur démission au roi et rentrèrent dans les rangs de l'extrême droite. Les élections du renouvellement des députés par cinquième avaient été encore plus favorables aux ultras que les précédentes. La session commençait sous la menace d'une formidable majorité hostile au ministère et au gouvernement constitutionnel. Cependant le président du conseil des ministres croyait pouvoir compter sur cette majorité que Villèle avait promis de lui assurer ; le duc de Richelieu devait, en échange de ces bons procédés, entrer pleinement dans la voie monarchique et religieuse, en donnant au parti du trône et de l'utile toutes les garanties que ce parti jugerait nécessaires. Le roi, dont la santé s'était un peu améliorée, ouvrit en personne, le 5 novembre, cette session que le ministère espérait pouvoir traverser à la remorque des ultra-royalistes. Le discours de la couronne ne contenait, comme à l'ordinaire, que des phrases vagues, même mensongères, sur l'état de l'Europe et sur l'heureuse situation de la France. La réponse que la Chambre devait faire à ce discours avait été choisie comme une arme de guerre par l'extrême droite, pour frapper à mort le ministère. Ce fut le premier essai de l'usage agressif qu'on pouvait faire d'une Adresse au roi. Villèle et Corbière eurent l'honneur de l'invention ; mais l'exécution de ce complot machiavélique appartient à la commission de l'Adresse, dans laquelle figuraient les royalistes les plus exclusifs, Delalot, de La Bourdonnaye, de Castelbajac, de Vaublanc et Clifflot. On avait imaginé cette phrase équivoque qui devait être interprétée de deux manières différentes par la droite et par la gauche de la Chambre, mais qui n'en serait que mieux approuvée par l'opposition libérale et par l'opposition royaliste : « Nous nous félicitons, sire, de vos relations amicales avec les puissances étrangères, dans la juste confiance qu'une paix si précieuse n'est point achetée par des sacrifices incompatibles avec l'honneur et la dignité de la couronne. » Ce langage était étrange dans la bouche des royalistes, alors que la Sainte-Alliance avait, par l'intervention autrichienne, anéanti les révolutions de Naples et de Turin et machinait déjà contre celles d'Espagne et de Grèce quelque autre intervention ; car, sous prétexte d'établir un cordon sanitaire le long de nos frontières et de les préserver de la fièvre jaune qui régnait à Barcelone, le gouvernement français concentrait une armée au pied des Pyrénées. La fameuse phrase de l'Adresse avait été perfidement élaborée dans une des réunions qui s'étaient formées autour du député Piet et qui tenaient concubine à sa table. Elle fut apportée sournoisement à la tribune, et elle provoqua l'assentiment énergique de la gauche en même temps que les réclamations persévérantes de tous les ministres. Plus le ministère repoussait la phrase comme injurieuse pour le roi et pour lui ; plus la gauche s'attachait à maintenir cette phrase qui ressemblait à un blâme infligé à l'inaction de la France vis-à-vis de l'intervention autrichienne à Naples et à Turin ; plus la droite, qui ne voyait dans cette phrase que la chute du ministère, s'efforçait de la justifier par d'incroyables divagations ; enfin, droite et gauche volèrent ensemble et firent passer la phrase tant controversée, après quinze jours de

débats animés. Le ministère était condamné par cent soixante-seize voix contre quatre-vingt-dix-huit. Louis XVIII, indigné de cette coalition qui allait jusqu'à l'outrager lui-même, fut tenté d'abord de prendre fait et cause pour son ministère et de dissoudre la Chambre : il refusa de recevoir la députation qui venait lui présenter cette adresse insolente ; il s'exprima en termes très-vifs, au sujet de l'audace des ultras ; mais le duc de Richelieu lui-même lui fit comprendre les dangers d'une dissolution et lui conseilla de dissimuler son ressentiment : il avait l'espoir, en courbant la tête, de traverser cette bourrasque, sans avoir besoin de reconstituer un ministère, tant il se regardait comme indispensable à la tête des affaires. Villèle n'avait pas employé une si habile et si périlleuse tactique, pour renoncer aussitôt à la violeire ; il était d'ailleurs vigoureusement appuyé par le parti prêtre et le parti de la cour ou du comte d'Artois, tous deux également actifs et ingénieux, tous deux également puissants autour du fauteuil d'un roi moribond : il fut donc recommandé à Louis XVIII, comme seul capable de dompter les résistances dans la chambre des députés ; le roi le fit venir plusieurs fois, l'écoula, le consulta, et parut se rendre à ses observations. En même temps, la Congrégation, qui dominait, inspirait et conduisait le parti de la cour, avait trouvé le moyen de s'emparer de l'esprit de Louis XVIII, à son insu, par l'intermédiaire d'une femme que le roi affectionnait. Ce n'était pas une maîtresse ; l'âge et les infirmités du roi ne lui auraient pas permis d'imiter les mœurs de son aïeul Louis XV ; ses goûts d'ailleurs ne l'avaient jamais porté à la galanterie ; mais c'était une amie complaisante et dévouée, qui faisait oublier au malade ses maux et au roi les ennuis de la couronne. La comtesse du Cayla devait moins à sa beauté qu'à son adresse l'empire singulier qu'elle avait su prendre sur son admirateur impotent. L'origine de sa fortune auprès de Louis XVIII tenait à des influences jésuitiques, dit-on, et motivait le fréquent usage de son hérité en faveur de la Congrégation, nonobstant les vieilles antipathies du vieux roi philosophe. Elle intervint donc, avec toutes ses séductions, auprès de Louis XVIII, pour le déterminer à échanger à la fois sa politique et son ministère ; elle obtint en quelques jours ce qu'un favori, le comte de Blacas, ce que Monsieur et la duchesse d'Angoulême n'avaient pu gagner en plusieurs années : Louis XVIII mit le gouvernement dans les mains des ultra-royalistes, à condition qu'ils épargneraient la Charte. Ce fut dans la discussion sur le projet de censure, que le ministère Richelieu achova de perdre la partie devant la chambre des députés : on vit encore une fois la droite se coaliser avec la gauche pour défendre la liberté de la presse qu'elle avait si souvent attaquée et maudite ; on entendit de Castelbajac, de Sallaberry, Piet et Chifflet absoudre la liberté de la presse pour avoir le droit d'accuser le ministère. Villèle dirigeait les coups, en cachant la main d'où ils partaient. Le duc de Richelieu fut abandonné par le roi comme il l'avait été par la majorité : il apprit, presque en même temps que le public, la formation d'un nouveau ministère, qui no parut dans le *Moniteur* que le 15 décembre, mais qui existait déjà depuis dix

jours : de Villèle, l'astucieux auteur de la coalition, était créé ministre des finances et, de fait, président du conseil des ministres, quoiqu'il eût décidé le duc de Richelieu à conserver encore ce titre et à ne pas retirer le prestige de son nom à un cabinet qu'il ne présiderait pas; le vicomte Mathieu de Montmorency, un des chefs les plus ardents de la Congrégation, s'emparait, pour la servir, du portefeuille des affaires étrangères; de Corbière, l'ami et le coadjuteur politique de Villèle, devenait ministre de l'intérieur; de Peyronnet, le protégé de la duchesse d'Angoulême et de madame du Cayla, revêtait la simarre de garde des sceaux; le maréchal duc de Bellune acceptait le département de la guerre; le marquis de Clermont-Tonnerre, celui de la marine; le marquis de Lauriston restait ministre de la maison du roi.

Le nouveau ministère ne se proposait pas de continuer celui qui l'avait précédé; aussi, tous les grands fonctionnaires furent-ils choisis dans les rangs de la Congrégation; Mathieu de Montmorency plaça lui-même Delavau à la préfecture de police; Franchet, à la direction de la police générale; le duc de Doudeauville à la direction des postes. On épura les administrations, en y introduisant, à la place des libéraux ou des royalistes tièdes ou des athées voltairiens, une foule de congréganistes éprouvés et de jeunes affiliés. On renouvelait également le personnel des ambassades et des consulats; on donnait des commandements militaires aux généraux qui, comme Canuel et Donadieu, s'étaient mis en révolte ouverte contre l'ordonnance du 5 septembre 1817. Les anciens ministres, selon l'usage, entrèrent dans le conseil privé, en qualité de ministres d'État; ceux qui n'étaient pas pairs de France le devinrent, et même le comte de Latour Maubourg, qui avait le premier envoyé sa démission au roi, fut nommé gouverneur des Invalides; mais il n'y eut aucun rapprochement, aucune fusion, entre les deux systèmes ministériels. Le duc de Richelieu avait le chagrin de voir que, sous son nom et sa responsabilité, Villèle gouvernait la France et le roi dans le sens d'une contre-révolution : il n'osa pas s'opposer résolument à l'exécution du complot ultraroyaliste; il n'osa pas se faire le défenseur des libertés constitutionnelles que Louis XVIII lui-même semblait délaisser avec indifférence; il n'osa pas même rompre avec une politique tortueuse et mensongère qui n'était pas la sienne : il mourut cinq mois après (17 mai 1822) pour sortir d'embarras. Louis XVIII, toujours malade, toujours dominé et aveuglé par madame du Cayla, se déchargeait des soins du gouvernement sur ses ministres; il n'avait plus de volonté, lui naguère si opiniâtre et si inflexible : il en était venu à ce point d'insouciance ou de faiblesse, qu'il autorisait, qu'il encourageait même les envahissements de la Congrégation. Cette Congrégation, dont le nom et l'influence avaient été signalés depuis deux ans à peine, n'était autre qu'une transformation de l'indestructible compagnie de Jésus. Une simple association pieuse d'ecclésiastiques et d'hommes du monde, appartenant la plupart à l'ancienne noblesse, s'était organisée à l'instar des sociétés secrètes, dans le but avoué de propager la religion catholique et de défendre l'Église militante; les

membres de cette association se recrutèrent d'abord parmi ceux des comités royalistes qui devinrent de la sorte, en peu d'années, les centres du complot monarchique et religieux que des mains invisibles avaient tramé dans l'ombre du confessionnal et dans le mystère des sacristies. La compagnie de Jésus, que le pape avait rétablie en 1814, comme l'auxiliaire le plus fidèle de l'Église romaine, se glissa dans l'association, sans lui rien ôter de son caractère politique, lui imprima une action plus hardie, l'appuya sur des bases plus solides, l'entoura de règles plus sévères et l'astreignit à une discipline uniforme. Ce fut alors que commença le règne de la Congrégation, sous la tutelle des Jésuites qui en étaient les supérieurs et qui recevaient de Rome leurs instructions suprêmes; ce fut alors que l'ultramontanisme fit irruption dans le sanctuaire de l'Église gallicane. Louis XVIII avait constamment refusé de révoquer l'arrêt du parlement, qui bannissait de France l'ordre de Loyola; mais il n'avait fait aucune difficulté d'approuver par ordonnance (25 septembre 1816) la société des prêtres des Missions de France: de cette société était sorti le jésuitisme, aussi fort et aussi audacieux que s'il eût été reconnu légalement. Les Pères de la Mission avaient engendré beaucoup d'autres sociétés religieuses qui toutes se rattachaient au corps des Jésuites: pendant que les missionnaires répandaient par toute la France y semaient des conversions et y récoltaient des affiliés, les Pères de la Foi pénétraient dans les petits séminaires, y empoisonnaient l'enseignement et préparaient la nouvelle génération à retomber sous le joug de l'ignorance et des vieux préjugés. La Congrégation voulait s'emparer de l'esprit du peuple, pour reconstituer l'ancienne société, avec la monarchie absolue et la religion autocratique. De là, ces missions permanentes dans les villes et dans les campagnes, ces sermons accompagnés de cantiques, ces plantations de croix, ces récits de miracles, ces distributions de chapelets, d'agnus et de médailles bénites, ces autodafés des œuvres de Voltaire et de J.-J. Rousseau. Sous tout cet appareil de charlatanisme dévot et mystique, se cachait une propagande formidable qui grossissait l'armée et l'état-major de la Congrégation. Vainement, la raison condamnait-elle des idées et des pratiques qui étaient d'une autre époque et qui n'avaient plus d'excuse; vainement, l'opposition prenait-elle prétexte de ces exagérations pieuses pour leur faire un cortège de ridicule et de moquerie; vainement, réimprimait-on par milliers les œuvres de Voltaire et de Rousseau, pour protester contre la croisade des *hommes noirs* qui espéraient éteindre sous leurs soutanes les lumières de l'humanité. Le jésuitisme n'en poursuivait que mieux sa marche triomphale: il niait lui-même son existence et se contentait d'être tout-puissant; il fanatisait les masses, faisait des prosélytes et des adeptes, gagnait les hommes par l'entremise des femmes, prêchait, confessait, convertissait, bâtissait des calvaires et recueillait d'amples aumônes. Il se fortifiait et s'étendait par la persécution. Partout, l'arrivée des missionnaires était le signal de querelles, de rixes et de troubles: la gendarmerie et la police avaient souvent recours à la violence et à la force,

pour protéger leurs personnes sans parvenir à faire respecter leur caractère. A Paris, dans toutes les paroisses où l'on prêcha la mission, il y eut de déplorables désordres que l'autorité ne pouvait ni prévenir ni réprimer : le prédicateur était interrompu par des cris, des huées, des éclats de rire ; on lui lançait des projectiles dégoûtants ou dangereux ; quelquefois on tirait des pétards dans l'église, on la remplissait d'une fumée infecte, et tous ces excès avaient lieu malgré un déploiement solennel de troupes et même d'artillerie. La Congrégation se faisait honneur de provoquer un pareil scandale qu'on attribuait invariablement aux libéraux et aux impies. Elle n'en était que plus active à recruter des adhérents, des affiliés, qu'on appelait *jésuites de robe courte*, parce qu'ils appartenaient à tous les rangs de la société laïque. Ces affiliés ne subissaient ni épreuve ni examen préliminaire ; ils devaient seulement s'engager à obéir en aveugle aux ordres de la Congrégation, avec laquelle ils contractaient un pacte réciproque au moyen de quelques dévotions publiques ou secrètes : les uns devaient suivre une procession, faire une neuvaine ou un pèlerinage, signer une profession de foi ; les autres en étaient quittes pour porter un scapulaire sous leurs habits. On ne savait pas positivement quel témoignage d'obéissance passive la Congrégation pouvait exiger de ses adhérents, mais on savait bien l'appui efficace qu'elle leur offrait en toutes circonstances. L'égoïsme et l'ambition précipitaient donc dans les bras des jésuites le troupeau des fonctionnaires, qui se vendaient ainsi corps et âme à ces marchands de consciences. Les congréganistes avaient formé une espèce de réseau qui enveloppait déjà dans mille liens tyranniques tous les membres du corps social : la société des Pères de la Mission agissait sur la population des campagnes ; la société des Pères de la Foi, sur l'éducation du peuple ; la société des Bons Livres, sur l'intelligence et la philosophie par la multiplication de certains livres jésuitiques ; la société des Bonnes Études, sur l'Université et les facultés qui en dépendent ; l'association de Saint-Joseph, sur la classe des ouvriers et des domestiques, en leur distribuant des secours ; la société du Sacré Cœur de Jésus et de Marie, sur les femmes, en exaltant leur dévotion par le mysticisme et les voluptés de l'amour divin ; enfin, la société de la Défense de la Religion catholique, la plus vaste, la moins inquiétante de ces sociétés qui se tenaient toutes l'une à l'autre, agissait sur les bourses des pauvres, en taxant chaque associé au tribut modeste d'un sou par semaine, avec lequel la Congrégation alimentait sa caisse secrète. Le chef général, nommé par la cotte de Rome, était alors le père Ronsin, au-dessous duquel plusieurs comités supérieurs dirigeaient les affaires générales de l'association et transmettaient à chaque comité inférieur les ordres ou les instructions qu'il fallait suivre ou exécuter. Le siège politique de la Congrégation, espèce de concile permanent, avait été transporté des Missions-Étrangères à la maison de Montrouge, où affluaient sans cesse les personnages les plus éminents du conseil d'État, des deux Chambres et de la cour. En un mot, la Congrégation, à cette époque, était partout et nulle part. On sentait sa présence occulte

dans tous les actes de la vie publique et privée; on rencontrait à chaque pas un de ses agents secrets; on entrevoyait son but et ses espérances; mais on ignorait presque entièrement son principe, son mode d'action et même ses lois organiques. Deux ouvrages fameux, qui parurent alors et que les jésuites ne revendiquèrent pas, avaient ouvert les yeux de l'opinion par l'insolence de cette conspiration de l'autel et du trône : le comte de Maistre, dans son traité *Du pape*, et l'abbé de Lamennais, dans son *Essai sur l'indifférence en matière de religion*, proclamaient la restauration du pouvoir temporel de l'Église.

La conspiration des jésuites cependant était moins sérieuse que celle des carbonari français, qui avaient noué des intelligences secrètes avec les carbonari de tous les pays de l'Europe. Le triste sort des révolutions napolitaine, sicilienne et sarde n'avait pas découragé l'enthousiasme d'une jeunesse généreuse plutôt qu'éclairée, qui rêvait l'affranchissement des peuples par l'insurrection. Depuis la malheureuse tentative du 19 août, dont les auteurs n'étaient pas encore jugés par la Cour des pairs, la *charbonnerie* avait fait d'incroyables progrès, par la seule puissance de la curiosité. La police ne fermait pas les yeux sur le mouvement qui se faisait remarquer autour des centres d'affiliation; mais elle ne pouvait remonter à la cause ni descendre à l'effet; le système des *ventes*, qui n'étaient que de dix *frères* chacune dans les départements, ne permettait pas de trouver un fil conducteur pour se diriger dans ce labyrinthe de sociétés secrètes. La haute-vente centrale de Paris, dans laquelle ne figurait d'abord qu'une brillante élite de jeunes patriotes inconnus, s'était ouverte aux notabilités du parti libéral et avait pris une force d'action considérable. Ce n'étaient plus seulement les huit premiers fondateurs de la charbonnerie française, Buchez, Dugied, Bazard, Rouen aîné, Guinard, Sautelet, Flotard et Desloges, qui allaient jeter le cri d'insurrection; c'étaient La Fayette et son fils, Dupont de l'Eure, Voyer d'Argenson, Manuel, Corcelles, Jacques Kœchlin et de Schonen. Ces hommes éminents, aveuglés par leur patriotisme, regardaient comme légitime une révolution armée, qui pouvait entraîner la guerre civile et qui n'invoquerait pas d'autre droit que celui de la violence. Il n'y avait pas unité de but dans cette étrange conspiration qui se fondait sur différents motifs, plus spécieux que justes; tous les chefs s'accordaient à considérer le gouvernement des Bourbons comme incompatible avec le sentiment national: l'un condamnait Louis XVIII pour avoir violé la Charte; l'autre l'accusait de haute trahison à l'égard du pays qu'il avait livré pieds et poings liés à la coalition étrangère; celui-ci ne lui pardonnait pas d'être complice de la Sainte-Alliance; celui-là jugeait prudent de devancer ses mauvais desseins, en lui ôtant les moyens de les accomplir; tous enfin étaient d'accord pour renverser le gouvernement; mais il y avait au moins trois partis représentés dans le comité directeur : le parti du duc d'Orléans ou de la Royauté constitutionnelle; celui de Napoléon II ou de l'Empire constitutionnel; celui de La Fayette ou de la République américaine. Quelques-uns des plus jeunes membres de la *vente* suprême, encore pleins des souvenirs classiques de l'ancienne Grèce et

de l'ancienne Rome, rêvait la république de Lyeurgue et de Caton. Quant à la république de 93, elle était peut-être dans la pensée de deux ou trois vieillards ; mais personne n'eût osé la proposer comme modèle. Depuis six mois, la charbonnerie avait considérablement augmenté le nombre de ses *ventes* dans les départements ; Buehez était allé la répandre dans l'est ; Rouen aîné, dans l'ouest ; Arnoff Scheffer, dans le midi. Benjamin Constant lui-même avait fait une tournée conspiratrice dans le département de la Sarthe où l'association locale des *Chevaliers de la liberté* n'attendait que le moment d'agir. Vers la fin de l'année, l'armée du carbonarisme français s'élevait à plus de soixante mille assermentés ; les principales villes de France avaient chacune leur foyer d'insurrection : les armes, les munitions, l'argent, ne manquaient pas : tous les conspirateurs étaient impatients de faire triompher ce qu'on appelait la sainte cause de la liberté, sans trop savoir quels résultats on espérait de cette révolution à mille têtes. Les mêmes nouvelles favorables arrivaient à la fois de tous les points de la France, de Lyon et de Marseille, de Nantes et de Bordeaux, de Nancy et de Toulouse, de Poitiers et de Strasbourg. La police, tout absorbée par la surveillance des journaux, des livres, des gravures et des emblèmes séditieux, paraissait endormie à l'égard de cette immense conspiration qui couvait dans le cœur du pays ; elle était cependant avertie depuis longtemps par des délations incomplètes et par la découverte de quelques notes assez obscures, relatives au complot ; elle se tenait donc sur ses gardes, lorsqu'elle apprit que ce complot général devait éclater d'abord en même temps à Bèfort, à Saumur et à Marseille, le 4^{er} janvier 1822.

L'autorité était préparée à se défendre. A Saumur, trente-trois sous-officiers furent arrêtés à l'École d'équitation ; le sous-lieutenant Delon, qui était le chef d'exécution, eut le bonheur d'échapper ; dans le procès qui amena les prévenus devant le conseil de guerre, trois d'entre eux furent condamnés à mort, un seul fut passé par les armes. A Marseille, on s'empara aussi des principaux chefs, avant que l'insurrection eût commencé : ils comparurent aux assises, et le capitaine Vallée, condamné à mort, subit sa peine à Toulon. C'était à Bèfort que les conspirateurs devaient frapper un coup décisif : ils se croyaient sûrs d'une partie de la garnison, car presque tous les officiers appartenaient à la charbonnerie. Rien ne semblait donc plus facile que d'occuper la ville et d'y établir le centre des opérations du comité directeur. Une fois Bèfort aux mains des insurgés, l'Alsace entière allait se lever contre un gouvernement qui n'avait jamais eu les sympathies de cette province belliqueuse et patriote. Toutes les mesures étaient si bien prises et le succès paraissait si certain, que le général de La Fayette lui-même se décida, malgré les conseils de ses amis, à se rendre en personne à Bèfort, pour se mettre à la tête du mouvement. Une trentaine de jeunes et audacieux républicains, les deux Scheffer, Armand Carrel, Buehez, Bazard, François de Corcelles, devancèrent le général, afin d'exécuter le premier coup de main contre la place : ils étaient si pleins d'enthousiasme et d'assurance, qu'ils commirent en route

assez d'imprudences pour donner l'éveil sur leur expédition. Quand ils arrivèrent à Belfort, le télégraphe avait déjà signalé leur dessein. Ou ne les arrêta pas néanmoins et on laissa ces pauvres fous tomber dans le piège. Le rendez-vous des conjurés avait été fixé au 31 décembre, à minuit; ceux qui étaient venus de Paris et qui avaient des intelligences avec les officiers de la garnison se réunirent, à l'heure indiquée, sur la place d'armes, où devaient les rejoindre leurs complices; mais déjà ils étaient cernés, et quand un coup de pistolet fut tiré contre un officier royaliste qui se trouva là et qui voulait s'opposer à la révolte de ses camarades, les arrestations commencèrent dans toute la ville et aux environs. Un poste de douaniers et un régiment d'infanterie, que les conspirateurs avaient gagnés, ne bougèrent pas et furent maintenus par une force imposante. Il y eut seulement quelques cris qui restèrent sans écho, et tout rentra dans l'ordre sans coup férir. Les auteurs de cette entreprise coupable et insensée avaient jeté leurs armes et s'étaient enfuis: quelques-uns sortirent de Belfort et furent arrêtés loin du théâtre de leur échauffourée; quelques autres, les plus compromis, parvinrent à quitter la France et se réfugièrent en Suisse ou en Espagne. Le général de La Fayette avait eu le temps de rebrousser chemin, à six lieues de Belfort où la police l'attendait, et il était allé, avec son fils qui l'accompagnait, se ménager un alibi judiciaire dans le département de la Haute-Saône. Il ne fut donc pas mis en cause avec les quarante-quatre accusés de l'affaire de Belfort. Cette affaire, déferée au tribunal de Colmar, se termina pour eux plus heureusement qu'on ne pouvait l'espérer; mais la fermeté et le noble caractère de plusieurs des prévenus ne contribuèrent pas peu à les recommander à l'indulgence du jury: « Faites votre métier, avait dit Buchez au juge d'instruction qui l'interrogeait; le mien est de ne pas vous répondre. » Le tribunal fut moins influencé par les plaidoiries des avocats, que par les éclatantes manifestations de l'Alsace en faveur des prévenus: il réserva les condamnations à mort pour les contumaces qui étaient alors en sûreté hors du royaume, et nonobstant la gravité des charges qui pesaient sur les autres accusés, il ne leur appliqua pas d'autres peines que la prison et l'amende. L'échec de la tentative de Belfort n'avait nullement déconcerté le carbonarisme qui continuait sa propagande franc-maçonique; on n'était pas même découragé à Belfort et à Saumur. Ce furent encore ces deux places fortes que les conspirateurs s'obstinèrent à vouloir occuper, pour y arborer l'étendard de l'insurrection. Le comité directeur de Paris, qui avait perdu plusieurs de ses membres les plus actifs, dans la triste échauffourée de Belfort, n'était pas trop porté à organiser un nouveau complot: il aurait volontiers attendu que les hommes politiques, qui étaient plus ou moins compromis, fussent mis hors de cause dans le procès qu'on instruisait à Colmar. Mais les tentes de province firent prévaloir la résolution de prendre une prompt revanche et de profiter de l'enthousiasme des conjurés que les échecs de Marseille, de Saumur et de Belfort n'avaient pas rendus moins confiants ni plus circonspects dans leurs

projets. Le comité directeur envoya donc de nouveaux émissaires dans l'est et dans l'ouest, avec des pleins pouvoirs et beaucoup d'argent, pour préparer et diriger l'insurrection. Grandmesnil, qui avait des instructions secrètes du comité, se rendit en Bretagne, s'aboucha avec le général Berlon et le déterminà sans peine à venir se mettre à la tête des insurgés. Le 24 février, à quatre heures du matin, le général, accompagné du sous-lieutenant Delon qui s'était soustrait depuis deux mois aux poursuites de la police, descend sur la grande place de Thouars où le rejoignent quelques officiers et soldats de la garde nationale en uniforme. Le drapeau tricolore est arboré, on sonne le tocsin, on bat la générale, on crie : *Aux armes ! et Vive la liberté !* La troupe des conspirateurs se grossit d'une dizaine de gendarmes qui, moitié de gré moitié de force, se rangent sous les ordres du général Berton. Un renfort de quinze hommes arrive de Parthenay. La joie, l'espoir brillent dans tous les yeux. On répand la nouvelle d'une révolution qui éclate en même temps sur tous les points de la France et qui remplace les Bourbons par un gouvernement provisoire composé de La Fayette, Manuel, Voyer d'Argenson, Benjamin Constant et Dupont de l'Eure. On s'embrasse, on chante la *Marseillaise*, et l'on écoute avec attendrissement la lecture des proclamations au peuple et à l'armée. Ce n'est qu'à onze heures que la colonne du général Berton, qui ne compte pas plus de cent cinquante hommes armés, s'achemine lentement vers Saumur, à travers les vivats et les ovations, mais sans gagner un seul auxiliaire : elle ne parvient qu'à six heures du soir devant la ville ; elle s'arrête sur le pont Fourchard qui est gardé par dix gendarmes et deux cents élèves de l'École militaire, tout prêts à se réunir aux insurgés. Mais Berton hésite à pousser en avant et à pénétrer dans la ville : le maire se présente au-devant de lui et parle ment. Saumur ne se déclare pas, ne sonne pas le tocsin, ne court pas aux armes : on aurait suivi sans doute l'impulsion donnée par quinze mille hommes qu'on croyait voir paraître avec le drapeau tricolore ; on resta froid et indécis en présence des cent cinquante enfants perdus de l'insurrection. Le maire lui-même, qui était initié au complot, invita le général Berton à se retirer. Vers minuit, on se sépara de part et d'autre, d'un commun accord : le coup était manqué. Berton et ceux qui l'avaient secondé dans cette ridicule prise d'armes, ne songèrent plus qu'à se cacher ou à sortir de France. Le sous-lieutenant Delon et quelques autres y réussirent. Berton, qui croyait encore à la possibilité de réparer sa triste déconvenue et celle de son parti, refusa de s'embarquer et trouva une retraite chez un ami, près de Rochefort, tandis que son procès et celui de ses complices s'instruisaient à Poitiers et que les prisons de cette ville s'encombraient de prévenus. La fâcheuse issue de la tentative de Berton aurait suffi pour empêcher probablement les conjurés alsaciens de renouveler la malheureuse affaire de Belfort, mais les autorités civiles et militaires de l'est apprirent par le télégraphe que l'insurrection, éteinte d'elle-même à Saumur, devait se rallumer à Strasbourg et qu'une partie de la garnison, à l'instigation de ses sous-officiers,

allait se soulever, s'emparer de la citadelle et proclamer Napoléon II. Le général Pamphile de Laeroix, qui commandait le département, déploya la vigueur qu'il avait montrée à Grenoble dans une circonstance analogue : il mit Strasbourg en état de défense, consigna la garnison dans les casernes, fit braquer des canons à l'entrée des rues et opéra l'arrestation des chefs du complot. Quatre sous-officiers, conduits d'abord à Paris et enfermés au secret pendant plusieurs mois, furent enfin ramenés à Strasbourg et traduits devant un conseil de guerre qui les condamna seulement à trois mois de prison et à seize francs d'amende, tant les projets coupables de ces jeunes gens trouvaient d'excuses et peut-être des sympathies parmi leurs juges. Le résultat de ce procès témoigne assez quelles étaient les tendances de l'opinion dans les départements de l'est où l'on pouvait tout tenter avec le nom de Napoléon et le drapeau tricolore.

En présence de ces conspirations militaires qui se formaient ou éclataient de tous côtés à la fois, le gouvernement n'avait pas demandé aux Chambres d'autres armes que des lois répressives contre la presse. Le ministère, qui était né, pour ainsi dire, de la résistance des royalistes à l'égard d'une nouvelle loi de censure que le cabinet du duc de Richelieu avait présentée comme nécessaire, le ministère de Villèle, de Corbière et de Peyronnet n'eut rien de plus pressé que de présenter aussi cette même loi de censure, mais plus perfide et plus sévère que dans le premier projet. On vit tout à coup à la chambre des députés la majorité changer d'attitude et de langage ; elle cessa de défendre la presse, pour l'attaquer, et elle ne craignit pas, à deux mois d'intervalle, de se donner les démentis les plus effrontés. La commission, dont le rapporteur, l'avocat bordelais Gaye de Martignac, se chargea de faire passer à travers sa faconde mielleuse le projet ministériel, avait encore renchéri sur les rigueurs de ce projet. Le ministère demandait non-seulement que nul journal ou écrit périodique, consacré aux matières politiques, ne pût être publié sans autorisation du roi ; mais il voulait que les Cours royales eussent le droit de prononcer la suspension d'un journal et que, dans l'intervalle, des sessions une ordonnance, signée par trois ministres, suffît, en cas de *circonstances graves*, pour rétablir la censure. On fit plus ; on inventa les *procès de tendance* qui laissaient à l'arbitraire le moyen de frapper tous les organes de la presse, en permettant d'incriminer l'esprit d'un journal, d'après une succession et un ensemble d'articles différents, rapprochés les uns des autres et combinés entre eux. On favorisa aussi les *procès religieux*, en comprenant parmi les délits de *tendance*, les atteintes au *respect dû à la religion de l'État*, ce qui était plus explicite que la *morale religieuse* de la loi *athée* de 1819. Ce n'était point assez : un second projet de loi, dont Chiffet fut le rapporteur complaisant, ajouta un surcroît de pénalité au code de la presse, hérissé déjà de prescriptions hostiles et formidables. On semblait avoir imaginé tout ce qui pouvait restreindre ou écraser une liberté, que garantissait la Charte et qui, depuis qu'elle était reconnue par la Constitution, trou-

vait chaque jour plus d'entraves et plus de malveillance de la part du pouvoir. Sous prétexte de réglementer cette liberté, on aggravait les peines que les écrivains pouvaient encourir; on les menaçait d'amendes plus fortes; on les rendait justiciables des Chambres qui voudraient les citer à leur barre; on érigeait des embarras de toute nature, à la marche de leurs publications; enfin, on leur enlevait, dans leurs procès, la sauvegarde du jury. Ces deux projets de loi, qui se fortifiaient l'un par l'autre, absorbèrent pendant près de deux mois les préoccupations de la chambre des députés. Villèle affecta de se tenir à l'écart de la discussion, tandis que son collègue le garde des sceaux était toujours sur la brèche pour soutenir le système oppressif du gouvernement contre la presse : il ne donna pas une haute idée de sa logique et de son éloquence pendant ces longs débats, mais il fit preuve d'une violence et d'une tenacité, que les murmures et les rires de ses auditeurs ne déconcertaient pas. La pauvre liberté de la presse était condamnée d'avance : elle eut encore à recevoir les coups furieux de ses ennemis ordinaires : on la calomnia, on l'injuria, on jura sa perte. Les orateurs de la gauche ne lui firent pourtant pas défaut; les doctrinaires et leur chef, Royer-Collard, déplochèrent l'aveugle monomanie des gouvernants qui s'efforçaient inutilement de combattre et d'anéantir la *puissance* de la presse; Royer-Collard posa la question en ces termes simples et énergiques : « La presse est une nécessité sociale qu'il est impossible de déraciner. » La Fayette, fidèle à sa doctrine du droit à l'insurrection, au moment même où il se voyait compromis dans plusieurs procès de complot politique, déclara fièrement que ces projets de loi étaient une violation flagrante de la Charte et que cette violation déshonorait la nation, et de ses devoirs et de ses serments envers la royauté. Étienne, Kératry, Sébastiani, Benjamin Constant, Bignon et d'autres organes du parti libéral essayèrent inutilement de protéger les droits de la presse et de faire respecter ceux de la pensée : l'ancien garde des sceaux, de Serre, consacra les restes de sa voix mourante à défendre cette liberté, qu'il avait méconnue et outragée lorsqu'il était ministre. La majorité se prononça, et la presse, mise en suspicion et en interdit, fut privée de ses juges naturels, en perdant la garantie du jury dans les procès qu'elle aurait à soutenir en police correctionnelle. La chambre des pairs, modifiée récemment par la promotion des amis de Decazes et du duc de Richelieu, n'était pas encore à la merci du ministère ultra-royaliste : une nouvelle fournée de pairs semblait indispensable pour y établir la prépondérance de Villèle. Les deux lois contre la presse ne furent pas néanmoins refusées au cabinet qui les demandait comme une arme de salut public. Le grand champion de la liberté de la presse était d'ailleurs absent : le vicomte de Chateaubriand avait remplacé Decazes à l'ambassade de Londres. Il y eut cependant de vives et brillantes protestations en faveur de cette liberté qu'on étouffait sous le poids de ses chaînes. Lanjuinais compara ces deux lois aux plus ingénieuses formules de l'inquisition; de Molé, de Ségur, de Laroche-foucauld-Lianeour, s'attachèrent moins à défendre la

presse qu'à s'élever contre le mauvais et dangereux esprit du ministère, qui portait une main imprudente sur la Constitution. Ce fut là le véritable point de la discussion animée, que le garde des sceaux s'efforçait en vain de ramener au terre-à-terre des lois de censure et de police. Talleyrand tenta de se refaire un faux semblant de conscience, en hasardant quelques mots en faveur d'une liberté qu'il ne comprenait pas plus que les autres; Pasquier parut épris d'une tendre sollicitude pour la presse qu'il avait peu ménagée sous son ministère, et il fit entendre, à ce sujet, des paroles très-dignes qui répondaient assez aux dédains de Fitz-James à l'égard des *faiseurs de journaux*. La principale victoire de l'opposition libérale ou plutôt modérée, à la chambre des pairs, fut le rétablissement de l'épithète de *constitutionnelle*, appliquée à l'autorité du roi, épithète que la chambre des députés avait mise hors la loi. Les procès de tendance commencèrent de toutes parts à la fois, dès que les deux lois furent votées et promulguées; le parquet ne mit plus de réserve dans ses poursuites contre les journalistes et les écrivains, parce que le jury n'était plus là pour éteindre dans un verdict d'acquiescement les foudres du ministère public : pendant longtemps, on essaya de faire taire les voix puissantes de la presse, en lui faisant un bâillon avec des jugements qui tuaient le journal, ruinaient l'imprimeur et emprisonnaient l'auteur; mais ces procès multipliés manquèrent leur but; les prévenus s'honorèrent de leur condamnation; quelques-uns s'en enrichirent, la propagande libérale y gagna de nouveaux prosélytes. On vit tour à tour descendre sur les bancs de la police correctionnelle et passer ensuite dans les cellules de Sainte-Pélagie : le chansonnier des gloires nationales et du progrès humanitaire, le populaire Béranger; les deux complices de l'épigramme politique et de la fronde littéraire, Jay et Jouy; les énergiques publicistes de la *Minerve*, Cauchois-Lemaire et Reynaud. On acceptait avec joie une condamnation qui donnait un titre de gloire; on entrait dans la prison avec orgueil, comme si l'on montait au Capitole. Il y eut beaucoup de condamnés, qui payèrent chèrement une phrase philosophique qu'on qualifiait d'impie ou d'athée. L'autorité n'avait aucune déférence, aucune pitié, pour ceux qu'elle appelait des *scélérats de plume* et qu'elle affectait de confondre avec les voleurs et les assassins. Un poète nommé Magalon, qui avait osé se railler des jésuites dans l'*Album*, vit son journal supprimé par ordonnance, et fut condamné à treize mois d'emprisonnement et à deux mille francs d'amende; puis, pour faire réparation d'honneur aux jésuites, on le transféra de Bicêtre à Poissy, garrotté côte à côte avec un forçat galeux, et dans la prison de Poissy, on l'astreignit au régime pénitentiaire de la maison où il se trouvait mêlé aux malfaiteurs et soumis aux mêmes traitements qu'eux. Le ministre de l'intérieur, Corbière, quoique lettré et ami des littérateurs, avait l'air d'exercer à plaisir une sorte de persécution contre les hommes de la presse qui s'exposaient à subir une condamnation politique : il était surtout inflexible pour les délits de tendance anti-religieuse et il faisait une guerre impitoyable aux imprimeurs

et aux libraires, qui prêtaient leur concours à la propagation des écrits libéraux et voltairiens. Les tracasseries administratives et judiciaires ne servirent qu'à multiplier les livres qu'on cherchait à mettre à l'index.

Dès que les lois sur la presse et le vote du budget, fixé à près neuf cents millions, eurent satisfait à ce que le ministère nommait les nécessités du moment, la session fut close, le 4^{er} mai, et le renouvellement du cinquième sortant de la chambre des députés eut lieu immédiatement, sous l'influence des circulaires ultra-monarchiques et ultra-catholiques du ministère de l'intérieur. Les présidents des collèges avaient été choisis parmi les meneurs de la Congrégation ; les candidats, parmi ses créatures ; les agents de l'autorité étaient, sous peine de destitution, obligés de voter pour ces candidats. On vit pourtant certaines défections qui prouvaient que le parti libéral, décimé par les procès politiques, puisait toujours de nouvelles forces dans le sentiment du pays. Deux anciens ministres, Roy et Louis, n'hésitèrent pas à se jeter dans les rangs constitutionnels pour avoir occasion de faire acte d'opposition contre Villèle et ses collègues : l'abbé Louis fut puni de cette boutade par la perte de son titre et de ses émoluments de ministre d'État. Les libéraux étaient vivement émus par les préoccupations de la politique extérieure : la Grèce qui luttait héroïquement pour son indépendance, l'Espagne qui s'appretait à verser son sang sur la pierre de sa constitution, l'Angleterre où se ravivait la vieille querelle des Wighs et des Torys, l'Autriche et la Russie qui conspiraient toujours contre l'affranchissement des peuples et qui avaient convoqué un congrès à Vienne pour y publier les résolutions de la Sainte-Alliance, ce spectacle de l'Europe, tourmentée par deux principes irréconciliables, le despotisme et la liberté, tenait la France attentive et inquiète, sans la rendre toutefois indifférente à ses propres intérêts, à ses propres souffrances, à son propre avenir. Les esprits n'étaient pas moins frappés, agités et absorbés par la situation intérieure du pays, par les scandales tumultueux des missions, par la polémique irritante des journaux contre les jésuites, par les procès politiques qui se succédaient sans interruption, et par la sourde effervescence qui survivait à l'avortement des conspirations militaires. Les élections partielles, que le ministère et le parti libéral avaient influencées avec une égale activité, furent accompagnées de quelques troubles, surtout à Lyon où il fallut l'intervention de la gendarmerie et de la troupe de ligne pour dissiper les attroupements. La lutte entre les candidats ministériels et libéraux fut encore plus vive à Paris et se termina par la victoire éclatante du parti constitutionnel qui obtint dix députés sur douze que devait nommer le département de la Seine. Le libéralisme n'eut pas le même succès dans le reste de la France et si les collèges d'arrondissement lui donnèrent encore dix-sept députés, pendant que le ministère en avait vingt-cinq dans les mêmes collèges, on ne vit sortir des collèges du département, celui de la Seine excepté, que deux députés de l'opposition. Le comte de Serre, qui représentait à la Chambre le précédent cabinet, ne fut pas seulement réélu. Le ministère resta donc assuré de la majorité

dans la Chambre qu'il allait rouvrir presque aussitôt pour lui faire voter des crédits extraordinaires. Dès ce moment, la guerre d'Espagne était résolue en principe, et plus le gouvernement se défendait de vouloir rien entreprendre contre la constitution des Cortès, plus il se préparait secrètement à cette guerre que lui ordonnait la Sainte-Alliance. Le cordon sanitaire, que la peste de Barcelone avait fait établir sur la frontière des Pyrénées, était devenu graduellement un corps d'armée prêt à entrer en Espagne. Les journaux de l'opposition répondant aux justes alarmes des Espagnols constitutionnels, avaient signalé depuis plusieurs mois la véritable destination de ce cordon sanitaire. Le *Moniteur* protestait tous les jours du respect de Louis XVIII pour la neutralité. Dans le discours du trône, à l'ouverture de la session (4 juin), Louis XVIII eut l'audace de répéter le même mensonge : « La malveillance seule, dit-il, a pu trouver dans les mesures que j'ai prises, un prétexte pour les dénaturer. » Le mensonge était devenu l'essence du gouvernement représentatif : les œuvres de Talleyrand et de Fouché avaient profité à Villèle et à Corbière. On comprend qu'avec ce honteux et fatal système auquel l'opposition ne se conformait que trop, l'autorité ne reculait devant aucun moyen pour faire réussir ses desseins. Voilà pourquoi on ne craignit pas d'imputer à la police les incendies multipliés qui épouvantèrent la Picardie et la Normandie et qui empêchèrent les paysans de participer aux élections : pendant six semaines, des meules de blé, des greniers de fourrage, des fermes, des bois, des villages entiers étaient journellement la proie des flammes ; tout le monde pourtant veillait sur ses propriétés ; on arrêtait, on emprisonnait les mendiants et les vagabonds ; mais on ne put découvrir l'origine d'un seul incendie ou saisir un seul incendiaire. Le gouvernement entretenait volontiers dans l'opinion une autre cause d'inquiétude qui ne pouvait lui nuire et qui détournait de la politique journalière une foule de cœurs généreux et de passions ardentes : c'était vers la Grèce qu'on cherchait à porter toutes les forces vives du sentiment national de la France. Le triomphe de l'indépendance hellénique continuait avec un redoublement de patriotisme contre les armées et les flottes turques ; les Grecs, dans leurs montagnes et sur la mer de l'Archipel, ne pouvaient faire qu'une guerre de corsaires et de partisans ; ils manquaient d'armes, de munitions, d'artillerie, d'argent ; mais la France commençait à leur en faire parvenir, et il y avait une émigration d'anciens officiers de l'Empire et de jeunes volontaires qui allaient combattre pour la liberté sous l'étendard de la croix. Le parti prêtre, qui savait les intentions secrètes de la politique des rois à l'égard de la malheureuse Grèce, restait froid et muet en présence du martyr d'un peuple chrétien : nul prédicateur ne venait en chaire demander grâce pour les victimes du fanatisme mahométan, car la Grèce était alors, ainsi que l'Espagne, regardée comme un foyer de révolution que la Sainte-Alliance ne pouvait laisser subsister ; mais le gouvernement français se montrait moins inaccessible aux sympathies populaires, à la voix de la religion et à celle de l'humanité ; il feignait de vouloir la résurrection de la Grèce :

« Un parfait accord, disait en langage ambiguë le discours de la couronne, a dirigé les efforts chaque jour concertés entre mes alliés et moi, pour mettre un terme aux calamités qui pèsent sur l'Orient et affligent l'humanité; je conserve l'espoir de voir renaitre la tranquillité dans ces contrées, sans qu'une nouvelle guerre vienne accroître leurs maux. » Et dans ce moment-là même, les Turcs achevaient l'extermination des habitants de l'île de Chio, exposaient trente-cinq mille esclaves chrétiens sur le marché de Smyrne et massacraient tous ceux que l'âge ou la maladie rendait inutiles à cet infâme trafic destiné à l'approvisionnement des harems de la Turquie. Il ne fut pas plus question de la Grèce que de l'Espagne, durant la courte session dont le ministère avait besoin pour faire voter le budget et deux crédits extraordinaires en rentes, représentant ensemble un capital de deux cent trente millions, sous prétexte de compléter la liquidation de l'arriéré et de rétablir l'équilibre des recettes et des dépenses. Cette émission de rentes offrait un nouvel aliment à l'agiotage, dans lequel les hommes d'État, à l'exemple des ministres, se jetaient avec une ardeur effrénée. De cette époque surtout date la funeste invasion des gens de bourse dans les affaires de l'État. Villèle, qui avait sa fortune à faire, ne fut pas longtemps à la voir s'élever en proportion du cours des fonds publics. Son exemple exerça une triste influence sur son entourage, et ce fut lui qui apprit à tarifer les hommes d'après leur richesse bien ou mal acquise. Le règne des traitants n'était encore qu'à son début; mais les mœurs se corrompaient déjà au souffle de la cupidité. Le budget ne fut pourtant pas plus élevé que le précédent, et le ministère, qui ne demandait que neuf cents millions pour maintenir la paix, comptait sur les crédits extraordinaires pour payer les frais de la guerre qu'il préparait. Louis XVIII, dans sa réponse à l'Adresse de la Chambre, avait fait pressentir cette guerre, en disant avec sa fausse franchise : « La paix générale, objet des vœux de Henri IV, il ne me sera peut-être pas donné de la voir ! » En effet, le cordon sanitaire des Pyrénées se changeait, le 22 septembre, en corps d'observation, et une ordonnance du 20 novembre rappelait quarante mille soldats sous les drapeaux.

Les carbonari français n'étaient plus assez forts pour faire une diversion favorable à leurs frères d'Espagne : toutes leurs entreprises avaient échoué par l'imprudence et l'indécision des conspirateurs plutôt que par l'astuce de la police et la résolution de l'autorité. Les sociétés secrètes conservaient encore leur organisation; mais elles n'avaient plus de direction ni de lien ni de volonté. Aucune tentative, émanée de ces sociétés, ne pouvait donc réussir, depuis que les procès criminels, encore pendants ou déjà jugés à la suite des échauffourées qui avaient révélé un vaste complot, mettaient le gouvernement sur ses gardes. Le procureur général près la cour royale de Paris, Bellart, venait de dénoncer, dans un réquisitoire, la cause et le but de ces *inconcevables agitations*, qui ne sont pas dirigées, disait-il, contre un seul trône, mais qui marchent contre *tout ce qui est*, contre le vieux système social,

en un mot. Pour en finir plus vite avec les *génies malfaisants* qui, selon les termes étranges de ce réquisitoire semblable à un tocsin d'alarme, « ne s'embarassent guère de sacrifier et des hœatombes d'hommes et uno partle du monde entier », la police eut de nouveau recours aux agents provocateurs qui lui avaient fourni tant d'utiles captures. On voulait terrifier le carbonarisme par des exécutions. Le général Berton fut la première dupe qui tomba dans un piège grossier. Il était caché, avec son complice Delon, au fond d'un bois de la Saintonge; mais il avait renoué des intelligences avec Grandmesnil, le représentant du comité directeur de Paris; il s'était laissé persuader que l'insurrection n'attendait que sa présence pour éclater à Saumur et dans toute la Bretagne; Grandmesnil avait trouvé des carbonari dans un régiment de carabiniers en garnison à Saumur, et le maréchal des logis Woelfled avait proposé d'entraîner ses camarades dans un mouvement révolutionnaire. Grandmesnil promit à Woelfled de le mettre en rapport avec le général Berton qui était le principal chef de la conspiration. Berton se rapprocha de Saumur: un conciliabule des principaux conjurés devait avoir lieu, le soir du 17 juin, dans une maison de campagne voisine de cette ville: Berton et Woelfled s'y rencontrèrent les premiers: « Vous êtes mon prisonnier, dit Woelfled au général; si vous bougez, je vous tue. » Berton se vit entouré de soldats et conduit en prison. Plusieurs de ses complices avaient été arrêtés comme lui; Delon et quelques autres s'enfouirent; Grandmesnil avait disparu: il se dévoua, dit-on, pour son parti, et, afin de fournir un moyen de défense à ses coaccusés, consentit à passer pour un agent provocateur. Les principaux députés de l'opposition, Lafitte, La Fayette, Foy, Benjamin Constant, Voyer d'Argenson, étaient encore compromis dans ce nouveau complot: leurs noms avaient été mis en avant par Grandmesnil et par quelques émissaires des *ventes* de Paris; différents témoins à charge accusaient ces députés d'être les véritables auteurs du complot, que le général Berton s'était chargé de faire réussir. On ne les comprit pas cependant, comme le demandait le juge d'instruction, dans le procès du général; le ministère s'y opposa formellement, et l'on se contenta, pour leur imposer une crainte salutaire, de les nommer dans l'acte d'accusation qui parut dans le *Moniteur* du 4^{er} août. Les députés suspects payèrent d'audace; ils protestèrent de leur innocence à la tribune; ils renièrent les sentiments et les desseins qu'on leur attribuait, et Benjamin renvoya aux *Mille et une Nuits* ces réquisitoires, remplis de fables, de mensonges et d'absurdités qui ne pouvaient inspirer que le mépris. Le marquis de Saint-Aulaire, emporté par une indignation qui témoignait de sa crédulité, proposa de traduire à la barre de la Chambre le procureur général de la cour de Poitiers, comme coupable d'offense envers la chambre des députés. Foy, Manuel, Royer-Collard, et d'autres encore, ne craignirent pas d'appuyer cette imprudente proposition, qui fut repoussée par la prudence des ministres. Le procès de Berton commença donc à Poitiers, sans que les membres du comité directeur de Paris vinssent s'asseoir à

ses côtés, sur le banc des accusés. Le gouvernement n'avait que faire, d'ailleurs, d'augmenter le nombre des victimes et de soulever, avec un grand scandale, une grande pitié dans le pays : il voulait seulement un exemple terrible pour déconcerter en France l'esprit de révolte et de conspiration ; il voulait aussi discréditer les chefs politiques de ces éternels complots, en les forçant de mentir à eux-mêmes et de nier leurs actes secrets. Mais si l'accusation se faisait un devoir de montrer, derrière les complots de Saumur, la main du général La Fayette, tenant tous les fils de cette trame républicaine ou orléaniste, la défense se servait adroitement de l'absence de Grandmesnil pour représenter ce plénipotentiaire du comité directeur de Paris comme un agent provocateur de la police. Cette tactique d'avocat eut pour objet, sans doute, de protéger La Fayette et les députés compromis, mais elle ne sauva pas Berton et ses coaccusés ; le maréchal des logis Woelfied, qui venait d'être récompensé de ses dénonciations, parut à l'audience avec les épaulettes d'officier, et raconta naïvement le vilain rôle qu'il avait joué auprès de Grandmesnil et de Berton, pour extorquer les confidences du premier et pour faire arrêter le second. Après dix-sept jours de débats, Berton et cinq de ses coaccusés furent condamnés à mort ; un seul de ces derniers, Saugé, fut exécuté à Thouars et mourut en criant : *Vive la République !* un autre, Caffé, s'ouvrit l'artère crurale avec un canif, la veille de son exécution ; les deux autres obtinrent une commutation de peine ; quant à Berton, il fut calme et fier jusque sur l'échafaud ; il cria d'une voix forte : *Vive la liberté ! vive la nation !* et sa tête tomba. Le peuple, témoin de son supplice, le pleurait déjà comme un martyr de la liberté ; on ne permit pas même à ses deux fils de signaler, par une modeste pierre, la place où il fut enterré. Soixante-quinze autres condamnations avaient été prononcées par le tribunal de Poitiers ; mais il y eut, par bonheur, cinquante-huit contumaces. Le gouvernement manqua son but en le dépassant. Paris devait avoir aussi son procès de conspiration. Quatre jeunes sous-officiers, en garnison à la Rochelle, Bories, Raoulx, Gobin et Pommier, étaient accusés d'avoir conspiré, toujours sous l'influence occulte du comité directeur, et d'intelligence avec un avocat stagiaire, Baradère, et deux étudiants en médecine, Gaurau et Recurt. Le complot qu'on leur imputait ne fut pas trop bien défini dans son objet et dans ses moyens ; mais l'instruction et les débats prouvèrent que ces jeunes gens étaient affiliés à la charbonnerie, qu'ils avaient assisté à des séances de *vente* où l'on criait : *Vive la constitution de 1791 !* qu'ils recevaient des communications du comité directeur de Paris, et qu'ils préparaient à la Rochelle un mouvement militaire, analogue à ceux qui avaient éclaté ou failli éclater en même temps à Belfort, à Strasbourg, à Marseille, à Thouars et à Saumur. Les accusés ne firent aucun aveu ; leurs défenseurs, Berville, Mérilhou, Chaix-d'Est-ANGE, Coffinières, prêtèrent leur éloquence à un misérable mensonge, en essayant de représenter la charbonnerie comme une institution philanthropique ; mais de Broé et de Marchangy, qui soutenaient l'accusation, firent

justice de cette ridicule assertion et poursuivirent avec acharnement ce comitè directeur qu'on cherchait à faire passer pour un fan'ôme; l'avocat général eut la cruauté de dire, en désignant Bories : « Aucune puissance humaine ne saurait arracher sa tête à la vindicte publique! » Les quatre sergents, déclarés coupables d'attentat, par le jury, furent condamnés à mort. « Ne vous avais-je pas dit, s'écria Bories, que nous étions condamnés d'avance! » On les transféra ensemble à Bicêtre, en attendant l'exécution. L'intérêt qui s'était éveillè en faveur de ces jeunes gens, si nobles, si réservés, si dignes pendant leur procès, si fermes, si résignés, après leur condamnation, cet intérêt ne se borna pas à une sympathie inactive dans les hautes classes de la société : quelques personnes généreuses, des femmes surtout, se cotisèrent pour réunir une somme de cent mille francs, destinée à gagner les geôliers de Bicêtre; mais les infâmes, à qui cet argent fut confié, se l'approprièrent au lieu de l'employer à l'évasion des prisonniers, et lorsqu'on se réjouissait déjà en les croyant sauvés, on apprit que l'échafaud était dressé sur la place de Grève. Le 21 septembre, à cinq heures du soir, les quatre sergents furent conduits au lieu du supplice : un silence de stupeur et de commisération avait accompagné leur passage; tous les yeux étaient pleins de larmes, tous les cœurs se serraient; on avait espéré que les charrettes du bourreau se rencontreraient avec le carrosse du roi et que Louis XVIII, selon la vieille tradition de la monarchie, ferait grâce. Mais le carrosse du roi avait évité cette rencontre, et les charrettes ne s'étaient pas hâté de le rejoindre. Jamais le sentiment public n'avait protesté davantage contre la peine de mort. Au pied de l'échafaud, les quatre amis se dirent adieu et s'embrassèrent en criant, comme Berton : *Vive la liberté!* Un moment après, les quatre têtes se baisaient encore dans le même panier. C'étaient quatre nouveaux martyrs de la liberté, que la mémoire du peuple ne devait pas oublier et que leur mort avait absous aux yeux de l'humanité, quoiqu'ils fussent coupables aux yeux de la loi. Le soir même de cette exécution, qui avait rempli Paris d'une tristesse générale, il y eut bal aux Tuileries. Le sang de ces quatre victimes de la charbonnerie ne satisfaisait pas encore la sévérité du pouvoir : à peu de jours de là, l'échafaud se relevait pour le colonel Caron qui, de même que le général Berton, s'était laissé entraîner dans un piège de police. Caron, il est vrai, avait participé à tous les complots militaires qui se succédèrent depuis celui du 20 juin 1820, dans lequel il fut compromis, sans être arrêté ni condamné; il avait surtout coopéré activement à l'insurrection des départements de l'est, insurrection qui n'avait pas eu d'autres suites que la tentative de Belfort et celle de Colmar. Cependant, grâce à l'absence de charges suffisantes contre lui, Caron n'avait pas été mis en cause avec ses complices, qui attendaient leur jugement dans les prisons de Colmar. Il s'indignait d'être libre, lui chef et instigateur de la conspiration, tandis que les conspirateurs subalternes étaient entre les mains de la justice. Il eut la folle et courageuse pensée de les délivrer; il en parla d'abord à son ancien

compagnon d'armes, Roger, maître d'équitation à Colmar; celui-ci fit des ouvertures à quelques sous-officiers de la garnison, notamment à un nommé Thiers, qui s'empessa d'aller tout révéler à son colonel. Le ministère fut averti des dispositions dans lesquelles était Caron, et il envoya l'ordre de les pousser aussi loin que possible, en ayant l'air de les seconder. C'était mettre la provocation à l'ordre du jour de l'armée. Plusieurs sous-officiers, du 6^e régiment de chasseurs à cheval, acceptent cet ignoble rôle, sous la direction du maréchal des logis Thiers, qui se met en rapport avec le pauvre Caron. Celui-ci, que Thiers avait fait venir à un rendez-vous dans la forêt de Brissac, bésite, refuse même de se jeter dans une entreprise dont il ne connaît pas les chances de réussite; mais on lui répond de la garnison de Colmar et de celle de Neuf-Brisack; on lui promet le soulèvement en masse de tous les paysans; on lui montre un immense complot, prêt à faire sortir de terre une armée au nom de Napoléon II. Il n'hésite plus : il donnera le signal de l'insurrection en Alsace. Trois jours après, le 20 juillet, à cinq heures du soir, un escadron de chasseurs de l'Allier, commandé par ses sous-officiers, quitte la ville de Colmar et s'enfonce dans la forêt; là, Caron, en uniforme de colonel de dragons, se fait reconnaître par les soldats, les harangue et s'exalte lui-même en les entendant crier : *Vive l'Empereur !* Il est bientôt rejoint par un escadron de chasseurs de la Charente, venu de Neuf-Brisack, sous les ordres de ses sous-officiers. Roger prend avec Caron le commandement des prétendus insurgés. On se dirige alors vers Mulhouse; mais, dans les villages qu'on traverse au galop, nul conjuré ne vient renforcer ce régiment que Caron et Roger ont l'air de conduire, et qui n'obéit qu'à ses sous-officiers. Enfin, après une marche de plusieurs heures, à travers les bois et les champs, on se précipite sur les deux victimes de ce guet-apens, on les terrasse, on les garrotte, et les chasseurs, qui les suivaient au cri de : *Vive l'Empereur !* les escortent maintenant au cri de : *Vive le Roi !* Caron et Roger, ramenés à Colmar et livrés à la justice militaire, furent renvoyés au conseil de guerre de Strasbourg, pour crime d'embauchage. « Quand j'ai lu dans un journal, dit le général Foy à la tribune, que Caron et Roger allaient être traduits comme embaucheurs devant un conseil de guerre, j'ai cru que le journaliste avait fait erreur et qu'on allait, au contraire, faire passer en conseil de guerre ceux qui avaient embauché Caron et Roger au cri de : *Vive l'Empereur !* » Le conseil de guerre ne condamna que Caron, qui fut exécuté dans les vingt-quatre heures, le 1^{er} octobre, pendant que la cour de cassation discutait encore son pourvoi. Des distributions de grades et d'argent avaient récompensé Thiers et les autres sous-officiers, qui s'étaient déshonorés en exerçant le vil métier d'agents provocateurs.

Ce fut là le dernier épisode des conspirations militaires; la charbonnerie en France ne résista pas à tant d'échecs successifs; elle se désorganisa ou plutôt elle cessa d'exister, du moment qu'elle ne se propagea plus. Les affiliations avaient été une mode; cette mode passa tout à coup, et personne alors ne son-

gés plus à se faire recevoir carbonaro. Les *centes* s'étaient dispersées d'elles-mêmes, et le comité directeur, qui avait failli paraître tout entier sur les banes de la cour d'assises, fit si bien le mort, qu'on put croire qu'il n'avait jamais été qu'un rêve de la police; mais néanmoins, toutes les forces des sociétés secrètes se concentrèrent dans le parti libéral, et les meneurs cachés de ce parti renoncèrent aux moyens violents qui leur avaient mal réussi: ils échangèrent donc de batteries et ne travaillèrent plus qu'à surexciter l'opinion, en la dirigeant dans la voie de leurs desseins. Il fut convenu, entre les chefs de la gauche, qu'ils ne conspireraient plus qu'à la tribune de la chambre des députés. Toutes les préoccupations politiques étaient tournées, en ce moment, du côté de la Grèce et de l'Espagne; ici, s'agitait la question de la liberté constitutionnelle; là, luttait héroïquement la sainte cause de l'indépendance nationale. La presse avait merveilleusement secondé l'intérêt qui s'attachait aux destinées de ces deux pays: elle demandait à grands cris que la France vint en aide à l'insurrection grecque, et qu'elle respectât ou fît respecter la révolution d'Espagne. Cette révolution ne s'était pas bornée au rétablissement de la constitution de 1812; elle avait vu bientôt ses ennemis se rallier autour du roi Ferdinand VII, et préparer ouvertement le retour de la monarchie absolue. Pendant que la Catalogne, la Biscaye et la Navarre étaient mises à feu et à sang par les guérillas royalistes de l'armée de la Foi, tandis que le trappiste Antonio Maramon, le euré Merino et le général Quesada, véritables chefs de brigands, combattaient au nom du roi absolu l'armée constitutionnelle du général Mina, Ferdinand VII, dans son palais de Madrid, se voyait sans cesse ballotté entre les modérés et les exaltés, entre Morillo et Riego. La noblesse, le clergé et les moines protestaient, en déclarant que le roi n'était pas libre. Un gouvernement provisoire venait de s'établir à la Seo-d'Urgel, lorsque cette ville eut été prise d'assaut par le Trappiste, qui marchait au combat, le fouet dans une main, le crucifix dans l'autre: cette régence, formée du marquis de Matagorda, du baron d'Erolès et de l'archevêque de Tarragone, encourageait Ferdinand à briser le joug de la constitution et à se déclarer roi absolu. Mais Ferdinand VII faillit payer cher sa mauvaise foi, quand il voulut sortir de Madrid, sous la protection de sa garde, et qu'il se vit retenu comme prisonnier dans son palais: il y fut assiégé par le peuple pendant la nuit du 7 juillet, et il eût été massacré avec ses malheureux défenseurs, si Morillo et Riego, un moment unis pour sauver la constitution, ne s'étaient interposés entre le roi vaincu et le peuple vainqueur. Le sang de plusieurs centaines de soldats royalistes tacha cette capitulation, après laquelle Ferdinand, devenu suspect à juste titre, n'eut plus même l'autorité du veto royal. La faction des *exaltados* l'emportait: Morillo et les ministres envoyèrent leur démission et cédèrent la place à un ministère moins modéré. La popularité de Riego s'augmentait de toute celle que son rival Morillo avait perdue; la démocratie se répandait dans le gouvernement constitutionnel, et les cortès, après avoir été comme subjuguées par le grand caractère et la puissante éloquence d'Agostino Arguèlles, se

laissaient entraîner par le torrent des clubs, La révolution espagnole commençait à se calquer sur la révolution française de 89, et elle en était arrivée à peu près, dans son imitation un peu trop servile, aux événements qui suivirent le 40 août 1792. Ferdinand VII n'était pas encore accusé devant les cortès, mais son frère don Carlos, jugé par contumace, avait été condamné à dix ans de galères; on n'avait pas encore décrété la loi des suspects ni créé de tribunal révolutionnaire, mais le cri de *vive le roi* remplaçait seul celui de *vive le roi absolu*; on ne criait même plus *vive le roi constitutionnel*, et dans les rues de Madrid retentissait l'affreuse chanson du *Tragala*. On pouvait attribuer en partie les progrès de l'esprit révolutionnaire en Espagne, surtout dans la population de Madrid, à la présence d'une multitude de carbonari français et italiens qui s'y étaient réfugiés comme dans une nouvelle patrie. Le parti de l'absolutisme était donc forcé de se taire et de rester immobile; ce parti n'avait pas tenté dans les provinces du nord une bien longue résistance. Mina, qui avait appris à faire la guerre de partisans, en la faisant contre les Français dans les guerres de l'Empire, eut bientôt dispersé et anéanti les bandes de l'armée de la Foi; la régence de la Seo-d'Urgel se retira de ville en ville devant cet infatigable et terrible général, jusqu'à ce que Puycerda, son dernier refuge, lui eût été enlevé. Cette armée de la Foi, que les royalistes de France avaient soudoyée et que le gouvernement français ne rougissait pas de pourvoir d'armes et de munitions, trouva un asile hors des frontières d'Espagne, et ses chefs fanatiques attendirent pour reparaitre en Catalogne et en Navarre que l'armée d'observation des Bourbons se fût échangée en armée d'invasion et d'intervention. Il n'y avait plus ni fièvre jaune à Barcelone, ni cordon sanitaire au pied des Pyrénées; il y avait : ici, la révolution en effervescence, là, l'ordre constitutionnel en régulier exercice; d'un côté, la Sainte-Alliance des rois, de l'autre, celle des peuples.

L'issue de la révolution d'Espagne ne pouvait plus être douteuse : tous les rois de l'Europe l'avaient condamnée, et Louis XVIII était plus intéressé que ses alliés à la comprimer et à la faire disparaître; car elle offrait à la France un dangereux exemple que le voisinage des deux états rendait communicatif. Ce fut donc seulement pour aviser aux meilleurs moyens d'exécution, que le congrès de Vérone avait été fixé au 22 octobre. Avant la réunion des plénipotentiaires dans cette ville, ils allèrent, pour ainsi dire prendre le mot d'ordre, de la Sainte-Alliance à Vienne, où l'empereur d'Autriche avait prié ses alliés, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, de se rendre également. Dans ces conférences préliminaires, où le prince de Metternich sut conserver son initiative et sa prépondérance, on décida d'avance tout ce qui fut discuté à Vérone et tout ce qui sembla le résultat du congrès : il fut convenu que la Sainte-Alliance garderait encore la neutralité vis-à-vis de la Grèce, mais qu'elle rétablirait la royauté absolue en Espagne. La France était représentée au congrès par son ministre des affaires étrangères, Mathieu de Montmorency, et par son ambassadeur à Londres, le vicomte de Chateaubriand : celui-ci, qui subor-

donnait toujours la politique aux boutades de son cœur et de son imagination, s'était fait l'avocat passionné de la Grèce, qu'il voulait placer toute sanglante dans les bras de la chrétienté; mais il n'avait pas d'entrailles pour la révolution d'Espagne, qu'il condamnait à périr. Mathieu de Montmorency, qui n'était ministre que pour faire les affaires de la Congrégation, partageait son horreur pour les révolutionnaires espagnols, mais ne sentait que de l'indifférence à l'égard des patriotes grecs, qui étaient pour lui des schismatiques. Metternich, froid et inflexible exécuteur des principes du traité de la Sainte-Alliance, réduisit à néant le *poétique* manifeste de Chateaubriand sur la nécessité d'intervenir en Grèce pour constituer l'indépendance de cette noble nation : il fit observer que ce serait une inconséquence de protéger le carbonarisme dans la Grèce, lorsque l'Europe allait l'extirper dans l'Espagne et le Portugal. La question grecque expira devant cette logique et sévère objection. Quant à la question espagnole, elle était plus difficile à résoudre; les souverains et leurs plénipotentiaires voulaient coaliser leurs armées et traverser la France pour pénétrer en Espagne; mais Mathieu de Montmorency repoussa cette nouvelle coalition dont la France aurait pu souffrir autant que de la première, et il se porta fort, au nom de Louis XVIII, que l'armée française ferait à elle seule ce que les armées étrangères n'auraient pas fait sans danger pour le repos de l'Europe. L'offre du roi de France fut acceptée, et on se laissa maître de choisir le temps et la forme de l'intervention qu'il s'engageait à faire triompher en Espagne. Ces conventions étaient acceptées de part et d'autre, lorsque lord Wellington, qui devait représenter l'Angleterre, vint rejoindre à Vienne les plénipotentiaires. La politique anglaise n'avait pas changé avec le ministère, et quoique Canning eût remplacé Castlereagh, qui s'était coupé la gorge dans un accès de spleen, l'Angleterre resta indifférente et passive dans une question qui ne touchait pas directement à ses intérêts : elle refusa toutefois de s'associer de fait ou d'intention à toute espèce d'entreprise offensive contre l'Espagne. Il n'y avait plus rien à délibérer, quand on partit pour Vérone, où le congrès s'ouvrit au jour préfix. Les souverains et leurs plénipotentiaires étaient venus tenir une espèce de cour plénière dans cette ville déserte et morte qu'une population passagère de cinquante mille étrangers avait animée tout à coup. La présence de l'impératrice d'Autriche, de la reine de Sardaigne, de l'archiduchesse Marie-Louise, de la grande-duchesse de Toscane, et d'une foule de princesses russes, allemandes et italiennes, prouvait assez que le congrès n'existait plus que de nom : ses séances se traînaient en conversations insignifiantes et générales, dans lesquelles on examinait la situation de l'Europe, toujours au point de vue de la Sainte-Alliance. Mais la grande affaire pour tout le monde, c'étaient les fêtes qui se succédaient et qui rivalisaient d'étiquette, de luxe et de magnificence. Chaque jour nouvelles cavalcades, nouveaux banquets, nouveaux bals; Vérone retentissait jour et nuit du fracas des équipages et des cortèges militaires; tous les palais, tous les hôtels avaient été loués à prix d'or; les cuisiniers, les chan-

teurs, les comédiens, les femmes galantes, se donnaient beaucoup de mouvement pour distraire et pour charmer ce tourbillon de diplomates, de courtisans et de grands personnages ennuyés. Les usuriers et les banquiers ne perdirent pas leur voyage : les uns négocièrent des emprunts, les autres placèrent leur argent à beaux intérêts : Ouvrard acheta en blanc-seing le titre de munitionnaire de l'armée d'intervention en Espagne ; Rothschild fonda la prospérité de sa famille et se créa un nom financier. Le congrès se prolongea jusqu'au 12 décembre ; mais, dès le 30 novembre, Mathieu de Montmorency était de retour à Paris, où Villèle, en son absence, présidait le conseil. Villèle ne redescendit pas volontiers au rang de simple ministre, et il voulut, en rendant au ministre des affaires étrangères le portefeuille qu'il avait pris par intérim, conserver dans le conseil une autorité de direction que son noble collègue ne lui céda pas. Mathieu de Montmorency, que le roi avait nommé duc à son arrivée de Vérone, s'exagérait l'importance du rôle politique qu'il venait de jouer au congrès : il pensait qu'il avait sauvé la France d'une seconde invasion, en obtenant des puissances qu'elles s'en remettraient à la sagesse du roi pour intervenir en Espagne ; il jugeait que cette intervention devait être immédiate et que le roi ne pouvait trop se hâter de délivrer son cousin Ferdinand VII, qui avait à craindre le sort de Louis XVI ; il proposait donc de sommer les Cortès, au nom de la Sainte-Alliance, d'avoir à rentrer dans les limites du vrai gouvernement constitutionnel, en les menaçant d'appuyer cette sommation par les armes. Villèle, au contraire, espérait encore que la guerre n'aurait pas lieu : il regardait comme imprudent, d'ailleurs, de la déclarer à son de trompe et de laisser ainsi aux passions une latitude de plusieurs mois pour s'agiter et s'exalter. Il avait, en outre, fait conseiller secrètement aux membres influents des Cortès de faire une concession aux souverains de l'Europe, en remaniant la Constitution espagnole sur le modèle de la Charte française et en remplaçant Ferdinand à la tête de son gouvernement. Le duc de Montmorency était opiniâtre par caractère ; il s'estimait engagé de parole à suivre la ligne de conduite que lui traçait la Congrégation : il persista, il insista pour que la question fût tranchée promptement et irrévocablement vis-à-vis de la révolution d'Espagne. Villèle n'avait pas eu de peine à faire adopter en conseil des ministres le parti de la temporisation : Louis XVIII était toujours d'avis de dissimuler le plus longtemps possible. Sur ces entrefaites, les empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse rompirent la glace, en ordonnant à leurs chargés d'affaires de quitter Madrid et en cessant toute relation diplomatique avec le gouvernement constitutionnel d'Espagne. Louis XVIII, malgré les vives et pressantes sollicitations du duc de Montmorency, ne rappela point son ambassadeur. On connaissait pourtant les résolutions de la Sainte-Alliance ; on savait que la France s'était réservée d'intervenir seule, et déjà elle avait commencé ses préparatifs de guerre. Le ministère anglais était instruit de tout ; il n'avait pas protesté contre les décisions du congrès ; il avait seulement demandé à rester neutre :

tout à coup il se ravisa, et, le 17 décembre, lord Wellington adressait une note officielle au cabinet français pour offrir la médiation du roi d'Angleterre entre le roi de France et le gouvernement des Cortès. Le duc de Montmorency ne vit dans cette offre que de nouveaux retards à l'expédition d'Espagne; il obtint du roi qu'on n'accepterait pas la médiation de l'Angleterre; aussitôt il chargea l'ambassadeur de France à Madrid de donner connaissance des dispositions de son gouvernement au gouvernement espagnol : « Vous lui direz que le gouvernement du roi est intimement uni avec ses alliés dans la ferme volonté de repousser par tous les moyens les principes et les mouvements révolutionnaires. » Cette dépêche, dans laquelle le ministre s'autorisait de la *loyauté française* pour avertir officieusement les Cortès, équivalait à une déclaration de guerre. Deux jours après, Mathieu de Montmorency fut surpris et indigné d'apprendre que le gouvernement français tenait un autre langage que le sien, par l'organe de Villèle, qui correspondait secrètement avec l'ambassadeur : il remit sa démission au roi, qui ne lui sacrifia pas Villèle, comme il l'espérait, et qui lui donna pour successeur son acolyte au congrès de Vienne, Chateaubriand. Ce dernier n'était pas moins hostile que Mathieu de Montmorency à la Révolution espagnole; mais il promettait d'être plus docile à la volonté de Villèle, devenu chef du cabinet. La retraite du duc de Montmorency n'annonçait pas, ainsi qu'on l'imagina, un changement de politique; c'était seulement la ruse et la dissimulation qui l'emportaient sur la franchise et la loyauté.

L'ambassadeur de France avait communiqué au ministère espagnol les instructions qu'il avait reçues deux jours avant la démission du duc de Montmorency; le ministre des affaires étrangères d'Espagne, San-Miguel, répondit à cette note avec autant de modération que de fierté : il reprochait au gouvernement français d'avoir protégé les rebelles de l'armée de la Foi, encouragé les espérances de ces fanatiques et soufflé le feu de la discorde en Espagne; il protestait énergiquement, au nom du droit des gens, contre le prétendu droit d'intervention que s'arrogeaient les puissances européennes. Le ministère anglais renouela l'offre de médiation que Mathieu de Montmorency avait repoussée; Villèle ne l'accepta pas davantage, mais il la laissa en suspens; il évitait de se prononcer : on armait toujours, et il y avait toujours un ambassadeur de France à Madrid. Cette apparence d'hésitation donnait quelque confiance aux amis de la paix. On répandait le bruit que l'Angleterre s'opposait à cette guerre injuste, périlleuse pour le repos de l'Europe. Enfin, le 28 janvier, eut lieu l'ouverture des Chambres. Le renouvellement annuel du cinquième des députés avait été favorable à la droite et fatal à la gauche, qui vit ses rangs s'éclaircir, et qui regretta surtout un de ses plus véhéments orateurs, Benjamin Constant. La majorité s'était accrue, au contraire, et avec elle l'audace du parti ultra. Le ministère avait pu juger, dans les premiers jours de la réunion Piet, du concours aveugle qu'on prêterait à ses actes et de la confiance qu'on lui accordait. Il n'existait pas même de nuages do

raenne et d'ambition entre Villèle et ses anciens soldats d'opposition royaliste. Villèle trouva le moment opportun pour déclarer la guerre à l'Espagne dans le discours du trône : « L'aveuglement avec lequel ont été repoussées les représentations faites à Madrid, laisse peu d'espoir de conserver la paix. J'ai ordonné le rappel de mon ministre : cent mille Français, commandés par un prince de ma famille, par celui que mon cœur se plaît à nommer mon fils, sont prêts à marcher, en invoquant le Dieu de saint Louis, pour conserver le trône d'Espagne à un petit-fils d'Henri IV, préserver ce beau pays de sa ruine et le réconcilier avec l'Europe. » On ne s'attendait pas à une décision si prompte et si éclatante, qui produisit une émotion profonde à la Bourse. Le commerce reçut le contre-coup de cette panique, et de nombreuses faillites répondirent au discours de la couronne. Les libéraux étaient indignés et consternés à la fois ; car, une fois la révolution étouffée en Espagne, l'esprit révolutionnaire serait partout comprimé en Europe ; les royalistes, en revanche, étaient fiers et joyeux, car le principe de la légitimité et du pouvoir absolu allait être proclamé sur les débris d'une constitution. La discussion de l'Adresse au roi mit en présence les deux partis, avec leurs craintes et leurs espérances, dans la chambre des pairs et dans celle des députés. La guerre fut saluée de cris de triomphe par la majorité ; tout amendement pacifique, accueilli avec dédain, fut rejeté avec indifférence. Dans la pensée de quelques-uns, cette guerre contre l'Espagne constitutionnelle impliquait le rétablissement du pouvoir absolu en France ; dans la pensée des autres, cette guerre s'entourait d'un caractère d'autant plus odieux, qu'elle semblait destinée à renouveler l'invasion de 1815 contre la France. A la chambre des pairs, Molé, de Broglie, de Ségur, de Barante, Daru, Pasquier lui-même, accusèrent d'imprudencence le ministère, qui ne craignait pas de donner le signal de la guerre ; on entendit avec étonnement Talleyrand désapprouver la politique du ministère, s'exposant à déplaire au roi, dit-il, comme il avait déplu à l'Empereur *en lui dévolant l'avenir*. A la chambre des députés, la discussion fut plus vive : l'Adresse rédigée par le fougueux Hyde de Neuville était un morceau de royalisme presque lyrique ; l'admiration et les trépignements du centro droit lui servirent d'escorte et de sauvegarde ; mais les orateurs de la gauche ne laissèrent pas respirer le ministère et le harcelèrent avec tant de vigueur, que Villèle, serré de près par les arguments invincibles de ses adversaires, finit par se réfugier derrière cette inévitable excuse : « Nous sommes dans l'alternative d'attaquer la révolution espagnole aux Pyrénées, ou d'aller la défendre sur le Rhin. » C'était se montrer contraint et forcé par la Sainte-Alliance ; c'était motiver l'intervention par une lâcheté ; « Je demande, s'écria le général Foy, qui s'était fait l'orateur de l'honneur national, que la Chambre prie le roi d'aviser à ce que jamais, par les chances de la guerre ou sous prétexte d'alliance ou de secours, les troupes étrangères n'entrent sur notre territoire. » Les ultra-royalistes ne se tinrent pas pour moins satisfaits du lâche motif que le ministère avait donné à cette guerre odieuse :

« C'est pour nous-mêmes, dit Kergolay, c'est pour notre propre sûreté, que nous ferons la guerre en Espagne. » — Ainsi, répondit le général Sébastiani, vous allez y conquérir le pouvoir absolu pour le rapporter en France ! » La guerre fut votée avec l'Adresse au roi, par deux cent deux voix contre quatre-vingt-treize. « La guerre actuelle, avait dit tristement le général Foy, est placée hors de nous, hors de notre portée : l'impulsion est venue du dehors ; cette colère n'est pas française, elle est l'écho de la colère des Prussiens et des Cosaques. Nous ne sommes pas seuls à allumer l'incendie ; qui peut nous dire si nous serons jamais les maîtres de l'éteindre ? »

Cependant on conservait encore quelque espoir de détourner cet incendie : les crédits extraordinaires pour commencer la guerre n'étaient pas votés, et le ministère avait rencontré, dans la discussion de l'Adresse, une assez rude résistance, pour en attendre une plus terrible encore dans la discussion du crédit de cent millions qu'il demandait. Chateaubriand se chargea de soutenir à lui seul tout le poids de la responsabilité ministérielle : sa faconde brillante et sentimentale devait s'élever au genre pindarique dans un sujet qui allait à ses fantaisies de poète ; il s'était épris d'une sorte d'enthousiasme épique pour la guerre d'Espagne. La gauche, qui voyait les choses moins poétiquement, avait résolu de faire un appel énergique au pays, en lui dénonçant l'iniquité et les périls de cette guerre que l'opinion condamnait. Le général Foy, dont la voix éloquente avait un écho profond dans la nation, se fit l'accusateur public d'une guerre que la Sainte-Alliance imposait à la France, et que la France eût voulu retourner contre la Sainte-Alliance elle-même : « Vieux soldat, dit-il avec une douloureuse émotion, je ne puis me défendre de faire des vœux pour l'honneur de nos armes, alors même que l'emploi de nos armes est désavoué par le sentiment national ; citoyen, je pleurerai sur une guerre de parti ; sur une guerre où sont forcés de mentir à leur destinée mes anciens compagnons de guerre et cette noble et jeune génération qui, nourrie dans l'amour de la liberté, était si digne de combattre un jour les véritables ennemis de la France. » Les libéraux et les doctrinaires unirent leurs efforts pour attaquer la guerre d'Espagne dans son principe et dans ses conséquences : « La pensée de cette guerre, dit Royer-Collard, appartient exclusivement à un parti qui, n'ayant jamais compris la Restauration que comme un échafaudage, s'est constamment appliqué à la faire tourner à l'humiliation de la France. » Bignon protesta plus hautement encore : « Je vote, dit-il d'un ton solennel, contre une guerre qui est un opprobre pour la France, par cela seul qu'elle lui est commandée par une influence étrangère. » Mais Chateaubriand, qui, cette fois du moins puisait son éloquence dans une ardente conviction, ne se contenta pas de justifier la guerre d'Espagne ; il la glorifia comme une imposante démonstration de force, de sagesse et de justice : « La France, dit-il, ne déclare point la guerre à des institutions ; ce sont ces institutions qui lui font la guerre ; c'est sa vieille ennemie, qui, sous le manteau espagnol, la provoque ; c'est la Révolution qui

s'attachant aux pas des Bourbons cherche une seconde victime. • Il n'eut pas honte de faire valoir, comme un des heureux résultats de cette guerre, l'avantage de créer une armée française et de reprendre le rang militaire que la France occupait parmi les nations : « Le roi a remis la garde du drapeau blanc, avec une généreuse confiance, à des capitaines qui ont fait triompher d'autres couleurs. Eh bien ! ils lui rapprendront le chemin de la victoire : il n'a jamais oublié celui de l'honneur ! » Ces phrases pompeuses, que gonflait un souffle de patriotisme, avaient électrisé la majorité qui éclata en bravos et en applaudissements ; les députés ministériels, emportés par un enthousiasme royaliste, s'élancèrent en masse vers la tribune pour féliciter l'orateur et s'associer à son éclatant triomphe. La guerre d'Espagne devenait désormais une archo sainte que l'opposition ne toucherait plus sans être foudroyée. Manuel, avec sa parole nette et grave, avec son accent calme et doux, avec son geste sobre et mesuré, osait descendre dans la lice pour répliquer à Chateaubriand. Il n'eut pas de peine à mettre à nu la faiblesse des arguments que son adversaire avait enveloppés d'images et de fleurs de rhétorique ; il sonda le vide de ces doctrines de sentimentalité monarchique, au fond desquelles on ne trouvait que mensonge et chimère. Il aborda franchement, carrément, la question de la guerre coupable, impolitique, folle, qu'on voulait entreprendre pour venir au secours de Ferdinand VII et pour rétablir son atroce gouvernement de roi absolu ; il flétrit, il condamna le système de l'intervention qui avait perdu la cause des Stuarts, au lieu de la protéger, et qui, en essayant de sauver Louis XVI, l'avait conduit à l'échafaud. Un sourd murmure de colère grondait dans l'Assemblée ; la majorité subissait pourtant, malgré elle, l'invincible ascendant de cette dialectique puissante, de cette austère impartialité, de cette haute raison. En dépit de quelques cris à l'ordre, mêlés à des injures et à des menaces, Manuel continua : « Ai-je besoin de dire que le moment où les dangers de la famille royale en France sont devenus plus graves, c'est lorsque la France, la France révolutionnaire, a senti qu'elle avait besoin de se défendre par une énergie toute nouvelle... » A ces mots, un effroyable tumulte étouffe la voix de l'orateur, que l'on rappelle à l'ordre : « C'est l'apologie du régicide ! » s'écrie-t-on à droite. « Laissez achever la phrase ! » crie-t-on à gauche. Le président Ravez ne peut se faire entendre : il invite Manuel à expliquer, à compléter sa pensée. La gauche reste indécise ; la droite redouble de violence. Enfin, un moment de silence permet à Manuel de recommencer sa phrase sans y rien changer, mais en y ajoutant quelques mots qui n'en atténuent ni le sens ni l'effet : « Ai-je besoin de dire que le moment où les dangers de la famille royale sont devenus *les* plus graves, c'est lorsque la France, la France révolutionnaire a senti qu'elle avait besoin de se défendre, *par une forme nouvelle*, par une énergie toute nouvelle ! » Il est interrompu comme la première fois par des clameurs plus furieuses encore : « A bas le régicide ! A la porte ! Ne le laissez plus souiller la tribune ! Faisons justice de pareils blasphèmes ! Il a déshonoré la Chambre !

Nous ne voulons plus l'entendre ! » La gauche, qui n'approuve pas tout entière l'imprudent discours de Manuel, n'essaie pas de le défendre ni même de l'excuser ; elle se borne à demander qu'on donne à l'orateur le temps de se faire mieux comprendre ; mais la droite a pris le parti de ne rien écouter. Le président suspend la séance pendant une heure. A la reprise de la séance, Manuel se présente à la tribune. Le tumulte recommence et l'empêche de parler : « La phrase est d'une horrible élaté, s'écrie Hyde de Neuville : il faut venger la France ! » Le marquis de La Case demande que la Chambre se constitue en tribunal et juge l'apologiste du régicide : « Oui, oui, reprend Dudon, il faut juger l'indignité ! » Forbin des Issarts se précipite à la tribune et réclame l'expulsion de Manuel. « Nommons une commission pour punir le factieux ! » répétait-on de tous côtés. Le président refusa cependant de mettre aux voix la proposition de Forbin des Issarts et leva la séance. Le lendemain, le marquis de La Bourdonnaie renouvela dans les bureaux la motion de Forbin des Issarts et la développa ensuite à la tribune : « Qu'il cesse d'être député ; qu'il jouisse à ce prix pour la dernière fois de l'inviolabilité que ce titre lui assure, et que votre décision reste à jamais déposée dans vos archives, comme un monument élevé pour prévenir le retour de pareils attentats ! » Manuel, toujours calme et grave au milieu des murmures et des vociférations, vint à son tour établir et constater avec dignité que la mesure proposée contre lui serait « un acte de tyrannie sans prétexte, sans excuse comme sans justice. » Il fit une profession de foi ferme et hardie, dans laquelle il ne craignit pas de reconnaître les bienfaits immenses de la Révolution : « Envoyé à cette tribune pour y défendre les intérêts de mon pays, j'ai dû remplir ce devoir sacré et je déclare que, si je continue à y paraître, je n'y montrerai ni moins de franchise, ni moins de dévouement. » Ce n'était pas là un langage propre à désarmer ses accusateurs. La proposition fut donc prise en considération dans la séance du 3 mars, où on la discuta ; toute la gauche s'efforça, en la combattant, d'amener les royalistes à un vote de conciliation : Étienne frappa de réprobation le jugement et les juges de Louis XVI ; le marquis de Sainte-Aulaire avoua que la phrase de Manuel offrait un sens fâcheux qui était loin de la pensée de l'orateur ; Royer-Collard, Stanislas de Girardin, le général S. Bastiani, Trippier, s'attachèrent à démontrer l'illégalité de l'expulsion d'un député : « Le principe d'exclusion une fois admis, dit Foy, qui empêchera de l'étendre sur vingt, trente députés, et même de l'appliquer aussi à la chambre des pairs ? » La majorité se fut peut-être relâchée de ses rigueurs, si Manuel n'était venu encore la braver : « Je déclare, dit-il, que je ne reconnais à personne le droit de m'accuser ni de me juger. » Il ajouta fièrement : « Je sais que dès que la résistance est un droit, elle est aussi un devoir. Arrivé dans cette Chambre par la volonté de ceux qui avaient le droit de m'y envoyer, je ne dois en sortir que par la violence de ceux qui n'ont pas le droit de m'en exclure ; et si cette résolution de ma part doit appeler sur ma tête les plus graves dangers, je me dis que le champ

de bataille a été quelquefois fécondé par un sang généreux. » Se défendre ainsi, c'était se déclarer condamné. L'exclusion fut prononcée presque aussitôt. Manuel, banni de la Chambre, trouva, en sortant, une foule exaltée qui l'attendait pour lo ramener en triomphe à son domicile. Cette foule stationna devant la maison qu'il habitait et fit entendre des acclamations jusqu'au milieu de la nuit : il n'y eut aucun désordre, quoique la gendarmerie fût envoyée sur lo théâtre de cette ovation populaire, pour maintenir l'ordre. L'expulsion de Manuel avait produit une vive agitation dans Paris; les sociétés secrètes eurent l'idée de s'en servir au profit de leurs anciens complots; mais elles ne trouvèrent plus d'appui parmi les chefs du parti libéral. On avait résolu de n'employer que des armes légales. Le lendemain, Manuel reparut sur son banc. Le président l'invite à se retirer : « Monsieur le président, répond Manuel, j'ai annoncé que je ne céderais qu'à la violence. » Ravez lève la séance, et va prendre les mesures nécessaires pour faire exécuter le vote de la veille. La gauche demeure immobile autour de Manuel, pendant la suspension de la séance. Le président fait signifier par huissier au député exclu l'ordre de sortir : Manuel n'obéit pas. Tout à coup, Ravez entre dans la salle, suivi de quelques gardes nationaux : « De la garde nationale pour exécuter un pareil ordre ! » s'écrie le général La Fayette indigné. Mais le sergent Mereier, qui commandait ces gardes nationaux, n'exécutera pas l'ordre du président et il refuse de porter la main sur un député. La gauche applaudit à cette honorable désobéissance. Mais on a fait appeler des gendarmes; un colonel de gendarmerie, le vicomte de Foucauld, ne balance pas, comme militaire, à faire exécuter l'ordre que le sergent Mercier s'est permis de récuscr comme citoyen : « Gendarmes, empoignez M. Manuel ! dit le vicomte de Foucauld. — Cela me suffit, Monsieur, s'écrie Manuel en se levant : je suis prêt à vous suivre. » Mais ses voisins voulaient lo défendre ou lo retenir encore; deux gendarmes le saisirent au collet et l'emmenèrent : « Emmenez-nous aussi ! criaient les principaux députés de la gauche, nous sommes tous Manuel ! » La séance est reprise, mais la gauche a suivi Manuel qu'elle escorte avec respect. Une protestation est rédigée le jour même et signée par soixante-trois députés qui déclarent que l'exclusion de leur collègue « n'est que le prélude du système qui conduit la France à entreprendre une guerre injuste au dehors, pour consommer au dedans la contre-révolution et pour ouvrir le territoire français à l'occupation étrangère. » Cette protestation solennelle, déposée sur le bureau du président, n'eut pas d'autre suite que la retraite volontaire des députés qui l'avaient signée et qui laissèrent le champ libre à la majorité ultra-royaliste. La délibération sur la guerre d'Espagne s'arrêta d'elle-même, et le crédit de cent millions fut voté presque à l'unanimité, avec un autre crédit de trois millions applicables à des pensions héréditaires destinées aux bons serviteurs du roi. Tant de dévouement ministériel et royaliste avait besoin de récompense. L'acte arbitraire, dont Manuel avait été victime, émut profondément l'opinion libérale en France; on en fit responsable la

royauté, quoique le ministère se fût abstenu vis-à-vis de la proposition de La Bourdonnaie; mais il se prononça, en ordonnant que le sergent Mereier serait rayé sur les contrôles de la garde nationale; l'opposition ouvrit une souscription pour offrir un fusil d'honneur au sergent Mercier, tandis qu'elle décernait au vicomte de Foucauld le surnom d'*empoigneur*. Quant à Manuel, blessé au cœur par l'outrage qu'il avait reçu, il avait dit adieu à la vie politique et s'était condamné lui-même au repos, que réclamait d'ailleurs sa santé délabrée. Il mourut, quatre ans après, les yeux fixés tristement sur l'avenir de la France.

La guerre pouvait donc commencer en Espagne. Le duc d'Angoulême, nommé généralissime de l'expédition, partit de Paris, le 15 mars, pour se rendre à l'armée des Pyrénées : il avait sous ses ordres deux maréchaux de l'Empire, Moncey, duc de Conégliano, et Oudinot, duc de Reggio; plusieurs divisions étaient confiées à des généraux qui avaient fait leur apprentissage à l'école de l'Empereur : Molitor, Pamphile Laeroix, Curial; mais la plupart des généraux, tels que Canuel, Donnadieu, de Bourdesoulle, de Bourmont, de Damas, ne s'étaient encore distingués que par des services rendus à la Restauration. L'armée se divisait en quatre corps, de force inégale : le plus considérable était le quatrième, dit *armée des Pyrénées-Orientales*, qui devait agir en Catalogne contre Mina : il avait à sa tête le duc de Conégliano; le duc de Reggio commandait le premier corps ou la réserve, qui se composait de la garde royale et qui ne devait pas se séparer du duc d'Angoulême; le général Molitor avait le commandement en chef du deuxième corps, et celui du troisième, le plus faible de tous, était laissé au prince de Hohenlohe. La faveur spéciale accordée au général Molitor excita la jalousie de ses compagnons d'armes, qui avaient plus de titres que lui à cette suprématie militaire. Le maréchal de Bellune, ministre de la guerre, nommé major-général de l'armée des Pyrénées, ne parut à Bayonne et au camp de la Bidassoa, quo pour voir par ses yeux l'insuffisance des approvisionnements de vivres et de fourrages. On avait cru, un moment, que Savary, duc de Rovigo, aurait un commandement supérieur, en sa qualité de courtisan assidu de la comtesse du Cayla; mais la faveur dont il jouissait déjà aux Tuileries, ne dura qu'un instant : on représenta au roi que Savary avait contribué à faire fusiller le duc d'Enghien; le roi le repoussa dès lors avec horreur. Cette armée de cent mille hommes, réunie depuis deux mois sur la frontière d'Espagne, était activement travaillée par les émissaires des carbonari français, qui s'étaient mis à la solde de la Révolution espagnole : les proclamations républicaines, les admonitions libérales, pleuvaient toutes les nuits dans le camp; le drapeau tricolore flottait sur les cimes des montagnes, et de l'autre côté de la Bidassoa, on entendait sans cesse retentir le chant national de la *Marseillaise*. L'armée ne répondait pas encore à ces séductions quotidiennes; mais elle était évidemment inquiète, et le carbonarisme se propageait parmi les officiers. Il y avait même un complot, dans lequel trempaient plusieurs chefs de corps,

et le général Guilleminot, lui-même, chef de l'état-major du généralissime, avait eu l'air de prêter l'oreille à des ouvertures de conspiration impérialiste. C'est qu'un quartier-général de conspirateurs était venu s'établir à Irun, presque en face de l'armée française. Ces conspirateurs n'étaient autres que les officiers et sous-officiers qui, compromis plus ou moins gravement dans les échauffourées bonapartistes ou républicaines de Paris, de Marseille, de Belfort, de Strasbourg, de Grenoble, de Thouars et de Saumur, avaient eu le bonheur de sortir de France et s'étaient réfugiés naturellement dans le seul pays d'Europe où la Révolution suivait son cours et faisait appel à tous les révolutionnaires. On remarquait, parmi ces émigrés de l'insurrection, le capitaine Nantil, chef de la conspiration du 20 août 1820; le sous-lieutenant Delon et le chirurgien Grandmesnil, complices du général Berton; le commandant Gauchais, le lieutenant Armand Carrel, le capitaine Tessié de Lamothe, Cossin de Nantes, Frédéric Degeorge, Thomas, Gauja, et quelques autres qui avaient figuré dans les procès politiques, tous fils de l'Empire, tous impatients de détrôner les Bourbons, tous dévoués à ce qu'on nommait la cause de la liberté, sans être bien d'accord sur cette cause-là. L'organisateur suprême de cette contre-armée française était le général Lallemaud, qui, avec l'aide des colonels Charles Caron et Fabvier, avait pu former quelques compagnies d'infanterie, espèces de corps francs qu'on voyait combattre sous le drapeau tricolore les bandes de l'armée de la Foi. Ces jeunes fanatiques ne désespéraient pas d'embaucher l'armée des Pyrénées tout entière. Ils avaient des intelligences dans tous les régiments de cette armée, et ils savaient que, par une inexplicable négligence, qu'on peut imputer à la trahison, les vivres n'étaient pas même préparés pour deux jours de campagne; mais au dernier moment, le duc d'Angoulême s'aperçut qu'on avait oublié de pourvoir à la subsistance des hommes et des chevaux. Le ministre de la guerre se trouvait par bonheur à Bayonne; le banquier Ouvrard s'y trouvait aussi, comme par hasard: ce banquier n'était quo trop connu pour avoir négocié l'emprunt de la Régence d'Urgel; malgré ces tristes antécédents, il obtint le titre et les pouvoirs de munitionnaire général, à des conditions ruineuses pour l'État, et dans l'espace de vingt-quatre heures, comme s'il était disposé d'avance à remplir le rôle qu'il acheta, dit-on, à beaux deniers comptant, il put approvisionner l'armée et répondre de la fourniture des vivres et des fourrages. Ce fut là le triomphe du pot-de-vin, et le scandale, que les fournisseurs des armées de la République et de l'Empire avaient donné tant de fois, était déjà dépassé du premier coup. Cependant les subsistances de l'armée étant assurées, le duc d'Angoulême, à qui l'on représenta que le soldat au bivouac subissait l'influence d'une propagande dangereuse, donna l'ordre de passer la Bidassoa et d'entrer en Espagne. Le 6 avril, à onze heures du matin, après la célébration de la messe, le mouvement des troupes commença. De l'autre côté de la Bidassoa, la légion franco-piémontaise républicaine vint à la rencontre de l'armée, pour fraterniser avec elle. Les conspirateurs espé-

raient avoir en face d'eux six bataillons qui devaient se révolter à la vue des uniformes de l'Empire; mais ces bataillons suspects avaient été éloignés pendant la nuit. Trois pelotons de cent cinquante hommes, officiers, grenadiers et chasseurs, s'avancèrent, sans armes, jusqu'au pont de Béhobie qui joint la rive espagnole à la rive française : le drapeau tricolore fut planté au milieu du pont, et les réfugiés, entonnant la *Marseillaise*, tendaient les bras aux soldats qu'ils appelaient leurs frères. Il y eut un moment d'hésitation et de trouble dans les rangs de l'avant-garde qui assistait à cette scène émouvante. Le général Valhin, qui commandait l'artillerie de cette avant-garde, avait promis de se rallier au drapeau tricolore, si la défection se prononçait autour de lui; mais tout restait dans le devoir : il ordonna de disperser à coups de canon la légion révolutionnaire, et il lui fit signe de se retirer, avant d'ouvrir le feu. Les artilleurs chargeaient leurs pièces à mitraille : la *Marseillaise* ne fut interrompue que par la décharge qui emporta le drapeau et le portedrapeau. Un nouveau drapeau est replanté à la tête du pont, et les réfugiés s'obstinent à rester sous le feu des batteries, en criant *vive la France! vive la liberté!* Une seconde décharge, plus meurtrière que la première, est bientôt suivie d'une grêle de boulets et de mitraille. Quarante-cinq victimes de cette audacieuse provocation étaient tombées, lorsque les autres se dispersèrent, comprenant bien que la porte de l'Espagne venait de s'ouvrir à l'armée française. Quelques-uns, plus inflexibles dans leur républicanisme, oublièrent qu'ils étaient Français et portèrent les armes contre leurs compatriotes. Un grand nombre n'imitèrent pas ce stoïcisme sauvage, et plutôt que de prendre part à une guerre fratricide, ils quittèrent l'Espagne, même avant que l'intervention de la France eût obtenu des succès décisifs. On en vit plusieurs, au siège de Saint-Sébastien et dans diverses actions militaires, se distinguer par un courage qui eût été héroïque dans une meilleure cause. Mais l'affaire du pont de Béhobie décida du sort de la campagne : l'armée entra en Espagne, avec le souvenir ulcéré d'une première guerre où avait coulé tant de sang français; elle ne sympathisait donc pas avec la Révolution espagnole et elle sentait une sorte de plaisir à prendre sa revanche de tout ce que les braves de l'Empire avaient eu à souffrir dans ce pays. Le passage de la Bidassoa ne fut pas défendu, et le même jour où le duc d'Angoulême mit le pied en Espagne, il occupait Fontarabie et allait établir son quartier-général à Irun.

Cependant le gouvernement constitutionnel des Cortès possédait une armée de cent trente mille hommes, commandée par de bons généraux, O'Donnell, comte de l'Abisbal, Morillo, Ballesteros et Mina : le premier avait ordre de couvrir Madrid; le dernier devait rayonner dans la Catalogne, où il s'était signalé par tant de merveilleux faits d'armes; Morillo commandait en Galice; Ballesteros, à qui l'on avait confié la défense des provinces méridionales, semblait avoir été à dessein éloigné du théâtre de la guerre. C'était celui des quatre généraux en chef, que l'opinion publique suspectait le plus. On

eût dit que ces dispositions militaires avaient été prises en vue d'un plan secret de trahison ; car les deux généraux sur lesquels le parti national comptait avec raison, Quiroga et Riégo, étaient presque mis à l'écart et subordonnés dans leurs commandements à ces chefs du parti modéré. Dès les premières opérations de la campagne, on reconnut que nulle volonté ferme et patriotique ne présidait aux opérations de la guerre, et que les efforts isolés de la résistance seraient rendus inutiles par le défaut d'ensemble et d'autorité. Dès que l'invasion française était devenue imminente, les Cortès avaient résolu de transporter avec elles hors de Madrid le gouvernement et la royauté constitutionnelle : la capitale, par sa situation et par le caractère de ses habitants, ne paraissait pas pouvoir, pendant une longue guerre, rester le siège du gouvernement. Déjà plusieurs complots pour enlever le roi avaient été découverts ou déjoués. Le roi était un otage précieux dont les Cortès ne voulaient pas se dessaisir. Ferdinand VII avait donc, avec répugnance mais sans révolte ouverte, accompagné les Cortès à Séville. Le conseil d'État, les tribunaux et trois ambassadeurs étrangers, ceux d'Angleterre, du Portugal et des États-Unis, qui restaient en fonctions auprès du gouvernement constitutionnel, avaient suivi également le roi et les Cortès. Madrid était, en quelque sorte, abandonnée à son libre arbitre. Les ministres, que le roi regardait comme ses tyrans et qui obéissaient, en effet, aux inspirations des Cortès, avaient été renvoyés, puis rappelés ; mais le mauvais vouloir du roi leur était toute espèce de force morale : ils ordonnaient, au nom des Cortès, sans être obéis. Les généraux ne prenaient conseil qu'eux-mêmes, de leurs passions et de leurs intérêts. Le duc d'Angoulême ne rencontra donc aucune résistance sérieuse, et s'il ne précipita pas sa marche sur Madrid où il serait arrivé peut-être sans tirer l'épée du fourreau, ce fut pour laisser le temps aux absolutistes, aux partisans et aux agents de Ferdinand VII, au clergé et aux moines surtout, de préparer une réaction royaliste, de gagner du terrain et de désarmer les populations. Il y avait loin de cette guerre d'intervention monarchique et religieuse à la guerre de conquête et d'oppression que l'Empire n'avait pas réussi à finir en Espagne : chaque Espagnol n'était plus un ennemi à combattre ou à redouter ; chaque village, chaque couvent, n'était plus une place forte à emporter d'assaut ; chaque pierre, chaque buisson n'était plus une meurtrière où s'embusquait un assassin. L'armée française arrivait, précédée de son munitionnaire général qui répandait l'or à pleines mains ; le soldat ne pillait pas, ne maraudait pas : on payait tout dix fois au delà de sa valeur. Le paysan espagnol ne tarda pas à s'apercevoir que cette guerre-là pouvait lui rapporter beaucoup de bien-être dans le présent, beaucoup de repos dans l'avenir. Cependant les guérillas royalistes avaient reparu et avec elles leurs abominables chefs, le cruel Bessières, le farouche Trappiste, le bizarre Quesada. Il fallut que le duc d'Angoulême interposât son humanité pour tempérer, pour réprimer les hideux excès de ces étranges *libérateurs*. Ce prince, dans les loisirs de son quartier-général, s'amusa à jouer, sans dan-

ger, à la guerre; il s'exaltait fort innocemment dans sa vanité, au point de se croire un grand capitaine. Pendant qu'on battait en brèche quelques villes fortes qui ne se rendaient qu'après une vigoureuse défense, pendant que le siège de Saint-Sébastien traînait en longueur, l'ennemi avait l'air de se tenir à distance et d'attendre une capitulation : c'est que tous les généraux espagnols étaient divisés et s'observaient l'un l'autre pour savoir lequel d'entre eux traiterait le premier avec les Français. Le quatrième corps de l'armée des Pyrénées n'était entré en Catalogne que le 18 avril; quoique harcelé sans cesse par Mina qui évitait tout engagement décisif, Moncey avait occupé successivement Rosas, Saragosse, Gironne. Le premier corps, commandé par Oudinot, s'était emparé de Burgos et de Vittoria, presque sans brûler une amorce. Les populations, conduites par leurs moines, venaient au-devant des Français en criant : *Viva il Reynello !* La portion de l'armée, qui s'était concentrée à Vittoria, se divisa en trois corps pour se porter sur Madrid par trois routes différentes. Le comte de l'Abisbal, chargé de protéger spécialement la capitale, ne s'opposa pas à la marche du maréchal Oudinot et n'employa son armée qu'à poursuivre la bande de Bessières, qui s'intitulait généralissime de l'armée de la Foi et qui faisait à l'armée française une avant-garde de pillards, d'assassins et de bourreaux. L'Abisbal donna le premier exemple de la défection : il écrivit au duc d'Angoulême pour offrir sa soumission, avec celle de Madrid. Mais Bessières avait encore devancé les Français, et à la tête de sa bando il essaya de traiter la capitale comme une ville prise d'assaut; il y eut un effort de conservation désespéré contre ce misérable qui n'emporta qu'une partie de son butin en laissant dans les rues de Madrid les cadavres de ses principaux complices. Trois jours après la retraite de Bessières, le 23 mai, les Français furent reçus à Madrid comme des libérateurs. Mais leur présence détermina une explosion du parti absolutiste : la populace, échauffée par les prédications des moines, poussa des cris de mort contre les *exaltados* et contre les Cortès, brisa les bustes de Riégo, renversa les pierres de la Constitution, pillà des magasins et des boutiques, poursuivit les francs-maçons et les libéraux, en égorgéa quelques-uns, emprisonna les autres. La licence populaire ne pouvait pas aller au delà, lorsque le prince généralissime vint se fixer à Madrid : il créa une *régence d'Espagne et des Indes*, composée du duc de l'Infantado, du duc de Mortemare, du baron d'Éroles, de Calderon, de l'évêque d'Ossuna, qui régularisèrent la réaction royaliste et reconstituèrent le pouvoir absolu au nom de Ferdinand VII. L'entrée des Français à Madrid eut un contre-coup à Lisbonne et mit fin à la révolution de Portugal. L'infant don Miguel, d'accord avec son père Jean VI, qui avait joué jusque-là très-habilement son rôle de roi constitutionnel, et qui avait fait cause commune avec la révolution d'Espagne, don Miguel se mit à la tête des troupes et se déclara contre la Constitution. Jean VI désavoue son fils, qu'il abandonne comme père, dit-il, et qu'il saura punir comme roi; puis, quand le mouvement a réussi, il jette le masque, se réfugie sous la

protection de ses troupes, abolit la Constitution par décret royal et rentre dans sa capitale en souverain absolu. Le dénoûment de la Révolution portugaise ne pouvait pourtant pas faire pressentir celui de la Révolution espagnole. Ferdinand VII était à Séville entre les mains des Cortès : on propose sa déchéance, sous prétexte qu'il ne jouit pas de ses facultés intellectuelles. Ferdinand, en effet, épouvanté de se voir entre les mains de ses ennemis, est tombé dans un sombre abattement; il refuse de participer aux actes du gouvernement des Cortès, mais il ne proteste que par son silence. On nomme une régence provisoire pour suppléer à l'incapacité du roi : trois membres des Cortès, Valdès, Ciscar et Vigodet sont élus. Cette régence décide que le gouvernement n'est plus en sûreté à Séville et qu'on le transportera le lendemain même à Cadix. Ferdinand veut résister, en disant que la fièvre jaune règne à Cadix; mais on n'écoute pas ses réclamations, et le 12 juin a lieu son départ pour Cadix. Dans cette ville, on le force de reprendre son autorité constitutionnelle, et il attend sa délivrance avec moins d'inquiétude. L'Abisbal s'était dérobé par la fuite aux malédictions de ses soldats, et le corps d'armée qu'il commandait n'avait pas repris l'offensive, après l'avoir chassé. Morillo, dans la Galice, était déjà gagné, mais il se conduisait avec plus de prudence que l'Abisbal : il ne voulait reconnaître ni les Cortès de Cadix ni la régence provisoire de Madrid; il s'était engagé à ne pas se mêler activement à la guerre, jusqu'à ce que le roi fût délivré et lui eût transmis un ordre. Le général Quiroga et le général anglais Wilson, qui, par amour de la liberté, avait mis son épée au service de la Constitution espagnole, criaient à la trahison contre Morillo, mais ne réussissaient pas à le faire sortir de son immobilité. Ballesteros était prêt à signer aussi une capitulation, mais il affectait du moins d'inquiéter les savantes marches et contremarches du général Molitor, avec lequel il consentit même à en venir aux mains; après ces petits combats insignifiants de part et d'autre, il crut en avoir assez fait pour capituler à son profit. Quant à Mina, il avait retrouvé son indomptable énergie, son activité foudroyante, son audace et son intrépidité, pour défendre la Catalogne et tenir en échec le corps du maréchal Moncey, quo déconcertaient souvent les manœuvres les plus hardies et les plus imprévues. Ce fut en Catalogne seulement que l'armée française eut à faire une guerre véritable, qui rappelait celle que le même chef de guérillas avait faite de la même façon aux armées de l'Empire. Embusqué dans ses montagnes inexpugnables, il attaquait sans cesse à l'improviste et il ne se laissait jamais surprendre. Son champ de manœuvres s'étendait entre quatre places fortes : Tarragone, Lérida, Figuières et la Seo d'Urgel, qu'il secourait successivement à mesure qu'elles étaient investies; son petit corps d'armée eût été invincible, si tant de combats et de fatigues ne l'avaient décimé, et si Mina, blessé et malade, avait pu résister à des fatigues surhumaines : il alla se rétablir à Tarragone, pendant que Moncey, avec toutes ses forces, faisait le blocus de Barcelone et de Lérida. L'absence forcée du héros de la Catalogne découragea ses compagnons d'armes et suspendit pres-

que les hostilités dans cette province. Des négociations secrètes étaient entamées à la fois auprès de tous les chefs militaires et politiques, pour les détacher du gouvernement révolutionnaire : on espérait pacifier l'Espagne par la voie des négociations plutôt que par les armes. L'avocat Martignac avait suivi, en qualité de commissaire civil, le duc d'Angoulême, et l'on devait à son habile direction la conquête des consciences les plus inexpugnables. On a prétendu que ces sortes de dépenses n'avaient pas été pour peu de chose dans les frais de la guerre. Elles servirent beaucoup d'ailleurs à son succès. Martignac, en récompense de ses mystérieux services, venait d'être créé ministre d'État et membre du conseil privé. Avant de rentrer en France, il annonça que le duc d'Angoulême l'avait chargé de déposer dans le palais royal de Madrid quarante-huit drapeaux et les clés de Valence, glorieux trophées de la première guerre d'Espagne que l'on voulait effacer par la seconde, et dont le souvenir importunait les royalistes français autant que les Espagnols eux-mêmes. La perte de ces trophées fut plus sensible à la France que le gaspillage de ses millions. Mais, nonobstant toutes ces transactions plus ou moins corrompues, la régence absolutiste semblait prendre à tâche de contrecarrer les intentions conciliantes du généralissime de l'armée française. La faction des absolutistes ou des *serviles* ne tenait compte des promesses d'oubli et de pardon qui avaient été faites au nom de Ferdinand VII ; dans la capitale, comme dans toutes les villes qui s'étaient soumises de gré ou de force, une odieuse proscription, prêchée par les moines, s'organisait contre les *liberales* et les *negros* ; non-seulement on remplissait les prisons, non-seulement on livrait la fortune et la vie des citoyens à des tribunaux d'exception, mais encore la populace célébrait, par des meurtres, des incendies, des violences de toutes sortes, le retour du pouvoir absolu. Ces horreurs se passaient sous les yeux et comme sous la protection des Français. Le duc d'Angoulême fut indigné des hideux excès de cette réaction sauvage : son chef d'état-major, le général Guillemillot, lui fit entendre de franchise et généreuses représentations au sujet de ce déplorable état de choses : le prince signa l'ordonnance d'Andujar (8 août), qui interdisait aux autorités espagnoles de faire aucune arrestation, sans y être autorisées par les commandants de troupes françaises, et qui ordonnait la mise en liberté de tous les citoyens *arrêtés arbitrairement et pour des motifs politiques*. Cette ordonnance, accueillie par l'assentiment de tous les honnêtes gens, ne put recevoir d'exécution et fut frappée d'impuissance dans la plupart des localités où l'on reçut en même temps le mot d'ordre de la Congrégation : le ministère la désapprouva et le comte d'Artois écrivit à son fils de se délier de ses tendances libérales. Il fallait se hâter de finir cette guerre qui traînait en longueur : le duc d'Angoulême porta son quartier-général de Séville à Cadix, pour faire le siège de cette place imprenable dans laquelle les Cortès s'étaient renfermés avec Ferdinand VII. De ce moment, les Cortès, travaillés par des agents de Ferdinand, de la régence espagnole et des royalistes français, avaient perdu leur énergie,

avec l'espoir de triompher de l'intervention étrangère et de la défection intérieure. La garnison de l'île de Léon était encore pourtant animée d'un enthousiasme patriotique qu'elle puisait dans le grand cœur de son général, Riégo. Cependant on négociait toujours, en faisant les préparatifs d'un siège qui ne devait point avoir lieu. Au milieu des négociations, la tranchée fut ouverte devant le fort du Trocadéro, qui défendait l'entrée de l'île de Léon. Dans la nuit du 31 août, dix-huit compagnies d'élite, commandées par les généraux Obert, Goujon et d'Escars, se forment en colonne d'attaque, traversent le canal, s'approchent des retranchements, dans un profond silence et s'y précipitent aux cris de *Vive le Roi!* Tout le monde dormait dans le fort, et les sentinelles n'eurent pas même le temps de donner l'alarme : les artilleurs furent tués sur leurs pièces. Cinq cents hommes périrent du côté des Espagnols ; la perte des Français fut insignifiante. Le fort Saint-Louis, dont les défenseurs avaient pu du moins prendre les armes, opposa une vive résistance aux assaillants, qui ne l'emportèrent qu'après une demi-heure de combat. Le duc d'Angoulême avait voulu être témoin et en quelque sorte acteur de ce brillant fait d'armes : il vit tout, hors de la portée du canon. « Mon père, écrivait-il au comte d'Artois, je suis content de moi ; j'avais décidé seul une entreprise qu'aucun de nos généraux n'avait osé prendre sur lui de me conseiller. Dieu l'a bénie ; je viens de lui en rendre grâce aux pieds des autels. »

La prise du Trocadéro eut un prodigieux retentissement en Europe : c'était le dernier coup porté à la Révolution espagnole ; quant au fait en lui-même, on ne peut douter que la trahison n'ait livré au généralissime français un fort qu'il eût été si facile de défendre. La garnison de Cadix sentait partout la présence et l'action des trahs ; on avait décidé déjà la reddition de la place, lorsque Riégo exécuta une diversion qui devait envelopper de guérillas l'armée française et lui fermer la retraite : il parvint à sortir de Cadix par mer ; il débarque près de Malaga, appelle aux armes les populations, et tente de se mettre à la tête de l'armée que commande Ballesteros. Celui-ci, pour maintenir ses arrangements avec le duc d'Angoulême, invoque l'appui de ses soldats contre Riégo, qui s'échappe avec une petite troupe de volontaires et qui, après avoir erré dans les montagnes, est arrêté par des paysans et livré au général Latour-Foissac. On négocia jusqu'à la fin de septembre pour la capitulation de Cadix : les Cortès étaient divisées ; la garnison indécise et abattue ; le peuple impatient. Aux premières bombes qui tombèrent dans la place, un parlementaire alla offrir des conditions de paix au duc d'Angoulême ; le prince refusa d'en accepter aucune, malgré les lettres de Ferdinand qui les appuyait, et il déclara que le bombardement continuerait, si les Cortès n'étaient pas dissoutes et le roi mis en liberté. Cette nouvelle se répand à Cadix et y cause une vive agitation : les Cortès et les autorités révolutionnaires sont forcées de céder, mais non sans avoir fait jurer au roi de maintenir le gouvernement constitutionnel et d'empêcher la réaction absolutiste. Ferdinand VII jure tout ce qu'on veut et monte avec sa famille sur une barque qui doit le

ramener au camp du duc d'Angoulême. Ce prince le reçoit à son débarquement, le 30 septembre, et se réjouit de le revoir sain et sauf et libre; puis il l'invite à recommencer son règne sous l'empire des institutions nationales qu'attend son peuple. Le discours du duc d'Angoulême, discours que lui avait dicté sans doute le général Guilleminot, est interrompu par les cris de *Vive le roi absolu!* « Entendez-vous ces cris? réplique Ferdinand VII; ils doivent être ma règle; ce peuple ne doit point être gouverné autrement qu'il ne veut l'être. » En effet, le roi absolu n'eut rien de plus pressé que d'oublier serments et promesses, en frappant de proscription les Cortès et tous ceux qui avaient pris part à la Révolution d'Espagne; il n'épargna pas même Morillo, Ballesteros, et les autres généraux qui l'avaient si bien servi par leur défection; peut-être aussi n'était-ce qu'une manière adroite de couvrir leur trahison. Quant à Riégo, que le général Latour-Foissac avait remis entre les mains des autorités espagnoles, il avait été conduit d'Andujar à Madrid : on lui fit son procès; on le condamna, comme criminel de lèse-majesté, à être pendu. Un gibet haut de cinquante pieds fut élevé sur la place de la Cebada, et le 7 novembre, le malheureux général, voituré dans un panier que traînait un âne, au milieu d'une vile populace qui l'insultait, subit sa peine avec fierté et dédain. Ferdinand VII inaugurait ainsi le rétablissement du pouvoir absolu. Le duc d'Angoulême avait déjà quitté l'Espagne, et presque toutes les places qui résistèrent encore aux armes françaises, avaient capitulé à l'exemple de Cadix. Ferdinand, huit jours après l'horrible supplice de Riégo, qu'il nommait naguère son ami, rentra triomphalement dans sa capitale : on vit le peuple s'atteler au char de carton doré sur lequel trônait le roi absolu. Depuis ce moment, la réaction la plus aveugle et la plus féroce s'empara de l'Espagne, poursuivit, emprisonna, exila, ruina, tua les *negros*, à l'ombre du drapeau blanc, qui flotta pendant un an sur le pays qu'il avait livré aux moines et aux bourreaux. Telle fut l'issue de cette guerre injuste, qui coûta quatre cent millions et quinze mille hommes à la France. Ces millions n'avaient pas été absorbés seulement par les frais matériels de la guerre : outre les sommes qui servirent à payer bien des transactions secrètes et à paralyser les mouvements de l'armée constitutionnelle, il y eut d'incroyables malversations qui enrichirent plusieurs grands personnages politiques. Les dilapidateurs des caisses publiques se rejétèrent de l'un à l'autre l'accusation dont ils étaient tous coupables. Le munitionnaire général Ouvrard avait partagé son gain avec une quantité de gens qui étaient au voleur; le maréchal de Bellune, ministre de la guerre, qui n'avait été qu'imprévoyant et léger dans l'affaire des subsistances de l'armée, se vit en butte aux soupçons les plus graves, et ce fut lui qu'on sacrifia d'avance au scandale que cette question menaçait de soulever dans les Chambres. Dès le 19 octobre, il fut remplacé par le lieutenant-général baron de Damas au ministère de la guerre, mais il refusa d'accepter, comme dédommagement, de sa destitution, l'ambassade de Vienne. L'expédition d'Espagne, qui n'avait pourtant pas offert d'autre action d'éclat que

la prise du Trocadéro, n'était plus indifférente au sentiment d'honneur national, que réveille toujours la gloire de nos armes. Ce fut à ce noble sentiment que le ministère s'adressa pour effacer la tache originelle de cette expédition : toutes les voix de la publicité s'enflèrent à l'envi pour exalter le vainqueur du Trocadéro ; le peuple, qui depuis neuf ans n'entendait plus parler de victoire, sentit son cœur tressaillir à ce mot-là qu'il n'avait pas oublié. L'effet le plus heureux de la campagne fut donc de réconcilier les Bourbons avec les instincts guerriers de la France. Comme Ferdinand à Madrid, le duc d'Angoulême fit son entrée triomphale à Paris : il passa sous l'arc de triomphe de l'Étoile, que Napoléon avait laissé à peine ébauché et que la Restauration promit de finir en mémoire du Trocadéro. Cette guerre, en un mot, fut loin d'être impopulaire dans l'armée, qui y trouva un souvenir des guerres de l'Empire, avec une ample moisson de récompenses, grades et croix. Les généraux furent encore mieux traités que les soldats ; plusieurs devinrent pairs de France : Molitor fut nommé maréchal de France.

Appuyé sur cette armée victorieuse, le ministère se crut assez fort pour commencer à mettre ses plans à exécution : il fit une journée de vingt-sept pairs, dont douze étaient choisis dans le centro droit (23 décembre) ; il prononça la dissolution de la chambre des députés. Il espérait que les nouvelles élections, habilement préparées par les préfets et les sous-préfets, secrètement soutenues par le clergé et la Congrégation, détruiraient tout à fait l'opposition dans la Chambre, quoique cette opposition eût encore une grande force dans le pays. Il y avait partout un besoin de repos, qui résultait moins de la lassitude des partis que d'un entraînement général vers les spéculations financières et les entreprises industrielles. Alors se manifestait de toutes parts cette fièvre d'argent, qui attachait les esprits à la terre promise des intérêts matériels. L'invasion des banquiers dans la politique en avait rétréci l'horizon. Ce n'était plus, aux yeux de cette nouvelle école d'économistes, qu'une question de fortune particulière, de bien-être individuel. De Villèle, qui s'enrichissait tous les jours depuis qu'il était ministre, n'avait pas moins d'ambition d'enrichir ses créatures et son parti, sans appauvrir néanmoins la France : son projet favori de la conversion des rentes lui semblait donc assez mûr pour être tenté ; mais il avait besoin d'abord de s'assurer une longue existence ministérielle, à l'abri des secousses parlementaires et même avec la garantie d'une majorité dévouée ; il voulut se délivrer du souci annuel des élections ; il voulut se faire une Chambre septennale. Son collègue, Chateaubriand, qu'on accuse d'avoir travaillé secrètement à échanger le ministère à son profit, crut agir pour son propre compte en se faisant vis-à-vis du public l'avocat romantique de la septennalité : la brochure qu'il composa pour expliquer les avantages de ce système, ne servit qu'à en prouver l'importance au point de vue du gouvernement. Les élections générales eurent lieu à la fin de février 1824 et au commencement de mars : elles obtinrent le résultat que de Villèle avait prévu en conseillant au roi de dissoudre la Chambre. Grâce

aux efforts habiles et persévérants de tous les fonctionnaires de l'État, grâce à l'intervention officieuse des curés et des confesseurs, grâce aux promesses de places et à toutes les séductions que le pouvoir administratif tient dans ses mains, les grands et les petits collèges électoraux approuvèrent les choix du ministère et n'envoyèrent à la Chambre que seize ou dix-sept membres de l'opposition, parmi lesquels six ou huit seulement appartenaient à l'extrême gauche. Le ministère crut avoir étouffé l'opposition, et il ne perdit pas de temps pour marcher à son but. La session législative est ouverte le 23 mars. Le discours de la couronne annonce la conversion des rentes et le renouvellement septennal de la chambre des députés : « Le repos et la fixité, dit-il, sont, après de longues secousses, le premier besoin de la France. » Quant à la conversion des rentes, « cette opération, qui doit avoir une heureuse influence sur l'agriculture et le commerce, permettra, quand elle sera confirmée, de réduire les impôts et de fermer les dernières plaies de la Révolution. » Tout le monde comprit et commenta cette phrase, qui renfermait en germe l'indemnité d'un milliard à distribuer aux émigrés. Le premier acte de la nouvelle Chambre témoigna de son hostilité à l'égard du petit nombre de députés libéraux qui avaient pu échapper à l'ostracisme de la loi électorale : Dudon essaya de faire annuler l'élection de Benjamin Constant, sous prétexte que, né en Suisse, il ne pouvait exercer les droits de citoyen français; mais le général Foy fit justice de cette malencontreuse proposition, en reprochant à son auteur d'être moins Français que l'illustre orateur qui avait pendant dix ans rempli un mandat législatif en France. La nomination de Ravez à la présidence de la Chambre, par deux cent quarante-huit voix contre soixante-huit données au comte de La Bourdonnaye par la contre-opposition, faisait pressentir avec quelle facilité le ministère obtiendrait la loi de la septennalité et celle de la conversion des rentes. La première fut présentée d'abord à la chambre des pairs, où elle ne trouva pour adversaires que d'anciens ministres qui auraient été bien aises de provoquer la défaite du ministère sur une question qu'il prenait aussi vivement à cœur. Ce fut de part et d'autre une espèce de thèse insignifiante qui aboutit à l'adoption du projet. A peine si l'on avait pensé à dire que ce projet violait le texte de la Charte, qui prescrivait le renouvellement *annuel* de la chambre des députés. Pendant ce temps-là, cette Chambre discutait le projet de loi sur le remboursement du capital des rentes et la réduction de l'intérêt des fonds publics. Ce projet de loi avait jeté la stupeur dans le monde des petits rentiers, parce que le gouvernement proposait de les rembourser intégralement ou, à leur choix, de conserver leurs capitaux, en réduisant l'intérêt, qui était devenu trop élevé et hors des proportions du taux ordinaire de l'argent. C'était toutefois une combinaison financière de la plus haute portée, qui n'avait rien de malhonnête en elle-même et qui devait alléger les charges de l'État; car le gouvernement respectait la créance dans son intégrité, en offrant le remboursement aux rentiers qui ne consentiraient pas à échanger leurs titres de rente à cinq pour cent consolidés

contre de nouveaux titres de rente à trois pour cent, au taux de soixante-quinze francs. Mais la majorité des créanciers du grand-livre ne comprenait rien à cette grande opération de finances : ils ne voyaient que la diminution de la rente qu'ils avaient touchée jusqu'alors et qu'ils regardaient comme invariable ; aucun ne se disait qu'il était libre de ne pas accepter cette réduction d'intérêts et qu'il pouvait alors être remboursé intégralement ; tous se lamentèrent, tous s'indignèrent contre ce qu'ils appelaient une spoliation inouïe, comme un scandaleux et immoral déni de justice. L'État allait, il est vrai, réaliser plus de six cents millions avec la conversion des rentes, mais cette énorme économie ne devait servir qu'à payer une partie de l'indemnité des émigrés ! Le ministre ne put donc pas s'expliquer nettement sur l'usage qu'il comptait faire des bénéfices de la conversion de cent quarante millions de rentes : il ne parla même pas de les appliquer à couvrir les dépenses de la guerre d'Espagne ; mais il laissa transpirer son secret dans les conciliabules de ses fidèles partisans, qui lui répondaient de la majorité. La plupart des députés étaient aussi ignorants que le vulgaire sur les délicates questions de finances, vis-à-vis desquelles l'intelligence la plus lumineuse restait obscure et pleine de ténèbres ; les banquiers et les gens de bourse, qui, du moins, avaient des qualités spéciales pour bien apprécier la valeur des combinaisons financières de Villèle, se gardèrent bien de rendre hommage à la vérité, et réunirent leurs efforts, au contraire, pour condamner un projet de loi qu'ils auraient défendu s'ils avaient trouvé leur profit à l'appuyer. Casimir Périer se fit l'écho de la haute banque de Paris, en reprochant au ministère d'avoir traité clandestinement avec des maisons étrangères pour opérer la conversion des rentes. Depuis quatre mois en effet, de Villèle avait conclu, avec la compagnie anglaise Barring, la compagnie juive Rotschild et la compagnie française Lafitte, moyennant des conditions peu onéreuses pour le Trésor, un arrangement définitif pour parer au remboursement éventuel du cinq pour cent consolidés. Le nom de Lafitte était bien fait pour rassurer l'esprit public sur la légalité et l'honnêteté de la mesure que réclamait le gouvernement ; mais on eublia le député de l'opposition, et l'on ne vit que le banquier négociant une affaire de commerce. L'opposition ne fut pas moins tranchante ni moins soupçonneuse à l'égard de cette loi de finances, qu'elle n'aurait pu soutenir d'ailleurs sans compromettre sa popularité ; mais la contre-opposition, qui n'avait rien à perdre de ce côté-là, ne vit dans cette loi, inévitablement impopulaire, qu'une occasion de battre en brèche le ministère et de le surprendre en flagrant délit de tripotage financier. Le comte de La Bourdonnaye, qui n'aimait pas les banquiers, se mit à la tête de l'attaque, et protesta dédaigneusement contre l'emploi qu'on se proposait de faire des six cents millions produits par la conversion des rentes : « La fidélité malheureuse, dit-il, ne voudra pas avoir à rougir d'une indemnité obtenue aux dépens d'une classe de la nation. » Les royalistes ministériels ne partagèrent pas les scrupules de l'ardent adversaire de Villèle : trois cent quatre-vingt-trois

volants contre cent quarante-cinq décidèrent que la conversion aurait lieu : les pauvres rentiers jetèrent des cris de stupeur. Pendant que la nouvelle loi passait à l'examen de la chambre des pairs, la loi électorale arrivait de cette Chambre à celle des députés pour y être l'objet d'une discussion très-animée sinon très-approfondie. La petite phalange de la gauche marchait maintenant d'accord avec le bataillon sacré des ultra-royalistes ou plutôt des anti-ministériels, que dirigeait le comte de La Bourdonnaie, qui n'avait pas d'autre but que de devenir ministre à la place de Villèle. La septennalité rencontra de formidables agresseurs dans les deux camps opposés : Delalot et Royer-Collard, le général Foy et La Bourdonnaie sapèrent d'intelligence cette loi qui devait consolider le ministère pendant sept ans. Tous, La Bourdonnaie lui-même, se placèrent sur le terrain de la Charte pour le faire respecter et pour en proclamer la violation : « La Charte est maintenant toute notre histoire, dit Royer-Collard ; elle est le fait unique et suprême ; elle est au-dessus de l'atteinte des pouvoirs, qui sont son ouvrage. » Stanislas Girardin, Casimir Périer, Labbey de Pompières, protestèrent aussi au nom de la Charte. Mais le général Foy s'éleva, dans cette circonstance, à une hauteur d'éloquence qu'il n'avait pas encore atteinte ; il prêta une voix menaçante et réprobatrice à l'indifférence muette du pays en face de la loi de septennalité : « Aujourd'hui, dit-il, tout est immobile, tout se tait ; ce n'est pas, gardez-vous de le croire, que la nation abdique le soin de ses destinées, mais elle a vu comment on a opéré sur elle dans ces derniers temps... Jamais le silence d'une nation n'a dit plus énergiquement à ceux qui la gouvernent : Vous avez le pouvoir, et vous disposez de la force matérielle ; mais l'action sur les esprits, la communication des sentiments et des idées, la sympathie des âmes, vous ne l'avez pas. Il n'y a rien de commun entre vous et nous. » Il n'était que trop vrai que la loi de septennalité, qui fut victorieusement défendue par de Chateaubriand, avait à peine occupé quelques esprits sérieux, et l'on n'en suivait plus la discussion, lorsque, dans la séance du 8 juin, elle fut adoptée par les *trois cents* fidèles du ministère, qui avaient éprouvé pourtant une défection de huit voix. L'attention publique était bien autrement émue et absorbée par la présentation de la loi de finances à la chambre des pairs. Cette loi, que la chambre des députés se reprochait d'avoir accordée imprudemment au ministère, rencontra une opposition inflexible chez les pairs, qui avaient le privilège d'être écoutés comme des oracles dans toutes les questions d'argent. Le baron Louis, Mollin et Roy attaquèrent le projet de conversion des rentes comme inopportun, périlleux, illusoire et ridicule. Ces trois autorités financières amenèrent facilement la majorité à leur avis, quoique le rapporteur, le duc de Lévis, eût démontré avec beaucoup de tact et de justesse les excellentes dispositions de la loi, qui non-seulement donnerait une économie considérable au profit de l'État, mais encore agirait de la manière la plus favorable sur le crédit public et sur le mouvement commercial, en abaissant l'intérêt de l'argent. Mais la coalition des banquiers fut puissamment an-

dée par la résistance ouverte du baron Pasquier, qui s'était fait le chef de l'ancien parti Richelieu, et qui jugea le moment venu de renverser le ministère : il déclara que le remboursement du cinq pour cent exigeait une réserve de trois milliards et que l'impossibilité même du projet faisait justice de son iniquité révoltante. Pasquier flattait ainsi un sentiment général d'intérêt personnel qui repoussait à la fois la conversion des rentes et le ministère qui l'avait proposée. Il y eut dès lors un revirement complet d'opinions dans la chambre des pairs, et de Villèle comprit qu'on l'abandonnait : il redoubla d'efforts, d'adresse, de bon sens, de génie, mais sa loi de conversion était déjà condamnée à la Chambre comme dans le public. L'archevêque de Paris, de Quélen, lui porta le dernier coup : « Le rentier, dit-il, de son accent le plus pastoral, le rentier qui ne connaît ni les spéculations du commerce ni les calculs de la Banque ou du Trésor, qui ne vit que de son revenu, sans s'occuper d'autre chose, ne verra-t-il pas dans cette réduction un bouleversement, une révolution dans son existence, dans celle de ses enfants et de sa famille ? Oui, cette loi pèsera avec plus de sévérité et moins de dédommagement sur une classe dont il m'appartient de plaider la cause : c'est la cause du malheur. » Cette cause-là, celle du moins qu'on qualifiait ainsi, fut gagnée le 3 juin : cent vingt-huit voix contre quatre-vingt-quatorze rejetèrent la loi.

C'était un échec immense pour le ministère et surtout pour l'auteur de cette loi ; ce fut une immense joie pour les rentiers, qui applaudirent à la décision de la chambre des pairs, en bénissant la charitable intervention que l'archevêque avait prêtée à leur cause. De Villèle était fort irrité d'un résultat qu'il ne pouvait ni craindre ni prévoir ; mais il ne se retira pas : Louis XVIII, qui avait reconnu la haute supériorité de ce ministre, lui conseilla, lui ordonna même de rester à la tête des affaires pour prendre sa revanche ; le roi témoignait d'ailleurs avec beaucoup de vivacité qu'il approuvait totalement les plans financiers de son ministre. Celui-ci était trop fin et trop clairvoyant pour ne pas découvrir tout de suite le fil de l'intrigue qui lui avait enlevé la majorité dans la chambre des pairs. Il remarquait depuis quelque temps que son collègue, le ministre des affaires étrangères, lui tenait tête dans le conseil et affectait de montrer peu de sympathie pour des combinaisons de finances qu'il ne comprenait pas ; quoique de Chateaubriand eût prononcé un discours en faveur de la conversion des rentes, quoiqu'il eût aidé surtout au triomphe de la loi de septennalité, il s'écarterait visiblement de la discipline ministérielle et du chef du cabinet ; on sut bientôt qu'il avait failli, sous l'impression de l'énergique dissentiment du peuple des rentiers, se jeter dans leur parti et protester avec eux ; on le soupçonna d'avoir organisé l'opposition dans la chambre des pairs ; on lui attribua jusqu'au discours de l'archevêque de Paris, qu'il avait poussé du moins à la tribune ; enfin, on retrouva les traces d'un nouveau ministère ébauché par l'orgueilleux rêveur, qui n'avait de soutien que dans la presse et qui, depuis le succès de la guerre d'Espagne, à laquelle il avait eu tant de part, se croyait le ministre indispensable, l'arbitre suprême

de la politique. De Villèle, pour se venger, n'eut qu'à dire un mot au roi : « Écrivez-lui que je le chasse, » s'écria Louis XVIII dont l'irascibilité naturelle s'augmentait tous les jours, à mesure que son état de santé empirait. De Villèle fit signer une ordonnance qui le chargeait, par intérim, du portefeuille des affaires étrangères « en remplacement du sieur vicomte de Chateaubriand, » et il lui adressa cette ordonnance dans une lettre que le ministre révoqué reçut au moment où il montait en voiture pour se rendre aux Tuileries. De Chateaubriand descendit de voiture et répondit au président du conseil des ministres : « Monsieur le comte, j'ai quitté le département des affaires étrangères ; le département est à vos ordres. » Cette disgrâce éclatante valut à l'ex-ministre des affaires étrangères une éclatante popularité ; l'opposition, pour se rattacher ce grand écrivain, cet orateur éloquent, ne lui épargna pas les éloges et les applaudissements ; de Chateaubriand y fut sensible, et soit à la chambre des pairs, soit dans le *Journal des Débats*, il ne cessa de faire une rude guerre à ses anciens amis qui l'avaient abandonné. De Villèle ne se pressa pas toutefois de lui donner un successeur ; il se déchargea seulement de l'intérim des affaires étrangères sur le marquis de Moustier, que la Congrégation lui recommandait, mais qui n'était pas fait pour faire oublier son prédécesseur. Celui-ci commençait à goûter les fruits amers de sa fatale guerre d'Espagne : on sondait avec inquiétude le gouffre que cette guerre avait laissé dans nos finances ; on mettait à nu les dilapidations et les vols qui avaient déshonoré l'administration ; le scandale des marchés Ouvrard imprimait une flétrissure au ministère qui les avait soufferts et qui osait les défendre. Le général Foy, indigné de ces *étranges spéculations* dans lesquelles des ministres, des généraux, des pairs de France avaient mis la main, demanda sévèrement qu'on fit *rendre gorge aux voleurs*. « Sévérité et justice, dit-il après avoir attaché au pilori le munitionnaire général, voilà ce qu'attend de vous notre jeune armée, au nom de laquelle il n'est pas permis de piller le trésor français, pendant qu'elle-même a respecté avec tant de religion les personnes et les propriétés sur le territoire espagnol ; voilà ce qu'attend de vous la France entière, qui ne veut pas que le gouvernement représentatif soit un blanc-seing de profusions et un manteau d'impunité. » Ouvrard n'eut rien à démêler avec la cour d'assises qui, en le frappant, n'aurait pas atteint le plus coupable, et, au sortir de Sainte-Pélagie, où ses créanciers le retinrent pendant cinq ans avec l'espoir de lui faire *rendre gorge*, il put jouir impunément d'une fortune de quatre millions, toujours prêt à *entreprendre*, comme l'avait dit le général Foy, *la fourniture du monde entier*.

Les honteuses dilapidations des crédits affectés à la guerre d'Espagne avaient pourtant indigné les honnêtes gens qui faisaient partie des chambres législatives, mais l'orage qui s'amassait contre le ministère, accusé d'avoir toléré d'incroyables abus, fut conjuré par l'habileté du rapporteur, de Martignac, chargé d'examiner la demande de crédits supplémentaires : une commission spéciale étouffa dans son sein le scandale des marchés Ouvrard. La France, d'ailleurs,

n'en avait pas fini avec les dépenses de son intervention en Espagne : par convention conclue le 30 juin, l'armée d'occupation, de quarante-cinq mille hommes, que la France entretenait à ses frais dans les états de Ferdinand VII, devait y prolonger son séjour jusqu'au 1^{er} janvier 1825, et l'on pouvait déjà prévoir que l'évacuation du territoire espagnol n'aurait pas lieu à l'époque fixée, tant ce malheureux pays était encore agité sous le joug de l'absolutisme. Cette guerre, qui avait coûté si cher, et dont le succès laissait dans les cœurs les plus français un amer sentiment de tristesse, cette guerre entraîna le gouvernement à augmenter l'armée. Ce lui fut une occasion, un prétexte de désorganiser la création du maréchal Gouvion Saint-Cyr, en fixant à huit ans, au lieu de six, la durée du service militaire, en supprimant la réserve composée des vétérans. Quant à l'appel annuel, sous les drapeaux, de soixante mille jeunes soldats, au lieu de quarante mille, on se demanda quelle nouvelle guerre d'intervention réclamait ce nouvel *impôt du sang*, selon l'expression du général Foy : « Je sais, dit ce noble soutien de l'honneur national, que la France ne peut pas désarmer au milieu de deux millions de soldats qui couvrent le continent de l'Europe ; et je suis loin de partager l'extrême confiance qu'inspirait l'an dernier à un ministre la philanthropie des cabinets qui peuvent mettre huit cent mille hommes en mouvement. » Le général Foy combattait, avec son expérience, les dispositions imprévoyantes de cette loi de recrutement, qu'on n'avait pas faite dans le but d'avoir de meilleurs soldats, mais seulement pour en avoir davantage et pour les garder plus longtemps au service. Foy avait touché du doigt un des motifs de la loi, on disait : « Quarante mille jeunes soldats, arrivant tous les ans dans les régiments, n'ont pas le temps, pendant six ans qu'ils y passent, d'oublier tout à fait le clocher du village. » On se défiait de cette *population vétérane* que l'armée rejetait incessamment dans l'agriculture, l'industrie et le commerce : on craignait davantage des citoyens qui avaient été soldats. Mais on n'avait pas besoin d'employer les forces militaires de la France à l'extérieur : aucune révolution n'appelait en Europe les armes de la Sainte-Alliance ; la Grèce, régénérée, se débattait seule sous le cimeterre des Turcs et les souverains, par pitié pour sa faiblesse ou par admiration pour son héroïsme, ne lui accordaient que la faveur d'une incertaine neutralité. A chaque instant, on pouvait apprendre que cette lutte inégale était terminée, et que la Grèce chrétienne n'existait plus. Contraste étrange ! c'étaient les libéraux, les philosophes, ceux qu'on nommait alors les *voltairiens* et les *athées*, qui s'enflammaient de sympathie pour les martyrs de la croix ; c'étaient les royalistes, les dévots, ceux qu'on désignait sous le nom de *jésuites* et de *congréganistes*, qui se faisaient les partisans fanatiques des musulmans. Il y avait partout des quêtes pour les Grecs, excepté dans les églises. Dans ce moment-là, il est vrai, la Congrégation régnait sans partage ; depuis plusieurs mois, Louis XVIII, dont le dépérissement moral et physique s'aggravait tous les jours, s'était déchargé sur son frère du fardeau des affaires et de la responsabilité du gouvernement. Depuis deux années, las de

lutter contre un parti qui ne lui tenait aucun compte de ses résistances constitutionnelles, il avait laissé l'autorité ecclésiastique pénétrer dans l'administration civile et s'en emparer de fond en comble. Ce n'était plus le roi modéré et intelligent qui, pendant dix ans, avait mis un frein aux entreprises contre-révolutionnaires des euménides du pavillon Marsan; c'était un être souffrant, qui ne vivait plus que d'une vie animale et égoïste; qui conservait à peine l'usage de quelques facultés sensuelles et qui ne se souciait même plus de savoir comment on régnait en son nom. Une amie, plutôt qu'une maîtresse, recueillait dans l'intimité les dernières lueurs de cette agonie royale : madame du Cayla était désormais plus que la France, plus que la couronne, aux yeux de Louis XVIII. Cependant, son futur héritier n'avait garde de suivre ses conseils, en approchant du trône : « Le titre de chef de parti dans un prince appelé au trône, lui écrivait le roi en 1820, est illusoire et funeste. On le dirige vers un but qu'il ne connaît pas : on s'en sert à la fois comme d'une égide et d'un instrument. » Ces paroles prophétiques s'étaient réalisées, et Monsieur, après avoir vu grandir et se développer ce puissant parti de la Congrégation qui l'avait pris pour chef, se trouvait désormais trainé à la remorque de ce parti, qu'il ne pouvait plus ni arrêter ni dominer. Ce prince, d'un esprit faible et borné, ne voyait pas la pente sur laquelle il se trouvait alors; sa bonté naturelle l'empêchait de se laisser aller à une défiance qui lui eût ouvert les yeux. Au milieu des fatales conspirations du parti prêtre, auquel il s'abandonnait, ses premiers actes de roi très-chrétien furent, sinon approuvés, du moins sanctionnés par l'auteur de la Charte, qui en prit la responsabilité, sans y attacher peut-être beaucoup d'importance. Dès l'année 1822, on reconnut la prédominance de Monsieur et de son parti, lorsqu'une ordonnance du roi (1^{er} mai) autorisa l'établissement de la *Congrégation de l'instruction chrétienne*, et lorsque l'abbé Frayssinous, que ses conférences religieuses dans l'église de Saint-Sulpice avaient mis en faveur à la cour, fut nommé successivement aumônier du roi, évêque d'Hermopolis *in partibus* et grand-maître de l'Université. L'éducation du peuple et le haut enseignement retombaient ainsi dans les mains du clergé. Ce ne fut pas la seule invasion des ecclésiastiques dans le gouvernement : une ordonnance du 28 janvier 1823 avait ouvert la porte de la chambre des pairs à sept évêques qui prirent rang au banc des comtes. Chaque pas que faisait l'envahissement religieux, l'encourageait à en faire un plus hardi. Le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, se pressa trop toutefois de réclamer, dans un mandement, l'entière restitution des anciens droits de l'Eglise, nonobstant les articles contraires de la Charte : ce mandement audacieux, contre lequel le ministère se vit forcé d'interjeter appel comme d'abus devant le conseil d'État, fut supprimé. Mais on ne tarda pas à dédommager de cette condamnation simulée le parti qui l'avait encourue : le garde des sceaux présentait, le 7 mai, à la chambre des pairs, un projet de loi sur les crimes et délits commis dans les églises; la chambre des pairs modifia ce projet sans le rendre plus humain :

on croyait voir reparaitre le bras de l'inquisition frappant le sacrilège. Cette loi draconienne, votée par les pairs, ne résista pas à l'accueil qu'elle reçut dans la chambre des députés, à la réprobation qu'elle soulevait dans le public. Le ministère la retira, en promettant de perfectionner son ouvrage. La royauté de Charles X se faisait déjà sentir.

La faction ultra-royaliste n'attendit pas, pour donner carrière à ses espérances, que Louis XVIII eût emporté dans la tombe les promesses solennelles de la Charte. Le comte de La Bourdonnaye invita la Chambre à supplier ce roi moribond d'accorder immédiatement une indemnité intégrale aux émigrés dont les biens avaient été confisqués et vendus par décret révolutionnaire. De Villèle, quelque bien déterminé à faire triompher le principe de l'indemnité, eut pourtant l'adresse de combattre, comme inopportune, la proposition insidieuse de La Bourdonnaye qui rallia un grand nombre de voix et qui faillit faire pencher de son côté la majorité ministérielle. Il y avait là certainement un piège pour le ministère. La contre-opposition était cinq ou six fois plus nombreuse que l'opposition, mais ses plus violentes colères n'avaient pas la portée d'une parole sévère sortie de la bouche du général Foy ou de Casimir Périer. Celui-ci, lors de la discussion du budget fixé à neuf cents millions, essaya de faire entrer la Chambre dans la voie des économies; mais chaque fois qu'il avait proposé une réduction de dépenses, il se levait presque seul pour appuyer cette réduction. « Ils ne sont que six! » s'écria d'un air railleur un membre du côté droit, en désignant les restes de l'opposition libérale. « Nous ne sommes que six, » répliqua vivement Casimir Périer, mais nous avons derrière nous trente millions de Français dont nous représentons les intérêts et les vœux! » Ce n'était pas dans la Chambre que l'opposition avait le plus d'autorité; c'était dans les journaux, qui faisaient une guerre implacable au ministère et particulièrement à de Villèle : tous les organes des deux oppositions, royaliste et libérale, étaient d'intelligence pour prêcher cette espèce de croisade contre le ministre des finances. Le *Journal des Débats*, inspiré par le vicomte de Chateaubriand, parlait plus haut que le *Courrier Français*, qui venait d'être condamné; rien n'égala, dans la presse, les emportements ultra-monarchiques et ultra-religieux de la *Foudre* et du *Drapeau Blanc*. Cette unanimité agressive des feuilles périodiques suggéra aux ennemis inexpérimentés de la presse, l'idée de faire taire ces voix haineuses, en achetant les journaux qu'on voulait réduire au silence; mais ce système maladroit, mis en œuvre maladroitement, n'eut pas d'autre résultat que de gaspiller des sommes énormes en pure perte : on ne fit qu'encourager les accusateurs du ministère à crier plus fort. De Villèle était à bout de patience et de longanimité; d'ailleurs, l'état de Louis XVIII empirait, et cette agitation des esprits, surexcitée par la presse d'opposition, pouvait accroître les difficultés du moment; on avait caché pourtant avec un soin extrême l'état désespéré de la santé du roi. Le ministère prenait toutes les mesures utiles pour se préparer à un nouveau règne. Le jour même où la clôture de la ses-

sion fut annoncée aux Chambres, le 4 août, il y eut un mouvement général dans les hautes sphères de l'administration : De Villèle, avec l'assistance de Monsieur, remania le ministère et s'entoura de ses partisans les plus dévoués comme les plus habiles; le baron de Damas échangea le portefeuille de la guerre contre celui des affaires étrangères; le marquis de Clermont-Tonnerre lui succéda au département de la guerre, et céda la marine au comte de Claubrol de Crouzol; le duc de Doudeauville fut ministre de la maison du roi, à la place du général de Lauriston, nommé ministre d'État et grand-veneur; Sostènes de Larochehoucauld, fils du duc de Doudeauville, eut la direction des beaux-arts; de Vauchier, celle des postes; de Martignac, celle de l'enregistrement; de Castelbajac, celle des douanes; Siryès de Mayrinbae, celle des haras. En même temps, fut recomposé le conseil d'État, où l'on introduisit deux archevêques et un évêque, pour lui donner un caractère plus religieux; on y avait attaché trente auditeurs, choisis parmi les fils de pairs et de députés les plus éprouvés. Les principaux emplois dans les ministères, les grandes charges de la magistrature, furent également distribués aux *fidèles*. Ces nominations avaient été toutes approuvées, sinon indiquées par la Congrégation : Louis XVIII les signa, sans examen et sans observation. Les journaux n'eurent pas longtemps la liberté d'étudier les symptômes politiques de ce remaniement ministériel et administratif. Le lendemain même, avant que le bruit de la fin prochaine du roi commençât à se répandre hors des Tuileries, une ordonnance, signée de trois ministres, rétablit la censure, sous prétexte que les tribunaux hésitaient à suspendre et à supprimer les journaux. On protégea ainsi contre une publicité intempestive et inquiétante le travail occulte de l'avènement royal. Le comte d'Artois mit en évidence le pouvoir que la Congrégation avait déjà usurpé sous ses auspices, lorsqu'il fit créer, le 26 août, un ministère des affaires ecclésiastiques et de l'instruction pour son favori l'évêque d'Hermopolis. Louis XVIII n'eut rien à reprendre au choix de ce ministre, à la création de ce ministère des cultes : il parut seulement étonné, comme s'il doutait de ce qu'il avait signé. Ce jour-là, quoique très-souffrant, il reçut encore, à l'occasion de sa fête, les corps de l'État et les ambassadeurs. « Un roi de France, avait-il dit, meurt; mais il ne doit pas être malade. » Depuis cette réception solennelle, il ne travailla plus avec ses ministres et ne sortit plus de ses appartements; il avait annoncé lui-même qu'il mourrait le 16 septembre : ses jambes formaient une plaie vive; la gangrène était inévitable; l'enflure gagnait d'heure en heure. Les bulletins journaliers de sa santé, qu'il ordonnait de publier, n'avaient encore rien d'alarmant, mais celui du 10 septembre, rédigé sous ses yeux par son médecin Portal, ne dissimulait pas l'imminence du danger. L'approche de sa mort ne fut pas respectée par le zèle des dévots : non-seulement sa famille et surtout la duchesse d'Angoulême l'obsédèrent pour qu'il abjurât ses principes philosophiques, et donnât l'exemple d'une conversion éclatante, mais encore la Congrégation employa l'entremise toute-puissante de madame du Cayla,

pour vaincre les répugnances du roi déiste, à l'égard des pratiques de foi et d'obéissance chrétiennes : on apprit avec étonnement dans le public que Louis XVIII avait reçu les derniers sacrements de l'Eglise. Dès ce moment, les prêtres s'emparèrent de lui, comme s'il était déjà mort : on ne laissait plus pénétrer dans sa chambre les personnes dont le parti dévot se défait : on alla jusqu'à enlever de cette chambre mortuaire un portrait de Decazes, sur lequel le moribond aimait à reposer ses yeux et ses souvenirs. Au sortir d'une de ces somnolences où l'esprit du malade subissait l'engourdissement de son corps, Louis XVIII s'aperçut de l'absence de ce portrait : il s'en indigna, et il redevint roi pour ordonner la réparation de cette double injure faite au favori et à son illustre maître. La comtesse du Cayla, elle-même, qui avait rendu tant de services secrets à la Congrégation auprès du roi ; cette nouvelle madame de Maintenon qui s'était consacrée, encore jeune et toujours belle, à la consolation de ce vieux roi infirme et acariâtre, fut tout à coup écartée par ordro supérieur. On craignait que le testament de Louis XVIII ne passât dans des mains qui avaient intérêt à le sauver de la destruction. Le roi vivait encore cependant avec toute l'énergie de sa volonté ; mais, immobile dans son fauteuil, en proie à d'horribles souffrances, qu'il s'efforçait de cacher sous un air serein, attendant d'heure en heure la fin de sa vie et de son règne. « Il faut qu'un roi de France meure assis ou debout, dit-il à son premier médecin qui l'invitait à se mettre au lit. » Cependant, ses forces l'abandonnèrent plutôt que son courage, et on le porta dans son lit quand l'agonie commençait. Il se ranima encore pour donner quelques sages conseils à son successeur : « J'ai luvoyé entre les partis, comme Henri IV, dit-il dans ce suprême entretien, et j'ai, par-dessus lui, que je meurs dans mon lit, aux Tuileries. Agissez comme je l'ai fait, et vous arriverez à cette fin de paix et de tranquillité. » Le 14, on le crut mort, mais il se réveilla de cette léthargie au milieu des prières des agonisants qu'on récitait autour de son cadavre : les princes et les princesses étaient agenouillés à son chevet ; il demanda le petit duc de Bordeaux pour le bénir ; on lui présenta l'orphelin, vers lequel il souleva sa main mourante : « Que Charles X ménage la couronne de cet enfant ! » murmura-t-il d'une voix émue. Ce fut sa dernière parole ; après une lente et douloureuse agonie, il expira, le 16, à quatre heures du matin, âgé de soixante-huit ans et dix mois. Charles X, à genoux, tenait la main de son frère ; il se releva, tout en larmes, regarda en silence le visage décomposé du mort et lui ferma les yeux. Les portes de la chambre du roi s'ouvrirent, et le duc de Duras répéta trois fois : « Messieurs, le roi est mort ! Vive le roi ! » Charles X, suivi de sa famille et soutenant la duchesse d'Angoulême, traversa la foule des courtisans prosternés sur son passage, quitta les Tuileries aussitôt et se retira au château de Saint-Cloud.

CHARLES X.

Tout le monde était préparé au nouveau règne, les uns pour le craindre, les autres pour s'en réjouir : on savait combien le comte d'Artois avait contrarié et combattu les idées constitutionnelles de Louis XVIII; on savait qu'il ne voyait, dans son avènement au trône, que la restauration complète de l'ancien régime au double point de vue politique et religieux. Ce fut donc un triomphe pour le parti prêtre et pour le parti ultra-royaliste, qui marchaient souvent d'intelligence, mais qui ne se confondaient pas, bien que la Congrégation fût leur âme commune : ils attendaient avec confiance la réalisation de toutes les promesses que le comte d'Artois avait faites tant de fois. D'un autre côté, les libéraux se délaient d'un roi constitutionnel qui ne s'était jamais réconcilié avec la Charte et qui professait hautement la religion du pouvoir absolu : ils attendaient avec inquiétude les tristes conséquences du rétablissement de la monarchie de droit divin. Et cependant Paris et la France restaient calmes, sans que l'autorité eût besoin de recourir à des mesures extraordinaires de police et de sévérité ; aucun cri séditieux ne se fit entendre ; aucun mouvement populaire ne signala l'existence d'un complot insurrectionnel : on eût dit que les carbonari et les républicains avaient tous disparu par le fait seul de la guerre d'Espagne. Louis XVIII, mort, éveilla plus de sympathies qu'il n'en avait trouvé de son vivant : on reconnut ses qualités d'esprit, son adresse, sa prévoyance, sa ténacité, son bon sens ; on ne l'en aimait pas davantage ; mais on lui sut gré d'avoir autant que possible fait plier la royauté sous le joug de la Charte ; on lui sut gré d'avoir défendu la liberté constitutionnelle, du moins en France, eontre la coalition des ministres étrangers et de ses propres ministres : il était déjà presque regretté avant que son frère se fût mis à l'œuvre de roi. La question politique néanmoins ne préoccupa guère les Parisiens jusqu'au retour de Charles X dans sa capitale ; pendant six semaines, les obsèques du feu roi suffirent pour tenir en haleine la curiosité publique. On ne remarqua pas seulement que l'ancien régime, sous la forme de l'étiquette et du cérémonial de la cour de France, s'était réinstallé aux Tuileries ; selon cette étiquette, le corps du roi fut exposé sur son lit de parade, dans sa chambre, transformée en chapelle ardente, et tout Paris alla voir le spectacle de cette pompe funèbre qui n'avait pas été déployée depuis la mort de Louis XIV. Les journaux étaient pleins des détails du deuil ; la censure, d'ailleurs, imposait silence à toute espèce de polémique sur le passé et l'avenir du gouvernement. La grande affaire du pays semblait être l'enterrement de Louis XVIII. Le convoi qui transporta ses restes à Saint-Denis, le 23 septembre, en parcourant les boulevards depuis la rue de la Paix, avait été ordonné avec une prodigieuse magnificence, d'après les traditions du cérémonial et les usages de la vieille monarchie, c'était une

représentation fidèle des mœurs et des costumes d'un autre temps, qui n'avait pas même laissé de traces dans la mémoire du peuple. Aussi, la foule était-elle empressée, curieuse, attentive, mais sans recueillement et parfois sans respect. On fut surpris de l'absence du clergé, qu'une misérable question de prééminence entre l'archevêque de Paris et le grand-aumônier du roi, avait éloigné du cortège. Le bourdon de Notre-Dame et le canon des Invalides remplacèrent le chant des prêtres. Le cercueil resta déposé sous un riche catafalque, dans la nef de l'église de Saint-Denis, toute tendue de velours noir, semé de fleurs de lis d'or, toute étincelante de cierges et de lampes allumées. Charles X pouvait alors faire son entrée solennelle dans Paris : elle eut lieu avec la même pompe royale qui avait accompagné la sortie du feu roi ; la foule était aussi la même ; mais plus émue, plus animée : les grands-officiers de la couronne, les hérauts d'armes, les porte-étendards, reparaissaient, chacun vêtu de son costume historique ; le bourdon sonnait encore à Notre-Dame ; le canon tonnait aux Invalides ; mais c'était en signe de fête : Charles X, à cheval, n'eut qu'à se montrer pour gagner le cœur des assistants ; sa bonne mine, son air de bonté, sa distinction, charmèrent tous les yeux, surtout ceux des femmes. Ce jour-là, le nouveau roi acquit une vraie popularité. Comme la multitude se précipitait aux cris de *Vive le roi !* pour le saluer, pour le bénir de plus près, il fit signe, en souriant à ses gardes, de ne pas user de violence contre ces braves gens : son mouvement bienveillant fut traduit sur-le-champ dans un mot ingénieux qui servit d'heureuse préface à son règne : « Point de halberdes ! » lui fit-on dire alors, et la France tout entière répéta, dans son premier élan monarchique « Plus de halberdes ! »

Après le *Te Deum* de Notre-Dame, Charles X revint aux Tuileries qui n'avaient pas gardé de vestige des obsèques du dernier roi. On eut soin d'enlever et d'anéantir le testament de Louis XVIII, tant on avait hâte de le faire oublier. Il n'était pas encore descendu dans le caveau royal à côté du duc de Berry ; cette cérémonie traditionnelle, qui ne devait plus se renouveler, fut célébrée le 25 octobre, en présence du roi régnant ; on vit, avec moins de foi que d'étonnement, se reproduire dans l'antique église de Saint-Denis tout le rituel obituaire des rois de France. L'ancien régime, avant de se reconstituer par ses actes en France, recommençait à vivre par ses pompes. Mais au milieu de toutes ces splendeurs mortes d'autrefois, l'évêque d'Hermopolis, Frayssinous, en prononçant l'oraison funèbre de Louis XVIII, vint rappeler à son auditoire et surtout à Charles X, que le roi de France ne devait pas plus longtemps laisser subsister l'esprit révolutionnaire : il annonçait le nouveau règne comme celui d'un « chrétien qui mettra dans son gouvernement la religion qui est dans son âme. » C'est discours étrange, rempli d'intolérance religieuse et de menaces politiques, prouvait assez que l'auteur de la Charte n'était plus. Frayssinous n'avait pas daigné nommer la Charte, en parlant de ces institutions que Louis XVIII légua à la France et dont le temps seul devait révéler les avantages comme les imperfections. A l'exemple de l'orateur

ecclésiastique, le roi ne nomma pas davantage la Charte lorsqu'il ouvrit en personne la session législative, le 22 décembre; il évita de s'étendre sur les institutions octroyées par son frère et destinées à *réunir le passé et le présent*; mais il n'hésita pas à promettre l'indemnité, « ce grand acte de justice et de politique », que Louis XVIII avait fait pressentir à l'ouverture de la session précédente, quand il se proposait de « fermer les dernières plaies de la Révolution. » Les deux Chambres affectèrent aussi, dans leurs Adresses au roi, de parler de la Charte sans la nommer. Le discours du trône, qui menaçait tous les propriétaires de biens nationaux, arrêta tout court les espérances que l'avènement de Charles X avait fait naître même dans le parti libéral, après l'ordonnance du 29 septembre qui supprimait la censure des journaux. On eut bien vite oublié ce symptôme de bon augure, pour s'inquiéter des projets de lois que le ministère allait présenter aux Chambres. Le pays était dans l'anxiété; tout possesseur de biens nationaux se croyait déjà dépouillé, quoique le roi se fût engagé à indemniser les émigrés « sans augmenter les impôts, sans nuire au crédit. » Quant aux émigrés et à tous ceux qui espéraient être compris dans la curée du milliard promis à l'indemnité, ils commencèrent à se précipiter vers cette proie qu'ils se disputaient d'avance; les pétitions pleuvaient à la chambre des députés. Ce n'étaient pas seulement les personnages et les familles dont les biens avaient été confisqués et vendus révolutionnairement, qu'il fallait faire participer à cette restitution nationale; c'étaient encore ceux qui avaient souffert de la Révolution dans leur fortune privée, dans leur industrie, dans leurs emplois, dans leurs pensions. Le principe de l'indemnité n'avait pas été défini et ne pouvait l'être d'une manière équitable. Les deux projets de loi relatifs à cette indemnité furent présentés le 3 janvier, en même temps que celui de la liste civile, qui en était l'exorde. La majorité, qui étendait la main vers l'indemnité, ne marchandait pas cette liste civile portée à vingt-cinq millions, sans les revenus des domaines de la couronne qui s'élevaient à une somme égale. Plusieurs députés, entre autres le rapporteur, de Vaublanc, s'apitoyèrent sur la médiocrité d'une pareille liste civile, dans laquelle pourtant n'était pas compris l'entretien de la maison militaire du roi. Aussi, les frais des obsèques de Louis XVIII, c'est-à-dire une somme de six millions, ne furent-ils pas laissés à la charge de son successeur. La liste civile ou dotation apanagère des princes, montant à sept millions, ne rencontra pas plus de contradicteurs. Mais un article particulier du projet de loi, par lequel la branche d'Orléans était remise en possession héréditaire de l'ancien apanage constitué par Louis XIII au profit de son frère Gaston et déjà restitué au duc d'Orléans par simples ordonnances royales de 1814, cet article souleva dans la Chambre tant d'étonnements et de répugnances, que les ministres furent obligés de faire entendre que le roi voulait que l'article passât avec la loi. La contre-opposition royaliste, forte de ses rancunes et de ses défiances contre la maison d'Orléans, repoussait avec chaleur le rétablissement des apanages en terres; mais elle ne trouva pas d'écho parmi l'opposition libérale qui gardait

un silence politique, et même elle eut la surprise de voir parmi ses adversaires, le général Foy, qui compromit sa popularité pour défendre les intérêts matériels du duc d'Orléans. Foy, dans cette circonstance, ne parla pas autrement que de Villèle, de Corbière et de Peyronnet; la gauche vota pour la première fois avec les centres, afin de ne pas déplaire au prince qu'elle regardait comme son chef secret, et le duc d'Orléans, qui comptait dans l'assemblée un si grand nombre de haines et de ressentiments personnels, eut l'adresse ou le bonheur de les paralyser : vingt-cinq voix seulement contre deux cent soixante-dix-huit refusèrent de consacrer en sa faveur le privilège de l'apanage princier.

Ce privilège énorme accordé au duc d'Orléans était comme le prix et le gage de sa réconciliation avec le nouveau roi. Ce prince, qui sous le règne de Louis XVIII avait vécu absolument séparé de la cour et qui passait à tort ou à raison pour le drapeau des mécontents, n'avait pas laissé commencer le règne de Charles X sans se rapprocher de la famille royale. On lui avait su beaucoup de gré, aux Tuileries, d'une démarche de cette nature, et comme on s'exagérait les avantages d'un traité de paix entre la couronne et le duc d'Orléans, on s'était empressé de le signer, les yeux fermés. Non-seulement Charles X assurait à son cousin l'apanage qui faisait de lui le plus grand propriétaire de France; non-seulement il sanctionnait, par une loi, des ordonnances royales antérieures à la Charte qu'elles violentaient, mais encore il semblait rouvrir au premier prince du sang le chemin du trône, en remplaçant son titre d'*altesse sérénissime* par celui d'*altesse royale*; mais encore il lui promettait une quote-part de plus de quarante millions dans les largesses de l'indemnité, et il lui faisait rendre toutes les parcelles de propriétés, terres, rentes, actions, que l'héritier de Philippe-Égalité pouvait revendiquer dans le domaine de l'État. Ce fut donc à partir de cette époque, que la fortune territoriale de Louis-Philippe d'Orléans devint plus considérable que ne l'avait été celle de son père. Charles X et ses conseillers intimes, les ducs de Rivière et de Polignac, se flattaient d'avoir acheté à ce prix la neutralité du chef de parti, sinon la reconnaissance du prince du sang. La Chambre, qui était entrée si docilement dans les vues du roi à l'égard du duc d'Orléans, ne se montra que plus impitoyable et plus injuste envers des droits mieux acquis et plus sacrés : elle rejeta dédaigneusement les réclamations de la famille de Joachim Murat, qui se voyait dépossédée du palais de l'Élysée-Bourbon; elle ferma l'oreille aux plaintes de cent cinquante officiers-généraux de l'ancienne armée mis à la retraite, le 2 décembre, jour anniversaire de la bataille d'Austerlitz; elle repoussa durement la supplication des légionnaires de l'Empire qui demandaient à toucher sans réduction la faible pension attachée à leur croix d'honneur : « Au moment du splendide festin de l'indemnité, dit en vain le général Foy en s'adressant à l'honneur des députés, laissez tomber de la table quelques miettes de pain pour de vieux soldats mutilés, pour de vieux soldats réduits à l'infortune, pour de vieux soldats qui ont porté si haut la gloire du nom français! » C'étaient toujours les mêmes représailles

contre les souvenirs de l'Empire : on se vengeait de l'Empereur sur ses compagnons d'armes ; on persécutait en détail cette grande armée qui avait mis hors de cause pendant vingt ans la légitimité et l'émigration. Mais, comme pour faire mieux sentir aux vieux débris de la République et de l'Empire tout le poids de cette haine implacable, on indemnisait, on récompensait les agents et les serviteurs de l'ancienne monarchie ; on pensionnait les espions de Coblenz, les aventuriers de Quiberon, les invalides de l'armée de Condé ; les Chambres adoptèrent avec enthousiasme une loi qui accordait trois cents et deux cents francs de pension viagère aux soldats et aux sous-officiers faisant partie des régiments suisses à l'époque du 10 août 1792. « Eh ! plutôt à Dieu que nous fussions aussi bons Français que les Suisses ! » s'écria de Bonald, à la chambre des pairs.

Il y avait dès lors un parti pris de blesser le sentiment national. L'espèce de popularité que Charles X avait reconquise à son avènement ne résista pas aux premiers coups que lui porta le ministère, en présentant des lois antipathiques au pays qu'il avait l'air de vouloir braver : ces lois sur le sacrilège, sur l'indemnité des émigrés, sur la conversion des rentes et sur les congrégations religieuses, vinrent l'une après l'autre attrister, irriter, consterner, indigner l'opinion publique. On pouvait déjà remarquer que le gouvernement suivait une marche préparée et convenue de longue main, même dans les affaires de politique extérieure : Charles X s'était soumis, en montant sur le trône, aux traités secrets de la Sainte-Alliance. Ce fut pour s'entendre directement avec le nouvel allié des rois d'Europe que le prince de Metternich se rendit en personne à Paris, dans le cours du mois de mars. La mort du pape Pie VII (20 août 1823), auquel avait succédé Léon XII, et la mort du roi des Deux-Siciles, Ferdinand I^{er} (4 janvier 1825), n'étaient que des accidents presque indifférents au milieu du vaste système de l'équilibre européen ; mais la mort d'un roi de France, tel que Louis XVIII, avait des conséquences qui intéressaient les grandes puissances alliées et dont dépendait peut-être le repos du monde. Voilà pourquoi Metternich, qui était le premier ministre de la Sainte-Alliance autant que celui de l'empereur d'Autriche, eut besoin de s'aboucher avec Charles X et peut-être avec les chefs cachés de la Congrégation. Il n'y avait plus en Europe qu'un seul foyer révolutionnaire, la Grèce, qui continuait à elle seule sa lutte glorieuse et sanglante contre l'oppression ottomane ; mais ce n'était pas du moins une nation soulevée pour renverser un trône légitime, ce n'était pas un peuple secouant le joug d'un roi héréditaire : c'était la querelle de deux peuples différents d'origine, de mœurs et de religion, c'était la guerre du Turc et du chrétien. La Russie et l'Autriche avaient d'ailleurs intérêt à voir diminuer l'influence de la Turquie en Europe : la Sainte-Alliance voyait donc de meilleur œil la cause des Grecs et ne se montrait plus si éloignée de la servir. Rien ne fut décidé toutefois à cet égard, et la France, l'ancienne et fidèle alliée de la Porte, n'observa pas même la neutralité : tandis que des quêtes, des souscriptions, des dons volontaires té-

moignaient de l'ardeur des *Philhellènes* pour l'indépendance de la Grèce, le gouvernement laissait recruter des soldats, acheter des armes et construire des vaisseaux pour la Turquie. Le gouvernement semblait aussi avoir reconnu le principe de l'insurrection grecque, en reconnaissant l'indépendance pleine et entière de l'île de Saint-Domingue, moyennant une indemnité de cent cinquante millions au profit des anciens colons (17 avril 1825), mais par une de ces incohérences qui ne sont que trop fréquentes dans toutes les politiques égoïstes, peu de mois avant de signer la paix avec la république d'Haïti et de sanctionner de la sorte un gouvernement régulier sorti d'une révolution, Charles X avait conclu avec la Russie et l'Espagne (3 décembre 1824) un traité pour faire rentrer l'Espagne en possession de ses colonies de l'Amérique du sud. Ce traité n'eut pas et ne pouvait avoir de résultat : il ne fit que consolider l'existence de ces nouvelles républiques qui parvenaient à se former et à vivre, grâce à l'éloignement de la Sainte-Alliance des rois d'Europe. Au moment où ces rois cherchaient à étouffer autour d'eux les dernières étincelles de l'incendie révolutionnaire et à effacer partout les derniers vestiges de la forme constitutionnelle, l'Amérique tout entière se faisait républicaine, à l'exemple des États-Unis, à l'instigation du *libérateur* Bolivar; l'Angleterre ne craignait pas de fraterniser la première avec ces jeunes gouvernements qui allaient régénérer le Pérou et le Mexique; l'Angleterre ne craignait pas de déplaire à la Sainte-Alliance, et les États-Unis, réconciliés avec l'Angleterre, glorifiaient leur révolution en décrétant au général La Fayette le triomphe le plus solennel qu'une nation n'ait jamais offert à un simple citoyen. A peine si un faible écho de cette grande reconnaissance nationale traversa les mers et fit battre le cœur de la France à travers les émotions du milliard de l'indemnité. Pendant que l'illustre ami de Wellington recueillait à New-York la récompense de toute une vie de dévouement à la sainte cause de la liberté, les auxiliaires de la cause du despotisme, les fauteurs de guerre civile, les complices de l'émigration, les ennemis de la chose publique, trouvaient à Paris une autre espèce d'ovation royale : on ne se contentait pas de les enrichir, eux et leurs descendants; on les préconisait comme d'héroïques défenseurs du trône et de l'autel. Telle fut la triste spectacle que présenta dans les deux Chambres la discussion de la loi d'indemnité.

La loi du sacrilège avait fourni, en quelque sorte, une préface à cette loi d'argent; la loi du sacrilège était une loi d'indemnité morale et religieuse que l'on octroyait au clergé, pour le consoler de ne pas recevoir d'indemnité pécuniaire en échange de ses biens-fonds que la Révolution avait réunis au domaine de l'État. Le projet, rédigé, sinon couçu, par le garde des sceaux Peyronnet, fut porté d'abord à la chambre des pairs, qui l'accueillit avec plus d'étonnement qu'o d'horreur : on voulait imposer par là un frein à l'esprit philosophique que l'on nommait *athéisme*; on croyait par là frapper d'une terreur salutaire les impies et les incrédules que l'on distinguait alors des libéraux et des jacobins : ceux-ci étaient désignés aux édicts du pouvoir royal;

ceux-là, aux foudres du pouvoir ecclésiastique. La loi du sacrilège ne fut donc qu'une démonstration significative en faveur de la religion qui reprenait sa suprématie temporelle dans l'État. Dans cette loi, on définissait le sacrilège en ces termes : « La profanation des vases sacrés et des hosties consacrées. » Profanation matérielle qui devait entraîner la peine de mort, le supplice du parricide. On n'en était pas encore à défluir et à punir le sacrilège métaphysique. Mais les pairs et les députés, qui se sentaient animés du souffle de la Congrégation, donnèrent carrière à leur intolérance religieuse. Peyronnet avait motivé l'urgence de sa loi sur la multiplication des vols sacrilèges qui se commettaient en France et dont le nombre s'était élevé à cinq cent trente-huit dans l'espace des quatre dernières années. Les pairs qui contestèrent l'urgence et la nécessité de la loi, firent surtout acte d'opposition ministérielle : Molé, de Broglie, de Lanjuinais, Pasquier, de Chateaubriand, parlèrent avec énergie, avec éloquence, contre cette abominable loi; mais on devinait qu'ils lui portaient encore moins de haine qu'au ministère qui l'avait faite. Molé, après une vigoureuse réfutation des arguments du garde des sceaux qui avait osé vanter la *douceur* de sa loi, n'hésita pas à la flétrir « comme une injure au ciel et à la terre, à notre religion et à notre temps. » Le grand-prêtre de l'ultramontanisme, de Bonald, donna un caractère sauvage à ses doctrines, empruntées au code de l'inquisition; il cita l'Évangile pour prouver la convenance de la peine de mort en matière de sacrilège : « Si les bons doivent leur vie à la société, comme service, dit-il dans son inflexible logique, les méchants la lui doivent comme un exemple. Quant au sacrilège, par une sentence de mort, vous l'envoyez devant son juge naturel. — Ces paroles, s'écria Pasquier, m'ont rappelé les cris de l'inquisition contre les Albigeois : « Tuez, tuez toujours ! Dieu saura bien reconnaître les siens ! » Le banc des évêques partagea les idées et les sentiments de son orateur; un évêque demanda que le condamné marchât au supplice, la tête couverte d'un voile rouge au lieu d'un voile noir; un autre, que le condamné fût amendé honorable, nu-pieds, la corde au cou, un cierge à la main. La peine des travaux forcés à perpétuité fut néanmoins substituée à celle de la mort, et la loi, ainsi amendée, obtint les suffrages de cent vingt-sept votants contre quatre-vingt-douze. Cette discussion de criminalité et de pénalité ecclésiastique avait occupé la tribune de la chambre des pairs pendant huit séances : l'opinion publique en fut profondément émue, nonobstant le voisinage de la loi d'indemnité. La loi du sacrilège semblait rouvrir la porte à toute la jurisprudence fanatique des anciens tribunaux. Par une étrange confusion, cette loi, qui n'était applicable qu'aux vols de vases sacrés, éveilla les appréhensions des plus honnêtes gens : on y voyait comme un symptôme de persécution religieuse. Quand la loi maudite arriva devant la chambre des députés, la France fit silence pour écouter avec stupeur la discussion qu'elle avait déjà entendue à la chambre des pairs. Le rapporteur, Chifflet, se fondant, comme la commission de l'autre Chambre, sur « la nécessité d'assurer à la reli-

gion de l'État les garanties et la protection que les lois existantes lui refusaient, » représenta la loi du sacrilège comme un *bienfait* que la France attendait depuis longtemps. Le nom de Chifflet devint tristement célèbre, à la suite de ce rapport, que Berthier et Duplessis-Grenédan, regrettèrent de trouver encore trop débonnaire. Bourdeau, Bertin de Vaux, Benjamin Constant, Royer-Collard, n'eurent pas de peine à renverser dans la poussière le ridicule et monstrueux échafaudage de cette loi qui ne pouvait pas même servir d'épouvantail au crime. Royer-Collard, dans son admirable discours, mit en pièces l'odieux système qui essayait de confondre l'outrage à Dieu avec l'outrage à la société, et il dévoila les véritables motifs de la loi, en disant : « La théocratie de notre temps est moins religieuse que politique ; elle fait partie de ce système de réaction universelle qui nous emporte ; ce qui la recommande, c'est qu'elle a un aspect contre-révolutionnaire. » L'évêque d'Hermopolis, qui, jusque-là, s'était tenu à l'écart de la discussion, fut obligé d'y entrer, pour justifier la loi, du moins dans ses motifs : il déclara qu'elle ne pourrait, dans aucun cas, atteindre les paroles, les écrits, en un mot le sacrilège moral. La loi passa pourtant, à la honte du ministère qui fut alors qualifié de *déplorable* et qui vit son impopularité rejaillir jusqu'à la personne du roi : quatre-vingt-treize voix avaient protesté cependant contre la législation du sacrilège, introduite désormais dans notre Code comme une menace plutôt que comme une arme usuelle.

Les esprits étaient encore frappés du sinistre appareil de la loi du sacrilège, lorsque la loi de l'indemnité donna lieu à de longs et curieux débats dans les deux Chambres. Celle des députés commença la discussion le 17 février, après un rapport mielleux de Martignac qui recommandait le projet comme un *acte d'une honnête et sacrée politique*. Cette mémorable discussion, dans laquelle vingt-quatre orateurs s'étaient fait inscrire contre le projet, et trente en sa faveur, fut dominée par les discours si logiques, si sages, si patriotiques de Stanislas de Girardin, de Labbey de Pompières, de Casimir Périer, de Benjamin Constant, de Méchin et du général Foy. L'opposition voulait que les députés intéressés dans la question de l'indemnité, s'abstinsent d'être juges et parties dans leur propre cause ; mais la majorité se garda bien de laisser à une minorité impartiale le droit de décider seule dans cette question qui était personnelle à trois cent-vingt membres de la Chambre. Les orateurs de la gauche se dédommagèrent d'une défaite qu'ils préoyaient d'avance, en attaquant avec courage le principe même de l'indemnité, cette coupable émigration qui avait porté en France la guerre civile et la guerre étrangère : « La nation, dit Méchin, au moyen des dommages et intérêts qu'elle va payer, sera absoute de la Révolution ; le mot n'est pas trop fort : il révèle le fond de bien des pensées. La France intérieure est appelée à compter avec ce qu'on a nommé longtemps la France extérieure. » Le comte de La Bourdonnais fondait l'indemnité sur les droits inaliénables des émigrés : « La Charte, disait-il, a maintenu la possession des acquéreurs dans l'intérêt

de la tranquillité publique, mais sans rien préjuger contre les droits des émigrés, qu'il n'était pas au pouvoir du monarque d'anéantir. » Il repoussait néanmoins la loi comme trop étroite et trop incomplète; le projet, suivant lui, ne répondait « ni aux espérances des familles ni à la sécurité des acquéreurs. » Le général Foy, que consumait lentement une maladie de cœur incurable, fit jaillir les derniers éclats de son talent dans cette discussion orageuse : « Le droit et la force se disputent le monde, dit-il en commençant; le droit qui constitue et qui conserve la société; la force qui subjugué et bouleverse les nations. On nous propose un projet de loi qui a pour objet de verser l'argent de la France entre les mains des émigrés. Les émigrés ont-ils vaincu? Non. Combien sont-ils? deux contre un dans cette Chambre; un sur mille dans la nation; ce n'est donc pas la force, c'est le droit qu'ils peuvent invoquer. » Il partit de ce raisonnement pour prouver que l'émigration, ayant pour objet de demander aux étrangers la guerre contre la France, avait été criminelle : « Les nations veulent croire à leur éternité, dit-il d'une voix défaillante; toutes et toujours, aujourd'hui comme autrefois, elles ont combattu, elles combattent encore l'émigration ennemie, des peines les plus terribles dont leurs Codes soient armés : ainsi le veut la loi de nature, la loi de nécessité, et si cette loi n'existait pas, il faudrait l'inventer, au jour des calamités de la patrie! » Il dénonça l'indemnité comme une violence, comme une spoliation exercée sur la France constitutionnelle et il déclara solennellement qu'il ne s'associerait pas à *cette œuvre de malheur*. Tous les membres de la gauche protestèrent avec la même chaleur, même ceux qui devaient être compris dans le partage de l'indemnité; mais cent vingt-cinq voix étaient impuissantes contre deux cent cinquante-neuf. Cette indemnité, pour le paiement de laquelle on devait créer trente millions de rentes au capital d'un milliard et à l'intérêt de trois pour cent, rassurait sans doute les acquéreurs de biens nationaux; mais elle blessait profondément la nation; elle allait apaiser quelques avidités, réparer quelques misères, enrichir quelques banquiers, déchaîner le démon de l'agiotage. Le mépris public en fit justice, sans pouvoir l'empêcher de devenir bientôt un fait accompli. Les libéraux et les royalistes de la Banque s'étaient entendus avec une touchante unanimité pour trafiquer sur la création des rentes de l'indemnité : Laflitte lui-même prit part à l'escompte du milliard. Le ministère, qui avait remporté cette coûteuse victoire à la chambre des députés, ne pouvait échouer devant la chambre des pairs, où l'indemnité fut aussi la bienvenue. On attaqua moins le principe que les expédients de cette mesure qui semblait juste et politique à la plupart des membres de la pairie. Cependant Molé, de Broglie et de Barante condamnaient la loi dans son essence et en démontraient la scandaleuse iniquité. Chateaubriand ne s'attacha qu'à critiquer la forme et l'esprit de cette loi, qui faisait d'une pensée de concorde, de morale et de religion un prétexte de cupidité et de tripotage financier : « Je voudrais savoir, Messieurs, de quel temps nous sommes? s'écria-t-il. On nous propose des règlements religieux dignes de l'austérité du

douzième siècle, et on nous occupe de projets de finances qui semblent appartenir à une époque beaucoup plus rapprochée de nous. Il faut pourtant être d'accord avec nous-mêmes; nous ne pouvons être à la fois des joueurs et des chrétiens; nous ne pouvons pas mêler des décrets contre le sacrilège à des mesures d'agiotage. » Il avait entrevu, derrière cette indemnité en rentes à trois pour cent, quelques obscurs étrangers « qui viendraient exploiter à leur profit une loi de justice et faire de l'or avec les débris de notre gloire et de notre liberté. » Il réclamait des amendements, une refonte radicale de la loi et surtout l'abandon des rentes à trois pour cent, qu'il regardait comme de nouveaux assignats; mais la Bourse attendait ces rentes pour spéculer, et la proposition de Roy qui voulait leur substituer des rentes à cinq pour cent, ne fut pas admise par la majorité. Le projet subit toutefois différentes modifications qui le firent revenir à la chambre des députés où se ranima la discussion plus vive et plus opiniâtre que lors de la présentation de la loi. *L'œuvre de malheur*, comme l'appelait le général Foy, ne fut parfaite que le 27 avril. Déjà une foule d'hommes d'État, et de Villèle à leur tête, avaient eu le temps de faire fortune à la Bourse, qui devint dès lors, pour ainsi dire, la capitale du monde politique.

De Villèle n'avait créé des rentes à trois pour cent au profit des émigrés, que pour en venir naturellement à son ancien projet de réduction générale des rentes. C'était d'ailleurs un engagement contracté entre lui et la compagnie de banquiers, qui, l'année précédente, s'était chargée de cette opération. La compagnie, écrasée sous le fardeau de vingt millions de rentes qu'elle avait achetées dans ce début, ne pouvait être sauvée que par un nouveau projet de loi. Dans ce projet, qui servait comme d'appendice à la loi d'indemnité, les rentiers n'étaient plus forcés d'accepter le remboursement qu'on laissait à leur choix; mais on leur offrait la conversion facultative de leurs rentes cinq pour cent en inscriptions de rente trois pour cent, au taux de soixante-quinze francs, ou en inscriptions de rente quatre et demi pour cent, au pair. Bertin de Vaux et Casimir Périer vinrent révéler à la tribune le véritable but de la loi, qui aiderait la compagnie des spéculateurs de la réduction du cinq pour cent à liquider avec grand bénéfice ses énormes achats de rentes; Casimir Périer n'avait pas, comme Lafitte, un intérêt spécial dans l'opération de cette compagnie : il parlait le front levé, mais en banquier qui regrette de n'être pas intéressé dans l'affaire : « C'est avec cette masse immense de fonds, dit-il, que ces banquiers étrangers travaillent et continueront de travailler nos fonds publics. Ils trouvent dans leur pays des fonds à trois pour cent, ils en tireront quatre chez nous, et lorsqu'ils auront atteint leur but, ils se déferont de leurs rentes et les vendront à un cours plus élevé. » L'agiot commençait à introduire son jargon dans nos assemblées législatives où les banquiers siégeaient depuis longtemps. « Si la loi succombe, disait Bertin de Vaux, le deuil sera dans Jérusalem, car la compagnie des agioteurs, quelle que fût la fortune de ses chefs et de ses associés, ne soutiendrait pas plus longtemps,

malgré la *protection puissante* du ministre des finances, l'aceablant fardeau de vingt millions de rentes. » De Villèle trouva pourtant des défenseurs, Frenilly, La Boullerie, Huerne-Pommeuse, qu'il avait dressés à la polémique financière; il se défendit lui-même avec adresse, avec audace. Sa loi, sur la dette publique, fut donc votée à la chambre des députés; elle ne rencontra pas à la chambre des pairs les résistances dont la première loi de conversion n'avait pu triompher. Chateaubriand la compara au système de Law et aux réductions de l'abbé Terray, qui contribuèrent à la ruine de la monarchie : « Qui bouleverse les fortunes bouleverse les mœurs ! dit-il sévèrement; qui attaque les mœurs ébranle la religion; qui ébranle la religion perd les États. » Roy et Mollien réunirent leurs efforts contre le crédit artificiel qu'on voulait fonder sur l'agiotage. Mais le duc de Lévis, rapporteur de la commission, avait dit, pour atténuer cet argument que « l'agiotage de la rente est heureusement hors de la portée du pauvre » ; le comte de Chastellux énuméra les avantages que l'agriculture et l'industrie allaient retirer de la baisse de l'intérêt des capitaux; le ministre de la marine, Chabrol de Crouzol, vanta la garantie *morale* que présentait alors la direction de l'amortissement. La majorité n'en demandait pas tant pour se rallier au projet du ministère : la légalité de la réduction des rentes fut admise par le fait de la loi. Les prévisions des honnêtes gens et des hommes de sens étaient déjà réalisées; la création de la rente à trois pour cent, sans conversion obligatoire du cinq pour cent consolidés, ouvrit le champ à un agiotage effréné; peu de rentiers sérieux et tranquilles se laissèrent prendre au piège de la conversion facultative : il n'y eut que des dupes et des spéculateurs, qui profitèrent du bénéfice de la loi dans l'espoir d'accroître leur capital. Le voisinage du cinq pour cent devait être contraire, sinon funeste, au trois pour cent et au quatre et demi pour cent, qui tombèrent presque aussitôt au-dessous du taux d'émission. Mais, au moyen de l'amortissement qu'il affectait de préférence au trois pour cent, Villèle soutint le cours de cette rente, placée, comme une menace de remboursement, sous les yeux des rentiers du cinq pour cent. Après des fluctuations successives qui ne profitèrent qu'aux agioteurs, l'égalité de l'intérêt ne pouvait manquer de s'établir entre les diverses natures de rentes, et cet intérêt, que Villèle avait prétendu réduire, reprit bientôt son équilibre ordinalre. Quant à la distribution de l'indemnité, elle eut pour résultat immédiat d'éveiller dans les hautes classes de la société ce honteux amour de l'argent qui caractérisait naguère les gens de finance. On se précipitait sur le milliard comme sur une proie; on se disputait avec fureur les bénéfices de la qualité d'émigré; les notaires, les avoués, les avocats, ne chôchèrent pas dans ce dédale de procès. La répartition de l'indemnité fut faite d'ailleurs avec plus d'équité qu'on ne pouvait l'espérer; on n'examina que les titres et les droits de chacun : le duc d'Orléans reçut quatorze millions; la famille de Montmorency, douze millions; le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, un million quatre cent mille francs; le général La Fayette, quatre cent cinquante mille

frances. Ainsi, quelques grandes familles de l'ancienne noblesse absorbèrent la plus grande partie du milliard, qui laissa tomber à peine sa rosée bienfaisante sur les misères de la petite noblesse. Le budget ne s'était pas beaucoup augmenté, malgré l'émission de trente millions de rentes à trois pour cent : il ne s'élevait qu'à neuf cent quinze millions, que les recettes promettaient de couvrir avec un excédant de neuf millions. La discussion fut néanmoins très-animée contre le ministère, et les deux oppositions, ultra-royaliste et libérale, lui livrèrent des combats à outrance sur tous les points du budget. Le général Foy, qui se sentait mourir, prononça son dernier discours en faveur de ses frères d'armes; il revint sur la brutale destitution de cent cinquante officiers-généraux de la vieille armée : « C'est un coup de canon échappé de Waterloo, s'écria-t-il, mais un coup de canon qui arrive au bout de dix ans, après la bataille ! » Sa voix s'éteignit dans cette patriotique allocution : « Faites que le feu sacré de l'honneur se conserve toujours actif et brûlant, et au jour du danger, les enfants de la France ne manqueront pas à l'appel : ils n'y ont manqué jamais ! »

Mais avant le vote du budget et la clôture des Chambres, Charles X s'était fait sacrer à Reims, le 29 mai; l'ancien cérémonial du sacre des rois de France avait été légèrement modifié et approprié, autant que possible, à l'esprit du XIX^e siècle et du gouvernement constitutionnel. Les conseillers intimes du roi voyaient dans cette cérémonie la résurrection de la monarchie du droit divin. On commença par rétablir dans le *Moniteur* l'existence de la Sainte-Ampoule qui, quoique brisée sur la place publique de Reims en 93, aurait été pieusement recueillie et sauvée à l'aide d'un miracle d'adresse et de prévoyance. Les préparatifs du sacre, dans la ville de Reims, coûtèrent plus de deux millions; la cathédrale, qu'on restaurait à grands frais depuis plusieurs années, était tendue de velours bleu, fleurdelisé d'or, à l'intérieur comme à l'extérieur. Les rues de la ville, que le cortège devait traverser, étaient décorées de tapisseries, de trophées, d'ares de triomphe, d'inscriptions et de banderolles. La veille de la cérémonie, le roi, accompagné du dauphin, des ducs d'Orléans et de Bourbon, fit son entrée à Reims, dans la magnifique voiture du sacre, escorté par ses gardes du corps; son cortège, composé des grands dignitaires du royaume, des délégués des principales villes, des officiers-généraux de l'armée et des autorités du département, le suivit jusqu'à la cathédrale au bruit des cloches et de l'artillerie. Le cardinal-archevêque de Reims, de Latil, reçut Charles X sous un dais, à la porte de l'église, et lui adressa une allocution, dans laquelle il jugeait le sacre au point de vue politique : « N'allez pas supposer que nos rois viennent recevoir l'onction sainte pour acquérir ou assurer leurs droits à la couronne ! Non, leurs droits sont plus anciens : ils les tiennent de l'ordre de leur naissance, et de cette loi immuable qui a fixé la religion au trône de France et à laquelle la religion attache un devoir de conscience. » Après cette allocution, où le cardinal de Latil avait évité d'évoquer l'antique suprématie de l'Église sur la couronne des rois, le cardinal de

La Fare prononça un sermon qui n'était qu'une longue imprécation sur les malheurs de la Révolution. Les vêpres dites, le *Te Deum* chanté, Charles X fut conduit à ses appartements, à l'Archevêché; on avait conservé, dans le cérémonial, l'offrande du présent traditionnel de la ville de Reims : « Sire, dit le maire, nous vous offrons ce que nous avons de meilleur, nos vins, nos poires et nos cœurs. » Le lendemain, dès le point du jour, la vieille basilique de saint Remi se remplit d'une foule étincelante de costumes de cour et d'uniformes militaires; l'or et l'argent, les diamants et les pierreries, la soie et les dentelles, éblouissaient les yeux. Les tribunes et les galeries de la nef étaient garnies d'une double rangée de femmes richement parées; dans le chœur, un large amphithéâtre réunissait sur les gradins plus de six cents invités : pairs, députés, lieutenants-généraux, présidents de cours royales, préfets et maires. Le corps diplomatique parut, ayant à sa tête le nonce du pape, et dans ses rangs un envoyé du bey de Tunis. Charles X, assisté des cardinaux de La Fare et de Clermont-Tonnerre, fait son entrée dans l'église, vêtu d'une camisole de satin blanc, coiffé d'une toque à plumes blanches ornée de diamants. Autour de lui sont tous les anciens officiers et domestiques de la maison royale, chacun placé à son rang et portant les attributs de sa charge, bizarre et curieuse mascarade historique, dont les rôles ont été distribués aux courtisans les plus favorisés. Après le *Veni Creator*, le roi, assis et couvert, devant l'autel, où brillent la couronne et le manteau royal, répète ce nouveau serment, la main posée sur l'Évangile et sur la vraie croix : « En présence de Dieu, je promets à mon peuple de maintenir et d'honorer notre sainte religion, comme il appartient au roi très-chrétien et au fils aîné de l'Église; de rendre bonne justice à tous mes sujets; enfin, de gouverner conformément aux lois du royaume et à la Charte constitutionnelle, que je jure d'observer fidèlement : qu'ainsi Dieu me soit en aide et ses saints évangiles ! » Ainsi, Charles X n'avait pas osé se dispenser de prêter serment à la Charte de Louis XVIII. La cérémonie continua selon l'ancien rituel : le premier gentilhomme de la chambre ôte la camisole du royal néophyte; le grand-veneur lui chausse des bottines de velours; le dauphin lui attache ses éperons d'or; l'archevêque de Reims lui ceint l'épée dite de Charlemagne; le roi s'agenouille, et le prélat lui fait les sept onctions du sacre. Puis, le roi revêt une tunique et une dalmatique de satin violet, semé de fleurs de lis d'or; on étend sur ses épaules le manteau royal; on lui met au doigt un anneau béni; on lui présente le sceptre et la main de justice; on lui pose la couronne sur la tête. Couronné et chancelant sous le poids des insignes royaux, Charles X est amené processionnellement à son trône, où il donne l'accolade au dauphin et aux princes. L'archevêque s'écrie : *Vivat rex in æternum!* et tout le monde répète avec allégresse : *Vive le roi!* Les portes de la cathédrale s'ouvrent : le peuple pénètre dans la nef et mêle ses cris joyeux à ceux de l'assemblée; la musique militaire éclate en fanfares, les cloches sonnent, le canon gronde; des milliers d'oiseaux, mis en liberté pour symboliser les

vieilles franchises de la France, s'envolent de toutes parts sous les arceaux de l'église; des bérauts d'armes, en criant *Noël* et *Largesse*, jettent des médailles frappées en l'honneur du sacre. C'est un spectacle étrange et magnifique, qu'on n'a pas vu depuis cinquante ans, et qui semble ramener les assistants à deux siècles en arrière. La grand' messo est suivie d'un festin, dans l'antique salle où Charles X, couronne en tête et revêtu des ornements royaux, paraît au milieu des images de ses prédécesseurs qui ont été sacrés à Reims depuis Clovis. Le lendemain, le roi tint chapitre pour la réception de nouveaux chevaliers du Saint-Esprit et de Saint-Michel; parmi ces chevaliers, choisit la plupart dans l'ancienne noblesse, on remarquait trois maréchaux de l'Empire, Soult, Jourdan et Mortier, et le président perpétuel de la chambre des députés, Ravez, qui n'était pas de meilleure naissance que ces trois illustres roturiers. Pour qu'aucune des traditions du sacre ne fût oubliée, le roi ne manqua pas d'aller toucher les écrouelles à l'hôpital de Saint-Marcoul; mais aucun des cent vingt-un malades qui reçurent son attouchement ne se vanta d'avoir été guéri. Une amnistie avait été le prélude du sacre; elle comprenait presque tous les condamnés politiques qu'on avait vus figurer dans les conspirations et dans les procès du règne précédent : les uns sortirent de prison; les autres, qui s'étaient exilés pour échapper aux tribunaux, rentrèrent dans leur patrie. Le sacre fut aussi l'occasion d'un déluge de grâces royales qui pleuvaient sur les fidèles de la monarchie et de la Congrégation; le roi distribua autant de brevets de ducs, de marquis et de comtes, que de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur. Son retour à Paris eut lieu le 6 juin avec une pompe digne des cérémonies du sacre : il fut harangué par les autorités de la ville; il assista au *Te Deum* chanté à Notre-Dame; il se vit assiégré de congratulations, d'adresses, de pièces de vers, de discours, dans lesquels on le comparait invariablement à saint Louis et à Henri IV; mais la population l'accueillit avec froideur et se montra presque indifférente aux réjouissances publiques, qui furent signalées, comme celles du mariage de Louis XVI, par un déplorable accident : le feu d'artifice causa la mort de plusieurs personnes. Les dépenses du sacre s'étaient élevées à plus de quatre millions : on n'en retira pas tout le fruit qu'on en attendait; la royauté ne se trouva ni plus forte, ni plus grande, ni plus vénérée : une chanson de Béranger l'avait frappée au cœur, sous son manteau royal. On comprit alors que toute cette pompe d'un autre temps ne pouvait se passer de l'enthousiasme du peuple.

Peu de mois après, le peuple opposa aux fêtes du sacre une solennité plus imposante et plus significative. Le général Foy, qui avait usé les restes de sa vie dans les luttes dévorantes de la politique, mourut, le 28 novembre, victime de son éloquence et de son dévouement patriotiques. La France, la jeune France sentait son cœur battre dans celui de ce noble orateur. Aussitôt que cette terrible nouvelle se répandit dans Paris, chacun crut avoir perdu un ami : la consternation fut générale. Les regrets, la reconnaissance et l'ad-

miration unanimes des citoyens se donnèrent rendez-vous aux obsèques du grand citoyen. Le cercueil, porté par les jeunes gens des écoles et entouré des compagnons d'armes du général, de ses émules de tribune et même de ses adversaires politiques, fut conduit le long des boulevards, au cimetière du Père-Lachaise, par un cortège de vingt mille personnes, marchant en bon ordre, en silence, tête nue, sous la pluie qui tombait à torrents. Casimir Périer, tuteur des trois enfants du général, parla le premier sur la fosse de son ami : « Pleurons, s'écria-t-il, la perte immense que la patrie a faite ! » Quand il prononça ces paroles : « La France adopterait la famille de son défenseur ! » Les assistants l'interrompirent en répétant : « Oui, oui, la France l'adopte ! les enfants du général Foy sont les enfants de la patrie ! » En effet, le soir même une souscription nationale fut ouverte pour élever un monument à la mémoire de l'illustre mort et pour doter ses enfants. Cette souscription, en tête de laquelle le duc d'Orléans se fit inscrire pour une somme de dix mille francs, produisit plus d'un million dans l'espace de quelques semaines. Le duc d'Orléans avait recommencé sa tactique d'opposition, en se faisant représenter par sa voilure et sa livrée au convoi du général Foy. Les mêmes démonstrations du sentiment populaire se reproduisirent aux funérailles de Manuel, de Camille Jordan et de Stanislas Girardin, qui, à peu d'intervalle l'un de l'autre, laissèrent un vide irréparable dans les rangs de l'opposition libérale. Mais le deuil universel qui se faisait autour du cercueil d'un défenseur des libertés publiques, n'avertissait pas le pouvoir qu'il engageait contre ces libertés un combat périlleux et inégal. Le ministère déplorable, poussé, entraîné par la Congrégation, s'était donné la tâche de bâillonner la presse et de lui ôter le droit de discussion sur les matières religieuses. Le procureur-général Bellart se fit fort de découvrir dans le *Constitutionnel* et le *Courrier Français* les éléments d'un procès de tendance, destiné à motiver la suspension de ces deux journaux qui prêchaient une sorte de croisade légale contre les jésuites. « C'est au nom de Dieu que ces journaux blasphèment Dieu et les choses saintes, disait Bellart dans son réquisitoire : ils cachent leurs intentions, mais voilà leurs œuvres : mépris déversé sur les choses et les personnes de la religion ; provocation à la haine contre les prêtres en général ; acharnement à propager contre eux mille fausses accusations. » Ce procès intenté aux deux organes les plus populaires de l'opposition intéressait tous leurs lecteurs qui formaient la majorité intelligente du parti libéral. C'était d'ailleurs évidemment le parti prêtre, qui faisait ce procès pour essayer jusqu'à quel point on pouvait se servir de la loi de tendance contre la liberté de la presse. Le *Constitutionnel* fut défendu par Dupin aîné ; le *Courrier*, par Mérilhou : les deux avocats plaidèrent avec beaucoup de force contre les jésuites qui étaient seuls en cause et qui espéraient, à l'aide de ce procès, légaliser en quelque sorte leur rétablissement en France. « On veut, dit Dupin, nous rendre l'ancien régime, avec les libertés de l'église gallicane de moins et les jésuites de plus. » Mérilhou déchira le voile qui couvrait le réquisitoire

de Bellart et montra la compagnie de Jésus pénétrant de toutes parts dans l'État à travers une brèche faite à l'arrêt du parlement qui avait prononcé son expulsion. La cour royale ne voulut pas manquer aux traditions du parlement de Paris ; elle condamna, dans son audience du 5 décembre, l'existence des jésuites, en renvoyant de la plainte les deux journaux qu'elle invitait toutefois à être plus circonspects à l'avenir ; elle reconnaissait d'ailleurs, en faveur des journaux inermes, des circonstances atténuantes résultant « de l'introduction en France de corporations religieuses défendues par les lois, ainsi que des doctrines ultramontaines hautement professées depuis quelque temps par une partie du clergé français et dont la propagation pourrait mettre en péril les libertés civiles et religieuses de la France. » Cet arrêt mémorable, qui consterna la Congrégation, fut salué par des vivats dans la salle même du tribunal, et il causa dans Paris une émotion d'enthousiasme populaire : il y eut des feux de joie, des acclamations, des chants et des danses, comme si l'on avait remporté une grande victoire. Le garde des sceaux adressa de vives remontrances aux magistrats qui avaient si mal obtempéré aux désirs du roi : « La cour rend des arrêts et non pas des services ! » lui répondit fièrement le premier président Séguier. Peyronnet ne se découragea pas dans son ardeur à soutenir les jésuites ; mais la répugnance de l'opinion publique ne fit que s'accroître à l'égard de cet ordre religieux qui retrouvait dans la magistrature de la Restauration les héritiers des La Chalotais et des Gilbert des Voisins. L'arrêt de la cour royale de Paris fut à la fois un conseil donné au pouvoir royal et une protestation éclatante contre le complot jésuitique que ce pouvoir favorisait ; le procureur-général Bellart ne survécut pas à un pareil échec. La Congrégation voulait qu'on ne la laissât pas sous le coup de la flétrissure judiciaire ; Charles X ne se hasarda point à recommencer la querelle des parlements avec la royauté, mais il accorda un témoignage public d'estime et de confiance à la Congrégation tout entière, en nommant son chef, Mathieu de Montmorency, gouverneur du duc de Bordeaux (26 janvier 1826).

Ce n'étaient là que des symptômes de la situation morale de la France ; sa situation politique n'avait pas été depuis longtemps plus stable et plus florissante. L'opposition, en se jetant à corps perdu dans la question religieuse, avait achevé de tuer l'esprit révolutionnaire qui semblait ne pouvoir plus vivre en Europe. Cette opposition était devenue franchement monarchique ; elle ne conspirait plus, elle ne prêtait plus de serments sur des poignards : elle attaquait seulement les jésuites et le ministère, qui se défendaient avec une édifiante solidarité. L'Europe aurait joui d'une paix profonde, si la Grèce n'eût poussé des cris de désespoir, pour appeler à son aide les peuples chrétiens et pour émouvoir la pitié des rois. La Grèce luttait encore, mais elle paraissait incapable de lutter longtemps. Après de prodigieux efforts, après des faits d'armes héroïques dignes des plus beaux temps de l'ancienne Grèce, après des victoires sans nombre sur terre et sur mer, le gouvernement pro-

visoire de l'Hellénie fit un appel suprême à l'Europe, en dénonçant la cruelle neutralité des souverains qui avaient fourni secrètement des armes, des munitions, des vaisseaux à la Porte-Ottomane; victime de ces déloyautés, la nation grecque plaça volontairement le dépôt de sa liberté, de son indépendance nationale et de son existence politique sous la défense absolue de la Grande-Bretagne (27 juillet 1825). En réponse à ce manifeste, le roi d'Angleterre fit défense à tous ses sujets de prendre les armes pour ou contre les Grecs, et leur enjoignit d'observer, vis-à-vis des deux parties belligérantes, la plus scrupuleuse neutralité (30 septembre). Le protectorat de la Grande-Bretagne ne s'exerça pas d'abord d'une manière plus efficace en faveur de la Grèce, mais c'en fut assez pour modifier les dispositions hostiles des membres de la Sainte-Alliance, et les rois d'Europe se virent mis en demeure de garder enfin la neutralité à l'exemple de l'Angleterre. La Grèce n'avait pas seulement la Turquie à combattre : le vice-roi d'Égypte Méhémet-Ali avait envoyé une flotte bien équipée et une armée bien disciplinée pour remplacer l'armée désorganisée, la flotte désemparée du sultan. Cette flotte nouvelle chassa devant elle les brûlots de Miaulis et de Canaris; cette armée reprit possession de Navarin, de Trippolizza et des villes du Péloponèse. Le colonel français Fabvier, l'Anglais Gordon, les généraux grecs Colocotroni et Démétrius Ypsilanti, ne pouvaient opposer que des bandes intrépides, mais épuisées de misère et de fatigue, aux excellentes troupes arabes d'Ibrahim-Pacha, fils du vice-roi. L'empereur Alexandre parut comprendre alors pour la première fois que la cause de la Grèce indépendante était liée aux intérêts de la Russie et qu'il ne devait pas abandonner à l'Angleterre les bénéfices d'un protectorat qui n'appartenait qu'à lui seul, comme chef de la religion grecque et comme protecteur des provinces danubiennes. Alexandre toutefois n'aurait rien entrepris sans le concours ou du moins sans l'approbation de la Sainte-Alliance; il se préoccupait particulièrement de la question grecque, il pressait vivement ses alliés de s'en occuper, de concert avec lui; il offrait son intervention pour faire cesser une guerre si longue et si acharnée entre les musulmans et les chrétiens. Il avait déjà changé les dispositions des cabinets de l'Europe vis-à-vis de l'insurrection hellénique, lorsqu'il mourut presque subitement, le 4^{er} décembre, à Tangarock, pendant un voyage qu'il faisait en Crimée. On raconta qu'il avait été étranglé dans une barque sur la mer d'Azow, par les grands-officiers qui l'accompagnaient. Suivant la déclaration formelle de son médecin, il serait mort du typhus, après plusieurs jours de maladie. Quoi qu'il en soit, Alexandre, que Napoléon appelait un vrai grec du Bas-Empire, *fin, faux et adroit*, avait eu le chagrin d'apprendre, la veille de sa mort, qu'une conspiration se tramait contre lui à Saint-Petersbourg et que les conspirateurs étaient dans sa cour et dans son armée. Cette conspiration, dont l'objet véritable n'a pas été bien connu, ne produisit qu'une émeute militaire qui fut étouffée presque à son début. Le grand-duc Constantin, frère aîné d'Alexandre, avait d'avance renoncé à tous ses droits au trône

en faveur de son jeune frère Nicolas ; il n'en fut pas moins proclamé empereur à Saint-Petersbourg, en son absence. Mais il adressa, de Varsovie, une nouvelle renonciation à cette couronne qu'il fit passer ainsi sur la tête du grand-duc Nicolas. Telle avait été la volonté testamentaire d'Alexandre. Des sociétés secrètes politiques s'étaient formées en Russie à l'instar des carbonari Italiens, mais sans avoir une organisation générale, sans viser à un but fixe et positif. Ces sociétés, dont l'existence n'avait jamais été soupçonnée, voulurent se servir du prétexte que leur offrait l'abdication volontaire du grand-duc Constantin. Le prince Troubelskoï, le prince Odoewsky et quelques autres nobles, la plupart officiers dans la garde impériale, excitèrent leurs soldats à protester contre cette abdication ; la populace, que des distributions d'argent et de liqueurs fermentées avaient gagaée à une cause qu'elle servait sans la connaître, se joignait à la protestation séditieuse de la garnison de Saint-Petersbourg : le 26 décembre, les régiments insurgés étaient rangés en bataille sur la place du Sénat, les rues avoisinantes étaient remplies d'une foule tumultueuse. Le nouvel empereur, Nicolas, accompagné de son troisième frère le grand-duc Michel, se jeta presque seul au milieu des soldats furieux et des boiards ivres ; il les harangua, il les menaça, il les supplia : aucun des conjurés n'osa le frapper ; mais tous persistèrent à repousser l'usurpation et à soutenir en apparence les droits de Constantin : les cris redoublaient, la révolte se propageait comme un incendie. Nicolas avait fait cerner la place, principal théâtre de l'insurrection : le canon chargé à mitraille répondit aux premiers coups de fusil qui partirent des rangs des rebelles ; en peu d'instants, il ne resta de cette échauffourée que cinq cents cadavres sur le pavé. Nicolas, qui venait de faire preuve de courage, de sang-froid et d'énergie, eut bientôt entre les mains tous les chefs de la conspiration. Le prince Troubelskoï, arrêté un des premiers, révéla les noms et les plans de ses complices. Quelques-uns, condamnés à être écartelés, furent pendus, par commutation de peine ; les autres furent envoyés aux mines de Sibérie. Les arrestations et les jugements continuèrent pendant plusieurs mois. Une commission d'enquête, instituée pour rechercher les causes et les auteurs des événements du 26 décembre, constata dans son rapport officiel, que « des jeunes gens, d'une imagination ardente et déréglée, entraînés par les pernicious exemples des révolutions dont l'Europe a été bouleversée pendant trente ans, » s'étaient abandonnés au *rêve d'une réforme absolue* en Russie et avaient combiné *dans les ténèbres* les moyens de l'accomplir. Cette conspiration était la suite de celle découverte en 1817 et qui avait si brusquement modifié les aspirations libérales de l'empereur Alexandre : divers attentats sur la vie de ce prince n'avaient échoué que par des circonstances imprévues. Ce rapport ne donnait que trop à soupçonner le genre de mort qui avait rendu le trône de Russie vacant. L'empereur Nicolas s'empressa de déclarer à ses alliés qu'il conformerait sa politique à celle de son prédécesseur, et qu'il serait, comme lui, le ferme soutien de la Sainte-Alliance.

La mort d'Alexandre semblait donc ne devoir pas déranger ce qu'on nommait l'équilibre européen : cette mort, qu'on attribuait généralement à un assassinat, n'occupa qu'un moment l'attention publique en France; les souvenirs de 1814 et de 1815 étaient trop récents pour qu'on donnât des regrets à l'implacable ennemi de Napoléon, à l'instigateur de la coalition étrangère. On n'invectiva pas sa mémoire : on rappela le meurtre de Paul 1^{er} et la captivité de Sainte-Hélène. Ce fut là son oraison funèbre. Mais Charles X n'oublia pas son *magnanime* allié, dans son discours prononcé à l'ouverture de la session, le 31 janvier 1826. Ce discours du trône annonçait la reconnaissance de l'indépendance de Saint-Domingue et l'indemnité accordée aux anciens colons par la république haïtienne, dont Boyer était alors président. L'opinion ne s'arrêta guère sur ce fait accompli, mais elle déceuvrit, à travers une phrase obscure, où il était question de *conserver le patrimoine des familles*, le rétablissement du droit d'aînesse, que le garde des sceaux ne craignit pas de proposer aux Chambres dans un projet de loi sur les successions et les substitutions. Ce projet de loi, qui fut présenté le 10 février à la chambre des pairs, éveilla dans le public autant de surprise que d'indignation. On ne pouvait douter qu'il y eût, de la part du ministère, une ferme intention de reconstituer l'ancien régime en modifiant successivement la législation du pays. La chambre des députés promettait d'ailleurs de se plier à toutes les propositions du ministère. Au discours du roi, qui se flattait de savoir concilier le maintien de l'ordre et la répression de la licence, elle avait répondu en invitant le roi « à défendre les libertés publiques même de leurs propres excès et à les protéger contre une licence effrénée qui, sans respect pour les choses les plus saintes et les personnes les plus sacrées, répand chaque jour ses poisons corrupteurs. » Il y avait là une sorte de représailles contre l'arrêt de la cour royale dans le procès du *Constitutionnel* et du *Courrier Français*. La Chambre eut bientôt l'occasion de montrer ce qu'elle entendait par cette licence effrénée : Sallaberry lui dénonça un article inséré dans le *Journal du Commerce* du 7 décembre dernier, article dans lequel on représentait la Chambre comme un corps qui ne s'était servi de ses pouvoirs qu'*au profit d'intérêts personnels*, et qui ne pouvait être que le *tuteur naturel des courtisans et des commis*. Cet article fut jugé injurieux pour la Chambre, et l'éditeur responsable se vit traduire à la barre de l'assemblée. Cet éditeur responsable, qui n'était qu'un *homme de paille*, eut pour défenseur l'avocat Barthe, dont le plaidoyer élargit la défense en l'appliquant à la liberté de la presse. Malgré les sages observations de Royer-Collard et de Benjamin Constant, la liberté de la presse fut condamnée, dans la personne du gérant du journal, à un mois de prison et à cent francs d'amende, minimum de la peine. Sallaberry, appuyé par ses plus fougueux collègues, avait réclamé le maximum. La presse ne ralentit pas son zèle à la suite de cette condamnation; elle continua de poursuivre et d'attaquer l'esprit rétrograde et réactionnaire sous toutes ses formes, mais elle évita plus soigneusement de donner prise

aux réquistaires et aux procès. L'opposition était presque sans forces dans les Chambres : elle avait dans la presse un immense levier. Ce fut la presse qui frappa de discrédit et d'impuissance la loi du droit d'ainesse, avant que la chambre des pairs eût donné cette satisfaction au sentiment national. Le garde des sceaux demandait que, dans toute succession en ligne directe et payant trois cents francs d'impôt foncier, le préciput légal fût attribué à l'aîné des enfants, à moins que le père ou l'ascendant n'eût disposé de ce préciput. Il y avait là une intention manifeste de rétablir l'ancien droit d'ainesse, du moins dans l'aristocratie. Peyronnet ne cacha pas que son but, en présentant cette loi, était de reconstituer la grande propriété et de fortifier l'élément aristocratique. Grâce à la presse, le pays, tout d'une voix, protesta contre ces velléités d'ancien régime : la bourgeoisie, surtout, s'indigna et se lamenta. Le ministère ne doutait pas que la chambre des pairs ne défendit son propre intérêt de caste et de fortune en défendant le projet de loi. Le rapport de Malleville conclut, en effet, à l'adoption de ce projet ; mais les vices et les dangers d'une pareille loi furent signalés avec beaucoup de logique et d'énergie par Molé, de Barante, de Choiseul, de Broglie, Siméon, Daru et surtout de Lanjuinais. « Les lois, dit de Barante, les lois qui ne sont pas conformes aux habitudes, aux affections, aux opinions d'un peuple, sont des paroles, et rien de plus ! Tandis que les ministres, dédaignant la sage coopération du temps, s'attribuent le pouvoir de transformer la France à leur gré, tout reste comme auparavant, avec le mécontentement de plus. » Malgré l'appui timoré que Pasquier et Lainé prêtent au projet ministériel, malgré la phraséologie sèche et vide de Villèle et de Corbière, malgré les déclamations monarchiques de Peyronnet, le projet de loi fut réduit, dans la séance du 47 mai, à un article unique relatif aux substitutions facultatives, et entièrement dégagé du droit d'ainesse. Ce vote, que cent vingt voix avaient résolu contre quarante-trois, produisit une explosion générale de joie et fut acclamé comme un triomphe de la Charte. Le ministère, averti par cet échec, n'essaya pas, dans cette session qui fut presque insignifiante, de défer de nouveau l'opinion ; il avait hâte d'arriver au budget, qui ne s'élevait qu'à vingt-six millions de plus qu'en 1824, et qui présentait un déficit dans les recettes. Ce budget ne rencontra pas d'obstacle sérieux, et le vote qui l'adopta, le 6 juillet, fut suivi de la clôture des Chambres.

L'opinion, en ce moment, n'avait pas le loisir de chicaner le ministre des finances sur son administration imprévoyante et prodigue : elle était exclusivement absorbée par la guerre des jésuites. L'arrêt de la cour royale, dans le procès du *Constitutionnel* et du *Courrier Français*, réveillait en France la vieille tradition des libertés gallicanes. Tandis que le parti prêtre, loin de courber la tête sous cet arrêt, se concertait pour la résistance, un nouvel adversaire, plus terrible à lui seul que la polémique des feuilles libérales, entra dans la lice. Le comte de Montlosier, royaliste éprouvé, homme austère et pieux, qui vivait en ermite dans les montagnes d'Auvergne, publia son *Mé-*

moire à consulter sur un système religieux politique, et tendant à renverser la religion, la société et le trône : 1° par une multitude de congrégations religieuses et politiques; 2° par le rétablissement de la Société des Jésuites; 3° par l'ultramontanisme; et 4° par les envahissements du clergé. Ce *Mémoire à consulter*, adressé à la chambre des pairs, eut un prodigieux retentissement dans le public, et fit une sensation profonde parmi les congréganistes. C'était pour les jésuites une question d'être ou de n'être pas. Ils choisirent le meilleur parti en cessant de se cacher, et le ministre des cultes, Frayssinous, qui obéissait à leurs inspirations, avoua pour la première fois leur existence, à la face du pays; il eut soin, toutefois, de les faire petits et humbles, en déclarant que ces révérends pères ne possédaient que sept maisons d'éducation, collèges ou séminaires. L'aveu était formel; et depuis ce moment-là, le gouvernement ne prit plus la peine de nier, comme il l'avait fait, l'invasion des jésuites dans l'enseignement universitaire. En même temps, le parti prêtre, dont les empiétements et la marche souterraine étaient signalés aux défiances de l'opinion et à la sévérité de la justice, se redressa fièrement, se montra au grand jour et ne dissimula plus ses progrès d'invasion. Le roi, et la coterie jésuitique qui l'entourait, relevèrent le gant que leur avait jeté la cour royale et devinrent les champions officiels du parti prêtre. Le duc Mathieu de Montmorency, l'âme et la tête de la Congrégation, venait de mourir subitement dans l'église de Saint-Thomas-d'Aquin, pendant les offices du Vendredi-Saint (24 mars) : on lui donna pour successeur, auprès du duc de Bordeaux, le marquis de Rivière, jésuite de la pire espèce, fanatique et inintelligent. En faisant de ce capitaine des gardes du corps du roi un gouverneur de prince, on ne crut pas avoir encore assez fait pour l'éducation du jeune héritier du trône : on lui adjoignit donc, en qualité de précepteur, l'abbé Thorin, évêque de Strasbourg, ami de l'évêque d'Hermopolis et sectateur dévoué des jésuites. On parlait ouvertement, à la cour, de la nécessité d'autoriser, par ordonnance royale, la résurrection de la Compagnie de Jésus en France. L'archevêque de Paris, de Quélen, un des directeurs suprêmes de la Congrégation, avait cru préparer les esprits à une sorte de restauration jésuitique, en célébrant avec pompe le Jubilé : sermons, stations, processions, quêtes, rien ne manqua pour attirer une grande affluence de fidèles, qui obéissaient moins à une dévotion véritable qu'à des raisons de mode, de curiosité et d'intérêt. Charles X et sa famille suivaient à pied les processions; la quatrième et dernière (3 mai) fut complétée par la pose et la bénédiction de la première pierre d'un monument expiatoire à la mémoire de Louis XVI, sur la place de la Concorde. On ne se lassait pas de remettre en cause les actes de la Révolution et de la traîner sans cesse aux gémonies, toute couverte du sang de Louis XVI. La population de Paris ne s'associait pas plus à ces démonstrations politiques qu'aux exagérations religieuses qui en étaient l'accompagnement ordinaire; la foule regardait et ne criait pas même *vive le roi*. Cependant l'accusateur des jésuites, le comte de Montlosier, n'avait pas commencé sa croisade pour l'aban-

donner aussitôt. On s'était flatté d'arrêter cette croisade menaçante, par une déclaration que signèrent deux cardinaux-archevêques, quatre archevêques, et sept évêques (3 avril), déclaration qui fut rendue publique après avoir été présentée au roi. Dans cette déclaration, l'épiscopat français reconnaissait l'indépendance pleine et absolue des souverains dans l'ordre temporel, vis-à-vis de toute autorité ecclésiastique. Mais tous les prélats qui tenaient de loin ou de près à la Congrégation s'étaient abstenus d'adhérer à une déclaration contraire aux doctrines ultramontaines. L'auteur du *Mémoire à consulter* ne suspendit pas ses plans d'attaque, en présence de cette démarche conciliatrice; il adressa une *Pétition à la chambre des pairs*, puis une *Lettre d'accusation au procureur-général*, puis enfin une *Dénonciation aux Cours royales*, pour réclamer l'exécution des lois à l'égard des jésuites, bannis de France par l'arrêt du Parlement de 1762. Il avait appuyé sa requête sur une consultation énergique, signée des principaux avocats du barreau de Paris; il trouva dans la chambre des pairs un rapporteur sympathique pour sa pétition : Portalis proposa le renvoi de cette imposante pétition au président du conseil des ministres; il trouva, dans la Cour royale de Paris et dans celles des départements, une approbation plus éclatante encore. Le 18 août, toutes les chambres de la Cour assemblées, un arrêt fut prononcé, qui opposait les anciens arrêts et édicts au rétablissement de la Compagnie de Jésus; qui rappelait l'incompatibilité des principes professés par cette compagnie avec l'indépendance de tous gouvernements, et surtout avec la Charte constitutionnelle, et qui invitait la haute police du royaume à supprimer et dissoudre ces congrégations, associations ou autres établissements, formés au mépris des lois existantes. Cet arrêt, dont le procureur-général Jacquinot de Pampelune avait voulu empêcher le délibéré, eut des échos éclatants dans les arrêts analogues des Cours royales de Douai, d'Amiens et de Nancy. La législation des parlements se redressait de toutes parts contre les jésuites. « La Congrégation, avait dit Agier à la tribune de la chambre des députés (15 mai), domine la France et le ministère lui-même; elle éloigne de la religion, elle aliène les cœurs au roi par son esprit inquisitorial; elle trouble la foi au lieu de la fortifier; elle divise la famille et les amis. » Cette *influence* de la Congrégation, qu'on avait considérée longtemps comme une fiction inventée par le parti libéral et philosophique, était désormais avouée également par ceux qui la combattaient et ceux qui la subissaient : elle faisait corps avec le gouvernement et dirigeait son action dans les moindres détails administratifs et politiques. On nommait tout haut les chefs de cette vaste machine jésuitique, qui agissait d'une manière occulte sur tous les ressorts de la société et de l'État. L'abbé Liautard et l'abbé Ronsin avaient, disait-on, la direction suprême d'un comité secret, dans lequel siégeaient des cardinaux et des évêques : il est plus probable que ces deux jésuites acceptaient seulement la responsabilité des décisions du comité, qui tenait ses séances soit au séminaire de Montrouge, soit dans l'hôtel du duc de Rohan, soit aux Missions-Étrangères, soit au ministère des

cultes. Aux dénonciations de Montlosier, aux consultations des avocats, aux arrêts des Cours royales, aux accusations des journaux, la Congrégation ne répondit que par un redoublement de propagande, d'activité et d'audace. C'était en chaire, c'était dans les prédications des missionnaires, que le jésuitisme foudroyait ses ennemis, qu'il poursuivait sans cesse des noms d'*athées* et de *philosophes*. Ces missions, qui s'adressaient aux villos les plus éclairées de la France, ne servaient qu'à y raviver le levain des querelles religieuses; le peuple n'apprenait pas à devenir plus moral, plus intelligent ni meilleur, en assistant à des plantations de croix, à des processions, à des stations, à des sermons enfin, accompagnés de cantiques ridicules et de mômeries grotesques: le peuple devenait seulement plus superstitieux et plus hypocrite. Les missionnaires n'arrivaient pas dans une localité sans y exercer une domination presque absolue: les autorités publiques courbaient la tête devant eux; la confession leur gagnait les femmes; par les femmes, ils étaient maîtres des familles. La foule se ruait sur leurs pas, moins par dévotion que par curiosité: une mission, pour la plupart, n'était pas autre chose qu'un spectacle. Cependant le parti de l'opposition, qui se composait des jeunes gens en général, ne pillait pas de si bonne grâce sous la main bénissante des *disciples de Loyola*; il y avait partout une résistance systématique qui troublait plus ou moins sérieusement les *exercices des révérends pères*. De là, des violences fâcheuses de part et d'autre, des brutalités de police, des luttes, des arrestations, du tumulte enfin qui avait quelquefois le caractère d'une émeute. A Lyon, à Bordeaux, à Avignon, à Rouen surtout, ces scandales se reproduisirent presque avec la même mise en scène. Dès que les missionnaires montaient en chaire, on demandait au théâtre la représentation du *Tartufe*, de Molière. Défense de jouer cette comédie avait été transmise de Paris à tous les préfets et sous-préfets. *Tartufe* ne pouvait donc obtempérer aux vives réclamations du parterre qui, expulsé de la salle de spectacle, continuait ses cris dans la rue. Le *Tartufe* de Molière était ainsi une protestation contre les jésuites. La presse, et principalement ce qu'on nommait la petite presse, soutenait avec une infatigable vivacité ces démonstrations anti-jésuitiques: ici, les journaux de littérature, tels que la *Pandore* et le *Figaro*, criblaient d'épigrammes la Congrégation et le ministère; là, les grands journaux politiques criaient baro sur le jésuite, dès qu'ils croyaient voir l'ombre de sa robe noire. La librairie exploitait aussi le sujet à la mode; ce n'étaient que pamphlets, chansons, satires, brochures en vers et en prose contre les jésuites anciens et modernes. On publiait sous toutes les formes l'histoire et la morale de la Compagnie de Jésus. La gravure et la lithographie trempaient aussi aux mêmes sources l'arme puissante de la caricature. La presse était donc une hydre à mille têtes aboyantes, qui se multipliaient sans cesse, à mesure que les persécutions de police, les condamnations judiciaires et les menées corruptrices abattaient une de ces têtes insidieuses, faisaient taire une de ces voix. La Congrégation résolut de tuer la presse.

Un projet de loi, ingénieusement élaboré dans l'officine de Montrouge, projet rempli de combinaisons insidieuses et de ressources cachées, fut soumis à Peyronnet qui l'approuva, non sans y avoir ajouté quelques traits de sa main, et qui le fit approuver par son collègue, de Villèle. Celui-ci se chargea de le faire adopter par le roi, et le roi en reconnut l'utilité, en applaudit la rédaction; à l'ouverture de la session, le 12 décembre, le discours du trône annonçait la nouvelle loi en ces termes : « J'aurais désiré qu'il fût possible de ne pas s'occuper de la presse; mais à mesure que la faculté de publier des écrits s'est développée, elle a produit de nouveaux abus qui exigent des moyens de répression plus étendus et plus efficaces. Il était temps de faire cesser d'affligeants scandales et de préserver la liberté de la presse elle-même du danger de ses propres excès. » On s'attendait à quelque loi plus sévère que celles qui avaient, pour ainsi dire, marqué chaque année du gouvernement représentatif; mais toutes les prévisions furent bien dépassées par le projet que Peyronnet eut le courage d'apporter à la chambre des députés dans la séance du 30 décembre. Une partie de l'assemblée, animée des préjugés les plus hostiles à l'égard de la presse, accueillit avec transport cet arrêt de proscription lancé contre elle; les hommes sages et prudents de tous les partis blâmèrent ces rigueurs exorbitantes invoquées contre les écrivains, les imprimeurs et les libraires; la gauche fit entendre des murmures et des exclamations de surprise : « C'est la censure ! » dit Benjamin Constant, après la lecture du premier article. « Autant vaudrait, dit Casimir Périer en haussant les épaules, proposer un article portant : L'imprimerie est supprimée en France au profit de la Belgique. » Le projet de loi, en effet, n'allait à rien moins qu'à rendre impossible l'émission de la pensée par la voie de la presse; les ressorts de cette loi perfide avaient été si bien prévus et si bien ordonnés, que l'imprimerie et la librairie devaient être désormais à la merci du gouvernement et par conséquent de la Congrégation. Cette loi exigeait le dépôt des livres, cinq jours et dix jours avant la publication, pour les ouvrages au-dessus et au-dessous de vingt feuilles d'impression; tout déplacement des exemplaires imprimés, hors de l'imprimerie, avant le délai fixé, serait considéré comme tentative de publication illégale; les écrits de cinq feuilles d'impression et au-dessous ne pourraient paraître qu'avec le timbre fixe; les écrits périodiques porteraient les noms et adresses du propriétaire ou gérant et de l'imprimeur, et toute fausse déclaration à cet égard entraînerait la suppression immédiate du journal; les amendes et la pénalité en cas de délits de presse, étaient augmentées dans une proportion effrayante; les droits de timbre subissaient un accroissement énorme; enfin, l'imprimeur devenait civilement responsable des amendes, dommages-intérêts et frais, résultant de la condamnation du propriétaire de journal ou de l'auteur du livre, qu'il aurait imprimé. Il y avait encore une foule de moyens ingénieux de ruiner à la fois l'écrivain et son imprimeur. Peyronnet, dans l'exposé des motifs, eut l'impudeur de déclarer qu'il n'avait rédigé son projet de loi que *par amour*

de la liberté de la presse : « S'il n'était pas mis un frein à une licence aussi effrénée, dit-il, la liberté de la presse ne serait bientôt plus que la liberté des profanations, des diffamations et des impostures. » Ce projet, qui fut qualifié de *monstrueux* au moment où il vit le jour, excita encore plus d'indignation que les lois du sacrilège et du droit d'aïnesse : le sentiment national s'éveilla tout à coup et se prononça, avec une formidable unanimité, contre cette odieuse tentative d'oppression ; chacun comprit que toutes les libertés étaient comme renfermées dans cette liberté de la presse qu'on voulait annihiler, sous prétexte de la réglementer et de la faire inoffensive. Jamais le ministère n'avait été en butte à pareille explosion de colère et d'injures. Les journalistes de toutes les opinions s'accordaient pour blâmer, pour flétrir la loi qui allait les frapper indistinctement dans leur fortune, même dans leur personne. Les nombreuses industries qui se rattachent à celle de l'imprimerie, protestaient à la fois par la bouche des ouvriers qu'elles faisaient vivre, et dans ce concert de malédictions que recueillait déjà le ministère, on distinguait les plaintes des classes intelligentes qui se voyaient accusées et poursuivies comme suspectes de *licence effrénée*. Cette question de la presse domina toutes les autres, et ceux même qui n'avaient jamais songé qu'elle existât ou qu'elle pût exister, se préoccupèrent gravement de son existence : on ne parlait que de la *loi Peyronnet* (comme on l'avait surnommée d'abord), dans les salons, dans les cafés, dans les ateliers, dans les écoles surtout ; on se demandait ce qui adviendrait de cette audacieuse entreprise du ministère contre la plus précieuse des libertés publiques. L'Académie française ne crut pas devoir rester indifférente ou passive au milieu de l'émotion générale : sur la proposition de deux de ses membres, Lacroix et Villemain, elle décida, dans sa séance extraordinaire du 16 janvier 1827, qu'elle rédigerait une Adresse au roi, pour le supplier d'épargner la presse. L'archevêque de Paris, de Quélen, avait voulu s'opposer à l'intervention de l'Académie, corps essentiellement littéraire, dans une affaire exclusivement politique ; mais l'Académie n'en avait pas moins passé outre, à la majorité de dix-sept voix contre neuf. L'Adresse, préparée par Chateaubriand, Villemain et Lacroix, fut approuvée par l'Académie qui devait la faire présenter au roi par les membres de son bureau. Le roi fit savoir, par le premier gentilhomme de service, à l'Académie française, qu'il ne recevrait ni la députation, ni l'Adresse. Peu de jours auparavant, Charles X avait donné un témoignage public de son mécontentement au sujet de cette protestation académique, en frappant de destitution trois des académiciens qui en avaient pris l'initiative : Lacroix, Villemain et Michaud ; celui-ci cessait d'être lecteur du roi ; le second, maître des requêtes, et le premier, censeur dramatique. Les trois victimes de leur libérale conduite furent dédommagés de cette disgrâce par les acclamations de la reconnaissance publique. La démarche projetée par l'Académie produisit un effet immense dans l'opinion, et l'on peut la considérer comme le coup le plus terrible qui ait été porté à la loi. Le garde des sceaux comprit si bien de quel

poids était l'opinion de l'Académie, qu'il essaya de la combattre et de la réfuter dans une apologie maladroite et ridicule de son projet de loi; le *Moniteur* publia cette pièce étrange, dans laquelle on appelait la nouvelle loi sur la presse une *loi de justice et d'amour*. On n'oublia pas de relever la singulière expression qui était échappée à la phraséologie ampoulée du ministre, et sa malencontreuse loi ne fut plus qualifiée autrement. Elle avait été stigmatisée ainsi par ses propres auteurs, qui ne plaisantaient pas, eux, en se servant du langage mystique des comtes de Maistre et de Bonald.

L'attention générale était tellement absorbée par la *loi de justice et d'amour*, qu'elle daignait à peine s'arrêter sur des faits politiques qui l'auraient saisie dans des temps ordinaires. Les yeux et les esprits se détournèrent presque de la Grèce où la guerre de l'indépendance semblait s'alanguir et s'éteindre; du Portugal, où l'infant don Miguel, toujours exilé à Vienne, menaçait, par ses intrigues absolutistes, la couronne constitutionnelle de l'infante Dona Maria, en faveur de qui son grand-père Jean VI avait abdiqué; de l'Amérique, où le libérateur Bolivar renonçait à la présidence de la république de Colombie qu'il avait fondée, et rentrait, comme Washington, dans la vie privée. La seule affaire de la France, en ce moment, semblait être une opposition passionnée contre le ministère et contre tous ses actes, que résumait, pour ainsi dire, la loi de la presse. On ne sut aucun gré au ministère de proposer une loi pour la répression de la traite des noirs (27 décembre 1826); on ne remarqua seulement pas qu'il s'appropriait encore à dénaturer l'institution du jury, sous prétexte de l'organiser par une loi (16 décembre). Toute la situation était comprise dans cette loi de la presse, auprès de laquelle les plus utiles et les plus dangereuses paraissaient également insignifiantes. La mort du maréchal Suet, celle de Caulaincourt, celle de Stanislas Girardin, celle du savant Laplace, passèrent inaperçues au milieu de cette grande anxiété nationale. Il y eut pourtant une mort qui fit diversion un instant à l'objet unique des inquiétudes populaires et qui ajouta un grief de plus aux accusations que le ministère avait plus ou moins méritées. Un homme de bien, le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, succomba, dit-on, au chagrin qu'il ressentait de se voir éloigné, par le ministère, des établissements de bienfaisance et d'utilité publique qui lui devaient leur fondation ou leur prospérité: ses obsèques (30 mars) réunirent un de ces cortèges solennels, que l'estime, l'admiration et la gratitude du peuple donnaient alors aux grands citoyens dont il pleurait la perte; mais la police avait reçu l'ordre de s'opposer, même par la force, à toute manifestation de cette espèce. Quand les élèves de l'École de Châlons voulurent porter le corps de leur vertueux bienfaiteur, une lutte déplorable s'engagea entre eux et les soldats, devant l'église de l'Assomption où le service funèbre venait d'être célébré: le cercueil, qu'un officier de police ordonnait de replacer sur le corbillard, fut violemment arraché des mains qui s'en étaient emparées, et il alla tomber, à demi brisé, dans la boue, avec les insignes de la pairie qui ne l'avaient pas protégé contre une profanation inouïe.

Le ministère fut fait responsable de la brutalité de ses agents : la France entière entendit avec horreur le bruit sourd de cette bière se brisant sur le pavé. A la chambre des pairs, le grand référendaire, de Sémonville, rendit compte de ce scandale et demanda justice au nom de la famille de La Rochefoucauld. Le ministère, pour toute réparation, justifia sa police, en disant dans le *Journal de Paris* : « Il fallut que la force armée intervint pour que tout se passât suivant les usages. » Le ministère triomphait : sa *loi de justice et d'amour*, après une ardente discussion, avait été votée le 12 mars à la chambre des députés. Cette discussion fut à la fois une attaque et une défense systématiques du ministère. « Non-seulement le projet de loi doit être rejeté, s'écria Labbey de Pompières, mais les ministres doivent être mis en accusation ; chaque année de leur ministère, ils ont déchiré un feuillet de la Charte ! » Royer-Collard, dans un de ses plus beaux discours, écrasa de son mépris cette loi du ténèbres, et il en prédit les conséquences dans ce peu de mots : « Plus d'écrivains, plus d'imprimeurs, plus de journaux, ce sera le régime de la prassel ! » Gauthier, de la Gironde, royaliste des Cent-Jours, ne ménagea pas davantage la *justice et l'amour* du ministère ; mais, aux adversaires logiques et consciencieux de son projet de loi, le ministère opposa le ban et l'arrière-ban de ses séides, de ses créatures, de ses *ventrus* et de ses *muets*. Dupilla, de Rougé, Nicot de Ronchaud, Humbert de Sesmaisons, célébrèrent à l'envi les louanges du ministère et de la loi ; de Salaberry représenta la presse comme une *huitième plaie* dont Dieu avait oublié de frapper l'Egypte ; Sirieys-Mariniae demanda des mesures plus rigoureuses encore contre la liberté de penser et d'écrire ; de Frénilly proposa gravement de créer une haute cour de censure. Tout ce que purent dire de Villèle et Peyronnot, après ces incroyables théories d'obscurantisme et d'oppression, devait paraître timide et modéré. Deux cent trente-trois voix contre cent trente-quatre proclamèrent leur victoire. Mais la réprobation publique ne se ralentit pas, et lorsque la *loi de justice et d'amour* fut apportée à la chambre des pairs, on eut des raisons de pressentir que cette Chambre, mieux inspirée que l'autre, refuserait sa sanction à une loi aussi funeste et aussi impopulaire. La commission, chargée de l'examiner, avait été choisie surtout parmi les pairs qui n'appartenaient ni à la Congrégation ni au parti ministériel. De Broglie, de Portails, de Bastard et Portal ne pouvaient admettre un projet que les ducs de Brissac et de Lévis eussent peut-être accepté ; ils y firent de tels changements, que Peyronnet lui-même n'eût pas voulu reconnaître son œuvre. Cette bonne nouvelle commençait à circuler, lorsque Charles X, qui ne soupçonnait pas le triste accueil que l'opinion publique avait fait au complot des jésuites contre la presse, en fut tout à coup averti, non par ses flatteurs, mais par le peuple. Ses flatteurs lui avaient conseillé de donner un anniversaire au 12 avril 1814, jour de sa première entrée dans Paris ; comme l'anniversaire tombait le mercredi saint, on remit la fête au dimanche de Pâques (17 avril). En l'honneur de cet anniversaire, tous les postes des Tuileries furent occupés exclusivement par la

garde nationale, en mémoire du dévouement monarchique dont elle avait fait preuve en 1814. Le roi reçut le matin les félicitations des Chambres, de la magistrature et de tous les grands corps de l'Etat; puis, il descendit dans la cour du Carrousel, en uniforme de colonel-général de la garde nationale et honora de sa présence la parade des gardes nationaux qui relevèrent les gardes du corps et la garde royale de service au château. Il fut étonné, consterné du silence morne et glacial qui régnait sur son passage : les gardes nationaux étaient muets sous les armes; la foule, qui remplissait la place, imitait leur contenance; la police avait oublié de se mettre en frais de cris de *vive le roi!* Charles X demanda la cause de cette froideur, de ce silence : quelqu'un osa la lui dire. Il fit appeler les ministres; il ne songea pas à leur reprendre leurs portefeuilles; mais il leur enjoignit de retirer sur-le-champ la *loi de justice et d'amour*. Le lendemain, le garde des sceaux montait à la tribune de la chambre des pairs, pour annoncer sans préambule que son projet de loi était retiré par ordonnance du roi. Cette ordonnance fut reçue avec des transports d'allégresse; le soir même, tout Paris retentissait de cette grande nouvelle; on chantait, on dansait dans les rues. Il y eut une illumination générale, accompagnée de pétards et de feux de joie. La police ne se montra nulle part, et l'ordre ne fut pas troublé. La France entière fit écho à l'enthousiasme de la capitale : les cris de *Vive le roi! vive la Charte! vive la chambre des pairs! vive la liberté de la presse!* retentirent partout, comme pour saluer la retraite du ministère déplorable. On croyait que les ministres ne résisteraient pas à cette éclatante manifestation de l'opinion publique; on attendait, de jour en jour, qu'ils se fissent justice eux-mêmes en apportant au roi leur démission; les bruits d'un changement de ministère se propageaient même à la cour. On parlait aussi d'un changement de système par suite de l'entrée probable des royalistes constitutionnels dans le nouveau cabinet. On désignait Chateaubriand, Pasquier, Siméon, Roy, Royer-Collard, comme appelés à faire partie de ce cabinet. Il est vrai cependant que, selon d'autres rapports contradictoires, on prétendait que le prince de Polignac, le comte de La Bourdonnaye et Hyde de Neuville allaient composer, sous la présidence du dauphin, un ministère plus rétrograde encore que celui de Villèle et de Peyronnet. Ce dernier ministère existait toujours, sous l'arrêt imposant des antipathies nationales. A peine si l'on remarqua qu'il venait d'essayer un échec déguisé dans le vote définitif de la loi du jury par la chambre des pairs (27 avril). Il avait demandé que les jurés fussent pris parmi les membres des collèges électoraux; il espérait ainsi diminuer le nombre des électeurs, en les effrayant de la pénible charge des devoirs de juré; il attribuait aussi cette prérogative sociale à la richesse seule. Mais la chambre des pairs changea l'esprit de cette loi, en adjoignant aux électeurs censitaires plusieurs catégories de capacités et en écartant les fonctionnaires publics salariés. Ce fut dans la discussion de ce projet de loi modifié et amendé, que Pasquier fit entendre pour la première fois le mot de *réforme électorale*, et osa dire « que d'autres capacités

que celles du cens devraient aussi conférer le droit de participer à l'élection. » La crise ministérielle préoccupait trop tous les partis, pour qu'un pareil avertissement, tombant d'une pareille bouche, fût recueilli, étudié et commenté par l'opposition libérale.

On s'étonnait généralement que les ministres fussent encore à leur poste, douze jours après le retrait de la loi sur la presse. Un ordre du jour du maréchal duc de Reggio, daté du jour même de ce retrait mémorable, avait prévenu la garde nationale que le roi, *pour lui donner une nouvelle marque de bienveillance*, la passerait en revue le dimanche 29 avril. La plus belle journée de printemps favorisa cette revue. A une heure les treize légions de la garde nationale parisienne, offrant un effectif de dix-huit à vingt mille hommes, étaient rangées dans le Champ-de-Mars; une immense foule se pressait sur les talus et couronnait les hauteurs de Chaillot: ce n'étaient que des curieux attirés par le spectacle de cette fête militaire. Le roi parut à cheval, accompagné du dauphin, du duc d'Orléans et du duc de Chartres: ses aides de camp et les officiers de sa maison formaient un nombreux et brillant cortège que suivaient en calèche découverte la dauphine, la duchesse de Berry et la duchesse d'Orléans. Les cris de *Vive le roi!* éclatèrent avec enthousiasme sur le passage du roi, à qui le retrait de la *loi de justice et d'amour* avait rendu tout à coup une popularité plus grande que jamais. Mais, à ces acclamations unanimes, se mêlaient quelques cris isolés de *Vive la charte!* et *Vive la liberté de la presse!* Ces cris-là n'avaient pas été prévus dans le programme de la revue, et le roi les entendit avec un malaise visible. Ce fut bien pis quand d'autres cris, timides et rares d'abord, puis bientôt plus hardis et plus nombreux, sortirent des bataillons de la garde nationale devant lesquels passaient le roi et son cortège: *A bas les ministres!* *A bas les jésuites!* criait-on çà et là dans les rangs. Ces clameurs devinrent plus vives, lorsque Charles X arriva devant le front de la 7^e légion; son visage se rembrunit, et il dit haut, d'une voix irritée: « Je suis venu ici pour recevoir des hommages et non des leçons. » Les mêmes cris se reproduisaient autour de la calèche des princesses, mais ils étaient poussés par une bande d'individus déguenillés qui semblaient obéir à un mot d'ordre secret, et qui poussaient des hurlements sauvages, en courant et en s'agitant comme des énergumènes. La présence de plusieurs bandes de la même espèce, vociférant de la même manière, fut signalée sur divers points du Champ-de-Mars. Le départ du roi ne fit pas cesser les démonstrations de la garde nationale, qui rentra dans Paris en criant tour à tour: *Vive le roi!* et *A bas les ministres!* Ces cris avaient redoublé sous les fenêtres de Villèle et de Peyronnet, à la place Vendôme et dans la rue de Rivoli. On a prétendu que des agents provocateurs eurent l'initiative de cette manifestation contre les jésuites et contre les ministres. Quoi qu'il en soit, la police était sur pied, ce jour-là; on avait doublé les postes et consigné les troupes dans les casernes, comme si l'on s'attendait à quelque désordre. Aucun désordre n'eut lieu, et le soir, des illuminations volontaires, avec devises et

transparents, célébrèrent l'anniversaire de l'entrée du comte d'Artois à Paris. Ce soir même, le roi, mécontent et attristé, autorisa cependant le maréchal Oudinot à témoigner sa satisfaction, dans un ordre du jour, à la garde nationale : « L'effet total de la revue, lui dit-il, a été satisfaisant; s'il y a quelques brouillons, la masse est bonne ! » Trois heures après, le maréchal apportait l'ordre du jour qu'il avait préparé; mais le roi ne voulut pas le lire, et dit sèchement qu'il avait changé d'avis : « Pas d'ordre du jour, monsieur le maréchal ! » Le duc de Reggio se retira tout étonné de ce brusque changement dans les idées du roi. On tenait conseil des ministres, aux Tuileries : Villèle et Peyronnet étaient venus se plaindre de l'outrage qu'ils avaient reçu de la part de la garde nationale; ils déposèrent leur démission dans les mains de Charles X. Celui-ci, que son favori le marquis de Rivière excitait sans cesse à régner en Louis XIV, annonça la ferme résolution d'agir avec *vigueur*; alors Villèle lui proposa de licencier la garde nationale, pour la punir d'avoir voulu faire violence à la volonté du roi. Cette proposition fut énergiquement appuyée par Peyronnet, de Damas et de Clermont-Tonnerre; de Clabrol et l'évêque d'Hermopolis la jugèrent dangereuse et inopportune; le duc de Doudeauville la condamna comme insensée. Le roi l'approuva. Il avait été instruit, dans l'intervalle, des vociférations révolutionnaires et outrageantes, qui s'étaient élevées autour de la voiture des princesses; on lui mit ensuite sous les yeux un rapport de police dressé par Franchet, dans lequel la manifestation de la garde nationale était présentée comme un complot des sociétés secrètes, et comme le prélude d'une insurrection. Charles X signa l'ordonnance de licenciement, qui fut envoyée sur-le-champ au *Moniteur*, où elle parut le lendemain, et au maréchal duc de Reggio, qui avisa pendant la nuit à son exécution. A six heures du matin, tous les postes de la garde nationale étaient remis à la troupe de ligne. Ce fut dans tout Paris une stupeur profonde, lorsque la fatale nouvelle se fut répandue avec la rapidité et le retentissement d'un coup de foudre. On n'en croyait pas le *Moniteur*. A la stupeur succéda bientôt une indignation qui aurait pu dégénérer en protestation armée. Mais, en licenciant la garde nationale, on avait eu la prudence de ne pas la forcer à rendre ses armes; elle les conserva donc, ainsi que ses épaulettes et son uniforme, comme un souvenir de l'affront qu'elle avait reçu. L'existence de vingt mille fusils entre les mains de la population de Paris, n'était qu'une menace éloignée pour la royauté, qui s'applaudissait de sa vigueur. Il n'y eut aucune tentative d'émeute, aucun cri séditieux; mais chaque citoyen avait ressenti personnellement au fond du cœur le coup qui frappait la garde nationale en masse; le petit commerce surtout, qui voyait dans la garde nationale une sorte de privilège bourgeois, ne se consolait pas de le perdre ainsi. Le contre-coup de cette mesure brutale et impolitique réagit sur le cours de la rente qui baissa, et sur les affaires commerciales qui s'arrêtèrent. On comprit que le ministère était consolidé par l'audacieux coup d'État qu'il avait imaginé, car il fut à

peu près prouvé que le licenciement était projeté depuis longtemps, et qu'on n'attendait qu'une occasion favorable pour le décréter. La garde nationale était une institution, à laquelle les royalistes purs ne pouvaient pardonner son origine révolutionnaire, et que les hommes d'État de ce parti regardaient comme incompatible avec la royauté de droit divin. Le roi de Naples avait donné l'exemple au roi de France, en abolissant, par décret du 3 avril, toutes les gardes nationales de son royaume.

Les fidèles de la cour et de la Congrégation étaient en liesse, pendant que la presse sonnait l'alarme et appelait les citoyens à la défense des libertés publiques. « Enfin, nous avons un roi, un grand roi ! » répétaient en chœur les courtisans. « On leur a montré Louis XIV ! » disait le marquis de Rivière. Mais les vrais amis du roi, mais les hommes sages et clairvoyants avaient désapprouvé hautement une mesure qui était pleine de périls pour le présent et pour l'avenir. Le duc de Doudeauville, ministre de la maison du roi, donna une forme éclatante et solennelle à sa désapprobation : il se retira. Mais certaines négociations habiles empêchèrent son fils, Sosthène de La Rochefoucauld, de suivre sa retraite, et de Villèle tempéra l'effet moral de cette défection ministérielle, en décidant que le duc de Doudeauville ne serait pas remplacé, et que l'intendant du trésor de la couronne, le baron de La Boullerie, serait chargé par intérim des affaires de la maison du roi. De Villèle avait craint un moment de voir revenir de l'ambassade de Londres le prince de Polignac, pour succéder au duc de Doudeauville, et il savait, que de retour à Paris, le prince de Polignac ne tarderait pas à lui prendre la présidence du conseil des ministres. La consolidation du ministère *déplorable* était la conséquence du licenciement de la garde nationale. L'opposition, dans la chambre des députés, essaya de renverser les ministres en leur demandant compte de ce licenciement. L'orage éclata au milieu de la discussion du budget, dans la séance du 7 mai ; Laffitte accusait le ministre des finances d'avoir couvert par des mensonges le déficit considérable du budget : « Qu'avons-nous, dit-il, pour nous rassurer contre des prévoyances aussi sombres ? Serait-ce la fermeté du ministère ? Ce n'est pas en outrageant des citoyens, armés depuis quarante années pour le maintien de l'ordre, et qui inspireront le respect aux armées ennemies elles-mêmes. » Plusieurs membres de la droite l'interrompent en criant d'un air ironique : « Quo n'accusez-vous le ministère ? — Si j'étais député de Paris, reprend Laffitte, je proposerais l'accusation des ministres. — Que ne la proposez-vous ? lui crie-t-on de différents côtés, les uns avec raillerie, les autres avec conviction. — Que quatre députés se présentent pour proposer l'accusation, dit Laffitte, et je signerai le premier. » Pour quatre députés qu'il demande, vingt se lèvent à la fois : Benjamin Constant, Labbey de Pompières, Petou, Méchin, Thiard et toute l'extrême gauche. L'assemblée était en proie à une tumultueuse agitation. Mais la mise en accusation des ministres n'eut pas alors de suite. Villèle ne se justifia pas d'avoir *conseillé*, sinon *provoqué*, le licenciement de la garde nationale ; il déclara qu'il s'honorait de la part qu'il avait

prise ainsi à une mesure nécessaire, sur laquelle il refusait pourtant de s'expliquer. Dans les séances suivantes de la Chambre, le ministère fut en butte à des attaques plus vives encore. On entendit un royaliste éprouvé, de Lézardière, prédir la chute inévitable d'une administration lâche et répudiée par l'opinion : « C'est pour avoir méconnu les conditions actuelles de la monarchie, dit-il, que le ministère a perdu toute puissance sur l'opinion; qu'il a si gravement compromis la légitimité. » D'un côté, le comte de La Bourdonnais soufflait le feu de cette opposition royaliste contre un ministère dont il s'appropriait à recueillir la succession; de l'autre côté, la gauche, soutenue, excitée par le sentiment national, battait en brèche un système ennemi de toutes les libertés. Mais le ministère n'avait rien à craindre du vote de la chambre des députés. La majorité lui était inféodée : il l'avait achetée assez cher, il la payait assez exactement, pour pouvoir compter sur elle; la corruption des places et des pensions, les séductions des titres honorifiques, l'influence des dîners, avaient été employées avec impudeur dans ce trafic de voix et de consciences. Ce fut surtout dans la salle à manger que se forma cette ligue des *Trois cents*, ou des *Trois cents Spartiates*, qui votaient comme un seul homme, sur un mot, sur un geste des ministres. La réunion Piel, qui avait donné une comique célébrité à la rue Thérèse, où elle tenait table, faisait la principale force du ministère : dans ce cénacle gastronomique, on préparait, on discutait d'avance les votes de la Chambre; là se distribuaient les rôles qui se joignaient à la séance du lendemain. Il y avait une sorte de rivalité entre les ministres et les hauts fonctionnaires, pour se surpasser l'un l'autre dans le luxe des dîners, et le garde des sceaux, qui comprenait bien l'utilité de ces festins politiques, où venaient s'asservir les députés du centre ou du centre, comme on disait alors, s'était donné une vaste salle à manger, ornée de colonnes et de marbres, dont la décoration ne coûta pas moins de cent soixantemille francs; mais il eut à peine le temps d'inaugurer cette salle magnifique, quo n'égalait pas la salle à manger de l'hôtel du ministre des finances, quoique l'on n'eût rien épargné pour l'ornementation et l'ameublement de cet hôtel, construit à grands frais à l'angle des rues de Castiglione et de Rivoli : les salons de Villèle et la salle à manger de Peyronnet défrayèrent longtemps les épigrammes de la presse. Cependant le budget, malgré le déficit secret que Laflitte avait entrevu derrière les chiffres mensongers fournis par le ministre des finances, le budget venait d'être adopté, avec une augmentation de sept millions sur le budget précédent, augmentation que devait balancer celle des recettes, et que couvriraient au besoin les bons royaux. La presse n'eut pas le temps de s'emparer de la discussion des faits et des chiffres : elle ne fit que prévoir et signaler les dilapidations cachées qui avaient détruit l'équilibre financier de la France. La clôture de la session eut lieu le 23 juin, et, deux jours après, la censure fut rétablie par ordonnance royale. Un bureau de neuf censeurs s'était chargé de l'examen préalable des journaux et écrits périodiques, sous la direction de Lourdoueix et de Deliége, littérateurs de

bas étage; la censure devait être exercée d'après les inspirations d'un conseil de surveillance composé de neuf membres, parmi lesquels trois pairs de France : de Bonald, de Breteuil et d'Herbouvillc, et trois députés : Freuilly, Olivier et Maquillé, n'avaient pas refusé de s'associer au président Guilherny, à l'avocat-général Broé et à l'illustre naturaliste Cuvier. Trois des censeurs nommés par l'ordonnance du roi, Rio, Caix et Fouquot, déclinèrent le titre et les fonctions que la confiance du ministère voulait leur attribuer. La liberté de la presse se trouva ainsi bâillonnée et réduite au silence, sans qu'il fût nécessaire d'invoquer contre elle une nouvelle *loi de justice et d'amour*. Mais la presse, il faut le constater, avait poussé ses attaques contre le ministère au delà de toutes les bornes de la polémique : elle était parvenue à exalter, à passionner les lecteurs les plus froids et les plus flegmatiques, au point d'en faire des ennemis irréconciliables de ces ministres, qu'elle mettait tous les jours au pilori. Par suite de cette tactique de calomnie et de dénigrement, on avait fait, aux noms de Villèle, Corbière et Peyronnet, une effrayante popularité de mépris et de haine.

Au milieu d'un pareil mouvement de l'opinion en France, la politique extérieure n'y aurait pas trouvé le moindre écho, si les destinées de la Grèce eussent été enfin fixées. La catastrophe de Missolonghi (23 avril 1826) retentissait douloureusement dans tous les cœurs; le long siège de cette ville défendue par son intrépide population, les nombreux combats qui avaient signalé cette résistance héroïque, les horribles massacres qui furent les trophées de la victoire des Turcs, des femmes se donnant la mort pour ne pas tomber au pouvoir du vainqueur, deux mille chrétiens : malades, blessés, vieillards, se faisant sauter avec l'ennemi qui envahit la citadelle, la lutte désespérée, le martyre sublime, le meurtre, l'incendie, le viol et le pillage parmi des décombres enflammés, tous les épisodes, tous les traits de ce douloureux récit, avaient couru par toute l'Europe et ranimé l'intérêt que la cause des Grecs ne cessait d'inspirer à leurs admirateurs enthousiastes. Les gouvernements comprirent qu'ils ne pouvaient rester neutres plus longtemps : la Russie et l'Angleterre voulaient d'ailleurs faire tourner à leur profit une intervention en faveur de la Grèce : l'Angleterre ouvrait ainsi de nouveaux débouchés à son commerce; la Russie allait accroître sa prépondérance en Orient, par l'abaissement de la puissance Ottomane. Quant à la France, fidèle alliée de la Porte depuis le règne de François I^{er}, elle sacrifiait l'avantage politique de cette vieille alliance à une question d'humanité et de généreuse sympathie pour les Grecs. Les autres gouvernements, qui voyaient avec impatience continuer une guerre née de l'insurrection, étaient touchés de quelque compassion à l'égard de ces chrétiens, que semblait animer la foi des épiques et qui tombaient martyrs sous le cimetière des musulmans. La diplomatie de la Sainte-Alliance, toute froide et inflexible qu'elle fût, décida qu'il était temps de mettre un terme à cette guerre d'extermination. L'Angleterre, sans prendre conseil de la Sainte-Alliance, avait la première fait acte de protectorat vis-à-vis de la

Grèce : lord Cochrane fut nommé grand-amiral de la flotte grecque ; le général Church, généralissime des armées grecques : ces deux nominations émanaient de l'assemblée nationale hellénique d'Égine, mais elles étaient dictées ou du moins inspirées par le cabinet anglais. Depuis le 12 avril, sir Canning avait été mis à la tête de ce cabinet, et le triomphe du parti wigh ou libéral, représenté par le loyal et généreux Canning, devait amener très-promptement le triomphe de l'indépendance grecque, qui eût succombé pourtant, si on l'avait laissé se débattre, deux ou trois mois encore, sous la main victorieuse d'Ibrahim-Pacha. Athènes était au pouvoir des Turcs : les défenseurs de l'Acropolis, ces philhellènes cosmopolites que commandait le colonel Fabvier, avaient été forcés d'abandonner la citadelle démantelée (2 juin), en signant une capitulation honorable, et de se réfugier à bord des vaisseaux français ; Ibrahim, avec ses Égyptiens, occupait la Morée couverte de sang et de ruines ; les Klephtes s'étaient retranchés dans leurs montagnes inaccessibles ; les marins d'Hydra et des îles de l'Archipel restaient dans les ports, avec leurs brûlots ; le moment ne paraissait pas loin où le sultan Mahmoud étoufferait d'un seul coup l'insurrection renfermée dans deux ou trois villes ; Constantinople faisait de grands préparatifs pour terminer la guerre en une seule campagne : Napoli de Romanie pouvait s'attendre à subir le sort de Missolonghi. Tout à coup, on apprit que la France, l'Angleterre et la Russie avaient conclu un traité (6 juillet) pour la pacification de la Grèce. Le but avoué de ce traité était de mettre un terme à l'effusion du sang humain, et de garantir les intérêts maritimes et commerciaux des trois puissances dans la Méditerranée ; le but caché était d'établir, en Grèce, une puissance de troisième ordre qui pût servir de contre-poids à l'influence de la Turquie en Orient. La France, comme toujours, ne s'était réservé aucun avantage dans ce traité, que le ministre français avait accordé, assez légèrement peut-être, en manière de leurre ou de satisfaction offerte à la générosité du pays. L'Angleterre ne se fût pas mêlée d'intervention, si elle n'y avait trouvé utilité et bénéfice pour ses projets ultérieurs. La Russie, moins accessible encore que l'Angleterre à ce qu'on a nommé la politique de sentiment, ne dissimulait pas ses vues d'ambition sur le Bosphore et acceptait avec fierté le concours que ses deux alliés proposaient de lui prêter, pour affaiblir et dominer la Porte-Ottomane. Canning mourut (8 juillet), avant que le traité eût été signifié au sultan, qui répondit à la note des ambassadeurs des trois puissances alliées, que la Porte n'avait pas coutume d'admettre dans ses propres affaires une intervention étrangère. La médiation que les trois puissances voulaient imposer aux parties belligérantes fut donc refusée, et le délai d'un mois, pendant lequel le Grand-Seigneur était mis en demeure de se conformer au traité, commença de courir le 20 septembre. On croyait généralement que la Porte céderait, et que les puissances n'auraient pas ainsi à aviser aux mesures *les plus efficaces* pour obtenir la pacification de la Grèce ; mais le sultan garda un dédaigneux silence au sujet de la note du 20 septembre, mais il ordonna seulement de lever des troupes, de construire

des navires, de fondre des canons, de remplir les arsenaux, d'approvisionner les magasins. La guerre contre les Grecs allait devenir nationale chez les musulmans. Une armée russe considérable avait été rassemblée sur les bords du Pruth; les escadres combinées des trois puissances alliées s'étaient jointes dans la mer de l'Archipel, à l'entrée de la rade de Navarin, où la flotte turco-égyptienne, forte de quatre-vingt-douze voiles, se trouvait réunie. Ibrahim avait bien consenti à signer un armistice provisoire avec les amiraux français, russe et anglais; mais il ne l'exécutait pas: il continuait à saccager et à dévaster systématiquement le pays, dont il se hâtait de faire un véritable désert. Les amiraux lui déclarèrent énergiquement qu'une violation aussi étrange de ses engagements le plaçait hors la loi des nations et en dehors des traités existants: ils le sommaient donc de faire observer l'armistice, en lui laissant « prévoir les conséquences immédiates d'un refus ou d'une tergiversation. » La correspondance entre Ibrahim et les amiraux ne s'arrêta pas là, et, des deux côtés, elle s'aigrit au point de devenir presque un défi. Les amiraux avaient ordre de ne pas agir avant l'expiration du délai d'un mois, notifié à la Porte. Le contre-amiral de Rigny commandait l'escadre française, composée de deux vaisseaux, deux frégates et deux corvettes; sir Edward Codrington, l'escadre anglaise, composée de trois vaisseaux, deux frégates et cinq petits bâtiments; le comte Heydden, l'escadre russe, de quatre vaisseaux et quatre frégates. Les amiraux russe et français s'étaient mis sous les ordres de Codrington, leur doyen d'âge et de grade, mais néanmoins ils agissaient d'intelligence et de concert avec lui; la diplomatie avait réglé d'avance la marche des hostilités. Le 20 octobre, à midi, heure où expirait le délai que la Porte avait laissé passer sans répondre à la note des trois ambassadeurs, les escadres combinées se présentèrent en ordre de bataille dans la rade de Navarin: c'était évidemment une sorte de blocus que les trois amiraux devaient établir sans déclaration de guerre; ils avaient, il est vrai, au nom des trois puissances alliées, enjoint à Ibrahim de suspendre toute hostilité, et d'observer une stricte neutralité à l'égard des Grecs comme à l'égard de la flotte des trois puissances: « Si un seul coup de canon était tiré sur les pavillons alliés, lui avait écrit l'amiral Codrington, il y allait du sac de sa flotte entière. » Mais Ibrahim, pour n'avoir pas à se prononcer dans des circonstances aussi délicates, s'était éloigné de Navarin. On a prétendu que si les escadres combinées avaient attendu dans la rade jusqu'au lendemain cette réponse, que le rusé Ibrahim se gardait bien de transmettre à Codrington, la nuit ne se fût pas écoulée sans que la flotte turco-égyptienne eût incendié et détruit toute la flotte ennemie. Les trois amiraux devancèrent cette trahison. La flotte d'Ibrahim était embossée sur trois lignes, et rangée en croissant, sous les batteries des forts de Navarin. La principale force de cette magnifique flotte avait été concentrée, à droite de l'entrée du port; les brûlots étaient prêts à se détacher de chaque extrémité de l'immense fer-à-cheval que formaient quatre vaisseaux, seize frégates, vingt-sept corvettes et trente-neuf bâtiments

de diverses grandeurs. Sur les deux flottes, même impatience du combat, même anxiété, même silence. Les escadres combinées s'approchent et viennent jeter l'ancre au milieu des navires turcs; les canonnières sont à leurs pièces; les équipages, sur le pont, à portée de pistolet de leurs adversaires. Le vaisseau anglais l'*Asia*, que monte l'amiral Codrington, va mouiller bord à bord auprès du vaisseau amiral turc; le *Genoa* et l'*Albion* le suivent; la frégate française la *Syrène*, sur laquelle flotte le pavillon du contre-amiral de Rigny, s'avance dans l'espace vide qu'ont laissé entre elles trois frégates égyptiennes; les vaisseaux le *Trident*, le *Scipion* et le *Breslaw*, imitent son mouvement. Les pourparlers continuent d'une flotte à l'autre; les amiraux turcs ne veulent pas se relâcher de leurs instructions; les amiraux alliés se refusent de leur côté à tout attermolement, ils menacent : on leur répond par des coups de fusil qui tuent et blessent plusieurs hommes dans les canots anglais. Aussitôt, Codrington donne le signal, et le combat s'engage à la fois sur tous les points. Il était deux heures. Dès les premières bordées, le feu se déclara dans les bâtiments turcs, qui, trop voisins les uns des autres, se communiquaient mutuellement l'incendie; ils soutinrent pourtant l'attaque avec une admirable persévérance; enveloppés par les flammes, ils se défendaient encore, sans vouloir se rendre : ils essayèrent de s'attacher aux flancs des bâtiments chrétiens, et de les consumer avec eux. Mais dans les navires anglais, russes et français, où l'incendie avait aussi éclaté, l'équipage réussit à l'éteindre, sans cesser de combattre. Les batteries de terre avaient ouvert un feu terrible, qui ne faisait presque aucun mal à la flotte des trois amiraux, car les boulets tombaient la plupart sur les vaisseaux turcs, qui se trouvaient ainsi entre deux feux, et qui ne pouvaient prendre le large pour les éviter. L'artillerie des escadres combinées, mieux servie, mieux dirigée que celle des musulmans, ne la fit taire cependant qu'en achevant la destruction des navires qui brûlaient : ces navires embrasés sautaient en l'air, ou coulaient, ou allaient échouer à la côte. Il n'y eut pas d'abordage, et les combattants ne se rencontrèrent nulle part corps à corps. A cinq heures, la flotte ottomane n'existait plus. La rade de Navarin fut éclairée toute la nuit par la lueur de l'incendie des navires que les Turcs brûlaient eux-mêmes en les abandonnant; il ne restait plus le lendemain que quelques coques à demi consumées, et quelques vaisseaux échoués et brisés. Sept ou huit mille hommes avaient péri dans la bataille, et la perte des trois escadres alliées ne s'élevait pas à plus de cinq cents. Ces escadres avaient éprouvé toutefois de graves avaries; plusieurs de leurs vaisseaux et frégates étaient trop maltraités par le feu et les boulets, pour pouvoir tenir la mer sans avoir été réparés; mais elles n'avaient perdu aucun de leurs bâtiments de guerre. La journée de Navarin sauva la Grèce. Ibrahim, consterné de ce grand désastre, se voyait comme prisonnier avec son armée victorieuse dans la Morée, qu'il avait conquise avec tant d'efforts et de sacrifices; il ne songea dès lors qu'à se ménager une retraite, au lieu de poursuivre le cours de ses succès : il n'enfreignit plus l'armistice, et il

négocia. La Porte armait toujours et continuait son rôle de résistance inflexible. La Russie se chargea seule d'exécuter le plan orrêté avec ses alliés, et de pacifier l'Orient; elle déclara la guerre au sultan, qui ne céda pas davantage. Pendant ces oltercations diplomatiques, les Grecs eurent le temps de se reconnaître, de rassembler leurs forces, de recruter des soldats, de ramasser des armes : L'argent leur arrivait de toutes parts; un négociant genevois, Eynard, avait mis son immense fortune à leur disposition; les souscriptions volontaires produisaient des sommes considérables, et le roi de Bavière lui-même y avait contribué pour cent millo francs. C'était là un heureux symptôme, qui prouvait que les rois avaient enfin admis la Grèce régénérée dans la famille des nations européennes. Le canon de Navarin venait de saluer l'avènement de la nationalité grecque.

Cette grande nouvelle excita un enthousiasme général en France. Elle était si imprévue, qu'on hésitait d'abord à y croire. Le ministère ne participa point à ces acclamations que la victoire de Navarin faisait sortir de tous les cœurs et de toutes les bouches : il avait accumulé trop de haines. Tout ce que put faire le peuple, ce fut de l'oublier dans une circonstance où la conduite du gouvernement était applaudie par tout le monde. Le drapeau blanc était devenu presque national. Charles X, que la fiction constitutionnelle séparait toujours de ses ministres, recueillit du moins quelque reflet de la gloire de notre marine, et on lui sut gré personnellement de cette victoire navale, qui avait sauvé la Grèce. Le roi pouvait ignorer, d'ailleurs, à quel degré de discrédit et d'impopularité était parvenu son ministère, que l'opinion publique flétrissait des noms les plus injurieux : Il sortait du camp de Saint-Omer, où il avait assisté à de grandes manœuvres militaires (10-16 septembre); sa présence ou milieu des troupes avait réchauffé l'affection du soldat, et à l'accueil cordial qu'il recevait, aux transports de joie qui l'accompagnaient partout, aux vivats impétueux qui éclataient sur son passage, il devait se persuader que sa royauté n'était ni abaissée, ni affaiblie par les actes de ses ministres. Ce camp de Saint-Omer avait été imaginé pour offrir au roi la contre-partie et la réparation de sa malheureuse revue de la garde nationale de Paris. La discipline de l'armée n'avait pas eu de peine à empêcher les cris d'opposition : *A bas les ministres ! et A bas les jésuites !* Ces cris-là n'eurent pas plus d'écho dans le sein des populations urbaines et agricoles, qui orraient pour voir le roi. Charles X, au retour du camp de Saint-Omer, resta convaincu qu'il avait pour lui le peuple et l'armée. C'était ce que lui répétait sans cesse ses conseillers et ses ministres, quand ils lui parlaient de se montrer roi et de régner par la force. Ce voyage dans les départements du nord avait encore exalté, affermi et en quelque sorte outorisé ses onciennes résolutions au sujet du pouvoir royal qu'il voulait dégager des entraves constitutionnelles : Charles X se sentait tout porté à faire un coup d'État, pour reconquérir le libre exerceice de la royauté de droit divin. La victoire de Navarin lui sembla un avis et un encouragement du ciel, qui l'invitait à tout oser. Mais,

après plusieurs conférences secrètes où la Congrégation eut voix délibérative, il n'osa rien, que créer de nouveaux pairs et dissoudre la chambre des députés : « La Révolution est à la chambre des pairs, disait-il opiniâtrément; il faut l'en chasser. » La haute Chambre avait fait essuyer coup sur coup de cruels échecs au ministère; les ministres, Villèle, et Peyronnet surtout, étaient moins soucieux de s'en venger que de se mettre à l'abri d'une majorité hostile et implacable : en créant soixante-seize pairs choisis parmi les hommes les plus dévoués au système ministériel, ils déplacèrent cette majorité, et la chambre des pairs, dans laquelle furent alors introduits trente-sept députés du centre et cinq archevêques congréganistes, devint ainsi l'appui du ministère, au lieu d'être son effroi et sa perte. Quant à la chambre des députés, le ministère se flattait d'en écarter, dans une réélection générale, les principaux orateurs de l'extrême gauche, les principaux chefs de l'opposition royaliste. Les rapports des préfets et sous-préfets ne lui permettaient pas de craindre que les résultats de la réélection générale lui fussent défavorables. Il avait besoin de diminuer, sinon de faire taire, la voix de cette accusation permanente, qui partait de la tribune contre lui et qui entretenait la défiance, l'antipathie, l'agression du pays, à son égard. La phalange de ses *Trois Cents* suffisait pour enlever les votes qu'il réclamait, mais elle ne suffisait pas pour garantir au ministère la durée d'une session. La France, sans le savoir elle-même, était toute préparée à une dissolution de la Chambre. Le ministère jetait le gant au parti libéral; ce parti le releva, et dans le duel acharné qui s'engageait entre eux, chacun des deux champions appela également à son aide la ruse, la fraude et la passion politique. Le ministère disposait de toutes les ressources de l'administration; il tenait dans sa main tous les fonctionnaires; il pouvait user de corruption, de violence, d'arbitraire; mais le parti libéral était mieux servi par l'opinion, qui multipliait ses agents et ses moyens d'action, en conspirant la chute des ministres, en condamnant Villèle, Corbière et Peyronnet, cette odieuse trinité ministérielle qui avait survécu pourtant à la loi du sacrilège, à la loi du droit d'aînesse, à la *loi de justice et d'amour*. La France tout entière répéta donc le cri de la garde nationale de Paris, licenciée : *Abas les ministres* ! L'esprit public fut évoqué et sollicité avec un art infini, avec une incroyable persévérance. La Société d'initiative électorale : *Aide-toi, le ciel t'aidera*, qui, d'abord obscure et timide, s'était entremise avec beaucoup de réserve dans les choses d'élection; cette société, qui n'était dans l'origine qu'une société secrète établie au grand jour sous un manteau légal, prit tout à coup les proportions redoutables d'une association nationale et patriotique : elle incorpora dans son sein les publicistes, les jurisconsultes, les citoyens les plus illustres; elle relia et attachait l'un à l'autre tous les centres électoraux, par une puissante solidarité de vœux, sinon de principes; elle fit mouvoir d'innombrables ressorts; elle remua profondément le terrain de l'élection par des brochures éloquentes que recommandaient les noms de Chateaubriand et de Salvandy. Ce n'est pas tout : il y eut un étrange compromis entre les li-

béraux de la gauche et les ultra-royalistes de la droite; un pacte d'alliance momentanée fut conclu, par suite duquel ils consentaient à favoriser réciproquement leur élection. La seule affaire sérieuse, en ce moment, paraissait être le renversement du ministère, et dans la poursuite exclusive de ce résultat, on ne prit pas garde à ce qu'il y avait d'immoral et de ridicule en pareille coalition. Cette coalition triompha, et les collèges d'arrondissement, convoqués les premiers à partir du 17 novembre, écartèrent presque tous les candidats du ministère pour nommer ceux de l'opposition libérale et royaliste. Les députés, que le ministère avait espéré frapper par la dissolution de la Chambre, furent élus dans plusieurs départements. Le nom de Royer-Collard fut proclamé dans sept collèges : la nouvelle Chambre voyait reparaitre sur ses bancs, d'un côté : La Fayette, Benjamin Constant, Kératry, Dupont de l'Eure, Bignon, Labbey de Pompières, etc.; de l'autre : La Bourdonnaie, Hyde de Neuville, Delalot, de Lezardière, etc., quo le ministère repoussait avec le même ostracisme. En revanche, les plus fidèles des *Trois Cents*, les Piet, les Vaublanc, les Dudon, les Josse de Beauvoir, etc., avaient été outrageusement rejetés par les électeurs; le garde des sceaux, Peyronnet lui-même, et l'exprésident inamovible de la Chambre, Ravez, ne trouvèrent pas grâce devant les royalistes de Bordeaux. Ce fut une défaite complète pour le ministère, qui, sans en diminuer l'éclat et les conséquences, conservait quelque espoir de l'emporter du moins dans les grands collèges. Il ne donnait pas encore sa démission.

Dès que le résultat des élections commençait à être connu à Paris, il y eut une explosion générale d'enthousiasme et d'allégresse publique. Ces élections signifiaient pour tout le monde le renvoi des ministres, et tout le monde s'en réjouissait. Le soir du 18 novembre, des illuminations spontanées célébrèrent dans tous les quartiers de la ville la victoire du parti libéral; la rue Saint-Denis et les rues voisines furent comme à l'ordinaire le point central de l'affluence des curieux, des perturbateurs et des gens de police : aux ebauts et aux cris de joie succédèrent des clameurs séditieuses; aux danses et aux promenades pacifiques, des scènes de désordre et de trouble; on brisait les réverbères, on lançait des pierres dans les fenêtres qui n'étaient pas illuminées; on tirait des pétards qui blessèrent plusieurs personnes. Ce soir-là, les gendarmes ne se montrèrent nulle part. Le lendemain, les illuminations, les pétards, les danses, les cris, se renouvelèrent dans la rue Saint-Denis : la foule était plus épaisse, plus tumultueuse, plus menaçante; des bandes d'hommes à figures sinistres, agitant des bâtons et des torches, parcouraient les boulevards, en cassant les vitres et en frappant aux portes des maisons. La gendarmerie parut; elle fut reçue à coups de pierres; des patrouilles d'infanterie et de cavalerie faillirent être désarmées; on ne criait plus : *A bas les ministres!* mais : *Vive l'Empereur! vive la République! vive la Charte!* La troupe dut faire usage de ses armes contre les assaillants qui se mirent à dépaver la rue et à faire des barricades avec des tonneaux et des planches que leur offrit un hasard préparé d'avance. On eût dit, selon l'expression d'un témoin ocu-

laire, que ces gens-là travaillaient à l'entreprise : ils ne furent pas dérangés. Les coups de sabre et de baïonnette, qui avaient atteint des victimes inoffensives, causèrent moins d'épouvante que les feux de peloton qui n'atteignirent pas les émeutiers derrière leurs barricades. Les soldats ayant tiré en l'air, pour épargner une masse de peuple qui encombra la rue Saint-Denis sans pouvoir refluer dans les rues voisines que barrait la force armée, les balles allèrent frapper, aux croisées et dans l'intérieur des maisons, des citoyens palpables, des femmes, des enfants. De toutes parts, s'élevèrent des cris d'horreur et de rage; les habitants des maisons, se croyant attaqués dans leur domicile contre tout droit et toute justice, firent pleuvoir sur la troupe une grêle de projectiles meurtriers et ripostèrent par des coups de feu tirés des fenêtres et des toits. La troupe, à son tour, crut qu'elle avait un ennemi sérieux à combattre : elle ne chercha plus à détourner ses coups, dans les nombreuses décharges qu'elle fut forcée de faire jusqu'à ce que la rue Saint-Denis eût été évacuée. Quant aux faiseurs de barricades, ils avaient disparu sans tenter de les défendre. Vers minuit, tout était redevenu calme, dans ce quartier que les émeutiers ou les agents provocateurs avaient choisi pour y susciter une insurrection qui ne fut qu'une sanglante échauffourée. On apprit, le jour suivant, que le maréchal, duc de Raguse, avait ordonné le feu et que cet ordre funeste coûtait la vie à plus de vingt-cinq personnes. La journée fut triste et silencieuse; la nuit venue, on vit reparaitre les mêmes bandes qui avaient inauguré l'émeute; elles envahirent de nouveau la rue Saint-Denis, qu'elles troublèrent de leurs cris furieux. Cette rue était illuminée comme la veille non plus en signe de réjouissance, mais pour suppléer à l'absence des réverbères détruits : à la clarté des lamplous, les barricades se redressaient sous des mains inconnues. Toute la garnison avait été mise sur pied; le théâtre de l'émeute fut cerné et occupé militairement; on jeta encore des pierres et des pétards à la troupe qui répondit par des charges à l'arme blanche : elle eut soin d'épargner les feux de peloton. Les barricades, ébauchées çà et là, avaient été abandonnées par ceux qui les avaient faites. Malgré la modération de la troupe, cette soirée fit encore quelques victimes qui n'étaient malheureusement pas les plus coupables. Mais, comme l'émeute avait duré assez longtemps, la répression fut aussi énergique et aussi prompte qu'elle avait été lente et indécise auparavant; l'infanterie et la cavalerie parcoururent au galop et au pas de charge les rues étroites et tortueuses qui servaient de repaire aux mutins : on arrêta une centaine d'individus; le reste se dispersa. D'autres arrestations eurent lieu en même temps à la place Vendôme où se formait un rassemblement qui semblait en vouloir à l'hôtel du garde des sceaux. Tout rentra dans l'ordre, comme à un signal donné. Les événements de ces deux soirées avaient indigné et désolé la capitale : un éri de réprobation universelle accusait la police de Delavau et Franchet d'avoir provoqué et fait l'émeute, pour donner à l'autorité une occasion de sévir : c'était là une de ces grossières calomnies qui s'adressent à toutes les polices; mais cette fois, elle

trouvait d'autant plus de créance, qu'elle allait droit à un ministère exécré. Ce qu'on pouvait reprocher à cette police hypocrite, c'était de n'avoir rien voulu prévoir pour empêcher, pour réprimer l'émeute à son début; c'était d'avoir laissé s'accroître et se propager le désordre, avant d'y mettre un terme; c'était enfin d'avoir exploité, pour ainsi dire, ce désordre au profit des élections départementales et dans l'intérêt du ministère déplorable. Quoi qu'il en fût, la police fit boucher les trous des balles dans les murs et remplacer les vitres brisées aux fenêtres, comme pour effacer tout vestige de ce qui s'était passé. Lesang versé laissa des traces ineffaçables au fond des cœurs.

Les parents des victimes, plusieurs blessés, portèrent plainte contre le directeur de la police générale et contre le préfet de police; les tribunaux furent saisis de cette affaire qui ne devait aboutir qu'à un arrêt de non-lieu, mais dont l'instruction révéla une partie de la vérité. Le ministère ne fut pas toutefois sauvé par les *massacres de la rue Saint-Denis* : tel fut le nom qui demeura gravé dans la mémoire du peuple. Les élections départementales ne se ressentirent pas même de la réaction qu'on espérait faire naître dans l'opinion des électeurs royalistes-constitutionnels : les choix des grands-collèges furent aussi contraires au ministère que l'avaient été ceux des collèges d'arrondissement. Le télégraphe annonçait à chaque instant une nouvelle protestation électorale contre Villèle et ses collègues : des *Trois Cents* de la dernière Chambre, cent vingt-cinq seulement étaient restés debout; les autres députés élus appartenaient à toutes les nuances de l'opposition. Villèle essaya d'abord de faire bonne contenance; il demeura impassible au milieu de la colère et du découragement des conseillers intimes du pavillon Marsan; il les fit seuls responsables de son mauvais succès : « Je vous l'ai répété cent fois, leur disait-il, votre marche est trop violente; vous ne savez quo brusquer les esprits, lorsqu'il faudrait les ménager. » L'émotion, les inquiétudes étaient si vives aux Tuileries, qu'on s'y préoccupait déjà des moyens de résister et d'écraser l'insurrection, dans le cas où elle aurait recours aux barricades, comme au temps de la Ligue et de la Fronde. Les barricades de la rue Saint-Denis, ces tentatives avortées d'une mutinerie de carrefour, avaient été une menace pour l'avenir. On remit alors sur le tapis un plan, que le ministre de la guerre avait fait étudier en 1826 et qui était destiné à tenir en bride Paris et ses faubourgs, en les entourant d'une ceinture de fortifications et de citadelles. Ce plan fut discuté de nouveau, en présence du roi, dans un comité secret auquel assistaient plusieurs officiers généraux; on établit, on reconnut la nécessité de fortifier Paris, mais on remit à d'autres temps l'exécution de cet embastillement dirigé contre les ennemis du dedans plutôt que contre ceux du dehors. La grande affaire du moment était le remaniement indispensable, sinon le changement radical du cabinet. Villèle fut d'abord autorisé par le roi à chercher une combinaison qui pût former dans la Chambre une majorité royaliste constitutionnelle; Villèle ne fit aucune difficulté d'entrer dans une nouvelle ligue politique et de se donner à lui-

même un éclatant démenti, pour conserver le pouvoir : il alla droit aux chefs de l'extrême gauche et il crut avoir bon marché de la conscience des banquiers Lafitte et Casimir Pèrier, auxquels il offrait de devenir ses collègues. Ceux-ci eurent la prudence ou l'honnêteté de ne pas accepter cette monstrueuse alliance : ils repoussèrent le portefeuille à cause de la main qui le leur présentait. Le roi n'eût consenti à introduire l'opposition dans le conseil, que sous la garantie personnelle de son premier ministre qui lui répondait de ne pas créer un ministère *jacobin*. Villèle se retirant, faute de trouver à qui s'associer d'une manière utile et durable, Charles X ne voulait plus entendre parler des Lafitte et des Casimir Pèrier : il se sentait porté, par ses sympathies et ses vieux projets, vers un ministère ultra-royaliste, qui lui rendrait la royauté absolue et qui replacerait cette royauté tant abaissée au-dessus de la Charte. Le cénacle aveugle et obstiné, au milieu duquel il croyait évoquer les lumières de son gouvernement, s'était prononcé pour la création d'un ministère *purement royaliste* : le prince de Polignac en devait être l'âme et l'expression ; un avis secret l'avait fait revenir de Londres, et il s'était déjà établi aux Tuileries sur le pied d'un chef du cabinet, en annonçant qu'il ne retournerait plus à son ambassade en Angleterre. Villèle déclara qu'il ne se retirerait pas devant le prince de Polignac : « Il arriverait au ministère, disait-il, avec plus d'impopularité que je n'en ai moi-même en le quittant. Si je ne songeais qu'à me faire regretter, c'est lui que je choiserais ! » Villèle, près de sortir du ministère, conservait encore toute l'autorité que lui accordait la confiance du roi ; il l'emporta donc, par la force de sa raison, sur les faiblesses d'une amitié de cinquante ans : l'entrée du prince de Polignac au ministère fut ajournée à des circonstances plus favorables. Villèle ne remit sa démission au roi, que sous la condition de voir le cabinet, dont il avait fait partie, se modifier dans le sens constitutionnel. Ce cabinet, d'ailleurs, n'allait pas disparaître tout entier : Chabrol de Crousol et Fraysinoux gardaient leurs portefeuilles ; le premier même avait été chargé de présider à la formation d'un cabinet, choisi dans l'opinion du centre droit de la Chambre. Le *Moniteur* du 4 janvier 1828 terminera enfin cette longue crise ministérielle. On s'était proposé de ressusciter, en quelque sorte, l'ancien ministère du duc de Richelieu. Lainé refusa de reprendre le portefeuille de l'intérieur, mais il indiqua, comme capable de le suppléer, un homme d'esprit, un philosophe aimable, un orateur persuasif, quoique avocat, son ami et son élève, de Martignac. Roy reparut aux finances ; Portalis, nommé garde des sceaux, semblait, par son nom seul, annoncer que le règne de la Congrégation était fini ou du moins suspendu, mais l'évêque d'Hermopolis restait là, pour protéger les intérêts des jésuites ; de Caux, ministre de la guerre, représentait l'application des connaissances spéciales aux affaires du pays, mais le dauphin, qui savait par cœur l'*Almanach royal* et qui avait un grand goût pour l'étude des états de service militaire, s'était réservé la nomination de tous les grades dans l'armée ; le comte de La Ferronais, dans

son ambassade à Saint-Petersbourg, avait traité la question grecque de manière à prouver qu'il ne serait pas déplacé au ministère des affaires étrangères, mais il occupait un poste que Chateaubriand eût mieux rempli, et Charles X s'était indigné qu'on osât lui proposer Chateaubriand pour ministre. La création d'un ministère du commerce et des manufactures, enlevée aux attributions du ministère de l'intérieur et donnée à de Saint-Cricq, n'ajouta rien à la consistance du cabinet, dans lequel Frayssinous restait ministre de l'instruction publique et des cultes, et Chabrol de Crousol, ministre de la marine. Villèle n'eut pas véritablement de successeur, puisque le titre de président du conseil n'était affecté à aucun des ministres qui n'avaient plus cependant à subir son influence dominatrice : il avait été même éloigné de la chambre des députés, de peur qu'il ne s'y fit chef d'une minorité hostile ; l'ordonnance du roi, qui le déportait, pour ainsi dire, à la chambre des pairs, avec ses deux plus redoutables collègues, Corbière et Peyronnet, fut donc comme une vive solution de continuité entre les deux ministères. On accueillit favorablement le nouveau cabinet, sans trop s'inquiéter d'abord des membres qui le composaient : il suffisait que ces ministres ne se nommassent plus Villèle, Corbière et Peyronnet ; la France respira et se crut sauvée. Le premier acte de ce ministère libérateur (13 janvier) accrut et fortifia les espérances qu'il avait fait naître à son avènement : le préfet de police, Delavau, qui n'était peut-être pas moins impopulaire que ses patrons, céda la place à un magistrat éclairé et intègre, de Belleyme, dont la présence à la préfecture de police semblait dire que la loi venait de détrôner l'arbitraire. De Belleyme releva et purifia les fonctions de préfet de police, en les faisant sortir du cercle de l'espionnage politique et en les appliquant à des œuvres d'utilité philanthropique.

Le dernier ministère avait trop ébranlé le trône de Charles X, pour que des noms nouveaux de ministres, publiés dans le *Moniteur*, rendissent tout à coup à la royauté déconsidérée l'affection et la confiance du peuple. On sentait l'existence d'un parti contre-révolutionnaire autour du roi, et quoique le prince de Polignac retournât à son ambassade de Londres, on n'avait pas besoin d'une grande perspicacité pour prévoir que la conspiration absolutiste, dont ce héros de la Machine Infernale était le chef avoué, triompherait tôt ou tard des résistances timides d'un ministère modéré. L'avenir était donc ouvert aux pressentiments et aux combinaisons. Ce fut dans la pensée de se tenir prêt à tout événement, que la coterie libérale essaya de mettre à sa tête le duc d'Orléans et de le pousser au trône en ayant l'air de le violenter. Un publiciste estimé pour son caractère autant que pour son talent, Cauchois Lemaire, écrivit et publia, au milieu des perplexités de l'enfantement ministériel, une brochure intitulée : *Lettre à S. A. R. Monseigneur le duc d'Orléans*. Ce n'était pas seulement une apologie adroite de ce prince que l'opposition s'attachait à populariser, c'était la proclamation solennelle du chef de parti que les libéraux avaient choisi : « Allons, prince, lui disait-on par l'organe de Cauchois Lemaire, il reste dans notre monarchie une belle place à

prendre, la place qu'occuperait La Fayette dans une république, celle de premier citoyen de France : votre principauté n'est qu'un obéissant canonicat auprès de cette royauté morale. » La brochure eut un immense retentissement, et de ce jour-là, le duc d'Orléans fut considéré comme le porto-drapeau de la croisade libérale ou constitutionnelle. Ce drapeau, qu'on déployait sans que le prince fit mine de le soutenir, venait d'être arboré, des mains de Cauchols Lemaire, sur le falte du Palais-Royal. L'auteur de cette audacieuse brochure, arrêté et emprisonné à la Force, passa en jugement le 47 janvier et fut condamné par le tribunal de police correctionnelle à quinze mois de prison et à deux mille francs d'amende, comme ayant « provoqué au changement du gouvernement et à l'ordre de successibilité au trône. » L'amende se trouva bien vite payée par une souscription libérale ou orléaniste ; mais Cauchols Lemaire n'en fut pas quitte à moins de quinze mois de prison à Sainte-Pélagie. Quant au duc d'Orléans, qui avait été inauguré, sans sa participation apparente, héritier présomptif ou régent inévitable, il ne donna aucun signe public d'approbation ou de désaveu à l'auteur qui ne l'eût pas si bien servi s'il avait pensé lui déplaire. On peut regarder comme une réponse indirecte au manifeste pseudonyme du duc d'Orléans le remarquable discours de la couronne que Charles X consentit à lire dans la séance d'ouverture des Chambres (5 février). Ce discours, tout différent des paroles insignifiantes ou effacées que les précédents ministères avaient fait sortir de la bouche du roi, indiquait en termes très-clairs la marche que se proposait de suivre le cabinet de Martignac, qui faisait appel à l'union de tous les gens de bien : « Voulant affermir de plus en plus la Charte qui fut octroyée par mon frère et que j'ai juré de maintenir, je veillerai à ce qu'on travaille avec sagesse et maturité à mettre notre législation en harmonie avec elle. Quelques hautes questions d'administration publique, ont été signalées à ma sollicitude. Convaincu que la véritable force des trônes est, après la protection divine, dans l'observation des lois, j'ai ordonné que ces questions fussent approfondies et que leur discussion fit briller la vérité, premier besoin des princes et des peuples. » Un pareil langage était tout nouveau de la part de Charles X, et si l'on avait pu le croire sincère, il eût complètement rassuré les inquiétudes qui s'étaient propagées avec la crainte de voir le prince de Polignac devenir président du conseil ; mais on avait de la peine à faire concorder ce langage avec cette étrange allocution que le roi avait adressée à ses ministres en les rassemblant pour la première fois : « Vous savez que je ne me suis pas séparé volontairement de M. de Villèle ? son système est le mien, et j'espère que vous vous y conformerez. » Cependant Martignac avait eu l'habileté de faire comprendre au roi que Villèle eût changé de système s'il était resté ministre, et le roi, tout en se plaignant sans cesse de ce qu'on appelait la *défection* (c'était le parti des royalistes selon la Charte), accepta le système de Martignac, à titre d'essai, sans l'approuver, bien entendu, et sans renoncer à ses idées préconçues, à ses desseins prémédités. Charles X, si obstiné qu'il fût, se laissa entraîner à des

semblants de concession, à ce point qu'il permit à Martignac d'offrir au vicomte de Chateaubriand le ministère de l'instruction publique, détaché de celui des cultes. Chateaubriand, qui avait été ministre des affaires étrangères, ne se contenta pas d'un lambeau de ministère et demanda l'ambassade de Rome : le roi fut bien aise d'éloigner ainsi celui qu'il nommait la *Trompette de la défection*. Ce ministère de l'instruction publique, qui ne devait être d'abord qu'une division séparée du ministère des affaires ecclésiastiques, échut naturellement à Vatimesnil qui, peu de jours auparavant (4^{er} février) avait été créé grand-maître de l'Université. Vatimesnil représentait l'instruction universitaire ou gallicane; Frayssinous, l'éducation religieuse ou ultramontaine. Les deux principes opposés ne pouvaient être longtemps en présence, sans que l'un cherchât à dominer, sinon à détruire l'autre. Le cabinet paraissait d'accord cependant pour n'user du pouvoir qu'avec modération et dans des intentions conciliatrices. Les Chambres ne savaient pas encore quel esprit animerait la majorité. Le ministère prit l'initiative, en déterminant le roi à choisir le président de la chambre des députés dans les rangs des royalistes constitutionnels : Royer-Collard, qui n'était porté que le troisième sur la liste des cinq candidats, fut désigné par Charles X, lequel se fit violence pour préférer à Delalot et à Hyde de Neuville l'élu de sept collèges, le chef des doctrinaires, l'auxiliaire habituel des libéraux de la gauche. Ce fut Royer-Collard qui rédigea l'Adresse au roi comme le programme d'une nouvelle ère constitutionnelle. Cette Adresse était pleine de sages conseils et de vœux patriotiques; on y remarquait ce passage : « Vous appelez du fond du cœur la vérité; vous la proclamez hautement le premier besoin des princes et des peuples; sire, elles retentiront dans la postérité, ces paroles mémorables. La France les recueille dans un profond attendrissement : objet de vos pensées, pourrait-elle douter de son avenir? Ses vœux ne demandent aux dépositaires de votre pouvoir que la vérité de vos bienfaits. » Delalot, un des meneurs les plus ardents de la *défection* royaliste, proposait ici l'addition de cette phrase obscure mais féconde en interprétations : « Ses plaintes n'accusent que le *système déplorable* qui les rendit trop souvent illusoire. » Ce système était celui de Villèle, que le roi revendiquait comme sien en plein conseil des ministres. Chabrol de Crousol et Frayssinous, qui avaient fait partie du précédent ministère, n'acceptèrent pas le blâme infligé à un *système déplorable* qu'ils soutenaient naguère : ils se retirèrent, le 3 mars, pendant la discussion de l'Adresse, en laissant leurs portefeuilles entre les mains de Hyde de Neuville et de Feutrier, évêque de Beauvais. Le premier était un ardent ultra-royaliste, qui ne faisait pas trop bon marché de la Charle, et qui ne voyait de salut pour la royauté que dans la voie constitutionnelle : son caractère énergique et décidé se pliait difficilement à des demi-mesures et à des moyens termes; le second était un prêtre de salon et de boudoir, à vues courtes et à petits expédients, mais sans passion et sans préjugés : sa douceur affable et souriante exerçait plus d'empire qu'une capacité réelle entourée de formes rudes et sévères. Le cabinet, en

se recrutant de ces deux nouveaux membres, qui n'avaient pas trempé dans le *système déplorable* de Villèle, corrigea le vice de son origine et devint, en apparence du moins, plus homogène et plus fort. La fameuse phrase introduite par Delalot dans l'Adresse au roi, donna lieu à de longs et vifs débats, dans lesquels le ministère Martignac s'abstint de prendre parti; la plupart des anciens *Trois Cents* ne s'aventurèrent pas à défendre une administration tombée qu'ils avaient maintenue pendant sept ans contre l'imposante répulsion de la France; ceux qui, comme Syriès de Marinhac et Montbel, en glorifiant le ministère de Villèle, firent acte de dévouement et de reconnaissance, les murmures, les éclats de rire de la majorité leur prouvèrent qu'un ministre de la veille n'a plus que des amis muets ou timides. Cette majorité ne l'emporta cependant que de trente-trois voix pour voter la phrase accusatrice, qui ne s'était pas glissée dans l'Adresse de la chambre des pairs. Charles X reçut l'Adresse de la chambre des députés, avec un mécontentement qu'il n'essaya pas de dissimuler : « Vous n'oublierez pas que vous êtes les gardiens naturels de la majesté du trône ! » dit-il dans sa réponse aux délégués qui lui présentaient cette Adresse; il leur faisait sentir ainsi que le reproche dont la Chambre frappait le *système déplorable*, ne s'appuyait que sur une majorité de trente-trois voix.

Le ministère Martignac s'empressa de tenir les promesses du discours du trône, et de montrer au pays qu'il se séparait absolument du *système* qui l'avait précédé. Il commença par ordonner la suppression du Cabinet-noir, qui avait si souvent indigné la morale publique en violant le secret des correspondances privées; il s'associait, dans cette réforme honorable, aux sentiments et aux principes d'équité qui dirigeaient le magistrat chargé de réhabiliter les fonctions de préfet de police. Il avait hâte de se faire connaître par ses œuvres, et il apporta successivement à la chambre des députés un projet de loi sur les journaux et les écrits périodiques (14 avril), et un projet de loi sur la révision annuelle des listes électorales et du jury (25 mars). Dès le 20 janvier, il avait confié à une commission spéciale le soin d'examiner l'enseignement dans les écoles ecclésiastiques; et sous l'inspiration du garde des sceaux, qui s'était fait populaire par son Rapport contre les jésuites à la chambre des pairs, il se proposait de régler par ordonnance royale l'existence des petits séminaires et des établissements analogues. La loi sur les listes électorales était la conséquence nécessaire des dernières élections, dans lesquelles le ministère Villèle s'était rendu coupable de toutes sortes de fraudes monstrueuses, que révéla solennellement la vérification des pouvoirs à la chambre des députés. La conscience du pays avait protesté contre les actes répréhensibles de l'administration, et de toutes parts les pétitions étaient venues demander justice aux mandataires de la France. Ce fut pour faire droit à ces justes réclamations, que Martignac prépara sa loi qui fut accueillie avec faveur, malgré ses imperfections, comme réellement honnête et libérale. La discussion s'ouvrit le 28 avril et se prolongea jusqu'au 12 mai : une loi qui

donnait à tout électeur le moyen de se faire inscrire sur les listes électorales, de réclamer contre l'omission ou la radiation de son nom, et surtout de contrôler les inscriptions illégitimes; une pareille loi émanait d'un esprit de droiture et de sincérité, bien différent de l'esprit de mensonge et de fourberie qui caractérisait la politique de Villèle, Corbière et Peyronnet. La gauche tout entière, par la voix de ses orateurs les plus éminents, approuva hautement le projet et dans son intention et dans la plupart de ses articles; quelques-uns auraient voulu que ce projet fût plus largement conçu; mais de Tracy, Salverte, Mauguin, Dupin, Béranger, Dupont de l'Eure, reconnurent avec satisfaction que le ministère s'écarterait des errements de ses prédécesseurs, et qu'il n'avait pas d'autre but que de mettre les élections et le jury à l'abri de la négligence, de l'arbitraire et de la mauvaise foi des agents de l'autorité. Les ultra-royalistes ne s'avancèrent pas jusqu'à nier les fraudes qui avaient motivé la présentation de la loi, mais ils essayèrent de charger des plus sinistres présages l'avenir de cette loi, destinée, disaient-ils, à entraver la marche du gouvernement et à mettre en suspicion l'autorité des maires et des préfets. L'extrême droite ne craignait pas de déclarer, que loin de songer à grossir le corps électoral il faudrait aviser à le diminuer. Étienne ridiculisa, en la flétrissant, la tactique de ces faux trembleurs, qui « répandaient de vaines terreurs et qui, après avoir adopté tous les genres d'hypocrisie, se sont réfugiés dans l'hypocrisie de la peur. » Il fit ressortir aussi combien étaient restreints les droits électoraux chez un peuple de trente millions d'hommes. Le général La Fayette alla plus loin, et sans réclamer positivement l'augmentation du nombre des électeurs, il eut la franchise de dire que, les droits du peuple français ayant été usurpés par l'Empereur et cette usurpation maintenue par la Restauration, on chercherait en vain un *atome d'indépendance* dans cette hiérarchie de créatures et d'agents du pouvoir, révocables à volonté; il demandait donc que le principe de l'élection fût appliqué à tous les fonctionnaires publics. Ces paroles si sages et si vraies passèrent presque inaperçues et ne rencontrèrent que dédain ou indifférence. La loi fut adoptée par deux cent cinquante-sept contre cent cinq voix. La majorité se prononçait avec éclat en faveur du ministère. Cette majorité ne pouvait lui faire faute dans la chambre des pairs, que dominait encore le parti de Chateaubriand ou de la *défection*, en dépit de la dernière fournée de pairs qui siégeaient comme des satellites autour des anciens ministres. Ceux-ci donnèrent le signal de l'attaque du projet de loi : leurs fidèles élus, Forbin des Issarts, de Frenilly, de Castelbajac, s'acharnèrent à démanteler ce projet, que le rapporteur, Lainé, avait fortifié de son loyal assentiment; les boute-feux du royalisme *quand même*, de Sesmaisons, de Saint-Roman, du Bouchage, de Kergolay, de Rougé, jetèrent des cris d'alarme, en disant qu'on portait atteinte à la force et à la dignité du pouvoir royal. Mais la loi de Martignac trouva des défenseurs éloquentes et logiques parmi les royalistes constitutionnels, tels que Decazes, de Tascher, de Choiseul et Mounier : elle fut votée, le 47 mai, par cent cin-

quante-neuf voix contre quatre-vingt-trois. Le ministère se voyait ainsi assuré de vivre, quoique personne n'eût foi dans sa durée ; il était évident que Martignac et ses collègues ne représentaient qu'un système de transition, faible et isolé entre les répugnances du parti absolutiste et les défiances du parti libéral. Ces deux partis ne furent pas plus satisfaits l'un que l'autre du projet de loi sur les journaux : il était révolutionnaire, selon les ultras ; selon les libéraux, il était tyrannique et perfide. Benjamin Constant ne craignit pas d'intituler *seconde loi de justice et d'amour*. Cependant cette loi, que Portalis avait apportée comme la consécration de la liberté de la presse, promise par la Charte, abolissait irrévocablement la censure, donnait à tout citoyen majeur le droit de publier un journal sous sa garantie personnelle et nominative, après le dépôt d'un cautionnement applicable aux amendes et aux frais de condamnation, et supprimait les odieux procès de tendance. La liberté de la presse était pour la première fois reconnue et autorisée, par le gouvernement, avec quelque semblant de franchise. Néanmoins, les orateurs de la gauche se montrèrent d'autant plus exigeants que le ministère leur accordait davantage : du 29 mai au 19 juin, la discussion fut tour à tour une lutte passionnée pour et contre la presse. Kératry, Méchin, Benjamin Constant, dépassèrent toutes les bornes en repoussant la loi comme remplie d'astuce et de menaces. Le baron de Schonen, qui était toujours au premier rang des défenseurs de la liberté de la presse comme de toutes les libertés, résuma la pensée d'un excellent discours dans cet axiome mémorable : « La presse se sert de garantie contre elle-même ; elle est son seul et vrai remède. C'est la lance d'Achille guérissant les blessures qu'elle a faites. » Les partisans des ténèbres, les Duplessis-Grenédan, les de Conny, les de Montbel, proscrivaient la presse comme une arme toujours meurtrière et empoisonnée. L'opposition libérale obtint la diminution du cautionnement des journaux quotidiens, lequel fut fixé à cent vingt mille francs, et l'exemption de tout cautionnement pour les écrits périodiques qui ne traiteraient pas de matières politiques. La loi, ainsi amendée, et votée à la majorité de centcinquante voix, arriva ensuite à la chambre des pairs pour y subir les mêmes épreuves qu'à la chambre des députés. On entendit encore vociférer contre la presse et ses excès les énergumènes ordinaires de l'obscurantisme et du privilège ; mais Chateaubriand, Decazes, Lally-Tollendal, Molé surtout, réduisirent en poudre les misérables arguments des Roués, des Marcellus, des Castelbajac, des La Bourdonnaye et de la faction aveugle et obstinée que le mot seul de *liberté de la presse* frappait d'effroi et de vertige. Cent trente-neuf votants sur deux cent dix adoptèrent la loi, et prouvèrent au ministère qu'il pouvait marcher dans la voie légale et constitutionnelle, en s'appuyant sur la majorité dans les deux chambres.

L'exemple du dernier ministère n'avait pas de quoi engager ni séduire les nouveaux ministres : l'accusation, dont Lafitte avait menacé ce ministère dans la session précédente, venait d'être reprise par un des députés les plus éner-

giques de la gauche. Dans la séance du 44 juin, Labbey de Pompières proposa de mettre en jugement Villèle et ses collègues qu'il accusait des crimes de trahison et de concussion; il développa sa proposition en énumérant tous les actes coupables dont la France demandait compte aux anciens ministres : « Vous avez à prononcer, dit-il en terminant son terrible réquisitoire, entre la France qui vous a confié ses destinées, et un ministère qui a immolé à son pouvoir nos libertés nationales, nos institutions politiques, nos lois militaires et jusqu'à l'indépendance des cultes; qui a lancé sur nos citoyens sans armes la force soldée par ces citoyens et destinée à les défendre. Songez au sang, si illégalement, si perfidement versé dans la capitale, et prononcez ! La France vous regarde, l'histoire vous attend ! » La Chambre était profondément émue. Martignac s'élance à la tribune et supplie Labbey de Pompières de retirer son accusation qui ne peut produire que des embarras et du désordre; il nie d'ailleurs avec chaleur que les ministres, ses prédécesseurs, aient jamais isolé le roi du peuple et privé le roi de la confiance de ses sujets. Ravez vient en aide à la généreuse initiative de Martignac et s'oppose à cette accusation qui remonte au roi lui-même. L'agitation redouble; les amis de Villèle et ses complices n'osent pas tous élever la voix pour le défendre; tous les membres de l'opposition ne sont pas d'accord pour approuver la mesure extrême provoquée par Labbey de Pompières : les anciens ministres trouvent autant de champions qui combattent pour eux que d'adversaires qui les attaquent. Enfin, le vote leur est défavorable, et une commission de neuf membres est nommée pour examiner la proposition de Labbey de Pompières. C'est un magistrat éclairé et intègre, Girod de l'Ain, qui fera le rapport; mais Martignac, qui a pris fait et cause pour les accusés à la tribune, leur prête une assistance plus utile encore, en refusant à la commission de lui communiquer aucune pièce officielle et en l'empêchant d'arriver à la connaissance exacte des faits. Le travail de la commission dura six semaines; elle appela, elle entendit beaucoup de témoins; elle essaya de pénétrer dans les causes secrètes du licenciement de la garde nationale; elle rechercha soigneusement l'origine des massacres de la rue Saint-Denis, et au bout de six semaines, Girod de l'Ain apporta son rapport consciencieusement élaboré, dans lequel il concluait qu'il y avait lieu à instruire sur l'accusation de trahison contre les anciens ministres. La discussion du rapport fut ajournée jusqu'à l'adoption du budget; le budget adopté, la session se trouva close et l'accusation n'eut pas de suite. Labbey de Pompières voulut la faire revivre dans la session suivante; mais l'opposition elle-même pensa que c'était assez punir les traîtres et les concussionnaires que d'avoir suspendu cette épée de Damoclès sur leur tête pendant plus d'un an. La France d'ailleurs avait pardonné, puisqu'elle oubliait déjà le système déplorable dont elle avait tant souffert : elle se sentait tout allégée et toute joyeuse sous les promesses d'une administration douce et bienveillante; elle ne doutait plus des bonnes intentions de ses ministres actuels : les jésuites étaient sacrifiés par ordonnance du roi. La commission

chargée d'examiner la situation de l'enseignement ecclésiastique avait fait son rapport : elle n'avait pas hésité à constater que les jésuites possédaient huit collèges (Aix, Billom, Bordeaux, Forcalquier, Dôle, Montmorillon, Saint-Acheul et Sainte-Anne d'Auray) et que ces collèges comprenaient autant d'élèves que les collèges de l'Université. Le conseil des ministres fut unanime pour admettre que les jésuites, si respectables qu'ils pussent être comme individus, ne devaient pas s'établir en France comme Société, tant que les arrêts qui les bannissaient ne seraient pas cassés et supprimés. Le moment ne semblait pas bien choisi pour mettre à néant les sentences des parlements et les ordonnances de la royauté : l'esprit des populations était féru d'une folle haine que lui inspiquaient les jésuites et tout ce qui semblait porter leur nom ou leur habit ; les journaux de l'opposition avaient attribué des proportions si effrayantes à ce fantôme, que le peuple les cherchait et les voyait là où leur ombre n'avait jamais apparu. Le jésuite était une sorte d'épouvantail placé au-dessus du trône et de l'autel. Le peuple amassait toutes ses colères et tous ses ressentiments contre cet ennemi occulte qu'il accusait sans cesse de crimes imaginaires. Le clergé tout entier se trouvait compris dans l'aversion générale qui s'attachait au costume ecclésiastique, comme si tous les prêtres étaient des jésuites. Ainsi, lorsqu'un prêtre, l'infâme Contrafatto, avait été condamné aux travaux forcés pour attentat aux mœurs, sa condamnation avait paru frapper à la fois tous les membres de la Société de Jésus, et cet immense scandale s'était résolu en nouvelles malédictions contre les jésuites. Ce furent ces graves et sérieux motifs que les ministres firent valoir auprès de Charles X pour obtenir qu'il donnât sa sanction à l'ordonnance qui faisait rentrer sous la juridiction universitaire les huit grandes écoles ecclésiastiques. Cette ordonnance avait été rédigée avec beaucoup de réserve ; les jésuites n'y étaient pas même nommés : on n'y parlait que de *personnes appartenant à une congrégation non autorisée*. Le roi refusa de signer d'abord ; mais il céda en gémissant et en grondant, dès que les ministres lui eurent offert leur démission collective. Une autre ordonnance (16 juin), qui créait huit mille bourses de cent cinquante francs dans les petits séminaires où le clergé ne pourrait pas recevoir plus vingt mille élèves tous destinés à la prêtrise, cette ordonnance qui ajoutait douze cent mille francs au budget des cultes, fut promulguée, à titre de compensation, en même temps que l'ordonnance qui expulsait de nouveau les jésuites et les retranchait de l'enseignement. Le ministre des cultes avait cherché à tempérer d'avance le coup qu'il leur portait, en faisant leur éloge à la chambre des députés : « On les peint, avait-il dit, sous de fausses et injustes couleurs : comme individus, ils ont droit à l'estime publique, et je me plais à rendre témoignage à leurs vertus, à leur probité et à leur désintéressement. » La majorité de la commission, dans laquelle se trouvaient plusieurs humbles serviteurs de la Congrégation, avait essayé inutilement de faire prévaloir cette tolérance jésuitique qui consistait à repousser les jésuites en tant que membres d'une société religieuse non autorisée, mais à les ad-

mettre comme individus suivent *pour leur régime intérieur* la règle de Saint-Ignace. L'opinion de la minorité, composée de Dupin aîné, de Lainé, du baron Mounier et du président Séguier, ne triompha que par l'appui collectif du ministère. Il fut seulement accordé un délai de quelques mois aux huit grandes écoles ecclésiastiques en contravention avec le régime universitaire qui devait leur être imposé à partir du 4^{er} octobre ; mais les jésuites, qui s'étaient emparés de l'éducation publique dans ces écoles où affluaient les fils de familles nobles, n'attendirent pas que l'Université fût invasion chez eux ; ils fermèrent leurs classes et renvoyèrent leurs élèves, en protestant contre le coup d'autorité ministérielle qui les frappait ; la plupart d'entre eux, irrités ou effrayés de cette disgrâce subite, sortirent de France, avec l'espoir qu'on les y rappellerait bientôt. On peut croire que Charles X eût tenu tête à son ministère dans l'intérêt de la Congrégation, si le duc de Rivière se fût trouvé là pour l'exciter et l'encourager à la résistance ; mais ce favori était mort, peu de temps auparavant (21 avril), et le baron de Damas, qui lui succéda en qualité de gouverneur du duc de Bordeaux, n'avait pas hérité de son empire sur le roi, en héritant de ses sympathies et de son dévouement pour les jésuites. Charles X et la famille royale furent donc aussi chagrins qu'embarrassés de la mesure rigoureuse que le ministère avait voulu prendre contre l'institut de Loyola : ils laissèrent retomber sur le ministre des cultes tout le poids de cette mesure que celui-ci avait acceptée comme un pénible sacrifice fait au sentiment de la nation. En effet, la France apprit avec étonnement et avec transport, qu'elle était délivrée des jésuites par ordonnance du roi : elle n'y croyait pas d'abord, et quand elle ne put pas douter du fait, qui se traduisait par la fermeture des collèges ecclésiastiques, elle y chercha une cause cachée et une intention perfide. Le clergé, tout infecté de jésuitisme, ne paraissait pas disposé à mettre de même les jésuites hors la loi ; il manifestait hautement des vellétés de résistance sur le terrain apirituel ; il refusait de demander l'autorisation du ministre, grand-maitre de l'Université, pour cinquante-trois petits séminaires qui n'auraient pas une existence légale ; les évêques, surtout, se montraient rebelles à ces ordonnances dans lesquelles ils voyaient un empiètement de l'administration sur leurs droits et leurs pouvoirs : ils se plaignirent, en gémissant ou en menaçant, de ce qu'ils nommaient l'œuvre de la philosophie et de la Révolution ; l'archevêque de Toulouse, Clermont-Tonnerre, osa écrire au ministre des cultes que la devise de sa maison : *Etiamsi omnes, ego non*, était aussi celle de sa conscience et qu'il n'obéirait pas aux ordonnances relatives à l'enseignement ecclésiastique, lors même que tous les évêques de France auraient la faiblesse de s'y conformer. On essaya d'organiser cette résistance et de lui donner un corps, en créant une *Association pour la défense de la religion catholique*, dont le duc d'Havré accepta la présidence et dont les vice-présidents, le maréchal d'Hohenlohe, Duplessis Grenédon et le marquis de Larochefacquelein, proclamaient par leurs noms seuls la tendance ultra-religieuse. Cette association n'eut pourtant pas beau-

coup plus de crédit que sa rivale l'*Association évangélique pour la défense des libertés de l'Eglise gallicane et du droit public des Français*. La Congrégation avait déjà perdu de sa force et de son prestige, à la suite d'un premier échec qui fut accueilli par les applaudissements du peuple : on commençait à s'apercevoir qu'elle n'était pas invulnérable et qu'on pouvait se passer d'elle dans le monde politique ; il y eut dès lors réserve, froideur, défiance, à l'égard de ces affiliations jésuitiques ou religieuses qui ne semblaient plus aboutir inévitablement à la faveur de la cour. Le règne des jésuites de robe courte était fini, du moment que le roi lui-même rompait avec la Congrégation. Le bon sens populaire jugeait cependant que les jésuites n'étaient pas si bien morts, qu'ils ne travaillassent souterrainement à leur résurrection ; si l'on cessa de leur faire une guerre impitoyable et de les voir partout sortant de terre, on les poursuivait encore avec l'arme du ridicule et de la satire.

Le ministère Martignac, qui s'était senti assez fort pour immoler à l'animadversion publique le jésuitisme enseignant, avait à cœur de se fortifier encore dans l'opinion en relevant la dignité de la France vis-à-vis des puissances étrangères. Dans le discours du trône où il eut le tort d'excuser par un mensonge le combat naval de Navarin en le qualifiant d'*imprévu*, il promettait la pacification de la Grèce et la punition du dey d'Alger : c'était par les armes qu'il comptait obtenir ce double résultat. Une escadre bloquait le littoral de la régence d'Alger, dont le dey, Hussein, avait insulté le consul français, Deval, en le frappant d'un coup d'éventail et en le chassant avec mépris, sous les yeux de tout le corps consulaire (27 avril 1827). Le dey se fondait sur la légitimité de ses griefs personnels contre le consul de France, pour refuser la réparation qu'on exigeait de lui ; il prétendait avoir aussi à se plaindre du gouvernement du roi, qui lui retenait injustement deux millions cinq cent mille francs sur le prix d'une fourniture de blés faite à la République française : loin d'accorder aucune espèce de satisfaction à la France, il avait fait emprisonner tous les Français qui étaient restés sous sa domination. Le blocus continuait depuis plus d'un an, sans avoir eu d'autre conséquence que d'accroître l'orgueil du dey qui le bravait : ce blocus et les croisières qui l'accompagnaient, avaient déjà coûté plusieurs millions en pure perte. On ne songeait pas encore cependant à une expédition contre Alger, et l'on se flattait de vaincre, par le blocus seul, l'inflexible résistance de Hussein. Quant à l'expédition à envoyer en Grèce, pour achever l'œuvre de la pacification, elle était résolue, alors même que le roi, dans son discours de la couronne, affectait d'espérer que la triple alliance de la France, de l'Angleterre et de la Russie triompherait, sans le secours de la force, du mauvais vouloir obstiné de la Porte-Ottomane. Le 14 avril, la Russie avait déclaré la guerre, pour son propre compte, au sultan, et dix jours après, les hostilités commençaient en Moldavie et en Valachie. Mais la question grecque n'était pour rien dans cette guerre qui n'intéressait que la Russie et qui n'eut pas pour elle des avantages immédiats, malgré la présence de l'empereur Nicolas

à la tête de son armée. Les affaires de la Grèce n'avaient point fait un pas depuis la bataille de Navarin, que les trois puissances alliées attribuaient, d'un commun accord, à des circonstances fortuites et imprévues. Ibrahim et ses Égyptiens occupaient toujours le Péloponèse et s'y tenaient sur la défensive; l'armée turque, rassemblée pour étouffer l'insurrection des Hellènes, était allée, sous le grand étendard du Prophète, défendre la frontière des Balkans contre les Russes. La Grèce régénérée, qui ne se composait encore que d'un petit nombre de villes ruinées et de pauvres villages, avait accepté avec acclamation la présidence du comte Capo d'Istria que lui envoyait la Russie, de concert avec la France et l'Angleterre. Capo d'Istria, fort de l'armistice que les trois puissances garantissaient à la Grèce, s'était mis à organiser un gouvernement, une administration, une armée, une marine, et cela, au milieu des rivalités belliqueuses de tous les chefs qu'il parvint à dompter, sinon à se reconcilier entre eux. La Grèce était délivrée, et déjà les dissensions intestines, les ambitions en lutte, les haines et les vengeances troublaient, ensanglantaient ce malheureux pays. On put croire en Europe qu'une nation, abâtardie par tant de siècles d'esclavage, avait perdu le droit et la faculté de se gouverner elle-même. De ce moment, l'opinion se refroidit partout pour la cause des Grecs et même leur devint hostile : on les avait exaltés comme des héros; on les jugea presque indignes d'être libres. Mais l'indépendance de la Grèce était désormais un fait accepté par la politique européenne, et la France devait employer ses armes à la consacrer à la face de l'Europe. Une expédition avait été préparée dans ce but, quand le ministère Martignac demanda aux Chambres l'inscription de quatre millions de rentes pour subvenir aux frais de cette expédition. Les députés de la gauche ne se montraient pas fort partisans de l'emprunt et de l'expédition qui le motivait : Bignon s'enquit de l'influence que subissait le ministère en se laissant entraîner à une guerre inutile contre la Turquie : « Le vent qui souffle vient-il des bords de la Newa ou des bords de la Tamise? — Le vent ne vient ni des bords de la Newa ni de ceux de la Tamise, répondit fièrement le ministre de la marine : il vient et il viendra toujours pour nous des bords de la Seine. La France veut : elle fait des amis et des alliés, mais elle ne sera jamais sous l'influence d'aucune puissance. » L'emprunt et l'expédition furent, le 21 mai, votés à la majorité de deux cent quatre-vingt-sept voix contre soixante-cinq, et le 17 août suivant, l'expédition partait de Toulon, sous les ordres du général Maison. Elle se composait de trois brigades commandées par les généraux Sébastiani, Schneider et Ilgonet, qui apprirent, en débarquant dans le golfe de Coron, que le pacha d'Égypte, Méhémet-Ali, avait traité avec l'amiral anglais Codrington, et qu'Ibrahim, en vertu de ces conventions, était prêt à évacuer la Morée. Le général Maison n'eut donc pas d'autre tâche que de recevoir des mains d'Ibrahim les clés des villes qui avaient garnison égyptienne : l'évacuation de la province fut aussi prompte que complète; Ibrahim et ses troupes s'embarquèrent à bord de la flotte anglaise et française, qui les ra-

mena en Égypte; il s'étonnait que les Français qui étaient allés en Espagne faire des esclaves vinssent, à cinq ans d'intervalle, faire des hommes libres en Grèce. Cette dernière expédition, plus honorable que l'autre, ne brûla de la poudre que devant Coron où les Turcs firent un simulacre de défense; on n'eut pas recours aux armes, pour le reste des opérations du corps expéditionnaire, qui laissa pourtant six cents morts sur le sol qu'il avait délivré. Les privations de tout genre, les maladies épidémiques, furent plus meurtrières que ne l'auraient été les travaux d'une longue campagne. Deux mois après l'arrivée de l'expédition française en Morée, les ambassadeurs des trois puissances à Londres, Aberdeen, de Lieven et de Polignac, notifièrent au Divan que le but de cette expédition était atteint et que la Morée restait placée sous la sauvegarde de la France, de l'Angleterre et de la Russie, jusqu'à ce que le sort de la Grèce eût été réglé par une négociation tout amicale et bienveillante avec la Sublime Porte. Le général Maison avait terminé sa mission; il fut rappelé en France avec deux brigades; la troisième brigade, à la sollicitation du président Capo d'Istria, prolongea son séjour en Morée sous les ordres du général Schneider et acheva de pacifier le pays, tandis que les Grecs, protégés contre une invasion turque, reprenaient successivement des villes situées hors des limites que la conférence de Londres assignait à leur territoire. La question grecque fut désormais abandonnée à la diplomatie et elle devint presque indifférente aux sympathies des peuples qui l'avaient fait adopter par les rois.

La France, en ce moment, semblait absorbée par ses propres intérêts et préoccupée exclusivement de son avenir plutôt que de sa situation présente : elle détournait les yeux de la politique extérieure pour les porter avec inquiétude sur les menaces de la politique intérieure; elle sentait s'agiter sourdement la conspiration ultra-royaliste et ultra-religieuse qui avait juré d'anéantir ses libertés; elle ne jouissait pas du calme factice que lui donnait le ministère Martignac et elle ne s'endormait pas, de peur d'être réveillée par l'explosion qu'elle attendait. Elle ne pouvait donc, sous l'impression de ces anxiétés permanentes, prendre souci du rôle qu'on réserverait à la Grèce affranchie et du rang qu'on lui accorderait parmi les états européens; elle avait à peine le temps de s'indigner de la révolution absolutiste, que don Miguel avait fait triompher en Portugal, en usurpant la couronne de dona Maria sa nièce et sa fiancée. Tous les esprits étaient tournés vers un danger inconnu qui existait au fond de ce repos apparent quo rien ne justifiait. La session avait été close le 18 août, par l'adoption d'un budget qui dépassait neuf cent soixante-quatorze millions et qui ne couvrait pas le déficit énorme que Villèle avait légué à ses successeurs. Aussitôt, le roi avait entrepris dans les départements de l'est un voyage qui se rattachait évidemment à celui de la duchesse de Berry dans les départements de l'ouest et du midi. Ces deux voyages, dont le premier ne dura que dix-huit jours tandis que l'autre se prolongea pendant trois mois et demi, avaient pour objet une sorte de pro-

pagande du royalisme pur au milieu des populations. Madame, accueillie avec enthousiasme dans la Vendée, se persuada que cette province fidèle enfantait encore, au besoin, une armée vendéenne prête à mourir pour la royauté; elle crut retrouver à Bordeaux cette chevalerie royaliste qui avait salué en 1814 le retour des Bourbons; elle revint aux Tuileries, toute fanatisée par les transports de joie et d'amour qu'elle avait provoqués sur sa route. Charles X, de son côté, avait rencontré les mêmes ovations, les mêmes élan, les mêmes cris de bonheur : l'accueil qu'il recevait dans chaque localité, avait été rédigé d'avance en programme officiel, et le peuple, qui se fait si volontiers acteur passionné dans ces spectacles du cérémonial de cour, s'était surpassé dans son rôle ordinaire de flatteur des rois et des grands. Martignac d'ailleurs accompagnait le roi et le dauphin, et il avait une bonne part dans les acclamations qui remerciaient Charles X d'avoir changé son ministère *déplorable*. Charles X, témoin de cet empressement et de cette adulation de la foule, demeura convaincu qu'il était vénéré comme saint Louis, populaire comme Henri IV et puissant comme Louis XIV. Il s'affermir davantage dans son dessein de replacer la royauté au-dessus de la Constitution et de relever à la fois l'autel et le trône sur les ruines de la Charte. L'inslant n'était pas venu : il dissimula; il fit semblant d'approuver les vues de son ministère et de suivre sans regret comme sans arrière-pensée la ligne constitutionnelle. Martignac et ses collègues étaient aveuglés à ce point, qu'ils se croyaient sûrs de la confiance du roi, et qu'ils faisaient des plans et des projets pour un long avenir de ministres. Ils avaient lieu d'être fiers et satisfaits de la tranquillité générale qu'ils voyaient régner dans le pays, mais ils étaient presque les seuls en France qui n'appréhendassent rien des intrigues et des complots du parti de la réaction; car ce parti travaillait dans l'ombre, tandis que tous les partis, fatigués ou incertains, étaient comme en trêve.

Le discours du roi, à l'ouverture de la session qui fut ajournée au 27 janvier 1829, était bien fait pour augmenter la confiance des ministres et celle de la France : pouvait-on supposer que Charles X prononcerait, sans hésitation, les paroles libérales et sages que Martignac lui avait inspirées? Les applaudissements des Chambres eurent un immense écho dans la nation, lorsque le noble langage que le ministère faisait tenir au roi, eût déconcerté les soupçons et les pressentiments fâcheux; le cœur de la France guerrière battit à cette énergique promesse : « Quels que soient les événements que l'avenir nous réserve, je n'oublierai jamais que la gloire de la France est un dépôt sacré, et que l'honneur d'en être le gardien est la plus belle prérogative de ma couronne. » Ce discours, plus développé et plus explicite que tous ceux qu'on avait entendus jusqu'alors, représentait les relations amicales de la France avec les puissances, la paix et l'ordre régnant dans l'intérieur, l'industrie florissante, la presse *affranchie* jouissant d'une entière liberté, la religion et l'enseignement réconciliés, les lois du royaume relatives aux jésuites exécutées avec une fermeté prudente, les finances en pleine prospérité; il annon-

cait plusieurs projets de loi importants, entre autres le code militaire et l'organisation départementale et municipale à mettre en harmonie avec les institutions : il se terminait par une déclaration trop nette et trop précise, pour qu'elle ne rassurât pas les plus inérédulés : « L'expérience a dissipé le prestige des théories insensées. La France sait bien sur quelles bases son bonheur repose, et ceux qui le chercheraient ailleurs que dans l'union sincère de l'autorité royale et des libertés que la Charte a consacrées, seraient hautement désavoués par elle. » Cependant le nom redouté de Polignac avait circulé encore la veille de l'ouverture des Chambres, et l'on racontait que ce futur ministre s'était inauguré lui-même dans un autre discours que le roi voulait lire et que Martignac avait eu le crédit de faire écarter en y substituant le sien. Ces bruits paraissaient confirmés d'ailleurs par l'arrivée du prince de Polignac à Paris. Celui-ci crut nécessaire de se justifier, de se réhabiliter, en quelque sorte, vis-à-vis de l'opinion libérale, en prenant la parole dans la discussion de l'Adresse au roi, à la chambre des pairs ; il donna même un éclatant démenti à toute sa vie politique, et fit l'éloge de la Charte en termes emphatiques : « Ce pacte solennel sur lequel nos libertés reposent, dit-il, m'apparaît comme ce signe céleste précurseur du calme et de la sérénité ; j'y vois un port assuré contre de nouvelles tempêtes, une terre neutre, également inaccessible à des souvenirs qui ne seraient pas sans danger, comme à d'inutiles regrets. » Il repartit pour Londres après ce beau semblant de conversion constitutionnelle, en disant : « Le temps de mon ministère n'est pas encore arrivé. » L'Adresse au roi fut émaillée de flatteries monarchiques, dans les deux Chambres ; mais la discussion de cette Adresse donna lieu à quelques plaintes de la gauche, au sujet de la politique étrangère : on n'entendit pas ces plaintes parmi les *cris de gratitude* et les *acclamations des départements*, qui avaient accueilli le voyage du roi. Charles X se sentit enivré de cet encens d'amour et de reconnaissance : « J'ai l'intime conviction, répondit-il aux députés, que je mérite l'amour de mes sujets. — Je saurai prouver aux Français, dit-il aux pairs, que je suis digne du sang qui coule dans mes veines. »

Ces préludes de la session n'annonçaient pas qu'elle dût être fatale au ministère qui avait associé, pour ainsi dire, sa popularité à celle du roi dans le voyage de Charles X. Dès le 9 février, Martignac apporta les deux projets de loi d'administration départementale et communale, qu'il avait élaborés de concert avec le garde des sceaux et qu'il regardait comme l'honneur et l'appui du cabinet. Il fut surpris et chagrin de l'accueil hostile et froid que reçurent ces projets qui étaient un progrès évident, une amélioration réelle. La droite les jugea révolutionnaires et dangereux pour la monarchie ; la gauche les trouva timides et insuffisants pour la liberté. Dès ce jour-là, on put prévoir une coalition non préméditée contre le ministère, à l'occasion de deux lois qu'il avait eu tant de peine à faire approuver par le roi. Martignac, il est vrai, ne voulait d'abord s'occuper que de l'organisation municipale où il faisait une part toute nouvelle au principe électif ; mais Charles X, conseillé

par la coterie de Polignac, exigea que la loi départementale fût présentée en même temps et servit de contre-poids à un nouveau régime des communes nommant leurs conseils municipaux; dans la loi départementale, la grande propriété prédominait du moins la petite et la moyenne propriété, dont l'influence ne dépassait point les étroites limites de l'administration communale. On pouvait prévoir que ces deux projets se combattraient l'un par l'autre et que le ministère, obligé de les soutenir également, ne réussirait pas à les faire adopter tous les deux. La commission nommée à la chambre des députés pour examiner la loi départementale qui arriva la première à la discussion, l'avait toute bouleversée par des amendements destinés à la rendre plus large et moins aristocratique; le projet de loi communale fut aussi modifié dans le même sens par la commission, qui l'entourait d'une injuste défiance en supposant qu'on pouvait en faire sortir une *combinaison d'esclavage* au lieu d'un droit général établi au profit du pays tout entier. Martignac se posa en défenseur inexorable de ses deux lois, et il essaya en vain d'obtenir que celle des communes fût discutée avant la loi des départements. Le débat, commencé le 30 mars sur cette loi, que repoussait la droite et qu'attaquait la gauche, n'alla pas au delà du 7 avril : Martignac et Portalis étaient seuls pour faire face à tant d'adversaires acharnés, dont les uns voyaient un attentat à la prérogative royale là où les autres dénonçaient un attentat aux libertés publiques. Il était impossible de rapprocher ces deux extrêmes, entre lesquels le ministère perdait son équilibre et chancelait sous de rudes atteintes. L'opposition demandait à grands cris que le nombre des électeurs fût augmenté pour nommer les conseils généraux; elle plaida vivement la cause de la propriété moyenne contre la grande propriété : « N'est-il pas heureux, dit Benjamin Constant, que trente-deux millions d'hommes se contentent de voir leurs droits exercés par quatre-vingt-huit mille électeurs? » Benjamin Constant invitait donc le ministère à ne pas blesser ces électeurs par d'*injurieuses exclusions* : « Ils aiment le roi qui les a délivrés d'un ministère coupable, dit-il; ils aiment la Charte qui a mis un terme aux orages et au despotisme. » C'était chose inouïe que ce concert instantané des opinions les plus antipathiques, chacune tendant à un but différent et employant les mêmes moyens d'agression à l'égard du ministère. Celui-ci avait déclaré que, responsable envers le roi et le pays, des conséquences de l'innovation qu'il proposait, il n'accepterait aucun amendement radical. Or, la commission proposait de supprimer les conseils d'arrondissement. Martignac essaya inutilement d'éclairer la gauche et de lui faire comprendre qu'en demandant trop elle n'obtiendrait rien : « Nous ne pourrions jamais, dit-il, conseiller au roi d'adopter un projet qui serait autre que celui que nous avons présenté. » La gauche fit la sourde oreille, et l'amendement, qui supprimait les conseils d'arrondissement, fut voté. Aussitôt, le ministre de l'intérieur et celui de la justice sortirent de la salle et se rendirent aux Tuileries. Le roi apprit le vote de la Chambre avec une satisfaction rayonnante : « Vous voyez où l'on veut m'en-

trainer! leur dit-il. Cette Chambre est mauvaise; on n'en obtiendra rien que par la rigueur. » Les deux ministres reparurent dans l'assemblée pour lire l'ordonnance royale, en vertu de laquelle les deux projets de loi étaient retirés. L'extrême droite accueillit cette ordonnance avec acclamations; la gauche, avec stupeur, avec amertume. C'était le triomphe du parti absolutiste, que l'opposition avait fatalement servi. Le ministère paraissait incapable de se relever d'un pareil échec. Il continua pourtant de vivre, sans essayer de se refaire une majorité dans les Chambres qui l'avaient si mal secondé dans ses intentions libérales. Il évita, pendant le reste de la session, de se remettre aux prises avec la droite qui prophétisait sa chute, et de se rapprocher de la gauche qui n'avait pas eu la prévoyance de le soutenir. La chambre des députés était comme frappée d'indifférence ou d'indécision; elle ne donna pas suite à l'accusation de Labbey de Pompières contre les anciens ministres; elle discuta et adopta mollement plusieurs projets de loi, d'un ordre secondaire, tels que la loi sur la pêche fluviale et celle sur l'imprimerie et la librairie; elle ne refusa pas la dotation de la pairie qui allait grever le budget d'une somme annuelle de trois millions six cent mille francs; elle ne se réveilla un moment de sa torpeur que pour replacer sur la sellette le ministère précédent, à l'occasion de la fameuse salle à manger de Peyronnet, qui figurait pour cent soixante mille francs au budget des dépenses. Ce fut un grand scandale, que la malice de l'opposition exploita et grossit à l'aide du ridicule et de l'épigramme. La construction de cette salle à manger étant imputée à crime au ministre qui l'avait ordonnée, on rejeta le crédit qui'en devait solder les frais. Peyronnet, qu'on laissait en repos sur le fait de ses actes ministériels, faillit être accusé de concussion à propos d'une salle à manger qu'il ne paya pas néanmoins à l'architecte et aux entrepreneurs. Sauf cet épisode de mesquine tracasserie, le budget, qui offrait en apparence une économie de deux millions sur le dernier budget, ne trouva qu'une opposition de quarante-cinq votants dans la chambre des députés et de deux seulement dans celle des pairs. On ne voyait pas où l'on ne voulait pas voir le déficit quo chaque ministère cachait à son tour sous des crédits extraordinaires, supplémentaires ou éventuels, au fond desquels le sévère contrôle de l'économie ne pénétrait jamais. Lafitte appela en vain l'attention de la Chambre sur le péril de cet état de choses et sur l'augmentation annuelle du désordre financier : « La souffrance actuelle, dit-il tristement, le poids de notre dette, le déficit qui nous menace, nous le devons à l'indemnité et à la guerre d'Espagne. Quatorze cents millions de plus au trésor, et nous pourrions soulager les contribuables; quatorze cents millions de moins au grand-livre, et nous pourrions dicter la paix à l'Europe et reprendre le rang qui nous appartient. »

Le ministère Martignac s'était modifié d'une manière insignifiante pendant la session, quand le comte de La Ferronnais avait dû prendre sa retraite par des raisons de santé que compliquait le découragement de son impuissance diplomatique. Charles X ne permit pas au cabinet de se fortifier en s'adjoignant

quelque individualité imposante, telle que Chateaubriand ou Molé : il le força de se perpétuer dans son isolement et sa faiblesse. Le garde des sceaux, Portalis, passa au département des affaires étrangères et céda celui de la justice à un député du centre droit, Bourdeau, qui s'était distingué parmi les adversaires des jésuites et les partisans de la liberté de la presse. Bourdeau n'eut pas plutôt endossé la simarre, qu'il enjoignit aux procureurs-généraux de poursuivre impitoyablement « les excès de la presse révolutionnaire et irrégulière. » C'était là démentir les antécédents et les promesses du ministère qui se vantait d'avoir affranchi la presse. Martignac, depuis qu'il avait renoncé à s'appuyer sur le centre gauche, se tournait insensiblement vers le centre droit : il croyait pouvoir être encore utile à la France en s'opposant à l'avènement d'un ministère de réaction, et il faisait ou semblait faire des concessions successives à la politique personnelle du roi. Son esprit souple et fin lui servait à faire des progrès dans la confiance de Charles X qui lui témoignait même une bienveillance particulière : il fondait donc maintenant l'avenir du cabinet sur le bon vouloir du roi. Tout à coup, le prince de Polignac, appelé par Charles X, arriva de Londres le 27 juillet. Les bruits de changement de ministère se répandirent de nouveau avec les craintes et les répugnances qu'ils avaient déjà fait naître au moment de l'ouverture de la session. Ces bruits prirent bientôt de la consistance, et personne, excepté les ministres intéressés, ne douta plus que la venue du ministère absolutiste ne fût proche. On attendait la clôture de la session. Le 9 août, le *Moniteur* proclama la victoire des ultra-royalistes. Le prince de Polignac, nommé ministre des affaires étrangères, mais non encore président du conseil, avait composé enfin ce cabinet que la France tremblait de voir se former depuis deux ans. Le général Bourmont était ministre de la guerre ; le comte de La Bourdonnaie, ministre de l'intérieur. Ces deux noms seuls justifiaient toutes les inquiétudes que celui de Polignac avait éveillées : La Bourdonnaie, le fanatique séide du droit divin, l'ardent instigateur des coups d'État contre-révolutionnaires ; Bourmont, le transfuge de Waterloo. C'était comme un menaçant défi jeté à la France constitutionnelle. Ces trois redoutables ministres de la royauté absolue avaient eu quelque peine à trouver des collègues dociles et dévoués. On avait même supprimé le département du commerce, et réuni celui de l'instruction publique au département des affaires ecclésiastiques, pour avoir moins de ministres à nommer. Courvoisier, procureur-général à la cour royale de Lyon, acceptait le portefeuille de la justice ; Baron de Montbel héritait à la fois de Vatimesnil et de l'évêque de Beauvais. Il ne fallut pas moins que les instances presque impératives du roi et du dauphin, pour obtenir que le comte Chabrol de Crouzol s'associât à ce funeste cabinet, en se chargeant des finances, comme ministre provisoire. Le nom de l'amiral de Rigny avait été compris dans la création du ministère du 8 août, mais il déclina l'étrange honneur qu'on lui avait fait, sans son aveu, de le porter au département de la marine. On ne s'empessa pas toutefois de publier son refus, pour que sa popularité tour-

nât au profit du ministère où il se gardait bien d'entrer, et l'on attendit au 22 août pour faire connaître son successeur, le baron d'Haussez, préfet de la Gironde. Quoiqu'il en soit, tous les ministres ne fût pas plus définitif que leur consentement, Charles X était radieux : le ministère *fort* qu'il rêvait depuis son avènement au trône, venait d'être constitué. Il prit congé très-froidement des ministres qu'il renvoyait avec si peu d'égards, et il adressa même quelques paroles amères à Vatimesnil et à Feutrier, qui avaient failli le brouiller avec la Congrégation. Il ne leur marchandait pas néanmoins les pensions de retraite et les récompenses honorifiques, qu'on accordait toujours aux anciens ministres, en échange de leurs portefeuilles. Portalis, malgré les griefs que les jésuites avaient contre lui, fut fait premier président de la Cour de cassation, comme si l'on eût à cœur de le ménager ; le seul qu'on eut l'air d'oublier fut Bourdeau : il avait consenti pourtant à contresigner l'ordonnance royale qui nommait Polignac.

La consternation fut générale en France, quand on apprit la chute du ministère Martignac et l'élévation du ministère Polignac. On craignait bien depuis longtemps que le gouvernement ne tombât dans les mains de cet aveugle et opiniâtre représentant de l'ancien régime de la contre-révolution. Mais, tout en le craignant, on n'y croyait pas. La surprise se mêlait donc à l'indignation, et l'on se demandait si le roi n'était pas en démence. L'émotion qui agita Paris se propagea rapidement par toute la France, et l'on attendit avec anxiété les coups d'État par lesquels le nouveau ministère devait se révéler. La presse libérale avait poussé un cri d'alarme ; la presse royaliste y avait répondu. On ne doutait pas que le prince de Polignac et le comte de La Bourdonnaye ne fussent d'accord pour anéantir toutes les libertés publiques, et l'abolition de la Charte semblait la conséquence inévitable de leur arrivée au pouvoir. Cependant l'attente inquiète des libéraux et des royalistes constitutionnels fut trompée : aucune apparence de coup d'État ne vint réaliser leurs appréhensions, et même l'inflexible La Bourdonnaye, dans sa circulaire aux préfets, déclara que l'intention du gouvernement n'était pas *de troubler les situations établies, ni de faire une réaction*. « Le gouvernement du roi, disait-il, est inébranlable dans la résolution qu'il a prise de ne point s'écarter des principes constitutionnels consacrés par la Charte, et de ne rien négliger pour resserrer à jamais les liens qui doivent unir le trône et les libertés publiques. » On n'ajouta guère foi à cette déclaration solennelle, et les inquiétudes persistèrent. Le parti de Chateaubriand était le plus actif à les répandre et à les exagérer. Le *Journal des Débats*, organe de ce parti, avait commencé la guerre contre Polignac et ses collègues, en publiant un article rempli de sinistres présages sur les destinées de la royauté des Bourbons : Cet article remarquable, qui fut déféré aux tribunaux, se terminait par ces mots prophétiques : « *Malheureuse France ! malheureux roi !* Des poursuites étaient exercées également contre d'autres journaux, tels que le *Courrier Français* et le *Figaro*, qui avaient dénoncé au pays le péril qu'ils couraient ses

institutions. Le ministère espéra triompher de cette opposition unanime, en ne demandant à personne compte de ses opinions ni de ses antécédents : il ne destitua, il ne violenta aucun fonctionnaire ; il accepta seulement un grand nombre de démissions volontaires qui protestèrent contre ses principes et son origine. On pouvait déjà deviner quelque chose de ses desseins, en le voyant appeler à la préfecture de police le procureur-général Mangin, que le procès du général Berton avait si tristement mis en évidence, et qui ne devait pas tarder à surpasser Franchet et Delavau dans le système de l'arbitraire et de la violence. La faction absolutiste, qui était parvenue enfin à s'emparer du gouvernement sous le nom du prince de Polignac, exultait de joie. Elle empêchait Charles X d'entendre le concert de réprobations que soulevait dans toutes les classes de la société la victoire de ce parti réactionnaire et insensé. Charles X se croyait véritablement roi de France, par la grâce de Dieu, depuis qu'il avait mis sa couronne sous la sauvegarde d'un ministère exclusivement royaliste : il n'était accessible ni aux conseils, ni aux insinuations, ni aux influences extérieures ; il ne fut pas même frappé du silence glacial que gardait le peuple en le voyant suivre à pied la procession du vœu de Louis XIII (15 août) ; il n'avait jamais eu plus de confiance ni moins de soucis que depuis l'établissement de son ministère : il était en chasse tous les jours. Mais les partisans du ministère n'imitaient pas sa réserve et sa dissimulation : ils réclamaient impérieusement et à grands cris des promesses et des actes ; ils suppliaient le roi de fermer le gouffre des révolutions, ouvert en 1789, et d'y rejeter la Charte qui en était sortie. La presse servait de voix et d'écho à ces excitations perfides, et la Congrégation avait fourni les plumes qui travaillaient à effacer la Constitution. Deux écrivains nés de la circonstance, Madrolle et Cottu, s'étaient distingués par leurs attaques hardies contre les droits et les libertés que quarante ans de possession assuraient à la France. Ils allèrent si loin dans leurs provocations aux coups d'État, que le garde des sceaux, qui sympathisait avec leurs idées, ne put les sauver d'une condamnation judiciaire. La magistrature, au milieu de cette lutte des partis et de cette effervescence des opinions et des sentiments, protégeait avec une égale viguerie, par ses arrêts, la royauté et la Charte : elle témoignait de son respect pour l'une et l'autre, comme si elles fussent inséparables, et l'on sentait renaitre dans les tribunaux cet esprit de dévouement au roi et à la loi, cette conscience de justice et de raison, qui avaient caractérisé les anciens parlements. Cette noble et digne contenance de la magistrature fut surtout remarquable dans deux procès de presse, celui du *Journal des Débats* et celui de l'*Association Bretonne*. L'article soleaucl, où la rédaction royaliste du *Journal des Débats* avait prophétisé tous les malheurs que le ministère Polignac entraînerait après lui, amena sur les banes de la police correctionnelle Bertin aîné, propriétaire-gérant du journal, et le fit condamner, malgré ses vieux services à la royauté, malgré la plaidoierie adroite de son avocat Dupin aîné, à six mois d'emprisonnement et à cinq cents francs d'amende. Mais

ce jugement, que la position de l'accusé avait entouré d'un immense éclat, ne fut pas confirmé par la cour royale (24 décembre). Quand on transmit au premier président Seguier, de la part du roi, l'invitation de maintenir l'arrêt des premiers juges, le descendant des Segnier répéta son mot historique : « La cour rend des arrêts et non des services. » La cour royale se conduisit avec la même indépendance dans l'affaire de l'*Association Bretonne*. Cette Association, formée entre les habitants de cinq départements de la Bretagne, avait pour objet d'indemniser, à l'aide d'une souscription volontaire, ceux des souscripteurs qui seraient passibles de frais et de dommages personnels, par suite du refus de l'impôt illégalement voté. L'acte d'Association, publié le 17 septembre dans le *Courrier Français* et le *Journal du Commerce*, puis répété dans tous les journaux, mit en cause seulement Bert et Lapclouze, gérants du *Journal du Commerce* et du *Courrier Français*. Le tribunal correctionnel les condamna l'un et l'autre à un mois de prison et à cinq cents francs d'amende; mais la cour royale, tout en maintenant le jugement de première instance, déclara (3 avril 1830) que l'*Association Bretonne*, destinée à soutenir la résistance légale dans le cas où une poignée de brouillons politiques renverseraient les bases des garanties constitutionnelles consacrées par la Charte, n'était fondée que sur une supposition gratuite, injurieuse pour le roi et pour ses ministres, car on ne pouvait imputer au gouvernement du roi l'intention criminelle de révoquer la Charte octroyée et concédée à toujours. Les magistrats les plus sages et les plus circonspects s'associaient donc aux protestations des vrais royalistes constitutionnels contre les tendances et les mauvais desseins du ministère. Quant au parti ultra-libéral ou républicain, il avait jugé prudent de se mettre en mesure de résister, même par la force, à la contre-révolution. La Fayette et ses amis, les conspirateurs de 1822, s'étaient rattachés à leurs habitudes de conspiration. La charbonnerie avait recommencé sa propagande, sans faire beaucoup de prosélytes; les sociétés secrètes, qu'on essayait de raviver et d'étendre, n'offraient plus que des cadres vides et insignifiants; la *Haute-Vente* n'exerçait plus d'autorité sur les *Ventes inférieures*, à travers lesquelles l'œil de la police pénétrait de toutes parts. Néanmoins, le général La Fayette, pour voir par ses yeux ce qu'on avait à espérer d'une prise d'armes au nom de la Charte et des libertés publiques, était allé faire une tournée politique dans les départements du midi, comme s'il eût voulu balancer à son profit l'effet moral du dernier voyage du roi dans les départements de l'est. Le général fut accueilli par les libéraux, comme l'espoir et le drapeau de l'avenir constitutionnel. Du 22 juillet au 8 septembre, cette ovation populaire l'accompagna de ville en ville, et l'enthousiasme qu'éveillait sa présence à Clermont, au Puy, à Grenoble et à Lyon, fit un singulier contraste avec la joie officielle qui attendait en même temps le dauphin à son passage dans les villes de Normandie jusqu'à Cherbourg. Des cris de vive La Fayette et de vive la Charte! étaient comme des malédictions adressées au ministère; mais Charles X ne les entendit que comme des menaces de ré-

volle, et il s'opiniâtra d'avantage à conserver ses ministres. Son conseil intime lui avait insinué que le duc d'Orléans était le machinateur secret de cet audacieux complot contre les prérogatives du pouvoir royal, et que les chefs du parti libéral, d'accord avec ce prince, ne s'attaquaient au ministère que pour frapper plus impunément et plus sûrement le roi. Louis-Philippe d'Orléans avait, en effet, une prodigieuse influence sur les chefs du parti libéral qui se croyait plus fort, en se servant de son nom; mais il n'usait de cette influence qu'avec une extrême réserve, de peur de se compromettre, et son habile tactique consistait à faire agir les gens, sans qu'ils soupçonnassent la main invisible qui les poussait et les dirigeait. Il se gardait donc bien de prononcer une parole qui pût tourner à son préjudice, et qui devint au besoin une arme contre lui-même. Il faisait, en un mot, de l'opposition silencieuse et immobile; il se tenait à l'écart des Tuilleries, évitait tout contact avec les ministres, et semblait n'avoir d'autre pensée que d'accroître son immense fortune qu'il gérait comme s'il eût été son propre intendant. Il avait la vue longue en politique, et il jugeait déjà que Charles X était arrivé trop avant sur la pente de la contre-révolution pour n'être pas précipité bientôt dans l'abîme. Il se tenait prêt à tout, mais il appréhendait de se trouver en concurrence avec la popularité du général La Fayette, qui aspirait alors à réunir dans sa main toutes les forces du libéralisme.

Le ministère n'avait pourtant réalisé aucune des intentions illégales qu'on lui prêtait, mais c'était sans doute faute de s'entendre. La discorde était entrée, avec le comte de La Bourdonnaye, dans le conseil des ministres. L'antagonisme ne tarda pas à se dessiner entre le prince de Polignac et lui. Ce furent d'abord des boudoirs, des épigrammes, des malveillances réelles, en présence du roi, qui souffrait de ce conflit perpétuel, et qui n'y savait pas de remède. Polignac et La Bourdonnaye voulaient se dominer l'un l'autre : le premier se posait en favori despote; le second, inflexible, brutal, colère, tel qu'il avait toujours été, faisait sonner bien haut sa supériorité d'homme d'État, et parlait au nom de l'extrême droite de la chambre des députés. La *niaiserie* proverbiale du prince de Polignac paraissait à son bouillonnant collègue un joug insupportable, et quand la faiblesse de Charles X menaça de lui imposer ce joug, en nommant un président du conseil des ministres, La Bourdonnaye offrit sa démission que l'on s'empressa d'accepter. Sa présence au ministère n'était qu'un obstacle à tout. Il se retira la tête haute, devant l'ordonnance qui nommait le prince de Polignac président du conseil. Son portefeuille du département de l'intérieur passa dans les mains de son collègue Baron de Montbel qui remplaça Guernon de Ranville, procureur-général près la cour royale de Grenoble, connu par un discours de rentrée largement contre-révolutionnaire. Le ministère ainsi modifié n'était pas encore complet : Chabrol paraissait trop timide; Courvoisier, trop méticuleux; mais l'instant d'agir fut ajourné. Charles X, endoctriné et fasciné par ses familiers de l'Émigration et de la Congrégation, n'avait jamais été plus résolu

à faire de le *vigueur*, ainsi qu'il se plaisait à le dire, aux applaudissements de son conseil intime. Les réceptions du jour de l'an lui donnèrent une occasion de prendre ses airs de Louis XIV, et de jouer le roi absolu. Lorsque la cour royale vint le complimenter par la bouche du premier président Seguier, il affecta de lui témoigner qu'il n'était pas satisfait de ses derniers arrêts : « Magistrats, dit-il d'un ton hautain, n'oubliez jamais les importants devoirs que vous avez à remplir; prouvez, pour le bonheur véritable de mes sujets, que vous cherchez à vous rendre dignes des marques de confiance que vous avez reçues de votre roi. » Le cour royale et son premier président reçurent un accueil encore plus outrageant, quand ils se présentèrent devant la dauphine : « Pessez, Messieurs ! » leur dit-elle de sa voix la plus algre, en les congédiant d'un geste dédaigneux. Cette inconvenante boutade d'humeur fut un grief de plus contre le ministère, qui ne l'avait peut-être pas conseillée. On croyait généralement que ce malheureux ministère renoncerait à tenir tête à l'opinion, dès que les Chambres seraient réunies. Mais le roi ne se pressait pas d'ouvrir la session qui fut prorogée au 2 mars. Les ministres se flattaient probablement de valner, dans l'intervalle, les défiances de l'opposition, en accordant quelque satisfaction au sentiment national. C'est dans ce but, et par ce motif, qu'il préparait une expédition contre le dey d'Alger, et qu'il accomplissait définitivement la pacification de la Grèce. Mais, dans ce moment, la France ne se préoccupait que de ses propres affaires, et concentrait toutes ses émotions dans le cercle étroit de la question ministérielle. On sut à peine que le traité d'Andrinople (2 septembre) avait mis fin à l'invasion des Russes dans la Turquie, et que l'empereur Nicolas, en restituant à la Porte Ottomane toutes les conquêtes qu'il avait faites, se contentait du résultat moral de cette guerre, où venait de disparaître le vieux prestige de l'empire des musulmans. La suite nécessaire de ce traité de paix devait être l'organisation définitive de l'indépendance de la Grèce. La Conférence, tenue à Londres par les plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre et de la Russie, décida (4 janvier) que la Grèce, déclarée état indépendant, aurait un gouvernement monarchique et héréditaire par ordre de primogéniture, et que le prince appelé à faire fonction de souverain légitime, serait choisi parmi ceux des familles régnantes en Europe. C'était un dénoûment diplomatique que les Hellènes n'avaient ni pressenti ni sollicité. Les limites du royaume grec étaient fixées par la Conférence, et les puissances alliées, qui prenaient ce nouvel état sous leur protection, lui garantissaient des secours en argent et même un emprunt que le président Capo d'Istria était autorisé à négocier. La France se montra presque indifférente à ces résultats mesquins d'une intervention qui lui coûtait plus de trente millions, et qui n'avait pas produit un seul fait d'armes honorable. La question d'Alger trouvait encore moins de faveur dans les circonstances graves où le sort de la France était en jeu. Certes, l'honneur du pays n'animait pas peu de sympathies dans le cœur de la nation, mais on se demandait si le gouvernement du roi n'avait pas à se

reprocher des procédés peu dignes de lui, à l'égard d'un souverain qui s'était lié à la probité de la République française, et qui réclamait le tardif paiement d'une dette sacrée. Le coup d'éventail que le dey avait donné au consul de France, semblait assez puni par un blocus de deux ans. Ce blocus avait exaspéré le vieil Hussein, au lieu de faire fléchir son orgueilleuse fermeté, et, lorsqu'un capitaine de vaisseau, de Labrettonnière, fut envoyé avec des pouvoirs pour régler le différend par voie amiable, Hussein lui fit un accueil menaçant et salua son départ à coups de canon. Tout espoir d'arrangement était donc perdu, au moment où le ministère Polignac arriva aux affaires, et Charles X n'eut pas besoin d'inspirer à ses ministres la ferme résolution de châtier l'insolence du dey d'Alger. Les souvenirs du règne de Louis XIV étaient là pour dicter à son successeur la conduite qu'il avait à tenir contre ce chef de corsaires. On équipa donc une flotte, on fit d'immenses préparatifs de guerre, tellement que les moyens ne paraissaient pas analogues à la fin. Cette armée, cette flotte, ces approvisionnements de campagne, on leur cherchait une autre destination que le bombardement d'Alger.

L'ancien régime n'était pas encore rétabli, mais Charles X avait l'air de déployer cet appareil militaire, pour intimider les ennemis de la royauté absolue. Il préludait à l'ouverture de la session législative, par des créations de pairs choisis dans l'élite des royalistes éprouvés et par des nominations de chevaliers dans les ordres de Saint-Michel et du Saint-Esprit; il se sentait fier et joyeux d'imiter ses ancêtres au milieu de ces pompes et de ces cérémonies qui appartenaient au passé et qui ressuscitaient la vieille France aux yeux de la nouvelle. Les Chambres se trouvèrent enfin réunies le 2 mars; le discours d'ouverture, que Charles X prononça avec une majesté étudiée mais d'un accent convaincu, avait emprunté les formes de langage familières à la monarchie de Louis le Grand; le roi y disait à chaque phrase *mon peuple, mon royaume, mon pavillon, mon trône*; il y annonçait solennellement l'expédition d'Alger: « La réparation éclatante que je veux obtenir, en satisfaisant à l'honneur de la France, tournera, avec l'aide du Tout-Puissant, au profit de la chrétienté. » Le passage le plus important de ce discours, rédigé par le garde des sceaux, mais amendé et renforcé par le conseil intime, renfermait en germe un coup d'État: « La Charte a placé les libertés publiques sous la sauvegarde des droits de la couronne; ces droits sont sacrés; mon devoir envers mon peuple est de les transmettre intacts à mes successeurs. Pairs de France, députés des départements, je ne doute pas de votre concours pour opérer le bien que je veux faire. Vous repousserez les perfides insinuations que la malveillance cherche à propager. Si de coupables manœuvres suscitaient à mon gouvernement des obstacles que je ne veux pas prévoir, je trouverais la force de les surmonter dans ma résolution de maintenir la paix publique. » Cette dernière phrase fut débitée d'une voix ferme et presque menaçante. Les pairs et les députés de l'extrême droite y répondirent par le cri de *vive le roi!* que répétaient les tribunes garnies d'une foule complaisante et intéressée; le reste de l'assemblée

gardait un silence morne et attristé. Ce discours, où l'on entendait pour la première fois le ministère parler son langage naturel, souleva de vifs et amers reproches dans la presse qui se fit l'écho du sentiment national : le ministère Polignac venait de se démasquer lui-même ; il ne craignait pas de proclamer ses projets : il avait découvert, dans l'article 14 de la Charte, une arme de guerre avec laquelle il frapperait la Charte et les libertés qui en émanaient. Les Chambres commencèrent leurs opérations sous l'empire de ces justes inquiétudes. On put juger, dès la première séance de la chambre des députés, que le parti Martignac avait une énorme majorité ; à la chambre des pairs, ce même parti, qui prenait le nom de son chef, Chateaubriand, devait aussi l'emporter sur la faction des ultra-royalistes. Chateaubriand était revenu de son ambassade de Rome, en apprenant l'avènement du ministère Polignac, et il avait déjà vigoureusement entamé dans la polémique du *Journal des Débats* la guerre implacable qu'il comptait lui faire à la tribune. Son premier discours à la chambre des pairs sapa le ministère dans ses fondements : « Toute révolution venant d'en bas est aujourd'hui impossible ; mais cette révolution peut venir d'en haut ; elle peut sortir d'une administration, égarée dans ses systèmes, ignorante de son pays et de son siècle. » L'Adresse au roi, qui fut votée sous l'impression profonde des paroles prophétiques de Chateaubriand, condamnait sans réserve les coups d'État ; elle donnait un grand avertissement au ministère par cette phrase significative : « La France ne veut pas plus de l'anarchie, que son roi ne veut du despotisme. » Elle donnait une sage leçon à la couronne : « Il est dans le vœu et l'intérêt de tous, que les droits sacrés de la couronne demeurent inviolables et soient transmis, *inséparablement des libertés nationales*, aux successeurs de Votre Majesté et à nos derniers neveux. » Charles X reçut cette Adresse avec dépit ; la cour, avec étonnement. Que devait-on attendre de la chambre des députés, lorsque la Chambre haute se permettait de faire de l'opposition contre le roi et sa pleine volonté ? La Chambre des députés allait oser davantage. Royer-Collard, dont le nom s'était placé en tête de la liste des candidats pour la présidence, fut désigné par le roi, comme à la session précédente ; Dupin aîné, Bourdeau, Cambon et Martignac furent élus vice-présidents ; le dernier ministère avait reconquis la majorité depuis sa disgrâce. La rédaction de l'Adresse au roi, confiée à Étienne, prit un caractère de respectueuse fermeté et de puissante raison sous la plume d'un publiciste qui n'était pas nouveau dans la politique, mais qui arrivait pour la première fois sur les bancs du centre gauche : c'était Guizot, un des premiers apôtres de l'opinion royaliste constitutionnelle en France. Dans le camp opposé, on vit paraître aussi pour la première fois, à l'ouverture de cette session, un orateur éminent, Berryer, qui venait défendre la monarchie de droit divin et dont le début oratoire fut inspiré par le prince de Polignac. L'Adresse, dont la discussion ne finit que le 16 mars, présentait sous les formes les plus convenables une protestation complète contre le ministère : il n'y avait pas un mot qui ne portât coup et qui ne blessât ce qu'on appelait la prérogative royale. C'était un ta-

bleau lugubre de la situation du pays auquel manquait la *sécurité de l'avenir* et que troublait une *vive inquiétude*; c'était un rappel sévère à la Charte, qui *fait, du concours permanent des vues politiques de votre gouvernement avec les vœux de votre peuple, la condition indispensable de la marche régulière des affaires publiques* : « Sire, ajoutait-on, notre loyauté, notre dévouement, nous condamnent à vous dire que ce concours n'existe pas. » La conclusion de cette Adresse mémorable annonçait en termes couverts, sinon ambigus, toutes les conséquences de la résistance légale : « Entre ceux qui méconnaissent une nation si calme, si fidèle, et nous qui avec une conviction profonde venons de déposer dans votre sein les douleurs de tout un peuple, jaloux de l'estime et de la confiance de son roi : que la haute sagesse de Votre Majesté prononce ! Ses royales prérogatives ont placé dans ses mains les moyens d'assurer entre les pouvoirs de l'État cette harmonie constitutionnelle, première et nécessaire condition de la force et de la grandeur de la nation. » La discussion ne resta pas au-dessous de la hauteur du sujet : Benjamin Constant, Dupin, Guizot, expliquèrent et complétèrent l'Adresse par des commentaires pleins de logique, de sagesse et de patriotisme. Benjamin Constant osa même porter à la tribune l'acte de l'Association Bretonne, en disant : « Nous et tous les citoyens qui prendrons conseil de nous, ne paierons aucun impôt qui n'aura pas été voté conformément à la Charte, et par là nous rendrons service à la liberté et à la dynastie ; à la dynastie que ne cessent de compromettre ses prétendus amis. » A de si redoutables adversaires, le ministère ne put opposer que l'éloquence de Berryer, le froid et verbeux réquisitoire de Guernon de Ranville, les emportements absolutistes du champion ordinaire de l'ancien régime, de Conny. Martignac n'eut pas pitié du ministère, mais de la royauté qui s'obstinait à faire cause commune avec lui ; il essaya de faire passer, sous les noms de Logeril et de Berbis, un amendement qui atténuait le blâme infligé au roi et les remontrances hardies que renfermait la péroraison de l'Adresse ; mais cet amendement fut repoussé par cette considération élevée que fit valoir Guizot : « La vérité a déjà assez de peine à pénétrer jusqu'au cabinet des rois ; ne l'y envoyons point faible et pâle ! » Deux cent vingt-une voix adoptèrent l'ensemble de l'Adresse. Ces deux cent vingt-une voix n'appartenaient pas toutes à la même nuance d'opinion, mais toutes elles protestaient contre le ministère Polignac. La France salua les Deux cent vingt-un comme ses sauveurs. La grande députation de la Chambre présenta l'Adresse au roi, qui la reçut d'un air froid, sévère et imposant : « J'avais droit de compter, dit-il, sur le concours des deux Chambres, pour accomplir tout le bien que je méditais ; mon cœur s'afflige de voir les députés des départements déclarer que de leur part ce concours n'existe pas. Messieurs, j'ai annoncé mes résolutions dans mon discours d'ouverture de la session ; ces résolutions sont immuables. » Le lendemain, 19 mars, une ordonnance royale prorogeait les Chambres au 1^{er} septembre.

On avait espéré que le roi, éclairé par les Adresses des Chambres, changerait son ministère : sa résistance, son obstination, produisirent dans tous les

esprits un sentiment de tristesse mêlé à une irritation sourde. L'opinion publique continua ses manifestations pacifiques : les Deux cent vingt-uu étaient les héros d'un triomphe national : on frappait des médailles en leur honneur ; on les accueillait, dans leurs départements, avec des marques éclatantes de reconnaissance et d'admiration ; la presse indépendante les célébrait dans un dithyrambe quotidien. Quant au parti absolutiste, il se taisait, il ne bougeait ; il attendait que le prince de Polignae eût donné le signal de la contre-révolution. Le ministère affectait une dédaigneuse indifférence pour les hostilités de l'opposition qu'il nommait *révolutionnaire* ; il semblait même ne pas s'apercevoir que les tribunaux l'abandonnaient ouvertement et lâchaient la bride à la presse. Il n'avait pas l'air de méditer des lois exceptionnelles et il ne manifestait sa présence que par des ordonnances très-inoffensives, mais assez ridicules, sur la transmission des paires hors de la ligne directe, sur l'organisation des élèves en diplomatie, sur celle des élèves du génie militaire, sur l'instruction primaire. Les ministres de la guerre et de la marine étaient exclusivement absorbés par les préparatifs gigantesques de l'expédition d'Afrique : le général Bourmont avait tenu à honneur de prendre lui-même le commandement en chef de cette expédition, comme pour se réhabiliter auprès de l'armée française. La cour, conformant sa pensée à celle du roi, n'était nullement inquiète de l'attitude de la population ; après avoir passé joyeusement un hiver tout couronné de fêtes, de bals, de mascarades, de spectacles, que la duchesse de Berry multipliait autour d'elle avec une sorte de vertige, la cour se livrait avec la même ardeur à des exercices de dévotion. C'était encore un spectacle et une fête, que cette procession solennelle pour la translation des reliques de saint Vincent de Paul à travers les rues de la capitale, cérémonie d'un autre âge que l'archevêque de Paris avait imaginée dans le but de montrer le roi suivant humblement, à pied et tête nue, la chaise d'un des plus grands patrons du jésuitisme. Cette chaise d'orfèvrerie massive renfermait une statue de cire, dans laquelle on avait incorporé quelques ossements attribués au saint qui était déjà tombé en poussière un siècle auparavant. Charles X et son fils s'abstinrent pourtant d'assister à la procession, mais toute la cour y figura sous les auspices du préfet de police Mangin. Il était aisé de voir que la Congrégation se ravivait et qu'elle se disposait à reprendre tout le terrain qu'elle avait perdu pendant le ministère Martignae. La procession de saint Vincent de Paul avait trop bien réussi à Paris, pour que les jésuites n'eussent pas recours dans les départements à ce moyen facile de frapper les esprits par les yeux ; les processions se déploierent partout avec une pompe qui faisait injure à la misère du peuple. Le voyage de la dauphine dans le Midi leur communiqua une nouvelle force expansive, et la duchesse d'Angoulême fut très-sensible à ce singulier genre d'accueil et de flatterie. Si des processions avaient lieu, en même temps, dans la Normandie, c'était pour supplier le ciel de faire cesser les incendies qui désolaient alors cette province. Ces incendies rappelaient ceux qui avaient eoasterné la Picardie sous le ministère *déplorable* et qui furent imputés à des

complots d'intimidation électorale; mais, en Picardie, on n'avait pas découvert un seul incendiaire. On en arrêta un grand nombre en Normandie, des vieillards, des jeunes filles, des enfants; ils étaient encore nantis d'étoupes et de substances propres à mettre le feu; quelques-uns furent saisis pendant l'exécution du crime; ils ne le niaient pas d'ailleurs, mais ils refusèrent tous, avec une incroyable persévérance, de déclarer le motif ou l'intérêt qui les faisait agir. Plusieurs périrent sur l'échafaud, d'autres furent condamnés aux travaux forcés; mais aucun d'eux n'aida la justice à pénétrer dans ce mystère d'iniquité: menaces, prières, promesses, échouèrent contre le silence de ces fanatiques qui semblaient avoir accompli un devoir terrible et s'être liés par un serment. L'effroi et l'indignation étaient au comble dans les campagnes: le conseil des ministres voulait nommer une cour prévôtale, pour frapper de terreur les auteurs et surtout les instigateurs secrets de cette abominable machination; le roi envoya deux régiments de la garde royale pour rassurer les populations épouvantées. Les incendies continuèrent néanmoins jusqu'à la fin du mois de juin et l'on n'arriva pas à découvrir la cause première de ces crimes. La rumeur publique les attribuait tantôt à l'influence des jésuites, tantôt à celle du prince de Polignac. C'était, selon les uns, un moyen infâme, employé par les révolutionnaires, pour faire accuser le ministère; selon les autres, c'était une tactique de police, destinée à détourner de la politique les yeux et les esprits. Quoi qu'il en fût, on acquit la certitude que certains mendiants avaient été salariés par une main inconnue pour jeter des matières inflammables dans les granges, et que des femmes avaient mis le feu, en sortant du confessionnal. Il y avait donc à la fois un complot criminel et une démenée fanatique. La capitale était du moins à l'abri de ces inexplicables monstruosité; on n'y voyait pas, comme dans les départements, des bandes de pauvres faméliques, allant de porte en porte demander l'aumône et laissant après eux la menace de l'incendie; mais la misère, quoique moins apparente dans les rues de Paris, n'y était pas moins affreuse, et la charité privée s'y montrait plus prévoyante, plus infatigable que l'administration de la bienfaisance publique. Le roi et la famille royale contribuèrent largement à soulager les infortunes, quela cherté des subsistances, la souffrance du commerce et de l'industrie, avaient tant multipliées pendant un long et rigoureux hiver. La triste situation des classes laborieuses n'assombrissait pourtant pas l'aspect des fêtes de la cour: le roi de Naples, François I^{er}, et la reine sa femme étaient alors à Paris, à leur retour d'Espagne où ils avaient conduit leur fille Marie-Christine dans le lit du vieux Ferdinand VII. Les Bourbons de France faisaient splendide accueil aux Bourbons d'Italie. Ce fut le Palais-Royal qui éclipsa tout à coup les magnificences des Tuileries; ce fut le duc d'Orléans qui sembla chargé de faire à ses illustres hôtes les honneurs de la capitale, lorsqu'il donna ce bal fameux (31 mai), auquel Charles X assistait avec la famille royale et que caractérisa le mot prophétique de Salvandy: « Fête napolitaine où l'on danse sur un volcan! » En effet, les clameurs et les sifflets de la foule, rassemblée dans le jardin du Pa-

lais-Royal et maudissant les ministres, parvenaient à travers la musique et les danses jusqu'aux oreilles du roi. Ce soir-là, le duc d'Orléans, chef ou patron privilégié de l'opposition libérale, devint l'antagoniste de Charles X, le prétendant au trône, l'espoir et l'avenir de la France constitutionnelle.

Charles X avait achevé de se dépopulariser en ordonnant la dissolution de la chambre des députés (16 mai). On s'était flatté de voir tomber le ministère sous le poids de la haine publique; on attendait donc avec calme la réunion de cette Chambre qui ne devait plus s'arrêter à l'Adresse des Deux-cent-vingt-un: il semblait impossible que les ministres osassent se représenter devant la majorité hostile qui lui refusait son concours. Mais la prorogation des Chambres n'avait été qu'un moyen terme et comminatoire qui préludait à la dissolution d'une assemblée que le vote de l'Adresse au roi avait fait accuser d'audace factieuse et révolutionnaire. Cette dissolution était décidée depuis deux mois, lorsqu'elle fut prononcée. Il n'y avait plus à douter des intentions immuables du roi : cette persévérance dans la fausse route, ce mépris du sentiment général, cet aveuglement de volonté, attristèrent tous les bons citoyens. Mais, au lieu de fléchir et de rompre, l'opinion populaire se fortifia et se redressa contre les ministres qui tenaient en échec le pays tout entier. On se prépara de toutes parts aux élections et à la lutte légale; les sympathies des masses se rattachèrent avec plus d'énergie aux Deux-cent-vingt-un comme aux défenseurs des libertés publiques. Le ministère, de son côté, crut nécessaire de s'affermir encore davantage en s'adjoignant quelques noms significatifs, qui annonceraient de sa part un plan de résistance invincible; deux de ses membres, d'ailleurs, contraignaient sa marche ou du moins ne la secondaient pas : Courvoisier n'avait pas osé affronter l'orageuse discussion de l'Adresse et s'était retranché derrière le prétexte de sa mauvaise santé, pour ne pas se faire le champion du ministère à la tribune; Chabrol de Crouzol refusait absolument de s'associer à toute espèce de mesure illégale ou exceptionnelle. On ne pouvait songer à un coup d'État, tant qu'ils seraient là pour l'empêcher. Le roi provoqua lui-même et accepta leurs démissions. Peyronnet fut le premier nom qui se présenta en même temps à la pensée de Charles X et à celle de ses ministres : il avait donné des preuves d'énergie et d'obstination; ses principes d'absolutisme royaliste et religieux ne demandaient qu'à se formuler dans ses actes. Le roi l'appela au ministère de l'intérieur que lui cédait Baron de Montbel pour passer aux finances : Peyronnet, à l'intérieur, devait travailler à obtenir des élections favorables au ministère et à la politique personnelle du roi. Ces élections étaient la grande affaire du moment : le ministère, assez novice dans les menus détails de la corruption électorale, jugea utile de s'en remettre à l'expérience du baron Capelle, préfet de Seine-et-Oise, qui avait fait ses preuves en ce genre et qui, pour cet objet-là, fut mis à la tête du ministère des travaux publics créé à son intention. Quant au garde des sceaux, qui devait être à la fois un orateur et un magistrat distingué, on le trouva dans un député de la droite; de Chantelauze, premier président de la cour royale de Grenoble, ami de Peyronnet,

créature du dauphin, et recommandé spécialement aux faveurs du parti absolutiste par le vœu qu'il avait exprimé un jour en pleine Chambre, de voir luire sur la France un *cinq septembre monarchique*. Chantelauze hésita pourtant à prendre les sceaux, dans les circonstances difficiles, où ils lui étaient offerts : les ordres du duo d'Angoulême et les prières de Peyronnet lui firent accepter le périlleux honneur du portefeuille. Le ministère ainsi réorganisé, on ne s'occupa plus que des élections. Le parti libéral s'en occupait également; la presse indépendante sonnait l'appel des patriotes et entretenait l'exaltation des esprits. La nomination de la nouvelle Chambre absorbait exclusivement toutes les forces vitales de l'opinion, de telle sorte qu'on s'intéressait à peine à cette expédition formidable qui allait partir de Toulon contre Alger. Le salut de la France et de ses libertés n'était pas dans cette flotte, dans cette armée, dans ces vastes préparatifs de guerre, destinés seulement à écraser l'orgueil d'un petit souverain des États barbaresques. Il n'y avait qu'une idée dans le peuple comme dans les hommes politiques qui le dirigeaient : ramener en triomphe à la Chambre les Deux-cent-vingt-un et renverser ainsi un ministère que la conscience publique repoussait en vain depuis son usurpation du pouvoir. Les Deux-cent-vingt-un recommençaient leurs excursions triomphales dans leurs départements : leur présence seule exerçait parmi les électeurs une irrésistible action de propagande. Ces réceptions solennelles des mandataires du pays, ces cortèges, ces banquets, ces discours et ces acclamations entraînaient quelques désordres où l'autorité se montra répressive et même agressive, à son détriment. Ce fut un surcroît d'enthousiasme populaire pour la cause des Deux-cent-vingt-un. L'arrivée de Guillemet et d'Audigné, ex-députés de la gauche, donna lieu dans la ville d'Angers (6 juin), à des démonstrations de cette espèce et à des rixes entre la population et la force armée. Ces deux députés eux-mêmes eurent à subir des outrages et même des voies de fait : ils portèrent plainte contre le préfet du département et le commandant de la gendarmerie; une ordonnance du roi leur défendit de poursuivre les fonctionnaires qu'ils accusaient de ces violences. Les troubles d'Angers, et le déni de justice qui en fut la suite, accrurent le nombre des adversaires du ministère et gagnèrent des suffrages à l'opinion libérale pour les élections. La France était remuée de fond en comble par l'approche de ces élections fixées au 25 juin et au 3 juillet; tous les partis, toutes les nuances de sentiment politique, s'étaient séparés en deux camps, celui de la contre-révolution et celui de la résistance. L'administration faisait des efforts incroyables pour recommander ses candidats et pour diriger le mouvement électoral : les Deux-cent-vingt-un avaient été soigneusement écartés de la présidence des collèges; les listes des électeurs étaient soumises à une épuration systématique; aucune influence ne semblait inutile à employer dans le but d'obtenir une Chambre purement monarchique. Circulaires, correspondances secrètes, manœuvres de police, intervention du clergé, le baron Capelle n'épargnait rien pour faire élire de bons députés; il se flattait d'y réussir, et comme plu-

sieurs départements ne lui présentaient pas encore les mêmes certitudes de succès, il fit reculer les élections dans ces départements jusqu'aux 12 et 19 juillet, afin d'avoir plus de temps à donner à la fraude et à la corruption. Enfin, pour frapper un coup décisif, le ministère ne craignit pas de compromettre le nom du roi en lui faisant signer une proclamation aux électeurs (13 juin) : « Rassurez-vous sur vos droits, disait Charles X dans cette circulaire électorale; je les confonds avec les miens et les protégerai avec la même sollicitude. » Mais plus le roi, plus le ministère, manifestaient l'intention de maintenir la Charte et les institutions fondées par elle, plus la nation ressentait l'inquiétude de voir ces institutions et la Charte dont elles émanaient disparaître ou s'annihiler dans le libre exercice des prérogatives royales.

Le ministère avait compté beaucoup sur l'expédition d'Afrique pour faire une heureuse diversion aux anxiétés du moment et pour éteindre une partie des passions politiques incandescentes, dans cette grande source de patriotisme. Mais les résultats de l'expédition ne furent pas obtenus assez tôt pour pouvoir agir sur l'ensemble des élections. L'escadre n'avait pu partir de Toulon que le 25 mai, quoique les préparatifs de l'armement fussent terminés un mois auparavant : il avait fallu fournir des explications à l'Angleterre qui les demandait avec insistance, sur l'objet et les projets de cette expédition qu'elle ne voyait pas d'un bon œil, mais qu'elle hésitait à entraver. Le prince de Polignac, poussé à bout par les déflances et les tracasseries de la diplomatie britannique, répondit avec dignité à l'ambassadeur anglais, que, « dans une entreprise commandée et accomplie par le pays, le gouvernement du roi ne prendrait conseil que de l'honneur et de l'intérêt du pays. » Aussitôt le télégraphe transmit au général Bourmont l'ordre d'embarquement. L'escadre, que commandait l'amiral Duperré, se composait de cent onze navires de guerre et cinq ou six cents bâtiments de transport, chargés d'immenses approvisionnements. L'armée expéditionnaire, forte de plus de trente-sept mille hommes de toutes armes, formait trois divisions d'infanterie sous les ordres des généraux Berthézène, Loverdo et d'Escars : le général Lahitte commandait l'artillerie; le général Valazé, le génie. Il n'y avait pas d'autre cavalerie que trois escadrons de chasseurs. La garde royale ne se faisait remarquer que par son absence dans cette élite d'excellentes troupes qui avaient pour généralissime le ministre de la guerre, comte de Bourmont, et non pas, comme dans la guerre d'Espagne, le dauphin lui-même. Le duc d'Angoulême assista toutefois au magnifique spectacle du départ de la flotte. La rade de Palma était le point de ralliement général : toute l'escadre, qu'une violente bourrasque avait fallu disperser, resta dans cette rade jusqu'au 10 juin. Déjà le bruit courait à bord que l'expédition était contremandée et que le dey d'Alger accordait pleine réparation à la France, lorsque l'amiral fit mettre à la voile. On arriva le 12 en vue des côtes d'Afrique, et le lendemain, à quatre heures du soir, le débarquement commença dans la baie de Sidi-Ferruch. Les Arabes s'étaient enfuis, mais ils ne tardèrent pas à se montrer et à inquiéter par une vive fusillade les avant-postes d'un

camp retranché que les Français avaient eu le temps d'établir à Sidi-Ferruch sous le canon de leurs vaisseaux. L'armée algérienne campait à trois lieues de là sur le plateau de Staouéli : elle était à peu près égale en nombre à l'armée française ; mais elle offrait un mélange indiscipliné de janissaires, de Maures et de kabyles, la plupart cavaliers, réunis confusément sous les ordres d'Ibrahim, gendre du dey. Cette armée ne s'était pas opposée au débarquement de l'ennemi, pour le détruire plus complètement et avec plus d'avantage, lorsqu'il serait descendu à terre avec tout son matériel de campagne. Le 19, au point du jour, elle attaqua de tous côtés, en poussant des cris sauvages. Bourmont accepta le combat qu'on lui présentait avant qu'il eût reçu son artillerie et sa cavalerie : les Français s'élancèrent hors de leur campement et se précipitèrent en trois colonnes sur la multitude fanatique qui venait, avec des hurlements féroces, chercher la mort et la donner. La tactique européenne eut bon marché de cette intrépidité imprévoyante et ingouvernable : cinq mille des assaillants restèrent sur le champ de bataille ; tout céda devant l'impétuosité de nos soldats qui n'eurent que soixante morts et quatre cents blessés. Les canons, les chameaux, les tentes et le trésor de l'armée arabe furent les trophées de cette facile victoire. On conseillait au général en chef de se porter immédiatement sur Alger qui lui eût ouvert ses portes à la première sommation ; mais il ne voulut pas compromettre l'expédition, en se hâtant trop de la mener à fin. L'armée algérienne, après la déroute de Staouéli, n'était qu'éparpillée : elle se rallia bientôt autour de son chef, à la voix de ses imans qui prêchaient la guerre sainte contre les chrétiens ; vingt mille Turcs et Arabes couvraient Alger. Le 24, ils essayèrent une nouvelle attaque qui n'eut pas plus de succès que la précédente : ils ne résistèrent pas longtemps à l'infanterie de ligne que leur vive fusillade et leurs élans forcés ne déconcertaient pas ; ils lâchèrent pied et furent poursuivis, la baïonnette dans les reins, jusqu'à Sidi-Kalef où l'on prit position ; mais cette plaine découverte, entourée par des hauteurs que l'ennemi occupait encore, n'offrait aucun abri au soldat, et les longs fusils des kabyles pouvaient choisir leurs victimes au milieu du bivouac français. La grosse artillerie de siège ne fut débarquée que le 28, et dès le lendemain, on s'approcha d'Alger. Les hauteurs voisines avaient été tournées pendant la nuit, et les tirailleurs qui les couronnaient furent rejetés dans la plaine et poussés vigoureusement sous les murs de la ville. Le soir même, le drapeau blanc flottait sur le mont Boudjérèah et sur tous les points élevés qui dominent Alger, et les travaux de siège étaient entrepris devant les remparts du château de l'Empereur, vieux fort construit au dix-septième siècle sur l'emplacement où Charles-Quint avait planté sa tente lors de sa malheureuse expédition d'Alger en 1540. Le dey Hussein, que ce souvenir encourageait dans sa confiance, croyait Alger toujours inexpugnable ; mais ses sujets, malgré leur foi dans la protection du Prophète, étaient bien loin de partager sa sécurité : ils attendaient dans la stupeur un bombardement plus terrible que ceux dont leur ville gardait encore les traces, du côté de la



Page 100 of 100

Page 100 of 100

mer. Les sorties des assiégés ne ralentissaient pas même l'ouverture de la

de députés nommés appartenait à l'opposition constitutionnelle; le reste des élections, qui eurent lieu le 12 et le 19 juillet, ne pouvait qu'être encore plus défavorable au ministère. La France, satisfaite de cette démonstration paci-



mer. Les sorties des assiégés ne ralentissaient pas même l'ouverture de la tranebée, et le 4 juillet, les batteries ouvrirent le feu contre le fort de l'Empereur qui y répondit avec vigueur. La canonnade continua sans interruption pendant huit heures : dans le fort, la plupart des pièces étaient démontées, les canonniers morts ou blessés, les casernes en ruines, la brèche faite. On se disposait à donner l'assaut, lorsqu'une épouvantable explosion annonça que le fortsautait en l'air. Les assiégés s'élancèrent au cri de *vive le roi* et, sans rencontrer aucun ennemi, prirent possession de ces décombres fumants où les défenseurs de la forteresse avaient trouvé leur tombeau. Alger ne pouvait plus tenir. Le dey envoya un parlementaire pour demander à traiter : Bourmont exigea que la ville se rendit à discrétion. Hussein obtint seulement la liberté de se retirer à Naples avec sa fortune personnelle. Le trésor accumulé pendant quatre siècles par ses prédécesseurs dans la Casaba, et montant à plus de quarante-sept millions en or, devait servir à payer les frais de la guerre. Le fort Babazoun et les autres forts d'Alger furent remis aux troupes françaises, quelques heures après la capitulation, et Bourmont prit possession, au nom du roi de France, de cette cité barbaresque où la piraterie se regardait comme invincible. Le général en chef de l'expédition s'installa dans Alger, dès qu'il en fut maître, de manière à n'en être pas aisément délogé ; il fit travailler aux fortifications et il se mit en mesure de soutenir un siège à son tour, pendant qu'il organisait une administration française à laquelle les habitants ne se soumi rent pas sans complot, ni révolte. Le pays n'était pas conquis : les Arabes erraient, comme des bêtes fauves, aux portes d'Alger. Bourmont, ayant poussé une reconnaissance jusqu'à Bêlidah avec une colonne de seize cents hommes et deux pièces de canon, se vit enveloppé par une nuée de kables qui barcelèrent sa retraite. La capitulation du dey n'avait pas mis fin à la guerre. Ce fut dans Alger que le général en chef concentra toutes ses forces, en y transportant les approvisionnements du camp de Sidl-Ferruch. On ne savait pas si la France renoncerait à sa conquête ou s'y maintiendrait. Le ministère, en recevant la nouvelle de la glorieuse prise d'Alger s'était borné à envoyer à Bourmont le bâton de maréchal, sans lui donner aucune instruction pour sa conduite ultérieure. Le gouvernement du roi avait promis à l'Angleterre l'évacuation d'Alger.

Quand la prise d'Alger fut proclamée à Paris par une salve de cent coups de canon, cet éclatant triomphe de nos armes réveilla un moment les souvenirs de la gloire française. Il y eut une journée de joie patriotique et d'enthousiasme guerrier : la capitale s'illumina spontanément. Mais ce n'était là, ce ne pouvait être qu'une distraction passagère au milieu de la grande préoccupation publique. On attendait un changement de ministère ; les élections avaient eu lieu en partie, et le résultat de ces élections enjoignait au ministère de se retirer devant le blâme et la répulsion du pays. La majorité des députés nommés appartenait à l'opposition constitutionnelle ; le reste des élections, qui eurent lieu le 12 et le 19 juillet, ne pouvait qu'être encore plus défavorable au ministère. La France, satisfaite de cette démonstration paci-

fiqne et légale, espérait enfin avoir brisé la ligue et les complots de la faction contre-révolutionnaire, d'autant plus que la plupart des députés avaient été choisis dans les rangs des royalistes *selon la Charte*, et que l'opinion radicale ou républicaine comptait à peine pour six ou huit membres dans le nombre. Mais aucune rumeur, aucun symptôme n'annonçait que Charles X fût disposé à céder au vœu de ses sujets; le *Moniteur* était muet sur la formation d'un nouveau ministère; on sentait, au contraire, circuler dans l'atmosphère politique une de ces craintes vagues qui devancent les révolutions et les tempêtes. Dans l'allocution que l'archevêque de Paris avait adressée au roi (14 juillet), le jour du *Te Deum* chanté à Notre-Dame en action de grâces de la prise d'Alger, on avait remarqué ce passage qui rendait moins équivoque le caractère du prélat et sa position à la cour: « Le Tout-Puissant aide au roi très-chrétien qui réclame son assistance! Sa main est avec vous, sire. Quo votre grande âme s'affermisse de plus en plus! Votre confiance dans le divin secours et dans la protection de Marie, mère de Dieu, ne sera pas vaine. Puisse Votre Majesté en recevoir bientôt une nouvelle récompense! Puisse-t-elle bientôt venir encore remercier le Seigneur d'autres *victoires* non moins douces et non moins éclatantes! » Cette dernière phrase parut si peu déguisée aux conseillers intimes du roi, qu'ils donnèrent avis de la modifier, en remplaçant le mot trop significatif de *victoires* par le mot plus mystique de *merveilles*: la correction fut enregistrée au *Moniteur*. Ce fut là le seul indice qui transpara au sujet des intentions secrètes de Charles X et de son conseil: on se rappelait seulement, pour la commenter, cette phrase de la proclamation du roi aux électeurs: « Remplissez vos devoirs, je saurai remplir les miens. » On se demandait si le ministère oserait venir braver une Chambre hostile qui l'avait déjà repoussé et qui s'appropriait à le repousser encore avec plus de solennité. On connut enfin la composition définitive de cette Chambre, à laquelle la France confiait ses destinées. Les Deux-cent-vingt-un votants de l'Adresse avaient été réélus, à l'exception de dix-neuf d'entre eux, et ils étaient, en outre, renforcés par soixante-dix nouveaux membres de l'opposition. Le ministère n'avait pu faire élire que cent soixante-cinq de ses candidats; et encore, quatre-vingt-deux ministériels de l'ancienne Chambre avaient-ils échoué devant la réélection. Les députés furent convoqués pour l'ouverture de la session fixée au 3 août. Il n'y avait donc plus prétexte de douter de cette réunion des Chambres, que la presse libérale regardait comme incompatible avec l'existence du ministère. La sécurité était complète, le calme parfait, lorsque le *Moniteur* du lundi 26 juillet publia les Ordonnances du roi qui supprimaient la liberté de la presse, dissolvaient la Chambre, changeaient la loi électorale et recomposaient le conseil d'État, le tout en vertu de l'article 14 de la Charte. Ainsi éclatait la conspiration du pouvoir royal contre les libertés et les institutions constitutionnelles. Ces Ordonnances perturbatrices avaient été préparées, méditées, étudiées depuis plus d'un mois, dans le plus profond mystère: elles furent adoptées en principe, dès le 29 juin, par les ministres assemblés en présence du roi et

du dauphin, car on sut d'avance, dès le 29 juin, que les élections seraient contraires au ministère, et Charles X, inspiré par ses conseillers occultes, déclara le premier que la royauté, sous peine de s'abandonner elle-même, devait faire acte de vigueur et de pleine volonté. Guernon de Ranville et Peyronnet s'efforcèrent d'abord d'arrêter ou du moins de retarder un coup d'État dont ils ne se dissimulaient pas le danger ; mais ils durent se rendre à l'avis de leurs collègues qui décidèrent, d'accord avec le roi, que l'article 14 avait été mis dans la Charte comme une ancre de salut pour la monarchie au milieu de la tourmente révolutionnaire. Dans le conseil du 40 juin, alors qu'on n'avait plus d'incertitude ni d'espoir à l'égard des élections, on discuta les meilleurs moyens à suivre pour sortir de la Charte à la faveur de l'article 14, et l'on convint unanimement d'en finir une fois pour toutes avec la liberté de la presse. Le garde des sceaux, qui s'était montré le plus ardent ennemi de cette liberté dans la discussion, se chargea de rédiger le rapport au roi sur lequel seraient motivées les ordonnances et autorisées les lois d'exception. Peyronnet, quoique opposé de conviction à toute entreprise arbitraire de la royauté, consentit pourtant à formuler en ordonnance du roi un nouveau système électoral. Le prince de Polignac fut invité particulièrement à prendre toutes les mesures de précaution nécessaires pour assurer le succès de ce complot d'État. Le secret fut si strictement gardé en effet, que, la veille de la publication des Ordonnances, au moment où elles venaient d'être signées par les sept ministres présents à Paris, les ambassadeurs étrangers, ordinairement bien informés, écrivaient à leurs cours respectives, que le gouvernement français n'attenterait pas à la légalité et que les Chambres s'ouvriraient le 3 août. Polignac avait poussé le mensonge politique, jusqu'à traiter hautement d'*absurdités* les bruits de coup d'État qu'on faisait remonter à ses oreilles. « Il n'y a rien de semblable ! » disait aussi le roi, qui, en d'autres instants, se laissait emporter aux indiscretions de ses rancunes personnelles, en répétant avec acrimonie son expression favorite : « Il en *cuira* aux révolutionnaires ! » Charles X avait tant de confiance dans l'effet moral et matériel de ces Ordonnances, qu'il partit pour aller chasser à Fontainebleau le jour même où elles parurent dans le *Moniteur*. « Dieu sauve le roi et la France ! » avait dit Sauvo, rédacteur en chef du *Moniteur*, quand les Ordonnances lui furent remises la veille dans le cabinet du garde des sceaux.

Tous les gens sages avaient compris en lisant le *Moniteur* du 26, que ces fatales Ordonnances renfermaient une révolution. Paris, qui ne s'attendait pas à ce menaçant réveil, ressentit une vive et rapide émotion, comme si la terre avait tremblé. En quelques heures, la sinistre nouvelle avait circulé partout, et partout répandu la stupeur, l'indignation, l'effroi. La vie normale et régulière de la grande cité fut tout à coup suspendue ; chacun cessa de s'occuper de ses propres affaires pour ne songer qu'aux affaires publiques. On s'abordait avec tristesse dans les rues ; des groupes se formaient devant les boutiques et au seuil des portes. On ne parlait que des Ordonnances qui,

en passant par la bouche du peuple, s'étaient déjà formulées dans cette phrase explicite : « Le roi a violé la Charte ! » On ne cherchait pas même à connaître le texte de ces Ordonnances et à en apprécier les dispositions, d'autant plus qu'on en avait saisi l'esprit. C'était affaire aux hommes politiques d'analyser le long Rapport qui les précédait et d'examiner, au point de vue du droit, tous les articles qui les composaient. Cbantelauze, dans son Rapport au roi, n'avait pas hésité à faire le procès à la liberté de la presse et à lui imputer tous les maux de la situation ; selon lui, « à toutes les époques, la presse périodique n'a été et il est dans sa nature de n'être qu'un instrument de désordre et de sédition. » Cet argument impliquait donc la suppression ou la suspension d'une liberté, aussi funeste aux droits de la couronne, à la justice et à la vérité : « en conséquence, le roi s'autorisait de l'article 14 de la Charte pour recourir à des mesures qui rentrent dans l'esprit de la Charte, disait le Rapport, mais qui sont en dehors de l'ordre légal. » La liberté de la presse étant suspendue, nul journal ou écrit périodique, nul ouvrage au-dessous de vingt feuilles d'impression, ne pourrait paraître sans autorisation préalable ; la censure se trouvait ainsi rétablie sans qu'on eût prononcé son nom. La chambre des députés étant dissoute, les collèges électoraux d'arrondissement ne pourraient plus élire que des candidats à la députation, et les collèges de département nommeraient seuls les députés, une moitié d'après leur libre choix, une moitié sur les listes de candidats présentés : l'élection à deux degrés reparaitrait ainsi dans la législation française, en dépit des promesses de la Charte. Enfin, les noms les plus inquiétants de l'absolutisme et de la Congrégation étaient apposés comme des épouvantails au frontispice du conseil d'État. Mais tous ces détails s'effaçaient et disparaissaient dans le fait unique de la violation flagrante de la Charte. Les journalistes et les propriétaires de journaux, dont les intérêts sont gravement lésés par les Ordonnances, se réunissent dans le cabinet de Dupin aîné, pour délibérer sur ce qu'ils ont à faire en face de ces Ordonnances : la délibération ne tarde pas à entrer dans le domaine de la résistance et de la révolte. Dupin ne veut pas qu'on discute devant lui les moyens de résister à la loi ; s'il a consenti à ouvrir son cabinet à une consultation d'avocat, il doit le fermer à toute consultation politique. D'autres avocats éminents, qui ont été convoqués à cette réunion, Odilon Barrot, Mauguin, Barthe et Mévilhou, ne craignent pas d'aborder la question brûlante du moment et de déclarer qu'à leur avis, la résistance est de droit contre des ordonnances illégales. L'assemblée, qui renferme des timides et des égoïstes dans son sein, se sépare sans avoir rien résolu. Partisans de la résistance, ceux des journalistes qui savent bien que l'autorisation de publier leurs feuilles ne leur sera point accordée, vont se remettre en séance dans les bureaux du *National* où s'établit le centre de la résistance de la presse, tandis que la résistance de la Chambre s'organise à huis-clos dans les salons d'un des Deux-cent-vingt-un, Alexandre de Laborde, qui est parvenu à réunir autour de lui quatorze de ses collègues. Dans les deux conciliabules, on est

d'accord pour résister ou du moins pour protester. La Protestation des journalistes est rédigée par Thiers, Cauchois Lemaire et Chatelain, représentant le *National*, le *Constitutionnel* et le *Courrier Français*; les quatre avocats, appelés à titre de conseil dans la conférence, acceptent franchement le mode de résistance adopté et la fortifient par tous les moyens légaux qu'ils peuvent invoquer. Quarante-quatre signatures de gérants ou rédacteurs de journaux viennent faire cortège à cette solennelle Protestation contre ces mémorables Ordonnances « qui sont la plus éclatante violation des lois. » Ces journalistes ne se bornent pas à déclarer qu'ils résisteront par toutes les voies de droit à l'Ordonnance illégale qui les concerne; ils supplient, au nom de la France, la Chambre illégalement dissoute, « de s'appuyer sur son droit évident et de résister autant qu'il sera en elle à la violation des lois. » Il y avait là plus que le refus de l'impôt. Parmi les noms des signataires, on retrouvait ceux de tous les publicistes distingués qui prenaient part à la presse active, on retrouvait les titres des journaux libéraux qui combattaient, chacun dans sa sphère, la contre-révolution et ses ministres. Le *National* à lui seul avait mis en avant dix de ses rédacteurs, au nombre desquels Thiers et Carrel brillaient comme deux drapeaux déployés par la même main. Quant au *Journal des Débats* qui avait fait une si rude guerre au ministère Polignac, il s'était tenu à distance du comité de la presse libérale, et il pensait comme Dupin aîné, que les Ordonnances avaient force de loi : la Protestation fut imprimée et publiée le lendemain dans la plupart des journaux que le ministère n'avait pas autorisés. Les députés assemblés chez Alexandre de Laborde, ne purent s'accorder sur le principe de la résistance et ajournèrent leur protestation, en approuvant toutefois celle des journalistes. L'agitation de la capitale s'était traduite, le soir même, en rassemblements tumultueux au Palais-Royal et en éris, encore rares et confus de, *Vive la Charte!* et *A bas les ministres!* On forma de bonne heure les boutiques; des patrouilles à pied et à cheval parcoururent les rues et dispersèrent quelques attroupements : il y eut des pierres lancées, des réverbères brisés, des charges de cavalerie et des coups de plat de sabre. La nuit ne fit qu'accroître l'anxiété générale. Les journaux de l'opposition, avaient paru avec la protestation des quarante-quatre journalistes : les imprimeurs avaient été forcés de prêter leurs presses à ces journaux non autorisés, car le premier président du tribunal de première instance, de Belcyme, l'ancien préfet de police du ministère Martignac, s'était associé lui-même à la résistance, en prononçant un arrêt pour enjoindre à l'imprimeur du *Journal du Commerce* d'imprimer ce journal, attendu « que l'Ordonnance du 25 juillet n'a pas encore été publiée dans l'ordre légal. » L'exemple donné par le premier président de Belcyme, fut imité avec plus d'éclat encore par le tribunal de commerce, devant lequel les gérants du *Courrier Français* avaient cité leur imprimeur qui refusait de continuer l'impression de leur feuille. A l'audience publique du mardi 27, le tribunal consulaire, par la voix de son président Ganneron, condamna *par corps* l'imprimeur à imprimer le journal dans le délai de vingt-

quatre heures, attendu que « l'Ordonnance du 25, contraire à la Charte, ne saurait être obligatoire ni pour la personne sacrée et inviolable du roi ni pour les citoyens, aux droits desquels elle porte atteinte. » Cet arrêt fut aussitôt sanctionné par les acclamations de l'auditoire. Dès ce moment, la résistance se mit sous la sauvegarde de la loi, mais on ne savait pas à quelles armes aurait recours cette résistance légale. La fermentation s'était propagée par tous les quartiers de Paris : des groupes animés se formaient sur les places et dans les carrefours ; les ouvriers imprimeurs, que les Ordonnances frappaient dans leur industrie et dans leurs moyens d'existence, étaient les plus ardents à crier vengeance contre les ministres et à invoquer le nom de la Charte, comme un mot d'ordre général. Ces cris, ces plaintes, ces menaces émurent profondément le peuple qui ne pouvait comprendre la portée des Ordonnances, mais qui comprenait admirablement que la Charte lui était avantageuse, puisqu'on voulait la lui ôter. Le peuple se sentit donc tout résolu à la défendre et à se faire tuer pour elle. Les journaux patriotes, le *National*, le *Temps*, le *Courrier*, le *Commerce* et même le *Figaro*, avaient publié l'énergique Protestation des journalistes, semblable à un appel aux armes, et le sentiment unanime des citoyens y avait répondu déjà : le ministère donna ordre d'arrêter les quarante-quatre signataires de cette Protestation et de saisir toutes les presses dont elle était sortie. Le préfet de police Mangin n'osa pas exécuter cet ordre, en ce qui concernait les journalistes, mais il fit apposer les scellés sur les imprimeries des journaux rebelles aux Ordonnances : une pareille mesure ne s'exécuta pas sans violence et sans révolte : au *National* et au *Temps*, où les gérants et les rédacteurs de ces feuilles refusaient de se soumettre aux commissaires et aux agents de police, il fallut enfoncer les portes et briser les presses. Cet épisode produisit un surcroît d'effervescence dans le quartier de la Bourse et du Palais-Royal où l'agitation avait établi son principal foyer. Les cris de la foule devenaient à chaque instant plus formidables ; les boutiques commençaient à se fermer. On voyait affluer dans les rues les ouvriers et les commis que la clôture des magasins, des usines et des ateliers envoyait à l'émeute ; car la plupart des propriétaires de grands établissements industriels ou commerçants appartenaient à l'opinion libérale, et indignés des Ordonnances, ils avaient manifesté hautement leur opposition, en congédiant tous leurs employés ; quelques-uns ne craignirent pas d'exalter ou d'exaspérer ces jeunes têtes : « Allez demander du travail aux ministres qui violent la Charte ! » Telle fut l'étrange provocation de certains chefs d'industrie, vis-à-vis des ouvriers qu'ils appelaient ainsi aux armes. Les cris *A bas les ministres ! à bas Polignac ! à bas les Ordonnances !* étaient déjà plus menaçants, plus unanimes que la veille.

Vers midi, on apprit que le maréchal duc de Raguse avait été nommé commandant de la première division militaire et particulièrement de Paris : un pareil choix ajouta, s'il était possible, à l'horreur qu'inspiraient les Ordonnances. Le nom de Marmont, depuis les événements de 1814 et la reddition de Paris aux armées étrangères, avait laissé un profond ressentiment dans la

conscience du peuple, qui l'accusait d'avoir trahi l'Empereur et la France. Son nom, accolé à celui de Polignac, fut donc salué par une clameur universelle de haine. Il avait pris sur-le-champ possession de son commandement, et de son état-major des Tuileries ; il se mettait en mesure de réprimer l'éméute qui grondait de toutes parts. On assure qu'il avait reçu l'odieuse mission de faire arrêter arbitrairement les députés de l'extrême gauche présents à Paris, mais il n'essaya pas même d'exécuter un pareil ordre qui lui répugnait et qui lui semblait d'ailleurs inutile. La gendarmerie fut d'abord seule compromise avec la multitude qui obstruait la voie publique et qui demandait à grands cris le retrait des Ordonnances et la mise en accusation des ministres : la gendarmerie s'acquitta de son devoir avec une rigueur, avec une brutalité, qui la désignèrent plus tard aux représailles du peuple qu'elle avait chargé et sabré sans pitié. La place de la Bourse fut le théâtre des premières violences de la force armée, sous les yeux d'une imposante agglomération de citoyens notables qui obstruaient le péristyle et les alentours du monument : toutes les affaires étaient suspendues ; les fonds publics avaient éprouvé une baisse de quatre francs, mais on attendait de minute en minute la nouvelle de la démission du ministère, qui devait se retirer devant cette redoutable manifestation de l'opinion. Les charges de cavalerie, les coups de sabre, les arrestations, témoignaient assez que le ministère n'avait pas l'intention de céder. La résistance, qui animait tous les esprits, ne se traduisait encore que par des attroupements tumultueux, qu'on voyait se reformer et grossir davantage après avoir été dissipés un moment par la gendarmerie. Il n'y avait ni plan préconçu, ni organisation secrète, ni chef caché ou apparent, pour donner à cette résistance une action d'ensemble et une marche générale. Quand la garde royale et la troupe de ligne vinrent prêter main-forte aux gendarmes ou plutôt appuyer la répression par le fait seul de leur présence, le sentiment populaire se déclara par des cris de *Vive la ligne!* qui semblaient porter un défi à la garde royale. Celle-ci cependant ne recoula le peuple qu'avec une modération inusitée et se montra peu empressée de faire usage de ses armes. Quant à la ligne, étourdie plutôt que touchée de l'ovation qu'elle subissait, elle paraissait disposée à rester neutre dans le conflit qui commençait entre le peuple et la police. Le gouvernement avait tant confiance dans son autorité et dans son droit, qu'il ne s'était pas seulement préoccupé des forces qu'il pourrait opposer à l'éméute. La garnison de Paris se composait à peine de douze mille cinq cents hommes, dont la garde royale et la gendarmerie formaient la moitié et dont l'autre moitié comprenait quatre régiments d'infanterie de ligne, les 5^e, 50^e, 53^e, et 23^e léger. C'était beaucoup contre une émeute, ce n'était rien contre une révolution. Vers deux heures, le sang des citoyens avait coulé déjà ; plusieurs avaient été renversés par les chevaux ou blessés à coups de sabre. A cette heure-là même, les députés étaient convoqués chez Casimir Périer, rue Neuve-du-Luxembourg, pour délibérer sur la protestation proposée la veille chez Alexandre de Laborde. La veille, les députés

s'étaient trouvés réunis au nombre de quatorze : Audry de Puyraveau, Bavoux, Bérard, Bernard, Casimir Périer, Daunou, Lefebvre, Marschal, Mauguin, Odier, Persil, de Schonen, Vassal, Villemain, et ces quatorze députés, quoique représentant le cœur de l'opposition nationale, n'avaient pas été d'accord pour résister aux Ordonnances. La réunion dans l'hôtel de Casimir Périer fut plus nombreuse que la précédente : trente ou trente-trois députés y assistaient ; mais si quelques hommes énergiques tels que Salverte, Milleret, Labbey de Pompières, étaient venus renforcer le parti de la résistance, d'autres, plus timides ou moins consciencieux, avaient augmenté le nombre du parti de l'abstention ou de la soumission. Labbey de Pompières, comme doyen d'âge, fut invité à présider cette réunion. Dupin aîné parla le premier sur un thème qu'il avait déjà soutenu devant les journalistes ; il prétendit que la dissolution de la Chambre par ordonnance du roi était parfaitement légale et qu'en conséquence les députés, privés de leur mandat, ne pouvaient plus agir qu'en qualité de simples citoyens : le général Sébastiani, le général Gérard et huit ou dix autres se rangèrent de l'avis de Dupin aîné : « Nous ne sommes plus députés, disent-ils ; nous ne pouvons plus nous réunir ni délibérer légalement. » Mauguin répond avec chaleur à ces froids arguments : « Charles X, ayant violé la Charte, a perdu le droit de dissoudre la Chambre ; l'ordonnance de dissolution n'atteint donc pas les députés, et le salut de la patrie commande la résistance à l'oppression. » Alexandre de Laborde, Audry de Puyraveau, Labbey de Pompières, Bérard et quinze autres se prononcent énergiquement pour la résistance. Alors, quelqu'un propose d'écrire au roi, pour le supplier de retirer ses Ordonnances et de changer son ministère. Dupin, Casimir Périer, Sébastiani, et les adversaires du parti de la résistance se rallient à cette proposition avec empressement. Tout à coup on vient annoncer qu'une députation des électeurs de Paris demande à être introduite ; Casimir Périer, pâle, inquiet, agité, s'oppose à ce qu'elle soit reçue : il ne veut pas s'associer à un acte qui ressemble à une révolte contre la légalité. Dupin et ceux qui avaient appuyé déjà son opinion insistent aussi pour que la députation ne soit point admise dans la conférence. Mais les portes de l'hôtel lui ont été ouvertes et la voici qui paraît, conduite par Boulay de la Meurthe ; l'avocat Mérilhon porte la parole au nom des électeurs ; il déclare que tous les liens qui attachaient la France au trône des Bourbons ont été brisés par les Ordonnances ; que la nation reprend ses droits et en appelle à l'insurrection contre une autorité qui a foulé aux pieds toutes les lois, et que le peuple compte sur le patriotisme de ses représentants. Cette déclaration inattendue ne rencontre qu'un silence de crainte et d'indécision dans l'assemblée. La députation se retire dans une pièce voisine pour y attendre la réponse qu'on lui promet. Mais cette réponse ne sortira pas de la discussion confuse qui s'engage entre les députés : le parti de la résistance recule devant l'insurrection ; le parti de la légalité n'ose plus se dénoncer lui-même à l'animadversion du peuple. On hésite, on se jette dans les moyens termes, dans les argumentations évasives : « Ce n'est pas tout,

Messieurs, que de vouloir faire une révolution, s'écrie Casimir Périer, il faut pouvoir la faire. Ces gens-là sont forts : ils ont du canon. Et qu'est-ce que vous avez, vous autres ? vos gants et vos chapeaux. » Les abords de l'hôtel étaient encombrés d'une foule impatiente qui criait *Vivent les Deux-cent-vingt-un ! vivent les députés ! vive la Charte !* On frappait à coups redoublés ; on ébranlait à grand bruit la porte cochère. Une nouvelle députation, envoyée à la réunion des députés par les jeunes gens des écoles, eut beaucoup de peine à pénétrer dans la cour de l'hôtel : là, elle se trouve en présence de Casimir Périer qui l'arrête, qui l'exhorte à rentrer dans la légalité et à ne pas invoquer le droit d'insurrection que les Ordonnances ne justifient pas. Il congédie, il repousse dans la rue ces jeunes gens que consterne et indigne un pareil accueil : les portes se referment sur eux, et aussitôt des charges de cavalerie déchirent la foule compacte qui cherche partout une issue : des cris d'effroi et de rage protestent contre ces violences. La troupe, assaillie d'une grêle de pierres, prépare ses armes : « On va tirer ! ouvrez ! ouvrez ! » et l'on heurte en vain à la porte de l'hôtel de Casimir Périer. Il a défendu d'ouvrir ! Un feu de peloton se fait entendre ; une vingtaine de jeunes gens tombent blessés. Leurs malédictions éclatent contre l'inhumanité qui leur a refusé un asile et qui les force à se mettre à l'abri dans l'hôtel du ministre des affaires étrangères. La rue Neuve-du-Luxembourg et les rues avoisinantes sont balayées par la gendarmerie qui les parcourt en sabrant tous ceux qu'elle rencontre devant elle. On crie *aux armes !* et la foule, en se dispersant, répand sur son passage la clameur du peuple qu'on *assassine*. La délibération des députés continuait, pourtant, mais verbeuse, insignifiante, timide, au bruit des tambours battant la charge, des chevaux galopant, des canons et des caissons retentissant sur le pavé. L'insurrection avait commencé, avant que les représentants de la France eussent reconnu qu'elle était légitime. Ils se séparèrent, sans rien conclure, et ils sortirent de l'hôtel, un à un, comme des fugitifs, en remettant au lendemain la décision à prendre. Casimir Périer leur fit comprendre qu'il désirait ne pas se compromettre davantage et que la conférence du lendemain n'aurait pas lieu chez lui. Audry de Puyraveau, qui demeurait rue du Faubourg-Poissonnière n° 40, offrit sa maison pour cette seconde conférence, dans laquelle on devait signer une protestation au roi. C'était là toute la résistance que le fougueux Mauguin avait pu obtenir de ses collègues. Au reste, les deux partis, qui s'étaient déjà dessinés dans la réunion des députés, avaient également intérêt à consulter leurs chefs et à voir venir les événements. Lafitte, chef des constitutionnels orléanistes, et La Fayette, chef des libéraux républicains, étaient l'un et l'autre absents de Paris, quand les Ordonnances avaient été promulguées à l'improviste ; La Fayette résidait dans sa terre de La Grange, Lafitte voyageait à quarante lieues de la capitale ; mais des exprès leur avaient été expédiés par leurs amis politiques et l'on apprit qu'ils seraient de retour dans la soirée. Leurs deux noms furent dès lors, même en leur absence, deux drapeaux distincts, sous lesquels les députés de la gauche se rangèrent

d'instinct et de sympathie, sans prévoir encore la chute du trône des Bourbons. Casimir Périer, de son côté, se tint prêt à former un parti de transaction, intermédiaire, qui réconcilierait Charles X avec le peuple et qui hériterait du ministère après le retrait des Ordonnances. Dès ce moment, les intrigues et les efforts de l'opposition libérale se combinèrent ensemble sur le même terrain, en visant à trois buts différents et en suivant trois voies parallèles; dès ce moment, l'avenir de la France flotta entre Charles X, Louis-Philippe d'Orléans et la République.

Mais la rue Neuve-du-Luxembourg n'était pas le seul point de Paris où l'intervention de la force armée eût fait des victimes. Dans le quartier du Palais-Royal, les gendarmes exécutaient des charges vigoureuses; les coups de pierres répondaient aux coups de sabre et de baïonnette; les vociférations de la populace devenaient plus provocantes; des bandes d'enfants et d'hommes déguenillés couraient en hurlant à travers les groupes inoffensifs des curieux. On voyait déjà les acteurs ordinaires de l'émeute essayer leurs rôles et entraîner à leur suite un grand nombre de citoyens honnêtes et convains; déjà, les anciens conspirateurs de la Restauration, les vétérans du bonapartisme et les affiliés de la charbonnerie, se mêlaient au mouvement spontané du peuple, avec l'espoir de le diriger et d'en profiter. Ces tentatives individuelles de quelques hommes de parti n'eurent d'abord entre elles aucune affinité d'origine ou d'action; mais à l'insu même de leurs auteurs, elles aboutissaient à ce centre commun de résistance qui s'organisait naturellement dans le peuple, poursuivi, culbuté, sabré par les gendarmes. Un vieillard avait eu la tête fendue d'un coup de sabre: on le ramassa tout couvert de sang, on le promena dans les rues, en criant *vengeance!* et l'on apporta son cadavre sur la place de la Bourse, où la vue de cette victime en ébeveux blancs exalta au plus haut degré la fureur des citoyens: on se précipita sur le corps de garde et l'on y mit le feu, après avoir désarmé le poste qui l'occupait et qui n'essaya pas de le défendre. Les premières décharges de mousqueterie venaient de se faire entendre. Un coup de fusil, parti d'une fenêtre de l'Hôtel-Royal, au coin de la rue des Pyramides, et tiré sur une patrouille de la garde royale par un Américain nommé Foulks, avait décidé cette patrouille à faire feu; l'Américain fut tué raide, mais ce ne fut pas la seule personne que les balles atteignirent. Presque au même instant, un omnibus, renversé dans la rue Saint-Honoré, avait fourni le premier essai de barricade: cet obstacle imprévu, derrière lequel s'étaient retranchés comme dans un fort quelques hommes armés de pierres, n'arrêta pas longtemps un nombreux détachement à pied et à cheval qui débouchait de la rue de l'Échelle sous les ordres d'un général; celui-ci fit lui-même une espèce de sommation au peuple, en l'absence d'un commissaire de police, et commanda le feu. Les soldats avaient reçu l'ordre de tirer en l'air; mais comme on leur répondit par une décharge de pierres, ils ne ménagèrent plus leur ennemi et ils tirèrent en pleine foule, à bout portant. La barricade fut abandonnée à l'instant, et le peuple, qui obstruait la rue Saint-Honoré,

reflua dans toutes les rues voisines, en demandant des armes. On emporta les morts, on releva les blessés, et de tous côtés, la nouvelle de ces massacres propageait l'horreur, l'indignation, la colère et la vengeance. Cependant la population exaspérée ne résistait nulle part à force ouverte et se bornait à pousser des cris furieux et à lancer des projectiles de toute espèce sur la garde royale et la gendarmerie, qui faisaient des feux de peloton continuels, plus effrayants que meurtriers. Sur les boulevards, notamment à la porte Saint-Denis, la ligne, quoique serrée de près par une foule tumultueuse, resta neutre, l'arme au bras, sans brûler une cartouche. Les boutiques d'armuriers avaient été pillées; la poudre et les balles qui se trouvaient chez les épiciers avaient été enlevées; le désarmement de plusieurs postes avait donné des fusils à l'émeute, et cependant, il y eut à peine, ce soir-là, quelques coups de feu isolés contre la garde royale qui ne perdit pas un seul homme, mais qui eut beaucoup de blessés. Le prince de Polignac et son collègue, de Montbel, reconnus par le peuple dans la voiture qui les ramenait au ministère des affaires étrangères, avaient falli être mis en pièces; mais ils s'obstinèrent à ne voir qu'une émeute dans ce soulèvement général de la population, et ils crurent que pour la réprimer il suffirait de mettre Paris en état de siège. D'ailleurs, dès le soir même, cette émeute semblait domptée; la circulation était rétablie dans les rues et sur les boulevards, que parcouraient de fortes patrouilles, sans rencontrer d'autre résistance que des cris sinistres qui s'éloignaient à leur approche. Vers onze heures, la foule avait complètement disparu, et l'ordre n'étant plus troublé, la troupe rentra dans ses quartiers. Un silence profond s'empara de la ville où veillait pourtant dans chaque maison le ressentiment de la lutte avec l'inquiétude de ses conséquences. Un beau ciel étoilé suppléait à la clarté des réverbères qu'on avait brisés et ne favorisait guères les préparatifs de l'insurrection, qui n'eut pas encore recours à la tactique des barricades. On pouvait penser que les troubles de la veille ne se renouveleraient pas. Mais les carbonari s'étaient ralliés; les *ventes* avaient convoqué leurs légionnaires; les chefs avaient repris leur commandement: des conciliabules secrets furent tenus en différents endroits; un plan général d'attaque fut adopté; on envoya, dans les faubourgs et la banlieue, des émissaires chargés de recruter des forces pour l'insurrection; on créa douze *comités d'action*, qui devaient dans les douze arrondissements organiser la révolte, distribuer des armes et des munitions au peuple, et mettre sous les armes la garde nationale licenciée. Le général La Fayette venait d'arriver à Paris et il avait fait offrir aux *patriotes insurgés* l'appui de son nom et de sa personne. Pendant cette nuit suprême qui disposa de la monarchie de Charles X, la police, frappée d'aveuglement ou de vertige, ne vit rien, n'entendit rien, ne soupçonna rien.

Au point du jour, tandis que cette police crédule et confiante dormait encore, le peuple de Paris fut debout et en armes, sous les premiers rayons de cet ardent soleil caniculaire qui fait bouillonner le sang et fermenter les cer-

veaux. La journée du mercredi 28 juillet, promettait d'être plus magnifique et plus brûlante encore que celle de la veille. Les faubourgs et la banlieue déversaient leur population sur le centre de la ville; un long flot d'hommes armés se précipitait vers l'Hôtel-de-Ville; des bandes d'enfants criards servaient d'avant-garde indisciplinée à des groupes d'insurgés qui occupaient militairement les quartiers des Halles, de l'Hôtel-de-Ville et de la Cité, et qui ordonnaient la construction des barricades. Les barricades s'élevèrent sur tous les points à la fois dans ces vieux quartiers aux rues étroites et tortueuses; on déparait les rues et l'on entassait les pnyés dans des futailles vides ou derrière des voitures et des ébarrettes renversées, des planches et des poutres entrelacées, des matériaux de démolition accumulés. C'étaient les barricades qui avaient déjà surgi dans la rue Saint-Denis en 1827, mais qui cette fois se garnissaient de défenseurs intrépides; ce n'était plus cette fois des émeutiers se cachant dans les ténèbres, c'étaient des citoyens sortant de leurs maisons au grand jour et se présentant au combat avec leurs armes et même leurs uniformes de la garde nationale. On répétait de toutes parts le cri de ralliement que la résistance avait consacré : *Vive la Charte! et À bas les ministres!* Quelques voix énergiques mêlaient à ce cri populaire celui de *Vive la liberté!* qui restait sans écho et qui n'était pas compris. On eût dit que l'autorité royale avait abdiqué : pas un gendarme, pas un agent de police, pas un soldat, pour s'opposer à l'envahissement rapide de l'armée insurrectionnelle. L'Hôtel-de-Ville n'était gardé que par un poste de seize hommes : on n'eut qu'à enfoncer les portes, pour s'en rendre maître; on y arbora le drapeau noir, et l'on sonna le tocsin, qui donnait le signal de l'insurrection. Au tocsin de l'Hôtel-de-Ville répondit presque aussitôt le gros bourdon des tours de Notre-Dame, au haut desquelles flottait le drapeau tricolore, et les cloches des églises, mises en branle par les insurgés, appelèrent aux armes les habitants de Paris. En même temps, les chefs partiels du mouvement s'emparaient de l'Arsenal, de la poudrière des Deux-Moulins, et du dépôt d'artillerie de Saint-Thomas-d'Aquin. Les armes et les munitions ne manquèrent plus à qui voulait en faire usage. Ces coups de main, exécutés avec une audace et une vigueur incroyables, étaient l'ouvrage de quelques bandes d'hommes du peuple appartenant à la classe la plus pauvre et la plus équivoque, conduits ou plutôt inspirés par d'habiles et audacieux meneurs. Une de ces bandes ouvrit les portes de la prison militaire de l'Abbaye; une autre, pour mettre en liberté les détenus de la Conciergerie, allait pénétrer dans le Palais-de-Justice; mais un conseiller de la cour royale, vieillard aveugle, de Bernis, revêtit sa robe rouge et se fit conduire sur le grand perron envahi par une tourbe triomphante : à son aspect, à son geste solennel, la foule s'arrêta : « Respectez, citoyens, dit-il d'une voix forte, respectez le sanctuaire de la loi ; retirez-vous! » Cette multitude déchaînée obéit et se retira, sans commettre aucun dégât ni aucune violence. Le peuple obéissait d'ailleurs à la direction que lui imprimait, à son insu, la pensée de certains chefs inconnus : ainsi, dès huit heures du matin, on avait

déclaré la guerre à tous les emblèmes de la royauté; on effaçait les fleurs de lis et les armes du roi, sur les enseignes de boutique, sur les frontispices des monuments publics; on abattait les panonceaux fleurdelisés des notaires et des avoués; on déroyalisait les noms des rucs, comme si la déchéance de Charles X et l'abolition des rois avaient été prononcées par la nation. Il n'y eut pas dans tout Paris un dévouement royaliste qui osât protester en faveur de l'auteur irresponsable des Ordonnances! Cependant le maréchal de Raguse, à son quartier-général des Tuileries où les ministres étaient venus s'établir auprès de lui, ne fut averti, que par le son du tocsin, de ce qui se passait dans le cœur de la capitale: le préfet de police Mangin avait cessé ses fonctions, avant que l'état de siège eût été décrété, et la police ordinaire s'était abstenue d'agir, par suite d'un malentendu, avant que ses moyens d'action eussent passé régulièrement dans les mains de l'autorité militaire. Marmont apprit, par ses propres émissaires, que l'Hôtel-de-Ville était au pouvoir des insurgés qui ne manquaient ni d'armes ni de poudre et qui occupaient le centre de Paris tout hérissé de barricades inexpugnables. Plusieurs patrouilles de garde royale, envoyées en reconnaissance jusqu'à la place de Grève, avaient été décimées par des coups de feu isolés, qui, partant de tous les points à la fois, accusaient partout la présence d'un ennemi en embuscade. Le maréchal écrivit au roi, qui était toujours à Saint-Cloud, pour lui annoncer que ce n'était plus une émeute, mais une révolution; il prit néanmoins toutes les mesures nécessaires pour réprimer l'insurrection, et il y serait peut-être parvenu, si ses ordres avaient été exécutés. Le prince de Polignac et ses collègues, qui surveillaient les opérations du commandement général, parce qu'ils se défiaient de Marmont, contrecarraient souvent ses projets et ses ordres; car ils pensaient n'avoir affaire qu'à une émeute, aussi facile à combattre et à vaincre que celle des massacres de la rue Saint-Denis en 1827. Polignac, chargé du ministère de la guerre par intérim, en l'absence du maréchal Bourmont, n'eut pas même la précaution d'assurer les subsistances des troupes pendant une journée de campagne: le soldat était sorti à jeun des casernes où l'on espérait le faire rentrer bientôt pour y prendre sa ration. L'imprévoyance avait été si grande, qu'on ne s'était pas seulement occupé des moyens de nourrir un surcroît de garnison, en faisant venir des renforts du Vincennes, de Saint-Denis, de Versailles et même de Rouen. Trois régiments de ligne, 5^e, 50^e et 53^e, étaient échelonnés sur les boulevards, de la place Vendôme à la porte Saint-Denis; le 15^e léger se concentrait au Palais-de-Justice et sur le quai aux Fleurs. La garde royale, les Suisses et l'artillerie attendaient, sur la place du Carrousel et la place Louis XV, qu'on les mit en mouvement. Ils furent divisés en quatre colonnes, de force à peu près égale, qui devaient, chacune avec deux pièces de canon, débayer et tenir libres les principales voies de communication, celle des quais du midi, celle de la rue Saint-Honoré et celle des boulevards, depuis la Madeleine jusqu'à la Bastille; ces quatre colonnes s'ébranlèrent successivement sous la conduite de quatre généraux: la première

suivit les quais et se porta sur l'Hôtel-de-Ville pour faire sa jonction avec le 15^e léger; la seconde se dirigea vers le marché des Innocents, pour rayonner ensuite dans les rues Saint-Denis et Saint-Martin; la troisième descendit la rue de Richelieu pour aller prendre position à l'entrée du faubourg Saint-Antoine, et la quatrième remonta le faubourg Saint-Honoré, pour empêcher l'insurrection de se déployer dans les Champs-Élysées et de fermer le passage entre les Tuileries et Saint-Cloud. Cette quatrième colonne de réserve n'eut presque pas à faire usage de ses armes dans sa marche d'exploration : elle rencontra seulement des tirailleurs épars qu'elle foudroya et un détachement de gardes nationaux qu'elle désarma. La seconde colonne, commandée par le général de Saint-Chamans, fut accueillie par quelques coups de fusil tirés des fenêtres dans la rue de Richelieu et sur les boulevards; elle ne se servit d'abord que de l'arme blanche pour s'ouvrir un chemin à travers la foule qui ne l'attaquait qu'avec des clameurs furieuses; mais elle fut arrêtée à la porte Saint-Martin par une barricade formidable, et il fallut un feu de poloton et deux coups de canon, pour qu'elle pût continuer sa route sur la place de la Bastille; elle s'y trouva exposée à une fusillade qui lui tuait beaucoup de monde et qui ne lui permettait pas de s'avancer dans le faubourg : elle voulut s'engager dans la rue Saint-Antoine, pour pénétrer jusqu'à l'Hôtel-de-Ville, mais elle fut tellement maltraitée par les pavés, les tuiles, les bouteilles et les projectiles de toute nature qui pleuvaient des fenêtres et des toits, qu'elle recula en désordre et, toujours harcelée par le peuple, gagna les boulevards du sud, par le pont d'Austerlitz. La deuxième colonne, composée de gardes suisses, sous les ordres du général Quinssonas, eut encore plus à souffrir dans les quartiers du centre, où la disposition des rues étroites, entrecoupées de barricades et formant un labyrinthe rempli d'embûches, se refusait à l'emploi du canon : la vue des habits rouges animait davantage l'exaltation des assaillants; les femmes, les enfants étaient aussi acharnés que leurs pères et leurs maris contre les Suisses. Le général Quinssonas se maintint néanmoins, toute la journée, au marché des Innocents, où le combat prenait un terrible caractère de fureur et de désespoir : ce général avait affaibli sa colonne, en détachant un de ses bataillons, que le brave colonel Pleineselve, blessé mortellement et porté sur un brancard, ne put jamais ramener par la rue Saint-Denis, après avoir atteint les boulevards où s'élevaient de nouvelles barricades formées d'arbres abattus. La première colonne, destinée à déboucher l'état-major de l'insurrection qui s'était établi à l'Hôtel-de-Ville, traversa le Pont-Neuf, rejoignit dans la Cité le 15^e léger qui montrait une extrême répugnance à en venir aux mains avec le peuple, et déboucha, par le pont Notre-Dame et le quai Pelletier, sur la place de Grève, que deux pièces de canon tirant à mitraille eurent bientôt fait évacuer. La garde royale, maîtresse de la place, ne se pressa pas d'occuper l'Hôtel-de-Ville que ses défenseurs semblaient abandonner; elle avait à soutenir le feu des insurgés qui, rejetés à coups de canon dans les rues voisines, reparaissaient derrière leurs barricades et tiraient de tous côtés

sur le bataillon que ses boulets, sa mitraille et ses feux de file ne protégeaient pas contre les balles de ses invisibles adversaires. On avait vu une troupe d'hommes du peuple, conduite par d'anciens officiers de l'Empire en uniforme et par des jeunes gens des Écoles, marcher en ordre de bataille, aux sons du tambour et aux cris de *vive la Charte!* pour s'opposer au passage de la garde royale; mais le canon les avait dispersés : ils revinrent à la charge et ils se saisirent d'une pièce de huit, qu'ils tournèrent aussitôt contre la place de Grève. La résistance populaire commençait à se régulariser : il y avait des chefs, que leur courage ou leur expérience désignait à l'acclamation de leurs compagnons d'armes : les élèves de l'École polytechnique, la plupart du moins, s'étaient jetés dans le parti du peuple qui se soumettait avec admiration à leur jeune commandement. La vue de quelques uniformes de la vieille garde avait fait des héros.

Tandis que dans différents quartiers de Paris la population presque toute entière se mêlait à ce combat dont elle ne prévoyait pas l'issue, un petit nombre de députés délibéraient encore comme la veille, agités des mêmes sentiments et flottant dans les mêmes incertitudes. Le tiers de ceux qui avaient assisté à la réunion précédente dans l'hôtel de Casimir Périer, manquaient à celle qu'Andry de Puyraveau n'avait pas craint de convoquer, à midi, dans sa maison de roulage de la rue du faubourg Poissonnière. Le général La Fayette et Lafitte étaient arrivés les premiers au rendez-vous. La séance s'ouvrit au bruit du tocsin et de la fusillade; les partisans de la légalité ne renouvelèrent pas moins leurs arguments pacifiques : Dupin aîné était absent, mais son système de soumission légale fut soutenu vivement par Casimir Périer, Sébastiani et Gérard qui rallièrent sans peine à leur opinion la majorité des assistants. Mauguin avait inutilement poussé un cri de guerre et de vengeance contre la royauté parjure; La Fayette proposait la création immédiate d'un gouvernement provisoire, au nom du peuple français : Lafitte imagine d'acheter, au prix d'un million qu'il offre de fournir, la défection du maréchal Raguse et la fin de la guerre civile. Guizot a été chargé la veille, par quelques-uns de ses collègues, de rédiger une Adresse au roi pour le supplier de retirer les Ordonnances et de changer son ministère : cette Adresse est lue et adoptée à la pluralité des voix; mais on en diffère la publication, et Sébastiani ayant dit : « Il faut voir les événements, » on suspend la séance qui doit être reprise à quatre heures chez le député Bérard. Dans l'intervalle, une commission, composée de Casimir Périer, de Lafitte, de Mauguin, du général Gérard et du général Lobau, se rend aux Tuileries pour s'aboucher avec Marmont. A quatre heures, quinze députés seulement se retrouvent dans le salon de Bérard, rue de Bondy : « Les nouvelles sont défavorables, dit-on, à la cause du peuple; la garde royale est maître de l'Hôtel-de-Ville; les Suisses ont reçu du renfort au marché des Innocents et reprennent l'offensive; mais le canon gronde toujours et la fusillade ne se ralentit pas : les insurgés combattent avec la même énergie; leur nombre s'accroît à chaque instant et ils ne désespèrent pas de rentrer en vainqueurs

« dans l'Hôtel-de-Ville, car ils ont maintenant de l'artillerie que ne fait pas taire celle de la garde royale; quant à la troupe de ligne, elle a refusé partout de verser le sang des citoyens : ici elle a tiré en l'air, là elle a livré ses armes au peuple. » Les députés passent tour à tour de l'espoir à la crainte et au découragement. Le général La Fayette annonça tout à coup que son nom avait été placé, de son aveu, à la tête de l'insurrection, et que, aussitôt l'Hôtel-de-Ville reconquis par le peuple, il irait y établir son quartier-général. On l'écoutait avec stupeur. La commission, envoyée auprès du maréchal de Raguse, fit son rapport. Le maréchal l'avait reçue avec une sorte d'embarras : Polignae et Peyronnet, cachés dans un cabinet voisin, avaient voulu entendre tout ce qui se dirait dans cet entretien; Marmont témoignait le regret de ne pouvoir faire cesser l'effusion du sang; il se fondait sur des *ordres positifs*, pour ne pas accepter l'intervention conciliatrice des députés; mais il avait promis d'adresser sur-le-champ un message au roi, afin de lui demander de nouveaux ordres, moins rigoureux que ceux qui l'empêchaient de traiter avec la sédition. Laflitte déclara d'un air résolu, que ses amis et lui se jetteraient corps et biens dans l'insurrection si la réponse de Charles X n'amenait pas une suspension d'armes. La Fayette hochait la tête en silence. Plusieurs journalistes, rédacteurs du *Temps*, sont introduits; ils apportent l'épreuve de la protestation des députés, rédigée par Guizot et adoptée dans la réunion du matin : ils demandent que les députés présents signent cette protestation qui sera placardée sur les murs de Paris et imprimée dans les journaux patriotes du lendemain. On s'aperçoit à peine que le texte de la protestation a subi des retranchements qui lui ôtent son caractère de respectueuse remontrance; personne n'a réclamé au sujet de ces retranchements qui portent sur le *devoir des députés envers le roi et la France* et sur leur *fidélité à leur serment au roi*. « Signez, messieurs ! dit un des journalistes : le sang coule et le temps presse. — Vous voulez donc faire tomber ma tête ! s'écrie en pâlisant Casimir Périer, à qui Bérard présente la plume. — J'expose la mienne comme la vôtre, réplique Bérard avec calme. — Chacun doit savoir ce qu'il a à faire, murmure Sébastiani ; pour moi, je ne reconnais à personne le droit de se mêler de ma conduite. — Nous sommes, en effet, dit Villemain, trop peu nombreux pour signer une pareille protestation. Il faudrait au moins attendre trois ou quatre jours, jusqu'à ce qu'il y eût plus de députés à Paris. » Sébastiani gagnait la porte; le général Gérard et Bertin de Vaux étaient déjà sortis de l'appartement, lorsque Guizot émit l'avis d'inscrire au bas de la protestation les noms de tous les députés appartenant notoirement à l'opposition libérale. Laflitte appuya vivement cette ruse de guerre : « Si nous sommes vaincus, ils nous démentiront et prouveront que nous n'étions que huit signataires réunis; si nous sommes vainqueurs, il y aura émulation pour avoir signé. » Soixante-trois noms furent apposés d'office au bas de la protestation, mais ceux de Casimir Périer, de Sébastiani et de Gérard ne figurèrent pas toutefois dans cette liste que, grâce aux événements, personne n'eut besoin de démentir plus tard. La pro-

testation venait d'être emportée par les rédacteurs du *Temps*, lorsque quelqu'un fit observer que des mandats d'arrêt avaient été lancés contre plusieurs députés et quo d'un moment à l'autre on pouvait les arrêter tous, en vertu de l'état de siège : chacun jugea donc prudent de se séparer, en se donnant toutefois rendez-vous, pour le soir même, dans la maison d'Audry de Puyraveau.

Douze seulement furent exacts au rendez-vous fixé à huit heures ; mais pendant ce court espace de temps, les événements avaient fait un grand pas, quoique les choses n'eussent pas changé d'aspect, quoique le combat continuât sur tous les points avec un égal acharnement de part et d'autre. Vers quatre heures, la garde royale, qui occupait la place de Grève et qui recevait à découvert, sous un soleil brûlant, le feu des tirailleurs abrités derrière les parapets de la Seine, se logea dans l'Hôtel-de-Ville comme dans une forteresse ; l'arrivée d'un régiment de ligne, d'un escadron de cuirassiers et d'un bataillon de Suisses, avait réparé ses pertes et augmenté ses forces matérielles sans remonter son énergie morale. Ces pauvres soldats, fidèles à leur devoir, l'accomplissaient avec une triste résignation et opposaient à l'enthousiasme fanatique de leurs ennemis, à l'intrépide et impétueux dévouement du peuple, un dévouement calme et froid, une douloureuse fermeté. Ils se conformaient à la pensée d'un de leurs officiers, qui, frappé d'une balle devant le Palais-Royal, regrettait de mourir ainsi dans la rue plutôt que de mourir sur le champ de bataille, en disant : « J'étais pourtant un bon Français ! » Le général Talon, qui s'était enfermé dans l'Hôtel-de-Ville, s'y vit assiégé par le peuple que cette apparence de retraite avait animé d'une nouvelle ardeur : les fenêtres, les toits de l'édifice étaient garnis de soldats qui tenaient en respect les maisons voisines et qui tiraient vingt coups de feu à la fois, dès qu'un des assaillants se démasquait à l'angle d'une rue ou dans l'intérieur d'une maison. La place était vide, le pavé couvert de sang et de cadavres d'hommes et de chevaux : deux pièces de canon, mises en batterie contre les barricades des rues du Mouton et des Arcis, protégeaient les Suisses qui enlevèrent à plusieurs reprises ces deux barricades, mais qui ne purent s'y maintenir ; toutes les avenues de la Grève étaient barrées par des détachements de la garde qui ne laissaient approcher aucun combattant. Néanmoins, le peuple osait parfois prendre l'offensive et se précipiter en masse confuse hors de ses abris et de ses barricades ; il n'avait pas plutôt débouché dans la place, que des feux de peloton l'enveloppaient et le forçaient de reculer, même de s'enfuir en désordre ; mais il n'était nullement découragé ni intimidé par la supériorité militaire que des troupes régulières bien disciplinées et bien commandées avaient sur lui, et il recommençait contre elles une guerre d'embuscade où l'avantage était de son côté. Son artillerie, mal pointée et mal servie, parlait d'ailleurs aussi haut que celle de la garde et brûlait plus de poudre mais les boulets perdus, qu'elle envoyait se détournaient presque tous de leur destination. Ce n'était donc point par la brèche que le peuple pouvait espérer de rentrer dans l'Hôtel-de-Ville. Or, les chefs, qui le dirigeaient avec une sorte de tactique,

avaient à cœur de reprendre l'Hôtel-de-Ville pour y établir un gouvernement provisoire. Ce gouvernement était déjà nommé, disait-on; des placards, écrits à la main et affichés dans les rues, annonçaient que le général La Fayette, avait accepté le commandement des forces militaires et choisi pour chef d'état-major Alexandre de Laborde, pour premier aide de camp Audry de Puyraveau; d'autres affiches désignaient, comme membres du gouvernement provisoire, La Fayette, le général Gérard et le duc de Choiseul. Ces nouvelles, semées de bouche en bouche et de rue en rue, ajoutèrent à la confiance des patriotes qui ne se sentaient plus privés d'appui et de direction. Le combat s'était pourtant ralenti des deux côtés, dès que la nuit avait amené une sorte de trêve entre les combattants; la canonnade ne grondait plus qu'à de longs intervalles; la fusillade continuait par intermittences et n'avait pas d'autre résultat que de prouver qu'on s'observait mutuellement; mais par degrés, elle devint moins fréquente et moins nourrie, jusqu'à ce qu'elle cessât presque entièrement. Les adversaires restaient en présence et si près les uns des autres, que leurs sentinelles auraient pu se donner la main. La façade de l'Hôtel-de-Ville était sombre et silencieuse, comme si le monument eût été désert: le général Talon ne songeait pas à conserver cette importante position; il avait reçu l'ordre de l'abandonner pour couvrir le Louvre; aussi bien, les munitions lui manquaient déjà et les vivres lui avaient manqué toute la journée. Les troupes, épuisées de fatigue et de faim, n'étaient pas démoralisées. Le même ordre de retraite avait été transmis au général Quinsonnas qui se trouvait dans une situation encore plus critique au marché des Innocents; les deux bataillons suisses qu'il commandait avaient brûlé leurs dernières cartouches, et l'attaque furieuse à laquelle il se voyait en butte de la part de toute une population, ne lui permettait pas de demander une suspension d'armes; il avait perdu beaucoup de monde, et ses soldats gémissaient d'avoir à se défendre contre d'intrépides enfants qui venaient les assassiner au milieu de leurs rangs: c'était dans le peuple une soif de sang qui semblait dater du 10 août 93. Ce fut donc avec joie que le général suisse quitta une position intenable, aux approches de la nuit, et parvint à gagner la place du Châtelet, au travers d'une grêle de balles et de projectiles meurtriers; il put ensuite continuer tranquillement sa marche le long des quais, et quand il fut arrivé devant le pont des Arts, son canon braqué vis-à-vis de l'Institut imposa silence à la fusillade qui l'avait suivi, sans lui causer grand dommage, et qui s'éteignit sur la rive gauche de la Seine. La retraite, que le général Talon devait faire aussi sur les Tuileries, était plus difficile et plus périlleuse; car toutes les forces vives de l'insurrection se concentraient autour de l'Hôtel-de-Ville et en fermaient toutes les issues: il eût fallu se frayer une route avec le canon, parmi une multitude qui aurait rempli aussitôt les trouées faites par les boulets et la mitraille. Le général attendit que le sommeil des assaillants et l'obscurité de la nuit favorisassent le mouvement de sa colonne; il avait d'abord, à l'insu de l'ennemi, retiré les sentinelles et les détachements qui gardaient les abords de la place de

Grève : à minuit, la colonne sembla marcher dans un profond silence ; elle défila par le quai Pelletier, sans répondre aux coups de feu qui partaient de la rive opposée et qui ne réveillèrent pas le combat. On crut que c'était une simple patrouille envoyée en reconnaissance aux alentours de la place de Grève : on ne soupçonna pas que l'Hôtel-de-Ville fût évacué. La colonne du général Talon traversa sans obstacle le pont Notre-Dame et rencontra sur le quai de l'Horloge le 15^e léger qui avait gardé la même position depuis le matin sans vouloir prendre parti dans la lutte. La ligne et la garde royale s'insultèrent et se menacèrent au passage. Les défenseurs de l'Hôtel-de-Ville, harassés et affamés, trouvèrent quelques heures de repos et quelques bouchées de pain en arrivant aux Tuileries. Le maréchal de Raguse n'avait fait qu'obéir aux ordres exprès du roi, qui, sans répondre à son message relatif à la démarche des députés pour arrêter l'effusion du sang, lui recommandait « de tenir, de réunir ses forces sur le Carrousel et sur la place Louis XV, et d'agir avec des masses. »

Cette terrible réponse de Charles X, Marmont ne la transmet pas directement aux députés qui attendaient au moins un armistice ; elle fut connue pourtant et elle n'inspira que de l'indignation dans le conciliabule qui se tenait chez Audry de Puyraveau. Cette réunion des députés ressemblait déjà à un comité d'insurrection : dans une salle basse, servant de magasin de roulage, éclairée par deux chandelles fumeuses, les assistants, groupés au milieu des ballots de marchandise, avaient recommencé la discussion qui durait depuis deux jours et qui n'était pas plus avancée qu'à son début. Les généraux Sébastiani et Gérard ne voulaient être que des médiateurs et se cramponnaient à leur théorie de la légalité ; Sébastiani soutenait avec autant de chaleur que d'obstination le système que Dupin aîné avait mis en avant : il déplorait les Ordonnances, mais il s'y soumettait, en adjurant ses collègues de ne pas s'exposer à être traités comme des rebelles et des conspirateurs. « Je déclare, interrompit Mauguin, que pour moi je conspire comme conspire le peuple ! » La Fayette, Lafitte, Alexandre de Laborde, Bavoux, Chardel, Audry de Puyraveau, s'écrient à la fois qu'ils partagent le même sentiment : « Il faut prendre les armes ! dit l'un. — Il faut arborer le drapeau tricolore ! dit l'autre. — Il faut dès demain nous constituer à l'Hôtel-de-Ville ! dit un troisième. — Y pensez-vous ? reprend Sébastiani. Délibérer sur un changement de drapeau ! Ne pas reconnaître celui du gouvernement, c'est aggraver notre position. Je me retire. » Le général Gérard, Méchin, Guizot et deux ou trois autres semblent approuver par leur silence la protestation de Sébastiani qui sort le premier et qui entraîne après lui la moitié des députés présents. Il n'en reste plus que sept auxquels viennent se joindre quelques notabilités du parti libéral. La séance prend alors un caractère tout à fait insurrectionnel : « Il est de notre honneur et de notre dignité, dit La Fayette, de nous associer aux efforts héroïques du peuple pour la conquête de la liberté. Demain, relevons glorieusement notre drapeau tricolore ou mourons avec

nos braves concitoyens ! » Mais déjà un général inconnu, Dubourg, s'est placé spontanément à la tête du peuple, et son uniforme de hasard, acheté chez un fripier, lui a donné sur-le-champ l'autorité du commandement : il a établi son quartier-général à la place de la Bourse ; il a signé une proclamation qui répand l'espoir et la confiance dans les quartiers où elle a pu être affichée : « Nous combattons pour nos lois et la liberté, dit-il, le triomphe est certain. » C'est un rédacteur du *Constitutionnel*, Évariste Dumoulin, qui a fait cette proclamation et le général Dubourg. On peut prévoir déjà, en effet, le triomphe de la cause populaire, et déjà les ambitions s'éveillent pour en profiter. La maison d'Audry de Puyraveau était alors le centre de la faction républicaine ; mais, en face du combat qui se prolonge et qui demande toute l'énergie, tout le dévouement des patriotes, on ne pense pas encore à exploiter la victoire ; Audry de Puyraveau distribue des armes et de la poudre ; le général La Fayette, des instructions et des conseils ; tous, des paroles d'encouragement et d'enthousiasme. La fusillade qui diminuait graduellement depuis la fin du jour, avait enfin cessé ; le tocsin retentissait toujours : il avertissait les combattants de se tenir prêts à de nouvelles luttes. On savait que le lendemain les troupes dont disposait encore le maréchal de Raguse, seraient doublées peut-être ; que les garnisons des villes les plus rapprochées de Paris devaient s'y rendre à marches forcées ; que des ordres avaient été envoyés au camp de Lunéville qui marcherait tout entier contre la capitale ; on savait que le roi et les ministres étaient d'accord pour sacrifier Paris plutôt que les Ordonnances. La nécessité de la défense personnelle poussa dans l'insurrection une foule de citoyens qu'elle avait trouvés jusque-là neutres sinon indifférents. Chacun se crut intéressé à concourir individuellement, non pas à la conquête de la liberté, mais à la conservation de la chose publique ; chacun se préoccupa moins de la France que de Paris, et si quelques milliers d'hommes seulement avaient pris part à la résistance armée, il y en eut trois cent mille qui s'excitèrent mutuellement à mettre en sûreté leurs propriétés et leurs personnes en prêtant la main à l'œuvre des barricades. Ce fut dans toute la population une prodigieuse ardeur pour multiplier, pour fortifier ces barricades ; les vieillards, les femmes, les enfants surtout, montraient une énergie extraordinaire à remuer les pavés : inondés de sueur, les mains en sang, ils ne se reposèrent pas pendant cette nuit solennelle où le son des cloches et le *qui vive* des sentinelles animaient le travail silencieux de la défense. Au point du jour, chaque rue était une place de guerre ; chaque maison, une forteresse ; chaque fenêtre, une meurtrière d'où les pavés allaient foudroyer les assiégés. Paris se trouva protégé à son réveil par six mille barricades, dont les plus importantes avaient été construites sous les yeux et d'après les conseils d'anciens officiers du génie et des élèves de l'École polytechnique. Plusieurs députés, Mathieu Dumas, Labbey de Pompières, Alexandre de Laborde, entre autres, visitèrent les postes des insurgés, les ambulances de blessés, et furent accueillis partout avec enthousiasme. Les combattants se sentaient plus forts par l'appui moral

que leur valait la présence seule des mandataires du peuple : ils voyaient, de moment en moment, leur nombre s'augmenter, à mesure que la justice de leur cause devenait plus évidente ou moins douteuse pour tout le monde, à mesure que le sentiment du danger commun rendait tous solidaires les habitants de la capitale, à mesure que la vue du sang éveillait dans les cœurs la colère et la vengeance. L'insurrection ne fut vraiment unanime que le jeudi 29 juillet.

Cette nuit-là, l'hôtel de Lafitte, situé dans la rue d'Artois, ouvrit ses portes à deux battants aux chefs et aux soldats de l'insurrection; pendant que les députés, les journalistes et les meneurs politiques délibéraient à huis clos sur l'usage à faire de la victoire du peuple, le peuple armé remplissait les appartements où l'on délivrait à tout venant non-seulement des armes, des munitions, des vivres, du linge, mais encore de l'argent : c'était comme une solde distribuée à l'armée révolutionnaire. On estime à plusieurs centaines de mille francs les sommes qui sortirent alors de la caisse de Lafitte. Il est probable qu'elles ne restèrent pas à sa charge. On comprend la faveur qui s'attachait tout à coup au nom de ce banquier généreux et l'influence que ce nom exerça plus tard sur l'épinié. Cependant les trois partis qui s'étaient trouvés en présence dès la première réunion des députés, continuaient à se disputer l'avenir, sans gêner ni contrarier leurs mouvements, leurs intrigues, leurs espérances : le parti républicain, ayant à sa tête le général La Fayette, semblait le plus puissant, mais il n'était encore préoccupé que de l'idée de combattre et de vaincre; le parti orléaniste, dont Lafitte était l'âme, ne pensait qu'à un changement de personne et de dynastie dans la monarchie constitutionnelle; le parti libéral, que Casimir Périer croyait assez fort pour dominer la situation, n'avait pas porté ses vues au delà d'un changement de ministère fondé sur le retrait des Ordonnances. En conséquence, Casimir Périer s'était mis en relation avec les royalistes et même avec les ministres; Lafitte, avec les agents et les conseils du duc d'Orléans; La Fayette, avec ses confrères de la charbonnerie et ses vieux amis de 1789. Les députés, qui devaient se rassembler à six heures du matin chez Lafitte, ne se trouvèrent pas exacts au rendez-vous, qu'on renvoya successivement d'heure en heure jusqu'à midi; mais dans cet intervalle de temps, le général La Fayette, en uniforme de commandant de la garde nationale, accompagné du duc de Choiseul et d'Alexandre de Laborde revêtus du même uniforme, avait pris possession de l'Hôtel-de-Ville où le général Dubourg, entouré d'un état-major improvisé, le reçut aux acclamations d'une foule en délire. Le drapeau tricolore avait remplacé le drapeau noir au fronton du monument; la place de Grève était remplie de citoyens armés qui répétaient à l'unisson les cris de *Vive la Chartre!* et *Vive la liberté!* Républicains et libéraux (ceux-ci beaucoup plus nombreux que les premiers) attendaient les actes par lesquels le nouveau gouvernement, sorti des barricades, allait se faire connaître. Auteur de La Fayette, à peine installé dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville, s'agitaient déjà les ambitions de la république à fonder ou de la monarchie constitutionnelle à régénérer. La

proclamation, que signa La Fayette et qu'il fit afficher sous sa responsabilité personnelle, ne tranchait ni ne préjugait la question politique : il acceptait « avec dévouement et avec joie les *pouvoirs*, » que lui confiait le peuple de Paris : « La liberté triomphera, disait-il, ou nous périrons ensemble. » Ce triomphe de la liberté ne paraissait point encore si facile à obtenir : le combat avait recommencé sur différents points, dès sept heures du matin, mais il consistait en une fusillade réciproque, dans laquelle chaque combattant, citoyen ou soldat, embusqué dans les maisons et derrière des barricades, guettait son adversaire et sa victime, espèce de chasse à l'affût sans courage et sans gloire. La garde royale et les Suisses occupaient le Louvre, les Tuileries et quelques rues voisines du Palais-Royal ; le reste de la ville était au pouvoir de l'insurrection. Le faubourg Saint-Germain, qui la veille avait été comme oublié dans la lutte du peuple contre la troupe, devenait à son tour le théâtre de quelques engagements partiels sans but comme sans résultat, et de quelques attaques insignifiantes, dirigées sur des casernes à demi abandonnées. Celle de la rue de Babylone, où s'étaient retranchés cent cinquante Suisses commandés par le vieux major Dufay, soutint un siège véritable et ne livra qu'un cadavre aux assiégeants ; la caserne des gardes du corps, sur le quai d'Orsay, fut envahie avec moins de carnage et pillée avec la même frénésie. Le pillage semblait être le mobile de certaines expéditions que le peuple honnête secon-dait et payait de son sang, en ne soupçonnant pas qu'il était l'instrument des malfaiteurs que leurs complices avaient fait sortir de la Conciergerie et des autres prisons. Ainsi, l'Archevêché avait été dévasté de fond en comble par une bande de forcenés qui s'y introduisirent le matin du 29 juillet, sous prétexte de punir l'archevêque d'avoir favorisé les jésuites et encouragé les Ordonnances ; ces étranges défenseurs de la Charte saccagèrent le mobilier, la bibliothèque, les archives, les caves, et se couchèrent ivres morts parmi les décombres ; une somme de plusieurs millions fut détournée à la faveur du désordre de cette odieuse agression. L'accord unanime des bons citoyens contribua sans doute à sauver la Banque et le Trésor, que la garde nationale, en se réorganisant, mit à l'abri d'un coup de main.

Le maréchal de Raguse n'exécutait les ordres du roi et des ministres, qu'à contre-cœur : il sentait déjà le poids énorme des malédictions du peuple qu'il assumait sur sa tête, et il pouvait entendre, de son état-major des Tuileries, l'épithète d'*infâme* accolée à son nom ; le bruit de sa mort s'était répandu dans la ville, salué par des cris de rage satisfaite, et en effet, il avait fallu être tué dans la rue, au milieu de ses officiers qui partageaient sa douleur en obéissant à regrets aux cruelles exigences du devoir ; mais il ne put fléchir l'inflexible obstination de Polignac. Deux pairs de France, le grand-référendaire de Se-monville et le comte d'Argout, étaient venus le conjurer, au nom de la royauté qu'on sacrifiait, de ne pas tenir compte davantage des ordres du roi et de mettre fin, de son autorité privée, à une lutte funeste, en faisant arrêter Polignac lui-même. Marmont n'était pas trop éloigné d'exécuter ce coup de

vigueur, dont les deux pairs acceptaient la responsabilité vis-à-vis de Charles X, lorsque Polignac s'empessa de partir pour Saint-Cloud et de se placer ainsi sous la protection royale. D'Argout et de Semonville le suivirent, mais ils ne pénétrèrent auprès de Charles X qu'à la suite d'un entretien secret où Polignac leur avait préparé dans l'esprit du roi une invincible résistance : ils supplièrent longtemps à genoux ; leurs prières, leurs représentations, leurs efforts opiniâtres auraient échoué contre des résolutions *anciennes, profondes, méditées*, résultant d'un *système tout à la fois politique et religieux*, si le grand-référendaire n'eût touché une corde sensible dans le cœur du roi, en disant que la nouvelle des événements de Paris pouvait être un arrêt de mort pour la dauphine qui voyageait alors dans les provinces du centre de la France : les paupières de Charles X se mouillèrent et il promit d'assembler son conseil. Sept heures s'écoulèrent, avant que le conseil pût être assemblé et que le roi eût consenti à retirer ses fatales Ordonnances en échangeant son ministère. Pendant cette inaction ou cette incertitude de sept heures, l'insurrection avait eu le temps de triompher. Le maréchal, dans l'attente de nouveaux ordres du roi que Peyronnet s'était engagé à lui transmettre pour faire cesser l'effusion du sang, se bornait à défendre le Louvre et les Tuileries, deux positions inexpugnables, deux forteresses qui eussent bravé un siège régulier et qui n'avaient rien à craindre d'une tirailleuse à balles perdues. Le Louvre était gardé par deux bataillons suisses, l'un disséminé en tirailleurs dans les galeries du Musée et sous la Colonnade, l'autre concentré dans la cour d'honneur ; la garde royale, échelonnée depuis le Carrousel jusqu'à Chaillot, couvrait de tous côtés le palais des Tuileries et le mettait à l'abri d'une attaque immédiate. Les quatre régiments de ligne, qui avaient assisté l'arme au bras à la bataille de la veille, s'étaient repliés autour des Tuileries, sans vouloir prendre une part active dans cette horrible lutte : le 5^e et le 53^e étaient massés sur la place Vendôme et fermaient le passage au peuple qui bouillonnait depuis trente-six heures devant leurs rangs immobiles, à l'entrée de la rue de la Paix, le 50^e, pressé, sollicité par ce même peuple qui n'employait pas contre lui d'autres armes que l'admonition et la prière, avait de la peine à contenir les flots de cette foule grossissante dans toutes les rues du quartier Saint-Honoré, aux abords des Tuileries ; enfin, le 15^e léger, qui avait fait retraite dans le jardin par la grille du bord de l'eau n'était pas plus disposé à brûler ses premières cartouches pour repousser le peuple intrépide et fanatisé, prêt à déboucher par le pont Royal. Dès ce moment, la troupe de ligne flottait entre la neutralité et la défection ; la garde royale était démoralisée et consternée, malgré la gratification d'un mois et demi de solde que le roi lui avait fait payer, le matin même, *en témoignage de satisfaction* ; les Suisses seuls, quoique affligés du pénible et douloureux service auquel on les employait, n'hésitaient pas à l'accomplir avec honneur : ils soutenaient seuls depuis le matin le feu redoublé des assaillants qui, logés dans les maisons, blottis sur les toits, embusqués au bord des rues, criblaient de balles la colonnade du Louvre, tandis que le parapet

de la rive gauche de la Seine pétillait de coups de fusil dirigés contre les fenêtres du Musée de Peinture et celles de la façade opposée à l'Institut. Ce échange continu de mousqueterie aurait duré jusqu'au soir, si tout à coup la Colonnade ne s'était dégarnie de ses tirailleurs et n'avait cessé de répondre aux décharges des assiégeants. Un des deux bataillons qui occupaient le Louvre, venait d'être rappelé par un ordre de Marmont, pour suppléer à la troupe de ligne qui passait au peuple et fraternisait avec lui, après avoir mis la crosse en l'air : les abords du palais et du jardin des Tuileries se trouvant à découvert par suite de cette défection, le maréchal ordonnait au général Salis, qui commandait les Suisses, d'envoyer un de ses deux bataillons dans la rue de Rivoli pour contenir l'irruption du peuple. Cet ordre, mal compris et plus mal exécuté, avait laissé la Colonnade sans un seul défenseur. Des jeunes gens, des enfants héroïques, s'élançant, escacladent les grilles, enfonceent les fausses portes de la galerie du rez-de-chaussée, pénètrent dans les appartements du premier étage, et de toutes les fenêtres qui environnent la cour intérieure, dirigent un feu plongeant sur les Suisses qui n'ont pas encore eu le temps de se former en compagnies. A cette agression inattendue, les Suisses ne cherchent pas même à résister ; ils se retirent en désordre vers les Tuileries, et leur panique se communique aux détachements de la garde royale et à la cavalerie qui sont en bataille sur la place du Carrousel ; les rangs se mêlent, et cavaliers, fantassins, artillerie, officiers et soldats, sont emportés dans un mouvement irrésistible de déroute, à travors le jardin des Tuileries : ils croyent avoir derrière eux toute la population qui les fusille et qui ne leur fera pas quartier ; ce ne sont pourtant que quelques centaines d'hommes du peuple et de jeunes gens des Écoles, à peine armés, qui paraissent aux fenêtres et qui tirent au hasard dans la mêlée. La multitude a suivi l'élan de ces audacieux ; elle se précipite, avec de grands cris, à la poursuite des fuyards ; elle inonde la galerie de Peinture et se répand tumultueusement dans le palais que sa garnison abandonne sans faire usage de ses armes. Le jardin est plein d'un amas confus de troupes de toutes armes, qui se heurtent et s'effarent : le maréchal, entraîné par le torrent, se voit seul, à pied, nu-tête, au milieu de cet débandement général : il fait braquer une pièce de canon sur le palais et il arrête, avec un seul boulet, la poursuite des vainqueurs, qui y renoncent volontiers pour s'emparer des Tuileries désertes et pour y faire acte de souverain en les dévastant avec une folle joie. Marmont peut alors, sans être inquiété, rallier ses troupes éperdues sous les grands arbres qui protègent sa retraite ; les rangs se reforment, les corps se réorganisent, mais il ne tente pas de reprendre l'offensif et il s'achemine lentement vers Saint-Cloud par l'avenue des Champs-Élysées. Cependant le peuple est maître du Louvre et des Tuileries où règne un cadavre inconnu, en haillons, exposé tout sanglant sur le trône de Charles X ; le drapeau tricolore est arboré au sommet du gros pavillon de l'Horloge, à la place du drapeau blanc ; toutes les galeries du Louvre, tous les appartements des Tuileries, sont encombrés d'une

foule turbulente de combattants, de curieux, de malfaiteurs : on respecte les tableaux et les statues du vieux Musée, mais des bijoux précieux, pour une valeur d'un million, sont dérobés dans les armoires du Musée Charles X ; on saecage avec fureur et avec gaieté le séjour de la royauté : on renverse les meubles, on déchire les tentures, on briso les vases, les glaces et les pendules ; les papiers, les livres, les hardes, sont jetés par les fenêtres : c'est la récréation brutale et sauvage des conquérants. On se venge ainsi, en une heure, des dix-huit ans de la Restauration. Mais, à la faveur de ces dégâts impitoyables, les échappés de la Conciergerie font main basse sur des sommes considérables en argent et en billets de banque, sur des bijoux inestimables, sur des objets de luxe, sur tout ce qui peut s'emporter. Un cri s'élève : *On vole ici !* Un autre cri lui succède : *Mort aux voleurs !* et aussitôt une police sévère s'improvise dans l'intérieur du palais et en surveille toutes les issues : on fouille, on interroge les individus suspects ; plusieurs, encore nantis d'objets volés, sont fusillés à l'instant, et l'on charbonne sur le mur cet arrêt prononcé par le peuple souverain : *Mort aux Voleurs !*

Cependant les députés s'étaient réunis, vers midi, à l'hôtel de Laflitte : la marche inespérée des événements avait agi sur les esprits les plus timides ; on commençait à envisager sans effroi une insurrection qui prenait le caractère unanime et solennel d'une révolution. Les trembleurs, les indécis, les politiques ne faisaient plus sonner si haut leur système de légalité. Personne n'eût osé maintenant se déclarer déchu du titre et du mandat de député ; personne, justifier, excuser même le principe des Ordonnances. Au bruit de la fusillade qui s'était peu à peu circonscrite autour du Louvre, on n'agitait aucune des questions sur lesquelles on n'avait pu s'entendre dans les réunions précédentes. Le général La Fayette était à l'Hôtel-de-Ville : l'assemblée lui confirme par acclamation le commandement supérieur des forces parisiennes. L'apparition de son aide-de-camp provisoire, Alexandre de Laborde, en uniforme de garde national, achève d'entraîner les députés qui hésitaient encore. Le général Gérard donne l'exemple de ce ralliement général, en offrant de s'adjoindre au *vétéran de la liberté* pour diriger les opérations actives de l'armée du peuple. On croit qu'il fut suscité par le parti orléaniste et placé auprès de La Fayette avec une autorité militaire, de manière à pouvoir dompter ou détourner les tendances républicaines du vieux général qu'on savait entouré déjà d'une jeunesse ardente et des anciens chefs du carbonarisme. L'assemblée applaudit à la proposition de Gérard et lui donna les pouvoirs qu'il demandait. Celui-ci s'empressa de revêtir son uniforme et de former autour de lui un simulacre d'état-major, quo le général Pajol se chargea de lui recruter ; puis, aussitôt, en se dirigeant sur l'Hôtel-de-Ville, ils rallièrent, ils réorganisèrent en corps de troupe les soldats épars, les débris des régiments qui s'étaient débandés, pour embrasser la cause populaire : leur passage fut accueilli dans tous les quartiers qu'ils traversèrent par des cris enthousiastes de : *Vive la liberté !* On ne pensait plus aux Ordonnances, aux ministres, à Poli-

gnac ni aux Bourbons : le peuple de Paris se réveillait tout à coup avec l'esprit de 1789, comme s'il venait encore d'assister à la prise de la Bastille. Le général La Fayette accepta sans défiance les services du général Gérard ; il avait déjà publié des proclamations patriotiques et des ordonnances d'intérêt public, contresignées par le colonel Zimmer, aide-de-camp du général Dubourg. Ce général et son chef d'état-major se virent insensiblement écartés par les généraux Gérard et Pajol qui ne tardèrent pas à donner seuls des ordres dans l'Hôtel-de-Ville. La Fayette s'était empressé de décréter le rétablissement de la garde nationale parisienne, et ce premier acte de sa dictature le reportait tout joyeux aux beaux jours de sa carrière politique : il avait prouvé le droit de l'insurrection et rétabli la garde nationale ; le reste lui semblait sinon secondaire, du moins fort peu urgent, et il ne se hâtait pas de se prononcer sur la forme de gouvernement la plus convenable à la France, quoiqu'il se plût à ramener sans cesse dans ses paroles les souvenirs de *notre glorieuse révolution* française et de la République américaine. Tout son entourage, composé d'anciens patriotes de 89, de jeunes avocats, d'ex-carbonari, d'élèves des Écoles, avait l'impatience de la République, mais n'osait pas même en invoquer le nom, qui eût déconcerté et peut-être divisé les combattants, appelés aux armes par les cris de : *Vive la Charte!* On conspirait donc pour la République à l'Hôtel-de-Ville, pendant qu'on se battait encore au Louvre. Quelques autres conspirateurs, appartenant tous à l'époque impériale, la plupart officiers en retraite ou réformés, pensaient à relever le trône de Napoléon sur les ruines de la monarchie constitutionnelle, et le cri de : *Vive Napoléon III!* jeté au milieu du peuple, y avait trouvé de l'écho et de la sympathie : la fibre bonapartiste vibrait encore dans les masses, et le nom de l'Empereur conservait toute sa magie. Telle était la situation critique du moment, lorsque la réunion des députés, avertie de la double conspiration bonapartiste et républicaine qui se tramait sous les yeux de La Fayette et presque à son insü, imagina de contrebalancer son omnipotence en lui donnant pour contrepoids l'intermédiaire d'une commission municipale chargée des affaires publiques, au nom de la Chambre et du pays. C'était, en quelque sorte, un gouvernement provisoire destiné à balancer et même à englober l'autorité dictatoriale de La Fayette. Les membres de cette commission, nommés au scrutin secret, furent d'abord Lahitte, Casimir Périer, Lobau, Odier, Gérard et Mauguin ; ce dernier seul, qui s'était précipité franchement dans la révolte au nom de la Charte, n'appartenait à aucune coterie ; les cinq autres, dont trois étaient banquiers, représentaient le parti de la transaction orléaniste ou royaliste. Mais Odier n'ayant point accepté ces fonctions délicates, et Gérard en remplissant déjà d'autres également importantes, on nomma, pour les remplacer dans la commission municipale, de Schonen et Audry de Puyraveau, l'un et l'autre attachés de conviction à la cause de la liberté, l'un et l'autre ayant pris part ouvertement à la résistance du peuple, l'un et l'autre auxiliaires énergiques et dévoués du général La Fayette. Le choix de ces deux derniers

commissaires n'impliquait pourtant, dans la pensée des députés, aucune tendance vers la République, qui ne paraissait mûre à personne. La commission, toute bariolée d'écharpes et de cocardes tricolores, alla s'installer solennellement à l'Hôtel-de-Ville après la prise du Louvre et des Tuileries. La Fayette l'accueillit avec empressement et l'admit volontiers au partage d'un pouvoir qu'il sentait déjà tiraillé et disputé par les ambitieux qui l'assiégeaient : on s'occupa d'abord des mesures les plus urgentes, et la commission municipale publia ordonnance sur ordonnance pour inviter les troupes de la ligne et de la garde royale à se rendre dans les quarante-huit heures au camp qu'on établirait à Vaugirard ; pour déclarer que la population de Paris ne conservait aucun ressentiment contre les militaires qui avaient obéi à la discipline et qui consacraient dorénavant leurs armes au service de la patrie et de la liberté ; pour mettre sous la sauvegarde des bons citoyens les monuments et les établissements publics ; pour inviter les habitants à rouvrir les boutiques le jour et à illuminer leurs fenêtres pendant la nuit, etc. Cette nuit-là, Paris, dont les réverbères étaient tous brisés, fut gardé comme une place de guerre, à la vive clarté d'une illumination générale, qui ne lui donnait pas cependant un air de fête : on complétait, on perfectionnait le système défensif des barricades ; chaque rue avait un bivouac, chaque maison une sentinelle, et des patrouilles, bizarrement équipées, se succédaient à chaque instant et se rencontraient à chaque pas. Le peuple était maître de la ville et des faubourgs, mais on s'attendait d'un moment à l'autre à une attaque, à un siège, à un bombardement : le maréchal de Raguse avait concentré ses forces autour de Saint-Cloud, et des corps de troupes s'avançaient de tous côtés sur Paris.

Vers minuit, pendant que la commission municipale délibérait à l'Hôtel-de-Ville et que le général La Fayette, dans une salle voisine, tenait conseil avec les républicains, les envoyés de Charles X demandèrent à être introduits. Ce sont de Semonville et d'Argout qui arrivent de Saint-Cloud, à travers mille dangers, et qui viennent annoncer que le roi a retiré ses Ordonnances et changé son ministère. « Il est trop tard ! » s'écrie Schonen, avec une impétuosité qui entraîne les uns et arrête les autres. — « Il est trop tard ! » répètent Mauguin et Audry de Puyraveau. Lafitte, Lobau, Gérard, Casimir Périer, se taisent avec embarras ; ce dernier essaie de ramener ses collègues à une transaction : mais c'est lui-même que Charles X a nommé ministre des finances ; c'est le général Gérard qui sera ministre de la guerre ! La majorité de la commission municipale se prononce, en déclarant qu'elle ne peut donner suite à des ouvertures de réconciliation qui ne reposent pas sur des pièces officielles ; car de Semonville et d'Argout sont partis de Saint-Cloud, avant que le nouveau cabinet, dont le duc de Mortemart achevait la formation comme président du conseil des ministres, ait été tout à fait constitué par ordonnance royale ; en outre, le baron de Vitrolles, qui les accompagnait comme mandataire particulier du roi, ne sert qu'à les discrediter par sa présence et sa parole. Les ambassadeurs de la royauté vaincue se retirent cons-

ternés, et la commission municipale, dans laquelle triomphe l'opinion de la majorité sous l'influence de La Fayette, rédige une proclamation au peuple commençant ainsi : **CHARLES X A CESSÉ DE RÉGNER !** Cette proclamation, à laquelle Casimir Périer ne voulut pas attacher son nom, que remplaça celui du secrétaire de la commission, Odilon Barrot, fut affichée le lendemain sur tous les murs de Paris : on l'accepta, on l'approuva, on l'applaudit. Mais, au point du jour, le vendredi 30, Saint-Cloud envoie de nouveaux négociateurs. Le duc de Mortemart, qui ne paraît pas et qui annonce toujours sa prochaine arrivée, a chargé le comte de Sussy de présenter à la commission municipale les ordonnances du roi datées du 29 *au soir*, qui rapportent celles du 25, et qui nomment un ministère où figurent les noms de Casimir Périer et du général Gérard. La Fayette lit à haute voix ces ordonnances, au milieu des murmures et des clameurs qui l'interrompent sans cesse : « Que répondrons-nous ? » dit-il en s'adressant à l'auditoire tumultueux. — Pas de transaction ! s'écrie-t-on de toutes parts. — Vous l'entendez, reprend La Fayette se tournant vers l'envoyé : Il est trop tard ! Le duc de Mortemart ne se décourage pas encore : il fait porter les ordonnances du roi à la conférence des députés, que Lafitte a rassemblés chez lui et qui contestent les actes de la commission municipale ; la plupart des députés présents sont d'avis de favoriser la négociation dont le duc de Mortemart s'est fait l'intermédiaire ; ils pensent que le rappel des Ordonnances contraires à la Charte et la retraite du ministère prévaricateur sont des gages suffisants offerts à la paix et à la concorde ; mais l'absence du nouveau président du conseil empêche d'adopter aucune ligne de conduite. La discussion change d'objet ; chacun s'inquiète des projets républicains et bonapartistes qui s'élaborent à l'Hôtel-de-Ville, et dont le général La Fayette s'efforce de retarder l'explosion : on y parle déjà de proclamer la République ; le peuple est d'ailleurs trop irrité contre Charles X, pour qu'on puisse se flatter de lui faire accepter une transaction : il a, de concert avec la commission municipale, prononcé la déchéance du roi. Quelqu'un alors, Lafitte, dit-on, met en avant, pour la première fois, le nom du duc d'Orléans, qu'on appellerait au trône afin d'éviter et la République et la guerre civile. Le nom du duc d'Orléans, qui rallie aussitôt un nombre remarquable de partisans et qui ne soulève aucune opposition, avait été souvent prononcé tout bas depuis trois jours, et ce jour-là même, dès le matin, une démarche avait dû être faite auprès du prince pour l'inviter, de la part de ses amis, à se hâter de paraître. Mais Thiers, rédacteur en chef du *National*, chargé de cette démarche officielle, était allé inutilement à Neuilly : le duc d'Orléans ne se montrait pas encore ; on le croyait au Rainci, depuis qu'un de ses fidèles l'avait averti de se tenir caché, en lui écrivant : *Prenez garde aux filets de Saint-Cloud !* On avait conseillé au roi de le faire arrêter ou du moins garder à vue. Les députés, sondés et préparés d'avance, approuvèrent donc l'idée qu'on leur suggérerait de mettre dans les mains du duc d'Orléans le sceptre tombé des mains de Charles X. Il fallait se hâter : d'heure en heure, les vieux ré-

publicains et les jeunes affiliés des sociétés secrètes gagnient du terrain à l'Hôtel-de-Ville, et La Fayette n'était pas éloigné de se laisser emporter par ce torrent. Deux des députés, qui avaient appuyé le plus vivement la candidature royale du duc d'Orléans, son avocat ordinaire Dupin aîné, et un autre avocat, Persil, se firent les ambassadeurs de la réunion Lafitte et de la commission municipale qui marchait d'accord avec elle. Ils partirent à pied et incognito pour ne pas éveiller les soupçons; ils eurent beaucoup de peine à voir le prince et surtout à lui persuader de prendre un rôle actif dans la révolution. Enfin, le duc d'Orléans, qui avait des émissaires ou plutôt des complaisants à Saint-Cloud comme à Paris, se décida, d'après les nouvelles qu'il recevait de la cour, à se séparer ouvertement d'une cause perdue : il promit de se rendre le soir même au Palais-Royal. En ce moment, tout était en désarroi au château de Saint-Cloud : quoique l'étiquette conservât comme une ombre de royauté autour de Charles X, on pouvait déjà juger qu'il n'était plus roi que de nom; son pouvoir ne dépassait pas les limites de l'enceinte du château, dans lequel il se trouvait en quelque sorte prisonnier. Dès qu'on avait su l'échec de la négociation entamée par de Semonville et d'Argout, continuée par de Sussy et quelques autres officieux, les courtisans s'étaient envolés. Les appartements et les antichambres furent bientôt déserts. La garde royale, campée dans le parc et aux alentours, protégeait de tous côtés le château; mais, morne, indignée, découragée, elle semblait peu impatiente de venger sa défaite en recommençant une lutte fratricide : elle se contentait de repousser ou de tenir en respect les paysans qui venaient insulter ses avant-postes. Elle manquait de vivres, et pour lui en procurer, il fallut des réquisitions forcées. Quant aux troupes de ligne, que le maréchal de Raguse avait pu retenir sous ses ordres, elles abandonnèrent successivement leurs armes et leurs drapeaux. Le bruit courut, à plusieurs reprises, que le dauphin se mettrait à la tête de l'armée et la ramènerait en bataille devant Paris. Un ordre du jour, que le maréchal fit lire aux soldats, et qui annonçait la fin des hostilités par suite du retrait des Ordonnances et du changement des ministres, fut accueilli par des cris de : *Vive le roi !* Le dauphin, jaloux de son autorité hiérarchique de commandant en chef de l'armée, s'offensa de ce que cet ordre du jour ne lui eût pas été communiqué; il fit appeler Marmont, lui adressa des reproches et des injures, le somma de rendre son épée, et, la lui ayant arrachée hors du fourreau, il se blessa les doigts en essayant de la briser : « Je n'aurais jamais cru, dit le maréchal avec amertume, que mon épée dût être teinte du sang d'un Bourbon ! » Le duc d'Angoulême, pâle, effaré, montrait ses mains sanglantes et demandait à grands cris qu'on l'aidât à punir un rebelle et un traître. Le roi lui-même intervint pour apaiser l'emportement de son fils et pour le réconcilier avec le maréchal. Celui-ci, que cette déplorable scène achevait de dégoûter de son dévouement aux Bourbons, affecta de ne plus exercer qu'une action secondaire dans le commandement des troupes qu'il livrait ainsi à l'incapacité et aux irrésolutions du dauphin.

Cependant, sauf les hommes de parti, les ambitieux et les intrigants qui travaillaient, chacun de son côté, à réédifier un trône ou à établir un gouvernement, personne à Paris ne se préoccupait de ce qui pouvait poindre à l'horizon de Saint-Cloud : le peuple, calme et confiant dans son triomphe, ne s'informait pas même si Charles X avait encore à sa disposition huit mille hommes de troupes et quarante-deux pièces de canon. La foule affluait aux abords de l'Hôtel-de-Ville où La Fayette et la commission municipale tenaient conseil avec les principaux représentants du parti libéral et les chefs populaires de l'insurrection. Le nom du duc d'Orléans circulait de groupe en groupe ; on disait qu'il avait embrassé la cause du peuple et qu'il allait arriver de Neuilly : on l'attendait avec anxiété ; son éloge était dans toutes les bouches ; on vantait son patriotisme, ses opinions, son caractère politique, ses mœurs privées, et déjà le cri de *Vive le duc d'Orléans*, d'abord faible et timide, s'enhardissait et se propageait au milieu des cris rivaux de *Vive la liberté ! et Vive Napoléon III !* On apercevait dans les masses le travail souterrain du complot orléaniste. Les distractions, d'ailleurs, ne faisaient pas faute à cette population enivrée, qui visitait avec admiration et respect le théâtre du combat, et qui voulait voir les barricades encore menaçantes, les ravages des balles et des boulets, les ruisseaux ensanglantés, les héros et les victimes. Devant la colonnade du Louvre, on avait creusé une fosse large et profonde, que l'on comblait avec des cadavres recouverts de chaux vive : un prêtre, le vicaire de Saint-Germain-l'Auxerrois, l'abbé Paravey, entouré d'une foule pieusement attendrie, n'avait pas refusé les prières de l'Eglise aux funérailles des citoyens *morts pour la liberté*. D'autres inhumations eurent lieu au marché des Innocents et dans différents endroits de la ville. De grands bateaux plats emportaient au Champ-de-Mars tous les corps qu'on supposait appartenir à la garde royale. L'Hôtel-Dieu était encombré de blessés, qui succombaient moins par le fait même de la gravité de leurs blessures que par suite de leur exaltation morale et de la chaleur extraordinaire de l'été. L'aspect des hôpitaux et des ambulances avait fait penser d'abord que le nombre des victimes s'élevait à plus de quinze mille, et l'on supposait que la troupe avait fait des pertes incalculables ; mais on apprit plus tard avec étonnement, que ces pertes se bornaient à deux cent cinquante hommes tués et six cents blessés. Il y avait eu, du côté du peuple, quatre mille cinq cents blessés et sept cent quatre-vingt huit morts, nombre énorme si on le compare à celui des insurgés, qui n'étaient que deux ou trois mille le premier jour, et qui, le troisième jour du combat, comptaient à peine douze mille hommes armés et résolus. Mais les femmes, les vieillards et les enfants avaient pris part active à l'insurrection dans les quartiers populeux, et la mitraille d'ailleurs ne choisissait pas ses victimes. On se racontait alors, de bouche en bouche, les innombrables épisodes de courage, d'intrépidité, de générosité et de grandeur d'âme, qui avaient signalé ces trois jours de combats mémorables : l'exagération même aidait à l'enthousiasme. Le peuple s'admirait naïvement dans sa victoire, d'autant plus éclatante qu'elle

était plus incroyable, et il ne pensait seulement pas à en profiter : la résurrection du drapeau tricolore lui semblait une conquête qu'on n'avait pas achetée par trop de sang, et il se réjouissait aussi d'avoir sauvé la Charte qu'il confondait avec la liberté. On voyait surgir des héros de barricades, que comblaient de joie et d'orgueil les transports fanatiques des femmes, les libéralités peureuses des bourgeois. Partout, des distributions de vin, de vivres, de vêtements, de linge; on se disait tout bas avec terreur, que la capitale était à la merci du peuple et que ce peuple se laisserait peut-être de sa magnanimité. Cette anxiété, cette préoccupation des esprits n'étaient pas peu favorables aux faiseurs de combinaisons monarchiques et républicaines. Chateaubriand, que les Ordonnances étaient allées surprendre aux bains de mer, venait de rentrer à Paris, et déjà il cherchait à former dans la chambre des pairs un parti de royalistes du droit divin, pour contrebalancer le parti des royalistes constitutionnels qui offraient la couronne au duc d'Orléans. Cette couronne, il voulait lui, la faire passer sur la tête du duc de Bordeaux, par l'abdication de Charles X et du dauphin. Son nom populaire, mis à la tête du parti qu'il appelait à la défense de la légitimité, aurait pu amener une heureuse diversion en faveur du jeune héritier du trône : Chateaubriand, reconnu dans la rue, avait été salué par des acclamations qui s'adressaient surtout au grand écrivain et porté en triomphe jusqu'au palais du Luxembourg. Mais les pairs et les hommes d'état ne répondirent pas à son appel, et le nouveau président du conseil des ministres, qui devait seul donner l'impulsion à cette œuvre de dévouement monarchique, ne se montra nulle part, lorsque sa présence semblait indispensable. Les députés de la réunion Lafitte étaient toujours en séance, attendant des nouvelles de Neuilly; mais ils avaient transporté leur siège à la Chambre même, comme sur un terrain plus légal : ce fut là que vinrent les retrouver leurs ambassadeurs Dupin aîné et Persil. La réponse demi-évasive du duc d'Orléans fut communiquée à l'assemblée, qui s'était augmentée de trente nouveaux membres et qui voyait arriver successivement les retardataires timides ou indécis. Dupin, après avoir rendu compte de sa mission, proposa de déférer spontanément la lieutenance générale du royaume au duc d'Orléans. On ne délibéra que sur la forme de cette mesure de salut public; on rédigea un message, on nomma une députation pour le remettre au prince : le général Sébastiani, qui avait si obstinément soutenu la légalité des Ordonnances dans toutes les réunions des députés, fut le président de cette députation. Elle se rendit le soir au Palais-Royal et n'y rencontra pas le duc d'Orléans qui n'arriva que pendant la nuit. Dès le soir même, des placards, rédigés dans les bureaux du *National*, et imprimés dans son imprimerie, furent affichés par tout Paris, et préparèrent l'opinion publique aux événements du lendemain, en invitant la France à se jeter dans les bras du duc d'Orléans. La commission municipale, quoique en permanence à l'Hôtel-de-Ville, était représentée par quelques-uns de ses membres à la Chambre, et donnait ainsi son adhésion aux actes des députés; elle se montrait d'ailleurs tout entière, à l'exception d'Audry

Puyraveau, favorable à l'intronisation du duc d'Orléans. Elle avait, en attendant, pourvu d'urgence à l'administration des affaires de l'État par la création de commissaires provisoires, aux divers ministères. Dupont de l'Eure fut appelé au département de la justice; Bignon, aux affaires étrangères; le général Gérard, à la guerre; le duc de Broglie, à l'intérieur; le vice-amiral de Rigny, à la marine; Guizot, à l'instruction publique; le baron Louis s'était remplacé, depuis la veille, au ministère des finances. Depuis la veille aussi, plusieurs députés, qui avaient les premiers reconnu le droit de l'insurrection, se sont emparés des grands services publics : Alexandre de Laborde est à la préfecture de la Seine; Baron, à celle de la police; Chardel, à la direction des postes; Marshall, à celle des lignes télégraphiques. Grâce au départ des malles-postes retardées depuis deux jours, grâce à l'usage immédiat des télégraphes, Paris s'était remis en communication avec toute la France et dans chaque ville, à l'arrivée du courrier, la révolution se faisait toute seule à la vue du drapeau tricolore flottant sur la voiture. L'enthousiasme se propageait ainsi de ville en ville, de département en département avec une rapidité électrique. Mais on ne savait pas encore quel gouvernement remplacerait celui de Charles X. Le général La Fayette se trouvait plus que jamais circonvenu, obsédé, par les hommes qui se regardaient comme les auteurs, et par conséquent les maîtres de la révolution : il n'osait pas les contrecarrer en face, d'autant plus que ces jeunes républicains, pleins d'ardeur et de foi, avaient, de concert avec lui, créé et développé les sociétés secrètes de la Restauration : mais il n'osait pas, d'un autre côté, lâcher la bride à leurs idées et à leurs projets; il fut effrayé peut-être de son ouvrage et de la responsabilité qui pesait sur sa tête; depuis vingt-quatre heures il luttait, il hésitait, il attermoyait, la lutte devint plus vive et la résistance plus difficile, quand le nom du duc d'Orléans eut opposé une solution nouvelle à celles qu'on débattait dans les conciliabules de l'Hôtel-de-Ville. La Fayette conservait encore quelque influence sur les partisans de la République, mais ceux de l'Empire, qui n'espéraient pas gagner du terrain par la discussion et qui étaient plutôt des sabreurs que des orateurs, auraient fini par tenter un coup de main pour s'emparer de l'Hôtel-de-Ville au cri de *Vive Napoléon II*. La nuit se passa dans ces alternatives et ces débats; plusieurs chefs bonapartistes furent mis aux arrêts et gardés à vue; les républicains n'eurent plus d'autre adversaire que le général La Fayette lui-même, devenu tout à coup l'avocat, l'auxiliaire, le garant du duc d'Orléans. C'était entre eux comme un pacte tacite daté de 89. La commission municipale et surtout un des commissaires, le baron de Sehoncn, avaient conquis La Fayette, qui croyait ne pas renoncer à la République en servant les intérêts d'un prince patriote, formé à l'école de la liberté et du malheur, ancien aide-de-camp de Dumouriez et brillant héros des batailles de Jemmapes et de Valmy.

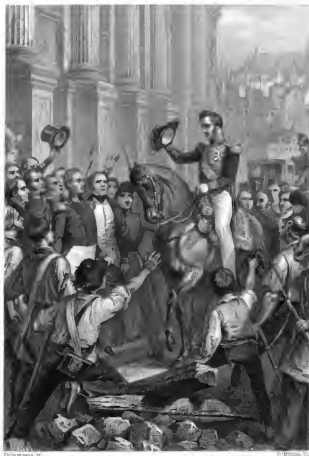
Le prince tenait aussi conseil au Palais-Royal, tandis que ses partisans étaient tous en mouvement. On assure que Talleyrand fut le guide mysté-

rieux qu'il avait choisi; on assure aussi qu'il ne fit point un seul pas dans cette nouvelle carrière qui s'ouvrait pour lui, sans avoir consulté sa sœur, la princesse Adélaïde. Ainsi, s'appuyant sur les avis combinés de la femme la plus habile et du plus astucieux des hommes, s'avança-t-il avec plus de confiance et de courage vers le but qu'il s'était toujours proposé et qu'il avait failli atteindre plus d'une fois. Il feignit, néanmoins, vis-à-vis de ses meilleurs amis, de résister toujours, de ne céder qu'à des instances répétées et à des raisons de force majeure. Ce fut une scène d'hésitation et de résistance, qu'il renouvela presque identique avec plusieurs membres de la commission municipale, avec plusieurs chefs du parti libéral. De refus en refus, il arrivait à se résigner, à se sacrifier, disait-il. La veille même, un des meneurs lui avait envoyé cet ultimatum qui résumait laconiquement sa position : *Une couronne ou un passe-port*. Le matin du samedi, 31 juillet, il se montra enfin plus décidé, lorsque la députation de la Chambre vint lui apporter le titre de lieutenant-général du royaume : il accepta, non sans paraître encore indécis, cette « haute et périlleuse mission » que la Chambre lui confiait, et il remit aussitôt la copie d'une proclamation, préparée d'avance et adressée aux habitants de Paris, dans laquelle il déclarait n'avoir pas balancé à partager leurs dangers et à se placer au milieu de leur héroïque population, sous les couleurs glorieuses qu'il avait *longtemps* portées. « Les Chambres vont se réunir, disait-il, et aviseront aux moyens d'assurer le règne des lois et le maintien des droits de la nation. Une Charte sera désormais une vérité. » La journée porta conseil, et d'après les observations de Talleyrand, le *Moniteur* du lendemain publia un erratum qui changeait complètement le sens de la phrase en disant *la Charte* au lieu d'*une Charte*. Dans cet erratum se trouvait compris tout un programme de gouvernement. La proclamation, où il était question d'*une Charte* nouvelle et non de *la Charte* de Louis XVIII, fut présentée à la Chambre, avec le rapport de la députation qu'elle avait envoyée au duc d'Orléans : d'unanimes acclamations accueillirent la lecture de cette proclamation qui fut imprimée à dix mille exemplaires et affichée à tous les coins de Paris. Les députés, réunis maintenant au nombre de quatre-vingt-quatorze dans le lieu ordinaire de leurs séances, avaient fait monter Lafitte au fauteuil de la présidence; Guizot, Villemain, Bérard et Benjamin Constant remplissaient les fonctions de secrétaires. On avait hâte de régulariser la situation du duc d'Orléans comme lieutenant-général du royaume. Une proclamation, rédigée au nom de la Chambre par ses secrétaires provisoires, annonça que le prince avait accepté cette charge sur l'invitation des députés présents à Paris : « C'est à leurs yeux le plus sûr moyen d'accomplir promptement, par la paix, le succès de la plus légitime défense. » Cette phrase vague et amphibologique couvrait suffisamment le rôle qu'on destinait à ce prince « dévoué à la cause nationale et constitutionnelle. » Les garanties que Benjamin Constant avait formulées, « nécessaires pour rendre la liberté forte et durable », étaient les suivantes : « Le rétablissement de la garde nationale avec l'intervention des

gardes nationaux dans le choix des officiers; l'intervention des citoyens dans la formation des administrations départementales et municipales; le jury pour les délits de la presse; la responsabilité légalement organisée des ministres et des agents secondaires de l'administration; l'état des militaires légalement assuré; la réélection des députés promus à des fonctions publiques. » Salvette, de Corcelles et quelques autres avaient demandé des garanties plus larges, que le peuple était en droit d'attendre de sa victoire; mais on précipila la discussion pour en venir au vote de cette proclamation, par laquelle Charles X était déchu du trône, sans être nommé, et le duc d'Orléans proclamé roi sous le titre de lieutenant-général du royaume. « Il respectera nos droits, disait-on, car il tiendra de nous les siens. » On proposa de se rendre en masse au Palais-Royal; tous les députés présents, qui venaient de signer la proclamation, allèrent la soumettre au prince qui, après en avoir pris connaissance, répondit en ces termes : « Je déplore comme Français le mal fait au pays et le sang qui a été versé; comme prince, je suis heureux de contribuer au bonheur de la nation. Messieurs, nous allons à l'Hôtel-de-Ville! » Le duc d'Orléans se mit à la tête de l'escorte imposante que la circonstance lui offrait, et partit pour l'Hôtel-de-Ville, entouré, suivi, précédé d'une foule de gardes nationaux, de bourgeois et d'hommes du peuple, qui criaient tous ensemble : « Vive le duc d'Orléans! vive le lieutenant-général! vivent nos bons députés! vive La Fayette! » Ces cris, répétés à l'envi par la population qui se pressait sur le passage du prince et de son cortège, étouffaient quelques cris isolés de *vive la liberté*, et *vive la République!* Le général La Fayette, averti de l'approche du lieutenant-général du royaume, alla le recevoir à l'entrée de l'Hôtel-de-Ville : quand on les vit s'embrasser avec cordialité, les acclamations redoublèrent. Louis-Philippe d'Orléans, appuyé d'un côté sur le bras de La Fayette et de l'autre sur le bras de Lafitte, eut peine à percer la foule et à parvenir dans la grande salle où la proclamation des députés fut lue à haute voix et interrompue souvent par des applaudissements. Le prince prononça deux ou trois phrases, exprimant son émotion et sa gratitude. « Monseigneur, lui dit La Fayette pour donner satisfaction à ses amis politiques qui l'accusaient de s'être laissé abuser, vous savez que je suis républicain et que je regarde la constitution des États-Unis comme la plus parfaite qui ait existé. — Je pense comme vous, répondit le prince; mais croyez-vous que dans la situation de la France il convienne d'adopter cette constitution? — Non, reprit La Fayette, ce qu'il faut aujourd'hui au peuple français, c'est un trône populaire entouré d'institutions républicaines. — C'est bien ainsi que je l'entends, répartit le duc d'Orléans. » Cette simple conversation, dénaturée et commentée par l'esprit de parti, prit plus tard les développements et le caractère d'une convention très-explicite entre La Fayette et le duc d'Orléans, qui aurait fait, disait-on, des promesses au peuple et fixé dès lors les devoirs de son gouvernement. Ce fut là ce qu'on appela depuis le *programme de l'Hôtel-de-Ville*, programme fantastique, dont La Fayette lui-même ré-



THE BROWN FAMILY
AT THE BROWN HOUSE



LOUIS PHILIPPE
à l'Hôtel de Ville en 1830

clama plus tard l'exécution. Le prince coupa court à un entretien qui l'embarassait, en attirant La Fayette par la main près d'une fenêtre ouverte et en se montrant avec lui à la foule qu'il saluait d'un air radieux : il saisit un drapeau tricolore et l'agita au-dessus de sa tête. Des cris d'enthousiasme éclatèrent de toutes parts. Deux ou trois voix énergiques protestèrent au nom de la République : « Monseigneur ! dit le général Dubourg, étendant le bras vers la place pleine d'armes, de canons, d'uniformes et de drapeaux : vous connaissez nos besoins et nos droits ; si vous les oubliez, nous vous les rappellerons ! » Le prince, étonné de cette brutale apostrophe, répliqua sèchement qu'il était homme d'honneur, et qu'il n'avait pas besoin d'être engagé, par la crainte, à tenir ses serments. Le retour du duc d'Orléans au Palais-Royal fut accompagné des mêmes cris et des mêmes transports de joie qui avaient déjà signalé son passage : le prince était arrêté à chaque pas par des ovations populaires qui lui imposaient l'obligation de serrer toutes les mains qu'on lui tendait. Ces *poignées de main* familières, souvent entremêlées de paroles bienveillantes, lui gagnèrent plus de sympathies que n'eussent pu faire les plus libérales professions de foi, les actes les plus nobles et les plus patriotiques. Le peuple ne savait pas encore s'il était en monarchie ou en république, mais il chantait de tout cœur la *Marseillaise*, comme s'il devait encore faire la guerre à l'Europe ; cet élan belliqueux, qui survivait à la bataille des *Trois journées de Paris*, entraînait les *héros de Juillet* hors des voies mesquines de l'intérêt personnel : ils ne demandaient pas ce que leur rapporterait la victoire. Les hommes politiques n'imitaient pas cette abnégation : ils se donnaient beaucoup de mal pour combiner et faire réussir leurs intrigues. Les conférences secrètes continuaient autour du lieutenant-général du royaume. Ce soir-là même, sur différents points de la capitale, il y eut comme des tentatives de proclamer la République ; la police intervint ; la garde nationale lui prêta secours : on s'empara de quelques meneurs et de quelques dupes. Le général Dubourg, auquel on attribuait une sorte de complot républicain, fut arrêté, emprisonné et relâché, quand on jugea que son nom et sa voix seraient sans influence sur les masses ; il retomba bientôt dans son obscurité avec la plupart des *vainqueurs* qui avaient combattu sous ses ordres.

Le lieutenant-général du royaume avait confirmé la plupart des nominations faites par la commission municipale : ministres et grands fonctionnaires lui étaient dévoués désormais. Guizot remplaça, au département de l'intérieur, le duc de Broglie, qui avait refusé en échange le titre de commissaire provisoire, et Girod de l'Ain, conseiller à la cour royale, accepta la préfecture de police que Bavoux ne voulut pas conserver. Les Chambres étaient convoquées pour le 3 août, et jusque-là, l'esprit public fut travaillé de toutes les manières, au profit du duc d'Orléans, par les journaux, par les brochures, par les affiches et par des émissaires cachés. Ce n'étaient qu'éloges emphatiques et parfois ridicules au sujet du prince, de ses antécédents, de ses mœurs, de sa famille.

La meilleure propagande fut encore celle qu'il fit lui-même, en se montrant à tout propos sur le balcon du Palais-Royal, et toujours à côté du général La Fayette, qui l'enveloppait, pour ainsi dire, dans sa popularité. On parlait tout haut de faire un roi du lieutenant-général du royaume, et personne n'y trouvait à redire. Du reste, quoique Paris fût toujours en fermentation et que les rues regorgeassent d'une foule curieuse et bruyante, l'ordre n'avait pas été troublé; la troupe de ligne avait repris paisiblement ses postes; les héros déguenillés et en bras nus gardaient leurs armes mais non leurs barricades; la capitale voyait se rétablir, avec la circulation, sa vie et son aspect ordinaires, à mesure qu'on repavait les rues et qu'on y effaçait à dessein les traces de l'insurrection. Il n'y avait plus à craindre ni combat ni siège. Charles X renonçait à en appeler à la force; il acceptait même la révolution comme un fait accompli et irrévocable; d'après le conseil de certains hommes d'État qui s'étaient ralliés trop tard à l'avis de Chateaubriand, il avait abdiqué; il avait fait abdiquer aussi le dauphin en faveur du duc de Bordeaux. Ce fut dans la nuit du 4^{er} août, que Charles X souscrivit à cette malheureuse combinaison des royalistes plus ou moins fidèles, qui représentaient sa cause à Paris, et qui tentaient d'inutiles ou dangereuses démarches auprès du duc d'Orléans. Charles X n'était plus alors à Saint-Cloud : le voisinage menaçant de la capitale, les coups de feu tirés çà et là sur la garde royale, le découragement des troupes, la difficulté de les nourrir, avaient déterminé le roi à faire un commencement de retraite sur Versailles; il était venu s'établir au château de Trianon, pendant la nuit du 31, mais il ne fit que s'y reposer et partit pour Rambouillet où il arriva dans la soirée. La garde suivit, à marches forcées, sans se plaindre des privations de tout genre qu'elle supportait depuis trois jours; son dévouement était soutenu par la présence du dauphin, qui ne la quittait point, mais qui ne pensait pas plus à la faire combattre qu'à lui donner du pain. La famille royale attendait, indécise et résignée, le résultat des négociations confiées à l'initiative de ses bons serviteurs. Elle attendit ainsi jusqu'au 2 août. Le roi avait reconnu la lieutenance-générale décornée par la Chambre au duc d'Orléans, qu'il nommait régent pendant la minorité du nouveau roi : « Vous aurez donc, écrivait-il à son cousin, avec une confiance digne d'être mieux justifiée, à faire proclamer l'avènement de Henri V à la couronne. » Mais, au lieu de cette proclamation qu'on devait lui faire connaître *le plus tôt possible*, trois commissaires furent envoyés de Paris pour presser et surveiller son départ. Ces commissaires, le maréchal Maison, de Schonen et Odilon Barrot, précédaient l'arrivée de six mille gardes nationaux et de quinze à vingt mille volontaires parisiens, qui s'étaient mis en marche avec l'intention de combattre la garde royale et de forcer Charles X dans son dernier asile. Cette odieuse et ridicule expédition avait été envisagée comme une partie de plaisir par la plupart de ceux qui l'entreprenaient : c'était un burlesque convoi d'hommes armés, appartenant à toutes les classes, entassés dans des flacons, des omni-

bus, des charrettes et autres sortes de véhicules mis en réquisition pour le voyage de Rambouillet. On ne fit que boire, rire, crier et chanter pendant la route. Le poète ordinaire du duc d'Orléans, Casimir Delavigne, semblait avoir composé exprès une marche triomphale, un chant patriotique, la *Parisienne*, qui était déjà populaire, et qui alternait avec la *Marseillaise*. La colonne tumultueuse, qui se dirigeait en voiture sur Rambouillet, grossissait à chaque étape, avant que les trainards de cette étrange armée fussent sortis des barrières de Paris. Une terreur panique s'était répandue sur la route que les Parisiens (comme on les appelait) devaient suivre : cette terreur les devança au château de Rambouillet, et, dans la soirée du 3 août, Charles X, ayant demandé aux commissaires s'il était vrai que cent mille hommes marchassent contre lui, n'hésita plus, sur leur réponse affirmative, à ordonner son départ immédiat, le licenciement de la garde royale et la remise des diamants de la couronne. Il partit, en effet, le soir même, avec la famille royale, sous l'escorte de ses gardes du corps et sous la sauvegarde des trois commissaires du lieutenant-général du royaume. Il allait s'embarquer à Cherbourg, tandis que le duc d'Orléans se faisait couronner à Paris. Dans cette journée du 3 août, qui vit Charles X et sa famille se résigner à l'exil, le lieutenant-général du royaume, entouré de sa jeune et brillante famille, avait ouvert la session législative, en présence de soixante pairs de France et deux cent quarante députés, tous en habits bourgeois. Ce fut une vraie séance royale avec un discours du trône. Ce discours n'outrageait pas le roi déchu, mais rappelait la *déplorable violation de la Charte et des lois* que Paris avait défendues avec un courage héroïque : « Je suis accouru, disait le duc d'Orléans, fermement résolu à me dévouer à tout ce que les circonstances exigeraient de moi, pour rétablir l'empire des lois, sauver la liberté menacée et rendre impossible le retour de si grands maux, en assurant à jamais le pouvoir de la Charte. » Le lieutenant-général du royaume dressait déjà en ces termes le programme de sa prochaine royauté, qui n'était plus celui de l'Hôtel-de-Ville : « Le respect de tous les droits, le soin de tous les intérêts, la bonne foi dans le gouvernement, sont les meilleurs moyens de désarmer les partis et de ramener dans les esprits cette confiance dans les institutions, cette stabilité, seuls gages assurés du bonheur des peuples et de la force des états. » Il terminait ce consolant tableau d'un avenir de paix et de liberté, en annonçant la double abdication de Charles X et du dauphin, sans faire mention toutefois de l'avènement de Henri V à la couronne. Quelques murmures royalistes protestèrent contre cette réticence, mais ils furent couverts par les bravos de l'assemblée. Les cris de *vive le duc d'Orléans ! vive la famille d'Orléans !* reconduisirent le prince jusqu'au Palais-Royal, non sans provoquer quelques signes de mécontentement, comprimés presque aussitôt par la majorité des spectateurs. Le peuple criait à tue-tête et applaudissait avec frénésie, en voyant passer à cheval le duc d'Orléans et le général La Fayette. Des cris disséminés de *vive la République !* témoignèrent pourtant que les républicains ne se regardaient pas

encore comme battus. Les chefs du complet orléaniste avaient jugé qu'il fallait se hâter de faire leur roi. Le lendemain de l'ouverture de la session, 4 août, les Chambres se réunirent, la chambre des pairs à huis-clos, la chambre des députés en séance publique : ici, on s'occupa seulement de former les bureaux et de vérifier les pouvoirs ; là, on parla de l'Adresse à faire en réponse au discours du lieutenant-général ; mais, dans les deux Chambres, on était également absorbé par la grande affaire de la création d'un roi. A la chambre des pairs, le duo de Choiseul demandait qu'une commission fût nommée pour faire un rapport, dans les vingt-quatre heures, « sur les moyens prompts et efficaces d'établir, d'une manière *stable*, l'ordre et la tranquillité publique. » Boissy-d'Anglas laissa mieux comprendre la pensée des orléanistes en disant : « Sachez dicter au lieutenant-général le pacte où se trouveront consignés et ses devoirs et nos droits. » A la chambre des députés, Pavée de Vandœuvre dit tout haut : « La première chose que nous avons à faire est de proclamer la déchéance... » On lui ferma la bouche. Le Palais-Législatif était environné de rassemblements, que la voix connue de La Fayette, de Benjamin Constant et des députés les plus influents du parti libéral, avait bien de la peine à contenir. On réclamait de nouvelles élections, en vertu de la constitution républicaine de 1791. La journée du 5 août fut encore plus agitée : les rassemblements avaient pris un caractère plus menaçant, plus hostile. La réunion des députés dans les bureaux et la séance publique se prolongèrent jusqu'à onze heures du soir ; on nomma les candidats à la présidence : Casimir Périer, Lafitte, Benjamin Delessert, Dupin aîné, et Royer-Collard. Le lieutenant-général choisit le premier, qui avait obtenu le plus grand nombre de voix. Casimir Périer avait passé du camp de Charles X dans celui du duo d'Orléans : il ne parut pas à la séance du 6 août, sous prétexte d'une indisposition qui lui permit, dans une lettre adressée à Lafitte et communiquée à l'Assemblée, de mettre en avant un projet concerté dans les conciliabules du Palais-Royal. « La Chambre, disait-il dans cette lettre complaisante, qui donnait un éclatant démenti à ses paroles et à sa conduite depuis les Ordonnances, est justement impatiente, comme la France entière, de léguer à notre glorieuse patrie un avenir de bonheur et une liberté forte et durable, en satisfaisant aux véritables vœux et aux besoins publics, et en consolidant un pouvoir national dans les mains du prince-citoyen que les acclamations et les nécessités publiques ont appelé à venir assurer le règne des lois et le maintien des droits de la nation. » Lafitte remplaça Casimir Périer au fauteuil et favorisait cette comédie dont les rôles avaient été distribués à l'avance. Bérard monta à la tribune et lut une proposition formelle tendant à modifier quelques articles de la Charte et à faire jurer cette Charte, ainsi remaniée à la hâte, par le lieutenant-général, qui deviendrait alors *roi des Français* sous les auspices de la chambre des députés : « Charles X et son fils prétendent en vain transmettre un pouvoir qu'ils ne possèdent plus : ce pouvoir s'est éteint dans le sang de plusieurs milliers de victimes ; » Bérard fait l'éloge du duo d'Orléans « ami sincère des insti-

tutions constitutionnelles »; il invoqua la loi de la nécessité, qui veut que la Chambre adopte *sans délai* le chef *définif* d'un gouvernement *stable et juste*; il indique lui-même les modifications qui peuvent être introduites utilement dans la Charte, et les lois fondamentales qui devront être ajoutées au pacte constitutionnel. Cette proposition audacieuse ne produit qu'une légère émotion; les royalistes seuls l'accueillent avec stupeur; les autres députés ne se préoccupent que de la question de voter immédiatement. Tout était prévu et arrêté entre les partisans dévoués du duc d'Orléans : les commissaires chargés d'examiner la proposition de Bérard feront leur rapport dans le plus bref délai, et la Chambre s'ajourne à huit heures du soir. Ce qui se passait, ce qui se préparait, avait transpiré dans les groupes qui s'agitaient autour de la Chambre. Les anciens conspirateurs, les membres des sociétés secrètes, les jeunes gens des Écoles, s'efforçaient de répandre dans le peuple la ferveur de leurs opinions républicaines : ils accusaient les députés de trahir la France, en outrepassant leur mandat; ils demandaient que le pays fût consulté sur la forme de gouvernement à établir; ils cherchaient à réveiller toutes les vieilles haines du parti libéral, en accusant la chambre des pairs, que traînait à la remorque la chambre des députés, et qui n'osait pas même protester en faveur de Charles X contre le duo d'Orléans; car, parmi ces vieux dévouements à la royauté de droit divin, Chateaubriand avait à peine ranimé un éclair de courage. La chambre des pairs, qu'une tactique habile dénonçait sourdement à l'anlmadversion du peuple, était donc bien innocente de l'intrigue orléaniste ou libérale qui se tramait depuis plusieurs jours dans le secret de la chambre des députés.

A huit heures du soir, quand les députés se réunirent pour discuter la proposition Bérard, ils trouvèrent les avenues de la Chambre obstruées par une foule menaçante, qui grossissait d'instant en instant et qui semblait ne faire appel qu'à l'émeute, en criant : *A bas la chambre des pairs ! plus d'hérédité ! plus de privilèges !* Mauguin et Benjamin Constant compromirent leur popularité en l'employant à calmer l'effervescence de cette jeunesse indignée, qui accusait La Fayette de faiblesse et les députés de trahison. La tranquillité se rétablit, lorsque le peuple, qu'on soulevait avec le nom de la chambre des pairs, fut rassuré sur les actes et les intentions de cette Chambre, qui se tenait absolument à l'écart et qui ne revendiquait en ce moment aucune initiative politique. La séance des députés s'ouvrit par le dépôt de l'acte d'abdication de Charles X et du dauphin; mais le lieutenant-général du royaume, qui envoyait cette pièce aux archives de la Chambre, ne fit pas mention de l'héritier légitime quo les deux chefs de la branche aînée des Bourbons avaient désigné en le plaçant sous la sauvegarde du *régent*. On vota ensuite des remerciements aux habitants de la ville de Paris pour leur conduite dans les *Journées glorieuses*. Le rapporteur de la commission qui avait examiné d'urgence la proposition Bérard, Dupin aîné, parut enfin à la tribune; il commença par établir en principe que la vacance du trône, déjà

constatée comme un fait, devait être déclarée « comme un droit résultant de la violation de la Charte et de la légitime résistance apportée par le peuple à cette violation » ; en conséquence, après avoir passé en revue les modifications principales que la Charte pouvait subir, il conclut à déferer la couronne au duc d'Orléans, en lui faisant jurer la Charte ainsi modifiée : « Ce prince est honnête homme, disait l'avocat ordinaire de la maison d'Orléans ; il en a parmi nous l'éclatante réputation ; s'il vous dit qu'il accepte, si, par cette acceptation, le contrat est une fois formé, nous pourrons compter sur sa parole ; il vous l'a dit : La Charte, telle qu'il l'aura acceptée, sera désormais une vérité. Le débat ne s'engagea que sur la question d'urgence, et la discussion du rapport fut ajournée au lendemain. Cette séance du 7 août devait être décisive. Les orléanistes, qui n'étaient autres que les anciens Deux-cent-vingt-un, se mirent d'accord pour bâter la solution convenue d'avance, solution que la plupart n'approuvaient pourtant que « sous l'empire d'une impérieuse nécessité » ; les royalistes, découragés, s'étaient presque tous abstenus et protestaient par leur retraite contre ce qu'ils appelaient l'usurpation ; la rue faisait silence, et l'intervention des membres influents du côté gauche avait frappé d'impuissance les tentatives des républicains, qui tenaient çà et là des conciliabules, mais qui voyaient leurs rangs se dégarnir à vue d'œil, tandis que le Palais-Royal devenait le centre de toutes les ambitions. Ce fut un orateur royaliste, le fougueux de Conny, qui prit la parole le premier, pour rappeler aux députés leurs serments et pour les sommer de reconnaître *les droits sacrés de l'enfant royal* que l'usurpation voulait écarter du trône : « En présence de ces droits sacrés, s'écria-t-il, l'acte qui élèverait au trône le duc d'Orléans serait la violation de toutes les lois humaines ! » Benjamin Constant, que le duc d'Orléans avait gagné à sa cause, fit l'éloge de ce *prince-citoyen*, et le représenta comme « disposé à tout faire pour mériter l'insigne honneur que la France lui destine. » Il avança que *tout le monde* voulait une *monarchie* limitée ; il combattit la doctrine de la légitimité de droit divin, en lui opposant une autre légitimité, « celle qui émane du vœu de peuple donnant le pouvoir à une famille » en échange de certaines conditions souscrites par cette famille. Alexandre de Laborde ne fut pas heureux en imaginant à son tour une autre espèce de légitimité : « Le prince que nous appelons au trône, dit-il, descend d'Henri IV en ligne plus directe que la branche décubue. » Mais ses amis l'arrêtèrent dans cette argumentation délicate, en disant : « Non, non, plus de légitimité ! » Le singulier dogme de la quasi-légitimité, remis plus tard en honneur, avait été néanmoins proclamé dans cette séance. Quelques fidèles serviteurs de la légitimité pure, Hyde de Neuville, de Lézardière, de La Bourdonnaye, Pas de Beaulieu, essayèrent tristement de détourner le vote qui allait frapper à mort la monarchie héréditaire : tous déclaraient qu'ils n'avaient pas « mission de briser un trône et de faire un roi. » Villemain ferma la discussion générale en invitant ses collègues à s'empressement de « relever les barrières de l'ordre public et les garanties des libertés. » Avant d'offrir le trône

an duc d'Orléans, la majorité s'était déjà prononcée sur la vacance du trône *en fait et en droit* ; on n'avait plus qu'à voter sur les modifications de la Charte, proposées par Bérard et complétées par la commission que Dupin aîné, se chargeait d'inspirer. La délibération des articles aurait marché sans rencontrer un seul contradicteur, si le marquis de Podenas n'eût provoqué les justes réclamations du petit nombre de royalistes qui ne s'étaient pas retirés : « Sans la violation de la Charte, dit-il avec une violence inexplicable, nous n'aurions pas à gémir sur les épouvantables massacres commandés au nom d'un roi qui, héritier de la férocité de Charles IX, n'a pas eu comme lui le courage de se montrer au jour du danger. » L'ancien ministre de Charles X, Martignac, n'eut pas de peine à défendre Charles X de cette ridicule accusation de *férocité*, mais il dépassa le but, en disant que *l'amour de la patrie brûlait son cœur* : « Ce n'est pas son cœur, s'écria-t-il, qui a dicté les funestes Ordonnances qui ont plongé la France dans le deuil ; ce sont des conseillers perfides, des conseillers que je vous abandonne, contre lesquels je partage votre indignation, qui ont pu l'égarer ; il a été indignement trompé. — Non, répondit Bernard de Rennes, Charles X, écoutant des conseils perfides, n'a pas été animé par l'amour de la patrie. Le sceptre était dans ses mains comme le signe de la protection : c'est lui qui l'a brisé en frappant sur son peuple ! » On était impatient d'en finir avec la refonte de la Charte, pour que rien ne s'opposât plus à l'intronisation du duc d'Orléans ; on discuta rapidement les changements, corrections, suppressions et additions qui paraissaient les plus propres à perfectionner l'œuvre de Louis XVIII ; on les vota presque à l'unanimité ; le préambule fut supprimé comme blessant la dignité nationale « en octroyant aux Français des droits qui leur appartiennent essentiellement » ; on supprima aussi l'article 6 qui reconnaissait une *religion de l'État* ; on retrancha dans l'article 8 quelques mots qui renfermaient en germe toutes les lois de censure, et dans l'article 44, la phrase redoutable où Charles X avait cru trouver le prétexte d'un coup d'État : le nouvel article disait que « le roi fait les ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution. » Des articles nouveaux réglementèrent la chambre des pairs, dont les séances seraient désormais publiques, et la chambre des députés, dont les membres pourraient être élus dès l'âge de trente ans ; les conditions d'âge et de cens pour les électeurs furent aussi modifiées ; enfin, si l'on respecta provisoirement le principe d'hérédité dans la constitution de la chambre des pairs, toutes les créations de pairs, faites sous le règne de Charles X, furent annulées. Le général Demarçay et quelques autres, plus prévoyants et moins prévenus, avaient demandé que la Charte entière fût soumise à une réforme radicale après mûr examen et discussion approfondie ; mais on se contenta d'énumérer dans un article additionnel les différentes lois dont la Chambre aurait à s'occuper dans le plus court délai possible. Un député de la droite, Fleury (de l'Orne), tenta un dernier effort pour faire remettre à des temps

plus calmes le vote du paragraphe dans lequel la Chambre déclarait « que l'intérêt universel et pressant du peuple Français appelle au trône Louis-Philippe d'Orléans et ses descendants, à perpétuité, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance. » Fleury demandait que les collèges électoraux fussent convoqués à l'effet de nommer des députés ayant mandat spécial pour élire un roi. « Allons donc ! » s'écria dédaigneusement Casimir Périer, qui précipitait de tout son pouvoir le vote définitif de l'assemblée. L'appel nominal eut lieu avec plus d'impatience que de solennité. Deux cent dix-neuf votants sur deux cent cinquante-deux adoptèrent la *Déclaration* de la Chambre, qui nommait le duc d'Orléans *roi des Français*.

A peine le résultat du vote fut-il proclamé, que la Chambre entière se rendit en corps au Palais-Royal, conduite par son président et son bureau, escortée par des gardes nationaux et accompagnée d'une foule complaisante qu'électrisaient ses propres acclamations. La joie semblait si générale, que personne n'osa la troubler par des murmures ou des sifflets. Les députés furent reçus par le prince entouré de sa famille. Laflotte donna lecture de la déclaration qui modifiait la Charte et appelait au trône le duc d'Orléans. Celui-ci était ému jusqu'aux larmes : « Exempt d'ambition et habitué à la vie paisible que je menais dans ma famille, dit-il en serrant les mains de Laflotte, je ne puis vous cacher tous les sentiments qui agitent mon cœur ; mais il en est un qui les domine tous, c'est l'amour de mon pays. » L'émotion du duc d'Orléans se communiquait à tous les assistants. Le peuple, qui s'était aggloméré sur la place du Palais-Royal en attendant la sortie des députés, battait des mains et demandait à voir son nouveau roi. Le duc d'Orléans entraîna La Fayette sur le balcon et l'embrassa plusieurs fois avec effusion, au bruit des bravos et des exclamations, que traversaient çà et là quelques cris obstinés de *vive la République* ! La Fayette, s'approchant alors de la balustrade et montrant le duc d'Orléans, dit d'une voix solennelle : « Voici la meilleure des républiques ! » Ce mot mémorable, que peu d'oreilles entendirent, mais qui fut répété aussitôt par mille bouches, consacra dans le peuple la royauté du duc d'Orléans. Cependant la chambre des pairs ne s'était pas encore associée à l'espèce de coup d'État que la chambre des députés avait cru pouvoir se permettre avec l'excuse de la nécessité : la *Déclaration*, que les députés venaient de faire connaître au lieutenant-général du royaume, fut apportée par un message à la chambre des pairs, qui reprit sa séance à neuf heures du soir. Cent quatorze membres étaient présents, les uns d'intelligence avec les députés orléanistes, les autres incertains du rôle qu'ils choisiraient, quelques-uns indignés, mais tous muets. Chateaubriand, profondément attristé par le spectacle des lâchetés et des trahisons qu'il avait combattues en vain depuis plusieurs jours, parla seul contre la *Déclaration* des députés, et conjura ses collègues de ne pas porter le main sur la couronne de Henri V : « Je ne crois pas au droit divin de la royauté, dit-il hardiment, et je crois à la puissance des révolutions et des faits ; je

n'invoque pas même la Charte; Je prends mes idées plus haut; Je les tire de la sphère philosophique, à l'époque où ma vie expire. Je propose le duc de Bordeaux, tout simplement comme une nécessité de meilleur aloi que celui dont on argumente. » Cet admirable discours fut comme l'oraison funèbre de la royauté de droit divin. Vainement Chateaubriand s'adressait avec une éloquence entraînant à la fidélité, à l'honneur, à la reconnaissance des soutiens naturels de la monarchie héréditaire : sa voix n'eut pas d'écho; les pairs, nommés par Charles X, ne tentèrent pas même de repousser l'ostracisme injurieux qui les frappait; la Déclaration de la chambre des députés fut approuvée par quatre-vingt-neuf votants; quant à l'article qui annulait toutes les créations de pairs faites sous le règne de Charles X, l'assemblée déclarait s'en rapporter sur ce sujet à la *haute prudence* du duc d'Orléans. Une députation, tirée au sort, alla sur-le-champ porter au prince l'acte de soumission de la chambre des pairs : « Votre haute raison, lui dit Pasquier au nom de cette députation, vos penchants, le souvenir de votre vie entière, nous promettent un roi-citoyen; vous respecterez nos garanties qui sont aussi les vôtres. Cette noble famille, que nous voyons autour de vous, élevée dans l'amour de la patrie, de la justice et de la vérité, assurera à nos enfants la paisible jouissance de cette Charte que vous allez jurer et les bienfaits d'un gouvernement à la fois stable et libre. » C'était le même langage dans toutes les bouches. Chateaubriand, indigné de n'avoir pas réussi à former dans la chambre des pairs un parti fidèle à Henri V, se sépara fièrement de ses collègues et cessa d'être pair, plutôt que de se faire complice d'une usurpation. Louis-Philippe d'Orléans était déjà roi de fait, mais il n'en devait prendre le titre qu'après avoir prêté serment en présence des Chambres qui lui déféraient la couronne. Le 9 août, eut lieu cette séance royale, qui ressemblait d'aspect à toutes celles que Louis XVIII et Charles X avaient tenues depuis seize ans : les assistants, à peu d'exception près, étaient toujours les mêmes, mais avec des cocardes et des rubans tricolores; le cérémonial monarchique avait été seulement simplifié : on avait fait disparaître les fleurs de lis et les armes de France dans les tentures et les ornements auxquels le drapeau tricolore mêlait ses couleurs. Quatre-vingt-dix pairs étaient présents; les députés, hormis ceux de l'extrême droite, se trouvaient tous sur leurs bancs. Le lieutenant-général du royaume, accompagné de ses deux fils, les ducs de Chartres et de Nemours, fut accueilli, à son entrée dans la salle, par le cri de *vive le duc d'Orléans!* Il s'assit d'abord sur un pliant en avant du trône vide, entre ses deux fils, et il écouta, la tête couverte, la lecture de la Déclaration du 7 août. « J'accepte sans restriction et sans réserve, dit-il d'une voix ferme, les clauses et les engagements que renferme cette Déclaration et le titre de roi des Français qu'elle me confère. » L'assemblée s'était levée tout entière avec émotion; le prince, se découvrant et levant la main, prononça d'un accent solennel cette formule de serment que lui présenta le garde des sceaux : « En présence de Dieu, je jure d'observer fidèlement la Charte constitution-

nelle, avec les modifications exprimées dans la Déclaration ; de ne gouverner que par les lois et selon les lois ; de faire rendre bonne et exacte justice à chacun selon son droit, et d'agir en toutes choses dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français. » La salle retentit d'acclamations unanimes, dans lesquelles se confondaient les cris de *vive le roi ! vive le roi des Français ! vive Philippe VII ! vive Philippe I^{er} !* Le *Moniteur* avait proclamé le nouveau roi sous le nom de *Louis-Philippe I^{er}*, comme chef d'une dynastie nouvelle. Le serment, prêté par Louis-Philippe à la Constitution, que le bon sens public intitulait déjà *Charte bécclée*, fut suivi d'une espèce de sacre civil ; quatre maréchaux de France présentèrent au duc d'Orléans les insignes de la royauté : le duc de Tarente, la couronne ; le duc de Reggio, le sceptre ; le duc de Trévise, le glaive ; le comte Molitor, la main de justice. Après cette cérémonie, froidement emblématique, le roi signa la déclaration du 7 août ainsi que la formule du serment qu'il avait prêté, et, montant d'un pas ferme et rapide les degrés du trône, au milieu d'acclamations redoublées : « Je viens de consommer un grand acte, dit-il avec majesté. Je sens profondément toute l'étendue des devoirs qu'il m'impose. J'ai la conscience que je les remplirai. » Une salve de trois cents coups de canon annonçait à la capitale que la chambre des députés avait fait un roi. Louis-Philippe entra au Palais-Royal, escorté par la garde nationale, à travers des flots de peuple qui se précipitait sur son passage en criant : *Vive le roi !* On ne criait plus *vive la Charte* ; on criait à peine *vive La Fayette*. Les républicains, consternés, se cachaient en silence dans l'ombre des sociétés secrètes.

LOUIS-PHILIPPE I^{er}.

Cependant, Charles X n'était pas encore sorti de France : il continuait lentement son voyage d'exil, à travers des populations indifférentes à sa cause et déjà ralliées au nouveau gouvernement. Le drapeau tricolore, arboré partout avant son passage, lui disait assez que son règne était fini. Il conservait néanmoins autour de lui le cérémonial de la royauté, et il en portait toujours les insignes sur sa personne, dans son grand uniforme et dans ses décorations. Depuis que la duchesse d'Angoulême était parvenue à le rejoindre, le 2 août, sous le déguisement d'une femme de chambre, il voyait sa famille réunie à ses côtés et partageant son sort, à l'exception du duc de Bourbon, qui ne songeait pas encore à reprendre le chemin de l'émigration. Depuis que le triste cortège des exilés avait quitté le château de Maintenon (4 août), il s'acheminait à petites journées vers le port de Cherbourg : le roi, le duc et la duchesse d'Angoulême étaient dans la même voiture, avec un des trois commissaires, le maréchal Maison ; une seconde voiture, également attelée de huit chevaux, était occupée par la duchesse de Berry, habillée en homme, et par ses deux enfants, vêtus avec une extrême simplicité. Les deux autres commissaires, de Schonen et Odilon Barrot, se trouvaient seuls dans une voiture qui précédait les deux autres. Les gardes du corps, sous les ordres du maréchal de Raguse, servirent d'escorte à la famille royale jusqu'à Cherbourg où elle arriva le 16, pour s'embarquer aussitôt à bord du *Great-Britain*. La veille, ils avaient remis leurs étendards au roi, qui leur dit d'une voix étouffée de sanglots : « Je reçois vos étendards sans tache, et j'espère que M. le duc de Bordeaux vous les rendra de même. » C'était en appeler à une restauration, qu'il attendait, du concours loyal de son cousin d'Orléans. Il est à remarquer pourtant que, dans tout le cours de ce voyage, le titre de roi ne fut pas donné une seule fois au duc de Bordeaux, qu'on laissait se livrer aux jeux de son âge avec sa sœur et courir après les papillons, quand on s'arrêtait dans quelque ferme pour s'y reposer. Le navire anglais, qui emportait trois générations de rois, mit à la voile, accompagné de deux bâtiments de guerre français et s'éloigna du port sans être salué par aucun cri d'adieu : Charles X était calme et silencieux, au milieu de sa famille qui pleurait en regardant de vue les côtes de France. L'Angleterre ne lui refusa pas l'hospitalité qu'elle lui avait déjà donnée à une autre époque : les augustes exilés descendirent d'abord dans le château de Lulworth, près de Plymouth, que leur avait offert avec empressement un riche gentleman, et ils ne quittèrent cette espèce de solitude que pour aller habiter le château d'Holyrood, à Edimbourg, cette ancienne résidence des Stuarts, que le roi d'Angleterre mettait à la disposition

des Bourbons. Charles X n'était plus désormais qu'un simple particulier, sous le nom de *comte de Ponthieu*. Son successeur, Louis-Philippe, ne se crut réellement roi des Français, que quand le télégraphe lui eut appris le départ des Bourbons de la branche aînée; jusqu'à-là, il pouvait craindre que l'œuvre de la chambre des députés ne fût pas sanctionnée par le pays, au nom duquel on avait agi sans le consulter. Mais, comme Charles X et sa famille semblaient s'être résignés les premiers à subir cette usurpation, leurs partisans les plus dévoués n'osèrent pas même faire acte de résistance. Le général Despinos, qui voulut appeler aux armes la Vendée, fut chassé honteusement, avant d'avoir pu rassembler une bande de paysans; à Nîmes, et dans plusieurs villes du Midi, le royalisme de 1816 essaya en vain de rallumer la guerre civile entre les catholiques et les protestants; il y eut, à Strasbourg, à Metz et dans quelques villes de garnison, un simulacre de collision entre le peuple et la troupe; mais ces troubles passagers s'apaisèrent d'eux-mêmes, lorsqu'on fut bien convaincu que la résistance manquait de chefs, sinon de soldats. La révolution avait été acceptée par tous les départements comme un fait accompli et irrévocable; la royauté de Louis-Philippe ne rencontra donc pas d'opposition éclatante: les plus hardis se bornaient à murmurer. L'enthousiaste admiration, la vive sympathie, que le lieutenant-général du royaume avait su inspirer pour sa personne aux habitants de Paris, s'était propagée rapidement d'un bout à l'autre de la France, et la commune la plus obscure tenait à honneur d'envoyer une députation de sa garde nationale pour complimenter le nouveau roi. Pas une voix menaçante ne s'élevait parmi ce concert de félicitations municipales. Le cri de *vive le roi!* retentissait sans cesse dans l'intérieur et aux alentours du Palais-Royal. Louis-Philippe était accessible à tout le monde; il se montrait au peuple qui ne se lassait pas de le voir; il se mêlait à la foule qui l'enveloppait avec amour; il prodiguait avec une inévitable séduction ses paroles, ses sourires, ses poignées de main. Pendant plus de quinze jours, le roi et La Fayette semblèrent partager la même popularité. Le Palais-Royal était toujours plein de gardes nationaux, d'officiers de l'armée, de magistrats, de jeunes gens des Écoles, de délégués des départements; toute cette cohue mangeait à la table du roi. Louis-Philippe eut beaucoup de peine à se délivrer des familiarités importunes qui s'étaient attachées à lui sous les auspices de la cocarde tricolore. Dès que sa réputation de *roi-bourgeois* lui parut suffisamment établie dans l'opinion, il ferma sa porte aux intriguants et aux indiscrets subalternes; il évita de sortir à pied, seul ou avec la reine, le parapluie sous le bras; il se montra plus rarement en public, et il rechercha moins les ovations populaires. Il avait pris d'une main énergique le maniement des affaires de l'État, et, sous l'inspiration de Talleyrand, qu'il écoutait comme un oracle, il assura d'abord la durée de son gouvernement, en commençant à correspondre lui-même avec tous les souverains de l'Europe. Il avait assez d'adresse et d'astuce, pour que ces correspondances secrètes, sans le com-

promettre jamais, eussent pour résultat de maintenir les traités de la Sainte-Alliance et de le faire accepter comme roi par les souverains absolus de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. Ce fut là le triomphe de Louis-Philippe, et l'on peut croire que le prince de Bénévent, qui avait fait deux Restaurations, au nom de la légitimité, ne contribua pas peu à fonder sur les bases de la quasi-légitimité, la nouvelle monarchie, malgré le vice de son origine insurrectionnelle et usurpatrice.

Louis-Philippe avait constitué définitivement son ministère, composé des hommes qui s'étaient employés le plus activement à le faire roi : Casimir Périer, Lafitte, Dupin aîné et Bignon furent nommés ministres sans portefeuilles; le général Gérard garda le département de la guerre; Guizot, celui de l'Intérieur; le baron Louis, les finances; Dupont de l'Eure, la justice; le duc de Broglie fut appelé à l'instruction publique; le comte Molé, aux affaires étrangères; Sébastiani, à la marine. Un seul de ces ministres, Dupont de l'Eure, appartenait à l'opinion radicale qui n'avait appuyé ou plutôt toléré la royauté constitutionnelle de la branche cadette des Bourbons, que comme une transaction avec la République. Les autres ministres étaient tous, à différents degrés, exclusivement royalistes. Le roi se réserva pour sa part la présidence effective du conseil des ministres. La Fayette, que l'on écarta soigneusement du cabinet, dans lequel ses idées n'étaient que trop représentées par son ami Dupont, se trouva satisfait du titre de commandant général des gardes nationales du royaume, et son ambition n'alla point au delà de ce commandement qui équivalait à un partage du pouvoir royal. La plupart des députés et des pairs qui avaient servi de près ou de loin à l'élévation du duc d'Orléans, devinrent les grands fonctionnaires de la nouvelle dynastie et furent dès lors les plus intéressés à sa conservation : Dupin aîné, Bernard de Rennes, Barthe, de Schonen s'établirent procureurs-généraux près la cour des comptes, le tribunal de première instance, la cour royale et la cour de cassation; Odilon Barrot essaya de la préfecture de la Seine; le maréchal Jourdan prit sa retraite de ministre, en passant au gouvernement des Invalides; Daunou s'empara des Archives du royaume; Benjamin Constant se laissa placer au conseil d'État, avec le titre de président du comité de législation et un traitement de trente mille francs. Louis-Philippe s'empessa d'user de sa prérogative de roi pour rendre la pairie au maréchal Soult et au vice-amiral Duperré, qui se voyaient exclus de la Chambre comme pairs nommés par Charles X; ce n'était point assez pour payer des dettes antérieures à la révolution des Trois Jours; il promut Duperré au rang d'amiral, et le général Gérard, au rang de maréchal. La reconnaissance du duc d'Orléans se manifesta dans les premiers actes du roi Louis-Philippe. De nombreuses destitutions, des démissions plus nombreuses encore, créèrent une foule de places à donner dans l'ordre administratif et judiciaire. Les préfets et sous-préfets furent recrutés parmi les journalistes et les jeunes avocats qui avaient joué un rôle actif ou du moins nominatif dans l'insurrection, dans ses préludes ou dans ses suites. Tous les

services rendus à la cause libérale, bonapartiste ou républicaine, depuis 1814, étaient des droits qu'on faisait valoir avec succès ; la faveur du nouveau gouvernement se portait de préférence sur les ennemis du gouvernement déchu, sans leur demander d'autre garantie que leurs actes d'opposition pendant dix-sept ans. Voilà comment Louis-Philippe se créa tout d'abord un parti considérable, en prenant sous sa protection tous les partis qui avaient attaqué le trône de Louis XVIII et de Charles X. Il ne songea d'abord qu'à augmenter le plus possible le nombre de ses créatures, et il eut soin de faire attribuer, surtout aux combattants de Juillet, aux jeunes républicains et aux carbonari de la Restauration, des emplois qui les éloignaient de la capitale et de leurs habitudes politiques. On affaiblit ainsi, à sa naissance, une opposition républicaine, qui avait déjà écrit sur son drapeau *Programme de l'Hôtel-de-Ville*, et qui réclamait, dans ses clubs, par ses affiches et ses écrits, les *conséquences de la révolution de Juillet*. Cette opposition, ou plutôt cette conspiration à ciel ouvert n'eut d'abord pour chefs que des agitateurs inconnus, et son influence n'avait encore aucune action sur le peuple, qui sifflait ou injuriait les orateurs démagogues de ce naissant jacobinisme. La royauté de Louis-Philippe se consolida promptement, en faisant cause commune d'intérêt avec les innombrables positions qu'elle avait faites dans toutes les parties de l'administration qu'elle renouvela de fond en comble. Pendant que le roi des Français se hâtait de fortifier son trône et d'assujettir sa couronne, tandis qu'il distribuait des fusils aux gardes nationales et des places aux solliciteurs sortis des Barricades, le vieux duc de Bourbon, qu'il retenait dans son royaume, comme un otage précieux, comme une justification vivante de sa conduite, lui échappa de la manière la plus imprévue. Ce malheureux prince avait été trouvé mort dans sa chambre, au château de Saint-Leu, le matin du 27 août : le cadavre était suspendu par une cravate à l'espagnolette d'une croisée ; sa face violacée et sa langue sortant de la bouche, ainsi que l'empreinte de la cravatte autour du cou, témoignaient qu'il avait péri par strangulation ; mais la pose du corps, ses genoux ployés, ses pieds effleurant le tapis, et d'autres indices ne permettaient guère de soupçonner qu'il se fût pendu lui-même. Les soupçons à cet égard ne furent pas détruits par les recherches de la justice qui ne voulut constater qu'un suicide dans la triste fin du duc de Bourbon. Les esprits étaient encore trop agités à l'époque de ce tragique épisode de la Révolution, pour qu'on s'en occupât longtemps, et pour qu'on cherchât à démêler la vérité dans le mystère de cette nuit fatale qui avait été témoin de la pendaison du dernier des Condé. L'impression générale du moment dénonçait un assassinat. La baronne de Feuchères, maîtresse du prince, fut la première personne que l'opinion publique accusa. On apprit que le duc de Bourbon, obéissant tardivement à sa conscience qui lui disait que sa présence en France le faisait complice de l'usurpation, avait dû partir pour l'Angleterre, à l'heure même où il fut trouvé pendu ; on apprit aussi que son testament olographe, daté du 29 août 1829, instituait légataire universel le

duc d'Aumale, quatrième fils du duc d'Orléans, à la réserve de douze à quinze millions donnés à la baronne de Feuchères. Le testament et le magnifique héritage qu'il faisait passer dans la maison d'Orléans, offraient un fâcheux rapprochement avec cette fuite que le pauvre prince avait préméditée, et que la mort ne lui avait pas permis d'exécuter. On ne douta plus que cette mort subite n'eût été le seul moyen d'empêcher et son départ et l'annulation de son testament. Les plus sévères amis du roi furent chagrins de le voir si particulièrement servi par l'à-propos d'une pareille catastrophe; ils regrettèrent qu'un prince d'Orléans fût enrichi par l'entremise d'une femme tarée et des complices d'un lâche guet-apens. La calomnie s'empara de ce qu'il y avait d'étrange et de scandaleux dans ces coïncidences de hasard, pour faire remonter ses accusations jusqu'au roi. L'opinion n'eut pas le temps de s'appesantir alors sur les circonstances fâcheuses de la mort du duc de Bourbon; mais le scandale n'éclata que plus terrible deux ans après, lorsque les tribunaux retentirent des détails secrets de cette déplorable affaire. Dès ce moment, le parti légitimiste se fit contre Louis-Philippe une arme perfide et empoisonnée du testament qu'un procès célèbre valida néanmoins, en déclarant que la mort du testateur ne présentait pas des charges suffisantes pour qu'on autorisât une poursuite criminelle. Le dernier des Condé fut le dernier Bourbon qui alla reposer dans les caveaux de Saint-Denis, auprès de Louis XVIII.

Les royalistes fidèles n'osaient pas encore élever la voix dans les Chambres et dans les journaux; les plus courageux s'en tenaient à des protestations vagues; quelques-uns se retirèrent avec dignité, quand on les mit dans la nécessité de prêter serment à Louis-Philippe; les autres pairs ou députés prêtèrent ce serment du bout des lèvres, par un accommodement de conscience qui se couvrait de motifs spécieux, et qui se justifiait par cas de force majeure. On aurait dû épargner la torture d'un mensonge public à de vieux serviteurs de la monarchie tombée; mais le parti qui dominait dans les deux Chambres sembla se faire un malin plaisir de la cruelle épreuve à laquelle il soumettait la probité politique des royalistes de la branche aînée. La raison déterminante, qui avait porté le ministère à demander le serment, se fondait sur la nécessité d'annuler tout à fait l'opposition légitimiste dans les deux Chambres, au moment où de nouvelles élections allaient remplir les vides que de nombreuses démissions avaient laissés sur les bancs de l'Assemblée législative. « Nous avons ce que nous avons toujours désiré, dit Benjamin Constant, ce qui seul nous paraissait juste et raisonnable, un roi-citoyen, roi par le vœu du peuple, acceptant les conditions que les représentants du peuple ont déclaré être la base de son pouvoir. Il faut que le serment qui nous lie exprime notre adhésion à ce régime de justice et de droit; il faut que ce serment lie messieurs les pairs comme les députés. » Quand Benjamin Constant parlait ainsi, il n'y avait pas encore trace, à la chambre des députés, de ce parti du *mouvement* qui commençait à se produire dans la rédaction du *National* et de quelques journaux de diverses couleurs. Le serment exigé n'amena pas

tous les refus qu'on attendait ; le duc de Fitz-James, à la chambre des pairs, Martignac, à la chambre des députés, triomphèrent des répugnances et des hésitations de la plupart de leurs amis : d'après leur conseil, et à leur exemple, le serment fut prêté avec plus ou moins de réticence. L'essai avait trop bien réussi pour qu'on n'entendît pas les exigences du serment à tous les fonctionnaires publics. Ce procédé ingénieux dépassa toutes les espérances, en provoquant une multitude de démissions, surtout dans la magistrature, et en donnant des places aux hommes nouveaux qui ne demandaient qu'à jurer fidélité au roi et obéissance à la Charte constitutionnelle, pour arriver aux honneurs et à la fortune. Ceux que leur intérêt personnel avait attachés au pouvoir naissant, et dont l'ambition faisait déjà cause commune avec lui, formèrent autour de la royauté de Juillet un parti que l'égoïsme seul recruta d'abord et que le savoir-faire politique organisa plus tard : ce fut le parti de la *résistance*, qui opposait une sorte de barrière aux entraînements de la liberté, et qui arrêtait les tendances de l'esprit révolutionnaire dans les limites étroites de la Charte modifiée. La majorité du ministère devait naturellement se prononcer en faveur de ce parti, suivant lequel rien n'était changé en France, à l'exception de quelques articles de la Charte et de la personne du roi. Mais un parti contraire n'avait pas tardé à rassembler les éléments divers d'une opposition menaçante, qui réclamait à la fois les *conséquences* de la Révolution et les *promesses* de l'Hôtel-de-Ville ; ce parti, que vinrent bientôt grossir les mécontents de tous les drapeaux, s'intitula *parti du mouvement* et justifia son titre en plaçant son centre d'action dans les sociétés populaires. La chambre des députés ne resta pas longtemps unie d'intention dans ses actes, et l'on vit graduellement se dessiner les nuances d'opinions antipathiques qui s'étaient confondues et comme effacées un moment dans une pensée unanime de protestation et de lutte contre Charles X et ses ministres. La bonne intelligence ne fut pas de longue durée entre les uns, qui avaient joué un rôle actif dans l'insurrection, et les autres, qui s'étaient associés à sa victoire pour en profiter les premiers. Dès le 30 août, Mauguin donnait, pour ainsi dire, le signal à l'opposition nouvelle qu'il plaçait sur le terrain du progrès politique : « Qu'entendez-vous par une opinion trop ardente ? disait-il aux ministres de Louis-Philippe ; ne serait-ce point par hasard une opinion qui dépasserait la vôtre ? Prenez-y garde, vous devez gouverner selon l'opinion nationale, et si l'opinion nationale va plus loin que vous, c'est vous qui devez changer ; car nous ne changerons pas la nation. » C'était le mouvement qui déclarait la guerre à la résistance. Dupin aîné releva le gant, au nom de ses collègues du cabinet : « Puisque les trésors de la liberté nous sont ouverts, dit-il, sachons y puiser toute celle qui nous est nécessaire, mais sans aller au delà, de peur de compromettre la liberté elle-même. » Le parti de la résistance avait pour lui le nombre et la force : il décida que les députés non démissionnaires conserveraient leur mandat et n'iraient pas se soumettre aux chances d'une réélection générale, comme le voulaient Mauguin, Salvette, de Podenas et De-

marçay qui demandèrent en vain la réforme complète du système électoral, l'abaissement du cens et l'extension des droits électoraux. La Chambre se contenta d'abolir le double vote pour les élections partielles que nécessitait la démission volontaire des députés légitimistes ou leur refus de prêter serment. Ces élections, qui eurent lieu sous l'impression passionnée des derniers événements, introduisirent sur la scène législative quelques hommes que ces événements avaient mis en évidence, entre autres le journaliste Thiers que Lafayette, son Mécène politique, se chargea de faire éligible, et que le ministère accepta pour candidat, en dépit des fougues républicaines de sa belle *Histoire de la Révolution Française*.

Le ministère et la Chambre étaient également indécis sur les réformes qu'ils devaient provoquer dans la législation existante; ils sentaient que la révolution qui venait de s'accomplir leur imposait de nouveaux devoirs; et ceux-là même qui avaient déjà profité de cette révolution, reconnaissaient en principe que le peuple avait droit d'en profiter aussi; mais l'initiative ne partait pas plus de la Chambre que du ministère. On se borna donc, de part et d'autre, à des projets vagues, à des propositions restreintes; de part et d'autre, on semblait avoir à cœur de donner satisfaction à l'opinion publique. Salvette avait proposé d'accuser de haute trahison les ministres de Charles X (13 août); de Tracy proposait en même temps d'abolir la peine de mort: « Depuis nos orages politiques, s'écria La Fayette, j'éprouve une invincible horreur pour la peine de mort. » Pour que la liberté de la presse ne fût pas un vain mot écrit dans la Charte et rayé dans la loi, Benjamin Constant demanda que l'imprimerie fût délivrée des entraves qui gênaient son exercice; Bavoux, que le cautionnement des journaux fût réduit des trois quarts; Alexandre de Laborde, que le jugement des délits de presse fût soumis au verdict du jury. Le ministère, de son côté, présenta plusieurs projets de loi qui répondaient au vœu national et qui furent adoptés presque sans contestation: une somme de plusieurs millions pourvut aux récompenses et aux pensions à distribuer entre les combattants et les blessés des Trois Jours; une autre somme de huit millions donna des secours aux ouvriers sans ouvrage et des ressources aux travaux publics; la loi de proscription du 15 janvier 1816, dite *loi d'amnistie*, fut abrogée, et les bonapartistes exilés, aussi bien que les régicides, purent rentrer en France; l'amnistie ne s'étendit pas toutefois aux membres de la famille Bonaparte, qui restèrent proscrits de même que les Bourbons de la branche aînée: « Ce n'est pas par des mesures qui blessent aussi profondément d'honorables consciences, dit Berryer, que l'on peut espérer de fonder en France une ère de liberté glorieuse! » La chambre des pairs voulut imiter celle des députés, en se popularisant par ses premiers actes: elle n'imagina rien de mieux que d'abroger la fameuse loi du sacrilège, comme pour indiquer qu'elle avait rompu complètement avec l'absolutisme religieux et politique de la Restauration. Mais ce n'étaient là que des manœuvres insignifiantes pour amuser et distraire l'opinion. Le procès des ministres de Charles X, que

la chambre des députés avait déféré à la chambre des pairs transformée en haute cour de justice, ce procès, que l'arrestation de quatre de ces ministres, le prince de Polignac, de Peyronnet, de Chantelauze et Guernon de Ranville, rendait inévitable d'ailleurs, ne fut vraisemblablement, dans l'esprit de ceux qui l'ordonnèrent, qu'un moyen tout naturel de concentrer sur ce point la préoccupation du pays et de la détourner ainsi des grandes questions politiques que le gouvernement n'avait pas encore résolues. La situation de la France était fort grave, vis-à-vis de l'Europe et vis-à-vis d'elle-même. A l'extérieur, si la révolution de Paris avait été accueillie avec enthousiasme et avec joie par tous les peuples, tous les gouvernements étaient d'accord pour la condamner et pour la maudire : la Sainte-Alliance, qu'elle attaquait au cœur dans ses principes fondamentaux, méditait déjà sa perte, et l'on pouvait voir de loin, à l'horizon diplomatique, se lever une nouvelle coalition des rois contre la France de Juillet. A l'intérieur, le gouvernement de Louis-Philippe, quelle que fût sa popularité, avait à craindre non-seulement cette formidable coalition des souverains étrangers, mais encore, mais surtout la ligue des partis extrêmes, la conspiration flagrante des républicains organisés en sociétés secrètes, les complots audacieux des bonapartistes, la sourde et permanente opposition des légitimistes et enfin l'impatience agressive des ultralibéraux. Le gouvernement, menacé et attaqué de tous côtés à la fois, se voyait sans armée, sans matériel de guerre et sans finances, au milieu des souffrances et de la ruine de tous les intérêts particuliers. La Révolution avait porté un coup terrible à l'industrie et au commerce, dont la prospérité factice, fondée sur le crédit, s'écroula en quelques semaines ; la Bourse, où la spéculation soutenait le cours de la rente, essayait inutilement de maintenir la confiance et de protester contre la crise commerciale ; les faillites se succédaient ou s'entraînaient l'une par l'autre, et les plus fortes maisons de banque étaient emportées par le torrent. Ce fut pour aider et pour sauver ce qui était encore debout dans ce grand naufrage, que le ministère demanda un crédit extraordinaire de soixante millions, que les économistes de la Chambre réduisirent à trente, fort inégalement répartis, entre les industriels et les commerçants, en prêts sur dépôts de marchandises et de valeurs. Une grande partie de cette somme fut perdue pour l'Etat, mais elle servit du moins de digue au débordement des faillites et elle arrêta la panique dans le monde financier. Le ministère, à l'exemple des ministères précédents, ne paraissait pas s'inquiéter beaucoup de l'augmentation annuelle du budget, qui avait dépassé enfin les bornes d'un milliard et qui marchait à grands pas vers onze cents millions ; ce qui n'empêcha pas le ministre des finances de dire à la Chambre (18 septembre) : « Notre situation est donc rassurante et deviendra chaque jour meilleure. » En attendant, la perception des impôts, suspendue et troublée dans plusieurs départements, n'était pas encore rétablie partout. Le ministère laissait le roi, de concert avec Talleyrand, diriger la politique extérieure et plaider la cause de sa royauté au tribunal secret de la Sainte-

Alliance; il déployait un zèle louable et intelligent à mettre la France en état de défendre ses frontières et d'opposer une armée de un million huit cent mille hommes à la coalition des rois; cinq cent mille fusils furent distribués aux gardes nationales dont La Fayette était le génie organisateur; la fabrication des armes de guerre, qui avait pris une activité patriotique, ne suffisait pas à ce besoin d'armement général: on pensait à faire acheter des fusils en Angleterre; les cadres de l'armée régulière avaient reçu d'immenses développements: on eût dit que la France guerrière allait de nouveau passer le Rhin et s'élancer sur l'Europe. Malgré la prévision de ces grands événements, le ministère crut prudent et utile d'étouffer la propagande des sociétés populaires qui entretenaient l'élan national et tenaient, pour ainsi dire, le peuple en haleine; il savait que la garde nationale et la bourgeoisie, sur lesquelles s'appuyait le trône de Juillet, n'avaient aucune sympathie pour les idées républicaines, et il eut le tort de fortifier ces idées, sinon de les répandre, en les persécutant: il fit fermer les clubs, et le président de la société des Amis du Peuple, l'audacieux Huber, osa dire aux juges qui le condamnaient: « C'est un étrange spectacle que de voir citer devant vous, deux mois après la révolution du 29 Juillet, des personnes qui n'ont pas été étrangères au succès de nos grandes Journées! » L'écho de ces sociétés populaires commençait à retentir dans la chambre des députés: Benjamin Constant, Demarçay, de Corcelles, de Salverte, reprochèrent aux ministres de déployer tant de *fureur* contre des hommes qui *peuvent avoir des opinions exaltées, mais dont les intentions sont pures, et dont le désintéressement n'a été mis en doute par qui que ce soit.* Le ministre de l'intérieur, Guizot, avait signalé le danger des sociétés populaires, qu'il accusait de « prolonger cet état de trouble et de violence qui accompagne toujours les révolutions »; il trouva là occasion d'exprimer franchement et noblement ses principes politiques: « Nous aimons le progrès, dit-il, le mouvement progressif. Il n'est personne auquel les progrès de la société et de l'humanité soient plus chers qu'à nous, mais le désordre n'est pas le mouvement, le trouble n'est pas le progrès, l'état révolutionnaire n'est pas l'état ascendant de la société. » Le ministère n'était malheureusement pas unanime de principe et de volonté: ses éléments hétérogènes, toujours prêts à entrer en lutte, ne se soumettaient à une marche uniforme, que sous la main habile du roi, qui était le véritable président du conseil; Dupont de l'Eure, à lui seul, balançait l'action de tout le cabinet, et il se heurtait sans cesse à la prérogative royale que Louis-Philippe se montrait jaloux de conserver: de là des tiraillements, des chocs et des embarras qui se faisaient sentir à chaque instant dans les actes du ministère, et qui autorisèrent Benjamin Constant, étonné de son alliance avec lui, à l'accuser de faiblesse, d'hésitation et de lenteur (30 septembre). Cette lenteur, cette hésitation, cette apparence de faiblesse étaient les caractères distinctifs de la politique personnelle du roi, qui gouvernait seul sous le nom et la responsabilité de ses ministres.

Les circonstances avaient merveilleusement secondé cette politique d'expect-

tative. Tandis que Louis-Philippe, dans ses correspondances autographes, s'excusait auprès des rois de la Sainte-Alliance d'avoir accepté la couronne en défilant au vœu national; tandis que ses agents extraordinaires ne reçoivent qu'un accueil froid et presque insultant dans les cours de Berlin, de Vienne et de Saint-Petersbourg, la Révolution, inaugurée à Paris par la victoire du peuple, s'était mise en marche pour visiter l'un après l'autre les états de l'Europe : elle ne rencontra pas partout le même triomphe, mais partout elle ébranla profondément les bases des gouvernements établis. L'admiration provoqua l'esprit d'imitation, et chaque pays, chaque ville, voulut avoir aussi son mouvement populaire. Celui qui éclata le premier, sans doute à l'instigation d'émissaires envoyés de Paris, commença, dans la nuit du 25 août, à Bruxelles, après une représentation de l'opéra de la *Muelle*, qui avait fait vibrer dans l'âme des spectateurs l'amour de la liberté et de la patrie; la populace se mit de la partie en criant : *Imitons les Parisiens*, et en brûlant l'hôtel du ministre de la justice, Van Maanen, qui avait fait condamner naguère à huit années de bannissement un publiciste distingué, de Potter, pour le punir d'avoir provoqué la séparation de la Belgique et de la Hollande. L'incendie et le pillage de plusieurs maisons forcèrent la troupe à faire usage de ses armes; la populace résista et combattit avec intrépidité. Il fallut que la bourgeoisie, par instinct de conservation, s'interposât entre le peuple et la troupe, pour arrêter l'effusion du sang. La formation d'une garde bourgeoise, aux cris de *vive la liberté*, et l'adoption du drapeau brabançon, aux trois couleurs rouge, jaune et noir, consacrèrent l'indépendance de la capitale belge. Les principales villes, Gand, Louvain, Liège, répondirent avec transport au signal de Bruxelles : la Belgique se trouva presque tout entière au pouvoir de ses habitants. Des négociations furent entamées, à La Haye, avec le roi de Hollande, qui ne paraissait pas d'abord trop éloigné d'accéder aux conditions d'arrangement que l'hôtel-de-ville de Bruxelles lui proposait. Dès ce moment, la disjonction définitive et complète des deux pays belge et hollandais était à peu près convenue. Le prince d'Orange et le prince Frédéric, son frère, ne se rendirent pas moins à la tête des troupes hollandaises, pour reprendre possession de Bruxelles. Cette ville avait été mise en état de soutenir un siège : ses portes, ses boulevards, ses rues étaient défendues par des barricades et de solides retranchements; la population, qui avait retrouvé son drapeau national, s'arma tout entière pour repousser les Hollandais. Le prince d'Orange essaya de réconcilier les Belges avec son père, mais le prince Frédéric avait reçu l'ordre d'entrer de vive force à Bruxelles et d'y rétablir l'autorité du roi de Hollande : son armée, forte de dix mille hommes et de vingt-six canons, attaqua la ville le 23, et pénétra jusqu'au Parc, sans pouvoir forcer les barricades que défendaient la garde bourgeoise et le peuple. Le combat dura trois jours et trois nuits, pendant lesquels la fusillade et le tocsin ne cessèrent pas un instant. Il n'y eut pas plus de deux cents morts et de trois cents blessés dans les deux partis. L'enthousiasme augmentait chez les Belges, à mesure que le découra-

gement se glissait parmi les Hollandais. Ceux-ci craignirent d'être enfermés au milieu des masses d'ennemis qui accouraient de toutes parts au secours de Bruxelles; ils manquaient, d'ailleurs, de vivres et de munitions; ils opérèrent leur retraite à la faveur de la nuit et reculèrent graduellement jusqu'aux frontières de la Belgique, poursuivis par les populations soulevées. La Belgique était désormais affranchie; un gouvernement provisoire, composé de patriotes éprouvés avait été créé pendant la bataille de Bruxelles, et de Potter, auteur moral de cette révolution, était revenu d'exil pour prendre en main la direction des affaires. Quatre partis se disputèrent alors le terrain de la révolution, comme pour imiter encore les Parisiens : l'un voulait la république; l'autre, la réunion à la France; le troisième, le gouvernement du prince d'Orange, en qualité de vice-roi; le quatrième, une monarchie constitutionnelle avec une charte et un prince étranger, élu roi par la nation. Ce dernier parti, qui s'appuyait sur la haute bourgeoisie et qui exploitait l'orgueil de la nationalité belge, ne tarda pas à devenir plus puissant que les trois autres; Félix de Mérode était son principal chef, parmi les membres du gouvernement provisoire; de Potter personnifiait le parti de la république, comme Charles Rogier, Gendebien et Van de Weyer représentaient ouvertement le parti de la réunion à la France. Quant au parti orangiste dont l'avocat Charles de Brouckère passait pour être le conseiller secret, il ne se révélait quo par des menées souterraines et des ruses de guerre anonymes. Le roi de Hollande avait appelé ses sujets aux armes, tandis qu'il réclamait l'intervention des puissances signataires des traités de Paris et de Vienne, qui avaient constitué le royaume des Pays-Bas. Cette demande d'intervention fut examinée dans la conférence qui s'ouvrit à Londres entre les plénipotentiaires des cinq puissances, et le principe de non-intervention triompha, malgré le mauvais vouloir coalisé de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. Peu de jours après que la ville d'Anvers se fût affranchie de la domination hollandaise, sous le feu de la citadelle et de l'escadre qui la bombardaient, la conférence de Londres (4 novembre) ordonna la cessation des hostilités et traça les limites dans lesquelles chacune des parties belligérantes devait attendre la séparation définitive des deux états et des deux peuples. On ne continua pas moins, dans les deux pays, à se préparer à la guerre, qui menaçait de se propager par toute l'Europe; mais le congrès national de la Belgique, installé solennellement le 10 novembre, commença aussitôt une imposante discussion sur la forme de gouvernement à donner au pays : cent quatre-vingt-sept votants se prononcèrent pour la monarchie; treize seulement pour la république; après de mémorables débats qui durèrent plusieurs jours, et qui mirent en présence les différents partis nés de la révolution, les membres de la famille d'Orange-Nassau furent *exclus de tout pouvoir, à perpétuité, en Belgique*: cette grande décision était prise à la majorité de cent soixante-une voix contre vingt-huit. L'indépendance du peuple belge avait été proclamée auparavant par un vote unanime. Il ne restait donc plus qu'à choisir le prince à qui serait offerte

la couronne de Belgique. Cette grave et délicate question raviva la lutte des partis et des ambitions : les républicains proposaient le duc de Leuchtemberg, fils du prince Eugène; le parti belge ou national avait jeté les yeux sur le comte Félix de Mérode; le parti orangiste se tournait vers le prince Léopold de Saxe-Cobourg, poussé par l'Angleterre; le parti français, le plus nombreux et le plus influent, inaugurait déjà dans ses espérances le duc de Nemours, second fils du roi des Français. « La réunion de la Belgique à la France, avait dit lord Wellington à un envoyé du gouvernement provisoire belge, serait le signal d'une guerre européenne. — Si quelqu'un redoute la guerre, répondit fièrement l'ambassadeur de l'insurrection, ce ne sont pas les peuples, mais les rois. » Le parti de la réunion n'était pas moins impatient en France qu'en Belgique, et déjà, comme pour établir la fraternité des deux peuples, une légion française, commandée par le général Duvivier et de Pontécoulant, avait fait flotter le drapeau tricolore à côté du drapeau brabançon. Mais la guerre, la guerre générale pouvait encore sortir du choix d'un prince que le congrès de Bruxelles s'était réservé exclusivement et de la délimitation des frontières que la conférence de Londres prétendait fixer elle-même.

La révolution belge n'était pas la seule barrière que la Providence opposât aux hostilités de la Sainte-Alliance contre la monarchie de Juillet. L'esprit révolutionnaire, déchaîné par l'insurrection de Paris, grondait sourdement par toute l'Europe, et cependant l'empereur de Russie, inflexible dans ses résolutions, levait des troupes, ordonnait d'immenses apprêts de guerre, et mettait en mouvement l'avant-garde de son armée qui devait être sur les bords du Rhin au printemps. Louis-Philippe continuait ses obséquiosités épistolaires auprès des souverains, mais en même temps il favorisait secrètement la propagande des idées libérales à l'étranger : c'était un moyen tout naturel de donner le change aux projets menaçants des rois absolus, qu'il forçait ainsi de s'occuper de leurs propres affaires. Les républicains de France ne prétaient que trop les mains à ces semences de révolte que des agents provocateurs avaient mission de répandre en Europe. La police délivrait des passe-ports, de l'argent et des armes à tous les coureurs d'aventures politiques à l'extérieur. On se débarrassait de la sorte d'une foule d'esprits inquiets et turbulents, que les glorieuses Journées avaient fanatisés et qui ne demandaient qu'à se précipiter dans la carrière ouverte des révolutions. Les sociétés secrètes fournirent des soldats et des chefs à ces légions qui se formaient, sous les auspices du Palais-Royal et d'une fraction du ministère, pour révolutionner l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne; Paris vit sans regret partir les plus redoutables de ses héros. Mais avant l'arrivée de ces auxiliaires de la liberté, l'exemple seul de la France avait excité l'émulation des patriotes étrangers, et le cri d'insurrection, jeté par les Parisiens et répété presque aussitôt à Bruxelles, trouvait des échos dans plusieurs capitales. Dès le 7 septembre, le duc de Brunswick, qui avait défié ses sujets irrités de longue date contre lui, en faisant braquer

des canons dans les rues de la ville, s'était vu assiégé dans son palais par le peuple et n'avait pas réussi facilement à se réfugier à Londres, pendant que son frère puîné prenait à sa place la régence du duché. Une sanglante émeute, peu de jours après celle de Brunswick, éclatait à Dresde, au cri de *Vive la liberté!* et au chant de la *Marseillaise*; mais elle n'amenait aucun changement sérieux dans la constitution du royaume de Saxe. Toute l'Allemagne, dans son enthousiasme pour la Révolution de Paris, avait arboré un moment comme ses couleurs nationales, les couleurs du drapeau français, et la vue de ce drapeau tricolore éveillait dans les cœurs un généreux sentiment d'indépendance. La sagesse et la modération des gouvernements parvinrent néanmoins à contenir cette impatience de révolte; ils se gardèrent bien, à l'exception de l'empereur de Russie et du duc de Modène, de manifester des intentions agressives contre la France, ce qui autorisait le ministre de l'intérieur, Guizot, à dire, du haut de la tribune (23 septembre), dans la chambre des députés : « La France approuve notre Révolution, mais elle l'observe avec réserve et peut-être avec méfiance; l'Europe aussi se souvient du passé, et des sociétés populaires, et des guerres de la République; l'Europe n'a pas plus que nous perdu la mémoire. » A l'heure même où le ministre de l'intérieur tenait ce langage, les républicains français, enrôlés, armés, soldés par le gouvernement, se réunissaient sur la frontière d'Espagne aux réfugiés espagnols qui venaient se mettre à la disposition de leurs généraux Valdés et Mina; mais les représentations énergiques du cabinet de Madrid obligèrent le gouvernement français à entraver l'expédition qu'il avait d'abord suscitée et protégée. Quand Valdés et Mina pénétrèrent avec quelques centaines d'hommes sur le territoire espagnol pour y proclamer la Constitution, ils furent accueillis si froidement par la population, si rudement par les milices provinciales, qu'ils abandonnèrent une tentative à laquelle ne s'attachait aucune sympathie et rentrèrent en France, après une campagne de quinze jours, pleine d'embûches et de trahisons. Ferdinand VII avait eu le temps, depuis l'intervention française de 1823, de rétablir sa royauté absolue assez solidement pour n'avoir rien à craindre des libéraux et des constitutionnels dans son royaume. Il put à son tour menacer, d'une invasion légitimiste, les départements du midi de la France, et cette menace, qu'il n'avait pas intérêt à réaliser, changea complètement la politique de Louis-Philippe vis-à-vis de l'Espagne : les émigrés espagnols furent internés et surveillés. Le principal objet du gouvernement avait été atteint par la dispersion des volontaires parisiens : le plus grand nombre de ces volontaires forma un excellent corps de troupes, qu'on fit passer en Algérie où le général Clausel était allé prendre le commandement en chef, à la place du maréchal Bourmont. La belle colonie, que la France devait à ses armes, eût été probablement évacuée, durant les premiers jours de l'occupation, si les graves événements qui surgirent de tous côtés en Europe, n'eussent fait oublier cette conquête que convoitaient à la fois l'Angleterre, la Sardaigne et la Turquie. La guerre générale était encore suspendue; le gou-

vement français n'eut pas besoin de rappeler l'armée expéditionnaire, qui, non-seulement se fortifia dans Alger, mais encore qui s'empara successivement de Blidah, de Médéah, de Bone, d'Oran et des points les plus importants de la Régence. Ces faits d'armes remarquables, par lesquels le nouveau gouverneur d'Alger signalait sa présence en Afrique, passèrent inaperçus au milieu de l'émotion profonde que venait de produire la nouvelle de la révolution de Pologne. Cette révolution avait couvé longtemps dans les sociétés secrètes : le soir du 29 novembre, l'École militaire des Enseignes, à Varsovie, se révolta, sous prétexte de délivrer quelques élèves que le grand-duc Constantin avait fait arrêter et auxquels il voulait faire donner le knout, pour les punir d'avoir chanté des airs nationaux dans un banquet et porté un toast à la mémoire de Kosciusko. Ces jeunes gens pénétrèrent dans le palais du grand-duc et firent main basse sur tous ses officiers. Constantin n'eut que le temps de s'échapper, à moitié ivre, mais quand il se fut mis à la tête de huit à dix mille Russes ou Polonais qui lui étaient restés fidèles, l'insurrection, escortée du meurtre, de l'incendie et du pillage, avait envahi tous les quartiers de la ville aux cris de *vive la liberté ! vive la patrie !* Le lendemain il sortit de Varsovie et se retira lentement hors de la Pologne qui s'insurgeait partout, à l'exemple de la capitale. Une administration provisoire polonaise, avait été formée sous la présidence du prince Adam Czartorynski, que sa popularité désignait le premier à la confiance de ses concitoyens; le général Clopicki, un des membres de cette administration, fut appelé au commandement en chef des troupes et il s'empara de la dictature que lui confirma le suffrage unanime de la Diète. Ce général, formé à l'école de Napoléon, improvisa une armée polonaise et un gouvernement polonais; mais il ne songeait qu'à ressusciter un royaume de Pologne à moitié russe; il essaya donc de négocier avec Constantin d'abord, ensuite avec l'empereur Alexandre. Celui-ci, ennemi irréconciliable de toute révolution, ne voulut accepter aucune transaction avec la révolte de ses sujets : il rassembla ses armées et les dirigea sur la Pologne qui s'app préparait à une résistance désespérée. Les yeux de l'Europe et ceux surtout de la France, se tournèrent dès lors, avec sympathie, vers le théâtre lointain de cette lutte héroïque qu'allait soutenir la nation polonaise contre toutes les forces de l'empire russe : deux principes rivaux étaient en présence; d'un côté, l'absolutisme d'un souverain; de l'autre, l'indépendance d'un peuple.

Avant que la nouvelle de la révolution polonaise parvint à Paris, les esprits y étaient préoccupés particulièrement de la question belge; la réunion de la France à la Belgique avait les sympathies du pays, et plusieurs fois, à la tribune de la chambre des députés, elle fut éhaleureusement réclamée par les orateurs les plus populaires de la gauche. Louis-Philippe ne la désirait pas moins, depuis qu'il entrevoyait la possibilité de faire monter un de ses fils sur le trône de la Belgique; mais il présentait, de la part de l'Angleterre, une opposition d'autant plus vive que lord Wellington avait demandé que les traités de 1815

fussent maintenus à l'égard du territoire belge qu'ils annexaient au royaume des Pays-Bas. Ces traités de 1815, que le roi des Français avait promis secrètement aux grandes puissances de respecter autant qu'il le pouvait, étaient souvent discutés dans le conseil des ministres : les uns eussent voulu les déchirer, et la crainte d'une guerre générale ne suffisait pas pour arrêter ce sentiment patriotique; les autres insistaient hautement sur la nécessité de n'y pas porter la main, sous peine de mettre l'Europe en feu. Le roi ne se prononçait pas. Ce n'était pas le seul sujet de débats, de contradictions et d'antagonisme qui existait dans le sein du cabinet composé des différentes nuances de l'opinion libérale. Ces débats devenaient chaque jour plus irritants et moins conciliables; les contradictions naissaient à chaque pas, l'antagonisme prenait le caractère le plus hostile. Ce ministère de *coalition* ne pouvait avoir une longue durée; les tiraillements continuels, qu'il éprouvait à chaque séance du conseil, communiquaient à toute l'administration un ébranlement et un désordre inévitables. Enfin le roi ne s'opposa plus à la séparation des membres hétérogènes de ce cabinet qui s'était scindé en deux partis, comme la Chambre elle-même, celui de la *résistance* et celui du *mouvement*. Le parti de la *résistance*, quoiqu'il eût les préférences marquées de Louis-Philippe, céda le pouvoir au parti du *mouvement*. On prétendit que cette division était née d'un conflit entre le ministre de l'intérieur et le préfet de la Seine : celui-ci, appuyé par Dupont de l'Eure dans le conseil et par La Fayette vis-à-vis du public, l'emporta sur son supérieur. Guizot ne voulut pas souffrir que l'autorité reçût un échec entre ses mains : il envoya sa démission au roi. Trois autres ministres à portefeuilles, de Broglie, Molé et Louis, ainsi que trois ministres sans portefeuilles, Casimir Périer, Dupin aîné et Bignon, s'associèrent à la politique de *résistance*, que personnifiait Guizot, et se retirèrent avec lui. Dupont de l'Eure et Lafitte, restés maîtres de la position, recomposèrent le ministère, avec l'intention de le rapprocher de l'extrême gauche; Dupont de l'Eure gardait le département de la justice; Sébastiani, celui de la marine, Gérard, celui de la guerre; Lafitte, nommé président du conseil, se réserva les finances; il donna le portefeuille de l'instruction publique et des cultes à Mérilhou; le portefeuille de l'intérieur, au comte de Montalivet; le portefeuille des affaires étrangères, au maréchal Maison. Ce ministère, créé le 2 novembre, manquait sans doute d'équilibre et d'harmonie; car dix jours après, il fut encore remanié par suite de la retraite du général Gérard et du maréchal Maison. Sébastiani passa de la marine aux affaires étrangères; le comte d'Argout prit la marine à sa place, et le maréchal Soult devint ministre de la guerre. Ces modifications ministérielles n'eurent pas lieu sans produire une vive secousse dans la chambre des députés (5 novembre), où l'on vit se former à la fois deux oppositions, celle de l'extrême gauche, républicaine ou ultra-libérale, et celle de la gauche constitutionnelle. Le chef de cette dernière opposition, Guizot, expliqua en ces termes sa sortie du ministère : « Nous avons voulu continuer la Révolution telle qu'elle était dans son ori-

gine; nous avons voulu rester fidèles à cette espèce de conciliation et de modération, à ce ménagement de tous les intérêts, à ce balancement impartial entre le passé et le présent, qui avaient présidé à nos premiers actes. » D'après cette déclaration et d'autres du même genre, on devait supposer que le nouveau ministère allait satisfaire le parti du mouvement, et cependant ce parti manifestait ses défiances et ses inquiétudes par l'organe de Mauguin et du général Lamarque qui semblait avoir hérité du talent oratoire et de la popularité du général Foy. Benjamin Constant eut le chagrin de ne pouvoir se réunir ouvertement à ses amis; il prévoyait déjà l'avortement ou plutôt l'aplatissement de la révolution de Juillet; il gémissait d'être réduit désormais à la neutralité et à l'impuissance, par les services particuliers qu'il avait reçus de la bienveillance intéressée du roi; il cherchait encore à se faire illusion et à couvrir sa défection d'un masque de bonne foi : « J'ai toujours pensé, dit-il dans un discours qui fut comme son dernier soupir, que la république était impossible dans l'état des esprits, dans l'état industriel, mercantile, militaire, géographique de la France. » Ce n'était point assez d'avoir, de sa main républicaine, imprimé un stigmate d'impossibilité à la république; il lui porta un coup plus terrible, en déclarant que les hommes *généreux et irréprochables*, qui avaient été séduits par le côté *généreux* de la république, voulaient comme lui « la meilleure des républiques, un gouvernement constitutionnel sous un roi patriote, sous un roi sincère, sous un roi courageux, qui les défendrait, qui défendrait l'intégrité du sol et la gloire de la France, sous un roi constitutionnel qui respectera et élargira nos libertés. » Benjamin Constant ne se consola pas d'avoir parlé ainsi; morne et accablé, il ne prit plus aucune part aux travaux de la Chambre; il se disait que sa carrière politique était close désormais par un démenti solennel donné à ses convictions, à sa vie entière : une amère tristesse acheva de détruire les fragiles restes d'une santé délabrée; l'agonie morale ne tarda pas à déterminer l'agonie physique; dans les premiers jours de décembre, on apprit tout à coup qu'il était malade d'épuisement, selon les médecins; il mourut le 8, en se reprochant d'avoir coopéré à la *meilleure des républiques*. « Les mourants ne lisent que trop dans l'avenir ! » dit-il douloureusement. La perte de cet éloquent orateur, de cet habile écrivain, de ce grand citoyen, fut profondément sentie dans toutes les classes de la population parisienne : on avait résolu de lui décerner spontanément les honneurs du Panthéon, que la révolution de Juillet ouvrait aux grands hommes, mais on se borna, en attendant que la *patrie reconnaissante* eût été décrétée par une loi, à porter son buste dans le temple futur des gloires de la France, tandis que soixante mille citoyens en deuil accompagnaient au cimetière de l'Est le cercueil qui renfermait la première victime de la monarchie de 1830.

Cette mort d'un illustre défenseur de la liberté fit plus de bruit que celles du roi de Naples, François I^{er} (8 novembre), et du pape Pie VIII (30 novembre), qui sortirent du monde politique sans y causer la moindre secousse. On commençait à prévoir le jour peu éloigné où la révolution de Juillet mentirait à

toutes ses promesses. Le ministère, qui s'était formé si laborieusement avec une pensée de *mouvement* ou de progrès, n'avait pas une base solide dans la majorité de la Chambre élective; vainement, sa création menaçante pour le parti de la *résistance*, avait-elle eu son contre-coup à Londres, en faisant tomber le ministère tory de Wellington, et surgir un ministère wigh sous la présidence de lord Grey, le parti de la *résistance* semblait grandir et se fortifier dans la chambre des députés : deux des ministres français démissionnaires, Casimir Périer et Dupin aîné, avaient été élus, le premier président, le second vice-président de cette Chambre. On ne croyait donc pas que le ministère, qui avait la prétention de représenter l'extrême gauche, pût vivre au delà du procès des ministres de Charles X. Ce procès n'était pas la moindre difficulté du moment. L'issue en paraissait périlleuse dans le cas d'un acquittement comme dans celui d'une condamnation. Sur la simple annonce d'un pareil procès, les passions de la foule avaient été profondément surexcitées : c'était la Révolution de Juillet elle-même qui se trouvait mise en cause avec les auteurs ou les signataires des Ordonnances qui l'avaient provoquée et en quelque sorte légalisée. Le peuple comptait bien venger ses morts sur l'échafaud de Polignac et de ses complices : il avait soif de ce sang qu'on lui disputait. Les hommes d'état, de leur côté, répugnaient à l'application de la peine de mort en matière politique, d'autant plus que Charles X avait subi la responsabilité des actes complaisants de ses ministres, mais ils sentaient bien le danger extrême qui résulterait d'une pénalité légère dans laquelle on voudrait voir une trahison à l'égard des *victimes de Juillet*. Les sociétés secrètes, les clubs populaires, les républicains et les mécontents avaient compris tout l'avantage qu'ils pouvaient tirer de cette situation, et ils n'eurent pas besoin de grands efforts pour échauffer les esprits et remuer les masses avec les noms seuls des ministres de Charles X. Ceux-ci, les quatre du moins que leur imprudence avait livrés à la juridiction de la chambre des pairs, Polignac, Peyronnet, Guernon de Ranville et Chantelauze, attendaient leur jugement dans le donjon de Vincennes, et ils avaient pu entendre avec effroi les cris de mort que poussait contre eux une populace furieuse qui, dans la soirée du 18 octobre, était venue de Paris, armée de fusils, de sabres, de bâtons et de torches, pour demander leurs têtes. Cette horrible démonstration, qui rappelait les plus mauvais jours de la Terreur, coïncidait avec une malencontreuse Adresse au roi, que la Chambre avait votée, pour l'abolition de la peine de mort. Le général Dumesnil, dit *la Jambe de bois*, qui commandait à Vincennes, se débarrassa de ces forcenés sanguinaires, en leur déclarant qu'il se ferait sauter avec le fort et les ministres confiés à sa garde, plutôt que de les leur livrer. La hideuse procession, que conduisait un drapeau portant cette inscription : *Désir du peuple! mort des ministres!* ne traversa pas Paris sans y causer de l'agitation et des inquiétudes. Il est permis de supposer que la police n'était pas entièrement étrangère à ces troubles qu'elle n'empêcha point : on discréditait les républicains, en mêlant le cri de *Vive la République* à celui de *Mort aux mi-*

nistres! la tête de Polignac! Les deux individus qui dirigeaient cette bande de fous et d'assassins, furent arrêtés et condamnés seulement à quelques mois de prison. Les journaux, les affiches, les brochures, entretenaient, activaient l'exaspération populaire contre les ex-ministres. Ceux-ci étaient assez tranquilles sur le résultat de leur procès; le prince de Polignac, particulièrement, ne témoignait aucune appréhension, quoique les crimes dont il était accusé entraînaient la peine capitale. Les quatre chefs principaux de l'accusation avaient été établis dans le rapport d'un magistrat éminent, Béranger, à la chambre des députés, et trois commissaires, le même Béranger, Persil et Madiet de Montjau, étaient chargés de soutenir cette accusation devant la chambre des pairs. Celle-ci avait confié à son président, le baron Pasquier, le soin d'instruire la procédure, de concert avec les comtes de Bastard et de Pontécoulant, et le baron Séguier, président de la Cour royale. Cette instruction ne se fit pas avec toute la rigueur qu'on aurait déployée, sans doute, contre des accusés ordinaires : les trois commissaires, sans justifier la conduite politique des anciens ministres, n'étaient nullement intéressés à les trouver coupables; on les interrogea donc avec ménagement; on appela tous les témoins qui pouvaient diminuer la gravité des charges, et pourtant on porta le flambeau de l'instruction dans les circonstances les plus obscures du ministère de Polignac. Le rapport définitif, lu par de Bastard dans la séance du 29 novembre à la chambre des pairs, concluait, comme celui de Béranger, à l'accusation des ministres : « 1° pour avoir abusé de leur pouvoir, afin de fausser les élections et de priver les citoyens du libre exercice de leurs droits civiques; 2° pour avoir changé arbitrairement et violemment les institutions du royaume; 3° pour s'être rendus coupables d'un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'État; pour avoir excité la guerre civile en armant, en portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres, et porté la dévastation et le massacre dans la capitale. » Les débats publics du procès commencèrent le 15 décembre. Les accusés avaient été amenés de Vincennes au Petit-Luxembourg, transformé en prison et environné d'une masse formidable de troupes et de garde nationale. La translation des ministres s'était faite sans désordre, à la faveur de la nuit, mais dès qu'ils furent au Petit-Luxembourg, une émotion croissante se répandit dans le peuple, et s'aviva de jour en jour, à mesure que l'affaire marchait vers son dénouement. Une foule irritée grondait autour du palais de la chambre des pairs. « Voilà les crimes dont la réparation est due au pays, avait dit Béranger après avoir exposé aux juges l'objet de l'accusation; mais plus la nation a le droit à ce que cette réparation soit éclatante, plus il lui importe que le haut tribunal qui est appelé à la prononcer, soit indépendant et libre! » Cent soixante-trois pairs étaient présents et composaient la haute cour; une vingtaine avaient envoyé leurs excuses qu'on accepta sans discussion. Les ex-ministres répondirent avec beaucoup de netteté aux questions qui leur furent adressées. Il résulta de leur interrogatoire, que Charles X avait cru sauver sa couronne et la

monarchie en proposant à son ministère les Ordonnances de juillet, fondées sur l'article 44 de la Charte; que le prince de Polignac avait accepté ces Ordonnances, en partageant les idées et les vues du roi; que les autres ministres n'avaient signé ces Ordonnances, qu'en les déplorant; qu'ils n'avaient pris aucune part aux actes du commandement militaire pendant l'état de siège de Paris, et qu'ils étaient même intervenus d'une manière conciliatrice en demandant eux-mêmes au roi le retrait des Ordonnances. Les témoins, cités à la requête des commissaires, mirent en évidence les mêmes faits et s'accordèrent avec dix témoins à décharge désignés par les accusés, pour démontrer que Charles X n'avait jamais douté de son droit de suspendre la Charte en vertu de l'article 44 qu'il regardait comme l'ancrage de salut de la légitimité. Du reste, il fut à peu près constaté que les premiers coups de feu avaient été tirés contre la troupe, et que celle-ci n'avait fait usage de ses armes qu'à regret, tandis que son chef, le maréchal de Raguse, gémissait d'avoir à remplir le devoir douloureux de défendre ces Ordonnances qu'il détestait. L'entêtement, l'aveuglement, la démente de Charles X et de son premier ministre, éclataient dans tous les épisodes de ce fatal coup d'État, et pourtant les accusés, comme à l'envi, se faisaient un point d'honneur de cacher les fautes du roi, qu'ils couvraient de leur responsabilité. Ces préludes du procès lui avaient donné une tournure si favorable, que les avocats des anciens ministres ne craignirent pas de défendre ceux-ci par une sorte de panégyrique d'autant plus imprudent que le peuple s'indignait tout haut de la partialité indulgente des juges. De Martignac, qui s'était constitué l'avocat de son prédécesseur au ministère, essaya de prouver que l'accusation était *inadmissible*, et que le prince de Polignac n'avait pas à répondre, comme ministre, des actes de la prérogative royale : « Quel besoin, dit-il, peut avoir la France, de la mort d'un homme qui s'offre à vous comme l'instrument brisé d'une puissance qui n'est plus ? » L'avocat de Peyronnet, M^e Hennequin, alla jusqu'à dire que son client méritait peut-être une couronne civique pour avoir honoré son administration par une foule de mesures utiles et bienfaisantes; l'avocat de Guernon de Ranville, M^e Crémieux, le représenta comme se dévouant à la signature des Ordonnances par fidélité au roi; enfin, l'avocat de Chantelauze, M^e Sauzet, venu exprès de Lyon pour plaider la cause de son ami, réussit avec un bonheur inouï dans ce début oratoire qui fit sa fortune politique. Mais rien n'égalait l'éloquence de Peyronnet se défendant lui-même et tirant des larmes de tous les yeux, forçant tous les cœurs à la pitié, tous les esprits à l'admiration. Les choses en étaient à ce point que l'acquiescement des accusés paraissait certain. L'absolution probable des anciens ministres avait animé au plus haut degré la colère du peuple, et jeté même une indignation presque générale parmi les gardes nationaux préposés à la garde du Luxembourg. Des rassemblements se formèrent dans les rues voisines du palais; des cris de mort s'élevaient de toutes parts; des injures, des menaces contre les pairs circulaient dans la foule. Ces symptômes

inquiétants étaient travaillés par des meneurs d'émeute : on se proposait d'envahir le Luxembourg, de faire main basse sur les pairs et de mettre à mort les anciens ministres *condamnés par le peuple*. La garde nationale n'eût peut-être pas résisté à l'irruption des égorgeurs, et déjà, dans les postes occupés par la 42^e légion, on posait, on agitant tout haut cette question : « Défendra-t-on Polignac et ses complices s'ils sont acquittés ? » A peine quelques voix généreuses osaient-elles se prononcer pour la protection à donner à la loi et aux accusés. Les débats publics se terminèrent dans la journée du 21, et la haute cour se retira pour délibérer : elle resta en séance secrète pendant huit heures, et elle aurait, certainement absous les ministres de Charles X, si on ne l'eût avertie des dispositions hostiles du peuple, qui protestait d'avance contre tout arrêt d'indulgence ou de pitié. La nuit fut calme cependant, grâce à la garde nationale, qui avait dissipé les rassemblements et occupé tout le quartier Saint-Germain. Le général La Fayette et le préfet de la Seine visitaient les postes et encourageaient la garde nationale à faire son devoir. Vers quatre heures du matin, le bruit se répandit que l'arrêt était rendu et que les ministres, condamnés à la prison perpétuelle, venaient d'être immédiatement dirigés sur Vincennes, en attendant qu'ils fussent transférés au fort de Ham pour y subir leur peine. Dès que le peuple, à son réveil, apprit à la fois la sentence de la cour des pairs et le départ des quatre condamnés, il poussa des cris de rage, il se précipita vers le Palais-Royal pour redemander les quatre têtes qu'on enlevait à sa vengeance. Ce mouvement tout spontané avait été prévu par les chefs d'une insurrection républicaine, qui voulurent en profiter ; le cri : *A mort les ministres !* n'était qu'un moyen d'exalter et d'entraîner les masses : déjà plusieurs bandes d'hommes armés, que précédait un drapeau noir au son du tambour, avaient traversé le faubourg Saint-Marceau, en criant : *Aux armes ! vive la République !* lorsque les élèves de l'École polytechnique et des Écoles de droit et de médecine, inspirés par le général La Fayette, acceptèrent la mission délicate de rétablir l'ordre : les premiers en uniforme, les autres attachant à leurs chapeaux leurs cartes d'étudiants, se formèrent en colonne au nombre de trois ou quatre mille, et parcoururent les rues encombrées de peuple, en invitant les bons citoyens à respecter la loi. Cette imposante démonstration produisit un effet magique : aux clameurs de l'émeute succédèrent les applaudissements et les cris alternatifs de *Vivent les Écoles ! Vive la garde nationale !* Les conspirateurs ne se montrèrent nulle part, et les masses s'apaisèrent. Le lendemain, la chambre des députés vota des remerciements à la troupe de ligne, à la garde nationale et aux Écoles, qui avaient protégé d'intelligence l'ordre public, mais les élèves des Écoles repoussèrent ces remerciements dans une protestation où ils se plaignaient « qu'on leur marchandât les libertés que leur courage avaient reconquises et que leur sang avait payées. » La Fayette eut l'air de s'associer à ces plaintes dans un ordre du jour qu'il adressa, le 24, à la garde nationale de Paris : « Tout a été fait pour

l'ordre public, disait-il; notre récompense est d'espérer que tout va être fait pour la liberté. » Cet ordre du jour n'était pas le seul acte d'opposition que le général se fût permis à l'égard du gouvernement et de la politique personnelle du roi. Peu de jours auparavant, dans un banquet des artilleurs de la garde nationale parisienne, où la première nouvelle de la révolution de Varsovie avait été accueillie avec des transports de joie et d'enthousiasme, La Fayette porta cet étrange toast : « Aux artilleurs de France, de Belgique et de Pologne ! Puisse la grande batterie des droits du genre humain élançer ses projectiles partout où ils sont méconnus ! » On avait compris, depuis le 9 août, que la royauté de Louis-Philippe était à la discrétion de La Fayette, qui disposait seul de la garde nationale de Paris, non-seulement à titre de commandant en chef de toutes les gardes nationales de France, mais comme créateur de cette milice citoyenne qu'il s'était, en quelque sorte, identifiée. On discutait alors, à la chambre des députés, la loi sur l'organisation de la garde nationale ; ce fut une occasion de mêler naturellement au débat la question du commandement général attribué à La Fayette. Dupin aîné se chargea de faire comprendre à l'assemblée que ce commandement ne pouvait appartenir qu'au roi, qui le déléguaît au ministre de l'intérieur ; Lafitte lui-même concourut, de sa parole, à obtenir la suppression d'un commandement qui semblait dangereux entre les mains de La Fayette. Celui-ci alla sur-le-champ porter sa démission au roi, et refusa obstinément le titre de commandant général *honoraire* que Louis-Philippe voulait lui conserver. On lui donna pour successeur le général Lobau, en qualité de commandant de la garde nationale de Paris. La démission de La Fayette, malgré les regrets dont le Palais-Royal feignit de l'entourer, fit taxer d'ingratitude le roi et les ministres qui l'avaient indirectement provoquée. Dupont de l'Eure, indigné de la conduite de ses collègues dans cette circonstance, se sépara d'eux avec éclat, en faisant coïncider sa retraite avec celle de son illustre ami. Le ministère ne devint pas beaucoup plus homogène par l'installation de Mérilhou à la place de Dupont de l'Eure, et par l'acquisition qu'il fit d'un nouvel avocat, Barthe, comme ministre de l'instruction publique et des cultes ; mais dès lors il opposa moins de contradictions à la volonté personnelle du roi, et il parut se mettre d'accord sur la ligne politique qu'il devait suivre, tout en déclarant que son système ne serait pas *changé*. « Au dehors, dit le président du conseil, le gouvernement veut que la France soit estimée, écoutée ; au dedans, il veut la liberté, mais il veut les lois ; il les a fait respecter et il le fera toujours. » La Fayette, dès ce moment, s'était séparé de la politique ministérielle, qui déviait des principes qu'elle proclamait encore : « Ma conscience d'ordre public est pleinement satisfaite, disait-il ; j'avoue qu'il n'en est pas de même de ma conscience de liberté. Nous connaissons tous ce programme de l'Hôtel-de-Ville : Un trône populaire entouré d'institutions républicaines ; il a été accepté, mais nous ne l'entendons pas tous de même. » Personne alors, dans le parti de la Résistance, n'éleva la voix pour protester contre ce programme, que le parti

du Mouvement inscrivait sur son drapeau. Ce dernier parti était moins fort, sans doute, dans les Chambres que dans le pays, où il se composait surtout de têtes ardentes et de cœurs généreux, qui ne manquent jamais dans la jeunesse française; mais il comptait, parmi les députés, quelques hommes de mûre expérience et de sincère patriotisme, tels que le général Lamarque, Bignon, Mauguin, Alexandre de Laborde, Salverte et un petit nombre d'autres groupés autour de La Fayette. « La France ne veut pas la République, disait Bignon, mais elle veut, et nous voulons comme elle, que tout ce qu'il y a de bon dans le système républicain, autant qu'on peut le faire sans danger, soit transporté dans la monarchie constitutionnelle. » Le parti de la Résistance, au contraire, bien plus nombreux dans les Chambres que dans la nation, s'appuyait sur la bourgeoisie que personnifiait la royauté de Louis-Philippe, et qui se trouvait satisfaite de son avènement au pouvoir. L'antagonisme qui commençait entre ces deux partis, nés tous deux de la même Révolution, ne pouvait que se développer, en les poussant l'un et l'autre vers une extrémité opposée : le Mouvement devait tendre à la République, la Résistance à la monarchie arbitraire. Louis-Philippe, en se débarrassant de la tutelle de La Fayette et en lui enlevant le prestige de la garde nationale, s'était fortifié sur son trône, qu'il ne songeait guère à entourer d'institutions républicaines : il avait adopté la devise formulée par Dupin aîné au nom de la bourgeoisie : *Chacun chez soi, chacun pour soi*; et il comprenait tout son système de gouvernement dans ces deux mots élastiques que La Fayette avait rapprochés le premier : *Liberté, ordre public*. Il se sentit vraiment roi, quand les Chambres lui eurent voté un crédit de douze millions affectés à ses dépenses *extraordinaires* pour les cinq derniers mois de l'année 1830, et quand son premier ministre, Laflitte, eut proposé de lui accorder, outre la dotation de la couronne, une liste civile de dix-huit millions, en le dégageant de toutes les charges qui incombaient à la liste civile de Charles X. Louis-Philippe avait en la précaution de n'accepter la royauté qu'après avoir partagé entre ses enfants tous les biens meubles et immeubles de la maison d'Orléans, au lieu de les réunir au domaine de l'État, à l'exemple des rois de France ses prédécesseurs. Tel fut le prélude de ce qu'on appela le *gouvernement à bon marché*.

Il n'y avait pas cinq mois que Louis-Philippe était sorti couronné de la Révolution de juillet, et déjà, par l'adresse de sa politique personnelle et par l'entremise de son ambassadeur à Londres, Talleyrand, il pouvait compter sur la bonne intelligence de la France avec l'Europe : il avait promis formellement aux souverains de la Sainte-Alliance de réprimer dans son royaume l'esprit révolutionnaire, et, en effet, tandis que dans ses discours du nouvel an il affectait de proclamer bien haut les *droits du peuple et de la liberté*, il s'entendait secrètement avec l'empereur de Russie pour lui abandonner pieds et poings liés la Pologne insurgée; avec la Prusse, pour l'avertir de tous les complots que préparaient la *jeune Allemagne*; avec l'Autriche, pour la laisser faire la police de l'ordre dans l'Italie où Menotti allait jeter le cri de l'indépen-

dance; avec l'Espagne, pour la mettre en garde contre de nouvelles tentatives insurrectionnelles des réfugiés espagnols. Voilà comment tous les efforts de la Révolution échouèrent plus ou moins tristement à l'étranger, malgré la sympathie, malgré le concours même que le *roi des barricades* avait feint de leur accorder. Ainsi, les malheureux compagnons du général Torijos, qui essayèrent à trois reprises différentes (28 janvier, 3 mars et 2 décembre 1831) de soulever l'Espagne au cri de : *Vive la liberté!* furent trahis, vendus et massacrés; ainsi, les républicains, qui déployèrent le drapeau de l'insurrection à Gœttingue, en Hanovre (8 janvier), et à Bâle, en Suisse (15 janvier), ne réussirent pas à embraser les États de la Confédération germanique et à constituer une république; ainsi, les libéraux d'Italie, qui croyaient avoir assuré la délivrance de leur patrie et le triomphe de l'unité italienne, virent se briser l'un après l'autre les anneaux de leur vaste conspiration, et, quoique Boulogne eût donné le signal du soulèvement général (4 février), l'insurrection ne se répandit pas hors des Légations où elle devait être étouffée bientôt par l'Autriche; ainsi, la Pologne, qui osait affronter la colère de l'autocrate russe, se voyait d'avance condamnée à retomber sous le joug qu'elle avait secoué. Louis-Philippe était donc maître des destinées de l'Europe, s'il eût voulu marcher à la tête de la Révolution; mais il ne voulait, il ne demandait que la paix. Ce fut à cet amour de la paix, à cette crainte de la guerre, qu'il sacrifia, non-seulement la Pologne et l'Italie qui ne lui offraient aucun avantage en échange de son assistance armée ou diplomatique, mais encore la Belgique qui consentait à se donner à lui et à la France. La réunion de la Belgique à la France était le vœu unanime de tout ce qu'il y avait d'intelligent et de national dans les deux pays; leur intérêt mutuel leur conseillait de faire tomber les frontières qui les séparaient, et qui n'existaient pas plus réellement sur le sol belge et français que dans le cœur des populations; Louis-Philippe convoitait pour son second fils cette nouvelle couronne qui devait être décernée par un vote législatif, comme l'avait été celle de la France. Mais l'Angleterre s'était prononcée contre la réunion des deux états limitrophes : elle avait imposé au roi des Français la condition de refuser le titre de roi des Belges que le congrès de Bruxelles offrait au jeune duc de Nemours; le ministre des affaires étrangères ne s'en était pas caché aux envoyés belges, et il leur avait dit ou fait entendre que l'Angleterre ne consentirait jamais à voir la France s'agrandir du côté de la Belgique, en territoire ou en prépondérance. Louis-Philippe ne tenait pas le même langage que son ministre : il louvoyait, il hésitait, il encourageait tout bas l'élection du duc de Nemours, il promettait indirectement de défendre l'union de la Belgique avec la France. Les négociations continuaient à Londres, et le cabinet de Saint-James posait comme un cas de guerre, comme une attaque aux traités de 1815, l'avènement d'un prince français au trône de Belgique. Le parti du Mouvement somma le ministère de fouler aux pieds les odieux traités que la France avait déchirés en juillet 1830; il demanda qu'on rendit à la France ses frontières naturelles.

les forteresses de la Belgique et les bords du Rhin ; il demanda qu'on acceptât les offres du congrès belge et qu'on secourût la Pologne : « Engageons les ministres, s'écriait le général Lamarque après avoir appelé *une halte dans la bonne* la paix honteuse que la Sainte-Alliance prescrivait à la France, engageons-les à ne pas oublier le principe de notre Révolution, et disons-leur qu'ils sont forts de la force de toute la France, et que cette France est prête à tous les sacrifices pour assurer sa liberté, son indépendance, et reprendre le rang qu'elle doit tenir parmi les nations. » Ce fut le texte que l'opposition commenta sans cesse pendant cette année 1831, où le contre-coup de la révolution de Paris se faisait sentir dans tous les gouvernements de l'Europe. Guizot, qui avait quitté le ministère, lui vint en aide néanmoins en soutenant le principe de la non-intervention qu'il avait introduit dans la politique. « Nous voulons propager la liberté, dit-il, mais non les révolutions. Les révolutions, l'insurrection, sont un mauvais état d'un pays : il faut souvent passer par là pour arriver à la liberté, mais ce n'est pas la liberté elle-même... Nous voulons, dit-il encore, que la Révolution de juillet se présente à l'Europe, l'affranchissement, la liberté, la paix à la main, au lieu de porter l'insurrection et la guerre ! » Le principe de la non-intervention, que Louis-Philippe et ses ministres avaient adopté et proclamé, sans en prévoir les contre-sens et les embarras, n'était qu'une forme encore incertaine de l'égoïsme de la bourgeoisie. Aussi, l'opinion bourgeoise se montra-t-elle très-favorable à un principe qu'elle ne considérait que comme une assurance de paix générale. Dupin aîné, qui pouvait se croire à bon escient l'inventeur de la non-intervention, en développa plusieurs fois la théorie, à la tribune des députés ; et dans la discussion solennelle où furent débattues les questions palpitantes de la politique extérieure (28 et 29 janvier), le ministère, à propos de la Belgique qu'il n'osait pas réunir à la France, à propos de la Pologne qu'il n'osait pas secourir, se cramponna plus que jamais à son système inconséquent et impossible de la non-intervention. Mauguin avait interpellé les ministres avec sa fougue ordinaire sur ce système qui était, selon eux, « l'obligation que s'imposait la France de ne pas s'immiscer dans les affaires d'un état étranger, et le droit qu'elle s'attribuait avec justice de ne pas permettre que d'autres puissances y vinssent s'immiscer de leur côté. » Sébastiani, en invoquant toujours ce fatal principe de la non-intervention, répondit que l'on ne pouvait rien pour la Pologne par la force des armes, et que si la réunion de la Belgique à la France avait lieu, c'en serait fait de la paix de l'Europe. « Vous voulez tous la paix ! s'écria fièrement le général Lamarque ; quelques-uns peut-être la voudraient avoir à tout prix ! » De violents murmures l'interrompirent, mais la non-intervention garda la maîtrise de *la paix à tout prix*. Le maréchal Soult, ministre de la guerre, n'effaça pas cette maîtrise, en essayant de relever le rôle de la France dans la politique européenne : « Pendant quinze ans, dit-il, l'influence de l'étranger n'a été appesantie sur notre belle patrie ; alors la paix était accordée à la France ! Désormais, c'est la France qui doit

exiger la paix ! » Les orateurs de la paix, Dupin, Guizot, Sébastiani, Cunin-Gridaine, froissèrent le sentiment national qui soufflait la guerre par la bouche de Mauguin, de Corcelles, de La Fayette, de Schonen, de Bignon, d'Alexandre de Laborde. On put conclure seulement, après de nombreux discours contradictoires, que la Belgique ne se réunirait pas à la France et que la Pologne périrait dans l'abandon. Le roi des Français lui-même crut devoir, à cette occasion, faire connaître sa politique personnelle et opposer, en quelque sorte, le programme du Palais-Royal au programme de l'Hôtel-de-Ville : « Nous ne devons pas seulement chérir la paix, dit-il en répondant à une Adresse que lui présenta la garde nationale de Gaillac (Tarn) ; nous devons encore éviter tout ce qui pourrait provoquer la guerre : il n'y a que l'honneur national, il n'y a que les intérêts nationaux qui puissent nous porter à la faire. Mais nous parviendrons à l'éviter, et la France pourra jouir en paix des avantages qu'elle a si glorieusement conquis. Toutefois, il faut s'entendre sur ces avantages. Il ne faut pas croire qu'ils consistent dans une extension de toutes les libertés au delà des bornes que l'ordre public et l'esprit de nos institutions ont posées. Sans doute, la Révolution de juillet doit porter ses fruits ; mais cette expression n'est que trop souvent employée dans un sens qui ne répond ni à l'esprit national, ni aux besoins du siècle, ni au maintien de l'ordre public. C'est pourtant cela qui doit tracer notre marche. Nous chercherons à nous tenir dans un *juste milieu*, également éloigné des excès du pouvoir populaire et des abus du pouvoir royal. » Depuis ces paroles mémorables, dans lesquelles Louis-Philippe dénonçait tout son règne, l'expression de *juste-milieu* servit à qualifier le parti de la *résistance* et la politique du gouvernement.

Cette politique modérée, timide, flottante, avait ranimé les espérances des légitimistes, qui travaillaient à la restauration de Henri V, dans leurs journaux, dans leurs conciliabules, dans leurs sacersties ; car le clergé, que la Révolution de juillet avait complètement oublié, ne s'accommodait pas d'un roi voltairien et d'un gouvernement athée ; le clergé faisait donc, comme jadis, cause commune avec la noblesse. Cependant, la police fermait les yeux sur les intrigues, les projets, les conspirations même des partisans de la légitimité ; tandis qu'elle redoublait de rigueur à l'égard des bonapartistes et des républicains qu'elle semblait avoir à surveiller seuls. Cette mansuétude, cette insouciance du ministère à l'égard des *carlistes*, comme on les surnommait dédaigneusement, exaltèrent, encouragèrent leur dévouement et leur audace. L'idée leur vint de se compter et de faire une *démonstration*, en célébrant, par une cérémonie funèbre, l'anniversaire de la mort du duc de Berry. La cérémonie devait avoir lieu à Saint-Roch ; elle fut célébrée à Saint-Germain-l'Auxerrois le 14 février, à midi. La police n'y mit aucun obstacle. Les notabilités du parti légitimiste s'étaient rendues au service ; le curé, en personne, officiait ; un catafalque, sans insignes, dressé dans l'église, ne révélait pas le caractère de cette messe des morts ; mais l'assemblée, en grand deuil, paraissait animée

d'autres sentiments que celui de la dévotion. Un jeune élève de Saint-Cyr attaché au catafalque une lithographie représentant le duc de Bordeaux : un autre des assistants apporte alors un petit buste de Henri V, et l'expose en évidence au-dessus du catafalque; une femme, vêtue de noir, se lève et commence une quête au profit des gardes royaux blessés en juillet 1830. L'émotion gagne de proche en proche, et la cérémonie s'achève au milieu des murmures de dévouement légitimiste, que le respect du lieu empêche à peine d'éclater. Ces équipages stationnant à la porte de l'église, cette assemblée de personnages marquants, cette messe d'anniversaire, avaient causé quelque émotion dans le quartier; des groupes se forment, et les détails de ce qui s'est passé pendant le service sont interprétés et commentés par l'esprit de parti. Le peuple s'irrite de cette provocation sournoise; il suit avec emportement les meneurs qui le poussent et l'entraînent; l'église est envahie vers quatre heures et livrée à une bruyante et joyeuse dévastation qui se ressent de l'influence du carnaval. Tout avait été saccagé, brisé, détruit, lorsque l'autorité intervint; le peuple, promenant les lambeaux des ornements et des habits ecclésiastiques, simulait des processions bouffonnes, en criant : *A bas les jésuites!* et *A bas les Bourbons!* On le laissa faire, et c'est à peine si on l'arrêta quand il voulut se porter sur l'Archevêché pour y renouveler les scènes de destruction profanatrice exercées sur la paroisse de Saint-Germain. Louis-Philippe avait dit au préfet de police : « Il faut faire la part du feu ! » et l'on poussa la complaisance jusqu'à ordonner d'abattre la croix fleurdelisée qui surmontait l'église. C'était comme un épisode étrange des jours gras. Le lendemain, au point du jour, l'Archevêché fut assailli de nouveau par une multitude de gens qui s'étaient enrôlés pour le dévaster de fond en comble; dans l'espace de quelques heures, le saccagement s'opéra d'une façon presque méthodique : « Le travail semblait distribué par atelier, dit un témoin oculaire; jamais ouvriers payés à la tâche ne firent tant de besogne en si peu de temps. » Le mobilier et la bibliothèque étaient jetés dans la Seine, et il ne restait plus en place que les gros murs, quand la 12^e légion de la garde nationale fit évacuer l'Archevêché. Peu s'en fallut que les ravages ne s'étendissent à la cathédrale elle-même. L'autorité ne se montrait nulle part, et le préfet de police (c'était Baude qui avait remplacé Treilhard) obéissait au roi en ne s'occupant que de mettre en sûreté le Palais-Royal. Le préfet de la Seine, Odilon Barrot, et le ministre de l'intérieur, au lieu d'agir d'intelligence contre l'émeute, avaient l'air de la confondre avec les masques qui parcouraient les boulevards : la garde nationale assistait, l'arme au bras, à l'abattage des croix extérieures qui conservaient l'emblème des fleurs de lis. Ce fut pour *faire la part du feu*, que le roi renonça de lui-même à ses armes de famille, et fit effacer ce jour-là les fleurs de lis sur ses voitures, en même temps qu'il ordonnait de replacer les bas-reliefs des victoires impériales sur l'arc de triomphe du Carrousel. Enfin, pour donner satisfaction au ressentiment du peuple qu'indignait la cérémonie de Saint-Germain-l'Auxerrois, on décréta d'arrestation plusieurs

personnes qui y avaient figuré, on lança un mandat d'amener contre l'archevêque de Paris qui l'avait autorisée. Cette scandale orgie de la populace, cette abnégation coupable ou aveugle de l'autorité, eurent de tristes échos à la tribune. On accusa les deux chefs de l'édilité parisienne, le préfet de la Seine et le préfet de police, de n'avoir rien empêché et de s'être associés en quelque sorte à l'émeute, en faisant abattre les croix des églises. Le débat, en s'aggravant, révéla le défaut d'harmonie qui existait entre les ministres et leurs subordonnés; Baude et Odilon Barrot, pour se justifier, compromirent le cabinet : « Si le gouvernement, dit le premier, persistait dans les errements qu'il a suivis depuis six mois, il laisserait notre pays à la merci des circonstances. — Comme magistrat, dit le second, je suis resté complètement étranger aux actes et aux mesures officielles que M. le ministre et M. le préfet de police ont crues nécessaires pour rétablir l'ordre. » Le ministre de l'intérieur n'accepta ni les reproches, ni la responsabilité qu'on faisait peser sur lui : depuis longtemps, d'ailleurs, le caractère inflexible d'Odilon Barrot était un obstacle et un embarras dans le gouvernement; on le rejeta donc sur les bancs de la gauche, en lui donnant le comte de Bondy pour successeur à la préfecture de la Seine; Baude fut aussi remplacé par Vivien, procureur-général à la cour royale d'Amiens. La discussion de la Chambre ne s'était pas bornée à de stériles récriminations entre un ministre et ses inférieurs; elle avait touché, en se développant, le fond de la question politique du moment. La majorité de la Chambre et la présidence du conseil étaient en désaccord, en défiance, presque en hostilité : « Vous avez vu, disait Guizot, que dans l'intérieur du gouvernement, au sein même du pouvoir exécutif, il n'y avait pas plus d'ordre qu'entre les pouvoirs constitutionnels. » Guizot et Dupin aîné unirent leurs efforts pour attaquer le ministère ou du moins le président du conseil, en imputant à sa faiblesse, à ses tergiversations, à ses tendances ultra-libérales, le malaise de la situation. Laflotte ne niait pas ce malaise, mais il l'attribuait moins aux hommes du gouvernement qu'à la force même des événements : « Si le mal vient du pouvoir, dit-il, il faut sur-le-champ chercher dans un changement d'hommes le remède à nos maux; si le mal ne vient que de la situation, il faut se résigner, s'unir pour en conjurer les difficultés, et surtout ne pas en exagérer le péril, de peur de décourager les bons citoyens. » Dans cette violente discussion, qui ruinait à la fois la Chambre et le ministère, Dupin et Guizot se posaient comme les chefs énergiques de la *résistance* qui avait arboré le drapeau du *juste-milieu*; Laflotte, au contraire, par le fait seul de la vive agression dont il était l'objet, prouvait assez que ses sympathies et ses convictions n'avaient pas déserté le parti du *mouvement* ou du progrès des libertés publiques. « On nous parle beaucoup de *modération* et de *juste-milieu*, dit La Fayette. La vraie modération consiste à chercher ce qui est vrai, ce qui est juste, à s'y tenir fermement; et quant au Juste-milieu, il y a deux ans qu'il souriait dédaigneusement en entendant parler à cette tribune de la souveraineté du peuple français et d'un peuple armé tout entier en gardes

nationales nommant ses officiers. J'en demande pardon à ce Juste-milieu qui n'aime pas les déplacements, le moment n'est pas éloigné où il faudra qu'il se place plus avant dans la carrière des institutions nationales. »

Le résultat que la politique personnelle du roi pouvait espérer de cette discussion et des circonstances singulières qui l'avaient amenée, ce résultat était atteint. L'esprit public avait été habilement détourné et distrait de la question belge, qui, sans cette heureuse diversion, n'eût pas manqué de fournir un élément de trouble, bien plus grave que la dévastation de Saint-Germain-l'Auxerrois et de l'Archevêché. Le congrès de Bruxelles, dans sa séance du 3 février, avait proclamé le duc de Nemours roi des Belges, élu par quatre-vingt-dix-sept votants contre vingt-une voix données à l'archiduc Charles, et soixante-quatorze au duc de Leuchtenberg. Ce dernier candidat à la couronne de Belgique eût été certainement adopté, si l'on avait pu croire que l'élection du duc de Nemours serait non avenue. Louis-Philippe, inquiet de l'avènement probable d'un membre de la famille impériale, s'était empressé de faire démentir en Belgique les paroles indiscrettes de son ministre des affaires étrangères, prononcées à la tribune contre la réunion de la Belgique à la France; il avait si bien adhéré à cette réunion par l'intermédiaire de ses agents officieux, que le duc de Nemours l'emporta sur le duc de Leuchtenberg. Il avait promis en même temps au cabinet anglais, par l'organe de Talleyrand qui dirigeait ces intrigues diplomatiques, de s'opposer toujours à la réunion de la Belgique à la France et de refuser la couronne offerte à son fils. C'était l'exécution de cette promesse qu'exigeait le cabinet anglais. Pendant que la Belgique applaudissait à l'élection du son roi et lui envoyait une députation solennelle à Paris, Louis-Philippe hésitait encore à se prononcer, quoiqu'il eût obtenu une déclaration de la conférence de Londres, qui repoussait absolument du trône de Belgique le duc de Leuchtenberg; il n'hésita plus, quand il jugea que l'effet produit par l'affaire de Saint-Germain-l'Auxerrois et de l'Archevêché avait absorbé l'opinion; il fit connaître à la députation, le 47 février, qu'il ne pouvait accepter la couronne pour son fils : « Mon premier devoir, dit-il, est de consulter avant tout les intérêts de la France, et par conséquent, de ne point compromettre cette paix que je veux conserver pour son bonheur, pour celui de la Belgique et pour celui de tous les états de l'Europe. » Ce refus, cette concession à l'Angleterre, blessèrent profondément la dignité nationale, mais ils n'eurent presque pas d'écho dans le tumulte des partis qui se menaçaient et qui semblaient prêts à en venir aux mains. La Belgique poussa un cri unanime de réprobation contre Louis-Philippe qu'elle accusait de l'avoir trompée solennellement : il fallait qu'elle se remit à chercher un roi, sans pouvoir choisir le duc de Leuchtenberg mis au ban des cinq puissances protectrices de son indépendance. En attendant un roi, elle nomma un régent, le vénérable Surlet de Chokier, président du congrès. La candidature au trône paraissait devoir se partager entre le prince Othon de Bavière et le prince de Saxe-Cobourg, le premier recommandé par la diplomatie, le second par l'Angle-

terre. La faction orangiste crut le moment favorable pour recommencer ses intrigues et ses complots ; mais l'opinion du pays se prononça contre elle avec tant de violence et d'énergie, que le roi de Hollande fut bien convaincu que tout moyen de conciliation échouerait vis-à-vis de l'entêtement belge : il avait bête d'en appeler à la force des armes, et il n'attendait qu'un consentement facile de la conférence de Londres pour faire entrer soixante mille Hollandais en Belgique. La conférence manifestait toujours beaucoup de mauvais vouloir à l'égard des Belges, et l'on devait prévoir le moment où elle cesserait de garantir leur indépendance. Mais le gouvernement du roi des Français, rassuré au sujet de l'élection du duc de Leuchtemberg, qu'il avait écartée irrévocablement, se mentrait disposé à favoriser celle du prince de Saxe-Cobourg, qui pouvait devenir le gendre de Louis-Philippe et amener ainsi naturellement la seule réunion possible de la Belgique à la France. Le principe de la non-intervention, mis en avant par le précédent ministère et soutenu avec bonne foi par Lafitte, suffisait pour balancer les actes de la conférence de Londres, pour combattre la diplomatie de la Sainte-Alliance et pour suspendre toute hostilité de la part de la Hollande ; car une armée française devait au besoin appuyer en Belgique ce principe que la France avait posé comme une digue arrêtant la guerre générale. Le cabinet, que dirigeait Lafitte sans parvenir à lui donner un reflet de sa popularité personnelle, n'était pas sur tous les points, il est vrai, aussi fidèle observateur de la non-intervention : ainsi, malgré ses témoignages publics de sympathie à l'égard de la malheureuse Pologne, il pensait, avec les égoïstes conservateurs de la paix à tout prix, que la France ne pouvait sans péril intervenir, même par voie de négociation, entre l'empereur de Russie et ses sujets révoltés ; il se résignait donc à fermer les yeux du côté de Varsovie où un peuple héroïque, armé pour la défense de sa nationalité, tendait les bras vers la France. L'issue de cette lutte inégale n'était que trop inévitable. L'empereur Nicolas n'avait voulu se prêter à aucune concession avec des rebelles, et la diète polonaise, en proclamant l'indépendance nationale, s'était vue forcée de proclamer la déchéance de la dynastie russe en Pologne (25 janvier). Un admirable mouvement de résistance fit lever la population tout entière qui comptait sur les secours de la France et des états constitutionnels de l'Europe. Une armée de soixante-dix mille hommes, commandée par les généraux Chlopicki et Skrzynecki, tenait tête à plus de deux cent mille Russes qui, sous les ordres du maréchal Diebitsch, avaient pénétré jusqu'à Varsovie : cet ennemi, si supérieur en nombre et sans cesse accru par de nouveaux renforts, éprouva deux sanglantes défaites, à Grockow et devant Praga (19 et 25 février) ; il essaya inutilement de reprendre l'offensive, pendant deux mois de campagne, qui furent un combat presque continu. A la fin de mai, les intrépides Polonais avaient rejeté encore une fois les masses russes hors du territoire de la Pologne, où elles avaient importé le fléau du choléra. Le principe de la non-intervention ne devait pas s'étendre jusqu'à la Vistule. Il n'était pas mieux appliqué en Italie, où les patriotes italiens avaient insurgé les Léga-

tions, avec la promesse formelle de trouver la France entre eux et l'Autriche ; mais cette promesse, faite par le président du conseil, non-seulement dans les correspondances diplomatiques, mais encore du haut de la tribune législative, ne fut pas ratifiée par le roi. Celui-ci n'avait, dit-on, d'autre but, en flattant les révolutionnaires italiens, que de se venger du duc de Modène qui avait insulté la royauté de Juillet : ce prince fut, en effet, le premier intéressé dans cette révolution, qui partait de son duché pour parcourir toute la Péninsule en formant la fédération italienne ; il s'empressa d'aller se mettre sous la protection de l'Autriche, et il eut soin d'emmener avec lui l'auteur de ce complot dans lequel le ministère français avait trempé : l'infortuné Menotti paya de sa vie ses relations avec le Palais-Royal. Cependant l'Autriche n'attendit pas que l'insurrection de Modène, de Parme et de Bologne se fût propagée en Lombardie ; elle annonça, en dépit de la non-intervention, sa résolution d'intervenir immédiatement dans les états insurgés, et elle fit marcher une armée de cent mille hommes au secours de ses alliés : cette armée passa le Pô dans les premiers jours de mars, sans reculer ni hésiter devant les notes comminatoires de la diplomatie française. Il eût fallu cent mille Français pour appuyer ces notes, et Lafitte ne doutait pas que le principe de la non-intervention ne reçût une consécration solennelle dans cette impérieuse circonstance ; mais il ne fut pas peu surpris de voir qu'on n'entendait pas comme lui la non-intervention. Triste, découragé, il reconnut son impuissance, et offrit sa démission au roi. Louis-Philippe lui exprima le regret de se séparer de lui, mais ne refusa pas une démission qui était souhaitée depuis longtemps, il lui demanda seulement d'employer les derniers soupirs de son ministère à faire approuver, par la chambre des députés, une combinaison financière qui avait été proposée dans la prévision des dépenses extraordinaires d'une guerre avec l'Autriche en Italie, et avec la Hollande et la Prusse en Belgique. Le ministère, battu en brèche par la majorité, craquait d'ailleurs de toutes parts, lorsque Lafitte réclama de la Chambre un vote de confiance, « non pas comme ministre, dit-il, mais comme citoyen, parce que l'intérêt de l'État l'exige, et ce n'est probablement pas pour moi que je demande cette confiance ! » (2 mars.) Le projet de loi concernant la création de deux cents millions d'obligations du Trésor et l'aliénation de trois cent mille hectares de bois, fut votée à contre-cœur par les députés que menaçait une prochaine dissolution, et deux jours après, Lafitte se retirait du cabinet avec Mérilhou qu'il y avait introduit. Il y eut alors entre leurs collègues un simple échange de portefeuilles, à l'exception de Soult et de Sébastiani qui gardaient les leurs. Montalivet passa de l'intérieur au département de l'instruction publique et des cultes ; Barthe, qui lui cédait ce département, s'attribua celui de la justice ; d'Argout abandonna la marine pour le commerce et les travaux publics, qu'on détachait de l'intérieur et qu'on centralisait en administration spéciale. Ce mouvement ministériel prouvait que la retraite de Lafitte et de Mérilhou avait suffi pour rétablir l'harmonie dans la politique du cabinet. C'était Casimir Périer qui devenait

chef de ce cabinet en se réservant le portefeuille de l'intérieur; l'amiral de Rigny prenait celui de la marine; le baron Louis, celui des finances. Dès ce moment, on ne parla plus de non-intervention : Casimir Périer déclara seulement qu'il avait formé un ministère « qui veut la paix, mais qui la veut honorable. » Peu de jours après son avènement, on apprenait que les troupes autrichiennes avaient occupé les Légations, presque sans coup férir, et rétabli les gouvernements des duchés de Parme et de Modène. Le ministère ne s'en inquiéta pas plus que les Chambres; il avait annoncé avec fracas ce qu'il appelait son système : « Le système parlementaire, disait le *Journal des Débats*, organe officiel du président du conseil, c'est de gouverner avec les Chambres, de les prendre pour l'expression légale des mœurs et des idées de la France, de ne pas chercher l'opinion publique hors des Chambres. » Un des premiers essais de ce système fut la prorogation des Chambres au 15 juin et la dissolution de celle des députés (31 mai).

La Chambre s'était préparée en quelque sorte à cette dissolution, pressentant longtemps à l'avance, par la refonte de la loi électorale et par l'adoption d'une loi municipale. La discussion de ces deux lois n'avait que trop démontré combien le parti libéral était devenu timide depuis son arrivée au pouvoir, et combien les conséquences de la Révolution de juillet seraient mesquines et avares dans les mains de la bourgeoisie. Le projet de loi municipale était à peu près le même que celui pour lequel Martignac n'avait pu obtenir l'approbation de la gauche en 1829, et dont l'échec avait entraîné la chute de ce ministère royaliste-constitutionnel. Cette fois, le projet reçut meilleur accueil (29 janvier), mais l'opposition ne réussit pas à lui donner des bases plus larges et plus populaires; cette loi, ainsi que toutes les autres, consacrait le droit de l'argent; elle constituait, comme le dit Daunou, une véritable *plutocratie*: les électeurs municipaux devaient être choisis parmi les plus imposés, qui nommeraient le conseil municipal, dans lequel le maire et les adjoints seraient désignés par le roi pour les chefs-lieux d'arrondissement et les communes de trois mille habitants; par le préfet, dans les communes moins considérables. Lamarque, de Salverte, de Tracy, de Corcelles, Marschal, essayèrent en vain d'agrandir le cercle de l'élection municipale, et de la rapprocher autant que possible du suffrage universel : « Les habitants des villes et des campagnes, dit Lamarque, pour lesquels je réclame le droit de voter, sont des chefs de famille intéressés au maintien de l'ordre, et ils ont droit aux bénéfices de la société, puisqu'ils en supportent toutes les charges. » Dupin aîné, l'orateur âpre et violent de la bourgeoisie régnante, se chargea de gourmander ce *radicalisme* : « N'a-t-on pas été, s'écria-t-il, jusqu'à vous aliéner les droits des mendiants, à propos de capacité électorale? Ne vous a-t-on pas parlé de l'aristocratie des plus imposés? Ne cherche-t-on pas à exciter des sentiments haineux contre les détenteurs de la richesse publique? » La politique militante changeait de terrain : on voyait poindre un antagonisme avoué entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas. La majorité

n'avait pourtant pas ouvert la porte au radicalisme et à la demagogie, en adjoignant quelques *capacités* aux électeurs censitaires. La discussion de la loi électorale ne fut que la continuation du débat sur la quotité du cens et sur les garanties pécuniaires des droits politiques. La commission chargée d'examiner le projet ministériel, l'avait complètement remanié sans lui donner un caractère plus libéral; Bérengor, rapporteur de cette commission (22 février), avait mis en œuvre tous les artifices du langage pour faire ressortir les bienfaits de la nouvelle loi qui fixait le cens d'électeur à deux cent quarante francs au lieu de trois cents, et celui d'éligible à cinq cents francs au lieu de mille; c'était, selon lui, augmenter d'un tiers le nombre des électeurs. Après une longue et timide délibération, le cens exigé fut réduit à deux cents francs, et le nombre des électeurs se trouva doublé. La Fayette, qui n'avait pas plus d'autorité dans la Chambre qu'avant la Révolution de 1830, ne craignit pas de protester en faveur du suffrage universel : « Le droit d'élire ne vient pas d'en haut, dit-il; il appartient à tous les citoyens et ne doit avoir d'exception que l'incapacité d'exercer ce droit. » Ce rappel aux institutions républicaines n'eut pas même les honneurs d'une contradiction; la bourgeoisie, qui réglait elle-même les limites de la loi électorale, se montrait fort jalouse du droit qu'elle circonscrivait autant que possible dans la propriété foncière; aussi, n'admit-elle pas les capacités que le ministère lui proposait, et les juges, les avocats, les médecins, les notaires, les licenciés des facultés, furent repoussés comme indignes. Ce fut en vertu de cette loi étroite et *plutocratique*, qu'on procéda aux élections générales (4 juillet), qui se firent avec calme et qui produisirent une majorité favorable au principe de la bourgeoisie, à la monarchie de Juillet et au ministère du Système parlementaire. Deux cents députés de la Chambre dissoute, appartenant la plupart à la droite légitimiste, n'avaient pas été réélus. On reprochait pourtant au gouvernement d'être rempli de faiblesse et de condescendance pour les carlistes, tandis qu'il persécutait les républicains et les *idéologues* avec une sorte d'acharnement monomane. Ceux-ci, en effet, étaient plus dangereux que ceux-là, qui se bornaient à une opposition boudeuse et à des enfantillages de complots. Le pouvoir rapetissait encore les carlistes en affectant de ne pas les voir et surtout de ne pas les craindre : on ne les recherchait pas parmi les fonctionnaires publics et l'on n'exigeait d'eux aucune espèce d'abjuration politique. Les hommes d'État de Juillet obéissaient à une tactique permanente, lorsqu'ils ne manquaient jamais d'envelopper toute la Restauration dans leurs dédains et leurs injures au sujet de son origine : « La nation avait toujours conservé une âme à la Restauration, dit un jour à la tribune un ministre favori du roi; la Restauration lui faisait en quelque sorte mal au cœur. » Le parti légitimiste était alors tellement annihilé dans la Chambre, qu'il osait à peine se plaindre de ces attaques continuelles, qui ajoutaient encore à son discrédit : « Il serait bien temps, répondit Arthur de La Bourdonnaye au ministre, d'en finir avec ces expressions choquantes, amères, dédaigneuses, qui retentissent trop sou-

vent dans cette enceinte. On conçoit qu'elles puissent être dictées par un sentiment élevé lorsqu'elles s'adressent à un ennemi fort, puissant, et qu'on peut regarder en face, mais elles sont trop peu généreuses lorsqu'elles s'adressent à la vieillesse, à l'enfance, à l'exil, au malheur. » Quoique le gouvernement feignit de mépriser la *branche déchue* et ceux qui la soutenaient d'une main timide, il ne négligea pas de s'armer d'une loi de bannissement à perpétuité contre « l'ex-roi Charles X, ses descendants et les alliés de ses descendants. » Il s'épargna l'odieuse de présenter lui-même cette loi, mais il l'inspira et la fit adopter sur la proposition de Baude. Quant à la famille de Napoléon, elle ne trouva pas, de la part du gouvernement, plus de faveur que les Bourbons n'en avaient trouvé, et l'on ne rapporta pas même la loi de 1816, qui prononçait la peine de mort contre les membres de cette famille s'ils rentraient en France : on croyait avoir à redouter le duc de Reischadt plus que le duc de Bordeaux, comme prétendant au trône que Louis-Philippe occupait et qu'il voulait transmettre à ses enfants. Mais le danger le plus immédiat était du côté des républicains, qui entraînaient le parti du Mouvement composé de libéraux mécontents. Ce parti n'avait aucune force dans le sein des Chambres, et la voix de ses orateurs se perdait au milieu des murmures et de l'inattention générale. Mais, hors des Chambres, l'opinion républicaine avait dans le peuple une armée nombreuse, toujours prête à marcher sous le drapeau de l'émeute, et des chefs résolus, audacieux et infatigables, issus la plupart de la Révolution de juillet. Les sociétés secrètes étaient réorganisées, et celle des *Amis du Peuple*, qui s'était attribué une existence légale et qui publiait des journaux pour remplacer ses séances publiques, se composait de jeunes gens fanatiques, nourris des doctrines de la Convention, et impatientes de réveiller en France la grande âme de 93. C'était évidemment le souffle de ces sociétés, qui ébranlait sans cesse la tranquillité publique et qui grondait dans les rassemblements tumultueux que chaque contre-coup de la politique de *résistance* faisait sortir des faubourgs de Paris. Casimir Périer avait promis de maintenir l'ordre et de rétablir la confiance; il avait obtenu une loi de répression terrible contre les attroupements (31 mars) et il ne paraissait pas vouloir en ménager l'application. Le commencement du mois de mars avait été troublé par des émeutes presque journalières : tantôt les ouvriers s'aggloméraient autour du Palais-Royal, en criant : *De l'ouvrage ou du pain!* tantôt, sur le faux bruit de la prise de Varsovie, on promenait le drapeau noir, en criant : *Vivent les Polonais! A bas les Russes!* tantôt les élèves des Écoles, sous un prétexte quelconque, défilaient processionnellement; tantôt les décorés de Juillet, reniant la légende de leur eroix : *donnée par le roi*, s'emparaient de la place Vendôme en chantant la *Marseillaise* : la foule s'amassait, les malintentionnés excitaient les curieux; aux cris succédaient les pierres jetées et le déplacement de quelques pavés; la garde nationale accourait, qui dispersait pacifiquement les groupes et ramenait le calme pour quelques jours. Cependant, si la garde nationale se lassait

d'être toujours sur pied, les perturbateurs n'étaient pas moins las du zèle de la garde nationale, devant lequel échouaient leurs tentatives coupables; aussi, les renouvelaient-ils constamment, pour fatiguer les soldats de l'ordre public; mais ceux-ci descendaient dans la rue au premier coup de tambour : là, on s'observait, on se comptait, on se menaçait réciproquement. L'émeute du 16 avril, qui suivit l'acquiescement des auteurs d'un complot républicain, avait déployé toutes les forces du parti de la République, lequel ne jugea pas prudent d'engager une lutte trop inégale. Dans les journées des 14, 15 et 16 juin, le boulevard Saint-Denis fut le théâtre de nouveaux troubles, nés du prétexte le plus frivole : on entendit, pour la première fois, crier : *A bas la garde nationale!* On apprenait au peuple à se révolter contre cette milice qui seule empêchait l'émeute de se changer en révolution. D'autres troubles, plus sérieux, provoqués par les mêmes hommes, que secondait, peut-être à leur insu, l'action de la police, éclatèrent le 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille, à l'occasion des arbres de la liberté que l'on essaya de planter sur différents points de la capitale. Le cri de *Vive la République!* annonçait les projets des agitateurs, que rendit impuissants l'accord unanime de la garde nationale et de la troupe de ligne. Cet accord déconcerta les factieux, qui avaient compté sur un soulèvement de la population, en ravivant les souvenirs de la Bastille. De pareils excès ne servaient qu'à indigner les bons citoyens et à les écarter de l'opposition, qui avait imaginé une fédération nationale contre le rétablissement de Charles X et contre l'invasion étrangère, quoique l'une ne fût pas plus à craindre que l'autre. Cette fédération, qui n'était d'ailleurs qu'une simple démonstration, fit des progrès dans les départements, mais elle parut bien lente et trop modérée aux républicains de Paris qui, dans leur impatience de changement, assignaient un terme fort rapproché à l'état de choses fondé après Juillet. Ils confiaient l'avenir de la France à ce qu'ils nommaient le *réveil du peuple*, et ils l'attendaient d'un jour à l'autre, en faisant des plans d'insurrection, en dressant des listes de conspirateurs, en discutant la forme des institutions républicaines et en fabriquant des cartouches. La police était instruite de tout, et le gouvernement ne s'en préoccupait pas beaucoup sans doute, car Louis-Philippe profita de l'absence des Chambres pour visiter les départements du Nord et ceux de l'Est : il fut accueilli partout avec autant d'enthousiasme que Charles X en avait fait éclater à son passage dans les mêmes départements peu de mois avant la Révolution de 1830. Louis-Philippe représentait cette révolution, Charles X représentait un gouvernement imposé à la France impériale par les baïonnettes étrangères. Le roi des Français rencontra toutefois, au milieu des discours de bienvenue, quelques paroles énergiques exprimant les vœux du patriotisme et de la liberté. Il ne semblait éprouver aucun embarras à y répondre, mais il ferma la bouche à plusieurs harangueurs qui voulurent l'intéresser à la cause des Polonais ou protester contre l'hérédité de la pairie, « privilège, lui disait-on, désormais incompatible avec

nos mœurs nationales. — C'est assez, interrompit-il en prenant une Adresse que lui lisait un capitaine de la garde nationale; la garde nationale ne doit pas s'occuper de questions politiques; cela ne la regarde pas; elle n'a pas d'avis à donner. »

La Pologne, dont le sort n'était que trop prévu, continuait à émouvoir profondément les sympathies de la nation française; le gouvernement n'avait pas même encore tenté de l'aider de la moindre protection diplomatique. Le principe de la non-intervention n'était plus qu'un mirage trompeur : le ministre des affaires étrangères lui avait ôté jusqu'à son dernier prestige, en osant dire à la tribune que le gouvernement français ne consentirait jamais à l'entrée des Autrichiens en Italie, mais qu'il ne ferait pas la guerre pour s'y opposer (18 mars). Il n'était plus question d'ailleurs de l'Italie, que l'Autriche avait fait rentrer sous le joug, et qui voyait ses plus généreux patriotes condamnés à l'exil. Quant à la Belgique, elle faisait une triste épreuve de ce système élastique et menteur de non-intervention, qui la plaçait dans l'alternative d'obéir à la tyrannie de la conférence de Londres ou de retomber à la merci de la Hollande. Le congrès de Bruxelles, pour sortir de cette impasse politique, s'était décidé à nommer un nouveau roi; le prince Léopold de Saxe-Cobourg fut élu à la majorité de cent cinquante-deux suffrages sur cent quatre-vingt-seize votants (4 juin); il avait promis d'accepter la couronne, il l'accepta, sous les auspices de l'Angleterre et avec l'agrément de la France. Mais toutes les difficultés de la situation n'étaient pas levées par le choix d'un souverain : la séparation territoriale de la Hollande et de la Belgique donnait lieu à des contestations interminables, et le roi Guillaume s'autorisait des premiers protocoles de la conférence pour remettre en litige tout ce qui avait été fait, et pour en appeler au droit du plus fort. Cette fois, le ministère français annonça qu'il enverrait une armée en Belgique si le roi de Hollande appuyait ses prétentions par la force des armes. Le ministère, accusé par l'opposition d'avoir sacrifié la dignité et l'honneur de la France aux exigences de la paix à tout prix, avait voulu prouver qu'il accepterait la guerre *avec empressement*, quand elle deviendrait utile au pays. Ce fut contre le Portugal, qu'il donna carrière à ses caprices belliqueux. Don Miguel, à l'instar du duc de Modène, ne s'était pas fait faute d'outrager l'avènement de la royauté de Juillet; comme le duc de Modène, il avait témoigné par là de son dévouement à l'absolutisme; il se vengeait ainsi personnellement de Louis-Philippe, qui ne cachait pas ses bonnes dispositions à l'égard de don Pedro et de la jeune reine dona Maria. Don Miguel exerçait, en quelque sorte, des représailles sur les Français établis à Lisbonne : un négociant respectable, Sauvinet, fut victime des plus odieux traitements. Une escadre, commandée par le contre-amiral Roussin, força l'entrée du Tage (14 juillet) et jeta l'ancre en face du palais de don Miguel : celui-ci, qui craignait de voir Lisbonne se soulever en faveur de dona Maria, à la vue du drapeau tricolore, s'empressa d'accorder les réparations qu'exigeait le gouvernement français.

Ce gouvernement pouvait donc faire sonner bien haut ce brillant fait d'armes de la marine militaire, lorsque le roi ouvrit la session des Chambres, le 23 juillet. Le discours de la couronne, tout en laissant « entrevoir la probabilité d'un désarmement général, » affectait un langage fier et presque menaçant au sujet de l'Italie, de la Belgique, du Portugal et de la Pologne : « J'ai voulu surtout, disait le roi, assurer à la Pologne, dont le courage a réveillé les vieilles affections de la France, cette nationalité qui a résisté au temps et à ses vicissitudes. » On pouvait croire, après cette déclaration solennelle, que la Pologne serait sauvée, d'autant plus que l'ambassadeur de Russie n'assistait pas à la séance royale. Louis-Philippe, dans son discours, remarquable par la netteté et l'énergie de la rédaction, avait indirectement nié le programme de l'Hôtel-de-Ville en le réduisant à la simple exécution de la Charte, « qui est, disait-il, la monarchie constitutionnelle avec toutes ses conditions loyalement maintenues, avec toutes ses conséquences franchement acceptées. » Il renfermait enfin toutes ses promesses dans sa phrase historique : *la Charte sera désormais une vérité*. Ce discours, si habile qu'il fût, ne satisfaisait point les diverses nuances de l'opposition, qui s'étaient groupées autour de Lafitte, et qui le portaient à la présidence de la Chambre. Casimir Périer se posa ouvertement en adversaire vis-à-vis de Lafitte, qu'il regardait comme son rival permanent, et Girod de l'Ain, candidat du ministère, l'emporta de cinq voix seulement sur le candidat de l'opposition. Ces cinq voix ne constituaient pas une majorité suffisante pour le cabinet, qui fit mine de se retirer avant la discussion de l'Adresse. Louis-Philippe n'accepta pas la démission de Casimir Périer et de ses collègues ; les événements se chargèrent, en même temps, de leur faire une nécessité de rester au pouvoir jusqu'à la solution des affaires de la Belgique et de la Pologne. Le 4 août, le roi de Hollande annonça la reprise des hostilités contre les Belges, et aussitôt une armée française, sous les ordres du maréchal Gérard, entra en Belgique. « La paix de l'Europe, troublée par la Hollande, lisait-on dans le *Moniteur*, sera consolidée. » En effet, le prince d'Orange, qui s'était déjà emparé de plusieurs villes et qui marchait sur Bruxelles, après avoir mis en déroute l'armée belge, commença son mouvement de retraite, dès qu'il apprit que les Français avaient passé la frontière. On put croire, avec toute apparence de raison, que la conférence de Londres avait permis à la Hollande ce simulacre de campagne pour satisfaire à son honneur national, et que le rôle de la France lui était assigné d'avance par les parties intéressées. Cette guerre d'intervention ou de non-intervention, dans laquelle l'armée française ne brûla pas une cartouche, eut pour résultat immédiat de rendre au ministère la majorité qui s'écarterait de lui. Le système adopté et appliqué par l'administration, au dire de Casimir Périer, se formulait en deux mots : *la Charte et la paix* (9 août). La Chambre n'hésita pas à se prononcer pour ce système de politique intérieure et extérieure. Cependant, la question de la Pologne, si populaire dans toute la France, s'accommodait assez mal d'un pareil sys-

tème ; Casimir Périer eut beau soutenir que l'attitude de la France avait seule empêché la Pologne d'être écrasée par les efforts réunis des trois puissances qui l'entourent ; Sébastiani eut beau démontrer, la carte géographique en main, l'impossibilité de secourir matériellement la révolution polonaise ; Thiers, qui s'était constitué le champion éloquent du ministère et de son système, eut beau constater, comme un immense résultat, que ce système avait *gagné* quatre mois de paix pour la patrie ; les hommes loyaux et généreux ne pouvaient se dissimuler que la Pologne était perdue. La France ne lui avait envoyé que des médecins pour soigner ses cholériques, tandis que l'empereur de Russie, irrité des échecs de son feld-maréchal Diebitsch, précipitait de nouvelles armées sur le territoire polonais, qui disparaissait sous leur multitude. La bataille d'Ostrolenka (25 mai), avait commencé pour les défenseurs intrépides de la Pologne une série de désastres sanglants et glorieux, qui devaient aboutir à la prise de Varsovie. Diebitsch était mort subitement, et le maréchal Paskewitsch, qui lui avait succédé, trouva ses meilleurs auxiliaires parmi les membres de la diète et jusqu'au sein du gouvernement polonais. Les incertitudes et les lenteurs de Chlopicki avaient porté leurs fruits ; le brave généralissime Skrzynecki fut destitué ; l'anarchie s'était mise entre les pouvoirs de l'État et l'armée, lorsque les Russes assiégèrent Varsovie. La résistance ne se prolongea pas longtemps, mais elle fut digne de tous les actes de cette guerre héroïque, que le czar étouffa dans le sang de la nation polonaise (7 septembre). La capitulation de Varsovie, signée par le général Krukowiecki que la diète venait à peine d'investir de l'autorité dictatoriale, mit fin à la révolution de Pologne. La trahison n'avait point été étrangère à cette catastrophe, qu'on ne devait pas prévoir si prompt et si terrible. Un mois auparavant, la chambre des députés adoptait une Adresse au roi, dans laquelle Bignon avait introduit cet amendement explicite : « Dans les paroles touchantes de Votre Majesté sur les malheurs de la Pologne, la Chambre aime à trouver une *assurance* qui lui est bien chère : la nationalité polonaise ne périra pas. » Un débat très-animé s'était élevé au sujet du mot *certitude* que l'opposition voulait faire prévaloir sur le mot *espérance* : une sorte de transaction amiable fit adopter le mot *assurance*. Quand la nouvelle de la prise de Varsovie commençait à circuler, dans Paris, on refusait d'y ajouter foi, et pourtant on la commentait avec anxiété : Mauguin, du haut de la tribune, interpella le ministère au sujet de cette fatale nouvelle, que deux lignes du *Moniteur* n'avaient que trop confirmée ; Sébastiani, fidèle aux habitudes de tergiversation qu'une politique indécise et menteuse lui avait fait prendre, répondit que le gouvernement ne savait rien de plus, et qu'à la date des lettres reçues, *l'ordre régnait à Varsovie*. Cette malheureuse expression, que le ministre eut la pudeur de retirer en faisant imprimer dans le *Moniteur* « la tranquillité, » au lieu de « l'ordre, » excita dans la Chambre un mouvement de profonde pitié, et accusa la complicité morale du ministère avec les gouvernements de la Sainte-Alliance.

La chute de Varsovie, l'assassinat de la Pologne, le triomphe du pouvoir

absolu, étaient désormais un fait accompli et irréparable. Le sentiment national s'indignait de la paix conservée à un tel prix. La population parisienne, émue des malheurs de cette noble Pologne, que le gouvernement avait abandonnée, donna une voix menaçante à sa douleur : il y eut des rassemblements auxquels se mêlait toujours un esprit de révolte que dénonçaient assez ses cris et ses provocations. La garde nationale, attristée comme le peuple qu'elle invitait à rentrer chez lui, ne contribua pas moins à maintenir l'ordre public. Pendant que l'émeute se faisait une arme de la consternation générale, le ministère avait encore à défendre devant la Chambre le système de la paix à tout prix. Les débats qui s'engagèrent pendant plusieurs séances sur le terrain de la politique étrangère, servirent à consolider les ministres et à leur assurer une majorité suffisante. Thiers, dont la parole avait acquis un grand poids dans l'assemblée, moins par entraînement que par persuasion, continua d'appuyer le ministère en cherchant à établir que son système avait bien mérité du pays : « La France, dit-il, a pu, sans guerre, contrebalancer l'influence de toutes les puissances de l'Europe. » Guizot, dont l'éloquence grandissait à chaque discussion nouvelle, raviva celle-ci en déclarant qu'il ne venait pas défendre le ministère, mais bien « attaquer la politique, les idées, les intentions, les actes de ses adversaires : » c'était déplacer le champ de bataille parlementaire. La lutte, en effet, se dessina plus vive et plus implacable que jamais entre les deux partis, celui de l'ordre de choses actuel, et celui de l'opposition carliste, bonapartiste, libérale et républicaine. Ce dernier parti demandait une enquête sur la politique étrangère ; l'autre parti repoussait cette enquête comme inutile et injurieuse. Deux cent vingt-une voix contre cent trente-six décidèrent que la Chambre, « satisfaite des explications données par les ministres, et se confiant dans leur sollicitude pour la dignité extérieure de la France, » passait à l'ordre du jour. Telle fut l'oraison funèbre de la Pologne dans la chambre des députés. Le ministère pouvait dès lors compter sur une majorité qui faisait de lui, selon le vœu et l'expression de Thiers « un gouvernement fort. » Cette majorité ne se brisa pas contre l'écueil du budget, quoique la promesse d'un gouvernement à bon marché fût étrangement sacrifiée à la triste réalité des chiffres : le budget de 1831, qui se déchargeait de certaines dépenses extraordinaires sur le budget de l'année suivante, accusait encore un total de un milliard cent soixante-douze millions cinq cent vingt-deux mille quatre cent soixante-quinze francs, et renvoyait au budget de 1832 un excédant de cent trente-un millions de recettes extraordinaires ; mais, malgré les efforts qu'on faisait pour dissimuler l'augmentation monstrueuse des dépenses, le ministre des finances se vit forcé d'avouer qu'il présentait plutôt un compte qu'un budget, car, dit-il, « tout budget véritable pour 1831 est impossible. » Ainsi le règne de Louis-Philippe s'inaugurait par l'aggravation des charges de l'État et par un surcroît de misère publique.

Cette misère, qui faisait des progrès journaliers en proportion de la déca-

dence de l'agriculture et des désastres du commerce, était attribuée, par les économistes du pouvoir, à l'agitation politique, entretenue par toutes les classes de la société. Il y avait généralement une inquiétude vague, un manque de confiance, qui empêchait le crédit de reprendre et la prospérité de se rétablir. Le ministère, cherchant à se rendre compte des causes de cette anxiété publique, s'imagina qu'elle provenait surtout de l'attente d'un changement fondamental dans la constitution, à propos de la révision de l'article 23 de la Charte, relatif à la pairie. Cette révision avait été ajournée à la session prochaine, lors du remaniement de la Charte *bâclée*; elle était donc inévitable, et elle préoccupait réellement les hommes qui se piquaient de jouer un rôle dans le parti libéral : de là, de nombreuses pétitions adressées à la chambre des députés contre la pairie héréditaire. La bourgeoisie voyait d'un œil jaloux le privilège de l'hérédité se retrancher dans la chambre des pairs comme dans la dernière forteresse de la France féodale. Casimir Périer crut nécessaire de donner satisfaction à la bourgeoisie qu'il représentait, et quelque sa vanité, son égoïsme personnels le portassent naturellement à vouloir une pairie héréditaire, il n'hésita pas à proposer l'abolition de l'hérédité qu'il regardait pourtant comme l'élément *essentiel* de la pairie. Il eût souhaité que la Chambre repoussât le projet de loi qu'il lui présentait à contre-cœur. La commission, qui examina ce projet, n'eut garde néanmoins de le modifier au profit du principe de l'hérédité. C'était chose exorbitante que la réforme radicale d'un des trois pouvoirs du système représentatif, sans l'intervention d'une Assemblée constituante. La loi qui constituait la pairie à vie, transmissible par droit d'hérédité, et qui désignait des catégories dans lesquelles la couronne aurait la liberté de choisir à son gré les nouveaux pairs, cette loi fut attaquée à la fois par les légitimistes, les doctrinaires, et les constitutionnels de 1830. Thiers, Royer-Collard, Guizot et Berryer, défendirent l'hérédité, chacun se fondant sur des motifs différents et antipathiques : « Avec l'hérédité, pérît la pairie, disait Royer-Collard; avec la pairie, peut-être la royauté héréditaire, et dans la *République* même, le principe de la stabilité, de la dignité, de la durée. — La pairie héréditaire, disait Thiers, est le plus sûr, le plus puissant moyen de neutraliser les désirs, l'ambition de l'aristocratie. » Ces paradoxes, revêtus d'une éloquence ingénieuse et subtile, tombèrent l'un après l'autre devant la volonté presque unanime du pays, que Bignon, Salverte, Audry de Puyraveau, Marschal, Daunou, Odilon Barrot, se disputèrent l'honneur de faire prévaloir à la tribune. La loi fut votée à une immense majorité : trois cent quatre-vingt-six voix contre quarante (18 octobre). On devait craindre qu'elle n'eût pas le même succès dans la chambre des pairs, dont elle modifiait gravement l'institution. Le ministère comprenait bien que le rejet de cette loi par la chambre des pairs serait en même temps une déclaration de guerre contre la chambre des députés et un refus éclatant de soumission à la monarchie de Juillet. Casimir Périer fit taire encore une fois son opinion en présence d'une nécessité d'État, et avant de

livrer à la chambre des pairs la loi de la pairie, telle que la chambre des députés l'avait adoptée, il lui donna pour soutiens naturels trente-six nouveaux pairs, dont la création par ordonnance royale précéda l'adoption définitive de la loi en vertu de laquelle ils étaient créés (19 novembre). L'opposition des anciens pairs, partisans de l'hérédité, se trouvait annulée d'avance, et la loi, suivant les prévisions du ministère, put passer à la faveur de trente-quatre voix de majorité. Les trente-six pairs, que le roi avait nommés dans ce but, appartenaient la plupart aux notabilités de l'Empire, vers lesquelles la politique du Palais-Royal semblait incliner de préférence, comme pour enlever l'influence des noms au parti bonapartiste. Quatorze membres de l'ancienne pairie protestèrent, par leur démission motivée, contre une loi qui, selon l'expression du duc de Coigny, avait été inventée pour *républicaniser le présent et despotiser l'avenir*. Les légitimistes perdaient tous les jours du terrain dans les deux Chambres, tandis qu'ils cherchaient à en regagner dans le pays par des voies souterraines : leurs orateurs osaient à peine élever la voix et avouer leurs convictions. Lorsque l'on disputa de nouveau la proposition du colonel de Briquerville sur le bannissement à perpétuité des membres de la branche aînée des Bourbons (15 novembre), il n'y eut qu'un ministre de la Restauration, de Martignac, qui se leva pour la combattre, comme un spectre, épuisé par la maladie à laquelle il devait bientôt succomber : « Quoi ! s'écriait-il, après quarante ans de révolutions, d'actions et de réactions contraires, après tant de trônes brisés et relevés, détruits encore pour être relevés de nouveau, après tant de restaurations, d'usurpations et de réintégrations, on vient nous parler encore de mesures éternelles, de bannissement à perpétuité ! » Son noble et touchant discours se termina par une défaillance qui prétendait à son agonie. La loi de bannissement n'en fut pas moins votée, non-seulement contre les Bourbons de la branche déchue, mais encore contre les membres de la famille impériale : le gouvernement faisait semblant de n'accepter qu'avec impartialité les armes qu'il avait forgées lui-même en secret. Peu s'en fallut que la peine de mort n'atteignît dans la loi le banni qui serait arrêté sur le territoire français ! Le gouvernement, il est vrai, savait que la duchesse de Berry annonçait hautement l'intention de rentrer en France pour y revendiquer les droits de son fils à la couronne. Une pénalité terrible eût peut-être déconcerté ses projets et empêché la guerre civile. Le parti carliste préparait les voies à cette conspiration de la légitimité, en semant partout l'agitation et en soudoyant l'émeute. On reconnaissait sa tactique habituelle dans les troubles qui éclataient sur divers points de la France et qui empruntaient tous les prétextes pour aveugler, exalter, fanatiser, soulever le peuple. C'était en ébranlant sans cesse le sol du pays, qu'on voulait prouver l'impossibilité de tout gouvernement stable, hors de la royauté légitime. Après bien des complots et des insurrections avortés, Paris était calme, du moins à la surface, lorsque le télégraphe apporta la nouvelle d'une insurrection à Lyon. L'origine de ce formidable soulèvement des ouvriers lyonnais se bornait

d'abord à une question de salaire : les ouvriers en soie demandaient une augmentation de tarif ; les contre-maitres et les fabricants refusaient de la leur accorder. Le préfet, Bouvard-Dumolard, intervint dans ce différend, fit nommer des délégués de part et d'autre pour débattre les prix, et donna gain de cause aux ouvriers ; mais il n'eut pas l'autorité de faire accepter le nouveau tarif par les fabricants. Ce fut alors que des agents carlistes et républicains poussèrent simultanément la population ouvrière à en appeler à la force. Le 21 novembre, les habitants du faubourg industriel de la Croix-Rousse formèrent une sinistre procession, que précédait un drapeau noir portant cet appel aux armes : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant*. La garde nationale tira les premiers coups de feu contre la colonne qui descendait de la Croix-Rousse. Les ouvriers s'armèrent à ce cri de ralliement : « On assassine nos frères ! » le tocsin sonne dans toutes les églises ; des barricades se dressent dans chaque rue ; les maisons deviennent des citadelles d'où pleut une grêle de pierres, de tuiles, de projectiles meurtriers : la garde nationale et la troupe de ligne reculent ; le préfet et le général Ordonneau sont tombés dans les mains du peuple, qui les garde en otage ; les ouvriers combattent avec désespoir en criant : *Du travail ou la mort !* Le lendemain, la lutte recommence ; la garde nationale lâche pied et disparaît ; la garnison sera bientôt forcée de mettre bas les armes, car la ville presque entière est au pouvoir des ouvriers. Alors, le lieutenant-général Roguet, qui commande dans Lyon, abandonne l'hôtel-de-ville, et se retire avec ses troupes hors des murs, d'après le conseil du préfet, qui veut arrêter l'effusion du sang et tremble de « porter les assaillants au dernier degré de l'exaspération. » Le peuple, maître de la ville, est inquiet de sa victoire et embarrassé de sa conquête ; il ne prête pas volontiers l'oreille aux avis des chefs de parti qui essaient de le diriger ou de l'entraîner ; il ne répond même qu'avec hésitation au cri de *vive la République*, qu'on s'efforce de lui apprendre. Le préfet, au milieu de ces insurgés qui le respectent et qui l'écoutent, conserve assez d'autorité pour détourner et contrebalancer les menées carlistes et républicaines : il louvoie, il gagne du temps, jusqu'à ce que le ministre de la guerre, Soult, et le duc d'Orléans, viennent, à la tête d'une armée imposante, réinstaller le gouvernement du roi (28 novembre) dans Lyon, où l'ordre et la tranquillité avaient été déjà rétablis sous le gouvernement des insurgés. Le préfet Dumolard fut destitué pour prix de ses services : le ministère l'accusait presque de complicité avec l'insurrection, dont il avait failli être victime. On ne prit aucune mesure pour éviter le retour de ces excès populaires, qui n'étaient pourtant que les symptômes d'un mal profond, le résultat naturel des souffrances de la classe pauvre : Casimir Pèrier proclama d'un air triomphant que cette insurrection n'était pas *politique*, et il ne trouva rien de mieux, pour y remédier, que la *rigueur de la répression légale*. Le président du conseil, qui était sans entrailles pour la misère des insurgés lyonnais, n'avait pas cessé d'être banquier en devenant ministre ; l'affaire des fusils achetés à Londres,

en 1830, pour l'armement des gardes nationales de France, et revendus au gouvernement français avec de gros bénéfices de commission, cette affaire scandaleuse venait d'avoir un fâcheux retentissement dans un procès en diffamation, où le tribunal condamna le diffamateur sans absoudre le diffamé. Le rédacteur de la *Tribune*, Armand Marrast, s'était attaqué à deux ministres en écrivant cette phrase : « N'est-il pas vrai que, pour les marchés de fusils et de draps, M. Casimir Périer et le maréchal Soult ont reçu chacun un *pot-de-vin* qui serait de plus d'un million ? » Le maréchal Soult ne répondit pas ; mais Casimir Périer, en demandant sa justification à la justice correctionnelle, permit au public de juger ses opérations de banque, et Gisquet, son ami et son associé dans la négociation des fusils, ne fut pas le plus maltraité dans les débats de ce honteux procès, à la suite duquel (26 novembre) il remplaça Vivien à la préfecture de police. C'était un imprudent défi jeté à l'opinion publique. Depuis ce jour-là, on put comprendre que la probité et le désintéressement seraient choses superflues chez les dépositaires du pouvoir, et que la carrière politique était livrée à tous les appétits d'argent, à tous les intérêts égoïstes, à toutes les ambitions vénales (1).

Cependant, une opposition formidable attaquait le gouvernement : elle lui reprochait d'être infidèle à son origine, de méconnaître son véritable caractère, d'empêcher la Révolution de juillet de porter ses fruits et d'usur, à l'égard des brigandages de l'Ouest, d'une magnanimité coupable ; tandis que le parti de la bourgeoisie trouvait, au contraire, que les promesses de Juillet avaient été dépassées, qu'il importait d'arrêter le torrent de la démocratie, et que la France péchait plutôt par excès que par défaut de liberté. Au dehors, la guerre ne semblait qu'ajournée ; les fonds, sur les grandes places de l'Europe, éprouvaient des variations subites qui tenaient à l'instabilité des choses ; le commerce ne reprenait pas encore ; et les discussions qu'on allait ouvrir dans les Chambres relativement au budget, ainsi qu'à la liste civile n'étaient pas de nature à rassurer les capitalistes et à rétablir la confiance. Ce fut le 29 décembre 1831 que le baron de Schonen, organe de la commission nommée pour constituer la dotation de la couronne, vint à la tribune présenter son rapport : c'était un terrain épineux où les traditions des derniers règnes allaient se mettre aux prises avec les idées révolutionnaires. Après l'énumération des domaines laissés au roi, de Schonen ajouta : « Nous lui donnons beaucoup, messieurs, car nous lui donnons le Jeu-de-Paume de Versailles ; cette dotation, sauf cependant de nombreuses distractions, est à peu près la même que celle de 1791 et de 1814. » Elle s'élevait à quinze millions, en y comprenant un million pour le prince royal. Les manufactures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais, restaient à la charge de la nouvelle liste civile ; on y laissait aussi les frais d'expres-

(1) Des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur, M. Paul Lacroix, l'ont forcé d'interrompre ici son ouvrage, qui a été continué, sous ses yeux, par une autre plume.

priation et de démolition des maisons sises sur le Carrousel, l'achèvement du Louvre, les voyages du roi et des princes, l'entretien des résidences royales

La liste civile demandée n'était pas sans doute en proportion avec les charges qu'on lui imposait dans le rapport, et pourtant les économistes de la Chambre ne se faisaient pas faute de la réduire : Corcelles soutint qu'un revenu décent, avec la jouissance des deux plus beaux palais de la capitale et de trois ou quatre habitations royales à la campagne, suffisait pour assurer à la couronne une situation honorable, au-dessus de toutes les fortunes privées, supérieure même à l'état de maison de la plupart des princes étrangers; il ne pensait donc pas que la force et l'indépendance de la royauté résidassent dans l'immensité de ses revenus, dans l'étendue de sa clientèle, dans le prestige des arts employés à lui faire une auréole. Marschal fit ressortir les inconvénients réels du droit de propriété privée chez les rois; Thouvenot, exagérant les chiffres, prétendait que la liste civile serait réellement de trente-un millions, somme égale au revenu de trois cent mille contribuables payant chacun vingt ou vingt-cinq francs de contribution, à l'impôt de dix à douze départements, au trentième du budget total des recettes, et trente-quatre fois plus considérable que le budget annuel de l'instruction primaire de toute la France; Dupont de l'Eure regardait les châteaux de plaisance, tels que Saint-Cloud, Meudon, Fontainebleau, etc., comme un non-sens sous une monarchie populaire, comme un reflet de fausse grandeur emprunté aux temps de la féodalité !... A ces objections plus puérides, plus spécieuses, plus passionnées que solides, Montalivet répliqua sans discuter les chiffres, et envisageant la question au point de vue de la dignité et de l'avenir dynastiques : « Il faut, dit-il en terminant, que le luxe qui fait la prospérité des peuples civilisés ne soit pas banni de l'habitation du *roi de France*, car il le serait bientôt de celle de ses *sujets*... » A ces mots, éclata un des plus violents orages d'interruptions et d'exclamations, dont les sessions législatives aient jamais offert l'exemple. A gauche, à droite, au centre, on n'entendait que ces cris : *A l'ordre ! à l'ordre le ministre ! Qu'il se rétracte ! Il n'y a plus de sujets en France depuis la Révolution de juillet : il n'y a plus que des citoyens !* Le calme ne se rétablissant pas, il fallut suspendre la séance; et lorsque Montalivet voulut reprendre son discours, le tumulte recommença; des interpellations contradictoires parlaient de tous les bords : « Nous sommes *sujets* de la loi et non d'aucune volonté individuelle. — Les Anglais sont tout aussi constitutionnels que nous, et cependant les membres de la chambre des communes se disent les *fidèles sujets* du roi? — Le mot *sujet* n'est pas dans la Charte. — Les *sujets* sont restés ensevelis sous les barricades de Juillet. — C'est une séance de la Convention ! — C'est une contre-révolution ! — C'est une émeute ! » Par respect pour le roi, Montalivet refusa néanmoins de retirer les expressions malencontreuses dont il s'était servi, et le lendemain les députés les plus animés, ayant à leur tête Odilon Barrot, rédigèrent contre ces expressions : *Roi*

de France et sujets du roi, une protestation solennelle qui fut couverte d'environ cent soixante signatures. Lorsque cette lutte frivole avait lieu, une échauffourée, conçue, exécutée par la démente, conduisait, le 4 janvier, vers cinq heures du soir, une poignée d'individus obscurs, aux portes de l'église Notre-Dame. Barricadés dans les tours, ils essayèrent d'y mettre le feu et de sonner le tocsin : ils s'imaginaient qu'à ce signal les habitants de Paris s'insurgeraient en masse pour proclamer la République ! La police eut bientôt réprimé cette tentative insensée, qu'elle connaissait d'avance ; et les débats de la Chambre sur la liste civile, ravivés, aigris par Mauguin, Salvete, Odilon Barrot, ramenés par le président du conseil au point de vue de la convenance et de la dignité, aboutirent enfin au chiffre de douze millions, sans préjudice du million alloué au prince royal.

Pendant ces débats, Louis-Philippe, ayant intérêt à démentir la réputation d'avarice qu'on lui avait faite, donnait des bals où les épaulettes de laine de la garde nationale figuraient à côté des épaulettes d'or de l'armée, où la simple bourgeoisie du Marais trônait à côté des princesses. Celui du 11 janvier fut surtout brillant : on y remarqua l'empereur et l'impératrice du Brésil, leur fille dona Maria, l'envoyé de Tunis drapé à l'orientale, et les fils du comte d'Appony en costume hongrois.

Pendant que le *roi des bourgeois*, comme on avait surnommé Louis-Philippe, faisait danser aux Tuileries l'aristocratie bourgeoise, la disparition soudaine de Kessner, caissier central du Trésor, causait à la Bourse une panique profonde, et les légitimistes ourdissaient encore un complot aussi mal venu que les précédents. Ces innocents conspirateurs, ayant à leur disposition et des sommes énormes et des bras mercenaires, empruntés à tous les partis, se rassemblèrent, dans la nuit du 1^{er} au 2 février, en trois troupes : l'une, sur la place de l'Observatoire ; l'autre, sur la place de la Bastille ; la troisième, dans la rue des Prouvaires. Ils devaient se rejoindre auprès du Louvre, envahir les Tuileries par une grille du jardin, qu'on leur livrerait, s'emparer de la famille royale, la massacrer peut-être, et proclamer Henri V. Mais, vers deux heures du matin, la police, avertie depuis longtemps, cernait la maison de la rue des Prouvaires où les chefs tenaient conseil : on s'empara d'eux, malgré quelque résistance, tandis que la garde municipale arrêtait ou dispersait les individus déjà groupés à la Bastille ainsi qu'à l'Observatoire. Quelques jours après, les journaux la *Révolution*, la *Gazette de France*, le *Courrier de l'Europe*, représentés par Thouret, Genoude et Leduc, leurs gérants, étaient condamnés chacun à trois mois de prison et à trois mille francs d'amende, rigueur excessive que ne justifiait pas la conspiration qui venait d'être découverte ; mais le jury, en acquittant, à l'unanimité, Armand Carrel, auteur d'un article contre l'arrestation préventive des journalistes, blâmait les emportements du parquet, et promettait une sauvegarde à la liberté de la presse. Ainsi, le ministère, pour remplir les conditions de son programme : *ordre à l'intérieur, paix à l'extérieur*, faisait de la force, surtout contre les faibles. Les légitimistes étaient stu-

péfaits de sa vigueur; les républicains, irrésolus vis-à-vis de sa fermeté: l'opposition criait à l'arbitraire. Casimir Périer voulut aussi se signaler à l'étranger par un de ces coups de tête qui frappent vivement les esprits et impriment souvent une direction nouvelle à toute la politique. Les Autrichiens venaient d'entrer une seconde fois dans les Légations (28 janvier), pour y soutenir le gouvernement pontifical, dont les troupes avaient donné une rude leçon aux gardes civiques des villes de la Romagne. Cette intervention autrichienne était sans portée, après le combat de Césène. Tout à coup, on apprit que quinze cents soldats français, débarqués pendant la nuit sous les murs d'Ancône, s'étaient emparés de cette ville, par surprise, sans brûler une amorce, et avaient arboré le drapeau tricolore sur la citadelle (22 février). Casimir Périer avait trouvé l'occasion bonne pour faire intervenir, sans péril, la France en Italie. Cette expédition, approuvée par les puissances alliées produisit d'abord un heureux effet sur l'opinion; mais comme elle n'aboutissait et ne pouvait aboutir à rien, on oublia bientôt qu'Ancône était occupée par une garnison française. L'attention publique suivait le courant des événements journaliers. La fermeture du temple saint-simonien de la rue Taitbout; l'incendie de l'arsenal de Brest; le suicide philosophique de deux jeunes écrivains: Victor Escousse et Auguste Lebras; le jugement rendu sur le testament du duc de Bourbon, objet de pamphlets si audacieux, d'articles de journaux si virulents, de caricatures si cruelles contre Louis-Philippe; les tentatives encore faibles et isolées de la chouannerie; les scènes tumultueuses du Midi entre la garde nationale, la populace et l'armée, complètent la chronique des premiers mois de l'année. On le voit: le sol politique est partout chancelant. De quelque côté qu'on marche, on craint d'avancer, et, en France, l'ordre moral offre la triste image de l'ordre physique en Italie, où des tremblements de terre répandent l'épouvante et dispersent les populations. A Carcassonne, Alais, Pézenas, Lunel, Nîmes, et surtout à Grenoble, au milieu des joies de carnaval, s'élèvent des rixes, des collisions sanglantes, témoignages d'une lutte ardente d'opinions entre les citoyens. A Grenoble, le 11 mars, des jeunes gens déguisés promènent par les rues le *Budget* accompagné de deux *Crédits supplémentaires*. L'autorité voit dans cette mascarade allégorique un délit d'offense envers la majesté royale et lui interdit l'entrée du théâtre, au bal, qui devait avoir lieu le soir. De là rassemblements tumultueux, clameurs, sifflets, intervention de la force armée, tumulte, charges exécutées sans sommation préalable, et soulèvement de la population presque tout entière. La municipalité s'établit en permanence, la garde nationale prit les armes, on exigea le départ immédiat de la garnison, on chassa et le préfet et le général qui commandait le département; mais le 15, arrivèrent de nouvelles troupes, ayant à leur tête le général d'Uzer, qui réinstalla le préfet à la préfecture, le général dans son commandement; bientôt la garnison, qu'on avait éloignée de Grenoble, y rentra, et la garde nationale fut licenciée.

Des préoccupations beaucoup plus sérieuses absorbaient alors la pensée du gouvernement. Le choléra, dont l'apparition d'un jour à l'autre semblait imminente, allait se développer dans Paris : l'administration organisait des bureaux de secours, augmentait les hôpitaux, enseignait les préservatifs à employer, et préparait la bienfaisance publique aux sacrifices qu'imposent les grandes calamités. Le peuple, dans sa fatale insouciance, s'inquiéta peu d'abord de l'épidémie. On dansait à la mi-carême, quand déjà la mortalité avait triplé. Tout à coup l'aveuglement cesse : le fléau apparaît d'autant plus formidable qu'on le voit de plus près et qu'on l'a plus longtemps méconnu. Le 1^{er} avril, les chiffonniers, lésés dans l'exercice de leur métier par des mesures d'assainissement extraordinaires que prescrivait l'autorité, s'opposent à l'enlèvement des immondices, repoussent les balayeurs, et rendent impossible, pendant deux ou trois jours, l'application des ordonnances d'hygiène publique. Cette agitation calmée, l'effervescence de la foule changea d'objet, des bruits absurdes circulèrent : on affirma que des hommes infâmes avaient formé le projet de jeter des substances vénéneuses sur les étaux des bouchers, dans les brocs des marchands de vin, dans les vases des laitières et jusque dans les seaux de porteurs d'eau. Une imprudente proclamation du préfet de police parut confirmer de pareils bruits, que grossissait la peur, qu'accueillait la sottise ; et le peuple, croyant à un vaste complot d'empoisonnement ourdi par la richesse contre la misère, ne mit bientôt plus de bornes à sa méfiance, ni à sa colère. Paris fut alors témoin de scènes sanglantes qui, coïncidant avec les cruels ravages de l'épidémie, avec le deuil des familles, avec la consternation universelle, frappèrent l'industrie, annihilèrent le commerce, et rendirent la peur du mal aussi terrible que le mal lui-même. Paris ressemblait à une ville d'Orient désolée par la peste ; la moitié de la population avait fui, les rues désertes n'étaient traversées que par des convois de morts : il y eut jusqu'à dix-huit cents victimes dans une seule journée. Les députés eux-mêmes, effrayés des progrès du choléra qui les décimait, précipitèrent le terme de la session : la clôture des Chambres eut lieu le 21 avril, sous le poids d'un budget qu'on ne fit qu'effleurer et qui accusait, comme recettes, les chiffres suivants :

Voies et moyens ordinaires. 967,824,791 fr.

Voies et moyens extraordinaires comprenant :

1 ^o l'excédant des ressources attribuées à l'exercice de 1831.	70,498,267
2 ^o le produit des ventes de bois.	75,000,000
3 ^o le montant des retenues proportionnelles sur les traitements jusqu'au 1 ^{er} mai 1832.	3,000,000

Cette somme totale de 1,116,323,058 fr. restait bien au-dessous des dépenses qu'on dissimulait à l'aide des crédits provisoires. La Chambre emportait donc avec elle le regret d'avoir perdu en digressions politiques un temps précieux, d'avoir vu naître et mourir une infinité de propositions et de projets mal étudiés, et de laisser le pays s'épuiser dans une longue crise d'incertitude.

La France désirait une autre Chambre, un autre ministère, une autre loi électorale : on croyait encore qu'il suffisait de changer quelques hommes d'État pour ramener la Révolution de juillet dans ses voies naturelles ; l'idée de l'obstacle à franchir ne remontait pas encore jusqu'au roi. Le choléra, qui, dans sa marche désastreuse, frappait chaque jour d'illustres têtes, venait de s'asseoir au chevet du comte d'Argout, ministre du commerce, et de Casimir Périer, président du conseil. Louis-Philippe, las des vellétés d'indépendance que manifestait Périer, quelquefois avec une rudesse peu courtoisaneque, se hâta de profiter du prétexte de sa maladie pour appeler Dupin aîné et lui offrir de succéder au moribond. Dupin refusa. Ne pouvant alors opérer qu'un remaniement ministériel, Louis-Philippe laissa le titre de président du conseil à Casimir Périer, qui se mourait, mais donna le portefeuille de l'intérieur à Montalivet, et celui de l'instruction publique à Girod de l'Ain, président de la chambre des députés : c'était accaparer pour lui-même toute l'action gouvernementale en absorbant la responsabilité du pouvoir.

Dans toute la France, comme à Paris, il y avait alors une tendance presque générale à l'agitation, aux mouvements aventureux, aux luttes politiques. Le 24 avril, la duchesse de Berry et plusieurs personnages de l'ancienne cour, parmi lesquels figurait le maréchal Bourmont, s'embarquèrent secrètement sur le bateau à vapeur sarde le *Carlo-Alberto*, longeaient le golfe de Gênes et attendaient, en pleine mer, qu'un signal donné de Marseille leur annonçât qu'on était prêt à les recevoir dans cette ville. Mais l'insurrection, préparée longtemps à l'avance, échoua devant la résistance imprévue du sous-lieutenant Chazal, qui, étant de garde au Palais-de-Justice, se saisit des principaux conjurés, au nombre desquels était le colonel Lachaud, et, par sa ferme contenance, mit en fuite le reste de l'attroupement. Cette tentative avait lieu dans la matinée du 30 avril. Le *Sphinx*, bâtiment de l'État, envoyé à la poursuite du *Carlo-Alberto*, le remorqua en rade de Toulon ; mais la duchesse et Bourmont ne s'y trouvaient déjà plus. La duchesse, débarquée la veille sur la côte occidentale de Marseille, où l'avait conduite un bateau pêcheur, traversa tranquillement la France, accompagnée du maréchal, et gagna les départements de l'Ouest pendant qu'on la croyait à bord du *Carlo-Alberto*. Une de ses femmes d'atour, Mathilde le Beschu, qui prenait le nom de *Rosa Stagliano, veuve Ferrari*, et qui affectait de cacher les traits de sa figure, trompa la police. On avait déjà emmené le *Carlo-Alberto* dans le port d'Ajaccio, avec l'intention de transporter en Écosse l'illustre prisonnière, lorsque l'erreur fut reconnue : le *Carlo-Alberto* revint à Toulon, ramenant la prétendue veuve Ferrari, le marquis de Saint-Priest, Bourmont fils, Kergorlay fils, Sala, officier de l'extrême royale, et quelques autres légitimistes zélés, dont la cour d'assises de la Loire devait instruire le procès. D'autres mouvements tumultueux, nés de la politique, du malaise général, de la cherté des vivres et du choléra, se manifestèrent presque en même temps sur différents points du royaume. A Bourges, ce fut une révolte des vignerons contre le paiement de l'impôt in-

direct; à Grenoble, ce fut une nouvelle collision entre le 35^e de ligne et la populace; à Béziers, une autre lutte entre la garnison et la bourgeoisie; dans le Bocage, des bandes armées promenaient le drapeau blanc, l'arboraient au faite des clochers et faisaient pressentir une insurrection redoutable. Paris demeurerait paisible, mais c'était le calme de la consternation et de la mort : le choléra n'y discontinuait point ses ravages; il semblait même choisir ses victimes et s'adresser aux sommités sociales : le chimiste Laugier, le peintre Lethière, le baron Cuvier, le lieutenant-général Treilhard, avaient été frappés; Casimir Périer succombait à son tour, laissant la France veuve d'une de ses intelligences politiques les plus hautes, et le trône privé d'un de ses appuis les plus solides. L'opposition aussitôt crut devoir faire acte de force et d'union. Le 22 mai, trente-neuf députés, réunis chez Lafitte, nommèrent une commission chargée de rédiger un *compte-rendu* de la conduite qu'eux et leurs collègues avaient tenue pendant la session dernière, ainsi qu'un programme explicatif de leurs vœux, de leurs principes, de leurs griefs : « La Restauration et la Révolution sont en présence, disaient-ils; la vieille lutte que nous avons crue terminée recommence. Que le gouvernement choisisse : la position équivoque qu'il a prise n'est pas tenable; elle ne lui donne ni les forces de la Restauration, qui est irréconciliable, ni celles de la Révolution, qui s'irrite et se défie. » Cet acte, d'une nature fort grave, aurait dû servir d'avertissement au Château, qui ne parut pas en tenir grand compte, car lorsque, dans le Midi, le prince royal, par ses manières affables, par ses discours pleins de sens et de droiture, cherchait à rapprocher les esprits, en s'enquérant des vœux, des besoins du peuple, Louis-Philippe, uniquement préoccupé d'intérêts personnels, négociait le mariage de sa fille aînée Louise avec Léopold, roi des Belges. Cette alliance, qui était celle des deux couronnes, mais non celle des deux pays, fut décidée dans le voyage que Léopold fit au château de Compiègne, où se trouvait la famille royale, du 29 mai au 4^{er} juin. Louis-Philippe revint en hâte à Saint-Cloud, moins pour calmer l'opposition irritée que pour arrêter les menées légitimistes, objet de ses inquiétudes les plus pressantes. On savait que le maréchal Bourmont et le général Clouet étaient en Vendée; on voulait d'y saisir des proclamations signées *Marie-Caroline, régente de France*, qui promettaient aux paysans une diminution d'impôts s'ils prenaient les armes pour défendre les droits de Henri V. On ne doutait donc pas que Madame ne fût elle-même au milieu de son armée. Quatre départements : Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Inférieure, Deux-Sèvres, formaient le théâtre de la guerre civile, qu'elle animait de sa présence. « C'était là qu'il importait de l'enfermer et de la saisir, » disait le ministre de l'intérieur dans son rapport au roi. Le 3 juin, une ordonnance royale mettait en état de siège ces quatre départements, mesure exceptionnelle dont le *National* subordonna la légalité à une convocation immédiate des deux Chambres, mais dont la France presque entière, tant on se révoltait des excès de la chouannerie, reconnut l'opportunité. Dans le domaine de l'arbitraire, jamais le pouvoir ne fait un pas sans être tenté d'en faire un second :

Aujourd'hui, quinze cent mille Français sont mis hors du droit commun : demain, la capitale elle-même courbera la tête sous le pouvoir du sabre.

Un des plus braves généraux de l'Empire, un des orateurs les plus brillants de la Chambre, un des membres les plus glorieux de l'opposition, Lamarque, d'une main mourante avait signé le fameux *Compte-rendu* comme l'acte suprême de sa vie politique : le 4^{er} juin, il tombait atteint par l'épidémie. Cette mort était un deuil public; la faction républicaine en fit un prétexte, un signal de révolte. Le 5, vers dix heures du matin, une multitude immense obstruait les abords du faubourg Saint-Honoré et faisait cortège à l'illustre mort. Dix mille gardes nationaux de la ville et de la banlieue avaient revêtu leur uniforme, pour rendre hommage à la mémoire du grand citoyen. Écoles, ouvriers, sociétés secrètes, réfugiés étrangers, se mêlaient, avec des drapeaux et des emblèmes, aux divers corps de troupes convoqués officiellement à la cérémonie funèbre; et pendant la marche du convoi, qui traversa la place de la Concorde, la place Vendôme, la rue de la Paix, et suivit les quais, les boulevards jusqu'au pont d'Austerlitz, des clameurs menaçantes s'élevèrent sans cesse dans les rangs, de ce cortège populaire. On cria : *Vive la République ! A bas Philippe ! Plus de Bourbons !*.. On contraignit les sergents de ville à s'enfuir et à se cacher; on insulta le duc de Fitzjames qui, du haut d'un balcon, s'obstinait à garder son chapeau sur la tête, au passage du cercueil; et, quand les discours d'usage eurent été prononcés sur le cercueil, des jeunes gens voulurent s'en emparer pour le porter au Panthéon. Alors, au milieu de cette confusion, parut un inconnu, à cheval, ceint d'une écharpe rouge, et agitant un drapeau rouge sur lequel on lisait : *La liberté ou la mort !* Les cris de : *Vive la République ! A bas Louis-Philippe !* éclatèrent avec plus de violence. On détela un flacre, on en fit un char de triomphe pour le général La Fayette, et des bandits déguenillés, armés de gourdins, le traînèrent, en vociférant, jusqu'à son domicile. Cependant deux escadrons de dragons, qui barraient le pont d'Austerlitz, provoqués non-seulement par des cris furieux, mais encore attaqués à coups de pierres, durent faire une décharge meurtrière qui dispersa les agresseurs. Les premiers coups de feu, on l'a su depuis, avaient été tirés à bout portant, sur les dragons, par quelques membres obscurs des sociétés secrètes, à qui était échu, par la voie du sort, l'infâme mission d'engager un conflit entre la troupe et le peuple. Après le premier engagement, les cris : *Aux armes ! On nous égorge ! On massacre la garde nationale !* se font entendre de toutes parts; on court, on se disperse dans toutes les directions; la terreur devient universelle; les boutiques se ferment; les conspirateurs brisent les réverbères, dépaient les rues, désarment les petits postes et cherchent à prendre des positions stratégiques le long de la Seine. En quelques heures, l'insurrection avait enlevé la poudrière des Deux-Moulins; elle s'était avancée jusqu'à la Banque de France; elle tenait toutes les barrières de la rive droite; elle était maîtresse des rues du Temple, Saint-Martin, Saint-Denis, Montmartre, des Fossés-Montmartre et du Petit-Reposoir, hérissées de barri-

cadés. Sur la rive gauche, les insurgés, victorieux un moment, reculaient devant les charges de deux escadrons de carabiniers, qui balayèrent les abords du Panthéon, la rue Saint-Jacques, les alentours du Jardin-des-Plantes et le pont d'Austerlitz, où la garde municipale n'avait pu se maintenir. Dans la soirée, le roi revenait de Saint-Cloud aux Tuileries : on l'accueillit avec un dévouement enthousiaste, que son retour avait ranimé. Le rappel battait de tous côtés, la garde nationale prenait les armes, des renforts considérables de troupes arrivaient des garnisons voisines; l'autorité commençait à se reconnaître et à reconquérir le terrain qu'elle avait perdu; les boulevards étaient libres, les factieux se voyaient écartés successivement de Sainte-Pélagie, de la Préfecture de police, de la Banque, de l'Hôtel-des-Postes, de l'Hôtel-de-Ville, qu'ils voulaient occuper; mais l'en ne triomphait pas sans peine de leur résistance opiniâtre sur la place de la Bastille. A dix heures du soir, une légion de garde nationale et deux compagnies du 46^e de ligne se trouvèrent vivement engagés dans la rue de Lanery : elles eurent l'avantage, après une heure de combat acharné. Pendant la nuit, on détruisit les barricades ébauchées qui fermaient les grandes rues centrales; on resserra, on accula l'émeute dans le faubourg Saint-Antoine, et le lendemain, à sept heures du matin, l'ordre donna de s'emparer des barricades de la place de la Bastille, le général Schramm les fit emporter à la baïonnette. De nouvelles barricades, qui s'élevaient élevées à la porte Saint-Martin et au pont d'Austerlitz, n'arrêtèrent pas longtemps la cavalerie du général Lawoestine. Il ne restait plus aux insurgés que la position de Saint-Méry, espèce de camp retranché que formaient les rues Saint-Martin, Aubry-le-Boucher, des Arcis et de Plancher-Mibray, barricadées d'une manière formidable, et défendues avec un courage héroïque par un petit nombre de combattants, qui soutinrent un véritable siège pendant toute la journée. Le canon ouvrit la route aux assaillants. Les généraux Tiburce Sébastiani et Leydet, après un feu très-vif, auquel prit part la garde nationale en même temps que la troupe de ligne, parvinrent enfin à étouffer la révolte dans son dernier asile, et partout force resta à la loi. On comptait environ quatre cents tués ou blessés parmi les défenseurs de l'ordre public. Les pertes des insurgés ne furent pas moindres, quoiqu'on les ait ignorées ou cachées. Pendant que l'autorité militaire agissait, l'autorité civile ne demeurait point inactive : on apposait les scellés sur les presses de la *Quotidienne*, du *Courrier de l'Europe*, de la *Tribune*; on saisissait le *National*, le *Courrier Français*, le *Corsaire* et le *Journal du Commerce*; on emprisonnait douze à quinze cents personnes, parmi lesquelles Armand Carrel, Cabet, Laboussière, Garaier-Pagès, qui demeurèrent détenus préventivement jusqu'à ce que la chambre des mises en accusation eût rendu à leur égard un arrêt de non-lieu; le préfet de police, dans la vivacité de son zèle, intima aux médecins l'ordre odieux de dénoncer les blessés qu'ils soignaient à domicile, mesure inouïe contre laquelle protesta l'indignation publique et que n'accepta point la conscience des médecins. Louis-Philippe avait, en arrivant de Saint-Cloud, signé la dissolu-

tion de l'École polytechnique, de l'École vétérinaire d'Alfort et du corps d'artillerie de la garde nationale. La capitale était mise en état de siège; acte inique s'il devait remonter au fait accompli, contrairement au principe immuable de la non-rétroactivité; acte inutile, s'il devait s'appliquer aux suites d'une insurrection qui n'existait plus. Mais le gouvernement ne voulait pas seulement avoir des armes promptes et terribles contre la démagogie, il lui en fallait encore pour mieux atteindre le parti légitimiste, lorsque les bandes de la Vendée, obéissant à des chefs qui s'appelaient Charette, Cathelineau, La-rochejaquelein, noms déjà célèbres dans les fastes de la guerre civile, recevaient les instructions d'un comité directeur qui paraissait avoir son principal foyer à Paris. Berryer, Hyde de Neuville, Chateaubriand, Fitzjames, furent arrêtés. On espérait établir leur complicité avec la Vendée insurgée : on ne trouva contre eux aucune charge suffisante pour motiver une accusation ; on dut les remettre en liberté. Un autre fait troubla, paralysa, compromit le pouvoir. Les journaux, opposant la Charte même aux lois confuses de la République, du Consulat et de l'Empire, sur l'état de siège, soutenaient l'incompatibilité absolue de ces lois avec cet article si clair et si précis de la Constitution de 1830 : *Nul ne peut être distrait de ses juges naturels*; ils embarrassaient ainsi la marche des conseils de guerre qui, d'abord timides ou indulgents, avaient fini (tant les preuves de culpabilité étaient évidentes) par condamner à mort un des insurgés, Auguste Geoffroy, artiste dessinateur. On attaqua l'incompétence de cette juridiction exceptionnelle et l'illégalité de ses arrêts, qui furent cassés par la Cour de cassation. Ce fut là le terme de l'existence des conseils de guerre. Forcé de s'incliner devant la jurisprudence d'une Cour souveraine, le gouvernement déposa, le 30 juin, les pouvoirs extraordinaires dont il s'était armé pour mettre Paris en état de siège; mais il les réserva pour s'en servir dans la guerre civile de l'Ouest, qu'on pouvait déjà considérer comme à peu près terminée, grâce à l'énergie des généraux Solignac, Oudinot et Darmoncourt. Toutefois, les incendies, les pillages, les vols, les assassinats étaient la suite inévitable de la désorganisation des bandes, et longtemps encore la Vendée, quoique pacifiée, fut désolée par les scènes les plus affligeantes. La duchesse de Berry était toujours cachée dans les provinces que sa présence fanatisait encore; mais la police la traquait de grange en grange, et Louis-Philippe n'attendait que le moment de ruiner d'un seul coup la légitimité d'Henri V en perdant sa mère. Tout réussissait au gré des vœux de la maison d'Orléans et la Providence semblait se faire sa complice : la Providence n'avait pas permis que le fils de Napoléon renouât ses destinées à celles de la France; le duc de Reichstadt venait de mourir à Vienne, le 24 juillet, d'une maladie de langueur. Louis-Philippe ne vit, dans cette mort si favorable à ses intérêts dynastiques, qu'un heureux hasard qui n'épargnait aucun de ses ennemis.

Plusieurs mois s'écoulèrent pendant lesquels les tribunaux du royaume ne relentaient que de procès politiques relatifs aux insurrections légitimistes et

républicaines. Pour assurer à la justice son entière liberté d'action, la cause était évoquée devant un tribunal éloigné des lieux mêmes où le crime avait été commis; ainsi, l'affaire des troubles de Grenoble fut jugée à Bourg; ainsi, les procès qui se rattachaient aux troubles de la Vendée furent jugés à Blois. Berryer, traduit comme conspirateur devant les assises, plaida lui-même sa cause et fut solennellement acquitté. A Paris, les poursuites exercées contre la presse à l'occasion des journées des 5 et 6 juin, avaient été disjointes des autres poursuites concernant les faits matériels de l'insurrection : cette disjonction judiciaire devenait favorable aux journaux, car tous, à l'exception du *Corsaire*, furent absous par le jury, qui n'avait pas oublié l'illégalité de l'état de siège. Dans le même moment, le saint-simonisme, ce grand fantôme philosophique qui grandissait tous les jours sans prendre de racine dans la société, tombait frappé à mort sous le coup d'une condamnation correctionnelle, qui laissait planer quelques soupçons d'immoralité sur ses principaux apôtres, et le droit d'association était interdit à la société des *Amis du Peuple*, représentée par Raspail, son président, et par Trélat, Godefroy Cavaignac, Roche et ses membres les plus influents. En même temps, les poursuites judiciaires, exercées avec zèle sur tous les points suspects que signalait la police, mettaient en évidence à la fois l'existence d'un vaste système d'embauchage légitimiste et l'action profonde des sociétés secrètes républicaines; mais, dans l'instruction de chaque procès, on ne voyait surgir que des noms obscurs, derrière lesquels se cachaient adroitement les chefs de complots. Au milieu de tant d'agitations diverses, et malgré la recrudescence du choléra qui, après avoir diminué en juin, sévissait depuis le mois de juillet avec une nouvelle furcur, on s'apercevait partout d'une amélioration croissante dans les intérêts matériels du pays. La crise commerciale semblait toucher à son terme; l'industrie manufacturière se ranimait; les droits des douanes avaient considérablement augmenté; l'exportation s'augmentait dans les mêmes proportions; la navigation marchande devenait d'autant plus active et plus prospère; le recouvrement de tous les impôts s'opérait sans obstacle; l'agriculture comptait sur une récolte abondante; et le crédit public se raffermissait. Aussi, un emprunt de cent cinquante millions fut-il accepté par la maison Rotschild, au prix de quatre-vingt-dix-huit francs cinquante centimes, taux élevé, et qui aurait pu l'être davantage, car la rente était alors au pair; mais, par le fait, l'adjudicataire de l'emprunt, ayant seize mois de délai pour opérer ses versements au Trésor, ne payait réellement que quatre-vingt-treize francs. Cette adjudication eut lieu à travers les préparatifs de mariage du roi des Belges avec la fille aînée du roi, Louise-Mario d'Orléans, qu'il épousa le 9 août au château de Compiègne; la cérémonie religieuse fut célébrée, suivant le rite catholique, par l'évêque de Meaux, et par le pasteur Gœpp, suivant le rite de la religion réformée. Cette alliance, rendant plus intimes les rapports de la France avec la Belgique, donna aux négociations, en faveur de l'indépendance belge, une activité nouvelle : elles étaient appuyées d'ailleurs par une flotte française à Cherbourg,

par une flotte anglaise à Spithead et par une armée de cinquante mille hommes prêts à franchir la frontière au premier signal. La Hollande ne paraissait pas devoir reculer : on croyait qu'elle servirait d'avant-garde à une coalition secrète des puissances du Nord ; mais la sécurité générale n'éprouvait pas d'atteinte du moment que la France agissait de concert avec l'Angleterre. Une lutte d'un autre genre, lutte de portefeuilles ministériels, préoccupait alors l'attention publique presque autant que la lutte des protocoles et des armes. Le ministère ne pouvait plus vivre : on présentait sa fin prochaine ; vingt fois Louis-Philippe tenta de le ressusciter en le remaniant : il eût voulu prendre Dupin aîné pour président du conseil, mais Dupin ne voulait que des collègues de son choix. Il fallut donc céder à sa résistance et confier au maréchal Soult la présidence d'un nouveau cabinet, en appelant aux affaires étrangères, le duc de Broglie ; aux finances, Humann ; à l'intérieur, Thiers ; à l'instruction publique, Guizot ; Barthe conserva les sceaux ; de Rigny, la marine ; d'Argout, le commerce et les travaux publics. Quant aux trois ministres démissionnaires, Montalivet se contentait de l'intendance générale de la liste civile ; le baron Louis et Girod de l'Ain étaient élevés à la pairie, qui s'augmentait le même jour de soixante nouveaux membres, parmi lesquels deux seulement, le maréchal Gérard et Bertin de Vaux, appartenaient à la chambre des députés. Ce dernier fait annonçait, de la part du nouveau ministère, l'intention d'acquiescer, dans la Chambre inamovible, une majorité certaine, sans amoindrir celle qu'il avait dans l'autre Chambre. Tel fut le ministère du 11 octobre, qu'on nomma une *seconde édition, revue mais non corrigée, du ministère du 13 mars*, contre lequel les journaux de l'opposition s'étaient prononcés naguère avec tant d'acrimonie. Une polémique non moins vive, passant des choses aux personnes, s'engagea de nouveau entre les feuilles dévouées au pouvoir et les feuilles d'opposition légitimiste ou républicaine, au sujet de ce changement de cabinet : Broglie et Guizot, qualifiés de *doctrinaires*, étaient jugés impossibles dans les circonstances présentes, et, pour opposer l'homme à lui-même, on allait chercher, dans le passé de ces deux hommes d'état, des actes, des écrits ou des paroles en contradiction avec le rôle politique qu'ils avaient accepté. Pour première réponse à des suspicions outrageantes, à des calomnies rétrospectives, le cabinet rétablit la classe des sciences morales et politiques de l'Institut, créa une commission chargée d'élaborer le travail d'organisation des colonies et des comices agricoles, pressa la conclusion des affaires hollando-belges et attendit de pied ferme la session qui devait s'ouvrir le 19 novembre. Mais, avant son ouverture, deux événements graves jetèrent le cabinet dans la nécessité d'une double initiative. D'un côté, la duchesse de Berry, trahie par un misérable israélite nommé Deutz, qu'elle avait comblé de bienfaits, était arrêtée à Nantes, dans la maison de mademoiselle Dugui-gny, où elle avait cherché un asile ; conduite d'abord au château de Nantes, elle était ensuite transférée à la citadelle de Blaye. D'un autre côté, le roi Guillaume, refusant de retirer ses troupes des places qu'il occupait et qu'il au-

rait dû restituer au roi des Belges, conformément à une convention signée à Londres par Talleyrand et lord Palmerston, l'embargo était mis, dans tous les ports de l'Angleterre et de la France, sur les vaisseaux hollandais; une escadre anglo-française tenait la Hollande bloquée, et l'armée française, sous les ordres du maréchal Gérard, franchissant le 15 novembre notre frontière, pénétrait en Belgique et allait faire le siège de la citadelle d'Anvers. Deux fils du roi, les ducs d'Orléans et de Nemours, assistaient en personne à cette expédition que la diplomatie européenne avait autorisée.

L'ouverture des Chambres, faite pour ainsi dire au bruit de l'artillerie qui bombardait Anvers, fut accompagnée d'émotions d'autant plus vives qu'en se rendant au Palais-Bourbon Louis-Philippe voulait d'échapper à une tentative d'assassinat. Un inconnu, placé au bas du Pont-Royal, près de la rue du Bac, avait tiré sur le roi et ne l'avait pas atteint. Comme le coupable s'était échappé en laissant à terre un petit pistolet déchargé, l'opposition prétendit que ce simulacre d'attentat émanait de la police et avait été concerté d'avance entre Louis-Philippe et son ministère. La présidence de la Chambre, décernée à Dupin par deux cent trente-quatre voix sur trois cent soixante-seize votants, témoignait de l'impuissance de l'opposition. La discussion de l'Adresse ne fit que la confirmer. On n'apportait d'ailleurs qu'une oreille fort distraite aux discussions législatives. La question capitale du moment se débattait à coups de canon sur les bords de l'Escaut. Dans l'espace de territoire limité par le Rhin, la Moselle et la mer du Nord, stationnaient quatre cent mille hommes armés, appartenant à quatre nations différentes, qui brûlaient d'en venir aux mains, savoir : cent vingt mille Hollandais, cent mille Belges, quatre-vingt mille Prussiens, campés le long de la Meuse; soixante-dix mille Français devant la citadelle d'Anvers, et quarante mille soldats de la même nation échelonnés sur la Moselle. Le 29 novembre, tous les préparatifs du siège étaient terminés, sous la direction du général de génie Haxo et du général d'artillerie Nelgre; le 30, on ouvrait la tranchée, et le 1^{er}, quatre-vingt-deux pièces de gros calibre foudroyaient les murailles de la citadelle, défendue par des batteries formidables et par cinq mille hommes d'excellentes troupes, sous les ordres du vieux général Chassé. Ce fut un bombardement sans égal dans l'histoire, surtout par l'activité prodigieuse que les assiégeants déployèrent aux travaux de tranchée et au service des pièces, malgré les difficultés du terrain détrempé par une pluie continuelle. Le 23, le général Chassé ne pouvant plus tenir au milieu des ruines de ses bastions, n'attendit pas l'assaut et capitula, tandis que l'escadre hollandaise, forte de trois cents bouches à feu, opérait, pour le secourir, une diversion dans l'Escaut, et tentait contre la ville une attaque vigoureuse, dont la bravoure française triompha. Pendant ce siège mémorable, toutes les armes avaient rivalisé de courage, de patience, de dévouement et d'habileté : en vingt-quatre jours et vingt-cinq nuits, on avait ouvert quatorze mille mètres de tranchée, l'artillerie avait tiré soixante-trois mille coups. En Algérie, nos soldats se montraient dignes des vainqueurs de la citadelle



rait de restituer au roi des Belges, conformément à une convention signée à

Louvain, le 22 mai 1815, par le roi des Pays-Bas et le roi de France.

Les 1^{ers} et 2^{es} régiments de la garde, sur les bords de la

Meuse, à la hauteur de la ville de Namur, se trouvaient

sous les ordres du général Drouot, commandant en chef

des troupes françaises, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville

de Namur, sous les ordres du général de Kettner, commandant

en chef des troupes belges, et de la garde nationale de la ville



THE MOUNTAIN MEN

d'Anvers. Deux simples capitaines, d'Armandy et Joussoff, s'étaient emparés, par un coup de main audacieux, de l'importante place de Bone (25 mars), que le général d'Uzer out à défendre ensuite contre les attaques impétueuses de l'ancien boy; à Oran, le général Boyer contint les dispositions hostiles des tribus voisines, après avoir eulbuté leur cavalerie; aux environs d'Alger, à Boufarick, à Coleah, à Blidah (21 novembre), le général Faudos avait terrifié les populations nomades par ses brillantes expéditions; Alger se peuplait, se poliait, s'embellissait; son gouverneur, le duc de Rovigo, à la fois chef civil et chef militaire, était une espèce de vice-roi dans cette ville turque et arabe transformée à la française. Ainsi la gloire des armes, les espérances de la paix, les réalités d'un bien-être inconnu depuis Juillet, signalèrent la fin de l'année 1832. Louis-Philippo avait lieu d'être satisfait de ses ministres; ce ne fut que pour mieux essayer et utiliser les qualités spéciales de chacun, qu'il tira le comte d'Argout du département du commerce pour lui confier le portefeuille de l'intérieur, en faisant passer Thiers de l'intérieur au commerce. Le cabinet n'en fut que plus solide.

Au milieu des éléments de discorde qui tourmentaient encore l'Europe, malgré le sourd antagonisme qui divisait toujours les rois et les peuples, le calme renaissait en France; avec le calme, l'industrie; avec l'industrie, le commerce; avec le commerce, la prospérité générale. Fière de la prise d'Anvers, l'armée regrettait de rentrer en France après cette courte et glorieuse campagne, et, le 5 janvier, le roi, accompagné des ducs d'Orléans, de Nemours et du prince de Joinville, allait au-devant de cette armée victorieuse pour lui distribuer les récompenses qu'elle avait méritées. Le roi visita Compiègne, Saint-Quentin, Maubeuge, Valenciennes, Lille, Douai, Arras, Péronne, et les populations l'accueillirent avec joie, comme le symbole vivant d'un heureux régime d'ordre et de conciliation; elles comprenaient, elles acceptaient les espérances de stabilité monarchique, dont ses trois fils présentaient la gage. Ce n'était pas toutefois l'enthousiasme qui, cinq années auparavant, avait signalé le voyage triomphal de Charles X, car, depuis Juillet, la monarchie s'était abaisée dans l'opinion en perdant son prestige de légitimité et de religion sociale. La chambre des députés fit donc de l'excellente politique, en prononçant l'ordre du jour sur les pétitions relatives à la duchesse de Berry qui, malgré la loi de bannissement, demeurait placée hors du droit public et du droit des gens. Sapey, rapporteur de la commission, et les ministres, de Broglie et Thiers, invoquèrent en faveur de cette imprudente princesse le privilège d'un régime exceptionnel; ils ne voulaient faire encourir au gouvernement ni l'odieus d'une condamnation, ni le désavantage d'un acquittement judiciaire : « A l'égard d'une famille qui n'a régné, disait Thiers, il n'existe pas de jugement; on ne juge pas les princes dans les temps de barbarie ou de passions politiques, on les immole; dans les temps de générosité, de civilisation, comme le nôtre, on les réduit à l'impuissance de nuire. » Cinquante ou soixante députés, ayant pour organe Odilon Barrot, combattirent seuls l'ordre

du jour. Le ministère était habile en affectant de n'être que généreux; la Chambre le laissa maître de disposer, à son gré, de l'augusto prisonnière; mais la presse d'opposition lui reprocha de substituer, comme dans tous les gouvernements absolus, la raison d'état au droit public. Les ministres ne furent pas moins heureux relativement au deuil commémoratif du 21 janvier, consacré par une loi dont la chambre des députés vota l'abrogation. Un conflit à ce sujet s'était établi entre les deux Chambres; toutes deux, réclamant dans la nouvelle loi l'expression d'une flétrissure contre la condamnation de Louis XVI, mais différant d'avis sur l'expression même; enfin, Villemain proposa la rédaction suivante qui fut adoptée : « La loi du 19 janvier 1816, relative au jour funeste et à jamais déplorable du 21 janvier, est abrogée. » Ainsi se terminait, le jour même du quarantième anniversaire de la mort de Louis XVI, une discussion qui avivait des passions mal éteintes, qui menaçait de devenir insoluble, et dont profitaient les partis pour éterniser la discorde. Une loi sur l'organisation départementale, superficiellement conçue, discutée sans profondeur, admise sans résultat d'ensemble, par la chambre des députés, demandait, pour l'année suivante, à la chambre des pairs, la grande théorie d'application administrative, dont chacun la sentait dépourvue; divers projets de rétroactivité réparatrice ou de mesures révolutionnaires, présentées comme conséquences du principe consacré en juillet 1830, se produisaient appuyées par La Fayette, Parant, Auguste Portalis, combattues par Gaëtan Larochevoucault, Berryer, Dreux-Brézé, etc. : tantôt, il s'agissait des pseudo-vainqueurs de la Bastille, que la Chambre pensionna; tantôt, des majorats, dont l'abolition semblait résulter de la suppression du droit d'aînesse; tantôt, du mariage des prêtres hors d'exercice, mariage admis implicitement par le Code civil : questions graves, difficiles, qui ne pouvaient manquer d'amener force protestations contradictoires. Une loi sur l'état de siège, qualifiée de *liberticide*, nonobstant les nombreux amendements qu'elle avait subis, rentra, après trois séances orageuses, dans les cartons ministériels dont elle n'aurait jamais dû sortir. Ce fut au milieu de ce conflit d'opinions, soulevées quelquefois avec malice, que s'exhalèrent de nobles et généreux sentiments à l'égard de la duchesse de Berry : on réclama sa mise en liberté; mais, presque aussitôt, courut le bruit de sa grossesse. Repoussée comme infâme par les légitimistes, cette nouvelle préoccupa les esprits, agita la presse : le *Nouvelliste*, journal ministériel qui, dans une intention évidemment perfide, avait annoncé le départ des docteurs Orfila et Auvity, chargés d'aller à Blaye examiner *une question importante de médecine légale*, accrédita des soupçons qui n'étaient que trop fondés. Il y eut, ainsi qu'au moyen âge, un échange de provocations entre les légitimistes et les républicains. Armand Carrel écrivit dans le *National* : « Il paraît que voilà le moment venu de prouver la fameuse alliance carlo-républicaine. Qu'à cela ne tienne : que messieurs les cavaliers servants disent combien ils sont, qu'on se voie une fois, et qu'il n'en soit plus question; nous n'irons pas chercher les gens du Juste-milieu pour nous aider. »

A ce mot d'ordre, Écoles, sociétés populaires, tout s'émut, chacun voulut ferrailier. Douze légitimistes appelèrent sur le terrain douze adversaires sortis spontanément des bureaux du *National* et de la *Tribune*, et qui, n'admettant *ni excuses, ni prétextes*, demandèrent douze duels successifs. Armand Carrel et Roux-Laborie ouvrirent cette passe d'armes singulière, unique dans l'histoire moderne. Un sang généreux coula : il servit d'expiation inutile aux injures des partis, d'avertissement salutaire au pouvoir. Quelques esprits froids et sérieux intervinrent. La raison se fit entendre : les épées, déjà sorties du fourreau, y rentrèrent; l'homme du peuple, déjà lancé comme une aveugle machine de guerre pour briser les presses légitimistes, se replia dans ses faubourgs. Louis-Philippe, de retour à Paris depuis le 20 janvier, conduisait lui-même en secret la trame d'un scandale qui allait compromettre si profondément la cause de la branche aînée en déshonorant la branche cadette; le 29 février, on lisait dans le *Moniteur* : « Le vendredi 22 février, à cinq heures et demie, madame la duchesse de Berry a remis à M. le général Bugeaud, gouverneur de la citadelle de Blaye, la déclaration suivante : « Pressée par les circonstances et par les mesures ordonnées par le gouvernement, quoique « j'eusse les motifs les plus graves pour tenir mon mariage secret, je crois « devoir à moi-même, ainsi qu'à mes enfants, de déclarer m'être mariée secrètement pendant mon séjour en Italie. *Signé* MARIE CAROLINE. » La malheureuse victime de cette torture royale adressait en même temps à son chevalier d'honneur, le comte de Mesnars, cette douloureuse révélation, à travers laquelle percent les cruelles souffrances de son âme : « Je crois que je « vais mourir en vous disant ce qui suit; mais il le faut : Des vexations, « l'ordre de me laisser seule avec des espions, la certitude de ne sortir qu'au « mois de septembre, ont pu seuls me décider à la déclaration de mon mariage « secret. »

Ainsi, les témérités de la guerre civile, respectables peut-être chez une mère revendiquant la couronne pour son fils, perdaient leur caractère sous le voile obscur d'un mariage secret ou plutôt d'un amour anonyme. La femme avait remplacé l'héroïne. Plus émue qu'étonnée, la France entoura d'une respectueuse pitié la prisonnière de Blaye; on fit tomber sur Louis-Philippe l'impudeur d'un scandale de famille, qui pouvait sans doute venir en aide à une chétive politique de circonstance, mais qui compromettait gravement la majesté royale dans l'avenir : on reprocha surtout au gouvernement les tortures morales infligées à une ennemie vaincue; aux yeux des gens de cœur de tous les partis, rien ne justifia les précautions extraordinaires prises par le ministère pour rendre plus évidente aux yeux de l'Europe l'espèce de dégradation qui allait atteindre la mère de Henri V. Le roi oublia que la duchesse de Berry était sa nièce; l'Europe s'en souvint. Les débats des Chambres perdaient beaucoup de leur intérêt en présence d'un fait aussi capital, sous la pression duquel devait s'humilier le parti légitimiste; l'attention publique ne quittait les murailles de Blaye, que pour suivre les débats de la cour d'assises,

dans l'infatigable croisade de la presse contre les lois d'oppression. Un *Mémoire* de Chateaubriand sur la captivité de Madame, et un discours prononcé à l'occasion de ce Mémoire devant l'illustre écrivain lui-même, par le jeune Thomas, au nom des Écoles, discours reproduit par cinq journaux légitimistes, venaient de prendre, entre les mains du procureur-général Persil, les caractères d'un attentat contre le gouvernement. Le 27 février, le vicomte de Chateaubriand, suivi du jeune Thomas et des journalistes incriminés, s'asseyait sur les bancs de la cour d'assises, protégé par son innocence et par sa gloire. Toute l'aristocratie parisienne se trouvait là, comme pour lui faire cortège. Ce n'était point sur le siège des juges, qu'il fallait chercher la justice : la justice véritable frémissait au milieu d'un auditoire enthousiaste, qui acceptait la solidarité d'une cause individuelle, élevée aux proportions d'une cause presque nationale. Berryer, avec sa haute et sympathique éloquence, invoqua la liberté des opinions; puis, Chateaubriand s'étant levé à son tour, ajouta aux discours des défenseurs quelques paroles qui produisirent une profonde sensation : « Je suis ici, dit-il, pour protester, par ma présence seulement, en faveur de cette liberté qui me semblo violée envers moi... Je ne connais à personne le droit de m'empêcher d'user de la liberté de la presse en homme de cœur et de courage, qui défend les principes qu'il a défendus toute sa vie.... » Après deux heures de délibération, le jury prononça un verdict de non-culpabilité, et la foule s'écoula avec une émotion contenue, qui retentit en acclamations au sortir du Palais. Cet échec ne fut pas le seul du même genre qu'éprouva le ministère public. Deux jeunes étudiants, Bergeron et Benoit, accusés d'attentat contre la personne du roi dans l'affaire du coup de pistolet du Pont-Royal, furent acquittés (14 mars); une conspiration légitimiste, celle du *Carlo-Alberto*, ourdie en Provence par le vicomte de Saint-Priest, les comtes de Kergorlay et de Mesnars, et par d'autres personnages de l'ancienne noblesse, fut déclarée imaginaire par le jury de Montbrison, quoiqu'elle fût aussi réelle que la levée de boucliers de l'Ouest, que le jury d'Orléans avait précédemment amnistiée, contre toute espèce d'évidence, dans la personne du marquis de Civrac. Les nouveaux procès, faits aux associations illégales des *Amis du peuple* et des *Saint-Simoniens*, n'aboutirent aussi qu'à un acquittement. Les jurés se montrèrent un peu plus sévères vis-à-vis d'une autre association politique, qui prenait une extension menaçante, la *Société des Droits de l'Homme*; mais, comme si le jury se fût bientôt repenti d'avoir sévi contre quatre membres obscurs de cette société, huit jours après il acquittait le député Cabet, poursuivi à l'occasion de son ouvrage intitulé : *La Révolution de 1830* (15 avril). Ici, la République se trouvait en cause de la même manière que la Légimité dans le procès de Chateaubriand : l'analogie fut frappante aussi dans l'attitude des prévenus, des défenseurs et des spectateurs d'élite convoqués à ce jugement de l'opinion contre les juges eux-mêmes.

La session continuait au milieu de ces épisodes judiciaires. La loi des comptes pour l'exercice de 1830, justifiée par Laflotte avec une honorable

susceptibilité, venait d'être fixée au chiffre de un milliard quatre-vingt-dix-neuf millions six cent soixante-treize mille trois cent soixante-trois francs; d'où résultait un déficit de soixante-trois millions sept cent dix-sept mille cent douze francs, en balançant les dépenses et les recettes. Le budget, pour 1833, offrait un total de un milliard cent trente-deux millions six cent vingt-six mille six cent dix-huit francs. Or, comme le total des impôts et des revenus accessoires ne dépassait pas neuf cent soixante-six millions six cent trente mille francs, il restait à couvrir cent soixante-sept millions, réalisables par des ventes de bois ou par des négociations de rentes. Laftille n'en présentait pas moins le crédit public sous l'aspect le plus favorable; il défendit la caisse d'amortissement, des atteintes dirigées contre elle, et annonça un projet de loi organique sur cette institution de prévoyance financière. La discussion suivait une marche assez paisible, lorsqu'à propos des pensions dont la révision était demandée, Baude et Dubois prirent énergiquement la parole pour appuyer cette révision. Baude alla plus loin; il protesta contre l'inscription du général Clouet, déserteur de Waterloo, sur la liste des pensionnaires de l'État. Destitués le lendemain des hautes fonctions qu'ils remplissaient au conseil d'État et à l'Instruction publique, Baude et Dubois furent frappés par l'ostracisme ministériel. « On ne peut être à la fois dans la garnison de la place et dans l'armée des assiégeants, disait à ce sujet Guizot. Quand il y a différence d'opinion sur un point fondamental, n'est-ce pas une de ces dissidences qui permettent de s'estimer toujours, de s'honorer profondément, mais qui ne permettent pas de marcher et d'agir ensemble? » Béranger, Jouffroy, de Tracy, Mauguin, réclamèrent contre cette destitution attenta-toire à l'indépendance morale du fonctionnaire. Il n'y eut, dans la presse, qu'une voix pour la blâmer. On la rapprocha de cette phrase indiscrette de Viennet : *la légalité nous tue*, aveu naïf, tombé de la tribune sur l'opposition qu'il avait l'air de menacer d'un coup d'État. Il était question alors de modifier le ministère. Cependant, le roi ne fit que lui adjoindre le comte Sébastiani, comme ministre sans portefeuille; cette adjonction était la conséquence des affaires d'Orient et de la confiance personnelle du roi en son ancien ministre des relations étrangères, plutôt que le résultat d'un calcul ayant pour but de fortifier la majorité dans la Chambre. Majorité docile, elle marchait toujours unie et toujours compacte. Elle le prouva, lorsque Viennet, quo la *Tribune* avait cruellement attaqué, cédant au ressentiment de l'amour-propre offensé, fit traduire le gérant, Lionne, à la barre de l'assemblée. La Chambre condamna, quand il eût été plus digne d'elle de s'abstenir; mais la voix fière et courageuse de Godefroy Cavaignac et la parole incisive d'Armand Marrast, l'humilièrent dans le triomphe même de sa vengeance.

La session finissait; mais, avant de satisfaire à l'impatience de repos que ne dissimulaient pas les députés, une session nouvelle s'ouvrait le 26 avril, sans discours d'ouverture, sous la présidence de Dupin aîné. Deux lois fondamentales, l'une sur l'Instruction primaire, l'autre sur les attributions mu-

nicipales, furent mises d'abord à l'ordre du jour ; tandis que la loi d'expropriation pour cause d'utilité publique et la loi sur l'organisation des conseils de département et d'arrondissement, étaient discutées à la chambre des pairs. Un vaste système d'administration devait découler de ces deux projets de loi, dont l'importance était inappréciable dans la pratique. L'emprunt grec, la loi sur l'amortissement, complément indispensable des mesures financières précédemment adoptées ; le vote d'un crédit de cent millions, demandé par Thiers pour travaux d'utilité publique ; d'autres projets financiers, qui ont valu à cette courte session le surnom de *pécuniaire*, laissaient à peine au budget le temps de se faire jour. Ce budget, quoique dégagé des services extraordinaires qui l'avaient grevé depuis 1830, était encore de un milliard vingt millions seize mille sept cent vingt-huit francs, environ quarante millions au-dessous des recettes éventuelles. Le ministre Humann proposa de combler le déficit, en annulant vingt millions de rente cinq pour cent rachetées par la caisse d'amortissement, et en demandant vingt millions à l'impôt indirect. Pour justifier cette mesure, il affirma qu'on ne comptait pas dans le royaume deux cents chefs de familles qui payassent dix mille francs de contributions foncières, et il fit observer que l'impôt indirect ne figurait que pour un tiers parmi les recettes inscrites au budget. La commission des finances ne reconnut pas plus de vingt-sept millions de déficit ; elle proposa de le combler par l'annulation de vingt-sept millions de rentes rachetées. La Chambre réduisit le budget d'une somme de dix-sept millions et l'adopta ensuite à une majorité peu considérable (deux cent trente-sept voix contre quatre-vingt-quatorze.) Quelques incidents fâcheux avaient malheureusement entravé le cours des discussions, en y mêlant certaines personnalités extra-parlementaires. Bignon s'était tenu du moins dans les vraies limites de la polémique oratoire, en disant aux ministres : « Ce sera pour vous une fâcheuse célébrité, d'avoir été à la tête de nos affaires au moment où Constantinople a vu les Russes pour la première fois ! » et cette phrase accusatrice eut plus d'éclat et de retentissement, qu'une injurieuse sortie du colonel Briquerville contre les tripotages de l'administration du maréchal Soult. La Chambre demanda que la réfutation de ce discours diffamatoire, faite par le maréchal Lobau, fût insérée textuellement au procès-verbal ; ce qui n'empêcha pas le duel obligé entre l'offenseur et le marquis de Dalmatie, fils de l'offensé. Quelques jours après, la session se fermait (26 juin), laissant en arrière plusieurs travaux importants, qui n'avaient pu arriver au terme des épreuves législatives : c'était le règlement du budget définitif de 1831 ; l'ouverture d'un crédit de vingt-cinq millions destinés au paiement de la dette publique ; la loi sur le dessèchement des marais, déjà proposée deux fois par Lafitte, etc. Enfin, on sortait du provisoire ; on échappait aux dangers de la politique militante, sans aucune de ces vives collisions qui entraînent un changement de système, un bouleversement ministériel. La plupart des députés se retiraient avec la conscience d'avoir bien rempli leur mandat, honnêtement et laborieusement.

Nous avons laissé la pauvre duchesse de Berry, sous le manteau conjugal du comte Hector Lucchesi Palli, gentilhomme de la chambre du roi des Deux-Siciles, mettre au monde une fille (10 mai) en présence de ses geôliers, et quitter une prison arbitraire, où depuis six mois elle vivait abreuvée de honte et d'amertume. Quant à l'ignominie du procès-verbal de son accouchement, la France entière, sans distinction de parti, la renvoya aux auteurs de cette lâcheté d'État. D'ailleurs, l'intérêt national n'est plus là qui veille près du lit de tortures de la prisonnière de Blaye. Inquiet, il s'agite autour des fortifications qui sortent de terre autour de Paris et que le peuple a dénoncées sous le nom maudit de *Bastilles*; ces forts détachés, qu'on élève sournoisement en dépit d'un vote de la Chambre qui les ajourne, l'opposition les représente comme issus d'une pensée de défiance et de répression contre les habitants de la capitale et non d'une pensée de prévoyance et de patriotisme contre les ennemis du dehors. De divers points de la France, des protestations menaçantes, adressées aux Parisiens, les encouragent à la résistance, à la révolte; la garde nationale se divise en deux camps; les sociétés secrètes délibèrent; la presse souffle la tempête; le peuple murmure et s'excite à descendre en armes dans la rue. L'approche des journées anniversaires de Juillet aggravait encore cette situation. Le ministère eut peur : il recula. Le 23, on lisait au *Moniteur* « que l'administration, en acceptant les conséquences de l'ajournement voté par la chambre des députés, avait fait suspendre partout les travaux des forts détachés » et que, pour les continuer ou les abandonner d'une manière définitive, elle attendrait une nouvelle décision des Chambres. Ces assurances cachaient un piège : on voulait seulement traverser les anniversaires de Juillet, que Paris voyait s'approcher avec une anxiété croissante; et telles furent les précautions de la police, qu'on passa ces trois jours sans troubles sérieux, malgré les cris d'alarme jetés par les adversaires du gouvernement. A la vérité, une ovation impériale, la réparation d'un outrage fait à la France dans l'image de son Empereur, étaient venues fort à propos donner le change aux idées et distraire le peuple avec les hochets de la gloire. Napoléon, revêtu de la redingote et du petit chapeau historiques, reprit sa place sur la colonne Vendôme. Quand tomba le voile qui couvrait la statue exécutée par Seurre, un murmure universel de satisfaction s'échappa de toutes les bouches; le nom de Napoléon retentit dans les airs; et, pour l'instant, la magie d'un grand souvenir reproduit en bronze effaça le sentiment de pénibles réalités. En même temps, les succès de l'armée française en Afrique, la prise de Mostaganem, l'occupation de tous les points militaires depuis Alger jusqu'à Oran, la conquête du port de Bougie, en assurant la possession des côtes occidentales de la Régence, semblaient être l'écho lointain des acclamations guerrières qui s'étaient fait entendre au pied de la Colonne. Les généraux Desmichels et Trézel, ainsi que l'amiral Parceval-Deschênes, se distinguèrent dans ces expéditions. Ils avaient trouvé un adversaire digne d'eux dans l'émir fanatique de Mascara, Abd-el-Kader qui,

secondé par le bey de Constantine, prêchait la guerre sainte aux Bédouins de l'Algérie.

Pendant quo les ministres, avec une louable activité, poursuivaient l'application des mesures générales d'ordre administratif, décrétées dans la session dernière, et, réglémentant les lois, donnaient à l'instruction primaire, à l'organisation des consulats, au système électif, l'existence pratique dont ces institutions manquaient encore; Louis-Philippe, accompagné de sa brillante famille, visitait Dioppe, Èvreux, Lisieux, Falaise, Granville, Saint-Lô, Cherbourg, Bayeux, Caen, Rouen, Louviers, le Havre, etc. Ces villes commerçantes rivalisèrent d'enthousiasme et de zèle pour fêter le séjour de la famille royale dans leurs murs. On accueillait les paroles du chef de l'État avec d'autant plus de faveur, qu'elles respiraient la paix, flattaient les intérêts matériels et faisaient miroiter, à travers leur réserve transparente, cette politique prometteuse qui évoque des préventions favorables dans le vague nébuleux d'espérances plus ou moins lointaines. Les réponses du roi aux discours prononcés devant lui; ces réponses, toutes apologetiques ou explicatives d'un système fixe et inébranlable, devaient enfanter la fameuse maxime constitutionnelle : *Le roi règne et ne gouverne pas*. Ce fut derrière cette formule que se retranchèrent les journaux de l'opposition comme derrière une barricade, pour attaquer ce qu'ils appelaient le *gouvernement personnel*; leurs coups portaient d'une manière terrible sur le chef du gouvernement, qui rejetait lui-même les conditions de son inviolabilité, en laissant porcer dans ses actes la personnalité, la prérogative royale. Dans cette guerre ouverte contre la royauté, ils continuèrent de mettre au jour d'anciennes et de récentes turpitudes; ils surprirent au pouvoir le secret de ses actes les plus cachés; et les poursuites qui eurent lieu contre la *Tribune*, le *National*, le *Rénouvateur*, la *Quotidienne*, donnèrent à l'opposition un ensemble, une activité, un élan, qu'elle n'avait peut-être jamais eus. Un journal, le *Bon Sens*, rédigé par Cauchols-Lemaire et Rodde, ouvrit ses colonnes à des œuvres sorties de la plume des ouvriers et fonda ainsi une *tribune des prolétaires*, à laquelle les crieurs publics prêtaient le secours de leurs poumons. Vainement, le préfet de police Gisquet voulut-il les faire taire en les faisant arrêter. Rodde, fort de son droit, jeta audacieusement un défi à la police et annonça, par la voie des journaux, que, le deuxième dimanche d'octobre, à deux heures après midi, il se rendrait lui-même sur la place de la Bourse, pour y distribuer ses brochures. Rodde portait une blouse amarante, un chapeau verni, autour duquel on lisait : *Publications patriotiques*, et une boîte qui renfermait, outre ses brochures, deux pistolets chargés. A son aspect, mille cris s'élevèrent : *Vive Rodde ! Vive la liberté ! Respect à la loi !* Les chapeaux sont en l'air, les mouchoirs s'agitent aux fenêtres. Rodde, que protège son courage, distribue ses brochures et achève paisiblement, sans obstacle, le rôle dangereux qu'il s'est imposé; puis, enveloppé, entraîné par la multitude, il se dérobe à cette ovation pour reparaitre au haut d'un balcon et recommander le calme à cent

mille têtes qu'il vient d'électrifier : la foule se sépara sur-le-champ, sans qu'un seul agent de police eût osé se montrer. Trois heures après, la tranquillité la plus rassurante régnait dans Paris. La police avait en la sagesse de ne pas accepter le défi de Rodde, car le sang aurait coulé. Toutefois, ce fut un échec d'autorité pour le ministère ; pour le peuple, ce fut une voie ouverte aux solutions légales en pleine rue, aux protestations tumultueuses de la place publique. Il se formait alors, non-seulement à Paris, mais sur divers points de la France, des coalitions d'ouvriers, véritable armée d'attente, dont les premiers mouvements jetèrent un juste effroi dans quelques centres populeux. A Anzin, les mineurs ; à Lyon, les charrons ; à Caen, les menuisiers ; au Mans, les tailleurs ; à Limoges, les porcelainiers ; à Macon, les cordonniers ; à Paris, les bijoutiers, les garçons boulangers et tailleurs, demandaient à grands cris, soit certains privilèges de corporation, soit la délimitation du travail, soit une échelle invariable de salaire. C'était la lutte éternelle du prolétariat et de la ploutocratie ; c'était la force du nombre et des bras contre la force de l'intelligence : symptômes de besoins nouveaux qui cherchaient une issue ; révolte sociale qu'il fallait éclairer, contenir, diriger ; et aux désordres de laquelle, dans une imprévoyance coupable, on ne savait rien opposer que des mesures répressives. Du sein de cette insurrection permanente de la misère et du travail, s'élevait la *Société des Droits de l'Homme*, confédération puissante, qui avait à sa tête un comité central, où siégeaient Voyer d'Argenson, Guinard, Berrier-Fontaine, Lebon, Vignerte, Godefroy Cavaignac, Kersausie, Audry de Puyraveau, etc., tous hommes d'action, occupés sans cesse à recruter, par des affiliations occultes, les soldats de l'émeute, et à les discipliner en les exaltant. Cette Société, qui avait pour but le triomphe des principes contenus dans la *Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen* de 1793, avait été récemment, par un arrêt de la Cour d'assises de la Seine (12 avril), frappée de dissolution ; mais elle n'en demeurait que plus unie et plus vivace. Deux partis la divisaient naguères : l'un violent, téméraire, audacieux ; l'autre, prudent et réservé, qui voulait discuter et non combattre : sous la verge du ministère public, on s'était entendu et réconcilié ; un manifeste solennel, adressé aux journaux patriotiques, aux associations, aux réfugiés, établissait en substance ces principes primordiaux : « Pouvoir central, électif, temporaire, responsable, agissant avec unité ; souveraineté du peuple, mise en action au moyen du suffrage universel ; liberté des communes, sans autre restriction qu'un droit de surveillance ; système d'éducation publique, généralisé et gratuit ; réorganisation du crédit public ; application du jury à la plupart des procès ; émancipation de la classe ouvrière ; fédération européenne fondée sur la souveraineté du peuple, sur la liberté absolue du commerce, sur une entière égalité de rapports. » A l'apparition d'un tel programme, la France s'émut : deux courants opposés, pareils aux deux courants électriques, ébranlèrent simultanément le corps social. De tous les points du royaume arrivèrent des adresses d'adhésion à la *Société*

des *Droits de l'Homme*, tandis que, d'autre part, obéissant à une sorte de mot d'ordre, les agents, les auxiliaires, les amis du pouvoir déversaient à pleines mains le mépris et l'outrage sur des républicains, exaltés peut-être, mais généralement honnêtes et de bonne foi. Les mots : *partage, égalité absolue, loi agraire*, retentirent dans ces accusations perfides, qui effrayaient la bourgeoisie. Dans un discours prononcé à l'audience de rentrée de la Cour de cassation, Dupin aîné dénonça la République comme se proposant « de mettre chaque propriétaire à la portion congrue ; » et, peu de temps après, vingt-sept membres de la *Société des Droits de l'Homme*, parmi lesquels se trouvaient quatre élèves de l'École Polytechnique, comparurent devant la Cour d'assises, sous la prévention d'un complot ayant pour but de détruire ou changer le gouvernement, de provoquer les citoyens à s'armer contre l'autorité royale, enfin d'exciter à la guerre civile. Commencé le 11 décembre, terminé le 23 par un verdict de non-culpabilité en faveur de tous les accusés, ce procès excita le plus vif intérêt. Pendant toute la durée des débats, l'exaltation des prévenus, des défenseurs, des témoins, fut poussée jusqu'à l'audace. Jamais atteintes plus graves n'avaient été portées à la dignité de la magistrature ; jamais autorité judiciaire n'avait été bravée plus ouvertement. Un des prévenus, Vignerte, osa dire à l'avocat-général Delapalme : *Tu en as menti, misérable !* Outragés dans leur personne et dans leur caractère, les magistrats avaient dû sévir contre plusieurs témoins, même contre les avocats Dupont, Pinard, Michel de Bourges, dont la violence dépassa toutes les bornes. Ces déplorables scènes n'étaient malheureusement que l'indice d'une fermentation presque générale, d'un conflit imminent, d'une menace à l'ordre de choses établi. La situation des affaires extérieures, surtout en ce qui concernait l'Orient et l'Espagne, inspirait aussi de graves inquiétudes. On avait abaissé le sultan Mahmoud sans contenter le pacha d'Égypte Méhémet-Ali ; on avait creusé un abîme entre Alexandrie, Constantinople et la France. Le ministère, malgré des réclamations unanimes, venait encore de s'humilier devant l'Angleterre, en donnant une nouvelle sanction au *droit de visite*, si injurieux pour la France ; il s'était borné aussi à des vœux inactifs en faveur de don Pedro, armant une flotte pour reconquérir la couronne de dona Maria, sa fille, tandis que le capitaine Napier et le duc de Palmella faisaient réussir cette expédition contre l'usurpateur don Miguel ; enfin il s'éloignait de la grande politique de Louis XIV à l'égard de la monarchie espagnole, et cinquante mille hommes, échelonnés le long des Pyrénées, appuyaient, l'arme au bras, la ruine de la loi salique en Espagne. Au milieu de ces lâchetés, que la crainte de la guerre conseillait au chef de l'État, l'existence de son ministère semblait compromise ; le trône lui-même était ébranlé. On se demandait quelle serait, avec la législation existante, l'attitude des pouvoirs vis-à-vis des associations et de la presse hostiles ? La convocation des Chambres, fixée au 23 décembre, s'opéra donc sous l'empire de préoccupations profondes : « Une vigilance assidue est encore nécessaire, disait le discours de la couronne ; des

passions insensés, de coupables manœuvres, s'efforcent d'ébranler l'ordre social. Nous leur opposerons votre loyal concours, la fermeté des magistrats, l'activité de l'administration, le courage et le patriotisme de la garde nationale et de l'armée, la sagesse de la nation, éclairée sur le danger des illusions que voudraient propager encore ceux qui attaquent la liberté en prétendant la défendre, et nous assurerons le triomphe de l'ordre constitutionnel et nos progrès dans la civilisation. » Dupin aîné fut maintenu à la présidence par deux cent vingt voix sur deux cent quatre-vingt-dix-neuf votants ; et le ballottage qui s'établit entre Persil et Béranger au profit de ce dernier, nommé vice-président à la majorité de cent soixante-cinq voix contre quatre-vingt-dix-huit, laissa pressentir le rôle de modération impartiale, de fermeté contenue, dans lequel la Chambre prétendait rester. A propos de la discussion de l'Adresse, Béranger, qui personnifiait la politique conciliante, eut devoir relever diverses allégations émises par le procureur-général Persil dans un discours de rentrée, qui venait de produire quelque sensation : au lieu de blâmer, comme l'avait fait ce magistrat, l'extrême indulgence du jury, il reprocha au ministère public de compromettre souvent le gouvernement lui-même, en opérant des poursuites sans discernement comme sans maturité. Persil, dans sa réponse, protesta de son profond respect pour le jury ; mais il tâcha d'établir une distinction entre la presse anti-ministérielle et la presse anti-dynastique, en réservant à celle-ci seulement les foudres de ses réquisitoires. Mauguin et Odilon Barrot généralisèrent la question ; ils attaquèrent si rudement le système ministériel, que Guizot et Thiers eurent fort à faire pour le défendre. Deux députés de l'extrême gauche, Voyer d'Argenson et Audry de Puyraveau, sommés par le général Bugeaud d'avoir à se disculper d'être signataires d'un manifeste de la *Société des Droits de l'Homme*, soutinrent hautement le principe de l'égalité des conditions sociales et celui de la souveraineté du peuple proclamée en 1830 ; de Ludre leur vint en aide et parla dans le même sens. « Ne faussez pas la morale publique par des subtilités, s'écria le garde des sceaux ; faites une déclaration positive, qui ne donne pas lieu à interprétation : la Chambre l'entendra, et on verra si le député existe encore. » Dans un discours des plus subtils, Berryer établit que la France, monarchique par ses mœurs, était républicaine par ses institutions, et que le pouvoir se voyait impuissant à sauvegarder la fiction de sa monarchie *quasi-légitime* contre les réalités de la république. Une réplique éloquente de Guizot, dans laquelle le système du *juste-milieu* était représenté comme suffisant à tous les besoins et compatible avec toutes les exigences, ferma la discussion générale de l'Adresse, aux bruyantes acclamations des centres. La Pologne et l'empereur de Russie, l'Orient et Méhémet-Ali, le Portugal et dona Maria, l'Espagne et Isabelle II, appelèrent successivement à la tribune Bignon, Lamartine, Mauguin, Odilon Barrot : le ministre des affaires étrangères supporta seul le choc de cette polémique qui embrassait la diplomatie entière. Enfin, au moment de clore les débats, Dupin aîné quitta son

fauteuil de président pour monter à la tribune, et il leur rendit toute leur vivacité en repoussant, comme avocat ordinaire du roi, les maximes émises par quelques membres de l'opposition : « *Les prétentions légitimes des partis, c'est, dit-il, une lutte collective pour détruire ce qui est, sans avenir pour le pays, ou, pour mieux dire, avec l'avenir le plus affreux... La France ne veut pas de la légitimité de la branche aînée; elle ne veut pas non plus de la république... On a fait Louis-Philippe roi, non parce qu'il était Bourbon, mais quoique Bourbon, séparé de ses parents par tout ce que la Révolution avait d'antipathique avec la Restauration...* » Tel fut le texte que développa Dupin, au milieu des applaudissements et des murmures. Jamais discussion d'Adresse n'avait été aussi instructive. Chaque parti s'était dessiné, et les champions semblaient avoir voulu d'avance essayer leurs armes et se compter. Après l'Adresse, l'organisation municipale du département de la Seine, complètement des lois d'organisation générale votées dans la session précédente, devint l'objet d'une étude très-sérieuse et très-approfondie dans les deux Chambres. Celle des députés fut troublée par un douloureux épisode. L'incorporation de deux lieutenants de frégate dans l'armée de terre, mesure contre laquelle protestaient les officiers d'artillerie, avait amené une discussion des plus violentes; l'obéissance passive fut appréciée contradictoirement au point de vue militaire et au point de vue des libertés individuelles : « Un militaire doit commencer par obéir, affirmait le maréchal Soult. — Quand on est dans son droit, on renonce à l'obéissance, avait répliqué Larabit. — On obéit d'abord! s'était écrié Bugeaud. — Faut-il obéir jusqu'à se faire geôlier, jusqu'à l'ignominie? demanda Dulong, au milieu du plus violent tumulte. » Allusion flétrissante au rôle que le général Bugeaud avait consenti à remplir pendant la captivité de la duchesse de Berry à Blaye. Cette allusion, relevée et commentée par les journaux, causa un duel entre Bugeaud et Dulong, qui reçut une balle dans la tête (29 janvier 1834). Le soir, on dansait aux Tuileries; la nuit, Dulong expirait. Les opinions diamétralement opposées des deux adversaires, diverses circonstances qui accompagnèrent le combat, les motifs qui le rendaient inévitable, la phrase injurieuse qui l'avait provoquée, tous ces motifs réunis, en donnant à cette affaire le déplorable caractère d'un duel politique, produisirent une profonde sensation. L'autorité, qui se rappelait les funérailles du général Lamarque, dut craindre que le convoi de Dulong ne devînt aussi le prétexte d'une collision sanglante; mais il n'y eut que des larmes pour la victime, des malédictions contre le meurtrier : « On nous l'a tué par ordre ! » disaient les amis de Dulong. Abîmé dans sa douleur paternelle, Dupont de l'Eure cessa de prendre part aux travaux législatifs, pour n'avoir pas sous les yeux la place vide de son fils adoptif. Encore préoccupé de ce fatal événement, la Chambre vit, avec inquiétude, se reproduire une question personnelle, quand le garde des sceaux lui demanda l'autorisation de poursuivre Cabet comme rédacteur du journal le *Populaire*, qui était incriminé; aussi, le débat, qui dans toute autre circonstance eût pris sans doute

de grandes proportions, se borna-t-il à l'échange de quelques mots acerbes entre le ministre et l'inculpé. Une loi sur les crieurs publics, présentée le même jour, témoigna que le ministère n'était pas disposé à rétrograder dans la voie de la répression : l'opposition combattit cette loi comme attentatoire aux libertés inscrites dans la Charte, et principalement à la liberté de la presse; mais les ministres s'efforcèrent de prouver qu'ils n'en voulaient qu'à la *mauvaise* presse, à la presse des rues, messagère de scandale et provocatrice de *saletés inouïes*. On vota donc la loi sur les crieurs publics. Son application immédiate ne coïncidait que trop avec une vague anxiété, entretenue dans les esprits, par l'agitation qui se manifestait sur plusieurs points de la France. Des rassemblements tumultueux, des scènes de désordre troublèrent la capitale. Le dimanche 23 février, des grilles du palais de la Bourse, s'élançant tout à coup, armés de gourdins et portant la blouse de l'ouvrier, des agents de police, qui maltraient sans pitié la foule inoffensive des curieux. Paris s'indigna de ces provocations et de ces violences. Le lendemain, à la chambre des députés, le ministère eut à subir de vives interpellations, auxquelles il ne put guère opposer que des paroles vides et insignifiantes. Il était dans son tort, mais l'exagération même de ses accusateurs passionnés le tira de ce pas difficile, et le 25 février il se crut assez fort pour apporter un nouveau projet de loi contre les associations. La plupart des orateurs de la gauche firent assaut de colère, de dédain, d'énergie, mais non de raison; de Ludre, après avoir montré l'association comme un droit inhérent au progrès constitutionnel, formula avec audace cette pensée de guerre civile : « Les associations pourraient, attendu le nombre et le courage de leurs membres, *livrer peut-être une bataille*, mais elles ne feraient jamais d'émeutes. » Béranger, Odilon Barrot, Bignon, moins radicaux que de Ludre, auraient souhaité qu'on reconnût en principe le droit d'association, mais qu'on en réglât l'exercice. Dans un discours rempli d'à-propos, de tact et de finesse, Thiers montra le danger de laisser la révolte se régulariser par l'association, et présenta la loi comme une mesure de salut public. Guizot, magnifiquement inspiré, s'imposa la tâche ardue et délicate de démontrer que, depuis 1830, l'impartialité, l'équité, la modération, la prudence, faisaient le fonds du système politique du gouvernement; il termina par une éloquente péroraison, paraphrase de ces paroles de Bossuet : *l'Homme s'agite, mais Dieu le mène*. Il eut un succès d'enthousiasme. Berryer, malgré les formes séduisantes de son argumentation, put à peine, après lui, captiver son auditoire. L'assemblée recueillit néanmoins avec une inexprimable émotion ces paroles qu'il envoyait dédaigneusement à leur adresse : « Il est quelque chose de plus hideux que le cynisme révolutionnaire, c'est le cynisme des apostasies ! » Personne ne répondit au banc des ministres, mais deux cent quarante-six boules sur quatre cents consacrèrent la loi qu'ils réclamaient comme une arme nécessaire; et lorsque cette loi fut soumise à la sanction de la chambre des pairs, vingt-deux votes seulement osèrent protester contre elle.

Le cabinet avait la majorité dans les Chambres, et pourtant une crise ministérielle paraissait imminente. Malgré les succès récents de leur politique, jamais les ministres n'avaient été moins d'accord entre eux. Louis-Philippe attisait en secret ce foyer d'antipathies individuelles. Il n'aimait pas d'ailleurs le duc de Broglie, dont la raideur, la haute probité, l'esprit d'indépendance, contrariaient souvent ses vues. Quand de Broglie, Thiers et Guizot étaient en bonne intelligence, la domination du conseil lui échappait ; il les avait donc si bien divisés entre eux, que chacun demandait à se retirer. Le choix de la victime fut bientôt arrêté. Dans l'affaire de l'indemnité de vingt-cinq millions réclamée par l'Amérique, de Broglie en avait fait, sinon une question de cabinet, du moins une question personnelle de portefeuille ; or, bien que le roi tint beaucoup à l'acceptation de ce traité, il tenait davantage à se débarrasser de son ministre des affaires étrangères. Les députés familiers du Château, dociles au mot d'ordre, votèrent contre le projet, qui échoua, et le même jour, de Broglie donna sa démission. Aussitôt l'amiral de Rigny, ministre de la marine, passa aux affaires étrangères, et Humann fut appelé à la marine : Soult restait président du conseil. Le ministère, modifié de la sorte, ne semblait pas toutefois définitivement constitué. D'Argout, homme de chiffres surtout, n'avait pas réussi au département de l'intérieur ; Bertin de Vaux, d'ailleurs, si puissant au Château par l'influence de son *Journal des Débats*, voulait que d'Argout fût remplacé par Thiers ; et, en même temps, Barthe, le garde des sceaux, travaillait à l'éloignement de son collègue d'Argout. Mais, d'un autre côté, Thiers et Guizot avaient décidé qu'ils sacrifieraient Barthe. Celui-ci se trouva donc tout à coup remplacé par Persil, qui accepta les sceaux, au refus de Dupin aîné, tandis que Thiers s'élevait du département du commerce à celui de l'intérieur : double intrigue, où la politique, ou plutôt la malice personnelle du roi se jouait sans pudeur des convenances les plus respectables, des droits les plus légitimes, et compromettait la majorité ministérielle dans les Chambres. Au reste, les ministres démissionnaires furent récompensés de manière à prouver que leur retraite n'entraînait pas leur disgrâce : le duc de Broglie eut encore le crédit de faire nommer au département du commerce Duchâtel, qui s'était distingué par une habile défense du malheureux traité des vingt-cinq millions ; Sébastiani, ministre sans portefeuille, qui avait partagé la défaite du duc de Broglie devant la Chambre, s'attribua lui-même l'ambassade de Constantinople ; d'Argout succéda, comme directeur de la Banque de France, au duc de Gaëte, et Barthe, comme président de la cour des comptes, au vénérable Barbé-Marbois, à qui l'on reprochait d'être trop clairvoyant et trop rigide dans ses appréciations financières. Pendant cette intrigue de cabinet, la Chambre procédait mûrement à l'examen et à la discussion d'un budget des dépenses, montant à un milliard trente millions quatre-vingt-dix mille cinq cent quarante-sept francs, sans préjudice des dépenses extraordinaires, que l'on avait pris l'habitude de déguiser sous le voile ingénieux de crédits supplémentaires. Le budget des recettes n'atteignant que

neuf cent quatre-vingt-seize millions cinq cent cinquante-sept mille quatre cent quinze francs, il y avait insuffisance, et le ministère, en prévision des besoins éventuels, portait approximativement à soixante-dix millions un déficit qu'il ne pouvait couvrir que par le crédit ou une augmentation des impôts. La Chambre, au contraire, entendait ramener le budget de 1835 au chiffre arrêté pour 1834, et, dans son vif désir d'opérer des économies, elle n'avait cette fois composé la commission du budget que d'hommes spéciaux, choisis sur tous les bancs, quelles que fussent d'ailleurs leurs opinions politiques. Cependant, on n'allégea que de trente-huit millions le budget des dépenses ordinaires, qui resta fixé à un milliard neuf millions huit mille cinq cent trente-un francs; c'est-à-dire qu'il était encore d'environ vingt-quatre millions supérieur au budget de l'année précédente, et l'on devait prévoir qu'il ne s'arrêterait pas là.

L'heure de l'insurrection allait sonner; mais elle variait, pour ainsi dire, selon les cadran^s, et ce désaccord dans le choix du moment compromettait le succès de l'entreprise. A Paris, le comité directeur se réunissait tantôt chez La Fayette, tantôt chez Voyer d'Argenson où trônait encore le vieux Buonarroti, ami et disciple de Babeuf. La *Société des Droits de l'Homme* tenait en haleine ses cent soixante-trois sections qui, dans la capitale, n'attendaient qu'un mot d'ordre pour se précipiter en armes aux barricades; l'*Association pour la défense de la liberté de la Presse*, présidée nominale^{ment} par La Fayette, mais dirigée réellement par Étienne Arago et Marchais, agissait de son côté avec le même ensemble; on s'entendait avec les garnisons de Versailles et de Vincennes, avec les comités de Perpignan, d'Arbois, de Dijon, de Clermont-Ferrand, de Châlons-sur-Saône, de Saint-Étienne, de Besançon, de Grenoble, d'Épinal, de Metz et de Strasbourg. A Lunéville, Thomas, maréchal-des-logis-chef au 9^e régiment de cuirassiers, avait conçu l'audacieux projet d'enlever quatre régiments de cuirassiers et de marcher avec eux sur Paris qui les recevrait au cri de *Vive la République*. A Lyon, le danger était plus grand encore, la *Société du Progrès*, dirigée par Lagrange, et le *Comité invisible*, organisé depuis l'année précédente sous l'inspiration de Godefroy Cavaignac, comme succursale de la *Société des Droits de l'Homme*, avaient formé un immense réseau de conspirations républicaines, qui enveloppait plusieurs départements voisins; tandis que les *Mutuellistes*, qui n'étaient dans l'origine qu'une association industrielle des ouvriers en soie, nommés *canuts*, prenaient une attitude plus hostile au gouvernement, à mesure que la misère des travailleurs accusait davantage son égoïsme et son imprévoyance. Certains fabricants de soieries ayant diminué le prix de la main-d'œuvre, les *Mutuellistes*, au mois de février, avaient décrété la suspension immédiate des vingt mille métiers qui composaient alors la fabrique lyonnaise. Les fabricants ne cédèrent pas; les ouvriers furent obligés de se soumettre au tarif réduit; et les tribunaux poursuivirent les principaux meneurs. L'alarme n'en était que plus vive dans cette ville riche et commerçante, surtout depuis la tentative d'in-

vasion, faite en Savoie par les réfugiés italiens, et conduite par l'idéologue Mazzini et le général Ramorino; tentative révolutionnaire qui semblait coïncider avec les mouvements insurrectionnels du Midi, avec les protestations des *Mutuellistes* au sujet de la loi contre les associations, et avec d'autres nombreux symptômes de désordre social. On sentait qu'une étincelle allumerait l'incendie. Aussi, à l'approche du grand procès intenté aux chefs de la coalition de février, l'autorité redoubla-t-elle de précautions et d'énergie. Mais, républicains et mutuellistes s'étaient entendus et préparés à la bataille, de sorte que le 9 avril, jour fixé pour l'ouverture des débats, le complot éclata par un soulèvement général. Des proclamations, annonçant la déchéance de Louis-Philippe et la nomination de Lucien Bonaparte comme premier consul, étaient affichées ou répandues de tous côtés; ici, flottaient des drapeaux rouges et noirs; là, des bannières avec la sinistre devise de 1831 : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant*; au son du tocsin retentissant dans les églises, le peuple égaré combattait et mourait avec la conscience d'un devoir, avec le courage d'un dévouement, avec la résolution du désespoir. De son côté, le général Aymard procédait de la manière la plus implacable et la plus décisive au rétablissement de l'ordre : la mitraille balayait les places, les rues, les passages; les boulets labouraient les maisons occupées par les insurgés; les obus y mettaient le feu; la mine en renversait les murailles. La lutte se prolongea ainsi pendant cinq jours consécutifs. Le premier jour, l'insurrection n'était pas encore sortie des faubourgs; le lendemain, elle envahit des quartiers qui, demeurés calmes ou neutres la veille, se révoltèrent ouvertement. Dans cette seconde journée, plus sanglante que la précédente, la victoire parut incertaine, et les ouvriers crurent l'avoir remportée; mais le troisième jour, les munitions commencèrent à leur manquer; et comme ils se trouvaient cernés sans pouvoir recruter des renforts, ils ne purent faire de nouveaux progrès ni s'emparer de l'hôtel-de-ville. Cependant, il fallut encore quarante-huit heures de combat acharné, avant que le général Aymard fût complètement maître de la ville et des faubourgs. Marseille, Perpignan, Vienne, Auxerre, Châlons, Poitiers, Grenoble, Arbois, Saint-Étienne s'agitaient simultanément : c'était le contre-coup de la grande bataille de Lyon; c'était l'essai avorté d'une vaste trame républicaine, et peu s'en fallut qu'à Saint-Étienne, parmi sa population d'ouvriers, l'émeute ne prit les proportions formidables qu'elle avait à Lyon. Paris reçut avec stupor la nouvelle d'une si terrible insurrection. Les bons citoyens en gémirent; mais l'opposition exaltée y puisa des motifs d'espérance pour les réformes libérales qu'elle réclamait, tandis que les républicains, se regardant comme solidaires de leurs frères de Lyon, s'apprêtèrent à les imiter. Aussitôt la *Société des Droits de l'Homme* rédige une proclamation au peuple et un appel aux armes, que doit publier le journal la *Tribune*; mais Thiers, plus prompt que l'émeute, supprime ce journal avant qu'il ait fait paraître cette proclamation, retire le brevet de son imprimeur, lance contre son rédacteur en chef Marrast un mandat d'arrêt, traque et disperse les membres

du comité directeur de la *Société des Droits de l'Homme*, et concentre des forces imposantes pour la défense de la capitale. Le 12 avril, vers le soir, des rassemblements tumultueux se forment néanmoins dans les rues Saint-Martin et Jean-Jacques-Rousseau; vingt-quatre heures après, des groupes plus menaçants, presque tous armés, stationnent à la porte Saint-Denis, aux Halles, à la Bastille, dans le quartier Saint-Jacques; on dépave plusieurs rues; des voitures sont renversées; des barricades s'élèvent, et les *sectionnaires* des sociétés secrètes, embusqués dans les maisons, échangent des coups de fusil avec la garde nationale et la troupe de ligne. Le lendemain, à la pointe du jour, l'émeute s'était logée autour de l'église Saint-Méry, devenue une seconde fois le quartier-général de l'insurrection; la troupe emporta, presque sans coup férir, les dernières positions des insurgés qui jetaient leurs armes en s'enfuyant; et, vers dix heures du matin, le combat avait cessé partout. Dans ces déplorables scènes de guerre civile, il y eut beaucoup de victimes; le fils du conventionnel Ballot, capitaine d'état-major de la garde nationale, fut tué d'un coup de feu dans une espèce de guet-apens, sur la place Saint-Michel; le colonel de la 4^e légion, Chapuis, fut gravement blessé. Quant au *massacre* de la rue Trannonain, dans lequel des femmes, des enfants, des vieillards inoffensifs, furent éventrés à coups de baïonnettes, sous les yeux du général Bugeaud, la troupe de ligne qui commit ces atrocités, provoquée, exaspérée par de lâches assassinats, avait obéi à un entraînement de représailles plutôt qu'à un ordre émané de ses officiers. Le 14 avril, avant que l'agitation de la rue fût calmée, un des ministres, Guizot, paraissait à la tribune pour annoncer la fin de l'insurrection lyonnaise, et pour flétrir les attentats dont Paris venait d'être le sanglant théâtre: il déclara que le gouvernement délibérait sur les moyens efficaces d'empêcher à l'avenir le renouvellement de semblables catastrophes, et que la maturité de ses résolutions n'affaiblirait en rien leur énergie. La Chambre décida spontanément qu'elle se rendrait en corps aux Tuileries, afin d'exprimer au roi les sentiments dont elle était animée; elle inséra, en outre, dans son procès-verbal, des remerciements à la garde nationale et à l'armée. Le lendemain, Persil présentait contre les détenteurs d'armes de guerre une loi d'urgence, la première des mesures de rigueur que le ministère avait annoncées la veille. Le même jour, la cour royale de Paris évoquait devant elle l'affaire des derniers troubles; mais une ordonnance du roi, transformant la cour des pairs en cour de justice, lui déféra la connaissance du vaste complot qui avait failli changer la forme du gouvernement. Dans une revue solennelle des gardes nationales de la Seine et des troupes de la garnison, la population sembla protester par ses cris de *Vive le roi!* contre les criminelles entreprises des conspirateurs, tandis que de toutes parts, des souscriptions s'ouvraient au profit des victimes de la guerre civile. La Chambre s'associait à ces souscriptions, en votant un crédit extraordinaire de quatre cent mille francs, destinés au même usage. L'armée venait de rétablir l'ordre profondément ébranlé: au nom de l'ordre, le minis-

tère proposa d'augmenter l'armée; trois cent-soixante mille hommes et soixante-cinq mille chevaux étaient indispensables, selon lui, au maintien de la sécurité publique. Un débat fort animé s'engage, à ce sujet, dans la chambre des députés : « L'ordre, disait Garnier-Pagès, est la conséquence du bien-être moral et matériel; et vous n'aurez d'ordre réel bien établi, à l'abri de toute atteinte, que lorsque les populations seront heureuses. » Duchâtel répondit que la force des baïonnettes pouvait seule, en ce moment, comprimer la révolte et la décourager dans ses coupables espérances. La Chambre ne refusa pas au ministère l'appui des baïonnettes, et elle accorda quatorze millions de plus à l'accroissement de l'armée. Malgré des poursuites très-actives et des recherches minutieuses contre les auteurs de l'insurrection du 13 avril, le pouvoir se renferma toutefois dans les bornes que lui prescrivait une prudente politique : il évita de mettre en cause certains hommes influents, qui auraient, par leurs noms seuls, relevé dans l'opinion le but et le caractère d'une tentative qu'on avait intérêt à discréditer dans son principe et dans son but; il ménagea ainsi Audry de Puyraveau, Voyer d'Argenson, Marehais, Etienne Arago et quelques autres chefs du complot, parce que derrière eux se dressaient des familles puissantes, et qu'il eût fallu d'ailleurs conduire avec eux au bane des accusés leur complice, le général La Fayette, dont approchait l'heure suprême, remplie d'amertume, d'angoisses et de regrets. Il mourut le 20 mai; ce fut, pour le parti républicain, une perte bien plus sérieuse que celle de la bataille d'avril; car le nom de La Fayette était un drapeau que le peuple suivait toujours. Louis-Philippe, que cette mort servait si bien, se sentit raffermi sur son trône, en voyant s'éteindre la torche de la République. Les funérailles du héros des Deux Mondes, du vétéran de la liberté, imposantes par le déploiement protecteur des forces militaires, furent surtout magnifiques par le deuil des cœurs et des visages. Il s'y mêla bien quelque anxiété; mais les masses étaient trop fatiguées d'agitation pour se remuer encore; et les meneurs, découragés par leur récente défaite, tombaient dans l'abattement ou l'indifférence. A la suite de discussions irritantes sur la prohibition des armes de guerre, et sur la demande de divers crédits supplémentaires, la clôture des Chambres eut lieu sans bruit, le 24 mai. Deux mois devaient s'écouler jusqu'à leur nouvelle convocation. Ils furent remplis par les réélections des officiers de la garde nationale, et par les nouvelles élections des députés. La majorité des citoyens se trouva de la sorte invitée à se prononcer implicitement sur la marche du gouvernement. Ils le firent avec ordre, avec calme : on vit alors le parti légitimiste se relever de son abattement pour rentrer dans la lice, et s'allier même, en différentes localités, aux fractions les plus avancées de l'opposition. Beaucoup d'hommes nouveaux apparurent. On jugea d'abord que le gouvernement y gagnait des partisans, mais on ne pouvait encore apprécier dans quelles proportions ses recrues législatives venaient le fortifier. Déjà la convocation des Chambres était fixée au 31 juillet; déjà le pouvoir disposait les batteries de la prochaine campagne parlementaire, lorsqu'on apprit, non

sans un vif étonnement, la démission du maréchal Soult, et son remplacement par le maréchal Gérard. En apparence, il n'y avait là qu'un changement de ministre, semblable à celui qui avait fait remplacer Humann par l'amiral Jacob. Le fond du système n'en demeurait pas moins invariable. Sur trois cent vingt-un votants, Dupin aîné fut élevé à la présidence par deux cent quarante-sept suffrages. Le discours qu'il prononça en montant au fauteuil, et les expressions vagues, ambiguës de l'Adresse, semblaient conténir des germes d'opposition contre le ministère, qui ne parut pas s'en préoccuper. D'ailleurs, une ordonnance royale (16 août) prorogeant la session au 29 décembre suivant, lui permettait de reconstituer et de consolider la majorité dont il avait besoin. Un voyage, un séjour que la famille royale fit à Fontainebleau, avec une pompe qui rappelait celle de la cour impériale, remplit presque le mois de septembre du bruit et de l'éclat des fêtes splendides, auxquelles le corps diplomatique fut convié. Elles retentissaient encore, quand survint, sans qu'aucun événement extérieur pût la motiver, une des crises ministérielles les plus longues et les plus difficiles à dénouer. L'honorable persistance avec laquelle le maréchal Gérard soutenait dans le conseil l'opportunité d'une amnistie, détermina sa retraite, le 29 octobre. L'amiral de Rigny fut chargé provisoirement du ministère de la guerre. Le cabinet s'agita en vain pour se compléter. Le 4 novembre, Humann, Guizot, Thiers, de Rigny et Duchâtel, voyant l'impossibilité d'arriver à une solution durable, donnèrent collectivement leur démission. Persil et l'amiral Jacob restèrent seuls cramponnés à leurs portefeuilles. Louis-Philippe voulait que le comte Molé s'entendît avec les ministres démissionnaires; mais cette combinaison fut impossible, et le 8 novembre, on eut la pensée de ramener le maréchal Gérard par quelques concessions d'amnistie, en lui associant le duc de Broglie pour les affaires étrangères, le comte de Rigny pour la marine, et en rendant aux autres ministres leurs portefeuilles, mais le duc de Broglie et le maréchal Gérard exigeaient que le roi régnât sans gouverner, et Louis-Philippe persistait à ne rien changer à ses habitudes de gouvernement. Le 10 novembre, le *Moniteur* annonça que le roi avait accepté définitivement les démissions de Rigny, Thiers, Guizot, Humann et Duchâtel; il publiait ensuite une série d'ordonnances, par lesquelles Bresson, ambassadeur à Berlin, était nommé ministre des affaires étrangères; le général Bernard, ministre de la guerre; Charles Dupin, ministre de la marine; Teste, ministre du commerce; Passy, ministre des finances; et le duc de Bassano, ministre de l'intérieur, président du conseil. Un seul des anciens ministres, Persil, conservait son portefeuille; Teste devait être chargé de l'intérim du ministère de l'instruction publique; et les Chambres étaient convoquées pour le 4^{er} décembre, comme si les nouveaux ministres éprouvassent le désir de se mettre promptement en rapport avec elles. Ils redoutaient beaucoup, néanmoins, de se trouver en présence des Chambres; car leur politique dépourvue d'homogénéité, leur manquo d'appuis solides, même au Château, l'impossibilité d'arriver à l'adoption d'un plan de

système uniforme et précis, ressortaient avec évidence des éléments disparates, qu'une feinte du gouvernement personnel avait rapprochés pour un moment. Aussi, ces éléments insociables ne tardèrent-ils point à se séparer d'eux-mêmes. Le 13 novembre, le ministère de fusion s'était retiré, à l'exception de Charles Dupin, et le 19, l'ancien ministère, Rigny, Thiers, Guizot, Duchâtel, Humann, Persil, rentrait triomphalement aux affaires, ayant à sa tête le maréchal Mortier comme président du conseil. Le 22, l'amiral Duperré remplaçait Charles Dupin à la marine, et achevait de cimenter l'union du cabinet. L'anarchie qui venait de se manifester dans les hautes régions du pouvoir, compromettait le tiers-parti, dont les prétentions avaient paru menaçantes au mois d'août, pendant la discussion de l'Adresse. En appelant ce parti à la direction des affaires, sous le nom du duc de Bassano, peut-être l'intrigue n'eut-elle d'autre but que de lui démontrer sa faiblesse et son impuissance, avant de le vaincre ensuite dans l'arène parlementaire qui allait s'ouvrir. Dès l'ouverture de la session, le ministère déclara ne vouloir pas débiter une seule page, ni effacer une seule ligne de l'histoire de la monarchie de 1830 ; il acceptait la responsabilité de tout ce qui s'était fait, et il offrait d'exposer le système qu'il prétendait faire prévaloir, en restant chargé du pesant fardeau des affaires publiques. C'était la glorification du gouvernement personnel du roi. Soit qu'on ne voulût pas relever, pour ainsi dire, le gant jeté par le cabinet à ses adversaires, soit qu'on ne fût point préparé à le faire, l'incident n'eut pas de suite ; et, quelques jours après, Thiers, partant de ce principe « que toutes les révolutions n'ont péri que pour avoir été dépassées », déclara qu'il formait avec ses collègues un *ministère de résistance*. « Résistance d'abord à la Restauration, ajouta le garde des sceaux ; un mur d'airain entre elle et nous ; résistance à l'exagération des principes démocratiques, l'expérience ayant prouvé qu'elle perd les états. » Après une discussion des plus curieuses, dans laquelle Dupin aîné, personnellement blessé de la dénomination de *tiers-parti* donnée à certaine fraction de la Chambre qu'il représentait spécialement, avait exposé ses idées politiques et justifié son refus d'accepter la présidence du conseil ; cent quatre-vingt-quatre votants, sur trois cent un, adoptèrent cet ordre du jour motivé : « La Chambre, satisfaite des explications entendues sur la politique suivie par le gouvernement, et n'y trouvant rien que de conforme aux principes exposés dans son Adresse, passe à l'ordre du jour. » C'était, pour les ministres, une éclatante victoire. Elle n'avait cependant pas encore la valeur d'une solution définitive. Avant de s'attacher intimement au système gouvernemental, la majorité semblait attendre que tous les ressorts du pouvoir reçussent une tension extrême, compatible peut-être avec l'ordre légal, mais incompatible avec les principes de liberté proclamés en juillet 1830.

Après sept mois de travaux préparatoires, l'immense procédure d'avril arrivait à son terme. La chambre des pairs avait entendu le volumineux rapport de la commission d'instruction, ainsi que le réquisitoire du procureur-

général, et les journaux de l'opposition attaquaient tous les jours avec la plus grande virulence la juridiction exceptionnelle de la haute-cour. Les tribunaux ordinaires ne chômaient pas cependant ; les procès de presse se succédaient, de même que les condamnations : des journalistes, des libraires, Cabet, Bastide, Pagnerre, etc., avaient été frappés par le verdict d'un jury docile ou aveugle ; quatre journaux importants, la *Gazette de France*, la *Tribune*, la *Quotidienne*, le *National*, succombaient au poids des amendes et voyaient leurs gérants réunis sous les verrous de Sainte-Pélagie. Ces rigueurs du jury, ce zèle immodéré du parquet, cette coalition du pouvoir contre les journaux, ne faisaient qu'accroître l'influence de la presse, en augmentant son audace et son énergie. Armand Carrel lui donnait l'exemple de la résistance. On eût dit qu'à force de hardiesses téméraires et de protestations menaçantes, le rédacteur en chef du *National* voulait se laver du reproche d'avoir refusé un rôle direct et actif dans les dernières insurrections qu'il désapprouvait : le gouvernement, si résolu contre les collaborateurs de Carrel, hésitait, reculait presque vis-à-vis de Carrel lui-même, et rendait hommage, en quelque sorte, à la grandeur de son talent, à la noblesse de son caractère. Dans un tel conflit, la chambre des pairs, dont la compétence était tous les jours mise en cause et flagellée, crut devoir user enfin du droit que la Charte lui donnait de venger elle-même ses offenses. Un de ses membres, le comte Philippe de Ségur, jugeant que la mesure des diffamations était comble et que la Chambre, en prolongeant sa longanimité, abdiquerait son droit, lui demanda de faire comparaitre à sa barre le gérant du *National*. Ce gérant, Rouen, cité par la chambre des pairs et amené devant elle le 12 décembre, réclama un délai de quelques jours, et annonça qu'il choisissait pour défenseur Armand Carrel. Les pairs y consentirent, comme s'ils eussent voulu généraliser, solenniser le débat. La France entière fut dans l'attente. Le 16 décembre, la séance s'ouvrit par l'appel nominal, qui constata la présence de cent cinquante-cinq membres, au nombre desquels se trouvaient seulement deux ministres à titre de pairs, Mortier et Duperré, ainsi que le dénonciateur du *National*, Philippe de Ségur, qui ne crut pas devoir se récuser. Rouen, assisté d'Armand Carrel, parla sur la compétence de la chambre des pairs, représenta la sentence qu'elle allait rendre comme une parodie judiciaire, et assumait courageusement sur sa propre tête toute la responsabilité de l'article incriminé et des doctrines qu'il renfermait. Carrel prend la parole ; il apostrophe la Chambre avec une incroyable audace ; il déclare que les *provocations* du journal qu'il dirige « étaient des lois écrites sous la dictée d'une Révolution victorieuse » ; il s'étonne d'abord que « les hommes de la Restauration, sortant de la boue sanglante où le peuple les avait ensevelis », osent encore ; il se demande s'il y a eu, en effet, une Révolution de juillet ; puis, après avoir énuméré les méfaits du gouvernement de la *légalité*, il ne s'étonne plus de comparaitre à cette barre, « en présence d'hommes qui sont à la fois des offensés, des accusateurs et des juges. » Ensuite, abordant la prévention, justifiant le mépris

du *National* contre la chambre aristocratique, mépris fondé sur la condamnation du maréchal Ney, il ajoute : « Les temps ont prononcé : aujourd'hui le juge a plus besoin de réhabilitation que la victime. » Interrompu par le président, Carrel réplique : « Si, parmi les membres qui ont voté la mort du maréchal Ney et qui siègent dans cette enceinte, il en est un qui ait été blessé de mes paroles, qu'il fasse une proposition contre moi, qu'il me dénonce à cette barre ; j'y comparaitrai, et je serai heureux d'être le premier homme de la génération de 1830, qui viendra protester, au nom de la France indignée, contre cet abominable assassinat. » Des applaudissements éclatent aussitôt dans les tribunes publiques ; le président retire la parole au défenseur, et, sur les bancs des pairs, le général Excelmans s'écrie : « Je suis de l'avis de M. Carrel ; la mort du maréchal Ney est un abominable assassinat ! » A cette exclamation, les applaudissements redoublent ; l'agitation devient extrême ; le comte de Tascher propose de faire évacuer les tribunes ; le président rend la parole à Carrel, sous condition de rester dans les termes de la défense. Cent vingt-deux voix sur cent cinquante-deux, déclarent le *National* coupable. Deux années de prison et dix mille francs d'amende vont peser dans l'avertissement rigoureux que la chambre des pairs veut infliger à la presse, avant de commencer les débats du procès d'avril. L'avertissement demeura sans effet. Les journaux n'en poursuivirent pas avec moins d'acrimonie leur opposition ; et deux projets de lois, présentés à la chambre des députés, rappelèrent bientôt, sur les travaux de cette assemblée, l'attention publique qui en avait été momentanément détournée. Il s'agissait, dans ces deux projets de lois, de la construction d'une nouvelle salle des séances dans le palais du Luxembourg, et d'une amnistie partielle en faveur des détenus politiques, projets contradictoires quoique parallèles, gros de protestations éloquentes et passionnées, qui remirent en lutte le ministère avec la minorité de la Chambre.

Pendant cette lutte parlementaire, jetons un coup d'œil rétrospectif sur la situation de nos colonies, qui vivent en dehors de l'existence politique de la France et qui éprouvent cependant le contre-coup de ses agitations. La loi du 24 avril 1833, sur l'organisation des conseils coloniaux, avait produit quelques troubles : on ne voulait pas de l'assimilation des blancs aux gens de couleur, et ceux de ces derniers, qu'on acceptait dans les conseils, n'y figuraient guère que nominale ment. La Martinique, après la révolte de la Grande-Anse (décembre 1833), laissait paisiblement licencier et réorganiser sa milice ; mais on n'en conservait pas moins de sérieuses inquiétudes sur les projets hostiles et vindicatifs des nègres. Les possessions françaises de l'Algérie, confiées à un gouverneur général, le comte d'Erlon, et à un intendant civil, Le Pasquier, recevaient un commencement d'organisation administrative et judiciaire ; les provinces d'Alger et d'Oran avaient vu s'accroître leur prospérité. Abd-el-Kader, bey de Mascara, menacé par les Français, au centre même de ses états ; depuis l'occupation des ports

d'Arzew et de Mostaganem, fit, momentanément, sa soumission au général Desmichels, gouverneur d'Oran ; tandis qu'à l'est, la division de Bonc tenait en échec le bey de Constantine. Au mois d'octobre, Bougie, assiégée par une multitude innombrable de Bédouins, faillit succomber. Le sang-froid et l'activité courageuse du colonel Duvivier, sauvèrent la ville, et l'on vit vingt-cinq hommes de la garnison, renfermés dans un blockhaus isolé, résister héroïquement pendant six heures consécutives aux attaques d'une armée entière.

Après les débats animés sur l'amnistie, qui fut repoussée par une majorité considérable : après l'adoption d'un crédit de trois cent soixante mille francs, destinés aux frais extraordinaires de l'instruction du procès d'avril, la chambre des députés tomba dans une langueur, dont la tirèrent à peine les discussions sur la suppression des majorats et sur le droit d'enquête. Sans avoir subi de défaite positive, le ministère était allé s'affaiblissant de jour en jour. Aussi, le maréchal Mortier, qui ne restait ministre que par déférence aux ordres du roi, ne trouvant plus dans la majorité le concours expressé qu'il attendait d'elle, donna sa démission le 20 février. Un courrier extraordinaire rappela Soult immédiatement à Paris. Louis-Philippe le chargea de former un nouveau cabinet ; mais aucun membre de l'ancien ne voulait accepter la présidence de celui-ci, et les choses restaient au même point. La question de l'amnistie, qui avait agi comme dissolvant dans la crise ministérielle du mois de novembre, reparaisait encore avec les mêmes difficultés. On croyait impossible de faire consentir la Chambre à cette amnistie, et cependant les ministres pensaient devoir inaugurer, par un acte solennel de la clémence royale, leur entrée aux affaires. Le 11 mars, de Sade, Mauguin, Odilon Barrot, interpellèrent le cabinet sur l'étrangeté d'une pareille situation. Le cabinet ne s'expliqua point ; mais le soir même, cent quatre-vingt députés réunis chez Fulchiron, ayant arrêté qu'une députation irait promettre aux ministres futurs l'appui de la majorité, le duc de Broglie accepta aussitôt la présidence du conseil et le portefeuille des affaires étrangères ; Guizot consentit à conserver le sien ; Humann, Thiers, Duperré, Persil, Duchâtel, gardèrent aussi les leurs. Le duc de Broglie, rentrant au ministère comme président du conseil, de Rigny, ministre sans portefeuille, fut mis à la guerre, en attendant l'arrivée du maréchal Maison, ambassadeur en Russie. La sanction du traité de vingt-cinq millions avec les États-Unis, devenait une question de cabinet. L'importance intrinsèque et financière du litige, quelque considérable qu'elle fût, s'effaçait devant la gravité des intérêts politiques qui s'y rattachaient ; car la dignité nationale, insultée par le président des États-Unis Jackson, et la paix de l'Europe, n'étaient pas moins engagées que le nouveau ministère dans la question. Le 28 mars, après deux mois et demi d'investigations minutieuses, Dumon, organe de la commission chargée d'examiner la validité des créances américaines, présenta son rapport. Toutes les difficultés avaient été résolues dans le sens le plus favorable au projet ; et

quant à l'inconvenance brutale des expressions employées par Jackson, le rapporteur disait : « Si nous eussions délibéré sous l'unique impression des paroles du président, nous n'eussions pu empêcher la voix de la fierté française de parler plus haut que la voix même de la justice » ; mais le congrès, en refusant de s'associer à la rupture de son président avec la France, avait changé la portée des paroles de celui-ci. Fitz-James, Bignon, Berryer, firent toutefois valoir contre le projet, le premier, des raisons de dignité; le second, des raisons d'économie politique; le troisième, des raisons de convenance et de bonne foi. Peu s'en fallut que l'éloquence saisissante de Berryer ne triomphât des scrupules honnêtes de la Chambre; et sans les motifs d'intérêt international, allégués par le ministre de l'intérieur, sans un discours de Tracy, empreint d'une droiture austère, le projet échouait encore une fois. Différentes mesures financières, témoignant des progrès de la comptabilité, sinon de ceux de l'économie, furent prises dans l'intervalle qui s'écoula jusqu'à la présentation du budget pour 1836. Le budget rectifié de 1834 s'était produit avec un chiffre de un milliard cent soixante-quinze millions huit cent quatorze mille sept cent soixante-seize francs, en laissant vingt-cinq millions à la charge de la dette flottante; une demande d'allocation de un million deux cent mille francs pour fonds secrets, présentée comme *bill* de confiance, comme question de cabinet, avait servi, en soulevant les flots de l'opposition, à constater la majorité ministérielle; et les affaires du pays se faisaient rapidement et presque sans obstacle; car, si d'une part la Chambre élective voulait réparer le temps perdu; d'autre part, la Chambre inamovible se hâtait d'accomplir la double tâche politique et judiciaire, que lui imposaient les circonstances. Le projet du budget, pour 1836, fixé à la somme totale de un milliard un million neuf cent quatre mille neuf cent trente-cinq francs, offrait, dans la balance du budget des voles et moyens, un excédant de dépenses de six millions neuf cent dix-neuf mille trente-huit francs, que le ministre des finances proposait de couvrir, en attribuant à l'exercice de 1836, une somme de dix millions prélevables sur l'excédant de vingt-cinq millions encore disponibles dans l'exercice de 1833. Le ministre avait tracé, de la situation générale du Trésor, un tableau très-satisfaisant, mais un peu illusoire; il se voulait d'être parvenu enfin à présenter un budget normal, de dix-neuf millions inférieur au budget de 1829, bien que, depuis cette époque, l'armée se fût augmentée extraordinairement de cinquante-quatre mille hommes et de dix mille chevaux; bien que les dotations de différents services publics, tels que l'instruction primaire, l'administration rurale des postes, les ponts et chaussées, se fussent accrus de vingt-cinq millions, et que la suppression de la loterie eût diminué de six millions le budget des recettes. « Ainsi, disait le ministre, sous le double rapport des subsides et des dépenses, la comparaison est tout entière à notre avantage, et, par la netteté de cet exposé loyal, nous ôtons à la malveillance le moyen de semer l'inquiétude et d'entraver le cours des prospérités publiques, en alléguant l'accroissement indéfini des déficits. » Mais,

par malheur, ces déficits n'étaient que trop réels, et l'habileté du ministre des finances consistait surtout à les cacher sous le prestige des chiffres. En présence des efforts apparents, tentés par ce ministre, pour équilibrer les dépenses avec les recettes, la commission financière se montrait confiante, et jamais budget ne fut discuté avec moins d'aigreur. Sur tout l'ensemble de ce budget, la Chambre n'opéra qu'une réduction de dix millions, qui étaient loin de suffire à compenser les crédits supplémentaires. Ces bonnes dispositions de la Chambre, le ministère les tourna au profit d'une quantité de mesures d'utilité pratique concernant les voies de communication, les entrepôts intérieurs, le transit, les douanes; et si la session demeura stérile en vastes projets d'organisation, elle satisfait, du moins, à beaucoup d'intérêts locaux ou secondaires. Le gouvernement et les Chambres marchaient unis.

La chambre des pairs allait se former en cour de justice. Girod de l'Ain, dans son rapport sur la grande conspiration d'avril, avait montré toutes les tentatives insurrectionnelles de cette époque comme émanant d'un seul complot, tramé dans le sein de la *Société des Droits de l'Homme*; il traça l'histoire de cette association, exposa son organisation, indiqua ses principes, ses doctrines, discuta ses actes, et concluant, de mille faits divers épars et corrélatifs, qu'un « système subversif des bases de la société » avait reçu un commencement d'exécution dans les révoltes et les troubles du mois d'avril, il fit peser la prévention sur quatre cent quarante individus, parmi lesquels trois cent neuf étaient dans les prisons. Martin du Nord, appelé aux fonctions de procureur-général, près la cour des pairs, dans un long réquisitoire établi sur les mêmes bases que le rapport, demandait que trois cent dix-huit prévenus fussent mis en accusation, comme « auteurs d'un attentat préparé, concerté, arrêté et commis sur divers points du royaume, dans le but; 1° de détruire ou de changer le gouvernement; 2° d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité royale; 3° d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres... » La Cour, en se déclarant compétente, restreignit la mise en accusation à cent soixante-quatre prévenus, dont quarante environ contumaces, et plusieurs mois s'écoulèrent, avant que la salle d'audience fût prête, et la procédure terminée. Pendant cet intervalle de temps, le procès d'avril ne cessait d'absorber l'attention publique. Irrités par les ennuis d'une longue captivité, les accusés s'étaient mis en lutte ouverte contre le tribunal chargé de prononcer sur leur sort. Après avoir déclaré qu'ils repousseraient toute amnistie, ils avaient refusé les avocats nommés d'office pour les assister pendant la procédure, le président de la cour des pairs leur ayant interdit de prendre des défenseurs qui n'appartiendraient pas au barreau. Tel était l'état des choses, lorsqu'au *Moniteur* du 31 mars parut une ordonnance royale, rendue sur l'avis du conseil d'État, et conférant à tout avocat le droit d'exercer devant la cour des pairs, d'y jouir des mêmes prérogatives et d'être soumis aux mêmes obligations que devant les cours d'assises. Aussitôt, le conseil de l'ordre des avocats de Paris protesta contre l'illégalité de cette

ordonnance, qui tendait à rendre obligatoire l'exercice, jusqu'alors facultatif, du ministère de l'avocat, vis-à-vis des tribunaux exceptionnels. La décision du conseil de l'ordre portait, en outre, sous forme d'avis, que les avocats nommés d'office par la cour des pairs, devaient s'abstenir dans le cas où les prévenus refuseraient leur assistance. Plusieurs barreaux des départements adhèrent à l'opinion du barreau de Paris. Mais, le parquet en référé aux cours royales qui, sans rien décider ni sur la légalité de l'ordonnance, ni sur le caractère imprimé à la juridiction de la cour des pairs, établirent qu'il y avait excès de pouvoir dans la décision des conseils de l'ordre; qu'il ne leur appartenait point de censurer une ordonnance royale, et que les avocats étaient obligés de se soumettre, sauf à se pourvoir par les voies légales. Les avocats nommés d'office n'en persistèrent pas moins dans leur abstention, et les prévenus, que ces résistances encourageaient, firent connaître les défenseurs qu'ils avaient choisis dans toutes les professions et dans toutes les conditions sociales : députés, avocats, médecins, prêtres, militaires, publicistes, etc. L'anxiété croissait, bien que l'aspect de la situation générale fût très-rassurant; car, si d'un côté des haines ardentes étaient attisées par les journaux, une tranquillité profonde régnait par toute la France, le gouvernement marchait solidement appuyé sur les deux Chambres; l'armée, la garde nationale, lui étaient dévouées. Le 5 mai, commencèrent les débats. Au fauteuil de la présidence siégeait le baron Pasquier, qu'assistaient, comme vice-présidents, Séguier, de Bastard, de Portalis et Girod de l'Ain. Le parquet était occupé par Martin du Nord, procureur-général, et par Plougoum, Franck-Carré, de La Tournelle, et Chegaray, avocats-généraux. Une douzaine d'avocats, nommés d'office, représentaient la défense. Les prévenus, au nombre d'environ cent vingt, divisés par catégories (Paris n'en avait pas fourni un plus grand nombre que Lyon, Saint-Étienne, Arbois, Besançon, Marseille, Épinal et Lunéville), portaient tous des insignes républicains, ou des cocardes tricolores dont les couleurs étaient disposées autrement que celles de la cocarde nationale. L'appel nominal constata la présence de cent soixante-quatre pairs. Le duc de Broglie, le maréchal Maison, l'amiral Duperré, s'abstinrent, comme ministres en exercice; et ce ne fut qu'à titre de spectateurs, que les autres membres du cabinet assistèrent au procès. Dès la première séance, la lutte s'engagea entre les prévenus et leurs juges. Godefroy Cavaignac en donna le signal; Lagrange protesta avec énergie contre la longue détention préventive qu'on lui avait fait subir ainsi qu'à ses coaccusés; Beaune déclara que la défense étant absente, les actes de la cour des pairs constituaient de véritables violences. Alors, le procureur-général requit l'incarcération immédiate de tout prévenu qui troublerait l'ordre de l'audience, et la Cour rendit un arrêt conforme, en réservant toutefois aux accusés qu'on ferait sortir l'obligation de reparaitre à l'audition des témoins. Ainsi, le scandale pouvait recommencer, après la lecture de l'acte d'accusation, à moins qu'on n'usât de la faculté de disjoindre la cause du prévenu qui aurait été incarcéré comme

perturbateur. La lecture de l'arrêt de renvoi ayant provoqué de nouvelles clameurs sur le banc des accusés, on emmena ceux-ci hors de la salle, et l'on n'en fit revenir que vingt-neuf, parmi lesquels Lagrange, qui renouvela ses plaintes et ses invectives. Expulsé de nouveau par ordre du président, il résista aux gardes municipaux qui l'emmenaient : « Vous pouvez nous condamner tous à mort, s'écriait-il d'une voix retentissante; mais notre sang à tous ne lavera pas les taches et les stigmates flétrissants qu'a laissés gravés sur vos fronts le noble sang du *Brave des braves* ! » Une agitation inexprimable accompagna cet épisode, qui coïncidait avec la protestation des défenseurs choisis par les prévenus, protestation *contre l'abominable iniquité qu'on allait, disaient-ils, consommer à la face de la nation*. Le 44 mai, ces défenseurs inséraient dans le *Réformateur* et la *Tribune*, une *Lettre aux prisonniers d'Avril*, pleine des idées les plus hardies, empreinte des sentiments les plus énergiques : « Persévérez, citoyens, disaient-ils, montrez-vous comme par le passé, calmes, fiers, énergiques. Vous êtes les défenseurs du droit commun; ce que vous voulez, la France le veut; tous les partis, toutes les opinions généreuses le veulent : la France ne verra jamais de juges, où il n'y a pas de défenseurs ! » Cette Lettre, dont l'avocat Michel de Bourges s'était formellement déclaré le seul auteur, et le médecin Trélat, le seul publicateur, offrait, en outre, la signature d'hommes considérables tels que Voyer d'Argenson, Cormenin, Audry de Puyraveau. Or, ces deux derniers faisant partie de la chambre des députés, il fallait, pour les poursuivre, obtenir de cette Chambre une autorisation, qu'on regardait comme attentatoire aux droits et à la dignité du seul corps de l'État, qui tenait de l'élection et sa dignité et ses droits. Audry de Puyraveau écrivit au président de la cour des pairs, qu'il ne comparaitrait devant elle que contraint par la force. La force ne fut pas employée, et il ne comparut point. La presse continuait ses violences contre les deux Chambres. Dans un article, dont le titre seul (*Assommoirs législatifs*) indiquait le but et le caractère, le *Réformateur* avait attaqué plusieurs députés qui demandèrent que le gérant de ce journal fût cité à la barre de la Chambre. Il y comparut, le 25 mai, accompagné de Raspail, rédacteur en chef du même journal, et fut condamné à un mois de prison et à dix mille francs d'amende. Cinq jours après, devant la chambre des pairs, se vidait l'incident soulevé par la fameuse *Lettre aux accusés d'Avril*. Germain Sarrut, vint défendre la *Tribune*; et Raspail, le *Réformateur*; seuls journaux qui eussent publié cette Lettre; Armand Carrel, un des signataires de la Lettre, se présenta escorté des rédacteurs du *National*, et soutint fièrement le principe d'opposition aux décisions de la cour des pairs; Michel de Bourges et Trélat, principaux accusés, commentèrent le texte même de l'écrit qu'ils reconnaissaient avoir seuls rédigé et publié; les autres signataires de cette Lettre profitèrent à l'envi d'une si belle occasion de faire des professions de foi républicaines. La cour des pairs se montra d'une grande sévérité. Les gérants de la *Tribune* et du *Réformateur* (Richat et Jaffrenon); l'auteur et le

publicateur de la Lettre (Michel et Trélat); quatre des signataires, qui avaient refusé de répondre (Jules Bernard et David de Thiéas), ou qui l'avaient fait d'une manière inconvenante (Raynaud et Gervais); et Audry de Puyraveau, qui avait persisté dans son refus de comparaitre, furent déclarés coupables d'offense envers la chambre des pairs, et condamnés à des amendes énormes et à de légers emprisonnements. Audry de Puyraveau protesta seul contre cette sentence : « Entre cette Chambre et moi, écrivit-il, ce n'est pas de justice et de droit, qu'il peut être question, mais de force, et j'attends les effets de sa monstrueuse usurpation de pouvoirs, heureux d'être victime plutôt que complice des conséquences anarchiques du fatal Système qui pèse sur mon pays. Toutefois, je défère à l'opinion publique la sentence inouïe dont je suis frappé, j'en appelle à la justice du peuple, le souverain de la patrie comme le mien. » Ainsi fut terminé ce quatrième procès accessoire, né du grand procès d'Avril. A la reprise des débats, un des avocats d'office, M^e des Aubiers, essaya de justifier les accusés d'avoir repoussé comme illégale et monstrueuse la compétence de la cour des pairs, compétence défendue avec non moins d'habileté par le procureur-général Martin (du Nord). Un arrêt de la Cour vida la question; mais aussitôt un des plus habiles défenseurs, Jules Favre, s'éleva contre l'intention que manifestait la Cour de scinder l'interrogatoire des accusés : « Ainsi mutilé, disait-il, le procès sera détruit. Pourquoi dès lors avoir distrait les prévenus de leurs juges naturels? pourquoi avoir prolongé démesurément leur captivité? Considérer les absents comme présents et maintenir les débats vis-à-vis d'eux, serait violer toutes les formes protectrices des lois; d'autre part, accepter les débats, répondre aux interrogatoires, ce serait, en ce qui concerne les prévenus présents, oublier ce qu'ils doivent à leurs co-prévenus absents. » Le procureur-général blâma les paroles de Jules Favre, et la Cour, par un nouvel arrêt, ordonna qu'il serait passé outre aux débats; mais évidemment, comme l'avait dit Jules Favre, le procès semblait mutilé; l'accusation s'évanouissait en quelque sorte; car, des cent vingt-un prévenus, vingt-cinq seulement restaient assis sur les bancs, et ils n'avaient guère à se justifier que d'actes plus ou moins coupables, mais absolument étrangers à un système général de complot. Quand leur interrogatoire fut terminé, le président, sous l'empire de son pouvoir discrétionnaire, ordonna d'amener à l'audience, l'un après l'autre, tous les accusés; mais les protestations qu'ils firent entendre, les résistances qu'ils opposèrent à la force armée, n'en furent pas moins énergiques. « Faudra-t-il attendre, disait le procureur-général Martin (du Nord), le bon vouloir de l'accusé, pour que le jour du jugement puisse arriver?..... Nous ne reculerons pas devant une résistance illégale. Les accusés sont traduits devant vous; ils y comparaitront; et lorsque la contrainte sera nécessaire pour les amener sur leurs bancs, la contrainte sera employée..... » A la fin de juin, au commencement de juillet, le tumulte des séances ne fit que s'accroître : les accusés, traînés de vive force ou portés devant la Cour, s'obstinaient à vouloir rentrer en pri-

son et interrompaient sans cesse les dépositions, par des protestations, par des professions de foi, par des cris forcenés. Un d'eux, nommé Revorehon, huissier à Lyon, osa dire : « Si nos têtes tombent, elles tomberont avec orgueil et fierté; elles tomberont en répétant ce cri de nos consciences, ce cri qui exprime notre foi politique, nos vœux : *Vive la République!* — Si les accusés avaient sur leur tête, dont ils vous parlent tant, de sérieuses inquiétudes, répliqua fort à propos le procureur-général, ils la défendraient sérieusement; ils seraient, sur leur banc, dans une attitude convenable. Qu'ils ne viennent donc pas ici se parer de dangers auxquels ils ne croient pas eux-mêmes; qu'ils ne viennent pas outrager, comme cruelle, une justice qui ne peut être que magnanime jusque dans ses répressions. » Et il réclama contre Reverchon l'application des peines réservées aux coupables d'outrages envers les magistrats; la Cour le condamna à cinq ans de prison, à cinq mille francs d'amende, et à la privation des droits civils pendant cinq ans. Lagrange, Martin, Hugon, Albert, etc., prirent également la parole pour expliquer leur abstention des débats, bien qu'ils se fussent volontairement constitués prisonniers; les autres accusés conservèrent un rôle passif, dont ils ne sortirent que par intervalles, avec violence, de sorte qu'il fut presque impossible de constater, en fait et en droit, un débat contradictoire régulier. Quand la Cour eut apprécié les actes concernant l'insurrection lyonnaise, un arrêt de disjonction fit de cette affaire une cause à part, et malgré l'abstention formelle de vingt accusés qui déclarèrent ne plus vouloir assister aux audiences, la Cour ordonna de passer outre et de juger sur pièces. Dans leur réquisitoire, Martin (du Nord) et les avocats-général Chégaray et de La Tournelle, prirent pour base d'accusation l'existence d'un complot politique à Lyon, complot dont une coalition industrielle n'avait été que le prétexte. L'avocat Jules Favre, au contraire, invoquant le principe de la Révolution de juillet, sanctionnée comme un droit national, soutint avec une logique et un art merveilleux, que l'insurrection pouvait être légitime; puis, il s'efforça d'écarter de la coalition des Mutuellistes toute apparence de caractère politique, et il ne craignit pas de reprocher au pouvoir d'avoir été lui-même l'agent provocateur de la révolte. Plusieurs autres défenseurs et quelques accusés parlèrent dans le même sens; mais, jusqu'à la fin des débats, vingt-neuf accusés persistèrent à ne pas comparaître devant leurs juges. Chaque jour, le procès-verbal constatait leur résistance opiniâtre. On était arrivé au 24 juillet. Le procureur-général avait déposé les conclusions de son réquisitoire, et, avant de prononcer l'arrêt, la Cour se ménageait quelques jours de délibération.

Dans cet intervalle de repos, arriva le cinquième anniversaire de la Révolution de juillet. De sourdes rumeurs de complot s'étaient répandues; l'idée d'une catastrophe immense préoccupait le public; on avait même arrêté plusieurs individus accusés d'attentat contre la personne du roi. Cependant personne n'attachait grande importance à de tels bruits, qui se renouvelaient chaque année, et que chaque année l'événement avait démentis. Une revue

générale de la garde nationale de la Seine et de la garnison de Paris ayant été annoncé pour le 28 juillet, les légions et les régiments s'échelonnèrent, depuis la Bastille jusqu'à la Madeleine, des deux côtés du boulevard. Entre midi et une heure, Louis-Philippe, accompagné des princes, suivi d'un nombreux état-major, environné d'une foule considérable, se trouvait devant le front de la 8^e légion, sur le boulevard du Temple, à la hauteur du Jardin-Turc; il précédait de quelques pas seulement son escorte, lorsqu'une terrible détonation éclata tout à coup, par explosions successives, comme un fou de peloton mal exécuté. Il y eut un moment de panique universelle. Un grand vide s'est fait autour du roi; le maréchal duc de Trévise, six généraux, deux colonels, dix officiers, vingt-une autres personnes, des gardes nationaux, des ouvriers, des femmes, des enfants, sont tombés tués ou blessés à ses côtés; son cheval, les chevaux du duc de Nemours et du prince de Joinville, ont été atteints; un projectile a même effleuré son front; mais la machine infernale avait manqué son objet. Au troisième étage de la maison, portant le n° 50, sur le côté septentrional du boulevard, vis-à-vis du Jardin-Turc, on voit des tourbillons de fumée sortir d'une fenêtre dont la jalousie est baissée. Aussitôt cette maison est investie; agents de police, gardes nationaux, officiers d'état-major, se précipitent pour s'emparer de l'assassin, qui, après avoir vigoureusement barriolé sa porte en dedans, était descendu, à l'aide d'une corde, dans la cour intérieure de la maison. Il gagnait déjà la rue des Fossés-du-Temple, lorsqu'on l'arrêta. C'était un ouvrier mécanicien, connu dans le quartier sous le nom de Gérard. Le sang coulait abondamment des blessures qu'il avait au front, à la face, au cou, à la main droite. La machine infernale, trouvée dans la chambre, se composait de vingt-quatre canons de fusil rangés en tuyaux d'orgue sur une table de bois de chêne, braqués devant la fenêtre; cinq canons de fusil avaient crevé, et des traces de leurs éclats sillonnaient les murailles et le plafond; le plancher était couvert de sang. Paris fut consterné à la nouvelle de l'attentat. La douleur et l'indignation générales se répandaient surtout en plaintes amères contre l'ineurie de la police, qui avait été avertie du coup qu'on préparait, mais que des avertissements analogues renouvelés sans cesse, puis reconnus faux, avaient rendue cette fois moins soupçonneuse et moins vigilante. Le roi d'Angleterre écrivit à Louis-Philippe pour le féliciter d'avoir échappé à cet affreux guet-apens. Les souverains, sans excepter le sultan Mahmoud, lui adressèrent aussi des félicitations par lettre ou par ambassadeur. De tous côtés, les conseils municipaux, les gardes nationales lui envoyaient des adresses. Les grands corps de l'État s'étaient empressés d'apporter au pied du trône l'expression de leurs sentiments, et la chambre des députés, convoquée extraordinairement par le *Moniteur*, avait repris ses séances dès le 30 juillet. Jamais, depuis 1830, sympathies si vives n'étaient venues appuyer le gouvernement; jamais pareille protestation publique ne s'était manifestée en faveur du roi. Les organes de tous les paris repoussaient la monstrueuse solidarité d'un si grand attentat; et Louis-Philippe dut

se croire, sinon aimé, du moins apprécié généralement comme nécessaire au repos de la France et à la paix de l'Europe. On appréhendait que le pouvoir ne prit des mesures de rigueur exceptionnelle, et que, profitant de la circonstance, il n'assurât l'ordre aux dépens de la liberté. Effectivement, la presse fut inquiétée; certains journalistes subirent une détention préventive; les arrestations se multiplièrent; et la cour des pairs, en évoquant cette nouvelle affaire criminelle, sembla proclamer le soupçon d'un immense complot. A mesure néanmoins que l'instruction avançait, on revint à l'idée d'un crime individuel, idée que justifiait d'ailleurs le caractère de l'assassin. Fieschi, dit Gérard, né en Corso, successivement soldat, vagabond, ouvrier paresseux, voleur, escroc, faussaire, libertin, sans passions politiques, mais doué d'instincts féroces, tourmenté d'ailleurs de la passion d'acquiescer à tout prix une célébrité quelconque, ce misérable Fieschi, par ses antécédents, semblait d'abord n'être devenu régicide que pour faire parler de lui. La France, en déplorant le sort de tant de victimes, croyait du moins n'avoir pas à gémir sur le crime d'un parti. Les funérailles de ces victimes se préparaient. On avait résolu de rassembler, sans distinction de rang, dans une seule solennité de deuil national, tous ceux qu'un même crime avait confondus dans une même destinée, et qui devaient reposer ensemble dans les caveaux des Invalides. La cérémonie n'eut lieu que le 5 août. Parti de l'église Saint-Paul, le convoi suivit lentement, au roulement lugubre des tambours voilés et aux sons d'une musique funèbre, les boulevards, la rue Royale, la place de la Concorde et le quai d'Orsay. Quatre escadrons de cavalerie, cinq légions de la garde nationale et un bataillon de ligne ouvraient la marche; après les voitures occupées par le clergé, entre deux longues files de gardes nationaux et de soldats le crêpe au bras et l'arme renversée, quatorze corbillards, richement ornés avec des tentures et des attributs différents, portaient quatorze cercueils. Les deux premiers étaient ceux d'une jeune fille de seize ans et d'une femme du peuple; les cinq derniers, décorés de drapeaux et d'insignes militaires, étaient ceux du comte Villatte, officier d'état-major, du colonel Raffé, du général Lachasse de Vèrigny, du lieutenant-colonel de la garde nationale, Rieussec, et du maréchal Mortier, duc de Trévise. Ce dernier char, plus magnifique encore que les précédents, était accompagné par quatre maréchaux de France à cheval. Après les chars, défilaient, revêtus de leurs costumes officiels, les ministres, les membres du conseil d'État, les députations des deux Chambres, la Cour de cassation, la Cour des comptes, l'Université, l'Institut, la Cour royale, la municipalité de Paris, les tribunaux de première Instance et de Commerce; ensuite les Écoles, et enfin les ouvriers avec des drapeaux chargés de devises et d'emblèmes. Cinq légions de la garde nationale, des troupes à pied et à cheval, des batteries d'artillerie fermaient le cortège. Le canon des Invalides tonnait de cinq minutes en cinq minutes, et le bourdon de Notre-Dame ne cessait de tinter. Rangés sous les ordres du maréchal Moncey, leur gouverneur, les invalides reçurent les victimes dans la cour d'honneur ta-

pissée de deuil. Le roi, les ducs d'Orléans et de Nemours, le prince de Joinville, suivis des grands dignitaires du royaume, sortirent de l'église et vinrent jeter l'eau bénite sur les cercueils ; puis, on transporta ces quatorze cercueils sous un immense catafalque, au milieu de l'église toute tendue de noir et illuminée en chapelle ardente, et l'office des Morts fut célébré par l'archevêque de Paris. Le service terminé, le roi passa en revue soixante mille hommes de troupes et de gardes nationales, massés sur l'esplanade des Invalides et dans le jardin des Tuileries. Les acclamations enthousiastes qui éclatèrent sur son passage furent d'autant plus remarquables, que, la veille même, le ministère avait présenté aux Chambres plusieurs audacieux projets de loi de répression, projets prémédités de longue main dans le conseil des ministres et dont l'attentat du 28 juillet fournissait le prétexte. Ces projets, dont l'idée et les moyens appartiennent à Thiers plus qu'à ses collègues, modifiaient essentiellement la législation sur la presse, sur le jury et sur les cours d'assises. Tous les orateurs de l'opposition s'efforcèrent de les repousser en les flétrissant. De Schonen retrouva ses nobles inspirations d'autrefois ; Lamartine fit entendre d'éloquentes paroles ; Salvette posa des principes austères ; « La Restauration, dit Bignon, avait beaucoup osé ; à part les Ordonnances du 26 juillet 1830, le ministère actuel ose davantage... » Pour défendre le jury menacé et outragé, Dupin aîné était descendu de son siège de président, et Royer-Collard avait rompu le silence qu'il gardait depuis si longtemps : « Ne vous reviendra-t-il pas en mémoire, dit-il, que les jurés sont vos électeurs, marqués du même sceau que vous, et, comme vous, dépositaires de la souveraineté ? Si vous vous défiez d'eux aujourd'hui, ne pourront-ils pas un jour aussi se défier de vous ? Et certes, ce serait de bon droit ; car, je déclare, moi, que je me défie profondément d'un pouvoir, quel qu'il soit, qui se défie de la justice, même ordinaire ; à plus forte raison, de la justice du pays. » Ce discours sévère produisit la sensation la plus profonde. Il fallut toute l'habileté du ministre de l'intérieur, pour en conjurer l'effet. Odilon Barrot, Dufaure, Mangin, Vivien, tentèrent inutilement d'éclairer la Chambre dans l'intérêt des libertés nationales, tandis que Sauzet, Hébert, Parant, Madier de Montjau et Duvergier de Hauranne parlaient en faveur des projets ministériels. Ce fut une lutte oratoire des plus mémorables, livrée de part et d'autre avec non moins de bonne foi que d'énergie, ceux-ci voulant l'ordre par la rigueur des lois, ceux-là, l'ordre par la liberté. Dans la chambre des pairs, l'opposition ne se laissa pas non plus vaincre sans combat. Le vicomte Dubouchage et le marquis de Dreux-Brézé firent entendre de nobles paroles ; Villemain défendit avec talent cette presse à laquelle il devait sa haute position politique comme il lui avait dû sa gloire littéraire. Tels furent les principaux travaux de la session close le 11 septembre. Le même jour, trente nouveaux membres étaient appelés à la pairie, et le ministère s'empressait d'user largement de l'espèce de dictateur que venaient de lui conférer les deux Chambres. Les lois de septembre, frappées de discrédit et de répulsion, parurent au *Moniteur*,

accompagnées d'une circulaire explicative du garde des sceaux, qui n'en tempérerait pas le caractère odieux. Ce furent ces lois détestées qui déterminèrent une réaction générale de blâme et de défiance contre le gouvernement, réaction libérale, dont plusieurs conseils généraux, notamment celui des Côtes-du-Nord, donnaient l'exemple. Au mois de novembre, la cour des pairs reprit, par disjonction, les débats du procès d'Avril, qui ne furent terminés qu'en janvier. Thomas, maréchal-des-logis, de la catégorie des prévenus de Lunéville; le capitaine Kersausie, et le docteur Beaumont, Anglais d'origine, renouvelèrent les protestations et les scandales qui avaient signalé les premiers débats de cet énorme procès; mais les autres inculpés se conduisirent avec plus de convenance et de modération. La Cour leur sut gré de cette marque de déférence tardive. Le ministère public lui-même pencha vers l'indulgence, car il dit, en terminant son réquisitoire : « Quand quelques débris de la *Société des Droits de l'Homme* sont devant vous, les écraserez-vous de tout le poids de votre puissance ? Non, Messieurs ; naguère on portait au pied du trône le vœu d'une politique ferme et généreuse ; votre haute justice accomplira ce double vœu. » La peine de mort ne fut prononcée contre personne. On condamna une trentaine de prévenus à la déportation, c'est-à-dire à la prison perpétuelle ; pour les autres, la peine de l'emprisonnement varia depuis vingt ans jusqu'à une année ; quelques-uns furent mis en liberté.

L'importance des événements politiques a détourné nos regards de l'Algérie et des départements français ravagés par le choléra. Ce cruel fléau avait envahi successivement le Var, les Hautes et Basses-Alpes, la Drôme, le Gard, l'Hérault, l'Aude, les rives du Rhône, et il menaçait de décliner toute la France ; tandis qu'en Algérie, Abd-el-Kader, après des hostilités fréquentes, endormait, par des actes de bon voisinage, la vigilance des Français, et se disposait sourdement à recommencer la guerre. Au mois de juin, les Douairs et les Zemela se plaignirent de ses vexations au général Trézel, qui somma l'émir de respecter les alliés de la France. L'émir ne tint compte de cette sommation, et le général Trézel fut obligé de l'appuyer par la force. Il rencontra l'armée ennemie, le 26 juin, sur les rives de la Sig. Deux mille Français soutinrent le choc de douze mille Arabes, que commandait Abd-el-Kader en personne ; la victoire resta fidèle à nos drapeaux, mais le colonel Oudinot fut tué, et deux cent trente hommes furent mis hors de combat. Le lendemain, l'émir, pour gagner du temps fit faire des ouvertures pacifiques au général Trézel, qui les accueillit avec empressement et qui commença d'opérer sa retraite en suivant les rives marécageuses de la Macta. Des nuées d'Arabes se précipitèrent sur la colonne expéditionnaire, et lui firent éprouver l'échec le plus sérieux qu'eussent encore subi les armes françaises en Afrique. Il y eut deux cent soixante-deux hommes tués et trois cents blessés ; on perdit tous les bagages, des caissons et un obusier. Les Arabes avaient acheté bien cherement leur succès ; mais les résultats de ce succès pouvaient devenir incalculables en exaltant le moral des populations africaines. Ce fut dans cet état

de choses qu'une ordonnance royale du 8 juillet appela le maréchal Clausel à remplacer le comte Drouet d'Erlon, comme gouverneur des possessions françaises en Afrique. Avant d'employer les armes, Clausel eut recours à la politique. De tous côtés, il suscita des rivaux à l'émir; il sema des germes de division dans les tribus en y établissant des autorités indigènes; il se concilia l'amitié de la race turque, habituellement hostile à la race arabe, et il prépara en quelque sorte une ère nouvelle pour la colonie. Le choléra désolait alors l'Algérie. Quand ses ravages eurent diminué, le maréchal ordonna différentes expéditions. Les Hadjoutes, qui depuis le mois de janvier ne discontinuaient pas leurs brigandages, malgré les leçons éclatantes que leur avait données le général Rapatel, furent forcés de demander l'aman et de se soumettre. Après trois rencontres meurtrières, nos troupes victorieuses pénétrèrent sans obstacle dans Blidah, tandis que, sur le territoire d'Oran, le général d'Arlandes contenait Abd-el-Kader, dont la puissance allait recevoir bientôt un coup terrible. Le maréchal avait décidé que, pour venger la défaite de la Macta, il irait attaquer l'émir dans Mascara sa capitale. Le prince royal voulut se joindre à cette expédition : le 10 novembre, il débarquait à Alger. Dix mille hommes de toutes armes, non compris des auxiliaires turcs et arabes, commandés par Ibrahim, bey d'Oran, se trouvaient réunis au camp du Figuier, à quelques lieues d'Oran. Le 29, l'armée, précédée du corps d'avant-garde conduit par le général Oudinot, arrivait au bord de la Sig. Abd-el-Kader disputa chaudement le passage de cette rivière, et se replia ensuite pour défendre celui de l'Habrah. Dans un combat très-vif, livré sur ce point, le général Oudinot fut blessé d'une balle à la cuisse, et le prince reçut une balle morte. Le 6 décembre au soir, après divers engagements partiels le long des pentes de l'Atlas, Clausel entra à Mascara, dont la population arabe et musulmane s'était enfuie. On s'y reposa trois jours, pendant lesquels furent démantelés les forts, les murailles et le palais d'Abd-el-Kader. Dès que l'arrière-garde fut sortie de la ville, on y mit le feu, et l'armée expéditionnaire arriva le 16 décembre à Mostaganem, après une marche des plus pénibles à travers des chemins affreux et par une pluie continuelle. Frappé au cœur de son empire, Abd-el-Kader n'en restait guère moins redoutable; et, de son côté, le bey de Constantine, qui avait acquis certaine importance en s'associant aux ressentiments de la Porte contre le bey de Tunis, menaçait, d'intelligence avec l'émir de Mascara, l'avenir de notre colonie d'Afrique. Quant à nos colonies des Antilles, leur situation semblait s'améliorer. Cependant un affreux complot, tramé au mois de décembre par des noirs et des hommes de couleur, avait failli ensanglanter l'île Bourbon. Nos relations avec les États-Unis d'Amérique prenaient un caractère d'aigreur qui nécessitait l'intervention officieuse de la Grande-Bretagne; le gouvernement se créait aussi des embarras diplomatiques avec la Suisse et avec l'Espagne, lorsqu'une ordonnance royale convoqua les Chambres pour le 29 décembre. L'année 1835 avait été, pour ainsi dire, un long procès, dont l'intérêt dramatique s'était

dérolué sur les bancs de la haute-cour de justice, de la cour d'assises et de la police correctionnelle. On eût dit que la grande affaire d'Avril donnait une activité nouvelle aux poursuites contre la presse : deux fois un acquittement solennel avait justifié les hardiesses du *National* ; moins heureux, le journal la *Tribune* succombait dans la cent treizième et la cent quatorzième poursuites dirigées contre lui ; la *Quotidienne* subissait deux condamnations ; la *Gazette de France*, le *Charivari* encouraient des amendes considérables, et trois fois le verdict du jury frappait le *Réformateur*.

Quand s'ouvrit la session, la situation intérieure présentait un simulacre de prospérité matérielle ; l'esprit de rébellion s'avouait vaincu ; les passions paraissaient momentanément calmées ; le ministère inclinait à la clémence ; aussi, dans la chambre des députés, le parti du gouvernement s'estimait-il assez fort pour oublier les capricieuses excursions de Dupin aîné dans le domaine de l'opposition, et pour l'appeler de nouveau à la présidence de la Chambre, présidence qui lui convenait mieux que celle du conseil des ministres. Le discours du roi fut presque insignifiant ; l'Adresse, timide, indécise, emmiellée, pouvait se prêter à toutes les espérances sans en satisfaire une seule : elle se pronouça néanmoins pour la fermeté, tempérée par la conciliation. C'était là le caractère politique que le cabinet voulait aussi adopter désormais : armé de ses redoutables lois de Septembre, il pardonnait aux journaux l'intempérance de leur langage ; dans le premier semestre de l'année, on ne vit qu'une seule condamnation pour délit de presse, celle du journal la *France* ; et le jury, essayant de l'indulgence, ne frappa que de peines légères les auteurs du ridicule complot de Neuilly dirigé contre la personne du roi. En présence de cette trêve des partis, le ministre des finances, Humann, pénétré de la confiance qu'inspirait le gouvernement aux capitalistes, n'hésita pas à proposer aux Chambres la réduction de la rente. Cette proposition toutefois, dont les autres ministres n'adoptaient ni le principe ni l'opportunité, amena la démission de Humann, qui fut remplacé par d'Argout. Celui-ci demandait que la chambre des députés ajournât ce projet de réduction, et le ministère tout entier fit de cet ajournement une question de cabinet : il se démit de ses fonctions le jour où cent quatre-vingt-quatorze boules noires, sur trois cent quatre-vingt-six votants adoptèrent la prise en considération du projet de Humann. La retraite des ministres n'étant pas le résultat d'une lutte entre deux partis rivaux, ayant chacun ses opinions, ses vues arrêtées et ses hommes tout prêts, on allait voir cinq ou six combinaisons différentes naître successivement au gré des intérêts de coteries et des ambitions individuelles, sans pouvoir se créer une véritable majorité dans les Chambres. Le 9 février, Dupin, Sauzet, Passy, furent appelés par le roi pour organiser un ministère ; mais des résistances presque insurmontables accueillirent leurs démarches, lorsqu'ils proposèrent des portefeuilles au maréchal Gérard et au comte Molé. Au lieu d'un cabinet complètement nouveau, il fallut donc démembler et reconstituer l'ancien, et, le 22 février, Thiers, au profit duquel cette crise ministérielle avait eu lieu,

fut nommé président du conseil et ministre des affaires étrangères; Sauzet, garde des sceaux, ministre de la Justice et des cultes; le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur; Passy, ministre du commerce et des travaux publics; Pelet de la Lozère, ministre de l'instruction publique. Le maréchal Maison conserva le portefeuille de la guerre; l'amiral Duperré, celui de la marine; le comte d'Argout, celui des finances. Pendant l'enfancement difficile d'un ministère qui ne différait guère des précédents, l'attention publique demeurait fixée sur la cour des pairs où Fieschi, par ses révélations explicites autant que par ses dénégations absolues, semblait viser, pour ainsi dire, à l'héroïsme du crime. Il avait enfin nommé des complices, Pépin, Morey, Boireau; mais il revendiquait exclusivement pour lui seul *l'entreprise* et l'exécution de l'attentat, laissant à ses complices l'idée première, la fourberie, la lâcheté du complot, faisant ressortir ce qu'il avait déployé de courage, de sang-froid, de désintéressement et d'expérience pour accomplir son horrible mission, et déclarant effrontément que, dans le sang répandu par ses mains, le pouvoir allait cimenter sa puissance. Fieschi se repentait avec orgueil et jouissait avec délices de l'abominable célébrité qu'il venait d'acquérir. Les incroyables flatteries dont il était l'objet de la part de ses juges, n'avaient pas peu contribué à exalter son insolente et hideuse vanité. Il écrivait, dans le plus étrange langage, des lettres sentencieuses qu'on s'arrachait avidement; il tendait aux uns et aux autres sa main d'assassin que le public ne repoussait pas; et, profitant de la tolérance étrange du président de la Cour, de la muette impassibilité des pairs, de la réserve et des dénégations de ses complices, seul il dirigeait, en quelque sorte, les débats du procès: tantôt il contro-interrogeait les témoins ou ses coaccusés qu'il poussait à l'échafaud; tantôt il relevait, d'un ton railleur, la faiblesse, l'embarras, la timidité de Pépin; tantôt il invitait le ministère public ou le président à persévérer dans la poursuite de la vérité. Ces allocutions, ces sorties répétées, Fieschi les faisait, en regardant l'assemblée d'un œil triomphateur; en souriant à tout le monde, en échangeant avec Nina Lassave, sa concubine, des signes affectueux. On eût dit qu'il parlait du haut d'une tribune à l'univers, à la postérité, et que d'avance il voulait convier le peuple, avide d'émotions, au spectacle de son supplice. Ce misérable espérait sa grâce, parce qu'on la lui avait promise pour déterminer ses aveux. Les débats prouvèrent qu'il n'avait été qu'un instrument aveugle et ignorant, dont les républicains et les carlistes s'étaient servis à la fois pour le même objet: l'épicier Pépin était un agent des légitimistes; le jacobin Morey, type austère et farouche des hommes de 93, travaillait pour le compte des sociétés secrètes. On n'arriva pas à la révélation de ce complot mystérieux, et le 19 février, à huit heures du matin, les têtes de Pépin, de Morey, de Fieschi, tombèrent en présence d'une foule immense de spectateurs. Boireau avait été condamné à vingt ans de détention.

Depuis que le nouveau cabinet était entré aux affaires, les deux Chambres, continuant avec calme leurs travaux législatifs, n'avaient pas encore vu s'ou-

voir une de ces luttes qui délimitent les partis et constatent la majorité. Le 9 mars, à l'occasion d'un crédit extraordinaire pour dépenses secrètes, le parti nombreux et puissant, qu'affligeait la retraite de Guizot, entreprit, par l'organe de Dumon, de jeter un défi au ministère, défi que le ministère, par l'organe de Thiers, accepta sans hésiter. Guizot, dans un discours admirable, s'efforça d'établir que, depuis 1830, la politique n'avait point varié; que le gouvernement devait persévérer dans l'application des principes proclamés naguère et des théories consacrées; que, lui, ne s'était jamais proposé d'autre but, quand il participait aux actes du pouvoir, et que ses successeurs ne devaient en rien de la ligne politique qu'il avait suivie lui-même. Repoussant aussitôt une pareille solidarité, Sauzet fit ressortir l'esprit éminemment conciliateur qui allait diriger, selon lui, les actes du cabinet : « Les hommes hostiles, sans haine, dit-il, le gouvernement les ralliera par le spectacle de l'ordre et de la prospérité de la France, en protégeant tous les droits, tous les intérêts. Il surveillera toujours; mais il n'interdira aucune espérance, il ne fermera aucun avenir, il ne se montrera inexorable pour aucun regret. Il ralliera les dissentiments, et constituera une puissante majorité en apaisant le souvenir des irritations personnelles. » Cette profession de foi, exposée dans un discours brillant, plus adroit toutefois que solide, servit de programme au cabinet, en même temps qu'elle fournissait un plan d'attaque au tiers-parti, que cent cinquante-deux voix de majorité ministérielle n'avaient pas déconcerté. Aucun incident important ne troubla la discussion des budgets. Le ministre des finances avait estimé les recettes éventuelles à un milliard quatorze millions six cent mille francs; les dépenses ordinaires à un milliard douze millions cent soixante-six mille neuf cent dix francs. Mais, malgré cet excédant factice d'un million quatre cent trente-trois mille quatre-vingt-dix francs, la Chambre jugea prudent d'augmenter de douze à quinze millions le chiffre des voies et moyens. Humann, pour combler le déficit qu'on présentait sans le déclarer, avait proposé la conversion des rentes; mais le ministère actuel ne voulait pas, plus que le précédent, admettre le principe de la conversion et altérer ainsi les sources vives du crédit public. On se contenta donc d'ajouter des centimes facultatifs aux contributions directes pour augmenter de treize millions le budget des recettes.

Cette augmentation d'impôts, dont la Chambre complaisante avait pris l'initiative, ne fut pourtant pas votée, en vue du budget de l'Algérie que le ministère regardait comme un fardeau inutile et onéreux pour la France. Une expédition brillante contre Tlemcen, qui ouvrit ses portes au maréchal Clausel; plusieurs victoires remportées sur l'infatigable Abd-el-Kader, la pacification des environs d'Oran et de Médéah, avaient pourtant permis au gouvernement de rappeler quelques troupes en France, et au maréchal de venir à la Chambre diriger cette bataille oratoire qu'il fallait livrer chaque année pour conquérir les ressources nécessaires au développement de la colonie. En l'absence du gouverneur, le commandement des troupes était confié par intérim au général

Rapatel; mais Abd-el-Kader n'eut pas plutôt appris le départ du maréchal et la diminution de l'armée, qu'il reparut avec des forces considérables, et alla attaquer le corps du général d'Arlandes, qui s'était mis en mouvement pour établir un camp retranché sur les rives de la Tafna. Pendant qu'aux environs de Médeah, le bey Mohamed, notre allié, luttait contre les tribus voisines, et que des bandes ennemies inquiétaient la province d'Oran, soutenu par l'empereur de Maroc, Abd-el-Kader semblait avoir repris toute sa puissance. Ce fut sur ces entrefaites, qu'appelé au commandement du camp de la Tafna, occupé par une division de huit mille hommes, le général Bugeaud ravitailla Tlemcen, chassa de la province les hordes qui la désolaient, et courut au-devant de l'émir, qui se crut assez fort pour l'attendre. Le 4 juillet, les deux armées se rencontrèrent sur un vaste plateau d'environ trois lieues d'étendue, entre la Sickack, l'Isser et la Tafna; l'émir fut défait dans cette bataille sanglante où il perdit douze à quinze cents hommes, et Bugeaud revint en France, après avoir pacifié une contrée vaste et fertile, intimidé les Arabes qui, pendant plusieurs mois, ne se montrèrent plus, et laissé au général de Létang, son successeur, le soin de continuer ses brillants travaux.

Le voyage que firent alors en Allemagne le prince royal et le duc de Nemours, acquit beaucoup d'importance, par la splendide réception qu'ils reçurent à la cour de Berlin et à la cour de Vienne. C'était une nouvelle Sainte-Alliance, dans laquelle les souverains légitimes et absolus ne craignaient pas d'introduire le gouvernement de Juillet, absous de son origine. Les jeunes princes se trouvaient à Milan, lorsque la nouvelle d'un attentat, qui avait encore menacé les jours de leur père, les ramena en hâte à Paris. Ce fut le 23 juin, qu'un émissaire des sociétés secrètes, Louis Alibaud, tira sur le roi, à bout portant, avec un fusil-canne, au moment où Louis-Philippe et la reine traversaient en voilure le guichet du Pont-Royal. La balle s'enfonça dans le panneau de la voiture, à deux pouces au-dessus de la tête du roi. Arrêté aussitôt, interrogé par le procureur-général, il répondit fièrement : « J'ai voulu tuer le roi que je regarde comme l'ennemi du peuple. J'étais malheureux ; le gouvernement est la cause de mon malheur ; le roi en est le chef, voilà pourquoi j'ai voulu le tuer. Je n'ai qu'un seul regret, celui de n'avoir pas réussi. » De toutes parts, la famille royale reçut des témoignages d'attachement, à l'occasion de cet attentat, que la Providence avait déjoué. Quélen lui-même, archevêque de Paris, abandonnant son système d'hostilité permanente, se rendit enfin à Neuilly; mais on remarqua que, dans son mandement, le nom de roi n'était point donné à Louis-Philippe, et que la tentative d'Alibaud n'était pas même qualifiée de *régicide*. On remarqua aussi que l'empereur de Russie et le duc de Modène s'abstinrent seuls, entre tous les princes régnants, de féliciter Louis-Philippe d'avoir échappé encore une fois à un assassinat. Alibaud ne demanda pas, ne voulut pas de grâce; le 11 juillet, on le conduisit à l'échafaud avec le funèbre appareil du supplice des paricides : c'était un républicain convaincu, qui reçut la mort sans pâlir. Le lendemain,

la session législative fut close. Des bruits de complot circulaient, qui soulevèrent moins de craintes que de doutes. On crut généralement que le roi, appréhendant de mécontenter le corps diplomatique en procédant à l'inauguration de l'Arc-de-Triomphe de l'Étoile, avec la pompe qu'exigeaient les souvenirs consacrés par ce monument, cherchait un prétexte pour éviter de paraître à cette cérémonie et de passer une revue de la garde nationale, à l'occasion des fêtes de Juillet. L'Arc-de-Triomphe fut découvert, sans cérémonie officielle, à sept heures du matin, en présence du président du conseil, et la revue du roi n'eut pas lieu. Au reste, la mort tragique, inattendue d'un homme illustre, d'un patriote courageux, d'un écrivain éminent, la mort d'Armand Carrel affligeait encore la population parisienne. Il venait de succomber, à la suite d'un duel, né d'une misérable discussion de journalisme, dans laquelle il s'était heurté au caractère inflexible du rédacteur en chef de la *Presse*, Émile de Girardin : son inhumation, qui eut lieu le 25 juillet, à Saint-Mandé, avait pris les proportions d'un deuil national, auquel s'associèrent tous les partis. Louis-Philippe se trouvait ainsi naturellement délivré d'un de ses plus terribles adversaires. Le mot d'Amnistie fut prononcé en haut lieu, et l'on recueillit cette bonne parole, avec d'autant plus d'espoir, que Félix Rêal, Baude et Dufaure, membres du centre gauche, venaient d'être appelés à de hautes fonctions publiques, et que, dans tous ses actes, le cabinet inclinait vers l'indulgence. Mais, la question espagnole, sur laquelle Thiers différait d'opinion avec ses collègues, et surtout avec le roi, en soutenant l'opportunité d'une intervention armée en Espagne, allait amener une nouvelle crise ministérielle. Le 25 août, le cabinet se retira, et, le 6 septembre seulement, on apprit, par le *Moniteur*, que le comte Molé était président du conseil et ministre des affaires étrangères; Persil, garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes; de Gasparin, ministre de l'intérieur; le vice-amiral de Rosamel, ministre de la marine; Guizot, ministre de l'instruction publique; Duchâtel, ministre des finances. Deux portefeuilles restaient disponibles; ce fut le 19 septembre que le général Bernard reçut celui de la guerre, et Martin (du Nord), celui des travaux publics. Le nouveau ministère signala son avènement par des actes de clémence et de résolution. Il parla haut à la Suisse; il envoya une escadre en croisière, sur les côtes du Portugal; il obtint du roi des amnisties ou des commutations de peine, en faveur de cinquante-deux condamnés politiques; il ouvrit aux ex-ministres de Charles X, Peyronnet, Chantelauze, Polignac et Guernon-Ranville, les portes de leur prison perpétuelle. Le gouvernement croyait en avoir fini avec les conspirations, au moment où deux conspirations militaires, qui semblaient correspondre l'une avec l'autre, quoique les rapports entre elles ne fussent pas bien nettement établis, éclataient tout à coup à la fois, comme deux échos distincts, et mettaient en péril le trône de Louis-Philippe. A Vendôme, quelques sous-officiers de hussards avaient voulu entraîner leur corps, au cri de *Vive la République*, et marcher avec lui sur Paris, en le grossissant d'une armée de mécontents. A Strasbourg, la conspi-

ration, beaucoup plus sérieuse, offrait aussi plus de chances de succès, car elle n'avait inscrit sur son drapeau un nom magique, le nom de Napoléon; elle marchait, conduite par un nouveau de l'Empereur, seul héritier légitime de sa couronne; et elle s'appuyait d'ailleurs sur des officiers capables, sur des soldats d'élite, sur une population belliqueuse, prompte à s'enthousiasmer et restée fidèle aux gloires de l'Empire. Louis-Napoléon Bonaparte, fils d'Hortense de Beauharnais, et de Louis Bonaparte, roi de Hollande, doué des grandes qualités de l'esprit et du cœur, avait reçu une brillante instruction classique, en même temps qu'une solide éducation militaire et politique. Sa mère semblait l'avoir préparé de bonne heure à recueillir la succession impériale. Malheureusement, il avait toujours vécu en Suisse et Italie, de sorte qu'il était à peine connu de nom en France, quand il se présentait pour réclamer, les armes en main, l'héritage de son oncle, héritage ouvert pour lui par la mort du duc de Reichstadt. Mais son nom seul avait suffi pour fomentier dans l'armée une vaste conspiration qui devait commencer à Strasbourg, et s'étendre ensuite, comme une trainée de poudre, dans toutes les villes de garnison. Le 30 octobre, Strasbourg s'éveillait aux cris de *Vive l'Empereur! Vive Napoléon III!* Le 4^e régiment d'artillerie s'était soulevé à la voix de son colonel Vaudrey, et avait acclamé comme Empereur le prince Louis-Napoléon. Les conspirateurs s'emparèrent de la personne du préfet, et retirèrent le colonel du 3^e d'artillerie et le général commandant le département enfermés chez eux. Louis-Napoléon, n'ayant pu réussir à entraîner dans son parti le général Voirol, le laissa sous la garde de quelques artilleurs et conrnt se présenter au 46^e de ligne; les soldats, indécis d'abord, finirent par n'écouter que les ordres de leurs chefs. Louis-Napoléon, le colonel Vaudrey, le commandant Parquin, et les autres conjurés, furent arrêtés; la cour de Colmar évoqua la cause, mais l'instruction commencée, le roi, par politique, plutôt que par humanité, enleva le principal accusé à la juridiction du tribunal, et le 13 novembre, on lut au *Moniteur* : « D'après les ordres du roi, Napoléon-Louis Bonaparte a été extrait de la maison d'arrêt de Strasbourg, où il était détenu, pour être transporté aux États-Unis, sur un bâtiment de l'État. » Ce fut avec le sentiment profond d'une douleur réelle, que Louis-Napoléon se vit séparé de ses complices qui restaient sous le coup d'un procès criminel. Il réclama vainement le triste privilège de partager leur sort. Peu de jours avant que l'héritier de Napoléon essayât de revendiquer son droit de succession au trône par un coup de main, un roi, qui avait occupé le trône de France aussi par droit d'hérédité, Charles X, était mort dans l'exil, à Goritz, le 6 novembre, avec la résignation et le calme d'un chrétien. Toutes les cours de l'Europe prirent le deuil, excepté la cour des Tuileries, à laquelle le décès de l'ex-roi n'avait pu être officiellement annoncé par les Bourbons de la branche aînée. L'impossibilité d'une notification officielle à des cours qui avaient reconnu Louis-Philippe comme roi des Français empêcha aussi la petite cour de Goritz de proclamer roi, soit le dauphin, soit le duc de Bordeaux. Ces deux royautes posthumes demeurèrent à l'état de fantômes : lo



Figures 10

Figures 11

Figures 12

[illegible]



dauphin, sous le nom de comte de Marnes; le duc de Bordeaux, sous celui de comte de Chambord. Mais ce n'était pas vers Goritz que se tournaient les yeux de la France. Le canon grondait, en ce moment, dans le beylik de Constantine : le bey Achmet-Bey, reprenant l'offensive, a fait une pointe jusque sous les murs de Bone, où s'est retiré Ioussouf, que le gouverneur de l'Algérie a créé bey de Constantine en remplacement d'Achmet, qui ne paraissait pas disposé à céder sa ville et son titre. Longtemps incertain sur le parti qu'il prendrait à l'égard de l'Algérie, le ministère ne pouvait plus hésiter : il autorisa une expédition contre Constantine. A la fin d'octobre, le maréchal Clausel, qui devait la commander, se rendait d'Alger à Bone, tandis que le duc de Nemours y débarquait de son côté pour prendre part à cette expédition. Le 13 novembre, sept mille hommes se mettaient en mouvement, et traversaient avec bonheur, malgré mille obstacles, le col de Mouara, la Seybouse, le défilé de Raz-el-Akba, regardé comme infranchissable par les Arabes eux-mêmes, et le Bon-Mezroug, torrent impétueux. Enfin, après des fatigues inouïes, par la neige et le froid, à travers des chemins épouvantables, au milieu des privations de toute nature, on arrive devant Constantine, l'ancienne Cirta des Numides et des Romains. On avait compté sur le secours des tribus alliées, et pas un auxiliaire ne paraissait. On avait cru trouver une ville ouverte ou du moins facile à emporter d'assaut, et il s'agissait de franchir le ravin profond où coule l'Oued-Rammel, d'escalader un roc presque inaccessible, et d'assiéger, sans matériel de siège, une ville importante, bien fortifiée à l'européenne, et défendue par quinze cents Turcs ou Kabyles, sous les ordres d'un chef intrépide, Beq-Haïssa. L'attaque fut tentée néanmoins. L'armée, réduite à trois mille hommes valides, déploya, pendant trois jours, une bravoure héroïque, jusqu'à ce qu'enfin Clausel se fût décidé à reprendre la route de Bone. La retraite, commencée le 24, au point du jour, devint bientôt presque impraticable. Un commandant du 2^e léger, en soutenant l'arrière-garde, assaillie sans cesse par des nuées de Kabyles, sauva l'armée : ce commandant s'appelait Changarnier. Le 28, on atteignait Ghelma, où furent laissés les blessés, et le 1^{er} décembre Clausel rentra à Bone avec son artillerie et ses caissons, mais ses pertes étaient évaluées à quatre cent cinquante hommes tués, morts ou égarés. La nouvelle de ce désastre précéda, de quelques jours seulement, l'ouverture des Chambres, fixée au 27 décembre. A une heure de l'après-midi, Louis-Philippe, accompagné du prince royal, du duc de Nemours et du prince de Joinville, monte en voiture pour se rendre au Palais-Bourbon. En passant devant la terrasse du bord de l'eau, à cent pas environ de la grille du jardin des Tuileries, il incline la tête et salue. Aussitôt, un coup de pistolet se fait entendre ; une balle brise les glaces de la voiture, sans toucher ni le roi ni ses fils, qui continuent leur route vers la Chambre. La reine, les princesses, le duc d'Angoulême, le duc de Montpensier, s'y trouvaient déjà réunis. Au bruit d'un nouvel attentat, l'assemblée s'écroule, et quand le roi paraît avec ses trois fils, blessés au visage par des éclats

de verre, un tonnerre d'applaudissements et des cris d'enthousiasme ébranlent la salle. Avec une dignité calme, avec une émotion contenue, Louis-Philippe, d'une voix nette, ferme et sonore, prononce le discours d'ouverture. Les cris et les acclamations redoublent à ces mots, que la circonstance a l'air d'inspirer : « Les témoignages d'affection que m'a donnés la France, et que vous venez de renouveler, sont la plus précieuse récompense de mes travaux. » L'assassin, arrêté sur-le-champ, répondit avoir conçu comme Alibaud, dont il était admirateur, une haine mortelle contre les d'Orléans, qu'il accusait d'être cause des malheurs de la France. Il ne voulait faire connaître ni son nom, ni sa profession, ni son origine ; mais un honnête négociant l'ayant reconnu comme son neveu, il déclara s'appeler Pierre-François Meunier, né, en 1814, à La Chapelle-Saint-Denis. Bien que le crime de Meunier fût encore ou parût être, comme celui d'Alibaud, un attentat isolé, quoique inspiré par le démon des sociétés secrètes, il apportait indirectement une force nouvelle à la politique de résistance qui s'était personnifiée dans la personne de Guizot ; il donnait tort à la politique de mouvement, qui se personnifiait aussi dans la personne de Thiers. Le nouveau ministère dut certainement au crime de Meunier la faible majorité qu'il acquit un moment dans les Chambres. Le pays semblait d'ailleurs en voie de prospérité. Malgré une sourde fermentation des passions égoïstes, malgré un amour effréné de jouissances matérielles, malgré une impatience fiévreuse d'argent et de pouvoir, qui jetait une foule d'individus dans des spéculations hasardées, souvent malhonnêtes, ou dans des théories impossibles à réaliser, on eût dit, à certains indices, qu'une amélioration réellement progressive poussait la société vers d'heureuses destinées. Les impôts se percevaient sans effort ; les plus onéreux, ceux qui pèsent sur la consommation ou sur les transactions, dépassaient depuis plusieurs années les évaluations du budget des recettes ; le crédit public se fortifiait graduellement. L'intérêt de l'argent avait baissé dans les transactions privées comme sur les effets de la Banque de France ; la valeur des propriétés territoriales allait croissant, quoique le prix des grains fût avili, et le Trésor était surchargé de capitaux improductifs. Une crise financière venait cependant d'éclater en Amérique, d'ébranler la Bourse de Londres, et de réagir sur celle de Paris ; le commerce alarmé redoutait aussi, soit du côté de l'Espagne, soit du côté de l'Orient, quelque complication politique qui arrêterait l'essor industriel ; et puis, à chaque nouvelle tentative contre la vie du roi, chacun s'effrayait de la perturbation incalculable que la mort de Louis-Philippe, surnommé le héros de la paix, causerait non-seulement en France, mais encore dans toute l'Europe. Telles étaient les préoccupations, sous l'empire desquelles fut discutée l'Adresse. Dans cette discussion irritante, les partis avaient l'air d'essayer leurs forces et de compter leurs soldats avant d'en venir sérieusement aux mains. Thiers, obligé de subir l'alliance d'une opposition qu'il voulait dominer, était sans cesse dans l'alternative de se voir délaissé par elle ou entraîné plus loin qu'il ne voudrait.

D'autre part, le ministère ne pouvait se faire illusion sur le dévouement d'une majorité, qu'il devait à des craintes, plutôt qu'à des convictions. L'acquittement de toutes les personnes compromises dans la conspiration napoléonienne de Strasbourg, bien qu'il fût prévu, par suite de l'exportation arbitraire du principal coupable, atterra le cabinet. C'était un ferment d'insubordination jeté dans l'armée, et les fêtes célébrées à cette occasion en Alsace, fêtes auxquelles assista même le jury qui avait acquitté les accusés, décernaient, pour ainsi dire, une ovation à la révolte. Inquiet des conséquences du procès de Colmar, averti de la recrudescence des sociétés secrètes, indigné de tant de lâches tentatives contre la vie du roi, le ministère proposa aux Chambres différentes mesures répressives; puis, se rendant solidaire de l'affection pécuniaire que Louis-Philippe portait à sa famille, il eut la faiblesse de solliciter encore un apanage pour le duc de Nemours, qu'on n'aimait pas, et une dotation pour la reine des Belges, qui n'excitait aucun intérêt. Ce fut un grave motif d'embarras dans la machine parlementaire; ce fut l'origine de discussions acerbes, passionnées, compromettantes pour la dignité royale, qui des journaux passèrent à la tribune, et finirent par amener la chute du cabinet. Tant que les séances législatives (janvier et février) ne mirent à l'ordre du jour que les attributions municipales, les caisses d'épargne et la garde nationale de la Seine, une majorité considérable appuya le ministère. Mais quand il osa demander la disjonction de juridiction dans les causes politiques où des militaires se trouveraient impliqués avec des citoyens, on entendit gronder l'orage. Dupin aîné, qui, élevé de nouveau au fauteuil de la présidence, conservait beaucoup de crédit et d'autorité, moins à cause de son caractère épineux et de ses boutades d'indépendance qu'à cause de ses profondes connaissances en législation et en droit public, Dupin signala l'indivisibilité de la procédure en matière criminelle, comme un principe absolu et fondamental, et il déclara que le jury était seul compétent pour connaître des crimes qui portent atteinte à la sûreté de l'État. Dupin épuisa la question. Berryer n'ajouta que de brillants détails, et les efforts de Parant, Moreau de la Meurthe, Persil, Magnoncourt, Martin du Nord, etc., ne sauvèrent pas le projet, que fit écarter une majorité de deux voix. Le résultat du scrutin fut accueilli par les cris de : *Vive le roi! Vive la Charte!* Le lendemain, les journaux du ministère osèrent soutenir qu'une semblable majorité ne pouvait, ne devait pas le forcer à la retraite; mais on dut le considérer comme mortellement atteint dans son existence; dès lors un sentiment d'indifférence et d'incertitude domina les délibérations des deux Chambres, et l'on y parut beaucoup moins attentif aux projets à l'ordre du jour, qu'aux intrigues extérieures qui avaient pour but un remaniement ministériel. L'arrestation de Champion, ouvrier mécanicien, auteur d'une nouvelle machine infernale, destinée à faire périr la famille d'Orléans, excita même aussi peu de surprise que d'émotion. Beaucoup de gens, systématiquement incrédules, crurent encore reconnaître la main de la police préparant une ruse de guerre, à l'aide de

laquelle on pût intéresser l'opinion, en faveur d'une famille qui courait tant de périls dans l'intérêt de la France, et faire, de la dotation que Louis-Philippe s'obstinait à poursuivre, une question de gratitude nationale. Le projet de Champion cependant n'était que trop réel; mais l'accusé ayant mis fin à ses jours dans sa prison, l'instruction en resta là. Quant à Meunier, les pairs le condamnèrent à la peine des patrioïdes, et Louis-Philippe, touché de son repentir, commua la peine. Il fut transporté aux États-Unis, où la bienfaisance royale ne cessa de lui envoyer des secours. Quelques jours auparavant, les Chambres étaient enfin sorties de leur torpeur législative. Après un mois de négociations secrètes, de combinaisons, tour à tour acceptées, refusées; après une noble et franche réconciliation offerte par Guizot à Thiers, qui n'eut, sans manquer à d'autres engagements pris, accepter l'alliance qu'on lui offrait, le roi, fatigué de ces oscillations ministérielles, de ces tiraillements d'amours-propres, laissa au comte Molé le département des affaires étrangères avec la présidence du conseil, et lui fit contresigner les ordonnances qui nommaient : Barthe, ministre de la justice et des cultes; le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur; de Salvandy, ministre de l'instruction publique; et Lacave-Laplagne, ministre des finances. Évidemment, ce ministère, daté du 45 avril, n'offrait qu'un médiocre artifice de convenances personnelles, qu'un système d'ostracisme jaloux à l'égard d'hommes éminents qui avaient, les uns la confiance de la majorité de la Chambre; les autres, celle du pays. Barthe, Montalivet, Lacave-Laplagne, représentaient une politique de dévouement dynastique; Salvandy, animé des intentions les plus nobles, s'était d'avance compromis vis-à-vis de la Chambre en soutenant la loi de disjonction, et aucun des ministres nouveaux ne pouvait se flatter de suppléer à la puissance parlementaire de Guizot et aux talents administratifs de Duchatel. Le 18 avril, pour l'inauguration du cabinet, le comte Molé annonça officiellement à la chambre des députés l'union prochaine du prince royal avec la duchesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin; demanda pour le prince un supplément de dotation, et pour la princesse un douaire de trois cent mille francs, en cas d'extinction de la dotation avant l'avènement de son mari à la couronne, et déclara que le projet d'apanage du duc de Nemours demeurerait ajourné. Il s'agissait donc d'élever à deux millions la dotation du prince royal, de fixer à trois cent mille francs le douaire éventuel de la duchesse d'Orléans, et de porter à un million les dépenses de mariage et frais d'établissement. Ces chiffres furent acceptés par la Chambre. Dupin aîné, nommé rapporteur, fêta la gauche d'avoir fait des *discours*, et non pas des *pamphlets*, allusion malicieuse au pamphlet que venait de publier Cormeulin sur la dotation du duc de Nemours. La dot de la reine des Belges, discutée ensuite, souleva beaucoup plus d'opposition. Montalivet s'efforça d'établir en fait l'insuffisance de la liste civile, eu égard aux immenses travaux d'art que faisait exécuter le roi, à Versailles et dans les châteaux royaux. Selon les calculs de Montalivet, la liste civile, y compris le revenu du domaine privé, s'élevait à vingt-un mil-

lions deux cent soixante-onze mille six cent quarante-six francs ; le total des charges était de onze millions deux cent trente-deux mille huit cents francs ; restaient donc dix millions trente-huit mille huit cent quarante-six francs de revenu net, et pourtant la couronne avait plus de dix-huit millions de dettes ! La Chambre, convaincue ou feignant de l'être, souscrivit à regret aux désirs du roi. C'était toujours sur des questions d'argent que la Chambre se divisait avec le plus d'ardeur. Deux rapports, l'un sur une demande de cinq millions six cent quarante-sept mille francs, destinés à l'Algérie ; l'autre, sur une allocation de fonds secrets, avaient été légués par l'ancien cabinet au nouveau, qui réclamait également un double vote de confiance. On vit alors se produire, par l'organe du président du conseil, un exposé justificatif de conduite, une revue rétrospective du système invariable : le roi parlait toujours par la bouche de ses ministres. Attaqué dans sa vieille gloire, Clausel n'eut pas de peine à se disculper du désastre de Constantine ; Guizot, à son tour, défendit pied à pied la politique de résistance, dont il s'était fait l'éloquent protecteur. Un acte d'initiative royale, l'amnistie, qui fut accordée le 8 mai aux condamnés et détenus politiques, eût certainement abrégé la discussion des fonds secrets ; mais une partie des ministres n'y voulait pas souscrire. Ce n'est qu'aux instances répétées de la famille royale, que le cabinet se décida. L'amnistie promulguée, on vit encore l'endurcissement du cœur repousser le repentir et mépriser le pardon ; on vit l'injure accepter le bienfait ; mais le public, mais les Chambres n'en accueillirent pas moins cette grande mesure de clémence avec l'espoir d'un prochain rapprochement des partis et des opinions. C'était donner avec magnanimité le signal aux réjouissances qui allaient électriser la capitale. De son côté, le prince royal, à l'occasion de son mariage, fondait des bourses à l'école de Saint-Cyr pour des fils de militaires, faisait distribuer aux ouvriers nécessiteux, soit des secours, soit des livrets de caisse d'épargne ; tandis que le conseil municipal de Paris devait des filles pauvres, et préparait une réception magnifique aux nouveaux époux. La princesse Hélène, partie de Lwidsglust, résidence de sa famille, passa la frontière le 24 mai. Elle était accompagnée de la grande-duchesse douairière Augusto-Frédérique, à qui le grand-duc avait remis ses pouvoirs. Depuis Forbach jusqu'à Fontainebleau, son voyage fut une espèce de marche triomphale, à travers des populations empressées. La princesse répondit à cet accueil, par des générosités et par des paroles gracieuses. Le roi et la famille royale, les notabilités civiles et militaires de la France, différentes députations, représentant les Chambres, la justice, la garde nationale, l'industrie, attendaient son arrivée au palais de Fontainebleau. Le 29 mai, à sept heures du soir, la voiture des princesses entrait dans la grande cour, au bruit des acclamations, des tambours et des fanfares. Le prince royal et le duc de Nemours allèrent recevoir les princesses au bas de l'escalier. Comme la princesse Hélène se baissait pour baiser la main du roi, celui-ci l'arrêta doucement, l'embrassa avec effusion, et la présenta ensuite aux membres de la famille royale. La corbeille et le trousse-

seau de la mariée remplissaient trois salles entières : c'était une véritable exposition de la haute industrie française. Le lendemain, à huit heures et demie du soir, le mariage fut célébré dans la galerie de Henri II. On commença par la cérémonie civile. Le baron Étienne-Denis Pasquier, élevé depuis peu à la dignité de chancelier de France, fit les fonctions d'officier de l'état civil, et le duc Decazes, celles de greffier ; parmi les témoins des deux époux, on remarquait le vieux Talleyrand, comme un spectre de mauvais augure. On procéda ensuite à la cérémonie religieuse, d'abord selon le rite catholique, par l'évêque de Meaux, dans la chapelle de Henri II ; puis, selon le rite luthérien, par le pasteur Cuvier, dans la salle dite de Louis-Philippe. Le 4 juin, à trois heures et demie de l'après-midi, les époux firent leur entrée solennelle dans Paris. Le roi, à cheval, entouré des princes, suivi des ministres, des maréchaux et d'un brillant cortège, précédait la calèche des princesses. Il était rayonnant de joie. Un banquet de deux cents couverts, que le roi quitta plusieurs fois pour présenter sa belle-fille à la foule enthousiasmée qui encombrait le jardin des Tuileries, termina cette journée splendide. Le 11, une autre fête, d'un caractère grandiose et national, devait projeter sur cet hymen comme un glorieux reflet du règne de Louis XIV. Pour la première fois s'ouvraient les vastes galeries de Versailles, transformées en Musée historique, par les soins et aux frais du roi. Après quelques jours passés en famille au château de Trianon, Louis-Philippe, accompagné de la cour et de nombreux invités, représentant tous les corps, toutes les idées, toutes les opinions, parcourut rapidement les galeries de peinture, comme s'il eût voulu en faire les honneurs au pays qui l'environnait. Huit tables de soixante couverts étaient dressées dans la galerie de Louis XIV, et vingt tables de quarante couverts dans les dix salles latérales. Le banquet fut suivi d'une seconde promenade aux flambeaux dans les galeries, et d'une brillante représentation sur le théâtre du château. Le 14, commencèrent les fêtes données par la ville de Paris. Une foule immense se transporta au Champ-de-Mars pour y voir l'attaque simulée de la citadelle d'Anvers. Ce spectacle militaire fut malheureusement attristé par une catastrophe semblable à celle qui voila d'un crêpe funèbre la couronne nuptiale de Marie-Antoinette : vingt-quatre personnes périrent étouffées. Ce malheur fit remettre au 19 le banquet et le bal, qui devaient avoir lieu le lendemain à l'Hôtel-de-Ville. Un bal offert par la garde nationale, dans la salle du grand Opéra, succéda au bal de l'Hôtel-de-Ville : les premiers poètes, les premiers musiciens de l'époque avaient composé une cantate que chantèrent les premiers artistes. Partout l'accueil fait à la princesse Hélène fut des plus sympathiques. Elle plut d'ailleurs aux Parisiens, qui, portant au prince royal un attachement sincère, voyaient avec satisfaction se consolider la monarchie qu'il était appelé à continuer.

Le terme de la session approchait. Porté à un milliard trente-sept millions deux cent quatre-vingt-huit mille cinquante francs, le budget des dé-

penses ordinaires, pour 1838, dépassait d'environ dix millions celui de l'année précédente; le budget des recettes, il est vrai, était évalué à un milliard cinquante-trois millions trois cent quarante mille soixante-dix-huit francs, ce qui présentait un excédant de seize millions cinquante-deux mille vingt-huit francs. Mais ces chiffres avaient subi quelques modifications depuis le changement de ministère, par suite des observations de la commission du budget, qui respecta toutefois le travail économique du ministre Duchatel. Les dépenses de 1838 présentaient donc un total de un milliard trente-neuf millions trois cent dix-huit mille neuf cent trente-un francs; les recettes, un total de un milliard cinquante-six millions trois cent deux mille quatre cent soixante-un francs; différence au profit des recettes : seize millions neuf cent quatre-vingt-trois mille cinq cent trente francs. C'était, en apparence du moins, un budget normal. Et pourtant les Chambres, dissoutes le 15 juillet, se séparaient mécontentes du gouvernement, mécontentes d'elles-mêmes. Elles laissaient les affaires commerciales chancelantes, sous une prospérité plus factice que réelle, les croyances politiques ébranlées, la presse d'opposition fortifiée, malgré divers procès intentés, de par les lois de Septembre, au *Courrier Français*, au *Siècle*, à la *Gazette de France*, à la *Quotidienne*, au *Charivari*; elles voyaient l'insurrection érigée presque en droit, depuis le verdict d'acquiescement prononcé par le jury de Colmar, contre les auteurs du complot bonapartiste de Strasbourg. Un combat renouvelé sans cesse, par-dessus la tête des ministres, avait mis à nu les petites intrigues de cour, les misères attachées aux prééminences individuelles, la rouerie et l'empiétement sournois de l'autorité royale, les condescendances coupables et la déconsidération rapide des hommes du pouvoir. Le cabinet n'ayant pu, de ses mains débiles, soutenir le poids de certains projets dynastiques, et n'osant les désavouer, semblait en léguer la défense à des successeurs plus habiles ou plus forts que lui; et généralement on pressentait un nouveau ministère avec une nouvelle Chambre. L'esprit de conciliation et d'harmonie, proscrit de l'enceinte des pouvoirs législatifs, se réfugiait alors près du prince royal, qui, pour montrer aux populations sa jeune épouse, parcourait la Normandie, visitait Rouen, le Havre et Saint-Quentin, dirigeait les manœuvres du camp de Compiègne, et cédait, par raison politique, à son frère puîné, le duc de Nemours, la gloire d'aller, sous les murs de Constantine, venger l'honneur du drapeau national. En même temps que le duc de Nemours recevait cette mission avec le titre de maréchal-de-camp, le prince de Joinville, qui avait déjà fait trois voyages de long cours, s'embarquait à Toulon (5 août) sur l'*Hercule*, vaisseau de cent canons, pour un voyage transatlantique. Il eût été convenable que Clausel, vaincu par les éléments bien plus que par les Arabes dans la retraite de Constantine, fût mis en mesure de reprendre une éclatante revanche; mais un dissentiment trop marqué l'éloignait des ministres; et l'acquiescement solennel du général de Rigny, injustement accusé de lâcheté dans un ordre du jour du maréchal-gouverneur, venait d'aliéner

à ce dernier les sympathies d'une partie de l'armée d'Afrique. Le lieutenant-général Damremont, nommé depuis le 12 février gouverneur-général de l'Algérie, fut chargé de commander en chef l'expédition. Homme de résolution et de courage, Damremont avait reçu, des mains du général Rapatel, gouverneur par intérim, cette France africaine encore tout émue de l'affligeante catastrophe de Bone, où trois cents militaires furent victimes de l'explosion d'une poudrière; tandis que le général Bugeaud, envoyé dans la province d'Oran avec une autorité presque absolue, avait voulu forcer Abd-el-Kader à se réconcilier avec la France. Bugeaud, en signant le traité de la Tafna (30 mai), reconstitua la puissance de l'émir; il lui rendit Tlemcen, Rachgoun, Michouar; il le mit à même de porter sa domination jusqu'au Petit-Atlas et d'être désormais pour la France un allié nécessaire, après avoir été un dangereux ennemi. L'Ouest et le Sud ainsi pacifiés, Damremont put diriger toutes ses forces contre Achmet, bey de Constantine, devenu d'autant plus insolent qu'il comptait sur des secours de la Turquie, et qu'il voyait chaque jour se grossir son armée. La flotte ottomane, épiée dans ses mouvements par les contre-amiraux Gallois et Lalande, n'osa débarquer les troupes qu'elle avait à bord, et reprit la route de l'Archipel, heureuse d'échapper au désastre d'un nouveau Navarin. Dès les premiers jours du mois d'août, vingt mille hommes, avec un matériel considérable et des munitions suffisantes pour une campagne de plusieurs mois, se trouvaient réunis à Bone, dans les camps fortifiés de Drehan et de Ghelma. Le plateau de Medjez-el-Ammar, plus rapproché de Constantine, et dont les bords escarpés sont baignés par la Seybouse, ayant été jugé propre à une imposante concentration de troupes, Damremont y réunit quinze mille hommes. C'est de là que, le 1^{er} octobre, l'armée se mit en marche sur Constantine. Le duc de Nemours, commandait la première brigade d'avant-garde; le général Trézel, la seconde; le général Rulhières, les deux autres. L'artillerie était sous les ordres du général Vallée; le génie, sous les ordres du général Fleury. Le 6, l'armée arriva devant les murs de Constantine, défendue par des batteries de soixante bouches à feu, par une bonne garnison, composée de Turcs et de Kabyles, par Ben-Aïssa, chef intrépide, qui s'enorgueillissait d'avoir repoussé les Français l'année précédente. Achmet-Bey, à la tête de huit à dix mille cavaliers, tenait la campagne et inquiétait les assiégeants. Des pluies torrentielles, une température glaciale, ajoutaient aux difficultés du siège, que les fréquentes sorties des assiégés ne ralentirent pourtant pas. Le 12, les travaux de tranchée étaient presque achevés, lorsqu'en les visitant avec le duc de Nemours, le général en chef Damremont fut coupé en deux par un boulet de canon; le général Perrégaux reçut, à côté de lui, une balle au front. Vallée, le plus ancien des officiers-généraux présents, prit aussitôt le commandement de l'expédition, ouvrit, le jour même, une large brèche, et pénétra le lendemain par cette brèche dans la ville. Malheureusement, ce beau fait d'armes, le plus brillant peut-être de tous ceux qui avaient eu pour théâtre l'Algérie, coûta bien cher à l'armée :

le général Perrégaux ne survécut pas à sa blessure ; le brave colonel Combe, percé de deux balles, ne quitta l'assaut que pour venir en annoncer la glorieuse issue au duc de Nemours : « Ceux qui ne sont pas blessés mortellement jouiront de ce succès ! » dit-il avec calme, et il tomba mort. Le 3 novembre, l'armée victorieuse rentra à Bone ; le 9, le duc de Nemours et le prince de Joinville, qui était allé le rejoindre pour voir de près les Arabes, s'embarquèrent ensemble pour Alger, où les attendaient des fêtes magnifiques ; et le 13, ils se séparèrent, l'un, remontant à bord de l'*Hercule* ; l'autre, revenant en France par l'Océan. Dans cette pénible traversée, le duc de Nemours courut les plus grands dangers, et n'arriva que le 8 décembre au Havre. La reine, les ducs d'Orléans et d'Aumale, allèrent à sa rencontre jusqu'à Rouen. Trois jours auparavant, l'église des Invalides avait ouvert ses caveaux au cercueil du général Damremont : l'armée d'Afrique était intéressée dans les honneurs funèbres rendus à son chef mort sur le champ de bataille, en attendant que la statuaire et la peinture immortalisassent dans le Musée de Versailles les souvenirs de cette glorieuse campagne. La prise de Constantine fit pleuvoir les grades et les croix sur les soldats comme sur les chefs : Vallée avait reçu le bâton de maréchal de France ; le duc de Nemours, les généraux Trézel et Rulhières étaient nommés lieutenants-généraux. Les victoires de l'Algérie ne suffisaient pas pour arracher les esprits à des préoccupations d'une autre nature. La Chambre ayant été dissoute le 3 octobre, et les collèges électoraux convoqués le 4 novembre, la session devait s'ouvrir le 18 décembre. Cinquante nouveaux pairs de France, parmi lesquels on remarquait vingt-trois députés, quinze lieutenants-généraux ou vicaux, quelques anciens ministres ou ambassadeurs, des magistrats et des préfets, assuraient au cabinet, dans la Chambre inamovible, une majorité considérable ; tandis qu'on ne savait pas encore précisément quel serait l'esprit de la nouvelle Chambre élective. Sur quatre cent cinquante-neuf anciens députés, trois cent dix avaient été réélus, dont les deux cinquièmes appartenaient à la gauche, et l'on avait lieu de craindre que la plupart des nouveaux députés ne fussent contraires à la marche sinon au principe du gouvernement. Aussi, présageait-on un équilibre difficile à maintenir dans le gouvernement, une majorité indécise dans la chambre des députés. La découverte d'un nouveau complot contre la vie du roi, le malaise de l'agriculture, la réapparition du choléra dans les départements du Midi, la détresse des colonies françaises, les embarras que faisait naître en Suisse la présence des réfugiés bonapartistes et républicains, les difficultés relatives à la possession du duché de Luxembourg par la Prusse, l'hostilité du clergé ravivée par l'achèvement du fronton du Panthéon exécuté par David, et plus encore l'attitude de l'opposition avancée, tout inspirait au pouvoir de sérieuses inquiétudes. Dès qu'il avait été question de réélire les députés, le parti radical, constitué en comité directeur, s'était empressé d'appeler à lui le parti légitimiste, afin d'obtenir, par la combinaison de leurs efforts réunis, une Chambre toute

d'opposition. Dans ce comité figuraient les députés Dupont de l'Eure, Arago, Mauguin, Lafitte, le maréchal Clausel, Garnier-Pagès, Cormenin, Salverte, le banquier Goudchaux, le poète Népomucène Lemercier, le professeur Rostan, les avocats Marie, Ledru-Rollin, Dupont et plusieurs journalistes. Odilon Barrot, chef de l'opposition dynastique, Chambolle, rédacteur en chef du *Siècle*, Léon Faucher et quelques hommes considérables du parti légitimiste, ayant refusé d'entrer dans cette coalition, elle ne fut pas aussi redoutable qu'elle aurait pu l'être ; mais Louis-Philippe et ses ministres éprouvèrent quelque trouble, surtout en voyant que les députés membres du *Comité central* étaient tous réélus. Pour se rassurer eux-mêmes comme pour rassurer leurs amis, ils firent ressortir, dans le discours d'ouverture des Chambres, la générosité de l'amnistie, l'éclat des armes françaises en Algérie, la force et la sûreté des alliances politiques du gouvernement de Juillet. La discussion de l'Adresse, qui fit apparaître à l'horizon de la Chambre autant d'ambitions déçues que de convictions hostiles, remplit presque tout le mois de janvier : Lacave-Laplagne, ministre des finances, présenta le règlement définitif du budget rectifié de 1835, fixé à la somme de un milliard quarante-cinq millions quatre cent seize mille six cent vingt-quatre francs pour les recettes ; à un milliard vingt-un millions quatre-vingt-deux mille quatre cent trois francs pour les dépenses ; il demanda, en outre, l'examen des crédits extraordinaires de 1837, s'élevant à quatorze millions deux cent soixante-douze mille francs, et proposa, pour 1839, un projet de budget où les recettes se trouvaient évaluées à un milliard soixante-quatorze millions huit cent quatre-vingt-treize mille cent neuf francs, les dépenses à un milliard soixante-deux millions neuf cent dix-sept mille neuf cent trente francs. Le ministre s'applaudissait de la situation prospère des finances, sorte de dérision grossière en regard de ce surcroît annuel dans les charges de l'Etat. Il établissait que, de 1829 à 1836, les contributions directes s'étaient accrues de trente-huit millions ; qu'en compensation, l'impôt des boissons se trouvait dégrevé de trente-cinq millions ; que les droits de timbre et de poste avaient également subi une réduction notable ; quant au remboursement des rentes, admis en principe, il croyait devoir attendre, pour s'en occuper, des circonstances plus favorables. Les rapports des commissions de finances furent explicites et sévères dans les deux Chambres : Ganneron, à la chambre des députés, le marquis d'Audiffret, à la chambre des pairs, se plaignirent de l'extrême mobilité des chiffres administratifs. Le budget, toutefois, réduit à la somme de un milliard quatre-vingts millions quatre cent quatre-vingt-six mille quatre-vingt-onze francs pour les recettes présumées ; à celle de un milliard soixante-trois millions six cent soixante-neuf mille trois cent trente-neuf francs pour les dépenses, n'en fut pas moins adopté. On voyait, on signalait le mal, mais on n'avait pas la ferme résolution d'y porter remède. Les Chambres participaient à la mollesse et à l'indécision du ministère. La plupart des lois qui furent votées dans cette session restaient empreintes de l'esprit d'incertitude, qu'apporte dans ses actes une

assemblée qui manque d'unité et de but : une loi sur l'état-major appelait le privilège à remplacer le droit ; une loi sur les conseils-généraux de départements portait en elle mille contradictions nées du fractionnement politique ; le projet sur l'abolition de l'esclavage colonial, pris en considération avec enthousiasme, languissait abandonné ; la conversion des rentes, que le ministère n'avait eu ni le courage de repousser, ni la volonté de défendre, avait échoué devant la chambre des pairs. Ébauché timidement, comme toutes les autres réformes, le système des chemins de fer subissait des retards préjudiciables à l'industrie et au commerce ; la question des sucres, intimement liée à celle de l'esclavage, était comme suspendue entre les intérêts des colons et les lois sacrées de l'humanité. Ainsi, le défaut de plans, l'irrésolution, la timidité du cabinet, se faisaient sentir en toutes choses, excepté dans ses poursuites contre la presse, dans son ardeur à déférer aux tribunaux la *Mode*, le *National* et toutes les brochures légitimistes ou républicaines qui battaient en brèche le gouvernement de Juillet. Le ministère public attisait la haine des partis et les fortifiait par la persécution, pour ne gagner à ce jeu fatal que des amendes et des emprisonnements. Dès qu'il passait les bornes de la justice et de la modération, il rencontrait sur son chemin le jury, toujours ingénieux à faire surgir, des complots les mieux avérés, la contradiction des circonstances atténuantes. Tel fut le complot d'Hubert, dont les débats occupèrent tout le mois de mai : la peine capitale n'atteignit aucun des conspirateurs, et cependant, Hubert conspirait pour la seconde fois contre la vie du roi qui venait de le rendre à la liberté. Le seul acte énergique du cabinet, considéré avec raison comme un acte de rigueur, avait été de dénoncer à la cour des pairs la brochure du jeune lieutenant Laity, qui, dévoué aux idées napoléoniennes, s'était fait l'historien et le panégyriste de la conspiration de Strasbourg. Condamné à cinq années de prison et à dix mille francs d'amende, Laity supporta seul, en quelque sorte, la responsabilité d'un complot gracié par le jury et par l'opinion publique. Deux jours après cette condamnation, la session était close. Pairs et députés s'en allaient sans avoir rien décidé, rien terminé, rien éclairci, en face de la question d'Orient, qui naissait effrayante ; en face de la question hollando-belge, qui pouvait se compliquer gravement ; en face de la question espagnole, sans issue apparente ; et le cabinet se trouvait seul, n'ayant d'autre guide que la nécessité du moment, d'autre préoccupation sérieuse que celle de sa durée.

Humiliée du rôle amoindri que son gouvernement lui avait fait en Europe, la France n'entendit pas sans émotion les applaudissements qui lui venaient d'une nation rivale, jalouse mais digne appréciatrice de son passé. L'Angleterre rendit hommage à la France impériale en s'inclinant avec respect, avec admiration devant le maréchal Soult, qui lui semblait l'illustre représentant des gloires de l'Empire. Envoyé comme ambassadeur extraordinaire au sacre de la reine Victoria, le vainqueur de la bataille de Toulouse se retrouva en présence de lord Wellington, et le peuple anglais l'accueillit avec des batte-

ments de mains et des cris d'enthousiasme. Cependant, un événement heureux allait parler d'avenir à la France, si prompt à se décourager. Le 24 août, la duchesse d'Orléans mettait au monde un fils, qu'on appela Louis-Philippe-Albert d'Orléans. Habile à profiter de tout pour consolider sa dynastie, le roi, pour identifier l'enfant royal avec la population parisienne, le nomma *comte de Paris*, et le conseil municipal de la Seine lui vota une épée au lieu d'un berceau. La naissance de ce fils, les largesses du duc d'Orléans, sa présence au camp de Saint-Omer, où il dirigeait de grandes manœuvres, ses paroles généreuses et patriotiques, ajoutèrent encore à sa popularité. On ne voyait pas non plus avec indifférence le prince de Joinville acquérir sur son vaisseau les connaissances spéciales d'un marin consommé; on lui savait gré des sympathies qu'il excitait par son caractère loyal et vraiment français, et déjà les amis du trône, redoutant l'immuable volonté de Louis-Philippe, subordonnaient leurs espérances aux allures libérales de ses fils. L'arrivée du prince de Joinville dans nos colonies des Antilles fut pour les malheureux planteurs une occasion de protester contre l'abus de la force qui leur imposait la consommation des produits de la métropole; contre les taxes exorbitantes qui repoussaient les denrées coloniales, et contre les affranchissements d'esclaves qui, sans répondre aux vœux de la philanthropie européenne, compromettaient la culture, en laissant prévoir la ruine prochaine des établissements. Intimidé par la présence de l'escadre française, le gouvernement d'Haïti payait enfin l'indemnité de soixante millions due aux anciens colons dépossédés; et la république mexicaine, gratuitement insolente, était forcée de se soumettre devant les canons du contre-amiral Baudin. Cette police des mers lointaines, toutefois, préoccupait beaucoup moins le ministère que les affaires de la Suisse. Une agglomération de réfugiés politiques et de mécontents y entretenait un foyer révolutionnaire, et Louis-Napoléon, revenu des États-Unis, où l'avait fait exporter Louis-Philippe, persistait à rester près de sa mère, en revendiquant sa qualité de citoyen de Turgovie. A la fin du mois de septembre, une armée française de trente mille hommes, sous les ordres du général Aymar, menaçait les frontières de la Suisse. Les ministres plénipotentiaires d'Autriche, de Russie, de Prusse, de Bade, de Wurtemberg, s'unirent à l'ambassadeur de France pour appuyer ses réclamations. La diète helvétique fit interner les réfugiés, mais elle déclara qu'elle défendrait la nationalité du prince Louis, si lui-même renonçait sans réserve à sa qualité de Français : il aimait mieux quitter la Suisse, et le différend fut apaisé.

Le 17 décembre, s'ouvrit la session législative. Le tiers-parti se manifesta d'abord par le nombre de votants qui portèrent son candidat à la présidence, et l'inamovible Dupin aîné ne l'emporta que de cinq voix sur Hippolyte Passy. Le ministère Molé fut obligé de reconnaître le mouvement de la majorité vers le centre gauche. La discussion de l'Adresse fut très-vive dans les deux Chambres. L'abandon de la cause constitutionnelle en Espagne, le relâchement d'une utile alliance en Suisse, l'évacuation d'Ancone en Ita-

lie, furent signalés comme de graves imprudences, comme de coupables faiblesses, et le mot *coalition*, lancé par Thiers, ramassé et nettement défini par Guizot, devint le mot d'ordre des adversaires hétérogènes du cabinet. Au milieu de cette première campagne parlementaire, la royauté de Juillet perdait un de ses plus vigoureux appuis, le maréchal comte de Lobau. C'était, pour le Château, une perte plus grande, plus irréparable encore que celle du maréchal Mortier. Mais elle fut effacée par un deuil de famille : Marie d'Orléans, duchesse de Wurtemberg, fille de Louis-Philippe, princesse aussi éminente par ses talents que par ses qualités, mourut de consommation, à Pise, le 2 janvier, après dix-huit mois de mariage. En revenant de la chapelle sépulcrale de Dreux, où il était allé recevoir le corps de cette fille bien-aimée, Louis-Philippe eut à préparer d'autres funérailles moins douloureuses, celles de son ministère, qu'il avait déjà vu à l'agonie. Les débats de l'Adresse, soutenus cependant avec beaucoup d'habileté par Molé et Martin du Nord, rendaient la marche du cabinet impossible. Aussi, après l'adoption du budget rectifié de 1830, s'élevant à la somme de un milliard quarante-neuf millions cent vingt-un mille six cent quatre-vingt-treize francs, tous les ministres avaient-ils donné leur démission. Le maréchal Soult accepta la mission délicate de rallier les éléments épars d'une nouvelle majorité; mais il essaya en vain de constituer un cabinet, sans y faire entrer les chefs de la coalition. Alors le roi rappela les ministres démissionnaires, qui, par ordonnance du 31 janvier, osèrent dissoudre la chambre des députés. Louis-Philippe pensait que les collèges électoraux se prononceraient dans le sens de sa politique, qui était celle de son ministère. Mais les élections du 2 et du 6 mars furent encore plus hostiles que les précédentes, au cabinet, qui se vit contraint de se retirer une seconde fois pour tout de bon. La formation d'un ministère devenait très-difficile : les partis, qui s'étaient entendus pour renverser l'ancien, se retrouvaient en présence avec des opinions opposées, avec des intérêts rivaux. Force était de se contenter d'un cabinet provisoire : le duc de Montebello fut chargé des affaires étrangères; Gasparin, de l'intérieur; Giron de l'Ain, de la justice et des cultes; le général Cubières, de la guerre; le baron Tupinier, de la marine; Gauthier, des finances; Parant, de l'instruction publique. Il s'agissait uniquement d'ouvrir la session, de laisser aux partis le temps de se reconnaître, et à la royauté, le loisir de combiner un cabinet durable. Ouverte le 4 avril, la chambre des députés donna deux cent vingt-sept voix à Hippolyte Passy, et cent quatre-vingt-treize à Odilon Barrot, pour la présidence; c'était le chiffre des deux armées compactes, entre lesquelles s'isolaient quelques hommes incertains ou complètement indépendants. Une semblable situation n'avait pas de quoi calmer l'inquiétude générale. Cette inquiétude ne fut que trop justifiée, le 12 mai, quand des bandes d'insurgés, appartenant aux sociétés secrètes, descendirent en armes vers les quais, se jetèrent à l'improviste sur les postes du Châtelet, du Palais-de-Justice, de l'Hôtel-de-Ville, et tentèrent contre la Préfecture de Police une at-

attaque sérieuse, qui fut repoussée par les sergents de ville et par la garde municipale. Pendant quelques heures, les quartiers Saint-Martin, Saint-Denis et Montmartre servirent de foyer à l'émeute : on y éleva des barricades ; on y organisa une résistance qui menaçait de s'étendre et de se fortifier, si les efforts combinés de la garde nationale et de l'armée lui en avaient laissé le temps. Le soir même, les postes étaient repris ; le lendemain, tout rentrait dans l'ordre. Beaucoup d'insurgés avaient péri les armes à la main ; beaucoup d'autres étaient arrêtés, et le maréchal Soult, personnification d'une sorte de dictature militaire que les circonstances expliquaient assez, prenait la présidence du conseil avec le département des affaires étrangères, en s'adjoignant pour collègues : Teste, à la justice ; Schneider, à la guerre ; Duperré, à la marine ; Duchâtel, à l'intérieur ; Cunin-Gridaine, au commerce ; Dufaure, aux travaux publics ; Passy, aux finances ; Villemain, à l'instruction publique. Le 13, Soult fit connaître en peu de mots aux Chambres l'ambitieux programme du cabinet : « Action libre d'un conseil responsable et solidaire ; la paix fondée sur la dignité nationale, l'ordre garanti par les lois, la protection la plus active pour tous les intérêts qui concourent à la prospérité du pays. » Il se félicita surtout d'avoir réuni des noms dignes de répondre à la confiance publique. Ces noms, en effet, appartenaient aux diverses nuances du tiers-parti, et chacun d'eux avait une valeur intrinsèque réelle ; mais ils représentaient des sommités fractionnaires, sans liaison de doctrines ni de principes. Aussi, s'explique-t-on le sentiment de réserve qui dictait ses paroles et dirigeait ses actes. Sa politique de conservation et de prudence ne pouvait être qu'un équilibre indécis entre la résistance et le progrès. Le 14, la Chambre nommait un président, à la place de Passy, et Sauzet obtenait deux cent treize suffrages contre Thiers, qui n'en eut que deux cent six. La chambre des pairs fut constituée en cour de justice pour juger le complot du 12 mai, et, dès le 16, la présentation d'un crédit extraordinaire de deux cent mille francs, complément des *dépenses secrètes*, permit au cabinet de sonder le terrain parlementaire sur lequel il allait marcher. On attaqua son origine douteuse, sa formation singulière, ses éléments hétérogènes ; on fit remonter jusqu'au roi cette invariabilité systématique qui usait promptement les hommes nouveaux et compromettait tour à tour le crédit des hommes d'État éprouvés. Le ministère se défendit avec d'autant plus d'aplomb et de vigueur, qu'il savait la coalition fort affaiblie et prête à se diviser : deux cent soixante-deux suffrages contre soixante-onze lui donnèrent la mesure de la confiance qu'il avait inspirée. Il ne fut pas moins heureux à la chambre des pairs, où il obtint l'unanimité des votes, à l'exception de six voix. Sa politique pouvait donc maintenant se produire en pleine liberté, et, pourvu qu'elle fût honorable, loyale et ferme, il devait compter sur le concours sympathique des deux Chambres. L'instruction du dernier complot, désigné sous le nom de son principal chef, l'intrépide Barbès, avait montré l'envahissement des théories sociales, au nom desquelles les républicains voulaient faire des révolutions. Ce n'était plus un changement

dans la forme du gouvernement, c'était une transformation complète de la société que poursuivaient les conspirateurs. Cette nouvelle utopie, qui s'appelait tantôt *communisme* et tantôt *socialisme*, se révélait pour la première fois aux yeux de l'Europe, terrifiée de ses progrès. On ne se méprenait plus sur l'effrayante portée que pouvait prendre un tel système, et, dans le procès, dont les débats s'ouvrirent le 27 juin devant la cour des pairs, on voyait l'existence de l'ordre établi mise en question. Barbès, dont le noble caractère et les convictions ardentes avaient trouvé des admirateurs jusque sur les bancs de ses juges, fut seul condamné à mort, et, cédant aux prières de la duchesse d'Orléans, le roi commua la peine en celle d'une réclusion perpétuelle; les autres complices de Barbès furent condamnés à des peines temporaires, excepté Mialon, condamné aux travaux forcés à perpétuité, et Martin Bernard, à la déportation. On arrivait alors au mois d'août, terme de la session des Chambres. Après avoir été longtemps distraite de son mandat législatif, la chambre des pairs ne pouvait qu'adopter, presque sans examen sérieux, la loi sur le budget. Celui des recettes s'élevait à un milliard cent quinze millions sept cent soixante-cinq mille deux cent vingt-deux francs, et le budget des dépenses n'était évalué qu'à un milliard quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent treize mille quatre cent quatre-vingt-sept francs. Il résultait de ce projet un excédant présumé d'environ seize millions; mais chaque année voyait surgir de nouveaux crédits supplémentaires; en sorte qu'on ne pouvait, même avec une réserve de seize millions, subvenir aux éventualités financières, et se passer d'emprunts. A la chambre des députés, deux cent soixante-dix voix contre trente-sept avaient voté le budget; à la chambre des pairs, une seule voix protesta contre ses dilapidations annuelles. On accorda même le crédit extraordinaire demandé par le cabinet pour augmenter notre flotte dans la Méditerranée, et, mettre la France, disait-il, en position de jouer le rôle qui convenait à sa dignité. Le ministère voulait et ne pouvait sortir des oscillations de l'impuissance.

Depuis la conquête de Constantine, l'Algérie, pacifiée ou du moins paisible, ne donnait au gouvernement que des préoccupations passagères. On se méfiait d'Abd-el-Kader, mais on le contenait; on savait qu'il protégeait ouvertement nos ennemis les Hadjouths; qu'il encourageait les brigandages commis dans la Métidja; qu'il excitait des incursions sur nos frontières; qu'il provoquait la désertion des Arabes enrôlés sous nos drapeaux; qu'il molestait les tribus amies de la France; qu'il empêchait la circulation des grains et des chevaux, et qu'il n'exécutait pas certaines conditions stipulées dans les traités de 1837 et 1838. Mais, pour entreprendre une expédition, il fallait une saison favorable; il fallait surtout que les maladies épidémiques qui frappaient nos soldats eussent cessé leurs ravages. On attaqua seulement, au mois de mai, Djidjeli, sur le territoire de Constantine, pour délivrer les naufragés du brick l'*Indépendant*, et l'on y planta le drapeau français. On mit ensuite en état de défense Djémilah et Sétif, et, avant d'agir ultérieure-

ment, on attendit la saison d'automne. Le prince royal s'était réservé l'honneur de cette nouvelle expédition. Après avoir assisté à quelques manœuvres du camp de Fontainebleau, réuni sous les ordres du duc de Nemours, il s'embarqua pour Alger. Il y arrivait le 27 septembre, se rendait à Philippeville le 6 octobre, et le 11 à Constantine. Les khalifas, les scheiks de la province s'étaient tous portés à sa rencontre, pour lui rendre hommage; le muphti, les ulémas, précédés d'un drapeau, marchaient en tête de chaque tribu. Le prince se proposait de reconnaître militairement tout le territoire de Constantine. Le 16, il partit pour Milah, où le maréchal Vallée avait rassemblé le corps expéditionnaire. On visita successivement Djémilah, Sétif, en se dirigeant vers Sidi-Mbarek; on traversait de nombreuses populations étonnées, qui accouraient apporter des vivres. Alors le général Galbois, avec une partie du corps expéditionnaire, entra dans le Medjanah, tandis que le maréchal et le prince, suivis de trois mille hommes, s'avançaient jusqu'au Biban, jusqu'aux Portes de Fer, que les Romains n'ont pas osé franchir, et que les Turcs n'avaient jamais dépassées qu'en payant tribut. Les Portes de Fer, grandes murailles calcaires, de deux cent cinquante à trois cents mètres d'élévation, entre lesquelles un mulet peut à peine circuler, furent franchies, le 28, aux acclamations des troupes, et, sur les flancs du rocher, les sapeurs gravèrent cette inscription : *Armée française 1839*. A deux lieues plus loin, sur les bords de l'Oued-Biban, la colonne s'arrêta; le but de cette expédition pacifique était rempli, et le prince rentrait le 2 novembre dans Alger. Mais pendant ce temps-là, Abd-el-Kader prêchait la guerre sainte; les Douairs et les Zmélas, nos plus anciens alliés, obéaient à son ascendant; il pillait, décimait et déportait les Koulougis de Tlemcen, châtiait sans pitié les Medjors, poussait les Hadjouths jusque sous les remparts de Blidah, et ordonnait aux boys de Millanah et de Médeah de se porter, à la tête de trois mille hommes, au delà de la Chiffa. Le camp français de l'Oued-el-Aleg, cerné et assailli par les Kabyles, perdit d'intrépides défenseurs; la plaine de la Métidja fut envahie et saccagée; il fallut que les troupes abandonnassent leurs camps, leurs blockaus, pour chercher un refuge dans Alger. En peu de jours, tous les établissements agricoles, formés à grand-peine depuis plusieurs années, ne présentaient plus que des ruines; la désolation, l'épouvante, furent générales en Algérie. Le gouvernement lui-même prit l'alarme; il porta l'effectif de l'armée d'Afrique à soixante mille hommes, et prépara contre Abd-el-Kader une vengeance éclatante. Le 10 décembre, nos troupes remportèrent un avantage signalé entre l'Arba et l'Arrack; le 14 et le 15, elles battaient encore les Arabes près de Blidah, et l'année se termina de la manière la plus brillante, par une rencontre de trois régiments de ligne avec toutes les forces des khalifas de Médeah et de Millanah, soutenues par l'infanterie régulière d'Abd-el-Kader, dans le ravin de l'Oued-el-Kebir. Six semaines auparavant (27 novembre), dans un autre hémisphère, il n'avait fallu que quatre heures de bombardement pour réduire la forteresse de Saint-Jean-d'Ulloa, une des positions militaires les plus fortes

du monde. Quatre vaisseaux de guerre, la *Gloire*, l'*Iphigénie*, la *Créole*, commandée par le prince de Joinville, et la *Néréide*, portant le pavillon de l'amiral Baudin, accomplirent ce glorieux fait d'armes, et le Mexique écouta enfin nos justes réclamations. Le gouvernement français, si faible et si débonnaire avec les grandes puissances, était superbe et impitoyable avec les petites : il tenait, en même temps, Buénos-Ayres bloqué ; il s'emparait de l'île Martin-Garcia, qui domine l'embouchure de l'Uruguay, dans la Plata ; il détruisait la flotte argentine, et le contre-amiral Leblanc (12 octobre), faisant débarquer à Montévidéo quatre cent-cinquante marins de la flotte, appelait sous le drapeau national, tous les Français résidents, capables de porter les armes, et mettait cette ville à l'abri des sanguinaires menaces de Rosas. La situation de nos possessions des Antilles n'était pas moins triste que celle de Montévidéo. A la Martinique, un tremblement de terre avait détruit le Port-Royal, une partie de la ville de Saint-Pierre et beaucoup de villages. La fièvre jaune était venue ensuite ravager cette île et celle de la Guadeloupe ; le malaise commercial augmentait, malgré le dégrèvement des sucres et quelques modifications introduites dans le tarif tyrannique des douanes.

La France, tout occupée d'industrie et de commerce, prenait peu d'intérêt à ce qui se passait si loin d'elle. L'inauguration du chemin de fer de Versailles (rive droite), et celle du chemin de fer de Mulhouse, furent de véritables événements publics, puisque c'était, pour ainsi dire, l'inauguration du régime des chemins de fer. La scène politique, en l'absence des Chambres, restait d'ailleurs à peu près déserte et immobile. Le 23 décembre, lorsque les Chambres furent réunies, le cabinet se représenta devant elles en leur apportant le résultat de ses travaux et de ses études : il avait supprimé les subventions que touchaient certains journaux ministériels, amélioré l'organisation intérieure du conseil d'État, combattu la vénalité des offices, admis en principe la réforme électorale ; mais, reculant toujours devant l'obstacle, il n'osait aborder les grandes questions, il évitait la lutte, et attendait tout du temps dans les questions de politique internationale ; c'était le même système d'attente de tempérament et d'équilibre ; en Orient, par exemple, au lieu du protectorat exclusif, qu'un ministère eût revendiqué pour la France, il avait préféré timidement le protectorat collectif des grandes puissances européennes, qui pouvait amener, entre les cabinets de Londres et de Saint-Petersbourg, un rapprochement défavorable et peut-être hostile à nos intérêts. Le discours de la couronne proclama le caractère pacifique et bienveillant de nos relations avec les principaux états de l'Europe ; la consolidation du trône constitutionnel de la reine Isabelle II ; l'attitude belliqueuse de la France en Amérique, et, pour la première fois, l'occupation définitive de l'Algérie : « Il faut, disait le roi, que l'agression d'Abd-el-Kader soit punie et que le retour en devienne impossible, afin que rien n'arrête le développement de prospérité que la domination française garantit à une terre qu'elle ne quittera plus. » La discussion de l'Adresse, fort animée dans la chambre

des députés, souleva un conflit d'amour-propre entre les derniers ministres et les nouveaux ; elle donna lieu à de graves débats sur la politique générale ; elle évoqua la question de la réforme électorale, dont l'idée germait déjà dans la garde nationale parisienne. C'était au nom de la réforme électorale, qu'on avait réuni, le 12 janvier, environ trois cents gardes nationaux en uniforme, qui, conduits par quelques officiers, étaient allés chez Lafitte, Arago, Dupont de l'Eure et Martin (de Strasbourg), pour les remercier du zèle qu'ils mettaient à défendre les vrais principes constitutionnels. Le maréchal Gérard, commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, désapprouva cette démarche contraire aux règles de la discipline et à l'esprit national de l'institution même de la garde citoyenne ; et les officiers qui s'étaient montrés en tête de ce rassemblement illégal, furent traduits devant le conseil de préfecture. Le roi fit allusion à ce fait grave, en recevant l'Adresse de la Chambre (16 janvier). « Votre loyal et patriotique adhésion, dit-il, m'est un « nouveau gage de l'appui que mon gouvernement trouvera en vous pour les « vrais intérêts du pays, inséparable des droits et de l'ascendant légal de « l'autorité. » La dernière catégorie des conspirateurs du 12 mai, parmi lesquels figuraient l'ingénieux organisateur des sociétés secrètes, Blanqui, rappelait alors l'attention publique sur le palais du Luxembourg. Il ne s'y passa cependant rien de remarquable. Blanqui, après avoir développé nettement et froidement son programme républicain et socialiste, fut condamné à mort ; peine commuée par le roi en détention perpétuelle. Ses complices fanatiques, téméraires et inintelligents, se virent frappés de condamnations proportionnées à la part qu'ils avaient prise dans le complot. Ce spectacle, offert par l'émeute et l'anarchie en face de la chambre des pairs ; le spectacle d'un autre genre, que trois cents gardes nationaux avaient donné dans la rue en bravant la loi de leur institution, témoignaient des tentatives et des progrès de la démocratie, tandis que, sur un théâtre plus restreint, aux obsèques de l'archevêque Quélen, on voyait la vieille aristocratie serrer ses rangs, et faire d'un convoi funèbre, une démonstration légitimiste. Ce n'était pas là les seuls sujets d'inquiétude qui frappassent les esprits clairvoyants : on voyait reparaître, sur le terrain dangereux des dotations, une sorte de complot dynastique tramé entre le ministère et le Château. Le mariage du duc de Nemours, avec la princesse Victoire de Saxe-Cobourg-Gotha, avait été décidé : le pamphlétaire Cormenin surexcita l'opinion, en publiant les *Questions scandaleuses d'un Jacobin au sujet d'une dotation* ; et d'avance, la dotation préméditée par Louis-Philippe, était jugée. Le cabinet ne se hasarda pas moins à demander aux Chambres l'application d'un principe contenu dans la loi du 4 mars 1832, où il était dit qu'en cas d'insuffisance du domaine privé du roi, les dotations de ses fils puînés retomberaient à la charge de l'État ; le cabinet proposait donc d'allouer au duc de Nemours une rente annuelle de cinq cent mille francs ; plus, une somme de cinq cent mille francs pour les dépenses de son mariage ; et, en prévision de décès du prince, une rente annuelle de trois cent mille

francs pour la veuve, à titre de douaire. L'opposition jeta les hauts cris, et la France entière murmura. Quelques députés exigèrent la preuve de l'insuffisance du domaine privé. On produisit des chiffres, on refusa les pièces à l'appui. Des voix indépendantes s'élevèrent du sein de la Chambre contre l'avidité insatiable de Louis-Philippe : Lafitte affirma que les revenus de la forêt de Breteuil, évalués par la commission à cent quatre-vingt-huit mille huit cent soixante-dix francs, s'étaient élevés entre ses mains à trois cent soixante mille francs, et malgré des manœuvres de toute nature, malgré les poignées de main et les sollicitations personnelles du roi, malgré le silence vénal de vingt orateurs inscrits contre la dotation, cette dotation fut rejetée honteusement. La coalition du tiers-parti s'était servie de la dotation pour écraser le ministère. Celui-ci, qui avait promis au roi de faire passer sa chère dotation, n'eut pas d'autre parti à prendre que de se retirer; après son échec, aucun cabinet n'était possible à moins qu'il ne personnifiât le principal moteur de la coalition. Appelé, comme président du conseil, à former le nouveau ministère, Thiers confia l'intérieur à Rémusat; la justice et les cultes, à Vivien; la guerre, au général Despons-Cubières; la marine et les colonies, au vice-amiral Roussin; l'instruction publique, à Cousin; les finances, à Pelet (de la Lozère); le commerce à Gouin; l'agriculture et les travaux publics, au comte Jaubert. Le centre gauche se trouvait ainsi appelé au pouvoir; la gauche s'en approchait; une fraction du parti conservateur, semblait devoir alors devenir l'opposition, tandis que l'autre fraction arrivait aux affaires. Il importait donc d'opérer une transaction immédiate. Le président du conseil n'y manqua pas : ce fut sa devise et son programme. Installé le 4^{er} mars, Thiers débuta par la demande d'un crédit extraordinaire de un million, pour complément de dépenses secrètes sur l'exercice de 1840, et le 24, commença la discussion générale. Tacticien habile, Thiers prit le premier la parole, comme s'il eût voulu tracer lui-même les limites du champ de bataille qu'il ouvrait à ses adversaires : « Il y a eu, dit-il, un jour de difficulté sérieuse : dans ce jour, deux systèmes, honorables tous deux, se trouvaient en présence; ils ont transigé, et de ce moment, ils n'ont plus aucun motif sérieux de se combattre l'un l'autre : c'est le jour où l'amnistie a été faite. Si la transaction était alors possible, elle le devient bien plus encore, car il n'y a personne qui demande l'amnistie. » Selon lui, on ne réclamait plus de lois répressives; on était à peine en désaccord sur la définition de l'attentat, et toutes les difficultés se réduisaient à la réforme électorale et à la question d'Orient; or, la réforme électorale était une difficulté d'avenir, n'appartenant pas au temps présent; quant à la question d'Orient, personne ne voulait ni la destruction de l'empire turc, ni le renversement de son puissant vassal, le pacha d'Égypte. Ce vaste thème politique, développé d'une manière fine et captieuse, rencontra pourtant des objections puissantes : on n'y trouvait pas la netteté de formules, la précision de principes, qui caractérisent un système libéral, indépendant; on y reconnaissait des idées de

transition, mais on eût souhaité que le cabinet se montrât plus franchement dégagé des influences du gouvernement personnel. « Je suis ce que j'ai été, » s'écria Thiers; si je fléchis, ce ne sera pas mon cœur, ce ne sera pas l'énergie de ma volonté; si je fléchis, ce sera mon esprit, ce sera parce que les circonstances seront plus grandes que lui; mais jamais je ne fléchirai devant cette volonté de résister aux obstacles. Je serai à la fois ministre de la Couronne, et ministre indépendant, et capable de lui dire avec franchise ce que je pense. » Le président du conseil obtint ses fonds accoutumés avec un vote de confiance. Peu après, se produisit un fait parlementaire, qui pouvait engager sérieusement la responsabilité ministérielle. Renouvelant, sous une autre forme, la proposition Gauguier contre les députés fonctionnaires, Remilly voulait que ces députés, pendant le cours de la législature et pendant l'année suivante, ne pussent recevoir de l'avancement, ni accepter des fonctions nouvelles. Combattre cette proposition, c'était briser des lances avec une opposition formidable; l'adopter, c'était amener une dissolution naturelle de la Chambre. Thiers défendit, en principe, la dignité du pouvoir législatif, fût-il exercé par des fonctionnaires salariés; il vota pour la prise en considération de la proposition, mais il la fit entrer dans le sein d'une commission. Le cabinet se sentait plein de bon vouloir pour le progrès, il en reconnaissait la nécessité, mais il l'ajournait toujours. Par exemple, à propos de la prorogation du privilège de la Banque de France, il déclara que, par suite du développement rapide de l'industrie, d'importantes améliorations devaient être introduites dans le régime de cet établissement; mais il n'en réclama pas moins le maintien des choses existantes. La conversion de la rente, admise par la chambre des députés, repoussée par la chambre des pairs, il la défendit avec illégitimité, et ne demanda pas à l'opérer. Il laissa, au sujet de la réforme électorale, réclamée dans de nombreuses pétitions, se produire vingt théories différentes, qui, par leur incohérence, l'autorisèrent à conclure que la question ne lui semblait point assez mûrie, pour qu'on pût la discuter encore; et la Chambre prononça le dépôt des pétitions au bureau des renseignements. Ainsi, Chambres et ministres évitaient à l'envi de trancher les grandes questions politiques; ils abordaient, avec plus de sollicitude, les questions d'intérêts matériels: ils soumièrent à des conditions de justice et d'humanité le travail des enfants dans les manufactures; ils réglèrent les chemins de fer au triple point de vue de l'industrie privée, des garanties individuelles et de la défense nationale. Le budget, réduit de deux millions seulement par la commission, présentait le chiffre de un milliard cent quinze millions, cent soixante-quatorze mille sept cent quatre-vingt-dix-huit francs. L'excédant des recettes semblait devoir être de vingt-deux millions sept cent treize mille trois cent trente-quatre francs; mais les crédits extraordinaires allaient absorber au delà de trente-cinq millions; ainsi, nouveau déficit dans l'exercice de 1844. Un de ces crédits concernait la translation des cendres de Napoléon en France, acte solennel de reconnaissance nationale, qui fut voté avec

enthousiasme à la demande de Thiers, et qui retrempe le pouvoir à la source des sentiments populaires : o'était pour en finir avec le fantôme du napoléonisme, qu'on le faisait sortir encore de la tombe de Sainte-Hélène. Les ministres de Louis-Philippe avaient l'air d'être d'accord avec le prince Louis-Napoléon, qui entretenait, à Londres, où il résidait, des intelligences actives avec ses partisans de France; mais il était déjà trahi et vendu. Le 15 juillet, eut lieu la clôture des Chambres. Le même jour, l'Autriche, la Russie, l'Angleterre et la Prusse signaient à Londres un traité, véritable *casus belli*, par lequel, ces quatre puissances, annihilant le traité d'Unkiuh-Skelessi, plaçaient sous leur sauvegarde spéciale les détroits du Bosphore et des Dardanelles, et promettaient de maintenir l'intégrité du territoire ottoman contre les prétentions du pacha d'Égypte; on offrait à Méhémet-Ali, comme *ultimatum*, l'administration héréditaire du pachalick d'Égypte, et viagèrement le pachalick d'Acre, la forteresse d'Acre et toute la partie méridionale de la Syrie. En conséquence, Méhémet devait, dans un délai de trente jours, abandonner l'île de Candie, le district d'Adana, l'Arabie, les villes saintes, et restituer la flotte turque, sous peine d'être entièrement dépossédé. C'était trancher la question d'Orient à peu près dans les limites proposées par la France, mais o'était la trancher sans elle. Cet étrange oubli des procédés diplomatiques ordinaires, Thiers sut le relever dans un langage fier et noble. En même temps, il prit les mesures promptes, énergiques, que commandait la circonstance; il fit un appel aux soldats de la classe de 1836 à 1839; il demanda des crédits applicables à la marine, aux fortifications de Paris : la France allait tirer l'épée du fourreau. Resté derrière les coulisses, pendant que ses ministres, sans le savoir, jouaient sérieusement la comédie, Louis-Philippe profitait de cette veine belliqueuse et du sentiment de la dignité nationale offensée, pour obtenir, du vote des Chambres, ces fameux forts détachés, après lesquels il soupirait depuis si longtemps; il se laissait entraîner, en apparence, à une guerre imminente, sauf à sacrifier ensuite les ministres maladroits, qui, dans un accès de patriotisme, auraient compromis son système de paix à tout prix. Ce semblant d'humeur belliqueuse s'accordait assez bien avec un semblant de reconnaissance officielle envers les victimes de la Révolution de 1830. A l'occasion de l'anniversaire de cette révolution, cinquante cercueils, contenant les restes des héros que n'avaient point réclamés leurs familles, furent transportés avec une pompe théâtrale sur la place de la Bastille, dans les caveaux de la colonne de Juillet. Dérisoire cérémonie, qui ne fit qu'exalter davantage les instincts généreux du peuple, et qui allait aboutir à de nouvelles déceptions. Le souffle de la guerre venait tout à coup de rajeunir les partis : la France, pour tenir tête à une coalition européenne, et pour venger les désastres de 1814, avait besoin d'un gouvernement populaire, et Louis-Philippe, en chantant la *Marseillaise* sur la terrasse des Tuileries, n'éveillait plus le cœur de la patrie. Les républicains voulaient tenter un coup de main, mais ils furent devancés par le parti bonapartiste, qui, moins fort et plus

aventureux, déploya le premier le drapeau de l'insurrection. Le 6 août, Louis-Napoléon Bonaparte, suivi du général Montholon, du colonel Voisin et de quelques fidèles portant les uniformes et les insignes militaires de l'Empire, débarquait sur la plage de Boulogno-sur-Mer, aux cris de *vive l'Empereur !* Trompé par de faux rapports encore plus que par ses illusions personnelles, il espérait soulever le département du Pas-de-Calais, entraîner les troupes à sa suite et marcher avec elles sur Paris pour y proclamer la déchéance de Louis-Philippe. Mais la police attendait cette folle expédition, qu'elle avait elle-même provoquée, pour faire tomber dans un guet-apens ce prétendant impérial. En moins d'une heure, tout était terminé. Louis-Napoléon et ses compagnons, poursuivis par la gendarmerie, furent arrêtés au moment où ils essayaient de rejoindre à la nage le bâtiment qui les avait amenés d'Angleterre. Le mouvement impérialiste, quo devait faire éclater l'apparition de Louis-Napoléon en France, n'avait jamais existé que dans les manœuvres frauduleuses de la police. Et, pendant que le neveu de l'Empereur, dupe de sa crédulité chevaleresque, était en prison sous le coup d'une accusation capitale, un des fils du roi, le prince de Joinville, embarqué pieusement sur la *Belle-Poule*, allait chercher à travers l'Océan les cendres du captif de Sainte-Hélène. Appelée à juger le complot de Boulogne, la cour des pairs eut bientôt réuni les éléments d'une procédure où tous les principaux inculpés s'avouaient coupables avec une orgueilleuse résignation. L'attention publique, encore émue des procès criminels d'Éliebide et de Mario Capelle, pour se reposer de ces drames horribles qui s'étaient déroulés devant les assises de Bordeaux et de Tulle, se transporta au Luxembourg, où l'affaire de Boulogne mit en évidence certaine grandeur de courage et de résolution, vaincue par les ruses policières du gouvernement de Juillet. Il y avait récidive, de la part du prince Louis-Napoléon ; la cour des pairs fut sévère : elle le condamna (6 octobre) à l'emprisonnement perpétuel dans une forteresse située sur le territoire continental du royaume ; ses complices furent également condamnés : Aladenise, lieutenant en activité de service, à la déportation ; le vieux général Montholon, Parquin, Lombard, Fialin de Persigny, chacun à vingt années de détention ; le colonel Le Duff de Mésonan, à quinze années ; le colonel Voisin, à dix années, etc. Quelques jours après, le prince, accompagné des compagnons de son sort, Montholon, Persigny, Conneau, fut transféré au fort de Ham : il avait du moins le pied sur le sol français. Le 7 octobre, la pairie, qui se flattait d'être enfin affranchie des préoccupations judiciaires, rendait les derniers devoirs à un de ses membres les plus illustres, le maréchal Macdonald. Mais, dix jours après, le roi le convoquait de nouveau pour connaître d'un attentat contre sa personne, commis la veille, vers six heures du soir, par un nommé Marius Darmès, qui lui avait tiré, presque à bout portant, un coup de carabino, au moment où il passait en voiture avec la reine et Madame Adélaïde, sur le quai des Tuileries, près du pont de la Concorde. L'arme, bourrée jusqu'à la gueule, ayant crevé, la charge avait fait bombe, et deux personnes de la suite

du roi avaient été seules atteintes, tandis que l'assassin tombait lui-même grièvement blessé. Le bruit de ce nouvel attentat se perdit presque au milieu des bruits de guerre qui devenaient tous les jours plus imminente, surtout depuis que le président du conseil avait envoyé à la flotte l'ordre de quitter les lies d'Hyères et de se rendre dans l'Archipel. Les esprits n'étaient pas moins préoccupés des terribles inondations du Midi, des banquets réformistes, des coalitions d'ouvriers appartenant à divers corps de métiers, des discours agitateurs de Lamartine et de Quinct, d'un nouveau pamphlet de Lamennais, et de toutes ces protestations isolées qui relevaient la dignité nationale mise au ban de la diplomatie européenne par le *Foreign-Office*. On attendait d'un moment à l'autre la nouvelle du commencement des hostilités entre les flottes coalisées et celle de la France. Il fallut hâter la convocation des Chambres. Leur ouverture fut fixée au 5 novembre. Mais ne voulant pas se présenter devant elles avec un cabinet plus engagé dans le sens de la guerre, qu'il ne prétendait l'être lui-même, Louis-Philippe avait signé, dès le 29 octobre, la dissolution du ministère du 1^{er} mars. Les successeurs qu'il lui donna étaient d'accord pour faire triompher le système de la paix à tout prix : le maréchal Soult, ministre de la guerre, président du conseil; Martin (du Nord), garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes; Guizot, ministre des affaires étrangères; l'amiral Duperré, ministre de la marine et des colonies; Duchétel, ministre de l'intérieur; Cunin-Gridaine, ministre du commerce; Teste, ministre des travaux publics; Villemain, ministre de l'instruction publique; Humann, ministre des finances. On attendait, avec une curiosité inquiète, le discours de la couronne; la discussion de l'Adresse n'appelait pas moins l'attention publique, car la politique personnelle du roi, imposée à ses ambassadeurs en dehors de l'action de ses ministres, allait se trouver face à face avec la politique du dernier cabinet, qui avait été sa dupe et son instrument sans le savoir. Des aveux forcés, des réticences obligées qui surgirent dans la discussion, il résulta pour tout le monde cette conviction, que Louis-Philippe se cramponnait à la paix quand Thiers se préparait à la guerre, et que son ambassadeur à Londres, Guizot, tenait peu de compte des dispositions guerroyeuses du cabinet. Cette politique personnelle, que Guizot venait de si bien servir pendant son ambassade, il ne craignit pas de l'exposer, de la justifier, de la défendre du haut de la tribune, où son système se résuma en ces termes : « La grande politique, l'intérêt supérieur de l'Europe et de toutes les puissances en Europe, c'est le maintien de la paix partout, toujours, le maintien de la sécurité dans les esprits, comme de la tranquillité dans les faits. » Dreux-Brézé, Montalembert, à la chambre des pairs; Thiers, Odilon Barrot, Dufaure, Tocqueville, Berryer, Mauguin, Garnier-Pagès, à la chambre des députés, attaquèrent, chacun dans un ordre d'idées différent, la politique timide du nouveau cabinet; ceux-ci s'élevant aux plus hautes considérations, ceux-là descendant quelquefois à de mesquines personnalités. Thiers se justifia très-bien du reproche de *forfanterie* qu'on lui avait adressé. Guizot fut

cette fois plus habile encore qu'éloquent, et il eut, en outre, la bonne fortune de se voir appuyé par l'éloquente parole de Lamartine, qui se fit aussi l'orateur de la paix, et par la science pratique du général Bugeaud, qui déclara que la France n'était pas capable d'entrer en lice avec l'Europe. Tout fut dit sur le passé, sur le présent, sur l'avenir de la royauté de Juillet; rien ne resta secret, des négociations relatives à l'Orient, depuis le 4^{er} mars jusqu'au 29 octobre, et le ministère du 29 octobre ayant promis qu'il saurait maintenir la France sur un pied d'isolement digne et ferme, quatre-vingt-six voix de majorité se rangèrent de son côté contre le ministère du 4^{er} mars. C'est à peine si, parmi les émotions de cette bataille parlementaire, on remarqua seulement l'arrivée à Toulon de l'*Astrolabe* et de la *Zélée*, que le capitaine Dumont-Durville ramenait d'un voyage de circumnavigation transatlantique. La naissance du duc de Chartres, second fils du prince royal, et la retraite de la reine Christine en France, passèrent presque inaperçues; tous les yeux, tous les cœurs allaient se porter vers un seul point, vers le port de Cherbourg où, le 30 novembre, abordait la frégate la *Belle-Poule*, ramenant de Sainte-Hélène les restes de l'Empereur. Le cercueil qui les renfermait, déposé sur un bateau à vapeur, remonta la Seine jusqu'à Rouen, et de Rouen jusqu'à Courbevoie sur un bateau à rames, accompagné d'une flottille pavloisée de deuil. Ce cercueil, débarqué le 14 décembre et placé le lendemain sur un char funèbre monumental, en velours violet étincelant d'or, qui n'avait pas moins de quinze mètres d'élévation, entra dans Paris par l'Arc-de-Triomphe de l'Étoile, précédé et suivi d'un magnifique cortège, où s'était donné rendez-vous tout ce que la France possédait encore de grandeur militaire, de gloire vivante et de vieux patriotisme. A une heure et demie, sous les regards d'une foule innombrable, qu'un froid des plus rigoureux n'avait pas découragée d'attendre depuis le point du jour, le convoi débouchait, au bruit du canon, de la principale avenue des Champs-Élysées, sur la place de la Concorde; une heure après, il arrivait en face du dôme des Invalides, où le clergé, vêtu de violet comme pour l'office des martyrs, vint recevoir le cercueil que portaient, sur leurs épaules, des soldats et des marins d'élite, à la tête desquels marchait le prince de Joinville. Ce fut un instant d'admirable solennité. Tout le monde était debout, la tête découverte, l'œil fixé sur le cercueil du grand capitaine. On voyait de vieux invalides s'agenouiller, se prosterner en pleurant : ils croyaient saluer leur Empereur. Entouré de la reine, des princesses et des princes de la famille royale, Louis-Philippe s'avança jusqu'à l'entrée de la nef. Alors, Joinville, ayant abaissé son épée : « Sire, dit-il, je vous présente le corps de l'empereur Napoléon. — Je le reçois au nom de la France, répliqua le monarque. » Puis, on plaça le cercueil sur un immense catafalque, aux angles duquel se rangèrent le maréchal duc de Reggio, le maréchal Molitor, l'amiral Roussin et le général Bertrand, qui tenaient les cordons du poêle. Toute l'église était tendue de draperies noires, à bordures argentées; le dôme, de velours violet rehaussé d'or; partout, des

drapeaux, des trophées, des bannières, des devises, des inscriptions, des aigles, des Couronnées, des abeilles. L'archevêque célébra l'office des morts. La cérémonie ne finit qu'à cinq heures. Cette tardive, mais pompeuse expiation, que la France rougissait de n'avoir pas obtenue plus tôt, fortifia le pouvoir en rapprochant de lui tous ceux à qui était cher le souvenir de Napoléon. Ce souvenir semblait toujours mener à la gloire notre armée, qui n'avait pas d'autre champ de bataille que l'Algérie, et dont les éclatants faits d'armes relevaient l'amour-propre national humilié par les concessions pusillanimes du chef de l'État. Citer le combat de Mazagran (février), où cent vingt-trois hommes du 4^{er} bataillon d'infanterie légère, derrière une simple muraille en pierres sèches, soutinrent, pendant quatre jours, les attaques de douze mille Arabes ; rappeler l'affaire de Messerguin (mars) contre un kalifah d'Abd-el-Kader ; la victoire de Scherchell, celle de Selsou (province de Constantine), et enfin la brillante expédition (avril et juin) sur Médeah et Milianah, que couvrait l'émir avec une armée de dix-neuf mille hommes, c'est résumer le tableau des principales opérations militaires de l'armée d'Afrique. Les ducs d'Orléans et d'Aumale avaient pris part à l'expédition contre Abd-el-Kader : l'émir n'opposa qu'une faible résistance et se retira dans le désert. Le gouvernement sentait la nécessité d'en finir avec ce dangereux et insaisissable ennemi. Il rappela le maréchal Vallée, pour mettre à sa place, comme gouverneur de l'Algérie le vainqueur de la Tafna, le brave général Bugeaud, en lui donnant mission spéciale de détruire la puissance d'Abd-el-Kader.

L'année finissait. Elle léguait à l'année 1841 la discussion d'un projet de loi sur les fortifications de Paris, dont le rapport, confié à Thiers, souleva de graves débats dans les deux Chambres. Dans celle des députés, vivement combattu par Golbéry, Lamartine, Garnier-Pagès, Tracy, le projet fut soutenu en véritable stratège par Thiers, qui parla comme Vauban, et en savant tacticien par François Arago, qui entraîna une partie de l'opposition. Guizot, examinant au point de vue moral et politique la nécessité de fortifier Paris, repoussa l'idée d'une ceinture de bastilles armées contre le peuple, et tâcha de rassurer la population parisienne, qui s'effrayait et s'indignait de la possibilité d'un bombardement ou d'un blocus. Dans la chambre des pairs, le duc de Broglie employa toute sa dialectique pour faire triompher ce projet impopulaire que le roi regardait comme l'indispensable appui de son trône. Cette délicate question des fortifications, qui furent approuvées par une imposante majorité, marcha concurremment avec l'examen et la discussion d'autres lois purement administratives. Ainsi, les Chambres améliorèrent certaines dispositions de la loi de 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ; elles réglementèrent les ventes publiques à l'encan ; elles complétèrent la loi sur le travail des enfants dans les manufactures ; elles admirèrent le projet quinquennal des douanes, qui se liait de la manière la plus intime aux rapports internationaux ; mais la loi de recrutement, œuvre personnelle du ministre de la guerre, fut retirée par lui-même, en raison de divers amen-

dements, qui en échangeaient l'économie, amendements auxquels il ne voulait point adhérer, et la chambre des députés, après de longs et infructueux débats sur la propriété littéraire, n'osa point sanctionner des innovations hardies, qui touchaient à des intérêts respectables. La réserve du pouvoir législatif ne fut pas moins grande en ce qui regardait les actes diplomatiques du cabinet : en lui donnant raison sur la question d'Orient, il approuva implicitement le système pacifique du roi ; il confirma aussi le traité conclu par l'amiral Maekau avec la république Argentine ; mais, en insistant sur la conservation de nos conquêtes en Algérie, il amena le ministère à déclarer, du haut de la tribune, que la France n'entendait pas se dessaisir d'une colonie qui lui avait coûté tant de sang. Cette déclaration avait d'autant plus d'importance, que depuis la publication récente que deux journaux légitimistes, la *Gazette de France* et la *France*, avaient faite, de fragments de lettres attribuées au roi des Français, on savait à quoi s'en tenir sur les intentions personnelles de Louis-Philippe : dans ces lettres étranges, il annonçait vouloir maintenir dans leur intégrité tous les traités conclus depuis 1814 par les puissances européennes ; il disait qu'en fortifiant Paris, il n'avait pas d'autre but que de comprimer l'esprit révolutionnaire de ses aimables faubourgs ; qu'il abandonnerait la Pologne, et qu'il se montrerait constamment jaloux d'être agréable à l'Angleterre, etc. Le journal la *France*, poursuivi par le ministère public, avait été acquitté par le jury ; la *Gazette* fut moins heureuse, mais toute incertitude à l'égard de l'authenticité de ces lettres s'évanouissait, en les rapprochant des faits accomplis, et l'opinion publique, montée au diapason de l'émeute, entraîna vers la chambre des députés une tourbe de gens qui criaient à la trahison, et demandaient des explications catégoriques. La police dissipa cet attroupement, qu'elle avait peut-être fait elle-même ; mais l'effet était produit, et, quelques jours après, Guizot, à la tribune, nia l'existence de coups d'État et de projets imaginaires, qu'il repoussait comme absurdes et calomnieux. Ce langage, dans une pareille bouche, avait du poids : on en accepta la sincérité, non comme justification du passé, mais comme engagement solennel pour l'avenir. La *France* et la *Gazette de France* n'étaient pas les seuls journaux qui eussent été poursuivis : les procès de presse enveloppaient aussi des publications de science philosophique ; car si le pouvoir faisait la guerre à l'opinion légitimiste, il ne redoutait pas moins « des écrits que notre époque n'a pas encore « bien définis, disait-il, et que la législation antérieure n'a, en quelque sorte, « pas supposés. » Il voulait parler des premiers essais du communisme et surtout du socialisme. Cette doctrine naissante, à l'instar de toutes les nouveautés hardies, eut donc aussi ses martyrs parmi ses apôtres : l'abbé de La Mennais fut condamné à un an de prison et à deux mille francs d'amende ; deux écrivains socialistes, Théophile Thoré et Alphonse Esquiros, furent traités avec la même rigueur. Dans un autre ordre d'idées, le *National*, discutant un pouvoir législatif, qu'il avait attaqué déjà tant de fois, osa dire (9 janvier) : « Nous sommes sortis de la chambre des pairs, comme on sort d'un hôpital

« des incurables. Non, la vie ne pénétrera jamais dans cet ossuaire; il n'y a pas d'énergie possible, quand il n'y a pas d'indépendance. Ce semblant de Chambre, quo le bon plaisir du monarque a crée, se meut dans une atmosphère où ne pénètrent ni la lumière ni la chaleur. Il règne dans cette salle « jo ne sais quelle odeur de décrépitude qui vous refroidit et vous attriste. « On dirait une comédie constitutionnelle, jouée par des morts, une espèce de fantôme mécanique, qu'on a hâte de voir fuir, de peur que les ressorts ne cassent. » La Chambre avait traduit immédiatement à sa barre le gérant du *National*, pour le condamner à un mois d'emprisonnement et à dix mille francs d'amende; prélude d'une condamnation plus terrible, celle du régicide Darmès, républicain farouche et implacable, dont la tête tomba sur l'échafaud, et qui garda en mourant le secret de ses complices (31 mai). Le baptême du jeune comte de Paris, célébré, le 4^{er} mai, avec une grande pompe, à Notre-Dame, venait, en quelque sorte, de sacrer la dynastie d'Orléans. Il y eut, aux Tuileries, à l'occasion de ce baptême royal, des fêtes aristocratiques, et, dans la capitale, des fêtes populaires, auxquelles se mêla l'enthousiasme de nos récents succès dans l'Algérie. L'épée victorieuse du général Bugeaud; l'occupation de Mascara, qu'Abd-el-Kader commençait à relever de ses ruines; la fuite de l'émir au fond du désert, la soumission de nouvelles tribus, servaient, bien mieux que le baptême d'un prince, de programme à la joie publique. D'ailleurs, cette joie ne devait être que passagère. Le recensement, mesure fiscale, nécessitée par de criantes injustices, car un grand nombre de patentables et cent dix mille maisons de Paris échappaient à l'impôt, rencontrait des résistances obstinées à Paris, et presque séditieuses dans les départements. Les populations effrayées, croyant entrevoir dans ce recensement général l'augmentation prochaine de leurs charges, tandis qu'il s'agissait, au contraire, d'équilibrer ces charges avec plus d'équité, protestaient d'avance et maudissaient les Chambres, qui ne se séparèrent pas sans de légitimes appréhensions. Elles avaient voté, à la course, un budget de dépenses de un milliard deux cent soixante-seize millions trois cent treute-huit mille soixante-seize francs; un budget présumé de recettes de un milliard deux cent soixante millions six cent quatre-vingt-trois mille cent quarante-deux francs; ce qui constituait, comme toujours, une insuffisance de plusieurs millions; mais, dans les six premiers mois d'exercice, les voies et moyens offrant un excédant de vingt millions et demi, on devait espérer, pour 1833, un budget sans déficit, quoique singulièrement augmenté. La session fut terminée le 7 juillet. Quelques jours après (13 juillet), se concluait à Londres le traité dit *des Détroits*: ce traité ouvrait à la signature de la France le traité de quadruple alliance, fait sans elle, le 15 juillet 1840, et plaçait sous la garantie mutuelle des cinq puissances ce principe de droit européen, qui fermait à toutes les nations indistinctement le Bosphore et les Dardanelles. Le bon accord renaissait donc entre les gouvernements; la paix se consolidait de nouveau; mais on eût dit que les semences d'agitation et de

révolte, répandues dans nos provinces méridionales, devenaient plus vivaces et plus fécondes, sous l'influence du recensement qui s'opérait partout avec d'incroyables difficultés. A Toulouse, l'émeute, appuyée du conseil municipal, construisit des barricades, s'empara de la préfecture, mit en fuite les autorités; à Clermont-Ferrand le sang coula; à Bordeaux, une émotion inquiétante fut heureusement apaisée; à Lille et dans quelques autres villes, le bon sens des masses ne se laissa pas entraîner par les perturbateurs. C'était partout la même question pendante, question d'impôt, de propriété, d'intérêt individuel. A Mâcon, les troubles prirent un autre caractère et n'en furent que plus graves; c'était, entre les tonneliers et les porte-faix, une querelle de concurrence, d'organisation du travail. On dut recourir aux moyens extrêmes, croiser la baïonnette, faire feu; les porte-faix, exaspérés, se jetèrent comme des furieux sur la troupe, qui tint bon et rétablit l'ordre, sans résoudre le fond du différend. A peu de jours de là, le 47^e léger, commandé par le duc d'Aumale, traversait Mâcon, en revenant d'Afrique. Lamartine, alors président du conseil général, harangua le prince : « Vous venez, lui dit-il, de servir votre pays; il grandit tout ce qui le sert. » Le 13 septembre, le duc d'Aumale, accompagné de ses frères, les ducs d'Orléans et de Nemours, qui étaient allés à sa rencontre, entra dans Paris par la barrière du Trône; mais ils faillirent être victimes d'un guet-apens : ils furent insultés et menacés par des individus apostés à la hauteur de la rue Traversière-Saint-Antoine, et un ouvrier scieur de long, nommé Quenisset, dit *Pappart*, tira un coup de pistolet qui n'atteignit heureusement personne. L'assassin fut aussitôt arrêté, et l'on se perdit d'abord en conjectures sur les causes d'une semblable tentative, dirigée contre les princes, qui n'avaient pas d'autre tort, aux yeux des sociétés secrètes, que de représenter la force et la durée de la dynastie orléaniste. Le jour même, une ordonnance royale confiait à la cour des pairs l'instruction de cette odieuse affaire. Ce fut le moment que choisit le ministre de la justice pour adresser une circulaire aux procureurs-généraux, où il leur recommandait la plus grande vigilance à l'égard des excès de la presse : « Ne vous laissez pas détourner, leur disait le ministre, de poursuites qui vous paraîtraient justes et opportunes, par la crainte de ne pas obtenir en définitive une répression suffisante. A chaque pouvoir son œuvre, à chacun sa responsabilité. Faites votre devoir : l'exemple de votre fidélité éclairera les esprits et affermira les consciences. » Le lendemain, par une nouvelle circulaire, le même ministre dénonçait à ses subordonnés l'organisation des comités de réforme électorale, véritables associations politiques en dehors du droit commun. Bientôt, de toutes parts, pleuvaient les réquisitoires, et commençaient les poursuites. D'autant plus indulgent que le parquet l'était moins, le jury donna presque toujours gain de cause aux journalistes, aux pamphlétaires, voire même aux conspirateurs. Une seule condamnation eut quelque retentissement, ce fut celle de Ledru-Rollin, candidat radical au collège du Mans, et de Barthélemy Hauréau, rédacteur en chef du *Courrier de la Sarthe*, frap-

pés ensemble : le premier, d'un emprisonnement de quatre mois et d'une amende de trois mille francs, pour avoir prononcé un discours démagogique dans une réunion d'électeurs; le second, d'un emprisonnement de trois mois et d'une amende de deux mille francs, pour avoir inséré ce discours dans le journal qu'il rédigeait. L'instruction du procès de l'attentat contre les princes occupa les derniers mois de l'année : le 23 décembre, la cour des pairs condamnait à la peine de mort non-seulement Quenisset, mais encore ses complices, Colomblér, et Brazier, dit *Just*; à la déportation : Petit, Jarrasse, Dufour; à une détention plus ou moins prolongée, cinq autres individus, tous obscurs comme les premiers, mais appartenant aux sociétés secrètes, qui les faisaient agir. Un journaliste, Dupoty, rédacteur en chef du *Journal du Peuple*, qui n'avait aucun lien d'affinité avec les prévenus, fut pourtant condamné avec eux, à la détention, sous prétexte de *complicité morale*, à cause d'un article dans lequel on crut reconnaître l'excitation à la haine et à l'assassinat des princes. La conscience publique s'affligea de cette monstrueuse jurisprudence. Le roi ne fit pas grâce à l'écrivain innocent, mais il eut pitié des assassins, et il commua leur peine. Il n'y avait aucun péril alors à entrer dans un large système de clémence, car les agitations passionnées de l'intérieur se calmaient, et les esprits, de plus en plus préoccupés d'intérêts matériels, ne songeaient pas à courir les chances aventureuses d'une politique révolutionnaire. Chaque nation, au lieu de s'enfermer chez elle, et de se séparer des états limitrophes par des forteresses, devenait plus confiante, et s'apprêtait à faciliter, par des chemins de fer, la rapidité de ses rapports de voisinage; les relations commerciales reprenaient activement leurs cours, et la France rentrait dans le concert européen, dont la Révolution l'avait fait trop longtemps sortir. Telle était la véritable situation du royaume, lorsqu'au 27 décembre le ministère fut de nouveau mis en présence des deux Chambres, qui ouvraient leur dernière session législative. Or, quelle que fût l'opinion qu'on se fit du cabinet et des hommes qui le composaient, personne ne pouvait disconvenir qu'il n'eût déjà calmé bien des inquiétudes, réparé bien des fautes, utilisé bien des ressources commerciales laissées en souffrance; on devait donc lui reconnaître au moins de l'unité dans les vues, de la spontanéité à les appliquer, de la prudence à ne point les porter au delà des limites du possible. Sauzet conserva le fauteuil de la présidence.

La discussion de l'Adresse permit au cabinet d'exposer le plan politique qu'il entendait suivre. Parmi ses adversaires, on distinguait un nouvel orateur, l'avocat Billault, qui se posa, dès son début, à la tête de la gauche dynastique. Il interpella d'abord le ministère sur ce malheureux droit de visite, dont se plaignaient amèrement nos marins, et qui leur faisait toujours mal au cœur; il lui reprocha, quelques jours après, de souffrir qu'on faussât l'institution du jury. Cette seconde attaque fut même suivie d'affligeantes personnalités, qui n'empêchèrent point deux cent quarante boules blanches, contre cent cinquante-six, d'adopter l'Adresse. Toutefois, le cabinet avait dû

comprendre que la Chambre, qui se taisait sur la question d'Orient, et qui semblait d'accord avec lui sur la question espagnole, partageait, à l'égard du droit de visite, les justes répugnances du pays, et invitait le gouvernement à entrer dans des voies plus larges et plus nationales. Deux propositions, l'une pour l'extension du cercle des incompatibilités, l'autre, pour l'admission des capacités, ramenèrent bientôt la Chambre sur le terrain brûlant de la réforme électorale. Billault, Dufaure et leurs amis proclamèrent l'opportunité de cette réforme, tandis que Guizot ne voyait dans les deux propositions, que l'expression imprudente d'un mouvement superficiel, factice, mensonger, suscitée par les journaux, entretenu par des comités; mouvement qui n'était point sorti spontanément du sein de la société elle-même, de ses intérêts, de ses besoins; mais, au contraire, qui émanait d'un complot des ennemis de l'ordre établi, carlistes et républicains. Duchâtel prouva qu'en dix années, grâce à la loi de 1831, le nombre des électeurs s'était élevé de quatre-vingt-dix-neuf mille à deux cent vingt-quatre mille, et soutint que la raison publique devait se contenter de l'extension progressive des collèges électoraux, sous peine de provoquer dans la société une perturbation profonde. La Chambre rejeta les deux propositions; avantage d'autant plus signalé pour le ministère, qu'il en avait fait une question de parti et presque de cabinet. La révision de quelques titres du Code d'instruction criminelle, la prorogation de la loi des sueres, et d'autres lois d'un ordre secondaire, occupèrent ensuite les Chambres, dont le vote essentiel concerna les chemins de fer. Elles adoptèrent, sur cet important sujet, une grande loi d'ensemble, qui coordonnait entre elles les différentes lignes, discutées sans succès dans les sessions précédentes; on vit des députés et des pairs, quoique unis par la politique, se combattre réciproquement avec fureur, à propos d'intérêts matériels, mais s'entendre néanmoins pour consacrer le système de la simultanéité des travaux, et engager trop imprudemment les ressources de l'État. Le budget, toujours grossissant, auquel la commission financière n'apporta que de bien faibles modifications, présentait un milliard deux cent quatre-vingt-un millions cent soixante-treize mille trois cent soixante francs de recettes présumées; un milliard trois cent dix-huit millions cinq cent trente-sept mille cent soixante-dix-sept francs de dépenses. C'était donc encore un déficit de trente-sept millions trois cent soixante-trois mille huit cent dix-sept francs, auquel il fallait ajouter vingt-neuf millions cinq cent mille francs, alloués pour l'exécution des chemins de fer. Ainsi, chaque année, l'on s'éloignait d'un budget normal, sans autre compensation à ces folles dépenses, qu'un réseau de voies nouvelles, d'une exploitation très-coûteuse, qui, en ruinant les particuliers, obligeait l'État à devenir lui-même adjudicataire et à s'imposer d'énormes sacrifices. La session fut terminée le 10 juin. Trois jours après, le ministère, peu rassuré sur les dispositions douteuses d'une majorité qui ne lui semblait pas suffisante, opéra la dissolution de cette assemblée, au sein de laquelle s'élevait déjà, sur les ruines de l'égoïsme politique et social, un parti

nouveau, qui puisait sa force dans les idées plutôt que dans les hommes. Née d'une coalition formée contre le développement exclusif du principe monarchique, cette Chambre avait fait d'abord un mouvement rétrograde, inspiré par la défiance du progrès immodéré, qui s'élançait sur les ailes de la guerre civile; poussée ensuite par la puissance de son principe, et ramenée à son attitude d'impartialité, elle s'était rendue suspecte au ministère, qui ne l'avait pas vue, sans crainte et sans défiance, éplucher scrupuleusement les actes du pouvoir, prendre en considération la réforme électorale, et pressentir, dans un prochain avenir, d'autres réformes plus impérieuses, placées au-dessus des chances passagères de victoire ou de défaite, qu'engendrent les passions humaines. Pendant les premiers mois de cette année, plusieurs notabilités avaient laissé, en mourant, des vides considérables dans les premiers rangs de la société française : parmi les maréchaux de France, Moncey et Clausel (Victor, duc de Bellune, les avait précédés dans la tombe); parmi les pairs, le comte Siméon, Pelet de la Lozère et Bertin de Vaux; parmi les députés, le philosophe Jouffroy et le ministre des finances, Humann, qui remplaça Lacave-Laplagne; parmi les littérateurs, Alexandre Duval, le baron Roger, et, parmi les artistes, Chérubini et madame Vigie-Lebrun; mais aucune mort n'excita autant d'émotion que celle du contre-amiral Dumont-d'Urville, qui périt avec sa femme, son fils et sa fille, victimes de l'épouvantable catastrophe du chemin de fer de Versailles (rive gauche). Le dimanche 8 mai, un énorme convoi venait de Versailles, à toute vapeur, remorqué par deux locomotives. L'essieu de la première s'étant brisé, la seconde se précipita sur celle-ci et dérailla, entraînant plusieurs wagons, qui s'accumulèrent les uns sur les autres et prirent feu. Plus de cent personnes, emprisonnées au milieu des flammes, implorant des secours, et poussant des cris de désespoir, furent consumées en peu d'instants. Deux cents voyageurs, la plupart grièvement blessés, furent recueillis et soignés au château de Meudon, voisin du lieu du sinistre, ainsi qu'à dans les maisons adjacentes. Tout le monde fit son devoir; le dévouement de la population s'éleva au niveau de cet effroyable accident, que la science n'avait su ni prévoir ni empêcher. La Chambre, avant de se séparer, vota une pénalité sévère contre les infractions de service au règlement des chemins de fer. On eût dit que la Providence voulait imprimer un baptême de feu à cette loi des chemins de fer, qui ouvrait à l'industrie, au commerce et à la politique, un monde nouveau. La seconde partie du mois de juin et la première du mois de juillet se passèrent en luttes électorales : le ministère espérait obtenir une majorité formidable; l'opposition radicale ne comptait pas sur un moindre succès; mais l'opposition légitimiste, qui se montrait ordinairement si compacte et marchait avec tant d'ensemble, venait de se diviser en deux fractions : l'une, qui, s'associant aux idées démocratiques, réclamait le suffrage universel; l'autre, plus conséquente avec son principe, et repoussant toute espèce de ligue ou de solidarité, fût-elle provisoire, avec les doctrines du radicalisme. Telle était la situation générale des esprits, lorsque

tout à coup un nouveau malheur, malheur bien inattendu, vint déjouer et confondre les projets et les espérances des partis. Le 13 juillet, le prince royal, au moment de partir pour Saint-Omer, où il devait inspecter quelques régiments avant d'aller rejoindre aux eaux de Plombières la duchesse d'Orléans, se rendait au château de Neuilly pour faire ses adieux au roi et à la famille royale; il était seul dans une calèche découverte; tout à coup, vis-à-vis la porte Maillot, les chevaux s'effraient, prennent le mors aux dents; la voiture est emportée, et le prince, craignant d'être brisé avec elle, s'élance à terre, et tombe inanimé. Cinq heures après, il expirait entre les bras du roi, sous les yeux de sa mère et d'une partie de sa famille, sans avoir repris connaissance ni rouvert les yeux. La douleur causée par cette mort tragique fut générale. On regretta sincèrement ce jeune prince, qui, par ses belles qualités, s'était rendu populaire, estimé de l'armée autant que de la bourgeoisie; accepté de l'Europe aristocratique comme un prince; de l'Europe libérale, comme une espérance. En présence de ce deuil national, il ne s'agissait donc plus de combattre le ministère; il fallait raffermir la dynastie, préserver l'avenir des périls d'une minorité de roi, et délibérer avec maturité, avec calme, sur un projet de régence. Louis-Philippe, qui avait perdu, en perdant son fils aîné, la moitié de sa couronne, convoqua donc les Chambres pour le 26 juillet; il eut le courage d'en faire lui-même l'ouverture dans un discours entrecoupé de sanglots, auxquels les Chambres répondirent par d'unanimes acclamations de douleur, et par les protestations d'un dévouement sincère. L'Adresse fut consolante et noble autant qu'énergique. « La Providence, disait-elle, vous force à la bénir encore, en vous montrant les fils qu'elle vous a laissés. » Elle se terminait ainsi : « La France veut être libre, forte, inébranlable; à chaque crise qui la menace ou qui l'agite, elle grandit et s'affermie sur elle-même. Il est beau de voir un tel peuple s'incliner religieusement sous la main de Dieu; puis, après avoir porté le deuil et fermé avec nous la tombe ouverte si près du trône, reprendre la tâche interrompue par la mort, conserver la foi dans l'avenir et achever les institutions. » Trois cent quarante-sept votants, sur trois cent soixante-un, donnèrent leur assentiment à cette Adresse, qui n'avait pas été discutée, et qui fut présentée le soir même au roi. Louis-Philippe y répondit avec dignité; puis, étant descendu de son trône pour se mêler aux députés qui la lui avaient remise, il les remercia, comme père, comme homme et comme roi, des sentiments qu'ils venaient de lui exprimer. La question de la régence ne préoccupait pas moins le Château que le public. Le peuple, la bourgeoisie presque tout entière, les journaux de la gauche dynastique et quelques députés influents, tels que Lamartine, inclinaient vers une loi particulière, qui eût confié la régence à la princesse Hélène, avec la tutelle de son fils; la marine et l'armée désignaient pour régent le prince de Joinville; tandis que la famille royale et les hommes d'état demandaient le duc de Nemours. Quant aux organes des partis extrêmes, de la gauche radicale et de la gauche légitimiste, ils contestaient à la Chambre lé-

gislative le droit d'élire un régent ; ils demandaient qu'une assemblée constituante fût nommée, à cet effet, par le suffrage universel. Le projet de loi apporté par le ministère n'embrassait pas toutes les éventualités de l'avenir, mais il posait, comme principe organique, le principe de l'hérédité appliquée à la régence : il établissait, en thèse générale, que la régence appartiendrait au prince le plus proche du trône dans l'ordre de succession établi par la Déclaration de 1830, pourvu que ce prince eût vingt-un ans accomplis ; il lui conférait l'exercice entier de l'autorité royale, au nom du roi mineur, et, par suite, l'inviolabilité attachée à la personne d'un roi ; il exigeait de ce régent le serment de fidélité au roi, d'obéissance à la Charte ainsi qu'aux lois du royaume. Si les Chambres étaient réunies au moment d'un changement de règne, le régent prononcerait le serment devant elles ; sinon, il le ferait insérer au *Bulletin des lois*, en attendant qu'il pût le prêter selon les formes. La garde et la tutelle du roi mineur appartiendraient à la reine ou princesse sa mère, non remariée, et, à son défaut, à la reine ou princesse son aïeule paternelle, également non remariée. L'âge de la majorité du roi était fixé à dix-huit ans. Ce projet de loi, présenté le 9 août, devint l'objet d'un lumineux rapport de Dupin aîné, et l'occasion d'une grande lutte parlementaire entre le principe héréditaire et le principe électif ; lutte moins remarquable encore par le talent varié des orateurs, quo par les modifications imprévues que subit l'attitude respective des partis. On vit la gauche et le centre gauche, opinions juxtaposées, quoique bien différentes, se séparer avec éclat ; le centre gauche se rapprocha des conservateurs, et, conduit par Thiers, apporta le secours d'une coalition puissante à la loi de régence ; tandis que la gauche, sous l'impulsion d'Odilon Barrot, faisait schisme dans cette question dynastique.

Un autre fait qui, pour être personnel, n'en prenait pas moins une importance grave : Lamartine, se détachant des conservateurs, passait à l'opposition, avec sa noble éloquence, avec ses patriotiques inspirations. Le 29 août, dans la chambre des pairs, une majorité considérable (cent soixante-trois boules blanches contre quatorze boules noires) votait la loi de régence, telle qu'elle avait adoptée quelques jours auparavant, dans la chambre des députés, une majorité moins solennelle (trois cent dix boules blanches sur quatre-vingt-quatorze boules noires). Le Château se félicita de cet heureux résultat ; les deux grands pouvoirs législatifs rendaient à la monarchie de Juillet, par leur accord sympathique, une part de la stabilité que la mort du prince royal lui faisait perdre. Après avoir si cruellement frappé la famille régnante, la mort planait sur les grands corps de l'État ; la pairie, la Chambre, l'Institut, atteints coup sur coup, voyaient descendre dans la tombe quelques-uns de leurs membres les plus éminents ; dans la pairie, c'étaient le général Saint-Cyr Nugues, le baron Malouet, le général Claparède, le baron de Gérando, le vicomte de Morel-Vindé, etc. ; à l'Institut, le chimiste Pelletier, le physicien Edward, le chirurgien Larrey, le navigateur Froyenet, le généreux ami des arts, Alexandre de Laborde ; et comme pour assombrir encore cette fin

d'année, la magistrature poursuivait l'instruction relative au sinistre du chemin de fer de Versailles, en appelant à sa barre les victimes mutilées qui avaient survécu à cette espèce d'autodafé de la vapeur. Aussi, au milieu de ces deuils multipliés, les fêtes de la science, les progrès de l'industrie, les doléances du commerce, menacé par l'union douanière que la Belgique proposait à la France; le développement de la domination française en Algérie; l'occupation des îles Marquises dans l'Océan Pacifique par l'amiral Dupetit-Thouars (juin), les scandales inouis du procès Hourdequin, ne trouvèrent que de l'indifférence dans le pays, et attirèrent à peine ses yeux un moment. Le sentiment national se portait ailleurs; ou plutôt il se repliait sur lui-même, espérant du temps seul une solution aux problèmes de l'avenir; et le cabinet du 29 octobre, tout fier d'avoir vécu quatorze mois, montrait une puissance d'inertie qui semblait plus propre qu'une force réelle, à triompher d'oppositions invétérées et à régulariser, sans éclat comme sans péril, le mouvement oscillatoire de l'opinion en France. Le gouvernement de Louis-Philippe était d'accord avec le gouvernement anglais sur les plus délicates questions de la politique étrangère. Ils voulaient l'un et l'autre l'indépendance de l'empire Ottoman, la sécurité des populations chrétiennes de la Syrie, la liberté d'action de la nation espagnole, et la souveraineté de la reine Isabelle II. Le droit de visite servait de lien, pour ainsi dire, à l'union des deux gouvernements. Le discours de la couronne, prononcé le 9 janvier 1843, à l'ouverture de la session, exprimait en quelques phrases cette *entente cordiale*, qui souleva de nouveau, ainsi qu'elle l'avait fait l'année précédente, une bourrasque anti-anglaise dans les deux Chambres. On considéra le droit de visite, non-seulement comme humiliant notre pavillon et aliénant au profit de l'Angleterre la dignité de la France, mais encore comme préjudiciable à notre marine marchande. Guizot, après avoir représenté notre situation extérieure sous un aspect favorable et normal, essaya de démontrer l'exagération des reproches adressés au cabinet; mais la Chambre n'en formula pas moins, dans l'Adresse, un blâme sévère contre les négociations entamées et contre les derniers traités. Quand, de la discussion de l'Adresse, on eut passé à la discussion des fonds secrets, les attaques contre le cabinet se renouvelèrent avec plus de violence, et franchirent les limites de la polémique constitutionnelle. Examinant les actes des ministres qui s'étaient succédés au pouvoir depuis la Révolution de juillet, et les frappant tous des mêmes stigmates, l'impétueux Ledru-Rollin déclara qu'il ne jugeait pas les personnes, mais la continuité, l'immuabilité d'un système; et qu'il ne voyait aucune utilité à changer le cabinet si les principes devaient rester toujours les mêmes. Renchérissant sur Ledru-Rollin, un autre orateur de l'extrême gauche, Joly, exposa le tableau de la politique invariable adoptée pendant treize années consécutives, et conclut, de cette exposition des faits, que le gouvernement parlementaire n'était plus qu'un mensonge, du moment que le cabinet cessait d'être l'expression de la majorité; du moment que, sur les ruines de vingt-deux ministères, une pensée systématique demeurait obstinément de-

bout; et qu'au lieu de gouverner, le cabinet obéissait et subissait une influence tyrannique émanée du trône. Voilà quel était le langage de l'extrême gauche, qui faisait remonter jusqu'au roi les coups terribles qu'elle portait aux ministres. Non moins hostile au ministère et beaucoup plus dangereux pour lui, car il avait acquis de chaque côté de la Chambre des racines cachées, le tiers-parti se détachait nettement du cabinet, parce que l'heure lui semblait venue d'examiner si des réformes sages, modérées, prudentes, ne devenaient pas nécessaires; parce qu'il pensait que, sous l'empire des circonstances, les ministres, au lieu de se tenir dans le cercle étroit de la majorité ordinaire, devaient le franchir et offrir de nouveaux gages de réconciliation à de nouveaux auxiliaires. Du faure et Passy, qui s'exprimaient de la sorte, marchaient à la tête du tiers-parti. Ils avaient l'air d'attendre, aux portes de la majorité, que deux portefeuilles tombassent, pour les ramasser. Desmousseaux de Givré, dans une spirituelle improvisation, leur ayant attribué cette tactique, ils crurent de leur dignité de déclarer solennellement qu'ils ne prétendaient pas au ministère, déclaration qui fut pour eux un suicide politique. Alors, l'opposition, d'après le conseil d'Alexis de Tocqueville, organisa le parti démocratique, dans un système d'unité qui comprenait toutes les nuances de l'opinion extra-ministérielle; et, pour commencer cette campagne par une action d'éclat, elle dirigea les recherches d'une commission d'enquête chargée de vérifier la validité des élections de Langres, d'Embrun et de Carpentras. Érigée en tribunal exceptionnel, cette commission empiéta sur les fonctions administratives et souleva d'irritantes controverses; elle mit en lumière des scandales qui atteignirent l'opposition elle-même plutôt que le ministère. Aussi, cette fausse et maladroite enquête donna-t-elle au cabinet une nouvelle consistance; et il le sentit si bien, qu'il ne craignit pas (février) de remplacer l'amiral Duperré, qui désapprouvait le droit de visite, par l'amiral Roussin qui venait de le défendre à la chambre des pairs. Cependant, le sentiment national s'exprimait de telle sorte à l'égard des concessions excessives faites à l'Angleterre, que les ministres durent s'incliner devant lui. Ils n'osèrent donc ratifier ni le dernier traité relatif au droit de visite, ni un traité commercial que sir Robert Peel avait déjà présenté à la chambre des communes sous un aspect fort avantageux pour les intérêts britanniques; mais, par compensation, ils eurent la faiblesse de rapeler notre ambassadeur en Espagne, Salvandy, dont la tenue énergique et fière blessait le *Foreign-Office*. Vis-à-vis des états secondaires de l'Europe, le ministère se montra du moins ferme et digne, parce qu'il ne rencontrait pas là un cas de guerre. Il exigea de l'Espagne une réparation éclatante pour l'insulte gratuite, qu'elle avait faite à Lesseps, consul de France à Barcelone, en l'accusant de complicité avec des insurgés; il donna un caractère public au duc de Glucksberg, accrédité près d'Isabelle II, tandis que la presse anglaise prenait parti pour Espartero, duc de la Victoire; il conclut avec la Sardaigne un traité utile à notre navigation côtière de la Méditerranée; il vengea l'honneur du pavillon français outragé par la populace de Jérusalem, en faisant destituer

le pacha de cette ville. Enfin, le gouvernement du roi des Français fut, selon son habitude, fort avec les faibles. Deux nouveaux mariages étaient venus étendre les liens de la maison d'Orléans avec les dynasties souveraines, sans rien ajouter aux destinées politiques de la France : la princesse Clémentine d'Orléans avait épousé le prince Auguste de Saxe-Cobourg (20 avril); et le prince de Joinville, dona Francisca, fille de don Pedro et de l'archiduchesse d'Autriche, sœur de l'empereur d'Autriche (7 mai). Ces mariages-là n'avaient pas d'autre caractère, que des convenances de famille. C'est aussi comme un témoignage d'amitié personnelle, et non comme une preuve de sympathie de peuple à peuple, qu'il faut envisager la visite que la reine d'Angleterre rendit au roi des Français. Depuis les amères discussions des Chambres sur le droit de visite, le gouvernement anglais se tenait sur le pied de la plus grande réserve vis-à-vis du gouvernement français, tandis que la reine Victoria témoignait aux membres de la famille d'Orléans une cordiale affection. Ce fut le 2 septembre, vers six heures du soir, qu'on signala, en vue de Tréport, le yacht royal *Victoria and Albert*, qui portait S. M. Britannique. Elle avait rencontré en mer le prince de Joinville, envoyé au-devant d'elle par Louis-Philippe; et, s'étant aussitôt séparée de l'escadre qui l'accompagnait, elle avait profité de la marche supérieure de son yacht, pour entrer avant son escorte dans la rade du Tréport. Au bruit du canon des bâtiments de guerre français qui saluent l'auguste voyageuse, le roi, qui était au château d'Eu, monte en voiture avec sa famille, et, suivi des personnages les plus considérables de la cour, arrive au Tréport où il met pied à terre sous une tente richement décorée. Il descend ensuite avec ses fils, ses ministres et l'ambassadeur d'Angleterre, dans son canot, où vingt-quatre rameurs font force de rames vers le yacht royal. Ce joli navire s'était mis en panne, et avait arboré le pavillon de France à son mât de misaine. Le roi monte à bord avec sa suite. La reine l'attendait sur le pont : après l'avoir embrassée avec effusion, il lui présenta ses fils et ses ministres; puis, il lui présenta la main et la conduisit à terre dans son canot qui arbora le pavillon anglais. Au débarcadère, les couleurs françaises flottaient à côté des couleurs anglaises; la musique jouait : *God save the queen!* les salves de l'artillerie, les roulements des tambours, les cris enthousiastes de la population, accueillirent la jeune reine d'Angleterre, lorsqu'elle mit le pied sur le sol de la France. Appuyée sur le bras du roi, elle franchit rapidement les degrés du débarcadère. La reine des Français et les princesses, qui l'attendaient en haut de l'escalier, l'embrassèrent, et l'on partit ensuite pour le château d'Eu. La reine Victoria y séjourna quelques jours, et Louis-Philippe, dans la magnifique réception qu'il lui fit, entoura la royauté de Juillet des grandeurs de la monarchie de Louis XIV. Le ministre des affaires étrangères, Guizot, eut, en quelque sorte, les honneurs de la visite de la reine d'Angleterre. Cette aimable et charmante reine quitta le château d'Eu, le 7, pour retourner dans son royaume, et son départ eut lieu, en présence des escadres française et

anglaise, avec le même cérémonial que celui de son arrivée. Le roi et la famille royale l'accompagnèrent à bord de son yacht. Le prince de Joinville resta près d'elle jusqu'à Brighton, et l'escadre française qui l'avait escortée la salua de toutes ses bordées et alla mouiller à Portsmouth. Bientôt les événements de la Grèce et la révolution qui s'y opéra au profit des idées libérales rapprochèrent les gouvernements d'Angleterre et de France, à l'exemple de leurs souverains. L'entente cordiale des deux gouvernements se raffermir et se tourna contre les vues ambitieuses de la Russie; alors, grâce au concours du cabinet des Tuileries et de celui de Saint-James, le roi de Grèce, Othon, put entrer franchement dans les vues progressives de son peuple. Cette bonne intelligence de la France et de l'Angleterre n'empêcha pas le comte de Chambord, qui venait d'atteindre sa majorité, de tenir à Londres, dans un hôtel de Belgrave-Square (novembre), une sorte de cour plénière, où ses partisans s'empresèrent de se rendre. Ce fut une sorte de pèlerinage légitimiste, auquel se laissèrent entraîner plusieurs membres de la chambre des députés. Il y eut comme un essai de Restauration dans les discours prononcés devant Henri V. Le bon sens public en France protesta contre cette impuissante agitation; et le pays ne prit aucune part aux manifestations d'un parti sans avenir: on plaignait seulement le dernier rejeton de la branche exilée d'avoir ainsi provoqué les indiscrettes sympathies d'une foule de gens qui, pour se donner de l'importance, compromettaient la cause de la légitimité et du malheur. Henri V quitta l'Angleterre, sans avoir été même reçu à la cour de Victoria. Au reste, si Louis-Philippe eût conservé encore quelques inquiétudes pour sa couronne, l'accueil cordial que recevaient ses deux fils, le duc de Montpensier dans le Midi, et le duc de Nemours dans l'Ouest, était bien fait pour le rassurer complètement. Cependant le maire du Mans avait adressé, au duc de Nemours, des paroles peu convenables, empreintes d'une opposition tracassière, que celui-ci releva d'une manière aussi digne que sévère; mais, quoique les autres orateurs municipaux fussent restés dans les bornes du respect et de la bienséance, l'esprit de contradiction, cette tendance à contrecarrer et à molester le pouvoir, n'existait pas moins parmi ces jaloux dépositaires du mandat populaire; et la lutte fâcheuse qui éclata entre le nouveau maire et l'ancien conseil municipal d'Angers, ne point que trop bien les dissensions intérieures auxquelles les conseils municipaux se trouvaient généralement exposés. Cette turbulence d'une opposition mesquine et jalouse qui, dans les Chambres, s'épuisait en attaques implacables, rencontrait beaucoup d'échos chez les membres des petites assemblées délibérantes, conseillers de ville, d'arrondissement, de département; les feuilles locales lui servaient d'interprètes et fournissaient à la presse parisienne un aliment d'irritation journalière. Toutefois, il était une question plus sérieuse et plus générale, la liberté d'enseignement, qui, sortie d'une querelle privée, prenait depuis quelques mois les proportions inquiétantes d'une querelle politique. L'Église et l'Université luttaient ensemble avec acrimonie. A l'occasion de la fête du roi, l'archevêque de Paris s'était

rendu l'écho des plaintes et des espérances du clergé. Cette manifestation intempestive, exprimée d'ailleurs en termes pleins de mesure, fut le signal d'accusations hardies dirigées par les journaux légitimistes et catholiques contre le corps universitaire. L'archevêque blâma cette polémique; et pour établir la part des convenances et du droit, il publia des *Observations* tendant à prouver que l'État est incapable de poser les bases de l'enseignement et que l'Université, dont le caractère est purement administratif, ne peut représenter l'État en ce qui touche l'essence même de l'éducation publique. La question grandissait ainsi de toute la modération des paroles du prélat, de toute l'autorité de son nom et de sa logique, quand les évêques de Chartres et de Châlons envenimèrent la querelle et firent descendre l'épiscopat dans l'arène du journalisme. Le conseil d'État intervint par une déclaration d'abus à l'égard des doctrines émises par les deux évêques, fiction légale qui demeura sans effet, et qui prouva la nécessité d'une loi sur l'enseignement ou l'obligation de céder aux prétentions du clergé. Le ministère promit de s'occuper de cette loi. Le remplacement de Teste par Dumon au département des travaux publics; celui de l'amiral Roussin par l'amiral de Maekau au département de la marine, n'apportèrent aucune modification à la marche gouvernementale, aucune entrave à la politique extérieure, expression d'une seule volonté, la volonté royale; d'un système invariable, le système de la paix *quand même*. Ce fut cette théorie de la peur, qui motiva le rappel de l'amiral Dupetit-Thouars, coupable d'avoir défendu la dignité de la France contre les envahissements de l'Angleterre, et qui, dans l'Océan Pacifique, força la France de descendre du rôle de la souveraineté à celui d'un simple protectorat sur les îles de la Société. Le caractère pacifique de notre ambassade en Chine ne pouvait inspirer des craintes au pavillon britannique ni blesser la susceptibilité du cabinet anglais : on poursuivit, avec quelque éclat, la réalisation des avantages matériels qu'en espérait le commerce français; et, d'une main, le ministère ouvrit à nos vaisseaux une route vers l'Océan indien, tandis que de l'autre il cherchait à réparer les désastres de la Guadeloupe, à relever la ville de la Pointe-à-Pitre, détruite de fond en comble par un tremblement de terre (3 février). Ces soins d'avenir n'apportaient pas d'allègement aux inquiétudes causées par un budget annuel qui, depuis le règne de Charles X, avait grossi de plus de trois cent cinquante millions, et dont le chiffre atteignait alors un milliard trois cent quatre-vingt-neuf millions deux cent huit mille cent soixante-douze francs; il est vrai que la sécurité intérieure s'améliorait; qu'une immense quantité de travaux publics avaient été utilement exécutés, mais les chemins de fer, les fortifications de Paris menaçaient à la fois le crédit et la liberté; mais la question des sucres, sacrifiée sans cesse aux intérêts de la fabrication indigène du sucre de betteraves, ruinait nos colonies, déjà si malheureuses depuis que l'abolition de l'esclavage était devenu un principe international en Europe. On élaborait cependant pour ces colonies un régime d'indépendance mitigée, dans lequel les noirs, devenus libres, seraient tenus

de prendre certains engagements de travail, salarié d'après un tarif; on parlait d'une indemnité pour les colons; on proposait un mode d'éducation particulier pour les enfants d'esclaves, sous la double garantie du propriétaire et de l'administration; on voulait que dans l'espace de vingt années l'affranchissement successif se fût opéré tout à fait, sans secousse et sans souffrance; on voulait que les colonies nommassent aussi des députés qui les représenteraient à la Chambre; projets fort louables sans doute, mais dont l'étude philanthropique entretenait une agitation perpétuelle dans nos possessions d'outre-mer. Celles de l'Algérie, préservées de la plaie de l'esclavage, offraient une situation beaucoup plus satisfaisante. Malgré ses défaites réitérées, Abd-el-Kader, supérieur à sa fortune, ne se tenait pas pour vaincu. On l'avait vu, dans le cours de l'hiver, jeter la terreur et la dévastation au milieu des provinces de l'Ouest, forcer la ligne de Scherchell à Milianah, et répandre l'épouvante jusqu'aux portes d'Alger. Les troupes s'étaient portées avec leur habituelle énergie sur tous les points menacés; Abd-el-Kader, forcé de céder, s'était réfugié dans les montagnes de l'Ouaren-Senis. Vigoureusement poursuivi par le duc d'Aumale, qui tomba sur lui à l'improviste, il avait perdu sa smala, c'est-à-dire sa famille, sa suite, ses tentes et ses bagages; il n'avait pu sauver que sa mère, sa femme privilégiée, quelques parents et quelques cavaliers; mais cette série de revers éclatants avait diminué considérablement le prestige de son nom; ses alliés se détachaient de lui, et la mort de Sidi-Embareck, son lieutenant favori, achevait d'affaiblir sa puissance. Enfin, au mois de décembre, la sécurité la plus complète était rétablie partout, d'Alger à Boghar; de Constantine à Tlemcen; les travaux d'utilité générale mettaient en valeur le sol africain. Alger, surchargé de population, franchissait sa première enceinte; le pays se sillonnait de routes, se couvrait de villages et de fermes; des intérêts réciproques et fraternels commençaient à rattacher le commerce de la métropole à celui de la colonie.

Le gouvernement personnel triomphait : l'étoile de Louis-Philippe n'avait jamais été plus heureuse; les succès de famille, les alliances récemment contractées et la politique de la paix produisaient autour de lui une sorte d'enivrement. Mais l'instinct national redoutait avec raison cette confiance aveugle dans la prospérité; il craignait surtout que le pouvoir ne se fit illusion sur la solidité de ses rapports avec l'Angleterre; il lui reprochait de donner sans cesse à la paix de l'Europe des garanties nouvelles, sans exiger, sans obtenir des garanties équivalentes; il le blâmait de vouloir créer, entre deux peuples rivaux, sinon ennemis, des affinités impossibles. Guizot tenait bon pour l'*entente cordiale*. Fort d'une conviction profonde, il bravait les périls de l'impopularité pour appliquer son système avec toute l'inflexibilité de la persévérance. Le ministère s'abusait lui-même sur plus d'un point : quand, le 27 décembre, les Chambres se réunirent, il ne craignit pas de leur annoncer, par la bouche du roi, que l'équilibre entre les dépenses et les revenus de l'État allait enfin s'établir. Cette promesse illusoire, jointe à celle plus sé-

ricieuse d'une loi destinée à maintenir « l'autorité et l'action de l'État sur l'éducation publique » fut accueillie avec des marques d'assentiment, que n'avait pas provoquées la phrase ordinaire consacrée aux relations amicales de la France et de l'Angleterre. L'opposition s'apprêtait à une rude campagne contre le ministère. Les hostilités commencèrent, à l'installation du président nouvellement élu. Avant de céder le fauteuil à Sauzet, Jacques Laffitte, président d'âge, dans un discours amer, rempli de prévisions sinistres et de rancunes mal déguisées, se fit l'organe des griefs et des accusations de la minorité à l'égard du gouvernement. Il demanda pardon à Dieu et aux hommes d'avoir coopéré à l'établissement de la royauté de Juillet. C'était l'avoué suprême d'un bon citoyen qui se sentait mourir. La discussion de l'Adresse couvrait un orage légitimiste. Les démonstrations légitimistes de Belgrave-Square, qui avaient signalé le séjour du comte de Chambord à Londres, retentissaient encore en Europe. Il fallait, ou les subir en silence, ou les dénoncer avec éclat. La chambre des pairs donna l'exemple, et introduisit dans son Adresse le passage suivant : « Les factions sont vaines, et les pouvoirs de l'État, en dédaignant leurs vaines démonstrations, auront l'œil ouvert sur leurs manœuvres criminelles. » L'Adresse de la chambre des députés ne pouvait pas être moins explicite. Le président du conseil réclama hautement ces représailles, en exposant les faits : il dit qu'en 1841, à Vienne ; en 1842, à Dresde ; en 1843, à Berlin, que partout enfin la diplomatie avait reconnu comme essentiellement logique l'incompatibilité de la présence du prétendant dans une capitale où résidait un ministre représentant la France, mais qu'en Angleterre « pays de discussion et de liberté », le gouvernement n'avait pas eu le pouvoir de s'opposer aux réunions, aux petites conspirations de Belgrave-Square. Seulement, la reine Victoria, en refusant de recevoir, soit en public, soit en particulier, le duc de Bordeaux, avait témoigné de sa réprobation contre des actes coupables qu'elle ne pouvait empêcher. On déclarait d'ailleurs ne rien craindre des menées de la faction légitimiste, le trône du roi des Français reposant sur une base trop large et trop sûre, pour qu'il fût possible de le mettre réellement en danger ; mais il y avait eu, à Londres, « un de ces désordres, un de ces scandales immenses, dont les gouvernements doivent s'inquiéter beaucoup, et qu'ils doivent réprimer au moins par une réprobation formelle, par un blâme sévère. » Ce blâme, l'Adresse le formulait en ces termes : « La conscience publique flétrit de coupables manifestations. Notre Révolution de juillet, en punissant la violation de la foi jurée, « a consacré chez nous la sainteté du serment. » Guizot, Duchâtel, Dupin, Guizot surtout, défendront l'expression du blâme avec une énergie remarquable. Au milieu d'un tumulte inexprimable, où la gauche et la droite se réunirent dans un système de récriminations, d'injures et d'accusations, sans patriotisme et sans grandeur, Guizot, debout, à la tribune, croisant les bras avec une imposante dignité : « On pourra épuiser mes forces, s'écria-t-il d'une voix solennelle, on n'épuisera pas mon courage. Quant aux injures, aux ca-

lornies, aux colères extérieures, on pourra les multiplier, les entasser tant qu'on voudra, on ne les élèvera jamais au-dessus de mon dédain. » Les amis du ministre firent graver une médaille qui rappelle le souvenir de ces belles paroles et de l'émotion parlementaire qui les avait inspirées. Deux cent vingt boules blanches, contre cent quatre-vingt-dix boules noires, ayant fait adopter l'ensemble de l'Adresse, ce fut un grand triomphe à la fois pour le ministère et pour la dynastie. Louis-Philippe s'en prévalut plus que de raison, et le cabinet, partageant son erreur, se flatta d'avoir, à défaut de l'appui des masses, le concours zélé des hommes sages, amis d'une politique prudente, dévoués aux intérêts constitués, aux lois établies. Le vote de la Chambre avait flétri la conduite de cinq députés qui, malgré leur serment au roi Louis-Philippe, étaient allés à Londres saluer Henri V. Ils crurent devoir donner leur démission, pour en appeler de la décision des Chambres au suffrage des électeurs qui les avaient nommés : ils furent tous réélus; non toutefois sans une lutte assez vive dans les collèges électoraux, dans la presse et dans la rue. A Marseille, par exemple, des scènes violentes apprirent au parti légitimiste de cette ville, qu'il ne devait désormais compter, dans ses levées de boucliers, ni sur la classe bourgeoise ni sur les classes laborieuses. Certes, il eût été facile au ministère de capter leurs sympathies et d'annihiler de la sorte la puissance toujours croissante de l'opposition; mais il se préoccupait moins des intérêts généraux que des intérêts de sa propre conservation; il sacrifiait souvent les considérations d'avenir aux considérations présentes d'un ordre inférieur, et négligeait, faute de temps, l'étude des questions matérielles et des questions métaphysiques. Cependant, deux lois utiles et libérales, l'une sur les patentes, l'autre sur les brevets d'invention, sortirent de l'urne législative; on vota aussi plusieurs chemins de fer, quelques améliorations à introduire dans l'armée, dans le service des paquebots à vapeur, dans la police du roulage, et des travaux importants à exécuter dans nos ports. La loi sur la chasse, nécessaire au fond, mais imparfaite dans la forme, se compliqua d'une foule de détails qui en rendaient l'application épineuse et tyrannique; le nouveau système pénitentiaire, qui manquait d'éléments fondamentaux, d'études faites de longue date, sur une vaste échelle, ne rencontra qu'hésitation et tâtonnement de la part du cabinet; quant à la loi sur l'enseignement, elle succomba devant les susceptibilités morales de la chambre des pairs plutôt que sous les protestations véhémentes du clergé; l'Université sortit des débats victorieuse, mais rapetissée. Les tendances usurpatrices du parti prêtre ne s'étaient que trop produites dans la querelle de l'enseignement; on avait généralement blâmé la brochure agressive de l'abbé Combalot; on avait blâmé davantage les éloges que lui donnèrent deux prélats ultramontains, malgré la décision du jury qui la condamnait; le garde des sceaux, par une lettre officielle, s'était vu alors dans l'obligation de censurer le haut clergé, et tout le monde applaudit à l'impartialité religieuse du gouvernement qui justifiait cette maxime de Quizot : « L'État est laïque. » La réforme postale, le domaine po-

litique, la réduction du timbre des journaux, les incompatibilités en matière électorale, toutes ces questions que les ministres soumettent aux Chambres dans cette législature, avaient alimenté tour à tour des discussions sans résultat; tandis que d'autres questions non moins graves, émanées de l'initiative des Chambres, avaient été prises en considération : c'était un empiétement d'autocratie législative, qui amoindrisait le pouvoir exécutif, qui le mettait en péril; car ne pas donner l'impulsion, c'est se condamner à la subir. Une malheureuse question d'argent, sans cesse renouvelée, jamais résolue, toujours pendante, qu'il eût été plus sage d'abandonner définitivement, la dotation, revint encore compromettre la stabilité ministérielle. N'osant présenter aux Chambres une nouvelle loi de cette espèce, le ministère eut l'étrange idée d'en faire l'objet d'un mémoire d'avocat, publié dans le *Moniteur* du 30 juin. On y exposait la situation financière de la famille royale, et l'on invoquait l'attention, la discussion impartiale du pays sur une matière, qui, disait-on, n'avait pas été suffisamment éclairée, ni jugée impartialement. Cette publication insolite livrait l'inviolabilité royale à la controverse des journaux; elle constituait une sorte d'appel à la nation contre les Chambres : c'était méconnaître l'esprit du peuple, qui trouve toujours que les souverains reçoivent trop et ne donnent point assez; c'était méconnaître l'esprit du pouvoir législatif, d'autant moins disposé à répondre aux désirs ministériels, qu'ils se produisaient au dehors des Chambres avant de se produire devant elles. Le budget toutefois n'éprouva aucune entrave : il fut voté, les yeux fermés, à la course, car on ne lui accorda que huit séances, froides et distraites, sur les deux cent vingt-trois jours qu'avait duré la session. Les recettes présumées s'élevaient à un milliard trois cent vingt-sept millions sept cent quatre-vingt-quatre mille quatre cent dix-sept francs; les dépenses, à un milliard trois cent soixante-trois millions cinq cent soixante-seize mille deux cent quarante-huit francs; le déficit annuel était donc encore de trente-cinq millions sept cent quatre-vingt-onze mille huit cent trente-un francs; et malgré tant de millions accumulés, malgré tant de sacrifices imposés aux contribuables, la France n'avait pas même une marine digne d'elle! Le gouvernement semblait ne rien comprendre aux transformations que la vapeur imposait au système naval; il ne tenait nul compte de l'exemple de l'Angleterre, qu'il voyait diminuant son immense marine à voiles pour augmenter sa flotte à vapeur; les vœux des Chambres dans la session de 1840, les allocations spéciales consacrées à cet objet, n'avaient produit qu'indécision, dilapidations et désordres dans l'administration maritime; au lieu de construire des navires, on avait rêvé des essais de réparation, créé des ateliers dispendieux, consulté le caprice du luxe plutôt que l'utilité pratique de la destination; les nouveaux paquebots étaient faits d'après des vieux modèles de frégates, et l'on se débattait encore, au préjudice de l'influence navale de la France, entre l'inefficacité d'un système ancien et l'expérience d'un système nouveau. Ce fut un des fils du roi, le prince de Joinville, qui, avec une

franchise militaire pleine de patriotisme, au risque de déplaire au roi, aux ministres, à l'administration, à ses chefs directs, osa révéler le mal en appelant le remède, et publier une remarquable *Note sur l'état des forces navales en France*, dans laquelle il prouvait que notre marine à vapeur, avec les meilleurs officiers du monde, était inférieure, non-seulement à celle des Anglais, mais encore à celles des Russes, des Américains, des Hollandais et même des Napolitains ! L'amour-propre national souffrit beaucoup d'une telle révélation. Le ministre de la marine ne put répondre de manière à satisfaire l'opinion publique. Le pays s'en émut, dans la prévision d'une guerre avec l'Angleterre ; mais, du moins, mis en demeure de donner plus de soins à la marine à vapeur, le gouvernement sut plus tard profiter des conseils du prince de Joinville. Il ne fallut pas moins que les éclatants succès de Tanger et de Mogador, pour rassurer la France sur les services qu'elle pouvait néanmoins attendre de sa marine. Retiré au sud-ouest de Tlemcen, avec quelques troupes régulières, Abd-el-Kader n'attendait qu'une occasion de se remettre en campagne. Ce fut le Maroc qui la lui fournit. Depuis 1830, on n'avait pu définitivement établir une délimitation de frontières entre les possessions françaises et le territoire de cet empire. Abd-el-Kader trouva là un prétexte d'hostilités, et le fit accepter par le crédule empereur, Mulcy-Abder-Rhaman. Le 10 mai, à la tête de cinq cents cavaliers et de quelques tribus rebelles, il traversa le Mouilah, et vint attaquer, à deux lieues en deçà de la frontière marocaine, le corps d'observation du général Lamoricière. Celui-ci, secondé par le général Bedeau et le colonel Morris, eut bientôt fait prompt justice de cette agression, qu'on feignit de regarder comme accidentelle, afin de laisser aux négociations diplomatiques une voie plus libre ; mais on ne se préparait pas moins à repousser la guerre sainte, que prêchait le fanatisme musulman dans toute l'étendue du Maroc. L'exaltation des Marocains était telle, qu'au mépris de l'armistice, cinq mille fanatiques tombèrent à l'improviste sur un faible corps de troupes stationnées sur l'Oued-Mouilah, pour protéger une entrevue du général Bedeau avec le caïd El-Ghennaoui (15 juin). Le caïd fit de vains efforts pour s'opposer à cet acte de trahison, et sans une marche rapide du maréchal Bugeaud, sans ses habiles manœuvres, le général Bedeau eût péri avec toute son escorte. Les assaillants, parmi lesquels se trouvaient les cavaliers réguliers de l'empereur, furent mis en fuite, et, le 17 juin, Bugeaud entra sur le territoire marocain, et s'empara d'Ouchda, sans coup férir. La guerre ainsi commencée, il importait de ne pas la suspendre. Le prince de Joinville fut chargé de faire une démonstration navale sur les côtes du Maroc. L'Angleterre se préoccupa de ces mouvements de flotte et d'armée. Lord Palmerston et les wighs accusaient le cabinet français d'une ambition démesurée, et le cabinet anglais, d'une condescendance coupable. Par malheur, sir Robert Peel vint annoncer au Parlement qu'il avait reçu du ministère français des explications satisfaisantes au sujet de l'expédition du Maroc, tandis que, d'autre part, à la chambre des communes, la jalousie britannique

recommençait à contester les droits de souveraineté de la France sur l'Algérie. En même temps, les attaques de Muguin et de Larochejaquelein forçaient Guizot de communiquer à la chambre des députés les explications qu'il avait données à l'Angleterre. Guizot déclara que le gouvernement n'avait sur le Maroc aucun projet de conquête, aucune vue d'agrandissement territorial; tout ce qu'on demandait à l'empereur, c'était la paix, la sécurité de nos possessions, la punition exemplaire des chefs marocains qui avaient provoqué les hostilités; l'éloignement des forces qui menaçaient notre frontière, et la retraite définitive d'Abd-el-Kader sur les côtes de l'Océan. « Dans tout cela, ajoutait Guizot, il n'y avait rien de secret, rien qui ne pût être avoué hautement à nos alliés, à nos ennemis, comme à la représentation nationale »; et, faisant allusion aux paroles de sir Robert Peel, au sein du parlement anglais, Guizot ne s'étonnait pas des susceptibilités exigeantes de l'Angleterre; il avait agi vis-à-vis de cette puissance, comme, en pareille circonstance, agissent toujours les gouvernements loyaux: il lui avait fait connaître, en termes très-généraux, ses intentions, sa politique, mais non, comme le disait l'opposition, les instructions militaires, demeurées secrètes entre le cabinet et le général en chef de l'armée. Pendant ces débats, des levées en masse s'effectuaient dans tout l'empire du Maroc; les grandes tribus guerrières de l'ouest envoyaient à la hâte leurs contingents; le fils de l'empereur sommait le gouverneur de l'Algérie d'évacuer Lalla-Maghrnia, et de punir les chefs de son armée, qui avaient violé le territoire marocain: il n'attendait plus que les renforts des Beni-Senassen et du Rif, pour envelopper et assaillir les troupes françaises, réunies près de Coudiat-Abd-er-Rhaman. Inquiété par des nuées d'ennemis, Bugeaud fut obligé de déployer plusieurs fois ses bataillons; mais il rentrait au camp de Lalla-Maghrnia, après avoir poursuivi les Arabes à deux ou trois journées de distance, et il ne voulait rien tenter de décisif, avant que les délais demandés par la diplomatie fussent expirés. Sur ces entrefaites, l'escadre du prince de Joinville parait devant Tanger; les réponses à l'*Ultimatum* ne lui ayant point paru satisfaisantes, il commença, le 6 août, l'attaque des fortifications extérieures de la place. Au bout d'une heure et demie, les canonniers marocains avaient abandonné leurs pièces. Le prince de Joinville, obéissant à regret aux instructions qu'il avait reçues, n'ordonna pas le débarquement, et se dirigea vers Mogador, ville maritime, située à l'autre extrémité du Maroc. Le 13, l'escadre bombardait cette place, et l'île qui en ferme le port fut occupée par nos troupes, tandis que les Kabyles pillaient et brûlaient la ville. Pendant ce temps, le maréchal Bugeaud attendait, campé sur l'Oued-Isly, la réponse de Muley-Abder-Rhaman aux propositions conciliatrices qu'il lui avait adressées. Cette réponse n'arrivant pas, et l'ennemi croissant en nombre ainsi qu'en insolence, il se décide enfin à prendre l'offensive. Son armée comprenait huit mille cinq cents hommes d'infanterie, mille quatre cents chevaux réguliers, deux mille cent chevaux irréguliers et seize bouches à feu. « Elle est pleine de confiance et d'ardeur, écrivait Bu-

geaud ; elle compto sur la victoire, tout comme son général. Si nous l'obtenons, ce sera un nouvel exemple que le succès n'est pas toujours du côté des gros bataillons, et l'on ne sera plus autorisé à dire que la guerre n'est qu'un jeu du hasard. » L'événement eut bientôt réalisé ces espérances : le 14 août, Bugeaud traversa l'Isly, dont le passage lui fut disputé par une multitude de cavaliers. Enveloppée de tous côtés, l'infanterie soutint le choc avec une fermeté remarquable : la cavalerie marocaine se brisa contre les baïonnettes, et se dispersa foudroyée par la mitraille. Une charge de dix-neuf escadrons, commandée par le colonel Tartas, acheva la déroute de l'ennemi, qui battit en retraite dans le plus grand désordre. L'armée marocaine eut huit cents morts et deux mille blessés. On lui enleva dix-huit drapeaux, onze pièces d'artillerie, le parasol de commandement du fils de l'empereur, le matériel de combat et quelques prisonniers ; nos pertes se bornèrent à cent vingt-cinq hommes tués et blessés. Le résultat de cette victoire ne pouvait manquer d'être immense ; vingt-cinq mille hommes des meilleures troupes de l'empereur avaient fui, presque sans combattre, devant douze mille Français ; la France reprenait en Afrique l'attitude dominatrice que lui avait donnée la conquête d'Alger. L'attaque de Tanger, le bombardement de Mogador et la bataille d'Isly ne furent pas plutôt connus à Londres, qu'une sourde rumeur éclata dans le parti wigh ; on craignit que la France ne s'emparât du Maroc comme elle avait fait de l'Algérie, et les idées hostiles, nées de ces injustes appréhensions, pénétrèrent jusque dans le *Foreign-Office* ; si ce n'eût été la confiance personnelle qu'inspirait au cabinet anglais la politique de Louis-Philippe, le gouvernement britannique aurait envoyé une flotte dans la Méditerranée. A Londres, les têtes étaient déjà fort montées, lorsqu'on apprit l'emprisonnement et l'expulsion de Pritchard, consul anglais à Taïti, arrêté en flagrant délit d'excitation à la révolte contre le protectorat de la France, par ordre du gouverneur Bruat ; il y eut alors un redoublement d'imprécations et de menaces. Le ministère français blâma, désavoua cette arrestation, sinon au fond, du moins dans la forme ; mais le cabinet de Saint-James, profondément ému d'un acte qu'il regardait comme un affront à sa dignité, avait prononcé le mot de *satisfaction*, que ramassa le cabinet des Tuileries, en offrant au consul un dédommagement pécuniaire. C'était l'unique moyen de sortir de ce mauvais pas, surtout à l'égard d'un homme aussi peu honorable que Pritchard ; et cependant le mode de conciliation adopté par les deux cabinets souleva, dans les deux pays, les attaques les plus vives. En France comme en Angleterre, l'opposition prétendit qu'on avait sacrifié l'honneur national au désir immodéré de la paix. Cet ébranlement de l'entente cordiale hâta la conclusion de l'affaire du Maroc : l'orgueil humilié de l'empereur acceptait les conditions que la France voudrait lui dicter. On ne lui demanda que le licenciement des troupes rassemblées sur la frontière, le bâtonnement exemplaire des chefs qui avaient envahi l'Algérie et la poursuite d'Abd-el-Kader, jusqu'à ce qu'il fût expulsé du Maroc ou arrêté ; les autres articles du

traité reposaient sur des convenances réciproques, et quant aux frais de la guerre, le ministère, loin de les exiger, déclara que *la France est assez riche pour payer sa gloire*. Certes, ni l'Angleterre ni le Maroc ne devaient se plaindre. Le vainqueur d'Isly n'avait pas même profité de sa victoire.

Quand, à défaut de garanties durables, la paix de l'Europe se fut raffermie momentanément, par l'intervention de la diplomatie anglo-française, les relations amicales recommencèrent entre les deux pays éternellement rivaux; leur rivalité ne se montra que plus active sur le terrain industriel et commercial. L'exposition des produits de l'industrie française, qui s'était ouverte à Paris dans le mois d'avril, porta d'heureux fruits; une ordonnance royale facilita l'introduction en France des bois étrangers, ainsi que celle des machines anglaises destinées au tissage du chanvre ou du lin; mais on aggrava le tarif des autres machines. Les provenances belges furent également atteintes par l'ordonnance, en représailles sans doute du traité de commerce que la Belgique venait de conclure récemment avec la Prusse. Au milieu de toutes ces complications extérieures, le parti légitimiste et le parti républicain, sans renoncer à leurs espérances, semblaient subir l'influence des idées d'ordre et se conduisaient, du moins, avec plus de mesure. Depuis que le duc d'Angoulême était décédé à Goritz (3 juin), le duc de Bordeaux, résumant dans sa personne tous les droits et toutes les prétentions de la branche déchue, avait pris une position plus délicate en face des cours européennes, plus difficile vis-à-vis des partisans. On eût dit que, dans les premiers mois de l'année 1844, la mort frappait de préférence les hommes qu'on pouvait considérer comme types, symboles ou programmes individuels de divers systèmes politiques; ainsi, outre le fils de Charles X, qui représentait la légitimité, on vit mourir le général Bertrand et le roi Joseph-Napoléon, qui représentaient l'Empire; le banquier Jacques Lafitte, qui représentait la Révolution de juillet. Le peuple de Paris fit cortège autour du cercueil de ce bon citoyen. Louis-Philippe, qui lui devait un trône, envoya sa livrée au convoi d'un ancien ami. Le roi était trop sûr de sa fortune, pour se préoccuper des sinistres prophéties de Lafitte agonisant. Au mois de septembre, voulant rendre à la reine d'Angleterre la gracieuse visite qu'elle lui avait faite au château d'Eu l'année précédente, il partit pour l'Angleterre. Le peuple anglais, fier et charmé d'entendre sa langue dans la bouche d'un souverain étranger, l'accueillit avec admiration, avec enthousiasme. Le roi des Français fut populaire à Londres. Cependant, il ne tenait pas à Louis-Philippe et à Guizot, que toutes les difficultés fussent aplanies entre les deux royaumes. Le droit de visite était toujours en litige: chez les Anglais, l'orgueil, l'intérêt commercial, le sentiment religieux; chez les Français, la conviction du bon droit et une juste fierté faisaient de cette question, pour les uns et les autres, une question nationale. On transigea provisoirement, mais de nouvelles inquiétudes s'éveillèrent ailleurs, avec de nouveaux froissements. Les escadres françaises avaient pris possession de Noss-Bay, de l'île Mayotte, à l'extrémité septentrionale du canal de Mozambique;

elles avaient accepté au nom de la France le protectorat des États de Honduras et de Nicaragua ; elles avaient exercé une intervention pacifique à Saint-Domingue, dans l'insurrection des Cayes. Le *Foreign-Office* prit ombrage de cette suprématie de la marine française. Il créa des embarras au cabinet des Tuileries : on soupçonna même qu'il ne restait point étranger aux résistances de la république Argentine, et à la conduite de son dictateur Rosas qui continuait, malgré nos justes réclamations, d'envahir l'Uruguay et d'opprimer dix-huit cents Français établis sur le Bande oriental. Dans le Levant, les agents du cabinet britannique, le colonel Rose à Beyrouth, lord Ponsonby à Constantinople, éludaient, d'une manière dangereuse pour les chrétiens, compromettante pour la France, les instructions de leur gouvernement, ainsi qu'Aston les méconnaissait à Madrid, ainsi que Pritchard les avait violées dans les îles de la Société. L'entente cordiale avec l'Angleterre ne se traînait donc que sous le poids fatigant d'une suspicion permanente ; suspicion qui allait s'accroître encore par suite du traité de Whampoa conclu entre la France et la Chine. Ce n'étaient, au reste, que des nuages orageux tels qu'on en voit s'élever journellement entre de grandes puissances, jalouses de leur influence réciproque et craintives pour l'avenir de leur domination. Le crédit en France ne souffrait pas de ces commotions de la politique étrangère. L'adjudication d'un emprunt de cent millions, faite le 9 décembre à la maison Rothschild, à sept francs soixante-quinze centimes au-dessus de l'adjudication de 1844, à un franc cinq centimes au-dessus du dernier cours de la rente, donna la mesure de l'abondance des capitaux, des ressources de la fortune publique et de l'espoir qu'on avait généralement de conserver la paix européenne. Le commerce avait fait des progrès analogues à ceux du crédit : les valeurs capitalisées dans les cinq dernières années, atteignaient le total énorme de dix milliards quatre cent soixante-un millions ; les voies de communication par la vapeur, absorbaient, en ce moment, la faveur générale, avec l'exagération qu'entraînent les nouveautés séduisantes ; et si le gouvernement français commettait une grave imprudence en commençant à la fois sur trop de points différents les travaux des voies de fer, s'il exposait le crédit aux incertitudes du temps, et aux contre-coups des événements, la situation financière n'en paraissait pas moins forte, la situation politique pas moins assurée. Toutefois, il n'échappait point aux esprits sérieux, que, malgré les éternelles assurances de cordiale amitié entre l'Angleterre et la France, des complications graves étaient venues troubler ou compromettre cette amitié ; aussi, quand le 26 décembre, Louis-Philippe, rappelant aux Chambres assemblées la susceptibilité chatouilleuse du gouvernement de son auguste alliée, affirma qu'un *mutuel esprit de bon vouloir et d'équité* maintiendrait cet heureux accord qui garantissait le repos du monde, on n'attacha pas grande valeur à cette phrase stéréotypée dans tous les discours du trône depuis cinq ans ; et l'opposition se promit de demander au ministère des explications péremptoires. La faible majorité, qu'obtint Sauzet pour la présidence de la Chambre (cent soixante-dix-sept voix contre cent

vingt-neuf données à Dupin aîné) ; la majorité plus faible encore qui marqua l'avènement de Salvandy, de Bignon et de Dufaure à la vice-présidence, firent comprendre au cabinet qu'il perdait du terrain. La retraite forcée de Villmain, dont la haute intelligence avait reçu une atteinte passagère causée par un chagrin domestique, n'était pas de nature à consolider le pouvoir qui ne donna pas immédiatement un successeur au ministre de l'instruction publique et qui chargea Dumon d'administrer par intérim ce département. La discussion de l'Adresse, ouverte le 13 janvier dans la chambre des pairs, fut signalée par l'attitude étrange que eut de voir prendre le comte Molé : après quatre années d'un silence absolu, l'ancien chef du cabinet du 15 avril montait à la tribune pour passer en revue avec sévérité la politique entière du cabinet du 29 octobre. Conservateur dévoué par principe, Molé n'avait pas voulu, par d'imprudentes paroles, porter le trouble et la désunion dans les rangs de la majorité, mais des insinuations injurieuses, des reproches d'intrigue, de coalition, témoignages précurseurs d'une désorganisation évidente de cette majorité, l'obligeaient à protester, d'une manière éclatante, contre le système suivi depuis quatre ans. Examinant ce système, il l'appelait une politique *parlout et toujours à outrance*, même dans ses faiblesses ; il voyait dans ses actes une exagération qui l'entraînait jusqu'aux dernières conséquences ; dans son ardeur pour la paix, un oubli de la dignité, de la susceptibilité nationale ; il lui reprochait d'avoir, par la convention de 1841 sur le droit de visite, provoqué la réaction de l'esprit public et des Chambres contre ce droit lui-même ; il lui reprochait surtout d'avoir fait preuve d'une insignifiance légère, en ratifiant la prise de possession de Taïti, en établissant, sur un point du globe perdu dans la mer du Sud, le protectorat de la France en lutte avec le protectorat des missionnaires anglais ; « dangereuse épreuve, disait-il, que nos braves marins ont payée de leur sang ; occupation presque fantastique d'un rocher d'où l'on ne sait plus comment sortir. » Guizot ayant répondu, qu'une solution prochaine allait trancher toutes ces questions : « Elles se produiront encore souvent au sein des Chambres, répliqua Molé ; elles vous donneront encore de mauvais moments. Surmontez-les ; réussissez ; je n'en demande pas davantage ; ce n'est pas votre place que j'ambitionne ; ce que je voudrais, c'est que vous puissiez tirer la France des difficultés qu'elle vous doit. » Les attaques de Molé contre Guizot eurent de l'écho dans la chambre des pairs : Boissy-d'Anglas reprocha aux ministres d'amoindrir l'influence nationale ; Montalembert réclama, pour les représentants de la religion catholique, cette indépendance qui seule peut fonder et justifier l'obéissance à l'Église ; le prince de la Moscowa critiqua le traité de Tanger qu'il considérait comme inexécutable ; le comte de Saint-Priest fit ressortir l'inutilité des négociations entamées avec le Maroc et démontra qu'il n'y avait réellement, au fond de cet insignifiant traité, ni vainqueurs, ni vaincus. Dans la chambre des députés, Gustave de Beaumont, Tocqueville, Marie, Thiers, Dupin, Billault, Saint-Marc-Girardin, Odilon Barrot, attaquèrent aussi le cabinet à propos de l'Adresse, qui les autorisait à

toucher, à interroger tous les points de la politique extérieure; mais Guizot fut inébranlable contre tant d'assauts; il déploya quelquefois une puissance de logique et une fierté dédaigneuse, qui réduisirent ses adversaires au silence. Un nouvel orateur, Peyramont, et le maréchal Bugeaud qu'une ordonnance royale avait récemment élevé au titre de duc d'Isly, devinrent d'utiles auxiliaires pour Guizot, qui sortit victorieux, de cette bataille parlementaire, avec deux cent seize boules blanches sur deux cent quarante-neuf votants. La plupart des membres de l'opposition n'avaient pas voté. On pensait qu'une demande de fonds secrets amènerait encore des interpellations irritantes; mais le ministère ne fit pas de cette demande une question de cabinet. Un incident, toutefois, la destitution de Salvandy, ambassadeur en Espagne, et celle de Drouin de Lhuys, directeur au ministère des affaires étrangères, compliqua d'abord la discussion, qui s'éleva ensuite, sous l'impulsion de Joly, de Larcy, de La-rochejacquelein et de Billault, aux proportions d'un nouveau combat sur la politique générale. Morny, Desmousseaux de Givré, Liadières, défendirent le pouvoir, déjà fort de l'appui que se prêtaient mutuellement Guizot et Duchâtel, fort aussi de l'échec du comte Molé, qui avait essayé vainement de remplacer Thiers dans la direction du parti conservateur. Peu s'en était fallu que l'opposition n'eût triomphé en portant à la vice-présidence, Billault, qui ne la manqua que de cinq voix; peu s'en était fallu que le cabinet n'eût succombé, avec une majorité de huit voix seulement, dans la déplorable *affaire Pritchard*; mais les anciens conservateurs, ralliés sous le drapeau de Fulchiron et de Hartmann, avaient fait aux ministres un devoir de gratitude et d'honneur de ne point se séparer d'eux, et dès lors s'était contractée une alliance nouvelle entre le cabinet et le parti conservateur. Cette alliance, résultat d'une lutte oratoire de soixante jours, permit aux travaux législatifs de prendre un cours régulier. Deux lois, la loi sur l'instruction secondaire et la loi sur les prisons, furent écartées momentanément : la première se compliquait d'une question préalable, celle des jésuites; la seconde réclamait l'examen de la magistrature. A leur place, deux lois d'un intérêt social non moins grave, d'une solution non moins difficile, furent adoptées après de longs débats : la loi sur le régime colonial et la loi sur les caisses d'épargne. Si la première ne pouvait être considérée comme une solution complète de la question, elle avait du moins irrévocablement posé le principe de l'émancipation des esclaves; le gouvernement et les Chambres s'étaient engagés. Quant à la loi sur les caisses d'épargne, avant qu'elle fût promulguée, chacun s'inquiétait avec raison, de la situation du Trésor, qui, d'un jour à l'autre si la confiance s'ébranlait, pourrait avoir à rembourser des sommes considérables qu'il acceptait à titre de dépôt et qu'il employait comme des fonds publics : à défaut de remèdes, on employa des palliatifs. Une loi sur le conseil d'État, loi d'organisation de ce grand tribunal administratif, lui donna une existence légale, qu'on l'accusait de ne point avoir encore. Des lois de douane; des lois pour l'achèvement et le perfectionnement de nos routes, de nos canaux, de notre navigation inté-

rière; des lois pour l'amélioration de plusieurs ports maritimes, pour la fortification des côtes de l'Océan, pour l'établissement des principales lignes de chemins de fer, beaucoup d'autres projets, adoptés au nombre de soixante-six, prouvaient à quel point la législature s'était préoccupée des besoins généraux, des intérêts matériels, des conditions de prospérité nationale. La Chambre avait eu cent quarante-cinq séances publiques et quarante-deux réunions dans ses bureaux. La discussion du budget, commencée le 9 juin, occupa cette fois un espace de temps plus normal, car on ne vota l'ensemble de ce budget monstrueux, que le 5 juillet, à une majorité de deux cent quarante voix contre vingt; la Chambre s'était montrée plus prodigue que la commission financière, car elle n'opéra que deux millions et demi de réduction sur le chiffre de un milliard quatre cent trente-quatre millions quatre cent trente-neuf mille quatre cent six francs. Or, les recettes étant évaluées à un milliard trois cent cinquante-cinq millions quarante-cinq mille six cent cinquante-un francs, l'excédant de dépenses était de soixante-dix-neuf millions trois cent quatre-vingt-treize mille sept cent cinquante-cinq francs; les découverts des exercices précédents offraient un total de trois cent soixante-huit millions soixante-trois mille deux cent trente-sept francs; les découverts éventuels pour travaux d'utilité publique, s'élevaient à six cent quatre-vingt millions six cent soixante-quatorze mille sept cent soixante-un francs; c'était, par conséquent, une dette de plus d'un milliard qu'on se proposait de payer avec les réserves de l'amortissement. Une semblable situation était bien faite pour inspirer les inquiétudes les plus sérieuses, surtout depuis qu'on avait reconnu, dans les dépenses de 1844 un déficit de vingt-quatre millions, malgré un excédant de recettes de quarante-deux millions au delà des prévisions du budget. D'autres écueils, produits par les souscriptions aux sociétés de chemins de fer, furent dévoilés dans la chambre des pairs, qui, usant de son droit d'initiative, consacra sept séances à l'examen de cette délicate question d'économie politique. Elle avait étudié, avec non moins de soin, la loi sur le régime colonial et celle sur l'instruction secondaire. Ces trois objets absorbèrent, à eux seuls, la moitié des quatre-vingt-douze séances qui furent tenues par cette Chambre pendant la session de 1843.

Notre politique extérieure échappait aux émotions de l'année précédente, Deux hommes considérables, *abolitionistes* ardents, le duc de Broglie et le docteur Lushington, membre de la chambre des communes, avaient été chargés, par leurs gouvernements respectifs, de chercher, pour réprimer la traite, des moyens nouveaux, plus efficaces et moins irritants que le droit de visite. Leurs efforts aboutirent à un traité conclu le 29 mai entre la France et l'Angleterre. Le roi de Prusse, accepté par ces deux puissances comme arbitre dans un différend qui avait pris naissance au Sénégal en 1834, venait aussi de terminer la contestation, en reconnaissant implicitement notre souveraineté coloniale et en réduisant au chiffre de quarante-quatre mille francs une indemnité que le gouvernement britannique avait osé porter à deux millions

deux cent-vingt-quatre mille sept cent soixante-un francs. La marine française s'entendait alors avec la marine anglaise, pour réprimer, sur la côte orientale de Madagascar, la tyrannie des indigènes hovas, qui voulaient chasser de Tamatave tous les blancs ou les forcer de se soumettre aux mœurs et coutumes du pays. L'amiral Romain-Desfossés, secondé par le capitaine anglais Fiéreck, n'avait point hésité à bombarder Tamatave. Le feu de l'escadre abattit deux fois le drapeau de la reine Ranavabo, et les Hovas éprouvèrent des pertes considérables; mais il ne fut pas possible, faute de munitions, de tirer d'eux une vengeance plus éclatante. Vers la même époque, une difficulté inattendue troubla les relations de la France avec le Mexique : Notre chargé d'affaire, le baron de Cyprey, oubliant peut-être la dignité froide qui convient aux agents diplomatiques, s'était attiré des désagréments personnels qui l'avaient conduit à demander ses passe-ports. A Taïti, la reine Pomaré, toujours placée sous l'influence anglaise, s'obstinait à n'écouter aucune des communications du gouverneur français. Dans le Maroc, l'empereur paraissait de bonne foi; des conventions préliminaires pour la délimitation des frontières, étaient arrêtées, depuis le 18 mars, entre le général de La Rue, et Si-Hamida, seigneur marocain; mais l'insaisissable Abd-el-Kader, parcourait les douars, prêchait la guerre sainte, armait les tribus, les exaltait en leur signalant, comme un coup du ciel, l'explosion récente de la poudrière d'Alger, et, par ses nombreux émissaires, fomentait la révolte jusqu'au fond des montagnes de la Kabylie. Le maréchal Bugeaud était alors éloigné de son gouvernement; mais, soit à la Chambre, soit à la cour, soit au grand banquet que lui donna le commerce parisien, sous la présidence du duc de Nemours, il ne cessait de proclamer les mêmes vœux, les mêmes plans de colonisation militaire, et il gagnait, de la sorte, à son système, ceux-là même qui s'y montrèrent d'abord les plus contraires. Bugeaud, en plaidant la cause de l'Algérie, lui rendit en France, par sa parole, autant de services qu'il lui en avait rendu par ses armes sur le sol africain. Le 17 juin, les généraux d'Arbouville et Marey, sortis de Sétif et de Médéah, chacun avec une colonne expéditionnaire, opèrent leur jonction et culbutent plusieurs tribus insurgées; tandis que, dans les provinces du centre et de l'ouest, six colonnes mobiles observaient le désert; et qu'à l'est, le général Gentil contenait les populations; mais, du côté de Médéah, trois agents d'Abd-el-Kader, cachés dans les montagnes du Jurjura, ne cessaient d'exciter des troubles; et, dans la Dahra et le Sahara, différentes tribus se soulevaient, tantôt à l'appel de Bou-Maza, tantôt à la voix de quelque autre fanatique. Décidé à en finir, Bugeaud, de retour à Alger, forma trois colonnes expéditionnaires qu'il confia aux colonels Ladmirault, Saint-Arnaud et Pélissier : Ladmirault devait agir isolément, à l'est de Tenez; Saint-Arnaud et Pélissier, parcourir les montagnes riveraines de la mer. Après une razzia chez les Beni-Zenjes, Pélissier somma les Ouled-Riah de se soumettre, mais une partie de la tribu s'y refusa, et il fallut l'attaquer. Battus, les Ouled-Riah se réfugièrent dans des

grottes inexpugnables où ils avaient envoyé d'avance leurs femmes, leurs enfants, leurs troupeaux et toutes leurs richesses. Pélissier investit les grottes; puis, il parlementa. On lui répondit par des coups de fusil. Pélissier promit itérativement de respecter les personnes, les propriétés, et de n'exiger que le désarmement. Ces malheureux ne voulurent rien entendre : ils persistèrent à ne point quitter les grottes. Alors, Pélissier employa le moyen conseillé par le gouverneur lui-même, dans les cas d'urgence extrême; il fit boucher les issues des grottes avec des fascines, auxquelles on mit le feu : cinq cent trente Arabes périrent asphyxiés; exécution cruelle, horrible, et pourtant nécessaire pour assurer la retraite de nos soldats. L'opposition en France, comme en Angleterre, se servit de ce tragique épisode de la guerre d'Afrique, pour calomnier l'armée française et ses chefs qui gémissaient d'avoir été obligés d'en venir à de semblables extrémités. Différentes expéditions, que conduisirent avec bonheur les généraux Cavaignac, Bourjolly, Gély et Bedeau, ayant achevé la soumission du Dabra, Bugcaud, à la tête d'un corps de cinq mille hommes, fit une promenade militaire, à l'est de Dellys, ramena les tribus égarées, intimida les tribus indécises, et reconstitua ensuite, d'une manière plus forte et plus complète, l'administration des Kabyles, qu'il s'efforça de mettre en harmonie avec les formes du gouvernement français dans l'Algérie. Malgré toutes ces levées de boucliers, sous lesquelles se cachait la main d'Abdel-Kader, l'empereur du Maroc demeurait fidèle aux promesses échangées. Le traité de Lalla-Maghnia avait reçu la double sanction des deux souverains signataires; de plus, il avait été convenu qu'on aviserait à la révision des anciens traités de commerce, et qu'un ambassadeur de l'empereur du Maroc se rendrait à Paris, pour rendre un hommage solennel à Louis-Philippe. L'échange des ratifications du traité avait eu lieu le 6 août, pour ainsi dire, à la lueur d'un terrible incendie, qui, le 1^{er} du même mois, dévora les chantiers et les magasins maritimes du Mourillon, à Toulon; affreux sinistre qui fit disparaître dans les flammes les preuves des audacieuses dilapidations de certains fonctionnaires de la marine.

Devenue moins active d'une session à l'autre, la politique ne s'endormait pourtant pas. Elle changeait de terrain. Elle passait de la Chambre aux conseils généraux, aux conseils municipaux, dans lesquels l'opposition législative essayait ses armes. C'est ainsi que le parti qu'on appelait la *gauche constitutionnelle*, ayant publié un manifeste où il accusait le pouvoir de faiblesse au dehors, de corruption au dedans, de lâches concessions envers l'Angleterre, d'horreur profonde pour les réformes utiles; où l'on dénonçait les entraves apportées à la translocation de domicile, par la taxe foncière de vingt-cinq francs; où l'on blâmait l'impôt des patentes; où l'on énumérait comme autant de griefs les principaux actes du Juste-milieu; Guizot, par un discours aux électeurs qu'il représentait dans le conseil général du Caivados, réfuta les doctrines de ses adversaires et résuma en ces termes les conséquences du système qui régnait en France depuis quinze ans : « Au dedans, dit l'illustre

publiciste, les libertés publiques sont chaque jour pratiquées, prouvées, développées; vous profitez, vous jouissez, avec une sécurité entière, de toutes vos libertés et de leurs fruits. Au dehors, ne voyez-vous pas clairement, certainement, que le gouvernement de notre pays est non-seulement parfaitement indépendant en Europe, mais que l'Europe, gouvernements et peuples, lui porte une grande considération, et, en toute circonstance, compte sérieusement et convenablement avec lui?.... Et ces États constitutionnels qui se sont formés autour de nous, que l'Europe a respectés comme nous, qui se sont établis, qui s'affermissent chaque jour à la faveur du mouvement imprimé et de l'ordre maintenu par nous; qui, en fondant ou multipliant leurs institutions, s'appliquent à les rapprocher des nôtres, la Belgique, l'Espagne, la Grèce; ne sont-ce pas là autant de preuves vivantes de l'action, de l'influence, et je crois pouvoir dire, avec un légitime orgueil, de l'ascendant mérité que la France et son gouvernement exercent au dehors, au profit d'une politique libérale et modérée, qui sait comprendre à la fois les besoins nouveaux des hommes et les conditions éternelles de l'ordre social? Et tout cela s'est accompli, tout cela s'accomplit sans violence, sans guerre! Nous avons réussi à consommer une révolution, à fonder un gouvernement nouveau, au dedans par la légalité, au dehors par la paix. » Cet admirable discours, qu'il faudrait citer tout entier, est un programme fait d'abandon, avec une imposante conviction, loin de la pression du trône et des majorités; c'est une sorte de justification et d'exposé de conduite devant le pays. Guizot semblait plus résolu que jamais à marcher dans la voie qu'il avait ouverte aux conservateurs dynastiques. Ceux-ci s'habituèrent à voir le ministère réussir dans toutes ses entreprises. Ainsi, l'Église ultramontaine, un moment redoutable, n'inspirait déjà plus de craintes : elle avait cessé le feu roulant de ses invectives, elle ne conspirait plus tout haut contre la monarchie de Juillet. Salvandy, qui avait succédé à Villemain, comme ministre de l'instruction publique (1^{er} février), en même temps que le comte Molé de Saint-Yon devenait ministre de la guerre, s'estimait assez fort pour se placer entre le clergé et le corps universitaire; et voulant concilier, en régularisant, il institua une commission chargée d'étudier les lois, les ordonnances, les règlements de l'Université, afin de préparer la refonte générale de la législation de l'enseignement; il chargea, en même temps, de concert avec Guizot, le conseiller d'État Rossi, protestant et professeur de philosophie, d'aller à Rome, soumettre au pape les plaintes du gouvernement contre les ultramontains de France, et prier le saint-père d'intervenir pour que les lois du royaume fussent exécutées à l'égard des Jésuites. Cette négociation religieuse et politique était des plus délicates; l'insinuant Genevois, quelque protestant, persuada le pape; les communautés jésuitiques de France reçurent de Rome l'ordre de se dissoudre, et le saint-siège sut gré au gouvernement d'avoir bien voulu faire, d'une question de police judiciaire, une question de police canonique. Le ministère ne pouvait se dispenser de certains égards de convenance

envers ceux qu'il frappait par l'entremise de l'autorité ecclésiastique. Comme le professeur Quinet, dans son cours au collège de France, avait jugé à propos de mettre en cause le jésuitisme et de le traîner aux gémonies, au lieu de suivre le programme littéraire dans lequel il devait circonscrivre ses leçons, Salvandy lui rappela ce programme et voulut lui imposer des entraves que celui-ci repoussa comme une atteinte à la liberté du corps enseignant : le cours alors fut suspendu, malgré les bruyantes protestations des Écoles ; le clergé n'en eut pas moins la persécution.

Dans le mois de septembre, l'attention publique, attirée vers le château d'Eu, par une nouvelle visite que la reine d'Angleterre faisait à Louis-Philippe, se reporta tout à coup en Algérie, où le drapeau français venait d'éprouver un échec sanglant. Le 21 septembre, quatre cent cinquante soldats, que commandait le lieutenant-colonel de Montagnac, attirés dans une embuscade, sur la frontière du Maroc, avaient été enveloppés d'une nuée de Kabyles, que dirigeait Abd-el-Kader, et tous avaient péri, à l'exception de dix hommes, qui sortirent seuls du marabout de Sidi-Ibrahim, après s'y être défendus pendant deux jours et deux nuits contre des milliers d'ennemis. L'émotion fut extrême en France à la nouvelle de ce massacre. Le conseil des ministres, réuni le 6 octobre, arrêta que six régiments d'infanterie et deux régiments de cavalerie s'embarqueraient sur-le-champ pour l'Afrique, et que le maréchal Bugeaud ferait contre l'émir une campagne décisive. Abd-el-Kader avait donné lui-même le signal d'une nouvelle guerre. Tout le pays qui s'étend entre la rive gauche de la Tafna et l'Isser, s'était levé. L'ennemi s'avancait jusque sous les murs d'Oran et de Tlemcen ; il assiégeait le fort de Sebdo et occupait les environs avec des forces considérables. Une heureuse manœuvre de Lamoricière, secondé par les généraux Cavaignac et Korte, lui permit de cerner cette masse d'insurgés, auxquels il fit grâce, pour suivre les mouvements de l'émir, campé à Aïn-Kebiza. Lamoricière n'avait que mille cinq cents fantassins et cinq cents chevaux ; mais, le 18 octobre, Bugeaud partait d'Alger avec une colonne de quatre mille hommes. Abd-el-Kader, après avoir traversé la Tafna et l'Oued-Mouilah, contourna Tlemcen, et se porta dans le pays des Hachem, au sud de Mascara, où toutes les tribus s'étaient déjà révoltées, malgré les efforts du général Gély. Il fallut abandonner à l'émir le territoire de Mascara, et préserver de ses incursions la contrée d'Oran à Mostaganem, ainsi que celle du Chélif et d'Orléansville à Milianah. L'apparition soudaine du maréchal Bugeaud permit d'atteindre ce résultat, en attendant l'arrivée des renforts envoyés de France. Mais ce n'était plus par des combats infructueux, que l'émir prétendait vaincre les infidèles. Content de fuir devant nos bataillons, toujours vainqueurs quand la trahison ne les surprenait pas, Abd-el-Kader avait conçu le projet de dépeupler les provinces de l'Algérie en transplantant leurs tribus dans le Maroc. Ses khalifas exécutaient donc ce mouvement rétrograde, en poussant les tribus devant eux, et l'émir s'avancait à l'est, par le petit désert, à quarante-cinq lieues de

Médeah, lorsque Bugeaud arriva, le 2 novembre, aux sources de l'Oued-Riou, et que le général Bourjolly, d'accord avec lui, cerna le pays des Flittas, théâtre ordinaire des prédications de Bou-Maza. Ioussouf, à la tête de quatre cents chevaux et de mille cent hommes d'infanterie montés sur des mules, eut mission de poursuivre l'émir; mais ce dernier lui échappa par les *chotts* ou lacs salés, et pénétra dans la province d'Orléansville. Alger craignit son approche : on dirigea aussitôt des troupes sur Milianah; on mobilisa trois bataillons de la milice urbaine d'Alger; mais, le 12 décembre, Abd-el-Kader, avec son goum, s'enfonçait vers le sud. Les pluies torrentielles de la saison rendant la guerre impossible, achevèrent de rassurer la colonie, et bientôt l'armée rentra dans ses quartiers d'hiver. Pendant que nos soldats en Algérie donnaient des preuves nouvelles de leur constance et de leur valeur, la marine combinée de la France et de l'Angleterre soutenait dignement, sur les rives de la Plata, l'honneur des deux pavillons. Après un échange infructueux de notes diplomatiques avec le président Rosas ou son lieutenant Oribe, le capitaine Tréhouart, commandant en chef les forces françaises, et le capitaine Hotham, les forces anglaises, s'emparèrent de la flottille argentine, bombardèrent Colonia et s'en rendent maîtres, occupent successivement plusieurs villes ouvertes, font le blocus de Buénos-Ayres, pénètrent dans le Parana et se présentent devant Obligado, que défendent des fortifications à l'euro-péenne, des batteries savantes, une estacade, des brûlots et quatre mille hommes de garnison. L'attaque dura sept heures. Ce fut à qui des Français ou des Anglais montrerait le plus d'intrépidité. « Si le titre de brave a jamais été mérité, c'est par vous et par vos équipages », écrivait Hotham à Tréhouart. Effectivement, ce n'étaient pas des vaisseaux de haut-bord qui avaient écrasé l'ennemi, mais des navires du dernier rang qui s'étaient mis en face des pièces de gros calibre, bien servis et protégées par des retranchements. Ce beau fait d'armes eut lieu le 21 novembre. Il ne fit point avancer d'un seul pas la question de la Plata, mais il servit du moins à la gloire de la marine française, et montra au monde l'accord des deux premières puissances continentales. La France se consolait de la paix à tout prix, en voyant que ses enfants n'avaient pas dégénéré. Ce fut aussi un souvenir militaire que l'inauguration de la statue équestre du duc d'Orléans, célébrée le même jour à Alger et à Paris; ces deux statues étaient érigées, aux frais de l'armée d'Afrique, en mémoire du brave prince qui avait partagé ses travaux et ses dangers. Le procès-verbal de cette double cérémonie fut présenté au roi, qui le remit au petit comte de Paris, en lui disant : « Mon cher enfant, je ne puis mieux faire que de te le donner. Tu garderas précieusement ce témoignage des sentiments de confiance et d'affection que l'armée portait à ton pauvre père. » Le peuple s'associait d'intelligence à tout ce qui était national. Il comprit ainsi que l'ambassade marocaine s'adressait à la France autant qu'à Louis-Philippe. « Mon ambassade, disait l'envoyé du Maroc aux Marseillais, qui voulaient le retenir à son arrivée dans leur ville (19 décembre), est comme une

fleur que l'empereur, mon maître, envoie à votre roi ; il faut que la fleur arrive avec toute sa fraîcheur, dans tout son éclat, avec tout son parfum, et qu'elle soit déposée aux pieds de votre souverain... Le 27 décembre, devait s'ouvrir la nouvelle année politique ; les Chambres étaient convoquées, et, dans l'une comme dans l'autre, s'offraient beaucoup d'éléments nouveaux qui allaient modifier leur physionomie, sans y changer néanmoins la majorité inféodée au ministère. La chambre des pairs, depuis dix-huit mois, avait perdu vingt de ses membres, mais trente-six nouveaux pairs, quelques-uns assez étrangement choisis, étaient venus remplacer les défunts. On n'avait donc pas à prévoir un revirement subit dans la politique. La politique d'ailleurs faisait trêve pour livrer le pays à des préoccupations industrielles.

L'industrie commerciale avait acquis de telles apparences de prospérité, qu'on s'y fiait sans réserve ; et le pays, après être demeuré longtemps indécis et indifférent dans l'application des chemins de fer, s'était précipité vers les théories spéculatives enfantées par la vapeur, avec cette impétuosité folle qui, en France, suit trop souvent la dé fiance. Tout le monde voulut s'enrichir ou augmenter son avoir ; c'était une épidémie pareille à celle de la banque de Law, sous la régence du duc d'Orléans. Il existait treize compagnies de chemins de fer, autorisées ; il s'en était formé cent autres sur des bases insuffisantes, compagnies qui n'avaient d'autre but ni d'autre espérance que d'être absorbées par des sociétés sérieuses et de vendre chèrement leur mort ; on organisait ainsi contre la spéculation honnête une concurrence déloyale ; on vendait, on escomptait au grand jour, des promesses d'action ; les noms les plus honorables de la vieille aristocratie couvraient l'ignobilité de certains marchés ; des pairs, des députés, des généraux, des magistrats, devenaient les piliers habituels de la Bourse, et leurs fortunes patrimoniales couraient les chances journalières de l'agiotage. Ce fut alors que des catastrophes éclatantes donnèrent le signal d'une crise financière qu'accrut encore le mauvais état de la banque en Angleterre. Les capitaux que les sociétés de chemins de fer français attendaient de Londres, y demeurèrent pour des besoins imprévus et urgents ; le numéraire devint encore plus rare en France, par suite des versements successifs accumulés dans les caisses des compagnies industrielles. On vit les actions de ces compagnies passer par tous les degrés de la dépréciation et tomber enfin à un taux dérisoire. Le manque général d'argent coïncidait avec la hausse extraordinaire du prix des céréales ; hausse causée surtout par les accaparements de blés, après la maigre récolte de 1845. Cette mauvaise récolte, jointe à une maladie qui avait atteint presque partout la pomme de terre, menaçait de famine l'Irlande et de privations cruelles la Belgique, l'Allemagne et même la France. Une pareille perspective était bien faite pour inspirer de légitimes inquiétudes. Cependant l'état matériel du pays ne parut pas compromis et les recettes publiques continuèrent à s'accroître. La politique, par bonheur, était dans un moment de calme plat ; le parti conservateur, rallié tout entier sous la bannière ministérielle, permettait d'espérer que les luttes passionnées des

Chambres ne se renouvelleraient point, et le cabinet avait encore des conditions de viabilité certaine. Malgré l'alliance du centre gauche à la gauche constitutionnelle, Sauzet arrivait encore à la présidence avec une majorité de deux cent treize voix, tandis que Dufaure, son concurrent, n'avait pu en réunir que cent quarante-sept. Il ne restait donc à l'opposition, après cet échec, qu'à réserver et à préparer toutes ses armes pour le prochain combat des élections générales. Cette circonstance, éloignant de la discussion de l'Adresse les colères et les personnalités, imprima aux débats une majesté inaccoutumée. Chaque orateur approfondit à son point de vue quelqueune des grandes questions pendantes. A la chambre des pairs, Cousin, Montalembert, Villemain, Beugnot, épiloguèrent, chacun dans un ordre d'idées différent, sur les ordonnances du 7 décembre concernant la réorganisation de l'Université; Boissy-d'Anglas reprocha au gouvernement de Juillet son incurie des intérêts extérieurs de la France; Charles Dupin mit à nu la situation financière qui présentait un découvert de quatre cents millions et un déficit croissant, malgré l'augmentation des recettes; le vicomte Dubouchage réclama une loi sur l'organisation du travail; Montalembert, Pelet de la Lozère, Alexis de Saint-Priest, le prince de la Moscowa, ayant attaqué la politique du cabinet en Orient, au Texas, à la Plata, au Maroc, en Algérie, Guizot fit, au contraire, ressortir la fermeté calme et prévoyante de cette politique. A la chambre des députés, Thiers examina, avec un sens fin et profond, les relations de la France avec l'étranger, surtout celles que l'Angleterre avait rendues compromettantes et difficiles; Billault, qui en voulait aussi à l'Entente cordiale, montra le gouvernement britannique, dans toutes les occasions, sous toutes les latitudes, perpétuellement en méfiance, en concurrence avec le nôtre, et il conseilla au cabinet de tenir mieux compte des instincts populaires dans les questions de politique internationale; Lamartine prononça un éloquent plaidoyer en faveur des populations chrétiennes du mont Liban; Lherbette signala, comme autant de dangereux abus, l'immixtion de fonctionnaires et d'hommes politiques dans les entreprises de chemins de fer, la transformation des receveurs-généraux, même de certains ministres, en banquiers, en spéculateurs; le sujet avait trop d'à-propos pour ne pas intéresser l'assemblée: on parla des compagnies de chemins de fer; on glosa sur les adjudications de ces chemins, sur les ventes d'actions, sur les appels de fonds frauduleusement détournés de leur objet; et Grandin, passant en revue les dangers de l'agiotage, le trafic infâme de l'argent, le mystère des hausses et des baisses calculées d'avance, força le ministre des finances et celui de la marine à venir se justifier d'accusations qui les attaquaient non moins comme particuliers que comme ministres. Le ministre de l'instruction publique eut à se défendre à son tour contre des attaques assez vives au sujet de ses ordonnances réorganisatrices de l'Université: tout ce qu'il y avait d'universitaires dans la Chambre voulut rompre une lance pour ou contre le ministre. De cette longue polémique, il résulta qu'un déplacement de pouvoir et de respon-

sabilité avait sans cesse, depuis quinze années, embarrassé l'action universitaire; que la cause du conseil royal s'était confondue à la longue avec l'existence de l'Université elle-même; et qu'au moyen de ses ordonnances du 7 décembre, Salvandy avait essayé de régulariser la position du conseil royal.

« Lorsque Napoléon, disait Thiers, a voulu créer l'unité de l'enseignement, il n'a pas cru devoir s'en fier à une direction générale, à une administration; il a voulu créer un corps; conception admirable et profonde, à laquelle aujourd'hui vous substituez des bureaux. » Guizot ne niait pas les bienfaits de l'Université telle que l'avait créée Napoléon; mais, disait-il, cette admirable création n'étant plus en rapport avec l'état nouveau des sociétés modernes, le gouvernement avait dû s'en préoccuper, et, tout en maintenant les droits de l'État sur l'enseignement public, conserver la paix entre la liberté religieuse et la liberté de penser. Six fois, pendant les débats de l'Adresse, la chambre des députés eut à se prononcer sur la politique du cabinet, et six fois elle lui avait donné raison; et quand, après cinq semaines de discours, on vota sur l'ensemble du projet, deux cent trente-deux voix contre cent quarante-une constatarent la majorité ministérielle. Une législature qui finit n'a pas en soi la conscience de stabilité, nécessaire aux réformes fondamentales, à la réalisation des grands intérêts publics : les réminiscences du passé semblent alors prédominer seules. Les partis, avant d'aller se régénérer dans le giron électoral, saisissaient donc toutes les occasions de se compter, de s'observer, de se menacer d'un avenir qui n'appartenait plus à personne. Aussi, le bilan de la session n'offre-t-il que des améliorations de détail, la plupart incomplètes et provisoires; ce sont des réductions d'impôts; des votes de crédits considérables pour une vaste série de travaux destinés à multiplier les moyens de défense et de production du pays; la chambre des députés réduisit des deux tiers la taxe du sel, équilibra le prix de la viande, affranchit de la surtaxe des lettres les habitants des campagnes. Une demande de quatre-vingt-treize millions pour l'accroissement de la marine n'avait point paru exagérée, en présence des faits signalés dans le Mémoire du prince de Joinville : on vota cette somme, presque à l'unanimité. Il en fut de même des crédits applicables aux chemins de fer, canaux, voies fluviales, ports maritimes, fortifications, etc. En adoptant le projet de loi concernant les livrets des ouvriers, la chambre des pairs venait de faire un premier pas vers la solution du problème que soulève l'organisation industrielle; en discutant cinquante-un projets de loi d'intérêt général, cent un projets d'intérêt local, elle avait approuvé la plupart des travaux de la chambre des députés, et toutes deux s'étaient séparées le 3 juillet, laissant aux législateurs postérieurs bien des lois imparfaites à refaire, bien des questions d'économie politique à résoudre. Quant au budget, on n'y avait pris garde, et cependant il allait toujours grossissant : celui des recettes s'élevait à un milliard trois cent trente-sept millions huit cent soixante-dix mille six cent quatre-vingts francs; celui des dépenses, y compris le service extraordinaire, à un milliard quatre cent cinquante-cinq mil-

lions six cent soixante-quatorze mille cinq cent dix-huit francs. C'était un déficit énorme que la chambre des députés semblait ne pas voir. La commission des finances, qui avait cependant pour organe l'inflexible Bignon, ne proposa quo d'insignifiantes économies; mais elle déplora cette tendance fâcheuse qui portait le gouvernement à augmenter les dépenses et les Chambres à opérer d'imprudentes réductions sur les revenus publics, à mesure qu'ils voyaient s'accroître les recettes. C'était vivre au jour lo jour, sans prévoyance et sans sagesse; c'était en quelque sorte, escompter l'avenir, après avoir dévoré le présent.

On eût dit que Louis-Philippe, en devenant plus impopulaire, devenait plus invulnérable. Deux tentatives contre sa vie, qui du moins n'émanaient point des sociétés secrètes, ne réussirent pas mieux que les attentats précédents. Le 16 avril, Pierre Lecomte, ancien garde-général de la forêt de Fontainebleau, embusqué dans cette forêt, derrière un mur, tira deux coups de fusil sur la voiture du roi, sans atteindre personne. Une des bourres tomba seulement aux pieds de la reine. L'assassin, qui s'enfuyait, fut arrêté presque à l'instant. Le premier sentiment du pays fut la stupeur. On se demanda si ce crime avait un sens politique; les journaux du ministère soutinrent qu'un pareil crime était toujours le produit ou la conséquence du milieu politique dans lequel il se prépare; l'opposition, qui commença par mettre en doute la réalité de l'attentat, voulait y voir une machine électorale, tandis que quelques courtisans reprochaient amèrement à Thiers d'avoir récemment, dans un discours sur le gouvernement personnel, soulevé des haines dangereuses contre la royauté. Mais le procès de Lecomte, qui s'instruisit aussitôt devant la cour des pairs, prouva que jamais ce monomane ne s'était préoccupé de politique et qu'il avait voulu tuer le roi, pour se venger de l'intendant de la liste civile qui l'avait destitué. Il fut condamné à la peine des parricides, et son exécution eut lieu six semaines après son crime. Pendant que la cour des pairs jugeait Lecomte et que le Château lui cherchait des complices, le prince Louis-Napoléon, enfermé au fort de Ham depuis six ans, eut le bonheur de s'évader sous un déguisement et de passer en Angleterre, où il attendit que les événements se déclarassent en sa faveur : il renonçait aux conspirations militaires, mais il ne renonçait pas à son titre d'héritier de l'Empereur. Louis-Philippe se persuadait que, depuis l'échauffourée de Boulogne, menée à bien par sa police, le prétendant impérial n'était plus à craindre. Il y avait à peine quarante jours que la tête de Lecomte était tombée, lorsqu'au milieu des fêtes de Juillet, au milieu des préoccupations électorales, un nouveau régicide, Joseph Henri, caché derrière une statue du jardin des Tuileries, tira un coup de pistolet sur le roi, qui saluait la foule assemblée sous les fenêtres du palais. Cette fois, c'était un industriel qui, au moment de faire faillite, n'avait trouvé rien de plus avantageux que de diriger contre le roi, hors de toute portée, le feu de deux pistolets de poche à peine chargés. Ce ridicule attentat, ainsi que celui de Lecomte, ces deux monstrueuses anomalies, indépendantes de toute pensée politique, n'en ébranlèrent pas moins profondément l'opinion et produisirent

une manifestation électorale favorable au ministère et à la dynastie. Les élections eurent lieu dans le mois d'août. Cinquante-cinq députés de l'opposition légitimiste et constitutionnelle, entre autres Cormenin, Béchard, Corne, Laydet, le duc de Valmy, ne furent pas réélus; mais l'opposition acquit vingt-huit nouveaux membres, entre autres, Falloux, Léon Faucher, Genoude, Oscar de La Fayette, Paillet, Quatrebarbes; le parti des conservateurs avait gagné des hommes distingués, tels que de Bastard, Blanqui, d'Eichthal, Paul de Gasparin, de la Plane, Plougoulm, de Laborde, etc. Le roi appela dans la chambre des pairs treize nouveaux auxiliaires du cabinet, pour lui assurer une solide majorité dans les deux Chambres. La session s'annonçait sous les meilleurs auspices; on devait considérer la machine gouvernementale comme engagée dans des voies appropriées aux améliorations matérielles et morales qu'on réclamait généralement. La paix était plus assurée qu jamais; l'œuvre des chemins de fer recevait sa solution législative. Il ne s'agissait donc plus que de réformer certains tarifs, certains impôts, et d'opérer surtout des économies radicales, pour consolider la prospérité matérielle du pays. C'est ce qu'avait exprimé Guizot, dans son remerciement aux électeurs de Lisieux qui l'avaient élu: « Toutes les politiques, dit ce grand ministre, vous promettent le progrès; la politique conservatrice seule vous le donnera, comme elle a seule pu réussir à vous donner la paix. » La Charte voulait que les membres de la nouvelle législature se présentassent devant le roi et que la Chambre se constituât avant l'ouverture officielle de la session. Cette réunion préliminaire eut lieu le 17 août. Dans l'Adresse, comme dans le discours de la couronne, on n'aborda aucune question politique; le double danger qu'avait couru la vie du roi servit de texte à l'enthousiasme des *satisfaits*, et cent vingt voix de majorité appelèrent l'éternel Sauzet au fauteuil de la présidence; les vice-présidents furent pris également parmi les conservateurs. La sécurité qu'inspirait en ce moment la politique, ne pouvait arriver plus à propos, car des fléaux terribles allaient semer l'inquiétude et le désespoir parmi les populations: la maladie des pommes de terre, qui avait paru en France l'année précédente, s'était propagée de telle sorte que cet aliment des classes pauvres y manquait comme partout; la récolte des céréales fut encore plus mauvaise que l'autre: une sécheresse extraordinaire, en donnant au grain une qualité supérieure, avait diminué des deux tiers son rendement. Le prix du blé haussait toujours, surtout par le fait des propriétaires avides et des accapareurs impitoyables; l'Angleterre faisait, en même temps, à la France, de nombreuses demandes d'exportation, et la spéculation accumulait, dans nos ports maritimes, des amas considérables de grains venus de la Russie et de l'Amérique. Pour comble de maux, des inondations désastreuses interrompaient toutes communications dans le centre de la France. Les routes étaient défoncées; le Rhône, la Saône, l'Escaut, l'Aisne, l'Oise avaient débordé, et la navigation se trouvait suspendue. Ce n'était rien encore, quand, le 18 octobre, une inondation plus effrayante que toutes celles dont la tradi-

tion avait gardé le souvenir, vint désoler nos départements du centre. Elle commença dans le Puy-de-Dôme par une fonte des neiges, qui grossit spontanément la Loire et ses affluents; une trombe augmenta encore la force dévastatrice des eaux qui se précipitaient sur la Touraine en balayant tout ce qui s'opposait à leur passage. L'Allier engloutit six ou huit villages, emporta, depuis Anjou jusqu'à Dampierre, tous les ponts qui le traversaient; la Loire inonda les faubourgs d'Orléans, de Tours, de Blois; rompit ses levées par cent brèches différentes formant ensemble une longueur de seize kilomètres, entraîna une partie du pont de Vierzon, bâti en digue dans le cours du fleuve, et causa d'incalculables malheurs. La charité publique fut immense et infatigable; de toutes parts abondèrent les secours, soit en argent, soit en nature; on ouvrit des souscriptions, on créa des loteries; mais il y avait tant d'infortunes à soulager, que la bienfaisance ne pouvait s'élever au niveau du mal. A ces désastres se joignaient encore les pertes énormes causées par les incendies multipliés qui avaient désolé plusieurs provinces pendant la sécheresse. La disette ne devait pas disparaître aussi vite que le feu et l'eau. Le gouvernement prit des mesures, sinon pour la conjurer, du moins pour la diminuer; les départements de la guerre et de la marine s'approvisionnèrent de six cent mille quintaux de froment à l'étranger; l'administration facilita l'admission en franchise des grains ou des farines, soit dans les villes maritimes, soit dans les villes de l'intérieur; les fourgons d'artillerie furent chargés de transporter les blés qui arrivaient de tous côtés dans les ports de la Méditerranée. En même temps, on multiplia, on activa les travaux de l'État; on établit de vastes chantiers pour les ouvriers sans ouvrage et des ateliers de charité pour les pauvres. Et cependant, malgré de si grandes calamités publiques, preuve incontestable de l'activité des affaires commerciales, de la puissance du crédit, de la foi qu'on avait dans l'avenir, jamais, à la Banque de France, les escomptes n'étaient montés aussi haut : pendant le premier semestre de 1846, ils atteignirent un million sept cent vingt-six mille francs, mais, à compter du mois de juillet, un mouvement décroissant se fit sentir dans les opérations de la Banque, mouvement dû en partie à la sortie des espèces hors de France, pour l'achat des grains, hors de Paris; pour les travaux publics sur divers points du territoire. Le revenu public suivait aussi la même progression. Il n'y avait de diminution que dans trois branches de produits : le sucre, le sel, la poste. La cherté des subsistances et la réduction des salaires étaient devenues, en beaucoup de localités, des prétextes de désordre et de coalition d'ouvriers. Ces coalitions qui eurent lieu presque simultanément à Saint-Étienne, à Anzin, à Elbeuf, à Nancy, à Toulouse, à Montpellier, à Perpignan, réagirent jusque sur le faubourg Saint-Antoine, où l'on vit, le 30 septembre, une bande de malheureux affamés, ou feignant de l'être, proférer des cris de pillage. Peut-être, ces agitations populaires avaient-elles quelque coïncidence lointaine, quelques liens secrets avec l'insurrection de Cracovie du 17 février; insurrection généreuse, mais aveugle, qui fut bientôt réprimée avec cruauté et qui ne servit qu'à faire

égorger la noblesse polonaise par les paysans de la Gallicie à la solde de l'Autriche; avec la Révolution genevoise qui éclata le 6 octobre et qui chassa les hommes de gouvernement plutôt que le gouvernement lui-même.

Pendant que les peuples se préoccupaient moins de leur existence matérielle que de leur émancipation politique, pendant que la Pologne retombait encore une fois dans son sang, et que l'Irlande, plus misérable encore, se débattait sous l'étreinte de la faim et de la misère, la Providence envoyait au monde un pape libéral et réformateur : Jean-Marie Mastai Ferretti, intronisé sous le nom de Pie IX à la place de Grégoire XVI; on put croire un moment que l'indépendance et l'unité italiennes allaient être proclamées à Rome sous l'étendard du saint-siège. Mais aucun des souverains de l'Europe ne sympathisait avec la révolution sociale, que Pie IX semblait d'abord prêcher aux peuples. Quant à Louis-Philippe, il se concentrait plus que jamais dans son égoïsme dynastique. Ce furent des considérations entièrement personnelles, qui, dans la question des mariages de la reine d'Espagne et de sa sœur l'infante, faillirent brouiller l'Angleterre et la France. En 1843, lorsque le régent Espartero, duc de la Victoire, fut renversé, on admit en principe de droit européen, quo la jeune Isabelle II n'épouserait qu'un prince de la maison de Bourbon. Le nom du duc de Montpensier fut même prononcé; mais aussitôt on recula devant les complications qui pouvaient résulter d'une telle alliance. Les légitimistes espagnols proposèrent le prince des Asturies, aîné des fils de don Carlos; d'autres don Enrique, second fils de don Francisco de Paula; mais la reine-mère, Marie-Christine, retirée alors à Paris, imagina et arrangea, de concert avec Louis-Philippe, l'alliance de sa fille avec le comte de Trapani, frère du roi de Naples, qui reconnut aussitôt le gouvernement de l'innocente Isabelle. L'Angleterre elle-même consentait à cette union, et Louis-Philippe, toujours d'accord avec Marie-Christine, réservait au duc de Montpensier la main de l'infante, tandis que l'Angleterre s'obstinait à mettre en avant un prince de Cobourg. Les choses en étaient là, quand l'opinion en Espagne se souleva contre l'alliance du comte de Trapani. Il fallut en revenir, d'une part, à don Enrique; d'autre part, au prince de Cobourg. La politique des whigs triomphait donc sur cette grave question du mariage de la reine, même avant qu'ils fussent au pouvoir; à plus forte raison, devaient-ils l'emporter, après la retraite de sir Robert Peel et de lord Aberdeen, après l'avènement de lord Palmerston au ministère. Alors, nonobstant son amour de la paix, le gouvernement français fit acte de résolution sinon d'audace : son ambassadeur à Madrid, Bresson, avait lutté d'adresses avec l'ambassadeur anglais, Bulwer. La reine-mère dirigeait de loin la diplomatie de Bresson; elle fit parler la libre volonté d'Isabelle II, que fortifia l'adhésion de son ministère et des Cortès. Isabelle acceptait pour époux l'infant don Francisco de Asis, duc de Cadix, fils aîné de don Carlos; en même temps, elle accordait la main de sa sœur, l'infanta Maria-Luisa Fernanda de Bourbon, au duc de Montpensier. En apprenant ces deux mariages, qu'on avait conclus

sans elle, l'Angleterre jeta les hauts cris ; lord Palmerston regarda l'alliance d'un fils du roi des Français avec une infante, comme une violation du traité d'Utrecht, qui interdisait la réunion des couronnes de France et d'Espagne sur une seule tête. En conséquence, il s'efforça d'obtenir des différentes cours européennes, contre les mariages espagnols, une protestation qui n'eut point lieu. L'intrigue devenant la seule ressource du cabinet anglais, il ne s'en fit pas faute, et réussit à troubler quelque temps la bonne intelligence des gouvernements français et espagnol. Un autre mariage, sans portée immédiate, mais qui rattachait par un nouveau lien à la maison d'Autriche la branche aînée de la maison de Bourbon, fut célébré, le 7 novembre : le duc de Bordeaux épousa Marie-Thérèse Béatrix de Modène, fille aînée du feu duc François IV. Ce mariage, plutôt financier que politique, mit en émoi tout le faubourg Saint-Germain, toute l'aristocratie légitimiste ; de nombreuses députations se rendirent à Modène ; on alla saluer du nom de reine la comtesse de Chambord, tandis que des fêtes brillantes ranimaient à Paris les hôtels silencieux où, depuis seize années, se cachait le dépit des partisans de la légitimité. La branche cadette, à ces démonstrations inoffensives, répondait par d'autres fêtes : l'arrivée de la jeune duchesse de Montpensier en fut l'occasion naturelle.

Dans le cours de 1846, l'état des colonies françaises n'avait pas éprouvé le contre-coup des souffrances de la métropole. A Taïti, après une expédition infructueuse contre la reine Pomaré, la question du protectorat avait été ramenée à l'occupation d'un port de ravitaillement pour notre marine militaire et marchande. A Bourbon, une modification de la législation coloniale, relative aux droits d'importation et d'exportation, allégeait les embarras que causaient à la colonie l'émancipation progressive des esclaves et l'interruption de son commerce avec Madagascar. Aussi, se trouvait-elle dans une situation bien préférable à celle de la Guadeloupe et de la Martinique, où l'affranchissement se traduisait, pour les colons, en une spoliation déguisée, surtout depuis les ordonnances royales concernant l'éducation religieuse ou élémentaire, le régime disciplinaire et l'entretien des esclaves. Quant à l'Algérie, on s'y battait toujours, mais la colonisation faisait des progrès. Les inquiétudes sérieuses, que l'approche d'Abd-el-Kader avait inspirées s'étaient bientôt dissipées, quoiqu'il menaçât la province de Titeri, voisine d'Alger. Le désastre d'une colonne, mise hors de combat par le froid dans les neiges des monts Bou-Taleb, pouvait forcer Bedeau à rétrograder, et à laisser Médéah dégarner. Abd-el-Kader s'ébranlait déjà pour faire une pointe rapide dans la province d'Alger, quand il apprit que l'armée française, conduite par le maréchal Bugeaud en personne, se dirigeait vers le pays des Ouled-Naïls où il avait trouvé refuge ; Bedeau et d'Arbouville couvraient, en même temps, les abords du petit désert ; Lamoricière pacifiait les tribus au sud-ouest de Mascara, et le colonel Canrobert chassait rudement le chérif Bou-Maza, dont le mouvement se combinait avec ceux de l'émir. Tout à coup ce dernier, chan-

geant de plan d'opérations, remonte par le nord-ouest et arrive chez les Filittas, tribus kabyles de Dellys, à trente lieues d'Alger. Il menaçait de franchir l'Isser et de ravager encore une fois la Mâtidja; mais le général Gentil lui en ferma la route, et Bugeaud marcha sur les Filittas, en se rapprochant des sources de l'Oued-Kseub où l'émir était campé. Les Kabyles furent balayés facilement, mais on n'atteignit point Abd-el-Kader, qui les abandonna, après les avoir soulevés derrière lui pour mieux assurer sa retraite. Dès lors Bugeaud prit l'offensive; les tribus insurgées se soulevèrent; celles qui avaient émigré du Tell regagnèrent leur territoire. Le général Cavagnac reçut ordre de pénétrer dans le Maroc et de surprendre la déra d'Abd-el-Kader, qui était campée près de Malouia, le long de la frontière. Bou-Hamedl, khalifah de l'émir, averti par ses coureurs, traversa le fleuve et décampa, pendant que les Kabyles marocains pillaient ses tentes et enlevaient ses troupeaux. L'empereur du Maroc avait lui-même, par quelques démonstrations armées, contraint Bou-Hamedl à s'enfoncer davantage dans les terres. Ce fut peu de temps après (mai), qu'Abd-el-Kader, fugitif et réduit à la plus grande misère, ne pouvant plus nourrir ni traîner à sa suite trois cents soldats français faits prisonniers au combat de Djemmâa-Chazaoual, ordonna de sang-froid leur massacre. Un seul s'échappa. Cette affreuse exécution assombrissait l'éclat de nos dernières victoires et ne rendit nos troupes quo plus impatientes de combattre : jalouses de venger leurs frères d'armes, elles se conduisirent avec intrépidité, et s'il ne leur fut pas possible d'atteindre Abd-el-Kader, qui s'était jeté de nouveau dans le Maroc, elles châtièrent patiemment les tribus insurgées. Au commencement de l'année 1847, les généraux Herbillon et Marey, et le colonel Saint-Arnaud, traquaient Bou-Maza, qui finit par se soumettre, après avoir vu se disperser autour de lui les restes de ses bandes fanatisées; tandis que Bugeaud se disposait à marcher contre la Kabylie, qui entretenait aux portes d'Alger un foyer de révolte et de guerre permanent. Encore quelques efforts, encore quelques conquêtes, et le vaste plateau qui s'étend des frontières du Maroc à celles de Tunis, de la mer à l'Atlas, reconnaîtra la domination française exclusivement, et cette tranquille possession du territoire aura pour heureux résultats d'alléger le trésor, de fortifier le commerce, d'agrandir notre influence, de consolider et d'étendre nos établissements. La France, dans la prospérité de cette belle colonie, trouvait du moins une faible compensation aux embarras d'une situation politique et financière qui s'aggravait depuis plusieurs mois. La hausse excessive du prix des céréales commande des importations extraordinaires que l'agiotage arrête ou rançonne; les capitaux deviennent de plus en plus rares; la réserve métallique de la Banque de France diminue; les transactions sont lourdes, difficiles; la méfiance entrave le crédit, et l'on craint que les angoisses profondes de toutes les places de l'Europe, venant à réagir sur la France, n'achèvent de ruiner la marche des affaires. Tout est objet d'inquiétude dans la politique extérieure. On se préoccupe du mauvais voi-

loir des puissances du Nord, à l'occasion des mariages espagnols; de la rupture de notre alliance avec l'Angleterre; du coup d'État qui vient d'annexer le territoire de Cracovie à l'empire d'Autriche, au mépris des traités de 1815, et l'on se demande avec terreur si l'heure n'approche pas où l'impatiente démagogie, qui s'agite éternellement dans les bas-fonds de la société, commencera ses violences. Telles étaient les préoccupations générales en face d'une Chambre encore inconnue, où siégeaient, pour la première fois, cent vingt députés nouveaux, Chambre qu'on croyait favorable au pouvoir, mais qui, par inexpérience ou par tracasserie, entraverait peut-être le gouvernement, lorsque le gouvernement avait besoin de toutes ses forces et de tous ses appuis.

La session s'ouvrit le 11 janvier, sous l'empire d'inquiètes préoccupations. L'idée dominante du discours de la couronne, c'était la nécessité du maintien de la paix générale, conciliée toutefois avec l'énergie qui convient à une grande nation dans l'exercice de ses droits. Dans ce discours, le ministère se vantait d'avoir fait les mariages espagnols; d'avoir protesté hautement contre l'annexion de Cracovie à l'Empire autrichien. La discussion de l'Adresse ne souleva aucune lutte sérieuse; mais on demanda compte au cabinet de ses pensées, secrètes de ses projets ultérieurs; on voulut avoir son programme pour l'avenir; et l'on manifesta le désir de le voir se mettre à la tête d'un progrès politique réel, comme témoignage de puissance et condition de durée. Vœux inutiles, le cabinet ne fit pas un pas en avant; il n'eut d'énergie que pour repousser les projets de réforme électorale, et les propositions de Duvergier de Hauranne et Rémusat, sur l'incompatibilité des fonctions salariées avec le mandat de député; chaque jour, naissaient des questions personnelles, des accusations de corruption scandaleuse où quelques hauts dignitaires se trouvaient compromis; de sorte qu'on étudiait, qu'on discutait à peine les lois essentielles; qu'on rejetait toute innovation comme dangereuse ou intempestive, et qu'on n'arrivait absolument à rien. C'était là le triste programme de la session, formulé par Desmousseaux de Givré : *Rien, rien, rien!* La Chambre porta naturellement son intérêt, son attention sur des mesures financières : la crise des subsistances, la pénurie métallique, faisaient un devoir d'introduire une économie rigoureuse dans la répartition des deniers de l'État; aussi, la commission du budget, composée cette année de dix-huit membres au lieu de neuf, apporta-t-elle, pendant cinq mois entiers, le plus grand scrupule dans l'étude des charges et des ressources du pays; d'un si long travail, il ne résulta pourtant qu'une burlesque économie de quelques millions, et les observations critiques des commissaires s'attachèrent beaucoup plus à la marche des administrations particulières qu'aux crédits alloués. Dans le projet de loi concernant les crédits extraordinaires, la Chambre ajouta, dans son droit d'initiative, cette clause, qu'en 1848 il lui serait rendu compte de l'organisation de l'administration civile en Algérie, article accepté volontiers par le cabinet qui ne demandait pas mieux que de

se décharger d'une responsabilité qui chaque jour lui paraissait plus lourde. Là, au reste, comme dans toutes les questions majeures, le ministère évitait de prendre une décision, et l'on pouvait dire que la majorité, si docile qu'elle fût, n'était point gouvernée. Ce ministère somnolent et indécis, dont Guizot était l'âme et la tête, n'était plus à la hauteur de sa mission ; il avait subi pourtant, depuis l'ouverture des Chambres, un remaniement complet : le 14 mars, Hébert, vice-président de la Chambre, remplaça au ministère de la justice et des cultes Martin (du Nord), décédé, le 9 mai ; Dumon remplaça Lacave-Laplagne aux finances ; le général Trézel, Moline Saint-Yon à la guerre ; le duc de Montebello, le vice-amiral Mackau à la marine ; Jayr, Dumon aux travaux publics. Guizot restait chargé du portefeuille des affaires étrangères, mais le 19 septembre, le roi lui conféra la présidence du conseil, et le vieux duc de Dalmatie, en prenant sa retraite de ministre, fut créé maréchal-général, dignité nouvelle qui blessa les autres maréchaux de France et qui n'était toutefois qu'un prétexte pour augmenter son traitement de maréchal : l'honneur couvrirait l'argent.

Malgré la cherté des subsistances, le ravage des inondations, les vagues inquiétudes et les manifestations menaçantes d'un mécontentement presque universel, l'accroissement de la richesse publique ne s'arrêtait point. L'année 1846 était restée au niveau des plus productives ; les impôts indirects suivaient leur marche ascendante ; l'impôt direct rentrait avec régularité, et les ressources de la France semblaient se multiplier en raison de ses sacrifices et de l'élévation de sa dette. Il fallait néanmoins compter avec les anciens budgets et avouer au pays ces déficits annuels, ouverts comme des gouffres sous l'échafaudage facile de la prospérité financière. Le découvert de 1846 avait été fixé à vingt-cinq millions cent deux mille vingt-neuf francs, mais, malgré un excédant de trente-trois millions dans les recettes présumées, le déficit atteignait encore quatre-vingt-un millions deux cent trente-sept mille neuf cent soixante-trois francs. On redoutait, dans l'exercice de 1847, un découvert qui, d'après les prévisions les plus raisonnables, excéderait cent millions, sur lesquels la moitié, il est vrai, serait imputable aux désastres causés par les inondations ; de sorte que l'ensemble des déficits, depuis sept ans, approchait de cinq cent cinquante millions, qu'il devenait impossible de combler avec le fonds d'amortissement. Le budget de 1848, aussi menteur que les précédents, présentait en recettes, le chiffre de un milliard trois cent vingt-trois millions trois cent douze mille cent soixante-quatorze francs ; en dépenses, celui de un milliard deux cent quatre-vingt-sept millions huit cent soixante-dix-huit mille cent dix-sept francs ; mais on pouvait s'attendre à une masse énorme de dépenses accessoires qui porteraient ce budget au même taux que les autres. L'avance du Trésor pour les grandes lignes de chemins de fer et pour les autres services extraordinaires soumis au régime de la loi de 1842, atteignait déjà, en 1845, le chiffre de cent millions quatre cent quatre vingt mille cinq cent quatre-vingt-sept francs, mis provisoirement à la charge de la dette flottante ; et cet énorme découvert devait aller croissant

à mesure que le réseau des chemins de fer se compliquait, et s'élever enfin au total de deux cent quarante-six millions, fixé par la loi. Les embarras financiers invitèrent le gouvernement à réduire l'allocation des travaux publics, dans un moment où ces travaux auraient apporté un utile soulagement aux classes pauvres; mais, malgré ces réductions inopportunes, la dette flottante, à la fin de 1847, ne pouvait manquer d'arriver à sept cents millions! En présence de ces monstruosités budgétaires, du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet, les bons royaux étaient montés à cent quatre-vingt-treize millions; les versements des communes et des caisses d'épargne avaient diminué de soixante-treize millions; la Banque de France, qui roulait sur un capital de trois cent soixante-huit millions exigibles en numéraire, ne possédait dans ses caisses qu'une réserve métallique de soixante-onze millions. La Banque prit alors le parti de porter à cinq pour cent le taux de l'escompte qui n'était qu'à quatre; mesure insuffisante, dont l'application ne devait pas subvenir aux besoins immédiats de l'établissement, puisque sur les marchés étrangers l'argent ayant alors une valeur plus grande que sur les marchés français, il restait hors de France ou n'y revenait qu'avec lenteur. Ce fut dans cette situation critique, que la Russie, dans le but secret de mettre les spéculateurs en état de continuer leurs achats de grains à Odessa, prêta à la Banque de France cinquante millions en espèces; événement financier, dont le motif intéressé échappa d'abord aux plus clairvoyants et qui produisit aussitôt une hausse marquée dans les cours de la Bourse, en même temps qu'il facilita, pour le moment, toutes les transactions commerciales, celles mêmes de la petite industrie. Le gouvernement jugea qu'un emprunt était nécessaire, pour relever le crédit public, comme pour faire face à la dépense des travaux à exécuter aux frais de l'État. La loi du 8 août autorisait cet emprunt de trois cent cinquante millions; le gouvernement pensa que deux cent cinquante suffiraient aux besoins de la situation. L'emprunt fut adjugé, le 10 novembre, à la maison Rotschild frères, au taux de soixante-quinze francs vingt-cinq centimes pour trois francs de rente. Ces conditions eussent été plus favorables, si l'emprunt avait été souscrit l'année précédente; mais, telles qu'elles étaient néanmoins, elles témoignaient de la confiance qu'inspirait encore le crédit public. La Banque de France, pour dissimuler certains manèges de capitaux, difficiles à justifier, se décida ensuite à souscrire un nouvel emprunt pour une somme de vingt-cinq millions, quoique ses statuts ne lui permissent pas de convertir son numéraire en titres de rente; mais les nécessités du présent et de l'avenir imposaient, disait-on, quelques dérogations à la règle; ce furent ces nécessités, accrues par la rareté de l'argent, qui déterminèrent la Banque à émettre, comme la Chambre l'y avait autorisée, des coupons de deux cents francs. Dans un tel état de choses, il fallait s'attendre à voir se ralentir le mouvement général des échanges et languir la plupart des industries; mais la situation de notre commerce extérieur n'offrait rien d'anormal, à plus forte raison rien de grave, rien qui ressemblât aux grands chômages in-

dustriels constatés dans les pays voisins depuis quelques années. Si l'admission des céréales en franchise, si une baisse sensible dans l'importation des cotons, des laines, du lin et de l'huile, avait diminué de quinze millions les produits des douanes; les houilles, les métaux absorbés par les chemins de fer, rétablissaient presque l'équilibre; quant à l'exportation des vins, des soieries, de la draperie, etc., elle avait augmenté même depuis 1846. Après avoir pourvu aux menaces de disette, à la disparition des capitaux, il importait de venir en aide à la détresse des compagnies chargées de construire les chemins de fer; on dut restituer à quelques-unes d'entre elles leur cautionnement; ce n'était point assez, car il devenait urgent au point de vue politique autant qu'au point de vue industriel et commercial, d'achever promptement les deux grandes lignes de Paris à Marseille, et de Paris à Strasbourg. Si, quand arrivèrent les grains étrangers dans nos ports, un réseau de chemins de fer avait permis de les répandre partout avec célérité, l'administration eût économisé cent vingt millions; elle n'aurait pas eu besoin d'accroître la force armée et de comprimer les troubles, les émeutes populaires, qui éclatèrent dans plusieurs départements de l'ouest et du centre. Ces émeutes furent ensanglantées par des meurtres; à Buzançais, un propriétaire ayant été mis en pièces par la multitude, qui l'accusait d'accaparement, la cour d'assises envoya trois coupables à l'échafaud et vingt-deux autres aux galères. Les populations, égarées par la peur de mourir de faim, regardaient la circulation des grains comme de véritables attentats, et s'y opposaient par la violence; les passions mauvaises, qui fermentent sans cesse au fond des partis extrêmes, soulevées d'avance par de fausses théories, par de coupables enseignements, profitaient du prétexte de la famine pour ébranler l'Europe. Presque toutes les grandes villes s'imposèrent d'énormes sacrifices pour nourrir leurs habitants. Paris dépensa vingt-cinq millions en bons de pain à prix réduits et en secours de toute nature. Mais là ne se trouvait pas le plus grand mal. Le mal réel, le mal incurable du jour était dans la profonde immoralité des hautes classes, dans l'improbable audace des fonctionnaires, dans le scandale éclatant de leurs actes qui les dénonçaient à la réprobation publique, et, toujours ou presque toujours, la cupidité, l'amour de l'argent, avait fait le crime ou le délit : aujourd'hui, c'est le directeur de la manutention générale des vivres de Paris, Bénier, qui spéculait avec les fonds de l'administration et qui meurt en laissant trois cent mille francs de déficit, sans avoir versé un centime de cautionnement; demain, c'est un député de Quimperlé, Drouillard; c'est un membre du conseil général de la Creuse, Boutmy, qui trafiquent des suffrages électoraux; tantôt, c'est un journal ministériel, *l'Époque*, au profit duquel on vend, dans le cabinet du ministre, des promesses de pairie, des titres de noblesse, des croix d'honneur, des privilèges de théâtre, etc; tantôt, ce sont deux anciens ministres du roi, deux hommes éminents, placés à la tête de l'armée et de la magistrature, le général Despens-Cubières et l'avocat Charles Teste, qui corrompent ou se laissent corrompre; c'est un pair de France, c'est le des-

endant d'une des plus illustres familles de l'ancienne monarchie, c'est le duc de Praslin, qui assassine la mère de ses sept enfants..... Procès néfastes, dont la fatale publicité coïncida avec d'autres étranges catastrophes, avec les naufrages des vaisseaux l'*Etna* et le *Caratbe*, de la frégate la *Gloire*, des corvettes la *Victorieuse* et le *Berceau*, etc., avec le suicide du comte Bresson, ambassadeur du roi en Espagne, avec les fureurs d'un autre ambassadeur du roi, le comte Mortier, frappé d'aliénation mentale !

La mort imprévue de Madame Adélaïde d'Orléans, sœur de Louis-Philippe, sa conseillère intelligente, son amie la plus dévouée, parut aussi d'un bien sinistre augure au roi lui-même, qui, en la perdant, perdit la confiance en son étoile ; décédée le 31 décembre, ses yeux se fermaient sur une année calamiteuse, et semblaient ne point avoir voulu s'ouvrir sur l'année suivante, qui devait être plus funeste aux destinées de sa dynastie. Cependant, quelques brillants avantages obtenus par la marine militaire, des succès remportés par l'armée d'Afrique, maintenaient l'honneur du pavillon et du drapeau français ; dans la mer des Indes, le commandant Lapierre avait battu la flotte des Cochinchinois ; une seconde expédition, dirigée sur Madagascar, avait rudement châtié les Hovas et ruiné leur capitale, Tamatave ; en Algérie, Bugeaud, vainqueur de la Kabylie, s'était démis de ses pouvoirs en faveur du duc d'Aumale, nommé gouverneur-général de l'Algérie, pour laisser à ce jeune prince la gloire de s'emparer d'Abd-el-Kader, qui, cerné, pressé entre l'armée marocaine et l'armée française, n'ayant plus, pour sa déira et pour lui-même, d'autre asile que le désert, d'autre avenir qu'une existence errante et misérable, s'était enfin rendu à son ennemi, avec la noblesse, la résignation des héros antiques (23 novembre), et avait bientôt éprouvé à ses dépens la foi punique du Juste-milieu ; le commandant Bruat n'avait eu qu'à paraître avec une escadre pour forcer Haïti à payer l'indemnité due aux anciens colons, et lorsque la jalouse Angleterre disputait à nos marchands l'entrée des comptoirs de l'Inde, notre diplomatie leur ouvrait ceux de la Perse. Les rapports diplomatiques avec les souverains de l'Europe étaient d'ailleurs satisfaisants. Averti par le progrès alarmant des idées libérales en Allemagne, qui volcanisaient la Prusse, le cabinet russe méditait une nouvelle Sainte-Alliance, et comprenait l'urgence de se rapprocher du cabinet français, par un échange de procédés honnêtes, ce qu'il n'avait pas daigné faire depuis la Révolution de 1830 ; son refus de ne point approuver la politique anglaise dans la question des mariages espagnols fut le premier témoignage de ces dispositions presque amicales à l'égard de Louis-Philippe. Pour grouper autour de son trône des créatures dévouées, sans amoindrir la majorité de la chambre des députés, celui-ci avait introduit, par trois ordonnances successives, vingt-cinq nouveaux pairs dans la Chambre inamovible. C'étaient des dévouements qu'il croyait à l'épreuve ; c'étaient de serviles médiocrités. On ne pouvait que déplorer cet anoblissement politique de tant de noms obscurs. Aussi, à mesure que les soutiens du système et du trône paraissaient déchoir

en considération, en mérite, en importance, l'opposition grandissait d'énergie et d'activité. Ses chefs, dans le but avoué de remuer le pays, avaient inventé les banquets politiques : banquet du Château-Rouge (9 juillet), où Duvergier de Hauranne s'assied entre deux républicains, Recurt et Pagnerre; banquet de Mâcon (18 juillet), où Lamartine développe un programme politique empreint des traditions et des souvenirs de la République; banquet de Lille (7 novembre), où Odilon Barrot cède la place à Ledru-Rollin, plutôt que de consentir à faire acte de révolte contre l'autorité royale; banquets divers, plus ou moins tumultueux, où l'omission calculée du toast ordinaire au roi donna aux manifestations réformistes une signification toute républicaine. Entre les deux sessions, soixante-dix banquets eurent lieu; c'étaient soixante-dix clubs organisés sur tous les points de la France; c'étaient soixante-dix comités insurrectionnels, du sein desquels allait s'échapper le mot d'ordre de la prochaine révolution.

La fatale agitation des banquets s'était propagée par toute la France, lorsque le gouvernement prit la résolution de la combattre, en se servant des moyens qu'il trouvait tout préparés dans les lois contre les associations et contre les rassemblements. Il savait d'ailleurs dans quel but et par quelles mains avait été lancée au milieu du peuple cette machine infernale de la Réforme, qui commençait à s'enflammer, et qui allait faire explosion, en désorganisant la société politique. Mais il était trop tard pour étouffer la mèche incendiaire. La gauche dynastique, divisée en trois corps, sous la conduite de trois chefs, Thiers, Odilon Barrot et Dufaure, employait la Réforme électorale comme un levier puissant qui devait inévitablement renverser le ministère; elle secondait, sans le savoir, ou du moins sans le vouloir, l'audacieuse tactique du parti républicain, qui n'était représenté dans la Chambre que par deux ou trois médiocrités suspectes et par son tribun compromettant, Ledru-Rollin, mais qui avait encore dans la rédaction de la *Réforme* et du *National* un état-major partagé en deux camps, celui de la ruse et celui de la violence. Dans ces deux camps, on travaillait bien, à l'envi, d'un commun accord, à répandre, à exciter, à irriter la fièvre des banquets : on ne soupçonnait pas qu'elle se fût élevée au paroxysme d'une insurrection. Une phrase du discours du trône, à l'ouverture des Chambres (28 décembre), vint tout à coup exalter au plus haut degré tous les partis qui avaient adopté le drapeau commun de la Réforme électorale : « Au milieu de l'agitation que fomentent les passions ennemies et aveugles, disait Louis-Philippe, une conviction m'anime et me soutient; c'est que nous possédons, dans la monarchie constitutionnelle, dans l'union des grands pouvoirs de l'État, les moyens les plus assurés de surmonter tous ces obstacles et de satisfaire à tous les intérêts moraux et matériels de notre chère patrie. » En même temps, le ministère manifestait l'intention de s'opposer à toute espèce de banquet politique, soit à Paris, soit dans les villes de départements. Un grand banquet des électeurs du douzième arrondissement devait avoir lieu le 19 janvier, sous la présidence de

Boissel, député de cet arrondissement. Le préfet de police fit prévenir les commissaires du banquet que cette réunion ne serait pas autorisée. Les commissaires répondirent au préfet de police, qu'ils regardaient sa sommation « comme un acte de pur arbitraire et de nul effet. » La lutte était dès lors engagée entre l'autorité et les agitateurs de la Réforme électorale. Ceux-ci persistaient à se réunir dans un banquet, malgré la défense du préfet de police, malgré la volonté du gouvernement. Le banquet fut seulement ajourné au mois suivant, et l'affluence des souscripteurs qui voulaient y assister devint dès lors un acte d'opposition, auquel s'associèrent la plupart des députés de la gauche. La Chambre avait commencé ses séances sans se rendre compte de l'émotion profonde qui entraînait le pays vers le fantôme de la Réforme électorale. C'était là le cri de ralliement que poussaient à la fois tous les adversaires du ministère et tous les ennemis de la royauté. Le ministère n'était pas même inquiet : il s'appuyait sur une majorité formidable dans les deux Chambres, et il se sentait armé de la légalité constitutionnelle. La discussion de l'Adresse (20 janvier), offrit à Guizot une nouvelle et dernière occasion de déployer les inépuisables ressources de son génie oratoire : la cause qu'il soutenait avec tant de talent n'était pas bonne sur toutes ses faces, mais elle avait pour elle le principe de l'autorité, que le cabinet se proposait de faire respecter, et d'ailleurs elle se présentait entourée de la sanction des grands pouvoirs de l'État. Les deux Chambres et le ministère étaient solidaires avec la royauté. Thiers, le rival implacable de Guizot, l'attaqua, le poursuivit sur le terrain de la politique extérieure, et appela la Suisse, l'Italie, l'Orient, à son aide, pour faire le siège du ministère; Léon de Malleville, Billaut, de Lasteyrie, l'accusèrent d'avoir corrompu l'esprit public, d'avoir dégradé le caractère national; Lamartine lui reprocha le lâche abandon des nationalités et son alliance avec les gouvernements despotiques; Duvergier de Hauranne et surtout Odilon Barrot sonnèrent le tocsin de la Réforme électorale. Guizot, presque seul contre tant d'assaillants opiniâtres et laineux, revenait sans cesse à la charge, et sans cesse ranimait le combat, au lieu de chercher à l'éteindre. Il fut admirable dans cette lutte suprême, qui ne fit qu'accroître son impopularité. Son collègue Duchâtel ne se montra ni moins énergique ni moins éloquent, lorsqu'il annonça que le droit de réunion ne pouvait pas être le droit de sédition, et que le gouvernement ne permettrait plus de banquets. La gauche tout entière, avec des cris menaçants, accepta ce périlleux défi : « Jamais Polignac ni Peyronnet, s'écria Odilon Barrot, n'ont osé tenir un pareil langage ! » L'Adresse, qui reproduisait, en la paraphrasant, la fameuse phrase du discours de la couronne n'en fut pas moins votée, le 14 février, à la majorité de deux cent quarante-une voix sur deux cent quarante-quatre votants. Les nouveaux *fétreis* étaient sortis de la salle avant le vote. La chambre des pairs se prononça sur la même question avec une majorité plus imposante encore, en faveur du système que personnifiait le président du conseil des ministres. Cette majorité perdit le cabinet, on l'encourageant à

demandeur son salut à la force, et la minorité, au lieu de protester d'une manière digne, en donnant sa démission en masse, comme le lui conseillait Émile de Girardin, qui donna la sienne sans avoir un seul imitateur, la minorité se posa en rebelle contre le principe du gouvernement constitutionnel. Les débats de l'Adresse avaient étrangement aggravé l'agitation que la Réforme électorale et les banquets entretenaient dans les esprits ; le cri de *Vive la Réforme!* était déjà dans la bouche du peuple, qui n'en comprenait ni le sens ni la portée. Chacun devenait jaloux de ce droit de réunion qu'on refusait aux masses, et les ministres, qui s'opposaient aux banquets réformistes, avaient surpassé tout à coup l'impopularité de Polignac et de Peyronnet. Ce n'était pas l'aplatissement de la France vis-à-vis de l'Europe, ce n'était pas la vénalité, la corruption, l'égoïsme des agents du pouvoir, ce n'était pas la banqueroute imminente de l'État, proclamée par un budget de un milliard sept cent cinquante millions, ce n'étaient pas tous ces justes motifs de défiance, d'antipathie et d'indignation, qui remuaient le vieux levain des colères politiques, c'était la misérable question des banquets. Enfin, après dix-sept ans de combinaisons et d'efforts souterrains, le parti républicain avait creusé une mine capable de faire sauter le trône de Juillet.

Odilon Barrot, Dufaure et les députés qui s'imaginaient avoir introduit en France les mœurs politiques anglaises, croyaient que cette agitation n'aurait pas d'autre issue que la Réforme électorale ; ils avaient annoncé que, pour défendre le droit de réunion et pour relever le défi que le ministère leur avait jeté, ils assisteraient au banquet du douzième arrondissement. Ce banquet, fixé au dimanche 20 février, fut ajourné au mardi 22, sous prétexte des grands préparatifs qu'il exigeait : l'emplacement choisi par les commissaires était un terrain vague, situé près de la barrière de l'Étoile et appartenant au général Thiers, député, qui l'avait mis à la disposition de ses collègues de la gauche. On espérait que le ministère se relâcherait de sa sévérité et accorderait une autorisation de police à cette solennelle *démonstration* pacifique qui devait déterminer sa chute ; mais le ministère persévéra dans les intentions qu'il avait exprimées à la tribune : il répondit aux intermédiaires officieux, que tout rassemblement serait dispersé par la force. En présence d'un conflit inévitable, Odilon Barrot, éclairé par Thiers sur les conséquences probables de ce conflit et averti également des espérances de troubles qui réjouissaient les républicains, recula dans la voie où il s'était laissé engager ; il n'eut pas de peine à faire partager ses appréhensions et ses idées aux députés qui avaient promis d'assister au banquet, et ils décidèrent, la veille (21 février), à l'exception de deux ou trois, qu'ils n'y assisteraient pas, de peur d'exposer les citoyens aux malheurs d'une « lutte aussi funeste à l'ordre qu'à la liberté. » Mais le programme de la commission générale du banquet avait été déjà distribué ; les gardes nationaux de Paris étaient convoqués, sans armes, sur la place de la Madeleine, le lendemain, à onze heures, pour former deux haies parallèles, entre lesquelles les convives, organisés en quatre colonnes, se rendraient par les

Champs-Élysées au lieu du banquet ; la commission suppliait les citoyens de ne pousser aucun cri et de ne porter ni drapeau ni signe extérieur : « Il s'agit, disait-elle, d'une protestation légale et pacifique qui doit être surtout puissante par le nombre et l'attitude ferme et tranquille des citoyens. » De son côté, le gouvernement fit afficher dans Paris la loi contre les attroupements et invita, par des proclamations du ministre de l'intérieur et du préfet de police, les citoyens paisibles à rester chez eux. Le soir, il y eut plusieurs conciliabules républicains : celui qui se réunit dans les bureaux du journal la *Réforme* et qui fut, en quelque sorte, présidé par Ledru-Rollin, se composait de quelques anciens chefs de sociétés secrètes, tels que Thoré, Étienne Arago, Flocon, Albert, Caussidière ; là, se trouvait aussi Louis Blanc, que sa belle *Histoire de Dix Ans* avait placé à la tête de l'opposition politique, et que ses travaux sur l'organisation du travail et sur toutes les questions de progrès social avaient recommandé aux sympathies des classes ouvrières. On discuta la situation, avec des réticences et des emportements qui accusaient le caractère de chacun des assistants. Les plus violents l'emportèrent, et il fut convenu qu'on livrerait bataille. Le soir même, la police dut être instruite par un de ses agents, qui avait rang dans ce concile. Mais les sociétés secrètes étaient depuis longtemps désorganisées, sinon dissoutes : après le complot de Barbès, la plupart des sectionnaires avaient quitté Paris et même la France ; il n'y avait plus de dépôts d'armes et de munitions de guerre. Néanmoins, on passa toute la nuit à rassembler des *hommes* et à les pousser, au point du jour, sur la place de la Madeleine. Ils furent exacts au rendez-vous ; la foule s'accumula bientôt sur ce point où n'apparaissaient ni sergents de ville ni gendarmes ; cette masse de gens en blouse allait toujours s'augmentant, entremêlée de gardes nationaux sans armes. Les cris séditieux ne tardèrent pas à se joindre aux cris de *vive la Réforme* ; Odilon Barrot, Lamartine et quelques autres députés de la gauche, qui traversèrent ce flot de peuple et d'agitateurs, eurent beaucoup de peine à se soustraire à une ovation gênante et provocatrice. Les meneurs secrets du complot ne demandaient qu'un prétexte pour engager une collision avec les gardes municipaux et les dragons, qui parurent enfin pour rétablir l'ordre. « Si l'on pouvait nous tuer Odilon Barrot ! » s'écriait naïvement un des chefs du mouvement ; enfin, aux cris succédèrent les sifflets, les huées ; puis, les pierres lancées sur la force armée qui tira le sabre et mit la baïonnette en avant. Des charges de cavalerie firent reculer la foule et la rejetèrent sur les boulevards, sur les quais et dans les rues avoisinantes ; mais la collision qu'on cherchait avait commencé ; les groupes n'étaient pas plutôt dispersés, qu'ils se reformaient sur un autre point ; déjà on s'essayait à élever des barricades, en fermant les rues avec des voitures renversées, en remuant quelques pavés, et si l'on ne les défendait pas de vive force, une grêle de projectiles accueillait la garde municipale quand elle s'approchait de ces barricades qu'elle trouvait abandonnées. Il y eut beaucoup d'arrestations et un petit nombre de personnes blessées par les chevaux et les coups de sabre.

Les troupes de ligne, employées pour garder l'entrée des rues et pour faire un service d'ordre, ne prirent pas la moindre part à cette lutte, engagée entre le peuple et les gardes municipaux : elles marchaient l'arme au bras, saluées par les cris de : *Vive la Ligne* et *Vive la Réforme* ! La journée s'écoula ainsi, sans un élan sérieux. La population était inquiète, mais elle ne semblait pas vouloir sortir de son inaction : les conspirateurs se décourageaient. Pendant ce temps-là, les députés étaient en séance : on discutait la loi des banques, devant le banc désert des ministres. L'émeute, qui avait été repoussée des abords du Palais Législatif, se retirait progressivement du théâtre de son origine vers les quartiers du centre où elle pouvait se barricader et se défendre avec peu de monde. La chute du jour fut le signal de son développement : c'était l'heure où les ouvriers, quittant leurs travaux, lui apportaient du renfort. Les cris devinrent plus furieux ; les bandes plus audacieuses : on pilla les boutiques d'armuriers ; on brisa les réverbères ; on exécuta des barricades complètes, principalement autour des Halles : des coups de feu furent tirés, pour appeler au combat les auxiliaires de l'insurrection. Ce fut, comme d'habitude, dans les quartiers Saint-Denis et Saint-Martin, que cette insurrection établit son quartier-général : les soldats lui manquaient d'abord, et pour en dissimuler la rareté, les chefs passèrent la nuit à parcourir eux-mêmes les rues barricadées et à rassembler les débris des sociétés secrètes. La police était instruite de tout, des préparatifs des insurgés et surtout de leur petit nombre, mais on se bornait à les cerner dans les quartiers qu'ils occupaient, et on attendait le jour pour en avoir raison. Les fusillades, qui s'engageaient sur plusieurs points dans les ténèbres entre des patrouilles et les insurgés, n'eurent donc pas d'autres résultats que de faire respirer au peuple l'odeur de la poudre. Le lendemain, dès neuf heures du matin, les barricades furent détruites, à coups de canon, et la résistance fut à peu près nulle. Mais, suivant l'expression des meneurs, *ça chauffait*, et Paris semblait remué de fond en comble par une éruption souterraine : le peuple, si mou et si incertain tout à l'heure se précipitait dans la rue en criant : *Vive la Réforme* ! La garde nationale poussait ce cri de ralliement, avec un chaleureux accord, en se rendant au rappel qui l'avait trouvée sourde la veille et qui n'avait pas réussi à la faire sortir de ses maisons. Les troupes de ligne criaient aussi : *Vive la Réforme* ! Ce fut le moment que Louis-Philippe choisit pour abandonner ses ministres, qui s'étaient mis en mesure de dompter l'émeute de la rue par la force, comme l'émeute de la Chambre, par la majorité. L'acte d'accusation, qu'Odilon Barrot et ses adhérents avaient signé contre le ministère, recevait ainsi de la part du roi une espèce de sanction ou d'encouragement, et aussitôt on vit se détacher du ministère en disgrâce cette majorité sans foi qui appartenait à tous les pouvoirs. « Le roi, dit froidement Guizot, en vertu de sa prérogative royale, vient de faire appeler M. le comte Molé pour le charger de composer un nouveau cabinet. » Des applaudissements éclatèrent dans les tribunes. « Quant à nous, reprit le président du conseil démissionnaire, jusqu'à ce que nos successeurs soient nom-

més, nous maintiendrons l'ordre suivant notre conscience. » Ce n'était pas le dévouement, sur lequel Thiers et Odilon Barrot avaient compté, mais Louis-Philippe, en abandonnant ses ministres, voulait du moins leur épargner l'affront de céder la place aux auteurs de leur chute. Le nom de Molé n'était point assez fort pour détendre immédiatement la situation ; il fut assez mal accueilli par les masses, qui hurlaient : *A bas Guizot !* Mais lorsque des émissaires du nouveau président du conseil eurent fait circuler habilement cette nouvelle prématurée : « Le roi, en changeant son ministère, consent à la Réforme électorale », la foule battit des mains, la garde nationale et les troupes de ligne crièrent d'intelligence : *Vive le roi ! et Vive la réforme !* un immense enthousiasme s'empara de la population, qui voyait avec joie la fin des troubles, et qui donnait librement carrière à sa haine folle contre les ministres tombés. C'était une réconciliation générale, une allégresse publique.

Et pourtant, en ce moment-là même, on se battait dans la rue Bourg-l'Abbé : le peuple massacrait de malheureux gardes municipaux. C'en était fait de la Révolution que les conspirateurs avaient espérée. La lutte, désormais, n'avait plus de prétexte. Il y eut encore des conciliabules républicains à la *Réforme*, au *National* et ailleurs. On y décida que, la Réforme obtenue, on exigerait davantage et qu'on ne déposerait pas les armes. Vers le soir, on apprit que Molé, n'ayant pas réussi à former un cabinet mixte et incolore, avait vaincu les répugnances du roi et s'était abouché avec Thiers pour composer ce nouveau ministère, dans lequel devaient entrer de Rémusat, Dufaure et Passy. Sur ces entrefaites, des hordes d'enfants, obéissant à un mot d'ordre, se promènèrent sur les boulevards et dans les rues adjacentes en criant : *Des lampions !* et en frappant aux portes pour faire illuminer les fenêtres. L'illumination fut bientôt universelle. C'était une décoration féerique, qui avait pour spectateurs tous les habitants de la capitale, tranquilles et joyeux. Vers dix heures, une colonne d'hommes en blouse, armés de fusils, de piques et de bâtons, précédés par des porteurs de torches et conduits par un officier de la garde nationale, qui marchait l'épée à la main, descendit, de la place de la Bastille, le long des boulevards, en chantant la *Marseillaise* ; et recrutant sur son passage une masse compacte de curieux, elle s'approcha de l'hôtel des Affaires étrangères, après avoir fait une halte sous les fenêtres du *National* ; mais un bataillon du 14^e de ligne, qui barrait le boulevard des Capucines, refusa le passage à cet étrange cortège. Des pourparlers confus avec les officiers amenèrent quelque tumulte, pendant lequel, un individu, sans aucune provocation, tira un coup de pistolet sur le chef de bataillon, et celui-ci, se croyant attaqué par une bande d'insurgés, commanda le feu : les misérables, qui avaient provoqué cette décharge, eurent le temps de l'éviter en se jetant à terre, mais plus de cinquante personnes, la plupart inoffensives, furent atteintes par les balles, dans toutes les directions. Un long cri d'horreur et de rage répondit à cette fusillade : *Vengeance ! on égorge nos frères ! Trahison ! aux Armes !* Sur-le-champ, on amena un tombereau, dans lequel

on entassa dix ou douze cadavres sanglants ; et on proférant toujours les mêmes cris qui trouvaient de terribles échos dans le cœur du peuple, on traîna ce tombereau, sur toute la ligne des boulevards, à la lueur des torches : la première station du sinistre convoi eut lieu devant les fenêtres du *National*. Les illuminations commençaient à s'éteindre. La population effrayée se renferma dans son domicile, et la ville, en retombant dans l'obscurité, fut livrée sans défense aux conspirateurs.

Aussitôt, tout ce que le complot avait de bras valides fut mis en réquisition pour construire des barricades : ces barricades s'élevèrent comme par enchantement, dans tous les quartiers, dans toutes les rues, à la fois. Quand le jour parut, il y en avait plus de deux mille qui faisaient de la capitale une place de guerre imprenable. Mais, aussi, la plupart se trouvaient absolument dépourvues de défenseurs, et les autres, capables de soutenir un siège, n'étaient gardées que par cinq ou six hommes mal armés. L'insurrection concentrait ses forces dans les quartiers populaires où elle s'était logée le soir du 22 février. L'affreuse catastrophe du boulevard des Capucines avait comme paralysé l'autorité et l'administration : pendant cette nuit fatale, la police n'osa se montrer nulle part, et quoiqu'il y eût dans Paris plus de vingt mille hommes de troupes, elles restèrent enfermées dans leurs casernes et dans leurs bivouacs. Cependant, depuis la veille, on travaillait sans succès à faire un ministère. Molé, après des démarches infructueuses, s'était retiré prudemment; Dufaure et Passy avaient également décliné le périlleux honneur d'entrer dans une combinaison que rendait d'avance impossible le nom trop impopulaire du maréchal Bugeaud. Vers quatre heures du matin, Thiers s'était rendu aux Tuileries avec les collègues qu'il avait choisis : Odilon Barrot, Cousin, Duvergier de Hauranne, Léon de Malleville et Lamoricière : on discuta longtemps dans le cabinet du roi, qui était fort tranquille et qui ne renonça pas sans peine à mettre Bugeaud sur la liste de ce ministère sauveur. Des députés, des rédacteurs de journaux, assistaient à cette conférence qui se prolongea deux heures, au bruit de la fusillade et du tocsin. Émile de Girardin était là, qui semblait diriger le conseil des ministres et qui dictait, en quelque sorte, les opinions au roi. Enfin, on tomba d'accord sur les conditions du nouveau ministère, à la tête duquel fut placé Odilon Barrot. Celui-ci se faisait fort de désarmer les insurgés, en se présentant, seul, sur leurs barricades, et en leur annonçant que le roi l'avait nommé premier ministre. Confiant dans sa popularité qui devait exécuter ce miracle, il requit, il exigea du roi l'ordre de faire cesser le feu et retirer les troupes, lorsque le maréchal Bugeaud demandait, au contraire, l'ordre d'agir vigoureusement, avec l'artillerie, et s'engageait à comprimer l'insurrection avant midi. « Les fous ! les malheureux ! » s'écriait le maréchal désespéré, ils perdent le roi ! » Louis-Philippe, en cédant aux vœux impératifs d'Odilon Barrot, avait voulu que Bugeaud, réduit à l'inaction, conservât du moins le commandement en chef des gardes nationales de la Seine et des troupes. Ce nom-là excita de

sourds frémissements dans le peuple qui l'accueillit comme un écho des massacres de la rue Transnonain; on ne manqua pas de crier : *A bas Bugeaud !* de même qu'on avait crié la veille : *A bas Guizot !* Quand Odilon Barrot, accompagné du général Lamoricière et de deux aides-de-camp d'état-major, alla, de barricade en barricade, sur les boulevards, répétant que tout était fini et que le roi avait confié à Thiers et à lui le soin de former un cabinet, il fut reçu d'abord avec des murmures, puis avec des insultes, puis avec des menaces, puis avec des coups de fusil. En rentrant aux Tuileries, il ne se vanta pas du mauvais succès de sa courageuse et impuissante démarche, mais il força le roi de transporter au général Lamoricière le commandement de la garde nationale et des troupes, en sacrifiant Bugeaud à son impopularité. De ce moment-là, Louis-Philippe, étonné, étourdi, accablé par les rapides événements qui venaient démentir toutes ses prévisions, n'avait plus ni présence d'esprit, ni volonté, ni résolution, ni courage : il appartenait d'avance à tous les conseils, à toutes les impulsions, qu'on voudrait lui donner; il ressemblait à un automate qui ne se meut que par artifice. Néanmoins, il n'avait pas conscience de la situation, et il croyait encore que Thiers et Odilon Barrot, ministres, rétabliraient l'ordre sans recourir à la force. Ceux-ci avaient fait afficher une proclamation aux *citoyens* de Paris, pour leur apprendre la suspension du feu, la formation du nouveau ministère et la dissolution de la Chambre. Au-dessous de cette proclamation, fut affiché, en même temps, ce placard anonyme : « Louis-Philippe nous fait assassiner comme Charles X ! qu'il aille rejoindre Charles X ! » C'était de l'imprimerie de la *Réforme*, que ce placard était sorti; c'était dans les bureaux de la *Réforme*, que l'insurrection avait convoqué son état-major. Flocon, Étienne Arago, Lagrange, Caussidière, Thoré, se distribuèrent les rôles, en décidant qu'on prendrait les Tuileries. Il y avait six mille hommes de troupes sur la place du Carrousel, et le général Bedeau allait occuper, avec sa division, la place de la Concorde; mais l'ordre de suspendre le feu avait rendu insignifiant ce déploiement de troupes qui eussent hésité peut-être à faire usage de leurs armes, après avoir crié *vive la Réforme !* avec la garde nationale et le peuple. La ligne était donc restée neutre presque partout, et l'exaspération du peuple avait été dirigée sur les gardes municipaux qui se défendaient avec d'autant plus de vigueur, qu'ils savaient trop qu'on ne leur ferait pas quartier. Quant à la garde nationale, que l'appel redoublé des tambours n'avait pu réunir qu'en très-petit nombre, elle ne répondait presque plus au cri de *vive la Réforme* et elle promenait tristement ses inutiles patrouilles entre les barricades désertes. Cette journée du jeudi 24 février s'était annoncée sous les plus lugubres auspices : pas de voitures, pas de circulation dans les rues; des figures effrayées aux fenêtres, des groupes inquiets aux portes; toutes les boutiques, tous les ateliers fermés; des bandes d'hommes en blouse envahissant les maisons et enlevant toutes les armes; des nouvelles sinistres et mensongères circulant de bouche en bouche; le massacre du boulevard des Ca-

puciers alimentant les entretiens et les terreurs. On entendait çà et là crier. *A bas Louis-Philippe!* mais ce cri, timide et isolé, ne répondant pas à l'expression d'un sentiment général, ne trouvait aucun écho. Il n'y avait alors dans Paris ni ordre, ni autorité, ni conviction; le doute, l'incertitude, le trouble, étaient partout. Les chefs du complot sentirent qu'ils ne devaient pas laisser le peuple se calmer, en acceptant l'amnistie que le nouveau ministère lui offrait : Flocon, Etienne Arago et quelques autres rédacteurs de la *Réforme* rassemblèrent donc à la hâte une masse de gens armés et s'en allèrent attaquer le poste du Château-d'Eau, où cinquante gardes municipaux soutinrent héroïquement un siège qui ne se fût pas terminé en une heure, si l'atrocité ingénieuse des *gamins* de Paris n'avait imaginé de les *enfumer* dans leur forteresse. On y mit le feu, et ils périrent tous consumés, sans avoir voulu se rendre. Pendant ce hideux autodafé, la multitude des assaillants avait grossi considérablement dans les rues voisines; quelques malfaiteurs proposèrent de saccager le Palais-Royal qui était à peine gardé et qui ne fut pas défendu : ils donnèrent l'exemple; ils entraînèrent la foule après eux, et les appartements du palais furent aussitôt envahis : meubles, tableaux, statues, livres, glaces, on brisa tout, on jeta tout par les croisées, on brûla tout dans les cours, en poussant des cris de joie féroces. La fièvre de la destruction s'était emparée des vainqueurs du Palais-Royal. *Aux Tuileries!* cria-t-on. En même temps, une seconde colonne d'insurgés, conduite par Lagrange, Thoré, Sobrier, avait entraîné dans ses rangs un bataillon de la garde nationale, qui n'osait résister ouvertement à cette violence et qui se débandait en approchant des Tuileries. Le château était plein de trouble et de terreur; la fusillade de la place du Palais-Royal, les cris du peuple dans la rue de l'Échelle, l'apparition des uniformes de la garde nationale parmi les blouses des insurgés, les nouvelles désolantes qui arrivaient de toutes parts, achevèrent de démoraliser tout ce qui entourait le roi. On ne savait quel parti prendre et l'on reculait devant les mesures énergiques dont personne n'eût voulu accepter la responsabilité. Émile de Girardin ouvrit l'avis de faire abdiquer Louis-Philippe en faveur du comte de Paris. Aussitôt un parti de la Régence se forma parmi les hommes d'État qui se disputaient l'agonie de la royauté, et le roi se trouva si vivement mis en demeure de signer son abdication pour sauver la couronne, qu'il écrivit cet acte solennel, sans savoir ce qu'il faisait. La reine, les princesses, accoururent, fondant en larmes : « Sire, montez à cheval! s'écriait la reine avec désespoir, faites-vous tuer, mais mourez en roi! » Louis-Philippe n'entendait que les clameurs de la foule, inondant le Carrousel : Lagrange lisait au peuple l'acte d'abdication. Quelqu'un entra tout à coup dans le cabinet du roi, en criant : « Sire, il faut partir; voici le peuple! » Un député de la gauche, l'avocat Crémieux se présenta ensuite, tout ému, conjurant le roi de ne pas attendre le peuple, et Louis-Philippe se prépara, sans objection, à ce triste départ, auquel ne s'opposèrent pas ses deux fils, les ducs de Nemours et de Montpensier, qui avaient concouru, comme les autres, à son abdication.

Le roi, vêtu en habit bourgeois et sans chapeau, donnant le bras à la reine, traversa le jardin des Tuileries, accompagné des princesses portant leurs enfants, et gagna la place de la Concorde, où il ne trouva pas même sa voiture : il monta dans celle d'un député et partit sous l'escorte d'un détachement de cuirassiers et de gardes nationaux à cheval, sans attendre la seconde voiture qui avait reçu la duchesse de Nemours et les enfants. La précipitation de cette fuite fut telle, qu'une des princesses, séparée de sa famille, resta oubliée et perdue dans la foule qui assistait en silence au départ du roi. Elle rejoignit sa belle-sœur, la duchesse de Montpensier, et partagea avec elle l'hospitalité que leur offrit un fidèle royaliste.

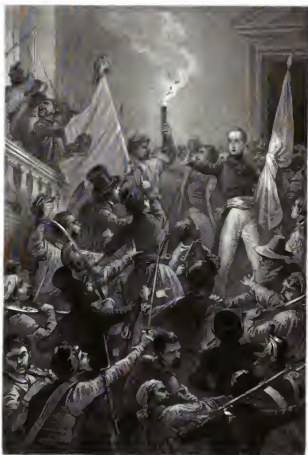
Dès que le roi fut en sûreté, la troupe, qui remplissait la cour du Carrousel, se replia, l'arme au bras, sur le quai et dans le jardin des Tuileries; la division, que commandait le général Bedeau sur la place de la Concorde, par suite d'un faux ordre ou d'un déplorable quiproquo, avait déjà mis la crosse en l'air et fraternisé avec le peuple. Mais, en ce moment, la garde nationale était annihilée; l'armée n'obéissait plus à ses chefs, le peuple régnait en maître. La duchesse d'Orléans demeurée seule aux Tuileries avec ses deux fils, fut emmenée avec eux à la chambre des députés, où Dupin aîné, Crémieux et quelques députés lui promettaient de faire proclamer la Régence. Les ducs de Nemours, de Montpensier, marchaient à ses côtés. Pendant que le château, abandonné comme une proie aux hordes populaires, qui se renouvelaient incessamment, voyait le pillage et la dévastation effacer en quelque sorte les traces de la royauté, la duchesse d'Orléans et ses enfants étaient introduits dans la salle où les députés, troublés et indécis, regrettaient les irréparables malheurs qu'ils avaient provoqués. Les cris de *Vive le roi ! Vive le comte de Paris ! Vive la régente !* semblaient inaugurer cette Régence que Dupin venait de poser en principe; mais certaines lenteurs de forme ne laissèrent pas à l'assemblée le temps d'acclamer le nouveau roi : Emmanuel Arago, à la tête de l'élite des républicains, avait pénétré dans la Chambre, où il avait des intelligences, et le peuple faisait irruption derrière lui. La salle fut peu à peu envahie, et la délibération continua pourtant; mais on fit partir la duchesse d'Orléans, ses enfants et les princes, vers lesquels plus d'un canon de fusil s'était déjà dirigé. Un député, Marie, avait demandé le premier, qu'un gouvernement provisoire fût constitué : Odilon Barrot, Crémieux, Dupin, essayèrent inutilement de défendre la Régence. « Pas de régence ! la déchéance du roi ! » criait-on dans les tribunes. Puis, le cri de *Vive la République !* avait frappé de stupeur les députés dynastiques. Ledru-Rollin, avec sa fougue et ses audaces catilinaires, donna le coup de grâce à la monarchie de Juillet; Lamartine, avec ses torrents d'éloquence, entraîna son auditoire indiscipliné, et conquit la nomination d'un Gouvernement Provisoire. Le président Sauzet, sans lever la séance, avait disparu en cédant son fauteuil au vieux patron du parti libéral, Dupont de l'Eure. La salle était encombrée d'hommes armés, étincelante de fusils et de drapeaux. On pro-

posa, on accueillit, par des acclamations ou par des murmures, les noms de sept députés, qui devaient composer le Gouvernement Provisoire : Dupont de l'Eure, François Arago, Ledru-Rollin, Lamartine, Crémieux, Marie, Garnier-Pagès. « A l'Hôtel-de-Ville ! Vice la République ! » répétait-on à grands cris. L'Hôtel-de-Ville était alors au pouvoir du peuple : Léon de Malleville et Garnier-Pagès y avaient établi un gouvernement, au nom de la Régence. Au même instant, deux autres gouvernements provisoires se discutaient et se formaient, l'un au *National*, l'autre à la *Réforme* : le premier avait ajouté seulement le nom de Marrast à la liste proclamée dans la chambre des députés ; le second avait rayé plusieurs noms, qu'il remplaçait par ceux de *Flocon*, *Albert* et *Louis Blanc*. Le parti napoléonien n'avait aucun représentant sur ces différentes listes, mais le général Piat s'était rendu à l'Hôtel-de-Ville, pour y sonder le terrain et rappeler, au besoin, les droits de Louis-Napoléon Bonaparte, héritier de l'Empereur, tandis que le marquis de Larochefaucauld avait pu, de son côté, s'assurer qu'il était le seul représentant du parti légitimiste, et que Henri V avait moins de chances encore à l'Hôtel-de-Ville qu'à la chambre des députés. Ces partis, ces gouvernements provisoires, ces ambitions, ces intrigues, arrivèrent à la fois en présence les uns des autres, et la lutte entre eux fut longue, irritante, terrible. Mais comme les républicains avaient l'avantage du nombre et l'habitude de l'audace, ils l'emportèrent, et une espèce de fusion s'opéra entre les différents gouvernements provisoires : Marrast, Flocon, Louis Blanc et Albert (*ouvrier*), acceptés comme *secrétaires* par les membres dont l'élection avait été faite à la chambre des députés, se posèrent bientôt comme les collègues de ceux-ci, et s'attribuèrent officiellement le même titre qu'eux. Léon de Malleville s'était retiré, en refusant de coopérer aux actes d'un gouvernement qui ne reconnaissait pas la Régence ; le général Piat avait appris, à ses risques et périls, que l'élément bonapartiste n'existait pas parmi les combattants de Février : la République avait pris possession de l'Hôtel-de-Ville, quoiqu'elle n'y fût pas encore proclamée. Le Gouvernement Provisoire avisa d'abord à pourvoir aux nécessités les plus urgentes de l'administration publique : il nomma des ministres provisoires, ou plutôt il se partagea les portefeuilles ; celui des affaires étrangères échut à Lamartine ; celui de l'intérieur à Ledru-Rollin ; celui de la justice à Crémieux ; celui de la marine à François Arago ; celui des travaux publics à Marie ; Dupont de l'Eure fut président du conseil sans portefeuille. L'influence du *National*, qui se faisait déjà sentir dans la commission provisoire, apparut dans le choix des autres ministres et de leurs principaux agents : le département des finances fut confié au banquier Goudchaux ; celui du commerce, à l'avocat Bethmont ; celui de l'instruction publique et des cultes, au fils du grand Carnot ; le général Cavaignac fut nommé gouverneur-général de l'Algérie ; le général Courtais, commandant en chef de la garde nationale de la Seine ; Guinard, chef d'état-major ; Garnier-Pagès, maire de Paris ; Recurt, adjoint au maire, et Flotard, secrétaire général de la mairie.

C'était le *National* tout entier qui se glissait dans le lit du pouvoir. Le journal la *Réforme* avait eu une part plus directe et plus active dans les succès de la journée ; mais il n'obtint que deux grandes places pour ses rédacteurs qui s'en saisirent eux-mêmes : Étienne Arago alla s'installer aux postes ; Caussidière et son ami Sobrier se donnèrent la préfecture de police. Thoré, qui avait concouru à préserver le Louvre, demanda seulement, pour sa récompense, que les musées royaux fussent réunie au ministère de l'intérieur et que l'exposition de peinture fut décrétée, le lendemain même de la prise des Tuileries, qu'une boutade socialiste avait changée déjà en *Hôtel des Invalides civils*. Ainsi, dans le Gouvernement Provisoire, la *Réforme* et le *National*, conserveront la position d'antagonisme haineux et vindicatif qu'ils avaient dans la presse. La révolution était faite, mais elle n'avait pas encore dit son mot : on ne savait si la France serait monarchie ou république. Paris était instruit de la prise des Tuileries, de l'abdication du roi et de sa fuite, de la création du Gouvernement Provisoire, mais cette conspiration, ce coup de main, en réussissant d'une manière inespérée, n'avait pas encore nommé ses auteurs, ni ses acteurs. Les boulevards, les rues, les places, regorgeaient de monde qui circulait avec anxiété à travers les barricades mieux garnies de défenseurs que le matin : le drapeau rouge flottait sur quelques-unes. On avait vu traîner dans le ruisseau les débris du trône royal qui fut brûlé sur la place de la Bastille. Soldats, gardes nationaux, ouvriers, armés ou non, fraternisaient, au cri de : *Vive la République!* Ce cri, étrange et redoutable pour le plus grand nombre, retentissait surtout autour de l'Hôtel-de-Ville, où le Gouvernement Provisoire était assemblé, dans la grande salle municipale. Tout l'intérieur de l'édifice, envahi par le peuple, qui le parcourait en tout sens, présentait l'image du plus infernal désordre : les éclats de voix, les cris, le bruit des souliers ferrés, les crosses de fusil résonnant sur les dalles, accompagnaient les débats aigres et violents des membres de la commission de gouvernement, tiraillée, dominée, opprimée par les chefs du complot et du combat. La majorité de la commission avait décidé pourtant « que les citoyens seraient consultés sur la forme définitive du gouvernement que proclamera la souveraineté nationale », mais Ledru-Rollin refusait de signer cette proclamation, qui semblait mettre en doute la République; Flocon, Louis Blanc et Albert se montraient disposés à faire appel au peuple et à proclamer seuls la République, de concert avec les républicains, qui étaient maîtres de l'Hôtel-de-Ville. Lamartine, Garnier-Pagès, Marie, Dupont de l'Eure lui-même, résistèrent aussi longtemps qu'il leur fut possible de le faire ; enfin, ils cédèrent par degrés, et ils se prononcèrent indirectement, le lendemain, pour la République, en disant, dans une proclamation, qui fut accueillie avec quelque défiance par les habitants de la capitale : « Le Gouvernement Provisoire veut la République, sauf ratification par le peuple. » Les décrets étaient d'abord rendus : *Au nom du peuple français*; deux jours après, ils portaient en tête : RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, avec la devise sacramentelle : *Liberté, égalité, fraternité*.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

Ce fut le 27 février que les membres du Gouvernement Provisoire sortirent pour la première fois de l'Hôtel-de-Ville, pour aller proclamer solennellement la République, sur la place de la Bastille, au pied de la colonne de Juillet. Tous les corps constitués, la garde nationale, les ouvriers, les corporations avec des drapeaux et des emblèmes, assistèrent à cette grande cérémonie dont l'enthousiasme du peuple fit toute la splendeur. Cet enthousiasme, exalté par les cris et les chants, unissait tous les cœurs dans un seul sentiment national. Jamais nouveau gouvernement n'avait été si promptement et si fortement fondé : les adhésions à la République arrivaient de tous les points de la France; conseils municipaux, gardes nationales, tribunaux, c'était un accord unanime de joie et de dévouement. Il n'y eut pas, dans ce concert d'acclamations, une seule voix qui s'élevât, pour regretter, pour défendre les dix-sept ans de règne de Louis-Philippe; les courtisans, les créatures, les *satisfaits* de ce long règne d'égoïsme, en avaient déjà perdu la mémoire. Et pourtant leur malheureux roi, qui s'était fait passer pour mort subitement, afin de mieux assurer sa fuite, venait à peine (26 février) de monter déguisé sur un navire anglais qui le conduisit avec la reine en Angleterre, tandis que sa famille, dispersée au moment du départ, errait encore ou se cachait sur le sol de France, à travers mille dangers, avant de pouvoir se réunir dans l'exil. On comprit alors combien étaient peu solides les bases du trône de Juillet, combien lâches ou trahes ou aveugles les hommes qui le soutenaient. Aucun d'eux ne fit défaut à l'avènement de la République : tous s'empressèrent de lui offrir leurs services avec un éynisme qui ne leur causait pas même d'embarras; ils avaient seulement à cœur de conserver leurs positions et leurs revenus. Mais les républicains, ceux qui avaient tant invectivé la cupidité et la corruption du dernier gouvernement, ne restèrent pas en arrière de ses traditions et se montrèrent cent fois plus avides, plus impitoyables, plus malhonnêtes, que les hommes dont ils prenaient les places et qu'ils étaient la plupart incapables de remplacer. L'influence délétère des intérêts matériels, qui furent les idoles de la Monarchie de 1830, avait empoisonné les âmes : la vertu républicaine eut semblé ridicule. On douta de la République, en voyant à l'œuvre les républicains de la veille, qui se disputaient sans pudeur les dépouilles des royalistes. Ceux-ci devinrent hostiles et menaçants, du moment qu'on voulut leur ôter la part qu'ils avaient dans le budget. Les fonctionnaires mis à la retraite ou brutalement destitués furent les premiers ennemis du nouveau gouvernement. L'allégresse générale qui avait accueilli la proclamation de la République, ne



Supposed to be

by H. H. H.

THE LAMMITE

And all people to the same
 1848



THE END OF THE WORLD

tarda pas à se changer en tristesse, en inquiétudes, en terreurs. Les souvenirs de 93 se dressèrent comme des fantômes menaçants, quand on vit repaître les promenades tumultueuses du peuple dans les rues de Paris, les chants et les cris révolutionnaires, les clubs et les journaux anarchiques, les arbres de la liberté et même le drapeau rouge. Ce drapeau avait été arboré, dès le 24 février, par une petite faction qui représentait un nouveau comité de salut public et qui reconnaissait pour chef l'inflexible Blanqui, à peine sorti des cachots où il avait passé une partie de sa jeunesse; cette faction étant allée en armes à l'Hôtel-de-Ville pour imposer l'adoption du drapeau rouge au Gouvernement Provisoire: « Le drapeau rouge! s'était écrié Lamartine qui parla au milieu de plusieurs coups de fusil qu'on lui tirait: je ne l'adopterai jamais et je vais vous dire pourquoi: c'est que le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec la République et l'Empire, avec nos libertés et nos gloires, tandis que le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ-de-Mars traîné dans le sang du peuple. » Ce beau mouvement oratoire entraîna tous les assistants, et le drapeau tricolore, auquel on voulait substituer le drapeau rouge, fut seul conservé avec la devise: *Liberté, Égalité, Fraternité*, « trois mots qui expliquent le sens le plus étendu des doctrines démocratiques dont ce drapeau est le symbole. » Cette victoire du drapeau tricolore ne rassura pas les trembleurs. Vainement, le Gouvernement Provisoire, dans ses décrets, dans ses proclamations, dans ses discours quotidiens, s'efforçait de prouver que la République de février n'avait aucune solidarité avec la République de Marat et de Robespierre; vainement, il abolissait la peine de mort en matière politique, pour prouver que la guillotine ne se relèverait pas; quelques-uns de ses actes, si logiques et si prudents qu'ils fussent, blessaient des convictions, des sentiments ou des intérêts: l'abolition de la noblesse, le cours forcé des billets de banque, l'annonce de la vente des châteaux royaux et des diamants de la couronne, le costume étrange des gardes républicaines, des *montagnards* de Caussidière et des *hommes* de Sobrier, mille petits faits excentriques, mille détails de ce singulier drame révolutionnaire, refroidirent, irritèrent, inquiétèrent, épouvantèrent la population paisible de la capitale. On voyait tous les jours monter le flot de la misère, tous les jours on entendait gronder au loin la tempête du peuple. Le Gouvernement Provisoire était déjà le foyer de dissensions profondes qui accusaient la présence de plusieurs partis inconciliables. Lamartine, par son grand nom, par sa popularité, par son éloquence, n'absorbait ses collègues que dans l'action extérieure de ce Gouvernement composé d'éléments si disparates et de principes si contraires. L'harmonie entre eux n'était qu'apparente et simulée: une guerre intestine régnait constamment dans le conseil, et plus d'une fois les délibérations avaient failli dégénérer en violences brutales, en luttes sanglantes. Lamartine, par son autorité de conciliation, pacifiait ces querelles et ces rivalités. Lamartine se regardait comme le dépositaire des destinées de la République. Il y avait trois principales têtes dans le Gouvernement Provisoire, dont les trois secrétaires

étaient devenus membres associés : Lamartine, Ledru-Rollin et Louis Blanc; celui-ci n'avait avec lui qu'Albert, mais derrière lui, la partie la plus éclairée et la plus intelligente de la classe ouvrière; Ledru-Rollin n'avait avec lui que Fiocon, mais derrière lui, Caussidière, Sobrier, et leurs gardes prétoriennes, et les clubs et les républicains du drapeau rouge; Lamartine pouvait compter à divers titres sur François Arago, Marrast, Garnier-Pagès, Marie et Crémieux, qui appartenaient chacun à des nuances d'opinions différentes. L'habileté de Lamartine, pendant toute la durée du gouvernement qu'il dirigeait de fait, sinon nominativement, fut de savoir presque toujours marcher d'accord avec Ledru-Rollin, en se rapprochant de lui ou en l'attirant à soi. Le programme de la République nouvelle avait été formulé en ces termes, par Louis Blanc, dans un placard qui fut affiché partout, une heure après la prise des Tuileries : « VOEUX DU PEUPLE, RÉFORME POUR TOUS. Amnistie générale, « droit de réunion consacré, dissolution immédiate de la Chambre, convocation « des assemblées primaires, liberté de la parole, liberté de la presse, liberté de « pétition, liberté d'association, liberté d'élection, liberté absolue des cultes, « réforme électorale, réforme parlementaire, plus de roi, plus de chambre des « pairs, plus d'aristocratie, respect à la propriété, droit au travail, plus d'exploit- « ation de l'homme par l'homme, égalité de droits, paix et sainte alliance entre « les peuples, indépendance pour toutes les nationalités, la France gardienne « des droits des peuples faibles, fraternité universelle. » Ce programme n'était pas accepté par tous les membres du Gouvernement Provisoire, et pourtant ils se voyaient forcés d'en adopter successivement les articles, sous la pression incessante du parti du mouvement ou de la Révolution. A peine Louis Blanc est-il installé dans la commission dictatoriale, qu'il réclame, qu'il exige, qu'il obtient la déclaration du droit au travail, malgré les répugnances, malgré les refus de ses collègues : le Gouvernement Provisoire « s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail. » Louis Blanc veut davantage; il demande qu'on crée un ministère du progrès et qu'on organise le travail : « Vous voulez donc nous faire égorger ? » lui dit François Arago, qui prévoit toute la gravité de cette proposition insoluble dans les circonstances présentes. Louis Blanc insiste; Albert l'appuie; Ledru-Rollin se range de leur avis, les autres hésitent et se consultent; Garnier-Pagès et Marie imaginent de former une commission d'étude pour préparer l'organisation du travail : Louis Blanc est nommé président, Albert, vice-président de cette *commission de gouvernement pour les travailleurs*, qu'on établit au palais du Luxembourg et qui ouvre ses séances dans l'ancienne salle de la chambre des pairs. Les délégués de tous les arts et métiers, de toutes les professions, viennent tenir leurs assises sur les bancs de la pairie, et pendant deux mois Louis Blanc trône au milieu d'eux, comme un prophète dont ils recueillent les oracles sans les comprendre et dont ils bénissent les bienfaits avant de les avoir reçus. L'idée de Louis Blanc émanait d'une âme généreuse; mais, faute d'argent, faute de concours, faute de moyens pratiques, elle resta enveloppée dans les tanges de la théorie. Le

Luxembourg fut une espèce de champ-clos dans lequel les politiques du Gouvernement Provisoire eurent l'adresse de parquer et d'enchaîner la popularité de cet ardent réformateur. En même temps, les ministères de la guerre et des travaux publics fondèrent des ateliers nationaux de terrassement, où les ouvriers sans ouvrage trouvaient à gagner des journées de un franc cinquante centimes, en remuant quelques pelletées de terre et même en se croisant les bras. Ces ateliers nationaux, sous l'inspiration de Marie et de Garnier-Pagès, sous la direction d'un ingénieur, Émile Thomas, grossirent en peu de semaines et rassemblèrent bientôt une armée révolutionnaire de cent mille hommes. Une autre armée, qui paraissait destinée à faire cause commune avec celle-là, c'étaient les vingt-quatre mille hommes de la garde mobile, créée sur les barricades de Février et recrutée parmi leurs plus énergiques défenseurs, dont un grand nombre n'avait pas encore l'âge d'homme.

Ainsi, chaque membre du Gouvernement Provisoire cherchait, pour ainsi dire, à se faire un parti spécial, à se créer un point d'appui, à recruter des forces dans la population. Ledru-Rollin avait pour lui les clubs et la partie active du peuple ; il sentait que la République, survenue en France comme un accident imprévu, manquait de base et de racines ; il s'occupa d'abord de lui faire des amis ou des défenseurs, en terrifiant, en paraissant ses ennemis : telle fut l'origine de l'envoi des commissaires de la République dans les départements. Ces commissaires, munis de pleins pouvoirs extraordinaires, n'avaient pas d'autres instructions que de *républicaniser* le pays et, dans tous les cas, de l'agiter, de le tenir en haleine et de le mettre en garde contre les menées légitimistes, orléanistes ou bonapartistes. Malheureusement, le choix de ces commissaires n'était pas toujours irréprochable : on les avait pris trop souvent dans la fumée des estaminets et dans les ténèbres des sociétés secrètes. Mais ils eurent du moins une prodigieuse influence sur l'esprit public qui se prononça presque universellement pour la République. Il n'était plus question de Louis-Philippe : ses deux fils, le duc d'Aumale et le prince de Joinville, qui auraient pu, l'un à la tête de la flotte, l'autre, gouverneur de l'Algérie, protester les armes à la main, contre la Révolution du 24 février, s'inclinèrent, avec une noble abnégation devant la volonté nationale et reconnurent tacitement le Gouvernement Provisoire en s'exilant avec leur famille. Le prince Louis-Napoléon était arrivé de Londres, deux jours après la proclamation de la République, pour faire reconnaître ses droits de citoyen français ; mais la sagesse de Lamartine, en l'invitant à sortir de France, l'empêcha de provoquer, par sa présence à Paris, une dangereuse manifestation napoléonienne. Enfin, deux partis redoutables, abrités sous le drapeau républicain, s'étaient déjà mis en guerre ouverte avec le Gouvernement Provisoire : le parti de Blanqui et celui de Barbès, tous deux adversaires implacables, tous deux tirant leur force des clubs qui se divisaient ainsi en deux grands courants démocratiques. Les clubs s'étaient multipliés à l'infini, mais ils correspondaient tous, les uns au club de la Révolution, présidé par Barbès, les autres au club Central, présidé

par Blanqui. Ces clubs, dont la plupart avaient été fondés par les membres des anciennes sociétés secrètes, formaient les légions d'une immense armée révolutionnaire qui comprenait dans ses rangs les masses des ateliers nationaux ; mais cette armée formidable n'obéissant pas à un seul chef et se trouvant partagée ordinairement en trois ou quatre corps qui répondaient à des mots d'ordre différents, ne semblait pas devoir jamais agir à la fois. Elle ne fut réunie sous ses drapeaux et sans armes, qu'une seule fois, au nombre de deux cent mille hommes, le 17 mars, lorsqu'elle se déploya dans les rues de Paris, à l'appel du Gouvernement Provisoire, pour annihiler une malencontreuse manifestation des gardes nationaux qu'on avait rassemblés la veille dans un but évidemment contre-révolutionnaire et qui n'avaient pu pénétrer jusqu'à l'Hôtel-de-Ville où ils se rendaient en uniforme, aux cris de : *A bas Courtais ! A bas Ledru-Rollin !* La ridicule *journée des bonnets à poil* ne fit que mieux ressortir le spectacle imposant et pacifique de cette revue des forces populaires, que couronna une illumination générale, improvisée sur le fameux air *des Champions !* Mais de pareils rassemblements n'étaient pas faits pour raffermir la tranquillité et la sécurité publiques. On se demandait comment on subviendrait aux besoins matériels et aux impatiences avides de ces ouvriers enrégimentés, qui ne travaillaient plus et qui voulaient être riches à leur tour : « Nous avons trois mois de misère au service de la République ! » avait dit un de leurs orateurs, en annonçant qu'ils attendaient l'abolition du prolétariat et l'organisation du travail. C'étaient là les vœux et les espérances des classes pauvres et ouvrières. La prédication philosophique des réformes sociales avait fait croire à la venue prochaine d'un Messie humanitaire : aussi, tous les systèmes ayant pour objet de changer de fond en comble la société, étaient-ils embrassés avec enthousiasme par des néophytes fanatiques. Louis Blanc avec ses Travailleurs, Victor Considérant avec ses Phalanstériens, Cabet avec ses Icarions, Proudhon avec ses Communistes, se mettaient à l'œuvre en même temps pour démolir l'ancienne société et la reconstruire de toutes pièces. Ce désordre social était plus grave et plus menaçant que le désordre politique. Il y avait encore deux fléaux à conjurer : la banqueroute et la coalition étrangère. Le banquier Goudchaux, effrayé de l'imminence d'une banqueroute, s'était hâté de quitter le ministère des finances, et Garnier-Pagès avait eu l'audace de s'en charger, en laissant Marrast s'endormir à sa place, dans les délices de la mairie de Paris. Garnier-Pagès, pour remplir les caisses publiques, n'imagina pas d'autre expédient que de faire décréter un impôt additionnel de quarante-cinq centimes, qui frappait les petits propriétaires, les petits cultivateurs plutôt que les grandes fortunes, et qui souleva les campagnes contre la République dans un moment où elle avait besoin de se faire des soutiens parmi les classes les plus nombreuses et les plus estimables des citoyens. L'impôt de quarante-cinq centimes aggrava le faix de la misère publique : du moins, on put payer à échéance le semestre de la dette nationale. On avait bien eu la pensée de faire appel à la générosité individuelle, au

dévouement du citoyen ; mais les dons et les offrandes patriotiques n'atteignirent qu'un chiffre honteux. Il fallait de l'argent par monceaux, et le gouvernement de Louis-Philippe avait vidé toutes les caisses de l'État, dévoré le dépôt sacré de la caisse d'épargne, et d'avance épuisé les ressources du pays. Les commissaires extraordinaires, les ateliers nationaux, les clubs, les aumônes, les armements, tout cela coûtait fort cher, et partout le numéraire se cachait ou sortait de France ; partout le crédit agonisait, expirait ; partout l'industrie était en chômage, le commerce en déconfiture. Jamais l'égoïsme de la bourgeoisie n'avait fait plus laide figure. Et pourtant, cette France abâtardie, qui se déclarait en République avant d'avoir enfanté des républicains, allait, au contre-coup de sa Révolution, ébranler l'Europe, réveiller les peuples, épouvanter les souverains et jeter au loin, pour l'avenir, d'impérissables semences de liberté. Cette Révolution si prompte, si imprévue, si unanime, n'avait d'abord pas inspiré d'autres sentiments que l'admiration et l'envie. On pouvait craindre que les gouvernements absolus de la Sainte-Alliance, menacés dans leur principe, se coalisassent comme en 1793 pour étouffer en France l'incendie démocratique qui les menaçait déjà ; mais cette coalition n'eut pas le temps de prendre un corps.

Le 5 mars, Lamartine avait adressé un Manifeste à l'Europe, sous la forme d'une circulaire aux agents diplomatiques de la France. Ce magnifique et solennel document établissait que la République française n'était un acte d'agression contre aucune forme de gouvernement dans le monde ; qu'elle n'intenterait la guerre à personne ; qu'elle respecterait les traités comme les gouvernements, mais qu'elle protégerait les mouvements légitimes des nationalités opprimées. C'était, pour ainsi dire, tendre une main aux rois et l'autre aux peuples. Mais au moment où le ministre des affaires étrangères promettait à la face de l'Europe, de laisser en paix les gouvernements, le ministre de l'intérieur, Ledru-Rollin, encourageait, soldait, armait une propagande révolutionnaire contre la Belgique, la Sardaigne, la Pologne et les états de l'Allemagne : cette propagande échoua misérablement dans l'échauffourée de *Risquons-tout*, dans la burlesque invasion de Chambéry, dans les croisades aventurières des bords du Rhin. Mais les révolutions qui ne furent pas arrangées dans les clubs de Paris, et importées de France avec un personnel compromettant, ces révolutions, nées du sentiment national et mûries dans les consciences, eurent un grand éciat, sinon une grande durée : l'Europe faillit devenir républicaine. Les capitales se soulèvent contre leurs souverains ; Berlin, Munich, Vienne, Naples, Milan, Venise, Cracovie, ont tour à tour leurs barricades, leurs héros, leur victoire. Le roi de Prusse accorde à la révolte les institutions libérales qu'il promettait à son peuple depuis trente-cinq ans ; le roi de Bavière abdique en faveur de son fils ; l'empereur d'Autriche, chassé de Vienne qui s'insurge, se réfugie à Inspruck, tandis que son vieux ministre le prince de Metternich va rejoindre à Londres les derniers ministres de Louis-Philippe ; Milan, après cinq jours d'une lutte terrible contre

la garnison du maréchal Radetzki, appelle aux armes la Lombardie et sonne le tocsin de l'indépendance; Venise, la noble Venise, toutes les villes de la domination autrichienne imitent l'exemple de Milan, et les Autrichiens sont repoussés du sol de la patrie; encore quelques efforts, et l'unité de l'Italie, acclamée par le pape Pie IX, consentie, défendue par le roi de Naples lui-même, sera un fait accompli. Le roi de Sardaigne cédant au vœu de ses sujets, prend sous sa protection la Lombardie affranchie et combat l'Autriche avec elle. Il y aura donc enfin une Italie. L'Allemagne aussi se tourmente et s'agite pour conquérir son unité. La Pologne va se réveiller: Mieroslawski, de la frontière prussienne, lui fait signe en agitant son drapeau ensanglanté; mais, hélas! tous ces élans de nationalité, que le souffle de la France républicaine a inspirés, s'éteindront bientôt dans l'immobilité de la mort et de l'esclavage. Malgré cet ébranlement général des trônes, la Belgique et l'Espagne seules ne remuent pas; l'Angleterre conserve, sous le règne de la liberté et de la loi, sa fière et paisible attitude et s'empresse de reconnaître la République française, qui ne tardera pas à être reconnue également par toutes les monarchies de l'Europe, tant elle semble protégée par le consentement unanime du peuple français.

Cependant Lamartine tremblait de ne pouvoir amener le pays, sans guerre civile et sans révolution nouvelle, jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante. Les partis extrêmes étaient d'accord pour reculer le plus possible l'époque de cette réunion qu'ils redoutaient; tous d'ailleurs conspiraient pour s'emparer du pouvoir. Dans le sein même du Gouvernement Provisoire, cette conspiration était flagrante; mais elle se trouvait comme paralysée par le nombre des prétendants à la dictature, qui ne voulaient ou ne pouvaient s'entendre. Ledru-Rollin, Caussidière, Blanqui, aspiraient tous trois à la présidence du Gouvernement Provisoire, qui devait être remanié suivant les idées et les affections de chacun. Les espérances, les plans, les menées des conspirateurs n'étaient secrètes pour aucun d'eux, car ils avaient tous des polices particulières qui s'épiaient et se surveillaient l'une l'autre. Ainsi Lamartine, qui ne trempait pas dans ces complots, était instruit de tout ce qu'on y préparait: on avait enfin décidé que, pour éloigner les élections qui devaient avoir lieu le 25 avril par toute la France, on organiserait un mouvement, et que les clubs et les ateliers nationaux provoqueraient le remaniement de la commission de gouvernement, en désignant les nouveaux membres appelés à remplacer les anciens qu'on accusait de réaction, de modérantisme et même de trahison. Mais il ne fut pas possible de s'entendre sur le choix des élus du peuple; la haine réciproque de Blanqui et de Barbès, qui étaient portés chacun par un parti considérable et qui refusaient de se réconcilier, empêcha l'exécution d'un coup de main, dans lequel ils avaient les premiers rôles: le Club des clubs, sous la présidence de Barbès, ne voulut pas se mettre en rapport avec le club Central, sous la présidence de Blanqui. Les comités directeurs de la manifestation, qui était fixée au dimanche 46 avril, passèrent

la nuit précédente à débattre la nomination d'un comité de salut public, dans lequel on n'admit enfin que Ledru-Rollin, Louis Blanc, Albert, Barbès et Caussidière. Les ateliers nationaux, rassemblés au Champ-de-Mars le dimanche matin sous prétexte d'élire des officiers de la garde nationale, se formèrent en colonne et se mirent en marche vers l'Hôtel-de-Ville. Marrast et Lamartine étaient avertis par leurs espions; Marrast avait mis l'Hôtel-de-Ville en état de défense. Lamartine avait rappelé des troupes à Paris, sans tenir compte de la volonté des clubs qui prétendaient ne pas souffrir un soldat dans la capitale; Lamartine se rend chez Ledru-Rollin, lui arrache l'ordre de faire battre le rappel : déjà le rappel battait partout; la garde nationale était sur pied, et faisait si bonne contenance, que les clubs et les ateliers nationaux se bornèrent à des discours et à des acclamations en l'honneur de leurs chefs. La garde nationale leur répondit, en criant : *A bas les communistes ! A bas Cabet ! Mort à Blanqui !* La population s'associa de grand cœur à ces cris qu'on lui dictait à son insu, et le soir Paris fut illuminé. Le mouvement organisé pour le 16 avril aurait eu un contre-coup immédiat dans les provinces; il aboutit à quelques troubles qui furent bientôt réprimés; à Rouen, ces troubles se changèrent en une véritable insurrection, et la garde nationale eut à se mesurer contre le peuple qui n'avait pas d'armes et qui n'en combattit pas moins avec fureur. Après la journée du 16 avril, le Gouvernement était sûr d'atteindre sans accident le 4 mai, jour de l'ouverture de l'Assemblée constituante. Le 20 avril, sous prétexte de distribuer des drapeaux à l'armée et à la garde nationale de Paris, la fête de la Fraternité rouvrit aux troupes les portes de la capitale. Les clubs exultaient de rage; les journaux de l'anarchie dépassaient toutes les bornes de l'injure et de la provocation; néanmoins, Paris était tranquille, quoique les ateliers nationaux rassemblaient alors plus de cent cinquante mille hommes dévoués la plupart à l'émeute. Les candidatures avaient été discutées, épluchées, tamisées, avec un soin, avec une ardeur infatigables; les listes de candidats furent faites sous l'influence ou l'empire de différents partis; à Paris comme dans les départements où les Bulletins du ministre de l'intérieur avaient violemment foncé l'opinion, il y eut un accord tacite pour élire des républicains ou du moins des hommes qui avaient adhéré hautement à la République. Toutes les professions de foi, il est vrai, surtout celles des légitimistes et des orléanistes, suivaient le républicanisme le plus pur et flairaient parfois le communisme le moins orthodoxe. Aussi, les élections envoyèrent à la Chambre les notabilités de tous les partis, mais un petit nombre de députés appartenant à la dernière législature monarchique. Thiers et le maréchal Bugeaud n'avaient pas même été élus; Odilon Barrot ne l'avait été qu'à une faible majorité. Tous les membres du Gouvernement Provisoire et ses principaux fonctionnaires furent nommés à Paris. Les délégués des clubs et des ateliers nationaux, en n'admettant sur leurs listes, que des noms obscurs et insignifiants, avaient eux-mêmes condamné à l'impuissance leur énorme force électorale. Le 4 mai, par un beau soleil de

printemps, Paris inaugura de nouveau la République, en inaugurant l'Assemblée nationale, dont les neuf cents membres se réunissaient pour la première fois sous la présidence d'un vieux conspirateur, Audry de Puyraveau, président d'âge. La population était en fête, criant à pleins poumons : « *Vive la République ! Vive le Gouvernement Provisoire ! Vive Lamartine ! Vive Ledru-Rollin !* » et encomrant tous les abords de la chambre des députés gardée par la troupe et la garde nationale. Cette première séance fut solennelle ; sur la motion de Berger, la République fut proclamée par un vote unanime, et les représentants, sans distinction de partis, sans souvenir de leur passé, sans préoccupation de leur avenir, crièrent neuf fois de suite : *Vive la République !* Ils défilèrent ensuite, en répétant ce cri, sous les yeux du peuple qui s'associait d'une seule voix à cette immense manifestation. Certes, on aurait pu croire, après une pareille séance, que la République ne rencontrerait pas dans l'Assemblée la moindre opposition, mais on s'aperçut bientôt que les représentants qui avaient crié si fort avaient voulu s'étourdir : ils profitaient de ce qu'on n'exigeait d'eux ni serment ni fidélité. Ils commencèrent à se compter, à se grouper en factions, à se reconnaître, à dresser des plans de campagne et des batteries : légitimistes, orléanistes, monarchistes, catholiques, se donnaient la main pour faire ligue contre les républicains. Toutefois, le tiers-parti républicain, formé des journalistes, des créatures et des agents du *National*, prédominait dans l'assemblée ; ce fut lui qui désigna le choix du président Buchez, des vice-présidents, Recurt, Cavaignac, Corbon, Guinard, Cormenin et Sénard, des secrétaires Peupin, Robert, Degeorge, Edmond La Fayette, Lacrosse et Émile Pean. On put dès lors prévoir la prépondérance que le *National* aurait dans l'Assemblée. Après la vérification des pouvoirs, les membres du Gouvernement Provisoire et les ministres vinrent l'un après l'autre rendre compte de leurs actes et justifier la Révolution de février ainsi que la République. Ils furent accueillis avec défaveur, surtout Louis Blanc qui donna, avec Albert, sa démission de président de la Commission du Luxembourg et qui proposa en vain sa chimère favorite d'un ministère du progrès. On avait résolu de nommer cinq membres composant le pouvoir exécutif : les cinq noms qui sortirent les premiers de l'urne furent ceux de François Arago, de Garnier-Pagès, de Marie, de Lamartine et de Ledru-Rollin. La popularité de Lamartine avait été déjà comme étouffée par l'impopularité de Ledru-Rollin, avec qui le liait un pacte de solidarité politique. Les membres du pouvoir exécutif durent renoncer à leurs portefeuilles et les confier à leurs amis ou à leurs obligés : Recurt devint ainsi ministre de l'intérieur ; Duclerc, des finances ; Bastide, des affaires étrangères ; Trélat, des travaux publics ; Cavaignac, de la guerre ; Flocon, du commerce ; tous, moins ce dernier, proposés ou imposés par le *National*. Marrast conservait la mairie de Paris et Caussidière la Préfecture de police, comme deux antagonistes se menaçant l'un l'autre. Ce choix de personnes et cet état de choses ne satisfirent guère les républicains radicaux. On sonda Ledru-Rollin, et on lui

fit entendre qu'il pourrait retrouver l'occasion perdue le 16 avril par sa faute ou par sa faiblesse. Sobrier, qui avait établi une succursale de la Préfecture de police dans un hôtel de la rue de Rivoli, eut des conférences secrètes avec Lamartine, au sujet des complots qui se tramaient presque à ciel ouvert; Lamartine, selon son expression, conspirait alors « comme le paratonnerre conspire avec la foudre. » Le club de Blanqui projeta d'envahir la Chambre, de chasser les représentants et de nommer un comité de salut public pour ramener la République dans ses voies naturelles. Les autres clubs furent tous invités à se joindre à la grande manifestation qui devait avoir lieu le 15 mai, en faveur de la Pologne. Le pouvoir exécutif et les ministres étaient avertis de cette manifestation et des circonstances graves qui devaient l'accompagner. On ne prit aucune mesure de précaution; les postes de la Chambre furent à peine doublés. La manifestation s'avança par les boulevards au nombre de vingt ou trente mille clubistes, portant des bannières, conduits par Huber, Blanqui et Sobrier, au cri de *Vive la Pologne!* Le but était la présentation d'une pétition pour la Pologne qui en ce moment se débattait expirante dans son sang. Le général Courtais, qui commandait la garde nationale, eut l'imprudence de favoriser l'admission des délégués de la manifestation, et ceux-ci ouvrirent les portes à la foule qui les suivait. La Chambre fut envahie au milieu d'un tumulte effroyable; les représentants étaient à leurs places, comme prisonniers; le président sur son siège, gardé à vue. Raspail lut la pétition; Blanqui y ajouta des considérations politiques, aussi hardies que puissantes; Louis Blanc fut porté en triomphe et salué de mille cris enthousiastes. Barbès, qui s'était renfermé jusque-là dans le silence, en sortit tout à coup, quand il vit que son odieux rival Blanqui entraînait l'auditoire; il s'élança, hors de lui, à la tribune: « Il faut, s'écria-t-il, que l'Assemblée vote immédiatement le départ d'une armée pour la Pologne, un impôt d'un milliard sur les riches; qu'elle défende de battre le rappel, qu'elle fasse sortir les troupes de Paris, sinon les représentants seront déclarés traîtres à la patrie. » Ces paroles furent accueillies par un tonnerre d'applaudissements. Il ne fut plus possible de se faire écouter, tout le monde parlait, criait à la fois. Les représentants n'avaient pas quitté la salle; Buehez s'était vu forcé de signer un ordre de ne pas battre le rappel. Tout à coup Huber se dresse à la tribune et d'une voix de tonnerre: « Citoyens, dit-il, au nom du peuple, je déclare l'Assemblée nationale dissoute! » Les applaudissements et les cris redoublent; le président Buehez est chassé de son siège; plusieurs représentants sont insultés; menacés, frappés. Le peuple est maître absolu de la salle des séances; il s'occupe d'y nommer un gouvernement provisoire, mais la voix de ses chefs l'entraîne tumultueusement à l'Hôtel-de-Ville. Barbès et Albert s'y rendirent, entourés de clubistes et de peuple criant: *Aux armes!* Cependant le rappel battait de tous côtés, la garde nationale se rassemblait spontanément et se dirigeait vers la Chambre; la Commission exécutive commençait à retrouver la pensée et l'action: Ledru-Rollin résistait à ceux qui s'efforçaient de l'emmener à l'Hôtel-de-Ville;

Lamartine y allait, avec la garde nationale, pour combattre l'insurrection; Duclerc, de son côté, à la tête d'un bataillon de garde mobile, rentrait dans la salle de l'Assemblée et la faisait évacuer; le président Buchez remontait sur son siège et les représentants retournaient à leurs bancs. La séance était reprise, et bientôt on apprenait que les conspirateurs, surpris dans l'Hôtel-de-Ville, au moment où ils formaient un nouveau gouvernement provisoire, avaient été arrêtés ou mis en fuite. Barbès, Albert, Sobrier, étaient conduits à Vincennes; Blanqui, Raspail, Flotte, Huber, avaient réussi à s'échapper. Ce jour-là, commença une réaction d'autant plus prompte et moins ménagée, que l'opinion avait été plus violemment terrorisée par les commissaires extraordinaires, par les Bulletins du ministère de l'intérieur, par les manifestations du peuple souverain, par les clubs et par les journaux *rouges*, comme on les nommait; le quartier-général des Montagnards, chez Sobrier, fut envahi et saqué; Louis Blanc faillit être mis en pièces par des gardes nationaux, ivres de leur victoire; le général Courtais, injurié, outragé et maltraité par d'autres gardes nationaux en délire, fut décrété d'arrestation par l'Assemblée. La réaction continua : Louis Blanc et Caussidière, accusés d'avoir pris part au complot du 15 mai, se défendirent avec un succès qui ne déconcerta pas leurs ennemis; Caussidière donna sa démission de préfet de police et de représentant, pour en appeler au jugement de ses électeurs. Ledru-Rollin et Lamartine eurent beaucoup de peine à se disculper du soupçon de complicité tacite avec les envahisseurs de la Chambre; ils ne furent pas même protégés par leurs collègues de la Commission exécutive. L'échauffourée du 15 mai avait donné une force énorme à toutes les nuances réactionnaires et en même temps à la faction du *National*, qui mit alors le banquier manceau, Trouvé-Chauvel, à la Préfecture de police, le général Clément Thomas à l'état-major de la garde nationale, et Senard au fauteuil de la présidence. Le moment ne semblait guère opportun pour célébrer la fête de la Fédération, qui eut lieu cependant, le 21 mai, au Champ-de-Mars, sans enthousiasme, sans croyance, sans illusion; ce ne fut qu'un spectacle pompeux représenté sur un vaste théâtre en présence d'un public qui avait l'air de ne pas le comprendre. Le doute et la haine étaient dans tous les cœurs : l'élan de 89 ne pouvait plus renaitre, autour du cénotaphe de la République française. La faction qui disposait de toutes les places en faveur de ses créatures, avait au moins deux *compères*, Garnier-Pagès et Marie, dans la Commission exécutive, qu'elle voulait faire passer sous la dictature du général Cavaignac, ministre de la guerre. Elle n'était pourtant pas sans inquiétude sur l'avenir de son omnipotence. La réélection de onze représentants à Paris venait de montrer les progrès de deux partis nouveaux : les bonapartistes ou impérialistes, qui avaient déjà introduit dans l'Assemblée trois membres de la famille Bonaparte, firent réussir la candidature improvisée du prince Louis-Napoléon, que les conspirations de Strasbourg et de Boulogne recommandaient moins quo le nom qu'il portait; les socialistes firent arriver deux des leurs à la

Chambre : Pierre Leroux et Proudhon, tandis qu'ils réalisaient Caussidière et lui donnaient pour appui l'audacieux Lagrange, un des héros du procès d'Avril 1834. En même temps, les orléanistes reprenaient courage et vengeaient par quatre élections simultanées la récente défaite de Thiers. Les hommes d'État du *National*, prévoyant un rival menaçant dans l'élection du prince Louis-Napoléon, essayèrent de lui fermer les portes de l'Assemblée : le prince ne leur laissa pas le temps de conduire à bien leur intrigue ; il se démit, par lettre, du titre de représentant, sans renoncer à en appeler à une réélection. Les républicains des clubs et les socialistes n'acceptaient pas comme définitif l'échec du 45 mai ; ils s'étonnaient même, en se comptant, d'avoir été vaincus. Les clubs, quoique fermés et interdits, comprenaient une milice d'élite qui ne demandait qu'à courir aux armes : ce fut pour faire une espèce de revue des forces de l'insurrection, qu'on imagina le Banquet du père Duchêne, à vingt-cinq centimes par tête, banquet démocratique que condamnait d'avance le souvenir du banquet de la Réforme et que l'autorité eut la sagesse d'empêcher. Les ateliers nationaux promettaient aussi à la révolte une armée tout organisée ; on se hâta donc de s'en servir, avant que l'Assemblée eût dissous ces immenses foyers d'insurrection. Le ministre des travaux publics, Trélat, avait fait enlever et conduire à Bordeaux le chef des ateliers nationaux, Émile Thomas, qui fut remplacé par un fidèle du *National*, Léon Lallanne ; et dont l'absence, peut-être concertée, commença la dissolution de ces ateliers, réclamée hautement par la majorité de l'Assemblée. Un représentant légitimiste, Falloux, avait été nommé rapporteur par la commission chargée d'étudier cette question pleine de tempêtes ; le rapport était prêt : il concluait à la dissolution immédiate des ateliers. Cependant une sourde fermentation se manifestait dans cette multitude d'hommes énergiques et turbulents ; ils envoyèrent une députation de cinq délégués à la Commission exécutive, pour se plaindre de ce qu'ils étaient menacés de mourir de faim et de misère, lorsqu'on leur avait promis d'organiser le travail et d'abolir le prolétariat. Ces délégués furent reçus, le 22 juin, par Marie qui leur répondit que le gouvernement était déterminé à faire exécuter les décrets de l'Assemblée, même par la force. Un des délégués, espèce de fanatique socialiste, nommé Pujol, invita ses compagnons à protester contre cet appel à la force et à l'arbitraire : « Êtes-vous les esclaves de cet homme ? » dit Marie aux délégués. Cette phrase, mal comprise, du moins interprétée, mit en feu les ateliers nationaux. Le soir même, les brigadiers ou chefs de section se rassemblèrent, à la voix de Pujol, sur la place du Panthéon : « Demain, à six heures du matin, leur dit-il, rendez-vous ici, et que le peuple décide ! » Les conjurés se dispersèrent en chantant à voix basse, sur le fameux rythme des *Lampions* : « Du travail ou du plomb. ! » La Commission exécutive fut avertie de ce qui se passait : elle donna des ordres, appela dans son sein le général Cavaignac, s'informa des moyens de défense qu'il avait entre les mains et se sépara tranquillement. Le lendemain, 23, à six heures du matin, les ateliers nationaux

se portent à la place du Panthéon ; puis, dans les faubourgs, et sans un seul cri, les barricades s'élèvent de toutes parts, le drapeau rouge est arboré partout, et les insurgés se montrent en armes sur tous les points. C'est une vaste et habile trame qui a des directeurs cachés et qui se développe sur un plan secrètement arrêté d'avance. Les troupes ne se montrent pas encore et pourtant il y a vingt-trois mille soldats à Paris. On bat le rappel, la garde nationale accourt : à la porte Saint-Denis, un bataillon de la 2^e légion, vers midi, se trouve en face d'une barricade où il est accueilli par une vive fusillade. Aussitôt la fusillade s'engage de tous côtés, et la garde nationale est seule avec la garde mobile pour soutenir le feu, au clos Saint-Lazare, au faubourg du Temple, sur les quais, autour de l'Hôtel-de-Ville, dans le quartier Saint-Jacques. La garde nationale fait bien son devoir ; la garde mobile la seconde avec une ardeur admirable, mais la ligne ne paraît point ou reste l'arme au bras. Il n'y a pas d'ordres ! Pendant ces graves événements, on discutait à l'Assemblée la dissolution des ateliers nationaux. Mais les troupes commencent à agir, avec indécision d'abord, sans ensemble, sans activité : les généraux Lamoricière, Bedeau, Duvivier, Damesme, Brès, prennent chacun le commandement d'une division ; l'artillerie arrive enfin, et l'on cannone les barricades qui tombent l'une après l'autre. Mais la nuit venue, elles se relèvent plus fortes, plus nombreuses ; les insurgés reçoivent des renforts que leur envoie la banlieue ; ils fondent des balles, ils fabriquent de la poudre ; ils sont maîtres de plusieurs mairies ; ils s'avancent vers l'Hôtel-de-Ville ; ils se fortifient dans le Panthéon. L'Assemblée est en permanence ; la Commission exécutive, qui donne des ordres sans être obéie, ne se dissimule pas les progrès effrayants de l'insurrection ; le général Cavaignac, qui commande toutes les forces militaires, semble hésiter et s'enferme dans un silence inexplicable. Autour de lui, à sa connaissance, mais sans son concours, une coterie d'ambitieux méditent la déchéance de la Commission exécutive. Au point du jour, le combat reprend avec plus de fureur ; l'insurrection gagne toujours du terrain : le canon, la fusillade, le tocsin, se rapprochent de l'Assemblée qui délibère et qui participe à l'incertitude générale.

On demande la mise de Paris en état de siège, la concentration de tous les pouvoirs dans les mains du général Cavaignac ; l'Assemblée ne balance plus : « Dans une heure, s'est écrié Bastide, un des agents de l'intrigue du *National*, l'Hôtel-de-Ville sera pris ! » La Commission exécutive donne sa démission ; Cavaignac est proclamé dictateur, Paris est mis en état de siège. Soudain la scène change ; le général Cavaignac devient un autre homme ; il prend des mesures extraordinaires, il pourvoit à tout, il se porte en personne sur le théâtre de cette affreuse lutte ; il fait sortir de terre les bataillons ; il oppose partout l'armée à l'insurrection triomphante ; il accorde un peu de répit à la garde nationale qui a noblement payé d'exemple ; il est à la hauteur de la mission qui lui est confiée : c'est un grand chef de guerre, qui ne doute plus de la victoire et qui la commande. Les généraux, ses compagnons d'armes



se portent à la place du Panthéon ; puis, dans les faubourgs, et sans un seul cri

mission qui lui est conée : c'est un grand chef de guerre, le
de la victoire et qui la commande. Les généraux, ses compagnons d'armes



Die Besetzung der Stadt von Paris
am 1. Juni 1848

d'Afrique le secondent à merveille. Lamoricière surtout pousse la bravoure jusqu'à la folie : monté sur son cheval noir et drapé dans son burnous blanc, il passe comme un ouragan au milieu des balles et défie la mort qui frappe tout à ses côtés. Damesme, Négrier, Duvivier, sont blessés mortellement ; Bréa est lâchement assassiné dans un guet-apens ; Bodeau, quoique blessé, ne quitte pas son commandement. Le danger de la patrie improvise des généraux : trois représentants, Clément Thomas, Bixio et Dornès, ont été blessés aussi, à la tête des troupes, le dernier à mort ; Lamartine, François Arago, ont conduit en personne l'attaque des barricades du quartier Saint-Jacques ; le Panthéon, dont les insurgés avaient fait une citadelle, est pris d'assaut ; le clos Saint-Lazare, qui avait été changé en forteresse, est emporté ; les barrières du Nord sont occupées, et les insurgés qui les défendaient, rejetés hors de Paris : l'insurrection, à laquelle coopéraient plus de cinquante mille combattants actifs, est refoulée dans le faubourg Saint-Antoine. Un prêtre, précédé d'un parlementaire qui porte une branche d'arbre en signe de paix, s'avance seul sur la place de la Bastille, vers six heures du soir : c'est l'archevêque de Paris, Affre, qui vient essayer la puissance de son ministère évangélique sur des hommes égarés ; à son aspect, le feu s'est arrêté de part et d'autre ; il parle, il supplie ; on l'écoute : les armes vont tomber des mains du peuple ; mais un coup de fusil met fin à la généreuse mission du prêtre qui tombe blessé à mort et qui ne survécut que quelques heures à sa blessure. Le combat recommence, à la suite de ce douloureux épisode ; il est interrompu par un armistice qui doit expirer le lendemain, 25, à dix heures du matin : le général Cavaignac doit bombarder le faubourg, si les insurgés refusent de se rendre sans conditions. A dix heures sonnant, le faubourg alors capitule, et le général dit à l'armée et à la garde nationale, dans une proclamation : « Dans Paris, je vois des vainqueurs, des vaincus. Que mon nom reste maudit, si je consentais à y voir des victimes ! La justice aura son cours ! » L'Assemblée avait décrété que les insurgés pris les armes à la main seraient déportés sans jugement aux îles Marquises. Plus de dix mille étaient prisonniers ; on les avait entassés dans les caves du Palais-Royal, de l'Hôtel-de-Ville, des Tuileries, et dans le souterrain du bord de l'eau : ces malheureux restèrent vingt-quatre heures, sans air, sans nourriture ; parmi eux, un grand nombre, arrêtés par suite de méprises inévitables dans de pareilles catastrophes, n'avaient aucunement participé à l'insurrection. Beaucoup d'insurgés avaient été passés par les armes pendant l'action. La garde nationale et la garde mobile poussèrent même la vengeance jusqu'à la cruauté : on les avait animés à ces odieuses représailles, en répandant mille contes absurdes sur les prétendues atrocités commises par les insurgés, qui s'étaient montrés, au contraire, généreux à l'égard de leurs prisonniers. On assure que l'ordre avait été donné à la garde nationale et à la ligne, de *tuer tout* ! On n'obéit que trop à cet ordre, et l'on fusilla sans pitié des vaincus qui avaient rendu leurs armes. Quant aux chefs de cette grande bataille du peuple, non-seulement on ne les

prit pas, mais encore on ne découvrit pas leurs noms. Ce secret fut bien gardé, même devant les conseils de guerre qu'on organisa aussitôt pour juger les principaux coupables. Les autres furent renfermés dans les casemates des fortifications, puis envoyés, au nombre de huit mille, à Belle-Isle-en-Mer, jusqu'à ce qu'on pût les déporter en masse. On porta à cinq ou six mille le nombre de ceux qui avaient péri dans le combat. Les pertes de l'armée et de la garde nationale ne s'élevaient pas au quart de ce chiffre, que le gouvernement n'eut garde d'avouer. Le dernier acte de la bataille de Juin fut le plus terrible : toutes les gardes nationales des départements voisins étaient accourues à la défense de la République et de l'Assemblée nationale; une partie de ces braves auxiliaires de l'ordre bivouaquait sur la place du Carrousel, pendant qu'on faisait sortir du souterrain des Tuileries une colonne de prisonniers désarmés; ceux-ci tentèrent de s'enfuir et causèrent une panique générale, pendant laquelle les gardes nationaux se fusillèrent entre eux.

La capitale semblait effrayée de sa victoire; l'état de siège faisait planer une sorte de terreur sur les têtes les plus innocentes; les journaux d'opposition étaient suspendus; Émile de Girardin, rédacteur de la *Presse*, se voyait mis au secret à la Conciergerie, sans aucun motif sérieux; le désarmement s'opérait sans difficulté; les visites domiciliaires et les arrestations se multipliaient tous les jours. Le nom du général Cavaignac était béni comme celui d'un libérateur par la bourgeoisie; maudit comme celui d'un tyran, par le peuple. La dictature s'inaugura sous les auspices du *National* qui s'occupa d'abord du changement des ministres : Duclerc, qui avait oublié son origine au point de ne pas trahir la Commission exécutive, fut remplacé aux finances par Goudchaux; Basile, nommé à la marine, retourna bientôt au ministère des affaires étrangères que lui rendit le général Bedeau, enchaîné par sa blessure sur son lit de douleur : la nomination de Bedeau, de même que celle du général Lamoricière à la guerre, était une satisfaction donnée à l'opinion publique qui exaltait la belle conduite de ces deux intrépides *Africains*; Senard fut appelé à l'intérieur, et Recurt aux travaux publics; Carnot et Flocon cédèrent le commerce à l'instruction publique à Vaulabelle et à Tourret; Bethmont, qui s'était laissé, après l'orage du 15 mai, installer machinalement à la justice, abandonnée par Crémieux, resta en place jusqu'à ce qu'un autre avocat, l'inutile Marie, l'eût débarrassé de ce fardeau trop lourd pour lui. Marie, que l'Assemblée avait porté un moment à la présidence, eut pour successeur Marrast qui confiait la mairie de Paris à l'honnête incapacité de Recurt. Au milieu de ces mouvements ministériels, Cavaignac trônait dans son hôtel de la rue de Varennes; par l'influence de ses amis du *National*, il tenait dans sa main l'Assemblée. Le fantôme du bonapartisme prit alors un corps redoutable : le prince Louis-Napoléon fut nommé une seconde fois à Paris et, en même temps, dans trois départements, avec une majorité considérablement accrue par le bruit de sa démission et par la vigoureuse propagande des comités napoléoniens. Il revenait à la Chambre tellement fort par le fait de cette majorité,

qu'on ne pouvait le repousser sans faire crier à la persécution. Il fut admis, sur le rapport approuvé de Jules Favre, et en montant à la tribune, en s'offrant pour la première fois aux regards de la France attentive, il prononça ces nobles paroles : « Après trente-trois ans de proscription et d'exil, je retrouve enfin ma patrie et tous mes droits de citoyen. La République m'a fait ce bonheur. Que la République reçoive mon serment de dévouement, et que les généreux compatriotes qui m'ont porté dans cette enceinte soient certains que je m'efforcerai de justifier leurs suffrages en travaillant avec vous au maintien de la tranquillité, le premier besoin du pays et au développement des institutions démocratiques que le peuple a le droit de réclamer ? » De ce jour-là, le nom de Napoléon ne cessa de retentir comme un écho de gloire et de prospérité aux oreilles du peuple. Le parti du *National* croyait avoir moins à redouter ce nouveau bonapartisme que le socialisme de Louis Blanc et le révolutionnarisme de Caussidière, qui, l'un et l'autre, aspiraient à la présidence de la République, à la dictature de la France et à la refonte complète de la société. Caussidière et Louis Blanc furent dénoncés derechef comme complices de l'attentat du 15 mai ; une commission spéciale, détachée de la grande commission d'enquête qui recherchait les causes des journées de Juin, examina la conduite des deux représentants soupçonnés et incriminés ; un rapport fut fait à l'Assemblée, lequel concluait à l'autorisation des poursuites. Louis Blanc se défendit avec une éloquence victorieuse ; Caussidière, avec une feinte bonhomie qui devait le faire absoudre ; mais la coalition contre eux était trop puissante et trop obstinée : l'Assemblée les livra donc à la justice criminelle. Ils eurent toutefois, l'un et l'autre, la facilité de se soustraire au mandat d'arrêt qui les attendait à la porte de la Chambre, et ils se réfugièrent en Angleterre qui leur ouvrit un asile aussi bien qu'à Louis-Philippe qu'ils avaient détrôné ! La Chambre était en pleine réaction : bien que le pouvoir dictatorial, poursuivi par les vigoureuses semonces de Victor Hugo, le défenseur de toutes les libertés, eût été forcé de renoncer à l'état de siège et aux actes d'arbitraire contre la presse, ce pouvoir, né de la guerre civile, avait essayé de se fortifier, en appelant dans son sein deux ministres, étrangers au *National*, Dufaure à l'intérieur, Vivien aux travaux publics. C'était un retour vers l'ancien tiers-parti. Mais les légitimistes, les orléanistes, les *nationalistes*, s'entendaient pour étouffer les doctrines sociales et pour emprisonner le gouvernement républicain dans les lieux mesquins de la politique : on discutait la Constitution sans patriotisme, sans vérité, sans grandeur ; chacun ne fut préoccupé, dans cette discussion pâle et vague, que de ses petits intérêts d'ambition. La Constitution était l'œuvre bâtarde du président Marrast, qui put croire un moment à ses destinées de législateur ; dans ce moment-là, Marrast était le majordome et l'amphytrion de l'Assemblée ; il donnait des fêtes à l'Hôtel de la présidence, faisait de l'aristocratie bourgeoise et conviait la France à rire de ses magnificences de parvenu. Cavaignac, d'un autre côté, remplissait un rôle an-

logue, avec plus de dignité, de tenue et de décence ; aussi, devint-il presque une idole pour les habitants de Paris. Grâce à lui, du moins, une tranquillité profonde régnait dans le pays. Mais tous ces républicains de la veille se souciaient peu de l'application de leurs principes : leur conduite à l'égard des peuples était plus égoïste encore que celle des ministres de Louis-Philippe, qu'ils avaient tant accusés de faire descendre la France de son rang parmi les nations. Le Manifeste de Lamartine recevait d'outrageux démentis, et les nationalités expiraient, les yeux tournés vers la France qui avait promis de les secourir et qui refusait de leur tendre la main. Le vote mémorable de l'Assemblée, dans sa séance du 24 mai : « Pacte fraternel avec l'Allemagne, reconstitution de la Pologne, affranchissement de l'Italie, » n'avait pas été inscrit sur le drapeau de la République. La France, isolée dans son égoïsme, assistait avec indifférence à la défaite et au massacre des peuples qui s'étaient levés à son exemple : le maréchal Radetzki était rentré à Milan ; toutes les villes de la Lombardie retombaient sous le joug autrichien ; Charles-Albert, battu, poursuivi par l'ennemi vainqueur, avait dû accepter une capitulation pour sauver sa couronne ; le roi de Naples, voué à l'horreur du monde civilisé sous le surnom de *il re bombardatore*, se sentait capable de reconquérir la Sicile en la bombardant encore. Mais Venise, que le souffle de Manin avait ressuscitée, s'app préparait à subir un long siège ; l'indépendance Italienne se ranimait à Rome, et l'assassinat du ministre Rossi (15 novembre) était le signal d'une révolution que la fuite du pape Pie IX livrait à Mazzini et à la République ; Vienne et Berlin faisaient un nouvel effort armé pour l'unité de l'Allemagne qui se débattait expirante dans la diète de Francfort ; Prague s'insurgeait contre l'empereur, et la Hongrie tout entière, à la voix de l'illustre Kossuth, redevenait libre par la grâce de Dieu et de son épée. La France ou plutôt son dictateur se bouchait les oreilles, pour ne pas entendre l'agonie de la liberté européenne. La France avait enfin une Constitution que l'absence des lois organiques rendait bien fragile ; mais on ne prenait pas le temps de les voter, encore moins de les étudier ; la grande affaire, c'était la nomination du président de la République. Après le vote de la Constitution, qu'avaient adoptée sept cent trente-neuf voix sur sept cent soixante-neuf votants (4 novembre), on la proclama, huit jours après, solennellement sur la place de la Concorde, cérémonie à laquelle manquait l'âme du pays. Ensuite, on ne pensa plus qu'à nommer le président de la République. Les partis n'avaient pas perdu leur temps pour rassembler des suffrages : les séides de Cavaignac avaient employé tous les moyens que lui fournissaient les pouvoirs dont il était revêtu ; Ledru-Rollin et Raspail étaient servis par les restes épars des clubs et des sociétés secrètes ; quelques imprudents amis mettaient aussi en avant le nom dépopularisé de Lamartine, illustre victime de son patriotisme et de son grand cœur ; mais le nom de Napoléon conservait toujours l'éclat et le prestige que l'Empire lui avait imprimés : le prince Louis-Napoléon, dont la candidature fut propagée par la sympathie et la reconnaissance

nationales, pouvait se fier à l'instinct des populations. Le 10 décembre, l'élection se fit avec une immense émotion ; le scrutin proclama les candidats : Louis Bonaparte, cinq millions quatre cent trente-quatre mille deux cent vingt-six voix ; Cavaignac, un million quatre cent quarante-un mille cent sept voix ; Ledru-Rollin, trois cent soixante-dix mille cent dix-neuf voix ; Raspail, trente-six mille neuf cent vingt ; Lamartine, dix-sept mille deux cent dix. Le 20 décembre, le général Cavaignac monte à la tribune et dépose ses pouvoirs avec la démission collective de tous les ministres ; le prince Louis-Napoléon, l'élu de cinq millions cinq cent mille suffrages, lui succède, accueilli par la froideur et la défiance de l'Assemblée qui a été si hostile à son élection ; le président de cette assemblée, Marrast, lit la formule du serment ; Louis-Napoléon, levant la main droite, répond d'une voix ferme : « Je le jure ! » Après quoi, Marrast le proclame président de la République française. L'Assemblée, avec une imposante unanimité, crie : *Vive la République !*

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

	Pages
Restauration. — Louis XVIII.....	1
— Charles X.....	229
Louis-Philippe I ^{er}	337
République française.....	542

